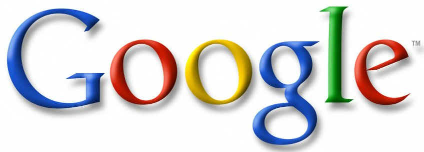



1817
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUÆRIS PENINSULAM AMŒNAM
CIRCUMSPICE

REVUE

DES

DEUX MONDES

XIIIe ANNÉE. — NOUVELLE SÉRIE

1er OCTOBRE 1843.

IMPRIMERIE DE H. FOURNIER ET CIE,
RUE SAINT-BENOIT, 7.

REVUE

DES

DEUX MONDES

TOME QUATRIÈME

TREIZIÈME ANNÉE. — NOUVELLE SÉRIE

PARIS

AU BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DES BEAUX-ARTS, 10

1843

FERNAND.

PREMIÈRE PARTIE.

FERNAND DE PEVENEY A KARL STEIN.

Tu l'as voulu, je suis parti, j'ai fui. D'ailleurs, j'étais au bout de mes forces et de mon courage. Quelle vie! quel enfer! Non, il n'est pas d'enfer qui ne soit doux après une pareille vie. D'où vient donc que mon cœur est triste jusqu'à la mort? d'où vient qu'au lieu de l'enivrer, le sentiment de sa prochaine délivrance le torture et le déchire? Tu m'avais promis la joie du prisonnier qui voit tomber ses chaînes : les cris seuls de mon désespoir ont salué jusqu'ici mon acheminement à la liberté. Combien de temps a duré ce voyage? Un jour, un siècle, je ne sais. Les arbres qui fuyaient sur le bord de la route m'apparaissaient comme des ombres éplorées; j'entendais des sanglots dans les sifflemens de la bise. Pourrai-je dire jamais les luttes et les combats que j'ai livrés et soutenus contre moi-même durant ce funeste trajet? Une fois, ne sentant plus en moi l'énergie de ma résolution, j'ai fait tourner bride aux chevaux; mais en apercevant, du haut d'une colline, Paris comme un gouffre béant à l'horizon, saisi d'épouvante, j'ai consulté mon cœur et repris tristement le chemin de la solitude. J'arrive enfin : j'ai revu sans plaisir et sans

émotion les ombrages paternels et la demeure où je suis né. Ma tête est en feu; une ardente inquiétude m'agite et me dévore. Que se passe-t-il? que va-t-il se passer? Que résultera-t-il du coup affreux qu'il me reste à porter? A ces questions, ma raison se perd. Toi cependant, unique confident de cette lamentable histoire, prends pitié de deux infortunés; soutiens-les l'un et l'autre dans cette dernière épreuve. Dirige la main qui veut et qui n'ose frapper; le coup porté, sois tout entier à la victime.

KARL STEIN A FERNAND DE PEVENEY.

Du calme, du sang-froid! Tâchons de ne point mettre à tout ceci plus de solennité que la situation n'en comporte. Dis-toi bien d'abord qu'il ne t'arrive rien que de simple et de très vulgaire : tous les hommes ont passé par là. Ton histoire court les rues; tu l'as coudoyée vingt fois sans t'en douter. Ne te flatte donc pas de l'idée que tu as ouvert une nouvelle voie, et que tu explores en ce moment des terres inconnues et des landes désertes. Sache au contraire que tu viens d'entrer dans un chemin battu, où tu ne saurais manquer de rencontrer bonne et nombreuse compagnie. Je conviens que la route est rude, et que tous ceux qui l'ont faite avant toi n'en ont emporté ni les ronces ni les épines; mais il ne faut, pour en sortir, qu'un peu de courage et de volonté : nous en aurons, Fernand; tu me l'as promis, et j'y compte.

Tu es parti, c'est bien. En ces sortes d'exécutions, mieux vaut frapper de loin que de près; la main est plus ferme, le trait plus assuré. On n'assiste point aux convulsions de la victime, on n'entend pas ses cris, on ne voit point ses larmes, et l'on échappe ainsi au spectacle le plus déplorable que puisse offrir la passion aux abois. Ajoute que la victime elle-même en est plus calme et plus résignée, car en ceci les femmes ressemblent fort aux enfans, qui tombent et se relèvent sans pleurer, s'il n'est personne autour d'eux pour les plaindre et pour les consoler.

Tu souffres et tu t'effraies du coup qu'il te reste à porter : c'est ainsi que, dans les jeunes ames, il survit long-temps à l'amour un sentiment d'honneur et de probité impérieux autant que la passion. On aime avec sa conscience long-temps après qu'on a cessé d'aimer avec son cœur. Je suis convaincu, toutefois, qu'en retranchant de ses scrupules l'orgueil et la vanité qui s'y mêlent, on se sentirait plus tranquille. Quelle étrange présomption de croire que, parce qu'on

quitte une femme, cette femme n'a plus qu'à se jeter par la fenêtre, à moins qu'elle ne préfère se laisser mourir de chagrin! Les femmes en rient entre elles. Je soupçonne, pour ma part, qu'il leur déplaît moins d'être quittées que nous ne nous plaisons à le croire. La preuve en est que, lorsque nous leur restons, ce sont elles qui nous abandonnent. Rassure-toi donc, et ne t'exagère pas avec trop de complaisance la gravité du mal que tu vas faire; sois humble, tu seras soulagé. Que se passe-t-il? Jusqu'à présent rien que je sache. Que va-t-il se passer? Dieu seul le peut savoir. Quoi qu'il arrive, sois sûr que l'harmonie universelle n'en sera point troublée.

Ami, crois-moi, hâte-toi d'en finir avec cette vie qui n'a plus pour excuse l'entraînement, l'amour et le bonheur; arrache-toi de ce ténébreux abîme dans lequel tu viens d'enfouir les plus belles années de ta jeunesse. Aujourd'hui, il en est temps encore; demain, peut-être, il serait trop tard. Je ne me donne ni pour un quaker ni pour un puritain : je ne fais profession ni de vertu ni de morale, je hais les pédans et les cuistres, les hypocrites et les cafards; mais lorsqu'on s'est attardé trop long-temps dans ces liaisons que réprouve le monde, je sais à quel prix on en sort, heureux lorsqu'on peut en sortir! On s'y abandonne aisément; il semble qu'on sera toujours maître de reprendre sa place au soleil dans cette société dont on a fait si bon marché d'abord, et à laquelle il faut tôt ou tard revenir. En effet, voici qu'un beau jour on sent s'éveiller en soi le sentiment de l'ordre et du devoir, l'instinct de la famille, le besoin des affections permises; mais lorsque, tendant la main vers ces trésors follement dédaignés, nous voulons franchir la distance qui nous en sépare, bien souvent il arrive qu'épuisés par de vains efforts, nous retombons dans le gouffre que nous avons creusé nous-mêmes, et qui finit par nous engloutir. Combien d'existences ainsi perdues qui promettaient au début d'être honorables et fécondes! Que d'infortunés, retenus au passé par un clou de fer, qui voient se fermer à jamais devant eux les portes d'or de l'avenir! Tu es jeune, tu peux tout réparer; hâte-toi, ne croupis pas plus long-temps dans ce bagne infect qu'on nomme l'adultère. C'est toi qui l'as dit, quelle vie! quel enfer! C'était bien la peine, pour en venir là, de trahir le plus noble cœur qui ait jamais battu dans une poitrine humaine!

Le jour même de ton départ, je me suis présenté chez le comte. Je l'ai trouvé seul au salon; sous prétexte d'une forte migraine, Mme de Rouèvres s'était retirée de bonne heure dans son appartement. Aussitôt qu'il m'a vu entrer : — Vous savez, m'a-t-il dit en

venant à moi, que Fernand est parti? — Oui, lui ai-je répondu, et je crains que son absence ne se prolonge au-delà de nos prévisions.— Tant pis, a répliqué M. de Rouèvres; il nous manquera, nous l'aimons beaucoup. Vous me voyez tout attristé de son départ. — Je me suis assis, nous avons causé; ton nom est revenu plus d'une fois dans notre entretien. — J'espère bien, m'a-t-il dit, que ce n'est pas un embarras d'affaires qui l'oblige à quitter Paris : s'il en était autrement, je ne pardonnerais pas à Fernand de ne s'être point adressé à moi. Il avait remarqué ta tristesse en ces derniers temps, tes attitudes silencieuses, ton air sombre, ton front rêveur; il craignait que son amitié n'eût été trop discrète et trop réservée. Plus d'une fois j'ai voulu changer le cours de la conversation, mais c'est toujours à toi qu'il a fallu revenir. Ton avenir le préoccupe. — Il est temps, m'a-t-il dit, que Fernand songe sérieusement à utiliser les dons que lui a octroyés le ciel. Il n'est pas d'homme, quelque richement que l'ait doté le sort, qui doive se croire affranchi de la nécessité du travail. Nous ne recevons qu'à la condition de rendre, et plus la destinée nous a favorablement traités, plus nous avons d'obligations vis-à-vis de nous-mêmes et de nos semblables. A ce compte, nous avons le droit de beaucoup exiger de notre jeune ami.—A vrai dire, j'avais le cœur navré de l'entendre parler de la sorte; j'en rougissais pour toi. Je sais qu'en général on aime à s'égayer aux dépens des maris. Volontiers on se raille de leur fol aveuglement et de leur confiance devenue proverbiale; mais, quand cette confiance et cet aveuglement ne sont pas autre chose que la noble sécurité d'un esprit honnête et d'une ame chevaleresque, le monde n'en rit plus, et c'est sur ceux qui en abusent que retombent le blâme et la honte. En bonne conscience, t'es-tu jamais demandé à quelle supériorité personnelle tu dois d'avoir enlevé à cet homme l'amour et l'honneur de sa femme? Je me suis souvent posé cette question, et je t'avoue brutalement que je n'ai jamais pu y répondre. Il est vrai que vis-à-vis de la comtesse, tu as eu l'immense avantage de ne pas être son mari. Et puis, M. de Rouèvres doit manquer nécessairement d'idéal et de poésie; C'est une nature froide et positive qui n'entend rien, je le jurerais, au jargon des ames incomprises. Il n'en faut pas plus, par le temps qui court, pour tout justifier aux yeux de la passion; seulement les honnêtes gens commencent à trouver que cela fait pitié.

Allons, point de faiblesse! Les choses se passeront cette fois comme toujours : larmes, sanglots, imprécations, prières; on voudra se tuer, on se consolera.

FERNAND DE PEVENEY A KARL STEIN.

Lis la lettre que je reçois. Si telle est sa douleur pour une séparation qu'elle croit momentanée, quel sera son désespoir lorsqu'elle apprendra que c'est d'une rupture qu'il s'agit, d'une séparation éternelle! Tu penses la connaître, tu ne la connais pas; tu ne sais pas à quels excès la passion peut pousser cette tête exaltée. Orgueil ou pitié, j'hésite et je tremble. Ne hâtons rien, ne précipitons rien! C'est un cœur digne à tous égards de soins et de ménagemens; laisse-moi le préparer peu à peu au sacrifice, et l'y conduire, s'il est possible, sans trop de déchiremens et par d'insensibles détours. Le ciel m'est témoin que, si je n'écoutais que ma fatigue et mon impatience, j'en finirais sans plus attendre; mais de quelques ennuis que son amour m'ait abreuvé, je ne puis oublier qu'elle m'aime, et que je l'ai long-temps aimée.

Tu me parles de M. de Rouèvres. Va, cet homme, sans s'en douter, s'est mieux vengé par son aveugle sécurité, qu'il ne l'aurait pu faire en m'immolant au ressentiment le plus légitime. Jamais sa main n'a touché la mienne que je n'aie senti la rougeur de la honte me monter au visage; je n'ai jamais affronté sans pâlir la sérénité de son regard et la cordialité de son accueil. La confiance, l'estime et l'affection qu'il m'a témoignées, auront été mon châtiment et mon supplice. Par quel charme fatal, par quelle pente irrésistible en sommes-nous arrivés, Arabelle et moi, à trahir ce loyal esprit et ce noble cœur? Hélas! que te dirai-je que tu ne saches déjà? Tu fus témoin de mon bonheur. Tu sais que ce bonheur fut tel que Dieu lui-même ne m'eût pas infligé une plus rude expiation. Il est un adultère qui va front levé, face découverte. Celui-là du moins a le mérite de la franchise et le courage de la révolte. Il accepte la lutte au grand jour, et n'usurpe pas les bénéfices de la société qu'il outrage; il a quelque chose de la grandeur déchue de l'ange rebelle de Milton. Mais il en est un autre, hypocrite et lâche, vivant de ruse et de mensonge, rampant dans l'ombre comme un reptile, traînant à sa suite le remords, la peur et la honte. C'est l'adultère à domicile : c'est à ce vampire que j'ai donné à sucer le plus pur de mon sang; c'est ce minotaure qui a dévoré les plus fécondes années de ma jeunesse. La lassitude est venue vite, l'ennui ne s'est pas fait attendre; c'est qu'il n'est pas d'amour si vivace qui ne s'étiole bientôt dans une atmosphère si malsaine.

Voici mon plan, tu l'approuveras, je l'espère : écrire de loin en loin à Arabelle; trouver chaque fois un nouveau prétexte pour prolonger mon absence; passer insensiblement des expressions de la tendresse au langage de la raison; éclairer peu à peu son cœur, l'amener par degrés à des sentimens plus paisibles, et la déposer ainsi, sans la briser ni la meurtrir, sur le seuil de la réalité. Je compte sur ton assistance. Nul doute que les premiers cris de sa passion blessée n'arrivent jusqu'à toi. Ménage à la fois et son orgueil et son amour; laisse-lui croire qu'en la quittant, c'est moi seul que je sacrifie, et que, si son bonheur m'était moins cher que le mien, je serais encore auprès d'elle.

Depuis que ce plan est arrêté, je me sens plus ferme et plus calme. Je viens d'écrire à Arabelle. Je me suis épuisé à torturer mon cœur pour en faire jaillir deux ou trois pâles étincelles. Quel ennui! Si tu as un ennemi, souhaite-lui d'avoir à écrire une lettre d'amant à la femme qu'il n'aime plus. Autant vaudrait souffler sur les cendres d'Ilion pour en tirer un peu de flamme.

KARL STEIN A FERNAND DE PEVENEY.

Ah! faible, faible cœur! Ainsi, pour te troubler, il aura suffi d'une lettre! Voici déjà que tu trembles et que tu hésites! voici qu'au lieu d'aller droit au but, tu prends le chemin de traverse! Si dès à présent tu fléchis, que sera-ce donc lorsque Arabelle, éclairée sur son sort, à chaque courrier t'enverra sous enveloppe les fureurs d'Hermione, les sanglots d'Ariane et les plaintes de Calypso! Enfant, tu n'y résisteras pas; tu reviendras, esclave soumis et repentant, reprendre le collier de misère. Je ne me dissimule pas ce que la position a de pénible et de périlleux : il n'est pas de chaîne, je le sais, qu'il ne soit plus aisé de rompre que ces liens si doux à former; mais si la tâche est rude, la vanité, je te l'ai déjà dit, nous en exagère singulièrement les difficultés, et toujours est-il qu'il se faut garder de trop prendre au sérieux les lamentations de ces belles abandonnées. Il est bien rare, quand nous les délaissons, qu'elles n'aient pas sous la main une consolation toute prête. As-tu remarqué que le chêne ne perd ses feuilles que pour en prendre de nouvelles? Les femmes, en amour, ne font guère autrement.

Tu tiens à connaître mon sentiment sur le plan de campagne que tu t'es tracé; à quoi bon? Tu ne serais pas homme, si, en demandant

un conseil, tu n'étais décidé par avance à ne suivre que ta fantaisie. D'ailleurs c'est l'avis d'Arabelle qu'il faudrait avoir en ceci. Pour ma part, j'ai toujours pensé qu'en amour comme en politique, mieux vaut sauter par la fenêtre, au risque de se rompre le cou, que de se laisser mettre à la porte et traîner dans les escaliers. Je pense aussi qu'en tranchant le nœud gordien, Alexandre-le-Grand a voulu montrer aux amans de quelle façon ils s'y doivent prendre pour dénouer le lien qui les blesse.

FERNAND DE PEVENEY A KARL STEIN.

Par goût et par tempérament, je répugne aux partis extrêmes. Souffre donc que je m'obstine à suivre la ligne de conduite que je me suis tracée; c'est une voie lente, mais sûre. Avec un peu de patience et de ménagement, les choses auront leur cours naturel, et s'éteindront sans éclat et sans bruit. Je n'en suis déjà plus aux élans de la passion; j'ai quitté les cimes brûlantes pour les régions tempérées et sereines. Je ne désespère pas d'y amener doucement Arabelle. Bien qu'elles se ressentent de cette sourde inquiétude qui précède la fin du bonheur, ses lettres sont plus calmes que je ne devais raisonnablement m'y attendre. Elle en arrivera d'elle-même à comprendre la nécessité d'une séparation; l'idée que j'en souffre autant qu'elle, et que j'immole mon bonheur au soin de son repos, en vue de sa propre gloire, exaltera ses forces et lui rendra la résignation plus facile. Le temps et le monde feront le reste.

Je respire enfin, je commence à renaître. J'ai subi l'influence de la terre natale; le silence des champs est descendu peu à peu dans mon cœur. Ami, la nature est bonne; vainement avons-nous négligé son culte et porté loin d'elle nos désirs et nos ambitions; mère indulgente, nous n'avons qu'à lui revenir pour qu'elle nous ouvre aussitôt son sein. Heureux qui sait borner sa vie à l'aimer et à la comprendre!

Ma maison s'élève à mi-côte sur le bord de la Sèvres nantaise, dans un petit coin de ce bas monde qu'on peut dire chéri du ciel. Je t'en ai parlé souvent; mais moi-même qu'en savais-je alors? Ce n'est qu'au retour des longues absences, lorsqu'on a pleuré et souffert au loin, qu'on aime et qu'on apprécie sa patrie. Tu n'as vu nulle part de plus belles eaux, ni de plus frais ombrages; nulle part, tu n'as rencontré de plus riantes solitudes. Les visiteurs que ce pays attire

durant l'été s'arrêtent à Clisson, et n'arrivent pas jusqu'ici, où l'on n'entend que le bruit des écluses. C'est sous ce toit que mon père a vécu, dans le creux de cette vallée, à l'ombre de ces bois, au murmure de ces claires ondes. Sa vie et sa mort furent d'un heureux et d'un sage. C'est ainsi que je prétends vivre et mourir. Ce que je sais des hommes et de la passion me suffit. Je ne suis point né pour ces orages. Je tiens de mon père des goûts simples, des instincts paisibles; comme lui, je passerai mes jours dans la paix et dans la retraite. Les voies du monde sont trop difficiles; il faut, pour s'y tenir droit et ferme, un pied plus sûr que le mien. Si j'ai pu, avec le cœur le plus pur et les intentions les plus honnêtes, y glisser dès les premiers pas, que serait-ce quand j'aurais dépouillé tout-à-fait les pudeurs et les scrupules du jeune âge! Je m'y perdrais. Je m'en retire dès à présent sans regret et sans amertume, l'ayant trop vu pour l'aimer et point assez pour le haïr. Je conçois que la société n'approuve pas de semblables projets : c'est une maîtresse d'hôtel garni qui tient fort à louer ses chambres; mais comme il se trouve toujours plus de gens qu'il n'en faut pour les occuper, ne saurait-elle, sans nuire à ses intérêts, permettre à quelques enfans de la Bohême de loger en plein air et de coucher à la belle étoile? Un tel exemple n'est guère contagieux. Je n'ignore aucune des hautes vérités qu'à ce propos on a mises en circulation. Je sais qu'un homme n'est compté pour rien, s'il n'est pas quelque chose, c'est-à-dire s'il n'a pas une position, un état, une carrière. Cependant s'il m'est doux, à moi, de n'être rien? Si vos emplois ne me tentent pas? Si je ne me soucie ni de vos places ni de vos honneurs? Si je préfère le silence à vos bruits, le repos à vos agitations et la solitude à vos fêtes? C'est alors que la société, qui ne supporte point patiemment qu'on puisse se passer d'elle, vous jette à la face les noms d'égoïste et de lâche. A son aise! l'aubépine est en fleurs, les oiseaux chantent dans les haies, et mon cheval est là, tout sellé, qui m'attend. Vois mon père d'ailleurs; il ne fut ni avocat ni député, pas même maire de son village. Il ne fut rien qu'un homme heureux; mais, durant trente ans, son bonheur rayonna comme un soleil sur ces campagnes. Pas un coin de cette terre qu'il n'ait embelli ou fertilisé. Il a couvert ces coteaux de pampres, ces champs de blés, ces vergers de fruits. Après avoir écrit avec la bêche et la charrue des poèmes qui ne périront pas, il dort en paix sous les arbres qu'il a plantés, et les paysans gardent pieusement sa mémoire. Tel est le sort que j'envie; mes ambitions ne vont pas au-delà, et, quelque fatal qu'il ait été, je ne me repens

plus de l'essai que je viens de faire, puisque je lui dois d'avoir entrevu de bonne heure et compris le vrai but de ma destinée.

Tu le vois, me voici tout près d'emboucher les pipeaux champêtres! Paris m'a fait amoureux de l'églogue. A ce compte, tu devines aisément l'emploi de mes journées. Jusqu'à l'heure où le facteur de la commune passe devant ma porte, je suis triste, inquiet, tourmenté. Quand je l'aperçois de loin avec sa boîte en sautoir, ses guêtres de cuir aux jambes et son bâton ferré à la main, mon cœur se serre. S'il me remet une lettre d'Arabelle, j'en brise le cachet avec humeur, et c'est un jour perdu pour la joie; mais qu'il passe sans s'arrêter, je sens aussitôt mes poumons qui se dilatent, l'air de la liberté qui m'inonde, et je pars plus léger qu'un faon courant sur l'herbe des clairières.

Je vais à l'aventure où me mène mon cheval ou ma fantaisie. Aujourd'hui pourtant, après t'avoir écrit, je pousserai résolument jusqu'au château de Mondeberre. L'histoire du château se cache dans l'ombre des temps féodaux : la châtetaine est belle encore, et sa destinée est touchante. Mme de Mondeberre perdit, après un an de mariage, son mari, jeune et beau comme elle, tué misérablement par son meilleur ami dans une partie de chasse. Veuve à vingt ans, comblée de tous les dons de la naissance et de la fortune, elle dit au monde un éternel adieu, et se retira avec sa fille, qui comptait quelques mois à peine, dans ce manoir qu'elle n'a plus quitté, malgré les sollicitations de ses amis et de sa famille.

Je n'étais guère qu'un enfant alors; mais cette histoire, que j'entendais conter autour de moi, préoccupait et charmait à la fois mon imagination naissante. Un soir, j'en entrevis l'héroïne à travers le feuillage éclairci de son parc. Qu'elle m'apparut belle et charmante! mais en même temps qu'elle me sembla imposante et fière! Je n'oublierai jamais de quelle façon il me fut donné de lui parler pour la première fois.

J'avais seize ans : j'aimais la chasse avec passion. Un jour que j'avais battu sans succès nos landes et nos bruyères, je m'en revenais d'un pas découragé, quand tout à coup mes chiens firent lever un lièvre qui disparut dans un épais fourré. Les chiens l'y suivirent, et moi-même je m'y jetai avec une sauvage ardeur. Toi qui n'as jamais brûlé de poudre qu'au tir, tu ne sais pas quelle fièvre, ou plutôt quel démon s'empare, en ces instans, de notre être. J'éventrai une haie qui me faisait obstacle, et, le visage et les mains en sang, je me précipitai sur la tracc des chiens, les animant de la voix, et ne m'aper-

cevant pas que je me trouvais dans une propriété particulière, enceinte de murs et de haies vives. M'étant posté au détour d'une allée, j'attendis mon lièvre, et lui lâchai au passage une charge de plomb dans le flanc. Presque aussitôt des cris partirent à quelques pas de moi. Je me retournai et reconnus Mme de Mondeberre et sa fille. L'enfant se pressait avec effroi contre sa mère; celle-ci était pâle et tremblante. Je devinai sur-le-champ ce qui se passait en elle; je compris quels funèbres échos je venais d'éveiller dans son cœur, et que j'étais à ses yeux l'appareil vivant du supplice qui l'avait faite veuve à vingt ans. J'aurais voulu m'abîmer à cent pieds sous terre. Par un brusque mouvement, je me débarrassai de mon carnier et le lançai avec mon fusil par-dessus le mur d'enceinte; puis, ayant renvoyé mes chiens, je m'avançai timide et confus, et balbutiai quelques excuses. Mme de Mondeberre en parut touchée; elle me sut gré surtout de l'avoir devinée et comprise. Je me nommai : mon nom ne lui était pas étranger; elle me dit qu'autrefois les Peveney s'étaient alliés à sa famille. J'ignore comment il arriva que nous nous prîmes à marcher doucement dans les allées du parc, elle appuyée sur mon bras, et moi tenant sa fille par la main. C'était une belle enfant, déjà grave et sérieuse, comme tous les enfans qui de bonne heure ont vu pleurer leur mère. Bien que la douleur eût terni sur son front l'éclat de la jeunesse, Mme de Mondeberre était calme et sereine. Rien n'est bon et sain à la longue comme de vivre avec les morts. Quand je fus près de me retirer, je lui renouvelai mes excuses. — Si j'étais votre amie, me dit-elle, je vous ferais une prière. — Madame, ordonnez, m'écriai-je. — Je vous prierais, ajouta-t-elle, de renoncer à un jeu cruel, trop souvent fatal aux mères et aux épouses. — Dans mon trouble, je ne sais trop ce que je répondis; mais toujours est-il que je ne chassai plus à partir de ce jour.

Ce fut à peu de temps de là que mon père, n'ayant pu s'entendre avec l'intendant du château au sujet de prétendus empiétemens de terrain (les domaines de Mondeberre et de Peveney ont de tout temps été limitrophes) prit le parti de s'adresser à la châtelaine. Il s'ensuivit des relations précieuses; des rapports fréquens et presque familiers s'établirent entre nos deux maisons. Mme de Mondeberre était simple, sans ostentation dans son deuil; elle ne faisait ni spectacle ni bruit de ses pleurs et de ses regrets. On s'imaginait dans le pays que ses appartemens étaient tendus de noir, et qu'elle passait tous ses jours enfermée, comme Artémise, dans le mau-

solée de son époux. Il n'en était rien; comme tous les sentiments profonds, sa douleur discrète et voilée se laissait à peine deviner. A la gravité d'une vertu toute romaine, elle joignait les grâces naturelles de l'esprit et de la beauté. Elle portait un mort dans son cœur; mais elle était pareille à ces tombes agrestes qui, n'étalant ni monument ni inscriptions funèbres, se cachent humblement sous un tertre de fleurs et de verdure. J'accompagnais mon père au château; souvent j'y allais seul. J'étais jeune : mes sens et mon imagination s'éveillaient; j'avais les inquiètes ardeurs de mon âge, qu'irritaient encore le silence des champs et la solitude où j'avais grandi. Je voyais Mme de Mondeberre à peu près tous les jours; nous avions, le soir, de longs entretiens sous les marronniers du parc. Nous allions parfois avec sa fille nous asseoir sur le bord de l'eau. Eh bien! tel était le sentiment de respect et d'admiration que m'inspirait cette noble créature, qu'il ne m'est pas arrivé de me sentir une seule fois ému ou troublé par le charme de sa personne, ni d'emporter, en la quittant, une pensée que j'aurais craint d'avouer hautement devant elle. Mon père mourut. Mme de Mondeberre m'aida et me soutint dans cette grande épreuve : en pleurant avec moi, elle rendit mes larmes moins amères. Je me rappelle encore ses paroles pleines de douceur, ses conseils remplis de sagesse. — Nous devons, me disait-elle, honorer les êtres que nous avons aimés, moins par nos sanglots que par nos actions, en songeant sans cesse que, tout morts qu'ils sont, ils nous voient; que, tout heureuse et toute détachée qu'elle est des choses d'ici-bas, leur ame peut souffrir de nos fautes. — La foi et la piété respiraient dans tous ses discours, avec l'espoir d'une vie meilleure où Dieu réunit pour l'éternité les ames fidèles qui se sont aimées sur la terre. Je ne me lassais pas de l'entendre : en l'écoutant, je me sentais plus fort et consolé.

Cependant je ne tardai pas à être repris de cette turbulente inquiétude à laquelle la mort de mon père avait d'abord imposé silence. Un brûlant désir de voir et de connaître s'empara tout à coup de mon cœur et de tous mes sens. J'étais libre, maître de ma fortune et de ma destinée. Décidé à partir pour Paris, je fis part de mon projet à Mme de Mondeberre, qui n'en parut point surprise. — Vous voulez partir, me dit-elle; c'est tout simple, la curiosité sied à votre âge : il est bon, d'ailleurs, qu'un homme sache le monde et la vie. Partez donc. A votre retour, vous apprécierez mieux les biens que vous allez quitter. — Puis elle me parla longuement de ce monde et de cette vie nouvelle que j'allais aborder. Tandis que nous causions, Alice, sa

fille, se tenait près de nous, debout, silencieuse, immobile. Cette enfant m'aimait, et je l'aimais aussi comme un doux reflet de sa mère. Lorsqu'elle savait que je devais venir, elle allait m'attendre au bout du sentier, courait à moi du plus loin qu'elle m'apercevait, et, me prenant par la main, m'amenait triomphante au château. Cette fois, il me fut impossible d'obtenir d'elle un sourire, ni même un regard. Je voulus l'attirer, mais elle s'échappa de mes bras. La veille de mon départ, j'allai faire mes adieux à Mme de Mondeberre. Tous les détails de cette soirée sont aussi présens à mon esprit que s'ils dataient d'hier seulement. Le jour tombait, on touchait à la fin d'octobre; quand j'entrai, un grand feu clair brillait dans l'âtre; la châtelaine était assise dans l'embrasure d'une fenêtre ouverte. Sans se lever, elle me tendit la main et me fit asseoir auprès d'elle; elle m'entretint encore une fois de la mer semée d'écueils sur laquelle j'allais m'aventurer; sa voix était plus grave et plus tendre que d'habitude. S'en étant retirée de bonne heure, elle ne savait guère du monde que ce que j'en savais moi-même; mais elle avait beaucoup réfléchi, et, me voyant près de quitter nos campagnes pour aller, sans guide et sans appui, me mêler, si jeune encore, aux flots des hommes et des choses, elle en éprouvait comme un sentiment de maternel effroi. Tandis qu'elle parlait, le vent d'hiver remplissait le parc d'harmonies lugubres. J'entendais le bruit sec et morne des feuilles desséchées; je voyais sur la cime des arbres se balancer de noirs corbeaux. Je fus saisi d'une grande tristesse, et de sombres pressentimens m'assaillirent; mais ma résolution était prise, et Mme de Mondeberre elle-même semblait envisager ce départ comme une nécessité. — Adieu donc! me dit-elle, nous prierons le ciel pour qu'il vous donne toutes les félicités que vous méritez. — Avant de me retirer, je demandai à embrasser Alice, qui n'avait point encore paru. Sa mère l'envoya chercher; on l'amena presque malgré elle. — Enfant, lui dis-je, vous ne m'aimez donc plus? A ces mots, elle fondit en pleurs. Je partis; je n'avais point d'amour pour Mme de Mondeberre, Alice comptait au plus dix ans; je partais libre de tous liens. D'où venait donc cette voix mystérieuse qui, tandis que je m'éloignais, de loin en loin me criait brusquement que je tournais le dos au bonheur?

Hélas! durant ces sept années, les ai-je assez souillés et profanés, ces purs et chastes souvenirs! Aussi, n'ai-je point encore osé porter mes pas vers Mondeberre, tant je me reconnais indigne de rentrer dans ce saint asile. Il m'a semblé qu'auparavant je devais m'imposer

pour ainsi dire une quarantaine morale; il me semble, encore à cette heure, que je vais y retrouver le fantôme de ma jeunesse, qui refusera de me reconnaître et s'enfuira d'un air irrité.

LE MÊME AU MÊME.

Hier donc, après t'avoir écrit, je suis parti pour Mondeberre. J'ai fait la route au pas de mon cheval, lentement, religieusement, ainsi que se font les pèlerinages. Le ciel gris et voilé s'harmoniait avec les dispositions de mon ame. J'ai suivi les sentiers que suivait autrefois ma jeunesse; j'ai reconnu tous les bouquets d'arbres, tous les buissons en fleurs, tous les accidens du paysage; il n'y avait que moi de changé. J'aperçus bientôt, à travers le feuillage, les tours noircies du château féodal, la plate-forme ombragée d'ormeaux, les pans de murs habillés de lierre. A ces aspects, j'ai senti plus profondément ma misère et ma déchéance; j'ai pleuré sur moi-même et me suis abîmé dans la mélancolie des jours mal employés. Ainsi, j'allais comme autrefois, plein de trouble, le long de ces haies; seulement, au lieu du trouble poétique et charmant qui remplit d'harmonies et d'images gracieuses le matin de l'existence, je traînais avec moi cette morne inquiétude, cette lourde fatigue que laisse après elle la passion désabusée.

Je mis pied à terre à la petite porte du parc et j'entrai. Aussitôt je me sentis enveloppé d'ombre et de silence. Il me sembla que je retrouvais un Éden depuis long-temps perdu et regretté, et dans ce court enivrement j'oubliai les douleurs de l'exil.

Après avoir erré çà et là, j'allai m'asseoir sur un banc de pierre, à demi caché sous un massif d'ébéniers et de lilas qui secouaient à l'entour leurs grappes embaumées. J'étais plongé depuis près d'une heure dans mes souvenirs, lorsque j'entendis le frôlement d'une robe et le bruit d'un pied léger sur le sable fin de l'allée. Je levai la tête et vis, à quelques pas de moi, Mme de Mondeberre, non pas comme autrefois, pâlie par la douleur, austère et grave, ainsi qu'il sied aux veuves, mais fraîche, souriante et parée, comme la nature, de toutes les graces du printemps. C'était bien son front intelligent et fier, mais rayonnant cette fois du doux éclat de la jeunesse; c'étaient ses beaux yeux bleus, moins les larmes qui en avaient terni l'azur; c'était sa noble démarche, moins les chagrins qui l'avaient brisée. Ses cheveux blonds, qu'autrefois elle cachait sévèrement comme un luxe

mal séant au deuil, ruisselaient en boucles d'or le long de son visage. Les flots de gaze et de mousseline qui l'enveloppaient tout entière lui donnaient l'air d'une de ces apparitions vaporeuses que les poètes voient flotter sur le bord des lacs, dans la brume argentée des nuits. Je crus d'abord que c'était une illusion de mes sens, et je restai debout, immobile, à la contempler, tandis qu'elle m'observait de ce regard limpide et curieux qui n'appartient qu'aux gazelles et aux jeunes filles. Enfin je me décidai à marcher vers elle; mais à peine eus-je fait quelques pas, qu'elle s'enfuit, et je m'arrêtai à suivre des yeux sa robe blanche à travers la ramée. N'était-ce point Mme de Mondeberre en effet? Je la vis apparaître, au bout de quelques instans, telle à peu près que je l'avais vue autrefois; seulement les années qui venaient de s'écouler avaient laissé sur ses traits comme sur les miens des traces de leur passage. Aussitôt que je l'aperçus, je courus vers elle, et je pressai avec attendrissement ses deux mains sur mes lèvres et contre mon cœur. Elle-même était émue, et c'est à peine si dans le trouble des premiers momens nous pûmes échanger quelques mots. Enfin je songeai à la chère enfant qui avait tant pleuré le jour de mon départ. Je parlai d'Alice à sa mère. « Elle vous a bien reconnu, me dit-elle; c'est elle qui m'a dit que vous étiez là. Je vous croyais encore à Paris. » Ces paroles me frappèrent d'étonnement et presque de stupeur. « Quoi! m'écriai-je, cette blanche et belle créature que je viens d'entrevoir.... — C'est Alice, c'est ma fille, » répondit Mme de Mondeberre avec un sourire de tendresse et d'orgueil. Quoi de plus simple, et ne devais-je pas m'y attendre? Ne savais-je pas que l'enfance hérite de ceux qui la précèdent, et que c'est des fleurs tombées de notre front que le temps tresse des couronnes à la génération qui nous suit? Vois pourtant quelle chose étrange! ma pensée ne s'était pas une seule fois arrêtée aux changemens que ces sept années avaient dû amener chez Alice, et je croyais naïvement que j'allais retrouver sous ces ombrages l'enfant que j'y avais laissée. Heureusement la nature n'est ni oublieuse ni imprévoyante comme l'esprit de l'homme. Rien ne la distrait de son œuvre. Tout meurt et tout renaît; un nouveau jet remplace la pousse qui s'effeuille; à la voix qui s'éteint, une voix plus fraîche succède; au flot qui se retire, un flot plus harmonieux; près d'une grace qui se fane, il en est toujours une autre qui fleurit. Ainsi, renouvelant sans cesse son impérissable beauté, la nature marche sans s'arrêter dans son immortelle jeunesse.

Mlle de Mondeberre ne tarda pas à nous rejoindre. Elle rougit en

nous abordant; la jeune fille se souvenait sans doute, et peut-être était-elle confuse des larmes qu'avait versées l'enfant. Moi-même je me sentais troublé. C'est qu'en effet, pour un homme encore jeune, je ne sais rien de plus troublant que de se retrouver ainsi, dans tout l'éclat et dans toute la gloire de ses belles années, l'enfant qu'on a jadis aimée avec toutes les familiarités d'une tendresse fraternelle. Si de son côté la jeune fille n'a rien oublié, la gêne est égale de part et d'autre, et la position doublement embarrassante. On se rappelle qu'on a joué ensemble sur les pelouses, qu'on s'est aimé, qu'on se l'est dit en toute liberté comme en toute innocence, et l'on est là, tremblant et rougissant, ne sachant quelle contenance garder ni comment concilier les rapports familiers du passé avec la réserve mutuelle qu'on doit s'imposer désormais. Mme de Mondeberre comprit ce que la situation avait de difficile; elle nous en tira avec sa grace accoutumée.

Alice est l'image de la jeunesse de sa mère. Mme de Mondeberre est si belle encore et si jeune, qu'en la voyant près de sa fille on les prendrait pour les deux sœurs. En me retrouvant près de ces deux charmantes femmes, dans ce parc où rien n'est changé, il m'a semblé que je ne m'en étais jamais éloigné, et que j'avais rêvé l'absence et la douleur. Il suffit de revoir un instant les lieux et les êtres aimés pour combler aussitôt l'abîme qui nous en a long-temps séparés. Tu penses cependant à combien de questions il m'a fallu répondre. On eût dit que j'arrivais des lointains pays. Pour ces deux chastes créatures qui n'ont jamais quitté leur nid, n'arrivais-je pas en effet des contrées lointaines? J'ai parlé de Paris, et vaguement des ennuis qui m'y avaient assailli; j'ai dit mon dégoût du monde, ma résolution de vivre désormais dans le domaine de mes pères. Puis est venu mon tour d'interroger. J'ai demandé quels grands évènemens s'étaient passés à Mondeberre durant mon absence. On m'a répondu en souriant que les lilas avaient fleuri sept fois, et que les marronniers qui balançaient leurs panaches blancs sur nos têtes avaient sept fois changé de feuillage. Ainsi causant, nous allions à pas lents, le cœur plein d'une douce joie, et recueillant, comme des pervenches, le long des allées les frais souvenirs que nous y avions semés autrefois.

Sur le soir, nous avons gagné le château; j'ai respiré, en y entrant, je ne sais quel bon parfum d'honnêteté, d'ordre et d'innocence, qui m'a reporté délicieusement aux meilleurs jours de mon jeune âge. J'ai tout revu, tout reconnu: les mêmes meubles étaient encore à la

même place; les mêmes serviteurs qui m'avaient vu partir m'ont souhaité la bienvenue. Comme autrefois, la table du salon était chargée de fleurs, de livres et d'ouvrages de tapisserie. Le temps, qui change tout, n'a rien changé dans cet asile; il n'y a qu'une enfant de moins et qu'un ange de plus. Nous avons dîné sur la terrasse. Les nuages s'étaient dissipés; le soleil, près de disparaître, envoyait ses derniers rayons mourir à nos pieds; les oiseaux, avant de s'endormir, nous donnaient leurs plus beaux concerts. Ce bienveillant accueil, cette hospitalité si franche et si gracieuse, ces deux nobles femmes qui me souriaient comme deux sœurs, ces serviteurs joyeux de me revoir, enfin cette belle nature qui semblait, elle aussi, fêter le retour de l'enfant prodigue, tout cela remplissait mon ame d'une pure ivresse. Parfois je me demandais si je veillais, et si ce n'était pas un songe. Quand je partis, les étoiles brillaient depuis long-temps dans le bleu du ciel. Je m'en retournai calme, heureux, rasséréné, meilleur enfin que je n'étais venu; mais je devais, en rentrant chez moi, retrouver le souvenir d'Arabelle, comme un malfaiteur qui se serait introduit dans ma maison et m'aurait attendu, traîtreusement caché derrière ma porte.

On me remit une lettre que le facteur avait jugé convenable de n'apporter que le soir. J'examinai la suscription avec un sentiment de terreur; je reconnus la main d'Arabelle.

Je ne sache pas que jamais lettre soit arrivée plus mal à propos; il me sembla que c'était un créancier impitoyable qui réclamait le prix d'un jour de bonheur et d'oubli. Imagine un forçat un peu poétique parvenu à briser ses chaînes. Il s'est échappé le matin, et, durant tout un jour, il a bu à longs traits l'air enivrant de la liberté; il a marché tout un jour sans liens et sans entraves; il a vu le soleil se coucher dans sa gloire; il s'apprête à dormir sur un lit de mousse, sous la voûte étoilée, pour reprendre au matin sa course aventureuse. Tout le charme et tout le ravit. Mais voici qu'au moment où son cœur n'est qu'une hymne de délivrance, on le reprend, on l'arrête, on lui remet les fers aux pieds; voici qu'on le ramène au bagne, qu'il croyait avoir fui pour jamais. Tel est l'effet qu'a produit sur moi cette lettre; elle m'a rejeté violemment sur le sol de la réalité. Ce n'eût été la veille qu'un mouvement d'humeur; ce fut cette fois de la colère et presque de la haine. Je rompis le cachet et je lus quelques lignes. Au sortir du chaste et paisible intérieur où je venais de goûter des joies si simples et si pures, ce langage passionné me choqua comme

un son faux et discordant. Et puis, toujours la même chose! Je n'ai pas eu le courage d'aller jusqu'au bout : je lirai le reste dans quelque roman nouveau.

Adieu. Quand tu seras las du bruit et de la foule, viens te reposer auprès de moi; tu trouveras toujours sur le pas de ma porte deux bras amis qui s'ouvriront pour te recevoir.

KARL STEIN A FERNAND DE PEVENEY.

Ainsi tu romps avec la société : il faudra bien que la société s'en console. Vis aux champs, s'il te plaît d'y vivre. Les gentilshommes d'autrefois, qui valaient bien ceux d'aujourd'hui, cultivaient leurs terres et faisaient du bien à leurs paysans; je ne pense pas que ce soit déroger que d'en faire autant. Seulement n'oublie pas que ton père ne fut un homme heureux que parce qu'il fut un homme utile. Être utile, c'est la question. « Si vous vous sentez les passions assez modérées, écrivait un philosophe à je ne sais quel gentillâtre qui lui demandait conseil; si vous vous sentez l'esprit assez doux, le cœur assez sain pour vous accommoder d'une vie égale, simple et laborieuse, restez dans vos domaines, faites-les valoir, travaillez vous-même, soyez le père de vos domestiques, l'ami de vos voisins, juste et bon envers tout le monde; servez Dieu dans la simplicité de votre cœur : vous serez assez vertueux. » Toi, cependant, ne te hâte point de décider irrévocablement de tes goûts, de ta vocation et de ta destinée; tu es sous le coup de préoccupations trop vives pour pouvoir encore sainement en juger. A Dieu ne plaise que je te blâme de songer à régler ta vie! J'écrirais volontiers, comme Pline le jeune, que le cours régulier des astres ne me fait pas plus de plaisir que l'arrangement dans la vie des hommes. Seulement, attends le calme et la réflexion; mets de l'ordre dans tes sentimens avant d'essayer d'en mettre dans l'agencement de ton existence. On ne jette pas l'ancre en pleine mer durant la tourmente.

Ici, rien de nouveau. Mme de Rouèvres est souffrante; elle ne voit et ne reçoit personne. On ne se gêne pas, dans le monde, pour attribuer à ton absence ce soudain amour de retraite et de solitude. Le monde est une petite ville où tout se sait. Je ne vois guère que le mari qui, fidèle à la tradition, ne soit pas dans le secret de la comédie. Fasse le ciel qu'il vive toujours dans la même ignorance! car je ne le crois pas homme à prendre patiemment son malheur,

Plus il aurait poussé loin la confiance et l'aveuglement, plus il serait implacable dans son ressentiment et terrible dans sa vengeance. C'est une de ces ames inflexibles dans leur droiture, qui pardonnent d'autant moins, que pour leur propre compte elles n'ont pas besoin d'indulgence. Il aime sa femme, j'en ai la conviction, d'un amour plus profond et plus vrai que n'a jamais été le tien. Outragé dans son honneur et blessé dans son affection, j'ignore à quel parti il se résoudrait; mais à coup sûr ce ne serait point à la résignation. Je l'ai vu dernièrement; il m'a semblé tristement préoccupé de l'état maladif de la comtesse. Je lui ai conseillé les eaux et les voyages. Il y avait songé; mais la comtesse s'y refuse. C'est fâcheux : un petit voyage au Spitzberg aurait bien fait ton affaire. Bref, c'est là qu'en sont les choses. Pousse au dénouement : j'ai hâte de nous savoir sortis de cette maudite galère.

FERNAND DE PEVENEY A KARL STEIN.

Il semble qu'en retournant à Mondeberre j'ai remonté le cours de ma jeunesse et ressaisi par le bout de leurs ailes mes années envolées. Mon cœur se délasse et s'apaise; je n'entends plus en lui que le roulement sourd de la tempête qui s'éloigne. Souvent j'ai vu la Sèvres, grossie par les pluies d'orage, déborder et couvrir de limon et de sable nos champs et nos guérets; ce n'était qu'en rentrant dans son lit qu'elle reprenait, au bout de quelques jours, la transparence de ses ondes : c'est l'image de ma destinée. Quoi que tu puisses dire, je vivrai sous ce coin de ciel; la réflexion, mes instincts et mes goûts, tout m'y fixe et tout m'y enchaîne. Je ne serai pas inutile au bien-être de ces campagnes. Je me suis écrié d'abord, comme Alexandre, que mon père ne m'avait laissé rien à faire; mais, en y regardant de plus près, j'ai compris que dans la voie des améliorations, quelle qu'en soit d'ailleurs la nature, le mieux est toujours à trouver. Je fais de grands projets; si je parviens à en réaliser quelques-uns, ma vie n'aura pas été stérile. Je fais aussi de doux rêves; s'ils ne m'échappent pas tous, ma vie n'aura pas été sans bonheur. Tu le vois, c'est un parti pris : déjà je construis des granges, je plante des peupliers, j'ouvre des chemins vicinaux. Cette activité du corps me repose des fatigues de l'ame. Tous ces détails de la vie rustique, au milieu desquels je me suis élevé, me charment et m'attirent au-delà de ce que je pourrais exprimer. La terre est bonne à ceux qui l'aiment et qui

la cultivent. Tu ne sais pas, toi, de quel amour on se prend à l'aimer, et combien cet amour, à l'encontre de quelques autres, est sain au cœur et à l'esprit? Le soir, je monte à cheval, et la journée s'achève à Mondeberre. Là, on cause, on lit, on parle de ce qu'on a lu; quelque vieux gentilhomme du voisinage vient se mêler à l'entretien. Mlle de Mondeberrre se met au piano et chante; on va s'asseoir sur le banc de pierre, sous les touffes de lilas et de faux ébéniers, ou bien, si la soirée est belle, on fait atteler la calèche, et l'on gagne Mortagne ou Tiffauges. On admire le paysage, on s'arrête devant les ruines, on évoque les vieux souvenirs. Près de se quitter, on s'étonne de la fuite des heures, et l'on se sépare en échangeant ce doux mot : A demain! Si je compare l'existence que je mène ici avec celle que je menais là-bas : ici, le repos dans le travail, des jours sereins, des relations paisibles, de chastes affections avouées à la face du ciel; là-bas, l'agitation dans l'oisiveté, les soucis rongeurs, les efforts impuissans d'un amour épuisé, les querelles à essuyer, les soupçons à subir; tous les tiraillemens, toutes les exigences d'une passion qu'on ne partage plus, tout cela dans l'ombre et n'osant se montrer : alors je me demande comment il s'est pu faire que j'aie vécu là-bas de cette rude vie, lorsque j'avais ici un Éden ouvert à toute heure.

Mlle de Mondeberre est charmante; telle dut être sa mère à seize ans. Je ne sais rien de plus poétique ni de plus touchant que l'intérieur de ces deux femmes, qui, sans autre ressource que leurs tendresses mutuelles, se font l'une à l'autre un monde toujours nouveau. Je ne pense pas qu'il soit possible de rencontrer entre deux créatures plus d'harmonies et de rapports, plus de sympathies et de convenances. Leurs cheveux ont la même nuance, leurs yeux le même azur, leurs lèvres le même sourire, leur ame et leur esprit le même goût et le même parfum. Seulement, à cause de son éducation solitaire, n'ayant jamais quitté le domaine où elle a grandi, Mlle de Mondeberre a quelque chose de plus agreste et de plus sauvage qui ne messied point aux graces de la jeunesse. Élevée loin du monde, elle en ignore le langage et les habitudes; mais il y a en elle cette élégance de race, cette distinction native que le monde n'enseigne pas. Elle est à la fois simple et fière, intelligente autant que belle. Pourquoi ne le dirais-je pas? Parfois, en la contemplant en silence, je me prends à songer au temps où j'approchais mes lèvres de cette fleur, alors en bouton; aux jours où mes doigts jouaient familièrement avec ces cheveux d'or, où ma main pressait cette main, où mon bras enlaçait cette taille. A ces souvenirs, malgré moi confus

et troublé, je sens un frisson courir de mes pieds à ma tête, et je n'ose m'avouer ce qui se passe dans mon cœur.

Mais, ami, que te conté-je là? Je voulais te parler d'Arabelle. Toutes ses lettres m'appellent à grands cris. Si tu la vois, dis, comme moi, que je fais bâtir, que j'ai trois procès sur les bras, et qu'avec la meilleure volonté du monde, il m'est encore impossible de fixer l'époque de mon retour. Je lui ai écrit ce matin. En voici pour dix jours au moins, dix jours de repos, d'oubli, de pleine liberté! J'en suis depuis long-temps à tout ce que la tendresse a de plus calme et de plus fraternel. Il ne tiendrait qu'à elle de comprendre, mais il paraît que ces choses-là ne s'entendent pas à demi-mot. Elle souffre, j'hésite et j'attends. Ce qu'il y a de vraiment désastreux, c'est que son amour semble augmenter à mesure que le mien s'en va. Si je mets trois bémols à mon style, elle me répond avec six dièzes à la clé; il faudra pourtant bien qu'elle en vienne à s'apercevoir que nous ne jouons plus dans le même ton.

Sais-tu que tu m'épouvantes avec les vengeances de M. de Rouèvres? J'en rêve toutes les nuits. Tu sais quel cas je fais de cet homme. Mais depuis quand as-tu découvert l'ame d'Othello sous cette froide enveloppe? J'imagine que tu veux rire. S'il aimait sa femme comme tu le dis, son amour eût été moins patient, moins aveugle, et voici long-temps qu'il nous aurait tués tous deux.

LE MÊME AU MÊME.

Je ne sais jusqu'à quel point mes lettres t'intéressent; mais je me suis fait une si douce habitude de t'ouvrir mon cœur comme un livre dont je tournerais moi-même les feuillets, qu'il me serait désormais impossible d'en agir autrement avec toi. Si le livre t'ennuie, ferme-le, sans te préoccuper de l'amour-propre de l'auteur. J'ai toujours pensé que ce doit être une chose bonne et profitable d'écrire jour par jour l'examen de sa propre vie. On s'habitue ainsi à se tenir constamment vis-à-vis de soi-même comme devant un juge. On se surveille avec plus de soin; on apporte plus d'ordre dans ses actions et dans ses sentimens. Lorsqu'on sait qu'il faut chaque soir, sous la dictée de sa conscience, faire le relevé de la journée qui vient de s'écouler, on en devient plus circonspect et nécessairement meilleur; on y gagne de se mieux connaître et de discipliner son cœur. Tu comprends qu'à ces fins il m'est doux de t'écrire, puisque j'en

retire à la fois les bénéfices d'une confession et le charme d'une confidence.

Ce soir, que te dirai-je? Je suis triste, et ne sais pourquoi. J'arrive de Mondeberre. En ouvrant la porte du parc, j'ai entrevu Mlle de Mondeberre suspendue au bras d'un étranger qui m'a paru jeune, élégant et beau. Tous deux suivaient l'allée des marronniers, et semblaient causer affectueusement. J'ai craint de troubler un si doux entretien; n'aimant point d'ailleurs les visages nouveaux, j'ai refermé doucement la porte, et m'en suis revenu sans avoir été remarqué. J'étais parti joyeux et léger; je suis revenu sombre et taciturne. Pourquoi? Je l'ignore. En rentrant chez moi, j'ai grondé mes gens et rudoyé mes chiens. Te paraît-il convenable que Mlle de Mondeberre se promène ainsi, le soir, dans un parc, seule au bras d'un jeune homme? En fin de compte, cela ne te regarde pas, ni moi non plus. Je dis seulement que c'est singulier. Depuis mon retour, Mlle de Mondeberre ne s'est pas une seule fois appuyée sur mon bras. Mais ce jeune homme est sans doute le fiancé d'Alice? C'est tout simple : il faudra bien qu'un jour Alice se marie. Je viens d'y songer pour la première fois. Je suis triste, ami, jusqu'aux larmes. Qui m'aime ici? Dans la solitude de mon cœur, j'en viens à regretter l'amour orageux d'Arabelle. Je m'écriais l'autre jour que la nature est bonne; je me trompais, la nature n'est qu'indifférente : nous l'associons à toutes les dispositions de notre ame, mais elle ne se soucie ni de nos joies ni de nos douleurs. Je suis seul, j'appelle : pas une voix ne me répond. Pourtant, mon Dieu! que cette nuit est belle! Qu'il serait doux à la clarté de ces étoiles, au milieu de tous ces parfums et de tous ces murmures qui montent de la terre au ciel comme des flots d'encens et d'harmonie, qu'il serait doux de reposer son front sur un cœur adoré, et de mêler une hymne d'amour aux concerts de la création! Peut-être qu'à l'heure où je t'écris, ces deux jeunes gens errent encore sous les ombrages tutélaires; ils s'aiment, ils sont heureux.

LE MÊME AU MÊME.

Je ne suis pas retourné à Mondeberre. En ceci, je n'ai fait qu'obéir à un sentiment naturel de réserve et de discrétion. Je dois dire aussi que ce lieu a quelque peu perdu pour moi de son charme et de sa poésie. Pourquoi? Je ne sais trop; peut-être m'était-il doux de penser que j'étais seul admis dans l'intimité du sanctuaire. Toujours est-il

que ce n'est plus le même prestige. Il n'est pas douteux que l'étranger de l'autre soir ne soit le fiancé d'Alice. Ce matin, je les ai vus passer tous deux, à cheval, dans le sentier du bord de l'eau. Je n'avais pas encore vu Mlle de Mondeberre en amazone : j'ai souffert de la voir ainsi. Je n'ai jamais aimé les femmes qui montent à cheval. On a remarqué, peut-être avec raison, qu'elles manquent en général de tendresse et de sensibilité. Il est très vrai qu'à cet exercice leurs graces primitives s'altèrent; leur caractère, leurs goûts et leur allure y prennent quelque chose de hardi, de viril et d'aventureux qui les dépouille de leurs plus charmans priviléges. La bride et la cravache ne sont pas faites pour ces mains délicates; le chapeau de l'homme ne sied point à ces aimables fronts. Et puis, comprends-tu que Mme de Mondeberre laisse ainsi sa fille courir les champs à l'aventure, en compagnie de ce jeune homme? Tout ceci me gâte un peu mon paradis et mes deux anges.

LE MÊME AU MÊME.

Rien n'est changé dans ma vie. D'où vient donc que mon cœur est rempli d'allégresse? Pourquoi triste hier et joyeux aujourd'hui? Il faut toujours en revenir à cette exclamation banale : cœur de l'homme, abîme mystérieux!

Je me suis levé, ce matin, résolu, comme la veille, à ne point aller à Mondeberre. Le soir, j'ai pris, sans y songer, le sentier accoutumé, et suis arrivé à la porte du parc, décidé à ne point en franchir le seuil. Bref, je suis entré; le parc était désert. J'allai droit au château, et trouvai au salon Mlle de Mondeberre seule avec l'étranger, tous deux au piano, à la fois riant, chantant et causant. Je crus comprendre que j'étais de trop, et je songeais à m'esquiver, quand Mlle de Mondeberre me retint et me présenta à M. de B., son cousin. Pour le coup, c'était un prétendu, car, de tout temps, les cousins ont plus ou moins épousé leurs cousines. Nous n'eûmes pas échangé vingt paroles, que je le tins pour un fat et un sot. Il est des hommes qu'on hait à première vue; je sentis tout d'abord que je haïssais celui-ci. Il avait une certaine façon d'appeler Alice sa *jolie cousine*, qui me donnait envie de lui tordre le cou. En l'examinant bien, je lui trouvai une beauté vulgaire, sans ame et sans intelligence, une élégance prétentieuse, une jeunesse compromise par un menaçant embonpoint. Ses gestes, son maintien, son langage, tout en lui me

déplaisait, jusqu'au son de sa voix, à ce point que, moi qui ne suis point d'humeur agressive, j'aurais payé cher le droit de le provoquer. Mlle de Mondeberre semblait le trouver charmant : elle souriait à tout ce qu'il disait, et pour moi n'avait pas un regard. Je ne puis dire ce que j'ai souffert ainsi pendant une heure. M. de B... causait avec sa cousine; je mêlais à peine quelques mots à la conversation. Je voulais me retirer, mais une main de fer me scellait à ma place. Mme de Mondeberre entra; elle me demanda pourquoi on ne m'avait pas vu tous ces jours. En cet instant, Alice, qui parlait avec son cousin dans l'embrasure d'une fenêtre, partit d'un frais éclat de rire; je me fis violence pour ne pas aller les étrangler tous deux. Enfin, je me levai. Me voyant prêt à m'éloigner, M. de B... me demanda si j'étais venu à cheval. Sur ma réponse affirmative, il m'offrit de m'accompagner jusqu'à Peveney, car c'était son chemin pour retourner à Nantes. J'acceptai avec empressement; le compagnon n'était guère de mon goût, mais il me souriait de ne le point laisser au logis. « Quoi! vous nous quittez si tôt! s'écrièrent Mme de Mondeberre et sa fille en s'adressant au beau cousin.—Il le faut, répondit M. de B...; Pauline m'attend ce soir. » Je ne sais pourquoi ce nom de Pauline fut comme un rayon de soleil traversant la nuit de mon cœur. « J'espère, ajouta Mme de Mondeberre, qu'à votre prochaine visite, vous nous amènerez mon aimable cousine. » Je pensai qu'il s'agissait d'une sœur; le rayon s'effaça, mon cœur retomba dans sa nuit. Cependant nos chevaux attendaient dans la cour du château. Alice et sa mère se mirent à la fenêtre pour nous voir partir et nous envoyer le dernier adieu. Une fois en selle, nous les saluâmes de la main, et, comme nous nous éloignions au pas allongé de nos bêtes, j'entendis Mme de Mondeberre s'écrier : « Gaston, embrassez pour moi votre femme! » A ces mots, je me sentis si léger, qu'il me sembla que la brise allait m'enlever comme une plume. Il se fit en moi un de ces coups de vent qui balaient le ciel en moins d'une minute. Je me pris bientôt à causer avec M. de B.... Je m'étais singulièrement abusé sur son compte. Durant le trajet de Mondeberre à Peveney, j'appris à le connaître et à l'apprécier. C'est un jeune homme charmant, joignant aux plus nobles qualités de l'ame les dons les plus précieux de l'esprit. En arrivant à Peveney, nous étions déjà de vieux amis. Nous nous reverrons, à coup sûr.

Telle est l'histoire de ma journée. Je t'écris, comme l'autre soir, à la même heure, près de ma fenêtre ouverte. La nature est bonne, la solitude est douce. En cet instant, la lune éclaire le sentier où j'ai

vu passer hier Mlle de Mondeberre à cheval; qu'elle était belle, gracieuse et charmante avec sa jupe d'amazone et ses blonds cheveux au vent! on eût dit une jeune guerrière. Qu'ai-je donc aujourd'hui, et d'où vient à mon cœur la douce ivresse qui l'inonde? Abîme, abîme mystérieux!

KARL STEIN A FERNAND DE PEVENEY.

Pardieu! je te trouve plaisant avec tes mystérieux abîmes. En tout ceci, je n'aperçois ni plus d'abîmes que sur ma main, ni plus de mystères que d'étoiles en plein midi. Tu aimes Mlle de Mondeberre. Eh bien! mon cher garçon, je n'y vois pas grand mal. Elle est jeune, elle est belle; tu es jeune encore, et, nous pouvons le dire, passablement tourné. Vos propriétés se touchent : les armoiries de Peveney écartelées de Mondeberre ne feront point mal sur un écusson. Si vous vous aimez, il faut vous marier, mes enfans. Et pourquoi pas, Fernand? Ce n'est pas moi qui t'en voudrais blâmer. La famille, à tout prendre, est une bonne chose, et je ne sache pas que nos socialistes modernes aient rien imaginé de mieux. J'ai long-temps réfléchi sur tes goûts et sur ton caractère : je te dois cette justice, qu'au milieu même de tes plus grands écarts, j'ai toujours reconnu en toi une ame amie de l'ordre et du devoir. Je te crois né pour le mariage, et j'ai la conviction que, si ton choix est bon, tu goûteras en cet état, le seul convenable en ce monde, tout le bonheur qu'il est permis de goûter ici-bas. Je me réjouis donc de te voir rôder, peut-être à ton insu, autour de la vraie destinée de l'homme; je te sens près de trouver ta voie. Seulement, ne te hâte pas; que ton cœur se repose encore; avant de l'offrir et de le donner, laisse-lui le temps de s'épurer et de refleurir; qu'il soit digne de l'enfant qui l'aura su charmer. Et puis, Fernand, puisqu'il en est ainsi, tu dois à Mme de Rouèvres, tu dois surtout à Mlle de Mondeberre d'en finir, sans plus attendre, courageusement et loyalement avec le passé. N'outrage ni tes souvenirs ni tes espérances. Que Mme de Rouèvres ne puisse jamais supposer que tu l'as délaissée pour former de nouveaux liens; qu'elle ait du moins, dans son abandon, la consolation de se dire que tu ne l'as point sacrifiée à une rivale plus belle et plus jeune, mais que ton amour a cessé parce que tout finit sur la terre. D'une autre part, que Mlle de Mondeberre ne puisse jamais soupçonner que ton amour pour elle a germé dans les cendres encore tièdes d'un

autre amour à peine éteint, et que tu as profané son image en la mêlant aux préoccupations d'une passion agonisante. Respecte ces deux femmes, l'une parce que tout amour est respectable, même celui qu'on ne partage plus; l'autre, parce qu'on ne saurait entourer de trop de soins et de vénération ces jeunes et blanches ames qui n'ont point secoué leur poussière virginale.

C'est tout ce que j'avais à te dire. Je me suis présenté plusieurs fois pour voir Mme de Rouèvres; la comtesse est inabordable. Quant aux vengeances du mari, n'en ris pas. Cet homme est étrange; il lui échappe parfois, dans l'entretien le plus paisible, des mots qui me le font regarder avec stupeur. Sous des dehors d'une simplicité réelle, il cache une énergie qui serait terrible au besoin. Heureusement, il ne se doute de rien, et ne parle de toi qu'avec affection. Il se plaint de ta longue absence, et veut t'écrire pour hâter ton retour. Ils sont tous les mêmes. Adieu.

FERNAND DE PEVENEY A KARL STEIN.

Le soleil n'envahit pas tout d'un coup l'horizon; l'aube éveille d'abord les oiseaux et les brises; l'orient blanchit et se colore; de confuses rumeurs montent des vallées aux coteaux. Ainsi l'amour a son crépuscule matinal, rempli de frais mystères et de préludes enchanteurs. Pourquoi donc avoir si brusquement éclairé mon cœur? Pourquoi cet empressement à le dénoncer à lui-même? Pourquoi m'avoir si tôt appris ce que sans toi j'ignorerais encore? Tu vas droit au but, et ne vois pas que tu supprimes ainsi ce que l'amour a de plus gracieux et de plus charmant, comme un homme qui retrancherait des spectacles de la nature les images et les harmonies qui précèdent le lever du jour.

Ami, qu'as-tu fait? Je ne me doutais de rien; j'étais sans trouble et sans défiance. Je me laissais aller mollement à la dérive du flot qui me berçait, sans m'apercevoir seulement que j'avais quitté le rivage. Je voyais cette enfant tous les jours, mais ce que j'éprouvais auprès d'elle ressemblait si peu à ce que j'avais éprouvé jusqu'alors, que j'étais loin d'imaginer que ce pût être de l'amour. Comment donc, en effet, l'aurais-je soupçonné? L'amour n'avait été pour moi qu'une fièvre des sens, un transport au cerveau, je ne sais quoi d'inquiet et de maladif qui, même au plus fort de l'ivresse, pesait sur mon front comme une atmosphère orageuse. L'ame désordonnée d'Arabelle

avait envahi tout mon être; l'amour ne m'était connu que par ses fureurs. Comment aurais-je pu, près d'Alice, me croire atteint de ce même mal dont j'étais encore meurtri et tout brisé? Le naufragé qui n'a vu l'océan que soulevé par les tempêtes reconnait-il dans l'onde unie comme un miroir la mer en courroux qui l'a jeté sans vie sur la grève? Je m'oubliais auprès de cette enfant comme au bord d'un lac pur et paisible. Je respirais sa jeunesse, et la sérénité de son regard descendait insensiblement dans mon sein. En la voyant, tous mes sens étaient ravis, sans qu'il me vint à l'idée de me demander pourquoi. Sa beauté me pénétrait comme une douce flamme. Au lieu de me troubler, quand mon passé grondait dans mon sein, sa seule présence suffisait à me calmer, pareille à l'étoile mystérieuse qui apaise les flots irrités. Le son de sa voix me charmait à mon insu, ainsi que le murmure des brises dans les bois; son sourire se jouait au fond de mon ame comme un rayon de lune dans le cristal d'une source. Lorsqu'elle marchait, c'était un fil de la Vierge qui glissait sur l'azur du ciel. Pouvais-je deviner, à ces enchantemens, l'amour éclos ou près d'éclore? Je ne soupçonnais rien, je ne prévoyais rien; je subissais le charme sans songer à m'en rendre compte.

Malheureux, tu as changé tout cela! En éclairant mon cœur, tu as effarouché toute une jeune couvée d'espérances qui ne faisaient que d'y naître, et qui commençaient à peine de gazouiller. Depuis que tu m'as dit ce que je ne m'étais pas encore dit à moi-même, je ne sens en moi que trouble et confusion. Je n'aborde plus Alice qu'en tremblant. Je souhaite et je fuis sa présence; je la crains et je la recherche. Contraint et silencieux auprès d'elle, loin d'elle je m'agite et je souffre. Je pâlis sous ses regards; un de ses sourires précipite mon sang ou l'arrête : que sa robe m'effleure en passant, je frissonne de la tête aux pieds. Et cependant, ami, ce trouble que j'éprouve est si chaste, que les anges eux-mêmes ne s'en effraieraient point; le mal que j'endure est si doux, que je ne voudrais pas en guérir. Tu l'as dit, oui, c'est bien l'amour! c'est l'amour, ô mon Dieu, je le sens aux divins transports de mon ame, qu'il épure tout en l'agitant! Je le reconnais au fier sentiment de mon être, qu'il relève et qu'il améliore. C'est le céleste amour, tel que je le rêvais à vingt ans, et dont je n'avais jusqu'à présent embrassé que l'imparfaite image. Mais comment oser en parler? Où trouver des mots dont je n'aie point profané l'usage? Le cœur est si riche et la langue est si pauvre! Est-ce à toi d'ailleurs, témoin et confident de mes folles tendresses, que j'ouvrirai mes nouveaux trésors? Mêlerai-je dans ta

pensée les noms d'Alice et d'Arabelle? Pareil à je un amour naissant des dépouilles d'un amour évanoui? Ah! laissons-la germer en silence, cette fleur du véritable amour; enveloppons-la d'ombre et de mystère; craignons de la flétrir même en la regardant!

KARL STEIN A FERNAND DE PEVENEY.

Le temps presse. Je t'écrirai demain; aujourd'hui rien qu'un mot. Fernand, tu n'as pas un jour, pas une heure, pas un instant à perdre. Il y va de plus que ta vie. Après avoir lu ces lignes, écris à Mme de Rouèvres. Écris-lui que tout est fini, sans rémission, sans appel, irrévocablement fini. Sois franc, sois ferme, sois brutal; plus de pitié, point d'attendrissement. Qu'il n'y ait pas dans ta lettre un terme ambigu, une phrase équivoque, pas un brin d'herbe où se rattache l'espérance. Que ce soit comme un coup de hache assené par un bras vigoureux. Porte toi-même cette lettre à la poste; assure-toi qu'elle partira par le plus prochain courrier. Malheureux, que ne peux-tu lui coudre des ailes! Fais ce que je te dis, aveuglément, sans hésiter, sans demander pourquoi. Cela fait, sois prêt à tout, et tiens-toi prudemment sur tes gardes.

FERNAND DE PEVENEY A MADAME DE ROUÈVRES.

Mes lettres vous offensent, mon silence vous blesse; quoi que je puisse faire, je ne réussis qu'à vous irriter. Vous avez raison, le rôle que je joue est indigne de vous et de moi, et, quoi qu'il m'en coûte, j'aime mieux déchirer votre cœur que de le tromper. Arabelle, en partant, je vous ai dit un éternel adieu. Ne pensez pas que ce sacrifice ne m'ait point demandé d'effort, ni que je m'y résigne aisément. Je gémis autant que vous de la nécessité qui nous sépare; à cette heure encore, si je croyais pouvoir quelque chose pour votre bonheur, j'oublierais que vous ne pouvez rien désormais pour le mien. Mais le bonheur est un échange, et qui ne reçoit rien ne rend rien. Rappelez-vous les luttes et les agitations au milieu desquelles nous venons de vivre; je sentirais en moi le courage de recommencer une pareille vie que j'y renoncerais encore, ne voulant plus, ne devant point vouloir d'un jeu funeste où je ne saurais risquer ma destinée sans compromettre en même temps la vôtre. J'avais compté sur l'ab-

sence pour pacifier votre tendresse et pour en calmer les orages; d'une autre part, j'avais espéré de l'influence de ces campagnes pour reposer mon amour et pour en raviver les ardeurs; je m'étais abusé. Votre tendresse s'est aigrie; de mon côté, je n'ai retiré de la solitude que le sentiment réfléchi de mon impuissance et la résolution de ne plus m'exiler de ces lieux, où me fixent mes goûts paisibles et mes modestes ambitions. Ce n'est pas vous que je quitte, vous me serez éternellement chère; c'est avec la passion que je romps, avec la vie de trouble et de désordre qui en est inséparable et qui répugne à tous mes instincts. Séparons-nous donc noblement, et qu'il ne se mêle point à nos larmes d'autre amertume que celle des regrets. N'imitons point ces amans opiniâtres qui ne brisent leur chaîne qu'après l'avoir arrosée de fiel et passent tout meurtris de l'amour à la haine, sans laisser place au souvenir. Ma résignation n'a rien qui vous doive outrager : je vous rends, jeune et belle, au monde où vous régnez; j'ensevelis dans la retraite une jeunesse qui touche à sa fin, et dont vous aurez eu la plus belle part.

KARL STEIN A FERNAND DE PEVENEY.

Tandis que là-bas tu te couronnais de bleuets et de paquerettes, voici ce qui se passait ici.

Hier, au saut du lit, sur le coup de dix heures, je venais d'achever la lecture de mon journal, et, dans cette position éminemment méditative qui consiste à se tenir assis sur le dos, je digérais nonchalamment les billevesées politiques et littéraires qu'on me sert chaque matin sous bande, en guise de déjeuner intellectuel, lorsque le jeune esclave qui cumule dans mon intérieur les fonctions de groom et de valet de chambre vint m'annoncer d'un air mystérieux qu'une dame voilée demandait à me parler. Ce ne pouvait être que Mme de Rouèvres : c'était elle. Elle se précipita comme une lionne dans mon cabinet, et sans me donner le temps de dire un mot : « Que se passe-t-il? que fait Fernand? pourquoi ne revient-il pas? Vous le savez; parlez, ne me cachez rien : la mort vaut mieux que l'incertitude dans laquelle je vis depuis ce funeste départ. » Sa voix était brève, son visage pâle, son regard fiévreux. J'essayai de la calmer; mais elle m'interrompit aussitôt. « Il ne m'aime plus! il ne m'aime plus! » Et se laissant tomber dans un fauteuil, elle éclata en sanglots. Bien que je

sois peu sensible aux émotions de cette nature, sa douleur me toucha. Je me décidai à mettre en jeu tout ce que le ciel m'a départi d'éloquence pour lui démontrer que tu n'avais point cessé de l'aimer. Mme de Rouèvres m'arrêta court, et je dus essuyer une bordée d'imprécations à ton adresse, dans lesquelles les noms d'ingrat, de parjure et de traître ne te furent point épargnés. Je pensai que tu avais porté le dernier coup, et que tout était fini. Il ne me restait plus qu'à prêcher la résignation. Je hasardai donc quelques maximes aussi neuves que consolantes sur l'instabilité des affections humaines; mais à peine eut-elle compris où je voulais en venir, qu'elle se récria en demandant d'un ton superbe si je la jugeais indigne de ton cœur et de ton amour. Ne sachant plus à quel saint me vouer, je pris le parti de m'en tenir à mon rôle d'honnête homme, le plus simple et le plus facile en ceci comme en toutes choses. Comprenant enfin qu'en venant à moi, elle n'avait obéi qu'au pressentiment de sa destinée, je résolus, tout en ménageant son orgueil et son désespoir, de déchirer le voile que tu n'avais fait encore que soulever. Je commençai par protester de la sincérité de ta tendresse; puis j'en vins doucement à lui laisser entrevoir que votre attitude vis-à-vis de M. de Rouèvres répugnait à la loyauté de ton caractère autant qu'à ton amour la vie de ruse et de duplicité que vous aviez dû vous imposer vis-à-vis du monde. Ici, nouvel embarras! « N'est-ce que cela? s'est-elle écriée; je suis prête à lui tout sacrifier avec joie. Qu'il dise un mot; honneur, fortune, considération, je foule tout aux pieds pour aller vivre seule avec lui au fond des bois. » A mon tour je me récriai; je m'efforçai de lui faire entendre qu'on ne vit pas au fond des bois, que la passion n'est point éternelle, et qu'une heure arrive infailliblement où la raison reprend son empire. Mais voici bien une autre fête! Voici qu'au plus bel endroit de mon sermon, on vient m'annoncer qu'un étranger est là, qu'il demande à m'entretenir, qu'il n'a pas un moment à perdre. Je me jette hors de mon cabinet, et me trouve nez à nez avec M. de Rouèvres, aussi grave, aussi froid, aussi calme que d'habitude. « Rien qu'un mot, me dit-il en refusant de s'asseoir. Ayant à vider une petite affaire, j'ai pensé qu'il ne vous déplairait pas de me servir de témoin. Ce soir, à huit heures, au bois de Vincennes, puis-je compter sur vous? — Toujours et partout, répondis-je. Cette affaire... — Est de celles qui ne s'arrangent pas. — Puis-je savoir?.... — Rien n'est plus simple. » Et là-dessus, de me raconter que la veille, dans un raout, en passant près d'un groupe de jeunes gens qui ne le soupçonnaient

pas si près, il avait entendu prononcer le nom de sa femme et le tien. « Le monde est infame, ajouta-t-il; rien n'est sacré pour lui. Il s'attaque aux plus nobles ames, il outrage les liens les plus purs. » Juge de ma consternation. Confident des amours de la femme, devais-je assister le mari dans une semblable lutte? L'honneur me criait que non; mais comment éluder la tâche que j'avais acceptée? « A ce soir donc! dit le comte en se retirant. — A ce soir! répétai-je sans oser lui toucher la main. » Je retrouvai Arabelle plus morte que vive, l'œil hagard, la bouche livide. Elle avait tout écouté, tout entendu. Elle demeura long-temps muette, à me regarder d'un air égaré. « Je suis perdue! » me dit-elle enfin. — Je tâchai de la rassurer, mais à tout ce que je pus dire, elle ne répondit que ces mots : « Je suis perdue! je suis perdue! » Quand je la vis près de se retirer : « Qu'allez-vous faire? lui demandai-je avec anxiété. — Je n'ai plus que deux refuges, dit-elle : si l'un m'échappe, l'autre, plus sûr, ne me manquera pas. » Je l'obligeai à se rasseoir; je m'épuisai à lui prouver qu'il fallait attendre, que rien n'était désespéré, qu'elle allait tout compromettre en tout précipitant. Tout ce que je pus obtenir d'elle fut qu'elle ne déciderait rien sans m'avoir consulté. Elle partit. Je restai plus d'une heure à la même place, sondant avec effroi l'abîme entr'ouvert sous tes pieds. Le temps fuyait. Je t'écrivis à la hâte quelques lignes seulement, pour te crier gare! A sept heures, on vint m'avertir que la voiture du comte m'attendait à la porte. Durant le trajet, M. de Rouèvres s'entretint avec moi comme s'il se fût agi d'un rendez-vous de chasse. Arrivé sur le terrain, les conditions du combat une fois réglées, il prit une épée et se mit en garde. Ce fut l'affaire d'un instant. Je vis sa lame voltiger, s'allonger, glisser comme un éclair, puis se relever et rester immobile, tandis que notre adversaire tombait raide sur le gazon. Ce n'est pas tout : il en restait un autre, un joli jeune homme, mince comme un roseau, blanc et rose comme une fille de quinze ans, cigare au bout des lèvres, œillet rouge à la boutonnière. Les témoins ayant décidé, pour égaliser les chances, que cette seconde affaire se viderait au pistolet, tous deux se placèrent à quarante pas de distance et marchèrent armés l'un sur l'autre. Au bout de dix pas, le jeune homme fit feu; M. de Rouèvres ne broncha pas. Ce beau fils est un jeune brave : il s'effaça, croisa tranquillement ses bras sur sa poitrine, et continua de fumer, tandis que M. de Rouèvres s'avançait, pistolet au poing. A quinze pas, le comte l'ajusta et lui enleva le cigare qu'il tenait à la bouche. « Pardieu!

monsieur, dit le jeune homme avec humeur, vous êtes un maladroit! — Au contraire, monsieur, répliqua M. de Rouèvres : on ne fume pas sous les armes. » Cela dit, il salua froidement et gagna sa voiture, aussi calme que s'il venait de tuer un lièvre et de manquer un lapereau. Fernand, si tu te bats jamais avec ce diable d'homme, que ce soit à coups de faux, à coups de sabre, à coups de canon; mais garde-toi de l'épée et du pistolet.

Tel est le récit fidèle des évènemens de la journée d'hier. Maintenant, que va-t-il se passer? A la grace de Dieu. Voici pourtant où t'aura conduit ton système de ménagemens et de temporisation! Ou je me trompe fort, ou tu vas te trouver acculé dans la plus horrible impasse où puisse s'étouffer la destinée d'un galant homme. Ne comprends-tu pas, malheureux, que cette femme, depuis ton départ, ne cherche qu'un prétexte pour s'aller jeter dans tes bras? La passion suffirait à l'y précipiter; mais penses-tu qu'elle hésite à cette heure, qu'elle se sent dénoncée à l'opinion et qu'elle voit son mari sur la voie de son déshonneur? Les sacrifices lui coûteront d'autant moins qu'elle n'a plus grand'chose à perdre, et qu'il n'est rien d'ailleurs qu'elle ne sacrifiât avec joie à l'espoir de réveiller ton cœur et de ressaisir ton amour. Voyons, qu'as-tu fait pour parer le coup qui te menace? Cette lettre de rupture est-elle écrite? est-ce franc, net, décisif? Ta main n'a-t-elle point tremblé? Ce n'est plus d'Arabelle qu'il s'agit cette fois, c'est de ton repos, de ton avenir, de ta vie tout entière. Puisse cette lettre arriver assez tôt! Si, fidèle à sa promesse, Mme de Rouèvres ne tente rien sans m'avoir revu, sans m'avoir consulté, rien n'est perdu. Je lui dirai, moi, que tu ne l'aimes plus; ce courage que tu n'as pas eu, je l'aurai pour vous sauver tous deux. Mais qui me dit qu'il en est temps encore? qui me dit qu'à cette heure Mme de Rouèvres n'est pas sur la route de Peveney?

P. S. Bon courage, ami! rien n'est désespéré. Je n'ai pu arriver jusqu'à la comtesse; mais j'ai vu le comte, qui m'a paru d'une sérénité parfaite. Il parle d'enlever sa femme pour la mener aux eaux. Je ne m'étonnerais pas que la conduite qu'il vient de tenir rendît Arabelle au sentiment de ses devoirs. On a vu de ces retours soudains : je crois même qu'on en cite jusqu'à trois exemples. Adieu donc! Mon amitié, trop prompte à s'alarmer, s'était exagéré les dangers de la situation : tout est calme, rassure-toi.

Les deux dernières lettres de Karl Stein surprirent brusquement M. de Peveney au milieu de ses rêves de félicité rustique. L'une fut l'éclair, l'autre le coup de foudre. Fernand vit son passé se dresser comme un mur prêt à lui barrer l'avenir. Après avoir écrit à Mme de Rouèvres et porté lui-même sa lettre à la poste, conformément aux ordres qu'il avait reçus, M. de Peveney compta les heures avec une anxiété qu'on peut imaginer sans peine. Il connaissait le sang-froid de son ami aussi bien que l'exaltation de sa maîtresse; il avait compris, au premier cri d'alarme, que le danger était imminent. Le lendemain, levé avant l'aube, il attendit l'arrivée du facteur dans d'inexprimables angoisses. En lisant le récit que lui faisait Karl Stein, ses perplexités redoublèrent. Il pressentit dans sa destinée quelque chose d'irréparable. Cependant les dernières lignes le rassurèrent, et, en calculant que la lettre qu'il avait écrite la veille arriverait le lendemain à son adresse, il se remit de son épouvante.

Il alla, le soir, à Mondeberre; il y porta les préoccupations qui l'agitaient encore malgré lui. Il y fut distrait, sombre, taciturne. Mme de Mondeberre en fit la remarque tout haut. Alice se mit au piano et chanta les airs qu'il aimait, tandis que sa mère l'interrogeait avec une discrète sollicitude; mais plus ces deux femmes s'empressaient autour de lui, plus il sentait augmenter sa tristesse. Il s'en revint en proie à une dévorante inquiétude, oppressé, mal à l'aise, comme si l'air avait été chargé de tempêtes. L'air était frais et le ciel pur : il n'y avait d'orageux que son cœur. En approchant de sa maison, il aperçut dans l'ombre une voiture attelée devant sa porte. Ses jambes se dérobèrent sous lui, et son front se mouilla d'une sueur froide. Il eut la pensée de s'enfuir. Il s'enfuit en effet et ne rentra que bien avant dans la nuit; mais il ne put s'empêcher de sourire de ses terreurs et de gourmander sa faiblesse, en apprenant que la voiture qui l'avait si fort effrayé était celle de Gaston de B...., qui, se trouvant dans le voisinage, était venu pour lui serrer la main.

Le jour qui suivit fut le jour de la délivrance. Le facteur ayant passé sans s'arrêter, Fernand augura bien du silence de son ami et du silence d'Arabelle. En même temps, il se dit qu'à cette heure sa lettre de rupture était nécessairement entre les mains de Mme de Rouèvres. Libre! il était libre! Étrange liberté, qui lui apparaissait sous les traits d'une jeune reine, et qu'il saluait chargé de nouveaux liens : image de cette autre liberté que nous ne nous lassons pas de poursuivre, et que nous croyons avoir saisie quand nous avons changé d'esclavage!

Quoique un peu mêlée de trouble et d'appréhensions, cette journée fut pour Fernand véritablement enchantée. Dans l'après-midi, Mme de Mondeberre et sa fille vinrent le surprendre à son gîte. — Soyez bénies mille fois! dit M. de Peveney en leur donnant la main pour descendre de leur calèche. Votre présence ici réalise le plus doux de mes rêves; c'est un bonheur que je n'aurais pas osé solliciter. — Vous le devez à votre tristesse d'hier, dit Mme de Mondeberre en souriant; d'ailleurs nous avions projeté depuis long-temps de visiter votre petit royaume. — C'est le vôtre, madame, ajouta Fernand en lui baisant la main avec respect. — Tandis qu'ils parlaient, Mlle de Mondeberre était déjà dans le jardin, courant, légère et curieuse, le long de ces allées peuplées de son image, où Fernand la suivait d'un regard surpris et charmé. Embellie par la présence de ces deux aimables créatures, sa retraite s'anima tout à coup et prit une face nouvelle. Ce fut pour lui comme un avant-goût des félicités vers lesquelles son ame tendait en secret; il lui sembla qu'il faisait, pour ainsi parler, une répétition du bonheur. Ayant prié Mme de Mondeberre de dîner à Peveney, il y mit tant d'insistance, qu'elle y consentit. Ce fut le complément de la fête, et jamais favori recevant sa souveraine ne tressaillit de plus de joie ni de plus d'orgueil que Fernand en voyant sous son toit, à sa table, tant de grace et tant de beauté. La joie brillait aussi dans les yeux d'Alice, et Mme de Mondeberre, heureuse et recueillie, paraissait absorbée dans la contemplation de ces deux jeunes gens; car, bien qu'il eût essuyé les premiers orages de la vie, Fernand était encore dans tout l'éclat de la jeunesse. Le mauvais vent des passions avait passé sur son front comme sur son cœur sans en altérer la pureté. Il avait conservé tout le charme du jeune âge, de même qu'il en avait encore le facile enthousiasme et tous les généreux instincts, si bien qu'en le voyant auprès de Mlle de Mondeberre, il était impossible de ne point fiancer par la pensée ces deux nobles et beaux enfans, tant ils semblaient créés l'un pour l'autre.

Quand l'heure fut venue pour Alice et sa mère de reprendre le chemin du château, Fernand s'excusa de ne les point accompagner. L'amour n'est que contradiction : loin de l'être aimé, il se consume et se dévore; en sa présence, il aspire à la solitude, comme si l'image et le souvenir étaient plus doux que la réalité. Une fois seul, M. de Peveney s'abîma tout entier dans le sentiment de son bonheur. C'est surtout au sortir des passions tumultueuses qu'on se plaît aux chastes délices d'un amour jeune, honnête et pur. Fernand passa le reste

de la soirée à chercher sur le sable la trace des petits pieds d'Alice, à s'asseoir, çà et là, où elle s'était assise, à baiser les objets qu'avaient touchés ses mains, à recueillir les débris de fleurs qu'elle avait effeuillées en se jouant. Puérilités charmantes! adorables enfantillages! malheur à celui dont vous avez cessé d'être l'occupation la plus sérieuse!

Cependant que faisait Arabelle? Fernand ne se le demandait plus. Bien qu'il n'en fût pas encore arrivé au point d'égoïsme et de philosophie où l'on se débarrasse d'un amour importun sans plus de souci que s'il s'agissait d'un vêtement passé de mode, tel est l'entraînement d'un amour qui commence, et tel est le néant d'un amour qui n'est plus, que ce jeune homme, se jugeant hors de tout danger, s'abandonnait sans remords au charme de sa passion naissante.

Le lendemain, lorsqu'il s'éveilla, le soleil entrait à pleins rayons dans sa chambre. Il se leva, le cœur content et l'esprit joyeux. Il y avait long-temps que la vie ne lui avait paru si légère. Il ouvrit la fenêtre et s'enivra de l'air du matin. Le facteur, en passant, lui remit une lettre de Karl Stein, quelques lignes seulement qui achevèrent de le rassurer. Sur le tantôt, il fit seller un cheval et se rendit à Mondeberre, ainsi qu'il s'y était engagé la veille. Il trouva au château M. et Mme de B... et quelques amis des environs, qui s'y réunissaient chaque année, à pareil jour, pour fêter l'anniversaire de la naissance d'Alice.

Lorsqu'il parut, au trouble de Mlle de Mondeberre, il se sentit le roi de la fête. Jamais la belle enfant n'avait été si belle qu'en ce jour, dans toute la fraîcheur de ses dix-sept ans accomplis. Fernand l'admirait à l'écart. Rien n'est si doux que de voir une jeune et noble créature entourée de chastes hommages, d'être soi-même mêlé à la foule, et de pouvoir se dire : C'est moi qu'à l'insu d'elle-même son cœur, en s'éveillant, a choisi entre tous; c'est sous le feu voilé de mon regard que ce front se colore d'une aimable rougeur. J'ai donné la vie à cette blanche Galathée; c'est pour moi seul que ce lis a grandi; c'est sous mon toit qu'il achèvera de fleurir. — Telles étaient les pensées qu'en secret caressait Fernand, car il osait déjà la saluer dans l'avenir des noms charmans d'amante et d'épouse, lorsqu'il reconnut, s'avançant à travers les arbres du parc, un de ses serviteurs, qui semblait le chercher d'un œil inquiet et d'un air mystérieux. M. de Peveney se troubla sans s'expliquer pourquoi.

En cet instant, il était assis près de Mme de Mondeberre, à quel-

ques pas d'Alice, qui s'entretenait avec sa cousine, tandis que M. de B... et le reste de la société, groupés çà et là, agitaient les affaires du jour dans une discussion générale.

Fernand se leva, fit quelques pas vers son serviteur. Celui-ci lui remit une lettre et se retira en silence. Le jeune homme examina la suscription : à la hâte et fraîchement tracés, les caractères étaient à peine lisibles; l'encre en était encore humide. Pliée précipitamment, la lettre n'avait pas de cachet. Toutefois, soit discrétion, soit qu'il sût à quoi s'en tenir, M. de Peveney ne l'ouvrit point; mais, la froissant entre ses doigts, il alla reprendre sa place.

A peine fut-il assis, les conversations cessèrent brusquement, et tous les regards se tournèrent vers lui avec inquiétude. Il était si pâle et si défait, qu'on pensa qu'il s'allait trouver mal. Il essaya de sourire; ses lèvres s'y refusèrent. Il voulut parler; on eût dit, à l'étranglement de sa voix, qu'une main de fer lui serrait la gorge. Pendant ce temps, un œil observateur aurait pu lire sur le visage de Mlle de Mondeberre ce qui se passait sur celui de Fernand. Enfin, par un violent effort, M. de Peveney parvint à dompter le trouble de son ame et à ressaisir ses esprits égarés. Tout fut expliqué par une indisposition subite et passagère, et il n'y eut qu'Alice et sa mère qui ne se contentèrent point de la banalité de la formule. Toutes deux observaient Fernand, l'une à la dérobée, l'autre avec une anxiété maternelle. Cependant, les entretiens s'étant renoués, M. de Peveney profita d'un instant où la discussion, redevenue générale, absorbait toutes les attentions, pour s'esquiver sans être remarqué. Il courut aux écuries du château, brida lui-même son cheval; mais, comme il s'apprêtait à mettre le pied à l'étrier, il aperçut, venant à lui, Mme de Mondeberre, dont il n'avait pu réussir à tromper la sollicitude.

— Vous partez, vous souffrez; qu'avez-vous? lui dit-elle en l'entraînant doucement sous les tilleuls qui ombrageaient la cour. Mon enfant, qu'il soit permis à ma tendresse de vous donner ce nom, ajouta-t-elle en lui prenant les mains avec effusion; confiez-moi le mal de votre ame. Ce n'est pas moi qu'on trompe et qu'on abuse. Depuis quelques jours, vous n'êtes plus le même. Versez vos peines dans le sein de votre vieille amie, car je suis votre vieille amie, Fernand. Votre père m'aimait et j'aimais votre père. Vous ne savez pas, je ne vous ai pas dit que, peu de temps avant sa mort et pressentant sa fin prochaine, il me confia le soin de votre destinée. Vous ne savez pas quels doux rêves nous avons échangés, mêlés et confondus durant les derniers jours qu'il passa sur la terre. Craignant

d'enchaîner vos inclinations et de contrarier vos instincts, je dus vous laisser ignorer l'avenir que nous vous avions préparé en silence. Vous n'avez rien su, je ne vous ai rien dit : vous cependant, depuis votre retour, n'avez-vous pas pénétré mes projets et deviné mes vœux les plus chers?

— Madame, s'écria M. de Peveney d'une voix déchirante, voulez-vous que je meure de douleur à vos pieds? Prenez pitié de ma misère! Ne montrez pas le ciel à un malheureux qui vient peut-être de le perdre à jamais!

— Quel chagrin vous égare? reprit avec bonté Mme de Mondeberre. Jeune ami, confiez-vous à moi qui suis prête à vous confier ce que j'ai de plus précieux au monde. Voici long-temps que dans mon cœur je vous nomme mon fils. Quand je vous connus, à peine échappiez-vous à l'adolescence, et dès-lors je caressai en vous un espoir confus et lointain. Je vous vis sans effroi quitter nos campagnes : ce départ servait mes desseins. Je savais que vous me reviendriez, éprouvé peut-être, mais partant meilleur. Fernand, vous êtes revenu. Je m'étais alarmée de votre longue absence; quelle ne fut pas ma joie de vous retrouver digne du trésor que je vous réservais, et d'assister jour par jour à la réalisation de mes espérances! Vous le voyez, je vais au-devant de vos aveux : c'est une mère qui vous parle; jugez par-là si je vous aime et si je mérite votre confiance.

— Madame, répondit M. de Peveney avec un sombre désespoir, je serais le plus heureux des hommes si je n'en étais le plus infortuné et le plus misérable. Digne à la fois de l'envie et de la pitié de tous, je porte en moi le ciel et l'enfer, et Dieu m'accable en même temps de ses bienfaits et de ses rigueurs. N'en demandez pas davantage. Je ne sais pas moi-même le destin qui m'attend; mais, quel qu'il soit, croyez, madame, que, tant que je vivrai, votre image et votre souvenir rempliront tout entier mon cœur.

A ces mots, il sauta sur son cheval et partit. Qu'allait-il faire? Sa tête était comme une arène où mille projets en lutte se détruisaient les uns les autres. Il pressait avec rage les flancs de son cheval, dans l'espoir de se briser le crâne contre les arbres du chemin. Une fois seul et libre de toute contrainte, il s'était abandonné sans frein aux mouvemens impétueux de son ame. Pâle, les yeux ardens et les lèvres tremblantes, à demi plié sur sa selle, on l'eût dit emporté dans l'espace par l'orage de sa colère. Durant le trajet de Mondeberre à Peveney, il comprit la haine et toutes ses fureurs; dans l'égarement de ses sens déchaînés, il aborda tour à tour la pensée du

meurtre et celle du suicide. Enfin son cheval s'arrêta tout fumant devant la grille du jardin.

Fernand mit pied à terre, et, avec cette résolution brutale que donne le désespoir, il entra d'un pas ferme dans sa maison. Il la trouva déserte; rien n'y révélait la présence ni même l'arrivée récente d'aucun hôte. Il appela; pas une voix ne répondit. Ses gens, qui ne l'attendaient que le soir, étaient absens; le serviteur qui lui avait porté la fatale nouvelle n'était point encore de retour. Un rayon d'espérance éclaircit son front et traversa son cœur. Cette lettre qui venait de le ramener comme la foudre, il se rappela tout à coup qu'il ne l'avait même pas ouverte, et qu'il n'en connaissait que la suscription. N'avait-il pas été trop prompt à s'effrayer? Ses yeux ne l'avaient-ils point abusé? Prêt à sourire encore une fois de sa terreur et de sa faiblesse, il prit cette lettre dans la poche de son habit; mais comme, après avoir examiné de nouveau avec une attention sérieuse les caractères de l'adresse, il se préparait à l'ouvrir, il entendit le frôlement d'une robe dans l'escalier qui montait à sa chambre, et presque au même instant il se sentit enlacé par les bras d'une femme qui le couvrait de pleurs et de baisers, en s'écriant d'une voix éperdue : — Fernand! mon Fernand! c'est donc vous qu'enfin je revois! Hélas! j'ai bien pleuré, j'ai bien souffert... Tous les spectres hideux, tous les pâles fantômes que l'absence traîne avec elle, je les ai tous vus, dans mes nuits sans sommeil, s'abattre à mon chevet. Cruel, pourquoi ne venais-tu pas? et que tes lettres étaient froides! J'ai cru que tu ne m'aimais plus, ingrat, et j'ai souhaité mourir... Tu souffrais aussi, mon Fernand; ton cœur s'indignait de la ruse, et ton amour de la contrainte. C'était là le secret, n'est-ce pas, de tes sombres emportemens et de ton humeur irascible? Je t'ai compris enfin! Mais toi, comment ne comprenais-tu pas que, sur un mot, sur un geste de toi, j'aurais tout quitté pour te suivre? Tu le savais, ton ame généreuse a voulu me laisser toute la gloire du sacrifice. Eh bien! je suis venue, me voici! me voici désormais tout entière à toi seul. Parle-moi; pourquoi me regarder ainsi? C'est la surprise, c'est la joie : moi-même, je ne me connais plus; je ris, je pleure, je suis folle!

Ainsi parlant, riant en effet et pleurant à la fois, elle baisait les mains de Fernand et se suspendait, comme une liane, au col du jeune homme, tandis que celui-ci, debout et immobile, blanc et froid comme un bloc de marbre, la regardait d'un air stupide et paraissait ne rien comprendre aux paroles qu'il entendait. Elle l'entraîna

vers un divan qui occupait le fond de la chambre, le fit asseoir comme un enfant, et, s'agenouillant à ses pieds :

— Te souviens-tu, lui dit-elle, d'un temps où ton amour ombrageux et jaloux s'irritait de n'être pas pour moi la vie tout entière? Sois heureux, je n'ai plus que toi. Ne t'effraie pas de ce que j'ai fait; surtout ne m'en remercie pas. Ce que je quitte ne vaut pas un regret; j'aurais quitté le ciel avec joie, si le ciel pouvait être où mon Fernand n'est pas. Que n'es-tu pauvre, malheureux et proscrit! Je ne sais que ta fortune qui soit de trop dans mon bonheur. Mais parle-moi donc, mon Fernand! dis-moi que tout ceci n'est point un rêve, car ce rêve enchanté, je l'ai fait si souvent, qu'à cette heure même, à tes pieds que j'embrasse, je me demande si ce n'est point une illusion près de m'échapper encore une fois.

— Non, non, ce n'est point un rêve! s'écria, en se frappant le front, M. de Peveney, que ces derniers mots venaient de ramener violemment au sentiment de la réalité. Mais vous n'avez donc pas reçu ma dernière lettre? ajouta-t-il en se levant.

— Voici deux jours, répondit Arabelle, que je suis sortie de ma maison pour n'y plus rentrer. De quelle lettre parles-tu?

— Sortie de votre maison pour n'y plus rentrer? Mais votre mari? demanda M. de Peveney, qui se contenait à peine.

— Mon mari, mon amant, mon Dieu, c'est toi! s'écria Mme de Rouèvres toujours agenouillée, en pressant contre son sein les genoux de Fernand.

L'espoir que tout n'était pas perdu rendit à M. de Peveney sa présence d'esprit. Il sentit qu'il avait besoin de tout son sang-froid pour examiner la situation, et voir s'il n'était pas possible de se tirer d'un si mauvais pas.

— Voyons, Arabelle, dit-il en la relevant d'assez mauvaise grace, cessons, je vous prie, ces enfantillages. Asseyez-vous là, près de moi, et répondez à mes questions. Avez-vous, avant de partir, instruit M. de Rouèvres de votre résolution? Votre mari sait-il où vous êtes?

— M. de Rouèvres ne sait rien encore, répondit Arabelle, un peu troublée de l'attitude de son amant. Il me croit à sa villa d'Auteuil, où, dans huit jours, il doit me venir prendre pour me conduire aux eaux.

— La dernière lettre que je vous ai écrite, reprit le jeune homme, est depuis hier à votre hôtel. M. de Rouèvres a-t-il jamais violé votre correspondance?

— Jamais, répondit Arabelle.

— Que deviennent les lettres qui, durant votre absence, arrivent à votre adresse? Passent-elles sous les yeux de votre mari?

— Jamais. D'ailleurs, en partant, j'ai donné des ordres pour qu'on les brûlât.

— C'est bien, dit M. de Peveney. Ainsi, ajouta-t-il, vous êtes partie depuis deux fois vingt-quatre heures, et vous êtes censée à Auteuil, attendant M. de Rouèvres, qui a promis d'aller vous y rejoindre au bout d'une semaine, à compter du jour de votre départ? D'après ce calcul, nous avons devant nous cinq jours au moins de répit et de liberté.

— C'est plus qu'il n'en faut pour quitter la France! s'écria avec joie Mme de Rouèvres, qui crut avoir enfin compris où tendaient les questions de Fernand. Sois tranquille, ajouta-t-elle, j'ai tout prévu, tout disposé pour notre fuite.

M. de Peveney ouvrit une fenêtre qui donnait sur la cour, et, apercevant son serviteur qui revenait de Mondeberre :

— André, cria-t-il, prends mon cheval, cours à Clisson et demande quatre chevaux de poste. Brûle la route, je t'attends dans une heure.

— Nous partons! nous partons! s'écria Mme de Rouèvres. Fernand, l'Italie nous appelle; que de fois dans nos rêves nous l'avons visitée ensemble!...

M. de Peveney se prit à regarder cette femme avec un sentiment d'étonnement mêlé de compassion, sans songer que cette exaltation, qu'à cette heure il prenait en pitié, avait été long-temps son orgueil et ses délices les plus chers.

— Arabelle, s'écria-t-il enfin avec un ton d'autorité qui la fit tressaillir, vous avez eu tort de disposer de ma destinée sans m'avoir consulté. Il n'entre ni dans mes goûts ni dans mes principes d'accepter des sacrifices de la nature de ceux que vous m'offrez trop généreusement; mon cœur n'est point assez riche pour les reconnaître, et je ne sens en moi ni la passion ni l'entraînement qui excusent et légitiment de si étranges entreprises. Vous l'avez dit, nous allons partir; je vais vous reconduire à votre maison d'Auteuil. Rassurez-vous pourtant; mon projet n'est pas de vous abandonner lâchement dans la position périlleuse où votre imprudence nous a jetés tous deux. Si je forfais à l'amour, je ne faudrai point à l'honneur. Je suis prêt à subir avec vous toutes les conséquences de votre égarement; mais, auparavant, je vous dois et me dois à moi-même de tout tenter pour les prévenir.

Mme de Rouèvres demeura quelques instans écrasée sous le coup imprévu de ces rudes paroles. L'orgueil la releva et la soutint.

— Vous-même rassurez-vous, dit-elle avec fierté; si j'ai cru pouvoir disposer de votre destinée, je ne me reconnais point le droit de vous embarrasser de ma personne. Je ne suis pas venue m'imposer à votre indifférence ni réclamer de votre honneur ce que me refuserait votre amour. Si je me suis trompée, c'est à moi seule de porter la peine de ce que vous avez eu raison d'appeler mon égarement.

A ces mots, elle fit quelques pas vers la porte. M. de Peveney courut à elle et la retint. Quelque importun, quelque irritant que soit un amour qu'on ne partage plus, il n'est point d'homme qui se résigne aisément à perdre l'estime du cœur où il a régné, et tel a résisté à toutes les supplications de la tendresse et à toutes les imprécations de la haine, qu'une parole de dédain soumet aussitôt et ramène. D'ailleurs Fernand se jugeait responsable du parti qu'allait prendre Arabelle, et, s'il ne dépendait pas de lui d'agir en amant, tous ses instincts lui faisaient une loi de se conduire en galant homme.

La passion est ainsi faite : humble et fière, superbe et suppliante, aussi prompte à l'espoir qu'au découragement, un regard l'abat et un sourire la relève. Se sentant retenue par M. de Peveney, Mme de Rouèvres crut voir aussitôt les bras d'un amant s'ouvrir avec joie pour la recevoir et l'étreindre.

— Ah! s'écria-t-elle avec transport, j'ai le secret de ta belle ame. Tu te demandes avec inquiétude si je ne les regretterai pas un jour, ces biens auxquels j'aurai renoncé pour te suivre. Tu crains d'être égoïste en acceptant l'offrande de ma vie tout entière. Que tu sais peu le prix de ton amour!

Elle parla long-temps avec la même exaltation, se retenant ainsi à un dernier rameau d'espérance. M. de Peveney l'avait fait asseoir près de lui; il comprit, en l'écoutant, que, pour en arriver à ses fins, il devait user de ruse et se garder d'exaspérer cette passion en la heurtant de front. Il n'ignorait pas à quelle ame il avait affaire, ni quels ménagemens il avait à garder pour ne la point mettre aux abois. Il attira donc Arabelle doucement sur son cœur, et commença par l'entretenir avec une affectueuse gravité, tempérant tour à tour, par la tendresse ou par la raison, ce que ses discours pouvaient avoir de trop sévère ou de trop passionné. Arabelle l'écouta d'abord avec une attention inquiète; mais à peine eut-elle entrevu où Fernand voulait en venir, qu'elle se cabra de nouveau sous le frein. Vainement

M. de Peveney passa-t-il de la prière à l'emportement, en vain parla-t-il en maître et en esclave; il ne put ni la dompter ni la fléchir.

— A quoi bon tous ces discours et pourquoi vous donner tant de mal? s'écria-t-elle avec un sang-froid plus terrible que la colère; je ne vous demande point d'égards ni de pitié. Encore une fois ce n'est pas d'une affaire d'honneur qu'il s'agit ici, non plus que d'un cas de conscience. M'aimez-vous ou ne m'aimez-vous plus? Oui ou non, et tout sera dit.

Poussé à bout, M. de Peveney ne retint plus la vérité prête à s'échapper, comme un glaive, de sa poitrine; mais au premier mot qui sortit de sa bouche, il s'arrêta court, et Mme de Rouèvres frissonna comme une biche qui, du fond des bois, entend résonner le cor des chasseurs.

Un bruit de pas montait dans l'escalier. Prompt comme la pensée, M. de Peveney se précipita vers la porte. Au même instant, cette porte s'ouvrit, et Fernand se trouva face à face avec un personnage qu'il n'attendait pas.

— Je regrette, monsieur, dit le malencontreux visiteur, d'entrer ainsi à l'improviste; mais la faute en est à vos gens. Depuis près d'une heure que je suis votre hôte, j'aurais pu croire la maison inhabitée, si les éclats de votre voix ne fussent parvenus jusqu'à moi. Comme je ne suis pas tout-à-fait étranger à ce qui se passe céans, et que vos affaires sont à peu près les miennes, j'ose espérer que vous voudrez bien, madame et vous, excuser ce que mon apparition peut avoir de brusque et d'imprévu.

A ces mots, il fit quelques pas en avant et salua Mme de Rouèvres. Fernand était toujours à la même place, debout et immobile. Assise sur le divan, Arabelle n'avait point changé d'attitude : pâle, les yeux baissés, mais sans émotion apparente, si bien que, la voyant sans peur, on l'aurait pu croire sans reproche. Entre elle et lui, le nouveau venu se tenait impassible et grave. C'était un homme qui pouvait avoir près de quarante ans. L'élégance sévère de son costume s'harmoniait avec la froide politesse de son langage et de ses manières. Quand même les lignes de sa figure n'eussent point trahi le pur sang des aïeux, ses gestes et son maintien auraient suffi pour révéler la présence d'un gentilhomme. Il était d'ailleurs impossible de lire sur le marbre de son visage ce qui s'agitait dans son cœur. Nul au monde, en le voyant ici pour la première fois, n'aurait pu raisonnablement supposer qui était cet homme, quel dessein l'amenait, quel rôle il allait jouer dans ce drame.

— Monsieur, dit enfin Mme de Rouèvres, vous pouvez me tuer; c'est votre droit, c'est votre devoir, ajouta-t-elle avec fermeté.

Entre le parti que conseillait l'égoïsme et celui que prescrivait l'honneur, M. de Peveney n'hésita point.

— Monsieur, dit-il, ce n'est qu'à moi seul que doivent s'adresser votre vengeance et votre ressentiment. Seul je suis coupable. C'est moi qui, à force de ruse et d'adresse, suis parvenu à détourner Mme de Rouèvres de la ligne de ses devoirs; c'est moi qui l'attirai dans un piége, moi qui l'entraînai à sa perte. Je sais par avance tout ce que vous pouvez me dire là-dessus; ma vie vous appartient, lavez votre honneur dans mon sang.

Arabelle poussa un cri d'effroi et fit un mouvement pour se jeter entre son amant et son mari. M. de Rouèvres l'arrêta.

— Calmez-vous, madame; vous aussi, monsieur, calmez-vous, dit-il avec un imperturbable sang-froid. Nous sommes entre gens comme il faut : s'il vous plaît, nous réglerons nos comptes sans scandale et sans bruit. Veuillez donc vous asseoir et m'écouter tous deux, car il est indispensable que vous entendiez l'un et l'autre ce qu'il me reste à dire à chacun de vous en particulier.

Ce disant, il prit un siége, et se tournant d'abord vers Arabelle, sans ironie, sans morgue et sans humeur, mais avec l'aisance et le savoir-vivre que donne une longue habitude du monde, de ses lois et de ses usages :

— Madame, lui dit-il, je vais bien vous surprendre : je ne vous tuerai pas, je m'abstiendrai de toute plainte et de tout reproche; je tiens même à savoir si je n'ai pas à vous adresser des excuses, car je m'y croirais obligé dans le cas où, par quoi que ce soit dans ma conduite, j'aurais eu le malheur de justifier la vôtre. C'est vous-même que j'en ferai juge.

A ces mots, Fernand se leva.

— Il est, dit-il, pour le moins inutile que j'assiste à ces explications; permettez que je me retire.

— Restez, monsieur, restez, répliqua M. de Rouèvres avec autorité. Je serai bref; dans un instant, je suis à vous.

M. de Peveney s'étant rassis, M. de Rouèvres poursuivit en ces termes :

— Peut-être, madame, n'avez-vous pas oublié quelle était votre destinée, lorsque j'eus l'honneur de vous offrir la mienne en partage. Nos pères s'étaient connus dans l'émigration. Le vôtre ne devait vous laisser, en mourant, qu'un nom sans tache pour unique héritage. Il

mourut; presqu'en même temps la révolution de juillet envoyait dans l'exil les seuls protecteurs qu'il vous fût permis d'invoquer. Vous étiez sans amis, sans soutien, sans fortune. Ma mère vous recueillit avec tendresse, et, plus tard, touché de vos graces, non moins que du malheur de votre jeunesse, je vous priai d'accepter mon nom. Vous savez que je ne m'y hasardai qu'en tremblant. Quoique jeune encore, je n'étais plus à l'âge où l'argile dont nous sommes pétris peut se transformer au feu des passions, et recevoir une empreinte nouvelle. Dans la défiance où j'étais de moi-même, je pensai qu'avant de vous enchaîner par des liens éternels, il était de mon devoir de renseigner votre cœur et d'éclairer votre inexpérience. Je ne vous cachai rien de mes goûts, de mes idées, ni de mon caractère; j'appelai vos réflexions sur ce lien que je vous proposais de nouer; je vous exposai de quelle façon sérieuse et solennelle j'envisageais le mariage; loin de songer à séduire votre esprit par des peintures attrayantes, j'essayai de l'effrayer par la gravité des obligations mutuelles; j'allai même jusqu'à vous exagérer les charges de l'association. Je ne vous montrai pas le bonheur comme une conquête facile; mais, vous arrêtant au pied de la côte dont il est le couronnement, je vous demandai si vous vous sentiez le courage de vous appuyer sur mon bras pour aller le chercher là-haut. Quand tout fut dit, pour toute réponse vous me tendîtes votre main; je la pris avec un religieux respect, mêlé d'amour et de reconnaissance, et m'engageai devant Dieu à vous aimer et à vous servir. En votre ame et conscience, ai-je failli à mes engagemens?

A ces mots, M. de Rouèvres s'interrompit comme pour laisser à sa femme le temps de répondre. Arabelle se tut; il reprit :

— Vous, cependant, vous m'avez trompé. J'avais fait de vous ma compagne; vous avez fait de moi votre maître. A la franchise et à la loyauté, vous avez préféré l'hypocrisie et le mensonge; substituant ainsi aux vertus de l'égalité tous les vices de l'esclavage, vous vous êtes abaissée au plus lâche, au plus vil, au plus honteux des adultères. En revenant sur le passé, à présent que j'en ai la clé, j'y trouve à chaque pas les traces de vos ruses et de vos perfidies; j'y vois par combien de détours vous avez abusé mon aveugle confiance, et je me demande avec un douloureux étonnement comment deux jeunes cœurs ont pu se soumettre à de si infames manœuvres; je doute ou je m'indigne que l'amour, ce rayon de Dieu, ait pu descendre un seul instant dans cet abîme de basses trahisons. Quoi! durant des mois entiers, qui sait? durant des années peut-être, vous

vous êtes joués de cet homme qui vous aimait tous deux et vous respectait à ce point qu'il eût craint de vous outrager par l'ombre d'un soupçon jaloux! Quoi! vous, jeune homme, qui me serriez la main et que j'appelais mon ami! Quoi! vous, vous, Arabelle!.... Ce qu'il est révoltant d'entendre, mais ce qu'il faut pourtant oser dire, c'est que, pour mieux me tromper sans doute, vous nous avez trompés tous deux. Si, comme je le veux croire pour l'honneur de monsieur, vos complaisances n'étaient qu'un artifice de plus, je dois convenir, madame, que vous jouez bien certaines comédies.

— Assez, monsieur, assez! s'écria M. de Peveney en se levant; vous oubliez que vous êtes chez moi et que vous outragez une femme.

— Je comprends, répliqua M. de Rouèvres toujours avec le même sang-froid, que vous rougissiez à ces mots, vous de honte, et vous de colère; moi-même, je sens mon cœur soulevé de dégoût. Vous me rappelez que je suis chez vous, monsieur de Peveney; permettez-moi de vous faire observer qu'à quelque point que je m'oublie, je n'userai jamais sous votre toit d'autant de liberté que vous en avez pris sous le mien. Je n'outrage personne, monsieur. Si les amans de nos femmes ne sont parfois que nos partenaires, est-ce à moi qu'il vous en faut plaindre? Si la plaie que je mets à nu est tellement hideuse, que ceux-là même qui l'ont ouverte s'en détournent avec horreur, est-ce moi qu'on en doit accuser? Je reviens à vous, Arabelle; je n'ai plus qu'un mot à vous dire, et, ce mot dit, je vous aurai parlé pour la dernière fois. Puisque vous avez fui lâchement comme un criminel, vous n'êtes encore à cette heure qu'une esclave échappée attendant l'arrêt de son maître. — Ce maître vous affranchit. — Il en est un autre au-dessus de tous; puisse celui-là vous absoudre!

Là-dessus, M. de Rouèvres se leva, et s'adressant à Fernand :

— Maintenant, monsieur, à nous deux.

— Allons donc! monsieur, allons donc! s'écria avec l'emportement du désespoir M. de Peveney, qui ne voyait d'ailleurs que la mort qui pût le tirer de là; finissons-en, c'est perdre trop de temps en paroles. J'ai des armes... ici, à deux pas, sans témoins.

— Monsieur, répliqua M. de Rouèvres avec calme, vous vous méprenez entièrement sur mes intentions. Je n'ai que faire de vos armes, ne voulant tuer ni être tué. Vous m'avez parlé tout à l'heure de laver mon honneur dans votre sang; mon honneur n'est point entaché, et je souhaite que le vôtre sorte de tout ceci aussi pur que le mien. D'ailleurs, monsieur, vous n'y songez pas; vous oubliez que vous ne sauriez désormais sans crime disposer d'une vie qui, à

compter de ce jour, devient si précieuse et si nécessaire, que moi-même je ne me permettrais pas d'y toucher. Monsieur de Peveney, ajouta-t-il en élevant la voix, écoutez ce que je suis venu vous dire. — Vous m'avez pris ma femme et vous la garderez. En usurpant mes droits, vous avez implicitement accepté l'héritage de mes devoirs. Tout l'avoir d'Arabelle était sa liberté; en la lui rendant, je suis quitte envers elle, et vous ne seriez pas gentilhomme que je craindrais encore de vous offenser en offrant à madame le bénéfice de la loi.

A ces mots, il salua sans affectation, avec une grave politesse, et sortit aussi calme, aussi froid, que s'il se retirait d'un salon.

La chaise de poste qui l'avait amené l'attendait à la porte; il y monta, et ce ne fut qu'en entendant le bruit de la voiture qui s'éloignait au galop des chevaux, que M. de Peveney comprit nettement toute l'horreur de sa position. Il passa la main sur son front et regarda autour de lui, comme s'il se réveillait d'un songe. Il se vit seul avec Arabelle, tous deux chargés de honte, enfermés, elle et lui, dans un cercle de fer, scellés et soudés l'un à l'autre.

FERNAND DE PEVENEY A MADAME DE MONDEBERRE.

MADAME,

Mon malheur passe mes prévisions; la foudre est tombée sur ma tête. Tout est brisé, l'honneur seul est debout. C'est ce fatal honneur qui me perd; c'est à ce maître cruel, inflexible et jaloux, que j'immole l'espoir de ma vie tout entière. Ne cherchez pas à soulever le voile qui vous cache ma destinée; seulement, dites-vous qu'en renonçant au bonheur que vous m'avez offert, j'ai prouvé que peut-être je le méritais; dites-vous, madame, qu'en refusant d'entrer dans votre Éden, j'ai montré que je n'étais pas tout-à-fait indigne de m'asseoir à la place que deux anges m'y réservaient. Je pars. Où me conduira l'orage qui m'emporte? reviendrai-je un jour? Je ne sais. Mais la terre manquera sous mes pieds avant que les sentimens de respect et d'adoration que je vous ai voués s'éteignent dans mon cœur, qui ne vit plus qu'en vous.

JULES SANDEAU.

(*La seconde partie au prochain numéro.*)

DES

FEMMES MORALISTES.

LE MARIAGE AU POINT DE VUE CHRÉTIEN.[1]

Lorsque le duc de Saint-Simon, dans une page ineffaçable où il a poussé aussi loin que Tacite l'art de bien voir et celui de bien peindre, raconte ce qui se passa à la cour à la nouvelle si inattendue de la mort du dauphin, fils unique de Louis XIV, ne trace-t-il pas en raccourci, et sauf la vivacité des couleurs, un véritable tableau du monde? Tous ces courtisans, jeunes et vieux, — ceux-ci dans la stupeur parce qu'ils vont tomber du haut de leur fortune si chèrement achetée, ceux-là dans une joie secrète parce qu'ils vont monter du même coup qui abat leurs rivaux, — s'épiant les uns les autres, cherchant à se deviner jusque dans les plus profonds replis de la pensée, afin de parer les coups qu'on leur destine et d'en porter qu'on n'attend pas, toutes ces passions en éveil s'étudiant pour mieux se combattre, *cette promptitude des yeux à voler partout en*

(1) Trois vol. in-8°, librairie de Delay, rue Basse du Rempart.

sondant les ames, cela ne ressemble-t-il pas beaucoup à ce qui se passe chaque jour, à toute heure, en tout lieu où l'ambition et l'intrigue ont la haute main, en tout lieu même où seulement les hommes sont divisés d'intérêts? Cette inquisition mutuelle a existé de tous les temps, sous toutes les latitudes, et elle n'existe pas moins lorsqu'elle se cache sous les formes de la politesse et du savoir-vivre.

Ainsi entendue, l'étude du cœur humain, au lieu d'être sérieuse et élevée, n'est qu'un espionnage vulgaire. Observer l'homme avec désintéressement, pénétrer dans son cœur et y fouiller d'une main hardie et délicate pour savoir tout ce qu'il renferme; apprendre les cachettes et les ressorts des esprits, comme dit Montaigne; saisir au vol les ridicules et les marquer d'un trait qu'on n'oublie pas, et le tout dans le but louable de chercher à corriger l'homme en le montrant à lui-même, et de lui fournir les moyens de travailler à son ame, selon l'expression de Mme de Sévigné, avec connaissance de cause, c'est le contrepied de ce que fait le monde, et c'est la tâche du moraliste. La curiosité est alors une noble étude, et la promptitude des yeux à voler partout en sondant les ames, qui était le coup d'œil de la cupidité et de l'envie, devient le coup-d'œil du sage jeté sur le cœur de l'homme. Ce sage est le moraliste observateur à la façon de La Rochefoucauld ou de La Bruyère, de Vauvenargues ou de Duclos. Ce moraliste n'est pas le seul; il y en a un autre : c'est celui qui aspire moins à observer le cœur humain qu'à le diriger, et qui, partant d'un centre de doctrines solidement établies, traite les grandes questions de l'ordre moral et dogmatise. Que de qualités sont nécessaires pour réussir dans les deux genres! Une raison droite, une pénétration vive, une grande finesse de tact qui n'est point de la subtilité, une impartialité qui sait être malicieuse, une modération qui sait être mordante, sont absolument indispensables pour empêcher de trébucher et de tomber à côté de la ligne qu'on voulait suivre. Il ne faut qu'un bien léger accident dans la fusion de ces qualités pour que le moraliste observateur tourne à la satire, et pour que l'autre tombe dans le pédantisme. Si à la vue d'un mal, au lieu d'être calme comme un médecin, on s'emporte comme un poète, on ne manque pas de pénétration, mais où est l'impartialité? Si, au lieu d'enseigner avec bienveillance, on prêche avec hauteur, la raison peut ne pas être en défaut, mais où est le tact, où est la modération? Dans le premier cas, on est un écrivain satirique, et dans le second un pédagogue; dans l'un ni dans l'autre, on n'est un moraliste.

Est-ce à cause de ces difficultés réelles que les femmes, dont la plume, dans les siècles précédens, s'était essayée sur tant de sujets, n'avaient pas, jusqu'à notre époque, abordé directement la morale proprement dite? Est-ce la crainte de ne pas réussir qui les avait retenues? Pourtant elles se font assez volontiers illusion sur leurs chances de succès, et elles se sont souvent livrées à des tentatives plus difficiles pour elles et autrement dangereuses. Quoi qu'il en soit, ce n'est que depuis un demi-siècle environ que les femmes ont pris droit de bourgeoisie dans ce royaume de la morale, dont elles avaient long-temps côtoyé les frontières sans les franchir définitivement. C'est récemment qu'elles se sont naturalisées dans ce pays fertile où pourtant bien des champs sont encore incultes, dans ces belles plaines fécondes où plus d'un sillon, ingrat sous la main de l'homme, cultivé de leurs mains, peut se couvrir d'une riche moisson. Quelquefois, il est vrai, elles avaient fait acte de présence dans ces parages, mais sans suite, sans ensemble, au hasard; elles y étaient venues en touristes et non en colons, et ces excursions rapides, suivies d'une retraite si prompte, n'annonçaient point des projets de conquête.

Pour réussir en toute chose, surtout dans les œuvres de l'intelligence, il faut la vocation. — La vocation est à l'esprit humain ce que la vapeur est à la locomotive, c'est la force motrice. Prétendre suppléer à la vocation par le travail, c'est vouloir se passer de la vapeur et traîner la machine à force de bras. Le succès ne couronne pas de pareilles tentatives; la fortune n'aime pas cette sorte d'audace. Lorsque les femmes, poussées par une curiosité trop vive, n'ont pas craint de se jeter à travers la métaphysique et l'érudition, et ont voulu lutter corps à corps avec ces redoutables puissances, qu'est-il arrivé? Elles ont été vaincues presque sans combat, et comme elles avaient fait violence à leur nature, qu'elles avaient changé leur robe élégante contre le vieil habit de docteur, gênées sous ce déguisement, elles n'ont pas même eu la consolation de tomber avec grace. Elles ont été plus heureuses dans leurs relations avec la morale. Il est vrai que cette province de la littérature leur appartient à meilleur droit que les autres.

Le rôle qui convient le mieux aux femmes est dans la famille. Le foyer domestique est leur vraie patrie; la vie publique est pour elles une sorte de terre étrangère. C'est dans la vie privée qu'elles possèdent tous leurs avantages. Sur ce théâtre, étroit en apparence, mais vaste en réalité, car il s'agrandit toujours en proportion des

généreux efforts, se développent de belles intelligences et de nobles cœurs. Depuis quand le travail, pour avoir toute sa valeur, a-t-il besoin d'être applaudi? Il semble, au contraire, qu'il doit doubler de prix lorsqu'il est obscur. Ce n'est pas que le foyer domestique, à notre sens, doive se transformer en une prison où les femmes, quelles que soient leurs aptitudes, doivent rester éternellement confinées. Qu'elles en sortent toutes les fois que par leurs talens elles seront réellement au-dessus de ce rôle de la famille, et qu'elles pourront faire briller aux yeux de tous une vraie lumière qui ne devait pas rester enfouie sous le boisseau, au profit de quelques-uns. Le conseil serait sans réticence, si, dans ces divers talens qui peuvent échoir aux femmes, il n'en était de périlleux, et qu'on ne souhaiterait pas à une personne aimée. Ne donnerait-on pas de préférence à une mère, à une épouse, à une sœur, le talent qui peut le mieux s'exercer de la part de la femme sans usurpation sur le rôle de l'homme, qui ne lui impose pas d'étranges habitudes, et ne l'arrache pas violemment du cercle des simples vertus? Ce talent, n'est-ce pas celui de l'écrivain moraliste, soit qu'il s'exerce dans le récit où les femmes excellent, dans ces fines analyses des sentimens où elles se jouent avec tant d'aisance et de supériorité, soit qu'il produise des ouvrages de pure morale? Pour écrire ainsi, la femme n'a pas à son front cette auréole qui en fait un être exceptionnel, ce qui a toujours ses inconvéniens; ce diadème de feu qui la désigne aux regards de tous, et l'isole pourtant: la palme qu'elle obtient n'est qu'un ornement, une parure de plus. On ne suppose pas que rien soit changé dans son existence; ce qu'elle écrit dans ses livres, elle pourrait le dire dans son salon; elle a voulu seulement parler pour un grand nombre; elle a étendu sa conversation et agrandi son auditoire; elle est devenue auteur, sans cesser d'être femme du monde et mère de famille. Qu'on n'aille pas croire après cela que le roman et la morale proprement dite soient sans écueils pour les femmes: qu'elles oublient la mesure, et pendant que l'une s'essaiera follement au rôle de Sapho, l'autre tombera au rang d'une maîtresse d'école.

Dans les siècles précédens, ce n'est que par voie indirecte, nous l'avons déjà dit, que les femmes ont été moralistes; elles l'ont été dans leurs romans, dans leurs lettres, dans leurs mémoires, et par un bon nombre de ces ouvrages, en dehors du genre, mais qui s'en rapprochent pourtant, elles ont montré qu'elles étaient capables d'approfondir la vie, et d'en parler savamment et à leur aise. En remon-

tant un peu haut, ne trouvons-nous pas les deux Marguerite de Valois, qui possédaient à un degré assez supérieur, ce nous semble, le don de voir les choses d'un œil sûr à travers les voiles? Au siècle suivant, n'est-il pas une femme qu'il suffit de nommer pour désigner le plus agréable mélange de l'observation judicieuse et de la bonne moquerie? Mme de Sévigné n'est-elle pas là? Serait-elle absente, ce qu'à Dieu ne plaise, nous ne serions pas à court d'exemples. Ce XVIIe siècle, où la société se forme et se développe d'une manière si admirable, nous offre chez les femmes une tendance manifeste à moraliser, qui, pour ne pas s'être traduite en œuvres spéciales, n'est pas moins facile à constater. Autour de Larochefoucauld, ne voyons-nous pas un groupe de femmes spirituelles et sensées, parmi lesquelles Mme de Sablé et Mme de La Fayette, qui moralisent à plaisir, et jouent, pour ainsi dire, aux maximes? La Bruyère était venu, et son livre, qui, selon le mot de M. de Malézieu, devait lui attirer tant de lecteurs et tant d'ennemis, avait sa place marquée sur la table de toilette des grandes dames, qui le lisaient avec une sorte de passion, et dont quelques-unes se firent peindre un La Bruyère à la main. N'oublions pas les portraits de Mlle Scudéry, ni les *Stances morales* de Mme Deshoulières. La vocation des femmes, comme moralistes, perçait alors de toutes parts. Il est cependant une époque avant la nôtre, où cette tendance des esprits féminins fut plus éclatante encore : c'est le XVIIIe siècle, le siècle de la société par excellence, où la conversation, qui est l'école des moralistes, atteignit au sommet de l'art, d'où elle est redescendue. Jamais les femmes n'avaient déployé un tel esprit d'observation, de finesse et d'à-propos, et il faudrait les admirer sans réserve, toutes ces grandes dames, qui possédaient si bien la justesse du coup d'œil, la verve de la raillerie, l'originalité brillante de l'expression, s'il ne fallait blâmer cette légèreté de mœurs qui s'affichait sans scrupule, cet épicuréisme dont on faisait parade, et qui se résume assez bien par ce mot de Mme de Lambert à son fils : « Mon enfant, ne faites jamais de folies, excepté quand elles vous feront grand plaisir. » Quel dommage pourtant qu'il ne reste rien de ces conversations si animées et si entraînantes où brillaient les plus beaux noms de France, Mme la maréchale de Luxembourg, Mme la princesse d'Hénin, Mme la princesse de Beauvau, Mme de Bouillon ! Quel dommage que tant d'éloquence parlée s'évanouisse, quand il reste tant de pauvretés écrites ! Ceci ne s'applique pas aux échantillons écrits en matière de morale que des femmes du XVIIIe siècle nous ont laissés, et qui sont remarquables à plus d'un titre.

Ici encore, comme dans le XVIIe siècle, il faut, pour trouver ce que l'on cherche, glaner un peu partout, à travers champs. A part Mme du Châtelet, qui a écrit un véritable traité sur le bonheur, c'est dans leurs romans, leurs correspondances et leurs mémoires, comme nous disions, qu'il faut surprendre l'écrivain moraliste. Heureusement, on ne tombe pas à faux, en s'adressant à Mlle de Launay, Mlle de l'Espinasse, voire Mme de Tencin, en allant jusqu'à Mme de Charrière et Mme de Souza. — Ah! quel livre de morale on ferait, si on voulait recueillir toutes les observations dont les femmes, armées d'une pénétrante finesse, ont semé leurs ouvrages, et si on pouvait les retrouver et les faire revivre, ces traits éloquens et fins, dus au génie de la conversation! En adoucissant, par le bon sens exquis du choix, la sévérité un peu froide du XVIIe siècle, et en épurant l'épicuréisme trop facile du XVIIIe, quel chef-d'œuvre on composerait! quel livre aimable et profond! quel vrai trésor! De l'étude de ces divers morceaux, il ressortirait, n'omettons pas de le dire, que jusqu'à notre époque les femmes, quand elles ont touché à la morale, ont été des moralistes observateurs, tandis que de notre temps elles se rangent surtout dans la classe des moralistes qui enseignent. Cette différence n'est pas insignifiante et de pur hasard; cela prouve qu'avant la révolution, les femmes étaient simples spectatrices, tandis que de nos jours elles se mêlent à l'action; elles se contentaient autrefois de causer le plus spirituellement possible dans le coupé de la diligence, qu'elles veulent conduire aujourd'hui.

Les femmes, avant notre époque, ont donc été moralistes en général, sans qu'aucune d'elles puisse revendiquer ce titre en particulier; c'est un héritage commun, une propriété indivise. Cela établi, voyons si les femmes qui, plus près de nous, ont brigué ouvertement ce titre pour leur compte, l'ont mérité sérieusement. Est-ce Mme de Genlis qui mérite ce titre de moraliste? Si les gros bataillons de livres avaient le même privilége que les gros bataillons de soldats, du côté desquels la victoire aime à se placer, peu d'écrivains l'emporteraient sur Mme de Genlis: elle pourrait se mesurer avec Voltaire sans trop de désavantage. Mais cela n'arrive pas ainsi, et c'est merveille de voir comme un auteur survit avec un petit volume, et comme mille autres sont à jamais ensevelis sous la haute montagne de leurs ouvrages. Le nombre des écrits de Mme de Genlis est immense. Pour les feuilleter seulement, il faudrait un temps et une patience que nous n'avons pas. Disons vite que l'oubli qui enveloppe déjà toutes ces productions décolorées et sans saveur n'est que le juste

châtiment de l'exorbitante fécondité de l'écrivain. A part *Mademoiselle de Clermont*, qui, dans la longue série des échecs littéraires de Mme de Genlis, est un vrai coup de partie, et qui vient se placer avec naturel et charme non loin des romans de Mme de Lafayette, rien dans cette bibliothèque due à une seule plume n'est destiné à survivre, pas même *Mademoiselle de La Vallière*, malgré tout l'intérêt répandu dans ce roman et dans quelques autres de l'auteur, qui, sous tous les rapports, valent bien des romans à grands succès de ce temps-ci. Les ouvrages de Mme de Genlis déjà frappés du coup qui attend inévitablement les autres sont précisément ceux auxquels l'auteur attribuait le plus d'importance, entre autres son livre *de l'Influence des Femmes sur la littérature française*. La postérité, qui est déjà venue, a raison. Que penser en effet de l'esprit critique d'un écrivain qui refuse du talent à Mme de Staël et à Fénelon? A la rigueur, chez une organisation féminine aux impressions très vives, ces jugemens, tant ils sont ridiculement exagérés, pourraient passer pour des caprices, et n'impliqueraient pas une absence totale de goût littéraire et de profondeur, si le reste du livre ne venait confirmer amplement la première impression. On pourrait encore être indulgent pour les prétentions de Mme de Genlis à la critique (où sont les femmes qui y ont excellé?), si elle relevait son talent par la peinture vraie des mœurs et l'étude quelque peu profonde de l'ame. Mais non, et l'on s'étonne qu'une femme d'esprit, jetée au milieu de la plus grande société dès sa première jeunesse, et qui y a mené une si longue carrière, soit restée un observateur si superficiel, et n'ait jamais vu les passions humaines qu'à la surface? On a dit que sa vanité y était pour beaucoup, et que ses ridicules prétentions aristocratiques, ne lui laissant voir le monde qu'à travers le prisme des préjugés, et lui faisant croire que tout l'univers était dans un salon à la Louis XV, l'avaient empêchée de voir le fond des cœurs et le fond des choses. La vanité, pas plus que le temps, ne fait rien à l'affaire, et Saint-Simon, autrement imbu que Mme de Genlis des préjugés aristocratiques, était un terrible observateur. C'est une erreur sans doute de croire que tout l'univers est dans un salon à la Louis XIV ou à la Louis XV; cependant si tout l'univers n'est pas là, il faut avouer qu'il y a beaucoup de monde, et que l'on peut encore, dans cet espace étroit, faire de grandes découvertes, pourvu qu'on soit doué du vrai talent d'observation, que n'avait pas Mme de Genlis. Ses peintures du monde manquent donc d'originalité; où elle a été faible surtout, où elle a montré peu de portée, c'est lorsqu'elle a

voulu s'occuper de religion et de morale. Croyez aux éloges épistolaires! Vers 1787, Mme de Genlis recevait les lignes suivantes: « Prédicateur aussi persuasif qu'éloquent, lorsque vous présentez la religion et toutes les vertus avec le style de Fénelon et la majesté des livres inspirés par Dieu même, vous êtes un ange de lumière. » C'est Buffon qui, ayant mis ses plus belles manchettes, lui écrivait cela. Eh bien! non; malgré Buffon, Mme de Genlis, quand elle présente la religion et la morale, n'est pas un ange de lumière; elle ne mérite pas même le nom de moraliste. Au vrai, c'est une gouvernante qui a deux titres pour sa mémoire, un joli livre qu'elle a fait, et un illustre élève qui s'est fait lui-même.

Mme Campan a-t-elle plus de droit au titre que nous refusons à Mme de Genlis? Si l'intention en littérature était réputée pour le fait, oui sans doute; mais la bonne intention et le talent ne doivent jamais se séparer et ne peuvent bien faire qu'en se prêtant un mutuel appui. C'est l'histoire du paralytique et de l'aveugle. Quand la bonne intention ne l'éclaire pas, le talent fait fausse route; et sans le talent, la bonne intention, paralytique, ne peut avancer d'un pas. — Dans le livre sur l'*Éducation des Femmes,* qui est la production principale de Mme Campan, on a beau chercher la profondeur des vues, l'éclat ou le charme du style, on ne trouve que des pensées connues et un style effacé. On cherche une moraliste, et l'on ne trouve qu'une institutrice. Il reste un mot de Mme Campan: « Créer des mères, a-t-elle dit, voilà toute l'éducation des femmes. » Aux époques même les plus faciles pour la renommée, un mot n'est pas un titre suffisant pour la gloire littéraire. Mme Campan est encore inférieure à Mme de Genlis, et ni l'une ni l'autre n'ont eu en partage le vrai talent de l'écrivain et du penseur. — Le pavillon de Belle-Chasse et Écouen étaient vraiment trop loin de Coppet.

Parmi les ouvrages de morale dus à des plumes de femmes, il n'y a de réellement sérieux et de durable que ceux de Mme Guizot, de Mme de Rémusat et de Mme Necker de Saussure. C'est Mme Guizot qui a fondé, si l'on peut s'exprimer ainsi, la dynastie des femmes moralistes. Son portrait et celui de Mme de Rémusat ont été dans ce recueil tracés trop finement dans toutes leurs nuances pour qu'il soit permis d'y revenir. Si le portrait de Mme de Saussure n'est pas fait encore, il vaut la peine d'être tracé à part, et il le sera sans doute par cet ingénieux critique qui, sous l'esprit de l'auteur, sait si bien trouver l'ame de l'homme.

Puisque le talent des trois écrivains est hors de cause, contentons-

nous de parler de ce qui, dans notre époque, distingue admirablement ces trois intelligences d'élite, c'est-à-dire de leur amour profond du devoir et de l'ardeur réfléchie avec laquelle elles ont marché, chacune dans sa voie, vers le même point lumineux. Elles ont aimé et voulu faire aimer le devoir! Elles n'avaient donc pas connu la vie? elles n'avaient pas souffert? sans doute elles avaient vécu toujours dans l'heureuse ignorance des sacrifices imposés à la femme? Tout leur avait souri? Venues dans des temps paisibles, où les règles du devoir étaient d'inébranlables colonnes placées de distance en distance sur la route, et indiquant si clairement le chemin, qu'il était impossible de s'égarer, elles n'avaient eu que la peine de regarder autour d'elles et de marcher? — Au calme du langage, à la sérénité de la pensée, on serait tenté de le croire. Il n'en est rien pourtant. Ce n'est pas l'expérience amère de la vie, ce ne sont pas les épreuves douloureuses qui leur ont manqué, et elles ont traversé des temps plus difficiles que le nôtre, des temps où toutes les notions du vrai et du juste étaient altérées et méconnues. Ces règles salutaires, qu'elles ont soutenues avec une conviction éloquente, ce n'est donc pas partout autour d'elles qu'elles les ont trouvées, c'est dans leur cœur. Tout en s'efforçant d'améliorer la société actuelle, principalement sous le rapport de la condition des femmes, tout en étudiant les défauts de l'ordre social et en les signalant sans crainte, en préparant l'avenir, elles acceptaient le présent, et il est consolant et beau de voir d'aussi belles intelligences dévouées ardemment au progrès et au devoir. Mme Guizot, Mme de Rémusat, Mme Necker de Saussure, font honneur à notre siècle et à leur sexe, et dédommagent des grands scandales dont nous avons été témoins.

La révolution de 1830 fit surgir une légion d'amazones qui arborèrent le drapeau de l'indépendance absolue, et se précipitèrent dans la mêlée en criant : Émancipation! Ce ne fut point un de ces caprices éphémères du lendemain des révolutions, une de ces mille idées extravagantes qui sont comme une poussière que soulèvent en passant les crises sociales, qui tourbillonne un moment et retombe aussitôt. La fièvre qui s'empara d'un si grand nombre de cerveaux féminins fut longue; elle dura près de dix ans, et n'a pas encore complètement disparu, bien qu'il ne reste plus de l'armée en déroute qu'un peu d'arrière-garde, qui pousse encore de loin en loin son malheureux cri de guerre, au milieu de l'indifférence générale, et qui n'excite plus même assez d'attention pour obtenir un petit succès de mépris et de colère.

Ce sont les doctrines saint-simoniennes d'abord et plus tard celles de Fourier qui furent l'arsenal où les imaginations féminines en révolte trouvèrent des armes contre cette société dont le despotisme, si dur et si vigilant, ne songeait même pas à réprimer leurs folies. Ce fut vraiment un triste spectacle. Que de femmes, oubliant leur caractère et dédaignant ce foyer domestique où les appelaient tant de devoirs, si doux quand on sait les remplir, firent irruption sur la place publique, déclamant, au nom de la morale, contre la morale, attaquant sans pudeur les choses les plus saintes, et enivrées d'un esprit de destruction si forcené, qu'il avait pris dans leur cœur la place de tous les autres sentimens! Ce n'étaient plus des épouses, des filles, des mères. De la femme, elles n'avaient conservé que l'habit, et avaient tout perdu, jusqu'à l'élégance des manières, qui avait suivi la grace de l'esprit et du langage. On voudrait être indulgent qu'il serait impossible de l'être, car rien dans leurs défauts n'avait ce côté séduisant qui quelquefois les atténue. Ce n'étaient pas même leurs défauts, c'étaient ceux d'un autre sexe dont elles s'étaient emparées en les exagérant. Nous ouvrons au hasard un des livres publiés dans cette période de vertige, et nous tombons sur la phrase suivante : « Pour atteindre l'égalité et la vertu, il y avait deux idoles à renverser, la naissance et la chasteté! Non que la naissance et la chasteté ne soient belles en elles-mêmes; mais ces mérites prennent leur rang, cessent d'être la loi suprême, et ne sont plus indispensables, l'un à l'homme, l'autre à la femme. Toute femme supérieure a des passions plus ou moins fortes, et, à moins de circonstances admirablement heureuses, manque toujours à cette vertu départie plutôt à la faiblesse et à la timidité. » C'est une des plumes les plus élégantes et les plus modérées de la secte qui a écrit ces paroles; qu'on juge du reste. Ces femmes s'étaient érigées en tribuns, elles prêchaient la révolte contre toutes les lois établies, prodiguaient l'insulte à pleines mains, et écrivaient comme si elles eussent parlé sur la borne de la rue. Elles s'étaient faites les prêtresses insensées d'un culte anarchique, et elles ont été, qu'on me permette l'expression, les *tricoteuses* de la révolution de 1830.

Le mariage est la pierre d'achoppement dans ce siècle. Il fut principalement le but des attaques violentes de ces étranges moralistes. De tous leurs livres sur ce sujet, il ressort clairement une chose : c'est que, dans la vie de la femme, elles ne voyaient que l'amour. Toutefois, dans leurs divagations, elles ont oublié un point, c'était de décréter l'éternité de la jeunesse. Le but de leur mission, c'étaient

donc l'apothéose de l'amour et la destruction du mariage. Pour tout dire, cette levée de boucliers contre le mariage n'était qu'une insurrection de griefs personnels. Ces femmes confondirent la cause de tout leur sexe avec leurs infortunes particulières, et, de bonne foi peut-être, elles prirent dans le mariage, pour l'institution même, ce qui n'était que des accidens malheureux. La colère était leur muse, et elles étaient comme des soldats qui, après avoir essuyé le feu meurtrier d'une citadelle, montent furieux à l'assaut, moins pour remporter une victoire que pour se venger. L'assaut fut livré, et l'on vit, dans la chaleur du combat, briller à plusieurs reprises le drapeau d'une Clorinde que les prudens conseils ne pouvaient toujours contenir, et qui osait se compromettre en de telles luttes. Chez elle, du moins, l'éclat de l'action pouvait en sauver l'inconvenance, et il y aurait amnistie pour ses témérités, si depuis elle avait su prendre sa revanche en vraie Clorinde de la poésie et de l'éloquence, au lieu d'égarer ses coups et de se perdre dans une obscure mêlée.

Qu'arrivera-t-il maintenant? Gallus disait il y a bien des siècles :

Feminæ natura varium et mutabile semper;
Diligat ambiguum est, oderit anne magis;
Nil adeo medium. . . . .
Et tantum constans in levitate suâ est.

Si Gallus disait vrai, s'il n'était exagéré comme tous les poètes, nous serions à la veille d'un mouvement qui ressemblerait à une réaction. *Nil adeo medium;* du dévergondage, nous tomberions dans le pédantisme. On deviendrait précieuse et collet-monté, et de tous côtés on ne verrait que femmes s'emparant, comme de leur bien légitime, des plus hautes questions de la religion et de la philosophie, écrivant de volumineux traités et vivant dans le commerce intime des anciens philosophes, des pères de l'église, des théologiens; nous serions entourés de savantes, en un mot, qui, pour l'amour du grec, pourraient encore se compromettre, et qui feraient refleurir des travers que nous leur pardonnerions volontiers, s'ils devaient ressusciter Molière. Cette réaction est imaginaire sans doute; cependant aujourd'hui même n'avons-nous pas à nous occuper d'un livre qui, s'il n'est pas l'œuvre d'une savante, est l'œuvre d'une puritaine, et qui autoriserait le poète, je le crains bien, à répéter en souriant : *Nil adeo medium?* Ce livre, remarquable à beaucoup d'égards, a attiré l'attention des esprits sérieux, et appelle de notre part une ap-

préciation qu'il sera permis de trouver sévère, pourvu que l'on n'oublie pas que la sévérité est du respect envers le talent.

C'est le mariage qui a fourni à Mme Agénor de Gasparin le sujet d'un livre qui est aux antipodes des ouvrages sur la même matière dont nous parlions tout à l'heure, et qui de la licence effrénée nous fait passer au rigorisme. L'union conjugale n'a été établie, selon Mme de Gasparin, que pour la sanctification de l'humanité; mais l'idée primitive s'est, de nos jours, si corrompue, que pour rentrer dans les voies de Dieu, le mariage doit être absolument régénéré. C'est la mission que s'est donnée l'auteur du *Mariage au point de vue chrétien*, mission qu'elle a acceptée héroïquement dans toutes ses conséquences, et qu'elle a remplie avec une ardeur de prosélytisme qui pourrait prendre un autre nom, et qu'on ne croyait plus de notre temps. Le mariage, tel qu'il est, n'a pas trouvé de plus violent adversaire, ni le mariage, tel qu'elle le conçoit, de plus fougueux apôtre. Elle pousse si loin ce zèle, que dans sa colère contre le mariage actuel il nous semble qu'elle le calomnie, et que dans son enthousiasme pour l'union conjugale qu'elle désire, il nous semble qu'elle crée un idéal qu'il n'est donné à personne d'atteindre. Elle commence par une satire et finit par un rêve.

Mme de Gasparin veut régénérer le mariage par la loi chrétienne; mais elle enlève au christianisme son véritable élément, la douceur, et en fait une sorte de loi terrible qu'elle préconise dans toute sa rigueur, en s'attachant beaucoup plus à prouver qu'à persuader, et à convaincre qu'à émouvoir. Dès le début, on s'aperçoit que le livre de Mme de Gasparin se rattache au mouvement religieux qui agite la Suisse française depuis quelques années, et qui s'est donné le nom de *réveil évangélique*. Certes, rien ne serait plus louable que de chercher à réveiller le sentiment religieux au cœur de l'homme, si les plus légitimes mouvemens d'idées ne tournaient à mal quand l'exagération se met de la partie. Or, il n'est pas rare de voir de jeunes ministres, animés d'un zèle peu raisonnable et à peine arrivés dans un pays avec charge d'ames, s'élever avec colère contre des usages innocens qu'ils considèrent comme des relâchemens infames, et vouloir tout faire plier sous leur puritanisme inflexible. Le prédicant le plus dur est toujours suivi, dit quelque part Voltaire. Quelques femmes écoutent le jeune ministre, des enfans aussi. Les hommes résistent et murmurent d'abord; ils espèrent cependant que la fougue du jeune pasteur se refroidira, et dans cet espoir ils attendent. Ils

attendent en vain, car l'ardeur du prédicant croît chaque jour. Alors les querelles d'intérieur commencent dans les familles; les hommes veulent empêcher les femmes d'aller au prêche; comme on pense, les femmes ne cèdent pas facilement, et voilà une source continuelle de désordres sous le toit conjugal. Mais cet état de choses a un terme. Un jour, les hommes se soulèvent, le presbytère est entouré, on lance des pierres; le pasteur s'enfuit en vrai martyr, et le réveil finit par une émeute.

Le livre de Mme de Gasparin est empreint de la couleur la plus exagérée du réveil, et dans toutes les questions qu'il traite, il apporte une inflexibilité absolue de doctrines. Le rigorisme éclate à chaque page, et, quoique l'auteur consente à le voiler quelquefois pour faire quelques concessions à l'esprit du siècle, on le sent, on le respire partout, et on est peu surpris lorsque Mme de Gasparin laisse échapper cette exclamation : « Plût à Dieu que la femme restât éternellement étrangère au monde ! » Ce qui équivaut à faire des vœux pour que toutes les femmes vivent en recluses. Si les caprices passionnés de Mme de Gasparin devenaient des lois, la société ressemblerait bientôt à un couvent, car une femme, dit-elle, est à moitié perdue lorsqu'elle a ri à une comédie de Molière, ou qu'elle n'a pas pleuré d'indignation en assistant à un ballet. On croirait que ces emportemens de puritanisme sont d'un autre âge, et datent de ces jours où tout instrument de musique était interdit à Genève, si l'on ne savait qu'ils sont dus à l'intolérance de la jeunesse. Pour les esprits bien faits, la vie est une école d'indulgence, et si Mme de Gasparin n'avait pas écrit son livre, elle ne l'écrirait pas dans quelques années. Qui sait d'ailleurs? Chez certaines ames, le rigorisme est un déguisement de la tendresse, et si la critique pouvait pénétrer dans l'intérieur de la conscience, elle serait peut-être désarmée; malheureusement elle ne juge que les résultats.

L'auteur du *Mariage au point de vue chrétien* a traité son sujet dans toute son étendue, et n'a pas voulu laisser un seul point de l'union conjugale qu'elle n'explorât avec une attention scrupuleuse, et qu'elle n'essayât de régénérer. Il nous est impossible de suivre Mme de Gasparin à travers toutes ses utopies méthodistes; mais que penser, par exemple, de ce qu'elle entend par amour et intimité dans le mariage? Que penser du terrible ordre du jour conjugal auquel il faut se soumettre ponctuellement, tout irréalisable qu'il soit, sous peine d'être des cœurs corrompus et dégradés? L'amour est la base

fondamentale de l'union, et cet amour est si grand, si pur, disons le mot, si divin, qu'il établit entre les époux une intimité parfaite, céleste. Cela est vraiment beau! Il n'y a qu'une difficulté : où sont les cœurs capables de ressentir un pareil amour? Et s'il y en a peu, ou s'il n'y en a pas même chez lesquels un semblable amour puisse subsister long-temps sans altération, que devient la pierre angulaire du mariage? Que devient le mariage lui-même? En présence de tels obstacles, l'auteur devrait logiquement pencher pour le célibat. Eh bien! non; le célibat n'a pas de plus violente ennemie. Comment cela peut-il se concilier?

Quoi de plus doux que l'intimité dans le mariage? Deux cœurs bien nés qui sont remplis d'affection et d'estime l'un pour l'autre trouvent des trésors de bonheur dans cette intimité qui grandit chaque jour à mesure qu'on se connaît davantage. L'intimité ne doit-elle pas être un besoin du cœur plutôt qu'un article du contrat, et ne faut-il pas qu'elle s'étende en proportion de la tendresse? Toute intimité entre époux est relative, et cependant Mme de Gasparin commande l'intimité absolue, c'est-à-dire l'échange de toutes les pensées, de tous les sentimens, partout et toujours. Elle ne reconnaît pas à l'un le droit de garder une pensée qu'il ne communique pas à l'autre; elle fait même un devoir de se communiquer entre époux les secrets d'autrui, afin qu'il n'existe pas un seul point qui ne soit commun à tous deux; l'on exécutera plus facilement ce second article que le premier, car à tout prendre ce n'est qu'une indiscrétion que recommande l'auteur, et remarquons en passant que jusqu'ici l'indiscrétion n'avait pas figuré dans les commandemens de Dieu!

Il est entendu que l'auteur ne s'en tient pas à l'intimité morale, et qu'elle insiste avec force, avec passion, pour que les époux ne soient jamais séparés. Ici les conseils sont superflus; si l'on s'aime, vous n'avez pas besoin de recommander la présence au logis.

L'absence est le plus grand des maux.

On s'éloigne avec regret et l'on revient toujours avec bonheur. Si l'on n'aime pas, au contraire, que de prétextes plausibles pour l'absence! Est-ce un grand mal, en ce dernier cas, que les choses se passent ainsi? Mme de Gasparin ne voit-elle pas qu'il y aurait imprudence à tenir trop long-temps rapprochés deux êtres qui ne s'entendent pas? Peut-être se font-ils un peu illusion sur la distance qui les sé-

pare? Avec des précautions habiles, on pourrait vivre dans le calme, sinon dans le bonheur, tandis qu'en se voyant à chaque instant de la vie, on se froisse sans le vouloir; tout s'aggrave alors, tout s'exagère. Les défauts, qu'un peu de perspective diminuait, paraissent plus grands qu'ils ne sont réellement; tout est matière à bouderies et à querelles, et, de bouderies en querelles, on descend une pente qui conduit à la haine, le plus grand des malheurs. Dans la plupart des cas, l'habileté consiste à tourner l'écueil, et Mme de Gasparin ordonne impérieusement de venir s'y briser. — La haine! voilà le résultat des théories de l'auteur pour les époux qui s'estimaient sans amour, et qui vivaient paisiblement dans un système de concessions mutuelles! Pour ceux qui s'aiment, le résultat est l'exagération de l'amour, c'est-à-dire un effrayant égoïsme.

Toutes les théories du *Mariage au point de vue chrétien* sont pleines de tempêtes. Ainsi l'auteur, logique dans ses principes sur l'intimité, veut que la femme, lorsqu'elle ressentira dans son cœur une passion illégitime, en fasse la confidence au mari. La confidence au mari! Comment l'auteur n'a-t-elle pas vu les conséquences désastreuses de cette démarche?

On aime, on se croit aimé; on vit dans ce doux et enivrant état de l'ame qui résulte d'une grande affection partagée. L'avenir se déroule devant vous sans que vous aperceviez le moindre point noir à l'horizon. On prend soin de sa fortune et de ses affaires comme en se jouant, car tout travail est facile à l'époux aimé. On se sent revivre avec une indicible joie dans ces gais enfans qui jouent autour de leur mère; on sent quelque chose d'infini au fond de son cœur, où il semble que le ciel soit descendu. Mais un jour voilà que l'épouse en pleurs se jette dans vos bras, elle est pâle et tremblante, et, au milieu de sanglots étouffés, elle laisse échapper de cette bouche, où vous espériez que votre nom seul serait toujours murmuré avec amour, un aveu, un terrible aveu, elle en aime un autre, et, ne se croyant pas la force de se sauver elle-même, elle vient vous demander votre appui contre son propre cœur. Vertueuse et fidèle, mais redoutant sa faiblesse, c'est la peur et non l'amour qui l'a jetée dans vos bras; elle n'a prononcé qu'un mot, ce mot a entr'ouvert un abîme, et de ce bonheur immense que vous possédiez il n'y a qu'un moment, il ne vous reste déjà plus que le souvenir. Désormais une image, une impitoyable image vient se placer entre vous et cette épouse qui pourtant n'est pas parjure, et murmure ironiquement à

vos oreilles : C'est moi qui suis aimé ! Ce fantôme vous suit ou vous précède partout dans votre chemin; il s'assied à votre table, il se tient debout à votre chevet, il remplit votre maison. En apparence, vous n'avez rien perdu; votre honneur est sauf, votre femme est fidèle, et le monde vous suppose toujours heureux; en réalité, vous êtes ruiné dans vos espérances les plus intimes, vous avez perdu ce que vous aviez de plus cher en ce monde, et vous êtes le plus malheureux des hommes, car vous aimez encore, et l'on ne vous aime plus.

L'amour est un pur cristal que le moindre souffle ternit. Quand on aime, on est inquiet et tourmenté au moindre soupçon. Si l'on a cru remarquer un peu de froideur, si l'on a saisi un geste d'impatience, une parole dure, serais-je moins aimé? se dit-on, et, dans de longs et interminables monologues, on agite gravement cette question, comme s'il s'agissait du salut d'un empire. Le cœur de l'homme qui aime est ainsi fait : le moindre grain de sable qui tombe dans ce lac en trouble pour long-temps le fond. Et c'est l'homme aussi exclusivement jaloux de son bonheur, et qui met toute sa joie dans la possession absolue d'une ame, que la femme viendra prendre pour confident des infidélités de son cœur! Pour la plus grande gloire de l'intimité conjugale, comme l'entend Mme de Gasparin, voilà le repos du mari à jamais troublé!

Suppose-t-on que le mari, au lieu d'éprouver pour la compagne qu'il s'est choisie un sentiment passionné, n'éprouve pour elle qu'une affection mêlée d'estime? L'aveu ne sera pas ici un coup de foudre qui tombera sur le cœur; ce sera une lame froide qui fera une inguérissable blessure à l'amour-propre. Malgré lui, l'homme deviendra méchant et soupçonneux, et sa raison ne sera pas assez forte pour le mettre au-dessus des suggestions continuelles de l'amour-propre blessé, qui s'agite jusqu'à ce qu'il ait trouvé sa vengeance. Le mari qui aime souffrira sans se plaindre; celui qui n'aime pas se plaindra à tout propos, suscitant toujours des prétextes trop faciles à trouver, et au lieu de lutter, comme l'autre, dans son imagination malade, contre le fantôme de l'amant, il éprouvera une satisfaction secrète à se heurter contre une réalité toujours présente, sa femme. Non-seulement il lui en voudra de son infidélité qui n'a pas dépendu d'elle, il lui en voudra encore de sa franchise, qui a été un acte de courage et une marque d'estime; si éclairé qu'il soit, il sera injuste, et le même mot qui introduit sous un toit une douleur morne, d'autant plus grande qu'elle fait des efforts pour se cacher,

introduit sous un autre mille petites vengeances. A ce jeu de chaque jour, de chaque heure, que devient l'affection mutuelle? Dans l'intérêt de l'intimité morale selon le rigorisme, voilà les deux époux devenus ennemis intimes.

En maint endroit de son livre, Mme de Gasparin prêche à la femme l'abnégation et le renoncement, et cela avec une chaleur d'éloquence souvent entraînante. Il ne faut pas cependant se laisser prendre à ces paroles de paix, car l'auteur ne fait là qu'une concession apparente, pour obtenir beaucoup plus qu'elle n'aurait osé demander de prime-abord; elle donne de la main gauche pour s'enrichir de la main droite. Ainsi veut-on savoir comment Mme de Gasparin entend la liberté de conscience du mari? Si le mari est incrédule, la femme est chargée de remporter une victoire complète sur son incrédulité, et elle la remportera, quoi qu'il en coûte. Rien ne l'arrêtera, jusqu'à ce qu'elle en soit venue à ses fins, et, pour débuter, elle exigera qu'il assiste aux offices religieux; s'il résiste, elle redoublera ses efforts; les querelles ne l'effraieront pas, elle demandera toujours et sans cesse; elle sera inflexible. Le mari finira par céder, soyez-en sûr. Nous aimons à croire que ce n'est pas là un échantillon de la liberté de conscience à la façon du réveil évangélique. Mme de Gasparin a fait une innovation; c'est la première fois qu'on érige en principe le despotisme de l'importunité.

Ce n'est pas qu'après avoir posé ses principes absolus, l'auteur n'essaie quelquefois des tempéramens. Ainsi sur l'éducation, car dans son livre sur le mariage se trouve enclavé tout un traité sur l'éducation, elle est évidemment pour l'éducation privée et s'exprime sur ce point d'une façon assez claire; cependant, en fin de compte, elle se prononce pour le mélange de l'éducation privée et de l'éducation publique, oubliant sa sortie contre les colléges, oubliant le stigmate qu'elle vient d'infliger à l'émulation qu'on a l'infamie d'inculquer aux enfans, et qui n'est qu'un vice odieux! L'émulation un vice odieux! Que tous les maîtres et tous les disciples s'arrangent avec Mme de Gasparin. Ce qui est important pour nous, c'est qu'elle se prononce en faveur des colléges, quoique l'instruction y soit très défectueuse, et que les mauvais exemples y soient permanens! Ce n'est même que pour se purifier de ces mauvais exemples qu'elle exige que les enfans rentrent chaque soir sous le toit paternel: c'est donc pour y être témoin des effets de l'intimité morale à la manière méthodiste; il vaudrait autant qu'ils restassent au collége.

Voilà pour les jeunes gens. Quant aux jeunes filles, l'auteur veut qu'elles soient élevées en vue du mariage, et, avec cette audace qui la distingue, elle déclare qu'il faut leur parler souvent, presque à toute heure, de ce qui est le but de leur existence, et qu'il est absurde qu'il n'en soit pas ainsi. Si M[me] de Gasparin ne s'apercevait bientôt qu'elle marche sur un terrain brûlant, sa dévotion aboutirait à un singulier résultat. Heureusement elle s'effraie à temps des conséquences extrêmes de son principe, et, rétrogradant peu à peu, elle reprend ce qu'elle vient de dire. Elle fait quelquefois des concessions, on le voit; mais, lors même qu'elle fait ces concessions à la nature humaine et non pas à l'ordre social, elle ne les fait point de bonne grace, et ressemble à un monarque absolu que le malheur des temps oblige à octroyer une charte.

D'après le coup d'œil que nous venons de jeter sur *le Mariage au point de vue chrétien*, on peut concevoir une idée de ce livre, que M[me] de Gasparin n'aurait pas écrit avec cette impitoyable sévérité de doctrines, si elle eût voulu s'inspirer d'illustres exemples que lui fournissait sa patrie. Ah! que M. Necker et M[me] de Staël ont tenu autrement compte de la réalité, et ont parlé du mariage avec une autre sagesse! Quelle haute raison dans ces conseils de M. Necker: « Que la femme s'efforce de répandre le calme dans l'ame de son ami, de son défenseur, en lui assurant un doux asile au sein de ses foyers, lorsqu'il y revient l'esprit encore inquiet des débats du monde auxquels il est forcé de se livrer. » Ailleurs, M. Necker s'écrie : « Ah! combien les sentimens d'une ame tendre s'animent et se fortifient par une succession continuelle de besoins et de services! Les prévenances mutuelles, les attentions réciproques forment seules ces liaisons durables qu'aucune habitude, aucun âge, n'affaiblissent. Et vous ne connaissez pas les plus douces jouissances, vous qui, tout entiers à vous-mêmes, n'appréciez dans l'amour que le despotisme de la jeunesse et les rapides effets de votre impérieux ascendant. » Ces paroles sont bonnes à méditer partout, même à Genève. Ce qui suit, de M[me] de Staël, est moins tendre, mais n'est pas moins profond, ni moins vrai : « Il est heureux, dit la fille de M. Necker, dans la route de la vie, d'avoir inventé des circonstances qui, sans le secours même du sentiment, confondent deux égoïsmes au lieu de les opposer. Il est heureux d'avoir commencé l'association d'assez bonne heure pour que les souvenirs de la jeunesse aident à supporter, l'un avec l'autre, la mort qui commence à la moitié de la vie;

mais indépendamment de ce qu'il est si aisé de concevoir sur la difficulté de se convenir, la multiplicité des rapports de tout genre qui dérivent des intérêts communs offre mille occasions de se blesser, qui ne naissent pas du sentiment, mais finissent par l'altérer. Personne ne sait à l'avance combien peut être longue l'histoire de chaque journée, si l'on observe la vérité des impressions qu'elle produit, et dans ce qu'on appelle avec raison le *ménage*, il se rencontre à chaque instant de certaines difficultés qui peuvent détruire pour jamais ce qu'il y avait d'exalté dans le sentiment. C'est donc de tous les liens celui où il est le moins probable d'obtenir le bonheur romanesque du cœur. » Mme de Gasparin trouvera sans doute ce langage bien froid et bien positif; il est vrai que Mme de Staël ne poursuivait pas, comme elle, la régénération de l'union conjugale. Soyons franc, et disons toute notre pensée : ce livre qui veut régénérer le mariage lui sera plutôt nuisible qu'utile. Ou il en éloignera, parce que, n'établissant pas de milieu entre un idéal sublime et une corruption fangeuse, ceux qui désespéreront d'atteindre au ciel craindront de tomber dans la boue, et jugeront prudent de s'abstenir; ou bien, il séduira quelques jeunes imaginations qui, se croyant la puissance de réaliser une chimère, se jetteront dans le mariage avec enthousiasme, voudront mettre en pratique les doctrines de l'auteur du *Mariage au point vue chrétien*, et au lieu d'un paradis terrestre qu'on espérait, ne trouvant que le régime cellulaire à deux, elles se désoleront inutilement. Mme de Gasparin me semble donc avoir pris un chemin qui ne vient pas à son but; car, en dernière analyse, elle éloigne du mariage qu'elle prêche, ou fait couler des larmes qu'elle voulait tarir. Comme la plupart de nos grands réformateurs, elle démolit une réalité qu'elle remplace par une chimère : on dirait que les réformateurs modernes ont fait un pacte avec l'impossible.

Parlerons-nous de la forme? L'ouvrage de Mme de Gasparin arrive de Genève, et il serait mal venu à renier sa patrie : il porte son acte de naissance sur chaque page. Il est des lieux où l'on respire un air intellectuel et moral, si l'on peut ainsi parler, dont s'imprègnent les esprits même les plus distingués. La teinte générale qui se répand sur toute une littérature est une sorte de péché originel que tout écrivain porte à son entrée dans le monde. Il n'y a que le génie qui dès le début, s'emparant de ces défauts et de ces qualités communs à tous, se les approprie, les transfigure en quelque manière et les élève du premier coup à une originalité puissante. Le talent ar-

rive à l'originalité d'une façon moins brillante et moins rapide, mais il y parvient, et les exemples ne manquent pas à Genève de talens parfaitement originaux, qui ont secoué le joug génevois. Pour M. de Chateauvieux, M. Dumont, M. de Bonstetten, M. Töpffer, on peut dire qu'il n'y a plus de Jura. Le Jura existe encore pour Mme de Gasparin, dont l'incontestable talent a besoin, pour paraître dans tout son jour, d'être débarrassé de ces locutions inusitées, de ces tours de phrases bizarres, de cette ponctuation étrange, qui déparent le livre du *Mariage*. Faut-il avouer aussi que le dogmatisme de l'auteur ne sait pas toujours éviter l'ennui? Mme de Gasparin aime les longs développemens; il semble qu'elle s'imagine n'avoir jamais assez dit, et elle épuise toujours son raisonnement avant de le quitter. Dès les premières pages d'un chapitre, vous savez tout ce qu'il contient : chaque chapitre est un discours qui dit tout dans son exorde et se répète dans les deux parties. Cette intarissable abondance, habilement gouvernée, pourra devenir une qualité brillante. Si à ce style qui déborde à chaque instant, et inonde, pour ainsi dire, toujours ses rives, l'art parvient à creuser un lit assez profond, on comptera parmi les femmes un remarquable écrivain de plus. Le véritable talent de controverse que possède Mme de Gasparin s'appuiera un jour, il faut l'espérer, sur l'expérience; il se dépouillera de ce méthodisme exagéré qui tue ce qu'il veut vivifier, et ressemble, avec l'excellence des intentions et le malheur des résultats, à un ami qui vous étouffe en vous embrassant. C'est parmi les femmes moralistes que Mme de Gasparin prendra alors un rang distingué.

Quant au mariage, les apologies dangereuses du méthodisme ne l'ébranleront pas plus que les attaques antisociales. Le mariage est le fondement de la famille, et la famille ne court aucun danger sérieux; nous ne disons pas seulement pour le présent, cela a l'évidence d'un fait, mais pour l'avenir. Les révolutions n'y toucheront pas. Il n'est pas besoin d'être prophète pour dire que les sociétés humaines ne se passeront jamais de la famille : il suffit d'avoir foi aux progrès de la civilisation. On ne peut pas assigner des limites aux progrès; mais comme les progrès ne peuvent s'entendre que dans le sens de la liberté, et qu'il n'y a pas de liberté sans l'ordre, on peut assurer, avec une conviction profonde, que la famille, source de l'ordre, ne périra pas. En changeant le mot de Pascal, ne peut-on pas dire que le progrès est un cercle dont le centre est dans la famille et la circonférence nulle part? La famille et le mariage sont,

pour la civilisation, ce que l'arche fut pour Noé et ses enfans, — un rempart contre le déluge.

L'ordre et la liberté grandissant ensemble n'apporteront-ils pas des modifications dans la condition des femmes? Quelles seront ces modifications? C'est le secret de la Providence, et il serait téméraire de vouloir le lui arracher. Ce qui est certain, c'est que leur avenir dépend d'elles en grande partie. Si aujourd'hui qu'elles ont plus de lumières qu'autrefois, elles s'efforçaient de retrouver cette dignité qui relevait leur ignorance, et qui donnerait un si beau lustre à leurs connaissances actuelles; si, maintenant qu'on leur rend justice, elles mettaient de la mesure dans leurs exigences; si, sous leur influence, la vie intérieure s'améliorait, et si les relations du monde gagnaient de l'agrément et du sérieux, des progrès réels ne s'accompliraient-ils pas dans leur condition, sans secousse, sans être vivement appelés? Ne sortiraient-ils pas du sein des choses? — Les femmes qui ont reçu le don du talent pourraient mieux que les autres contribuer à préparer cet avenir; mais quelle que soit leur éloquence, quelle que soit la forme de leur génie, surtout si elles veulent faire connaître le cœur humain et corriger la société; si elles sont moralistes enfin, qu'elles n'oublient jamais, ce qui leur arrive trop souvent, ce tact qui n'est qu'une forme du goût, et cette modération, inséparable compagne du bon sens, qui chez elles est une grace et une vertu!

PAULIN LIMAYRAC.

ÉTUDES

SUR L'ANGLETERRE.

I.

WITHE-CHAPEL.

Lorsque, en arrivant du continent par la Tamise, on découvre Londres, au milieu d'une forêt de navires dont les agrès se confondent avec les toits des maisons, et à travers le brouillard de fumée que vomissent incessamment les cheminées des bateaux à vapeur, il semble difficile, au premier aspect, de saisir les grandes lignes de cette perspective sans relief. L'immense métropole est assise sur une plaine légèrement ondulée, et suit la courbe de l'arc formé par le fleuve. Elle en serre de si près les bords, que la marée montante vient baigner le pied de ses édifices, et que l'horizon est intercepté. Les autres capitales, Paris, Rome, Bruxelles, renferment des collines ou des monumens autour desquels se groupent les habitations, et qui dessinent, comme autant de jalons, le plan de la cité. Londres n'a ni éminences naturelles ni points culminans élevés par la main des

hommes. Si l'on excepte le dôme de Saint-Paul, isolé parmi ces masses uniformes de briques, rien n'annonce, à une certaine distance, les magnificences qu'une cité de deux millions d'hommes, que la ville la plus riche et la plus gigantesque de l'Europe, que la tête de l'empire britannique doit étaler aux yeux.

A juger par les apparences extérieures, Londres serait l'asile par excellence de la démocratie. Des maisons pareilles, des rues qui n'ont aucun caractère distinctif; peu ou point de palais; pas un sommet qui dépasse l'autre; partout une médiocrité régulière d'architecture que l'on croirait ne pouvoir convenir qu'à une population de Chinois. Joignez à cela que les quartiers de Londres ne paraissent pas être liés entre eux comme les diverses parties d'un tout. Ce sont des villes juxtaposées qui remplissent des destinations différentes, dont aucune n'a les mêmes besoins, et qu'il faut relier entre elles, comme les campagnes, par des bateaux à vapeur omnibus et par des chemins de fer intérieurs, tels que le Blackwall et le Greenwich. On conçoit que, dans l'amertume de sa misantropie républicaine, Cobbet ait comparé cette excroissance du pays à une monstrueuse tumeur.

Mais quand on pénètre dans Londres, en étudiant les principales artères de la circulation, l'on reconnaît bientôt qu'il se fait entre les divers quartiers une véritable division du travail social, et l'ordre se révèle au sein de ce chaos apparent. Voici quelle en est l'économie.

Le mouvement à Londres ne s'opère que dans une seule direction. Rien ou presque rien ne va du nord au midi, ni d'une rive de la Tamise à l'autre rive; le courant des hommes, des transports et des affaires roule parallèlement au fleuve, et de l'est à l'ouest. On calcule la quantité de mètres cubes qu'une rivière, en passant sous un pont, débite chaque jour à l'étiage; si l'on pouvait compter le nombre des personnes qui circulent à pied, à cheval ou en voiture, de l'extrémité de Piccadilly à la Banque, en suivant le Strand, Cheapside et Ludgate-Hill, on trouverait probablement près de cinquante mille passagers par heure, et plus de cinq cent mille par jour.

En remontant la Tamise, on aperçoit d'abord les docks, les grands magasins et la Tour; le quartier où viennent s'entasser, et d'où sont expédiés les produits des deux hémisphères; l'arsenal militaire et les arsenaux du commerce ainsi que de l'industrie. Là, un vaisseau peut, en quelques heures, déposer sa cargaison et recevoir un nouveau chargement. De là sortent des certificats qui représentent la valeur de la marchandise, qui rendent cette valeur disponible, et qui la monnaient, pour ainsi dire, sans nécessiter des déplacemens

onéreux. Autour de ces vastes entrepôts vivent les matelots, les manœuvres, les portefaix, les camionneurs, les instrumens du transport. Un peu plus haut est la Cité, le cœur de Londres, le comptoir de l'Angleterre, le centre des affaires et le siége du crédit. C'est là que les négocians se donnent rendez-vous et qu'ils ont sous la main les grandes institutions du pays, la banque, la bourse, la monnaie, la douane, la poste, l'excise, la corporation municipale, les tribunaux et les prisons; mais ils n'habitent pas ce lieu de passage, et le reflux de chaque soir ramène ceux que le flux du matin avait apportés. Plus loin encore, vous rencontrez les rues où brillent les magasins de luxe, telles que le Strand, Piccadilly, Pall-Mall, Regent's-Street, le quartier des théâtres, des musées, des modes, des hôtelleries, des filles de joie et des filous, terminé par l'espèce d'oasis parlementaire que forment les clubs, le palais à demi construit des chambres, les administrations réunies à White-Hall, et le vieux palais de Saint-James, où ne daigne plus loger la royauté. Enfin, au-delà est la ville aristocratique, le monde par excellence, le seul quartier que l'on puisse habiter, le *West-End*. Le quartier fashionable était limité, il y a quelques années, au nord par le parc du Régent, à l'ouest par Hyde-Park, et au sud par le parc de Saint-James. Aujourd'hui, il s'accroît chaque année avec une rapidité prodigieuse : les marais et les terrains vagues se convertissent en rues et en places publiques; les plans sont à peine dressés, que les maisons sortent de dessous terre, et les maisons à peine construites trouvent aussitôt des locataires ou des acheteurs. On dirait que les riches s'y multiplient comme ailleurs les pauvres. Si la manufacture que vient d'établir un hardi spéculateur, M. Cubitt, pour fabriquer quatre mille maisons aux abords du pont du Wauxhall, obtient le succès qu'il s'en est promis, le quartier fashionable couvrira bientôt tout l'espace qui s'étend à l'ouest de Londres, entre la Tamise et le canal du Régent, sur une profondeur d'à peu près deux lieues.

Ainsi la ville des docks et des entrepôts, la ville des affaires, la ville des plaisirs et des transactions politiques, la ville du monde fashionable, voilà de quoi se compose cette gigantesque agrégation, ce Mammouth du XIXe siècle. A ses deux extrémités et sur ses flancs, le monstre a de nombreuses dépendances; il suffit de citer Greenwich, Southwark, Chelsea et les faubourgs du nord-est. Mais toutes ces branches partent du tronc et viennent y puiser la vie. La puissance qui gouverne l'Angleterre réside à un bout de Londres; les résultats

s'accumulent à l'autre bout. Le *West-End* et le *East-End*, l'empire est là tout entier.

Il faut donc peu s'étonner si dans les améliorations successives qu'a reçues la métropole de la Grande-Bretagne, la meilleure part a été réservée aux deux extrémités. Rien n'égale la magnificence ni la bonne disposition des bassins qui ont été creusés à l'est, le long de la Tamise, pour recevoir les navires de commerce, et pour en laisser ainsi le chenal libre à la navigation. Les docks de Sainte-Catherine, de Londres, des Indes occidentales et de l'Inde orientale, ont coûté plus de 200 millions de francs; mais ces établissemens procurent au commerce une économie annuelle qui ne saurait être évaluée à moins de 40 ou 50 millions. Les marchandises les plus communes comme les plus précieuses y sont gardées sous clé, à l'abri du gaspillage et de toute détérioration. Quand les magnifiques seigneurs de la Cité ont envie de passer l'inspection de leurs sucres ou de leurs cafés, un chemin de fer suspendu sur arcades les conduit en quelques minutes des environs de la Banque à Blackwall. Pour la communication d'une rive avec l'autre, un pont n'étant pas compatible avec les besoins de la navigation, une compagnie aussi admirable dans sa persévérance que l'ingénieur dans ses conceptions a fait passer sous le lit de la Tamise un vaste souterrain qui résiste à la pression et au mouvement des eaux.

Mais c'est particulièrement à l'ouest de Londres et dans les quartiers destinés aux habitations des classes supérieures, que le progrès se fait remarquer. Il n'y a pas de ville où l'on ait pris plus de soin de la vie du riche, et où l'on ait donné plus d'attention à ses moindres fantaisies. Les grandes réunions d'hommes engendrent presque toujours des miasmes pestilentiels qui affaiblissent l'organisation et qui en abrègent la durée. Afin de mettre les riches à l'abri de ce danger dans le *West-End*, on a imaginé de mêler la campagne à Londres, les jardins, les parcs et les champs aux maisons. Quatre parcs immenses, une ligne continue de verdure, d'ombrages et d'eaux vives, forment la base de cette ville privilégiée. C'est là que se fabrique et que se renouvelle l'air respirable qui dispute l'espace aux exhalaisons méphitiques des quartiers plébéiens. Ce sont, comme on l'a si bien dit, les poumons de Londres; imaginez la végétation de Saint-Cloud et de Neuilly au milieu de Paris.

Autour des parcs sont groupées les maisons, les rues et les places, qui se rapprochent ainsi de l'air pur aussi naturellement que cer-

taines plantes suivent le soleil. Les rues ont une largeur monumentale et se coupent presque partout à angle droit. Les maisons ont peu d'élévation et n'interceptent ainsi ni les rayons qui réchauffent l'atmosphère, ni les vents qui viennent la rafraîchir; souvent elles sont séparées du trottoir par des bouquets d'arbres et de fleurs qui en font autant de villas. Les places publiques n'offensent pas les yeux comme à Paris par la nudité de leurs dalles brûlantes en été, enfouies dans la boue en hiver. Quelque grand jardin, protégé par une grille en fer, en occupe le centre, et présente un tapis vert encadré de beaux arbres, où les petits enfans du voisinage s'essaient à marcher. De là viennent sans doute les idées champêtres qui remplissent l'imagination des jeunes filles en Angleterre. Comment ne rêveraient-elles pas des eaux, des prairies ou des bois, ayant, même au sein de Londres, cette bucolique perpétuelle sous les yeux?

Dans ces demeures, où le luxe consiste, non pas en ameublemens splendides, mais en nombreux domestiques et en dispositions commodes, tout a été calculé pour épargner aux riches de la Grande-Bretagne même le malaise que faisait éprouver au Sybarite une feuille de rose cachée dans les draps de son lit. Ils n'entendent point de bruit, car les voitures glissent légèrement, devant leur porte, sur des chaussées macadamisées. Tout ce qui peut blesser la vue ou l'odorat a été éloigné des rues principales; les écuries sont placées dans des allées étroites (*lanes*), derrière les maisons; et s'il y a des pauvres dans ces quartiers, comme on a honte d'eux et comme on ne veut pas subir leur contact, ils vont se cacher au fond des ruelles intérieures avec les palefreniers et avec les chevaux.

A ne voir que le *West-End*, Londres est sans contredit la cité la plus belle et la plus salubre du monde. Quand on y entre par Portland-Place, par Oxford-Street ou par Piccadilly, en longeant cette admirable chaussée que bordent d'un côté les prairies de Green-Park et de l'autre Hyde-Park avec ses allées, que traversent à toute heure de splendides équipages et de brillans cavaliers, on se demande si les voies romaines qui partaient de la ville des Césars pour la joindre aux pays conquis, pouvaient avoir plus de grandeur. Sans doute, la qualité de cette grandeur n'est pas la même. A Rome, la voie Appienne était chargée d'arcs de triomphe et comme habitée par les temples élevés aux dieux; le peuple, en s'enrichissant des dépouilles étrangères, rapportait quelque chose de ses succès et de sa gloire à l'intervention divine, et l'art naissait sous l'inspiration du sentiment religieux. En Angleterre, l'homme se prend lui-même

pour cause et pour but, et quand il a vaincu ses rivaux ou dompté la matière, il songe plus à jouir du résultat qu'à remercier le ciel. Cette disposition égoïste a produit la science du comfortable, qui n'a rien de commun avec la science du beau; mais le comfortable atteint presque à la grandeur, lorsqu'il s'administre avec de telles dimensions.

Si l'on veut avoir une idée complète des merveilles que peut enfanter la civilisation moderne envisagée par son côté matériel, il y a deux petits coins de terre qui se recommandent plus particulièrement à l'attention de l'observateur. Je veux parler du boulevart de Gand, vu par une belle soirée de mai, au moment où le gaz éclaire les toilettes dans les allées, et dans les magasins les splendeurs de l'industrie; lorsque la jeunesse dorée étale ses airs conquérans, et que les équipages de la finance parisienne se dirigent avec fracas vers les deux Opéras. Ou bien encore il faut assister, par une belle après-midi du mois de juin, à l'heure où cessent les affaires dans Londres et avant l'heure aristocratique du dîner, au rendez-vous des promeneurs sur les pelouses de Hyde-Park. Là, pendant que la musique des gardes joue les airs de Rossini ou de Meyerbeer, les dames quittant leurs voitures pour venir s'asseoir sous les arbres, et les cavaliers se rangeant sur plusieurs lignes devant les barrières, on aperçoit réuni tout ce que l'Angleterre a de plus belles et de plus fières *ladies*, d'hommes d'état en renom, d'héritiers des grandes maisons, et de chevaux pur sang. Pour qui connaît le peuple anglais, il n'y a pas de spectacle qui soit plus propre à exalter son orgueil national.

Hélas! cet orgueil souffrirait bien cruellement, si, descendant des hauteurs auxquelles l'élève l'oligarchie britannique, il daignait ramener ses regards au niveau du sol. Londres est en effet la ville des contrastes. A côté d'une opulence qui défie toute comparaison, l'on y découvre la plus affreuse ainsi que la plus abjecte misère, et la même cité qui renferme les maisons modèles, les rues coquettes et les *squares* verdoyans du West-End, contient aussi dans ses profondeurs des masures à demi ruinées, des rues non pavées, sans éclairage et sans égouts, des places qui n'ont d'issue ni pour l'air ni pour les eaux, enfin des cloaques infects que toute autre population n'habiterait pas, et qui, pour l'honneur de l'humanité, ne se rencontrent pas ailleurs.

J'avais lu le rapport publié en 1842, sur l'état sanitaire des classes laborieuses dans la Grande-Bretagne, par l'intelligent et infatigable

secrétaire de la commission des pauvres, M. Chadwick. Ces lamentables récits, dépassant tout ce que la plus sombre imagination pourrait inventer, ne devaient pas être accueillis sans contrôle. Bien qu'ils portent, à chaque ligne, le cachet de la plus parfaite sincérité, il y a des horreurs que l'on se refuse à croire, à moins de les avoir soi-même constatées. J'ai donc voulu voir les mauvais quartiers de Londres. J'ai fait cette reconnaissance au mois de juillet dernier, sous la direction du docteur Southwood-Smith, un de ces hommes rares qui ont la main à la pratique et l'œil à la science, et celui qui fut chargé de vérifier, en 1838, de concert avec le docteur Kay-Shuttleworth, dans quel état de dégradation physique une partie de la population de Londres était tombée. Notre inspection ayant porté principalement sur le district de White-Chapel, le plus négligé peut-être de ceux qu'habitent les parias de la métropole, c'est le tableau que je vais mettre en regard des béatitudes du West-End.

Les trois districts de Spitalfields, de Bethnal-Green et de White-Chapel, situés au nord-est de Londres, forment dans la métropole du royaume-uni une espèce de ville celtique. Près de cent cinquante mille personnes habitent cette colonie, qui s'est accrue par les émigrations successives des ouvriers français, après la révocation de l'édit de Nantes, et des prolétaires irlandais, depuis qu'une famine permanente les chasse tous les ans de leur pays. Puis les juifs, qui recherchent les endroits les plus misérables dans les grandes cités, pour vivre plus librement en vivant inaperçus, sont venus, de tous les points de l'Europe, grossir cette population d'exilés.

Le malheur rapproche communément ceux qui souffrent; il n'en est pas ainsi dans le *East-End*. Les descendans des ouvriers français, appartenant à une race plus cultivée, montrent un grand éloignement pour les Irlandais, tribu inculte et adonnée à l'ivrognerie, lesquels, à leur tour, du haut de leur religion, renvoient ce mépris aux enfans d'Israël. Les Français naturalisés, qui ont enseigné à l'Angleterre l'art de tisser la soie, habitent principalement Spitalfields; ils ont à peu près oublié leur langue originelle, mais leurs noms et leur physionomie parlent pour eux. Ces tisserands composent en quelque sorte l'aristocratie morale du lieu. Leur probité a passé en proverbe, et contraste avantageusement avec la dégradation de leurs voisins immédiats (1), bien que la passion des liqueurs spiritueusses ait fait

(1) « Je préférerais la garantie personnelle d'un tisserand à celle d'un tailleur ou d'un cordonnier pour le loyer d'un métier. Le tissage est, en somme, plus favo-

aussi des ravages dans leurs rangs. Ils ont les goûts qui tiennent au développement de l'intelligence, sont grands lecteurs de journaux, cultivent les fleurs, et se réunissent le soir dans des clubs où ils reçoivent des leçons d'arithmétique, de géographie, d'histoire et de dessin. Quand ils commencèrent à peupler Spitalfields, Londres ne s'étant pas encore étendu jusque-là, ils avaient de l'espace autour d'eux et faisaient admirer des Anglais les plates-bandes de tulipes qui croissaient dans leurs jardins. A ces habitudes méditatives ils joignaient alors une ardeur martiale qui se signalait par des révoltes fréquentes, et à laquelle le parlement lui-même fit la concession d'un tarif obligatoire des façons par l'acte de 1773, appelé acte de Spitalfields. Depuis, les jardins ayant disparu sous une masse de briques, et les rues ayant été tracées, à mesure que la population débordait, sans aucune des précautions qu'exige l'assainissement des villes, peut-être aussi sous l'influence d'une occupation sédentaire qui se prolonge souvent quinze à seize heures par jour, la vigueur physique de cette race a décliné. « La taille des tisserands, dit l'un d'eux, M. Bresson, dans l'enquête de 1840, est généralement peu élevée et rabougrie. Durant la guerre, on leva une brigade parmi eux; mais la plupart des soldats avaient moins de cinq pieds. » On ne trouverait plus même aujourd'hui, à Spitalfields, de quoi faire de la chair à canon. « La constitution de ces hommes, dit le docteur Mitchell, dégénère; la race entière descend rapidement à la taille des Lilliputiens. Les vieillards sont d'une plus forte complexion que les jeunes gens. »

Comment les enfans grandiraient-ils? Dès leur bas âge, ils sont courbés sur un métier, lançant la navette treize à quatorze heures par jour; c'est là le seul exercice que prennent ces malheureux, qui respirent rarement un air libre, et qui ne voient jamais le soleil qu'à travers les fenêtres de leurs tristes réduits. Dans une visite que je fis à Spitalfields en 1836, apercevant une petite fille de onze ans, pâle et mélancolique, qui tissait avec une activité fébrile, je demandai au père : « Combien d'heures travaille cet enfant par jour? — Douze heures, me répondit-il. — Et vous n'avez pas peur d'excéder ses forces? — Je la nourris bien. » Quelle autre réponse eût-il faite pour une bête de somme? Et pourtant, quand on veut avoir un cheval de course, on attend qu'il ait pris sa croissance, avant de le monter.

rable à la moralité que beaucoup d'autres occupations, parce que les enfans sont élevés à la maison, sous les yeux de leurs parens. » (Déposision de M. Bresson, enquête sur les tisserands, 1840.)

La population de Bethnal-Green se compose principalement de tisserands irlandais, auxquels se joignent les mendians et les vagabonds de la même nation. Les maisons de ce district sont dans un état de délabrement dont celles de Spitalfields même ne sauraient donner une idée. On les construit souvent en planches mal jointes, ce qui leur donne bientôt l'aspect des plus dégoûtantes étables. Lorsque ces masures ont été condamnées, à cause du danger qu'il y aurait à les habiter, et que les locataires les ont désertées, il se trouve toujours, avant qu'on les abatte, quelque famille irlandaise qui, ne pouvant payer le prix d'un loyer, vient, comme les animaux immondes, y chercher un abri. Dans un quartier où les rues, en temps de pluie, forment un marais, la fièvre ne tarde pas à s'exhaler de ces ruines empestées.

Ainsi, la population de Spitalfields et de Bethnal-Green a des habitudes sédentaires; c'est le travail en famille, la moins immorale peut-être, mais aussi la plus misérable des industries. La population de White-Chapel est au contraire essentiellement mobile et flottante; elle se compose en majorité de journaliers, de brocanteurs et de marchands ambulans. Je comparerais ce district à notre quartier Mouffetard, si je croyais que l'on pût, sans faire injure aux plus viles agglomérations d'hommes, assimiler quelque chose à White-Chapel.

White-Chapel confine à la Cité. Ce pâté de rues étroites, d'allées tortueuses et de cours sombres, qui comprend huit mille maisons, a pour limites au nord Spitalfields et Bethnal-Green, dont il se détache, à la hauteur de Wentworth-Street, et, du côté du sud, la Tour de Londres ainsi que les docks. Le chemin de Blackwall le traverse dans toute sa largeur. Du haut des arcades, sur lesquelles la voie de fer est portée, la vue plonge à loisir dans les secrets de cette misère. On aperçoit des femmes hâves qui se montrent à demi nues aux fenêtres, des enfans blêmes qui se vautrent dans la fange des cours avec les porcs, inséparables compagnons des familles irlandaises, des haillons suspendus au-dessus des rues comme pour intercepter la lumière ainsi que la chaleur, çà et là des tas de briques et d'immondices dans les espaces libres, partout des mares fétides qui attestent l'absence de toute règle pour l'écoulement des eaux. Voilà le spectacle que présente White-Chapel, vu à vol d'oiseau. Que serait-ce si l'on pouvait, par une fantaisie qui n'aurait rien cette fois de diabolique, enlever les toits des maisons et compter les gémissemens qui s'exhalent de là vers le ciel!

Il y a des quartiers dans Londres qui renferment un plus grand nombre de pauvres (1), car White-Chapel, attenant par un bout à la Cité, reçoit les miettes qui tombent du festin commercial; et comme ce district longe en outre la Tamise, les bras oisifs trouvent assez facilement de l'emploi sur le port. Mais il n'est pas de lieu plus malsain, dans lequel la mortalité fasse plus de victimes, ni où ceux qui survivent soient laissés dans une pire condition.

Par un de ces contrastes auxquels l'esprit humain se plaît, les rues de White-Chapel ont reçu les noms les plus rians. Parcourez la carte de Londres; en mettant le doigt sur ce quartier, vous en trouverez vingt exemples : la rue de la Rose, la rue de la Fleur, du Champ-Vert, de la Mode, de la Perle, de l'Agneau, l'allée de l'Ange, la cour du Berger. Ces étiquettes charmantes ont été presque invariablement attachées aux endroits les plus affreux. Dans certains cas, on n'a pas même respecté la gloire. Ainsi, un cloaque infect dans lequel se déchargent les égouts du voisinage à Bethnal-Green, et qui couvre une étendue de trois acres, est appelé l'étang Wellington.

Transportez à White-Chapel une colonie de Hollandais lavant et nettoyant du matin au soir, aussi amoureux de l'ordre et de la propreté que ses étranges habitans le sont du désordre ignoble qui semble être leur élément, et vous n'aurez encore rien fait. De tels foyers d'infection résistent à l'énergie des efforts individuels, et sollicitent l'intervention d'un gouvernement. Tout accuse ici l'incurie de l'administration; on dirait une de ces villes du moyen-âge, que les magistrats entouraient de murailles pour les protéger contre l'ennemi extérieur, mais qu'ils livraient, faute d'entretien, dans leur naïve ignorance, à l'action meurtrière des épidémies. Les dernières maisons de la Cité dérobent, en manière de remparts, les rues de White-Chapel; on n'y pénètre qu'à travers des passages tortueux pratiqués sous des voûtes ou entre les murs humides des cours; c'est une ville entière exclusivement réservée aux piétons.

Depuis que la fièvre a décimé la population, l'on s'est décidé à construire des égouts dans les rues principales, et quelles rues! mais l'enlèvement des immondices ne s'opère encore qu'une fois par semaine; on les entasse pendant sept jours sur la voie publique, qui se couvre ainsi d'un lit permanent de fumier. Suivez ces rues étroites, qui sont les grandes artères de la circulation; à droite et à gauche,

(1) En 1838, White-Chapel comptait 5,856 pauvres secourus sur 64,141 habitans.

de distance en distance, s'ouvrent des impasses bordées de maisons à travers lesquelles on pénètre dans des cours enfouies entre quatre murailles, et qui aboutissent à d'autres cours, le tout sans écoulement pour les eaux pluviales et ménagères, sans pavé pour assécher le sol, sans issue pour la circulation de l'air. Dans cet affreux labyrinthe, chaque famille n'a qu'une chambre pour se loger, La chambre non garnie coûte 4 à 5 shellings par semaine (255 à 330 francs par an), et l'empressement est tel pour l'occuper, qu'une famille y entre souvent sans attendre qu'on ait désinfecté le logement des émanations que la mort ou la maladie y a laissées (1).

Quelques mots maintenant sur cette population. L'on sait déjà qu'elle se compose, à peu près par égales portions, de juifs et d'Irlandais. Les juifs sont les maîtres du lieu; ils en ont pris possession; ils y ont leurs comptoirs, leurs maisons, leurs cimetières et leurs établissemens de charité. On voit bien que les enfans d'Israël sont là chez eux, car ils ne cherchent pas à se confondre avec la foule des chrétiens, et portent le costume distinctif de leur race, la barbe longue ainsi que le caftan. A Londres, White-Chapel est leur Ghetto.

L'aristocratie juive habite les meilleures rues, où ses maisons tranchent sur le reste par un extérieur décent et qui annonce l'aisance. Les rues étroites, les passages obscurs, sont occupés par la basse classe des juifs et par les Irlandais. Les deux races vivent souvent dans la même masure, mais sans se mêler et sans communiquer entre elles. Du reste, on les distingue sans peine. Les juifs sont plus industrieux; ils ont de l'ordre, et, se nourrissant mieux, ils résistent avec plus de succès à l'influence des émanations putrides. Leurs

(1) Une maison dans la cour du Berger. « La maison est petite et contient quatre chambres, dont chacune se trouvait louée à une famille. Dans une des chambres, au rez-de-chaussée, quatre personnes étaient malades de la fièvre, et dans l'autre trois; au-dessus, trois personnes en souffraient en même temps. Il paraît que diverses familles avaient successivement occupé ces chambres, où la fièvre les avait toutes attaquées. Les officiers de la paroisse firent évacuer la maison, et portèrent la question devant les magistrats. Ceux-ci refusèrent d'abord d'intervenir, mais, sur les instances du médecin, ils mandèrent le propriétaire de la maison, et lui adressèrent des remontrances pour avoir permis que ces appartemens fussent occupés par différens locataires avant de les avoir désinfectés et blanchis, disant qu'il commettait une sérieuse infraction aux lois, et l'avertissant que, s'il louait encore la maison sans avoir pris les mesures de salubrité, un officier de police irait en déloger les habitans. Sur ce, le propriétaire, effrayé, promit de faire tout ce que l'on voudrait. Depuis que la maison a été désinfectée, de nouveaux locataires l'habitent, et aucun cas de fièvre ne s'est présenté. » (Rapport du D. S. Smith.)

chambres sont proprement tenues et ont bon air dans leur simplicité. Leur physionomie intelligente, empreinte d'une singulière vivacité, dispose peu à la confiance; l'impudence respire dans leurs regards, et l'on s'aperçoit bien vite qu'ils prennent moins de soin de leur ame que de leur corps. Les mœurs anglaises tiennent encore les juifs dans un état voisin de l'ilotisme; leur infériorité morale s'explique par l'oppression qui pèse sur eux.

Les Irlandais, race naturellement robuste et accoutumée à vivre de peu, dépérissent ou dégénèrent rapidement dans leurs taudis. L'intempérance les emporte, quand la maladie les épargne. Pénétrez dans ces horribles demeures, qui ne sont trop souvent meublées que d'un peu de paille; si le père de famille est au logis, vous ne tarderez pas à entendre le bruit des querelles domestiques qu'engendre la misère combinée avec l'oisiveté. S'il est absent, les femmes se livrent entre elles au plaisir du commérage. Les enfans fourmillent, ils encombrent par essaims le chétif espace réservé partout aux passans. Ceux des juifs vont passablement vêtus, et conservent une forme humaine; les autres, à demi couverts de leurs haillons, étalent des chairs cadavéreuses diaprées de pustules et de plaies. Quel héritage qu'un pareil sang pour les générations à venir!

Voici un exemple de l'état déplorable dans lequel croupissent les Irlandais à White-Chapel. J'emprunte ce récit au rapport de M. Chadwick (1).

« Il y a quelque temps, en faisant une tournée dans la paroisse avec les marguilliers, à l'heure du service, nous entrâmes dans une vieille maison de *Rosemary-Lane*, que le propriétaine avait abandonnée. L'escalier tombait en ruines, et il était tellement sombre, qu'il nous fallut en plein midi une chandelle pour le gravir. Le premier étage était un réceptacle d'ordures. Dans une chambre, nous trouvâmes deux sales enfans à demi nus; leur mère était étendue dans un coin sur quelques brins d'une paille souillée, à peine recouverte d'un sac. Il n'y avait d'autre ameublement qu'un fagot de bois, cinq ou six assiettes cassées et une corbeille. Quelques sardines jonchaient le plancher. Cette femme faisait métier de colporter du poisson.

« Il y a dans notre district bien des endroits semblables, tous occupés par des malheureux de la dernière espèce. J'ai souvent dit que, si l'on plaçait des tonneaux vides le long des rues de White-

(1) *On Sanitary condition of the labouring classes.*

Chapel, en peu de jours chacun de ces tonneaux aurait un locataire, et ceux qui les occuperaient, pour entretenir leur espèce, vivraient comme des oiseaux de proie aux dépens de la société. Que l'on offre de pareilles facilités, et il n'est pas de dégradation à laquelle une partie de l'espèce humaine ne puisse descendre. Refusez toute éducation à ces Diogènes (*tub-men*), et vous aurez autant de sauvages vivant au sein de la civilisation. Partout où il a des marais et des eaux stagnantes, il se trouve des reptiles pour les habiter, et le seul moyen de s'en délivrer, c'est de dessécher les marais. »

Toutes les maisons en ruines, tous les bâtimens infects de White-Chapel ne sont pas, comme celui dont parle ici M. Chadwick, abandonnés par leurs propriétaires. Il constate lui-même que cette espèce de propriété est celle qui rapporte le revenu le plus élevé. Les taudis de *Rosemary-Lane* rendent communément vingt pour cent. Comment les propriétaires s'inquiéteraient-ils, sans y être contraints, de les rendre plus habitables et de les assainir? Avant l'incendie de 1666, la ville de Londres tout entière était bâtie dans le genre de *Rosemary-Lane* et de *Cartwright-Street;* aussi, tous les douze ans, la peste s'abattait sur cette capitale impure, et enlevait un cinquième ou un quart des habitans. Depuis 1666, les quartiers du *West-End* sont devenus salubres; si la réforme sanitaire tarde encore à s'étendre aux mauvais quartiers de l'est, qui pourrait s'empêcher de souhaiter un nouvel incendie?

Rien ne ressemble moins au mouvement de Londres que celui qui se fait dans les rues de White-Chapel. Dix mille personnes circulent souvent dans le Strand ou dans Piccadilly sans que l'on entende un seul cri; les hommes passent comme des ombres, les voitures roulent sans confusion et presque sans bruit, les transactions s'opèrent sur des prix cotés à l'avance, on achète et l'on vend sans échanger une parole, les conversations se font à voix basse et par monosyllabes; dans cette ville lugubre du silence, on ne parle qu'aux yeux. C'est la seule cité en Europe du sein de laquelle aucun murmure de voix ne s'élève, pendant le jour, pour annoncer qu'elle est habitée par des êtres vivans.

A White-Chapel au contraire, sans l'éternel brouillard de ce climat, on pourrait se croire dans quelque ville du midi. Les visages que l'on rencontre n'ont rien d'anglais; les habitudes sont celles de la rue de Tolède à Naples, du quartier Saint-Jean à Marseille, ou de la rue Mouffetard à Paris. Les Anglais vivent cloîtrés dans leur maison, qui est le château-fort de la vie privée; mais tout ce peuple de bohémiens vit dans la rue. Des femmes rieuses sont assises sur le pas de leur

porte, ou bien elles brodent, les fenêtres ouvertes, pour mieux voir la foule. Les marchands de comestibles étalent leurs fourneaux en plein air. L'odeur des légumes et des poissons que l'on jette dans la poêle à frire remplit les carrefours. Les revendeuses de fruits et les brocanteurs d'habits sollicitent les passans. Les cris des marchands, le bruit des colloques engagés sur la voie publique ou de fenêtre à fenêtre, les rixes des enfans, les chants qui s'élèvent des cabarets, tout cela compose un ensemble dont la gaieté méridionale étourdit le spectateur, au point de lui faire douter s'il est à deux pas de la Tour et sur la lisière de la Cité.

Pour juger cette population à l'œuvre, il faut aller voir le marché, ou plutôt la foire aux chiffons (*rag fair*). L'usage existait déjà, et l'endroit était bien connu, il y a cent cinquante ans; car Daniel de Foë y fait arrêter par la police le héros d'un de ses romans, le colonel Jack. Et en effet, les scènes qui s'y passent semblent appartenir à des temps assez éloignés de notre civilisation. Le marché se tient dans un espace ouvert entre des décombres, et auquel deux étroites ruelles donnent accès. Une halle couverte en occupe le centre; mais la foule qui l'assiége est telle que le plus grand nombre des achats et des ventes s'y font en camp volant. Vers quatre heures de l'après-midi, la foire des chiffons commence à s'animer. Deux à trois mille juifs couvrent la place, tour à tour acheteurs et vendeurs des mêmes objets. Il faut voir de quel air sérieux et en quels termes pompeux ils vantent la plus misérable marchandise. « Excellent vêtement, et de qualité superfine! » s'écrie l'un en montrant une redingote usée sur toutes les coutures, et qui a passé du maître au domestique avant de tomber dans le domaine du fripier. « Splendide chapeau, robe délicieuse! » dit un autre, en étalant quelque soierie fanée qui a servi à trois générations. Pourtant chacun de ces haillons a son prix, toute chose trouve un acheteur, et l'on ne dédaigne pas d'empiler de pareilles marchandises dans les caves des rues voisines, qui sont transformées en magasins. Le marché aux chiffons a ses alternatives de hausse et de baisse, comme la Bourse où se cotent les fonds publics. Là comme ailleurs, le prix dépend de l'abondance ou de la rareté de la marchandise, et, les pourvoyeurs arrivant de minute en minute, courbés sous leurs énormes besaces, les quantités disponibles, le *stock* varie à chaque instant. Quant aux tours de passe-passe qui sembleraient à craindre dans une telle réunion, ils sont extrêmement rares; les juifs qui fréquentent ce marché ne peuvent pas se voler, car ils se connaissent tous.

On comprend maintenant l'existence des juifs à White-Chapel. Ces

gens-là vivent des restes de Londres. Ce sont des parasites actifs, et comme les écumeurs du luxe anglais. Leur industrie consiste à approprier à l'usage des dernières classes de la société les objets que l'aristocratie et la valetaille de l'aristocratie ont dédaignés ou mis hors de service. Les Irlandais préfèrent se nourrir des restes des animaux et disputer aux porcs la plus vile espèce de pomme de terre. Cela prouve à la fois plus de paresse et plus de fierté.

Mais quelle que soit la différence de régime, d'énergie morale et de vigueur physique, il faut payer tribut au climat. Le climat, ici, ce sont les vapeurs pestilentielles qui s'échappent de ce cloaque et qui enveloppent ensuite, comme un linceul funèbre, la masse des habitations. L'air qu'on respire à White-Chapel rend les abords de la vie bien difficiles, et, pour ceux qui en jouissent, il en abrége la durée. Il y meurt un enfant sur deux, presque autant qu'à Manchester et à Liverpool. Les chances de vivre, qui sont dans le *West-End* de vingt-six ans pour la classe des artisans et des domestiques, y descendent à vingt-deux ans. La mortalité moyenne de Londres est de 1 habitant sur 40; mais tandis qu'elle se réduit, dans les quartiers de l'ouest, à 1 sur 44,60, elle atteint, dans ceux de l'est, la proportion de 1 sur 38,53.

Si l'on veut mesurer avec quelque précision l'influence qu'exercent les circonstances locales sur la durée de la vie humaine, c'est de la mortalité parmi les femmes qu'il faut principalement tenir compte. La femme, ainsi que le fait remarquer M. Chadwick, est tout dans la maison. Comme ses habitudes sont plus régulières et plus sobres, comme elle mène une existence plus sédentaire, rien n'altère pour elle l'action bonne ou mauvaise du climat, et les effets que ce climat produit sur sa constitution peuvent être considérés comme des résultats naturels. Or, il meurt annuellement 1 femme sur 57,05 dans la paroisse de Saint-George, située à l'extrémité du quartier aristocratique, et 1 femme sur 28,15 à White-Chapel. Donc, toutes choses égales, pendant que 1,000 femmes arrivent naturellement au terme de leur vie de chaque côté de Londres, 1,034 sont emportées en outre dans les quartiers les plus malsains de l'est, par des maladies à l'abri desquelles l'ouest se trouve placé.

Quelle est la nature de ces maladies? Le rapport du docteur Southwood-Smith va nous fournir des chiffres tristement éloquens. De 13,972 cas de fièvre qui se déclarèrent à Londres en 1838, parmi les 77,186 indigens admis aux secours publics, 8,000 cas appartenaient aux paroisses de l'est, et 2,405 à la seule paroisse de White-Chapel. Ce district, qui représentait 7 pour 100 de la population

métropolitaine, et qui comptait 9 pour 100 du nombre total des pauvres secourus, avait ainsi un contingent de malades égal à 17 pour 100. Il faut ajouter que plus les maladies avaient un caractère grave, et plus la proportion s'augmentait pour White-Chapel. Sur 5,692 cas de typhus, ce district en réunit 1,505; soit, 26 1/2 pour 100.

Voilà donc les conséquences de l'état effroyable dans lequel on laisse White-Chapel; la fièvre y est aujourd'hui endémique, et y met tous les ans la population en coupe réglée. New-York a la fièvre jaune en permanence, le Caire la peste, Rome la malaria, et Londres le typhus. La négligence des hommes devient aussi meurtrière, par ses conséquences, dans la capitale de la Grande-Bretagne, que peuvent l'être sous le tropique l'effluve des eaux et le souffle des vents. « La chambre d'un malade attaqué de la fièvre, dit le docteur Smith, dans un appartement de Londres où l'air frais ne circule pas, est dans des conditions parfaitement semblables à celles d'un marais de l'Ethiopie où pourrissent des amas de sauterelles. Le poison qui s'engendre dans les deux cas est le même, et ne se distingue qu'au degré de puissance qu'il déploie. La nature, avec son soleil brûlant, avec ses vents languissans, avec ses marais putrides, manufacture la peste sur une immense et formidable échelle. La pauvreté, dans sa hutte, couverte de ses haillons, enveloppée de sa fange, s'efforçant d'écarter l'air pur et d'augmenter la chaleur, ne réussit que trop bien à imiter la nature. Le procédé est le même, ainsi que le produit; il n'y a d'autre différence que la grandeur des résultats. »

On peut considérer White-Chapel, Bethnal-Green, et généralement les mauvais districts de l'est, en empruntant la belle expression du docteur Smith, comme l'atelier où s'élabore la fièvre. De là, elle gagne les quartiers voisins, et, se répandant ensuite jusque dans les larges rues et les rians squares que les riches habitent, elle y fait souvent une funeste moisson. L'intérêt personnel, à défaut de la charité, devrait donc suffire pour disposer les classes qui gouvernent l'Angleterre à supprimer ces foyers d'infection; mais il paraît que l'épidémie n'a pas frappé encore des coups assez rudes : tant que les pauvres en seront les principales victimes, l'attention des riches aura de la peine à s'éveiller. En attendant, comme les quartiers infectés d'une manière permanente se trouvent en dehors du mouvement général de Londres, on les néglige et on les oublie. Les souffrances de leurs habitans ne sont guère connues que des officiers des paroisses et des médecins qui ont le courage de visiter les malades, souvent au péril de leur vie.

Une seule fois, le parlement a paru s'émouvoir de honte et de pitié à l'aspect de tant de misères. Il a voté près de deux millions de francs, destinés à l'acquisition de terrains vagues situés à l'est de la ville, dont on veut faire un parc à l'usage de ces districts populeux. Voilà sans doute une amélioration importante. Le parc Vittoria doit avoir une étendue d'environ 150 hectares, ou trois fois la surface du dock de Londres, et le dixième de celle que couvrent les parcs du *West-End*. Ce sera un lieu de récréation et de repos où les ouvriers pourront se réunir le dimanche, et respirer, au moins une fois par semaine, un air qui n'aura pas été corrompu par l'odeur des ruisseaux. Ils y enverront aussi leurs enfans, qui n'ont aujourd'hui pour tout champ d'exercice que des cours fétides renfermées entre quatre murs, et qui apprendront du moins à connaître les arbres et le soleil. Mais qu'est-ce qu'un jardin, dont les ombrages mettront vingt années à croître, pour dissiper les miasmes qui s'élaborent à toute heure du jour et de la nuit dans cet immense amas de maisons?

Le docteur Smith propose, dans son rapport, deux expédiens qui auraient certainement pour effet d'assainir le district de White-Chapel. L'un est une mesure de police, et l'autre une question d'argent.

Le docteur Smith demande qu'on ne puisse construire désormais aucune maison sans établir, sur l'emplacement qu'elle devra occuper, des conduits ou embranchemens souterrains qui se lient au système général des égouts. Pour compléter le bienfait de cette prescription, les propriétaires devraient être tenus d'opérer dans les maisons déjà construites les emménagemens nécessaires pour en diminuer l'insalubrité. Il faudrait imposer en outre aux autorités locales l'obligation de faire enlever tous les jours les immondices qui obstruent la voie publique. Enfin tous les bâtimens qui interceptent la circulation de l'air devraient être démolis d'urgence, moyennant une indemnité.

La seconde recommandation du docteur Smith n'est, à proprement parler, qu'une apostille ajoutée à la pétition des habitans de Bethnal, qui sont en instance, depuis six années entières, auprès du parlement, pour obtenir que les améliorations projetées dans l'intérieur de Londres s'étendent aux quartiers insalubres de l'est. Ils sollicitent l'ouverture de trois grandes rues, dont les deux premières traverseraient le plus épais de Bethnal-Green et de White-Chapel, du midi au nord, en faisant communiquer les abords est et ouest

du dock de Londres avec la route de Hackney; la troisième, prenant ces quartiers en écharpe, lierait la route de White-Chapel aux routes du nord et de l'ouest, à travers la partie septentrionale de la Cité.

Pour avoir les moyens d'exécuter d'aussi vastes projets, il faudrait imposer à tous les habitans de Londres, dans la proportion de leur revenu, une contribution spéciale. Cette taxe serait une mesure d'économie, en même temps qu'un acte de justice et d'humanité. Chaque année, la ville de Londres dépense plus de 10 millions de francs pour l'entretien de ses pauvres, sans parler des souscriptions volontaires dont le produit est consacré à défrayer les hôpitaux. Qui doute que les épidémies meurtrières qui ravagent les quartiers les plus peuplés ne contribuent à augmenter le nombre des nécessiteux, en mettant à la charge des paroisses les familles que le typhus ou tout autre maladie contagieuse a privées de leurs chefs? Diminuer la mortalité dans Londres, ce serait diminuer la misère. Qui pourrait se plaindre d'avoir ainsi la chance d'amortir, par un sacrifice préventif, une partie de cet affreux budget?

Les rues du West-End ont généralement trente à quarante pieds de largeur; les rues de White-Chapel, même quand elles sont disposées pour le passage des voitures, n'en ont pas plus de quinze à dix-huit. Dans le quartier de l'aristocratie, chaque famille habite une maison spacieuse et commode, où l'air et l'eau peuvent circuler à grands flots; dans les quartiers populeux, chaque famille est réduite à une chambre, qui manque souvent à la fois d'air, de lumière, d'eau et de feu. A l'ouest, tout a été combiné pour prolonger la durée de l'existence; à l'est, tout concourt à l'abréger, au point que dans la même ville un homme, selon qu'il est riche ou pauvre, et selon qu'il a planté son domicile dans telle ou telle rue, vit le double d'un autre, ou seulement la moitié. Quand les inégalités sociales sont poussées jusqu'à ce mépris de la nature humaine, ne deviennent-elles pas une révolte contre la Providence, un acte insolent d'impiété?

Je comprends tous les systèmes de gouvernement, j'admets l'extrême concentration de la propriété comme son extrême division, car les institutions des peuples doivent différer autant que leur génie; mais ce que je ne conçois pas et ce qui ne me paraît essentiel à aucun système, c'est un état de choses dans lequel une minorité puisse impunément s'approprier le sol, les habitations et jusqu'à l'air salubre, en reléguant la majorité dans quelque coin de terre, où

celle-ci trouve à peine, en entassant les vivans à côté des vivans et les morts sur les morts, les six pieds d'espace qui sont nécessaires pour un lit et pour un cercueil.

L'aristocratie anglaise a porté bien haut le nom, la puissance et la richesse de la nation. Quelle que fût la source de son droit, l'usurpation ou la confiance du peuple, elle s'est montrée digne de gouverner. Qu'elle reste donc en possession de sa fortune. La propriété foncière lui appartient sans partage; elle n'a cédé pour un temps le sol nu des villes que pour le recouvrer plus tard chargé de propriétés bâties. Enfin, l'établissement des manufactures, mettant en valeur les terres voisines, a doublé presque partout son revenu. Qu'elle jouisse en paix de ces énormes avantages; cela se peut encore dans un pays où l'ambition prend rarement la couleur de l'envie. Mais ce n'est pas assez d'avoir fait le pays puissant; il faut rendre le peuple heureux. Le gouvernement de l'aristocratie est peut-être celui de tous qui s'accommode le moins d'une politique égoïste. Il faut administrer dans l'intérêt des masses pour avoir le droit de les exclure de l'administration. Toute aristocratie est placée dans la société, comme le cœur dans le corps humain, pour y entretenir la circulation du sang et pour y développer la vie. Si elle absorbe la substance sociale, au lieu de la distribuer entre tous les membres, elle devient un objet de scandale et un principe de mort.

A l'heure qu'il est, l'aristocratie anglaise, fatiguée et repue, semble n'avoir plus d'énergie que pour jouir. Son activité s'emploie à convertir l'Angleterre en parcs et en prairies, qu'elle dépeuple d'hommes pour les couvrir de bétail et de gibier. Elle construit des châteaux, ou forme des galeries de tableaux, des bibliothèques, des collections. Elle tourmente ses richesses, selon l'expression du poète latin, jusqu'à ce qu'elle finisse par le suicide ou par l'ennui. Quant aux plébéiens de la Grande-Bretagne, elle en fait deux parts : aux fermiers et aux laboureurs, elle donne, pour les consoler du prolétariat et de la taxe des pauvres, le privilége de vendre leurs grains un peu plus cher, grace à l'exclusion des blés étrangers; la population urbaine et les ouvriers des manufactures, elle les abandonne à eux-mêmes, comme étant les cliens d'un autre ordre de choses et le produit d'un autre temps.

Sous ce rapport, l'état de Londres exprime au vrai la situation de l'Angleterre. Le contraste qui apparaît entre White-Chapel et les splendeurs du West-End existe partout dans le royaume-uni. Vous le retrouverez à Édimbourg, à Glasgow, à Manchester et à Liverpool.

Et ce n'est pas dans les villes seulement que l'on rencontre ces inégalités monstrueuses. Les campagnes offrent aussi l'image de la misère la plus étonnante à côté du luxe le plus florissant. Il n'y a pas de contrée au monde où l'on ait séparé par de plus grandes distances les diverses régions de la société. On peut interdire au peuple la propriété; on ne peut lui refuser les conditions de la croissance, du mouvement, de la respiration. Traiter les ouvriers des villes plus mal que les détenus sur les pontons; créer un état social dont le résultat est qu'un grand seigneur peut vivre en moyenne jusqu'à cinquante-cinq ans, pendant qu'un ouvrier, dans certaines villes, ne vit pas au-delà de quinze ans; réserver l'âge de la force et celui de la sagesse pour une seule classe d'hommes, en réduire une autre à une perpétuelle enfance, n'est-ce pas détruire les générations dans leur germe et renouveler en quelque sorte, au milieu du XIX[e] siècle, cet arrêt d'un Pharaon qui condamnait tous les premiers-nés d'un peuple à périr?

Le recensement de 1841 attribue à Londres une population de 1,870,727 habitans, répandus sur une surface de vingt milles carrés. En dix années, et malgré une mortalité que l'on peut considérer comme élevée, cette population s'est accrue de trois cent mille ames. La fécondité des mariages a plus que comblé les vides faits par les épidémies. Est-ce là un évènement dont on doive se féliciter ou s'enorgueillir? Ne vaudrait-il pas mieux au contraire que le nombre des habitans demeurât stationnaire, dans une ville où si peu d'enfans atteignent l'âge viril, et où l'énergie vitale s'épuise en moyenne, dans l'homme, après une durée de quinze à vingt années? Les philosophes du XVIII[e] siècle déclamaient contre les grandes villes, dans lesquelles ils voyaient autant de foyers de vice et de corruption. Que dirait Jean-Jacques Rousseau, s'il avait aujourd'hui sous les yeux la capitale de l'Angleterre, et s'il venait à se convaincre que le séjour n'en est pas moins funeste à la vigueur du corps qu'à la pureté des mœurs? Le système qui préside à l'administration de Londres est à coup sûr l'argument le plus fort que l'on puisse invoquer contre l'existence de ces immenses capitales dans lesquelles un pays entier ne se résume peut-être que pour s'abîmer.

LÉON FAUCHER.

SITUATION

INTELLECTUELLE

DE L'ALLEMAGNE.

VIENNE. — MUNICH. — BERLIN.

I. — *Ueber den gegenwaertigen Zustand der Boehmischen Literatur und ihre Bedeutung* (DE L'ÉTAT ACTUEL DE LA LITTÉRATURE EN BOHÊME ET DE SON IMPORTANCE), par M. le comte Léo de Thun; Prague, 1842.

II. — *Die Stellung der Slowaken in Ungarn beleuchtet* (LA SITUATION DES SLAVES EN HONGRIE), par M. le comte de Thun; Prague, 1843.

III. — *Kollar's Reise in Ungarn* (VOYAGE EN HONGRIE), par Kollar.

IV. — *OEsterreich und dessen Zukunft* (L'AUTRICHE ET SON AVENIR), Hambourg, 1843.

V. — *Deutsche Worte eines OEsterreichers* (PAROLES ALLEMANDES D'UN AUTRICHIEN); Hambourg, 1843.

VI. — *Hallische Jahrbuecher* (ANNALES DE HALLE); 1838-1841.

VII. — *Zwei Friedliche blaetter* (DEUX FEUILLES PACIFIQUES), par M. Strauss; Leipzig, 1841.

VIII. — *Deutsche Jahrbuecher* (ANNALES ALLEMANDES); Leipzig, 1841.

Il n'est facile à personne, ni en deçà ni au-delà du Rhin, de porter un jugement sur l'Allemagne, sur les mouvemens d'idées qui s'y

agitent ou qui s'y préparent. Je sais combien c'est pour nous une tâche périlleuse. Outre les différences profondes de génie, de langue, de tendances, qui nous séparent de la race germanique, elle nous échappe encore par les aspects variés sous lesquels elle se présente à nos recherches, et où elle déroute ceux qui la croient saisir. Certes, ce n'est pas dans ces Allemagnes confuses que sont possibles les voyages rapides; nous ne sommes pas là dans ces pays du soleil où, tandis que les objets détachent vivement leurs lignes sur l'or ou le bleu ardent du ciel, les pensées qui animent la nation semblent participer elles-mêmes de cette netteté visible et être gravées par la main exacte et ferme de Thucydide ou de Machiavel sur un marbre éclatant. Les idées qui travaillent ce peuple, les préoccupations qui le tourmentent, les nouvelles destinées qu'il poursuit, on ne les lit pas ainsi d'un seul regard. Il faut, pour les découvrir, une étude laborieuse et persévérante. Il est nécessaire d'interroger plus d'une fois les circonstances, les hommes, les livres, les systèmes, pour obtenir d'eux une réponse directe; et — cette comparaison est permise à propos d'un pays qui n'est pas sans mystères, — si, dans l'épopée latine, l'oracle, avant de dévoiler l'avenir, veut être dompté par le dieu : en Allemagne c'est le présent, c'est la situation présente qui est soigneusement cachée par la prêtresse, et dont il faut lui arracher la révélation.

Les personnes qui ont habité ce pays savent combien il est dangereux de traiter un tel sujet. Quelque soin que nous puissions y apporter, quelles que soient la mesure de nos paroles, la circonspection de nos jugemens, la bienveillance et la franche ouverture de nos sympathies, nous devons renoncer à satisfaire complètement ceux dont nous parlons. Cette défaveur encourue en Allemagne par les écrivains français qui l'ont jugée, a été attribuée à une sorte de vanité irritable particulière à ce pays. Ce serait, chez ce peuple, un orgueil natif que le succès et la louange auraient rendu intraitable; tout enivré par l'enthousiasme que provoqua chez nous l'éclat de sa période poétique, il ne voudrait plus consentir à voir les productions de la pensée allemande, je ne dirai pas blâmées, mais seulement examinées, discutées par la critique et l'esprit français. Je crois que cela est vrai pour les lettres, pour les œuvres des poètes et les systèmes des penseurs. Je serais tenté cependant d'attribuer ces mécontentemens à des causes un peu différentes, surtout en ce qui concerne non plus les détails, mais la question générale, j'entends la situation intellectuelle des peuples germaniques et le travail qui se

fait dans leur sein. Ces causes, les voici : c'est que si la France a quelque peine à juger l'Allemagne, l'Allemagne elle-même ne se connaît pas, ne se juge pas d'une manière très sûre; c'est que, si elle sent bien ce mouvement dont je parle, elle ne sait pas cependant s'en rendre un compte bien exact, et se décider, se dévouer pour une cause distincte, pour une cause clairement comprise et ardemment embrassée. Elle doute, elle hésite; c'est par là qu'elle est un spectacle digne d'études, mais c'est aussi par là qu'elle souffre, car, tant que durera cette indécision, il est impossible qu'il n'y ait pas dans la conscience de ce peuple quelque chose de vulnérable et d'inquiet.

Depuis que la France étudie l'Allemagne, exercée qu'elle est par la pratique de l'histoire à porter sur les évènemens un regard prompt et sûr, comme un grand artiste qui juge son art, elle a vu dès le premier jour le but où ce pays est entraîné invinciblement. Elle a dit que l'Allemagne marchait vers son unité. Mais comment doit s'accomplir ce travail? Voilà les difficultés infinies, les complications sans nombre qui commencent. Quand nous discutons ce sujet de ce côté-ci du Rhin, nous en parlons en juges désintéressés, en historiens; nous ne savons pas assez combien c'est une question pleine de troubles et d'anxiétés pour ceux qui y sont en cause. Ces anxiétés sont telles, qu'ils ne veulent pas toujours reconnaître ce mouvement qui les emporte. Ils ne le repoussent pas absolument, mais ils n'osent se l'avouer à eux-mêmes. Pourquoi cela? Ne devraient-ils pas, tout au contraire, désirer l'unité de la patrie? Ils la désirent et ils la redoutent; ils sentent qu'ils y sont appelés, mais ils sentent aussi combien elle leur coûtera de sacrifices. Il n'est pas question ici de l'unité politique, de la réunion de tous les états de l'Allemagne sous un même gouvernement. Ce serait là toute une révolution, et, si elle doit un jour s'accomplir, l'époque où ces évènemens pourraient se réaliser est certainement très éloignée encore. Il s'agit seulement de l'unité intellectuelle; il s'agit de fonder une communauté d'idées, de pensées, un mouvement commun des intelligences. Pour cela, il faut un centre. Où sera-t-il? A Vienne? à Munich? à Berlin? C'est là le problème dont je parle. Or, tels sont les liens qui attachent ces peuples à leur nationalité si long-temps perdue et qu'ils craignent de perdre encore; tel est leur amour respectueux pour elle, qu'ils ne veulent pas reconnaître la suprématie toujours croissante d'une ville, la déchéance d'une autre, dans la crainte de frapper la patrie dans quelque partie d'elle-même.

Voilà les inquiétudes qui depuis long-temps tourmentaient l'Alle-

magne, inquiétudes graves et légitimes. Ce n'est pas tout : le jour où elle a cherché à réaliser cette unité, le jour où elle a commencé cette tâche difficile, un danger tout autrement sérieux s'est révélé, qu'elle ne soupçonnait pas. Ce travail a jeté un trouble profond dans son génie. Elle a été comme ébranlée par les difficultés de l'entreprise que ses destinées lui imposaient. En quittant le monde paisible de la pensée pour les épreuves de la vie publique, elle a renoncé à ce qui faisait depuis long-temps sa gloire, sans avoir trouvé encore ce qui doit la dédommager un jour. Mais il faut revenir sur tout ceci avec plus de détails; pour embrasser du regard toute l'Allemagne, pour indiquer le travail qui s'y opère en ce moment même, il faut placer l'une en face de l'autre les villes que je nommais tout à l'heure, et montrer ce que signifient ces trois noms.

I.

Le 12 juillet 1806 fut un jour néfaste pour Vienne. Ce jour-là, l'antique couronne du saint-empire, qu'elle portait depuis tant d'années, tomba de sa tête caduque. Il y avait long-temps, il est vrai, que l'héritage des Habsbourg s'était appauvri dans ses mains, et depuis qu'en 1765 un jeune héros avait achevé de transformer un ordre de chevalerie en une nation belliqueuse et forte, le saint-empire, inquiété au dedans par ce voisinage redoutable, surpris au dehors par des évènemens inattendus et terribles, frappé par l'épée de la révolution française, tout étourdi par cette politique audacieuse du premier consul, qui, créant à son gré de nouveaux électeurs, troublait la vieille constitution et s'essayait déjà à manier souverainement l'Allemagne, le saint-empire des Othon n'était guère plus qu'une ombre. Qui sait cependant combien de temps encore l'Autriche eût pu garder son sceptre? Sans la rapidité des évènemens qui remplissent ces années épiques, qui sait si elle n'aurait pu rallier autour de cette ombre respectée une partie considérable des peuples allemands, et si, tandis que la Prusse retirait son appui à l'empire, les mécontentemens suscités par cette politique n'auraient pas réuni les princes et les peuples du midi autour du trône impérial? Mais les coups des évènemens contemporains étaient trop brusques, trop pressans; on ne pouvait se jeter dans une place impossible à défendre pour se faire écraser sous ses ruines, et ce furent précisément ces princes de l'Allemagne méridionale qui si-

gnèrent à Paris, avec Napoléon, ce traité de la confédération du Rhin où ils déclarent que la constitution germanique est impuissante désormais à protéger l'Allemagne. Après cela, que devait faire l'empereur François II? Il devait descendre de ce trône condamné et déposer la couronne de Charlemagne. C'est ce qu'il fit, et, avec simplicité, dans un langage triste et digne, il annonça aux peuples allemands que les destinées de l'empire étaient finies. Le même jour, la ville de Vienne se démit aussi de sa souveraineté et cessa de rien représenter de grand en Allemagne; car qu'avait-elle représenté jusque-là, si ce n'est la majesté impériale qu'une longue possession semblait lui avoir inféodée? Le traité qui fit disparaître le saint-empire condamna Vienne à n'être plus que la ville des souvenirs et des regrets, la ville des traditions et du passé : il lui enleva le présent et l'avenir.

Je ne tomberai pas dans des lieux communs, je ne répéterai pas les accusations qu'on élève sans cesse contre l'Autriche; je ne craindrai même pas d'affronter bien des préjugés qu'on a répandus en France sur ce pays, je reconnaîtrai de grand cœur tout ce qu'il y a de paternel dans son gouvernement : j'admirerai, si l'on veut, la science, l'habileté, la régularité de son administration; mais il sera toujours permis de demander à l'Autriche comment elle pourrait représenter l'Allemagne. Le problème peut être posé très nettement. L'Allemagne du moyen-âge était tout entière dans la puissance impériale, dans l'empire d'Othon et de Barberousse. Mais le moyen-âge a succombé en Allemagne comme en France. Or, comment l'Allemagne s'est-elle fait connaître au monde moderne? comment est-elle entrée dans le cortége des nations nouvelles? quel caractère y a-t-elle apporté? Ce qui l'a distinguée, dès l'origine, c'est la vie de l'intelligence, c'est cette puissance de contemplation, de réflexion, de pensée, qui a semblé son privilége. Voilà ce qu'elle a apporté dans l'œuvre commune des nations européennes, voilà sur quel signe souverain elle y a été saluée, *in hoc signo vinces*. Si donc l'ancienne Allemagne était représentée par le pays qui possédait la dignité impériale, le peuple qui présidera aux destinées de l'Allemagne moderne sera celui qui osera prendre en main ce sceptre des idées, plus précieux et plus sacré que l'autre, et fonder chez lui le saint-empire de l'intelligence et de la pensée. Mais si l'on voit des états se transformer volontairement selon certaines circonstances, on ne les voit pas changer tout à coup de nature et recommencer de nouvelles destinées en un sens opposé au génie qui leur est propre.

Quand l'Autriche aurait voulu s'associer aux tentatives nouvelles de l'esprit allemand, elle n'y aurait pas réussi; mais elle ne pouvait même concevoir une telle ambition. Elle est liée irrévocablement à des traditions toutes différentes. Peu importe qu'il y ait chez elle un peuple honnête, heureux, et que toute l'organisation matérielle de la société y laisse, dit-on, peu à désirer: comme elle est une terre ingrate pour les semences de la pensée, et que le fruit divin de la science ne pousse pas dans ses sillons, peu à peu les étrangers qui étudient l'Allemagne se sont habitués à ne plus compter avec ce pays; ils le négligent, ils l'oublient. Et remarquez que cette condamnation, si dure qu'elle puisse paraître, est parfaitement équitable. Les étrangers ne peuvent avoir, comme les Allemands, la religion des souvenirs. Ce qu'ils cherchent en Allemagne, c'est son esprit, son génie vivant, sa force vivante; et le pays qui ne peut servir le monde moderne, qui ne sait pas s'associer à ses efforts, à ses luttes, quel que soit d'ailleurs son nom, empire ou royaume, finira toujours par n'être plus considéré que comme une province, paisible et heureuse, je le crois, mais trop dépourvue de ce qui fait la vie.

Toutes les universités d'Allemagne, faibles et obscures à l'origine, ont eu leur période de gloire et d'éclat à la fin du dernier siècle et au commencement de celui-ci. Fondées presque toutes vers l'époque de la renaissance, et honorées alors par des hommes pleins d'ardeur, elles ont produit, depuis soixante ans, de véritables héros de science et de génie qui ont laissé bien loin leurs ancêtres. Conrad Celtès, Reuchlin, Dalberg, Rodolphe Agricola, ont eu pour successeurs tout puissans Schleiermacher, Creuzer, Niebuhr, Ottfried Müller, Kant, Fichte, Schelling, Hegel. A Vienne, tout au contraire, l'université n'a brillé que dans les vieux siècles, et depuis elle est morte. Sa période la plus belle est toujours celle qui a été vue et racontée par Sylvius Æneas. Aujourd'hui, on n'y cultive plus que les sciences physiques; car pour les sciences de la pensée, si hautes, si périlleuses, il faut des pontifes hardis et libres que le pouvoir temporel ne gêne point dans leur sacerdoce. Cette religion sainte, qui est la gloire de la véritable Allemagne, est opprimée ici. Vienne peut nommer avec honneur un illustre astronome, M. Littrow; un géologue distingué, M. Fladung; un savant orientaliste, M. de Hammer; mais, à côté d'eux, quels autres noms citerai-je? Si M. Gunther a pu renouveler la théologie catholique avec une science réelle et un mysticisme extrêmement libre et ingénieux, c'est là une exception unique qui ne détruit pas ce que j'ai affirmé.

Je remarque que l'étude de la nature, empreinte d'un certain caractère de douceur et de mysticité, a fleuri plusieurs fois en Autriche, et ceci m'explique encore les sympathies involontaires que ressentent pour ce pays bien des hommes de l'Allemagne méridionale. C'est aussi un trait particulier aux habitans de la Souabe, de la Franconie, de la Thuringe, que ce doux enchantement qui assoupit leur ame au milieu des études de la nature, et les berce de mille songes. N'est-ce pas à Vienne qu'est enterré le grand chimiste Paracelse? Et un siècle après ce maître de la science occulte, son illustre disciple, Van Helmont, n'est-il pas venu y mourir? Enfin, le vénérable M. Littrow n'avait-il pas pour ancêtres à l'université de Vienne deux des plus beaux noms de l'Allemagne, ce George Peurbach, qui, au xv[e] siècle, restaura l'astronomie à l'aide d'une mauvaise traduction de Ptolémée et des auteurs arabes, et son digne élève, Jean Muller, qui alla chercher en Italie toutes les œuvres des astronomes d'Alexandrie, les copia, les imprima, les répandit en Allemagne, y ajouta des commentaires, des résultats nouveaux, et fut le fondateur, le héros de la littérature scientifique dans son pays?

La poésie n'a jamais brillé en Autriche; elle n'y a eu qu'une seule époque, le règne de Joseph II. C'est tout dire. Tandis que Frédéric courtisait Voltaire, tandis que la poésie française du xviii[e] siècle, si élégante, si moqueuse, si impie, si contraire enfin à l'esprit allemand, était accueillie et fêtée par ce roi philosophe, Joseph II voulut rendre à l'Allemagne sa poésie nationale. Mais Alxinger, Denis, Ayrenhoff, Haschka, Blumauer lui-même, tous ces honnêtes écrivains, si justement oubliés, étaient, malgré leurs patriotiques intentions, les esprits les plus médiocres, et il ne leur appartenait pas de donner à l'Allemagne le sentiment de son originalité. Heureusement, en face de Frédéric lui-même, et malgré ses dédains, Lessing et Klopstock allaient consacrer le berceau de la muse germanique. Ce fut bien pis quand Joseph II mourut et sa politique avec lui. La Prusse s'étant emparée du réveil de l'esprit allemand, l'Autriche s'isola de plus en plus du mouvement de la littérature; les successeurs de Joseph II avaient eu peur de sa pensée. Au moment où Goethe, où Schiller, où tout le chœur des poètes enchante l'Allemagne et lui rend la conscience de ses forces, je cherche vainement du côté du Danube un écho qui leur réponde, une voix qui atteste que l'Autriche prend part à ce concert unanime des peuples allemands. Je n'entends rien, car elle ne se mêle pas à des voix si puissantes, cette hymne étouffée qui sort du cloître, l'hymne de ce

moine extatique, Fessler, qui est allé, son extase finie, prêcher le protestantisme en Russie et y mourir. Dans ces derniers temps, la régularité savante de Grillparzer, l'imagination parfois assez éclatante de Nicolas Lenau, l'élégance trop affectée de Sedlitz, le talent ferme et gracieux et la libre pensée d'Anastasius Grün, ne constituent pas, malgré des mérites réels, une école distincte qui appartiendrait vraiment à l'Autriche; c'est le reflet lointain d'une poésie qui a grandi ailleurs.

L'aspect moral de Vienne est donc singulièrement inanimé. Serait-on injuste envers ce pays, si on se le représentait comme une ancienne famille noble de Bretagne ou d'Anjou, restée fidèle, par impuissance autant que par tradition, aux erremens des temps passés? elle s'est retirée dans ses riches domaines, et elle les administre avec une rare sagesse; son existence est toute patriarcale; le père est grave et débonnaire; les enfans, heureux et insoucians, ignorent le siècle et la société où les a placés le hasard. J'ai vu en Allemagne bien des personnes qui ne voulaient pas reconnaître cet abaissement de l'Autriche, cette démission forcée qu'elle donne. C'était surtout, je le répète, piété et tendresse filiale. Ils auraient dit volontiers ce que disait Fénelon aux réformateurs de l'église : « C'est notre mère, il ne faut pas la traiter trop rudement. » Mais aujourd'hui, du milieu même de l'Autriche, qui n'était pas accoutumée à tant de hardiesse, des voix s'élèvent pour reprocher au gouvernement son incurie, et montrer à tous le mal qu'elle vient de produire. C'est qu'en effet la question a été tout à coup éclairée d'une lueur singulière, et le doute n'est plus permis. Ce n'est plus seulement la couronne de l'empire qui tombe de sa tête; il s'agit de savoir si l'Autriche appartient encore à la société des nations germaniques.

Je ne dis rien de trop. Que se passe-t-il aujourd'hui chez les peuples slaves qu'elle gouverne? Qu'est-ce que ce mouvement qui vient d'éclater du côté de la Bohême et de la Hongrie? et l'insuffisance de l'Autriche pouvait-elle être plus manifestement révélée? Ces populations, qui ont semblé long-temps toutes prêtes à suivre la direction de l'Allemagne, à parler sa langue, à s'associer à toutes ses idées, entreprennent de réveiller leurs antiques souvenirs, éteints depuis des siècles. Elles redemandent leur idiome national, elles recherchent les traces à demi effacées de leur littérature, elles veulent la relever et lui rendre la vie. Les Slaves de Bohême se reprennent avec un amour filial à leurs traditions passées; ce ne sont plus seulement des chants nationaux qu'une érudition curieuse s'em-

presse de recueillir, non, c'est d'une chose plus grave qu'il s'agit, c'est l'esprit même de leur race que les Slaves bohémiens veulent retrouver sous ses ruines. Pourquoi cela, pourquoi ce mouvement si tardif? Pourquoi, après tant d'années, ce réveil inattendu? Parce qu'ils cherchent à quoi se rattacher dans l'abandon où les a laissés l'Allemagne. Qu'est-ce à dire? Voilà des pays entiers que l'on croyait entrés pour toujours dans les voies de l'Allemagne, et tout à coup on les voit, dans le dénuement le plus complet, se chercher eux-mêmes à travers les siècles et se décider à trouver leurs voies tout seuls, puisque l'empire dont ils avaient suivi la fortune les a conduits dans le désert. On avouera que c'est là un fait étrange. Ce débat est tout pacifique; point d'oppression, point de servitude; ces peuples ne se plaignent d'aucune violence, et ce n'est pas à l'Irlande qu'on pourrait les comparer. Leur situation est unique et sans exemple. Ces Slaves de Bohême et de Hongrie avaient cru long-temps, et l'Europe avait pensé, comme eux, qu'ils entreraient, sous l'influence de l'Allemagne, dans le mouvement des nations européennes; mais non, il n'en était rien. Après avoir patiemment attendu, un jour, fatigués et poussés à bout, ils ont été forcés de reconnaître que la vie n'était pas dans cet empire, qui avait charge de les diriger, et n'y trouvant pas à satisfaire ces besoins intellectuels qui travaillent aujourd'hui la famille slave, ils ont décidé sans colère, mais avec le calme le plus résolu, qu'ils ne devaient plus compter que sur eux-mêmes.

Voilà ce qui se passe dans ces contrées; mais, chose singulière, ce n'est pas l'Autriche qui s'en est émue, et son insouciance sur ce point n'est pas ce qu'il y a moins curieux dans le débat. L'Autriche n'a rien répondu; elle n'a pas eu un seul écrivain pour rappeler ces peuples qui s'éloignaient. Pourtant les publicistes slaves, M. Kollar, M. le comte de Thun, avaient publié franchement leur pensée. Lorsqu'ils rejetaient dans leurs écrits toute influence allemande, lorsqu'ils annonçaient leur intention de retrouver dans l'esprit seul de leur race leur règle et leur but, ils avaient parlé, ce semble, assez haut. Or, ce qu'ils disaient à l'Autriche pouvait se traduire ainsi : « Depuis tant de siècles que la Bohême est réunie à vous, elle avait quitté la voie des peuples slaves, et elle était prête à entrer par vous dans le mouvement des nations germaniques. Nos pères vous ont suivis long-temps, mais que leur avez-vous donné, et maintenant que nous apportez-vous? Où est la vie, où est le mouvement des esprits, où est l'énergie de la pensée? Nous ne vous suivrons pas plus loin. »

Certes, jamais injure plus grave n'avait été faite à l'Allemagne tout entière, et c'était l'incurie de l'Autriche qui en était coupable. Pourtant, je le répète, elle ne s'en est pas émue; elle subit les nécessités de la situation qu'elle s'est faite, elle se résigne à ne pouvoir attirer à elle et à l'Allemagne ces peuples qui lui échappent. Elle laissera s'enfuir l'esprit et gardera le corps. Elle les retiendra par les liens matériels, par les avantages qu'ils trouveront à faire partie d'un grand peuple; mais, pendant ce temps-là, un autre esprit se sera fondé dans les provinces slaves, et l'unité, que l'on croira atteindre, sera toujours une apparence et un mensonge.

Il y a plus encore : non-seulement ce n'est pas l'Autriche qui répond, mais elle laisse ce soin à un autre peuple engagé comme elle dans la question, et dont les intérêts ne sont pas les siens. Elle permet que le débat s'établisse entre les Slaves et les Hongrois, sans que le nom de l'Autriche soit seulement prononcé, et comme si elle n'était pas en cause dans cette lutte singulière. C'est la Bohême, on le sait, qui est en Allemagne le foyer de la race slave, c'est elle qui essaie de régénérer cette race et de lui rendre, avec sa langue nationale, son esprit, son caractère, ses espérances. Elle a dit tout haut ses projets, sans que l'Autriche parût s'en effrayer; mais tout à coup voilà qu'elle rencontre une vigoureuse opposition en Hongrie. La Hongrie ne veut pas que les Slaves hongrois, les Esclavons, se constituent d'une manière distincte, elle ne veut pas qu'ils puissent parler la langue de leurs ancêtres. Quand la langue latine était la langue officielle du pays, les idiomes particuliers pouvaient se développer en liberté; cette situation devenait dangereuse pour la Hongrie, en face de ce mouvement universel. La Hongrie remplace donc la langue latine par la langue des magnats, la langue magyare, et elle s'apprête à faire disparaître tout ce qui reste encore de ces traditions qu'on invoque.

L'Autriche assiste, sans y prendre part, à cette lutte qui dure encore. Les deux pays, la Bohême et la Hongrie, y sont dignement représentés, et ce débat a déjà produit plusieurs écrits remarquables. Il faut citer au premier rang le curieux travail que M. le comte de Thun a publié l'année dernière sous ce titre : *De l'État actuel de la littérature en Bohême et de son importance*. M. le comte de Thun est un des chefs de ce mouvement de la race esclavonne; c'est lui surtout qui semble donner l'élan à ces idées qui apparaissent sur différens points de la Bohême et de la Hongrie. Au grave enthousiasme de ses espérances, à l'ardeur sévère de ses efforts, on dirait non pas

un tribun qui soulève les passions, mais un législateur qui veut créer un peuple. Ce peuple existe, il est nombreux; il faut seulement lui apprendre ce qu'il est, il faut lui donner la conscience de lui-même. C'est à cette tâche que s'emploie M. le comte de Thun. Son livre est une rapide histoire des lettres en Bohême, un tableau clair, animé, destiné à devenir populaire. L'auteur raconte avec beaucoup d'intérêt l'époque où la langue nationale fleurissait dans sa première beauté, vers le xve et le xvie siècle, au milieu des querelles religieuses qui donnèrent un prompt développement à la pensée. Sous la plume hardie de Jean Huss et de Jérôme de Prague, cette langue était arrivée à sa maturité, et tandis que d'autres langues, la française et l'allemande, travaillaient encore à se constituer définitivement, celle-là, comme l'italienne, était arrivée plus tôt à une formation complète. En Bohême, comme plus tard en Allemagne, c'étaient les réformateurs qui avaient fixé l'idiome, et Jean Huss avait rendu à la littérature de son pays le service que Luther rendit un siècle après à la littérature allemande. Mais le mouvement des querelles religieuses reprit bientôt à la Bohême ce qu'il lui avait donné. La guerre de trente ans amena l'entière extinction de cette littérature originale, et la langue allemande envahit le pays conquis. Depuis cette époque, M. de Thun suit avec une pieuse sollicitude les rares tentatives faites, à de longs intervalles, pour l'étude de cette langue disparue. Il nomme avec un touchant respect tous ces grammairiens, ces auteurs de dictionnaires qui, de loin, ont préparé le mouvement actuel; malgré l'insuffisance de ces premiers travaux, il ne parle qu'avec émotion de ces hommes dévoués, car plus d'un parmi eux a consacré sa vie à un labeur ingrat dont les résultats très incertains ne pouvaient être connus que long-temps après leur mort. C'est Dobrowsky écrivant une grammaire avec une piété patriotique qui élève et sanctifie son œuvre; c'est Pelzel qui donne la première histoire de Bohême; c'est Faustin Prochazka qui étudie et publie les anciens documens, les monumens primitifs de la langue nationale. Puis, arrivant jusqu'à nos jours, l'auteur signale avec orgueil ce mouvement devenu si considérable, il nomme avec fierté les poètes, les écrivains, Kollar, Jungmann, Palacky, Safarick, Louis Gai; il compte les recueils périodiques, il salue enfin toute une littérature. Son adversaire, je l'ai dit, ce n'est pas l'Autriche, c'est la Hongrie, ce sont les Magyares. Cette race fière, hautaine, bien que formée à la civilisation allemande, refuse toute sympathie à l'Allemagne et prétend se maintenir toujours dans sa pureté native. Or, la lutte silencieuse

qu'ils ont long-temps soutenue contre l'esprit allemand pour conserver leur caractère et leur génie propre, les Magyares la recommencent contre ce nouvel ennemi. Ils sont effrayés de ce mouvement qui agite aujourd'hui la famille slave depuis l'Adriatique jusqu'à l'Elbe; ils sentent bien que, si la Bohême devient pour ces peuples le centre d'une renaissance qui s'annonce déjà d'une manière bruyante, leur nationalité sera peu à peu envahie et couverte. Ils veulent donc étouffer toute espèce de vie chez leurs sujets croates et esclavons; ils imposent aux écoles une éducation qui tuera l'esprit national, ils leur interdisent la langue de leurs pères, ils persécutent les journaux écrits dans cette langue rivale, ils les suppriment, et, tandis que l'Autriche se tait devant cet incroyable mouvement d'un pays entier qui veut se séparer d'elle, on voit quatre millions de Magyares s'efforcer d'étouffer par la violence ce réveil de tout un peuple.

En publiant ses travaux sur la Bohême, M. le comte de Thun offrait aux écrivains hongrois une discussion publique; M. de Pulszky a accepté la lutte. Tous deux viennent d'échanger une série de lettres qui ont vivement excité l'attention de l'Allemagne. Ces lettres ont été réunies par M. de Thun dans un nouvel écrit publié sous ce titre : *La Situation des Slaves en Hongrie*. M. de Thun est plein d'amour pour ses frères, il est impossible d'avoir un sentiment plus vif, plus sincère, plus éloquent de la mission qu'il s'est donnée. M. de Pulszky a quelque chose de véhément et d'emporté dans sa colère; avec la hauteur vindicative du patricien hongrois, avec la dure fierté du magnat, il maintient sans fléchir la proscription dont il voudrait frapper l'esprit slave dans son pays. Ce qu'il craint surtout, dit-il, c'est que le monde slave, en s'accroissant ainsi dans les états autrichiens, en se formant comme une race distincte, n'amène un jour la Russie au cœur même de l'Autriche. Il nie que la Hongrie ne soit pas autre chose qu'une demeure commune à quatre populations différentes, Allemands, Slaves, Magyares, Valaques, lesquelles auraient chacune des intérêts propres. Il rappelle fièrement comment s'est constituée la Hongrie depuis le jour où les Hongrois, sous la conduite d'Arpad, ont passé les monts Crapacks et soumis par l'épée les races de Valachie et de Bulgarie, qui ne surent point garder leur indépendance. C'est un dialogue altier entre le vainqueur et le vaincu, entre la noblesse hongroise et le peuple slave. — Vous êtes les vaincus, dit M. de Pulszky, nos droits nous viennent de l'épée, et nous les maintiendrons. — M. le comte de Thun en appelle à cet esprit puissant qui agite et soulève toute sa race; il repousse, comme

M. de Pulszky, l'idée de voir la Russie mettre à profit ce légitime mouvement; comme les Slaves du monde grec, comme les Serbes et les Bulgares, qui s'attachent à l'empire turc et le défendraient contre la Russie sans sacrifier pour cela leur caractère original, les Slaves de Bohême resteront attachés politiquement à la patrie allemande, mais ils veulent retrouver en eux-mêmes cette vie de l'esprit que l'Autriche leur a refusée. « Il y a, s'écrie M. le comte de Thun, il y a un esprit ami qui flotte sur nos campagnes depuis les forêts de Bohême jusqu'aux monts tartares. Ah! que de désirs sérieux il éveille dans nos ames! à quelle activité il nous provoque! comme il nous excite à l'étude de notre langue et de notre histoire nationales! Laissez nos frères marcher paisiblement dans cette direction si inoffensive et si féconde, c'est tout ce qu'ils demandent de vous. Que de changemens se feraient en peu d'années! Mais vous venez à la traverse avec vos passions grossières, et vous empoisonnez ce mouvement tout amical. Ceux qui ne demandaient que la paix pour faire porter au sol de la patrie les fruits les plus glorieux, vous les provoquez à une lutte barbare sur un champ de bataille désert. Slaves! prenez garde de tomber dans le piége qu'on vous tend par ces provocations. Si vous êtes forcés de défendre vos biens les plus sacrés, que rien au monde ne puisse vous entraîner à franchir seulement de l'épaisseur d'un cheveu les limites d'une défense légitime, ou à considérer comme des ennemis tous ceux qui parlent la langue qu'on veut vous imposer. Évitez ces inutiles combats; ils consumeraient vainement le meilleur de vos forces. Celui d'entre vous qui combattra victorieusement le parti insolent des Magyares rendra un service à ses frères; mais ce service sera bien plus grand, si, par ses écrits ou ses paroles, il éveille le sens de son peuple et donne à son esprit une saine nourriture. A quoi servirait de défendre contre l'étranger un sol ingrat qui ne donnerait point de fruits? Mais si vous fortifiez votre intelligence par une mâle culture, si vous avez à montrer des œuvres que l'humanité reconnaîtra, soyez sûrs que le nombre de ceux qui respecteront vos droits ira toujours croissant parmi vos compatriotes de Hongrie. »

Ce sont là de belles paroles. M. de Thun, je le répète, a montré dans ces débats une noble élévation de pensée, un immense amour de son peuple, un désir ardent de faire fructifier chez lui tant de semences qui lèvent déjà. Malheureusement tous les écrivains de la Bohême n'y apportent pas le même calme, la même gravité attentive et passionnée. Il y en a chez qui la rancune ne peut se contenir. Kollar

est un de ces écrivains irrités dont la colère est singulièrement éloquente. En 1823, Kollar s'annonça à la Bohême comme son poète national, et depuis vingt ans il n'a pas cessé de communiquer à ses frères l'enthousiasme de son ardente imagination et de sa poésie souvent grandiose. Tout récemment il vient de publier un *Voyage en Hongrie;* c'est un cri de douleur poussé avec une énergie sauvage. Kollar voudrait être un tribun, un agitateur, et c'est peut-être à lui que M. de Thun fait allusion dans les lignes que j'ai citées plus haut. Il ne s'attaque pas seulement aux Hongrois, à ceux qui veulent imposer la langue magyare aux Esclavons et aux Croates et étouffer leurs traditions; il n'est pas moins véhément contre la race allemande. Il a hâte de voir se reformer l'esprit national chez son peuple, et il frappe tout ce qui lui fait obstacle. Il faut le suivre dans ce douloureux pèlerinage de Hongrie; quelles sombres colères, quels longs ressentimens il amasse dans son cœur, lorsqu'il voit, comme il dit, le pied impie du Magyare ou de l'Allemand écraser ces germes de vie qui lèvent librement, en Bohême, dans les sillons de la plaine et parmi les bruyères de la montagne! Mais tout à coup, dans une cabane, au détour d'un chemin, s'il entend une chanson esclavonne, son cœur tressaille; il va frapper sur l'épaule du montagnard : « Dieu merci, mon brave homme, vous n'avez pas oublié la langue de vos pères! » Et il reprend sa route, toujours plein d'espoir et de haine.

Comment finira cette lutte? Comment se dénoueront ces difficultés? Par l'épée, ou pacifiquement, par l'influence toujours croissante des Slaves Autrichiens? On ne saurait le dire. Les Magyares ont contre eux ces secrètes inspirations qui s'emparent des peuples à de certaines heures, et qui poussent aujourd'hui les Slaves d'Allemagne à se constituer comme une race distincte; ils ont pour eux, avec la possession du pouvoir, leur courage, leur fierté hautaine, toutes les qualités d'une aristocratie victorieuse. S'ils devront un jour mettre l'épée à la main, c'est ce qu'il est difficile d'affirmer ou de nier. Tout est possible, tout peut arriver dans les changemens qu[illegible]èneront tôt ou tard les affaires de Turquie. Ce qui est certa[illegible]est que leurs adversaires iront toujours s'organisant, et que [illegible] ambition est assez grande pour qu'ils espèrent amener l'A[illegible]former un jour un empire slave.

On voit par ce seul mot quel chemin l'Autri[illegible]lt dans cette direction qu'elle suit loin de l'Allem[illegible] chargée de soumettre à l'influenc[illegible]

étrangères réunies à son empire, et ce sont ces populations, ce sont les Slaves qui vont l'attirer vers eux-mêmes! Ils l'espèrent du moins, et le disent assez haut. Espérances chimériques! pensera-t-on. Je le veux bien; mais qu'on sache cependant que l'Allemagne commence à s'en effrayer, et que plus d'un avertissement a déjà été adressé à l'Autriche. Tout récemment encore un publiciste allemand, l'auteur anonyme de deux écrits remarquables sur l'Autriche et sur l'Allemagne, a exprimé avec éclat ces reproches de l'opinion publique. Dans le premier de ces écrits, intitulé *l'Autriche et son avenir* (1), l'auteur déclare, dès les premières pages, que c'est l'incurie de l'état et son dédain des choses intellectuelles qui a laissé l'Autriche s'éloigner tous les jours du mouvement de l'Allemagne. Mais le mal est trop grave, dit-il, le danger est trop pressant pour que les plus endormis ne se réveillent pas. Il ne faut plus parler de l'apathie de l'Autriche, de l'indifférence de l'esprit public; en présence de semblables résultats, comment resterait-on indifférent, à moins que de cesser d'être? Ce bonheur du peuple autrichien qu'on vantait si haut, cette idylle qu'on chantait sur notre félicité sans mélange, tout cela va finir. La décomposition de l'esprit public a été menée aussi loin qu'il était possible, — c'est toujours l'auteur qui parle, et certes on n'était guère habitué, en Autriche, à cette liberté de langage; — peut-être, ajoute-t-il, est-il temps encore d'y remédier; si l'on néglige l'occasion, bientôt il n'y aura plus d'Autriche, mais quatre nations ennemies qui s'y combattront. Je n'ai pas à suivre l'auteur dans les conseils politiques qu'il donne à son pays, lorsqu'il passe en revue toutes les classes de l'état, la noblesse, l'administration, la bourgeoisie, et qu'il propose avec une intention droite et sincère les moyens qui lui paraissent convenables pour relever le pays; mais les avertissemens qu'il fait entendre, chaque fois qu'il est question des provinces slaves, confirment tout ce que j'ai dit plus haut sur la situation étrange de l'Autriche à leur égard. Quand l'auteur examine avec inquiétude ce que tous les états de l'Europe ont fait depuis trente ans pour mettre la paix à profit, et accroître, avec leurs forces intellectuelles, leur autorité politique, quand il calcule tout ce que la Prusse a gagné depuis ce temps, et qu'il ajoute que, dans ce mouvement universel, rester en place c'est reculer, il rend raison de tout ce qui se passe en ce moment chez les Slaves. Pourquoi, en effet, ne veulent-ils plus

(1) Cet écrit vient d'être traduit en français. In-8°, librairie d'Amyot, rue de la Paix, 6.

compter que sur leurs propres forces? Parce que l'Autriche ne peut satisfaire et attirer à elle cette activité morale qui fermente aussi chez ces peuples.

Dans un écrit plus récent, publié encore sans nom d'auteur, mais qui est évidemment de la même plume, le publiciste dont je viens de parler continue d'avertir son pays. Cette fois il discute sérieusement cette question de savoir si l'Autriche peut devenir un empire slave, si elle gagnera à se séparer de l'Allemagne, et il lui montre que cette politique la ruinera. Il intitule son livre *Paroles allemandes d'un Autrichien*, indiquant par-là qu'il ne veut pas suivre la direction où la politique autrichienne est peu à peu entraînée. Il souffre de la condition qui est faite à son pays, il est honteux de voir l'Autriche manquer ainsi à sa mission, il la supplie de rentrer dans les voies de la grande patrie germanique. Il est persuadé qu'il n'est qu'un seul moyen de reprendre l'influence et de ramener ces peuples : c'est de réveiller chez soi la vie, au lieu d'endormir l'esprit public. Il demande si ces nouveaux évènemens ne montrent pas tout ce qu'il y a de dangereux dans un tel repos, et si la Prusse aurait perdu cette occasion de s'assimiler la race esclavonne.— N'y a-t-il pas dans tout cela de bien graves symptômes? Les Slaves refusent de s'associer désormais aux destinées intellectuelles du monde germanique; les Allemands effrayés avertissent l'Autriche qu'elle se perd. Est-ce que tout cela ne parle pas assez haut? Les Slaves de Bohême et de Hongrie affirment que tout marche vers ce but, que tout prépare cette fondation d'un royaume slave placé entre les mains de l'Autriche, et destiné à défendre l'Allemagne contre la Russie; ils disent que l'empereur François II, en déposant la couronne du saint-empire, a servi déjà cette marche nécessaire des choses, et que le jour n'est pas loin où ces évènemens se réaliseront. Les publicistes autrichiens, réveillés cette fois par un péril si imminent, se sont enfin occupés de ces intérêts redoutables, et l'activité à laquelle l'importance de ces querelles a forcé tout à coup leur indolence n'est pas le moins grave de ces symptômes que je recueille. Encore une fois, comment méconnaître dans tout ce mouvement la confirmation évidente de ce que j'ai dit? Et que va-t-il arriver?

Sans entrer plus avant dans la politique, sans se livrer à des conjectures que déjouerait l'avenir de ces questions si compliquées, ce qui est clair aujourd'hui pour tout le monde, c'est que l'Autriche abandonne tous les jours davantage les destinées des peuples allemands. En même temps qu'elle se tourne vers le midi, et qu'elle

cherche à opposer à l'union douanière, dont la Prusse s'est emparée, une autre union qui la rattacherait aux puissances italiennes, elle sera, dans ses propres états, entraînée toujours vers ses provinces slaves. Que son importance politique puisse y gagner, cela est possible sans doute, et j'accorderai volontiers qu'il lui reste encore, dans cette direction, de grandes choses à accomplir; mais, il faut bien le dire, ce qui résulte surtout pour elle de ces mouvemens extraordinaires, ce que ces choses ont mis en lumière avec une évidence accablante, c'est son insuffisance à représenter la fortune intellectuelle de l'Allemagne, c'est l'impuissance où elle a été de soumettre à l'élément germanique le monde slave qu'elle régit. Sur ce champ de bataille de l'intelligence, l'esprit allemand est battu, en ce moment même, par l'esprit slave; or, c'est l'Autriche, comme un général inhabile, qui a compromis et qui va perdre bientôt cette partie si sérieuse, c'est elle qui en est responsable devant l'Allemagne.

II.

Maintes choses nous appellent à Munich. Il y a là une illustre assemblée de savans, de vieillards à l'ame poétique, d'hellénistes qui vont étudier la Grèce à Athènes, leur seconde patrie, et qui sont les dignes gardiens des marbres d'Égine. Il y a aussi l'art allemand, dont Munich est le sanctuaire.

Si l'art pouvait être, en Allemagne, le véritable représentant de la pensée, Munich serait sans doute la capitale intellectuelle de ce pays. Si, comme en Italie, comme à Venise, dans l'abaissement de la philosophie, les arts muets du dessin avaient dû remplacer les arts de la parole, ce serait en Bavière qu'il faudrait chercher l'expression du génie germanique. Mais, outre que le caractère de l'école allemande convenait peu à cette fonction, on peut affirmer qu'elle a reçu, sans le savoir, une tâche toute différente. Oui, il faut oser le dire, l'art a été chargé à Munich d'une mission mauvaise. Loin de se placer au foyer même de la vie, au centre de la pensée allemande, loin de s'inspirer d'elle, il a été chargé d'enlever les esprits aux nobles préoccupations de la science; au lieu d'élever les ames, il a été chargé de leur cacher le monde des idées. On a vu une école de peintres et de sculpteurs érudits occupés à distraire d'une manière frivole l'attention de tout un peuple. Satisfaite d'une activité d'ailleurs incontestable, toute fière de ces temples, de ces églises, de ces

musées qui s'élevaient partout à la fois, cette ville se laissa prendre à ce déploiement de richesses extérieures; elle se crut l'Athènes de l'Allemagne. Elle oubliait la signification tout autrement sérieuse de l'art athénien, et qu'auprès de Phidias il y avait Sophocle et Platon.

Tandis que cette école érudite, tandis que M. Cornélius et M. Hess, M. Schnorr et M. Schwanthaler s'appliquaient à reproduire les types des différentes époques de l'art, sans poursuivre eux-mêmes un idéal qui pût leur appartenir, c'étaient aussi les doctrines et la science du passé qui semblaient de plus en plus s'établir à Munich. La Bavière ne voulait pas, comme l'Autriche, se séparer sans retour des intérêts de la pensée; mais elle craignait, comme elle, ces luttes de l'esprit : elle ne se sentait pas assez forte pour supporter ces combats de l'intelligence, elle préféra ouvrir un asile aux blessés, et n'accueillir les systèmes et les penseurs que le jour où, fatigués et chancelans, ils quitteraient le champ de bataille et aspireraient au repos. C'est là le caractère de Munich : c'est là, si l'on veut, son charme et son originalité. Quand vous aurez parcouru ces bâtimens inachevés, ces cathédrales, ces basiliques qui s'élèvent, quand vous aurez vu dans ce laborieux atelier ce singulier mélange de toutes les traditions très habilement réunies, la grace un peu gauche et naïve des maîtres de Nuremberg, l'élégance florentine, la sublime inexpérience de l'art grec dans les marbres d'Égine, allez à l'université, allez interroger les maîtres de la science. Quels sont les représentans de la philosophie? Des hommes qui ont donné ailleurs tout ce qu'ils avaient d'énergie vivace, et qui, le soir du combat, sont venus se reposer dans le mysticisme. Qui donc? Hier, M. de Schelling; aujourd'hui, M. Gœrres.

Que ce fougueux écrivain, si ardent, si dévoué aux idées, que Gœrres, après la vie la plus passionnée qui fut jamais, soit venu chercher le repos à Munich et s'y éteindre doucement dans un catholicisme poétiquement rajeuni, c'est là un fait qui indique très clairement le caractère particulier de cette ville. Certes, on n'eût pas pensé, il y a trente ans, que le rédacteur du *Mercure du Rhin* pourrait être admis un jour dans cette calme université, et qu'il y aurait une place pour lui à côté de M. Franz Baader. Il était mystique déjà, mais son extase avait quelque chose de gigantesque et de révolutionnaire comme ses passions politiques. Dans son imagination orientale, il avait été surtout frappé des rapports du christianisme avec les religions de l'Asie, et, unissant toutes ces relations secrètes, il se composait un mysticisme, non pas chrétien seulement, mais

universel. Tous les élans de l'ame, toutes les aspirations véhémentes de l'amour, toutes les extases, depuis la contemplation si solennelle de Valmiki jusqu'aux visions enflammées de sainte Thérèse, il les recueillait pour en faire je ne sais quelle symphonie impossible. Jamais les empressemens du génie cosmopolite de l'Allemagne, jamais son spiritualisme insatiable, n'avaient paru d'une façon plus extraordinaire. En même temps, il s'était formé un idiome inconnu jusque-là, souple, sinueux, puissant, formidable. Son *Histoire des Mythes de l'Asie*, qu'il serait si difficile de traduire en français à cause des bonds et des caprices de cette langue indisciplinée, restera comme le monument le plus étrange et le plus grand peut-être des ferveurs spiritualistes de l'Allemagne. Entraîné par l'ardeur de cet idéalisme avide, Gœrres transportait dans la politique l'enthousiasme de ses théories. Non-seulement il fut un des premiers à désirer l'unité de l'Allemagne, mais à cette unité, une fois obtenue, il promettait des miracles : c'était le renouvellement, non pas de l'Allemagne toute seule, mais du monde. Toutes ces idées étaient exposées avec une sorte d'inspiration dans le *Mercure du Rhin*, qu'il fonda au mois de février 1814. Ce journal est l'œuvre la plus complète de Gœrres; c'est là qu'il est tout entier. Mais là aussi commence pour lui l'épreuve nouvelle qui va diviser, si cela peut se dire, l'unité de cette grande ame et y introduire une contradiction qui la brisera. Quand Gœrres vit le *Mercure du Rhin* supprimé, quand il fut obligé de se défier du pouvoir politique sur lequel il avait compté pour régénérer l'Allemagne, son esprit impatient s'adressa à la puissance religieuse. Il avait voulu mener la société civile, le monde moderne, vers les destinées que son imagination grandiose lui construisait, et, l'esprit de la révolution l'ayant saisi, il était parti déjà; mais le monde avait refusé de le suivre. Alors il prit en aversion cette Europe dont l'enthousiasme se lassait si vite, et il se persuada qu'il s'était trompé jusqu'alors, en croyant, avec l'histoire, à la grandeur du monde moderne. Voilà le combat qui s'élevait dans son ame, voilà les contradictions qui l'agitaient, et bientôt, se rejetant en arrière avec la même force qui l'avait poussé en avant, il revint à l'Europe du moyen-âge, à la théocratie, à Grégoire VII. C'est surtout dans son livre sur l'Allemagne et la révolution qu'on voit se déclarer ce brusque changement. Dans un livre publié en 1821 sous ce titre : *l'Europe et la Révolution*, il s'enfonce encore plus dans le passé, et, formulant mieux ses haines nouvelles, il écrit, à la face de l'Allemagne, que la réforme est la seconde chute de l'homme, le

second péché originel. La réforme, et sans parler même de l'entreprise de Luther, tout ce mouvement du XVe et du XVIe siècle qui sécularise la pensée et donne au monde entier ce qui avait été la propriété exclusive de l'église, tout ce mouvement que nous croyions providentiel ; ce sera pour Gœrres le nouveau péché d'Adam, lequel nous ferme le paradis du moyen-âge et bouleverse la constitution véritable de la société. Esprit vraiment généreux, tout meurtri dans ces luttes redoutables de la pensée! S'il a quitté la voie où le plaçait son génie, s'il a condamné les œuvres du monde moderne après avoir été un de ses plus fervens serviteurs, c'est son ardeur même qui l'a égaré. C'est pour avoir trop saintement aimé les idées qu'il les a maudites, le jour où, dans son impatience, il a cru qu'il comptait vainement sur elles. Il s'est étourdi lui-même par l'impétuosité trop vive de son enthousiasme. Il s'est frappé, comme Achille, en se jetant sur ses armes. Aujourd'hui, entré de plus en plus dans cette voie où il est seul, vieilli et souffrant, ce grand blessé se repose dans le catholicisme du XIIe siècle; il y a porté quelque chose de ses inspirations d'autrefois, il a essayé de le renouveler à sa manière et d'approprier à la grandeur de son amour ces formules qui ne lui suffisaient pas. Malgré cela, si l'on compare le dernier livre important qu'il ait publié, *la Mystique chrétienne*, avec cette *Histoire des Mythes asiatiques* dont j'ai parlé plus haut, on verra combien il est loin aujourd'hui de l'époque où il écrivait pour l'Allemagne entière, et non pas seulement pour Munich.

Ce fut, en effet, une des intentions de Gœrres, au commencement de son séjour à Munich, d'écrire surtout pour cette ville, de vouloir s'emparer de son esprit, et la soulever contre la Prusse. Gœrres a toujours eu besoin de lutte; il lui a toujours fallu une puissance à qui il essayât de souffler la vie; d'abord ce fut l'Europe, puis l'Allemagne, puis, quand il se défia de la société civile, ce fut l'église. L'Allemagne catholique du midi devint alors pour lui la puissance sainte qu'il devait armer contre les impiétés de la Prusse, contre les hardiesses du protestantisme et de la philosophie du nord. Mais ces belliqueuses ardeurs convenaient peu à la Bavière, et, trompé cette fois encore dans son désir, il fallut bien qu'il se résignât au repos mystique où s'endort aujourd'hui, non sans murmurer, le démon de son cœur. C'est là ce que peut donner Munich, c'est là ce que M. de Schelling y trouva lorsqu'il perdit l'empire de la philosophie; médiatisé par un souverain plus puissant, M. de Schelling dut venir à Munich, tandis que Hegel gouvernait la science de l'Allemagne.

L'université de Munich est donc surtout un asile pour ces lutteurs de la pensée. Toutefois, elle pourrait être plus que cela. Le mysticisme qui y fleurit volontiers pourrait lui donner une originalité plus vive. Sans entreprendre contre la Prusse une lutte impossible, sans vouloir renverser sa philosophie, elle pourrait la rectifier souvent avec les qualités qui lui sont propres. On a vu plus d'une fois la science du nord, dans sa dialectique trop rigoureuse, se perdre loin du monde réel; plus d'une fois, en s'appuyant uniquement sur la raison, elle est arrivée à des conséquences intolérables, à un dieu indéterminé, au dieu de Spinosa. Eh bien! souvent aussi des penseurs moins grands sans doute que Kant, que Fichte, que Hegel, mais plus tendres, en réclamant au nom du sentiment, au nom des forces vives du cœur, contre l'emploi unique de la raison, ont donné à cette philosophie des avertissemens profitables. C'est ce qu'avait fait le mysticisme du moyen-âge dans ses relations avec la scholastique. En Allemagne, ce furent surtout les écrivains moins rigoureux et plus facilement mystiques du midi qui corrigeaient les systèmes de Berlin ou de Koenigsberg. Herder et Jacobi avaient réclamé contre l'oppression des formules de Kant. Baader, le plus ingénieux, le mieux illuminé de tous ces profonds rêveurs, protesta long-temps contre la dialectique de Hegel, dont l'inflexible sévérité le révoltait. Enfin, il y a deux ans, ce ne fut pas seulement une réclamation de l'Allemagne du midi contre les penseurs de Berlin; ce fut la Prusse elle-même qui vint demander à Munich M. de Schelling pour combattre l'intolérance de l'école hégélienne. Telle pourrait être l'originalité véritable de Munich. Ces hommes du midi sont pleins de ressources : s'ils n'ont pas l'enthousiasme sévère et l'indomptable hardiesse de la science du nord, ils ont plus d'invention assurément. N'est-ce pas de la Souabe et de la Franconie que sont venus, dans ces derniers temps, non-seulement les poètes, mais les métaphysiciens, non-seulement Uhland et Rückert, mais Schelling et Hegel?

Ce qui empêchera peut-être Munich de s'emparer de cette position, c'est l'intolérance étroite de son gouvernement. Ce catholicisme mystique de Gœrres et de Baader exige encore une liberté qui pourrait bien ne pas lui être accordée toujours. Munich est, en Allemagne, le poste le plus avancé de la politique ultramontaine, et c'est de là que Rome surveille les œuvres de la pensée germanique. La direction que suit le catholicisme dans plusieurs états méridionaux de ce pays fait comprendre l'importance de ce poste pour l'Italie. Si l'on pouvait connaître, en effet, avec tous ses détails, la situation exacte

des intérêts religieux dans le duché de Bade et d'autres pays voisins, on serait étonné de voir combien le catholicisme y est différent de ce qu'il est en France et au-delà des monts. Si l'on était bien informé des libertés que réclame ce clergé, si on savait combien le développement de la science l'a rendu sympathique à tous les progrès de la pensée, si on l'entendait se séparer nettement de tous les clergés d'origine romane, on serait forcé de reconnaître que l'unité du catholicisme admet cependant des variétés nécessaires selon le différent génie de chaque peuple. Cette situation du clergé catholique allemand, qu'il est facile surtout d'entrevoir dans l'université de Fribourg en Brisgau, inquiétait, comme on pense, l'autorité du saint-siége, et peu à peu Munich est devenu pour cette autorité une position forte d'où elle peut agir sur l'Allemagne. Est-il bien sage cependant de poursuivre une chose impossible? Quoi qu'on fasse, on ne parviendra pas à faire accepter à ces Germains une religion tout italienne, et il faudra bien qu'ils y introduisent des explications propres à leur génie. Ce que sont les libertés gallicanes pour l'église de France, une certaine liberté d'interprétations mystiques le sera toujours pour l'église catholique d'Allemagne. Pourquoi contrarier l'esprit particulier de chaque nation? N'est-ce pas toucher à l'œuvre de Dieu? et la diversité dans l'unité, ne serait-ce pas la suprême beauté de l'église universelle? Si la politique ultramontaine qui s'organise à Munich devait triompher un jour, elle enlèverait à cette ville ce caractère que je décrivais tout à l'heure et qui lui donne encore, malgré son infériorité vis-à-vis de la Prusse, une originalité incontestable. En outre, tout en perdant son génie, Munich ne gagnerait aucune influence sur l'Allemagne catholique. L'esprit ultramontain ne sortirait pas de ses murs; il s'égarerait toujours en Allemagne, et n'y serait nulle part sérieusement accueilli. Croit-on qu'il se soit fait beaucoup de partisans depuis qu'on l'a vu persécuter misérablement les grands écrivains mystiques du midi? Quand Baader mourut, il y a deux ans, tout le monde sait qu'au lieu d'honorer cette noble tombe, le clergé de Munich s'abstint de paraître à la cérémonie funèbre. C'était là cependant le plus pieux et le plus vénéré des maîtres du midi; mais peut-être avait-il défendu trop scientifiquement les intérêts du catholicisme. Derrière le cercueil que conduisait le prêtre, il n'y avait aucun de ces hommes dont il avait glorifié la croyance, il y avait le vieux Gœrres, tout seul, le front bas, arrivé le matin d'Italie pour rendre ce dernier devoir à son vieux collègue. Et lui-même, s'il ne sait pas qu'il est suspect, malgré tant

de gages donnés à l'orthodoxie, il s'abuse étrangement. Mais n'insistons pas sur ces questions si délicates; je veux croire que l'esprit ultramontain ne réussira pas là plus que chez nous, je veux croire qu'il n'y étouffera rien. Munich restera le centre du midi, elle ouvrira un refuge à de nobles lutteurs fatigués ou à de doux penseurs qui rectifieront paisiblement les théories du nord. Toutefois, répétons-le, Munich ne peut prétendre au sceptre des idées. Les maîtres qui auront l'ambition de régner sur l'Allemagne abandonneront toujours le midi pour ces universités du nord, plus hardies, plus vivantes, qui aiment et sollicitent le complet épanouissement de la pensée. Lorsque Schelling et Hegel quittèrent cette petite chambre, désormais consacrée, où ils étudiaient ensemble à Tubingue, lorsque, maîtres de leurs forces, ils voulurent gouverner la science de leur pays, c'est dans le nord, c'est à Iéna, c'est à Berlin qu'ils purent parler librement. J'ai hâte de les y suivre.

III.

Un grand mérite de la Prusse, c'est de n'avoir pas craint les idées. Soit habileté politique, soit véritable sympathie, la Prusse s'est associée à toutes les espérances, à tous les efforts de l'esprit allemand. Loin de redouter la philosophie, elle a fondé sa puissance sur le développement des forces intellectuelles. Elle a encouragé, elle a provoqué la pensée, elle lui a donné des libertés inouïes et des occasions éclatantes. Elle a voulu, à force de respect pour les droits de la science, expier le scepticisme de Frédéric-le-Grand et ce dédain injurieux dont il avait frappé la langue et la littérature de son pays. Enfin, comme elle prétendait agir, elle devait se placer résolument au milieu de tout ce qui fait la vie; elle devait relever le génie de l'Allemagne pour se faire couronner par ses mains.

L'université de Berlin, qui n'a que trente ans d'existence, est déjà une souveraine légitime à qui toutes ses sœurs rendent hommage. Son histoire a quelque chose de hardi et de courageux qui lui sied et qui la rend bien digne de représenter cette science saxonne. Elle est née dans les larmes, au milieu de l'abaissement de la Prusse, quatre ans après la bataille d'Iéna. Ce fut à l'époque où ce pays pouvait être rayé de la carte, qu'il se réfugia sous la protection de l'esprit. Cette noble foi ne l'a point perdu, ce semble. Cette monarchie militaire, abattue à Iéna et à Auerstaedt, et mise à deux doigts de sa

perte, ne suspend pas la vie intellectuelle dans son peuple. Elle ne relève pas seulement les casernes, elle consacre le temple des idées. Elle ne se confie pas au seul droit du sabre, elle invoque la pensée immortelle. Il y a là une sorte de vertu romaine qu'on ne peut s'empêcher d'admirer : ce sont, sous l'épée de Brennus, les sénateurs immobiles dans leurs chaises curules. Ce qu'il y a eu de nouveau dans la fondation de l'université de Berlin, c'est que, dès l'origine, elle a été le centre des idées, non pas d'une ville seulement ou d'un pays, mais de l'Allemagne tout entière. Chacune des universités allemandes avait presque toujours eu un mouvement qui lui était propre, chacune d'elles avait représenté une direction particulière; souvent c'était une science spéciale qui y fleurissait, marquée du caractère et du génie de la contrée. Ici, rien de semblable. Ce qui fut représenté à Berlin dès le commencement, ce fut l'Allemagne. Il s'agissait, on peut le dire, de rendre à ce pays la conscience de lui-même qu'il semblait avoir perdue, et ce fut l'enthousiasme des systèmes philosophiques qui produisit surtout ce résultat. La chaire de philosophie de Berlin fut long-temps comme une tribune nationale, d'où tombaient les accens prophétiques qui redressaient les ames et les courages. Celui qui allait monter le premier dans cette chaire fondée au milieu des baïonnettes devait être un héros autant qu'un penseur, et il fallait que sa doctrine fût de force à créer des ames d'airain. C'était la mission de Fichte. Comment il la remplit, nous ne le savons que trop, et quel noble et implacable ennemi nous avons eu là, quels longs ressentimens, quelles colères, quelles haines cette mâle parole armait déjà et allait précipiter contre nous. Ces prédications, comme celles de Jahn et de Gœrres, ayant abouti au grand mouvement de 1813, il sembla que Fichte eût accompli son œuvre, et, l'année suivante, il mourut. Enfin, après la période de la guerre, vint celle du triomphe. Quelques années, en effet, après la mort de Fichte, il y avait à Berlin, dans cette même chaire de philosophie, il y avait un homme qui célébrait avec enthousiasme les destinées des peuples germaniques. On sait que je veux parler de Hegel. Tout à l'heure, il s'agissait de ressusciter l'Allemagne, de réveiller sa conscience, de rassembler sa pensée évanouie et dispersée à tous les vents. Du fond de l'abîme où il avait disparu, ce peuple entier remonta bientôt, ranimé par la voix de Fichte; et certes, quand on lit les discours de ce grand citoyen à la nation allemande, on comprend qu'à cet appel tout puissant les morts eux-mêmes aient dû soulever la pierre de leurs tombes. Maintenant que

les peuples allemands s'étaient enfin retrouvés, un métaphysicien dont le système semblait le dernier mot de la science, leur expliquait en termes magnifiques la grandeur de leurs destinées. Il les appelait les pontifes du monde nouveau; il leur disait qu'ils ressemblaient à la Judée, et que du milieu d'eux se lèverait un jour le dieu de l'avenir : il les comparait aussi aux habitans de l'île de Samothrace, lesquels étaient investis du sacerdoce suprême, ou à la famille des Eumolpides, qui avait la garde des mystères d'Éleusis; il leur répétait sans cesse qu'ils avaient paru dans l'histoire, afin que l'esprit divin pût se développer par eux et se révéler au monde. Ce fut longtemps comme une fête. Sous son langage barbare, mais ferme, sous ces formules d'une métaphysique si peu accessible, on eût cru entendre la voix des oracles tudesques chantant l'hymne des races du Nord. Il leur présentait leur œuvre transformée, expliquée par la science, afin qu'ils pussent s'y reconnaître et s'y admirer : il les enivrait d'eux-mêmes. L'Allemagne, qui avait senti si douloureusement sa faiblesse profonde sous l'épée de Napoléon, et qui, peu d'années après, était arrivée, sur la foi de ses penseurs, à une confiance si ardente en elle-même, devait se passionner pour cette métaphysique qui tenait si solidement au cœur même de la patrie, et c'est en effet un point de vue qui, indépendamment de leur valeur scientifique, ne doit pas être oublié dans l'histoire de ces systèmes.

Il est permis de le dire, la métaphysique de Hegel a fondé à Berlin plus qu'une école. Il y a quelque chose d'une religion dans les proportions immenses, dans l'autorité impérieuse, intolérante, de cette philosophie. Voilà douze ans qu'il est mort, mais l'inspiration qui animait ce grand homme ne s'est pas éteinte; elle porte encore ses disciples, et il faut croire qu'il y avait en lui des forces merveilleuses pour qu'avec ses dures formules il ait enflammé tous ces graves jeunes gens, qu'il en ait fait des ames presque fanatiques, et qu'il leur ait donné à ce point la vaillance de la pensée. Des quatre héros de la philosophie allemande, Hegel est le seul qui n'ait pas survécu à son œuvre, qui n'ait pas vu se lever son successeur. Tant que les systèmes s'étaient rapidement succédé, cette variété, tout en attestant un mouvement fécond, pouvait affaiblir la confiance dans les résultats :

Nous en avons beaucoup pour être de vrais dieux.

Mais quand une doctrine se fut établie, qui parut à quelques égards le produit et le couronnement de celles qu'elle remplaçait, sa for-

tune dut s'accroître de jour en jour : propagée dans les universités du nord par des hommes de talent, elle ne tarda pas à s'emparer des esprits, en même temps qu'elle embrassait dans ses larges développemens le monde entier, la science entière. Déjà Hegel avait élevé un monument à chaque partie de la connaissance humaine : dans la théologie, dans l'histoire, dans la jurisprudence, partout il avait imposé sa doctrine, que rien ne faisait fléchir. A sa mort, ses disciples, se partageant son empire, continuèrent ce travail immense, en sorte qu'aucun côté de la science ne leur échappa et que l'univers des idées leur appartint.

Ce n'est pas tout : cette philosophie, depuis son apparition à Berlin, avait été acceptée, protégée, proclamée par l'état : elle s'alliait et se confondait avec lui; elle semblait en être, si cela peut se dire, une apothéose, une transfiguration idéale. Hegel, qui saluait dans les peuples germaniques une race privilégiée, prédestinée au développement de l'idée divine, et, dans l'état, le plus haut terme de ce développement, avait servi à inspirer un patriotisme orgueilleux et convaincu qui entrait profondément au cœur de la Prusse. En 1817, le ministre de l'instruction publique, M. le baron d'Altenstein, avait appelé à Berlin Hegel, qui professait sans éclat à Heidelberg, et il était lui-même un de ses plus grands admirateurs. Frédéric-Guillaume III eût désiré que Hegel, par l'ascendant de son génie, devînt comme le chef d'un protestantisme supérieur, sa philosophie étant née de la réforme et s'y appuyant : il voyait avec orgueil s'établir dans ses états ce pontificat philosophique qui couronnait à la fois la libre science et la libre théologie de l'Allemagne du nord, mais qui devait bientôt ouvrir à cette théologie sa période la plus agitée et la jeter dans des entreprises inouies. Hegel était donc tout puissant à Berlin : ses amis siégeaient au conseil de l'instruction publique, ses élèves occupaient des chaires à ses côtés, et, dans toute la Prusse, à Breslau, à Halle, à Kœnigsberg, de jeunes docteurs s'établissaient fièrement comme en un pays conquis. Jamais philosophie n'avait eu, avec l'empire des ames et de l'infini, une plus large part dans les biens temporels; je ne dis rien de trop en affirmant qu'elle unissait la religion et l'état, qu'elle semblait surpasser dans la science la merveille civile du moyen-âge, en faisant asseoir sur le même trône le pape et l'empereur, Grégoire VII et Henri IV réconciliés.

C'était là le spectacle que présentait la Prusse sous le règne de Frédéric-Guillaume III. La fierté hautaine de la philosophie de Hegel, sa calme et imposante grandeur, dominaient cette société;

l'alliance de l'état et de la science, solennellement accomplie, avait été un véritable évènement. Bien que tous les penseurs ne se fussent pas soumis à l'autorité de la doctrine hégélienne, comme on n'avait pas encore découvert ce qu'il y avait de dangereux dans ce système, tant de puissance, tant de majesté satisfaisait les esprits, et dans ce grand édifice l'Allemagne voyait avec orgueil un témoignage de sa force. A côté de Hegel, il y avait de nobles écrivains qui, sans accepter ses doctrines, ne les combattaient pas encore. Il y avait Hengstemberg, qui défendait avec une vigueur tranquille la vieille orthodoxie luthérienne; il y avait Schleiermacher, cet esprit si vraiment chrétien et si dévoué à la science, toujours occupé à réconcilier les deux mondes de la foi et de la raison, et qui fut dévoré par cette lutte intérieure; il y avait Steffens, qui revenait au contraire de la spéculation à la simplicité de la foi. C'était une ardente et studieuse assemblée où se débattaient les plus grands intérêts de l'intelligence; et la Prusse, qui protégeait ce vigoureux développement, semblait de plus en plus marcher à la suprématie de l'Allemagne. Elle avait noblement compté sur la libre pensée, et l'esprit allemand, dans sa reconnaissance, lui donnait la couronne et l'empire.

La mort de Hegel, arrivée en 1831, changea promptement la situation des choses, et tout ce qui se passe aujourd'hui en Prusse, ces directions diverses et hostiles qui se sont établies dans la pensée publique, ces mouvemens en sens contraires, chez les uns ce retour à une orthodoxie craintive, chez les autres ce passage violent à une théologie insensée, tout cela date de cette époque. Tant que le maître avait gouverné lui-même sa doctrine, il l'avait maintenue dans les limites qui lui convenaient, il avait donné à ses obscures formules le sens qu'il avait choisi. Hegel était-il parfaitement convaincu de ce qu'il annonçait avec orgueil? Croyait-il bien, comme l'espérait Frédéric-Guillaume III, qu'il avait réconcilié la philosophie et la religion, et que le christianisme était tout à la fois le fond et le résultat de ses spéculations métaphysiques? Où bien, faudrait-il voir dans ces promesses une grande habileté, dans l'obscurité de son langage une précaution habile? Aurait-il mérité, enfin, d'attirer sur lui cette juste et terrible pensée de Vauvenargues : « La clarté est la bonne foi des philosophes? » Je ne veux point proposer cette question, je veux croire que ce grand Hegel s'est fait illusion à lui-même, et qu'il a cru sincèrement à son œuvre; mais, après sa mort, quand ses disciples voulurent continuer sa pensée, ils l'expliquèrent d'abord chacun selon ses vues propres, ils reconnurent que sous les mêmes mots chacun avait trouvé le sens qui convenait le mieux aux penchans de

son esprit. L'école se divisa : on vit un côté droit et un côté gauche dans cette chambre des représentans de l'intelligence. C'étaient eux-mêmes qui se désignaient de cette manière. Les *Annales de Berlin*, fondées par Hegel et Édouard Gans, exprimaient la pensée du centre, c'était l'organe de l'orthodoxie hégélienne. La gauche, dont les chefs étaient surtout M. Michelet et M. Marheinecke, poursuivait inflexiblement les conséquences de la doctrine du maître, et, sans le savoir, ouvrait la route à une école toute nouvelle dont je parlerai tout à l'heure. Sur les premiers rangs de la droite s'était placé un homme d'un vrai talent, d'une ame ardente et poétique, M. Goeschel. Cet esprit enthousiaste voulait, dans ses religieuses tendresses, réunir les choses les plus hostiles. Il admettait tout pour tout purifier, car il couvrait ses mille contradictions de la lumière égale et continue de son pieux mysticisme.

Cette première division n'avait rien de bien inquiétant encore; mais bientôt les discussions qui s'établirent entre les différens partis amenèrent les penseurs à s'expliquer nettement sur les principaux points de la doctrine, et laissèrent apercevoir ce qu'il y avait d'effrayant derrière l'appareil magnifique de ce grand système. Il faut bien répéter les accusations qui se firent entendre d'un bout à l'autre de l'Allemagne, et que les évènemens ont trop justifiées. Qu'y avait-il au fond de cette doctrine? Je ne parle pas seulement de sa valeur scientifique, je l'examine ici dans ses rapports avec l'esprit allemand, puisque je veux suivre les différens mouvemens de l'Allemagne depuis une quinzaine d'années. Qu'y a-t-il donc au fond de ce système, et pouvait-il tenir toutes ses promesses? Il avait promis de donner à l'Allemagne ce qu'elle cherchait depuis long-temps, la conscience complète, la complète possession d'elle-même; il s'annonçait comme le résultat le plus légitime de toutes ses œuvres, et ce résultat, quand la clarté se fit, ce fut le dernier terme d'un panthéisme qui convenait sans doute au génie contemplatif de l'Allemagne, mais qui, poussé à de telles extrémités, la frappa d'épouvante. On oublia la grandeur incontestable de ces constructions métaphysiques, on n'en vit plus que les conséquences mises tout à coup en lumière, et peu à peu cette protestation presque universelle alla toujours croissant. Une plainte douloureuse s'éleva et monta de toutes parts comme ces rumeurs sourdes qui précèdent les révolutions. Du milieu de cette immobilité à laquelle elle était condamnée par le système de Hegel, il fallut que l'Allemagne rentrât dans la vie pratique. Ce fut le moment de la crise. Les uns se rejetèrent vers le passé; les autres, les plus ardens, voulant introduire la doctrine nouvelle dans le domaine

de l'action, et en traduire l'esprit en signes visibles, arrivèrent bientôt à cette philosophie politique qui va se répandant de jour en jour, et qui est un des plus frappans caractères de la situation actuelle de ce pays.

L'évènement qui contribua le plus à faire éclater cette séparation et à mettre aux prises les différentes directions qui se formaient, ce fut, on le sait, l'application des théories de Hegel à la théologie; ce fut le livre de M. Strauss sur la vie de Jésus. Depuis ce jour, la question, jusque-là confuse et obscure, devint claire pour tout le monde. Les partis se rangèrent en bataille avec un ordre qu'on n'avait pas encore vu, et, tous les nuages étant dissipés, il fut plus facile de suivre les mouvemens de la lutte. L'ancienne école de Hegel, représentée par les *Annales de Berlin*, prétendait en vain avoir fidèlement gardé le véritable sens des paroles du maître. Placée entre les adversaires de la philosophie hégélienne et ces nouveaux disciples, cette seconde école qui venait de se jeter dans la mêlée avec tant d'effervescence et d'éclat, elle perdait chaque jour du terrain. Les jeunes hégéliens, comme on dit en Allemagne, venaient de fonder un journal, les *Annales de Halle*, qui exprimait avec beaucoup d'esprit, de verve, de hardiesse et d'insolence toute l'ardeur de leurs ambitions. Là, plus de formules abstraites, plus d'obscurité métaphysique, mais le système de Hegel enseigné à l'usage des tribuns de la jeune Allemagne. Enfin, peu de temps après, en 1841, M. de Schelling fut appelé à Berlin. C'était tout un évènement et des plus graves. L'ancienne école de Hegel sembla se ranimer devant le péril; soutenue cette fois par les *Annales de Halle*, qui combattaient aussi ce retour à des doctrines que l'on croyait épuisées, elle montra dans cette résistance une vivacité singulière. Déjà, au mois de novembre 1840, un élève de M. de Schelling, M. Stahl, avait précédé son maître à Berlin. Il remplaçait M. Édouard Gans. On pense quel coup ce dut être pour l'école hégélienne. La mort de M. Gans était déjà une perte irréparable, et dont le regret a été rendu plus vif chaque jour par les évènemens qui l'ont suivie. M. Gans était le véritable chef depuis la mort de Hegel. Cet esprit à la fois si ardent et si ferme, si idéaliste et si rigoureux, cette riche et abondante nature qu'on a comparée à Diderot et qui avait aussi la netteté de Montesquieu, ce caractère si français dont M. Saint-Marc Girardin nous a peint vivement la ressemblante image (1), c'était là le guide dont l'école avait

(1) Voyez ce portrait de Gans dans la livraison de la *Revue* du 1er décembre 1839.

besoin; il lui eût donné sans doute une direction plus heureuse; ami et défenseur des idées libérales, il eût sauvé la liberté, que celui-ci anéantissait; il eût transformé les principes de Hegel, bien loin de les pousser dans les excès par où ils périssent. La mort de M. Gans les privait donc d'un chef spirituel; en même temps leur fortune temporelle s'écroulait, M. d'Altenstein allait mourir, et au roi leur protecteur succédait un prince beaucoup moins bien disposé que son père pour cette philosophie. Ainsi tout leur manquait à la fois, mais non pas l'ardeur pour défendre vaillamment leur maître. Le mauvais accueil qui attendait M. Stahl à Berlin, la promesse qu'il fit de n'attaquer jamais la doctrine de Hegel, tout cela prouvait que, s'ils ne devaient plus compter sur la protection du pouvoir, ils n'avaient pas perdu la sympathie d'un auditoire dévoué. La lutte s'engagea vivement. Dans les cérémonies publiques qui sont encore en vigueur dans les universités allemandes, à chaque *fackelzug*, les apostrophes éloquentes ne firent point faute, non plus que les plaisans épisodes. En voici un entre mille : c'est un mot très vif qui, prononcé par un homme grave, par un illustre théologien, donnera peut-être une idée de ces curieux débats. Dans une de ces fêtes d'université, au milieu des *vivat* que portaient autour de lui les élèves, M. Neander s'écria tout à coup : « Je porte un *pereat* au dieu de Hegel ! » Bien que cette parole vienne d'un homme si justement vénéré, ou, si l'on veut, par cela même, il est difficile de n'en pas sourire. Rien n'eût empêché M. Marheinecke, M. Rosenkranz, ni surtout M. Hinrichs, de porter le même toast au dieu de M. Neander : c'eût été une guerre des dieux comme dans l'*Iliade*, et qui sait si on n'eût pas entendu quelque part ce rire immense dont parle Homère? A quelque temps de là, M. Werder fit une réponse éloquente. M. Werder est le plus jeune de tous ces jeunes docteurs, il est aussi le plus fervent et le plus brillant; il sait introduire dans les formules nues de Hegel le souffle poétique qui l'anime, et, bien mieux que la froideur impassible de M. Marheinecke ou de M. Gabler, c'est sa parole qui ranimemerait l'attention de la foule, si elle manquait à ces débats. Il disait donc à ses élèves, qui lui donnaient une fête aux flambeaux : « Je ne porterai point de *pereat*, ce qui est mauvais contient son *pereat* en lui-même; mais un *vivat*, je porterai un *vivat* à l'Esprit, à Dieu, à Dieu en nous, à l'Amour, à la libre pensée... Schelling va venir parmi nous : réjouissons-nous des honneurs accordés à ce grand homme; il faut qu'il soit reçu ici comme un roi, car c'est une tête sacrée par Dieu (*Denn er ist ein gottgeweihtes Haupt*). C'est lui qui le premier

a atteint les sommets de l'intuition : la grande œuvre de Hegel a été de faire de ces idées sublimes une propriété pour la nation, une propriété éternelle, inaliénable. C'est là le côté démocratique de sa philosophie. Schelling a agi d'une manière mesquine et misérable quand il a parlé de Hegel avec dédain. Je ne sais s'il y a de l'imprudence à m'exprimer ainsi, mais je défends les droits du mort contre l'injustice du vivant : c'est l'ombre de mon maître qui me fait parler! » L'entendez-vous? Quelle vivacité! quelle passion! Et représentez-vous le jeune orateur entouré de ses élèves, avec leurs costumes bizarres, leurs torches à la main. Il s'arrête de temps en temps, et professeur et étudians entonnent ensemble le chant de l'université, le *gaudeamus;* puis il reprend : « La peur, c'est le diable; mais l'espoir, la force, le cœur, le hardi courage, c'est là Dieu en nous. » Voilà une fête allemande, voilà une de ces émeutes philosophiques; on comprend que M. de Schelling ait hésité si long-temps à aller prendre possession de ce trône de science fondé à Berlin par Hegel, et si vivement défendu par ses amis.

J'ai vu M. de Schelling à Munich, au moment même où il se disposait à partir pour cette périlleuse campagne. Il était décidé alors, et le doute avait fait place à cette naturelle inspiration dont son ame est si riche. Je l'ai vu tout animé, sous ses cheveux blancs, d'une ardeur juvénile. Il parlait avec enthousiasme, il nous disait ses projets, il comptait ses ennemis; et comme l'aspect d'un maître nous remplit le cœur d'émotion et de foi, comme celui-là est dans sa personne supérieur encore à ses écrits, je m'imaginais aisément qu'il allait ouvrir à la pensée des routes nouvelles, et que les religieuses ferveurs de la science allaient renaître en Allemagne. Mais non, c'en est fait : l'inspiration désintéressée, l'amour infini de contemplation que nous admirions dans ce pays, tout cela a disparu pour long-temps. Un esprit nouveau s'est levé; la vieille Allemagne n'est plus. L'éclat n'a pas manqué à l'enseignement de M. de Schelling; on y a remarqué ces ressources d'une pensée toujours prête, ces inventions brillantes dans les détails, ce rajeunissement d'une philosophie qu'on avait dépassée; mais un nouvel ensemble, un nouveau système complet, c'était là ce qu'on ne pouvait attendre. On a écouté avidement ses paroles; mais, encore une fois, y a-t-on vu autre chose que l'effort impossible d'un esprit supérieur, lequel a déjà donné toutes ses richesses? M. de Schelling a protesté par son nom et par sa présence, bien plutôt que par des doctrines nouvelles, contre les égaremens de la philosophie; ce n'est pas assez pour ramener l'Allemagne dans les voies qu'elle abandonne.

Le mal qui tourmente aujourd'hui les peuples allemands, c'est donc la satiété de l'infini. Ce dégoût de la vie contemplative, cet ennui du désert dont parle Cassien, ils l'ont éprouvé à la fin de leur extase, et voilà qu'ils se jettent bruyamment dans l'action. Les nobles sciences qui se rencontraient auparavant sur les cimes pacifiques de l'infini se heurtent aujourd'hui dans les routes vulgaires de la vie commune. La philosophie, la poésie, l'art, la théologie, toutes les œuvres de la pensée ont abdiqué leur sainte indépendance. Elles ne sont plus que les servantes de la politique.

Le gouvernement prussien n'a pas tardé à s'inquiéter de ces hardiesses. Tant que la science n'avait pas cherché à sortir de ses théories, on lui laissait toute liberté : l'infini lui appartenait; mais dès qu'elle a mis le pied sur la terre, la défiance a commencé. Il faut bien le dire, la direction grossière où était entré le journalisme hégélien, l'impression pénible qu'il avait faite sur la pensée publique, semblaient autoriser les rigueurs qui le frappèrent. Jamais on n'avait vu plus d'intolérance dans les doctrines, plus de cynisme dans les paroles. Cette opposition avait, du reste, un caractère particulier à l'Allemagne, et qui n'eût pas été compris ailleurs. Ce n'est que dans ce pays qu'une telle alliance est possible entre la métaphysique la plus haute et le scepticisme le plus desséché. Le matérialisme s'autorisant par des systèmes spiritualistes, l'incrédulité fondée sur une sorte de mysticisme, La Mettrie appuyé non sur Bolingbroke, mais sur Schelling et Hegel, c'était l'incroyable spectacle que présentait cette théologie républicaine.

Était-ce donc pour recueillir de tels fruits que l'Allemagne remuait depuis cinquante ans le champ de l'intelligence? Qu'auraient dit ces nobles combattans de l'idéalisme, depuis Kant jusqu'à Hegel? Lorsque Schelling commença à mettre au jour sa philosophie de la nature, Fichte s'indignait : il lui reprochait de rabaisser sur la terre, de ramener dans la boue d'où il l'avait tirée, cette philosophie qu'il avait fondée dans la lumière de l'esprit. Mais que serait-ce aujourd'hui, et tous, Kant, Fichte, Schelling, Hegel, comment ont-ils pu tomber aux mains de ces héritiers indignes? Ce qu'on aura de la peine à comprendre en effet, c'est que ces écrivains prétendent garder et continuer seuls l'esprit de ces hautes doctrines : un changement de termes, un commentaire, suffisent, et l'on établit son orthodoxie. J'avoue que l'idéalisme et son contraire sont tellement confondus dans ces grossiers systèmes qu'il serait difficile de les séparer. C'est même là ce qui explique en quelque manière les hardiesses où se portent ces écrivains, puisqu'ils peuvent aller aussi loin

qu'ils veulent dans ces saturnales, et trouver à propos une excuse et une excitation. M. Bruno Bauer et M. Feuerbach sont persuadés peut-être qu'ils travaillent à la gloire de Dieu. Je citerai un exemple, entre mille, de ces transformations. Un des résultats de la métaphysique allemande était de nous découvrir la substance, l'être, la divinité au fond de nos cœurs; au lieu de s'élever arbitrairement à Dieu, elle nous faisait descendre dans nos ames, et là, dans le fond le plus intime de nous-mêmes, elle retrouvait cette divinité vivante à laquelle tient notre être, elle nous montrait sa grace dans le premier mouvement de désir et d'amour du bien qui est le fondement de notre existence. Que devient cette sublime théorie chez M. Bruno Bauer ou chez M. Feuerbach? Il est dit que le Dieu d'autrefois a disparu; les fantômes qui troublaient nos esprits se sont enfuis; quoi encore? L'horizon est purifié, Dieu n'y est plus. Quant à la preuve de tout cela, M. Bruno Bauer l'a trouvée; c'est qu'il suffit de prononcer le nom du créateur pour exciter généralement le plus profond ennui. C'est ainsi qu'un hégélien de la jeune école, fin, léger, spirituel, et sans aucune fatuité impertinente, traduit pour la pratique quotidienne un principe métaphysique! Sérieusement, que dire de ces parodies, et peut-on salir à ce point la pensée?

Il eût été désirable que l'autorité de quelque grand nom, de quelque système souverain, fît rentrer de tels écrits dans le néant : cela eût mieux valu sans doute que la persécution; mais la science ne produisait rien de sérieux qui pût la défendre, et les *Annales de Halle* furent supprimées. Exilée de la Prusse, la jeune école hégélienne se retira en Saxe. Son journal se constitua à Leipzig sous un titre différent : ce furent désormais les *Annales allemandes*. Il faut lire dans les premiers numéros les menaces adressées à la Prusse. Voici, en effet, une des crises les plus importantes que j'aie à signaler dans cette rapide histoire de l'influence de Berlin sur l'Allemagne. La Prusse avait voulu représenter les intérêts de la pensée, elle avait long-temps aidé au développement de la philosophie; mais, parce qu'elle repousse cette science indigne, elle va paraître interrompre son œuvre, et on la menacera de perdre cette suprématie qu'elle atteignait déjà. Les deux premiers numéros du nouveau journal, des 2 et 3 juillet 1841, contenaient une introduction de M. Arnold Ruge, écrite de ce style parfois brillant, plus souvent hautain et dédaigneux, qui est propre à cette école. « Nous acceptons, disait M. Ruge, l'exil qu'on nous fait, et nous vous remercions. L'exilé, le voyageur, ne voit-il pas le soleil se lever sur des horizons nouveaux? Ainsi partons-nous gaiement;

vous nous poussez plus vite vers cet avenir que nous cherchons. D'ailleurs, ajoutait-il, la philosophie doit toujours aller du particulier au général; c'est là son progrès naturel, c'est là la vie de la pensée. L'idée naît sur un point donné, puis elle grandit, elle s'étend, elle couvre le monde. Ainsi nous quittons Berlin pour l'Allemagne. Un reproche qu'on faisait souvent à la philosophie de Hegel, c'était d'être exclusivement prussienne. Ce reproche était absurde. Pourtant il semblait justifié par l'ancienne école de Hegel, qui mettait la philosophie au service de l'orthodoxie politique et religieuse : tel était l'esprit des *Annales de Berlin*. Dès-lors il fallut quitter Berlin, et nous fondâmes les *Annales de Halle*, qui furent l'organe de la délivrance. Ce n'était pas assez, et aujourd'hui ce n'est pas seulement Berlin que nous abandonnons, c'est la Prusse; nous la quittons pour l'Allemagne. » Ainsi parlait M. Arnold Ruge, et il terminait en adressant à l'université de Berlin cette menaçante prédiction : « Berlin deviendra semblable à Goettingue: ce sera désormais la ville du passé. Qu'est-ce que Goettingue, sinon l'érudition et l'art sans la philosophie, c'est-à-dire l'étude sans ce qui lui donne la vie? Tel sera le sort de Berlin, puisque Berlin proscrit la science. » Malgré l'outrecuidance de ces paroles, il y avait en effet dans la situation de la Prusse quelque chose qui frappait vivement les esprits, et pour qui comparait les commencemens du nouveau règne avec la Prusse du vieux roi qui venait de mourir, la différence était réellement grave. Sous Frédéric-Guillaume III, ce vivace épanouissement de la pensée dont j'ai parlé plus haut, l'état protégeant la philosophie, s'unissant à elle, et assistant avec sollicitude à ses productions de chaque jour, en un mot la science présente, actuelle, et, pour tout dire, la vie. Sous son successeur, au contraire, c'est le passé qui est honoré; Berlin semble prendre la place de Munich; M. de Schelling, M. Cornélius, viennent y rejoindre M. Tieck, les frères Grimm, M. Rückert. Voilà une glorieuse assemblée, mais les hommes qui la composent ont donné déjà tout ce qu'ils doivent produire, et ce n'est pas l'avenir qu'ils portent dans leur ame. Quant aux esprits plus ardens et plus jeunes qui, placés à la tête du mouvement, prétendent continuer l'œuvre de Hegel, la Prusse les exile. Il y a là sans doute un contraste fâcheux; mais cette situation dont on se fait une arme contre le nouveau règne, à qui l'imputer? A l'Allemagne elle-même, au chaos de la science actuelle; il faut bien honorer la philosophie chez les représentans du passé, puisqu'on la chercherait en vain parmi les hommes nouveaux.

Comment les études théologiques, si élevées, si fécondes jadis en Allemagne, ont-elles pu tomber dans cette confusion? Je sais bien qu'il reste encore de sérieux travaux, mais ce sont des travaux de critique et d'érudition, non pas de dogme et de pensée. Si M. Neander continue d'exercer sur les recherches historiques sa studieuse influence, on n'a pas remplacé Schleiermacher. La vérité est que les bons esprits, dégoûtés de tant de déréglemens, ont eu peur des idées et se sont réfugiés dans l'histoire. Je parlerai un jour de ces monographies récentes qui ont éclairé bien des époques à peine connues; mais parmi les études plus élevées de métaphysique religieuse, que pourrait-on citer avec honneur? La jeune école hégélienne a jeté partout une sorte de terreur panique, et, dans cette déroute universelle, on lui a laissé le champ libre.

Voici cependant un livre publié récemment, qui a mérité l'attention publique : c'est un court travail de M. Strauss. Pendant la guerre bruyante qu'il a soulevée, M. Strauss écrivait ce paisible ouvrage. Ce sont deux articles publiés dans un recueil littéraire et réunis sous ce titre : *Deux Feuilles pacifiques*. Le premier est une visite à son compatriote Justinus Kerner. Il va voir le charmant poète à Weinsberg, et, chemin faisant, il conte à l'ami qui l'accompagne ses premières relations avec Kerner; il rappelle l'époque où il commençait ses études de théologie, combien il était plongé dans le plus ardent mysticisme, lui, ce destructeur de mythes; comme il se nourrissait des écrits de Jacob Boehme, et ne comprenait rien à Kant, à Fichte, à Schelling. Tout cela est dit avec beaucoup de grace. Il raconte sa visite à la visionnaire de Prévorst, qui demeurait chez Kerner, et le pieux et mystique effroi qui le saisit : quoi! ce qu'il a de plus sacré, de plus cher, de plus caché, son être, le fond le plus intime de sa personne, tout cela va être aperçu par ce regard si lucide de la visionnaire! il n'a plus rien qui lui appartienne en propre! N'est-ce pas le sol qui manque sous ses pas? Et comme il attend, plein de terreur, la fatale sentence, quand tout à coup la visionnaire lui dit qu'il ne sera jamais un incrédule! Cependant Strauss et ses amis continuaient leurs études d'université; Hegel était mort, mais Schleiermacher agissait vivement sur leurs esprits; le charme singulier de son exposition, la finesse aimable de sa dialectique, les remplissaient de joie et peu à peu les attiraient du mysticisme à la science. C'est au milieu de ces souvenirs doucement évoqués que le voyageur arrive chez son hôte. Puis, après une gracieuse description de la maison du poète, de son intérieur, de

sa famille, il analyse avec finesse l'imagination de Kerner, le jeu de cet esprit charmant, et on voit qu'il y voudrait surprendre la naissance de la légende et du mythe. Cette ingénieuse critique, où se cachent, non sans grace, les intentions les plus sérieuses, nous amène assez naturellement à la seconde partie du livre qui porte ce titre : *De ce qu'il y a d'éternel et de ce qu'il y a de passager dans le christianisme*. Ce petit traité est comme un résumé très clair, un catéchisme très intelligible des étranges doctrines de Strauss; or ce système peut se réduire à ceci, que, toute l'histoire positive de l'Évangile et toutes les formes du christianisme étant renversées par la critique, il reste toujours quelque chose de supérieur à ces formes; quoi donc? L'idée qu'elles contenaient, l'idée de Jésus. Jésus a atteint le plus haut point religieux, attachons-nous à cette idée, unissons-nous à Jésus, faisons qu'il soit présent en nous; là est le christianisme, tout le reste n'est que formes vaines. Ce système qui proclame en terminant le culte du génie, et qui ne voit guère plus que cela dans le christianisme, ne renferme pas assurément de très précieuses consolations; mais comme on y trouve plusieurs pages d'une intention tout-à-fait religieuse, et que l'auteur s'efforce, quoique vainement, de réparer les ruines qu'il a faites, il arracha aux écrivains des *Annales allemandes* de véritables cris de fureur. Il n'en fallait plus douter, Strauss était atteint et convaincu d'orthodoxie; son livre sur la vie de Jésus, qui avait commencé, il y a huit ans, le bouleversement de la théologie, mille plumes empressées le signalèrent comme une œuvre timide, et, ce qui est pour ce jeune journalisme la plus sanglante des injures, l'auteur fut traité de girondin. Les montagnards, ce sont M. Feuerbach, M. Ruge, surtout M. Bruno Bauer. Qu'est-ce à dire? M. Bruno Bauer était, il y a huit années à peine, un des champions les plus ardens des doctrines opposées; il attaquait les impiétés de Strauss avec une colère passionnée, et maintenant le voilà qui laisse Strauss bien loin derrière lui et qui lui reproche amèrement sa circonspection, tant la pensée publique est ébranlée dans ce pays! tant les chutes sont rapides sur ce sol miné de toutes parts! Aujourd'hui, où en sont-ils? à quel degré sont-ils descendus? et comment signaler l'état de la pensée allemande? comment espérer seulement de le faire comprendre? Je ne l'essaierai pas. Je ne sais point de termes pour décrire ce mélange de matérialisme repoussant et de mysticisme raffiné, de lourd pédantisme et de ridicule infatuation, de prétentions scholastiques et de frivolité impertinente. Je ne sais pas non plus expliquer un si grand bruit

dans un si grand vide. Il y a quelques années, M. Quinet disait de l'Allemagne qu'elle s'avançait scientifiquement dans le doute et processionnellement dans le néant; aujourd'hui, cette procession, arrivée au terme du voyage, s'est mise tout à coup en branle avec une incroyable frénésie. Où est le nouvel Holbein qui peindra cette danse des morts?

Pourquoi ai-je insisté sur cette situation de la théologie allemande? C'est qu'en Allemagne tout vient de là; c'est que l'esprit de l'Allemagne nouvelle, ce besoin de politique, cette soif du monde réel qui la travaille, tout cela sort de ces brusques mouvemens communiqués à la théologie par la pensée. L'Allemagne est, au fond, plus chrétienne qu'elle ne pense, et elle apprendra par cette expérience combien son esprit est inséparablement lié aux idées religieuses. Je sais un pays où la croyance peut disparaître pendant un certain nombre d'années; malgré l'ébranlement profond qui en résulte, le peuple trouvera en lui certaines ressources, la fermeté, la netteté d'esprit, le bon sens, et jamais les encyclopédistes, dans leurs œuvres les plus impies, n'auraient pu perdre autant que les jeunes hégéliens le sentiment de la réalité. En Allemagne, si la théologie s'écroule, tout s'écroule avec elle; si elle est frappée au cœur, c'en est fait, n'espérez pas la remplacer quelque temps par la force de l'esprit, par la fermeté d'une intelligence droite; non, la pensée publique chancelle, et c'est assez d'un tel abandon pour lui renverser le sens.

Aussi, voyez quel résultat ils obtiennent aujourd'hui! Ils ont fait cette révolution pour sortir de l'infini et prendre possession du monde réel, mais leur sacrifice est inutile. Ils n'ont pas eu le dédommagement qu'ils attendaient, car c'est précisément la réalité qui leur échappe le plus. Le principal caractère, en effet, de ce journalisme né des emportemens de la théologie nouvelle, c'est son ignorance complète de la vie, son impuissance à être quelque chose de grave, son agitation dans le vide. Dans l'absence de toute idée sérieuse, le journalisme allemand s'est d'abord appliqué à répandre partout la haine de la France; et de même que les théologiens de la jeune école hégélienne ne nous ont offert qu'une triste parodie des doctrines de Schelling et de Hegel, il est arrivé aussi que ses publicistes, depuis quelques années, n'ont fait que travestir misérablement les luttes de Goerres et de Fichte contre la France de l'empire. J'ai sous les yeux ce *Mercure du Rhin*, que Goerres rédigeait un an après la bataille de Leipzig; voilà vraiment une œuvre grandiose;

c'est le journalisme dans des proportions épiques. Au lieu d'une polémique vulgaire, tout est transformé par la fantaisie de ce poète irrité. On assiste à de formidables dialogues entre l'Europe et Napoléon, un des artifices de l'écrivain étant de mettre en scène son glorieux adversaire, et de lui faire publier ses plus secrètes pensées. L'épilogue de ce drame, écrit avec toutes les passions du moment, ce sera, si l'on veut, ce discours étrange que Goerres met dans la bouche de l'empereur, et que le grand exilé adresse à la France du fond de son île : « O peuple que j'ai conduit jusqu'ici, la puissance qui m'a envoyé t'avait choisi pour être mon instrument. Comme tu n'avais ni caractère ni forme propre, je t'ai donné la mienne, et je te la laisse en héritage. Ils m'ont chassé de ton sein, mais tu es moi, et ils ne m'auront pas détruit tant qu'ils ne seront pas parvenus à t'anéantir toi-même. J'ai vaincu la révolution, mais maintenant je te la souffle dans l'ame. Le feu qui me brûlait, je te l'ai versé dans la poitrine, et bien que sa fureur soit toute comprimée en toi, bien qu'il ne jette qu'une faible lueur, il éclatera un jour en gerbes de flammes. La discorde est devenue le fond même de ton être, et la haine empoisonne ton sang. Un démon sauvage et insensé a pris possession de ton cœur; les vieilles chansons de ton berceau ne le conjureront pas. Je t'ai fait un besoin de la guerre.... »

C'est ainsi que Gœrres voulait armer l'Europe entière contre nous. Au milieu de ces luttes gigantesques, je comprends cette polémique, et je sais que je puis honorer, dans ce fougueux pamphlétaire, un noble et sérieux ennemi; mais, trente ans après la bataille, ressusciter les vieilles haines, essayer de rajeunir les plus absurdes préjugés, et par une basse jalousie de la France, descendre contre elle à de ridicules colères, était-ce là le devoir de cette presse nouvelle? Était-ce pour cela qu'il était si urgent d'interrompre les destinées de l'Allemagne, et, de quitter si brusquement les spéculations de la pensée? On ne sait pas assez en France jusqu'à quel degré de puérilité et de barbarie peut s'abaisser ce peuple que nous persistons à nous représenter comme le plus sérieux de la terre. Je reconnais volontiers qu'il ne faut pas trop se préoccuper de ces insultes, et qu'elles sont plus tristes pour l'Allemagne qu'effrayantes pour la France; mais si ces écrivains étaient assez calmes pour m'entendre, je voudrais leur dire : Que vous êtes loin de 1813! et que votre erreur est profonde, si vous pensez avoir reproduit l'enthousiasme de cette époque! Ouvrez les livres de Goerres, relisez les chansons de Arndt; n'y voyez-vous pas, avant toute chose, cet orgueil de la loyauté alle-

mande? Ne sentez-vous pas comme ils réveillent dans le cœur de leur peuple tous les bons instincts qui font sa force? Est-ce l'envie, sont-ce les passions mauvaises qu'ils allument? N'est-ce pas la droiture, la loyauté, toutes les vertus de ce peuple qu'ils invoquent et qu'ils appellent au secours de la vieille Allemagne? Cessez donc de croire que vous êtes les fils de ces hommes de cœur; ils ont fondé l'esprit national, et vous l'avez détruit. N'admettez-vous pas, en effet, qu'il n'est qu'un seul moyen de ranimer cet esprit, à savoir de susciter, de mettre en lumière ce qui forme le fond même de la nation, ces instincts, ces vertus qui appartiennent aux hommes d'une même race, et sont comme la patrie spirituelle où ils s'unissent? Or, vous avez fait tout le contraire. Quoi donc? Aimez-vous mieux prétendre contre moi que l'esprit de votre peuple n'est plus la loyauté, la franchise, la droiture, la sympathie généreuse, et que c'est sur l'envie et le mensonge qu'il faut fonder aujourd'hui les destinées de l'Allemagne? Je vous conseille d'aborder franchement cette thèse; elle éclairera tant d'honnêtes gens que vous avez conduits, les yeux fermés, à ces luttes impies.

Depuis quelque temps, les affaires intérieures de l'Allemagne ont fait un peu cesser ces invectives de la presse contre nous. Les évènemens dont je parlais tout à l'heure, l'exil de l'école hégélienne, la destitution de M. Bruno Bauer, prononcée la même année, la résistance enfin que la Prusse opposait aux violences des doctrines nouvelles, attiraient naturellement toute l'attention de la presse allemande. Les gouvernemens qui avaient vu avec plaisir s'enraciner dans l'esprit du peuple cette haine du nom français, furent attaqués à leur tour, et, comme cela arrive nécessairement, dès qu'il a fallu réclamer quelques libertés, on s'est souvenu que ce peuple de France n'était pas tout-à-fait inutile au monde, et qu'il représentait une certaine somme de vérités et de croyances qu'on pouvait invoquer. *Nihil sine Gallis*, c'était l'opinion de l'Europe au moyen-âge, et on dit que M. Ruge va reprendre cette vieille et sainte devise. Nous ne nous sommes ni effrayés ni affligés des injures de la presse allemande, nous ne devons pas plus nous enorgueillir de ses hommages. Assistons avec sympathie au développement de l'Allemagne, en souhaitant surtout à ce pays de retrouver le génie idéaliste qui nous le faisait aimer.

Jusqu'à présent, en effet, il ne semble pas que ce besoin de la vie pratique, que ces préoccupations d'une politique étroite, si peu conformes à l'esprit allemand, puissent profiter beaucoup à sa gloire. La politique, qui envahit tout dans ce pays, a déjà produit plus d'une

œuvre, et on peut apprécier aujourd'hui ses résultats. Un esprit mesquin s'empare, hélas! de la poésie et lui retranche l'idéal. Personne n'y a plus contribué que les écrivains des *Annales de Halle.* Les deux fondateurs de ce recueil, MM. Ruge et Echtermeyer, avant de se jeter dans la polémique, étaient connus par des études assez sérieuses sur l'art et la poésie; mais bientôt, appliquant à ces études les principes dont ils s'étaient faits les apôtres, ils furent amenés à prêcher une poétique toute grossière. Une religion sans dieu, un art sans idéal, c'était là le bien absolu qu'on avait enfin réalisé. M. Ruge attaquait d'abord l'école romantique, mais bientôt on vit que sous ce nom c'était l'essence même de toute poésie qui était condamnée. Rückert, le dernier des maîtres chanteurs, fut attaqué avec cynisme. Et pourquoi tous ces affronts à la vraie poésie nationale? Pour introduire sur ses ruines on ne sait quels écrivains obscurs et médiocres. Quoi de plus? On avait purifié le ciel, selon M. Bruno Bauer, en rejetant Dieu; il restait à purifier les horizons de l'Allemagne, à chasser, comme les fantômes d'une superstition surannée, toutes les filles des maîtres, toutes les créations d'un art trop spiritualiste. Les chastes héroïnes de Gœthe, de Schiller, de Jean Paul, de Klopstock, Thécla, Clara, Liane, Linda, Marguerite, Abbadona, s'évanouirent dans le vide, et M. Herwegh put accorder sa lyre. Je m'assure que M. Herwegh n'eût pas obtenu le succès immérité qu'on lui fait dans son pays, si le gouvernement prussien n'avait commis la faute grave de vouloir entraver les premières apparitions de cette poésie politique. La destitution violente dont M. Hoffmann de Fallersleben fut frappé, il y a deux ans, pour son recueil de chansons, fit accueillir avec empressement ce poète nouveau, plus jeune et plus ardent. M. Herwegh est presque devenu un chef de parti, et il publie à Zurich un journal qui est, depuis la suppression des *Annales de Halle*, l'organe le plus violent de la jeune Allemagne. Que dire enfin? Cette fièvre de politique est partout: c'est M. Herwegh, c'est M. Prutz, c'est M. de Sallet, qui croient avoir trouvé la véritable poésie de leur pays; c'est un historien littéraire, M. Gervinus, qui dans ses études, estimables d'ailleurs, sur le développement de la poésie allemande, ne juge toutes choses qu'à ce point de vue si vulgaire de l'utilité pratique, de l'utilité immédiate; ne soyez pas surpris s'il condamne, sous le nom d'art romantique, tout ce qui porte les reflets d'un idéalisme qu'il ne sait pas comprendre. L'Allemagne a renoncé à ce qui faisait sa gloire, elle a essayé de l'action, mais c'est un génie qui lui manque. Je vois bien qu'elle repousse ses poètes, mais je cherche

vainement par quels écrivains politiques elle les a remplacés, et j'ignore quel est son publiciste depuis Louis Bœrne. Pauvre et honnête Louis Bœrne! si franc, si loyal, si convaincu! C'est le modèle qu'il faut recommander sans cesse à ses successeurs; ses écrits, remplis de sérieuses études et animés, malgré un point de vue différent, de véritables sympathies pour la France, seront toujours pour eux un exemple et un reproche.

Toutefois, la crise où les peuples allemands sont engagés était inévitable peut-être, et je ne voudrais pas que mes paroles eussent été trop dures. Dans ce travail qu'ils font pour atteindre leur unité, comment n'y aurait-il pas des heures douloureuses? Au moment où l'Allemagne était le plus divisée, et lorsque le nord et le midi, séparés par l'épée de Napoléon, se combattaient, on vit l'unité se fonder d'abord dans l'esprit, dans la pensée, dans la poésie; les poèmes de Gœthe, les drames de Schiller, les systèmes des philosophes, de quelque pays qu'ils vinssent, furent comme la patrie véritable où des milliers d'hommes, ennemis dans le monde d'ici-bas, se reconnurent et se saluèrent. Sans doute cette union première était plus grande, plus noble, et il y avait là une beauté toute sainte; mais cela ne suffisait pas, et je comprends qu'il ait été nécessaire d'accomplir dans le monde réel ce qui avait été obtenu par les idées. Ce travail est rude et périlleux. Si l'Allemagne ne s'y montre pas aussi belle qu'autrefois, c'est la condition, après tout, de cette tâche nouvelle. Qu'on la blâme ou qu'on la plaigne, si on la voit renoncer complètement à ce qui faisait sa force et se livrer en proie au vertige qui l'a frappée, il ne faut pas cesser de la rappeler à elle-même et à son génie.

Que résulte-t-il de ce qui précède? Je disais en commençant que tout se porte en Allemagne vers l'unité, vers un mouvement commun d'idées, et que cette tendance doit établir quelque part un centre actif qui dominera le reste de l'Allemagne, bien que ce pays n'ose pas encore se l'avouer à lui-même. Les universités secondaires, qui autrefois représentaient chacune un esprit particulier, s'effacent de plus en plus, et il eût été, à cause de cela, inutile et impossible de les faire entrer dans cette étude. Trois villes seulement, les trois capitales de l'Allemagne, ont conservé une physionomie distincte, et parmi ces trois villes, il y en a une qui chaque jour attire à elle le mouvement de l'esprit, et devient le foyer unique des travaux de la pensée. Bien que la Prusse n'ait plus aujourd'hui, comme sous Frédéric-Guillaume III, la direction calme et régulière de la science, elle est toujours le centre de la vie. C'est dans son sein que se pas-

sent les agitations dont je viens de parler. On l'attaque, on lui adresse les reproches les plus amers; mais ces mécontentemens attestent encore le haut rang qu'elle a conquis. Pourquoi, parmi tant d'écrivains, n'en est-il un seul qui, dans les questions générales, s'adresse à l'Autriche ou à la Bavière? Parce que c'est la Prusse toute seule, ils le savent bien, qui est chargée désormais des destinées de l'Allemagne. Tandis que l'Autriche se retire de plus en plus de la société germanique, tandis que, tournée vers le midi, elle ne peut empêcher ses provinces slaves de parler plus haut qu'elle et de chercher dans leurs traditions une vie qu'elle n'a pas, tandis que Munich s'habitue chaque jour davantage à ne plus être qu'un lieu de repos, une paisible assemblée de vieillards lassés de la vie, la Prusse, au contraire, demeurera toujours le champ de bataille des idées allemandes. Pour tout dire enfin, les états du midi possèdent des constitutions; mais qu'est-ce que ces fictions vaines tant que la Prusse n'aura pas tenu ses promesses sur ce point? Une constitution sérieuse, la liberté de la presse, la publicité des tribunaux, pour que toutes ces choses, depuis si long-temps espérées, aient une valeur réelle, il faut, c'est la ferme pensée de l'Allemagne, il faut que ce soit la Prusse elle-même qui les accorde. Il est vrai que, troublé par ce mouvement de la politique, surpris et jeté hors de ses voies, l'esprit allemand a paru abandonner sa grandeur, et le tableau que nous avons présenté est triste et pénible; mais ce n'est là, nous l'espérons, qu'une crise passagère, et le génie de l'Allemagne en sortira victorieux. Quant à ce besoin d'unité, marque certaine de la maturité des peuples, fera-t-il plus encore? Faudrait-il croire qu'il doit mettre un jour entre les mains de la Prusse le gouvernement politique, comme il lui a donné déjà le gouvernement intellectuel? Telle est, je le sais bien, la secrète ambition de l'Allemagne du nord; mais cela ne saurait arriver sans une révolution considérable et qu'il est impossible de prévoir. Toutefois, ce gouvernement littéraire conduit certainement à l'autre, et à moins que l'Autriche et la Bavière ne lui enlèvent un jour cette supériorité, il est certain que la Prusse peut attendre les évènemens avec confiance; car si l'antique unité du moyen-âge allemand devait se reconstituer, si le trône de Barberousse, brisé par la réforme, devait se relever un jour, celui-là n'y aurait-il pas des droits qui se serait chargé des destinées de la pensée? ne serait-il pas nécessaire, enfin, que, parmi les successeurs de l'empire, le sceptre appartînt au plus digne?

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

SIMPLES ESSAIS

D'HISTOIRE LITTÉRAIRE.

III.

LE FEUILLETON. — LETTRES PARISIENNES.[1]

Je ne sais pas, pour ma part, de lecture aussi piquante et où l'esprit s'oublie plus volontiers et avec plus de charme qu'à celle des mémoires et des correspondances. L'ame humaine surprise sur le fait quand l'auteur parle de lui-même, le monde saisi dans son déshabillé quand l'auteur parle des autres, il y a là, si je ne me trompe, le double à peu près de ce qu'il faut à un livre pour réussir auprès des lecteurs délicats. C'est bien moins aux pièces officielles et aux procès-verbaux authentiques qu'aux lettres datées des Rochers et de Ferney, que j'irais demander la vive peinture, le tableau en relief de la société des deux derniers siècles, de ce monde achevé où, à travers les changemens de l'opinion, s'est discipliné l'esprit français, c'est-à-dire cette exquise alliance du sentiment, de l'imagination et du bon sens que rien n'a dépassée, et qui, pour l'Europe, demeure le modèle de la perfection.

(1) Un vol. in-18, bibliothèque Charpentier.

Formé et cultivé dans les salons, épuré par le libre jeu des conversations élégantes, l'esprit français à la fin est demeuré le maître; il a tenu le sceptre. C'est par là que la société polie s'est trouvée chez nous dépositaire d'une sorte de souveraineté traditionnelle, la souveraineté du bon goût : royauté aimable, empire intelligent, que les âges avaient légitimés, et que la société polie elle-même ne faisait que consacrer davantage par ses propres respects, par son attentive assiduité envers les lettres. Cette suzeraineté, je dis mal, cette alliance, cette solidarité du monde et des lettres, furent utiles à tous deux : tous deux en retinrent quelque chose, tous deux y puisèrent un aiguillon ou un correctif. Il en est résulté des devoirs réciproques, de mutuelles convenances auxquelles, dans toutes les époques, les gens bien appris n'ont pas manqué d'être fidèles. Aussi l'indiscrétion n'est acceptable que lorsqu'elle est posthume : alors, il est vrai, elle paraît charmante; on va jusqu'à se plaire aux médisances de Guy Patin, on se surprend même à sourire aux scandaleuses révélations de Tallemant. Mais vous figurez-vous Mme de Sévigné imprimant une à une ses lettres, à la suite de la méchante *Gazette* de Loret? Vous figurez-vous M. de Saint-Simon communiquant au *Mercure* les chapitres mutilés de ses mémoires? Une maîtresse irritée ne trouvait pas de meilleure vengeance, dans ce temps-là, que de publier les indiscrétions manuscrites de son amant; votre fortune était perdue du coup : on sait l'anecdote de Bussy. Aujourd'hui, cette ressource n'est pas laissée à la jalousie : l'auteur lui-même se hâte de livrer tout cela, page à page, et selon que court sa plume, au vorace feuilleton du premier journal venu. Alors, pour peindre son propre temps, il fallait s'appeler Molière ou La Bruyère : maintenant, on n'y met pas tant de façon, et, comme l'observation voudrait de l'étude, comme l'art voudrait un génie patient, chacun va au plus prompt, au plus facile. Et pourquoi, en effet, se priver de l'allusion, pourquoi s'interdire les personnalités et les petites vengeances? Vous remplacez par là les tableaux de mœurs et de caractères. Aussi les lecteurs ne manquent pas : si leur esprit trouve là mince pâture, leur curiosité au moins est piquée. De là un certain succès. Dans ce succès, le scandale a bonne part, mais qu'importe? Il y a du retentissement, il se fait du bruit; c'est assez, l'amour-propre aussitôt prend le change. On jouit du triomphe d'un jour, on l'escompte, et enfin on s'affuble de notoriété en croyant que c'est de la gloire.

Nulle part assurément le monde n'est mieux apprécié, avec plus de vérité, de détachement, de malice, que dans le monde même. La

critique, il faut en convenir, si fine, si pénétrante, si aiguisée qu'on la suppose, a bien des points à rendre encore à la simple conversation de quelques femmes distinguées, de quelques gens de goût échangeant leur esprit à l'aise dans le coin d'un salon. En France, c'est là le privilége de la bonne compagnie. L'extrême sévérité s'y voile de politesse, l'inflexibilité des jugemens s'y déguise sous l'urbanité des paroles : peut-être est-ce là encore un avantage des salons sur la critique. Mais s'il pouvait arriver que le lendemain on imprimât toutes ces jolies conversations, toutes ces aimables médisances, toutes ces charmantes petites perfidies; si le lendemain vous deviez retrouver visibles à tous dans le journal vos bons mots d'hier, vos épigrammes, vos complimens, auriez-vous encore ce soir le même esprit, le même tour, le même laisser-aller? Votre salon ne serait-il pas devenu un théâtre, votre sopha une tribune? Il n'y aurait plus de monde possible. Le monde sans doute lit les journaux, il en rit même quelquefois; cependant il n'en fait pas, il n'en peut faire qu'à la condition de ne plus être. La société touchant de près à la famille, les relations veulent forcément le demi-jour, les cercles ne peuvent se constituer et vivre que par la réserve; la vie mondaine a ses mystères comme la vie privée. Aussi, quoi qu'on fasse, jamais les salons ne pourront accepter la publicité immédiate. Ayez de l'esprit et peignez-les à vos amis dans votre correspondance, peignez-les pour vos petits-fils dans de piquans mémoires, rien de mieux : les salons de l'avenir vous sauront gré de vos médisances à l'égard des salons du passé; mais la première condition pour peindre les contemporains, c'est le mystère. Cela est si vrai, que, dans le dernier siècle, qui à coup sûr ne passera pas pour le siècle de la vie cachée et discrète, on n'a pas cessé un instant de comprendre cette nécessité inhérente au monde : on se taisait sur les vivans, on laissait aux seuls pamphlétaires le droit d'en médire publiquement. Pourquoi la correspondance de Grimm nous paraît-elle si piquante dans sa franchise? pourquoi les mémoires bavards de Bachaumont allèchent-ils si bien notre curiosité? C'est qu'ils furent un secret pour leur temps, comme ils sont une révélation pour le nôtre. Si Grimm avait destiné au public, au premier indiscret qui passe, ses lettres, écrites à la dérobée dans l'unique but de distraire je ne sais quel petit prince d'Allemagne, croyez-vous qu'il lui eût été possible de jeter de la sorte à pleines mains, de droite et de gauche, tout ce qu'il avait en lui d'impitoyable bon sens, d'humeur hargneuse, de verte colère, ou même de facile enthousiasme? Si Bachaumont, à son tour, avait pu prévoir que, dès le lendemain

de sa mort, on livrerait au premier venu, en les continuant avec cynisme, ces pages délurées et prestes, cette chronique égrillarde des mauvais bruits de chaque jour, qu'il griffonnait furtivement pour amuser les loisirs de Mme Doublet, imaginez-vous que sa plume eût pu ainsi courir sans scrupule, et *la bride sur le cou*, à travers les hasards de cette époque turbulente? Non, mille fois non! Quand ils veulent noter ce qui s'est fait, ce qui s'est dit autour d'eux, les vrais gens d'esprit se décident de bon gré à n'avoir d'esprit que pour la postérité. Je sais bien que cette retenue doit coûter beaucoup dans un temps comme le nôtre, où l'on a hâte de s'étaler, de jouir, de tenir sa place, à une époque où tout s'exploite au comptant, et où rien absolument n'est laissé en friche; mais que voulez-vous? c'est une loi rigoureuse de la société élégante que ce qui est toléré, goûté même en conversation, ne l'est précisément qu'à la condition expresse et tacite (tant elle est naturelle) de n'être pas écrit et livré aussitôt à la foule. Tel trait, telle anecdote, dits avec grace et applaudis, ne seraient, une fois imprimés, que fadeur ou impertinence. Du moment, en effet, où le public se trouve officiellement initié, il n'y a plus évidemment de cercle: ce serait le monde de tout le monde et par conséquent de personne. Les salons ne peuvent pas avoir leurs sténographes comme les tribunaux, leurs feuilletonistes comme les théâtres. Contredire ou railler les gens sur leur conversation de l'après-midi, par le journal qui leur arrivera le lendemain matin, nous semble moins poli encore que de les contredire chez eux, que de les railler en face. Si donc notre feuilletoniste veut être vrai, il risque fort de n'être pas reçu; s'il veut être reçu, il risque singulièrement de n'être pas vrai. Le plus sage peut-être serait de se taire ou de parler d'autre chose. N'a-t-on pas le triste exemple des États-Unis? La presse s'y mêle des personnes, elle intervient sans cesse dans les relations privées. Aussi, dites-moi où sont les salons, les réunions élégantes, les cercles mondains de ce pays-là? Vous le savez bien et vous le dites, le journal c'est la démocratie. Que venez-vous donc y prendre des airs patriciens, y affecter un ton de suffisance mondaine? Vous parlez, non sans grace assurément, de la société polie; vous la vantez, et (vous êtes bien aise qu'on le sache) son maintien vous intéresse. Pourquoi alors jeter sous le pied du premier passant cette fleur de l'urbanité? Monde et feuilleton, cela se repousse. Pour tout résultat, comme disait Rivarol, vous démocratisez l'aristocratie.

Le juge suprême des choses de l'esprit, c'est le monde: or, si l'esprit aussi se met à juger le monde périodiquement, régulière-

ment, sur les moindres de ses dits et gestes, qu'adviendra-t-il en définitive? Quelle sera la juridiction, et où trouver une sanction dernière? Voilà une petite difficulté à laquelle le feuilleton ne songe guère. Au fait, la chose lui est bien égale. Ne le voyez-vous pas qui passe et court au hasard, allant un train de poste, agitant ses grelots, sifflant son air moqueur, fouettant à grands coups sa phrase, et n'ayant après tout d'autre souci que d'arriver sans encombre à la fin de ses six colonnes : étape passagère d'où il repartira demain, frais, dispos, jaseur, l'œil au vent, pour recommencer de plus belle ses excursions sans but, ses divagations sans fin.

Le spectacle, au surplus, est divertissant : ce métier de guérillas, ces embuscades hebdomadaires de l'esprit, ces escarmouches bruyantes de la critique, un horion d'un côté, une caresse de l'autre, toute la petite guerre enfin du feuilleton divertit les oisifs comme nous, les simples contemplateurs de la vie littéraire. Qu'est-ce auprès de cela, si tout à coup, au beau milieu de l'arène, vous croyez reconnaître une allure de femme sous la cuirasse virile, une main blanche sous le harnais? La curiosité redouble; on se questionne, on parie : l'un dit oui, l'autre dit non; les sages disent oui et non. A cette gentille prestesse en effet, à ce gracieux détour, à cette volubilité du glaive, à ces petites colères charmantes, Herminie se décèle, vous la devinez; mais voici un coup assené avec violence, voici des airs d'autorité et de dédain et même un mot dur, je crois, fortement accentué; évidemment, c'est un mousquetaire. Auquel croire, auquel entendre? Chevalier d'Éon, chevalière d'Éon, vous nous avez, en vos premiers jours de campagne, causé toute sorte de scrupules, d'hésitations et d'embarras! Aujourd'hui, toutefois, le doute n'est plus possible; la cotte de mailles est détachée, la visière du casque se relève, et voilà que de beaux cheveux blonds se déroulent en tresses, et qu'il faut vite jeter un mantelet sur ces blanches épaules où la lourde armure n'a que trop laissé son empreinte. Allons, n'avez-vous point là le Tasse, que je redise avec le poète : « Herminie n'a pas craint l'appareil de la guerre et s'est armée pour y prendre part! »

Il y a une phrase affreuse du plus grand prosateur du XVIIIe siècle à propos d'un sonnet de Mme Des Houlières contre la *Phèdre* de Racine; je n'aurais pas assurément le mauvais goût de la citer, si elle ne se rencontrait en plein *Siècle de Louis XIV*, c'est-à-dire dans un livre que les enfans apprennent par cœur : « Une femme satirique, est-il dit, ressemble à Méduse et à Scylla, deux beautés changées en monstres. » Le mot est dur, et je ne puis l'accepter pour ma part

qu'en ajoutant, comme restrictif, qu'il y a des monstres charmans. Personne, d'ailleurs, ne fera difficulté de convenir que le métier de critique est un singulier choix de la part d'une femme. Ce n'était pas là une boutade de Voltaire. Voltaire, dans la pratique, était fidèle à sa doctrine; on se rappelle ses transes affreuses quand sa nièce composa et voulut faire jouer une comédie : il comprit alors, mieux que jamais, comment une certaine dignité est attachée à l'état de femme qu'il importe de laisser intacte; il comprit surtout comment une personne d'esprit, dont on ambitionne les suffrages, joue un beau rôle, que la prétention d'auteur comique ou critique gâte et compromet. La double position de femme et de journaliste a quelque chose d'étrange qui arrête et choque tout d'abord l'esprit le moins timoré. Et qu'ont en effet de commun cette vie publique et militante, ces hasards d'une lutte sans fin, cette guerre avancée de la presse, avec la vie cachée du foyer, avec la vie distraite des salons? Est-ce que des voix frêles et élégantes sont faites pour se mêler à ce concert de gros mots bien articulés, de voix cassées et injurieuses, qui retentissent chaque matin dans l'arène de la polémique? Si c'est une parole d'affection qui tombe de ces lèvres charmantes, doit-elle être entendue de plus d'un? Si, au contraire, quelque fine ironie s'en échappe, si un malin sourire les vient contracter, faut-il que le public s'en aperçoive derrière les épaules des amis qui font cercle pour écouter? Je ne puis m'habituer à l'idée d'une femme faisant un cours, débitant son opinion sur toutes choses, approuvant, condamnant, tranchant, tout comme un pédagogue en Sorbonne. Voilà pourtant que vous me citez, je crois, l'exemple de ce professeur de droit, du temps de Pétrarque, qui se faisait suppléer par sa propre fille, une jeune, jolie et très piquante Italienne, ma foi! Je conviens volontiers que l'amphithéâtre de l'école de Padoue était plus plein en ces rencontres que d'habitude, tout comme le feuilleton a plus de lecteurs quand vous le signez. Mais nous oublions un détail, c'est que, ces jours-là, on tendait un voile devant la chaire et que la docte et timide enfant n'osait risquer sa parole que cachée par la tapisserie. Or, c'est ce voile précisément que, dans votre imprudente impatience, vous déchirez aujourd'hui. Mon Dieu! nous vous savions là derrière; nous reconnaissions votre petite voix perçante et flûtée, nous vous devinions à ce marivaudage moqueur, à cette manière ajustée et coquette de raconter de jolis riens, à toutes ces méchancetés bien et perfidement dites, à ce ton délibéré et fringant, à ces fins éclairs du langage, à ces manéges de style espiègle, à cette

mousse fugitive et pétillante de votre gracieux bavardage, et mieux encore, et surtout aux airs dégoûtés et précieux, à la fatuité parfaite des phrases sémillantes qui courent naturellement sous votre plume. Pourquoi donc aujourd'hui écarter d'une main décidée cette tapisserie légère? pourquoi avancer indiscrètement votre blonde tête? Par là, vous perdez au moins un avantage : nous pouvions supposer que, comme celui de la belle fille de l'université de Padoue, votre joli visage rougissait. Une femme exerce toujours plus de séduction derrière la jalousie où l'œil la cherche. Ce galant pseudonyme du *vicomte*, cet aristocratique déguisement, avaient bien leur prix : il y a telle actrice en renom à qui les rôles de page ou de lansquenet vont à ravir. Un petit ton faquin et cavalier, toutes sortes d'agréables mutineries sont là de mise, et on les accepte. Caustique vicomte, les aiguillettes vous allaient mieux que les dentelles, et quelle idée vous est donc venue de changer ainsi votre justaucorps svelte et pincé pour les plis d'une robe à ramages!

On sait comment, au milieu de la société confuse et déclassée qui sortit du mélange révolutionnaire, Mlle de Meulan se trouva, malgré elle, induite à la polémique des journaux. Malgré tout ce qu'une nature si bien faite put apporter, dans cette lutte active, de qualités sensées et sérieuses, elle ne s'abusait point sur « ce rôle de journaliste (je cite textuellement), le plus bizarre peut-être que puisse choisir une femme, si elle pouvait l'adopter par choix. » Et notez que, quand l'esprit délicat et judicieux de Mlle de Meulan concevait tous ces scrupules et n'acceptait qu'à contre-cœur la tâche ingrate, le fardeau de la critique, il ne s'agissait pourtant que de littérature. Si, du paisible domaine de l'intelligence, il lui eût fallu passer aux choses de la vie active, juger le monde et les cercles, toucher aux noms propres, entrer au vif dans toutes les questions du jour, croyez-vous qu'une personne si réellement distinguée, et qui mettait le tact avant tout, eût passé outre brusquement et se fût risquée à ces expéditions hasardeuses? Le doute au moins est permis, car sa dignité eût pu lui paraître engagée. J'ai entendu plaindre bien souvent les maris des femmes poètes : combien cependant leur destinée semble douce quand on songe aux maris des femmes critiques! Au moins, si la muse chante, on peut s'imaginer qu'on l'inspire; si elle redit la passion de Corinne, on a droit de se figurer qu'on est Oswald. Mais à côté d'une guerrière brillamment armée de pied en cap, quelle contenance faire? Si on vous blâme, elle entonne vos louanges; si on vous attaque, elle vous défend; si vous combattez, elle accepte votre

colère, elle poursuit votre vengeance, elle vous sert de second. Chevalerie embarrassante et qui renverse par trop les rôles! Le célibat des amazones est tout expliqué. Je comprends Mme de Sévigné quand elle raconte à sa fille que son plus grand soin est de *travailler à son ame;* je ne comprendrais point qu'elle s'avisât de travailler à l'ame des autres. C'est là un trop rude labeur et peu fait pour les délicatesses féminines.

Le rôle de Jeanne d'Arc littéraire semble avoir été présent à Mme de Girardin, dès ses premiers débuts, comme une sorte d'idéal préféré; mais ce fut d'abord, on doit le dire, une simple Jeanne d'Arc de salon, purement patriotique et lyrique, une Jeanne d'Arc en temps de paix, à qui le respect d'elle-même ne permettait ni la petite guerre ni les escarmouches quotidiennes. Un certain enthousiasme de l'art, le don des vers, une facture brillante, tout cela ne manquait pas; entre deux romances, on célébrait les Grecs et le général Foy, puis il était permis de s'écrier :

> Le héros, me cherchant au jour de sa victoire,
> Si je ne l'ai chanté, doutera de sa gloire.

En vrais libéraux de la restauration, nous trouvions cet amour-propre tout naturel. Quand elle n'était pas froide et ennuyeuse, comme dans *Madeleine* (une juive quelque peu parente, à ce qu'il paraît, de *Judith*), cette poésie avait d'ailleurs son accent, sa vivacité, son charme. Il est vrai qu'aux heures moroses l'émotion nous paraissait un peu trop absente. Si la belle muse, en effet, versait quelquefois une ou deux larmes, il nous semblait qu'elle les essuyait aussitôt avec un de ces élégans mouchoirs dont parlent les *Lettres Parisiennes*, mouchoirs si jolis, qu'au moment de pleurer on se console en les regardant. Au fond, cette coquetterie, ce manque apparent de sensibilité, recelaient une qualité précieuse que la solennité voulue des appareils poétiques avait long-temps dérobée à ceux qui ne connaissaient de Corinne que ses livres. Si, au lieu de sacrifier à la pompe, Mme de Girardin avait suivi tout d'abord sa pente naturelle, elle eût été tout simplement un auteur mondain, spirituel, léger, ayant le goût de l'observation railleuse et des rimes élégantes. C'est dans le poème de *Napoline*, publié depuis 1830, qu'éclatèrent d'abord, et avec beaucoup de grace, ce tour moqueur jusque-là contenu, cette piquante alliance trop retardée de la rêverie et de l'ironie.

Le talent de Mme de Girardin trouvait là son vrai cadre et sa nuance : c'était un très agréable mélange du sentiment et de la mo-

querie, de la foi poétique et des prosaïques réalités, en un mot de l'enthousiasme et du désenchantement. Voilà où il fallait se tenir. Je sais gré, pour ma part, à Mme de Girardin, d'avoir cru, avec Béranger et Alfred de Musset, qu'il était permis d'avoir de l'esprit en vers. Nos lyriques modernes prennent de grands airs dédaigneux, quand on leur parle de cette veine originale, aimable, tout-à-fait propre à notre littérature, et d'où sont sorties tant de bagatelles exquises. Il y a tel fabliau gausseur d'un trouvère, telle gentille épigramme de Marot, tel rondeau de Voiture galamment troussé, tel dizain sémillant de Gresset, qui, au goût de plus d'un, valent bien certaines pages de nos épopées humanitaires ou certaines strophes de nos bardes les plus grandioses. On aura beau dire, l'esprit ne fera jamais scission complète avec la poésie dans un pays qui compte parmi ses maîtres La Fontaine et Voltaire. Il y a donc justice à féliciter l'auteur de *Napoline* d'être revenu des premiers vers cette source de la vieille malice française, tout en comprenant ce qu'il y a de plus sérieux et de bien autrement profond dans les modernes inspirations de la poésie. Mais, hélas! notre temps est ainsi fait que tout y manque de mesure : avez-vous une qualité, aussitôt vous y appuyez sans relâche, sans scrupule, vous la poussez à bout, vous la gâtez, vous en faites presque un défaut. Ainsi en est-il arrivé, ou à peu près, à Mme de Girardin. Se sentant à l'aise, et comme chez elle, dans ce facile domaine de la raillerie, elle en a abusé à tout propos, elle s'est même imaginé, à la longue, que l'esprit pouvait dispenser de certaines convenances. Cela pourrait être vrai ailleurs qu'en France; en France, par malheur, si c'est presque une convenance d'avoir de l'esprit, c'est assurément être infidèle à l'esprit que de l'être aux convenances. On vit dès-lors les noms propres, les pires allusions, se glisser sous cette plume enjouée, qui devint une arme pour les rancunes. Ce fut, on en conviendra, un singulier spectacle, et tout-à-fait digne de notre époque, que celui d'une femme poète, armant sans façon sa muse de la *canne* d'un trop célèbre romancier, et la faisant ainsi courir sus, durant les cinq actes d'une médiocre comédie, à ces mêmes journalistes qu'elle venait précisément de se donner pour confrères.

La coïncidence était étrange et n'a certainement échappé qu'à Mme de Girardin. Un critique, dans cette *Revue*, rappelait l'autre jour je ne sais plus quel mot piquant de M. Michaud. On en pourrait citer des centaines. Quelqu'un, dans une visite, raillait le vieil académicien sur sa polémique arriérée de *la Quotidienne :* « Que vous

êtes encore jeune! répondit-il. Vous imaginez-vous que les coups de fusil ne portent pas, pour être tirés par la sacristie? » La fusillade voisine de *la Presse* a vite aguerri, à ce qu'il paraît, Mme de Girardin, et elle aussi, munie d'une escopette mignonne, quelquefois même d'un tout petit tromblon doré qui projette les chevrotines de droite et de gauche, elle s'est mise à faire feu sans relâche par les meurtrières festonnées de son boudoir. Et qui poussait donc une si aimable personne à prendre ainsi le déguisement d'un condottieri de ruelle? Était-ce enfantillage, caprice, simple désir de jeter à tout hasard sa poudre aux moineaux? Certains coups étaient trop bien visés pour qu'on le pût croire. Était-ce seulement un goût particulier pour ces gentillesses cruelles, pour ces jeux taquins et ces égratignures de la polémique? Je me refuse absolument, par politesse, à accepter la solution. Ce fut, je crois, tout simplemement l'influence de l'exemple, le désir de l'imitation. Il y avait là, tout à côté, un fort où se faisait la grosse guerre politique et d'où le pouvoir était tenu en respect: l'idée alors vint tout de suite d'avoir aussi je ne sais quelle autre petite citadelle bien gentille et d'où une main habile aurait sous sa couleuvrine certaines régions du monde et des lettres. Ajoutez à cela le charme du bruit, le plaisir de taquiner à son aise la renommée. Comment résister à la tentation? On céda, et on prit l'engagement d'avoir de l'esprit à heure fixe, sans songer que l'esprit de commande trahit forcément je ne sais quoi d'artificiel qui se reconnaît bientôt et qui lasse.

Toutes les semaines ou à peu près, il y eut donc un *courrier*, une sorte de chronique fashionable, pleine de rien et de tout, où on parlait des bals bourgeois et des raouts aristocratiques, des révolutions et des rubans nouveaux, des petits quolibets de celui-ci, et des grandes mystifications de celui-là, de la politique de M. Guizot et des manchettes de valenciennes, des travers de la marquise de Trois-Étoiles et des canapés de lampas, de l'urbanité de M. de Metternich et des romans de M. Paul de Kock: chronique décousue, on le voit, mais amusante, et où le paradoxe s'unissait à la fantaisie, où une médisance coquettement babillarde s'entremêlait à mille futilités, dites avec le plus grand sérieux du monde. Qu'y avait-il cependant de tout-à-fait nouveau dans l'invention des *revues parisiennes*, adoptée depuis et propagée par cette presse moutonnière, à qui tous les succès font envie? Était-ce le fond, était-ce la forme? Raconter des bagatelles et aiguiser de petites malices, voilà le fond; les distribuer en chapitres, les découper en feuilletons, voilà la forme. Je crains bien

que cette belle création ne soit pas précisément aussi neuve qu'on pourrait le croire.

Un rêveur subtil, Joubert, remarque à un endroit de ses *Pensées* que le style frivole est depuis long-temps parfait dans notre littérature. Voiture, Hamilton, M[lle] de Launay, Boufflers, avaient, depuis bien long-temps, montré qu'il est possible d'enchâsser des minuties dans de gracieuses phrases, et de donner du prix à une matière sans valeur par le seul fini du travail, par le délié des ciselures. La Bruyère, avec son tact exquis, dit quelque part : « Pour rencontrer heureusement sur les petits sujets, il faut trop de fécondité; c'est créer que de railler ainsi et faire quelque chose de rien. » Voilà une double leçon, et pour ceux qui méprisent ce genre secondaire du badinage, et pour ceux qui croient faire acte suffisant de modestie en se rabattant à ces régions sans conséquence. C'est que la modestie n'est pas aussi facile qu'on le croit; c'est que tout, jusqu'à la légèreté, a son prix et son écueil. A n'en croire que La Bruyère, la sévérité ici serait légitime; mais avons-nous les mêmes droits que lui d'être exigeans? Ce n'est pas l'assurance, à coup sûr, qui manque à l'auteur des *Lettres parisiennes;* il est fort douteux cependant que le spirituel feuilletoniste osât accepter le programme de l'auteur des *Caractères.*

Parler des choses du monde avec esprit, dire avec grace des enfantillages mondains, est, on vient de le voir, une assez vieille nouveauté. La forme, tantôt hebdomadaire, tantôt mensuelle que M[me] de Girardin donna à sa correspondance, ne saurait passer davantage pour une trouvaille dont elle ait à revendiquer l'idée première : c'est ce que faisait Grimm pour le prince de Gotha, c'est ce que faisait La Harpe pour le grand-duc de Russie. Ce qui appartient donc véritablement à M[me] de Girardin, c'est d'avoir approprié son bulletin de la vie élégante à la forme banale du feuilleton.

Comme le feuilleton s'est aussitôt emparé, pour la reproduire partout, de l'idée première des *Lettres Parisiennes,* on pourrait s'imaginer que c'est bien plutôt l'auteur qui s'est imposé au feuilleton que le feuilleton qui s'est imposé à lui. Il n'en est rien pourtant : le feuilleton est une triste et envahissante maladie de notre temps, qui paraît destinée à faire le tour de la littérature. Rien n'y aura échappé, et, au premier jour peut-être, on ne voudra plus de livres d'histoire et de philosophie qu'ainsi déchiquetés par lambeaux, qu'ainsi jetés par parcelles, comme une pâture plus facile, aux intelligences paresseuses. A notre sens, rien n'éveille davantage chez le public le goût

des fadaises, rien n'entretient mieux sa naturelle indolence, que ce fâcheux procédé de publication successive et fragmentaire. Voilà maintenant que, du camp des romanciers, l'épidémie gagne le camp des critiques, au grand profit de ces mêmes faiseurs de nouvelles, qui sont fort aises de trouver ainsi des complices dans les juges qui les fustigeaient naguère. Il est, en effet, évident que toutes ces revues périodiques du monde fashionable, auxquelles les journaux accordent aujourd'hui une place régulière, sont précisément à l'ancienne critique littéraire, à la critique sérieuse, instruite, raisonnée, ce que sont les romans improvisés, les contes maladifs, les communes et mélodramatiques histoires du feuilleton, aux compositions de l'art véritable, aux œuvres patientes de l'imagination créatrice. Maintenant, est-ce aller trop loin que de faire la mode des *courriers de Paris* responsable, pour une bonne part, de la décadence chaque jour plus évidente de l'esprit critique? Quoi de plus propre effectivement à pervertir le goût, à répandre l'amour des futilités, que ce dilettantisme insouciant, que ce caquetage sans consistance, que tout ce prétentieux jargon, et surtout que l'attention ramenée sans cesse sur les petites choses, au continuel détriment des grandes? A l'heure qu'il est, le roman industriel tient, dans la plupart des journaux quotidiens, toute la place qui peut y être donnée aux lettres : quelque humble coin demeurait pourtant çà et là, où un reste de critique littéraire se réfugiait, où se glissait encore furtivement l'examen des productions contemporaines. C'est ce dernier asile que le feuilleton bavard et soi-disant mondain a envahi; c'est là qu'il s'est installé, en prenant sans façon toute la place. La critique peut bien lui en garder quelque rancune.

Assurément il serait injuste de confondre Mme de Girardin avec les ternes imitateurs qui ont essayé de la suivre : après tout, ce lui est déjà une tâche assez pesante que d'avoir à répondre de ses propres œuvres. On n'en saurait disconvenir, rien ne ressemble moins aux agréables légèretés, à la bonne humeur, au minois dédaigneux, au petit style chiffonné du gentil et bruyant *vicomte*, que les grosses plaisanteries et les airs empesés de ses confrères : d'un coup de bride, et sans y penser, le svelte *courrier* dépasse les lourds postillons (plus lourds encore par le contraste) qui se sont mis à caracoler à ses côtés. L'auteur des *Lettres Parisiennes*, au moins, avait le style, le tour, l'esprit, tout ce qui manque aux autres : il n'a partagé avec eux que la prétention et ces tons affectés qui ne sont autre chose que le pédantisme de la grace.

Rien n'enivre dans ce temps-ci comme le succès, non pas seulement le succès personnel, mais celui d'autrui : l'ambition semble aussi contagieuse que la vanité. Une grande tragédienne, par exemple, ramène-t-elle la foule aux vieux chefs-d'œuvre des maîtres, se fait-il en même temps quelque bruit autour d'une tentative dramatique accueillia surtout comme un contraste, voilà aussitôt les rimeurs à l'œuvre; de tous côtés, on improvise des tragédies, et les manuscrits abondent, où Racine doit être éclipsé. Tel romancier en renom arrive-t-il à s'emparer un instant de la vogue, en ne reculant pas devant le rôle étrange de proxénète littéraire, aussitôt un jaloux esprit d'émulation fermente, et l'on se met à rêver à côté de lui quelque œuvre plus monstrueuse encore, quelque bizarre et colossale entreprise, derrière lesquelles s'entrevoit la chimère de la fortune. Ainsi en toutes choses. Le *courrier de Paris* réussit, comme réussirent, au XVIIIe siècle, ces *lettres à la main* qu'on se passait sous le manteau. La curiosité publique était habilement chatouillée, aiguillonnée : à la fantaisie on mêlait les anecdotes et les noms propres, à l'esprit un peu de scandale. Ce ton d'indifférence moqueuse, relevé à propos par toute sorte de petits dépits féminins, était fait aussi pour plaire. Il y eut succès; le genre fut accepté par les journaux, qui le firent accepter au public, d'abord comme une nouveauté, plus tard comme une habitude. C'est l'histoire de toutes les institutions humaines, grandes ou petites. Alors on se mit à imprimer, chaque semaine, tout ce qu'on savait de cancans sur le monde et même tout ce qu'on ne savait pas.

Et comment voulez-vous en effet que le feuilleton, dont la spécialité est le bavardage, soit jamais bien renseigné? On l'évite comme un indiscret, et il est réduit le plus souvent à vivre de faux bruits, à rhabiller à sa façon les vieilles nouvelles qui traînent dans le haut du journal. Aujourd'hui, c'est de l'un qu'il tire tribut; demain, ce sera de l'autre; quelquefois même les malins du monde se débarrassent de lui par quelque baliverne qui, le lendemain, devient une mystification pour le lecteur. Aussi, dénué, la plupart du temps, de sujets et réduit à sa propre imaginative, le voit-on courir à tout hasard, accostant chacun, flânant partout, mettant aussitôt à profit ce qu'il rencontre sous sa main. De là des morceaux composites, une médiocre macédoine de trivialités anecdotiques et d'insinuations médisantes. Quand les bons mots d'autrui manquent au feuilleton, quand les histoires scandaleuses lui font défaut, quand son marivaudage n'est pas en veine, il se contente de battre sa phrase, de

pousser sa période, pour arriver au but. Mme de Girardin, à qui ces remarques sont loin de s'adresser toutes, dit quelque part, à propos de ces femmes du monde qui font tout pour ne pas laisser tomber la conversation dans leur salon : « N'avoir rien à dire chez nous n'est point une raison pour ne pas parler. » L'auteur des *Lettres Parisiennes*, il faut l'avouer, use quelquefois de la recette; son embarras alors se trahit. On a un *courrier* à écrire; la matière manque, il faut bien s'en tirer par d'ingénieux expédiens. On laisse donc trotter sa plume avec toute sorte de fantaisies et d'adorables caprices. Quelquefois cependant cette plume s'éraille; mal disposée, elle s'oublie, elle se perd dans les développemens. C'est alors que viennent en chœur les petites apostrophes, les petites exclamations, les petites énumérations, les petites invocations, toute une rhétorique gentille, minaudière, quintessenciée, mais fatigante, et qui n'est, malgré le précieux de ses déguisemens, que de la rhétorique toute pure. Trop souvent donc la phrase s'étire et languit, l'idée vient et revient avec insistance, afin d'atteindre l'étendue prescrite. Cela taquine, et, par contraste, le mot de Mme de Sévigné ne manque pas de revenir à la mémoire du lecteur : « Mes pensées, mon encre, ma plume, tout vole. » Cette faculté-là fait peut-être envie au feuilleton, mais elle lui manque.—Malgré nos réserves, nous conviendrons sans peine que le *courrier de Paris* représente le feuilleton fashionable dans sa fleur. Si virile, en effet, que veuille se faire la main d'une femme, elle est toujours sûre de retrouver, à certains momens, la grace et la délicatesse.

Aujourd'hui, ces feuilles éparses reparaissent, signées tout au long, sous forme de livre et avec le titre nouveau de *Lettres Parisiennes*. Le galant pseudonyme de *vicomte de Launay* n'avait pas été long-temps un mystère, et d'ailleurs, rien qu'à ces colifichets de mode dont il parlait avec une passion si sincère, rien qu'à le voir gravement broder sa tapisserie, rien qu'à l'entendre glisser un mot en passant sur sa *longue chevelure dorée*, on devinait quelque mascarade, on entrevoyait, sous le rouge et les mouches, des traits fort peu masculins. Ce demi-jour pourtant, cette publicité inavouée, semblaient, de la part d'une femme et dans une carrière si tumultueuse, un reste heureux de réserve, un dernier hommage au bon goût; mais l'amour de l'arène, la passion du cirque, l'ont à la fin emporté. L'auteur des *Lettres Parisiennes* n'y tenait plus; il lui fallait absolument se déclarer et prendre à son propre compte les trophées militaires du vicomte Charles de Launay. Arrière donc nos

fausses allures de gentilhomme! Entrant bravement dans la critique, comme Louis XIV au parlement, nous tapons vivement du pied, non plus avec nos bottes à l'écuyère, mais avec les mules les plus mignonnes du monde. On l'imagine d'ailleurs, nous continuons à parler de nous-même au masculin, et c'est pour cela qu'il faut garder à la main cette grosse cravache, aussi peu lourde à porter, vraiment, que le plus petit éventail d'ivoire.

Ces feuilles légères auront-elles encore, ainsi réunies et rapprochées, le succès piquant qu'elles obtinrent une à une, à mesure que l'auteur les disséminait, sans avoir l'air d'y penser, à mesure que ses doigts distraits les roulaient avec coquetterie? Nous n'osons l'espérer pour Mme de Girardin. Bouquet fané, parfum éventé, débris du bal de la veille, le nuage brillant qui passe, l'éclair qui sillonne un instant l'horizon, la vague qui s'élève et se brise, le geste animé de l'orateur que le sténographe oublie, l'oiseau qui vole, le sourire mourant sur une jolie bouche, voilà quelque peu l'histoire des *Lettres Parisiennes*, l'histoire de tout ce qui n'a pas de lendemain. On peut, sans pédantisme, dire son mot latin au vicomte: c'est une licence qu'il se donne lui-même. Or, Juvénal parle quelque part d'une femme à qui il fallait des petits faits, des bruits, des nouvelles à toute force; quand il n'y en avait pas, elle en inventait:

> . . . . Famam rumoresque illa recentes
> Excipit ad portas; quosdam facit...

Assurément il n'y avait pas de *courrier de Rome*, quoiqu'il y eût, dit-on, des journaux romains; mais le portrait de cette créature inquisitive, curieuse, *âpre aux nouvelles*, comme dit Mme du Deffand, n'est-ce pas un peu celui de la femme qui se risque à rédiger la chronique mondaine et les commérages d'une grande ville? L'esprit a été prodigué dans les *Lettres Parisiennes*, l'esprit y est perdu, parce qu'il n'est presque jamais naturel. Mme de Girardin a quelque part un joli mot sur les enfans qui s'aperçoivent qu'on les regarde jouer, et qui exagèrent aussitôt leurs gentillesses. Cette réflexion est la meilleure critique qu'on puisse faire de son livre. Si je ne m'abuse, c'est l'auteur lui-même qui dit encore à un autre endroit: « Nous n'admettons aucune prétention. » A ce compte, il faudrait repousser l'ouvrage presque tout entier, car les rides viennent vite à des graces si passagères, et bientôt il ne reste précisément que des mines et des prétentions.

Joseph de Maistre dit que le propre de la conversation est de parler,

dans le même quart d'heure, de l'existence de Dieu et de l'Opéra-Comique. Les *Lettres Parisiennes* n'ont pas cette variété discursive : c'est bien une suite de conversations faciles, mais où les bluettes, les babillages, les inutilités, tiennent presque exclusivement la place. Vous l'avouez spirituellement, vous êtes le juif errant de la frivolité. Résumer les *Lettres Parisiennes*, dire ce qu'elles contiennent, les suivre dans leurs infinis détours, serait une gageure impossible. On fixerait plutôt le pli fugitif qui ride la surface de l'étang, on arrêterait plutôt au passage le rayon qui fait jouer dans l'air mille atomes diaprés. Ces riens se dérobent à la critique, ces brillantes paillettes sont si menues, qu'elles s'échappent sous le poinçon. Comment voulez-vous disséquer ces périodes sautillantes sur les capotes de satin blanc et sur la révolution de Portugal? Vous parlez si gentiment de cette robe de mousseline, que le désir, sans qu'on y pense, vient de vous en voir parée : elle vous siéerait, ce semble, à ravir, et peut-être qu'elle serait là mieux encore et plus coquettement tirée qu'elle ne le paraît dans vos jolies phrases. Voilà l'inconvénient d'être femme et d'écrire; quand vous récitez vos vers, vous avez envie qu'on dise : « Cela est beau, » tandis qu'on est toujours tenté de vous dire : « C'est vous, qui êtes belle! » Ce qui n'empêche pas au surplus les tirades contre la pluie, les bouderies à l'automne, les petites moues au printemps, de tenir fort élégamment leur place dans les *Lettres Parisiennes*. Tout cela vraiment est raconté avec verve, et souvent Camille sait n'effleurer que du bout des pieds cette blonde moisson d'épis dont les glaneurs demain retrouveront à peine les restes. Le malheur est que la mode courante soit d'une si absolue indifférence pour les modes des années enfuies. Sans doute cela est dit à merveille, et on ne saurait mieux parler des charmans bonnets de l'an passé; mais (ne l'avouez-vous pas vous-même?) « à distance tous les bonnets se ressemblent. » C'est précisément la réflexion que se fera le public : le public lira vos railleurs feuilletons, si vous en laissez encore tomber de votre plume dédaigneuse; mais peut-être vous priera-t-il de lui épargner ceux de la veille.

Mme de Girardin donne tant de conseils aux autres, et les applique si vertement, qu'elle nous en permettra deux ou trois en finissant. Nous ne cacherons rien de notre pensée. Il y a trois choses, selon nous, qui vont encore moins bien à une femme que le métier de critique et de journaliste, c'est la prétention, la politique et l'esprit de rancune. Or, je ne suis pas sûr que les *Lettres Parisiennes* soient complètement à l'abri de ces différens griefs.

Oui, il y a de la prétention, et s'il s'agissait encore du vicomte de Launay, je me risquerais à dire que cette prétention et cette morgue touchent quelquefois (le mot est bien dur) à la fatuité. Eh! mon Dieu! vous en aviez quelque peu conscience, quand vous écriviez : « La France est la patrie de la fatuité. » Il ne s'agit, j'aime à le croire, que de la France des *Lettres Parisiennes*. Lorsqu'à propos du duc de Bordeaux, on répète avec affectation : « Nous étions *ensemble* à Rome... je lui ai *souvent* entendu dire...; » lorsqu'on parle de quinze ou vingt demandes d'audience qui vous arrivent chaque jour, et qu'on ne trouve le loisir de refuser que par l'intermédiaire du journal; lorsqu'en s'occupant de la presse, on s'écrie : « *Notre* mission est de la détrôner...; » lorsqu'on n'hésite pas à écrire sérieusement : « .... le triomphe de nos idées...; » lorsqu'en décrivant un bureau de poste, on a bien soin d'ajouter qu'on y jetait une *réponse* à Lamartine; lorsqu'enfin on a de petits airs méprisans qui se glissent dans les moindres phrases, je dis que vous pouvez donner à tout cela le nom que vous voudrez, mais que ce n'est pas précisément de la simplicité.

Oui, vous avez beau dire, du haut du journal, la politique s'infiltre dans vos badins feuilletons, et à l'accent fort peu mondain que vous prenez, on reconnaît trop l'influence perfide du voisinage. Il y a là, entre autres, sur les deux noms les plus célèbres de la chambre, des pages plus qu'acrimonieuses, et qui eussent trouvé leur vraie place dans les *premier-Paris* de la coalition. Effacer ces blessans souvenirs nous eût paru de meilleur goût. L'auteur trouve la politique des journaux « fort ennuyeuse à lire. » Nous craignons qu'on ne soit précisément du même avis en lisant la sienne. Peut-être ira-t-on jusqu'à se rappeler cette phrase légèrement impertinente du *courrier de Paris* : « En général nous n'aimons pas la politique des chiffons. » Nous sommes trop courtois pour aller jusque-là.

Oui enfin, quoique plus d'une page ait été à bon droit rayée, il reste encore dans les *Lettres Parisiennes* trop de traces de ces petites vengeances, finement et résolument accomplies, qui montrent que le vers des *Orientales* n'est pas oublié :

Il faut des perles au poignard.

C'est, il est vrai, plutôt une épingle qu'un poignard, mais une épingle bien ferme, bien affilée. M. le duc d'Orléans tue de fort loin un cerf dans une chasse de Chantilly, et l'on remarque à ce propos qu'il n'a la vue basse que dans un salon : petite rancune sans doute pour un salut oublié. Je pourrais citer d'autres exemples; mais il faudrait

faire ce que l'auteur des *Lettres Parisiennes* fait beaucoup trop, aborder les noms propres.

Il est temps d'ailleurs de mettre un terme à un genre de remarques que je regrette, et que j'aurais voulu voir plus littéraires. Là où Mme de Girardin excelle, et où on ne saurait trop la louer, c'est dans les esquisses légères, dans les récits d'anecdotes allégoriques, dans les tableaux railleurs. Il y a deux ou trois morceaux, comme le conte du courrier bigame, comme l'élégie sur la disparition du *passant*, qui sont, dans ce genre, de petits chefs-d'œuvre tels que les eût écrits un Addison mêlé de Swift. Tout cela, de plus, est d'un style industrieux, net, aiguisé. Malheureusement ce ton-là n'est pas continu.

Quel effet feront à distance les *Lettres Parisiennes?* Pourra-t-on jamais croire qu'une femme spirituelle et douée se soit ainsi jetée, de gaieté de cœur, dans les hasards les plus scabreux de la polémique courante? Qui sait? Peut-être un jour quelque bibliographe, curieux et paradoxal, s'imaginera que c'est là une perfidie envers l'aimable écrivain, et que cette correspondance, toute signée qu'elle soit, a bien pu être imprimée à son insu, comme il est arrivé à Bussy pour sa *Gaule Amoureuse*. Certes, on a soutenu des thèses plus invraisemblables, et si j'étais un érudit de l'avenir, un érudit des temps calmes et reposés, je me ferais fort de m'en tirer avec honneur. Les bonnes raisons, les raisons de convenance et de probabilité, ne me manqueraient pas. Au besoin, j'aurais recours au livre lui-même, et j'en extrairais victorieusement la phrase que voici : « Oh! les femmes, les femmes! elles ne comprennent point leur vocation, elles ne savent point que leur premier intérêt, leur premier devoir est d'être séduisantes. » En matière d'érudition, un texte mène loin : M. Letronne reconstruit des dynasties tout entières avec quelques lignes tronquées d'une inscription égyptienne. Ma citation en main, il ne me serait donc pas difficile d'induire que, comme rien n'est moins séduisant qu'une femme satirique, la femme qui a écrit les *Lettres Parisiennes* était trop séduisante et comprenait trop bien son rôle pour les avoir publiées.

Voilà peut-être le parti que nous prendrions dans l'avenir. Dans le présent, il nous suffira de répéter le mot si vrai de Mme de Girardin : « Quoi de plus charmant qu'une fleur qui se cache dans un champ de blé! » Oui, fût-ce un simple bluet, je préfère son modeste arome à tous les parfums que jette au passant, que disperse au vent de la route la rose épineuse des haies.

F. DE LAGENEVAIS.

LE MIE PRIGIONI.

On dit : — « triste comme la porte
« D'une prison, » —
Et je crois, le diable m'emporte,
Qu'on a raison.

D'abord, pour ce qui me regarde,
Mon sentiment
Est qu'il vaut mieux monter sa garde,
Décidément.

Je suis, depuis une semaine,
Dans un cachot,
Et je m'aperçois avec peine
Qu'il fait très chaud.

Je vais bouder à la fenêtre,
Tout en fumant;
Le soleil commence à paraître
Tout doucement.

C'est une belle perspective,
De grand matin,
Que des gens qui font la lessive,
Dans le lointain.

Pour se distraire, si l'on bâille,
On aperçoit
D'abord une longue muraille,
Puis un long toit.

Ceux à qui ce séjour tranquille
Est inconnu
Ignorent l'effet d'une tuile
Sur un mur nu.

Je n'aurais jamais cru moi-même,
Sans l'avoir vu,
Ce que ce spectacle suprême
A d'imprévu.

Pourtant les rayons de l'automne
Jettent encor
Sur ce toit plat et monotone
Un réseau d'or.

Et ces cachots n'ont rien de triste,
Il s'en faut bien;
Peintre ou poète, chaque artiste,
Y met du sien.

De dessins, de caricatures,
Ils sont couverts.
Çà et là quelques écritures
Semblent des vers.

Chacun tire une rêverie
De son bonnet;
Celui-ci, la vierge Marie,
L'autre un sonnet.

Là, c'est Madeleine en peinture,
Pieds nus, qui lit;
Vénus rit sous la couverture,
Au pied du lit.

Plus loin, c'est la Foi, l'Espérance,
La Charité,
Grands croquis faits à toute outrance,
Non sans beauté.

Une Andalouse assez gaillarde,
Au cou mignon,
Est dans un coin qui vous regarde
D'un air grognon.

Celui qui fit, je le présume,
Ce médaillon
Avait un gentil brin de plume
A son crayon.

Le Christ contemple Louis-Philippe
D'un air surpris;
Un bonhomme fume sa pipe
Sur le lambris.

Ensuite vient un paysage
Très compliqué,
Où l'on voit qu'un monsieur très sage
S'est appliqué.

Dirai-je quelles odalisques
Les peintres font,
A leurs très grands périls et risques,
Jusqu'au plafond?

Toutes ces lettres effacées
Parlent pourtant;
Elles ont vécu, ces pensées,
Fût-ce un instant.

Que de gens, captifs pour une heure,
Tristes ou non,
Ont, à cette pauvre demeure,
Laissé leur nom!

Sur ce vieux lit où je rimaille
Ces vers perdus,
Sur ce traversin où je bâille
A bras tendus,

Combien d'autres ont mis leur tête,
Combien ont mis
Un pauvre corps, un cœur honnête
Et sans amis!

Qu'est-ce donc? En rêvant à vide
Contre un barreau,
Je sens quelque chose d'humide
Sur le carreau.

Que veut donc dire cette larme
Qui tombe ainsi,
Et coule de mes yeux sans charme
Et sans souci?

Est-ce que j'aime ma maîtresse?
Non, par ma foi!
Son veuvage ne l'intéresse
Pas plus que moi.

Est-ce que je vais faire un drame?
Par tous les dieux,
Chanson pour chanson, une femme
Vaut encor mieux.

Sentirais-je quelque ingénue
Velléité
D'aimer cette belle inconnue,
La Liberté?

On dit, lorsque ce grand fantôme
Est verrouillé,
Qu'il a l'air triste comme un tôme
Dépareillé.

Est-ce que j'aurais quelque dette?
Mais, Dieu merci,
Je suis en lieu sûr; on n'arrête
Personne ici.

Cependant cette larme coule,
Et je la vois
Qui brille en tremblant, et qui roule
Entre mes doigts.

Elle a raison, elle veut dire :
Pauvre petit,
A ton insu ton cœur respire
Et t'avertit

Que le peu de sang qui l'anime
Est ton seul bien,
Que tout le reste est pour la rime,
Et ne dit rien.

Mais nul être n'est solitaire,
Même en pensant,
Et Dieu n'a pas fait pour te plaire
Ce peu de sang.

Lorsque tu railles ta misère
D'un air moqueur,
Tes amis, ta sœur et ta mère
Sont dans ton cœur.

Cette pâle et faible étincelle
Qui vit en toi,
Elle marche, elle est immortelle,
Et suit sa loi.

Pour la transmettre, il faut soi-même
La recevoir,
Et l'on songe à tout ce qu'on aime
Sans le savoir.

ALFRED DE MUSSET.

20 septembre.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

30 septembre 1843.

Athènes a été le théâtre d'une révolution qui paraît s'être accomplie dans quelques heures, et qui n'a laissé aucune trace sanglante de son rapide passage. C'est une pétition que les Grecs ont présentée au roi Othon d'une façon quelque peu péremptoire; le roi a formellement promis une constitution; un nouveau ministère a été nommé; les Grecs ont battu des mains, et chacun est rentré dans ses foyers.

Il paraît que la manifestation ou coup de main qui se préparait n'était un secret pour personne, que la conspiration se formait sur la place publique, que toutes les opinions, que tous les partis y jouaient un rôle, que le roi seul ne connaissait pas, ne répétait pas le drame dont il devait cependant être un des acteurs principaux. C'est ainsi en effet que les choses se passent lorsque le pouvoir s'emprisonne, pour ainsi dire, dans une idée qui lui est entièrement personnelle; il n'a plus ni yeux ni oreilles pour tout ce qui est en dehors de lui-même; il ne voit plus le pays. Si ce pouvoir est en même temps faible et désarmé, il n'ouvre les yeux que pour signer les lois qu'une révolution lui impose.

Nous ne savons pas si les Grecs sont suffisamment préparés au régime constitutionnel, à la monarchie représentative, à ce gouvernement qui est essentiellement un gouvernement d'agitations, de débats, de balancement et de transactions. Le peuple grec trouvera-t-il en lui-même assez d'élémens d'ordre et de stabilité pour renfermer dans de justes limites les mouvemens d'une politique nécessairement vive et irritante? Il est permis d'en douter. On peut craindre ces habitudes encore récentes de dissimulation et de révolte, d'audace et de servilité, qu'avaient dû faire naître le long despotisme des Turcs et les intrigues du Phanar. Ajoutons la puissance de l'esprit municipal,

les antipathies de peuplade à peuplade : c'est peut-être là le côté par lequel les Grecs modernes ressemblent trop aux Grecs anciens; ajoutons aussi la prétention qu'auront sans doute les jeunes Grecs, les élèves de nos universités, d'appliquer du premier coup à leur pays les institutions des états les plus avancés de l'Europe, et reconnaissons que les élémens de trouble et de désordre ne manqueront pas dans ce petit royaume, que le christianisme a fondé, et qu'il doit maintenir à tout prix. La Grèce a besoin d'un pouvoir central, d'un pouvoir organisateur, éclairé et fort. Si ce pouvoir lui manque, elle peut lire son avenir dans les annales contemporaines de l'Espagne et de l'Amérique du Sud, avec cette différence toutefois que la Grèce n'aurait, pour se faire respecter, malgré ses désordres, ni la vaste barrière de l'Océan, ni la vieille grandeur de l'Espagne. Née d'une conférence, la Grèce turbulente, divisée, désordonnée, inquiétante pour l'Europe, pourrait disparaître au souffle d'une conférence. Elle qui était l'espérance de la chrétienté en Orient pourrait se trouver abaissée jusqu'aux misères d'un hospodarat. Que les Grecs n'oublient pas que leur indépendance n'est pas du goût de tout le monde, et que peut-être il est plus d'un homme en Grèce même qui, sous le masque du patriotisme, n'aspire qu'à un grand asservissement. Les Grecs ont mérité l'estime, l'admiration de l'Europe dans une lutte mémorable sur le champ de bataille; il leur reste de les mériter également dans les conseils de la nation. Ils ont à prouver que les rares aptitudes dont la Providence les a doués, ils peuvent les faire servir au salut de leur pays en y organisant un gouvernement libre et fort, énergique et prudent, un pouvoir qui se partage sans s'affaiblir, et dont la responsabilité ne devienne pas une cause de pusillanimité et d'inaction.

Si nos espérances et nos craintes se balancent dans une certaine mesure à l'endroit de la Grèce, la justice ne nous commande pas moins de reconnaître que la dernière révolution n'a été que la conséquence des fautes du gouvernement du roi Othon. Singulier système! Une constitution avait été promise aux Grecs, et un gouvernement nouveau, un gouvernement d'hier, un gouvernement sans force, sans antécédens, sans gloire, imaginait de pouvoir impunément, indifféremment éluder ces promesses! — La Prusse n'a pas donné la constitution promise aux hommes de 1814. — La comparaison serait par trop étrange. Qu'on songe donc aux liens qui s'étaient formés, et dans la bonne et dans la mauvaise fortune, entre le peuple prussien et son vieux roi. D'ailleurs, si Frédéric-Guillaume refusait au peuple la constitution, il ne lui refusait pas un bon gouvernement, une administration active, économe, éclairée; en fait, la Prusse est un des pays les mieux gouvernés du monde; ce qui manque en Prusse, ce sont les garanties, les garanties du bien qui existe. En Grèce, au contraire, on refusait la constitution et on ne gouvernait pas; c'est la manière la plus polie de dire comment on gouvernait : c'était trop. Dans les pays qui ont quelque sentiment de leurs forces et de leurs droits, le moins qu'on puisse faire, c'est de se résigner à les bien administrer et à leur faire oublier les charmes de la liberté dans les douceurs du bien-être.

Les Grecs n'avaient qu'une monarchie plutôt impuissante qu'absolue, un despotisme désarmé, beaucoup de dettes, et la liberté de la presse. Quel amalgame!

Certes, la nuit du 14 septembre n'a pas élevé et consolidé le trône de Grèce. L'histoire nous dit assez combien il est difficile de rendre tout son éclat, tous ses prestiges à une royauté vaincue. C'est là le côté déplorable de ces révolutions; elles rendent souvent impossibles les résultats qu'elles se proposent d'obtenir. La royauté peut transiger avec honneur; mais si elle a été obligée de rendre les armes, que lui restera-t-il? Il faut alors la reconstituer en quelque sorte; c'est une résurrection à accomplir, résurrection lente, difficile, et qui réclame tous les soins de l'homme d'état le plus consommé. Quoi qu'il en soit, et malgré les énormes difficultés de la situation, on l'a dit avec raison, et nous partageons entièrement cet avis, le roi Othon a sagement fait en souscrivant aux vœux du pays plutôt que de lui opposer la résistance passive d'une abdication. En abdiquant, il aurait, par une sorte d'égoïsme monarchique, jeté dans une étrange confusion le pays que la chrétienté lui a confié, le pays qui l'a adopté, qu'il aime sans doute, et auquel, nous l'espérons, il peut faire beaucoup de bien. Le roi Othon peut vaincre les difficultés de sa position par ses qualités personnelles, surtout par la confiance qu'inspire la loyauté de son caractère. On sait que sa parole est sacrée. La dignité de la couronne, il peut la retrouver tout entière dans l'accomplissement loyal de ses promesses et dans la fermeté avec laquelle il saura exercer sa part de pouvoir. C'est la seule voie qui lui reste. Se rétracter serait un acte de légèreté; se croiser les bras et laisser tout aller à la dérive serait une faiblesse. Il est encore un beau rôle à jouer; au pis-aller, il faut prouver au monde que, si un gouvernement libre et fort ne peut pas se fonder en Grèce, la faute n'en est pas à la royauté. Il sera toujours beau d'avoir essayé de préserver ce sol sacré des intrigues souterraines qui ne cessent de le miner et des passions déréglées qui peuvent d'un instant à l'autre y faire explosion.

L'affaire de notre consul à Jérusalem est honorablement terminée. Il y avait là deux questions distinctes, le droit d'arborer le pavillon et la réparation des outrages faits au consulat de France. Dans l'empire ottoman, le droit, pour les consuls, d'arborer le pavillon national ne va pas de soi; il est réglé par les capitulations particulières à chaque nation. On sait que les Turcs commencent à peine à se placer sous l'empire du droit commun en fait de relations internationales. Dans les capitulations avec la France, le droit d'arborer le pavillon était reconnu pour les consulats français depuis long-temps établis, et le consulat de Jérusalem est une institution toute récente. Mais une convention postérieure aux capitulations accorde à la France le traitement de la nation la plus favorisée. Or, la Russie, dans les traités qu'elle a su imposer à la Porte, a stipulé pour tous ses consuls le droit d'arborer le pavillon national. En fait, cependant, il paraît qu'aucun autre consul que le consul de France n'avait encore arboré le pavillon national dans la ville sainte,

dans la ville où la susceptibilité musulmane est la plus éveillée, à Jérusalem. C'est sur ces bases que la question diplomatique pouvait se débattre entre la Porte et la France, si la Porte eût jugé à propos de contester le droit de notre consul, et de demander au gouvernement français de ne rien innover. Le gouvernement français aurait, nous le pensons, mis facilement en lumière son droit, et il ne serait resté, entre les deux pays, qu'une de ces questions de bonne politique et d'opportunité que chaque gouvernement résout selon les circonstances et la nature des intérêts qu'il lui convient de faire prévaloir. Une fois le droit maintenu, ce n'est plus qu'une question de prudence et d'habileté que de savoir s'il le faut exercer immédiatement et à la rigueur, ou s'il convient mieux de le laisser quelque peu sommeiller.

La populace de Jérusalem, dont le fanatisme paraît avoir été excité d'abord par ces mêmes autorités turques qui ont essayé ensuite, et trop tard, d'en réprimer les emportemens, n'a pas laissé à la diplomatie le soin de résoudre la difficulté. On connaît les excès auxquels elle s'est livrée; et pour ces excès, quelque opinion qu'on pût avoir d'ailleurs sur le fait du consul et sur le droit de la France, une réparation éclatante était due par la Porte. Cette réparation a été obtenue. Elle ne se borne pas au châtiment de quelques obscurs fanatiques, victimes peut-être des perfides suggestions des hommes qui auraient dû les contenir et les éclairer. Elle frappe plus haut. Le pacha de Jérusalem est destitué. Son successeur se rendra auprès du consul de France pour lui faire une visite d'excuses. Le pavillon français sera arboré dans le chef-lieu de la province, et salué par les autorités turques de vingt-un coups de canon, et cela indépendamment des châtimens réservés aux principaux moteurs et fauteurs de l'émeute. C'est ainsi que le nom français sera respecté en Orient, et que la France occupera dans l'esprit des peuples comme dans les négociations diplomatiques le rang qui lui appartient.

Malgré les criminels efforts des hommes de troubles et de désordre et les complots d'une poignée d'*ayacuchos*, les élections se font dans presque toutes les provinces de l'Espagne avec une parfaite régularité et dans un excellent esprit. Le parti parlementaire remportera dans la lutte électorale une victoire éclatante; même dans la province de Madrid, le succès lui est assuré. Selon toutes les probabilités, le parti parlementaire comptera près de deux cents représentans dans le sein des cortès. C'est la certitude de ce résultat qui a jeté la faction dans les excès qui la déshonorent et dans des révoltes qui sont plus encore des scandales que des dangers. Ce qu'elle voulait, c'était d'empêcher les élections et la réunion des cortès. On sait que les derniers flots de cette mer si long-temps agitée par les tempêtes politiques viendront expirer au pied du trône, entouré et soutenu par les représentans du pays. On voudrait retarder le jour où l'insurrection et l'émeute n'auront plus ni excuses ni prétextes. Vains efforts. Le 15 d'octobre approche, et malgré les violences de Barcelone et les déclamations de Saragosse, les cortès seront réunies et ne laisseront aux *ayacuchos* que la honte de leurs coupables tentatives. En attendant, le gouvernement est sur ses gardes et connaît les menées

de ses ennemis, même au sein de la capitale. Les bruits les plus absurdes, les publications les plus mensongères, les suppositions les plus injurieuses, rien n'est épargné pour irriter les esprits, pour soulever l'opinion, pour plonger de nouveau l'Espagne dans toutes les horreurs des discordes civiles. Le gouvernement déploie dans ces graves circonstances autant de modération que de fermeté, et il est admirablement secondé par Narvaez. Si le ministère avait rencontré partout des hommes de cette trempe, les désordres de la Catalogne et de l'Aragon seraient déjà réprimés. Ces mouvemens, qui n'ont rien de national, n'ont quelque apparence de gravité que par l'étrange mollesse des capitaines-généraux et par les connivences de quelques *ayuntamientos*.

Au surplus, tout porte à croire à un rapprochement entre l'Angleterre et la France en ce qui concerne les affaires de la Péninsule. Dès-lors la cause des partis extrêmes est perdue sans ressource, car les *descamisados*, les carlistes, les espartéristes, n'ont point de racines dans le pays; leurs coupables espérances ne reposaient que sur l'appui et l'influence de l'étranger. Une fois les cortès réunies et la reine mise en possession du gouvernement, la question du mariage ne peut pas tarder à trouver une solution. Dans la situation présente de l'Europe, on peut sans crainte affirmer que le mariage conclu, la reine Isabelle sera promptement reconnue par les puissances du Nord. Leur refus n'était qu'un moyen d'action dans cette grave question, un moyen de négociation, un équivalent qu'elles tenaient en réserve pour contrebalancer l'influence de l'Angleterre et de la France. Le mariage étant conclu, elles n'auraient plus d'intérêt à s'interdire toute relation amicale avec l'Espagne. Ce ne serait plus qu'une bouderie sans but, et qui tournerait au profit de la France et de l'Angleterre.

Les troubles des légations paraissent se prolonger, et on ne peut assez déplorer des tentatives qui ne peuvent avoir pour résultat qu'une sévère répression, des mesures de police de plus en plus vexatoires, et peut-être aussi, si l'émeute venait à prendre quelque consistance, une invasion de troupes étrangères. Lorsqu'on songe à tout ce qu'une pareille levée de boucliers a d'étrange dans la situation présente de l'Europe, on est forcé de se demander si ces hommes sont dupes d'une illusion ou de quelques perfides suggestions. Espérons, dans leur intérêt et dans l'intérêt de l'Italie, qu'ils ne tarderont pas à ouvrir les yeux, et à ne plus fournir des armes à ces polices qui ne cherchent que des occasions de sévir.

Les Hollandais ne sont pas encore sortis de leurs embarras de finances. Les états-généraux n'étant pas disposés à accueillir le projet d'un impôt sur les rentes de l'état, le ministre des finances a donné sa démission, et a été provisoirement remplacé par le ministre de la justice, qui était opposé à la mesure proposée par son collègue. Évidemment, le ministre démissionnaire n'avait pas considéré qu'un impôt sur les rentiers de l'état n'est sans inconvéniens que là où le crédit public est assis sur des bases inébranlables, et où les rentes sont presque exclusivement possédées par des nationaux. Partout

ailleurs un impôt de cette nature sera qualifié de banqueroute partielle, et peut exposer le marché aux plus fâcheuses perturbations, et l'état à des pertes considérables. Qui peut calculer les effets du discrédit, si, pour une cause quelconque, un nouvel emprunt était nécessaire? D'ailleurs, serait-il bien juste de contraindre des étrangers qui ne doivent rien aux Pays-Bas, qui n'ont en Néerlande ni propriétés ni domicile, de les contraindre, dis-je, à payer un impôt au gouvernement hollandais, par cela seul qu'ils sont ses créanciers, qu'ils lui ont prêté leur argent sous la promesse d'un paiement intégral? Le projet présenté par le ministre chargé provisoirement du portefeuille des finances ne rencontrera pas les mêmes objections. Il propose une taxe sur le revenu. Cela frappera sans doute même les rentes, mais les rentes de ceux qui doivent des impôts au pays. L'impôt sur le revenu est en soi le plus juste et le plus naturel. Ce que chacun doit à l'état, pour les frais communs et les dépenses publiques, est une fraction proportionnelle de son revenu, quelle que soit d'ailleurs la source de ce revenu; la seule exemption admissible serait celle des revenus strictement nécessaires à l'existence du contribuable. Si on ne perçoit pas toujours l'impôt directement sur tous les revenus, c'est que rien n'est plus difficile que de connaître au juste le revenu de chaque personne imposée, et d'éviter les estimations arbitraires ou les fraudes. L'assiette de l'impôt sur le revenu, pour être tant soit peu équitable, exige des investigations, des précautions qui, dans la plupart des pays, seraient difficilement supportées, tant elles paraissent injurieuses et vexatoires. Toujours est-il que dans quelques pays on se résigne à cette nature d'impôt. La législature des Pays-Bas n'a pas encore déterminé le mode de perception : le principe seul paraît devoir être admis d'abord. Si un mode raisonnable est ensuite adopté, les Hollandais auront, en définitive, choisi le moyen le plus simple et le plus direct de rétablir l'équilibre dans leur budget.

Pour ramener le public aux questions politiques et l'arracher à ses préoccupations industrielles, on a essayé ces jours derniers d'une déclaration collective contre l'armement des fortifications de Paris. Le moyen était singulièrement choisi! Les fortifications ne sont pas achevées; aucun crédit n'a été demandé et ne le sera, dans cette session du moins, pour cet armement, et on voudrait que le pays, dès aujourd'hui, se préoccupât de cette question, s'alarmât de cette dépense et jetât les hauts cris contre une loi qui n'existe pas encore, même comme projet! Il est arrivé ce qu'il était facile de prévoir. Le pays n'a pas prêté la moindre attention à des déclamations qui étaient pour le moins fort intempestives. Il est sans doute naturel que tous ceux qui, par un motif quelconque, ne voulaient pas des fortifications de Paris, cherchent aujourd'hui encore tous les moyens de rendre ces grands travaux parfaitement inutiles; ils en voteraient la destruction avec les deux mains. Pour ceux au contraire qui, comme nous, attachent un grand prix à l'enceinte fortifiée de la capitale, la question de l'armement, question qu'il faudra sans doute vider en son temps, sera la plus simple des questions, car rien ne serait plus stupide que d'avoir dépensé cent quarante millions uni-

quement pour entourer Paris d'une promenade bastionnée; des fortifications désarmées ne sont que des murs et des fossés; au lieu de repousser ou de contenir l'ennemi, elles lui offrent un moyen de s'établir fortement dans le pays.

Des fortifications sans artillerie, c'est comme un militaire sans baïonnette, ni sabre, ni cartouches; c'est encore un homme, mais ce n'est plus un soldat. Attendre une guerre de coalition, une menace d'invasion pour songer à l'armement de Paris, serait une dérision et un crime, car qui ne sait qu'un an ne suffirait pas, s'il fallait tout faire, si rien n'existait, si rien n'était préparé? Mais il en est des forteresses à peu près comme des vaisseaux de ligne; il y a l'état de guerre et l'état de paix, l'armement et la disponibilité. Il est sans doute fort inutile en pleine paix que le matériel soit placé comme si l'ennemi se rassemblait déjà au-delà du Rhin, et que les chances de la guerre pussent tout à coup lui ouvrir la route de Paris; mais il serait trop étrange qu'une grande guerre venant par aventure à éclater, il n'y eût pas de matériel pour armer la capitale fortifiée; il serait par trop étrange qu'on ne pût pas dans quatre ou cinq semaines, dans deux mois au plus, la mettre en état de défense. Ceux qui ont voté la loi de 1841 auraient-ils donc joué une comédie? Nous sommes loin de le penser.

REVUE LITTÉRAIRE.

I. — NOTICE SUR M. GUY-MARIE DEPLACE, SUIVIE DE SEPT LETTRES INÉDITES DU COMTE JOSEPH DE MAISTRE, par M. F. Z. Collombet.

II. — SOIRÉES DE ROTHAVAL, OU RÉFLEXIONS SUR LES INTEMPÉRANCES PHILOSOPHIQUES DU COMTE JOSEPH DE MAISTRE.[1]

Dans l'article sur Joseph de Maistre, inséré le 1er août dernier, il a été parlé d'un savant de Lyon, respectable et modeste, auquel l'illustre auteur du *Pape* avait accordé toute sa confiance sans l'avoir jamais vu, qu'il aimait à consulter sur ses ouvrages, et dont, bien souvent, il suivit docilement les avis. Cet homme de bien et de bon conseil, que nous ne nommions pas, venait précisément de mourir le 16 juillet dernier, et aujourd'hui, un écrivain lyonnais, bien connu par ses utiles et honorables travaux, M. Collombet, nous donne une biographie de M. Deplace, c'était le nom du correspondant de M. de Maistre. Les pièces qui y sont produites montrent surabondamment que nous n'avions rien exagéré, et elles ajoutent encore des traits précieux à l'intime connaissance que nous avons essayé de donner du célèbre écrivain.

Disons pourtant d'abord que M. Deplace, né à Roanne en 1772, était de ces hommes qui, pour n'avoir jamais voulu quitter le second ou même le troisième rang, n'en apportent que plus de dévouement et de services à la cause qu'ils ont embrassée. Celle de M. Deplace était la cause même, il faut le dire,

(1) Deux vol. in-8°, Lyon.

des doctrines monarchiques et religieuses, entendues comme le faisaient les Bonald et ces chefs premiers du parti : il y demeura fidèle jusqu'au dernier jour. Il appartenait à cette génération que la révolution avait saisie dans sa fleur et décimée, mais qui se releva en 1800 pour restaurer la société par l'autel. Il fonda une maison d'éducation, forma beaucoup d'élèves, et écrivit des brochures ou des articles de journaux sous le voile de l'anonyme et seulement pour satisfaire à ce qu'il croyait vrai. Il avait défendu contre la critique d'Hofman des *Débats* le beau poëme des *Martyrs*, et plus tard, en 1826, il attaqua M. de Châteaubriand pour son discours sur la liberté de la presse. M. Deplace prêtait souvent sa plume aux idées et aux ouvrages de ses amis; pour lui, il ne chercha jamais les succès d'amour-propre, et je ne saurais mieux le comparer qu'à ces militaires dévoués qui aiment à vieillir *dans les honneurs obscurs de quelque légion :* c'est le major ou le lieutenant-colonel d'autrefois, cheville ouvrière du corps, et qui ne donnait pas son nom au régiment. On lui attribue la rédaction des *Mémoires* du général Canuel, et même celle du *Voyage à Jérusalem* du Père de Géramb. Mais son vrai titre, celui qui l'honorera toujours, est la confiance que lui avait accordée M. de Maistre, et la déférence, aujourd'hui bien constatée, que l'éminent écrivain témoignait pour ses décisions.

L'extrait de correspondance qu'on publie porte sur le livre du *Pape* et sur celui de l'*Église gallicane,* qui en formait primitivement la Ve partie et que l'auteur avait fini par en détacher. L'avant-propos préliminaire en tête du *Pape* est de M. Deplace : « Mais que dites-vous, monsieur, de l'idée qui m'est « venue de voir à la tête du livre un petit avant-propos de vous? Il me semble « qu'il introduirait fort bien le livre dans le monde, et qu'il ne ressemblerait « point du tout à ces fades avis d'éditeur fabriqués par l'auteur même, et « qui font mal au cœur. Le vôtre serait piquant parce qu'il serait vrai. Vous « diriez qu'une confiance illimitée a mis entre vos mains l'ouvrage d'un auteur « que vous ne connaissez pas, ce qui est vrai. En évitant tout éloge chargé, « qui ne conviendrait ni à vous ni à moi, vous pourriez seulement recom« mander ses vues et les peines qu'il a prises pour ne pas être trivial dans un « sujet usé, etc., etc. Enfin, monsieur, voyez si cette idée vous plaît : je n'y « tiens qu'autant qu'elle vous agréera pleinement. »

Et dans cette même lettre datée de Turin, 19 décembre 1819, on lit : « On « ne saurait rien ajouter, monsieur, à la sagesse de toutes les observations « que vous m'avez adressées, et j'y ai fait droit d'une manière qui a dû vous « satisfaire, car toutes ont obtenu des efforts qui ont produit des améliora« tions sensibles sur chaque point. Quel service n'avez-vous pas rendu au « feu pape Honorius, en me chicanant un peu sur sa personne? En vérité « l'ouvrage est à vous autant qu'à moi, et je vous dois tout, puisque sans vous « jamais il n'aurait vu le jour, du moins à son honneur. » M. de Maistre revient à tout propos sur cette obligation, et d'une manière trop formelle pour qu'on n'y voie qu'un remercîment de civilité obligée. Il va, dans une de ses lettres (18 septembre 1820), après avoir parlé des arrangemens pris

avec le libraire, jusqu'à offrir à M. Deplace, avec toute la délicatesse dont il est capable, *un coupon dans le prix qui lui est dû :* « Si j'y voyais le moindre « danger, certainement, monsieur, je ne m'aviserais pas de manquer à un « mérite aussi distingué que le vôtre, et à un caractère dont je fais tant de « cas, en vous faisant une proposition déplacée; mais, je vous le répète, « vous êtes au pied de la lettre *co-propriétaire* de l'ouvrage, et en cette qua- « lité vous devez être co-partageant du prix... » M. Deplace refuse, comme on le pense bien, et d'une manière qui ne permet pas d'insister; mais les termes mêmes de l'offre peuvent donner la mesure de l'obligation, telle que l'estimait M. de Maistre.

En supposant qu'il se l'exagérât un peu, qu'il accordât à son judicieux et savant correspondant un peu trop de valeur et d'action, on aime à voir cette part si largement faite à la critique et au conseil par un esprit si éminent et qui s'est donné pour impérieux. Tant de gens, qui passent plutôt pour éclectiques que pour absolus, se font tous les jours si grosse, sous nos yeux, la part du lion, *quia nominor leo,* que c'est plaisir de trouver M. de Maistre à ce point libéral et modeste. M. Deplace avait un sens droit, une instruction ecclésiastique et théologique fort étendue; il savait avec précision l'état des esprits et des opinions en France sur ces matières ardentes; il pouvait donner de bons renseignemens à l'éloquent étranger, et tempérer sa fougue là où elle aurait trop choqué, même les amis : *motos componere fluctus*. Quant à écrire de pareille encre et à colorer avec l'imagination, il ne l'aurait pas su; mais il y a deux rôles : on a trop supprimé, dans ces derniers temps, le second.

Il faudrait pourtant y revenir. C'est pour avoir supprimé ce second rôle, celui du conseiller, du critique sincère et de l'homme de goût à consulter, c'est pour avoir réformé, comme inutiles, l'Aristarque, le Quintilius et le Fontanes, que l'école des modernes novateurs n'a évité aucun de ses défauts. Il y a là-dessus d'excellentes et simples vérités à redire; j'espère en reparler à loisir quelque jour. Qu'est-il arrivé, et que voyons-nous en effet? On a lu ses œuvres nouvellement écloses à ses amis ou soi-disant tels, pour être admiré, pour être applaudi, non pour prendre avis et se corriger; on a posé en principe commode que c'était assez de se corriger d'un ouvrage dans le suivant. M. de Châteaubriand et M. de Maistre n'ont pas fait ainsi : le premier, dans les jeunes œuvres qui ont d'abord fondé sa gloire, a beaucoup dû (et il l'a proclamé assez souvent) à Fontanes, à Joubert, à un petit cercle d'amis choisis qu'il osait consulter avec ouverture, et qui, plus d'une fois, lui ont fait refaire ce qu'on admire à jamais comme les plus accomplis témoignages d'une telle muse. Mais ceci demanderait toute une étude et une considération à part : l'admirable docilité de l'un, la courageuse franchise des autres, offriraient un tableau déjà antique, et prêteraient une dernière lumière aux préceptes consacrés. Aujourd'hui c'est M. de Maistre qui vient y joindre à l'improviste son autorité d'écrivain auquel, certes, la verve n'a pas manqué. Non-seulement pour le fond et pour les faits, mais pour la forme, il s'inquiétait, il

était prêt sans cesse à retoucher, à rendre plus solide et plus vrai ce qui, dans une première version, n'était qu'éblouissant. On sait la phrase finale du *Pape,* dans laquelle il est fait allusion au mot de Michel-Ange parlant du *Panthéon : Je le mettrai en l'air.* « Quinze siècles, écrit M. de Maistre, « avaient passé sur la ville sainte lorsque le génie chrétien, jusqu'à la fin « vainqueur du paganisme, osa porter le *Panthéon* dans les airs, pour n'en « faire que la couronne de son temple fameux, le centre de l'unité catholique, « le chef-d'œuvre de l'art humain, etc., etc. » Cette phrase pompeuse et spécieuse, symbolique, comme nous les aimons tant, n'avait pas échappé au coup d'œil sérieux de M. Deplace, et on voit qu'elle tourmentait un peu l'auteur, qui craignait bien d'y avoir introduit une lueur de pensée fausse : « Car certainement, disait-il, le Panthéon est bien à sa place, et nullement en l'air. »—Et il propose diverses leçons, mais je n'insiste que sur l'inquiétude.

Nous avions dit que plusieurs passages relatifs à Bossuet avaient été *adoucis* sur le conseil de M. Deplace; une lettre de M. de Maistre au curé de Saint-Nizier (22 juin 1819) en fait foi : « J'ai toujours prévu que votre « ami appuierait particulièrement la main sur ce livre V (qui est devenu « l'ouvrage sur l'*Église gallicane*). Je ferai tous les changemens possibles, « mais probablement moins qu'il ne voudrait. A l'égard de Bossuet, en par- « ticulier, je ne refuserai pas d'affaiblir tout ce qui n'affaiblira pas ma cause. « Sur la *Défense de la Déclaration,* je céderai peu, car, ce livre étant un des « plus dangereux qu'on ait publiés dans ce genre, je doute qu'on l'ait encore « attaqué aussi vigoureusement que je l'ai fait. Et pourquoi, je vous prie, « affaiblir ce plaidoyer? Je n'ignore pas l'espèce de monarchie qu'on accorde « en France à Bossuet, mais c'est une raison de l'attaquer plus fortement. Au « reste, monsieur l'abbé, nous verrons. Si M. Deplace est longtemps malade « ou convalescent, je relirai moi-même ce Ve livre, et je ne manquerai pas de « faire disparaître tout ce qui pourrait choquer. J'excepte de ma *rébellion* « l'article du jansénisme. Il faut ôter aux jansénistes le plaisir de leur donner « Bossuet : *Quanquam o...!* »

Ces concessions ne se faisaient pas toujours, comme on voit, sans quelques escarmouches. On retrouve dans ces petits débats toute la vivacité et tout le mordant de ce libre esprit; ainsi dans une lettre à M. Deplace, du 28 septembre 1818 : « Je reprends quelques-unes de vos idées à mesure qu'elles « me viennent. Dans une de vos précédentes lettres, vous m'exhortiez *à ne* « *pas me gêner sur les opinions*, mais à respecter les personnes. Soyez bien « persuadé, monsieur, que ceci est une illusion française. Nous en avons « tous, et vous m'avez trouvé assez docile en général pour n'être pas scan- « dalisé si je vous dis qu'*on n'a rien fait contre les opinions, tant qu'on n'a* « *pas attaqué les personnes* (1). Je ne dis pas cependant que, dans ce genre « comme dans un autre, il n'y ait beaucoup de vérité dans le proverbe : *A*

(1) Si c'était une illusion française, de respecter les personnes en attaquant les choses, il faut reconnaître qu'elle s'est bien évanouie depuis peu.

« *tout seigneur tout honneur*, ajoutons seulement *sans esclavage*. Or, il est « très-certain que vous avez fait en France une douzaine d'apothéoses au « moyen desquelles il n'y a plus moyen de raisonner. En faisant descendre « tous ces dieux de leurs piédestaux pour les déclarer simplement *grands* « *hommes*, on ne leur fait, je crois, aucun tort, et l'on vous rend un grand « service... » Et il ajoutait en post-scriptum : « Je laisse subsister tout exprès « quelques phrases impertinentes sur les *myopes*. Il en faut (j'entends de « l'*impertinence*) dans certains ouvrages, comme du poivre dans les ragoûts.» Ceci rentre tout-à-fait dans la manière originale et propre, dans l'entrain de ce grand joûteur, qui disait encore qu'*un peu d'exagération est le mensonge des honnêtes gens*.—A un certain endroit, dans le portrait de quelque hérétique, il avait lâché le mot *polisson;* prenant lui-même les devans et courant après : « C'est un mot que j'ai mis là uniquement pour tenter votre « goût, écrivait-il. Vous ne m'en avez rien dit; cependant des personnes en « qui je dois avoir confiance prétendent qu'il ne passera pas, et je le crois « de même. » Mais, de ces mots-là, quelques-uns ont passé par manière d'essai, pour *tenter notre goût* aussi, à nous lecteurs français, lecteurs de Paris: nous voilà bien prévenus.

Enfin, pour épuiser tout ce que cette curieuse petite publication de M. Collombet nous apporte de nouveau sur M. de Maistre, nous citerons ce passage de lettre sur l'effet que le livre du *Pape* produisit à Rome; nous avions déjà dit que l'auteur allait plus loin en bien des cas que certains *Romains* n'auraient voulu : « (11 décembre 1820) A Rome on n'a point compris cet « ouvrage au premier coup d'œil, écrit M. de Maistre; mais la seconde lecture « m'a été tout-à-fait favorable. Ils sont fort ébahis de ce nouveau système « et ont peine à comprendre comment on peut proposer à Rome de nouvelles « vues sur le pape; cependant il faut bien en venir là. » *Il faut bien!* Combien de ces vœux impérieux, de ces *desiderata* de M. de Maistre, restent ouverts et encore plus inachevés que ceux de Bacon, qui l'ont tant courroucé!

Les Soirées de Rothaval, nouvellement publiées à Lyon, ne sont pas un pur hommage à M. de Maistre comme l'écrit de M. Collombet; ces deux somptueux volumes in-8°, de polémique et de discussion polie, ont pour objet de faire contre-partie et contre-poids aux *Soirées de Saint-Pétersbourg*, à ce beau livre de philosophie élevée et variée duquel l'auteur écrivait : « *Les Soirées* sont mon ouvrage chéri; *j'y ai versé ma tête :* ainsi, monsieur, « vous y verrez peu de chose peut-être, mais au moins tout ce que je sais. » — Rothaval est un petit hameau dans le département du Rhône, probablement le séjour de l'auteur en été. Le titre de *Soirées* n'indique point d'ailleurs ici de conversations ni d'entretiens; l'auteur est seul, il parle seul et ne soutient son tête-à-tête qu'avec l'adversaire qu'il réfute, et avec ses propres notes et remarques qu'il compile. On peut trouver qu'il a mis du temps à cette réfutation : « Quand le livre de M. Joseph de Maistre parut, j'étais, « dit-il, occupé d'un grand travail que je ne pouvais interrompre : je me « bornai à recueillir quelques notes, et ce sont ces notes que, devenu plus

« libre, je me suis décidé à présenter à mon lecteur en leur donnant plus « d'étendue. » *Les Soirées de Saint-Pétersbourg* ont paru en 1821; vingt ans et plus d'intervalle entre l'ouvrage et sa réfutation, c'est un peu moins de temps que n'en mit le Père Daniel à réfuter les *Provinciales*. Nous ne saurions rien de l'auteur anonyme des *Soirées de Rothaval*, sinon qu'il nous semble un esprit droit, scrupuleux et lent, un homme religieux et instruit; mais une petite brochure publiée en 1839, et qui a pour titre : *M. le comte Joseph de Maistre et le Bourreau,* nous indique M. Nolhac, membre associé de l'Académie de Lyon, qui avait lu dès-lors dans une séance publique un chapitre détaché de son ouvrage. Il avait choisi un chapitre à effet, et nous préférons, pour notre compte, la couleur du livre à celle de l'échantillon. Le plus grand reproche qu'on puisse adresser au réfutateur de M. de Maistre, c'est qu'il n'embrasse nulle part l'étendue de son sujet, et qu'il ne le domine du coup d'œil à aucun moment; il suit pas à pas son auteur et distribue à chaque propos les pièces diverses et notes qu'il a recueillies. Le journaliste Le Clerc, parlant un jour de Passerat et des commentaires un peu prolixes de ce savant sur Properce, je crois, ou sur tout autre poète, dit qu'on voit bien que Passerat avait ramassé dans ses tiroirs toutes sortes de remarques, et qu'en publiant il n'a pas voulu *perdre ses amas*. On pourrait dire la même chose de l'ermite de Rothaval : il a voulu ne rien perdre et tout employer. Les auteurs et les autorités les plus disparates se trouvent comme rangés en bataille et sur la même ligue; M. Ancelot, par exemple, y figurera pour six vers de *Marie de Brabant,* non loin de M. Damiron et des Védams. En revanche on doit au patient collecteur, en le feuilletant, de voir passer sous ses yeux quantité de textes dont quelques-uns nouveaux, assez intéressans et qui ont trait de plus ou moins loin aux doctrines critiquées. Plus d'une fois il a cherché à rétablir au complet, et dans un sens différent, des citations que de Maistre tirait à lui : cette discussion positive a de l'utilité. J'appliquerai donc volontiers à ces notes ce qu'on a dit du volume d'épigrammes : *Sunt bona, sunt quædam....*, et je pardonne à toutes en faveur de quelques-unes.

Si l'on demandait à l'auteur des conclusions un peu générales, on les trouverait singulièrement disproportionnées à l'appareil qu'il déploie : « J'ai « montré, dit-il en finissant, M. Joseph de Maistre injuste dans sa critique « et dépassant presque toujours le but qu'il voulait atteindre, *parce que,* « *pour ne suivre que les inspirations de la raison, il lui aurait fallu avoir* « *dans l'esprit plus de calme qu'il n'en avait.* » — Ce sont là des *truisms,* comme disent les Anglais, et il semble que le réfutateur ait voulu infliger cette pénitence à l'impatient et paradoxal de Maistre, de ne pas les lui ménager. A lire les dernières pages des *Soirées de Rothaval,* je crois voir un homme qui a entendu durant plus de deux heures une discussion vive, animée, étincelante de saillies et même d'invectives, soutenue par le plus intrépide des contradicteurs, et qui, prenant son voisin sous le bras, l'emmène dans l'embrasure d'une croisée, pour lui dire à voix basse : « Vous allez

« peut-être me juger bien hardi, mais je trouve que cet homme va un peu « loin. » — L'épigraphe qui devrait se lire en toutes lettres au frontispice des écrits de M. de Maistre est assurément celle-ci : *A bon entendeur salut!* L'honorable écrivain dont nous parlons ne s'en est pas assez pénétré; il y aurait matière à le narguer là-dessus. Pourtant, quand je parcours ses judicieuses réserves sur Bacon, sur Locke en particulier, si foulé aux pieds par de Maistre, une remarque en sens contraire me vient plutôt à l'esprit, et, si j'ai eu tort de l'omettre dans les articles consacrés à l'illustre écrivain, elle trouvera place ici en correctif essentiel et en *post-scriptum*. De nos jours, les esprits aristocratiques n'ont pas manqué, qui ont cherché à exclure de leur sphère d'intelligence ceux qui n'étaient pas censés capables d'y atteindre : de Maistre, par nature et de race, était ainsi; les *doctrinaires,* les esprits distingués qu'on a qualifiés de ce nom, ont pris également sur ce ton les choses, et par nature aussi, ou par système et mot d'ordre d'école, ils n'ont pas moins voulu marquer la limite distincte entre eux et le commun des entendemens. *Il entend, il comprend,* était le mot de passe, faute de quoi on était exclus à jamais de la sphère supérieure des belles et fines pensées. Eh bien! non : nul esprit, si élevé qu'il se sente, n'a ce droit de se montrer insolent avec les autres esprits, si bourgeois que ceux-ci puissent paraître, pourvu qu'ils soient bien conformés. Ces humbles allures, un peu pesantes, conduisent pourtant par d'autres chemins; les objections que le simple bon sens et la réflexion soulèvent, dans ces questions premières, demeurent encore les difficultés définitives et insolubles. Les esprits de feu, les esprits subtils et rapides, vont plus vite; ils franchissent les intervalles, ils ne s'arrêtent qu'au rêve et à la chimère, si toutefois ils daignent s'y arrêter; mais, après tout, il est un moment d'épuisement où il faut revenir; on retombe toujours, on tourne dans un certain cercle, autour d'un petit nombre de solutions qui se tiennent en présence et en échec depuis le commencement. On a coutume de s'étonner que l'esprit humain soit si infini dans ses combinaisons et ses portées; j'avouerai bien bas que je m'étonne souvent qu'il le soit si peu.

S.-B.

V. de Mars.

L'ÉGLISE

ET

LA PHILOSOPHIE.

I. — DES JÉSUITES,
PAR MM. MICHELET ET QUINET.

II. — LES CONSTITUTIONS DES JESUITES.

III. — OBSERVATIONS,
PAR M. L'ARCHEVÊQUE DE PARIS.

Les prospérités du catholicisme ne sont pas sans mélange, ou du moins elles ne le satisfont pas entièrement. Sans doute, quand il considère de quelle chute profonde il s'est relevé en France, il y a quarante ans, il peut se féliciter d'un pareil retour de fortune. Les autels rétablis après une éversion sacrilége, la religion reconnue nécessaire à l'ordre social après avoir été proscrite par l'exaltation révolutionnaire à titre d'imposture et de folie, sont d'éclatans témoignages en faveur de l'église et de la force qu'elle a conservée. Néanmoins l'église aujourd'hui ne paraît pas contente. Dans ses rapports avec l'état, on la voit inquiète : elle n'a pas cette sérénité d'une grande puissance qui jouit avec calme de sa part légitime d'influence et d'autorité. Elle s'agite, elle se plaint, et plusieurs en

son nom s'élèvent contre l'esprit de notre siècle avec un ton plein d'aigreur.

Pourquoi? C'est qu'en dépit de la situation honorable qu'ont faite à l'église les divers gouvernemens qui se sont succédé depuis le concordat conclu entre Napoléon et Pie VII, l'église ne peut se défendre de regrets douloureux en songeant à tout ce qu'elle a perdu. La révolution de 1789 trouva le clergé en possession de biens et de revenus considérables, et aussi de priviléges qui en faisaient le premier corps de l'état. Il avait la main partout, dans la vie civile, dans l'administration de la justice, dans l'éducation de la jeunesse, dans le conseil des rois. Aujourd'hui il n'y a plus de cardinaux ministres, non plus que d'archevêques prenant rang comme pairs ecclésiastiques après les princes du sang : les officialités n'existent plus, et la justice en France est la même pour tous. La vie civile a été soustraite à la suprématie de l'église, et l'homme peut naître, se marier et mourir, sous l'unique protection de la loi humaine. L'immense dotation dont jouissait le clergé avant 1789 a été remplacée par un salaire porté annuellement au budget des dépenses; enfin l'église ne peut élever que ses propres lévites, et l'éducation de la jeunesse appartient à un corps laïque, à l'Université.

Et l'on s'étonnerait des regrets du clergé! Il faudrait bien peu connaître les passions des hommes et l'esprit des corporations qui ont duré long-temps, pour ne pas pressentir qu'à ces regrets doit s'associer la résolution de réparer, autant que possible, toutes les pertes éprouvées. A peine tirée de ses ruines par le génie fondateur de Napoléon, l'église s'arma des concessions et des bienfaits qu'elle lui devait pour agrandir sa puissance, et l'empereur s'exprima plus d'une fois avec amertume sur l'ingratitude et l'ambition cléricale. L'église vit avec joie la déchéance de celui qui l'avait relevée, et elle mit toutes ses espérances dans le pouvoir des princes qui revenaient de l'exil. Pendant quinze ans, elle sembla confondre sa cause avec celle des Bourbons, et quand ils tombèrent à leur tour, après avoir paru un instant étourdie de leur chute, elle reprit sa marche. C'est le génie de l'église de ne songer qu'à elle, et son égoïsme fait sa force. Elle se console aisément des catastrophes les plus lamentables, grace à l'intelligence particulière qu'elle croit avoir des impénétrables desseins de la Providence. Si tel prince a été précipité, c'est que sa perte était écrite : tout empire qui s'écroule proclame la grandeur de Dieu et de l'église. L'orgueil païen ne monta jamais plus haut.

Le gouvernement de 1830, dans les années orageuses qui ont suivi son avénement, a protégé l'église, et en cela il s'est conduit avec noblesse et justice. Aujourd'hui il témoigne au clergé la déférence la plus flatteuse. Renfermée dans des limites convenables, cette bienveillance est politique; mais le gouvernement s'exposerait à de cruelles déceptions, s'il comptait sur la reconnaissance de ceux qu'il traite si bien. *Te justum gratis esse oportet*, tu dois faire le bien sans t'attendre à une récompense, disait au sage la philosophie du portique : l'état, dans ses rapports avec l'église, peut s'appliquer la même maxime, il ne doit pas espérer de retour, car l'église ne saurait se préoccuper que d'elle-même, car elle estime que ce qu'on lui accorde n'est rien auprès de ce qui lui est dû.

Se proposer ouvertement de reconquérir le pouvoir est une entreprise que l'église a reconnue peu praticable. Mais ne pourrait-on pas par des voies détournées, par des moyens lents et sûrs, arriver au même but? Si l'église, se renfermant, à l'égard du gouvernement, dans une neutralité, sinon bienveillante, du moins en apparence inoffensive, s'adressait à la société pour lui persuader qu'en dehors du dogme et de la foi catholique il n'y a ni ordre ni morale; si, à titre de dépositaire de toute vérité, elle réclamait l'éducation de la jeunesse en prétendant que l'Université n'est pas digne d'un tel ministère; si, dans un concert d'attaques contre le corps laïque qui enseigne, les rôles étaient partagés, aux uns la violence, à d'autres une modération spécieuse cachant sous la politesse des formes les plus hautaines prétentions, on pourrait penser peut-être qu'il y a là des symptômes d'ambition et d'envahissement dont il faut non s'épouvanter outre mesure, mais s'occuper avec gravité.

De tout temps, les politiques ont été d'accord que c'est surtout par la manière d'élever la jeunesse que les gouvernemens jettent les bases d'une puissance durable. L'éducation, c'est l'empire. L'église ne l'ignore pas, quand elle demande qu'on lui livre les générations nouvelles. Si l'église s'emparait de l'enfance et de la jeunesse, plus tard ces enfans et ces jeunes gens, devenus des hommes, pourraient lui rendre ce qu'elle regrette. En retrouvant ses élèves dans tous les postes de la société, dans l'administration, dans les conseils des départemens, dans les chambres, que de chances, quelle autorité n'aurait pas l'église pour influencer les mœurs et arriver au changement des lois!

Que personne ne s'y trompe. Il ne s'agit pas ici seulement d'une querelle d'amour-propre entre quelques professeurs et quelques

prêtres, d'une polémique plus ou moins divertissante entre certaines vanités irritables; ne voir que cela serait s'arrêter à l'écorce, à la superficie. Le fond des choses est en jeu. Les révolutions politiques paraissent parmi nous arrivées à leur terme. Avertie par l'expérience, la société ne croit plus qu'il soit sage et utile d'innover sans relâche dans la constitution et le gouvernement; elle tourne ailleurs, elle applique plus judicieusement son activité. Elle demande aux institutions, à l'industrie, à la science, de lui rendre tout ce qu'elles peuvent lui donner. Dans cette phase nouvelle, les croyances et les idées doivent jouer un rôle important. Or, voici venir l'église qui nous dénonce que seule elle est en mesure de donner à l'homme la certitude et la règle, et aux hommes réunis en association politique, la stabilité. M. l'archevêque de Paris s'est chargé récemment d'apporter le commentaire le plus étendu à ce principe, qu'*en dehors de l'église il n'y a pas de salut*. Il a déclaré d'une part l'état incapable de poser la base essentielle de l'enseignement public, et de l'autre la société menacée de catastrophes nouvelles, si des principes solidement religieux ne lui étaient pas inculqués. Quelle est la conséquence de cette double proposition, si ce n'est que l'état et la société ne sauraient avoir d'autre refuge et d'autre avenir que de se jeter dans les bras de l'église?

Cette manière si nette de poser la question ne nous déplaît pas. L'église veut aller au fond des choses; il faut l'y suivre. De graves autorités ecclésiastiques, ayant à leur tête M. l'archevêque de Paris, estiment l'heure venue de porter une main hardie sur les problèmes les plus redoutables; il ne saurait y avoir de témérité à accepter une controverse dont l'initiative leur appartient.

Au moment où l'église triomphe de l'impuissance qu'elle attribue à l'état et à la sagesse humaine pour élever les générations nouvelles, il doit être permis de jeter un coup-d'œil sur l'église elle-même, sur sa situation intellectuelle et morale. Quand la révolution de 1789 vint surprendre le clergé, elle le trouva en grande partie incrédule, frivole et corrompu. Assurément, ni la vertu, ni la foi n'étaient éteintes au sein de l'église, mais elles ne prévalaient point. Ce qui dominait alors, c'était un épicuréisme élégant; les prélats de cour et les abbés de boudoir avaient le pas. Au jour du malheur, les vertus reparurent, et ç'a été la gloire du clergé de France de se sentir et de se montrer ferme et pur dans l'effrayante persécution qui vint fondre sur lui. Il y a cinquante ans qu'a grondé la tempête; où en est aujourd'hui le clergé?

Massillon, dans le dernier siècle, déplorait l'ignorance des ecclésiastiques. « Le sacerdoce, disait l'illustre évêque de Clermont au clergé de son diocèse (1), devient le titre unique et universel qui autorise l'ignorance et la cessation de toute étude... On n'a plus de goût pour l'étude, on ne lit plus; les livres sont devenus des meubles de rebut, souvent même on n'en a pas, et c'est beaucoup quand le presbytère de certains prêtres est décoré du moins de la présence d'une seule Bible. » Massillon compare cette ignorance à l'instruction des prêtres païens, et il ne craint pas d'avouer sur ce point l'infériorité du sacerdoce catholique. « Dans le paganisme, dit l'éloquent oratorien, les prêtres des idoles n'avaient point d'autre occupation qu'une étude assidue des fables et des extravagances de leur mythologie : ils vivaient retirés dans l'obscurité de leurs temples pour répondre aux peuples abusés qui venaient les consulter sur leurs mystères impurs et insensés avant de s'y faire initier. » Massillon poursuit le parallèle, et il montre les prêtres catholiques incapables d'enseigner aux peuples l'esprit du christianisme, puisqu'ils l'ignorent eux-mêmes. Cependant l'étude et la science, c'est toujours Massillon qui parle, sont indispensables aux prêtres et aux ministres; cependant, nous citons les paroles textuelles de ce grand prélat, *un prêtre et un pasteur ignorant n'a plus le droit de porter l'auguste titre du sacerdoce, et il n'est plus que l'opprobre et le rebut de l'église et du monde même.* Il ne nous appartient pas de décider jusqu'à quel point les sévères remontrances de Massillon peuvent s'appliquer au clergé de nos jours; nous sommes même disposé à croire que l'église a mis à profit les jours tranquilles et heureux qu'elle doit depuis quarante ans à la sagesse du gouvernement civil pour élever convenablement ses ministres, pour former de dignes pasteurs, pour ne conférer le sacerdoce qu'à des hommes dont l'instruction ne contraste pas d'une manière étrange et pénible avec les lumières de leur siècle. Cependant quelque chose pourrait éveiller notre défiance. Le clergé, qui, non content d'élever sans contrôle ses lévites, dispute aujourd'hui à l'Université l'éducation de la jeunesse, refuse de se soumettre aux épreuves par lesquelles l'état fait passer tous les aspirans à l'enseignement. Pourquoi cette répugnance? D'où vient ce refus? Le clergé craindrait-il des examens qui montreraient ce qu'il sait et ce qu'il ignore? Ou bien prétendrait-il par hasard établir une présomption de capacité universelle en faveur du prêtre, par cela seul qu'il est

(1) Discours synodaux, XVIe discours : *De l'Étude et de la Science nécessaires aux ministres.*

revêtu du sacerdoce? Mais Massillon disait, dans le siècle dernier, que malheureusement le caractère sacerdotal était un titre d'ignorance. Tout est-il tellement changé, qu'il faille aujourd'hui, sans autre information, tenir les prêtres pour savans?

Dans les séminaires, les études sont, assure-t-on, d'une grande faiblesse. Si l'on doit en croire des personnes qui disent connaître les faits, l'histoire, dans les établissemens ecclésiastiques, est enseignée ou plutôt travestie d'une manière déplorable, et les lettres grecques et latines y sont pauvrement cultivées. Naturellement le clergé traite ces assertions de calomnieuses; eh bien! comment pourrait-il mieux confondre des accusations qu'il appelle mensongères qu'en acceptant les épreuves auxquelles la loi soumet tous ceux qui ambitionnent d'instruire la jeunesse?

Mais peut-être l'église, inférieure à l'Université dans les sciences profanes, reprend tous ses avantages dans les questions philosophiques et religieuses par la hauteur de ses vues et l'énergie de ses convictions. Voyons un peu. L'église n'est pas encore revenue de l'effroi que lui a causé la défection de M. de Lamennais. Deux fois, en 1817, en 1830, elle avait cru trouver dans l'auteur de l'*Essai sur l'Indifférence* et dans le rédacteur de *l'Avenir* un guide glorieux. En 1817, c'était un Bossuet nouveau qui devait avoir raison du scepticisme dédaigneux de notre âge; en 1830, c'était un autre Athanase qui allait sauver l'église du contact d'un pouvoir corrupteur. On sait comment cette double attente a été remplie. Peu à peu s'est évanoui dans M. de Lamennais le nouveau Bossuet, l'autre Athanase, et enfin même le chrétien. Un pareil dénouement a rempli l'église d'épouvante et de colère. L'église, s'armant des paroles même de M. de Lamennais, s'est écriée dans sa douleur : « Que fait Dieu cependant? Il se retire, il délaisse cet insensé qui comptait sur ses forces; il l'abandonne à son orgueil. Alors arrivent ces chutes terribles qui étonnent et consternent, ces chutes inattendues, effrayantes, exemples des jugemens divins (1). » Ce n'est pas tout : l'église a étendu sa réprobation jusqu'aux idées elles-mêmes. Voilà où elles aboutissent, ont dit les sages; voyez où la philosophie a conduit M. de Lamennais; considérez au fond de quel gouffre il s'est précipité en voulant faire dans la religion la part de la pensée spéculative. Aussi aujourd'hui, tout ce qui trahit des tendances philosophiques est suspect aux yeux de l'église. La philosophie même la plus chrétienne

(1) M. de Lamennais, notes sur l'*Imitation de Jésus-Christ*.

excite les défiances des supérieurs ecclésiastiques. M. l'abbé Bautain ne nous démentira pas. On a d'invincibles répugnances contre la métaphysique, même quand elle ne se propose qu'une explication respectueuse des données de la foi : on se souvient que les plus damnables hérésiarques ont ainsi commencé.

Ce n'est donc pas par de grandes études religieuses et philosophiques que l'église se propose aujourd'hui d'exercer son influence : toutes ces questions lui font peur; on dirait qu'à côté de chacune d'elles elle voit un abîme. C'est par d'autres moyens que l'église cherche la puissance, et nous pouvons ici, sous certains rapports, la féliciter de son habileté. Depuis plusieurs années, l'église s'est occupée activement de charité sociale, et elle s'est mise à rivaliser avec les philantropes. Nous retrouvons son action dans la société de Saint-Vincent de Paul, qui s'est proposé le soulagement des pauvres, le patronage des apprentis et des ouvriers, l'instruction des militaires. Plusieurs *œuvres* attestent la même sollicitude et la même charité : l'œuvre de Miséricorde pour les pauvres honteux, l'œuvre des *Amis de l'Enfance*, l'œuvre des *Nouvelles accouchées*. N'oublions pas dans cette énumération, d'ailleurs fort incomplète, les dames du Bon Pasteur pour les *filles repenties*. Voilà des actes qu'il est permis de louer hautement. Sans doute on peut reconnaître dans l'organisation de toute cette charité le désir d'avoir la main partout, désir qui n'abandonne jamais l'église; mais ici cette ambition conduit au bien et se rencontre heureusement avec l'esprit de l'Évangile. La religion catholique n'a pas non plus négligé de frapper les sens et les imaginations en augmentant les magnificences de ses cérémonies. Nous voyons aujourd'hui la peinture, la sculpture et la musique rehausser l'éclat de ses temples et de ses pompes, et dans cette pensée de chercher dans le culte une source d'émotions presque dramatiques, la générosité du gouvernement n'a pas fait défaut à l'église. Enfin, pour compléter la grandeur du spectacle, on s'est adressé à l'éloquence : des prédicateurs à la voix sonore, au geste théâtral, montent dans les chaires; leur apparition est annoncée d'avance dans les journaux, qui rendent aussi compte de leurs sermons les plus fameux. Aussi il y a foule autour de la chaire chrétienne; on pèse les mérites divers des orateurs les plus en vogue : l'un est proclamé un logicien du premier ordre, mais comme l'autre sait toucher les cœurs! On compare, on disserte, on discute; enfin on sort du sermon comme d'une académie ou d'un théâtre. Nous ne voulons pas troubler la joie de ceux qui voient dans ce bruyant concours le triomphe

de la religion, et nous nous contenterons de leur citer ces paroles de La Bruyère : « L'oisiveté des femmes et l'habitude qu'ont les hommes de les courir partout où elles s'assemblent donnent du nom à de froids orateurs, et soutiennent quelque temps ceux qui ont décliné. »

Cependant, au milieu de tous ces soins, l'église n'oubliait pas son but principal, l'éducation de la jeunesse. Ici l'embarras n'était pas médiocre, car l'ambition se trouvait plus grande que la puissance. Il est plus facile de fonder des établissemens de charité, de parer les temples et de se pourvoir de prédicateurs, que de suffire à l'instruction publique dans la société française. Le clergé avait d'ailleurs en face de lui un corps laïque, nombreux, tenu en haute estime par le pays, expression légale et savante de la science du siècle, et quand il s'examinait lui-même, il ne trouvait chez les siens ni ces fortes disciplines ni cette animation intellectuelle si nécessaires à l'apostolat de l'enseignement. C'est dans ces circonstances que vinrent s'offrir à l'église les jésuites.

Nous avons une raison particulière de parler des jésuites avec une scrupuleuse justice : on nous a adressé force injures en leur nom. Au surplus, la grotesque polémique du *Monopole universitaire* et du *Catéchisme de l'Université* ne venge que trop ceux qu'elle prétend accabler. Aujourd'hui les jésuites ont de singuliers interprètes et de tristes mandataires. Nous ne sommes plus au temps du père Brumoy et du père Porée. Que sont devenus ces pères spirituels et polis, insinuans, habiles, possédant des connaissances variées et l'art de la vie? En vérité, on pourrait reprocher à ceux qui de nos jours se mettent en avant pour représenter ou servir la compagnie, non pas tant d'être jésuites, que de ne pas l'être assez. Au reste, c'est l'affaire de la *société*; prenons-la telle qu'elle se comporte aujourd'hui : *Sint ut sunt.*

Tels sont les avantages d'une organisation profonde et forte, qu'elle supplée à l'insuffisance des hommes. Nous n'avons pas entendu dire que la société de Jésus ait aujourd'hui dans son sein de remarquables talens : nous ne connaissons ni ses prosateurs, ni ses poètes, ni ses penseurs, et tout l'éclat littéraire de la compagnie se concentre dans les prédications de M. de Ravignan. Mais la hiérarchie des jésuites, leur discipline, leur persévérance, l'ardeur et l'étendue de leur ambition, des traditions qui comptent trois siècles, des méthodes et des habitudes d'enseignement pratiquées sinon avec éclat, du moins avec ténacité, tout cela constitue dans le monde catholique une puissance vers laquelle le clergé de France, au milieu de ses projets et de ses embarras, a naturellement tourné les yeux.

Nous ne confondons pas l'église et les jésuites, mais nous disons que les jésuites sont aujourd'hui, en France, nécessaires à l'église. L'état de ses affaires ne lui permet pas de congédier de pareilles troupes.

L'église gallicane n'a plus cette foi en elle-même qui la fortifiait au XVII[e] siècle. A cette époque, Bossuet lui décernait cette louange d'être représentée *par le plus docte clergé qui fût au monde* (1), et il ajoutait : « Qu'elle est belle cette église gallicane, pleine de science et de vertus ! » L'Écriture nous raconte que, lorsque Balaam aperçut du haut d'une montagne le camp d'Israël dans le désert, il s'écria : « O Jacob ! que vos tentes sont belles ! Quel ordre ! quelle majesté dans « vos pavillons ! » Bossuet, en 1681, faisait avec orgueil à l'église gallicane l'application de cette parole. Alors le clergé de France avait son génie et ses maximes. Tout en se rattachant à l'église romaine par les liens d'une antique tradition, il s'en distinguait par son esprit et sa discipline, par des principes qui en faisaient une grande église nationale, sans l'empêcher d'être catholique, d'être une partie de l'église universelle. Ce fut là le chef-d'œuvre de la sagesse et du bon sens. Quel changement aujourd'hui ! C'est au-delà des monts que le clergé de France cherche maintenant toutes ses inspirations, toutes ses doctrines, et il ne croit plus avoir d'autre ancre de salut que la plus complète adhésion à tout ce que Rome pense et veut. Les raisons de cette conduite nouvelle se peuvent comprendre. Dans l'ancienne monarchie, l'église s'appuyait avec confiance sur le gouvernement temporel ; elle se confondait avec lui dans certaines parties de l'ordre politique, et cette solidarité ne lui permettait pas d'abandonner nos rois quand ils n'étaient pas d'accord avec le pape. Depuis cinquante ans au contraire, le gouvernement temporel est suspect à l'église; elle a tenu pour ennemis tous les régimes qui se sont succédé pendant un demi-siècle, même quand ces régimes s'employaient à relever la religion. Dès les premiers momens de la restauration, les doctrines ultramontaines ont prévalu dans l'esprit du clergé : M. de Lamennais a aimé le pape avec fureur. La défection de l'éloquent rédacteur du *Mémorial Catholique* n'a rien changé aux dispositions de notre clergé; elle a plutôt au contraire accéléré le mouvement qui le poussait dans le sein de Rome. Il n'y a pas jusqu'au schisme stupide de M. Châtel qui n'ait été pour quelque chose dans cet entraînement. Tout semblait avertir nos prêtres qu'en

(1) *Sermon sur l'unité de l'église.*

dehors de Rome il n'y a qu'impuissance et chute, qu'en dehors de Rome il n'y a que des causes d'erreur et des tentations d'apostasie.

Il y a vingt-trois ans, M. de Maistre disait au clergé de France : « On a besoin de vous pour ce qui se prépare.... mais le sacerdoce français ne doit pas se flatter d'être mis à la tête de l'œuvre qui s'avance sans qu'il lui en coûte rien. Le sacrifice de certains préjugés favoris, sucés avec le lait et devenus nature, est difficile sans doute et même douloureux; cependant il n'y a pas à balancer; une grande récompense appelle un grand courage (1). » Le sacrifice qu'exigeait M. de Maistre est à peu près accompli. Ces préjugés favoris, *devenus nature*, ont été presqu'entièrement dépouillés. Maintenant, la récompense suivra-t-elle? On n'en saurait douter, s'il faut en croire M. le cardinal Pacca. Cette année même, dans une solennité littéraire où affluait tout ce que la société romaine a de plus distingué, le vénérable doyen du sacré collége, après avoir félicité le clergé français de se montrer depuis quelque temps le fils le plus affectueux et le plus soumis de la sainte église romaine, nous annonce que le Seigneur destine la France à être l'instrument de ses divines miséricordes. Dans la revue qu'il a faite du monde catholique, M. le cardinal Pacca s'est occupé de peser les mérites de chacun, d'assigner les places, et il se trouve que dans cette distribution le clergé français a reçu des mains du doyen du sacré collége le prix d'excellence.

Il n'y a plus, à vrai dire, d'église gallicane. La congrégation de Saint-Sulpice, dont le début fut si brillant, puisqu'elle éleva Fénélon, est depuis long-temps stérile en profonds théologiens. Le prêtre qui la fonda, M. Olier, avait voulu qu'elle restât étrangère à tout esprit de contention et de polémique, et qu'elle se vouât uniquement à la doctrine, à l'éducation de ceux qui devaient être revêtus du sacerdoce. Cette vue pouvait être féconde, mais à la condition qu'à Saint-Sulpice la doctrine se maintînt toujours forte et florissante. Or, aujourd'hui, c'est une plainte universelle au sein même de l'église et parmi les croyans les plus sincères, que la théologie n'a plus de grands docteurs. Dans cette stérilité, les jésuites triomphent, et voilà pourquoi dans le clergé de France les uns invoquent leur intervention avec empressement, les autres la subissent comme une nécessité.

Maintenant, il faut voir comment les jésuites reviennent parmi

(1) *De l'Église gallicane*, pour servir de suite à l'ouvrage intitulé *du Pape*.

nous. L'inexprimable impopularité dont ils sont en possession ne leur permet pas d'avouer hautement leur nom et leur institut. La congrégation ne paraît pas, mais les individus qui lui appartiennent remplissent les séminaires, dirigent les diocèses, et dominent l'église. En 1828, il fut constaté que huit petits séminaires étaient tout-à-fait entre les mains des jésuites : pour excuser cet état des choses, on alléguait que ce n'était pas la compagnie elle-même qui possédait ces établissemens, que seulement la direction en était confiée à des individus qui ne se distinguaient des autres ecclésiastiques par aucune dénomination particulière, bien qu'ils suivissent pour leur régime intérieur la règle de Saint-Ignace (1). A quinze ans de distance, nous aurions besoin d'une autre enquête : on trouverait plus de jésuites aujourd'hui que sous Charles X.

C'est un principe de notre droit public ancien et nouveau qu'une association religieuse ne saurait exister sans la sanction législative, et cette sanction, on peut prédire à la compagnie de Jésus qu'elle ne l'obtiendra jamais; le ministère de M. de Polignac n'eût pas osé la demander. Quand Louis XVI, et ce fait a été cité sous la restauration, voulut tempérer la rigueur des édits qui avaient banni les jésuites, il fut expressément stipulé qu'à aucun titre, les jésuites ne pourraient s'immiscer dans l'instruction publique, tant on avait reconnu le danger de l'action de cet institut sur la jeunesse. Cependant aujourd'hui plusieurs de nos évêques, de connivence avec les jésuites, les couvrent de leur protection. Le langage du clergé et de ceux qui écrivent pour lui change suivant les circonstances; tantôt on avoue les compagnons de saint Ignace, tantôt on demande où ils sont : ici on se sert de ruse, là on a du front; ce sont les mille artifices, les figures diverses, et les déguisemens infinis de Protée, ce précurseur des jésuites.

Nous sommes moins avancés qu'au XVIIIe siècle, et il nous faut recommencer une lutte qui semblait terminée. D'Alembert écrivait sur *la destruction des jésuites*, nous sommes obligés de nous occuper de leur résurrection. Les penseurs du dernier siècle avaient envers tous les ordres religieux une impartialité facile, car ils avaient pour eux un égal dédain. Entre les jésuites et les jansénistes, d'Alembert était sans préférence. Il voulait qu'on réprimât et qu'on avilît également les deux partis. Il disait qu'il était arrivé aux jésuites et aux

(1) Voyez le rapport adressé au roi, le 28 mai 1828, par M. de Quélen, archevêque de Paris, et par M. le baron Mounier, au nom de la commission formée sur la proposition de M. le comte Portalis, alors garde-des-sceaux.

jansénistes l'aventure du chasseur et du sanglier de la fable. Les jésuites sont morts, écrivait-il, et les jansénistes, qui viennent de les égorger, mourront bientôt comme le sanglier sur le cadavre de leur ennemi. Une très grande indifférence pour les discussions religieuses et les matières théologiques se fait remarquer dans tout ce qu'ont écrit les philosophes du dernier siècle. Ils traitaient d'impertinences scolastiques toutes les questions auxquelles avait donné naissance l'interprétation du christianisme, et ils étaient ravis de pouvoir renvoyer dos à dos les disciples de Loyola et les partisans de Jansénius.

Nous ne saurions aujourd'hui partager ce mépris pour la théologie, car nous reconnaissons dans la théologie la métaphysique elle-même. Quel est le fond de l'une et de l'autre? Les idées, des intuitions, des constructions et des développemens logiques. Les théologiens font quelques hypothèses de plus que les métaphysiciens. Ils dogmatisent plus à leur aise, mais en réalité la théologie et la métaphysique sont deux faces diverses d'une même science. A ceux que scandaliserait cette manière d'apprécier les choses, nous produirons un témoignage qui ne saurait être suspect. « C'est par une sublime métaphysique, a écrit Fénélon (1), que saint Augustin a remonté aux premiers principes des vérités de la religion contre les païens et les hérétiques. C'est par la sublimité de cette science que saint Grégoire de Nazianze a mérité par excellence le nom de théologien. C'est par la métaphysique que saint Anselme et saint Thomas ont été dans les derniers siècles de grandes lumières. » Voilà pourquoi de nos jours c'est un droit pour les philosophes d'intervenir dans les questions théologiques, et c'est un devoir pour eux de les expliquer. Rien ne saurait être plus utile que de traiter clairement certains sujets dont on s'est bien gardé jusqu'à présent de dissiper l'obscurité. Les laïques dans notre siècle se mêleront donc de théologie, n'en déplaise aux jésuites.

A part son dédain pour les matières théologiques, d'Alembert a parlé des jésuites avec convenance et vérité. Les pages qu'il leur a consacrées sont judicieuses et piquantes. Il y eut ceci de singulier, c'est que dans l'écrit du célèbre encyclopédiste sur *la destruction des jésuites*, les jansénistes se trouvaient plus maltraités que leurs ennemis. D'Alembert avait du mépris, non pas pour le jansénisme de Port-Royal, mais pour ceux qui s'en portaient les successeurs au XVIII[e] siècle. Il les comparait aux valets de chambre d'un grand sei-

(1) *Troisième lettre au cardinal de Noailles, archevêque de Paris.*

gneur qui voudraient se faire appeler ses héritiers pour avoir eu de sa succession quelques méchans habits. Quant aux jésuites, tout en considérant la suppression de leur ordre comme une satisfaction donnée à la raison humaine, l'ami de Voltaire rendait justice aux talens qu'avait déployés la *société* dans tous les genres, éloquence, histoire, antiquité, géométrie, littérature profonde et agréable. Il est vrai qu'à côté de ce goût pour l'étude, de ces succès dans les lettres, il plaçait le génie de l'intrigue. D'Alembert ne se trompait pas. C'est en effet à la science et à la politique réunies que les jésuites demandaient le gouvernement du monde au nom de la religion. Nous parlons des temps de leur grandeur.

Les parlemens furent plus durs pour les jésuites que les philosophes. « L'esprit monastique, disait M. de La Chalotais, procureur-général du parlement de Bretagne, est le fléau des états : de tous ceux que cet esprit anime, les jésuites sont les plus nuisibles parce qu'ils sont les plus puissans; c'est donc par eux qu'il faut commencer à secouer le joug de cette nation pernicieuse. » C'est en vertu de ces principes que l'ancienne magistrature fut inexorable envers la compagnie de Jésus. Les philosophes guerroyèrent contre les jésuites, mais ils n'eurent pas envers eux cette animosité implacable. Voltaire, qui avait été leur élève, les ménagea long-temps. Un jour les jésuites s'avisèrent de vouloir écrire dans l'*Encyclopédie* : ils désiraient en rédiger la partie théologique; on reconnaît là l'industrie des bons pères. Les philosophes remercièrent ces singuliers collaborateurs, qui, piqués du refus, se mirent à attaquer l'ouvrage auquel ils ne pouvaient coopérer. L'*Encyclopédie*, les philosophes, furent dénoncés à l'Europe avec cette violence maladroite qu'inspire presque toujours l'amour-propre blessé. Voltaire eut naturellement l'honneur d'être surtout le point de mire des jésuites en colère. Imprudens! Pendant plusieurs années, Voltaire les laissa dire, enfin il éclata. Quelles représailles, bon Dieu! Sur tous les tons, dans toutes les formes, critique, satires, contes en vers, contes en prose, épigrammes, facéties, Voltaire divertit l'Europe aux dépens des jésuites. La gaieté de Voltaire fut toujours fatale à ceux qui en furent l'objet. Raillés par les philosophes, poursuivis par les jansénistes, réprouvés par les parlemens, abandonnés par l'église, les jésuites arrivèrent au bord de l'abîme, et chacun comprit qu'ils allaient y tomber. Alors Voltaire en prit pitié et suspendit ses coups. « O mes frères les jésuites, leur dit-il, vous n'avez pas été tolérans, et on ne l'est pas pour vous. » Au moment où on s'occupait de les condamner et de les

proscrire, il parla même en leur faveur, en démontrant qu'il fallait tenir la balance égale entre les molinistes et les jansénistes. Cet inépuisable railleur avait une sensibilité naturelle et vive, féconde en bons mouvemens. Quand il s'était bien moqué de ses adversaires, il leur pardonnait volontiers.

De nos jours, nous sommes moins gais et peut-être moins généreux. Demandez à M. Michelet si, lorsqu'il s'agit de jésuites, il veut rire ou se calmer. « Ce que l'avenir nous garde, Dieu le sait!... Seulement je le prie, s'il faut qu'il nous frappe encore, de nous frapper de l'épée. » Telles sont les premières paroles par lesquelles M. Michelet ouvre sa campagne contre les jésuites : elles dénotent des préoccupations profondes et mélancoliques; elles respirent une mystique tristesse.

C'est qu'effectivement M. Michelet a écrit et parlé au sujet des jésuites, agité par les impressions les plus pénibles. On ne peut méconnaître, en lisant ses pages brèves, d'un style amer et heurté, l'étonnement douloureux que lui ont inspiré les attaques dont il s'est vu l'objet. Lui qui se croyait des droits à la reconnaissance de l'église pour avoir mis en lumière l'art gothique et le moyen-âge, qui avait porté tout ce passé, *comme il aurait porté les cendres de son père ou de son fils*, c'était lui que l'outrage venait chercher ! Il y a dans cette surprise une respectable candeur. Voilà bien l'homme docte et solitaire qui dans le fond de son cabinet ignore le siècle au milieu duquel il vit. S'il avait pris parfois le loisir de regarder au dehors, il eût vu que dans notre âge rien n'était à l'abri de la calomnie, de l'insulte; il eût reconnu que tout passe par cette épreuve, par ce baptême, les têtes les plus hautes comme les plus obscurs particuliers, les savans aussi bien que les politiques, la vertu non moins que le talent; alors il eût trouvé naturel d'avoir sa part dans cette distribution des injures. M. Michelet n'a pas pris les choses avec cette expérience. Assailli pour la première fois, il s'est emporté, et il s'est mis à exercer contre ses adversaires des représailles extrêmes.

Nous pouvons parler en toute liberté des *Jésuites* de MM. Michelet et Quinet. La publication a réussi et le coup a porté, trop loin peut-être. Les deux auteurs ne s'étonneront pas que, tout en défendant le même principe, la liberté de l'esprit humain, nous ne partagions pas toutes leurs opinions. Le front de bataille est immense et comporte des positions diverses.

Entrant pour la première fois dans la polémique, M. Michelet s'y est lancé à corps perdu, et il s'est mis à combattre avec une anima-

tion tout-à-fait extraordinaire. Il poursuit à outrance les jésuites, non-seulement dans les positions qu'ils ont prises aujourd'hui, mais dans tout leur passé; il les montre toujours et partout corrompant la jeunesse, s'emparant des femmes, représentant sous toutes les formes l'esprit de délation et de police, l'esprit de mort. Ce n'est encore que la moitié du mal : non-seulement nous avons à nous défendre des jésuites, mais M. Michelet nous signale les jésuitesses, voilà qui est effrayant. Il paraît que dans nos ménages bourgeois, dans les salons, nous sommes exposés à rencontrer, sous la physionomie de femmes douces et charmantes, des jésuitesses qui nous mènent Dieu sait où, et nous font croire tout ce qu'elles veulent. M. Michelet aperçoit des millions de femmes qui n'agissent que par les jésuites et il s'écrie : « La France est avertie maintenant; qu'elle fasse ce qu'elle voudra !» La vivacité des exclamations de M. Michelet, la franchise de ses exagérations, tout, jusqu'au désordre de son style, montre combien il est sincère et convaincu; mais qu'il nous permette de le lui dire, ni la nature de son esprit, ni le genre de son talent ne le destinent à la polémique. Pour bien combattre, il faut moins d'emportement. L'esprit n'est véritablement puissant dans la polémique que lorsqu'il est maître de lui-même et de sa colère. Les combattans novices sont toujours en fureur; l'athlète expérimenté reste calme, il prend son temps, choisit son terrain et frappe avec discernement. Enfin il est d'autant plus redoutable à ses adversaires qu'il leur fait équitablement leur part, et qu'il a pour eux une désespérante et magnanime justice. En lisant ce que M. Michelet a écrit sur les jésuites, on se surprend parfois à prendre contre lui leur défense : à coup sûr ce n'est pas là l'effet qu'il a voulu produire. M. Michelet a rappelé quelque part qu'il s'était voué uniquement à l'histoire de France, qu'il l'écrivait hier, qu'il l'écrira demain, qu'il l'écrira toujours : il aura raison de ne pas négliger cette longue étude pour les luttes de la polémique. C'est par le culte de l'histoire nationale, c'est par des pages pleines d'une émotion naïve et pure, comme son éloquent récit de la vie de Jeanne d'Arc, que M. Michelet servira vraiment sa renommée, et qu'il contentera tout-à-fait les sincères amis de son noble et consciencieux talent.

Mais ici me revient en mémoire cette phrase de M. Michelet : « On a dit que je défendais, on a dit que j'attaquais. Ni l'un ni l'autre... J'enseigne. » Faut-il souscrire à cette prétention? Alors la critique historique serait obligée d'être plus sévère, car elle aurait à demander compte à l'écrivain de ses jugemens, si incomplets et si

passionnés. M. Michelet se fait illusion à lui-même. Dans les six leçons qu'il a publiées, ce n'est pas l'histoire, c'est la polémique qui est présente, polémique dont le retentissement et l'âpreté placent désormais M. Michelet dans les rangs des plus ardens adversaires du catholicisme.

Ce n'est pas M. Quinet qui se défendra d'avoir fait de la polémique dans ses remarquables leçons. On s'aperçoit, en les lisant, que les attaques qui ont si fort surpris M. Michelet, et l'ont troublé outre mesure, n'ont pas trop déplu à l'auteur d'*Ahasvérus*. Il a compris sur-le-champ le parti qu'on en pouvait tirer pour traiter avec applaudissement des questions que les passions ecclésiastiques remettaient à l'ordre du jour. Dans les six leçons épisodiques qu'il a rédigées à l'occasion des jésuites, M. Quinet a mêlé des considérations souvent ingénieuses à des faits habilement choisis. Après avoir établi le droit de discussion en matière religieuse, il entre dans son sujet par une vive peinture des commencemens de la société de Jésus. Ce morceau est plein d'éclat. « Dans la mêlée du XVIe siècle, dit M. Quinet, une légion sort de la poussière des chemins. Ce début est grand, puissant, saisissant; le sceau du génie est là... » Après ce jugement impartial, M. Quinet prend l'offensive contre la compagnie de Jésus; il triomphe de la rapidité de sa décadence, il cherche à caractériser les *Exercices spirituels* de Loyola et les *Constitutions* de l'ordre; il s'attache à prouver que les jésuites sont les pharisiens du christianisme; il les montre dans leurs missions défigurant l'Évangile pour le faire accepter, travaillant à soumettre les peuples et les gouvernemens à l'unité de la puissance ecclésiastique, et, pour arriver à ce but, s'emparant partout de l'éducation de la jeunesse. Tout cela est rigoureusement déduit, écrit parfois avec éloquence.

C'est l'Évangile à la main que M. Quinet attaque les jésuites. Il oppose leurs doctrines à l'esprit de la liberté chrétienne, et il demande ce qu'il y a de commun entre le Christ et Loyola. Notre auteur a pensé, non sans raison, qu'il aurait beaucoup de force en parlant au nom d'un spiritualisme s'inspirant de l'Évangile. Toutefois cette situation, si elle a ses avantages, a aussi ses inconvéniens. En effet, les catholiques répondront à M. Quinet : Vous parlez en protestant. Les mêmes raisons par lesquelles vous condamnez les jésuites peuvent s'appliquer à la religion catholique elle-même, à ses développemens, à sa constitution, à la papauté.

De tout système vraiment profond et vaste peuvent sortir des formes diverses et des organisations différentes. Il n'y a pas de meil-

leur témoignage de la puissance morale du christianisme que la variété contradictoire des développemens par lesquels il s'est manifesté. Cette doctrine est assez grande pour contenir Grégoire VII et Luther, Knox et Loyola. Vouloir mettre les jésuites en dehors du christianisme est chose plus spécieuse que solide. C'est aussi plutôt penser en religionnaire qu'en politique et en philosophe.

Nous regrettons que M. Quinet n'ait pas accordé plus de temps à l'examen des constitutions des jésuites. A ce sujet, il a fait en courant quelques piquantes remarques; mais cette législation singulière méritait une analyse profonde. Dans l'antiquité, nous admirons l'institut de Pythagore, cette vaste communauté philosophique où le noviciat était si austère, où une sévère discipline présidait à tous les actes de la vie. Les constitutions des jésuites ne sont pas sans ressemblance avec les règles qu'avait établies le sage de Samos, et cette comparaison offrirait une belle étude à l'observateur équitable et savant. Nous eussions désiré aussi que, tout en s'autorisant de la bulle de Clément XIV, qui supprima les jésuites, M. Quinet examinât les causes qui avaient pu déterminer le pape à ce grand coup d'état, que ne tardèrent pas à déplorer les plus fidèles soutiens de l'église. Au surplus, sans recourir à des témoignages catholiques, Jean de Müller, historien protestant, ne craint pas, dans son impartialité, de terminer le chapitre qu'il a consacré à la cour de Rome et à la compagnie de Jésus par ces paroles : « Les sages ne tardèrent pas à penser qu'avec les jésuites était tombée une barrière nécessaire et commune à tous les pouvoirs (1). » Il y a là tout un ordre de considérations politiques dont l'absence est sensible dans les chaleureux développemens de M. Quinet.

Mais, encore une fois, reconnaissons que dans ses pages brillantes M. Quinet a fait ce qu'il a voulu faire, la guerre, et non une histoire. Il s'est défendu, il a pris l'offensive avec talent, avec succès, comme professeur et comme écrivain. Beaucoup de personnes, et nous partageons volontiers leur sentiment, ont regretté de voir dominer la polémique là où la science devrait régner seule : à qui faut-il imputer cette interversion?

Ici nous abordons un sujet affligeant. On a toujours pu constater par la polémique chrétienne à quel degré de culture intellectuelle s'est, à chaque époque, trouvée l'église. C'est dans le combat que

(1) *Histoire universelle* de Jean de Müller, livre XXIII, chap. IX, édition allemande de 1817; Tubingen.

brillent les grandes qualités et les vertus sincères. Quand l'église a eu des hommes de foi et de génie capables de construire et de développer le dogme, ils ont aussi su le défendre; c'est en grande partie par la polémique que la théologie catholique s'est fondée. Au moyen-âge, des luttes célèbres ont honoré l'église et la philosophie. Plus tard, la tradition et la hiérarchie catholiques, attaquées par la réforme avec impétuosité, ont été défendues avec éclat. Alors les débats étaient grands, parce que la doctrine était forte. Aujourd'hui que voyons-nous? Quels sont les champions de l'église? Quelques libellistes, clercs et laïques, qui se sont fait de l'injure une cynique habitude, et qui perdent aux yeux des honnêtes gens la cause dont ils se portent les soutiens. Vous trouvez dans ce qu'ils écrivent l'élégance de Tabarin s'alliant à tout l'atticisme des sacristies.

Déplorable spectacle, tant pour ceux qui ont la foi que pour tout homme qui n'a que de la raison et du goût. Autrefois l'église de France était la gardienne non-seulement de l'orthodoxie catholique, mais des saines doctrines littéraires. Les écrits qu'elle produisait ou ceux qu'elle avouait se faisaient remarquer par une politesse grave, par le respect de toutes les convenances. Aujourd'hui il suffit à un homme d'annoncer qu'il parle au nom de l'église pour se croire autorisé à toutes les violences du langage. On dirait qu'on met la plume à la main à des échappés de séminaire qui, sans rien connaître, ni la vie, ni les lettres, ni le monde, sont déchaînés contre ce que la société et la science ont de plus recommandable et de plus distingué. Que l'église y songe : en continuant à approuver tous ces déportemens, elle confirmerait l'opinion qu'il y a dans certaines parties du monde ecclésiastique une grossièreté, une ignorance que rien ne saurait ni adoucir ni dissiper. Nous savons que des membres honorables du clergé voient ces excès avec chagrin, mais ils n'osent les réprouver hautement. Les fous intimident les sages, et, ce qui est plus triste encore, ils trouvent jusque dans l'épiscopat des voix non-seulement pour les défendre, mais pour les glorifier. M. l'évêque de Chartres loue les odieux pamphlets sortis de la fabrique de Lyon; il les loue contre l'avis de son métropolitain, en rappelant à M. l'archevêque de Paris, avec une humilité tout-à-fait édifiante, que saint Pierre lui-même, quoique placé à la tête de toute l'église, fut repris par un inférieur. Le fait est exact. Il fut dit une fois à saint Pierre qu'il ne marchait pas selon l'Évangile; mais qui lui adressait cette réprimande? Saint Paul, celui que Bossuet appelle le divin apôtre et l'incomparable docteur des gentils. Nous nous trompions, vraiment,

quand nous exprimions des craintes au sujet de la doctrine et de l'intelligence du clergé. M. Clausel de Montals y tient la place de saint Paul.

L'intervention de M. l'archevêque de Paris dans les débats entre des membres de l'Université et du clergé est un fait considérable. Du premier siége épiscopal de France est partie une voix qui nous fait connaître les sentimens de l'église, ses désirs, ses projets. Dans les premiers momens, ce manifeste a été, chose rare, accueilli presque par tout le monde avec faveur. L'église a sur-le-champ reconnu que cette pièce contenait toute sa pensée et n'abandonnait rien de ses prétentions. D'un autre côté, dans le sein de l'Université, on a été agréablement surpris de voir que le clergé, par l'organe d'un de ses prélats, parlait enfin avec convenance et mesure, et cette satisfaction a empêché beaucoup de personnes de peser toute la gravité des *Observations* de M. l'archevêque. Ainsi, dans l'église, on a approuvé le fond; dans le monde, on a loué la forme. Nous ne démentirons pas le jugement du monde, mais aussi nous sentons toute la portée de l'approbation de l'église.

M. l'archevêque de Paris a trop d'expérience, il a trop de pratique des affaires et des hommes, il a trop de finesse et de goût pour accepter la moindre solidarité avec les déclamateurs grossiers qu'applaudit M. l'évêque de Chartres. L'emportement et l'injure ne sont pas dans les habitudes du savant auteur du *Traité de l'administration temporelle des paroisses*. En rédigeant ses *Observations*, il a pesé tout ce qu'il dit, calculé tout ce qu'il avance. Il a écrit avec les ménagemens et l'habileté d'un homme qui se propose de mener à bien une grande affaire. Lorsqu'on lit les premières pages de la brochure de M. l'archevêque, on serait tenté de croire qu'on a enfin rencontré un conciliateur impartial qui apporte la paix avec lui. Malheureusement cette illusion ne saurait être longue, et pour peu qu'on suive attentivement le prélat dans les déductions de sa logique, on s'aperçoit qu'au lieu d'un arbitre, on est en face d'un adversaire, et d'un adversaire intraitable sur les points fondamentaux du débat.

Nous pouvons juger quelle confiance l'église a aujourd'hui dans ses forces par la manière dont elle fait le procès à l'esprit du siècle. Voici la suite des raisonnemens par lesquels M. l'archevêque arrive à conclure que tout gouvernement civil est incapable de poser la base essentielle de l'enseignement public. La morale est indissolublement unie au dogme catholique, et ce sont seulement ceux qui sont chargés d'enseigner le dogme qui peuvent enseigner la morale.

L'enseignement moral et religieux appartient donc nécessairement au sacerdoce. Ce n'est pas tout : l'intervention du sacerdoce est encore nécessaire dans l'enseignement des lettres et de la philosophie, car il faut le préserver par la morale de tous les vices qui peuvent le rendre inutile et funeste. Or la morale ne peut être enseignée que par le sacerdoce, qui se trouve ainsi nécessairement investi de la mission de répandre l'instruction littéraire et philosophique. — Tâchons d'être aussi net dans notre réponse que M. l'archevêque l'a été dans ses affirmations. Il n'est pas vrai que la morale soit indissolublement unie au dogme catholique : la morale est une science qui relève des lois de l'esprit et de la conscience. La morale ne saurait donc être confondue avec la religion révélée, et c'est le travail de la raison de l'homme et des sociétés depuis trois siècles d'opérer cette scission, que la révolution française a définitivement établie dans nos mœurs et dans nos institutions. On aperçoit toutes les conséquences de ce grand fait. Puisque la morale n'est pas unie indissolublement au dogme catholique et s'en distingue, le gouvernement civil n'est plus frappé d'incapacité pour poser les bases de l'éducation; il n'est plus réduit au rôle de maintenir l'ordre matériel dans la société, et d'y faire, pour ainsi parler, la patrouille : lui aussi a sa mission morale, son sacerdoce intellectuel.

Les principes posés par M. l'archevêque mènent droit à un régime théocratique. Nous savons bien que ces conséquences extrêmes paraissent impraticables, même à l'auteur des *Observations;* aussi se borne-t-il à conclure que les institutions laïques ont besoin de l'enseignement moral et religieux donné par le clergé, et que le clergé n'a pas besoin de l'enseignement littéraire et philosophique donné par des professeurs. Il ajoute : « Nous ne réclamons point un droit exclusif, parce qu'un droit de cette nature entraînerait avec lui des devoirs auxquels nous ne pourrions suffire. » A ce compte, l'église n'abandonne à l'état que ce qu'il lui est impossible de faire elle-même. Elle lui laisse les écoles spéciales, les arts et métiers, le Conservatoire de musique; mais pour l'éducation morale, elle prétend au partage dans les institutions laïques, et elle veut être maîtresse absolue dans les institutions ecclésiastiques. Voilà son *ultimatum.*

Et l'Université? — L'Université, répond M. l'archevêque, est une administration à laquelle sont soumis à divers titres les colléges, les pensions et les institutions du royaume.... L'Université ne peut représenter l'état que pour des objets fort accessoires, et non pour ce

qui est de l'essence de l'enseignement. — Telle est la part que l'église fait aujourd'hui à l'état et à l'Université par l'organe d'un prélat dont on a loué la modération.

La philosophie est encore plus maltraitée par M. l'archevêque. « En fait d'erreur, dit-il aux philosophes, vous n'avez rien inventé qui ne fût connu avant Jésus-Christ. Vous n'avancerez pas, soyez-en assurés, en vous revêtant de ces vieux et impurs lambeaux dont il a délivré l'humanité. Des discussions sans fin sur des systèmes qui n'ont pas produit une idée nouvelle depuis quatre mille ans, ne vous donneront pas un progrès nouveau. » Ici, nous l'avouerons, nous n'avons pas reconnu l'adresse qui fait souvent éviter à M. l'archevêque, dans sa polémique, des écueils dangereux. Voilà donc de nouveau la guerre déclarée à la philosophie au nom de la religion par un de ses premiers pontifes. Nous avions espéré être délivrés pour long-temps de ces luttes fatales; nous avions cru un moment qu'on était entré dans une phase heureuse d'études profondes et paisibles, où chacun dans sa voie pourrait servir la science ou la religion. Nous avions trop compté sur l'esprit de paix qui devait animer l'église. C'est la guerre qu'elle veut, puisqu'elle la déclare et la commence. Elle pourrait aujourd'hui prendre pour devise : *Arma amens capio.* Et pourquoi faut-il que nous puissions avec justice ajouter : *Nec sat rationis in armis?*

Ainsi le catholicisme proclame, par la bouche de M. l'archevêque de Paris, que la science humaine n'est qu'un stérile amas d'erreurs impures. Ces provocations sont imprudentes; elles autorisent des questions qui pourraient être fâcheuses. Vous accusez la philosophie de stérilité depuis quatre mille ans. Pourquoi donc la religion chrétienne lui a-t-elle fait tant d'emprunts? Pourquoi a-t-on enté Platon sur l'Évangile? Pourquoi l'Évangile rappelle-t-il si souvent la morale du portique? Pourquoi des aveux sans nombre échappent-ils sur ces ressemblances à Lactance, à saint Augustin, à saint Jérôme? Mais nous serons plus sage que ceux qui attaquent la pensée humaine si vivement, et nous ne voulons pas insister aujourd'hui sur ces problèmes redoutables.

De toute la polémique de M. l'archevêque, nous avons dégagé trois points qui dominent tout le reste : 1° l'état est incapable de poser les bases de l'enseignement; 2° l'Université a un caractère purement administratif; 3° la philosophie n'a jamais été que mensonge et impuissance. Voilà ce que soutient aujourd'hui l'église en face de la France et du gouvernement.

Les esprits vraiment politiques doivent juger la question qui se débat entre l'état et l'église sans passion comme sans faiblesse. L'église, il faut le reconnaître, agit et parle d'après un plan qui est bien arrêté, et qui contredit sur certains points les maximes et la conduite qu'elle a suivies dans le siècle dernier. Voyez Rome : Clément XIV avait supprimé les jésuites; Pie VII les a rétablis. La papauté est revenue à sa politique du XVIe siècle, et il est permis d'affirmer qu'elle n'en déviera plus. Elle a repris à son service les jésuites comme une milice sainte; elle les a adoptés de nouveau comme une autre tribu de Lévi destinée à marcher à la tête des peuples catholiques. Regardez l'église de France : elle est tout-à-fait entrée dans les desseins de Rome, elle a ouvert ses rangs pour y recevoir la compagnie de Loyola, et c'est avec elle et par elle qu'elle espère remporter d'éclatantes victoires. Il est des personnes qui ont la bonhomie de penser qu'on devrait chercher à ramener l'église à des sentimens plus sages, qu'il faudrait lui remontrer combien elle se compromet d'une façon fâcheuse, en acceptant avec les jésuites une étroite solidarité. Que ces personnes, dont les intentions sont du reste estimables, soient bien convaincues que ce sermon qu'elles voudraient faire au clergé resterait sans effet; elles croient qu'avec les jésuites l'église se perd, mais l'église est persuadée qu'elle se sauve.

Nous nous plaçons ici en dehors de toute polémique et ne considérons que les faits. L'église, la charte à la main, demande à l'état la liberté d'enseignement : l'état doit la lui donner, mais non pas comme une dupe. Aussi les hommes et les autorités politiques ne sauraient perdre de vue qu'il ne s'agit de rien moins que d'un débat nouveau entre la puissance temporelle et la puissance spirituelle.

La liberté est la base de notre ordre social et la médiatrice nécessaire entre toutes les opinions, entre tous les droits, entre les minorités et les majorités, entre les différens cultes et l'état. Elle est écrite non-seulement dans la charte, mais dans tous les esprits, car elle est pour tous la condition de la vie. Supprimez un instant par l'imagination la liberté au sein de la société française : dans quel chaos tomberions-nous! La liberté, c'est la lumière, car à sa clarté tout le monde peut trouver sa place; c'est l'ordre, car par elle seule les contraires peuvent vivre à côté les uns des autres. Quand on demande à l'état l'application de ce grand principe sur un point nouveau, cette pétition lui signale des tendances et des ambitions nouvelles qui veulent se satisfaire : c'est ce que nous voyons aujour-

d'hui. La liberté d'enseignement est réclamée par le clergé parce qu'il veut étendre son empire; ce ne sont pas des industriels, des savans, qui la réclament, mais des prêtres.

Cependant ce n'est pas en tant que prêtres qu'ils doivent l'obtenir, c'est seulement en qualité de citoyens. Le fameux texte, *ite, et docete omnes gentes,* ne sera pas une autorité pour le gouvernement et les chambres. Ce n'est pas ici une subtilité vaine. Si c'est à des citoyens et non pas à des prêtres que la charte a promis la liberté de l'enseignement, l'état ne doit à tous que le droit commun, et de privilèges à personne. Nous ne voulons pas ici entrer dans des applications de détails qui seraient prématurées : nous maintenons seulement que la loi qui s'élabore ne saurait être pour le clergé *privata lex*, mais qu'elle doit être pour tous une déduction de la charte et de nos institutions organiques.

Voilà pour le droit. En fait, que doit penser le gouvernement de l'attitude du clergé? Les mêmes passions qui, sous les règnes de Louis XVIII et de Charles X, travaillaient l'église l'agitent toujours; elles ont d'autres interprètes, mais elles n'ont rien perdu de leur ardeur. Il y a vingt ans, en 1823, les tribunaux condamnaient *le Drapeau Blanc* pour l'insertion d'un article où l'Université était qualifiée de *séminaire de l'athéisme* et de *vestibule de l'enfer*. Cet article avait la forme d'une lettre adressée à M. l'évêque d'Hermopolis, grand-maître de l'Université, et elle était signée par M. l'abbé de Lamennais. En 1829, quand M. de Polignac eut quitté l'Angleterre pour prendre la présidence du conseil, un journal de Londres, *the Courier*, parlant avec éloge du ministère du 9 août, disait : « On pense généralement qu'il débutera par quelque mesure qui assurera les libertés et les droits de la nation; le monopole de l'Université disparaîtra; l'établissement des écoles ou pensions sera essentiellement libre. » Quand le gouvernement de 1830 retrouve dans certaines régions de la presse les fureurs du *Drapeau Blanc*, et dans les pétitions du clergé la politique de M. de Polignac, la défiance peut lui être permise. Nous ne disons pas que cette défiance doive aller jusqu'au refus du droit qu'on réclame avec une vivacité suspecte; mais les gens sages et de bonne foi ne nous désavoueront point, quand nous demanderons que l'exercice du droit ne soit pas séparé d'une surveillance et de garanties nécessaires non moins à la société qu'à l'état.

Nous avons fait la part de la liberté promise par la charte et des circonstances; il ne nous reste plus qu'à vider la question de prin-

cipe entre la puissance temporelle et la puissance spirituelle. Quand on considère la souveraineté politique telle que l'ont établie la révolution française et la charte, il faut bien reconnaître son caractère tout-à-fait rationnel. Tout notre droit public se compose de théories philosophiques devenues des lois. L'égalité des citoyens devant la loi, la liberté individuelle, l'égalité des cultes, la liberté de la pensée et de la presse, la séparation de la puissance exécutive d'avec la législative, le pouvoir législatif divisé entre la royauté et deux chambres, tous ces principes ont été long-temps débattus par l'esprit humain avant d'être les bases de notre constitution, tous ces principes contiennent la raison et Dieu. Comment l'état reconnaît-il que la liberté humaine est sacrée, si ce n'est par les données de la raison? Pourquoi proclame-t-il en même temps la sainteté et l'égalité des cultes, si ce n'est parce qu'il s'élève à l'intelligence de Dieu. Ainsi la sphère des idées dans laquelle l'état se meut et se développe répond par son étendue à la nature des choses. L'état a ses principes, ses convictions, ses doctrines, par lesquelles il travaille à résoudre tous les problèmes, à répandre toutes les vérités, et l'ordre temporel est complet par lui-même. Voilà pourquoi l'état enseigne et a le droit d'enseigner.

Mais cette universalité d'attributions n'est-elle pas un attentat à la puissance spirituelle? Non, car cette puissance se meut dans une autre sphère qui n'est pas moins vaste. Par la foi, la religion s'est créé un monde moral où tous les objets qu'embrasse la philosophie sont vus et contemplés à la lumière du dogme révélé. Là elle est souveraine, là il serait insensé que l'état voulût intervenir. Quand la puissance spirituelle tombe sous la dépendance du pouvoir temporel, en ce qui touche l'enseignement du dogme, elle est stérile et avilie. Nous avons eu à plusieurs époques ce triste spectacle dans les pays où règne le protestantisme; au contraire, il est fort rare que dans les états catholiques la liberté chrétienne de l'église n'ait pas été respectée.

Dans le domaine du dogme et de la spiritualité, l'église doit jouir d'une indépendance absolue, et l'état ne saurait intervenir que lorsque la religion s'exprime au dehors par le culte. Telle est la nature des choses, et notre législation ne la contredit pas (1). Le culte, cette manifestation des croyances religieuses, affecte trop la

(1) Le concordat du 26 messidor an IX est entièrement basé sur cette distinction, qui remonte bien haut, car on pourrait la reconnaître dans ces paroles du Christ : « Reddite quæ sunt Cæsaris, Cæsari et quæ sunt Dei, Deo. »

société civile pour qu'elle n'ait pas le droit de s'immiscer dans le réglement de son administration et de sa discipline. Qu'on juge alors si l'état n'a pas un droit d'immixtion et de surveillance, quand l'église sort du sanctuaire pour disputer au pouvoir temporel l'éducation de la jeunesse!

Les rapports entre les deux puissances, entre l'état et l'église, sont nettement déterminés, et nous pouvons insister sur toute l'étendue de la mission du pouvoir temporel. Les champions du clergé ne se lassent pas de reprocher au gouvernement de 1830 qu'il se préoccupe exclusivement des intérêts matériels. Ils l'accusent de corrompre les générations nouvelles en les abandonnant à de mauvais instincts, à l'amour du lucre et des jouissances. A les entendre, la religion seule est capable de purifier ces ames en péril et de les sauver. Nous savons tout ce qu'il y a dans ces reproches de calomnieuses exagérations; ceux qui les font, ou plutôt qui les vomissent, noyés dans un torrent d'invectives, ont juré une haine implacable à notre gouvernement et à l'esprit philosophique de notre siècle. Toutefois ces déclamations doivent servir d'avertissement. Le pouvoir temporel doit, il en est temps, reprendre avec énergie la direction des intérêts moraux dans tous les ordres d'idées et dans toutes les classes sociales. Ne nous endormons pas au milieu d'une sécurité molle et trompeuse. Le pouvoir temporel a en face de lui des adversaires, des compétiteurs, qui lui font une guerre sans trève ni merci. Qu'il ne laisse pas s'accréditer par une dangereuse incurie cette opinion, que le gouvernement représentatif est peu susceptible de grandeur morale.

Serait-il vrai? faudrait-il penser que le principal mérite du gouvernement représentatif est de faciliter les gros impôts, les vastes budgets, et que dans la sphère morale il est impuissant et stérile? S'il en était ainsi, notre civilisation politique aboutirait à un résultat dérisoire. Nous ne nous serions tant agités que pour descendre! Le spectacle de notre affaissement moral serait plus affligeant encore qu'il ne l'est déjà, que nous refuserions de souscrire à une conclusion pareille. La liberté, la liberté modérée, doit être au moins aussi puissante pour le bien que le despotisme. Est-ce avoir pour elle trop d'ambition? Dans le siècle dernier, au moment où les jésuites étaient proscrits sur tous les points du globe, quand ils étaient chassés de France, d'Espagne, du royaume de Naples, de l'Amérique espagnole, et même du Paraguay, Frédéric-le-Grand permettait qu'ils restassent en Silésie, et il disait : *Je ne fais pas de mal aux jésuites,*

étant bien sûr d'empêcher qu'ils en fassent, et je ne les opprime point, parce que je saurai les contenir. Qui pourrait aujourd'hui, au nom de notre gouvernement, parler avec la même fermeté? Cependant il est urgent que le pouvoir et les chambres interviennent avec puissance dans toutes les questions morales qui inquiètent les esprits, pour accomplir avec une intelligente activité tout ce qui est praticable et bon, pour lutter avec énergie contre les théories erronées et les prétentions coupables. L'éducation des masses, l'amélioration de leur condition matérielle, l'instruction de la jeunesse, la direction morale qu'il faut imprimer aux générations nouvelles, tout cela ne saurait, sans un extrême péril, être abandonné au hasard ou aux entreprises des partis. Dans ces derniers temps, on a un peu négligé tous ces devoirs. Il est remarquable qu'il y a dix ans, quand le gouvernement de 1830 était encore engagé dans des luttes ardentes, ses représentans, et au pouvoir et dans les chambres, semblaient convaincus plus qu'aujourd'hui de la nécessité d'agir moralement sur les masses. C'est en 1833 que fut débattue et promulguée la loi sur l'instruction primaire. A cette époque, le gouvernement, nous parlons ici des trois pouvoirs, montra qu'il n'entendait abdiquer aucune de ses attributions morales. Alors, il est vrai, on n'eût pas osé prétendre, au nom de l'église, que l'état était incapable de donner au peuple une éducation saine; alors le langage du clergé était plus prudent, son attitude plus modeste. Devant le ton qu'il a pris depuis plusieurs années, devant les prétentions qu'il affiche, le pouvoir temporel doit-il battre en retraite, se faire humble et petit? Qui oserait, au sein du gouvernement, conseiller tant de faiblesse? C'est au nom de l'ordre, de la stabilité sociale, qu'il faut demander aujourd'hui au pouvoir, pour tout ce qui concerne la satisfaction légitime et la défense des intérêts moraux, un esprit d'initiative et une main ferme.

Ce n'est pas exclusivement par l'Université que l'état exerce son sacerdoce intellectuel; toutefois ce grand corps est le principal agent par lequel l'instruction et les lumières se répandent dans toutes les parties de la société. « Il n'y aura pas d'état politique fixe, s'il n'y a pas un corps enseignant avec des principes fixes, » avait dit Napoléon au sein du conseil d'état, et, en vertu de cette maxime cet homme qui portait, pour ainsi dire, dans la science du gouvernement la divination d'un poète, fonda l'Université. Il est glorieux pour l'institution universitaire d'être contemporaine des grandes créations politiques, qui étaient comme les assises de la société nou-

velle. L'Université eut jusqu'à la chute de l'empire une existence laborieuse et paisible; on la vit alors raviver les saines traditions sociales et littéraires, et remettre en honneur les éternels modèles du goût et de la raison. Elle parcourut cette première phase, si honorable et si utile, avec une activité modeste et sans discussion avec personne. Quand vint la liberté, la polémique parut. Durant la restauration, l'Université eut à se défendre contre la puissance ecclésiastique, et fut souvent opprimée par elle. Toutefois, les plus avisés de ses adversaires ne voulaient pas la détruire, mais la dominer, et sur ce point, comme sur bien d'autres, il y avait division parmi les hommes qui se disaient particulièrement appelés à sauver la monarchie et la religion. Les plus exaltés demandaient à grands cris l'anéantissement de l'Université, parce qu'ils voulaient transférer l'enseignement de l'état à l'église. L'Université avait donc alors à lutter contre des inimitiés implacables, et elle ne trouvait souvent dans les hautes régions du pouvoir qu'une bienveillance douteuse. Aujourd'hui la situation est différente : plus forte sur un point, elle est plus exposée sur un autre. L'Université a tout l'appui du gouvernement, mais elle a en face d'elle des adversaires plus nombreux et plus redoutables. Ce n'est plus seulement une coterie, c'est l'église elle-même qui descend dans l'arène. L'Université, cette autre église laïque, a, nous le croyons, toutes les forces nécessaires pour résister avec honneur, avec supériorité, si elle comprend qu'elle doit s'identifier de plus en plus avec l'esprit du siècle, et tenir plus haut que jamais, tout en rendant à la religion les respects qui lui sont dus, le drapeau de la science humaine.

Entre le catholicisme et la philosophie, le débat est rouvert. Continuer sa marche avec fermeté, prouver sa force par des développemens féconds, affirmer dans toute leur étendue les droits et la puissance de la raison humaine, sans prendre contre les croyances et les interprètes de la religion une attitude hargneuse et hostile, voilà, selon nous, quelle doit être l'ambition et la conduite de la philosophie. Ni exagérations, ni emportemens : ce serait ressembler à certains dévots par leur plus mauvais côté, par le fanatisme; mais aussi pas de faiblesse, pas de concessions pusillanimes : la pire de toutes les hypocrisies serait l'hypocrisie des philosophes. C'est aux représentans de l'esprit philosophique de ne pas amoindrir ou éluder les problèmes, de ne reculer devant aucun des devoirs qu'imposent la recherche et le culte de la vérité. Autrement, sans trouver grace devant ses adversaires, on ruine sa propre cause.

La société est assez forte aujourd'hui pour que l'antagonisme de la religion et de la philosophie ne l'ébranle pas. Il semblerait au premier aspect que les prêtres et les philosophes devraient plutôt s'entendre que se combattre, puisque tous spéculent sur la nature morale de l'homme. Si un jour l'humanité, ce qu'à Dieu ne plaise! devenait assez industrielle pour ne plus vouloir s'occuper que de ce qui est palpable aux sens, elle mettrait également hors de cour les philosophes et les prêtres. Pourquoi donc se querellent-ils entre eux? Mais les passions sont plus fortes, et, plus on est rapproché par le fond des choses, plus on se fait la guerre. Prenons donc la réalité telle qu'elle se comporte. Aux esprits incultes, aux ames tendres, aux imaginations vives, la religion inculque les vérités morales sous une forme qui échappe à toute discussion, car la religion révèle et elle ordonne. Ce dogmatisme est salutaire et digne du respect de tout homme qui a réfléchi sur la nature humaine et sur la société. Cependant il est des esprits qui réclament une autre nourriture; ni les surprises de l'imagination, ni les émotions de l'ame, ne suffisent pour les convaincre et les mener. Chez eux, la raison domine avec ses exigences et ses lois : elle observe, elle analyse, elle décompose, puis elle se met à reconstruire le monde qu'elle a décomposé. Quelle est la société, quel est le gouvernement qui pourrait sérieusement se proposer la proscription du génie philosophique? Un jour le premier consul se promenait dans une allée solitaire du parc de la Malmaison : le son de la cloche de Ruel vint à retentir; Bonaparte fut ému. Il resta plongé long-temps dans une rêverie profonde d'où il sortit affermi dans le projet de rétablir la religion catholique. Le dessein était aussi grand que juste. Malheureusement, Napoléon y mêla une réaction violente contre les idées, les *idéologues* et la philosophie. Ici commença la part de l'erreur. Pourquoi Napoléon ne se souvint-il pas qu'Alexandre ne mit pas seulement son orgueil et son génie à jeter bas l'empire des Perses, à fonder une ville qui devait attirer à elle le commerce du monde, enfin à aller chercher à travers les sables de la Libye le nom de fils de Jupiter, mais qu'il se glorifiait aussi de lire et de comprendre Aristote?

LERMINIER.

FERNAND.

DERNIÈRE PARTIE.[1]

I. — FERNAND DE PEVENEY A KARL STEIN.

Que faire? que devenir? Plus j'envisage ma position, moins j'y vois d'issue. Qu'est-ce donc que le cœur de l'homme? Quel est ce sentiment égoïste et cruel qui m'arrache à ce que j'aime, me lie à ce que je hais et me perd pour se sauver lui-même? Insensé et farouche honneur! j'obéis à ta loi sans mérite : je te maudis en te servant, et je t'abhorre en faisant tout pour toi.

Je t'écris hors de France. Quel voyage! Deux misérables attachés à la même chaîne, condamnés à perpétuité l'un à l'autre! On me dit que je suis en Suisse. Je ne sais; que m'importe? J'ai quitté pour jamais la patrie du bonheur. Encore, si je pouvais exhaler librement ma fureur et mon désespoir! La bête fauve mord en rugissant les barreaux de sa cage; mais moi, avec la mort dans l'ame, avec la rage dans le sang, je dois n'offrir aux regards inquiets qui m'observent qu'un visage heureux et souriant. Il faut que je respecte des susceptibilités toujours prêtes à s'effaroucher, et que je ménage un

(1) Voyez la livraison du 1er octobre.

orgueil inflexible qui ne veut rien devoir à ma pitié. Est-ce un rêve? n'est-ce point la folie? C'est l'enfer et la damnation éternelle.

Oui, l'enfer, avec le souvenir du ciel! Comme si ce n'était pas assez des tourmens que j'endure, le sentiment des félicités perdues en redouble encore l'horreur et l'amertume. J'entends la voix connue des anges qui m'appellent; de quelque côté que je me tourne, je vois, au lointain horizon, les ombrages de Mondeberre et deux blondes têtes qui, du haut des tourelles, semblent épier l'heure de mon retour. Je suis maudit. Il y a des instans où je m'écrie que c'est impossible, que cet état ne saurait durer, qu'il est insensé de sacrifier ainsi sa vie tout entière; mais je retombe bientôt découragé, comme le malheureux qui, en faisant le tour de son cachot, s'est assuré qu'il doit renoncer à tout espoir d'évasion.

Peux-tu bien te faire une idée du perpétuel tête-à-tête dans lequel nous traînons, Arabelle et moi, des jours qui sont autant de siècles? Comprends-tu à quel point s'est vengé cet homme? J'ai la conviction qu'avant de partir, il avait surpris ma lettre de rupture; déjà les bruits du monde avaient éveillé ses soupçons; cette lettre n'a pas été brûlée ainsi que le pense Arabelle. Quoi qu'il en soit, M. de Rouèvres doit être content de son œuvre. Il nous aurait enchaînés l'un à l'autre dans l'ardeur partagée d'une passion mutuelle, que la vengeance n'en eût été ni moins sûre, ni moins horrible. L'amour est libre et vit d'illusions; lui ôter le prisme et la liberté, c'est en faire la plus morne des réalités, le plus odieux des esclavages. C'est ce qu'a fait cet homme. Il nous a chargés à la fois de liens et d'opprobre; en nous condamnant à vivre face à face, il a voulu que nous ne pussions désormais nous regarder l'un l'autre sans rougir. Il nous a dépouillés de tout charme et de tout prestige; il a flétri jusqu'au passé; de deux amans il a fait deux forçats marqués par la main du bourreau. Telle est notre destinée. Nous allons sans but, au hasard, courbés sous le sentiment de notre commune déchéance, nous épuisant en vains efforts pour tromper l'ennui qui nous ronge.

Et toujours, et partout, une voix mystérieuse murmurant à mon cœur : Où vas-tu? le bonheur est là, près de moi, qui t'attend!

II.

Parfois je me révolte et m'indigne contre moi-même; je traite mes scrupules de faiblesse et de lâcheté. Est-il juste, après tout, que je

porte la peine d'un égarement dont je n'ai pas été le complice? Je me dis aussi que l'honneur ne fait pas à la haine un devoir de l'amour; je me dis que je hais cette femme, que je ne lui dois rien que d'assurer sa destinée; qu'elle ait donc à prendre ma fortune et qu'elle me rende ma liberté. Ah! malheureux, plût au ciel qu'il en pût être ainsi! Que ne m'est-il permis de la racheter, cette liberté que je pleure! Je la paierais avec joie de tout ce que je possède en ce monde. J'irais vivre sous un toit de chaume, je gagnerais ma vie à la sueur de mon front, et je bénirais le Dieu qui m'aurait fait de si doux loisirs. Mais, ami, tu connais Arabelle! C'est une ame fière et superbe avec laquelle il serait insensé de vouloir entrer en arrangement. Si l'honneur me fait une loi de ne lui point retirer mon appui, de son côté l'honneur lui commande de ne rien accepter que de mon amour. Ajoute qu'elle a toutes les exigences et toutes les susceptibilités que sa situation comporte, d'autant plus ombrageuse qu'elle est préoccupée sans cesse de l'idée de sa dépendance. Je n'ai pas le droit d'être distrait ou silencieux; on commente mes regards, on mesure mes gestes, on pèse mes paroles. Qu'un nuage passe sur mon front, il s'en échappe aussitôt des orages que je dois m'efforcer de calmer. Combien de fois déjà m'a-t-elle offert, dans sa fierté blessée, de me délivrer de sa présence! C'est moi qui suis obligé de la rassurer et de la retenir. Quel amour ne faudrait-il pas pour alléger un si rude labeur! J'ai beau me dire que je suis le seul être ici-bas qui doive la juger avec quelque indulgence, j'ai beau me répéter que ce n'est point à moi qu'il appartient de la fouler aux pieds, et que c'est le moins qu'on pardonne aux erreurs de l'amour qu'on inspire; c'est plus fort que moi, je la hais. D'ailleurs, sachons que l'amour n'a rien à voir en ces sortes d'union. N'est-il pas honteux que ce qu'il y a de plus beau sous le ciel serve de prétexte et d'excuse à de telles aberrations? Quoi! l'oubli de tous les devoirs, la folle exaltation de la tête et des sens, les dérèglemens d'une imagination sans frein, l'impudeur en plein vent, l'audace effrontée qui brave tout et que rien n'arrête, ce serait là l'amour, cette chose de Dieu! Non, non, ce n'est pas ainsi que procède l'amour véritable, et c'est l'outrager que de mêler son nom à de pareilles aventures.

III.

Hier, à la fenêtre d'une auberge où nous étions depuis quelques heures, j'ai vu s'arrêter devant la porte une chaise de poste et Gus-

tave P... en descendre. Tu le connais; tu dois te souvenir de l'avoir entrevu çà et là dans le monde. J'ai couru à lui; car, à quelque degré d'intimité qu'on soit l'un et l'autre, c'est toujours une grande joie de se rencontrer ainsi hors de la patrie commune. Il faut avoir quelque peu voyagé pour savoir quelle prompte fraternité s'établit, passé la frontière, entre gens du même pays. On se connaissait à peine sur le sol natal, on se trouve frères sur la terre étrangère. Bien donc qu'il n'eût jamais existé entre Gustave et moi que des relations simplement bienveillantes, nous nous sommes embrassés comme de vieux amis; puis, les premiers transports apaisés, il m'a pris par la main et m'a présenté à une jeune et belle personne qui se tenait auprès de lui et que je n'avais pas remarquée. Je ne le savais pas marié; je l'ai félicité de mon mieux. C'est qu'en effet sa femme est charmante : ils sont charmans tous deux. Je me suis assis à leur table, et nous avons causé. C'était la première fois depuis six semaines que j'échangeais librement mes sentimens et mes idées. Nous avons parlé de Paris, qu'ils ont quitté tout récemment; en les écoutant, je me sentais renaître. Gustave ne m'a rien dit de son bonheur, mais ce bonheur rayonnait sur son front, et d'ailleurs sa jeune compagne en révélait plus par sa seule présence qu'il n'aurait pu lui-même en raconter. Ses cheveux sont blonds comme ceux d'Alice, et, quoique d'une beauté moins parfaite et moins poétique, elle m'apparaissait comme l'ombre gracieuse de la vierge de Mondeberre. Je ne sais par quel enchantement j'en vins à oublier, dans l'entretien de ces deux jeunes gens, le boulet que je traîne au pied; toujours est-il que je l'oubliai. Je me crus libre, libre comme l'oiseau captif qui monte dans les plaines de l'air jusqu'à ce que l'oiseleur cruel tire le fil qui le fait retomber brusquement sur la terre. L'amour est généreux, le bonheur expansif : Gustave m'offrit de les accompagner, sa femme et lui, dans leurs excursions. J'acceptai étourdiment; mais comme nous nous préparions à sortir, Arabelle entra dans la salle et vint à moi d'un air familier. Gustave reconnut Mme de Rouèvres. Il comprit tout; il salua froidement Arabelle, prit sous son bras le bras de sa femme, et je les vis tous deux disparaître au détour du sentier.

La passion a des instincts qui ne la trompent pas : Arabelle devina sur-le-champ ce qui se passait en moi; elle en fut irritée et jalouse. Rien ne révolte plus les ames qui vivent dans le trouble et dans le désordre que le tableau de ces chastes unions sanctifiées par l'ordre et le devoir, de même que rien n'exaspère les gens qui ne font rien comme de voir les gens qui travaillent. Arabelle essaya

d'abord d'effacer dans mon cœur l'impression douloureuse; elle voulut que le bonheur de ces deux jeunes gens pâlît et s'éclipsât devant le nôtre. Elle m'entraîna dans la montagne, et, me forçant à m'égarer avec elle sous les pins et sous les mélèzes, elle me récita, avec de nouvelles variantes, toutes les litanies de son implacable tendresse. Mais à tout ce qu'elle put dire je restai taciturne et sombre. Sa colère grondait sourdement; je me sentais moi-même au bout de ma patience. Voyant qu'elle ne réussissait même pas à me distraire, Arabelle, poussée par l'envie, arriva, par je ne sais quels perfides détours, à se railler du jeune couple qu'elle n'avait fait qu'entrevoir. Je m'indignai de l'entendre outrager l'image des félicités que j'avais répudiées pour elle : il me sembla qu'elle insultait Mlle de Mondeberre. Mon sang bouillonnait dans mes veines; pourtant je retenais encore la tempête déchaînée dans mon sein. Que te dirai-je? la tempête éclata, et ce fut entre ces deux amans une scène d'emportemens et de violence, telle qu'on eût dit deux ennemis près de se déchirer l'un l'autre.

Et tandis que nous échangions à voix étouffée tout ce que la haine peut aiguiser et empoisonner de paroles, tandis qu'Arabelle se meurtrissait le front, tandis que moi, sombre et rugissant, je labourais et j'ensanglantais ma poitrine, sereine et recueillie, la nature se reposait des fatigues du jour; on n'entendait que le bruit lointain des cascades; la lune radieuse planait sur la cime des monts, et je vis, à la clarté de ses rayons d'argent, Gustave et sa femme qui marchaient à pas lents, amoureusement inclinés l'un vers l'autre : la jeune épouse était suspendue au bras du jeune époux comme la vigne en fleurs aux branches de l'ormeau; tous deux se regardaient en silence et semblaient écouter le langage muet de leurs ames.

IV.

Nous étions assis l'un près de l'autre sur un tertre, au bord d'un abîme. Le jour tombait; le site était sauvage. De noirs sapins entremêlés de hêtres prodigieux se dressaient au-dessus de nos têtes. Des quartiers de roc qu'on eût dits entassés par la main des géans, étalaient çà et là leurs masses sans verdure. Autour de nous pas un être vivant, rien qui révélât la trace d'un pas humain : vraie Thébaïde qu'eût aimée Salvator. Nous y étions arrivés à travers mille dangers, de bois en bois et de roche en roche, poussés moins par la curiosité

que par l'instinct des cœurs malheureux qui se plaisent aux tableaux de la nature désolée. Au-dessous de nos pieds, un torrent mugissait dans le gouffre. Nous nous taisions. Je pensais à ma vie brisée, au bonheur perdu, à l'obstacle éternel, et, tout en songeant, je plongeais un avide regard dans l'abîme qui me fascinait. Arabelle en était si près, qu'il eût suffi d'un coup de vent pour l'y précipiter. Dieu seul nous regardait; le gouffre était sans fond. J'eus peur; je me jetai sur elle, je la pris dans mes bras, je l'emportai comme une bête fauve, et, quand je l'eus déposée sur le gazon, j'allai tomber à quelques pas, glacé d'horreur et d'épouvante.

Touchée de tant d'amour et de sollicitude, Arabelle baisa mes mains avec transport; je priai Dieu, qui lit dans les ames, de m'absoudre et de me pardonner.

V.

Nous touchons à une crise inévitable. Quelle en sera l'issue? Je l'ignore; mais il n'est pas de chaîne qui, à force de se tendre, ne finisse par se briser. Nous en venons insensiblement à perdre vis-à-vis l'un de l'autre tout ménagement et toute retenue. Arabelle souffre; une sombre inquiétude la mine et la consume. Sa passion s'aigrit, ma patience se lasse, notre humeur s'irrite, et nos relations s'enveniment. S'il n'est pas d'amour qui puisse résister à un tête-à-tête forcé, tu peux juger quelle intimité est la nôtre. Je m'observe et me domine encore, mais il m'échappe parfois, malgré mes efforts pour les retenir, des paroles qui jaillissent comme des éclairs et jettent dans le cœur d'Arabelle de soudaines et sinistres lueurs. L'infortunée se débat sous le sentiment de la réalité qui l'étreint. L'instinct de sa destinée la presse et l'enveloppe de toutes parts. Son martyre peut s'égaler au mien.

VI.

Ce que j'avais prévu est arrivé. Le choc a été terrible; mais nous n'en sommes liés l'un à l'autre que par un nœud plus étroit et plus sûr. Ainsi parfois la foudre, dans ses effets capricieux, allie violemment les métaux le moins susceptibles de se combiner.

Déjà, depuis plusieurs jours, un orage s'amassait silencieusement dans nos cœurs. Hier soir, écrasée sous le poids de la journée (de-

puis la veille nous n'avions pas, je crois, échangé deux paroles), Arabelle s'était jetée sur un lit de repos, tandis que moi, debout auprès de la croisée ouverte, je m'occupais à regarder dans la cour de l'auberge deux femmes qui venaient de descendre d'une berline de voyage. L'une, à la fleur de l'âge, mais pâle et l'air souffrant, grande et mince comme un roseau, s'appuyait languissamment sur l'autre, plus âgée, qui, l'observant d'un œil inquiet, la soutenait avec amour. C'étaient sans doute une mère et sa fille. La jeune personne était si frêle et si débile, qu'elle me parut près de défaillir. A peine, en effet, eut-elle fait quelques pas, qu'elle fut obligée de s'asseoir sur un banc de pierre. Elle y demeura plusieurs minutes à reprendre ses sens. Sa mère, assise auprès d'elle, la tenait appuyée sur son sein. Je les contemplais avec une vague émotion, sans chercher à me rendre compte ni du charme que j'y trouvais ni de l'attendrissement que je sentais me gagner peu à peu, quand tout à coup, à cette même fenêtre où j'étais, je vis la tête d'Arabelle se pencher auprès de la mienne. Soit que l'expression de mon visage trahît en cet instant la préoccupation de mon cœur, soit que la passion ait le don de seconde vue, soit enfin qu'Arabelle ne cherchât qu'un prétexte à ses emportemens, toujours est-il qu'à son insu peut-être elle comprit mieux que moi-même ce qui se passait en moi.

Elle m'arracha brusquement de la croisée, et, m'entraînant dans le fond de la chambre : — Qu'aviez-vous donc, me demanda-t-elle, à regarder ainsi ces deux femmes? Vous caressiez, à coup sûr, une espérance ou un souvenir. — A ces mots, qui frappaient plus juste qu'elle ne le croyait sans doute, je me troublai, puis je m'irritai de voir que j'avais été surpris et deviné. En général, nous n'avons de pitié pour la jalousie que lorsque rien ne l'excuse et ne la justifie; nous pardonnons volontiers à son aveuglement, jamais à sa clairvoyance. Je répliquai avec un sentiment de colère mal contenu; Arabelle en conclut naturellement qu'elle avait touché, sans le savoir, l'endroit sensible de mon être. Ainsi engagée, la querelle alla croissant. Ce ne fut long-temps qu'une escarmouche de traits plus ou moins acérés, de paroles plus ou moins amères; bientôt ce devint de part et d'autre une vraie furie. Au plus fort de la mêlée, Arabelle s'oublia jusqu'à me reprocher les sacrifices qu'elle m'avait faits; je m'en tins d'abord à lui rappeler brutalement que ces sacrifices, je ne les avais pas sollicités. Elle persista dans ses récriminations et m'accabla de mépris et d'outrages. — Prenez garde! m'écriai-je à plusieurs reprises; prenez garde, Arabelle, vous jouez avec la foudre!

— Elle ne douta plus que je n'eusse un secret qui brûlait mon cœur et mes lèvres; elle ne s'en montra que plus acharnée. — Arabelle!... m'écriai-je encore une fois d'une voix menaçante. — Parlez! frappez! s'écria-t-elle avec égarement. Je suis perdue, je le sais, je le sens; ne me laissez pas plus long-temps languir. — J'essayai vainement de la calmer; elle continua de m'aiguillonner et de me harceler avec une rage nouvelle. J'étais à bout. Il vint un instant où j'oubliai tous les engagemens que j'avais pris vis-à-vis d'elle, vis-à-vis de moi-même. Comme un homme qui tient entre ses mains une arme à feu, et qui, sans le vouloir, lâche, en se débattant, le coup qui doit donner la mort, je lui déchargeai mon secret dans le cœur. J'étais fou, j'étais ivre. Aux trop faciles sacrifices qu'elle s'était imposés pour moi, j'opposai sans pitié les renoncemens que je m'étais imposés pour elle; j'abattis l'orgueil de la passion sous l'orgueil du devoir; je racontai avec une complaisance cruelle les félicités au milieu desquelles elle était venue me surprendre, l'avenir qu'elle avait ruiné de fond en comble, les joies que j'avais abjurées pour la suivre. Tandis que je parlais, je la voyais devant moi, debout, pâle, immobile, écoutant avec la volupté du désespoir, s'abreuvant à longs traits du poison que je lui versais. Je voulais m'arrêter, mais j'étais emporté comme par des ailes de flamme. Enfin, quand j'eus tout dit, pareil au meurtrier qui s'enfuit après avoir plongé et retourné le poignard dans le flanc de sa victime, je m'élançai hors de la chambre, je traversai le village comme un insensé, et me jetai dans la montagne. Je courus long-temps sans savoir où j'allais. Un instinctif effroi me ramena auprès d'Arabelle. Je retrouvai désert l'appartement où je l'avais laissée. Je pris sur une table une lettre pliée à la hâte : c'étaient seulement quelques lignes qui me disaient un éternel adieu et me rendaient à la liberté. Ami, ce moment fut court, mais enivrant. Je poussai un cri de joie sauvage, et j'aspirai l'air à pleins poumons.

— Libre! libre enfin!

— Non, malheureux, s'écria tout à coup une voix implacable, non, tu n'as pas le droit de l'accepter, cette liberté qu'on te rend! Rattache tes fers, misérable!

La pensée est prompte comme l'éclair. Je me rappelai ce que j'avais oublié dans un transport de folle ivresse; je me souvins que cette femme s'était fermé toutes les portes pour venir frapper à la mienne, et que, privée de moi, l'infortunée n'avait que le suicide pour refuge. Je me demandai si sa mort me serait moins lourde à porter

que sa vie. En même temps ma conscience exaltée souleva contre moi toutes les tentations, tous les souhaits criminels qui s'étaient glissés, souvent à mon insu, dans les replis ténébreux de mon cœur. Ces réflexions furent si rapides, qu'en moins d'une seconde le cri de délivrance que j'avais poussé se changea brusquement en un cri d'épouvante. Je m'informai de la direction qu'avait prise Arabelle en sortant; je me précipitai sur ses traces. La terreur, la pitié, le remords, étouffaient en moi la voix de la haine, et jusqu'au sentiment de ma propre infortune; je n'étais plus qu'un amant éploré courant après sa maîtresse infidèle. J'interrogeais tous les passans que je rencontrais sur ma route; je prêtais l'oreille à tous les bruits; mon regard plongeait dans tous les abîmes; je criais le nom d'Arabelle à tous les échos. Je m'arrêtais, j'écoutais, je reprenais ma course haletante. La nuit me surprit, une nuit sombre, sans lune et sans étoiles. J'allais toujours.—Arabelle! Arabelle!—Rien ne me répondait que les plaintes du vent, qui me faisaient parfois tressaillir et glaçaient mon sang dans mes veines. Je venais de m'asseoir, désespéré, quand j'aperçus à peu de distance une lumière qui brillait à travers les arbres. J'y courus: des chiens aboyèrent à mon approche. C'était une pauvre cabane adossée contre la montagne. Je poussai la porte, j'entrai et je vis, près d'un feu de pommes de pin qu'on avait allumé pour la réchauffer, une femme accroupie, les cheveux épars, le visage meurtri: c'était elle. Des pâtres l'avaient recueillie demi-morte sur le bord d'un sentier. Dans ma joie de la retrouver vivante, j'allai m'agenouiller à ses pieds, je l'enlaçai de mes bras; comme autrefois, je l'appelai des noms les plus tendres. Elle, cependant, ses grands yeux attachés sur moi avec cette fixité du regard particulière à la folie, ne répondait à mes paroles que par un doux sourire étonné, mille fois plus effrayant que les emportemens de la colère. Je la crus folle, je me crus moi-même près de perdre la raison. — Parle-moi! réponds-moi! m'écriai-je avec désespoir. C'est moi, c'est Fernand qui t'aime! — A ces mots, passant une main sur son front, de l'air d'une personne qui cherche à se ressouvenir, elle resta quelques instans à m'examiner avec inquiétude; puis tout d'un coup ses traits se contractèrent, un cri terrible sortit de sa poitrine, elle s'arracha de mes bras, et tomba raide sur le carreau.

Je la relevai et la portai au grand air. Le froid de la nuit la réveilla. Je l'avais déposée sur l'herbe et je réchauffais ses mains glacées sous mes baisers. Revenue à elle, son premier mouvement fut de s'enfuir; je la retins par une étreinte passionnée. — Fernand,

vous m'avez tuée, me dit-elle. Je ne vous en veux pas; seulement que n'avez-vous parlé plus tôt? Rien ne vous était plus aisé que de vous délivrer de moi; mon intention n'a jamais été de m'imposer à vous, d'être une charge dans votre existence, un obstacle à votre bonheur. Je ne voulais que votre amour; je le sentais m'échapper, mais j'espérais le ressaisir. J'ignorais qu'il fût à une autre. Vous êtes libre. Retournez vers cette fille que vous aimez, et laissez-moi mourir en paix. Soyez heureux, et que mon souvenir n'importune point votre joie. — Elle parla long-temps ainsi, sans reproches, sans amertume, avec une résignation touchante, s'excusant d'avoir troublé ma destinée et me suppliant de lui pardonner. — Vous vivrez! vous vivrez! m'écriai-je. Et je me mis à retirer une à une les flèches empoisonnées que je lui avais décochées dans le sein; j'appliquai mes lèvres à ses blessures pour en extraire le venin mortel. Je rétractai toutes les paroles qui m'étaient échappées quelques heures auparavant. Devait-elle en croire les révoltes et les transports d'une ame violente et d'un caractère irascible? Je m'efforçai de lui prouver que ce n'avait été qu'un jeu cruel; je m'écriai que je l'aimais, que je n'aimais qu'elle, et qu'elle était ma vie tout entière. Et, chose étrange, j'étais de bonne foi. En cherchant à l'abuser pour la sauver, comme un acteur qui, à force de chaleur et d'entraînement, arrive à s'identifier avec son rôle et finit par se croire le personnage qu'il représente, j'étais parvenu à me tromper moi-même. J'oubliai tout et m'abandonnai naïvement aux sentimens que j'exprimais. Arabelle m'écoutait d'un air incrédule, et repoussait tous mes discours. Sa résistance acheva de m'exalter. Un instant, je m'interrompis pour la regarder à la lueur de la lune qui venait de percer les nuages. Pâle, échevelée, les mains jointes, à demi pliée sur elle-même, dans l'attitude de la Madeleine éplorée, elle était belle : je me surpris à l'admirer comme si je la voyais pour la première fois. Le silence, la nuit, la solitude, la majesté des cimes alpestres qui servaient de cadre au tableau, cette blanche lune qui nous baignait de ses molles clartés, cette fière beauté qui voulait mourir, ces vêtemens en désordre, ces sanglots étouffés, ce beau sein gonflé de larmes et de soupirs, tout fut complice du trouble de mon cœur. Je la ramenai persuadée et soumise. Mais déjà mon ivresse était dissipée, et, tandis que je la sentais à mon bras légère et joyeuse, je marchais morne et sombre, maudissant ma victoire, honteux de ma méprise, et me disant que cette femme avait été bien prompte et bien facile à se laisser convaincre.

Ne m'accuse pas, aie pitié des contradictions d'un cœur malheureux qui ne se connaît pas lui-même. Écris-moi à Milan, où nous allons passer l'hiver.

KARL STEIN A FERNAND DE PEVENEY.

Je t'aime et je te plains. Je vous plains l'un et l'autre, car le sort d'Arabelle ne me semble pas moins affreux que le tien. Je plains surtout les deux aimables créatures qui, pour t'avoir ouvert leur vie comme un port, ont reçu le contre-coup de l'orage qui t'a foudroyé. C'est une pitié, c'est un meurtre d'entraîner ainsi dans les désastres de la passion des existences dont le cours n'a jamais réfléchi qu'un ciel pur et des bords paisibles.

Je ne suis préoccupé que de toi; je sonde ta position, je la creuse en tous sens pour voir s'il ne te reste pas quelque moyen d'évasion et de fuite. Soins inutiles! l'honneur est ton geôlier, et je ne saurais prendre sur moi de te conseiller une lâcheté. Seulement, quand je vois de pareilles extravagances envahir la place des devoirs sérieux, je ne saurais m'empêcher d'en être révolté. Voilà pourtant ce qu'à force d'en exagérer l'importance, notre époque aura fait de l'amour! Voilà le résultat de toutes ces belles doctrines qui, à force d'exalter la passion, ont attaché des poids de cent livres aux ailes de la fantaisie, et fait d'un épisode l'histoire de la vie tout entière, c'est-à-dire d'une distraction une tâche, et d'un passe-temps un martyre! Et puis nous avons la prétention d'avoir divinisé l'amour! Il est très vrai que nos pères s'y prenaient autrement; en aimaient-ils moins bien? Je ne le pense pas.

Rien de nouveau dans ce Paris. Les voitures y roulent, les théâtres y jouent, et le soleil s'y lève absolument comme si tu étais le plus libre et le plus heureux des hommes. Dans ce groupe d'oisifs, de sots et de méchans qui s'appelle modestement le monde, on s'est occupé, huit jours durant, de ton aventure. Qu'a-t-on dit? que n'a-t-on pas dit? Je te fais grace des suppositions et des commentaires. Les uns t'ont blâmé, les autres t'ont plaint; il s'est trouvé des gens pour envier ton bonheur. Les femmes ont été sans pitié pour Arabelle. C'était inévitable : les femmes n'ont d'indulgence entre elles que pour les faiblesses cachées; elles redoutent le bruit comme un traître et l'éclat comme un dénonciateur. M. de Nouèvres n'a point reparu; son hôtel est désert et fermé. On s'épuise encore à cette

heure en conjectures sur sa disparition. Ceux-ci présument qu'il est allé prendre du service en Espagne; ceux-là, qu'il voyage en Orient; d'autres, qu'il se bat en Afrique. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'ici nul n'en sait là-dessus plus long que moi, qui n'en sais rien.

Que puis-je pour toi? Dis un mot. Mon amitié souffre de son repos et s'indigne de son impuissance.

FERNAND DE PEVENEY A KARL STEIN.

Tu ne peux rien pour ma délivrance, mais tu peux me faire passer une fleur à travers les barreaux de ma fenêtre. Ami, puisque tu m'aimes et que tu m'es dévoué, aie pitié d'une fantaisie de mon cœur. Si rien ne t'empêche et ne te retient, prends la poste, et va passer quelques jours à Peveney. La lettre ci-jointe t'ouvrira la porte de mon petit manoir et t'y installera en maître. Ce voyage te plaira. Ma Bretagne, belle en toute saison, est belle surtout vers la fin de l'automne. Peut-être aussi te sera-t-il doux de connaître les lieux où j'ai vécu, de vivre où je m'étais promis de vieillir en paix au sein du bonheur. Il est impossible que tu ne trouves pas quelque charme à visiter le nid de mes rêves envolés. Le coin de terre qui nous parle d'un être aimé en dit plus à notre ame que tous les monumens consacrés par l'histoire. Quoi qu'il t'en semble, prête-toi avec bonté aux enfantillages d'un esprit chagrin. Tu dessines un peu, n'est-ce pas? Le soir, avant la tombée de la nuit, suis le chemin qui mène à Mondeberre; rôde discrètement autour du parc; tâche d'apercevoir, par quelque éclaircie du feuillage, une jeune et blonde figure: si tu la vois, saisis ses traits au vol, et fixe-les sur un feuillet de ton album. Ajoutes-y un croquis du château, et glisse le tout sous l'enveloppe d'une lettre que tu m'écriras dans ma chambre, près de la croisée, à cette même place où je t'écrivais autrefois. Achève avec la plume l'œuvre de ton crayon. Ne néglige rien, n'omets pas un détail. Que cette lettre apporte à l'exilé tous les parfums, tous les reflets, tous les échos de la patrie lointaine!

KARL STEIN A FERNAND DE PEVENEY.

Je t'écris dans ta chambre, à la lueur de ta lampe, les pieds dans tes pantoufles. Mais reprenons les choses de plus loin. Tu veux des détails, en voici.

Le jour même où je reçus ta lettre qui m'enjoignait de partir, je partis. A Clisson, je me fis indiquer la route de Peveney, et me pris à suivre un sentier qui remonte le cours d'une rivière plus poétique en ses détours que ne le fut jamais le Méandre. Après deux petites heures de marche, j'aperçus, à mi-côte, dominant une riche vallée et se mirant dans le cristal de l'onde, un joli castel que je reconnus aussitôt. J'entrai par la grille du jardin, et présentai ma lettre d'introduction à tes gens. Je soupai, fis un tour de jardin, et m'allai coucher. Tes dahlias sont magnifiques, et ton vin de Bordeaux est exquis.

Le lendemain, je me levai, sinon avec l'aurore, du moins assez tôt pour ne pas laisser refroidir le déjeuner qu'on venait de servir. Une fois à table, je ne pus m'empêcher d'admirer ce que je n'avais pas songé à remarquer la veille, l'élégance du service et la perspective enchantée que m'ouvrait, en guise de fenêtre, une glace sans tain sur la vallée et sur les coteaux. J'aime à voir ainsi, par une heureuse disposition, le paysage et la salle à manger se prêter des graces mutuelles. Les vins en ont plus de parfum, la nature en paraît plus belle. Mais elle est triste au cœur de l'hôte, l'hospitalité à laquelle il ne manque rien que la présence de celui qui la donne; je me disais : — Que n'est-il là! — et je me sentais près de pleurer.

Je passai cette journée à visiter ton manoir. Je devinai dans son étui de serge verte le fusil qui effraya si fort Mlle de Mondeberre enfant. Je restai long-temps à promener mes regards autour de la chambre où s'est noué si fatalement le nœud qui t'étouffe. Pauvre et cher garçon! c'est là que s'est livrée ta bataille de Waterloo. Il m'a semblé voir gisant sur le parquet les ailes mutilées de tes rêves et de tes espérances. Mais, ami, tu ne m'avais pas assez vanté les délices de ton ermitage : tout m'y ravit, si ce n'est ton absence. Puissent l'amour et le bonheur t'y ramener un jour, cher Fernand!

Sur le soir, fidèle à ma mission, je pris mes crayons, mon album, et, suivi de tes chiens, je m'enfonçai dans un sentier que je savais devoir me conduire où ton ame habite. Malheureusement, je n'avais pu calculer la distance, et la nuit descendait déjà des coteaux dans la plaine, que je n'étais point encore arrivé au but de mon expédition. J'entrevis le château dans l'ombre. Après avoir longé un mur d'enceinte, je trouvai cette petite porte dont tu m'as tant de fois parlé. Je me décidai à l'entr'ouvrir furtivement, non sans émotion; mais je m'esquivai aussitôt, en entendant un bruit de pas sur les feuilles sèches.

Le lendemain, c'était hier, jour aux aventures! Je m'étais éveillé de grand matin, avec la fervente intention de voir lever l'aurore, que je n'avais vue de ma vie que sur les toiles de l'Opéra. J'en avais lu tant de descriptions chez les poètes, que j'étais résolu à profiter de mon séjour à la campagne pour savoir, une fois pour toutes, à quoi m'en tenir là-dessus. Donc, à l'aube naissante, je me jetai à bas du lit et courus à la fenêtre. Le ciel, la vallée, les coteaux, tout, jusqu'à ton jardin, nageait pêle-mêle dans un épais brouillard, et je ne distinguai dans ce chaos que ton palefrenier qui étrillait un cheval à la porte de l'écurie. Je regagnai ma couche avec empressement, et, quand je me relevai, le soleil avait conquis le ciel; de la brume qui l'enveloppait quelques heures auparavant, il ne restait qu'une blanche vapeur qui flottait sur le vallon comme une gaze transparente.

J'aime la campagne modérément. Les romanciers en ont fait un tel abus, qu'ils l'ont dépouillée, à mes yeux, de son plus doux charme. Jean-Jacques Rousseau, qui fut un grand peintre de la nature, parce qu'il aimait la nature et qu'il vivait intimement avec elle, a créé une école de rapins et de barbouilleurs qui se sont rués dans son domaine, et n'ont manqué, pour se l'approprier, que d'amour et d'intelligence. Je n'aperçois le paysage qu'à travers les fausses couleurs dont ils l'ont chargé. La brise me récite leurs mauvaises phrases, et la fauvette me chante leurs méchans vers. C'est pourquoi je n'étais pas aux champs depuis deux jours que déjà j'en avais assez. Ajoute que cette maison déserte, qui ne me parle que de toi, est un tombeau où, au bout de vingt-quatre heures, je me sentais dépérir de tristesse et d'ennui. Il me semblait que tes meubles et tes lambris, étonnés de me voir à ta place, me regardaient d'un air sournois. Après déjeuner, je me demandai avec quelque inquiétude comment j'arriverais au soir, car je ne suis pas homme à m'égarer en molles rêveries sur le bord des ruisseaux. Tandis que je me consultais sur l'emploi de ma journée, je me souvins du cheval qu'en cherchant à découvrir les coursiers de l'Aurore, j'avais vu étriller à la porte de l'écurie. J'allai le visiter. J'aime les chevaux, quoique n'en usant pas. Celui-ci, bien qu'élégant et fier, me parut doux et facile à mener. Ton palefrenier m'ayant assuré que c'était un agneau, j'eus la fantaisie de le monter et de pousser jusqu'à Clisson, que je n'avais fait qu'entrevoir. Ce fut l'affaire d'un instant. On selle, on bride Ramponneau; je mets le pied à l'étrier, et je pars, escorté de la meute joyeuse.

D'abord tout va bien. Ramponneau s'avance au pas relevé, à la fois docile et superbe. Je ne reviens pas de mon aisance; j'admire

ment la belle enfant à me l'offrir comme un souvenir de la gracieuse hospitalité de sa mère, et je la priai d'accepter en échange un croquis de Decamps que j'avais dans mon portefeuille. Le reste de la soirée fut employé à visiter les lieux que j'avais appris à aimer longtemps avant de les connaître. Toutefois, je dois convenir que la fraîcheur de la soirée nuisit quelque peu à la sincérité de mes émotions.

Entre neuf et dix heures, je me retirai en compagnie de M. de B..., qui fit route avec moi jusqu'à Peveney. Quelque bien que tu m'aies écrit de ce gentilhomme un soir que tu venais de découvrir avec enthousiasme qu'il ne pouvait épouser sa cousine sous peine de bigamie, quelque estime que je fasse de lui d'ailleurs, je ne saurais pourtant m'empêcher de reconnaître que M. de B... possède un des défauts (à moins que ce ne soit une qualité) les plus antipathiques à ma froide nature. C'est un cœur banal, un esprit indiscret, une ame en plein vent. Pareils aux vases fêlés qui ne peuvent rien garder, il est des hommes dont la vie est un épanchement perpétuel; leur confiance est à qui les écoute. En dix minutes, on fait plus de chemin dans leur intimité qu'en dix ans dans une affection véritable. Ils se livrent à tous sans discernement et s'en vont de porte en porte racontant de droite et de gauche leurs affaires et celles de leurs voisins, si bien que les connaissances d'un jour s'étonnent de jouir auprès d'eux de tous les priviléges d'une ancienne amitié, tandis que l'amitié s'indigne de se voir prostituée au premier étranger qui passe. Je n'aime pas ces hommes-là, et M. de B... en est un. Nous n'avions pas gagné le sentier du bord de l'eau qu'il m'appelait son cher ami et me prouvait que ce n'était pas un vain titre. A peine étions-nous à un quart de lieue du château qu'il s'occupait déjà de m'en dévoiler les mystères. Ainsi j'ai dû entendre tout au long l'histoire de la châtelaine depuis la mort de son mari; sa résolution de vivre dans la retraite et d'y élever son enfant, les démarches infructueuses de sa famille pour l'en arracher, son refus constant de se remarier, tout ce gracieux poème que je savais déjà, M. de B... me l'a chanté en prose médiocrement poétique. Cet homme n'a rien compris de ce qu'il y a de charmant dans la vie de cette chaste veuve qui s'enferme à vingt ans pour vieillir fidèle à l'époux qui n'est plus et se vouer tout entière à l'unique fruit d'un amour que la mort a fait éternel. M. de B... n'a vu dans ce veuvage obstiné qu'une bizarrerie de caractère qu'il ne se charge pas d'expliquer. Je ne sais rien de plus désenchantant que de soumettre à un examen un peu sérieux la plupart de ces hommes qu'on appelle des gens du monde. On se

vous êtes mon prisonnier, ajouta-t-elle en souriant. — Tu penses bien que je ne résistai guère à tant de grace et de prévenance. Je dînai au château et ne retournai à Peveney que le soir.

Ami, j'ai passé là quelques heures que je n'oublierai de ma vie. Je voudrais te parler des deux anges, mais je n'ose, car je craindrais d'irriter tes douleurs et de redoubler tes regrets. Je sens pourtant qu'il faut que je réponde à toutes les questions que m'adresse ton cœur impatient.

Mlle de Mondeberre m'a paru grave, triste et fière. Elle était vêtue d'une robe de soie grise montante, pareille à une amazone, moins la jupe traînante; la torsade d'un tablier de moire noire entourait sa taille élégante et souple; elle portait un col blanc et plat tout uni avec des manchettes également unies et plates, relevées sur le poignet et découvrant l'aristocratique blancheur d'une main fine et alongée. Ses cheveux blonds, magnifiquement tordus et noués derrière la tête, se rabaissaient sur son front en bandeaux légèrement renflés vers les tempes. Un brodequin de coutil gris pressait son pied étroit et cambré. A la façon dont elle m'a reçu, j'ai cru comprendre que Mlle de Mondeberre m'en voulait secrètement de ne pas être un autre que moi-même. Elle n'a pas prononcé ton nom, et chaque fois qu'il a été question de toi, elle est restée impassible et muette. D'ailleurs, Mme de Mondeberre ne m'a parlé de toi qu'avec une excessive réserve; j'y mettais moi-même une discrétion qu'il te sera bien aisé d'imaginer : de sorte que l'unique pensée de nos trois cœurs fut en apparence ce qui nous préoccupa le moins. Quand nous nous mîmes à table, je devinai le regard d'Alice qui te cherchait à ta place vide. Après dîner, M. Gaston de B.... l'ayant priée de se mettre au piano, elle s'en défendit en disant qu'elle n'avait joué ni chanté depuis près de trois mois. Le cousin ayant insisté, de guerre lasse Mlle de Mondeberre essaya de chanter en s'accompagnant; mais, au bout de quelques mesures, elle s'interrompit brusquement, se leva, et revint s'asseoir près de sa mère, qui la pressa contre son sein avec une expression de tendresse indicible. Ce sont deux ames qui s'entendent et se comprennent en silence.

M. de B... ayant pris à part Mme de Mondeberre pour s'entretenir avec elle, je restai près d'un quart d'heure en tête à tête avec Alice. Je réussis à l'apprivoiser. Tout en causant, je feuilletais un des albums qui couvraient la table du salon; j'y trouvai, sur un coin de carton de Bristol, un petit dessin signé du nom d'Alice et représentant le château de Mondeberre vu du côté de la prairie. J'amenai douce-

ment la belle enfant à me l'offrir comme un souvenir de la gracieuse hospitalité de sa mère, et je la priai d'accepter en échange un croquis de Decamps que j'avais dans mon portefeuille. Le reste de la soirée fut employé à visiter les lieux que j'avais appris à aimer longtemps avant de les connaître. Toutefois, je dois convenir que la fraîcheur de la soirée nuisit quelque peu à la sincérité de mes émotions.

Entre neuf et dix heures, je me retirai en compagnie de M. de B..., qui fit route avec moi jusqu'à Peveney. Quelque bien que tu m'aies écrit de ce gentilhomme un soir que tu venais de découvrir avec enthousiasme qu'il ne pouvait épouser sa cousine sous peine de bigamie, quelque estime que je fasse de lui d'ailleurs, je ne saurais pourtant m'empêcher de reconnaître que M. de B... possède un des défauts (à moins que ce ne soit une qualité) les plus antipathiques à ma froide nature. C'est un cœur banal, un esprit indiscret, une ame en plein vent. Pareils aux vases fêlés qui ne peuvent rien garder, il est des hommes dont la vie est un épanchement perpétuel; leur confiance est à qui les écoute. En dix minutes, on fait plus de chemin dans leur intimité qu'en dix ans dans une affection véritable. Ils se livrent à tous sans discernement et s'en vont de porte en porte racontant de droite et de gauche leurs affaires et celles de leurs voisins, si bien que les connaissances d'un jour s'étonnent de jouir auprès d'eux de tous les priviléges d'une ancienne amitié, tandis que l'amitié s'indigne de se voir prostituée au premier étranger qui passe. Je n'aime pas ces hommes-là, et M. de B... en est un. Nous n'avions pas gagné le sentier du bord de l'eau qu'il m'appelait son cher ami et me prouvait que ce n'était pas un vain titre. A peine étions-nous à un quart de lieue du château qu'il s'occupait déjà de m'en dévoiler les mystères. Ainsi j'ai dû entendre tout au long l'histoire de la châtelaine depuis la mort de son mari; sa résolution de vivre dans la retraite et d'y élever son enfant, les démarches infructueuses de sa famille pour l'en arracher, son refus constant de se remarier, tout ce gracieux poème que je savais déjà, M. de B... me l'a chanté en prose médiocrement poétique. Cet homme n'a rien compris de ce qu'il y a de charmant dans la vie de cette chaste veuve qui s'enferme à vingt ans pour vieillir fidèle à l'époux qui n'est plus et se vouer tout entière à l'unique fruit d'un amour que la mort a fait éternel. M. de B... n'a vu dans ce veuvage obstiné qu'une bizarrerie de caractère qu'il ne se charge pas d'expliquer. Je ne sais rien de plus désenchantant que de soumettre à un examen un peu sérieux la plupart de ces hommes qu'on appelle des gens du monde. On se

laisse volontiers prendre à la grace de leurs manières; mais qu'on s'avise de gratter la couche brillante du vernis qui les couvre, on est tout surpris de ne trouver dessous que le métal le plus vulgaire.

Pour en revenir aux indiscrétions du beau cousin, en voici quelques-unes qui t'intéresseront peut-être. Depuis deux ou trois mois, l'humeur, le caractère et la santé de Mlle de Mondeberre se sont visiblement altérés. M. Gaston de B..., profond observateur et merveilleux psychologiste, assure qu'il faut marier cette enfant. Il tourmente Mme de Mondeberre pour qu'elle se décide à conduire sa fille dans le monde; mais la fille ne paraît pas s'en soucier non plus que la mère. Quoi qu'il en soit, Gaston s'est mis en tête qu'il marierait sa jolie cousine. Il ne se passe point de semaine qu'il n'aille une ou deux fois au château proposer ou indiquer à Mme de Mondeberre quelque nouveau parti pour Alice. Malheureusement Alice a déclaré qu'elle ne voulait pas voir l'ombre d'un prétendant, et, de son côté, Mme de Mondeberre ne montre nul empressement à connaître le bois dont on fait les gendres. M. de B... ne se lasse point de revenir à la charge, bien qu'on lui réponde chaque fois : « Cousin, que voulez-vous? nous sommes heureuses ainsi; allez porter vos maris ailleurs. »

Ne voulant point partir sans prendre congé des deux anges, je suis retourné aujourd'hui au château. Ma visite a été courte. Il n'a guère été question de toi, mais Mlle de Mondeberre a caressé tes chiens et flatté de sa main l'encolure de ton cheval. Tu trouveras ci-joint, avec le dessin d'Alice, un croquis à la mine de plomb que j'ai tracé de souvenir, d'après sa personne. La ressemblance est à peine indiquée; ton cœur l'achèvera.

Bionda testa, occhi azzurri, e bruno ciglio.

J'ajoute à cet envoi un brin de bruyère rose qui s'est détaché d'un bouquet qu'en causant hier avec moi, Mlle de Mondeberre mordillait et broutait comme une biche. Je n'ai jamais donné pour ma part dans ces faiblesses du sentiment; mais je les respecte et les sers au besoin.

Ma mission est remplie. Je pars demain au point du jour; j'ai hâte de revoir mon ruisseau de la rue du Bac. Adieu, ami; je n'ose ni ne dois te conseiller l'espérance. Cependant ta place est gardée, et la voix mystérieuse qui te poursuit dit vrai : Le bonheur est ici, qui t'attend.

I. — FERNAND DE PEVENEY A KARL STEIN.

Tu l'as vue! elle t'a parlé! tu as entendu sa voix! tu as respiré l'air qu'elle respire! tu as visité les lieux qu'elle habite! Hélas! il n'est que moi qui sois privé de ce bonheur. J'ai baisé ta lettre et les trésors qu'elle enfermait. Sois béni mille fois, le meilleur et le plus dévoué des amis! Je te dois d'avoir senti tomber sur mon cœur brûlant et desséché une goutte de rosée céleste.

Nous sommes venus à Milan avec l'intention d'y passer l'hiver : l'hiver s'achève à peine, et nous partons demain. Milan est une ville française. Je ne saurais y faire un pas sans rencontrer quelque figure de connaissance. Je n'ai pas le courage d'affronter plus long-temps les regards indiscrets et les sourires équivoques. Hier, j'errais seul autour du Dôme, quand j'ai rencontré le jeune comte de G..., qui, m'ayant aperçu la veille avec Mme de Rouèvres au bras, a cru devoir me complimenter : je l'aurais volontiers souffleté. Arabelle, de son côté, est exposée à rencontrer chaque jour des femmes qui se détournent en la voyant ou refusent de la reconnaître. La passion heureuse se rit de pareils outrages qui ne la touchent point; mais aussitôt qu'elle n'est plus exaltée par le sentiment du bonheur, elle en est profondément blessée. Arabelle, qui avait commencé par faire si bon marché de l'opinion, souffre et s'indigne toutes les fois qu'elle croit remarquer que l'opinion la condamne et la réprouve. Elle vit dans une irritation perpétuelle contre cette société qu'elle avait défiée de l'atteindre. Dévorée de je ne sais quel besoin posthume de considération qu'en secret elle ne me pardonne pas de ne point satisfaire, elle supporte impatiemment l'état de réclusion que notre position nous impose; elle se révolte à l'idée qu'elle n'est ni recherchée ni honorée à l'égal des autres femmes qui, n'ayant point abjuré leurs devoirs, ont conservé leurs priviléges; elle qui n'a pas été à la peine s'étonne de n'être pas à la récompense. C'est tout un nouvel ordre de douleurs, de querelles et d'humiliations que je n'avais pas soupçonnées jusqu'ici et que me réservait le séjour des cités. J'ai signifié tout d'abord à Mme de Rouèvres que je ne consentirais jamais à la présenter nulle part comme ma femme, et que j'étais décidé à vivre, comme par le passé, dans une solitude absolue. De là des récriminations sans fin. A l'entendre, je la séquestre et la mets au ban du monde. Je reçus, l'autre jour, une lettre d'invitation personnelle pour un bal à la légation de France. Malgré tous mes soins pour la

lui cacher, cette lettre tomba dans les mains d'Arabelle, qui, se voyant frappée d'exclusion, cacha mal le dépit qu'elle en ressentait. Je m'empressai de déclarer que je n'irais point à cette fête; mais, soit qu'elle voulût m'éprouver, soit qu'elle se piquât de générosité, elle me supplia d'y aller. Elle y mit tant d'insistance, que je m'habillai et partis. Je n'avais, à vrai dire, nulle envie d'assister à ce bal, bien que ce fût une occasion de jouer, pour une heure ou deux, à la liberté. Quand je rentrai, je retrouvai Arabelle en larmes, la jalousie au cœur, le reproche à la bouche. Ces scènes m'épuisent : j'ai perdu l'énergie sauvage qui me soutenait. Arabelle est elle-même au bout de ses forces. Elle dépérit visiblement; ce matin, j'ai été frappé de la pâleur de son front et de l'amaigrissement de ses traits. Comme tous les malheureux qui espèrent, en changeant de lieux, changer de destinée, et croient que le bonheur les attend partout où ils ne sont pas, elle me presse de partir; nous partons pour Venise. Adieu.

II.

Il s'est trouvé que le consul de France à Venise est un M. de C..., parent et ami du comte de Rouèvres. A peine arrivés, nous avons pris, comme deux proscrits, la route de Florence, où nous nous rendons à petites journées. Notre vie est plus calme; cependant tel est l'ennui qui m'écrase, que j'en suis à regretter parfois les luttes et les emportemens qui rompaient du moins la mortelle monotonie de notre tête-à-tête. Que sommes-nous venus chercher dans ce doux pays si bien fait pour l'amour, que c'est l'outrager que de n'y point aimer? Qu'ils s'adressent aux glaces du Nord, les infortunés qui, comme nous, promènent, en la maudissant, la chaîne qui les lie l'un à l'autre! Qu'ils n'affligent pas du spectacle de leurs misères la patrie des amans heureux! Nous traversons en silence, le cœur morne, l'œil indifférent, ces beaux lieux où tout invite aux tendresses mutuelles. Déjà sur cette terre favorisée du ciel le printemps bourgeonne et fleurit; mais nous traînons partout après nous l'hiver éternel. Nous passons, sans nous arrêter, devant les chefs-d'œuvre de l'art. Que nous font ces palais, ces statues, ces tableaux? Les arts sont le luxe du bonheur : ils ne disent rien à nos ames. Et cependant, qu'il pourrait être enchanté, ce voyage! Ce matin, notre chaise a été dépassée par une voiture dans laquelle j'ai reconnu Gustave P... et sa jeune femme. Ils suivent la même route que nous, dans l'ivresse

de leurs fraîches amours, aux charmantes lueurs de cette suave lune qui préside aux premières joies des époux. Où m'égarent de lâches regrets? J'ai honte de ma douleur en voyant celle qui m'accompagne. Arabelle ne se plaint pas, mais une fièvre lente lui consume les os. Ses joues se creusent, ses yeux se plombent; son corps s'allanguit et s'affaisse. Elle reste des journées entières silencieuse, la tête appuyée sur un coussin de la voiture; si je lui parle, elle répond avec douceur; parfois je surprends des larmes coulant sans bruit sur son visage. Est-ce là cette femme que nous avons connue belle, souriante, entourée d'hommages? Sa vie n'était qu'une longue fête; l'amitié s'empressait sur ses pas : les femmes enviaient sa beauté, les hommes se disputaient ses regards; sa fortune n'avait que des flatteurs. En comparant ce qu'elle était alors et ce qu'elle est aujourd'hui, qui ne serait touché d'une pitié profonde? S'il pouvait la voir, M. de Rouèvres se croirait trop vengé. Mon cœur s'amollit et se fond. Qui pleurera sur elle, si ce n'est moi, l'auteur de tous ses maux?

-- --

Si elle mourait pourtant?... Si elle mourait, c'est moi qui l'aurais tuée! En serais-je moins son meurtrier, parce qu'au lieu de l'immoler d'un seul coup, je l'aurai laissé mourir à petit feu? Pour avoir prolongé son supplice, en aurais-je moins abrégé ses jours? Pour avoir répandu son sang goutte à goutte, en aurais-je moins tari dans son sein les sources de la vie? En trouverais-je plus aisément grace devant Dieu et devant toi-même? Si elle mourait!..... mais qu'espères-tu donc, malheureux? As-tu pensé que sa dernière heure serait l'heure de ta délivrance? T'es-tu dit qu'après l'avoir mise au tombeau, tu n'aurais plus qu'à reprendre, libre et léger, le sentier des jeunes amours? T'es-tu flatté que ta conscience ne te poursuivrait point partout et toujours comme l'ange vengeur au glaive flamboyant? T'es-tu promis de nouer de nouveaux liens sur le cercueil de ta victime? As-tu médité d'associer ton ame flétrie à une ame innocente et pure? Détrompe-toi, mon cœur. Ta chaîne est double : l'une peut se briser, mais l'autre est infrangible; elle est forgée par le remords.

III.

Ami, c'en est fait; il est temps de se conduire en homme, et puisqu'espérer est un crime, je renonce même à l'espérance. J'accepte

franchement la position que je me suis faite et ne me permettrai plus une plainte ni même un regret. Arrivé à Florence, j'écrirai aussitôt à Mme de Mondeberre. Je lui dirai que ma destinée est accomplie et que la patrie ne me reverra plus. Alice est jeune; en supposant qu'elle soit atteinte, son ame se relèvera promptement. C'est à la blessure la plus large et la plus profonde qu'appartiennent mes soins et mes veilles. Ma place est auprès d'Arabelle, et je n'ai plus désormais d'autre tâche que de m'oublier en vue de son repos. La bonté peut suppléer l'amour; je trouverai ma récompense dans le sentiment de mon abnégation et dans la conscience de mes sacrifices. Il est impossible qu'on ne finisse pas par aimer l'être auquel on se dévoue; du moins on aime son propre dévouement, et c'est assez. Depuis que j'ai compris mes devoirs et que je m'y soumets sans arrière-pensée, je me sens mieux avec moi-même, et je recueille déjà les fruits de ma résolution. Je suis mort au bonheur, mais le bonheur n'est pas une condition d'existence; c'est même une chose assez peu commune pour qu'on se résigne à ne le point avoir. Adieu donc, et pour toujours adieu, rêves charmans que je viens d'ensevelir! Adieu pour la dernière fois, jeune et gracieuse image trop long-temps caressée! je ne me pencherai plus sur mon cœur pour vous contempler; mes regards ne vous chercheront plus dans le ciel désert.

J'organise notre vie et travaille sérieusement à mettre un peu d'ordre dans tout ce désordre. La santé d'Arabelle m'inspire de vives inquiétudes. J'ai décidé que nous irions dresser notre tente, soit à Pise, soit dans une des petites villes qui bordent la Rivière de Gênes. Nous vivrons là ignorés et paisibles. J'aurai pour Arabelle la tendresse qu'on a pour un enfant malade; je ne désespère pas de l'amener insensiblement à prendre son amour pour le mien, ni de la voir bientôt renaître sous mes soins et sous ce doux ciel. Nous appellerons l'étude à notre aide; nous lirons les poètes italiens; nous aurons des fleurs, des livres et du soleil. Pour être heureux, il ne nous manquera que le bonheur; je veillerai à ce qu'Arabelle n'en sache rien, et moi-même je l'oublierai peut-être en assistant à sa résurrection. Je n'y arriverai pas en un jour; j'y tendrai incessamment de tous les efforts et de toutes les facultés de mon être. Je ne me dissimule aucune des difficultés de la tâche que je m'impose; Dieu, qui voit mes intentions, me soutiendra dans cette entreprise. Déjà je suis entré dans ma nouvelle voie, et j'y ai trouvé, dès les premiers pas, un soulagement et un contentement intérieurs que je n'espérais plus éprouver. De-

puis que je n'attends rien de la destinée et que j'ai renoncé à ma part de félicités en ce monde, j'ai perdu l'exaltation fiévreuse qui me consumait et recouvré du même coup le sentiment des mille petites joies que la nature prodigue à toute heure au cœur simple qui sait en jouir. A soigner l'ame d'Arabelle, je gagne d'échapper à la mienne, et je crois entrevoir que le secret du bonheur est de ne point le chercher pour soi-même. Quand la santé d'Arabelle sera rétablie, nous voyagerons : j'essaierai d'occuper ses jours et de la distraire; je ferai mon devoir jusqu'au bout, sans me plaindre et sans murmurer. Je rougis à présent des excès auxquels je me suis laissé entraîner. Malheureux, je n'ai eu ni le courage d'accepter ma position ni l'énergie de m'y soustraire : j'ai reculé en même temps devant l'honneur et devant la honte. Je sais mes faiblesses; je les déteste et je les abjure. Comment ai-je osé, par exemple, t'envoyer rôder autour de Mondeberre? Comment, trop faible ami, t'es-tu prêté à mes lâches désirs? Comment n'avons-nous pas compris l'un et l'autre que c'était outrager à la fois l'innocence et le malheur? Ah! tu l'as bien compris, toi! mais tu as étouffé, pour me complaire, les répugnances de ton cœur; tu n'as pas craint d'immoler à ma fantaisie la droiture de ton caractère. Noble et cher ami, tu n'aurais pas dit : — Enlevons Hermione. — Tu l'aurais enlevée. Je veux, cher Karl, me montrer digne d'une amitié si belle; je veux, en ne restant point au-dessous de mon infortune, la rendre respectable et mériter l'estime autant que la pitié. Le Fernand que tu as connu a cessé d'exister; je commence une seconde vie en expiation de la première.

IV.

Stériles regrets! soins superflus! réparation tardive! Où trouverai-je la force et le courage d'écrire ce funeste récit? Je le dois cependant, il le faut, afin que mon châtiment soit complet et que rien ne manque à ma honte.

Depuis quelques jours, la passion d'Arabelle avait tout d'un coup changé de caractère. Ce n'était plus l'exaltation de la douleur, ni l'affaissement d'un courage épuisé, ni l'attendrissement d'une ame qui pleure et s'appitoie sur elle-même; c'était un désespoir immobile, silencieux et sombre. J'avais remarqué ces nouveaux symptômes, je commençais de m'en alarmer, lorsqu'un matin, comme nous étions enfoncés chacun dans un coin de la voiture, abîmés chacun dans nos

réflexions, je sentis une main sèche et brûlante s'appuyer brusquement sur les miennes. Je me réveillai en sursaut et me trouvai face à face avec Arabelle, qui me contemplait d'un air étrange. — Fernand, me dit-elle d'une voix calme et pourtant terrible, encore un peu de patience! nous n'avons plus long-temps à souffrir. — Que voulez-vous dire? m'écriai-je. — Si vous me regardiez, vous me comprendriez, ajouta-t-elle en repoussant ma main avec une énergie farouche. — Je la regardai : ses yeux étaient caves, ses paupières mâchées et sanglantes; la pâleur de sa figure reluisait sous le feu de la fièvre qui l'embrasait sans la colorer. — Vous souffrez? m'écriai-je. — Elle ne répondit que par un geste de dédain, croisa ses bras sur sa poitrine, et se tint muette dans son coin. Je ne pus, le reste du jour, lui arracher une parole ni même un regard. D'ailleurs, pas une larme, pas un sanglot, pas un soupir; inflexible comme le bronze! Cependant je sentais, j'entendais pour ainsi dire, le travail de son ame qui minait sourdement son corps. J'observais avec terreur les rapides progrès du mal. Un sinistre pressentiment me mordit au cœur. Il me sembla que le ciel, pour me punir, allait exaucer les souhaits abominables que je lui avais parfois adressés. Je la pris dans mes bras. Elle n'essaya point de se dégager, mais elle demeura insensible sous mes étreintes. — Arabelle, m'écriai-je encore, quelle fatale pensée vous absorbe? Je vous aime et ne vis que pour vous. Mon amie, vous avez beaucoup souffert; mais ayez foi en des jours meilleurs. Vous m'avez vu souvent injuste et cruel : je veux réparer à force de soins tous les maux que je vous ai causés. Cette tâche me sera douce; je ne vous demande que de me sourire et de ne point décourager ma tendresse. Laissez-moi croire que tout n'est pas désespéré et que je puis guérir les blessures que j'ai faites; ne m'interdisez pas la conquête de votre bonheur. — Je lui parlai long-temps sur le même ton, d'une voix émue et d'un cœur sincère. Il me fut impossible de vaincre l'obstination de son silence; seulement, tandis que je parlais, ses lèvres étaient agitées par un mouvement convulsif, et ses yeux brillaient d'un funeste éclat. Ne sachant qu'imaginer, je finis par attribuer cet état à l'exaltation de la fièvre, et ce redoublement de fièvre à la fatigue du voyage. La nuit tombait. J'avais hâte d'arriver à Florence; nous n'en étions plus qu'à quelques milles, lorqu'en passant devant une *locanda* d'assez pauvre apparence, isolée sur le bord du chemin, Arabelle fit arrêter les chevaux et déclara qu'elle n'irait pas plus loin. Je lui objectai doucement qu'elle ne trouverait ici qu'un mauvais gîte, qu'elle y repo-

serait mal, que sa santé réclamait des ménagemens, et qu'il était plus prudent et plus sage de pousser jusqu'à la ville; elle insista d'une voix impérieuse: je cédai. A peine entrée, elle refusa de rien prendre et se fit conduire dans une chambre où je la suivis. C'était une grande pièce meublée de plusieurs lits qui, rangés à la file, lui donnaient l'air d'une salle d'hospice; les murs, blanchis à la chaux, n'avaient d'autres ornemens que des images de saints grossièrement enluminées; les araignées filaient leurs toiles entre les poutres noircies qui servaient de plafond. Je m'approchai d'un des lits; les couvertures en étaient lourdes et froides, les draps humides et rudes. Bien qu'on touchât aux premiers jours du printemps, l'atmosphère de l'appartement se ressentait du voisinage des Apennins encore chargés de neige. Je demandai du bois, et, tandis qu'Arabelle se couchait, j'allumai moi-même un grand feu qu'il fallut presque aussitôt éteindre à cause de la fumée qui se répandait à flots dans la chambre. J'allai au chevet d'Arabelle. — Mon amie, vous le voyez, lui dis-je avec découragement, ce lieu serait inhabitable, même pour une personne en santé. — On n'y vivrait pas, me répondit-elle avec calme, mais on peut y mourir.—Et comme à ces mots je demeurais frappé de stupeur: — Fernand, reprit-elle d'une voix ferme, ne restez pas ici, partez. Je suis décidée à ne pas sortir vivante de cette chambre, et je sens que votre présence, au lieu de les adoucir, ne ferait qu'irriter mes derniers momens. — A l'altération de ses traits et à l'expression de son visage, je compris que ce n'était point un jeu et qu'elle parlait sérieusement. Il n'y avait pas de temps à perdre. Le postillon était encore avec ses chevaux dételés à la porte de l'hôtellerie. Je lui criai de ratteler. Je me jetai dans la voiture; au bout d'une heure, j'entrais dans Florence et j'en sortais une heure après, accompagné d'un médecin et rapportant tous les objets présumés nécessaires à l'état d'Arabelle.

Lorsqu'à mon retour je lui parlai d'un médecin, elle me signifia qu'elle ne consentirait pas à le recevoir. — Vous avez pris, dit-elle, une peine inutile : la médecine n'a rien à voir ici. Je ne demande qu'une chose, c'est qu'on me laisse mourir en repos. Mon Dieu! ajouta-t-elle d'une voix moins brève et presque émue, ma vie fut assez tourmentée, il est juste que ma mort soit tranquille.—En dépit d'elle-même, j'amenai le docteur à son chevet; mais elle ne répondit à aucune des questions qu'il lui adressa. — Monsieur, lui dit-elle enfin, vous me fatiguez en pure perte. Qu'espérez-vous comprendre à ce qui se passe sous vos yeux? Où mon mal commence, votre science

finit. Ce n'est pas un corps souffrant, c'est une ame mortellement blessée qu'il faudrait guérir. Vous n'y pouvez rien. De grace, monsieur, laissez-moi. — Je le pris à part et l'interrogeai. — A moins, me dit-il, que mes observations ne me trompent, cette femme n'a pas quarante-huit heures à vivre. Le mal est là, ajouta-t-il en portant un doigt à son front : elle mourra d'un transport au cerveau. — Sauvez-la! m'écriai-je, sauvez-la, docteur, ma fortune est à vous, ma fortune et ma vie tout entière! — Il sourit tristement et se retira en hochant la tête. Je retournai vers Arabelle, je me jetai au pied de son lit, je m'emparai de ses mains, je les inondai de baisers et de larmes. — Qu'avez-vous? que s'est-il passé? Pourquoi désespérer de la vie, quand la vie promet d'être belle? Que vous ai-je fait? Je vous aime. Si vous mourez, je meurs avec vous. Mais, voici quelques jours à peine, vous ne parliez pas de mourir. Vous reposiez votre cœur sur le mien, vous me laissiez espérer qu'ils pourraient un jour refleurir l'un et l'autre. Qu'est-il survenu? Ai-je remué, sans le savoir, les amertumes du passé? Ai-je touché, sans m'en douter, à quelque point douloureux de votre ame? Parlez-moi, éclairez mes perceptions. Si le mal que je vous ai fait crie vengeance, imposez à mon amour une tâche : quelle qu'elle soit, je l'accomplirai. S'il vous faut mon sang, je le verserai avec joie. Mais on parle, on répond, on s'explique, on n'est pas sans pitié pour un homme qui pleure et supplie; on dit du moins pourquoi on veut mourir!

Je roulais ma tête sur son lit, et déchirais la couverture avec mes dents, tandis qu'elle, debout sur son séant, m'examinait d'un œil implacable, et paraissait se repaître avec une joie féroce du spectacle de mes tortures.

— Monsieur de Peveney, dit-elle enfin, que penserait Mlle de Mondeberre, si elle vous voyait ainsi?

A ce nom que je n'avais jamais prononcé devant elle, à ce nom qui était resté en moi comme une perle au fond de la mer orageuse, je me levai avec épouvante, et nous demeurâmes immobiles à nous regarder l'un l'autre en silence. Après avoir joui quelques instans de ma stupeur, elle me tendit froidement un papier qu'elle tenait froissé entre ses doigts. Ce papier, je le pris d'une main tremblante; c'était ta lettre, au timbre de Clisson, datée de Peveney.

— Écoutez-moi, lui dis-je; quand vous m'aurez entendu, vous me jugerez, et votre jugement sera pour moi celui de Dieu.

Je m'assis auprès d'elle, sur un escabeau, et me mis à lui dévoiler dans toute sa nudité cette ténébreuse et déplorable histoire. Je ne dis-

simulai aucun détail. Je dis dans quelles dispositions je m'étais enfui de Paris, que j'étais las des orages de la passion moins encore que de la vie de ruses et de fourberies qu'elle traîne à sa suite. Je contai ce que j'avais souffert en la quittant, les combats que j'avais soutenus avant de me décider à déchirer son cœur; comment j'avais retrouvé Mlle de Mondeberre; qu'elle m'était en effet apparue comme un lointain espoir; mes remords cependant et mes hésitations toutes les fois qu'il s'était agi de rompre l'anneau qui me retenait au passé; la lutte des regrets et des espérances; la crainte de réduire au désespoir une tendresse que je me sentais dévouée; toutes mes faiblesses, toutes mes terreurs, toutes mes lâchetés, je dis tout, et enfin par quelle fatalité la lettre de rupture que j'avais écrite n'était arrivée qu'après le départ d'Arabelle. O mon ami, que le cœur de l'homme est quelque chose de misérable! Tandis que je parlais, près de cette femme qui allait mourir, j'étais, à mon insu, préoccupé de l'arrangement de mes phrases; je calculais, sans m'en rendre compte, les effets de mon discours; je trouvais, sans y songer, je ne sais quel charme de rhéteur dans le développement et dans l'analyse de mes sentimens! Quand j'eus tout dit :

— Vous savez le reste, ajoutai-je; voici maintenant ce que je vous propose. Je n'ai pas attendu jusqu'à cette heure pour immoler en moi tout ce qui n'est pas vous. Je vous offre d'essayer d'une nouvelle vie, et de tendre, d'un commun effort, sinon vers le bonheur, du moins vers la guérison et l'apaisement de nos ames. Nous avons beaucoup souffert, nous souffrirons encore beaucoup; mais peut-être arriverons-nous, à force d'aide mutuelle, à ne plus regarder que comme un rêve affreux le souvenir de tant de mauvais jours.

— Je te comprends, malheureux! s'écria-t-elle en éclatant, ce n'est pas ma mort que tu redoutes; tu la veux, tu l'appelles, tu la demandes à Dieu; mais, lâche que tu es, tu n'as pas le courage de m'assassiner. Tu voudrais t'y prendre de façon que je te bénisse en mourant, et pouvoir ensuite te vanter de tes sacrifices. Tu t'arrangerais volontiers des profits du meurtre, à la condition d'échapper au remords qui le suit. C'est ainsi que tu nous as tous perdus avec ton indigne faiblesse! Je te connais enfin, mais as-tu pu croire un instant que j'accepterais la tâche que tu me proposes? as-tu pensé que je consentirais à devenir sciemment la complice de tes trahisons, de tes parjures et de tes infamies? Va! tu me ferais horreur, si tu ne me faisais pitié.

Elle retomba épuisée sur son lit, et moi, le visage caché entre

mes mains, je restai écrasé sous le poids du mépris qui venait de fondre sur ma tête. Jamais, non, jamais homme ne se sentit courbé sous plus de honte. J'essayai pourtant de me relever, non par orgueil, mais pour la sauver.

— O mon Dieu! m'écriai-je d'une voix qu'étouffaient mes larmes, je ne suis né ni lâche ni méchant. Comment, en ne cherchant que le bien, ai-je pu faire tant de mal? Ah! de quelque douleur qu'il vous ait abreuvée, Arabelle, croyez-en mon cœur, ce cœur n'est point si déchu qu'il ne puisse prétendre à se réhabiliter. Ne soyez pas plus cruelle que Dieu, qui reçoit toutes nos fautes à rançon. Vivez, ne me repoussez pas. Ce n'est plus seulement ma conscience qui vous sollicite; c'est ma tendresse qui vous presse et qui vous implore.

A ces mots, Arabelle tourna vers moi sa pâle figure.

— Que me fait votre tendresse? me dit-elle d'une voix calme. Je vois votre erreur. Vous vous êtes tellement habitué à compter sur ma folle passion, qu'il ne vous est pas même venu à l'idée que cette passion pût s'éteindre avant moi. C'est de ce point de vue que vous raisonnez encore à cette heure. Vous croyez que je vous aime et que c'est la jalousie qui me tue. Vous vous trompez, monsieur de Peveney. Il ne m'importe guère que vous aimiez ailleurs, et si je pouvais me préoccuper de la fille que vous avez choisie, ce serait, non pour l'envier, mais pour la plaindre, car je sens que vous serez fatal à tout ce que vous aimerez; j'ai la conviction que vous porterez partout après vous tous les malheurs et tous les désespoirs que la faiblesse traîne après elle. Plût à Dieu que vous fussiez né méchant! vous auriez été moins funeste. Je ne vous aime plus; c'est à peine si je vous hais. Mais ce que je hais, et de toute la force que me laisse un reste de vie, c'est l'amour que j'ai eu pour vous, c'est l'égarement qui m'a jetée dans vos bras, ce sont les doctrines qui m'ont perdue. Vous avez éclairé mon cœur en le frappant, je vous dois de comprendre et d'aimer les trésors que vous m'avez ravis. N'insistez donc pas, monsieur, pour que je vive, car nous ne sommes plus rien l'un à l'autre, et nous serons moins séparés par la mort que nous ne le serions par la vie.

Ce fut le dernier coup, ce fut le plus terrible. J'aurais pu supporter sa haine, son indifférence m'atterra. Le croirais-tu? est-il croyable en effet que des sentimens si contraires puissent germer dans le même cœur? Cet amour que j'avais si long-temps maudit, en le perdant, mon ame se brisa.

Au bout de quelques instans, elle me pria d'approcher sa lampe, et de lui donner son nécessaire de voyage. Elle écrivit quelques lignes qu'elle me remit après en avoir cacheté l'enveloppe. — Je compte sur vous, dit-elle, pour faire parvenir ce mot à son adresse. — J'examinai machinalement la suscription : j'y lus le nom de M. de Rouèvres. — Et maintenant, ajouta-t-elle en croisant, en dehors du lit, ses bras sur sa poitrine, je n'ai plus besoin de vous, monsieur de Peveney. Je vais paraître devant Dieu; laissez-moi le prier pour qu'il me pardonne. Je compte sur sa bonté, car quel supplice pourraient imaginer sa justice et sa colère, qui ne me parût doux au sortir d'une pareille vie?

Je m'étais retiré dans un coin de la chambre, où je priais pour elle et pour moi. Que te dirai-je? Au bout de quelques heures, je vis, à la lueur de la lampe qui brûlait au chevet, son visage s'enflammer, ses lèvres trembler et ses mains s'agiter au hasard, comme pour chercher à saisir les spectres que la fièvre promenait autour d'elle. Aux paroles qui lui échappèrent, je compris qu'elle était en proie au délire. Je courus à elle : l'infortunée se débattait entre les bras de la mort, en criant le nom de M. de Rouèvres. Quand vint le jour, je me réveillai sur le carreau glacé; je me levai, Arabelle était morte, et je me souvins que son dernier cri avait été pour me maudire.

Et maintenant, tâche d'oublier que j'aie jamais existé. Tu n'entendras plus parler de moi. Mort à tout ce qui vit, je vais traîner dans la solitude les misérables restes d'une existence qu'achèveront bientôt d'épuiser le remords et le désespoir.

ARABELLE A M. DE ROUÈVRES.

MONSIEUR,

Votre vengeance a porté tous les fruits que vous en deviez espérer. Je meurs sur la terre étrangère, dans une chambre d'auberge, entre quatre murs nus, sans autre assistance à mon chevet que celle de l'homme qui m'a perdue, si délaissée du ciel et de la terre, que vous êtes dispensé, non-seulement de me maudire, mais aussi de me pardonner. Si je vous racontais ce que j'ai souffert, vous pâliriez d'effroi, et vos larmes couleraient malgré vous. Moi qui connais mes crimes, est-ce que je ne pleure pas, en écrivant ces mots, d'attendrissement sur moi-même? Figurez-vous que vous m'avez enfermée dans une cage de fer avec un tigre qui, par pitié,

a mis dix mois à me dévorer vivante. Ce que j'ai souffert ne saurait se dire. J'ai vidé le calice de toutes les humiliations et de toutes les amertumes; je me suis desséchée dans la honte. Et pour que rien ne manquât à l'œuvre de mon expiation, voici que Dieu m'envoie, à l'heure suprême, une torture non encore éprouvée qui surpasse toutes les autres! Près de se fermer à jamais, mes yeux s'ouvrent à la vraie lumière, et mon cœur, en s'éteignant, jette vers les biens qu'il a méconnus un cri d'amour et de désespoir.

Un soir d'hiver, les gens de Peveney, réunis pour la veillée dans une grande salle de rez-de-chaussée où ils se tenaient habituellement, s'entretenaient de leur maître absent, car, sur cette terre de Bretagne, l'absence du maître ne disperse point les serviteurs, qui, tant que la maison est debout, restent attachés au seuil désert comme le lierre aux lieux inhabités. Les uns avaient vu naître Fernand et l'avaient porté dans leurs bras; les autres étaient nés et avaient grandi en même temps que lui, sous le même toit. Tous l'aimaient et le vénéraient. Donc, par un soir de décembre, la bise se plaignait tristement dans les longs corridors; la Sèvres, grossie par les pluies, grondait comme un torrent au bas du coteau et faisait de ses barrages autant de cascades mugissantes. Assis autour d'un ormeau embrasé, les gens de Peveney calculaient que, depuis plus de deux ans que M. Stein était venu parmi eux, ils n'avaient pas eu de nouvelles de leur jeune maître, lorsque trois coups violens ébranlèrent la porte du manoir.

— Justice divine, c'est lui! s'écria en se levant brusquement la vieille nourrice de Fernand, qui filait au rouet dans un coin de l'âtre.

Tous se levèrent en même temps et coururent à la grille du jardin. Une voiture de poste entra dans la cour, et un voyageur en descendit. Il était enveloppé d'un ample manteau, et les bords rabattus de son chapeau lui cachaient à moitié le visage. Il écarta en silence, mais avec autorité, les serviteurs rangés sur son passage, et gagna d'un pas brusque la salle qu'illuminait la clarté du foyer. A peine entré, il se laissa tomber sur une chaise, présenta ses pieds à la flamme, et resta muet, dans une attitude recueillie. Les gens de la maison se tenaient derrière lui et se regardaient entre eux d'un air consterné. Enfin, la nourrice lui ayant ôté doucement son chapeau, tous les

assistans ne purent retenir un mouvement de douloureuse surprise en revoyant leur maître si changé.

— Jésus mon Dieu! est-ce toi, mon enfant? s'écria la bonne femme qui lui avait servi de mère.

Il avait vieilli de vingt ans. On aurait vainement cherché sur son visage quelques vestiges de jeunesse. Ses cheveux s'étaient éclaircis; ses yeux étaient éteints dans leur orbite; les pleurs avaient creusé leur sillon sur ses joues amaigries et livides.

Après avoir embrassé sa nourrice et adressé à chacun quelques paroles bienveillantes, il se retira dans son appartement, où l'on s'était empressé de tout préparer pour le recevoir. Il y vécut comme dans un tombeau, sans communication avec le dehors, indifférent à toutes choses, même au mouvement de sa maison. Il avait cessé depuis long-temps tout commerce de lettres avec Karl Stein. Ses gens avaient reçu l'ordre de ne point répandre dans le pays la nouvelle de son retour. Il passa l'hiver dans un morne affaissement. Au printemps, il s'occupa de régler ses affaires et sembla tout disposer pour un long voyage. Quelques démarches qu'il fit à cette époque donnèrent à penser autour de lui qu'il avait l'intention de réaliser sa fortune et de visiter les pays lointains. En effet, après avoir désigné celui de ses domestiques qu'il désirait emmener, il engagea les autres à se pourvoir ailleurs, ajoutant toutefois qu'il ne vendrait jamais la maison de son père, qu'il en laisserait la garde à sa nourrice, et que tous ceux qui l'avaient aimé et servi y trouveraient de tout temps un asile. Comme il désirait échapper aux discussions d'intérêt, pour lesquelles il avait moins de goût que jamais, il s'entendit avec son notaire pour qu'il ne fût procédé qu'après son départ à la vente de ses domaines.

Tout était prêt. Il ne lui restait plus qu'à dire adieu à ces beaux lieux qu'il allait quitter pour toujours. La veille du jour fixé pour son départ, il voulut voir une dernière fois les ombrages de Mondeberre. On aurait pu croire, depuis son retour, qu'il en avait oublié le chemin. Les noms d'Alice et de sa mère n'étaient pas sortis une seule fois de sa bouche : pas un mot, pas une question; on eût dit que ce coin de terre n'avait jamais existé pour lui. Près de s'éloigner pour ne plus revenir, il ne résista pas à ce vague besoin d'émotions qui ne meurt point chez les faibles et tendres ames. D'ailleurs il ne songeait pas à se présenter aux dames de Mondeberre. Bien qu'il n'eût pas écrit la lettre qu'il s'était promis d'envoyer de Florence, il y avait long-temps qu'il leur avait dit un éternel adieu dans son cœur. Il

ignorait leur destinée et ne doutait pas qu'Alice ne fût mariée. Il voulait seulement entrevoir dans l'ombre les abords de la patrie d'où il était pour jamais exilé.

A la tombée de la nuit, il prit, comme autrefois, le sentier du bord de l'eau. Qui pourrait dire les pensées qui l'assaillirent le long de ces traînes? Ce n'était plus, comme à son premier retour, la fatigue d'une ame désabusée, mais jeune encore et prête à refleurir au premier souffle caressant; c'était le terne désespoir d'une ame flétrie par le remords, et que ne charmait même plus la poésie des souvenirs. Il marchait à pas lents et le front baissé, indifférent aux beautés de cette nature qu'il avait jadis tant aimée. Il avait tout perdu, jusqu'à la faculté de pleurer et de s'attendrir sur lui-même. Cependant ses yeux commençaient à chercher les tourelles de Mondeberre, quand tout à coup, en aspirant l'air, il reconnut le parc et le château aux senteurs qui s'en exhalaient. Ainsi les lieux où nous avons goûté le bonheur ont, comme la terre natale, un parfum qui leur est propre et qui nous saisit et nous pénètre aussitôt que nous en approchons. En effet, au détour du sentier, Fernand aperçut la masse du manoir qui se détachait sur l'azur du ciel et les panaches blancs des marronniers qui se balançaient à la lueur des étoiles. A ces aspects, il se sentit près de défaillir. Les fenêtres du salon étaient éclairées; il demeura quelques instans devant la façade à suivre d'un regard éperdu les évolutions d'une ombre svelte et gracieuse qui se dessinait sur la mousseline des rideaux. Il eut le courage de s'arracher à cette contemplation. Il s'éloignait, lorsqu'en passant devant la petite porte du parc, il fut arrêté de nouveau par une invisible puissance. Long-temps il hésita; il crut voir gisant sur le seuil le cadavre d'Arabelle qui lui en barrait le passage. Il s'enfuit et revint sur ses pas. Bref, s'il n'eut point la force d'entrer, il en eut la faiblesse; il entra.

Ses jambes se dérobaient sous lui et le soutenaient à peine. La soirée était trop froide et trop avancée pour qu'il pût craindre de rencontrer Mme de Mondeberre ou sa fille. Il alla s'asseoir sur le banc de pierre qu'abritaient, comme autrefois, les touffes embaumées des lilas et des faux ébéniers. Il était perdu depuis près d'une heure dans un abîme de réflexions, lorsqu'il entendit un bruit de voix et un frôlement de robes qui paraissaient se diriger vers lui. Il se leva, et n'eut que le temps, pour ne pas être vu, de se cacher derrière le massif de fleurs et de verdure. A la clarté bleue des étoiles, moins encore qu'au cri de son ame, il reconnut Alice et Mme de Monde-

berre, qui vinrent s'asseoir à sa place. Elles demeurèrent d'abord silencieuses et comme absorbées dans la contemplation mélancolique du ciel vaste et pur qui étincelait sur leurs têtes. C'était une de ces nuits plus belles que les plus beaux jours. Les haies s'égayaient dans l'ombre de mille petits cris d'oiseaux qui se caressaient dans leurs nids; les fleurs s'ouvraient pour recevoir le pollen amoureux que leur portait la brise; les rainettes chantaient au loin sur le bord de l'eau; plus rapprochées, les trilles du rossignol éclataient à longs intervalles.

— Que cette nuit est belle! dit enfin Alice d'une voix douce et triste qui fit tressaillir Fernand.

Mme de Mondeberre attira sa fille sur son sein et l'y tint long-temps embrassée.

— Mon enfant, dit-elle après un moment de silence, en renouant sans doute un entretien fraîchement brisé, je crains que ton cousin n'ait raison. Tu sais, ma fille bien-aimée, si je voudrais jamais contrarier tes goûts et forcer tes inclinations. Tu sais aussi, unique et cher trésor, si je suis heureuse de te posséder tout entière, si ma tendresse s'effraie seulement à l'idée de céder une part de la tienne. Mais je vieillis, ma santé se perd, et je ne voudrais pas mourir sans te voir appuyée sur un cœur dévoué.

— Nous vivrons et nous mourrons ensemble, répondit Alice en se pressant contre sa mère.

— Enfant, reprit Mme de Mondeberre en passant ses mains caressantes sur les cheveux de la blonde tête; ta vie commence à peine; c'est à moi de partir la première. Ne te révolte pas, écoute-moi patiemment, mon Alice. Il faudra bien un jour nous séparer. Te laisserai-je seule, sans appui, sur la terre? Fille de mon amour, que dirai-je à ton père lorsqu'il me demandera compte de ton bonheur?

— Tu lui diras, ma noble mère, répondit avec orgueil Mlle de Mondeberre, que tu m'as enseigné, moins par tes leçons que par ton exemple, à chérir et à honorer sa mémoire. Tu lui diras que tu n'as vécu que pour moi seule, et que tu m'as élevée dans l'amour du beau et de l'honnête. Tu lui diras que tu m'as fait un cœur à l'image du tien.

— O mon enfant! s'écria la veuve d'une voix émue, tu ne vois pas que cette tendresse passionnée que tu me rends m'abreuve en même temps de délices et d'amertume. Parfois je me reproche d'absorber à mon profit ta destinée, qui pourrait être belle; souvent je m'interroge avec effroi. Ma fille, es-tu sûre que ta jeunesse n'élè-

vera jamais la voix pour me maudire? Es-tu sûre que tu ne m'accuseras pas un jour de t'avoir ensevelie dans ma solitude et associée à mon veuvage?

— Tais-toi, tais-toi, ma mère!

Et deux ombres, penchées l'une vers l'autre, mêlèrent en silence leurs pleurs et leurs baisers.

— Écoute, dit Alice en s'agenouillant sur le gazon aux pieds de Mme de Mondeberre; tu m'aimes, n'est-ce pas, et tu ne veux pas m'affliger? Eh bien! ma résolution est arrêtée depuis long-temps. Ce n'est pas d'un caprice d'enfant qu'il s'agit, mais d'une volonté calme, sérieuse, réfléchie. Je ne veux pas me marier. Tous les hommes que Gaston s'est obstiné à nous présenter m'ont paru vains, ou sots, ou laids. Qu'il n'en soit plus question entre nous. Je ne sais rien du monde et n'en veux rien savoir. Je sens qu'il n'a rien qui te vaille. Je suis heureuse auprès de toi. Pourquoi changerais-je un sort si doux pour courir les chances d'un bonheur incertain que je ne rêve ni n'appelle? Aimons-nous et continuons de vivre comme par le passé. Je n'ai pas une autre ambition.

— Va, je sais bien que tu n'es pas heureuse! murmura Mme de Mondeberre avec une expression de tristesse ineffable.

Alice appuya son front sur les genoux de sa mère, et ne répondit pas.

Cependant la brise fraîchissait, et déjà des gouttes de rosée brillaient à la pointe des herbes. Mme de Mondeberre s'éloigna, appuyée sur le bras d'Alice. Lorsqu'elles eurent disparu et qu'il n'entendit plus le bruit de leurs pas, M. de Peveney, plus pâle que la lune qui blanchissait le sable des allées, plus tremblant que les feuilles qu'agitait le vent, sortit du massif de lilas et vint tomber sur le banc de pierre. La tête cachée entre ses mains et se répétant à lui-même les paroles qu'il venait d'entendre, il caressait depuis quelques instans, avec une lâche complaisance, l'idée qu'Alice n'était point mariée; il y trouvait à son insu un sentiment de joie égoïste et cruelle, quand tout à coup il s'enfuit, comme s'il avait surpris une vipère se glissant furtivement dans son cœur. Il traversa le parc au pas de course; dans son trouble, il s'égara. Au lieu de gagner le bord de la rivière, il rabattit sur le château. Il s'arrêta pour le regarder une dernière fois, puis il reprit sa course en se dirigeant vers la Sèvres; il était près d'en toucher la rive, lorsqu'au tournant d'une allée couverte, il se rencontra face à face avec Alice et Mme de Mondeberre.

Il y eut de part et d'autre un mouvement d'hésitation que rien

ne saurait exprimer. Mlle de Mondeberre seule ne témoigna point de surprise; elle demeura grave et immobile au bras de sa mère. Avant qu'aucun mot eût été prononcé, M. de Peveney s'approcha et prit une main de Mme de Mondeberre, qu'il pressa contre son cœur sans oser la porter à ses lèvres; puis il s'inclina devant Alice, qui demeura impassible et muette. Cela fait, après quelques paroles insignifiantes échangées sans suite entre Fernand et la châtelaine, ils prirent tous trois le chemin du château.

Ce n'était pas seulement l'émotion et l'étonnement qui tenaient ainsi Mme de Mondeberre froide et réservée. Bien qu'Alice n'eût jamais révélé le secret du mal qui la consumait, Mme de Mondeberre savait mieux qu'Alice elle-même ce qui se passait dans ce jeune cœur. Elle avait assisté pendant près de trois ans au drame le plus douloureux que puisse contempler une mère, et quoiqu'elle n'eût point d'accusation directe à diriger contre M. de Peveney, cependant, par lui et à cause de lui, cette femme avait tant souffert dans son enfant, qu'elle n'avait pu s'empêcher de nourrir contre ce jeune homme un profond sentiment d'amertume, ni se défendre, en le revoyant, d'un instinctif mouvement de terreur. Sa première impression avait été toute d'épouvante, et, encore à cette heure, l'ame agitée de sombres pressentimens, elle serrait contre son sein le bras de sa fille, comme si elle craignait qu'on ne voulût la lui enlever. Tels étaient les motifs de l'accueil glacé que recevait Fernand. Chez Mme de Mondeberre, c'étaient la tendresse et l'orgueil maternels blessés du même coup et saignant en silence; c'était chez Alice une réserve naturelle jointe à la fierté de l'amour méconnu. Chargé de honte et de remords, M. de Peveney les suivait machinalement, sans chercher à se rendre compte du charme fatal qui l'enchaînait à leurs pas.

Ils entrèrent ainsi dans le salon; mais lorsqu'à la lueur de la lampe Mme de Mondeberre et sa fille virent les traits dévastés de ce malheureux jeune homme, lorsque Fernand, de son côté, aperçut quels ravages ces trois années avait exercés sur le front d'Alice et sur la figure de sa mère, alors les ames se fondirent, les cœurs éclatèrent, et l'on n'entendit que des larmes et des sanglots. Aucune explication ne troubla cette scène d'épanchemens silencieux. On parla peu; il n'y eut pas une question d'échangée; seulement on s'observait avec attendrissement, et quand vint l'heure de se séparer, trois mains se cherchèrent et se réunirent dans une seule et même étreinte. Durant toute la dernière partie de cette soirée, M. de Pe-

veney avait apaisé les rébellions de sa conscience en lui criant qu'il partirait le lendemain et que cette entrevue était la dernière. Cependant il se retira sans avoir eu le courage d'annoncer aux dames de Mondeberre qu'il ne devait plus les revoir.

Rentré chez lui, il employa le reste de la nuit à s'occuper des derniers préparatifs de son départ. Au matin, il écrivit à Mme de Mondeberre pour lui dire le suprême adieu. A huit heures, les chevaux de poste qu'il avait fait commander la veille arrivèrent. En entendant claquer le fouet du postillon, il ouvrit une fenêtre et vit ses serviteurs groupés autour de la chaise qu'on était en train d'atteler. Fernand fut consterné. Depuis son retour de Mondeberre, il s'était flatté confusément que cette heure n'arriverait jamais, et qu'il surviendrait nécessairement un obstacle imprévu qui l'empêcherait de partir. Il chercha s'il n'avait rien oublié : rien! tout était prêt. Le sort en était jeté. M. de Peveney descendit dans la cour, embrassa sa nourrice, donna ses dernières instructions à ses gens, et remit à l'un d'eux la lettre qu'il venait d'écrire. Il ne lui restait plus qu'à monter dans sa chaise, lorsqu'en l'examinant, il découvrit qu'elle avait besoin de réparations, que les ressorts en étaient fatigués, qu'elle n'avait pas été visitée depuis plus de trois ans, et qu'enfin il ne serait ni prudent ni sage de s'y embarquer pour un si long voyage avant qu'elle eût passé par les mains de son carrossier. Il consulta les assistans, et s'y prit de telle sorte que tous s'empressèrent de se ranger de son avis, et que le postillon lui-même, après avoir reçu son pour-boire, déclara que la voiture n'était pas en état de courir deux postes sans voler en éclats. Fernand reprit sa lettre à Mme de Mondeberre, et donna des ordres pour qu'on déchargeât la chaise et qu'on l'envoyât en radoub à Nantes. Ainsi son départ se trouva retardé de plus d'une semaine. Le cœur de l'homme est plein de ruses et de lâches détours. M. de Peveney parut vivement contrarié de ce retard et ne se gêna point pour en témoigner son humeur, convaincu et de bonne foi, c'est-à-dire assez fin et assez habile pour avoir réussi à se tromper lui-même.

Il n'est pas de position plus propice à l'ennui que celle d'un homme qui, ayant tout arrangé pour son départ et prêt à monter en voiture, se voit arrêté par quelque empêchement imprévu. Jusqu'au moment où l'on pourra partir, on ne sait que devenir ni comment employer le temps. On se trouve sous le coup d'un désœuvrement que rien ne saurait occuper ni distraire. On n'a plus sous la main les objets qu'on aimait. Disposée pour l'absence, la maison est un tombeau où l'on

erre comme une ombre en peine. On n'est plus chez soi, et pourtant l'on n'est pas ailleurs. On supporte d'autant moins patiemment le poids des heures oisives qu'on s'était préparé par avance au mouvement et aux distractions du voyage. C'est là du moins ce qui arriva pour M. de Peveney. Il n'eut pas atteint le milieu de la journée, qu'il se sentit pris d'une impatience fiévreuse et d'un besoin d'agitation qu'il ne sut comment satisfaire. Il se décida à monter son cheval, dont il n'avait pu consentir à se débarrasser. Une fois en selle, où aller? Peu lui importait. Il lâcha la bride au coursier, qui, fidèle à ses anciennes habitudes, le conduisit droit à Mondeberre.

Cette fois encore M. de Peveney capitula avec sa conscience. Songeait-il à renouer des relations à jamais brisées? sa résolution n'était-elle pas irrévocablement arrêtée? ne devait-il pas, sous peu de jours, s'éloigner pour ne plus revenir? D'ailleurs il n'était plus temps de retourner en arrière. Déjà Ramponneau battait le pavé de la cour du château, et une fenêtre venait de s'entr'ouvrir pour laisser passer la tête d'Alice.

Cette entrevue différa de celle de la veille en ce que les cœurs s'y montrèrent moins silencieux et plus à l'aise. On ne toucha ni au passé ni à l'avenir; on se complut de part et d'autre dans la mélancolie de l'heure présente. On s'entretint longuement de la visite de Karl Stein. Fernand parla de ses voyages avec un sentiment de tristesse qui, aux yeux de Mlle de Mondeberre, le revêtit d'un prestige de plus. Mme de Mondeberre le retint à dîner. Il s'en défendit d'abord; puis il se dit qu'ayant dû partir le matin, il manquerait de tout à son gîte. Gaston se présenta sur le soir. En revoyant M. de Peveney, dont le souvenir ne l'avait pas occupé six minutes en trois ans, il témoigna une joie bruyante et l'embrassa avec effusion. Sur ces entrefaites arrivèrent deux ou trois gentilshommes du voisinage. La conversation s'engagea. A cette époque, la politique agitait fort les esprits en Bretagne. On discuta les questions du jour. Indifférent d'abord à ce qui se disait autour de lui, Fernand en vint bientôt à se mêler à l'entretien. Il finit par s'y oublier et par goûter à cette discussion d'intérêts positifs un charme qui lui parut tout nouveau. Au choc des idées, il sentit se réveiller et vibrer dans sa poitrine les nobles instincts que le trouble des passions y avait long-temps étouffés, l'amour de la patrie, la haine de l'injustice, le culte de la vérité, l'enthousiasme qu'allume chez les ames bien nées toute action grande et généreuse. Il comprit qu'il est pour l'ambition de l'homme des

luttes belles et fécondes. Il se retrempa aux réalités de la vie; comme le géant de la fable, en touchant la terre, il retrouva ses forces.

Rentré chez lui, M. de Peveney brûla la lettre d'éternel adieu qu'il avait écrite le matin à Mme de Mondeberre, et le lendemain il trouva un prétexte qui lui fit une obligation de retourner le soir au château. Il en est des ames aux prises avec la douleur comme du chêne et du roseau battus par le vent de la tempête : où les fortes se raidissent et succombent, les faibles plient et se relèvent. Ainsi, Fernand subissait déjà des influences amollissantes. Il était toujours décidé à partir, et n'imaginait pas que le remords qui le consumait dût jamais s'apaiser ni s'éteindre. Il s'interdisait tout espoir et continuait de se regarder comme retranché du nombre des vivans. Toutefois, il ne partait pas; les impressions terribles s'effaçaient chaque jour, et ses facultés de souffrir, usées déjà par la solitude, achevaient de s'amortir dans l'atmosphère des douces relations. Quoique dans un avenir encore lointain, on pouvait croire sa guérison d'autant plus probable, que, la jugeant lui-même impossible, il ne faisait rien pour y résister. Un soir, en rentrant, il aperçut dans la cour sa chaise réparée et garantie jusqu'au bout du monde. Il donna des ordres pour qu'on la remisât, et le lendemain il écrivit à son notaire pour lui enjoindre d'ajourner la mise en vente de ses propriétés.

Cependant la vie du château avait pris une face nouvelle. Mlle de Mondeberre se relevait comme un beau lis. L'éclat de la jeunesse et de la santé reparaissait peu à peu sur ses joues; l'azur de ses yeux s'était éclairci; son corps avait retrouvé cette démarche souple et légère que donnent la joie et le bonheur. Après avoir grandi dans la solitude et s'être développé dans l'absence, l'amour de cette enfant venait de se changer en une passion exaltée et profonde. Comment aurait-il pu en arriver autrement? Ce jeune homme qui avait disparu tout d'un coup comme emporté par un orage, et qui revenait, après trois ans d'une vie errante, pâle et souffrant, mystérieux et sombre, réunissait toutes les conditions nécessaires pour frapper vivement une ame de vingt ans, déjà depuis long-temps éprise. Alice n'échappa point aux poétiques séductions du malheur : son imagination acheva ce que son cœur avait commencé.

Il n'en fut pas ainsi de Mme de Mondeberre, qui observait d'un œil à la fois inquiet et charmé les changemens qui s'opéraient sur le front et dans l'humeur d'Alice; sa prudente sollicitude ne s'en alar-

mait pas moins que sa tendresse ne s'en réjouissait. Pleine de confiance dans la loyauté de M. de Peveney, ce jeune homme pourtant la troublait malgré elle. Que savait-elle de son passé? que pouvait-elle présumer de ses sentimens? Devait-elle, par une lâche complaisance, encourager une intimité qui pouvait ruiner de fond en comble la destinée, déjà trop compromise, d'une fille adorée? Elle éprouvait, depuis le retour de Fernand, un inexplicable malaise, et parfois son ame frissonnait sous de vagues pressentimens. Après avoir vainement attendu qu'il déclarât ses intentions, Mme de Mondeberre se décida sans efforts à prendre elle-même l'initiative, un soir qu'ils marchaient tous deux dans une allée du parc.

— Monsieur de Peveney, lui dit-elle, je vais vous parler avec une franchise à laquelle je vous ai depuis long-temps habitué, et qui ne messied pas, j'en ai la conviction, à la noblesse de votre caractère. Je n'hésite pas plus à vous confier mes scrupules et mes terreurs que je n'hésitai, voici bientôt trois ans, à vous révéler mes rêves et mes espérances. Vous m'avez déjà entendue. Vous comprenez que votre présence ici ne saurait être indifférente, et que, si vous ne pouvez rien pour mon bonheur, vous me devez de ne rien ôter à mon repos. Sans doute il m'en coûtera de vous perdre; mais, quelque rigoureux que m'apparaisse le sacrifice, je me résignerai plus aisément à vous pleurer toute ma vie qu'à vous maudire seulement une heure. Décidez donc vous-même de la nature des relations qui doivent désormais exister entre nous. C'est vous seul que j'en ferai juge. Je ne sais rien de votre passé et j'en respecte le mystère. Vous avez souffert, et mon cœur vous absout. Pour le reste, je m'en repose sur votre probité, vous estimant assez pour ne pas craindre d'affirmer devant Dieu que vous êtes incapable de prétendre à un titre dont vous vous sentiriez indigne.

Ces paroles éclairèrent M. de Peveney sur le véritable état de son cœur et l'amenèrent forcément à s'expliquer avec lui-même. Ainsi accusée, la position était claire et nette. Pris au dépourvu, Fernand ne devait plus songer à s'esquiver par d'hypocrites détours. Toutes les issues étaient fermées; impossible d'éluder plus long-temps la conclusion qui lui était si loyalement offerte. Son premier mouvement fut d'obéir au cri de sa conscience et de se condamner à un exil éternel; mais il n'était pas homme à trancher d'un seul coup le nœud de sa destinée. Il s'agissait pour lui de rompre le dernier lien qui le rattachât à la vie: il recula devant l'énormité du sacrifice; du moins il voulut voir, avant de s'immoler, s'il ne lui restait pas quelque

moyen honnête de composer avec son passé et de transiger avec ses remords.

— Madame, répondit-il, la sagesse et la bonté s'expriment par votre bouche. Je vous admire autant que je vous aime. Si je ne cédais qu'à la voix de mon cœur, je serais déjà à vos pieds; mais j'ai traversé tant de mauvais jours, mon ame en est encore si remplie de trouble et d'effroi, qu'avant d'accepter le bonheur, je vous dois d'examiner si j'en suis digne. Si demain je ne reviens pas, pleurez sur moi, madame, car je vous aurai vue ce soir pour la dernière fois. Si je reviens, ouvrez les bras à votre fils.

— Allez, mon enfant, ajouta Mme de Mondeberre avec mélancolie; si vous ne revenez pas, ce n'est pas seulement sur vous que mes larmes devront couler.

Fernand passa la nuit qui suivit ce court entretien dans une agitation qu'il est aisé d'imaginer. Il descendit impitoyablement en lui-même; ce qu'il y vit de plus clair, c'est qu'il aimait Mlle de Mondeberre. L'amour est ingénieux et fécond en ressources de toute nature. Après s'être laissé outrager par l'ombre irritée d'Arabelle, M. de Peveney se laissa doucement attirer par l'image souriante d'Alice. Il alla d'abord de l'une à l'autre, ne sachant à laquelle des deux se rendre : il finit par s'abandonner insensiblement sur la pente des espérances. Il déploya un art infini à grouper tous les raisonnemens qui pouvaient l'excuser à ses propres yeux. N'avait-il pas assez souffert? le châtiment n'avait-il pas dépassé la faute? devait-il sacrifier sa vie tout entière à un passé irréparable? Après s'être attendri sur lui-même, il s'attendrit sur Mlle de Mondeberre. Il se demanda avec sévérité s'il pouvait se regarder comme dégagé de toute réparation envers cette enfant dont il avait si fatalement entamé la destinée? Était-il juste de soumettre au martyre de l'expiation cette virginale beauté? fallait-il entraîner dans le naufrage de la passion cette ame chaste et pure qui n'avait jamais cherché les orages? Et Mme de Mondeberre, ne lui devait-il rien? Cette femme si noble et si généreuse, cette mère si tendre et si dévouée, la condamnerait-il à voir la jeunesse de sa fille pâlir et se consumer dans les larmes? Toutes les réflexions qu'il aurait dû faire trois ans auparavant, il les fit à cette heure. Il érigea ses penchans en devoirs pour s'y livrer sans remords. Il déplaça sa conscience, qui devint ainsi complice de son cœur. Puis il appela à son aide Karl Stein, avec qui, depuis quelques semaines, il avait renoué les relations long-temps interrompues. Il relut toutes les lettres qu'il avait reçues de lui en

dernier lieu. Elles respiraient toutes une affectueuse et saine raison. Toutes conseillaient à M. de Peveney de se préserver des exagérations du désespoir et d'attendre patiemment le retour des jours meilleurs. Fernand y chercha des encouragemens; il amollit le sens des phrases; il y trouva tout ce qu'il voulut y trouver. Enfin il se dit qu'il n'était pas question d'un mariage brusque et précipité, qu'il s'agissait seulement de s'engager dans l'avenir, et que d'ici là les teintes funèbres achèveraient de s'effacer.

C'était une ame faible, noble pourtant. Lorsqu'après une nuit de luttes et de combats intérieurs, il se fut décidé à retourner à Mondeberre, Fernand se demanda si, en fin de compte, il était véritablement digne du bonheur qu'il allait accepter. A cette question, il se troubla, et tous les scrupules qu'il était parvenu à étouffer revinrent l'assaillir en foule; seulement, au lieu d'Arabelle, c'était Alice, cette fois, qu'il craignait d'outrager. Était-ce bien à lui qu'il appartenait de cueillir cette fleur d'amour, de grace et de jeunesse? Était-ce dans un cœur dévasté qu'elle devait achever de s'épanouir? N'allait-il pas abuser de la confiance de Mme de Mondeberre et surprendre sa religion? Dans son effroi, il se décida au seul parti qui convînt à un honnête homme : il résolut de soumettre son passé à Mme de Mondeberre et de ne prendre pour juge qu'elle-même.

Ce fut dans cette louable intention qu'il se rendit au château. Mme de Mondeberre attendait seule dans le parc l'heure qui devait couronner ou ruiner à jamais son espoir. Alice ne se doutait de rien. En apercevant M. de Peveney, Mme de Mondeberre dissimula mal un mouvement de joie que ne put réprimer entièrement sa dignité de femme et de mère. Elle ne vit et ne comprit qu'une chose : c'est que le retour de Fernand lui présageait le bonheur de sa fille. En se trouvant vis-à-vis d'elle, ce jeune homme n'osa pas d'abord troubler la douce sécurité que sa présence avait fait naître; il laissa l'illusion grandir et se développer au point qu'il eût été cruel de la désabuser; puis enfin, lorsqu'il s'y décida, il recula devant l'impossibilité d'un aveu qu'il avait de loin jugé si facile. C'est qu'en effet pour ouvrir un pareil cœur et pour en étaler sans pitié les plaies et les infirmités, il n'eût pas fallu une volonté faible, non plus qu'un médiocre courage. Et c'était à Mme de Mondeberre, à cette ame droite qui n'avait jamais fléchi, à cette chaste imagination qui n'avait pas touché, même du bout des ailes, aux fanges de la vie; c'était à cette honnête et immaculée créature que Fernand s'était promis de confier le triste roman qui venait de clore sa jeunesse! C'était Mme de Mondeberre, la sainte femme, la noble veuve, la tendre mère, qu'il s'était

proposé de promener dans les détours tortueux d'un abîme où lui-même ne plongeait ses regards qu'avec épouvante! Qu'aurait-elle pu comprendre à toutes ces misères? Elle aurait refusé d'y croire, ou s'en serait éloignée avec un sentiment de pitié mêlé de dégoût. Ce qui devait arriver arriva. M. de Peveney faillit une fois encore à sa résolution. Il éluda l'épreuve à laquelle il devait se soumettre, et comme il s'était engagé par sa seule présence et qu'il n'était déjà plus temps de retourner sur ses pas, il s'abandonna cette fois encore au courant de sa molle nature.

Après qu'il eut expliqué nettement ses prétentions à la main d'Alice : — Mon enfant, lui dit Mme de Mondeberre d'une voix émue, vous savez que depuis long-temps je vous ai donné ce nom. Puisque vous l'acceptez, c'est que vous en êtes digne. Vous réalisez ainsi le plus doux rêve de ma vie; vous exaucez en même temps les derniers souhaits de votre père. Cependant il vous reste encore à gagner le cœur de ma fille : essayez, mes vœux sont pour vous, et je ne demande qu'à reposer mes regards sur le tableau de vos amours mutuels. Alice ne m'a rien dit de ses sentimens; je ne l'ai point entretenue de mes espérances; puissent nos deux ames, déjà si étroitement unies, achever de se mêler et de se fondre dans la vôtre!

Cette journée s'écoula dans une douce intimité. Alice n'était point dans le secret de son bonheur, mais elle en avait comme un confus pressentiment. Elle observait avec inquiétude je ne sais quoi d'inusité sur la figure de sa mère et dans l'attitude de Fernand; elle voyait avec émoi leurs regards se rencontrer et se sourire, et lorsque M. de Peveney se fut retiré après lui avoir baisé la main pour la première fois, elle pâlit, se troubla et s'échappa, éperdue et tremblante.

Cette nuit ne fut guère plus calme pour Fernand que ne l'avait été la nuit précédente. Il était dans la nature irrésolue de ce jeune homme de tout gâter et de ne savoir jouir de rien. Il y avait en lui, comme chez la plupart des hommes, deux êtres, ennemis acharnés, qui combattaient sans paix ni trêve; et comme le vaincu insultait toujours au vainqueur, de quelque côté que penchât la balance, il se trouvait que la joie du triomphe était toujours empoisonnée par les clameurs de la défaite. Ainsi, à peine fut-il sorti du château, qu'il eut à essuyer les cris et les reproches de sa conscience révoltée. Heureusement il avait l'expérience de ses rébellions, et n'ignorait pas comment on les apaise. Il chercha dans son amour la justification de sa faiblesse, et, comme pour achever de s'absoudre, il répondit solennellement à Dieu du bonheur et de la destinée d'Alice.

Cette lutte fut la dernière. Il avait fait à ses scrupules et à ses re-

mords la part assez large, assez belle. Le temps était venu d'en finir avec le passé; Fernand le précipita dans l'éternel oubli, comme un navire qu'on coule à fond, ou comme un cadavre qu'on jette à la mer; puis, par un de ces brusques mouvemens de résolution que parfois la passion imprime aux esprits les moins résolus, il s'élança, libre et joyeux, vers les félicités que lui promettait l'avenir. Ce fut en lui une soudaine et complète transfiguration. Il sentit la jeunesse affluer à flots pressés dans son sein, et, dans l'ivresse de son être régénéré, il poussa vers le ciel un cri d'amour et de bénédiction. Heureux, heureux enfin, il touchait au port; il apercevait les rivages enchantés et paisibles vers lesquels il avait toujours soupiré! Du haut de la rude montagne qu'il venait de gravir, il saluait avec des transports pleins de larmes Mondeberre, qui lui apparaissait comme une terre promise, couverte de fruits et de fleurs.

Il ne s'était pas couché de la nuit. Il ouvrit sa fenêtre, s'appuya sur le balcon et regarda le jour se lever. Regarde-le, jeune homme infortuné, ce jour radieux et pur qui se lève sur tes espérances. Savoure à longs traits cet air enivrant qui t'inonde. Double, triple les facultés qui te restent pour le bonheur. Ne repousse aucune des sensations que t'apporte le vent du matin; laisse la brise rafraîchir ton front et l'illusion caresser ton ame. Hâte-toi de vivre, hâte-toi d'aimer! La nature est immortelle, mais l'homme n'a pas même un jour.

Après avoir vu le soleil monter à l'horizon, Fernand, épuisé par tant d'émotions, se jeta tout habillé sur son lit. Il s'assoupit dans la joie de son cœur, et cependant il fit un rêve étrange. Il rêva qu'il était couché vivant dans un cercueil de plomb, et que, sous le couvercle à demi soulevé, il voyait une jeune et belle fille, aux cheveux d'or, aux yeux d'azur, qui le regardait en souriant et lui tendait la main en disant: — Ami, lève-toi! — Mais toutes les fois qu'il essayait de se lever et de prendre la blanche main, le couvercle de plomb retombait sur son front et lui meurtrissait le visage. Il luttait depuis près d'une heure contre cet horrible cauchemar, quand il se réveilla en sursaut et sauta à bas de son lit. La porte de sa chambre venait de s'ouvrir, et il se trouva face à face avec un personnage qu'il connaissait trop bien. Fernand pensa d'abord qu'il n'était pas bien éveillé, et que c'était la suite de son rêve. Il fit deux pas en arrière; l'étranger en fit deux en avant, puis ils restèrent à se regarder l'un l'autre. Cet homme était si changé, que M. de Peveney, au premier abord, le devina plutôt qu'il ne le reconnut. Son teint avait bruni; son front s'était bronzé; sa barbe longue, épaisse et noire, contribuait à donner

à ses yeux une expression sauvage et farouche. Toutefois, il n'y avait dans son attitude, comme dans son costume, rien que de simple, de grave et de sévère.

— Monsieur, dit-il enfin, voici deux ans que je vous cherche.

— Je l'ignorais, monsieur, répliqua Fernand d'une voix altérée, mais calme.

— Vous êtes, monsieur, un trop galant homme, reprit le comte de Rouèvres, pour que mon apparition ait rien qui vous doive surprendre. Vous n'ignoriez pas que tôt ou tard nous nous reverrions à coup sûr. Cependant, s'il était besoin de vous expliquer quel sujet m'amène pour la deuxième fois chez vous, je m'y résignerais volontiers.

— Je vous comprends, monsieur, reprit M. de Peveney. Je dois convenir pourtant que je m'attendais peu à l'honneur de votre visite. Je croyais nos comptes réglés depuis long-temps; en consultant mon cœur, je vous croyais suffisamment vengé.

— Suffisamment vengé! s'écria M. de Rouèvres en réprimant aussitôt un mouvement de sombre courroux. Si, après avoir consulté votre cœur, vous voulez prendre la peine d'interroger le mien, vous comprendrez, monsieur, reprit-il avec sang-froid, que vous vous êtes singulièrement abusé. Daignez m'écouter; ce sera l'affaire d'un instant.

— Veuillez vous asseoir, dit M. de Peveney en lui indiquant un siége.

— C'est inutile, répliqua M. de Rouèvres; je serai bref. Ce que j'ai à vous raconter, vous le savez d'ailleurs mieux que moi-même. Vous m'avez arraché le cœur, vous l'avez foulé sous vos pieds; vous avez perdu mon ame, vous y avez étouffé la foi, la confiance et l'amour, pour y substituer le désespoir, la colère et la haine. Vous m'avez fait méchant, cruel et solitaire. Me voici vieux, brisé avant l'âge, mort à tout ce qui rend la vie supportable, et ne vivant plus que de ce qui tue. Vous cependant, vous êtes jeune et libre. Un jour, et ce jour n'est peut-être pas loin, vous vous emparerez de tous les biens que vous m'avez ravis. Vous aurez une femme aimée, et vous oublierez dans ses bras le drame épouvantable dont vous aurez été le triste héros. La famille vous comblera de ses bienfaits; vous vieillirez doucement, honoré et respecté, au sein du bonheur. Et je serais suffisamment vengé! Mais, monsieur, vous n'y pensez pas, ajouta-t-il en étreignant de sa main le bras de Fernand; vous ne savez donc pas ce que j'ai souffert! vous ne savez donc pas ce que je souffre encore! Si je pouvais vous ouvrir ma poitrine, vous y verriez les tourmens de

l'enfer. Suffisamment vengé! Dites, monsieur, parlez, était-ce de vous que je me vengeais, lorsque l'infortunée dont j'avais cloué l'amour à votre indifférence se débattait comme un corps plein de vie qu'on aurait lié à un cadavre? Était-ce vous que je frappais, lorsqu'elle séchait dans les larmes et dans la honte? Est-ce pour racheter vos égaremens qu'elle est morte loin de la patrie, dans une salle d'auberge, sans autre pitié que la vôtre? Comment n'avez-vous pas compris que vous n'étiez alors que l'instrument de ma vengeance, et que je chercherais à le briser, cet instrument fatal, à partir du jour où il aurait consommé son œuvre? Vous m'avez servi à souhait, monsieur de Peveney. Je n'oserais même pas affirmer que vous n'êtes point allé au-delà de mes espérances. Quoi qu'il en soit, c'est à votre tour maintenant.

— Avez-vous des armes? demanda Fernand d'une voix ferme.

— Oui.

— Un témoin?

— Un ami m'accompagne.

M. de Peveney se souvint que Gaston se trouvait dans le voisinage. Il l'envoya quérir, et, en l'attendant, il écrivit à la hâte ses dernières dispositions. M. de B... arriva. Après lui avoir expliqué en deux mots de quoi il s'agissait :

— Gaston, lui dit-il, si je suis tué, vous direz à Mme de Mondeberre que ma dernière pensée a été pour elle.

Cela dit, tous deux montèrent dans la chaise de M. de Rouèvres, qui leur en fit les honneurs avec politesse. La voiture partit au galop des chevaux, et, sur l'indication de Gaston, après avoir suivi quelques instans le bord de la Sèvres, elle tourna le coteau pour s'enfoncer dans un sentier qui se perdait sous un bois de chênes.

Quelques heures après le lever du soleil, de lourdes vapeurs s'étaient amassées au couchant et avaient fini par se condenser en nuées épaisses qui envahissaient peu à peu l'horizon, et se détachaient comme une chaîne de montagnes sur l'azur embrasé du ciel. La nature semblait frappée de stupeur et d'immobilité. Pas un cri, pas un tressaillement, pas un souffle. Les feuilles languissaient dans l'air stagnant; les oiseaux se taisaient; les fleurs endolories se penchaient sur leurs tiges.

Mme de Mondeberre et sa fille se tenaient assises sur le bord d'une pièce d'eau située à l'extrémité du parc, petit lac ombragé de saules, qu'alimentait le cours habilement détourné de la Sèvres, et qu'animaient les évolutions de deux cygnes. Alice était inquiète, agitée; sa mère l'observait avec complaisance, et se plaisait à prolonger ce trouble et ce malaise dont elle avait le secret dans son cœur et la guérison sous la main. Après avoir causé de toutes choses, excepté de celle qui les préoccupait toutes deux, Mme de Mondeberre sut adroitement amener l'entretien sur un terrain qu'Alice n'abordait jamais sans humeur et sans impatience. Après l'y avoir attirée par d'insensibles détours :

— Mon enfant, ajouta-t-elle, au risque de t'irriter, et dussé-je passer à tes yeux pour la plus prêcheuse des mères, j'en reviens à dire que ton cousin Gaston a raison. Il n'est pas juste, il n'est pas convenable qu'une belle et charmante fille comme mon Alice ensevelisse dans la solitude les plus belles années de sa jeunesse. Toute ame ici-bas a ses destinées à remplir; nulle ne saurait s'y dérober sans faillir à la mission qu'elle a reçue de Dieu.

— Quelles destinées? quelle mission? répondit Alice avec vivacité; Dieu ne m'a donné d'autre mission que de t'aimer et de le servir.

— Oui, tu es une fille adorable! s'écria Mme de Mondeberre avec effusion; mais, chère enfant, cela ne suffit pas. Il est des devoirs, des joies et même des douleurs auxquels toute créature doit se soumettre sous peine de manquer à sa destination. Aimer, se dévouer et souffrir, c'est, mon enfant, la commune loi.

— Aimer? dit Alice; est-ce que je ne t'aime pas? Se dévouer? est-ce ma faute, si tu m'as fait le dévouement si facile? Souffrir?...

A ce mot, elle s'interrompit et n'acheva pas; son jeune sein se souleva, et deux larmes brillèrent au bout de ses longs cils.

— Tiens, ma mère, reprit-elle presque aussitôt, laissons là toutes ces subtilités auxquelles je n'entends rien. Je vois seulement où tu veux en venir. Je ne m'irrite pas de ton insistance, parce que rien de toi ne saurait m'irriter; mais si tu veux que je te le dise, mon cœur en gémit, et ma tendresse s'en alarme. Mon amour t'est donc à charge, que tu es si impatiente de le partager? Elle te pèse donc bien, cette vie à deux qui me paraît, à moi, si légère? Va, tu n'es qu'une ingrate qui ne sait pas aimer! ajouta-t-elle en s'abandonnant avec une molle résistance aux bras caressans qui s'empressèrent de l'enlacer.

— Allons, pardonne-moi, dit Mme de Mondeberre. Après tout,

je ne demande et ne cherche que ton bonheur. Puisque tu es heureuse ainsi, et que ton cœur n'aspire pas à des félicités plus grandes, je ne te tourmenterai plus. Je t'avoue pourtant qu'il me souriait d'être grand'mère et de bercer mes petits-enfans. Et puis il s'offrait un parti qui me semblait devoir te convenir. Tu ne veux pas; qu'il n'en soit plus question.

— Encore quelque fat que t'aura proposé cet impitoyable Gaston? répliqua l'enfant d'un air dédaigneux et mutin.

— Mais non, reprit Mme de Mondeberre; celui-là n'est pas un fat, et s'est bien proposé lui-même. Je dois même ajouter que je n'ai pas osé prendre sur moi de le décourager tout d'abord, car j'avais cru remarquer que tu le recevais sans trop de déplaisir.

— Je le connais, ma mère? s'écria la jeune fille, qui sentit tout son sang lui monter au visage.

— Tu le connais un peu, dit Mme de Mondeberre; c'est un gentilhomme de nos voisins que je tiens en grande estime, et à qui j'aurais confié sans hésiter le bonheur de ma fille adorée.

Alice regarda sa mère, qui souriait avec amour et paraissait appeler sur les lèvres tremblantes de l'enfant le nom qui n'osait point s'échapper de son cœur. Elle hésita; en moins d'une seconde, ses joues pâlirent et se colorèrent du plus vif incarnat. Elle doutait, elle hésitait encore.

— C'est lui! s'écria-t-elle enfin en tombant tout en pleurs sur le sein maternel, lorsque Mme de Mondeberre lui ouvrit ses bras.

En cet instant, la détonation de deux coups de feu retentit au loin. Ce bruit éveillait toujours dans le cœur de Mme de Mondeberre de lugubres échos : elle frissonna; mais ce ne fut qu'une impression presque insaisissable qui se perdit bien vite dans la joie des épanchemens et des confidences mutuelles. Qui pourrait dire l'ivresse de ces deux ames qui, après trois années de souffrances silencieuses, après avoir, durant trois ans, tendu en secret vers le même but, touchaient enfin à la réalisation de leurs rêves et se rencontraient dans un même sentiment de bonheur? Il est si doux de revenir à deux sur les douleurs du passé, lorsque le présent nous sourit et que l'avenir est plein de promesses! Il est si charmant de se confier l'un à l'autre ce qu'on a pleuré, ce qu'on a souffert, quand les mauvais jours sont finis, et que la vie n'est plus qu'une fête!

Alice et Mme de Mondeberre étaient restées assises au bord de l'eau. De la place qu'elles occupaient, elles pouvaient voir, à travers la ramée, la petite porte du parc. Il y avait plus d'une heure qu'elles

étaient là, s'oubliant en projets enchantés, allant tour à tour et sans se lasser des jours écoulés aux jours à venir, s'emparant de la vie et la disposant à leur gré, quand tout à coup la porte du parc s'ouvrit pour donner passage à deux hommes de la campagne qui portaient à bras un lit de feuillage sur lequel gisait un corps inanimé. En apercevant à travers les branches le funèbre convoi qui s'avançait lentement, Mme de Mondeberre et sa fille se levèrent, et, s'en étant approchées, elles reconnurent M. de Peveney, qu'on rapportait mortellement blessé. A cause de la proximité, Gaston avait jugé convenable de faire transporter Fernand au château, tandis qu'il allait, lui, au galop de son cheval, chercher à la ville voisine des secours, hélas! inutiles.

Quand on l'eut déposé sur le gazon, Alice et Mme de Mondeberre virent sa poitrine trouée et sanglante. Elles s'étaient agenouillées chacune d'un côté du brancard : l'une, froide et immobile comme ces statues de marbre qui veillent au pied des tombeaux; l'autre, laissant son cœur éclater en sanglots.

— Mon fils! mon enfant! disait Mme de Mondeberre en le baignant de pleurs.

Alice ne pleurait pas. Elle pencha son visage sur le front de son pâle fiancé.

— Ami de mon cœur, entends-moi! lui dit-elle. Je t'aime, je t'ai toujours aimé. Je n'étais qu'une enfant que je t'aimais déjà. Tu vas emporter ma vie tout entière. Mon amant! mon époux! jeune et cher compagnon de mes belles années! je te dis adieu, doux espoir! Je ne sais si je te survivrai; mais si je te survis, mon Fernand, ce sera pour porter ton deuil et pour chérir éternellement ta mémoire.

— Hélas! murmura Fernand, vous me faites mourir deux fois.

Il ne put en dire davantage.

Il tourna tour à tour vers chacune de ces deux femmes un regard mourant que l'amour animait encore; puis, au bout de quelques instans, une main dans la main d'Alice, l'autre dans celle de sa mère, il expira.

— Ah! ma fille! ma fille infortunée! s'écria Mme de Mondeberre en se jetant sur Alice.

— Veuve comme toi, je vivrai comme toi, ma mère.

Et la noble enfant appliqua ses lèvres sur la main glacée de l'amant qu'à la face du ciel elle venait d'épouser dans son cœur.

JULES SANDEAU.

ÉCRIVAINS CRITIQUES

ET

HISTORIENS LITTÉRAIRES

DE LA FRANCE.

IX.

M. CHARLES MAGNIN.

Causeries et Méditations historiques et littéraires. [1]

Les critiques de nos jours, ceux qui, depuis une vingtaine d'années déjà, ont commencé de se produire et de battre le pays, songent tous plus ou moins à se recueillir, à ramasser ce qu'ils avaient lancé d'abord à l'aventure, à se refaire, pour le reste de la marche, un gros assez imposant de ces troupes légères qui n'avaient donné dès le matin qu'en éclaireurs et comme en enfans perdus. C'est signe que la journée avance et qu'une pensée prévoyante succède insensiblement chez presque tous à l'audace et à la témérité première. Tantôt même ce sont des ouvrages à part, et vraiment considérables, dans

(1) Deux vol. in-8º, chez Benjamin Duprat, 7, rue du Cloître-Saint-Benoît.

lesquels le critique essaie de reprendre et de résumer avec étendue, de fixer et d'approfondir sur un point les études jusque-là plus vagues, qui l'ont pourtant occupé de préférence; tantôt, ce sont tout simplement d'anciens morceaux, déjà publiés en divers lieux, qu'on rassemble avec ordre, avec suite, en les revoyant pour la correction, mais en leur conservant leur premier caractère. En un mot, chaque critique de cette génération lie sa gerbe et fait son livre. Hier c'était M. Ampère, M. Patin; demain ce sera M. Saint-Marc Girardin. Aujourd'hui, nous retrouvons M. Magnin, qui a dès long-temps entrepris dans ses *Origines du Théâtre moderne* un ouvrage d'importance et de longue haleine; mais il s'est accordé comme diversion et intermède, et il nous fait le plaisir de publier un recueil d'anciens articles très goûtés en temps et lieu lorsqu'ils parurent, et très dignes de réclamer cette seconde lecture qui, seule, vérifie les bonnes pages. Pour les gens du métier qui savent combien ces jugemens portés sur les livres du jour par les critiques compétens sont utiles à l'histoire littéraire, et combien, à une certaine distance, il devient difficile de se les procurer dans des feuilles si vite disparues, il semblera tout naturel qu'un homme qui connaît autant les circonstances et les destinées des livres que M. Magnin ait songé à sauver ce qui, intéressant et toujours agréable aujourd'hui, sera piquant et curieux pour l'avenir.

Il y aurait une manière bien simple, bien commode, et à la fois bien juste, de recommander ces volumes; nous nous hâterions de dire qu'à une grande variété de sujets sur lesquels le critique a répandu tous les assortimens d'une érudition exacte et fine, se joint le mérite d'un style constamment net, rapide, élégant; que la nouveauté des points de vue n'exclut en rien les habitudes et les souvenirs de la plus excellente et de la plus classique littérature; que l'ancienne critique s'y trouve toute rajeunie, en ayant l'air de n'être que continuée. Mais ces éloges qui, à les serrer de près, ont leur entière justesse, n'offrent rien qui se grave assez au vif et qui caractérise assez distinctement l'auteur. On pourrait, à peu de chose près, les appliquer à d'autres écrivains distingués; on en dit tous les jours à peu près autant des ouvrages du même genre qui paraissent. L'avouerons-nous? cette façon de louer nous paraît fade; nous voulons mieux quand nous parlons d'un écrivain : malgré la difficulté de juger plus à fond et de percer plus avant quand il s'agit d'un contemporain, d'un ami, notre plaisir est d'y viser, de nous jouer même autour de la difficulté :

.... Et admissus circum præcordia ludit.

Ce serait notre plus grand honneur que de pouvoir quelquefois réussir à ce jeu, qui d'ailleurs, dans le cas présent, ne peut nous mener qu'à trahir des délicatesses de l'esprit et des traits ingénieux de caractère.

Chez la plupart de ceux qui se livrent à la critique et qui même s'y font un nom, il y a, ou du moins il y a eu une arrière-pensée première, un dessein d'un autre ordre et d'une autre portée. La critique est pour eux un prélude ou une fin, une manière d'essai ou un pis-aller. Jeune, on rêve la gloire littéraire sous une forme plus brillante, plus idéale, plus poétique; on tente l'arène lyrique ou la scène, on se propose tout bas ce qui donne le triomphe au Capitole et le vrai laurier. Ou bien c'est le roman qui nous séduit et nous appelle; on veut se loger dans les plus tendres cœurs et être lu des plus beaux yeux. Mais viennent les mécomptes, les embarras de la carrière, les défaillances du talent, les refus sourds et obstinés. On se lasse, et, si l'on aime véritablement les lettres, si une instruction solide n'a cessé de s'accroître et de se raffiner au milieu et au moyen même des épreuves, on est en mesure alors d'aborder ce que j'appelle, en un sens très général, la critique, c'est-à-dire quelque branche de l'histoire littéraire ou de l'appréciation des œuvres. C'est presque toujours là que j'attends les jeunes arrivans si empressés au début et si superbes. Qu'ils réussissent dans l'art et dans la poésie, s'ils le peuvent : tous nos vœux les accompagnent; mais il y a sur ce point peu de conseils à donner. Ces palmes-là se ravissent et ne se discutent pas. Que s'ils manquent le premier objet de leur ambition, s'ils sont mal venus en ce premier amour, et si d'ailleurs, avec un esprit bien fait, ils chérissent sincèrement l'étude, il y a de la ressource et de la consolation. Le retour, même sans triomphe, peut avoir des charmes; le salut se retrouve dans le naufrage.

Ce qui est ainsi vrai de plusieurs ne paraît pas l'être pour M. Magnin, et c'est un point par lequel il se distingue de plus d'un de ses confrères en critique. Lui, il est critique, en quelque sorte, d'emblée et essentiellement; on ne voit pas que ce goût se soit substitué chez lui à une vocation première, à une ardeur autre part déterminée. Sa carrière se dessine d'une ligne toute simple. Né à Paris d'un père franc-comtois, et qui fut d'abord attaché comme secrétaire et bibliothécaire à M. de Paulmy d'Argenson, M. Charles Magnin a été nourri au milieu des livres et comme au sein de cette grande bibliothèque dont son père avait contribué, pour sa part, à extraire et à

rédiger les *Mélanges* (1). Placé dès 1813 à la bibliothèque du Roi, dont il est, depuis 1832, l'un des conservateurs, il ne cessa de vivre à la source de l'érudition et de la connaissance littéraire la plus variée et la plus abondante. Qu'on ne croie pourtant pas que ce fût, dès l'enfance, un de ces liseurs avides et infatigables, un de ces *helluo librorum* comme il sied à tout bibliothécaire poudreux de l'être; son goût témoigna de bonne heure discrétion et choix, une certaine friandise. Ses études universitaires avaient été brillantes; il s'essaya au sortir de là dans quelques concours académiques. Une pointe de bel-esprit, la pointe d'une plume qui allait être si fine et si bien taillée, se faisait sentir. La plus vive tentative qu'il se permit hors du cercle où nous le connaissons, est une petite comédie en un acte et en prose, représentée à l'Odéon le 16 mars 1826 : *Racine ou la troisième Représentation des Plaideurs.* — *Les Plaideurs* ont été sifflés aux deux premières représentations par la bazoche conjurée; les procureurs sont en émeute, les conseillers aux enquêtes commencent à s'émouvoir; Racine, désolé, reçoit la visite de la Champmêlé et de Despréaux, qui le réconfortent et le consolent chacun à sa manière. Pourtant Mme de Crissé, vieille plaideuse qui se prétend outragée dans la comtesse de Pimbêche, et le conseiller Dandinard qui se croit joué dans Perrin Dandin, forcent successivement la porte et font au poète une scène de menaces dont il se tire assez bien; tout ce jeu est assez plaisant; pourtant l'orage augmente, et l'on parle d'un ordre supérieur obtenu contre le poète, lorsque tout à coup on apprend que la Champmêlé qui devait, ce soir même, jouer Ariane devant le roi, a feint une indisposition; que, grace à ce tour d'adresse, *les Plaideurs*, représentés pour la troisième fois, ont subitement trouvé faveur et gagné leur cause; on n'a plus osé siffler, et le roi a ri. C'est la Champmêlé elle-même, puis bientôt Despréaux en tête de la troupe comique, tenant flambeaux à la main, qui viennent annoncer sa revanche et son triomphe au poète. La vieille plaideuse Mme de Crissé et le conseiller Dandinard sont toujours là et font vis-à-vis au Dandin de la pièce et à la comtesse de Pimbêche encore en costume; c'est à s'y méprendre :

TOINETTE (la servante de Racine).

« Ah ça! ai-je la berlue, moi? — Quoi! deux Dandins... deux comtesses de Pimbêche! » — Et le conseiller offrant la main à Mme de

(1) M. de Paulmy se fit aider pour ses *Mélanges tirés d'une grande Bibliothèque* par Contant d'Orville et par M. Magnin, de Salins, père du nôtre.

Crissé : « Venez, venez, madame : (*se retournant*) le roi a ri... ce n'est pas ce qu'il a fait de mieux! mais nous avons le droit de remontrance! » Et Racine, à qui tout son courage est revenu et qui va lire demain à la Comédie *Britannicus*, salue, en finissant, la Champmêlé du nom de *Junie*. — On le voit, c'est là une de ces petites pièces-anecdotes dont *le Souper d'Auteuil* d'Andrieux représente le chef-d'œuvre, et qui sont comme un bouquet pour les anniversaires de naissance de nos grands poètes. En leur présentant cette légère offrande, M. Magnin ne faisait que marquer son goût pour leurs ouvrages, sa familiarité dans leur commerce, et témoigner agréablement qu'il avait qualité comme critique des choses de théâtre. Il ne prétendait pas s'ouvrir de ce côté une autre veine.

Dès ce temps-là, il prenait une part active à la collaboration du *Globe;* il allait surtout s'y faire une position spéciale par ses articles sur les représentations théâtrales, et d'abord sur les pièces anglaises principalement. M. Magnin n'a pas recueilli, dans les deux volumes qu'il nous donne, ses articles concernant les nouveautés de la scène française; il les réserve pour un volume séparé qui aura tout l'intérêt d'un bulletin suivi et d'une chronique très animée. Mais, dans le second des deux présens volumes, il a réuni tout ce qui se rapporte à la tentative si brillante et si dramatique qui se fit à Paris, en 1827-1828, et qui mit en jeu devant nous le théâtre de Shakspeare, de Rowe, d'Otway. Les meilleurs acteurs anglais y figurèrent successivement; on eut Kean, on eut Macready. Une ravissante actrice, miss Smithson, apportait et confondait, pour nous séduire, sa jeunesse, son talent, sa grace idéale, et le charme de toutes ces beautés dramatiques si neuves qu'elle interprétait à nos yeux pour la première fois. Cet épisode intéressant de l'histoire littéraire de la restauration se trouve raconté dans le livre de M. Magnin avec toutes ses péripéties, ses accidens, ses ivresses même; on croit y respirer, par momens, comme l'odeur de la poudre, et tel article, écrit le soir dans la chaleur de l'applaudissement, est intitulé *bulletin d'une victoire*. C'est qu'alors on croyait, on espérait avec enthousiasme et ferveur. Indépendamment du plaisir direct et tout désintéressé que pouvaient procurer ces admirables créations d'un génie terrible, pathétique ou gracieux, et toujours puissant, il y avait, au fond de tout cela, un désir de marcher à son tour, il y avait un mobile présent, contemporain, une émulation qui semblait aussi promettre des œuvres. Le critique ne sonnait si haut de la trompette que parce qu'il se sentait suivi, entouré, devancé même en plus d'un

endroit par de généreuses ambitions qui n'attendaient que le signal pour se produire. Ce drame de Shakspeare n'était pas seulement un noble spectacle; c'était une machine de guerre. On tiraillait sur l'ennemi, sur l'absolutiste littéraire, jusque du haut du balcon de Juliette, et on espérait bien avec Roméo escalader, en dépit des unités, cet asile, ce sanctuaire trop interdit d'émotions et d'enchantemens. Pourquoi faut-il que, le jour où toutes les barrières sont brusquement tombées, quand la brèche a été plus qu'entr'ouverte, personne, presque personne, ne se soit plus trouvé là pour entrer !

Douze ans après, on a subi la revanche, et bien légitime, convenons-en, on a eu l'accès inverse de cette ivresse première. L'ancien répertoire, Racine en tête, a fait sa rentrée par Mlle Rachel : ç'a été toute une restauration. Elle ne paraît pas près de finir. Mais, comme les belles œuvres ne sauraient jamais s'exclure, soyons et demeurons heureux de les embrasser. M. Magnin n'a pas cessé un moment de penser ainsi, et, comme critique, il a donné la main aux deux triomphes.

Cependant, pour nous en tenir à lui, un contraste a dû frapper d'abord. Nous l'avions laissé offrant son bouquet à Racine, à Despréaux, et, un an après, il était l'un des plus actifs à l'avant-garde des novateurs. Il n'avait pas changé son culte, il l'avait agrandi. L'impulsion dont tout esprit a besoin, et qui a son heure, lui était venue. Pour le critique, c'est-à-dire pour l'écrivain de comparaison et d'expérience, cette impulsion doit surtout venir du dehors en se combinant avec le train habituel et avec les forces acquises. Ayant peu écrit dans sa première jeunesse, nourri d'études classiques, élevé au nid de la littérature française, M. Magnin se trouvait avoir un grand fonds en réserve, des habitudes sûres, une circonspection qui n'excluait pas la vivacité et qui allait la diriger. Il porta tout aussitôt et ne cessa de garder les qualités antiques dans l'adoption des œuvres et des doctrines nouvelles. C'est là son trait original. L'ancienne critique, à voir paraître cet adversaire inattendu, ne pouvait méconnaître ni son propre costume, ni ses formes mêmes, en ce qu'elles avaient de net, de judicieux et d'excellent; elle s'étonnait d'autant plus des conséquences :

Miraturque novas frondes et non sua poma.

Quand il s'agissait des tentatives modernes, M. Magnin, sans se révolter ou s'engouer, sans parti pris, mais avec curiosité, ouvrait le livre, le lisait plume en main, l'analysait, citait ce qu'il trouvait de

neuf et d'acceptable sans taire ce qui lui semblait un peu fort et outré. Il faisait tout cela par voie d'exposition, presque de concession, d'un air d'ignorer toutes les hardiesses qu'il commettait et qu'il appuyait. On y pouvait voir sous la candeur du critique un peu de cette malice ingénieuse et couverte qui fait la dose requise, et que Bayle, le premier, a si bien su mélanger. Mais, quand il s'attaquait au faux classique, aux vieilleries modernes, à ces usurpations de succès qui tranchaient du légitime, oh! alors, M. Magnin y allait moins doucement : il savait le fort et le faible de la place, il ne frappait pas à côté. Sa plume acérée a donné, à ce qu'on appelle la littérature de l'*empire*, bon nombre de ses plus cruelles blessures. S'il a eu un grain de passion en excès, ç'a été sur ce point-là.

Mais, en général, M. Magnin a une qualité à lui, quand il traite d'un sujet et d'un livre, une qualité que possèdent bien peu de critiques, et qui est bien nécessaire pourtant à l'impartialité, c'est l'indifférence. Je vais me hâter de définir cette espèce d'indifférence qui n'exclut pas du tout la curiosité et la conscience, ces deux vertus du critique, et qui même leur laisse un plus libre jeu. Voltaire l'a très bien remarqué : « Un excellent critique serait un *artiste* qui aurait beaucoup de science et de goût, sans préjugés et sans envie. Cela est difficile à trouver (1). » Il ajoute encore : « Les artistes sont les juges compétens de l'art, il est vrai; mais ces juges compétens sont presque tous corrompus... Il y a environ trois mille ans qu'Hésiode a dit : Le potier porte envie au potier, le forgeron au forgeron, le musicien au musicien. » Sans doute un artiste, sur l'objet qui l'occupe et qu'il possède, aura des vues perçantes, des remarques précises et décisives, et avec une autorité égale à son talent; mais cette envie, qui est un bien vilain mot à prononcer, et que chacun à l'instant repousse du geste loin de soi comme le plus bas des vices, il l'évitera difficilement s'il juge ses rivaux; sa noble jalousie, appelons ainsi la chose, le tiendra éveillé aux moindres défauts, et il sera prompt à voir et à noter ce qu'involontairement il désire; ou bien, si la générosité du cœur s'en mêle, il ira au-devant du défaut, il passera outre et tombera alors dans des indulgences extrêmes, dans des libéralités qui ne sont plus d'un juge. Je l'ai toujours pensé, pour être un grand critique ou historien littéraire complet, le plus sûr serait de n'avoir concouru en aucune branche, sur aucune partie de l'art (à moins d'avoir excellé dans toutes); car autrement on porte

(1) *Dictionnaire philosophique*, article *Critique*.

dans l'examen du passé ou, à plus forte raison, du présent, une prédilection, une exclusion, nées de cette concurrence (1), une susceptibilité d'impatience et d'ennui, qui est le contraire de l'esprit d'éclectisme et d'impartialité exigé dans une telle œuvre. Il y a plus : comme, dans les critiques que nous faisons, nous jugeons encore moins les autres que nous ne nous jugeons nous-mêmes, il est assez bon que le critique, tout en n'étant que cela, tout en ne portant aucun trésor personnel, aucun bagage apparent, n'ait pas à être au dedans trop préoccupé de soi, qu'il ne se sente pas un goût secret trop marqué, qu'il ne caresse pas tout bas un idéal trop cher. Qu'arrive-t-il, en effet, alors? Si je pouvais prendre des noms contemporains, l'éclaircissement me serait trop facile. Tel, dans les portraits qu'il trace, se mire toujours un peu; sous prétexte de peindre quelqu'un, c'est souvent un profil de lui-même qu'il cherche à saisir. Dans les figures historiques ou littéraires que tel autre déprime, dans celles qu'il exalte, je le retrouve au fond; c'est lui encore qu'il préfère et qu'il célèbre sous ces noms divers; dans les types favoris qu'à tout propos il ramène, il ne fait que sa propre apothéose.

M. Magnin n'est pas du tout ainsi; à vouloir conclure ce qu'il est intimement et par nature d'après ses écrits, il serait difficile de le deviner, sinon que c'est un homme d'esprit, de fine et excellente littérature. Il est tout-à-fait *impersonnel*, grande qualité pour le genre. Lorsque tant d'autres oracles prêchent pour leur saint, lui, il n'a pas de saint; il n'accuse aucune préférence naturelle qui vienne traverser ou commander son examen. Cette indifférence philosophique que Descartes réclamait comme première condition à la recherche de la vérité, il la réalise dans la pratique de la littérature; et comme en même temps il a l'humeur vive et curieuse, la plume facile et prompte, une telle disposition neutre l'a conduit très loin. Sur une foule de points et de sujets, lui, sorti primitivement du giron classique et fidèle à bien des préceptes d'autrefois, il s'est trouvé un des plus avancés et des plus osés, l'un des moins prévenus contre l'idée ou la forme survenante, un des plus accueillans et des

(1) En veut-on un très gros exemple? Un jeune homme soumettait à La Harpe le manuscrit d'une tragédie de *Marie Stuart;* La Harpe lut la pièce et répondit : « Votre pièce est assez bien écrite, mais le sujet n'est nullement propre au théâtre; « s'il l'était, Voltaire ou moi, nous nous en serions emparés. » *Voltaire ou moi!* voilà bien du La Harpe tout pur, lorsqu'il causait en se laissant aller à sa morgue. Mais combien d'autres, dans sa position, sans lâcher le mot, auraient pensé la chose, et, à l'occasion, se seraient efforcés indirectement de la démontrer!

plus patiens des chercheurs. Tel il s'est montré dans tout son rôle, depuis miss Smithson jusqu'à M[lle] Rachel, depuis *Hernani* jusqu'à *Lucrèce;* sur Homère, sur l'abbesse Hroswhita, sur la reine Nantechild, sur *Ahasvérus*, il a émis, accepté et soutenu des doctrines, des vues, qui témoignent de l'ouverture de sa pensée et de sa flexibilité ingénieuse presque indéfinie; ce qui me fait dire et répéter de plus en plus : « Le critique n'est jamais chez lui, il va, il voyage; il prend le ton et l'air des divers milieux : c'est l'hôte perpétuel. »

Chez beaucoup de ceux qui avaient épousé très vivement la cause nouvelle au début et qui avaient entonné à haute voix le chant du départ, le mécompte a suivi et s'est fait amèrement sentir. Le reflux de l'ame, à l'âge du retour, est en raison le plus souvent de ce qu'a été la marée montante aux heures de la jeunesse : plus l'on s'était avancé, et plus on se retire. On a été des plus enthousiastes, et l'on se trouve d'autant plus chagrin. Rien de tel chez M. Magnin : son enthousiasme, tout vif qu'il était, vint assez tard et se tempéra de ses autres qualités, de façon à moins craindre le retour. Esprit consciencieux, attentif jusqu'au scrupule, des plus constans et des mieux en règle avec lui-même, s'il semble un peu plus lent à partir, il ne recule jamais et ne revient guère sur ses pas. Lorsqu'il lui arrive, par suite d'obstacles extérieurs, d'être obligé de s'arrêter, d'interrompre sur un point, il n'oublie rien, il amarre sa barque à l'endroit précis, et, s'il reprend ensuite sa marche, c'est sans avoir dérivé. Il se trouve ainsi, après des années, plus en avant et plus en train que de plus ardens au départ, mais qui ont, dès long-temps, rebroussé. Cela s'est vu surtout lorsqu'il a eu à parler, en ces derniers temps, de certaines représentations dramatiques, et, en général, dans ce qu'il a écrit sur les œuvres de l'école poétique moderne depuis 1830. La question dite romantique n'est restée aussi parfaitement présente à aucun autre critique, et nul ne continue d'y porter un coup d'œil plus vigilant, plus scrutateur et moins désespéré. Mais ceci nous mène à soumettre quelques remarques au talent si distingué et si sagace que nous essayons en ce moment de bien démêler.

Je reprocherais précisément à M. Magnin de se trop souvenir peut-être dans quelques occasions, et de reprendre trop juste les choses où elles étaient hier. Les esprits et les choses sont allés tellement depuis quelques années, et se comportent tellement chaque matin, que, pour se remettre au pas avec eux et avec elles, rien n'est mieux, rien n'est plus court et plus juste qu'une certaine inconséquence. Rien ne va par continuité, surtout aujourd'hui; les époques

historiques se succèdent à vue d'œil, les manières diverses chez les mêmes écrivains se prononcent et se déplacent avec une confondante rapidité. Dans de telles conjonctures, la critique a souvent, ce me semble, à marquer les temps, à battre les changemens de mesure, à dénoncer les reviremens. Chaque œuvre, chaque écrivain, en définitive, lorsqu'on les a suffisamment approfondis et retournés, peuvent être qualifiés d'un *nom;* il faut que ce nom essentiel échappe au critique, ou du moins que le lecteur arrive de lui-même à l'articuler. M. Magnin ne l'y aide pas toujours assez dans l'agrément de ses dissertations instructives. Comme un homme qui a beaucoup vu de livres et qui sait mieux que personne à combien peu tiennent en ce genre les destinées, et quelle infiniment petite différence il y a bien souvent entre un livre qui vit, dit-on, et tel autre livre qui passe pour mort, M. Magnin ne se montre pas trop empressé de dire : *Ceci est bon, et ceci est mauvais.* On l'a tant fait, et à la légère, qu'on a été guéri pour long-temps de ce rôle sentencieux.

Quoi qu'il en soit, pour insister sur un point capital de l'histoire littéraire de ces dernières années, je suis de ceux qui estiment que l'école dite romantique a été dissoute par le fait même de la révolution de juillet. Dès le lendemain, je crois m'en être ouvert en ce sens avec le plus illustre des chefs d'alors. Ce jour-là, une nouvelle question littéraire était posée, ou du moins la précédente ne l'était plus. Je ne trouve pas que l'ingénieux critique se soit rendu compte ainsi de la différence des situations, et cela a pu jeter quelque indécision sur des aperçus toujours piquans de détails et si heureux d'expression.

Puisque j'en suis avec lui à des observations de ce genre, il en est une qu'il me permettra encore; ce n'est guère que la même un peu autrement retournée. Cette qualité d'indifférence que nous avons notée chez M. Magnin, en ayant bien soin de la définir, a naturellement des conséquences qui influent sur l'ensemble de sa manière. Il est des critiques qui entrent et tombent, pour ainsi dire, dans un sujet comme un fleuve qui descend des montagnes : les masses, les points de vue, les horizons, distinguent, encadrent et accentuent de toutes parts le paysage. Ainsi fait, par exemple, dans son cours de *Littérature dramatique*, le grand critique Guillaume Schlegel, exclusif et majestueux. Mais, quand le fleuve n'a pas reçu une pente aussi décidée, quand il coule plutôt entre des digues et par des bras habilement et activement ménagés, l'aspect du paysage ne peut être que très différent. En d'autres termes, on ne rencontre

pas d'ordinaire chez M. Magnin de points de vue [illegible] de masses bien détachées; on a plutôt la richesse [illegible] détail infini d'une Hollande; la Hollande, ç'a été la [illegible] ceau de cette critique moderne, de celle qui fait les [illegible]

Il en possède toutes les qualités primitives, fines [illegible] nues et solides, l'intégrité qu'il faut bien louer, [illegible] chose rare! cette attention à tenir la balance et à peser [illegible] même objet (c'est la probité du genre), une bienveillance [illegible] qui sait les limites, l'absence de toute envie, une sorte [illegible] qui a pourtant beaucoup vu, et qui est plus portée à [illegible] s'étonner. Son érudition très complète et très déliée [illegible] qu'il est aussi le critique-bibliothécaire. Sur chaque question [illegible] plaît à savoir, et il s'inquiète d'abord de trouver ce qu[illegible] Cette première recherche a déjà de quoi apaiser et amortir [illegible] sité, de quoi remettre à sa place le présent. Rien n'est [illegible] l'ivresse de la nouveauté comme la vue d'une grande [illegible] c'est proprement le cimetière des esprits. Le grand [illegible] par excellence, Gabriel Naudé, en parle étrangement [illegible] plus énergique qu'élégant : « Les bibliothèques, dit-il [illegible] mieux être comparées qu'au pré de Sénèque, ou chacun [illegible] trouve ce qui lui est propre : *Bos herbam, canis* [illegible] *lacertam* (1). » Et arrivant à la connaissance des livres [illegible] il la conseille en temps et lieu, comme fournissant [illegible] *milliasse* d'ouvertures et de conceptions, le faisant [illegible] toutes choses, et *lui ôtant l'admiration, qui est* [illegible] *faiblesse*. Gabriel Naudé nous dit là son goût [illegible] sceptique, il nous trahit son gibier favori et ce qu[illegible] judice des autres pièces; philosophe vorace [illegible] *milliasses* de pensées, et les enveloppe [illegible] écrits indigestes et copieux, vrai *fur*[illegible] hui les délices de qui sait en tirer [illegible] que très bibliothécaire aussi, [illegible] plus [illegible] si j'ose dire, la [illegible] [illegible] naissances ou [illegible] [illegible] furet et gourmet [illegible] choisit et [illegible] ain, et dans [illegible] qu'il en a [illegible]

[illegible] *bibliothèque* [illegible]

traînement; il aime à étudier, à connaître, mais pour écrire, pour déduire ce qu'il sait, pour le mettre en belle et juste lumière. On a cité ce mot de M. Daunou sur lui : *C'est une excellente plume.* Il y a mieux : pour lui, si je ne me trompe, cette grace, cette aisance de rédaction qui le distinguent, doivent quelquefois déterminer, inspirer, guider la recherche par l'idée d'en faire usage. La plume, c'est son organe.

Rien n'est plus agréable, comme lecture purement littéraire, que ces assortimens bien faits de mélanges. Ceux que M. Magnin vient de publier présentent toute espèce de choix et de variété : Grèce, romantisme, Portugal et Chine, nul échantillon n'y manque; cette qualité de style dont nous parlons en fait l'harmonie. C'est plaisir et douce surprise que de retrouver ces théories et ces œuvres nouvelles analysées, exposées, justifiées parfois, dans un langage courant et pur, avec accompagnement des réminiscences, des citations classiques que le critique y entremêle, et par lesquelles il les rattache sans effort à ce que souvent elles oubliaient. Le rôle piquant et utile en ce genre est ainsi de maintenir, de prolonger et d'asseoir la tradition là même où elle semblerait faire faute. Ce travail de pilotis, humble en apparence, suffit souvent, comme en Hollande, pour contenir l'orgueil du flot. Parmi les morceaux d'une histoire littéraire plus lointaine et plus désintéressée, il faut mettre au premier rang la notice sur Camoens, vrai petit chef-d'œuvre où la curiosité de l'étude et l'exquis de l'érudition viennent se fondre dans un sentiment bien délicat de cette chevaleresque poésie. Les essais de traduction que M. Magnin insère, chemin faisant, dans son récit, peuvent, je crois, être considérés comme des modèles, et montrent dans quelle mesure on doit se faire littéral avec un poète étranger, tout en se conservant Français, lisible, et même élégant. Parmi les morceaux d'un autre genre, un des plus délicieux et des plus fins est l'article sur Paul-Louis Courier à propos de ses mémoires et de sa correspondance, publiés en 1829. M. Magnin dégage chez Courier, au travers de l'homme de parti et du champion libéral, l'homme véritable, naturel, l'indépendant épicurien et moqueur, l'artiste amoureux du beau, l'*humoriste* vraiment attique, au *rictus* de satyre : « On n'a point la bouche fendue comme il l'avait, d'une oreille à l'autre, sans être prédestiné à être rieur, et rieur du rire inextinguible d'Homère ou de Rabelais. »

Ces pages si légères et si bien touchées, à propos du plus docte et du plus lettré de nos pamphlétaires politiques, nous ont rappelé in-

volontairement la différence des temps et le contraste de deux périodes pourtant si rapprochées. Je disais tout à l'heure que, pour la question littéraire, la révolution de 1830 avait coupé court et changé les conditions de succès; je ne me suis pas assez expliqué peut-être. Sans doute le beau reste toujours beau, et il ne varie pas d'hier à demain; mais il y a aussi dans les œuvres la forme, le cadre, l'art, l'artificiel même, si vous voulez. Or cette part, on le sait, était grande dans l'école littéraire d'alors, et j'ajouterai qu'elle avait assez droit de l'être, en raison des loisirs plus cultivés et des idées en vogue durant la seconde moitié de la restauration. C'est cette portion mobile qui a été ruinée du coup en juillet 1830; le je ne sais quoi de nouveau se cherche et ne s'est pas trouvé jusqu'ici.

Mais, dans la littérature politique, le contraste naturellement se tranche d'une façon plus directe encore. Les écrivains polémiques et les pamphlétaires l'ont bien senti : ceux qui ont eu du succès en dernier lieu l'ont pris sur un autre ton, et ce ton, en général, était plus aisé en ce qu'il a plutôt grossi. Le nom de Courier provoque le rapprochement avec un pamphlétaire d'esprit et même de talent, qu'on lui a comparé souvent en ces dernières années et que quelques-uns n'ont pas craint de lui préférer. L'homme d'esprit dont je parle sait bien à quoi s'en tenir. Je laisse de côté le fond politique et aussi le résultat matériel. J'ai là sous les yeux la onzième édition du *Livre des Orateurs* de Timon, et ce n'est sans doute pas la dernière. Ce Timon se dit d'Athènes; mais qu'il y a loin de son quartier à la métairie de cet autre misanthrope tempéré de gaieté, duquel M. Magnin a dit en nous le montrant au bivouac avec son Homère : « Son esprit « s'empreignit d'atticisme. Il reçut de la Grèce sa façon de sentir, « de juger, de s'exprimer; il fut Athénien par ses idées sur l'art, sur « le beau. Après le génie grec, ce fut ce qui s'en rapproche le plus, « le goût italien, le soleil d'Italie, l'art de Venise, de Florence, de « Rome, qui l'enchantèrent le plus. La pureté du goût antique passa « dans sa manière et produisit, en se mêlant à son cynisme de caserne et à ses mœurs quelque peu hussardes, un contraste des plus « singuliers et des plus piquans. Dans ce Huron devenu artilleur, il « y eut de l'Alcibiade. » — Au sortir de Longus et entre deux pages d'Hérodote, il lui parut plaisant de prendre à partie un régime tracassier et hypocrite qui l'avait piqué; la difficulté de tout dire et de bien dire était l'amorce tout-à-fait propre à tenter cet esprit rompu aux graces. Le Timon d'aujourd'hui, qui avait dès-lors l'âge de la raison et même celui de la misanthropie, se serait bien gardé de se

mettre du jeu; s'il avait plus d'un motif, je l'ignore, je n'imagine que le motif littéraire très suffisant : il attendait patiemment l'heure d'aborder les choses par le plus gros bout, de jeter à l'aise et crûment sa parole saccadée et cassante; il se sentait le *croc*, non pas l'*aiguillon*. Je ne saurais rendre l'effet désagréable que produit sur moi, par instans, ce style bizarre, baroque, bariolé de métaphores et de termes abstraits, à phrases courtes, à paragraphes secs, décharnés, qui sentent encore le résumé du contentieux, et qui poussent par soubresauts l'éloquence du factum jusqu'à une sorte d'élancement lyrique. Dans l'article sur Henri Fonfrède, qu'il apprécie d'ailleurs avec justesse et indulgence, Timon a le bon goût de citer une sortie violente de ce même Fonfrède contre lui, Timon, et il ajoute : « Par « Jupiter! lecteur! j'aurais pu affiler ma bonne lame, donner de la « pointe à ce Scythe, à ce barbare, et lui rendre blessure pour bles- « sure. — Mais nous autres, Grecs d'Athènes, si nous avons du sel aux « lèvres, nous n'avons pas de fiel dans le cœur, etc., etc. » J'abrège la parodie : il ne manque à ce choc, à ce cahotage de tous les styles, que d'y avoir fait entrer plus au long *ma bonne lame de Tolède;* l'amalgame eût été complet. Laissons l'Hymette et son miel à ceux-là seuls qui en savent les sentiers, à ceux qui, même au sein des passions et des paroles acérées, ne perdent jamais une certaine légèreté de ton et comme une certaine saveur du berceau : *Musæo contingens cuncta lepore*. Tel fut Courier; lors même qu'il obtint des succès de parti, c'étaient encore des succès de muse.

Nous ne disons rien ici, d'ailleurs, pour protester contre un succès plus populaire et qui a voulu l'être. Les portraits de Timon ont du relief et du trait, nous en convenons; ils sautent aux yeux à travers la vitre. Il nous a semblé seulement, en relisant d'excellentes pages écrites, il y a quatorze ans, par M. Magnin, que la critique elle-même s'était fort désorganisée depuis lors : voilà un livre arrivé à plus de onze éditions; les partis l'ont loué ou blâmé, selon l'intérêt de leur cause; la valeur littéraire n'a pas encore été extraite et réduite à son poids.

Plus d'analyse conviendrait peu, à propos des deux volumes que nous annonçons; et puis il nous serait impossible, en continuant de les feuilleter, de ne pas nous rencontrer nous-même face à face sous la plume de M. Magnin, et de ne pas reconnaître avec émotion et sourire tout ce que lui doivent de gratitude d'anciens essais pris d'abord en main par lui et proposés du premier jour à l'indulgence. En parcourant les articles qui composent son premier volume, on

pourra être un peu étonné d'en trouver un tout politique vraiment, de quelques pages à peine : *Comment une dynastie se fonde*, et daté du 16 mars 1831. Est-ce donc par inadvertance que cet article un peu disparate s'est glissé là? M. Magnin commet rarement d'inadvertances, et il faut bien noter ici une intention. En introduisant ce brin de politique entre des pages plus fraîches et restées plus neuves, en y oubliant, comme par mégarde, ce coin de cocarde, le critique littéraire a voulu sans doute témoigner qu'il avait sur certains points des opinions, des principes, rappeler qu'il les avait soutenus, et faire entendre qu'il s'en souvenait comme de tout le reste. C'est encore là un trait qui rentre dans ce que nous avons dit du caractère de M. Magnin, de cette nature des plus fidèles à elle-même et à ce qu'elle a une fois accepté; il tient beaucoup en cela de ces personnages de la fin du XVIIIe siècle, qu'il connaît si bien, qu'il a pratiqués de bonne heure, et dont il a gardé plus d'une doctrine et plus d'un pli, tout en se séparant d'eux si complètement sur la question littéraire.

Dans cette diminution et ce désarroi général de la critique que nous déplorons, il est à souhaiter que des plumes comme celles de M. Magnin, si aguerries et si bien conservées, ne cessent pas de long-temps leur emploi, dussent-elles n'intervenir qu'avec choix et discrétion, en prenant leur moment. Qu'il achève sans doute et couronne son important ouvrage commencé sur les *Origines du Théâtre moderne*. Il y a déjà long-temps que, voyant s'accumuler les matériaux et les documens sur ces origines que chaque découverte faisait reculer sans cesse, M. Raynouard exprimait le vœu qu'un homme d'instruction et d'esprit intervînt et mît ordre à la question éparse et confuse. M. Magnin est désigné aujourd'hui pour cette tâche à laquelle il s'est préparé de longue main. Que si nous osions mêler un conseil au travers d'un travail si médité, et auprès d'un esprit par lui-même si averti, ce serait de borner à un certain moment la recherche, de clore son siége, et de se jeter à l'œuvre avec toute la richesse amassée et en s'occupant surtout à la dominer par l'idée, à la classer d'une volonté un peu impérieuse. En parlant de la sorte à un critique aussi prudent, nous savons bien que l'inconvénient possible serait vite corrigé. Une fois d'ailleurs le livre fait et paru, le peu qui a échappé en particularités et en minces détails arrive de toutes parts et rentre le plus souvent dans les cadres déjà exposés. Enfin de tels ouvrages ont toujours la seconde édition pour s'amender

et se compléter; visons d'abord à la première et à l'architecture de l'ensemble. Mais que ces lents et difficiles travaux, que les arcanes de l'Académie des inscriptions elle-même et les exercices philologiques du *Journal des Savans* n'éloignent jamais M. Magnin de ce qui a fait son premier plaisir et son plus franc succès, de cette critique instructive et accessible à tous, judicieuse et hardie, qui ne craint pas de se commettre en parlant de ce qui occupe tout le monde et de ce que tout le monde comprend. La publication de ces deux volumes et le soin qu'il y a donné nous sont garans de ce que nous espérons. Ce n'est pas au nom de la gloire et de la renommée qu'il convient de s'adresser aux critiques, à ceux qui, vraiment dignes de ce nom, voient les choses littéraires avec sang-froid, étendue, et par tous les sens. Ils savent trop ce que c'est que renommée, comment elle se fait, combien elle dure; ils y mettent tous les jours la main, et plus d'un aussi pourrait dire à quelque roi du jour que la chute attend :

J'ai fait des souverains, et n'ai point voulu l'être.

Il y a pourtant à ajouter, et ils le savent, que sans viser à aucune gloire ni même à ce sceptre du genre qui a toujours plus ou moins l'air d'une férule, il est aussi un degré d'estime très sûr qu'on parvient peu à peu à obtenir, et qui se perpétue. Tandis que les poètes et les écrivains qui se croient créateurs passent très vite et meurent tout entiers, s'ils ne sont excellens, le critique accrédité et fidèle vit, c'est-à-dire (oh! ne nous exagérons rien) on le cite quelquefois, on feuillette au besoin son recueil pour le consulter comme un témoin véridique, on rappelle son jugement sur ces livres, un moment fameux, qu'on ne lit plus et qu'on ne juge en abrégé que par quelques mots tirés de lui. Bayle est un trop grand nom et qu'on pourrait récuser comme exemple; pour en prendre un qui n'ait rien d'éblouissans, Le Clerc vit plus que tous les Campistrons. Et si le style s'en mêle, si l'agrément a touché ces humbles pages d'autrefois, elles ont aussi pour qui les rouvre après des années un certain parfum. Marmontel n'est compromis aujourd'hui dans sa renommée littéraire que par ses ouvrages de poésie, de théâtre, par ses contes et ses romans; s'il n'avait laissé que sa critique, il serait un nom des plus respectés. C'est pour avoir visé au sceptre-férule dont nous parlions et pour en avoir trop joué, qu'il en a coûté cher à La Harpe; mais, quand on a borné son ambition à n'être que des meilleurs, comme

Ginguené, Suard, on n'est pas tout-à-fait déçu dans ses vœux, et ces destinées-là, telles que nous les voyons se dessiner dans un horizon déjà lointain, ont quelque chose qui continue de s'éclairer doucement aux yeux du sage. Pourtant, encore une fois, c'est moins au nom de cette perspective, toujours si pâle et si mêlée d'ombres, qu'il faut s'adresser au vrai critique et le convier à ne pas cesser; la vérité, voilà ce qui l'inspire, la vérité littéraire, le plaisir de la dire avec piquant ou avec détour, l'amour d'une étude courante et animée. Lors même que le feu des premières illusions est passé, lorsqu'on n'épouse plus ardemment une cause et qu'il n'y a plus de cause, la jouissance de la curiosité et de l'expression critique reste tout entière. On prend un livre, on s'y enfonce, on s'y oublie; on médite alentour, on y muse et s'y amuse, *desipere in libro;* puis insensiblement la pensée se prend, une idée sourit, on veut l'étendre, l'achever : déjà la plume court, la déduction ingénieuse et industrieuse se poursuit, et, quand on s'y entend aussi aisément que M. Magnin sait le faire, si désintéressée que soit d'ailleurs cette douce passion, il est difficile d'y résister.

SAINTE-BEUVE.

DE L'ÉTAT PRÉSENT

ET DE L'AVENIR

DE L'ESPAGNE.

C'est aujourd'hui, 15 octobre, que s'ouvre à Madrid la session des chambres. Ce moment est décisif pour l'Espagne. Aujourd'hui se pose définitivement pour ce noble et malheureux pays la question de savoir s'il prendra rang parmi les grandes nations constitutionnelles, ou s'il est destiné à tourner dans un cercle éternel de révolutions, comme les républiques de l'Amérique du Sud. Toute l'Europe est attentive et va asseoir un jugement sur l'avenir de la Péninsule.

Nous sommes de ceux qui espèrent beaucoup de cette crise. A nos yeux, le mouvement qui a renversé Espartero a eu plus que le caractère d'un *pronunciamiento* ordinaire; nous y avons retrouvé tous les symptômes d'un élan véritablement national, l'unanimité, la promptitude, la force irrésistible, et, ce qui est plus significatif encore, la modération. Le régent est tombé aux acclamations de tous les partis sans exception; il a eu contre lui les exaltés comme les modérés, les républicains comme les carlistes; l'armée elle-même l'a abandonné, et il n'a été accompagné dans sa fuite que par les hommes

les plus compromis de l'Espagne. Aucune réaction violente n'a suivi sa chute; aucun de ces excès si malheureusement fréquens dans l'histoire des guerres civiles espagnoles n'a souillé la cause des vainqueurs. Rien de semblable au meurtre barbare de Quesada ou à l'assassinat juridique de Diego Leon. Zurbano lui-même a été admis à résipiscence par le nouveau gouvernement. On dirait un procès fait de sang-froid par toute une nation à un homme, une sentence rendue et exécutée avec le calme de la loi. Peu de colère, point de vengeance, presque pas de bulletins, enfin une révolution semblable à beaucoup d'égards à notre révolution de juillet.

Cet exemple a prouvé qu'il y avait en Espagne ce que beaucoup de gens n'y croyaient pas possible, quelque chose comme un esprit public et une volonté nationale. L'émeute y était devenue si facile à la moindre poignée d'agitateurs, et en même temps si féconde en fanfaronnades ridicules et en déplorables excès, qu'on a été généralement étonné de voir se produire une impulsion universelle, spontanée, dépourvue de toute exagération absurde ou criminelle. Il importe d'ailleurs de ne pas oublier sur quelle question Espartero est tombé. C'est pour avoir refusé d'accepter un programme de conciliation, pour avoir été un obstacle à l'établissement d'un gouvernement parlementaire, que l'homme des cent batailles, le vainqueur de Luchana et de Morella, a été renversé en quelques heures. Le ministère Lopez a été jusqu'à un certain point le ministère Martignac de l'Espagne, et Mendizabal en a été le Polignac, en tant du moins qu'une velléité de despotisme militaire peut être comparée à l'essai de monarchie semi-légale qui a été tenté par Charles X. L'Espagne a eu même sur nous cet avantage, que sa justice a pu s'arrêter au pied du trône, et que la réintégration du ministère Lopez a pu la satisfaire, tandis que la France a dû laisser bien loin derrière elle M. de Martignac, et porter la main jusque sur la couronne et sur la constitution.

Malheureusement la révolution la plus juste laisse après elle des embarras qui n'ont pas plus manqué à l'Espagne de 1843 qu'à la France de 1830. Après avoir obtenu son but légitime, l'insurrection ne s'arrête pas; l'élan est donné, il se poursuit encore après la victoire, et les élémens de désordre une fois soulevés ne s'apaisent pas du jour au lendemain. A la révolution succède l'émeute, qui croit lui ressembler, et qui n'en est que la coupable parodie. Barcelone et Saragosse ont été pour le nouveau gouvernement espagnol ce que Lyon a été pour le gouvernement sorti en France du mouvement

national. De même que chez nous cette queue funeste des trois grandes journées s'est prolongée pendant dix ans et semble quelquefois s'agiter encore, de même l'Espagne est probablement destinée à voir bien des trames, bien des soulèvemens, qui la harcèleront dans le travail difficile de sa réorganisation.

En France, l'ordre a été le plus fort. En sera-t-il de même chez nos voisins? Voilà la question. Ce qui autorise à l'espérer, c'est qu'après la monarchie d'Isabelle, il n'y a plus rien que la subversion totale. L'ordre aujourd'hui ou jamais. Il semble que les Espagnols le comprennent, et que l'expérience de leurs derniers bouleversemens n'ait pas été perdue pour eux. Cependant il ne faut pas se dissimuler qu'ils auront beaucoup de peine à s'arrêter. Quand on pense qu'il suffit d'une mauvaise tête, comme Abdon Terradas, pour mettre toute une province en combustion, on ne peut s'empêcher de trembler pour l'avenir d'un pays si complètement livré à toutes les influences perturbatrices.

Disons néanmoins que le dernier mot est resté jusqu'ici à la justice et au bon sens. Ce sera peut-être un bien que le nouveau gouvernement ait eu affaire tout de suite à tous ses ennemis à la fois. Une insurrection qui a éclaté et qui a été comprimée est plutôt un principe de force qu'une cause de faiblesse pour un gouvernement. Celui-ci à peine né a eu à se défendre de tous les côtés. Il s'est empressé de se mettre à l'abri derrière les deux plus forts remparts qu'il pût opposer aux attaques, la monarchie et la liberté : il a proclamé la majorité de la reine et il a convoqué les cortès. Ces deux mesures ont laissé les agitateurs sans drapeau. On n'a pu invoquer que le nom d'une junte centrale, assez pauvre expédient qui ne trompe personne, et qui laisse trop voir ce qu'il devrait cacher. La meilleure junte centrale n'est-elle pas la chambre des députés élus en vertu de la constitution, et n'est-ce pas avouer qu'on est à bout de prétextes que de prendre un pareil cri de ralliement?

En réalité, le gouvernement n'a en face de lui que cette minorité intraitable qui représente par tout pays, et en Espagne plus qu'ailleurs, l'anarchie proprement dite. Trois partis portent la responsabilité de l'agitation : les *ayacuchos* ou espartéristes, les républicains, et les *francisquistes* ou partisans de l'infant don Francisco. Or aucun de ces trois partis n'a de véritable importance. Les républicains, les seuls qui aient un principe, forment dans la nation une fraction imperceptible. Quant aux *ayacuchos* et aux *francisquistes*, ce ne sont pas des partis, ce sont des coteries. Les uns sont excités par les derniers

agens restés fidèles à la gloire éclipsée d'Espartero; les autres sont soulevés par une intrigue de cour. Il n'y aurait rien de sérieux dans toutes ces démonstrations, si, au-dessous de ces prétendus partis, n'était cette masse confuse d'esprits inquiets et de caractères ardens à qui pèse toute société organisée, tout pouvoir constitué, et qui aiment le désordre pour lui-même. Ceux-là seuls sont à craindre, quelque nom qu'ils prennent, parce que ceux-là seuls sont un peu nombreux et suffisamment résolus. Nous ne parlons pas des carlistes; ils ne bougent pas.

Dès l'instant qu'un gouvernement n'a à lutter que contre de pareils ennemis, sa victoire doit être facile, car il a pour lui tous les intérêts légitimes et toutes les opinions sérieuses. Aussi avons-nous vu les tentatives échouer jusqu'à présent. Les conspirateurs ont compris que, s'ils n'empêchaient pas la réunion des cortès, la bonne cause aurait une chance de plus pour l'emporter. Ils n'ont donc rien épargné pour mettre le feu aux quatre coins de l'Espagne et rendre les élections impossibles. Ils n'y ont pas réussi. Si trente ans de révolutions ont laissé dans beaucoup d'esprits des habitudes d'indiscipline, elles ont aussi fait naître dans beaucoup d'autres le sentiment de l'ordre et la volonté de le maintenir. Tel est en effet le double résultat de ces épreuves prolongées, qu'elles développent à la fois le bien et le mal, et donnent des armes à la résistance en même temps qu'elles fortifient le mouvement.

Les mesures étaient parfaitement prises, et sur tous les points de la Péninsule l'insurrection a levé la tête. On a suivi à la lettre le programme des derniers *pronunciamientos*, espérant que ce qui avait si facilement réussi pourrait bien réussir encore; mais il y a, même en Espagne, *pronunciamientos* et *pronunciamientos*. Ceux-ci n'étaient pas de la bonne espèce. A Cadix, à Cordoue, à Séville, à Santander, à Ségovie, à Trujillo, à Grenade, à Malaga, à Almeria, il s'est trouvé quelques meneurs pour courir les rues en criant : *Vive Espartero! vive la junte centrale!* A Zamora, on a crié : *Vive Charles V!* La population n'a répondu nulle part à l'appel, et le *pronunciamiento* a été partout étouffé dans son germe ou aisément réprimé. A Madrid même, on a eu de nombreuses alertes. Presque chaque nuit c'était une menace d'émeute. Il paraît que les conspirateurs sont allés jusqu'à mettre le feu à une poudrière pour jeter le trouble dans la ville et profiter du premier moment de surprise. Cette affreuse tactique n'a pas eu plus de succès que les autres; à Madrid comme ailleurs, et plus sûrement qu'ailleurs, les machinations ont été prévenues.

Restent donc Barcelone et Saragosse. Sur ces deux points, le mouvement a prévalu, mais ce triomphe momentané s'explique par des causes toutes locales. Saragosse était la dernière ville d'Espagne qui eût reconnu le nouveau gouvernement. Quant à Barcelone, il y a dans cette malheureuse cité une tourbe de deux ou trois mille hommes sans frein qui font trembler la population entière. Tant que ces hommes seront armés, il n'y aura pas de repos possible pour Barcelone. Sous la reine Christine, le baron de Meer avait désarmé ces redoutables bataillons dit de *la blouse,* et la paix régnait dans la Catalogne. Lors de l'insurrection fomentée par Espartero, le premier soin de la junte fut de leur rendre leurs armes, et, dès ce moment, la ville leur a été livrée. Les habitans de Barcelone ne connaissent contre eux d'autres armes que l'émigration, et cette ville de deux cent mille ames se laisse mener par une misérable poignée de partisans.

L'occasion va être belle pour les réduire, si l'on en a la volonté. Les généraux envoyés contre Barcelone n'ont pas osé les attaquer dans la ville, où ils se sont retranchés; on a craint d'imiter Espartero et de soulever les mêmes malédictions contre un bombardement. Les forts ne tirent sur leurs retranchemens qu'autant qu'ils tirent eux-mêmes sur les forts. Cette circonstance a prolongé leur résistance; mais on les a bloqués, entourés de toutes parts, et ils ne peuvent tarder à se rendre. Déjà tous les jours on apprend que les personnes les plus compromises, comme les rédacteurs des journaux anarchistes, les membres des juntes populaires, se sauvent à Perpignan. Le jour où les insurgés ouvriront les portes présentera sans doute un spectacle d'horreur. Ils sont à peu près seuls dans la ville, d'où n'arrive aucune nouvelle; la famine et le désordre doivent régner parmi eux. Ils ont tenté dernièrement un assaut désespéré contre la citadelle; ils ont été repoussés. Tout annonce qu'ils sont aux abois, et on sera ainsi parvenu à les contraindre à la soumission tout en ménageant la ville, qui a déjà bien assez souffert de leurs déprédations.

Le jour où l'autorité légale sera rétablie à Barcelone, il sera facile de prendre des mesures pour mettre dans l'impuissance ces bandes malfaisantes. L'opinion publique ne les défend plus, comme du temps d'Espartero. Quand la capitale de la Catalogne a chassé Van-Halen, quand elle a proclamé la déchéance du régent, les compagnies franches avaient derrière elles la population tout entière. Aujourd'hui elles sont isolées. Les propriétaires, les commerçans, les véritables

ouvriers sont las de ces révoltes toujours renaissantes qui ont transformé Barcelone en un champ de bataille. L'autorité devra plutôt résister aux exigences de l'opinion qu'elle ne devra les exciter, car il est probable que les réclamations seront énergiques. Tout le monde demandera d'en finir. C'est là une bonne situation pour le gouvernement, s'il sait en profiter, car il est bien évident maintenant que ce n'est plus de politique qu'il s'agit, mais de la conservation même de la ville, que ces combats perpétuels détruisent matériellement, en même temps qu'ils ébranlent toutes les fortunes et bouleversent toutes les existences.

On assure que les *patuleas* (c'est le nom que prennent les compagnies franches) ont commis des attentats graves contre la propriété. On pourrait presque dire que c'est un bonheur, tant il importe que ces hommes dangereux se montrent désormais tels qu'ils sont. Il y a loin de là à ces mêmes hommes allant chercher, après leur mouvement contre le régent, les propriétaires les plus riches et les plus recommandables de Barcelone pour les mettre à leur tête. Alors, ils sentaient qu'ils avaient pour eux les sympathies des honnêtes gens; aujourd'hui, ils comprennent qu'ils sont repoussés et maudits de tous. Tels sont la plupart des hommes d'action à la fin des révolutions; tant qu'ils représentent quelque chose, ils sont soutenus et portés en avant; dès qu'ils sont réduits à eux-mêmes, ils effraient jusqu'à ceux qui les avaient le plus encouragés dans d'autres temps.

Une partie de la Catalogne a suivi l'exemple de la capitale, mais tout le pays sera pacifié en même temps, on peut aujourd'hui l'affirmer sans crainte. Saragosse aussi est sur le point de capituler. On a employé contre Saragosse le même système de blocus que contre Barcelone. Ce système a cet avantage, qu'il n'a pas les apparences de la rigueur, et qu'il conduit en définitive à des résultats peut-être plus certains. La famine et l'anarchie sont enfermées dans Saragosse comme dans Barcelone, et il est probable que ces deux villes turbulentes auront reçu dans cette circonstance une leçon dont elles se souviendront long-temps.

Au premier rang des symptômes qui permettent de mieux augurer de l'avenir, figure sans contredit la fidélité inespérée des troupes. Au sortir d'une révolution militaire, il était à craindre que l'armée n'eût perdu tout sentiment de la discipline. Ce danger paraît évité, du moins pour le moment. Il semble que les soldats aient reconnu la voix de leurs anciens chefs, et se soient rangés sérieusement sous leur commandement. Narvaez à Madrid, Ar-

mero à Séville, Roncali à Valence, Concha à Cadix, sont parvenus à obtenir l'obéissance et à inspirer le dévouement. Tous ces généraux appartiennent, il est vrai, à l'ancien parti modéré; mais le ministre de la guerre, Serrano, quoique venu de l'ancien parti exalté, n'a pas peu contribué non plus à maintenir le bon esprit de l'armée par la généreuse résolution dont il a fait preuve, et du sein de ce même parti est sorti un jeune et brillant officier, Prim, qui a montré dès le premier jour toute l'énergie d'un vieux défenseur de l'ordre et des lois.

On pouvait s'attendre à des défections nombreuses, elles ont été rares. Il n'y en a eu qu'une qui ait eu quelque éclat: c'est celle de ce malheureux Ametller, qui n'a pu entraîner avec lui qu'une faible partie de ses troupes. D'autres généraux, comme Lopez Baños à Saragosse, et Araoz à Barcelone, ont montré quelque faiblesse devant l'émeute, mais sans aller jusqu'à la trahison. Partout ailleurs, l'exemple de fermeté que Narvaez donnait à Madrid a été suivi, et le lendemain même d'un changement de gouvernement, quand la société a eu à peine le temps de se rasseoir, c'est là un fait significatif qui mérite d'être remarqué.

En Espagne, comme dans tous les pays libres, l'armée est l'image de la nation; l'état de l'opinion réagit sur elle. Quand le pays est divisé, l'armée se divise; quand le pays devient plus homogène, l'armée se rapproche. Cette noble émulation des militaires de tous les partis, pour faire leur devoir, n'est que la reproduction de ce qui se passe plus en grand dans le monde politique. Là aussi les anciens partis se sont rapprochés, les vieux dissentimens ont été mis de côté pour faire place à un patriotisme commun. Combien de temps durera cette harmonie nouvelle entre des ennemis qui paraissaient irréconciliables? Est-elle destinée à conserver sur l'avenir de l'Espagne une salutaire influence, ou doit-elle cesser avec les circonstances qui l'ont fait naître? Nous l'ignorons. Ce que nous savons, c'est qu'elle existe aujourd'hui, c'est qu'elle est le produit d'un besoin général, qu'elle a été la cause déterminante de la chute du régent, et qu'elle est encore le fait dominant, le caractère distinctif de la situation.

Les luttes du parti modéré et du parti exalté, en Espagne, sont connues de toute l'Europe. Après avoir trompé successivement les espérances des deux partis, Espartero a fini par les mettre tous les deux contre lui. De là la formation d'un grand parti moyen qui a reçu le nom de parti *parlementaire*, du nom des idées communes qui ont servi à le constituer. Modérés et exaltés se sont rencontrés

sur le terrain constitutionnel. Nous avons indiqué dans cette *Revue* la naissance de ce projet de conciliation, nous l'avons suivi dans ses progrès, nous avons aujourd'hui à le montrer à son apogée. Il serait puéril d'espérer que les luttes ne recommenceront pas quelque jour : la rivalité des personnes est dans l'essence même du gouvernement constitutionnel et dans la nature du caractère espagnol; mais, quoi qu'il arrive, ce rapprochement n'aura pas été sans conséquences, il aura donné à l'Espagne le sol politique qui lui manquait. C'est le seul bienfait dont le pays sera redevable à l'administration du duc de la Victoire.

Les modérés et les exaltés ont eu successivement le gouvernement; les uns et les autres y ont succombé. Le triomphe des modérés a abouti à la révolution de septembre qui les a exclus; le règne des exaltés s'est perdu dans le despotisme militaire qui les a joués. Voyant qu'ils n'avaient pu gouverner séparément, ils ont voulu essayer de gouverner de concert. Rien ne rend accommodant comme le sentiment de son impuissance, surtout quand l'amour-propre est sauvé par le sentiment égal de l'impuissance d'autrui. Il a fallu dix ans d'expérience pour en venir là; ce n'est pas trop. A l'origine d'une période politique, chacun croit en soi exclusivement; c'est alors le temps des illusions, des espérances ambitieuses, des promesses confiantes pour soi et les siens; c'est aussi le temps du dédain, de la colère et de la haine, contre quiconque ne marche pas dans la même voie. Dix ans après, tout est bien changé. Chacun s'est essayé et s'est trouvé plus faible qu'il ne croyait; chacun aussi a essayé son adversaire et l'a trouvé plus fort qu'il n'aurait cru; on se connaît réciproquement pour s'être éprouvés, pour avoir été tour à tour battus et battans, vaincus et vainqueurs, et on a les uns envers les autres le ton moins haut et le cœur moins passionné.

On sait notre prédilection pour les modérés. Nous conservons toute notre préférence pour ce parti, qui nous paraît le plus éclairé, le plus honorable, le plus véritablement libéral de l'Espagne. Nous ne prétendons pourtant pas nier qu'il n'ait fait des fautes, et de grandes fautes. Son principal défaut, nous devons le dire, a été la présomption. Comme il se sentait la supériorité de l'intelligence, de la fortune et du nombre, il n'a pas tenu assez de compte des influences non moins puissantes qu'il avait contre lui. En temps de révolution, si l'intelligence est une force, l'ignorance en est une aussi, et l'esprit le plus cultivé est souvent forcé de céder devant la passion la plus irréfléchie. De cela seul qu'une idée soit absurde, im-

praticable, il ne s'ensuit pas qu'elle ne soit pas puissante : au contraire. L'esprit humain se contente difficilement du possible et tend avec ardeur vers le chimérique. Dans les premiers momens d'une rénovation, ce qui est raisonnable paraît vulgaire et insuffisant; l'imagination surexcitée aime mieux ce qui est vague, inconnu, extraordinaire. L'enthousiasme s'en mêle; et que peuvent les lumières contre l'enthousiasme? Les modérés ont reçu le nom de *cangrejos*, écrevisses; leurs adversaires ont pris le nom de *progressistes* par excellence. On ne savait pas encore alors que la modération des idées est ce qu'il y a de plus *avancé*, et que le dernier, le plus grand *progrès* qu'un peuple puisse faire, c'est d'acquérir la faculté de se contenter du possible.

Si l'intelligence est impuissante dans certains momens, la fortune l'est plus encore. Qu'est-ce que la supériorité de fortune au commencement d'une révolution? Souvent un crime. La propriété doit plutôt chercher à se faire oublier que prétendre à la première place dans une société qui se décompose. La jalousie des positions faites, la haine des inégalités sociales, sont les premières passions qui naissent de la fermentation des esprits. Il faut du temps pour que ce torrent rentre dans son lit et reconnaisse des barrières qu'il ne peut briser sans tout détruire. Enfin, qu'est-ce que le nombre, quand on n'a pas l'énergie? Plusieurs expériences ont prouvé surabondamment que les modérés ont pour eux le nombre; ils n'en sont que plus répréhensibles de s'être laissé battre comme ils ont fait. Dieu n'est pas toujours du côté des plus gros bataillons, il passe souvent du côté des plus hardis, et l'on a vu de tout temps des minorités faibles, mais ardentes, maîtriser des majorités compactes, mais inertes.

Pleins des enseignemens qu'ils avaient puisés dans l'étude des lois politiques de l'Angleterre et de la France, les modérés ont cru trop facile d'en faire profiter leur pays. Il y a désormais quelque chose de commun entre l'Angleterre, la France et l'Espagne : c'est le gouvernement représentatif. Ce mode de gouvernement est destiné à faire le tour du monde; il est déjà établi en Hollande, en Belgique, dans les différens états d'Allemagne, et la dernière révolution de Grèce, les agitations intérieures de la Prusse, prouvent qu'il tend à s'introduire partout où il n'était pas encore reconnu. Mais, si le nom et l'essence sont partout les mêmes, les formes varient à l'infini. Chaque nation est appelée à modifier le thème commun, en l'appropriant à son caractère propre. En France, nous avons essayé de copier le gouvernement anglais, et nous avons fait quelque chose de très différent

en réalité, quoique l'apparence soit semblable. Il en arrivera de même en Espagne. Quand on dit que l'Espagne n'est pas apte au gouvernement représentatif, on se trompe; seulement, elle a besoin de se l'accommoder, de se l'assimiler, et ce n'est pas une œuvre qui s'accomplisse en un jour.

Quel sera ce gouvernement représentatif espagnol dont l'enfantement est si laborieux? Nul ne le peut dire. Quand le génie national d'un peuple est aux prises avec une forme nouvelle, les combinaisons qui peuvent en résulter sont innombrables. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il ne faut pas trop se presser d'arrêter les conditions du contrat. Les modérés ont voulu imposer trop vite à l'Espagne des institutions qu'elle ne connaissait pas. Le vieil esprit national a résisté, et de cette résistance sont sortis les exaltés. Les exaltés ont été comme les carlistes, mais sous une autre forme, les représentans de la vieille Espagne. Ni les uns ni les autres n'ont compris ce que les modérés voulaient faire; les uns ont trouvé que c'était trop, les autres que ce n'était pas assez. Le fait est que, pour tous, c'était trop nouveau. L'anarchie est aussi ancienne en Espagne que le despotisme; l'anarchie s'est défendue, en même temps que le despotisme se défendait, et, dans cette double lutte du passé contre le présent, tout n'était pas illégitime. Sous les exigences les moins rationnelles des carlistes et des exaltés, il y avait quelque chose d'aveugle, mais de respectable : le caractère national.

Une des deux querelles est vidée : espérons que l'autre va se vider. Les carlistes représentaient le passé pur, absolu, inconciliable; ils ont été défaits, mais après une lutte terrible qui a prouvé qu'il fallait compter avec eux, en même temps qu'ils ont appris eux-mêmes à compter avec la révolution. Quant aux exaltés, ils n'ont péché que par excès de zèle; maintenant qu'ils ont vu les conséquences de leur entraînement tout espagnol, une transaction avec eux est devenue possible. De leur côté, les modérés paraissent avoir abandonné ce que leurs idées avaient de trop tranchant. Repoussés et proscrits au nom de la nation même qu'ils ont voulu doter de la liberté, ils ont compris qu'il ne suffit pas d'avoir raison au fond, et qu'il faut encore ménager dans la forme les préjugés et les illusions. Ils paraissent résolus à devenir plus prudens, plus attentifs, plus soigneux de répondre aux besoins de tout genre qui pourraient se développer autour d'eux.

A cela près, ce sont les anciens exaltés qui viennent aujourd'hui aux modérés. Les modérés n'ont qu'à changer quelques pro-

cédés; le fond de leur politique reste le même; c'est toujours le gouvernement constitutionnel monarchique, la forme de gouvernement la plus savante qu'ait réalisée la civilisation moderne, qu'il s'agit d'introduire en Espagne; c'est l'ordre administratif et financier, l'unité de législation, la police vigilante, la sécurité, le travail, la liberté, le bien-être matériel, tout ce qui constitue les sociétés nouvelles. Les exaltés ont voulu quelquefois autre chose que cela; les modérés, jamais.

Le parti modéré s'est formé, depuis 1833, par alluvion. Le noyau du parti était peu considérable au commencement; plusieurs des hommes qui en font aujourd'hui la force étaient alors dans le camp de ses adversaires. A chaque secousse qui est survenue, une nouvelle portion du parti révolutionnaire s'est détachée et a passé au parti modéré. D'abord ce fut M. de Toreno, puis M. Isturitz; maintenant, c'est une alluvion nouvelle, et la plus grosse de toutes. M. Lopez passait pour un des chefs les plus fougueux de l'opinion radicale; quand il a été appelé au ministère par le régent, son premier acte a été un appel aux opinions modérées, aux idées de conciliation. MM. Olozaga et Cortina ont été aussi, dans d'autres temps, de vigoureux champions des tendances révolutionnaires; aujourd'hui, ils tendent la main aux modérés. Il est impossible de ne pas se laisser aller à l'espérance en présence d'une disposition aussi générale à la bonne harmonie et d'un retour aussi marqué aux conseils du patriotisme et de la raison politique.

En même temps que s'amortit la lutte entre les exaltés et les modérés, on commence à voir décroître aussi une autre lutte qui n'a pas fait moins de mal à l'Espagne, celle de la France et de l'Angleterre. L'Angleterre a pris évidemment une fausse route en s'attachant comme elle l'a fait à la fortune d'Espartero. Il y a long-temps que nous le lui avons dit les premiers, et les évènemens ont fini par nous donner pleinement raison. Aussi commence-t-on à s'en apercevoir de l'autre côté du détroit : malgré les ovations banales de Mansion-House et les toasts réchauffés du lord-maire, la popularité de l'ex-régent décline visiblement chez nos voisins. D'abord il n'a pas réussi jusqu'au bout, ce qui est toujours un grand tort aux yeux des Anglais; ensuite il devient de plus en plus clair qu'il n'a pas de chances pour revenir sur l'eau, ce qui achève de le condamner. L'esprit britannique est ainsi fait, qu'il ne s'intéresse pas long-temps aux causes perdues.

Il y a un homme qui a contribué plus que personne à fourvoyer

la politique anglaise en Espagne. C'est lord Clarendon, autrefois M. Villiers, ancien ambassadeur d'Angleterre à Madrid. Lord Clarendon a commencé en Espagne la politique d'antagonisme que son ami, lord Palmerston, a transportée depuis sur un plus grand théâtre. Comme lord Palmerston, il a eu d'abord un succès momentané qui a été bientôt suivi d'un déboire. Ces deux hommes se sont associés pour diriger ensemble la politique extérieure des whigs, et c'est un grand malheur pour les whigs. L'Angleterre, qui voit tout ce que ces esprits tracassiers lui ont rapporté, s'éloigne tous les jours de plus en plus de leur système guerroyant; et pendant que les whigs désertent la vieille politique qui a fait l'honneur de leur parti, les tories s'en emparent. Ce sont aujourd'hui les tories qui, dans la question d'Espagne comme dans toutes les questions, arborent le drapeau de la paix et de l'alliance avec la France.

Si l'on en croit les bruits répandus dans le monde diplomatique, l'entrevue d'Eu aura de grandes conséquences pour la question d'Espagne principalement. Depuis long-temps, dit-on, les ministres tories étaient embarrassés de l'attitude belligérante que leur avait léguée à Madrid le dernier cabinet. Ils supportaient impatiemment M. Aston, le continuateur des idées et des procédés de lord Clarendon; mais tant que la conduite de leur ministre en Espagne avait été accompagnée d'une apparence de succès, ils n'avaient pas pu le rappeler. L'opinion publique le soutenait d'ailleurs, et, quelque puissant que soit un ministère anglais, il ne s'engage pas volontiers dans une lutte avec l'opinion publique. Depuis quelques mois, les choses ont pris une autre face. La catastrophe d'Espartero est arrivée, qui a ôté à M. Aston tout son prestige, et il a été rappelé immédiatement. On ne sait pas encore qui le remplacera, mais à coup sûr, dit-on, ce ne sera pas un représentant de la même pensée; les bases d'une politique plus intelligente auraient été jetées pendant le court séjour de la reine d'Angleterre chez le roi des Français.

Rien n'était plus gratuit en effet que la guerre aveugle faite par l'Angleterre à la France en Espagne. Quel pouvait en être le but? Sans doute l'Angleterre ne prétend pas empêcher que la France soit la seule voisine continentale de l'Espagne; ces quatre-vingts lieues de frontières communes, ces côtes qui se touchent et se prolongent l'une par l'autre, cette conformité de langue, d'origine, d'histoire, de mœurs et d'intérêts dans les populations limitrophes des deux pays, sont des choses que les plus habiles intrigues du monde ne peuvent pas détruire. Quoi qu'on fasse, l'Espagne et la France au-

ront toujours ces étroites relations de voisinage qui naissent de la configuration éternelle des territoires et non des combinaisons passagères de la diplomatie. L'Angleterre n'a jamais pu concevoir l'espérance de chasser la France d'Espagne; c'est impossible. Autant vaudrait chercher à séparer l'Écosse de l'Angleterre elle-même.

D'un autre côté, la France n'a jamais prétendu à exercer en Espagne, depuis la mort de Ferdinand VII, une prépondérance quelconque. La France est une nation qui veut être libre chez elle et qui respecte l'indépendance des autres nations comme elle entend qu'on respecte la sienne. La France de juillet veut être l'amie, l'alliée de l'Espagne, mais elle n'a jamais songé à la diriger, à la maîtriser à son gré. L'Angleterre elle-même a convié la France, à une certaine époque, à prendre une grande position en Espagne par l'intervention; elle s'y est refusée. Quoique don Carlos fût le représentant d'un principe ennemi du gouvernement qu'elle s'est donné, elle s'est bornée à lui faire la guerre sur son propre sol, sans mettre le pied sur le sol espagnol. Enfin, quand la reine Christine a été bannie au cri sauvage de *mort aux Français!* elle ne s'est pas irritée, elle n'a pas pris les armes, elle a attendu. Elle a accueilli les proscrits de toutes les opinions qui sont venus lui demander un refuge, elle en a nourri beaucoup à ses frais, mais elle n'a jamais cherché à se faire de ses sacrifices un prétexte pour intervenir dans les affaires intérieures de la Péninsule.

Pourquoi donc l'opposition de l'Angleterre? Que combattait l'Angleterre? Est-ce l'alliance française? Mais cette alliance est inévitable. Est-ce l'influence française? Mais la France n'y prétend pas. L'Angleterre enfin craint-elle d'être exclue par la France de toute communication avec l'Espagne? Cette crainte serait insensée. L'Angleterre a Gibraltar, le Portugal, qui la mettent en contact perpétuel avec l'Espagne, et mieux encore que tout cela une puissante marine, une industrie immense, un commerce infatigable. Avec de pareils moyens, on est toujours sûr d'entrer partout. La France n'a pas fait la guerre à l'Angleterre en Espagne, c'est l'Angleterre qui a fait la guerre à la France. La France n'a jamais voulu être d'aucun parti à Madrid, elle n'a fait les affaires de personne, et personne n'a été chargé exclusivement de faire ses affaires; c'est l'Angleterre qui a voulu à toute force avoir un parti et qui en a eu un. On a bien dit, dans certaines occasions, toutes les fois qu'on voulait faire un mouvement contre l'ordre public en Espagne, que le gouvernement était de connivence avec la France dans quelque conspiration contre les

institutions; mais ce bruit répandu par les agens anglais s'est toujours trouvé faux. N'a-t-on pas essayé de répandre aussi que c'était l'or de Louis-Philippe qui avait soudoyé la dernière révolution? Heureusement l'opinion publique était éclairée par toutes les mystifications antérieures, et cette accusation des journaux anglais est restée cette fois sans écho.

La France n'a pas à changer de politique pour s'entendre avec l'Angleterre sur la question espagnole. Il eût été facile à la France, si elle eût voulu s'y prêter, de se créer un fort parti; elle ne l'a pas fait. Il n'y a pas de parti français en Espagne; qu'il n'y ait pas de parti anglais, et tout sera fini. L'Angleterre doit bien voir qu'elle ne peut pas enlever de vive force son traité de commerce; elle ne peut l'attendre désormais que de l'assentiment raisonné de l'Espagne libre et livrée à elle-même. Qui sait? Quand l'Angleterre s'acharnera moins à imposer ce traité, elle l'obtiendra peut-être plus aisément; elle trouvera peut-être un jour dans la France autant d'appui pour l'obtenir qu'elle y a trouvé jusqu'ici d'opposition. Le tout est de s'entendre. Les intérêts bien compris de l'Espagne et de la France pourraient bien n'être pas inconciliables dans cette question avec ceux de l'Angleterre : ce que la guerre n'a pas fait, la paix peut le faire; mais il faut que cette paix soit sérieuse, durable, conclue de bonne foi; il faut que la guerre ne recommence pas au premier dissentiment.

Quoi qu'il en soit, les élections se sont accomplies en Espagne sous l'empire de ces idées nouvelles de modération, de conciliation, d'indépendance nationale. Elles ont donné un résultat inattendu pour quiconque n'aurait pas suivi de près le mouvement des idées dans ce pays, et ce qui importe peut-être plus encore que le résultat, c'est le caractère imposant de vérité, de tranquillité, d'unanimité, qu'elles ont eu. Ni les menées des conspirateurs, ni le bruit de la guerre civile en Catalogne, ni le souvenir des déceptions que tant d'expériences successives ont amenées, n'ont pu détourner les Espagnols de leur devoir électoral. Bien plus, tout s'est passé avec une conscience et une régularité inconnues jusqu'ici. Quand le rapprochement des anciens partis n'aurait eu d'autre résultat que de donner aux élections ce caractère, ce serait déjà beaucoup.

On sait comment se font les élections en Espagne, sous l'empire de la constitution de 1837. Le pays est divisé en quarante-neuf provinces qui nomment chacune en moyenne de cinq à six députés. Chaque électeur écrit sur son bulletin autant de noms que sa province nomme de députés. Le dépouillement est fait dans chaque dis-

trict par le bureau, et envoyé ensuite au chef-lieu, où la députation provinciale, renforcée d'un électeur par district, réunit tous les votes de la province, et dresse le résultat général. Ce mode défectueux avait donné lieu jusqu'ici à de grands abus. Les bureaux ne s'étaient pas toujours montrés scrupuleux dans leurs dépouillemens. On s'est plaint souvent que le nombre des voix était fixé d'une manière arbitraire, et que les bulletins n'étaient pas tous lus comme ils étaient écrits. Ces scandales se sont reproduits cette année sur quelques points où les bureaux étaient dans l'intérêt du parti vaincu : à Madrid, par exemple, plusieurs protestations ont eu lieu séance tenante; mais dans le reste de l'Espagne, partout où le parti parlementaire a eu le dessus, on n'a entendu parler de rien de pareil.

Nous n'avons pas ouï dire non plus qu'il y ait eu nulle part quelqu'une de ces violences si familières dans d'autres temps aux prétendus progressistes. On se rappelle les bastonnades patriotiques des premiers temps de la régence, les injonctions faites aux électeurs de tel ou tel parti de ne point se présenter pour voter, les urnes du scrutin renversées et foulées aux pieds par l'émeute quand elle prévoyait un résultat qui lui déplaisait, enfin les coups de feu tirés dans l'enceinte même, et les électeurs frappés de mort au moment où ils s'apprêtaient à déposer leur suffrage. Toutes ces gentillesses révolutionnaires ont disparu avec les *ayacuchos*. Dieu veuille qu'elles ne reviennent plus, et que les mœurs électorales de l'Espagne soient définitivement formées !

Enfin les reproches faits habituellement à la composition des listes électorales ne paraissent pas applicables cette fois. Il n'y a pas, à proprement parler, de listes électorales en Espagne. Ce sont les *ayuntamientos* qui les forment arbitrairement la veille de l'élection. Comme le cens est extrêmement bas, on peut y faire entrer à peu près qui l'on veut, et, comme il n'y a pas de recours efficace, on peut aussi en éliminer qui l'on ne veut pas. Les municipalités avaient, dit-on, largement usé jusqu'ici de cette double faculté. C'est ce qui expliquait pourquoi les élections étaient toujours faites dans leur sens. Lors des dernières élections, le parti militaire y avait fait fort peu de façons. A Badajoz on avait inscrit sans se gêner, parmi les électeurs, tout un bataillon du régiment en garnison, et les soldats étaient venus par ordre au vote comme à l'exercice. Ce fait constaté en pleines cortès a fait casser l'élection de Badajoz. Nous n'avons pas appris que Narvaez, qu'on dit si terrible, ait imité en ceci l'exemple de Rodil.

Ce qui prouve que la franchise a présidé aujourd'hui à la confection des listes comme à toutes les opérations électorales, c'est que, dans plusieurs provinces, la lutte a été réelle. Le parti parlementaire n'a pas triomphé partout, et, là où il a vaincu, ce n'a pas été sans combattre. Une preuve plus décisive encore en faveur de la sincérité des opérations, c'est le nombre des électeurs qui y ont été appelés et de ceux qui y ont pris part. Avec des nombres aussi considérables, tout triage est impossible.

Il n'a point encore été fait de statistique complète des élections; mais on peut évaluer dès à présent d'une manière approximative le nombre des électeurs qui ont été inscrits à six cent mille au moins. C'est presque trois fois plus d'électeurs qu'en France, où la population est pourtant plus du double de celle de l'Espagne, et où les richesses et les lumières sont bien autrement répandues. Si les mêmes conditions de cens donnaieut en France l'électorat, on peut affirmer que le nombre des électeurs s'élèverait chez nous à trois millions. L'Espagne n'est pas loin, comme on voit, du suffrage universel. Sur ce nombre de six cent mille électeurs, quatre cent mille environ ont voté. C'est beaucoup plus qu'on n'en avait jamais vu. Dans la province de Lugo, sur 26,524 électeurs inscrits, 21,214 sont venus voter; le premier des élus, don Ramon Saavedra, n'a pas eu moins de 19,800 voix. Dans la province des Asturies, sur 21,720 électeurs, 14,693 ont pris part au vote; les deux principaux élus, MM. Pidal et Mon, ont eu plus de treize mille voix chacun. En général, la moyenne des majorités obtenues a été de cinq à six mille voix. Ces chiffres contrastent singulièrement avec ceux des élections qui ont eu lieu sous l'administration des *ayacuchos*. Alors ce n'était qu'une faible majorité qui prenait part au vote; aujourd'hui c'est la nation presque tout entière qui s'est pressée autour de l'urne du scrutin. On ne peut contester que les nouveaux choix ne soient l'expression du vœu national. L'élection a été enfin en Espagne une vérité.

Qui peut dire ce que serait en France le résultat d'un mouvement électoral qui remuerait de pareilles masses? Malgré les progrès que l'esprit public a faits depuis quelques années, malgré la supériorité de notre civilisation et notre plus longue habitude de la liberté, est-on bien sûr que des choix faits par plusieurs millions d'électeurs donneraient des résultats très rassurans pour l'ordre constitutionnel? Eh bien ! tel est en Espagne le besoin d'un gouvernement, telle est la force des instincts conservateurs même dans la foule, que les can-

didats qui donnaient le plus de garanties à l'ordre l'ont emporté sur presque tous les points.

Les élections ont eu lieu dans toutes les provinces, excepté celles de Barcelone, de Tarragone et de Girone, dévastées par la guerre civile, et celle de la Corogne, où elles ont manqué par la faute de la députation provinciale. A Saragosse même, on a voté malgré la victoire de l'insurrection. Sur quelques points, comme à Burgos, à Leon, à Lerida, à Teruel, à Zamora, les opérations ne sont pas complètes, et on est obligé de passer à un second tour de scrutin, la majorité nécessaire pour tous les députés n'ayant pas été obtenue au premier. Les élections des Baléares et des Canaries ne pourront être connues que dans quelques jours. Pour le moment, trente-six provinces sur quarante-neuf ont entièrement fini leur dépouillement, et cent cinquante nominations de députés sont connues sur deux cent quarante. Les oppositions de toutes les couleurs ont emporté l'élection dans cinq provinces, celles d'Alicante, d'Alméria, de Burgos, de Séville et de Teruel; dans deux ou trois autres, les nominations se sont partagées; en tout, l'opposition a eu vingt-cinq députés environ; les cent vingt-cinq autres appartiennent au parti parlementaire.

Les deux fractions de ce parti se partagent ce nombre à peu près également; l'ancien parti modéré en a la moitié, la portion ralliée de l'ancien parti exalté a l'autre. Des deux côtés, tous les chefs ont été nommés. Parmi les modérés élus, on remarque don Francisco Martinez de la Rosa, ancien président du conseil; le comte de Toreno, qui a été nommé par sa province, quoique mort; don Alejandro Mon, ancien ministre des finances du cabinet d'Ofalia; don Pedro Pidal, procureur-général à la cour des comptes; le général Narvaez, le général Concha, don Javier Isturitz, ancien président du conseil; don Javier de Burgos, ancien ministre de l'intérieur; don Francisco de Castro y Orozco, ancien ministre de la justice; le marquis de Cara Irujo, don Mariano Roca de Togores, don Juan Donoso Cortès, publiciste; don Juan Bravo Murillo, jurisconsulte; don Gonzalo Moron, directeur de la *Revue d'Espagne;* don Jose Sartorius, directeur du journal *l'Heraldo*, etc.; du côté des exaltés, don Joaquin Maria Lopez, président actuel du conseil des ministres; don Francisco Serrano, ministre de la guerre; don Fermin Caballero, ministre de l'intérieur; don Mateo Ayllon, ministre des finances; don Salustiano de Olozaga, ministre d'Espagne en France; don Vicente Sancho, ministre d'Es-

pagne en Angleterre; don Manuel Cortina, ancien ministre de l'intérieur; don Juan Bautista Alonzo, sous-secrétaire d'état au ministère de l'intérieur; don Luis Gonzalès Bravo, don Eugenio Moreno Lopez, etc. Toutes les notabilités politiques de l'Espagne constitutionnelle vont se trouver réunies.

Le sénat ne sera pas moins bien composé. On sait que le gouvernement choisit les sénateurs sur une liste de trois candidats nommés par les provinces. Fidèle à son programme de conciliation, le ministère Lopez a fait ses choix avec une remarquable impartialité. Les sénateurs désignés sont pris en nombre à peu près égal dans les deux anciens partis. Ce qui prouve que le parti modéré ne sera pas en minorité dans le sénat, quoique les nominations aient été faites par ses anciens adversaires, c'est qu'il est question de porter à la présidence le duc de Rivas, don Angel Saavedra, une des plus pures renommées de l'Espagne et une des gloires du parti.

La défaite des espartéristes a été complète. Aucun des hommes fortement compromis avec le régent n'a été élu, ni M. Gonzalès, ni M. Infante, ses deux ministres de prédilection, ni M. Calatrava, l'ancien président du conseil, l'homme qui a passé long-temps pour le chef des progressistes, ni Rodil, le dernier ministre de la guerre, ni enfin le fameux Mendizabal, qui fut nommé en 1836 par sept provinces, et qui n'a pas eu aujourd'hui une seule voix. Nous n'avons vu non plus figurer, parmi les candidats au sénat, ni M. Marliani, l'ardent défenseur du traité de commerce avec l'Angleterre, ni M. Gomez Becerra, l'ancien président du sénat, le dernier président du conseil d'Espartero, ni M. Arguelles, le *divin*, l'ex-tuteur de la reine Isabelle. Presque toutes les nominations d'opposition qui ont eu lieu portent sur des hommes nouveaux et peu connus. Le seul choix un peu marquant est celui du comte de Parsent, chambellan de l'infant don Francisco, qui a été nommé par la province de Saragosse. Encore, par une bizarrerie fort singulière, a-t-on nommé en même temps que lui deux modérés. L'infant lui-même n'a pas été porté pour la députation; il n'a pas eu sans doute envie de continuer le triste rôle qu'il a joué dans les dernières cortès.

Les élections qui restent à connaître changeront probablement très-peu les proportions que nous venons d'indiquer. On peut calculer que, dans la chambre des députés, l'opposition comptera de trente à quarante voix; les modérés de quatre-vingts à cent, les progressistes ralliés de cent à cent vingt. Avec une chambre ainsi composée, le rôle des anciens modérés est tout tracé. Comme ils

n'ont pas la majorité, ils ne peuvent pas, ils ne doivent pas prétendre au pouvoir. D'un autre côté, comme ils formeront une minorité puissante, le pouvoir, quel qu'il soit, sera forcé de les ménager. Dans cette situation, leur fonction devra être d'appuyer quiconque entreprendra de gouverner, et il y a lieu d'espérer qu'ils le feront. Cette tactique est à la fois la meilleure et la plus honorable.

On voudra sans doute conserver le ministère Lopez, à qui revient l'éternel honneur de l'initiative dans le mouvement généreux qui s'accomplit aujourd'hui; mais ce ministère a besoin d'être fortifié. Après M. Lopez, les premiers hommes du moment sont MM. Olozaga et Cortina. M. Olozaga et ses amis représentent une espèce de centre gauche, et M. Cortina ce qu'on appelle chez nous la gauche dynastique. De ces deux hommes, l'un entrera probablement au ministère, l'autre aura la présidence des cortès. Les modérés voteront, dit-on, pour tous deux. On a parlé ces jours-ci d'un ministère dont ferait partie le général Narvaez; ce ne peut être qu'un bruit répandu à dessein par les mécontens. La formation d'un pareil ministère serait une grande faute. Le général Narvaez est indispensable au poste qu'il occupe si bien; c'est aux personnages parlementaires à agir maintenant sur le parlement.

Il paraît certain que, dès leur réunion, les cortès reconnaîtront la majorité de la reine. Isabelle II a eu treize ans le 10 de ce mois; sa majorité de fait n'aura précédé que d'un an sa majorité légale. Après l'accomplissement de cette première formalité viendra sans doute la question du mariage. Les Espagnols de tous les partis attachent une grande valeur à cette question, et ils ont raison. Nous craignons pourtant qu'ils ne se l'exagèrent. Dans un gouvernement constitutionnel, la personne du prince n'est pas aussi importante que dans une monarchie absolue. Que les Espagnols cherchent pour leur reine le meilleur mariage possible, rien de plus naturel et de plus juste; mais ils auraient tort de rattacher à ce choix de trop grandes craintes ou de trop grandes espérances. Le mari de la reine Isabelle n'aura qu'une influence limitée sur les destinées du pays.

Nous ne voyons que deux choix qui auraient réellement quelque importance par eux-mêmes; l'un est un fils de l'infant don Carlos, l'autre est un prince de la maison d'Orléans. Le caractère significatif de chacun de ces choix nous paraît précisément ce qui doit empêcher qu'on y songe. Marier la reine avec le fils du prétendant, c'est détruire ce que les armes de l'Espagne constitutionnelle ont accompli avec tant d'effort; c'est relever le drapeau renversé de l'absolutisme, et

rétablir la guerre civile en la plaçant sur le trône. Cette combinaison nous semble la plus funeste qui puisse être proposée, et nous ne doutons pas qu'elle ne soit repoussée unanimement par les cortès. Quant à un fils du roi des Français, ce serait sans doute une excellente conquête pour l'Espagne à cause du mérite personnel qui distingue nos princes, mais ce serait aussi une source féconde de complications européennes; l'Espagne détruirait par là la bonne harmonie naissante de la France et de l'Angleterre, et adresserait une sorte de défi aux puissances du Nord.

A quoi bon provoquer de nos jours une coalition semblable à celle qui soutint la guerre formidable de la succession? L'Espagne n'en a pas besoin pour s'assurer l'amitié de la France; la France, à son tour, n'en a pas besoin pour s'assurer l'alliance de l'Espagne. Les rapports entre les peuples obéissent de nos jours à d'autres règles, les unions entre les familles royales n'ont plus la même influence qu'autrefois. Nous ne croyons pas d'ailleurs que la sagesse éprouvée du roi des Français consentît aisément à ce mariage. La France n'y a rien à gagner, et elle pourrait beaucoup y perdre. L'épée de M. le duc d'Aumale peut être utile un jour pour défendre la couronne de son neveu et l'indépendance nationale; il est bon qu'il la garde au service de son pays. Un magnifique avenir s'ouvre pour lui en Afrique, et peut suffire à sa jeune ambition; il y a là tout un empire à créer par la France et pour la France. La vice-royauté d'Alger a presque le même éclat qu'une royauté, et elle n'a pas les mêmes dangers; elle ne soulèvera pas autant les cabinets européens, et elle ajoutera plus réellement à la puissance de la France.

L'Espagne a d'ailleurs des candidats plus naturels à la main de sa reine. Isabelle II peut se marier sans sortir de sa famille; elle a deux oncles, frères du roi de Naples et de la reine Christine, elle a deux cousins, fils de l'infant don François et de la princesse Charlotte, elle peut choisir parmi ces quatre princes, qui sont tous d'un âge en rapport avec le sien. Nous savons quelles objections on peut opposer à un choix fait dans la maison de Naples, qui n'a pas encore reconnu la reine Isabelle; nous savons aussi quel tort immense on a fait aux fils de l'infant don François, en mêlant leurs noms aux misérables intrigues qui viennent de soulever une partie de l'Espagne : mais ce sont là des difficultés qui peuvent s'aplanir. Il est probable que la question se résoudra par un mariage avec un prince napolitain ou avec un infant espagnol, car nous ne pouvons croire que les Espagnols pensent sérieusement à un Cobourg. Un Cobourg brouillerait l'Espagne

avec la France, et la livrerait encore une fois à l'Angleterre. Les Espagnols ne voudront pas faire de l'Espagne un second Portugal.

Dans tous les cas, nous verrions avec peine les cortès s'arrêter trop long-temps à cette question. La difficulté n'est pas là, quoi qu'on en dise; elle est dans la fondation d'un gouvernement. Or, ce sont les nations, beaucoup plus que les personnes royales, qui fondent les gouvernemens. La France de juillet doit beaucoup à son roi; elle ne lui doit pas tout. La France s'est faite elle-même; que l'Espagne prenne son parti de l'imiter. Quatre grands intérêts sont en première ligne parmi ceux dont les cortès doivent s'occuper, la réorganisation administrative du pays, sa constitution financière, le rétablissement de l'église et le commencement d'un grand système de travaux publics. Quelque peu que les cortès fassent pour la satisfaction de ces nécessités politiques, ils auront plus fait pour la consolidation du trône qu'en se livrant à d'interminables pourparlers pour le choix d'un roi.

Du vivant de Ferdinand VII, l'organisation administrative était fort grossière, fort incomplète, mais enfin il y en avait une. Les *ayuntamientos* ou conseils municipaux, semi-héréditaires, semi-électifs, étaient sous la surveillance de l'*audience* ou cour royale, qui tenait des séances administratives en dehors de ses séances judiciaires. Ces jours-là, l'*audience* était présidée par le capitaine-général, qui réunissait en sa personne l'autorité politique et la puissance militaire. Au faîte de la hiérarchie siégeait une sorte de conseil d'état, sous le nom de *conseil de Castille*, de qui relevaient toutes les *audiences* et tous les *ayuntamientos* du royaume, et qui exerçait dans leur plénitude les droits de la souveraineté. On voit que, dans cette organisation imparfaite, les pouvoirs n'avaient pas été séparés et définis. Le pouvoir administratif était confondu, dans les municipalités, avec le droit de propriété de certaines familles; dans les cours royales, avec le pouvoir judiciaire; chez les capitaines-généraux, avec le pouvoir militaire; dans le conseil de Castille, avec tous les autres pouvoirs. Cependant, si le principe de l'autorité n'avait pas été suffisamment dégagé, l'autorité elle-même ne manquait pas. Un lien étroit rattachait au trône l'élément municipal, naturellement si rebelle, et le centre commandait aux extrémités.

Dès les premières années du règne d'Isabelle, on s'empressa de changer cet ordre tel quel légué par l'ancienne monarchie. Le conseil de Castille fut supprimé comme conseil suprême administratif, et remplacé par un ministère *del fomento* ou du progrès, dont les

attributions étaient semblables à celles de notre ministère de l'intérieur. Dans les provinces, la juridiction administrative fut retirée aux audiences et aux capitaines-généraux, et confiée à des fonctionnaires nouveaux, créés sur le modèle de nos préfets, qui reçurent le nom de délégués *del fomento*. Le principe héréditaire fut retranché des *ayuntamientos*. Enfin, un ordre plus rationnel et plus logique fut établi; mais on n'avait pas compté sur l'ignorante routine des uns et sur l'entraînement révolutionnaire des autres. Le nouveau régime administratif, mal compris, mal exécuté, n'aboutit qu'à une confusion générale. La révolution de la *Granja* arriva, et un autre système, qui datait des cortès de 1823, fut mis en vigueur.

C'est cette loi de 1823 qui régit l'Espagne encore aujourd'hui. On ne saurait imaginer quelque chose de plus anarchique. Non-seulement elle établit le suffrage universel pour la nomination des *ayuntamientos*, mais elle remet tous les pouvoirs entre les mains des municipalités ainsi élues. C'est l'absolutisme rétabli au profit des conseils municipaux. L'ayuntamiento, présidé par un alcade également électif, fait tout et peut tout. S'agit-il de dresser les listes électorales? l'ayuntamiento. S'agit-il de percevoir la plupart des contributions? l'ayuntamiento. S'agit-il de former la garde nationale et le jury? toujours l'ayuntamiento, et ce pouvoir exorbitant s'exerce sans contrôle. Il y a bien par province un conseil général, ou *députation provinciale*, investi nominalement du droit de révision; mais ce conseil, élu de la même façon que les *ayuntamientos*, et n'ayant pas comme eux de force armée à ses ordres, est presque toujours ou impuissant ou complice. Quant au fantôme de préfet qu'on a conservé sous le nom de *chef politique*, il n'a que voix consultative. Les *ayuntamientos* ne relèvent réellement que des députations provinciales, qui ne relèvent elles-mêmes que des cortès.

Comment s'étonner qu'après six ans d'un pareil régime l'Espagne en soit venue à une désorganisation sans limites? Cette loi mettrait le désordre partout; en France même, nous n'y tiendrions pas. Nous avons déjà beaucoup de peine à marcher avec la loi municipale telle qu'elle est. Que serait-ce si le nombre des électeurs était décuplé, si le droit de nommer les maires était retiré au roi, si les préfets n'avaient pas le droit de suspendre les conseils municipaux qui s'égarent et de casser leurs délibérations? Que serait-ce si les conseils municipaux percevaient les impôts au nom de l'état, et s'ils dressaient à volonté les listes électorales, sans autre révision que celle du conseil général de département? Que serait-ce enfin s'ils avaient

sous leurs ordres la garde nationale, sans que le gouvernement eût le pouvoir de la dissoudre, de la désarmer, et sans qu'il fût possible de leur opposer autre chose qu'une armée mal payée, mal équipée, habituée à voir réussir toutes les insurrections? Qu'on se représente où nous en serions avec un gouvernement qui n'aurait ni argent, ni troupes, ni autorité légale, ni action politique, et avec des municipalités qui auraient tout cela. Nous passerions notre temps dans des luttes locales sans utilité comme sans grandeur.

Il sera sans doute très difficile d'enlever aux *ayuntamientos* le pouvoir extravagant dont ils jouissent. Il le faut pourtant absolument; rien n'est possible en Espagne sans cette condition première, ni l'unité gouvernementale, ni la constitution financière, ni la paix publique, ni même la police des routes. Les modérés ont essayé une fois de réformer ce régime déplorable; une loi municipale calquée sur la nôtre a été votée par les cortès de 1840. Les municipalités menacées se sont soulevées, et, avec l'aide d'Espartero, elles ont chassé la reine Christine. La loi votée par les cortès et sanctionnée par la couronne n'a pas reçu d'exécution. A la rigueur, on pourrait se dispenser d'en discuter et d'en voter une nouvelle, car celle-là existe suivant la constitution, elle a été revêtue de toutes les formalités qui la rendent exécutoire. Tous les partis sérieux sont d'accord maintenant pour la désirer, car ils ont tous appris à leurs dépens les vices de la loi actuelle. La grande difficulté est de la faire accepter par les *ayuntamientos* investis d'une autorité absolue et appuyés par des milices nationales en armes. Chaque *pueblo* ou commune est un véritable fort à emporter.

Telle est la condition du nouveau gouvernement, que, s'il touche à la loi municipale, il s'expose à une révolution, et que, s'il n'y touche pas, il ne peut rien faire pour remédier au désordre qui dévore l'Espagne. C'est là, sans contredit, la plus grande question qui puisse être soumise aux cortès. Elle est bien autrement grave, nous le répétons, que celle du mariage de la reine. Quand même le pouvoir royal resterait déposé, après le mariage, dans d'aussi faibles mains qu'aujourd'hui, nous n'y verrions pas un grand mal. C'est la faiblesse même de la reine Isabelle, c'est sa jeunesse et son *innocence*, qui ont sauvé le principe monarchique au milieu des convulsions politiques du pays : les factions se sont arrêtées devant un enfant. Il n'en est pas de même du gouvernement proprement dit; il faut qu'il soit fort, obéi et respecté, pour être durable. Or, tant que les municipalités resteront ce qu'elles sont, le gouvernement, quel qu'il soit,

n'aura qu'une existence précaire et misérable; il risquera d'être changé tous les matins, comme il l'a été jusqu'ici.

Après la réorganisation administrative et politique vient la réorganisation financière, autre intérêt non moins puissant, non moins vital, et qui ne peut être non plus satisfait qu'avec beaucoup de résolution et de persévérance.

Le désordre des finances, en Espagne, ne date pas d'hier. Voilà des siècles que le budget de la monarchie se solde tous les ans en déficit. L'or de l'Amérique a long-temps contribué à rétablir l'équilibre, et, depuis que cette ressource a manqué, le gouffre de l'emprunt s'est ouvert. L'Espagne se trouve aujourd'hui dans l'heureuse impuissance d'aller plus loin dans cette voie. Elle a tant emprunté, sans payer ni capital ni intérêts, qu'elle a fini par ruiner complètement son crédit. Le système des expédiens est épuisé pour elle; elle est forcée par la nécessité de finir par où elle aurait dû commencer, c'est-à-dire de chercher à mettre la balance entre les recettes et les dépenses publiques. Une grande gloire est réservée à l'homme d'état qui parviendra à résoudre ce problème.

Cette tâche n'est pourtant pas aussi difficile qu'elle le paraît au premier abord. Les impôts s'acquittent, en Espagne, plus qu'on ne le croit généralement, et tout permet de supposer que leur produit actuel serait à peu près suffisant pour couvrir les dépenses. La question n'est donc pas d'établir l'impôt et de le faire payer, mais d'assurer son recouvrement par le trésor public. Tout ce qu'acquittent les contribuables n'arrive pas dans les caisses de l'état; bien loin de là. Les habitudes de déprédation sont si générales et si invétérées, que les percepteurs des revenus publics commencent presque partout par s'en attribuer la plus grande part. Le gouvernement a toujours mieux aimé avoir recours au moyen facile et désastreux des emprunts que de porter un examen sévère sur les détails innombrables de la perception. De là la persistance du déficit et la démoralisation générale des employés.

Dès qu'il y aura un gouvernement en Espagne, il devra s'occuper de porter remède à ce mal si ancien et si profond. La France, le pays le mieux organisé de l'Europe, peut lui fournir les plus parfaits modèles sous ce rapport. Ce ne sont pas d'ailleurs les formes de la comptabilité qui manquent en Espagne, elles y sont au contraire très nombreuses et très compliquées; ce qui fait défaut, c'est l'habitude de l'ordre, la réalité de la surveillance, la tradition de l'exactitude. Pour introduire dans l'administration espagnole cette sévé-

rité qui fait l'honneur de la nôtre, il faudrait un soin minutieux et assidu que personne n'a pu prendre jusqu'ici, au milieu des agitations qui ont troublé le pays; il faudrait un pouvoir fort, qui eût la certitude de se faire obéir, et qui ne permît plus à personne de compter sur l'impunité; il faudrait enfin une autorité supérieure qui donnât l'exemple de l'intégrité, je dirais presque de la rigidité poussée à l'excès : il n'y a que l'excès dans le bien qui puisse détruire l'excès dans le mal.

Le jour où tout cela se trouvera en Espagne, ce jour-là l'Espagne aura des finances. Il ne faut pas qu'elle espère s'en créer autrement, de même qu'il ne faut pas qu'elle désespère d'en avoir par ce moyen. Le temps des illusions est passé, on ne croit plus aux secrets extraordinaires de M. Mendizabal pour transformer, du jour au lendemain, la misère en opulence; il n'y a pas d'autre secret pour battre monnaie, que l'économie, la surveillance, la stricte probité. Ce secret est seul infaillible, il vaut mieux que toutes les inventions des faiseurs d'affaires; il n'enrichit personne que l'état, mais il enrichit l'état. Quand une fois le recouvrement des contributions sera assuré, quand les recettes du trésor seront assises sur une bonne base, on pourra se livrer à des combinaisons financières qui augmentent la richesse publique, pas avant. Ce qui est un moyen de progrès dans un pays organisé est un instrument de ruine dans un pays qui ne l'est pas.

L'Espagne a sans doute une grande charge, c'est sa dette; mais toutes les nations de l'Europe ont une dette aussi, et elles en paient l'intérêt. Après les banqueroutes successives que l'Espagne a faites, le chiffre des intérêts qu'elle a à payer par an est réduit à 75 millions environ. En France, le service de la dette, amortissement compris, absorbe tous les ans 250 millions, et en Angleterre, le seul service des intérêts, sans amortissement, dépasse 700 millions de francs. On ne voit pourtant pas que les deux pays se refusent à payer leur dette, sous prétexte qu'elle est trop lourde. Il y a plus : le royaume de Naples, dont la population égale tout au plus la moitié de celle de l'Espagne, a tous les ans pour 20 millions d'intérêts à payer, et il les acquitte; nous ne voyons pas pourquoi l'Espagne n'en ferait pas autant.

Ce serait nouveau sans doute, ce serait inattendu; ce ne serait pas impossible; il n'y a rien d'impossible dans ce genre à un peuple de quatorze à quinze millions d'ames qui habite un des plus riches pays du monde. Ce n'est pas là pour l'Espagne une petite question;

sa prospérité n'y est pas moins engagée que son honneur. L'Europe ne croira à la régénération de l'Espagne qu'autant qu'elle la verra faire honneur à ses engagemens. Alors seulement la Péninsule entrera dans la communauté des nations civilisées. Tant qu'elle ne paiera pas ses dettes, elle pourra intéresser, amuser l'Europe par le spectacle dramatique et pittoresque de ses guerres civiles; mais elle ne sera prise au sérieux par personne comme puissance constituée, et le présent lui sera contesté comme l'avenir.

D'après le budget présenté pour 1843 par le ministre des finances, l'Espagne aurait besoin d'un revenu de douze cents millions de réaux ou trois cents millions de francs, pour subvenir à toutes ses dépenses, y compris celle de la dette. Les dépenses se divisent ainsi qu'il suit : liste civile, huit millions et demi; ministère des affaires étrangères, deux millions et demi; justice, quatre millions et demi; intérieur, vingt-quatre millions et demi; guerre, quatre-vingts millions; marine, commerce et colonie, quatorze millions; dette, quatre-vingt-six millions, y compris le fonds d'amortissement. Voilà quels sont tous les besoins de l'Espagne, et il ne faut pas oublier que c'est là en quelque sorte un idéal. Les recettes réalisées et conséquemment les dépenses effectives n'ont jamais été au-delà de la moitié de cette somme de trois cents millions; tous les services ont donc souffert et souffrent encore aussi bien que celui de la dette. Même en ne payant rien à ses créanciers, l'Espagne n'est jamais parvenue à joindre les deux bouts. Pendant la guerre, l'armée et la liste civile absorbaient tout, et il ne restait rien ou presque rien pour la justice, la marine, les affaires étrangères, les travaux publics, etc. Depuis la fin de la guerre, les choses ne vont guère mieux, à cause du désordre que la révolution de septembre a porté dans les finances comme dans tout le reste. Le jour où les dépenses de l'état atteindront réellement ce chiffre de trois cents millions sera un jour de prospérité et de régénération pour toutes les administrations publiques.

Nous n'avons pas la prétention d'établir ici en quelques lignes le budget des recettes possibles de l'Espagne, cette œuvre difficile qui exigera tant d'années et d'efforts pour être menée à bien. Mais, de bonne foi, croit-on qu'il soit impossible de faire produire à l'impôt en Espagne trois cents millions par an? A ce taux, l'Espagne ne paierait encore que le quart de ce que paie la France, et le septième de ce que paie l'Angleterre. Si l'on réunissait tout ce qui se gaspille par un mauvais système de perception, on ne serait probablement

pas bien loin de cette somme, même à l'heure qu'il est. Il n'en faut pourtant pas davantage pour faire face à tout, et avec une largeur inusitée.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur les diverses branches de revenu de la couronne d'Espagne pour se convaincre de la facilité d'en accroître le produit par une meilleure administration. Le tabac, par exemple, qui rapporte chez nous cent millions au trésor, rapporte vingt-cinq millions seulement en Espagne. On sait cependant quel usage font du tabac toutes les classes de la population. Le revenu des postes, qui dépasse chez nous cinquante millions, atteint à peine en Espagne cinq millions, ou le dixième. Nous citons ces deux exemples, non parce qu'ils sont les plus frappans, mais parce qu'ils sont les plus clairs pour des lecteurs français. Les tabacs et les postes sont du petit nombre des impôts qui se ressemblent dans les deux pays, et qui peuvent conséquemment prêter à une comparaison. La fraude sur ces deux articles est, dit-on, très considérable et prive le trésor d'un bon tiers des recettes. Pour ce qui est des contributions directes, ou de ce qui en tient lieu, comme elles sont perçues par les *ayuntamientos,* il est à peu près impossible d'évaluer ce qui se perd. On a essayé plusieurs fois de faire un relevé de la matière imposable; on a toujours été forcé de s'arrêter, faute de renseignemens suffisans. Les élémens d'une statistique manquent absolument.

La révolution, qui a fait main basse sur tant de débris du passé, a respecté dans le système financier le monument le plus suranné du moyen-âge. On a compté en Espagne plus de cent espèces de contributions différentes. L'origine, la nature et le nom de quelques-unes de ces contributions ne sont pas moins étranges que leur nombre. L'*alcabala* est un droit sur les ventes qui remonte aux Maures, la *cruzada* est l'impôt payé pour une bulle obtenue sous Charles-Quint qui permet de manger de la viande en carême, les *millones* ou contributions indirectes datent de 1590 et de Philippe II, *paja y ustensilios* (paille et ustensiles) est une taxe sur le revenu, quelque chose comme l'*income tax* de sir Robert Peel, qui a été instituée en 1719, et ainsi de suite. La plupart de ces impôts, établis dans des temps d'ignorance et de despotisme, sont mal conçus, mal assis, et étouffent la production et la consommation dans leurs sources. Ils ne sont pas d'ailleurs les mêmes dans toutes les provinces. Telle portion du pays ne contribue aux charges de l'état que pour un faible don annuel; telle autre est affranchie des droits indirects. Une foule de taxes locales, d'une origine plus ou moins féo-

dale, compliquent encore le système; il en résulte que les charges sont réparties sur la surface du territoire avec une criante irrégularité. Quand certaines parties de l'Espagne sont écrasées, d'autres au contraire jouissent de priviléges exorbitans. Point d'unité; beaucoup de branches de revenu sont affectées à des destinations spéciales; chaque ministère a ses recettes particulières et son budget distinct, dont les meilleurs produits sont parfois engagés d'avance pour plusieurs années. C'est une confusion semblable en tout à celle qui régnait dans les finances de la France avant 1789.

L'Espagne a eu beaucoup d'assemblées constituantes qui se sont occupées de lui donner des lois politiques, elle n'en a pas encore eu une qui ait songé à la doter d'une bonne organisation financière. Ce sera là l'éternel honneur de l'assemblée constituante française. Elle a sans doute commis bien des fautes, elle est tombée dans bien des erreurs; mais en même temps qu'elle fondait sur des théories impraticables la constitution politique du pays, elle lui donnait la constitution économique qu'il a encore, et qui a si heureusement succédé au chaos de l'ancien régime. Les travaux de l'assemblée, sous ce rapport, ont été moins brillans sans doute, mais plus solides, d'un effet plus durable et plus sûr que ses travaux politiques. La constitution de 1791 a disparu; l'unité administrative et financière est restée.

Voilà un travail qui reste à faire à l'Espagne et un de ceux qui lui importent le plus. L'unité et l'homogénéité des finances sont de grands leviers de puissance pour un état. Quand toutes les recettes sont centralisées, la révision devient plus facile, et la répartition plus équitable. Or, les effets d'une bonne répartition sur le revenu public sont incalculables. Avec quelques impôts bien simples, bien clairs, mais également distribués et habilement assis, l'Espagne obtiendra plus de résultats qu'avec cet amas d'exigences vexatoires, confuses, et quelquefois contradictoires. Le spectacle de ce qui se passe en France peut encore lui servir d'exemple. Le nombre de nos contributions est borné, mais leur perception est si bien entendue et se moule si naturellement sur le progrès de la richesse publique, que sans l'établissement de nouveaux impôts, les revenus montent d'eux-mêmes, dans une proportion considérable, à mesure que la consommation s'accroît et que les échanges se multiplient.

Il est surtout une branche de revenu qui n'a pas encore été, à vrai dire, exploitée en Espagne : ce sont les douanes. Dirait-on que, dans cette monarchie de quinze millions d'ames, où l'aisance moyenne

s'est fort accrue depuis trente ans, les douanes ne rapportent au trésor public que quinze millions par an, à peine la moitié de ce que produit chez nous la seule douane de Marseille? Quand la Grande-Bretagne, qui ne compte guère plus d'habitans, retire annuellement de ses douanes l'énorme somme de six cents millions de francs, c'est à la quarantième partie de ce chiffre que l'Espagne en est réduite! Rien ne prouve plus qu'un pareil fait combien de ressources offrira la Péninsule à quiconque portera sur ses affaires économiques un coup d'œil intelligent.

Le commerce d'importation qui est maintenant en France de plus d'un milliard, et qui dépasse depuis long-temps en Angleterre un milliard et demi, n'atteint en Espagne, officiellement du moins, que cent cinquante millions de francs environ. Si la puissance industrielle d'une nation se mesurait au peu qu'elle retire de l'étranger, l'Espagne serait la première nation industrielle du monde, car il n'en est pas qui, proportionnellement à sa population, reçoive moins de marchandises étrangères. Les partisans du système prohibitif peuvent admirer à leur aise dans ce pays-là les magnifiques conséquences qu'il peut produire. L'Espagne est le pays natal du système prohibitif; il y brille depuis des siècles de tout son éclat, et il est parvenu à étouffer toute l'activité industrielle, agricole et commerciale sur l'un des territoires les mieux doués par la nature pour l'industrie, l'agriculture et le commerce.

Quand l'Espagne réformera ses douanes, elle n'y gagnera pas seulement sous le rapport fiscal. Le *travail national*, comme on dit à présent, gagnera encore cent pour cent à être délivré de la prétendue *protection* qui l'écrase. Mais on peut procéder graduellement dans cette réforme, et la commencer sans alarmer les intérêts qui se croient lésés par un remaniement total. Avec ses absurdes tarifs, l'Espagne n'empêche pas les produits étrangers d'entrer chez elle; seulement, elle les force à entrer par contrebande et à payer aux entrepreneurs du commerce interlope la prime qu'ils devraient payer au fisc. Que les droits soient abaissés de manière à être un peu au-dessous ou seulement au niveau de la prime de contrebande, et le trésor bénéficiera immédiatement d'un revenu qui lui échappe aujourd'hui, sans rien changer en réalité aux conditions commerciales existantes. Ce revenu doublera, triplera ensuite, si l'on veut aller plus loin et rendre l'Espagne plus accessible au commerce, au grand profit de la population entière comme des finances nationales.

L'Espagne a besoin de revenir de loin sous le rapport des intérêts

matériels, car une mauvaise constitution économique a toujours été la plus grande plaie du pays. Quand une nation s'enrichit, elle trouve toujours le moyen d'arranger ses autres affaires. C'est quand elle va s'appauvrissant qu'elle perd tout ressort. Or, parmi les attentats qui chargent la mémoire de Philippe II, le système de compression financière qu'il a établi n'a pas été un des moins mortels. Partout où ce système déplorable a été porté, il a laissé après lui la ruine et la dévastation. Voyez Naples : dans quel état l'administration espagnole avait mis ce beau royaume, qui n'a commencé à reprendre vie que quand il a échappé à la domination des successeurs de Philippe II! Il serait curieux de suivre dans ses détails les ingénieuses inventions de cette autre inquisition pour tarir systématiquement toute richesse. Il n'y a de comparable à cet absolutisme destructeur que l'administration dévorante des Turcs.

Voilà plus d'un demi-siècle que l'illustre Jovellanos, dans son mémorable travail sur la législation agricole, a posé les bases d'une réforme économique. Les révolutions ont réalisé une partie des idées de ce grand citoyen; il ne reste qu'à en compléter l'exécution pour les rendre fructueuses. Le traité *sobre la ley agraria* devrait être encore aujourd'hui le manuel de tout ministre des finances espagnol. Le plus difficile est fait; la propriété elle-même s'est affranchie des chaînes caduques du moyen-âge, et si cette délivrance a été quelquefois achetée par des violences coupables qui auraient fait saigner le cœur du sage économiste asturien, les résultats sont maintenant consacrés par le temps, qui cicatrise bien des blessures. Il manque peu de chose pour tirer toutes les conséquences de cette transformation, et pour faire participer le gouvernement au bien qui en naît tous les jours pour la société.

Le trésor a encore une ressource dont nous n'avons pas parlé : c'est la vente des biens du clergé; mais cette ressource, toute révolutionnaire, n'a pas l'importance qu'on lui prête. Si, dans l'origine, l'état avait procédé avec intelligence à la prise de possession des biens du clergé, les créanciers de l'Espagne auraient pu y trouver un gage qui les eût rassurés. Aujourd'hui, cette réserve est gaspillée. Ce qui a été vendu suffit à peine pour représenter les intérêts de plusieurs années qui n'ont pas été payés, et ce qui reste à vendre est grevé d'une servitude morale fort grave. Ceci nous amène à la troisième des grandes questions que nous avons indiquées, celle de l'église.

Il y a quelques années, le clergé espagnol était le plus riche du monde; maintenant, il est le plus pauvre. On lui a pris ses biens

pour les vendre au nom de la nation, et on ne lui a donné en échange que des subsides qui ne se paient pas. Cette situation honteuse ne peut pas durer; il faut que, d'une manière ou de l'autre, le clergé ait des revenus qui lui permettent de vivre et d'entretenir le culte. Ou qu'on lui rende ce qui reste de ses biens, ou qu'on lui donne une dotation réelle sur le budget: il n'y a pas de milieu pour un gouvernement qui se respecte. Le clergé espagnol, tant séculier que régulier, avait beaucoup à expier, car il était pour sa bonne part dans les maux séculaires du pays. L'expiation a été cruelle; il ne faut pas qu'elle se prolonge plus long-temps. La religion elle-même finirait par souffrir de la colère soulevée par ses ministres. A son tour, l'Espagne nouvelle a des torts, même des crimes, à se reprocher envers le clergé. Le moment de la réconciliation doit être venu, car de part et d'autre on a besoin de faire oublier.

Cette difficulté du revenu n'est pas la seule. Il n'y a plus, à proprement parler, d'église espagnole. Les rapports entre l'Espagne et Rome sont rompus. Les trois quarts des siéges épiscopaux sont vides. Parmi les évêqnes, les uns ont suivi don Carlos, les autres ont été déportés par le gouvernement hors de leurs siéges. Deux ou trois fois, on a essayé d'introduire en Espagne la constitution civile du clergé, mais l'esprit profondément catholique du pays y a répugné. Même dans les cortès élues sous l'administration d'Espartero, la loi proposée est restée sans discussion. Il est indispensable et urgent d'ouvrir des relations avec le saint-siége pour la négociation d'un concordat. Le pays lui-même le demande, car, dans les élections qui viennent d'avoir lieu, plusieurs prêtres éminens ont été nommés candidats au sénat, la constitution leur fermant l'entrée de la chambre des députés. Il n'est pas possible que le peuple le plus catholique de l'Europe reste long-temps dans cet état. Nulle part, dans les campagnes, le service du culte n'est assuré, et tout le royaume est comme frappé d'interdit.

Après le bombardement de Séville, le vénérable cardinal Cienfuegos, archevêque de cette ville, déporté à Alicante, a envoyé de son exil, au chapitre de sa cathédrale, sa croix d'or et son anneau pastoral, pour contribuer au soulagement des malheureux atteints par le bombardement. Cet envoi était accompagné d'une lettre touchante où le vieux prélat s'excusait sur sa pauvreté de ne pouvoir faire davantage. Toute l'Espagne s'en est émue, et il est bien à désirer que l'attendrissement général produit par cet incident conduise à quelques mesures efficaces.

Enfin nous avons parlé de travaux publics. Il est inutile d'insister sur ce sujet qui se recommande de lui-même. Tous les rapports des voyageurs s'accordent à présenter les Espagnols comme très occupés de questions matérielles. L'émulation les a gagnés. De tous les côtés, on n'entend parler que de projets de routes, de ponts, de canaux. Le danger est qu'ils prétendent trop faire à la fois, car il paraît bien certain qu'ils veulent à toute force sortir de leur apathie traditionnelle. Nous leur recommandons surtout les routes au travers des Pyrénées. Entre Bayonne et Perpignan, Napoléon voulait ouvrir cinq grandes communications. Le gouvernement français fera certainement de son côté ce qui sera nécessaire pour réaliser le magnifique projet de l'empereur, quand il sera sûr que les voies tracées sur notre territoire se prolongeront sur le territoire espagnol. Il est difficile de prévoir toutes les conséquences que pourrait avoir sur l'avenir de la Péninsule l'ouverture de ces cinq portes, par où passeraient les richesses, les mœurs, les idées, toute la civilisation de la France et de l'Europe. Si l'on n'avait pas tant abusé du mot de Louis XIV, nous dirions qu'alors véritablement *il n'y aurait plus de Pyrénées.*

Mais ces merveilles ne sont réalisables qu'autant que le grand problème sera résolu, le problème d'un gouvernement. Nous venons de dire quels obstacles le succès rencontrera; nous avons dit aussi quels moyens peuvent l'aider. A nos yeux, si les élémens d'anarchie sont puissans, les élémens d'ordre sont plus forts encore. Mais la moindre faute peut tout perdre, et le trône avec le reste. Or, si jamais le trône est renversé, tout est fini pour l'Espagne; le principe monarchique, resté debout encore dans ce tas de ruines, est sa seule chance de salut. Nous qui avons eu le facile mérite de prévoir et d'annoncer d'avance la chute d'Espartero, nous voudrions être aussi bon prophète en annonçant que la crise actuelle peut être le salut du pays. Malheureusement il est toujours plus aisé et plus sûr de prévoir le mal que le bien. Ayons pourtant bon espoir. Ces momens où le danger est visible pour tous sont quelquefois ceux où il est conjuré le plus facilement.

****

LITTÉRATURE ANGLAISE.

THE IRISH SKETCH BOOK,
BY M. M.-A. TITMARSH.

M. Titmarsh, — ceci est un pseudonyme, — ou M. Thackeray, — voilà le vrai nom de notre voyageur, — appartient à cette classe de braves et honnêtes *cockneys* littéraires qui ont la faiblesse de n'aimer point à s'en faire accroire, et de raconter la vérité telle qu'ils l'ont vue, sans apprêt, sans ornemens; fidèles à leurs impressions, à leurs préjugés même, et se souciant assez peu de l'opinion pour ne pas faire toilette au moment de comparaître devant le public. Ce gai compagnon est d'une franchise à toute épreuve. Il avoue qu'il voyage en véritable agent littéraire pour un des lords de Paternoster Row, c'est-à-dire pour un gros bonnet de libraire, qui, lui mettant un beau jour une centaine de guinées entre les mains, et lui promettant cinq ou six fois cette somme, l'a prié d'aller s'impressionner de la verte Erin, à raison de quatre mois et deux volumes. Beaucoup de nos écrivains accepteraient un pareil marché, mais combien peu renonceraient à colorer plus poétiquement leur voyage! Il leur faudrait, — et à leurs lecteurs aussi, — une perspective plus favorable, un ajustement moins simple et plus apprêté. La fantaisie les poussait, nous diraient-ils, ou bien le besoin d'oublier. Quelques-uns ne seraient pas fâchés de se poser en hommes d'état futurs. Nous en savons qui vont s'assurer, aux confins du monde, du bruit qu'y réveille leur nom. D'autres voyagent à la recherche des ordres étrangers, comme Japhet à la recherche d'un père. Ceux-ci se font espions politiques au profit d'une opinion qu'ils n'ont pas; ceux-là quêtent tout bonnement sur les bords de la Neva des dupes qu'ils ne trouveraient plus à Paris. Aucun ne nous initie

à ses véritables intentions. Pour la plupart, néanmoins, l'éditeur est au bout du voyage. Ils passent par l'Espagne, les Alpes ou la Russie, mais sans perdre un instant de vue cette portion du faubourg Saint-Germain où trônent les Colburn et les Bentley parisiens. S'ils s'en taisent, c'est fatuité pure.

Quant à nous, la véracité complète de M. Titmarsh, sur ce point délicat, nous a fait le plus grand plaisir, en ce qu'elle nous a paru garantir son exactitude à propos de toute autre chose. Et la vérité, la vérité avant tout, c'est ce que nous demandons aux voyageurs. Combien peu nous la rapportent! Ajoutons que M. Titmarsh est un dessinateur humoriste, et qu'il a semé sa narration de petites pochades fort agréables. On comprendra facilement alors comment il nous a séduit, et comment, peut-être, nous ne serons que les interprètes fort insuffisans de son esprit, doublement formulé.

Voilà beaucoup de préliminaires. Aussi passerons-nous à Dublin sans plus tarder, à Dublin, dont les harengs grillés sont vraiment dignes de leur réputation. La ville est belle, les maisons, en briques rouges, ont un aspect majestueux. Stephen's-Green, où le *libérateur* veut installer son parlement, est un square taillé dans d'immenses proportions; mais les harengs grillés ont un charme tout particulier pour notre voyageur. Les harengs et les journaux du lieu, voilà ce qu'il admire tout d'abord. Et à peine a-t-il jeté les yeux sur ces derniers, que notre protestant reçoit la première aspersion d'eau bénite catholique. Le *Morning Register* lui apprend que l'évêque d'Aureliopolis a été sacré, ajoutant que cette distinction lui a été conférée par *le saint pontife, the holy pontiff;* — expression malsonnante s'il en fut, — malsonnante aux oreilles anglaises, — quand il s'agit du pape de Rome. Mais Titmarsh devait en entendre bien d'autres.

Suivait dans le même journal un parallèle entre le prélat catholique et les évêques anglicans : le luxe effréné, l'épicuréisme de ceux-ci, étaient comparés aux vertus, à la pauvreté méritoire, à la vie de privations que s'imposait celui-là. Par malheur, immédiatement après cette philippique éloquente, le journaliste insérait un compte-rendu fort exact du dîner d'installation donné par le nouvel évêque aux officians du matin : le nom du restaurateur, l'éloge du repas, une phrase reconnaissante sur le *bon choix* et *l'excellente qualité* des vins, rien n'y manque; et Titmarsh s'attendrit tout aussitôt sur la vie de privations qui commence pour les prélats romains au sortir de la chapelle où ils sont sacrés. — Les assises de Tiperary, dont il lit ensuite le détail, lui fournissent des réflexions moins gaies : six meurtres, coup sur coup jugés, tous commis de sang-froid, à la face du jour, quelques-uns en présence de témoins qui n'ont pas remué un doigt pour les empêcher, et qui se refusent obstinément à nommer les assassins; ceux-ci, convaincus du crime, mais niant toujours, jusque sous la potence, afin de point compromettre leurs complices ou leurs témoins à décharge.

Tels étaient les premiers traits de la vie irlandaise. La solitude des rues, la paresse déguenillée des rares passans qui les traversaient, frappèrent aussi notre *Londoner,* habitué à l'activité silencieuse de la foule qui obstrue le

Strand. Peu à peu, il vous fait partager l'espèce de prostration morale qui s'empare de lui au sein de cette capitale vide et inoccupée, devant ces maisons magnifiques et désertes, sur ces trottoirs où quelques mendians semblaient se demander l'aumône les uns aux autres en attendant qu'un gentleman vînt à passer. Que faire en une cité pareille? De tous les personnages auxquels Titmarsh était recommandé, pas un n'avait jugé à propos de rester à Dublin pendant l'été. Le voyageur rentra donc triste et abattu dans sa petite chambre (*Shelburne Hotel*), et, las de regarder par la fenêtre, il regarda la fenêtre elle-même.

Ici nous voudrions pouvoir vous donner le portrait de cette fenêtre, tel que Titmarsh l'a croqué. Elle a, comme toutes les croisées d'outre-Manche, cette forme surannée qui donna l'idée de la guillotine, et que la déplorable aventure de *Tristram Shandy* a pour jamais immortalisée. Le montant mobile est à demi soulevé; mais, pour venir en aide à la coulisse élargie qui le laisserait retomber, la *house-maid* a imaginé de lui donner un support, et ce support, c'est le balai de la cheminée. Ne vous étonnez pas de la surprise de Titmarsh en face de cet ingénieux mécanisme. Un Anglais ne comprend pas l'*à peu près*, et ne sait pas ce que c'est que le *provisoire;* l'Irlandais, en cela proche parent du Français, se contente à meilleur marché, fait expédient de tout, et, doué du plus heureux abandon, substituera fort bien un balai à un appui de fenêtre. Lequel a tort? lequel a raison? C'est un point que, suivant son caractère, chaque lecteur pourra décider. Quant à nous, il nous semble que la caricature en question, comme la plupart des plaisanteries, se retournerait aisément contre celui qui l'a faite.

Pendant que Titmarsh dessinait, un énorme cabriolet tournait le coin de la place, s'arrêtait devant Shelburne-Hotel, et apportait au voyageur ce qu'il pouvait désirer de mieux en ce moment de solitude misanthropique : une invitation à dîner. La première invitation décide ordinairement le sort du voyage; en Irlande surtout, où elle en engendre une foule d'autres. A peine mis en rapport avec les naturels du pays, Titmarsh n'eut plus que l'embarras du choix entre une course de chevaux, une promenade en calèche dans le comté de Kerry, et un séjour à la campagne, où on lui promettait les plus belles pêches de saumon. Le résultat final de toutes ces propositions fut un voyage à Cork, déterminé par l'agréable perspective d'une fête agricole.

A Rathcole comme à Naas, à Naas comme à Kilcullen, malgré quelques soins donnés à la décence extérieure, le touriste commence à pressentir la misère du pays. Le commerce ne se révèle nulle part. Les rues sont désertes. A Kilcullen, cependant, il y a foule aux portes d'une boucherie; deux ou trois cents personnes, des femmes pour la plupart, en assiégent les portes. C'est une distribution de viande que les propriétaires des environs y font faire une fois la semaine. Plus loin, de pauvres femmes arrachent dans les haies quelques herbes sauvages, quelques orties, destinées à les nourrir faute de pain ou de pommes de terre..., faute de travail aussi. — Ce que voyant, Titmarsh s'étonne de leur air de santé. « Parmi tous ces *morts de*

faim, s'écrie-t-il, on ne trouverait pas autant de visages cadavéreux que dans un groupe d'avocats anglais. » La plaisanterie peut être bonne; mais est-elle bien à sa place ?

Il est vrai qu'elle fut probablement écrite dans une jolie ferme du Kildare, où Titmarsh s'arrêta trois jours, et où toute impression fâcheuse devait nécessairement s'affaiblir, tant on y respirait l'aisance et le bonheur domestique. Notre touriste la dépeint avec d'autant plus de complaisance et de charme, qu'au sortir de là, il était tombé dans une auberge de Waterford, où tous ses sens anglais souffraient à la fois : sur cette table où il veut poser son chapeau, une épaisse couche de poussière; sur une chaise où il veut s'asseoir et qui rôtit paisiblement au soleil, les traces humides d'un plat qu'on vient d'y poser; dans un coin de la salle, quatre garçons fainéans qui se querellent et n'écoutent pas les voyageurs; un dîner abondant et dégoûtant; le canard est cru, les pois sont crus; la nappe est tachée de cidre; une cornemuse irlandaise nazille obstinément à côté de la fenêtre ouverte. Nonobstant cette précaution, une fumée étouffante remplit la salle à manger. Vainement un pathétique défenseur de l'Irlande voudrait-il accuser l'Angleterre de tout ce désordre : Titmarsh ne le souffrirait pas. Il prétend en effet qu'un balai n'est point une arme prohibée par les lois, qu'une maison mal tenue n'est point économique, et qu'un gigot de mouton cuit à point ne revient pas plus cher que lorsqu'il est cru. Ce sont là ses opinions politiques les plus arrêtées.

A peine remonte-t-il en voiture, qu'à chaque relais un horrible groupe de mendians lui rappelle en quel pays il voyage. Alors, si peu disposé qu'il soit aux réflexions mélancoliques, il lui faut bien se rappeler qu'un sixième de la population irlandaise (1), — c'est-à-dire douze cent mille créatures de Dieu, — n'ont de soutien, toute l'année durant, que la charité publique ou privée. Il s'étonne alors, regarde avec effroi les faces hideuses de tous ces misérables, et se demande « ce que serait l'histoire, fidèlement racontée, d'une douzaine d'entre eux, depuis quinze jours. » — En effet, que serait-elle ?

La misère, en Irlande, est de telle nature, qu'elle a conquis des droits, des priviléges, inconnus ailleurs. Le mendiant ne s'arrête pas timidement à la porte du parc; il entre, et, sans hésiter, il demande à parler au maître. Celui-ci reçoit, comme une autre visite, celle de l'hôte affamé. Il écoute ses griefs, il les juge, et ce qu'il donne, il semble le payer comme une dette. Ce seul fait, rapporté comme trait de mœurs, donne une effrayante idée du pays. Du reste, là comme ailleurs, la plus vive répugnance écarte de la maison des pauvres ceux qui semblent avoir le plus pressant besoin d'y chercher asile; Titmarsh raconte qu'il conseillait cette ressource suprême à une mendiante dont les plaintes l'avaient attendri. Elle changea sur-le-champ de physionomie, et avec l'expression du plus profond dédain : « C'est une maison, lui répondit-elle en parlant de l'hôpital qu'il avait nommé, c'est une maison

(1) Chiffre officiel.

où personne d'honnête ne saurait aller. *Elle est au-dessous de ses affaires!* (1). » Un tel scrupule n'était-il pas édifiant?

Sur sa route, à Cappoquin, trouvant l'établissement du Mont-Meilleraye, fondé par les trappistes bretons, l'écrivain protestant reconnaît qu'ils ont merveilleusement fertilisé quelques rochers stériles où on leur a permis de s'établir, mais il s'en dédommage aussitôt par les reproches ordinaires des réformés à l'ascétisme. Il est vrai qu'il range les quakers sur la même ligne, et ne se gêne pas pour les assimiler, quakers et trappistes, aux fakirs indiens. Sans être précisément possédé d'un zèle fanatique pour aucun culte, nous n'admettons pas cette malveillance sans motif contre les gens qu'une foi plus ou moins éclairée conduit à certaines pratiques, lorsque ces pratiques sont compatibles avec le bien-être de la grande communauté. Aussi ne confondrons-nous jamais le solitaire qui se condamne au travail du corps pour dompter l'orgueil de l'esprit, avec l'insensé qui se mutile à coups de poignard, ou va se faire écraser par la roue d'une pagode roulante, sans que ses tortures ou son supplice profitent à personne.

Il y a moins d'amertume dans les réflexions du spirituel touriste à propos des ursulines de Blackrock. Ici les égards dus au beau sexe ont atténué son humeur satirique, et d'ailleurs, il en convient, il a eu peur. Peur, direz-vous, et de quoi? Nous le laisserons répondre lui-même :

« On nous fit entrer dans un salon très gai, où ne tarda pas à venir nous prendre la sœur N° Deux-Huit, charmante et gracieuse femme dont voici le costume (*Vignette représentant une ursuline*). « C'est la plus jolie religieuse du couvent, » me dit à l'oreille l'ex-pensionnaire sous les auspices de laquelle j'étais venu. Alors, l'avouerai-je, bien que dans cette figure souriante et douce, dans cette taille déliée, souple et menue, il n'y eût rien de très effrayant pour personne, encore moins pour un énorme protestant de six pieds de haut, je ne pus m'empêcher de la regarder avec une émotion qui se révélait par un léger tremblement. C'était la première fois que je me trouvais en compagnie d'une religieuse. Dirai-je — et pourquoi non? — que leurs augustes voiles, leurs mystérieuses robes noires me font peur? De même, lorsque je vois les prêtres catholiques vêtus de chapes étincelantes, et les petits thuriféraires écarlates, défiler en s'inclinant devant l'autel, leurs gestes, dont le sens m'échappe, le frémissement des chaînes, le mouvement cadencé des encensoirs fumans, l'odeur pénétrante qu'ils répandent au loin, me remplissent d'une secrète angoisse. Maintenant que me voilà vis-à-vis d'une vraie nonne, jolie et pâle, entre quatre murs, je me demande avec effroi si quelqu'une de ses sœurs n'est pas enfermée dans un *in pace* souterrain...; si ce pauvre petit corps, si délicat et si frêle, est labouré des cicatrices que la discipline et la haire de crin doivent y laisser...; et comment a-t-elle dîné aujourd'hui?

« En passant auprès du réfectoire, nous avions subodoré je ne sais quelle im-

(1) Dey owe two hundred pounds at dat house, said she, and, faith, an honest woman can't go dere.

perceptible et fade émanation qui réveillait l'idée du jeûne et d'un bouillon de légumes servi dans des assiettes de bois. Sur ce, je m'étais représenté ces pauvres filles mélancoliquement attablées autour de ce pâle brouet, tandis qu'une vieille et jaunâtre *discrète,* perchée dans la chaire aux lectures, leur marmottait quelques extraits de sermon... »

Avec de telles idées, M. Titmarsh ne peut croire au bonheur des religieuses. Vainement, la sœur Deux-Huit lui sourit-elle à chaque parole; vainement déclare-t-elle que son existence n'a rien de pénible : notre *beefeater* n'accepte ce témoignage que sous bénéfice d'inventaire. Il lui paraît hors nature qu'un bouillon d'herbes suffise à la félicité humaine. Ce phénomène extraordinaire mérite confirmation. Et il continue d'un œil soupçonneux la revue du couvent; il entre dans les petites cellules, non sans un serrement de cœur, et se rassure à peine en voyant le mobilier si modeste et si propret, le lit de fer à rideaux de serge verte, l'armoire en bois blanc, la chaise de paille, l'image d'un saint encadrée de papier doré, la Vierge au cœur sanglant, le crucifix, et devant lui la petite bougie de cire : « Et c'est là, s'écrie encore notre comfortable touriste, c'est là que passent leur vie entière ces pauvres *choses* voilées de noir! »

La sœur Deux-Huit lui montre ensuite, avec un certain amour-propre de nonnain, l'orgue de la chapelle, en bel acajou; puis le musée du couvent (pauvre fille, Titmarsh en avait tant vu, et de si beaux!), c'est-à-dire, dans une armoire vitrée, un soulier chinois, deux ou trois vases venus de l'Inde, trois ou quatre médailles des papes, et une douzaine de volumes de théologie, publiés et reliés en France sous Louis XIV. « Elle nous montrait tout cela, s'écrie Titmarsh, avec l'empressement et le babil aimable d'un enfant qui étale ses joujoux! — Une seule sœur, disait-elle avec un naïf et respectueux étonnement, une seule sœur, en y consacrant, il est vrai, toute sa vie, avait formé cette collection. — Quant à moi, j'étais presque attendri. La pauvreté même de ce trésor le rendait intéressant à mes yeux. Un peu plus riche, il eût été ridicule. A ce degré de dénûment, il inspirait une respectueuse pitié. »

Rarement Titmarsh est aussi sentimental qu'à propos des Ursulines, et encore cette sentimentalité ne dure-t-elle pas long-temps; témoin l'apostrophe que lui inspire la vue de la grille où ces jeunes victimes, les mains pressées entre celles de l'évêque, consomment le sacrifice suprême de leurs espérances en ce monde. « C'est là, dit Titmarsh, que s'accomplit le suicide du cœur... O brave Martin Luther! Dieu merci, vous avez renversé cet autel d'enfer, ce paganisme maudit. Laissons des retraites pareilles à ceux que la mort a isolés, que les remords poursuivent, que les chagrins ont abattus. O femmes, si vous voulez battre et lacérer vos poitrines dans des cavernes et des solitudes, si vous voulez finir comme Madeleine a fini, *commencez aussi comme Madeleine!* »

Le conseil est léger, mais heureusement sans périls pour les femmes d'Irlande, qui, s'il faut en croire notre voyageur, sont à la fois les plus belles et les plus chastes de la création. Remarquez, s'il vous plaît, l'inconséquence

de ce brave protestant, qui attribue à la confession cette vertu inexpugnable. C'est en allant aux courses de Killarney qu'il laisse échapper l'aveu suivant :

« ...... Jamais, sur de pauvres ou riches épaules, je n'ai vu tant de jolies figures. Les jeunes paysannes elles-mêmes ont dans le regard une expression de tendresse langoureuse que je préfère encore à leur beauté..... La foule se livrait, du reste, à la gaieté qu'on retrouve partout ici : les piétons échangeaient toute espèce de plaisanteries avec les charmantes personnes qui passaient en voiture au milieu de la chaussée. Les *gars* les saluaient toutes sans exception de quelque compliment très expressif. L'une d'elles, plus fière ou plus timide que les autres, détournant la tête et ne montrant à ses admirateurs qu'une masse énorme de beaux cheveux bruns, profusément répandus sur ses épaules, fut embrassée, — la voiture venant à s'arrêter un instant, — par le plus téméraire d'entre eux. Un beau soufflet tomba tout aussitôt sur la joue du coupable, qui se mit à crier : Au meurtre! et fut accablé d'aigres reproches par toutes les capes bleues qui garnissaient le fond de la carriole. Mais, un instant après, ces bonnes figures irlandaises riaient à qui mieux mieux de l'aventure, et l'audacieux voleur eût pu, sans courir les mêmes dangers, réitérer sa galante prouesse.

« Ici, de peur qu'on ne prenne mauvaise opinion d'un écrivain qui traite si légèrement un pareil attentat, il faut bien ajouter que, malgré ces embrassades, ces folâtreries, ces badinages perpétuels, il n'est pas au monde de plus innocentes jeunes filles que les jeunes filles irlandaises, et que la pruderie délicate de nos Anglaises est d'une défense beaucoup moins sûre. Il ne faut que traverser une ville d'Irlande et une ville d'Angleterre pour juger de leur moralité relative. Ce grand épouvantail, le confessionnal, se dresse toujours en face de la jeune Irlandaise, qui sait bien que, tôt ou tard, il y faudra tout raconter. »

Maintenant, comme il serait assez maladroit de voyager en Irlande sans y voir le père Mathew, nous reviendrons sur nos pas jusqu'à Cork, la ville la plus littéraire que notre touriste ait rencontrée sur sa route. Ce fut en descendant de voiture que Titmarsh vit passer dans la rue un homme de quarante-deux ans environ, que son extérieur avenant et les respects dont il était l'objet lui firent distinguer tout d'abord. Un instant après, il reconnut une figure que la lithographie a popularisée dans les trois royaumes. C'était, en effet, Théobald Mathew, l'apôtre de la tempérance. Ce grand homme s'approcha de la voiture, et serra cordialement la main du cocher, qui était un adepte récent du *teetotalism*. Le lendemain, notre voyageur eut occasion de lui être présenté. C'était, pour le prêtre catholique, une épreuve difficile, dont il se tira fort bien, à ce qu'il semble. Du moins paraît-il avoir fait à demi la conquête du sensuel hérétique, s'il faut en juger par le témoignage favorable que celui-ci s'empresse de lui rendre.

« Il n'y a rien de remarquable en M. Mathew, nous dit-il, si ce n'est son excessive simplicité de mœurs, sa cordialité, son air de franchise et de résolution; très différent en ceci de la plupart de ses collègues. D'où vient cette

mine sombre et rechignée qui altère constamment la figure du prêtre irlandais? J'ai rencontré une douzaine au moins de ces révérends, et, à deux ou trois exceptions près, c'était toujours la même expression fausse dans le regard, la même affectation miélleuse dans le langage. Mathew est le seul en qui je n'ai trouvé, lorsqu'il parlait des affaires publiques, aucun des préjugés de l'esprit de parti. Connaissant à fond l'état du pays, les rapports du propriétaire et du fermier, la condition des paysans, il parle de leurs besoins, de leurs différends respectifs et des améliorations que leur situation réclame, avec la plus minutieuse expérience pratique. Et en l'écoutant, quiconque n'eût pas été au courant de ses principes n'aurait pu savoir au juste s'il avait affaire à un whig ou à un tory, à un catholique ou à un protestant. Pourquoi ne pas faire un conseiller privé de cet homme si parfaitement informé, dans lequel les pauvres Irlandais ont tant de confiance, et qui a si bien employé le crédit populaire dont il est investi? » M. Mathew doit être d'autant plus flatté de cette motion de Titmarsh que celui-ci ne la ferait pas volontiers pour O'Connell. Sans s'expliquer très catégoriquement sur le compte du libérateur, il lui lance à l'occasion des sarcasmes détournés, sur la portée desquels on ne saurait se méprendre, et qui deviennent plus clairs à mesure que le livre avance.

Le père Mathew, qui dans l'origine, et sans doute pour prêcher d'exemple, consommait des tasses de thé sans nombre et beaucoup plus d'eau qu'il n'était nécessaire, se contente maintenant d'une tasse de thé à déjeuner et d'un verre d'eau à dîner. Après le repas qu'il prit en compagnie de Titmarsh, il proposa aux dames une partie de plaisir qui consistait à visiter *son* cimetière. Le pronom possessif n'est pas ici sans intention, car dans cette cité des morts, bâtie sur les ruines d'un jardin botanique, la place du milieu est d'avance réservée au bienfaisant apôtre. Dieu merci! Titmarsh ne trouve pas à gloser sur une si lugubre digestion. Pas un Français n'y eût manqué. Telle est la différence du génie national.

A propos de génie national, il nous prend envie, comme à notre auteur, de vous raconter un des récits populaires qui charmèrent l'ennui d'une soirée pluvieuse passée par Titmarsh dans une hôtellerie de Galway. Galway est une ville antique, triste d'aspect, entourée de ruines, écrasée sous le poids de son ancienne grandeur. C'est la Rome du Connaught, et cette Rome eut son Brutus, James Lynch Fitzstephen, qui, en sa qualité de lord-maire, porta un arrêt de mort contre son propre fils, convaincu d'assassinat. Puis, comme le clan de Lynch, révolté par tant de sévérité, voulait délivrer le coupable, Fitzstephen Lynch, plus féroce que Brutus, exécuta de ses mains paternelles le jugement qu'il avait rendu.

Un pareil souvenir n'est pas de ceux qu'on aime à évoquer tout seul, dans une chambre d'auberge, entre onze heures et minuit, quand le sommeil ne vient pas, et quand la mèche de votre unique chandelle affecte la formé d'un champignon qui brûle noir. Titmarsh donc, — lorsque le garçon d'auberge

eut tiré les rideaux de la croisée, monté l'eau chaude pour le whiskey, préparé la pipe, et mis à portée de la main une poignée de tabac, — Titmarsh eut recours à certains petits volumes mal imprimés et couverts en papier jaune qui composent la *Bibliothèque bleue* de la verte Érin. Il y trouva une tragédie en cinq actes et en vers, dont nous ferons grace au lecteur, les Mémoires d'un chef de brigand, le capitaine Freeny, — lecture peu récréative en de telles circonstances, — et enfin l'histoire de Hudden et Dudden, sur laquelle nous avons jeté notre dévolu.

Hudden et Dudden étaient tous deux voisins de Donald O'Neary. Chacun d'eux labourait avec un bœuf les terres du baron de Ballinconlig. Hudden et Dudden, jaloux de la prospérité qui accompagnait Donald en ses moindres actions, résolurent de tuer son bœuf, pensant bien qu'il lui serait impossible alors de cultiver sa ferme, et qu'ils le forceraient ainsi à vendre son petit domaine, où ils prétendaient s'établir. Le bœuf, surpris de nuit dans l'étable, fut bel et bien assommé. Donald, au matin, très fâché de le trouver mort, ne perdit pourtant pas la tête. Il écorcha l'animal, mit le cuir sur ses épaules, — l'épiderme sanglant en dehors, — et s'achemina vers la ville voisine pour en tirer le profit qu'il pourrait. Chemin faisant, une pie vint se percher sur la peau saignante, qu'elle becquetait; et de bavarder, tout en mangeant, elle ne se faisait faute. Donald, remarquant qu'elle avait appris à contrefaire la voix humaine, et croyant distinguer, à travers ses cris, quelques paroles mal articulées, étendit la main et se saisit de l'oiseau, qu'il mit sous son habit; il arriva ainsi à la ville.

La peau vendue, — assez mal, par parenthèse, — il alla dans une auberge pour y boire un coup, et tout en descendant au cellier avec l'hôtesse, il serra le cou de l'oiseau, qui se mit à pousser deux ou trois cris entrecoupés, dont l'hôtelière s'étonna fort. — Qu'est-ce que j'entends? dit-elle à Donald. Il semble que ce sont des paroles, et pourtant je n'y comprends rien. — Vraiment, dit Donald, c'est un oiseau que j'ai, qui me dit toute chose au monde, et que je porte toujours avec moi, pour qu'il m'avertisse de tout danger. Tenez, ajouta-t-il, ce qu'il me disait à l'instant même, c'est que vous avez de bien meilleure ale que celle que vous allez tirer pour moi.

— Voilà qui est étrange! s'écria l'hôtesse; et sans rien ajouter elle changea de tonneau. Puis elle demanda si l'oiseau était à vendre. — Je le vendrais, dit Donald, pourvu qu'on m'en donnât ce qu'il vaut. — Je remplirai votre chapeau d'argent, si vous voulez me le laisser. — Donald accepta, très enchanté de sa bonne chance. Comme il s'en revenait comptant ses écus, il rencontra Hudden et Dudden. — Ah! ah! leur dit-il, vous vouliez me faire pièce, mais, par le fait, vous m'avez porté bonheur. Voyez, ajouta-t-il en leur montrant son couvre-chef plein de belle monnaie, voyez ce que j'ai eu en échange de la peau du bœuf. C'est étonnant comme les peaux de bœuf ont renchéri depuis quelque temps.

Hudden et Dudden rentrèrent aussitôt chez eux, tuèrent leurs bœufs, et,

dès le matin suivant, portèrent les deux peaux au marché. A peine en voulut-on pour quelques *pence*, qu'ils furent bien obligés de prendre. Ils revinrent furieux, et jurant qu'ils tueraient Donald pour les avoir ainsi trompés.

Donald avait prévu que les choses iraient à peu près ainsi, et, de peur d'être volé ou blessé, il ne voulut pas coucher dans son lit placé dans la cuisine, justement au-dessous de la fenêtre. Il prit donc le lit de sa mère, et mit la pauvre vieille femme à sa place. Aussi les scélérats, se réglant sur les habitudes de la maison, vinrent-ils étrangler celle-ci; mais comme ils allaient vider l'armoire, croyant que Donald était mort, celui-ci fit assez de bruit pour les effaroucher, et ils partirent les mains vides, à leur très grand regret.

Dès le point du jour, Donald se leva, prit sa mère sur ses épaules et se rendit à la ville. A côté de la route, il avisa une fontaine auprès de laquelle il plaça le corps en l'appuyant sur son bâton, comme si la vieille femme s'était accroupie un instant pour boire. Puis il se rendit dans un lieu public comme pour y manger un morceau, et il dit à une femme assise auprès de lui : — Je vous serais obligé d'aller appeler ma mère; elle s'est arrêtée à boire, près de telle fontaine, et elle est un peu dure d'oreille, je vous en préviens. Si elle ne répond pas tout de suite, secouez-lui le bras, et dites-lui que je l'attends ici.

La femme alla porter ce message, et comme, en effet, la mère de Donald ne semblait pas entendre qu'on l'appelait, cette femme lui prit le bras pour l'avertir. Mais aussitôt qu'elle l'eut lâchée, voilà que la vieille tombe dans la fontaine, la face en avant, et, du moins en apparence, la voilà noyée. La pauvre messagère, surprise et contrite de cet accident dont elle se croyait la cause, vint raconter à Donald comment les choses s'étaient passées. — Miséricorde, s'écria-t-il, qu'est ceci? Et il courut tirer sa mère de l'eau, pleurant et criant comme un insensé.

La femme était bien plus affligée en réalité qu'il ne l'était en apparence, et tous les habitans de la ville, prenant pitié du malheureux fils, considérant de plus que l'accident avait eu lieu sur leur territoire, tombèrent d'accord de lui donner en indemnité une bonne somme d'argent qu'il empocha sans se faire prier. On enterra d'ailleurs fort bien la pauvre défunte, sans faire payer un penny pour ses funérailles.

Quand Donald revit Hudden et Dudden : — Vous pensiez m'avoir tué la nuit dernière, leur dit-il, mais par bonheur vous vous êtes trompés de lit. Or, j'ai très bien vendu le corps de ma mère. On est en quête d'ossemens pour faire de la poudre à canon. Voyez la bourse qu'on m'a donnée en échange.

Hudden et Dudden, émerveillés, rentrèrent chez eux, et chacun d'eux tordit le cou à sa mère. Puis le lendemain on les vit arriver au marché, portant les corps sur leurs épaules et criant : *A vendre une vieille femme pour faire de la poudre à canon!* — Tout le monde se moqua d'eux, et les polissons de la rue les chassèrent à coups de cailloux.

Cette fois ils se promirent d'en finir avec leur trompeur voisin et, de fait, ils allèrent tout droit chez Donald, qui déjeunait paisiblement, le saisi-

rent, le garrottèrent, puis le mirent dans un sac pour l'aller noyer dans une rivière à quelque distance. Tout en y allant, ils virent passer un lièvre, et comme ce lièvre courait sur trois jambes, ils pensèrent l'attraper facilement. Aussi posèrent-ils le sac sur la route, et les voilà partis à toute course.

En leur absence passa un conducteur de bestiaux, qui s'étonna beaucoup d'entendre Donald chanter à tue-tête dans son sac :—Pourquoi chantez-vous? lui demanda-t-il, votre position n'est pas si belle. — Pas si belle? répliqua Donald... Oh ho! vous n'y entendez rien, mon compère. Savez-vous que je vais au ciel de ce pas, et que là je serai quitte de tout ennui ? — Vraiment? dit le pasteur; en ce cas je voudrais bien être à votre place. Seriez-vous capable de me la céder? — Cela dépend du prix, répliqua Donald. — Eh bien! continua l'homme aux bêtes, je n'ai pas grand argent, mais voici vingt belles vaches que je vous donnerai si vous me laissez mettre là dedans. — C'est bien bon marché, dit Donald; mais enfin, dénouez le sac, et j'en sortirai. Ce qui avait été dit fut fait; le vacher entra dans le sac,—et Donald mena paître ses vaches.

Hudden et Dudden, ayant pris le lièvre, revinrent à leur victime, et, sans vérifier le contenu du sac, allèrent le jeter dans la rivière, où il enfonça immédiatement. Puis ils arrivèrent chez Donald. Ils pensaient s'y installer en maîtres, quand ils virent paisiblement assis dans son pré au milieu d'un troupeau superbe celui qui la veille n'avait pas seulement un méchant veau. —Donald, lui dirent-ils, quel est ce prodige ? Nous vous croyions noyé, puis vous voilà! — Hélas! répondit-il, peu s'en est fallu que ma noyade ne m'enrichît à jamais. Je n'ai manqué pour cela que d'un peu d'aide. Tout ce qu'on peut voir de troupeaux et d'or monnoyé, je l'ai vu dans la rivière, et personne pour le garder. Mais tout seul, que faire? Il a bien fallu me contenter des vaches que vous apercevez là; pour cette fois, du moins, car j'ai bien reconnu l'endroit, et je vous ferais gagner des mille et des cents si j'en avais envie. » Ce fut alors à qui des deux lui montrerait le plus d'amitié. Après s'être un brin laissé cajoler, Donald les conduisit vers un endroit où la rivière était très profonde, et prenant une pierre : — Regardez bien, leur dit-il, où elle tombe.—Et il la jeta tout au milieu du courant.— C'est là qu'il faut que l'un de vous se lance. S'il a besoin de secours, nous sommes là pour lui prêter la main. Hudden plonge à l'instant même, va toucher le fond, et revient, à demi mort, balbutier sur l'eau quelques paroles indistinctes, comme c'est l'usage de ceux qui se noient. — Qu'est-ce qu'il bredouille ? demanda aussitôt Hudden. — Ma foi, s'écria Donald, il demande du secours. Est-ce que vous ne l'entendez pas?.. Laissez, ajouta-t-il en prenant du champ comme pour sauter, laissez-moi faire et attendez-moi là! Je sais mieux la route que vous autres. — Mais Dudden, empressé de prendre les devans, se lança comme un fou dans le courant où il fut noyé bel et bien. Ainsi finirent Hudden et Dudden.

Nous pourrions vous faire assister, après cette histoire, à une espèce de fête irlandaise, le *pattern* de Croagh-Patrick; mais en recueillant nos souvenirs,

nous trouvons de tous points cette fête si semblable à une foire normande, que l'on pourrait révoquer en doute la nationalité de cette description. Voici qui, Dieu merci pour la France, est plus exclusivement irlandais. Dans un groupe d'enfans qui mendiaient au sortir de l'école, notre touriste choisit le plus déguenillé pour l'interroger. — Combien paies-tu au maître? un penny par semaine? — Oh! non, pas autant; quelque chose au bout de l'an. — Quelque chose? Que faut-il entendre par là! Un baril de farine? Une charge de pommes de terre ou quelque chose d'approchant? — Oui, répondit le petit garçon les yeux baissés, quelque chose d'approchant.

« Il avait trois frères, tous vivant chez leur mère, et du produit de son travail. Il n'avait pas d'ouvrage. Comment en aurait-il eu? personne n'en a. Sa mère a une cabane, sans le moindre bien; pas une perche de terre; pas une pomme de terre. Rien que sa cabane. Comment vivent-ils? La mère tricote des bas. Je lui demandai si elle en avait à vendre chez elle. L'enfant répondit que non. Et comment ils se tiraient d'affaire? — Comme nous pouvons, répondit-il encore. Nous lui donnâmes trois pence. Il les prit avec une joie navrante, et courut, en sautant, les porter à sa pauvre mère. Ciel miséricordieux! quelle histoire à s'entendre conter, presque gaiement, par un enfant qui n'en saisit même pas le côté douloureux, tant elle est simple et naturelle pour lui. Bien simple, en effet. C'est l'histoire de chacun et de chaque jour. »

Avec tout cela, une gaieté vraie, toujours prête à se répandre en vives saillies. Une mendiante demande quelque chose à un voyageur anglais de taille colossale. — Combien voulez-vous donc, ma bonne? dit le géant. — *Musha*, réplique la vieille avec un regard malin, j'ai reçu tout un shelling d'un gentleman *plus petit* que vous. L'Anglais se mit à rire et passa sans rien donner. Molière eût jeté sa bourse et dit : Merci.

En ouvrant le second volume, une vignette avait frappé nos yeux par sa disposition singulière. Elle représente une barque montée par quatre rameurs, et qui s'offre au spectateur dans une attitude perpendiculaire, très gênante sans doute pour les passagers qu'elle ballotte. Aussi se cramponnent-ils de leur mieux au banc de proue sur lequel ils sont à peu près assis. Le tout est intitulé : Bateau de plaisir à la chaussée du Géant. Il faut lire le passage qui sert de texte à cette charmante illustration, et les raisonnemens que Titmarsh se fait à lui-même, lorsque, tournoyant au gré des vagues, il se demande pourquoi diable il est dans cette barque, où le mal de mer commence à lui travailler l'estomac, et avec ces quatre rameurs extravagans... qu'il faudra payer, au bout du compte. Vient ensuite le guide, avec le jargon de ces sortes de compagnons.

« Chacune de ces baies, monsieur... (Prenez ma place, vous serez moins éclaboussé d'écume), chacune de ces baies a un nom qui la distingue. Voici Port-Noffer, et plus loin Port-na-Gange... Ce rocher est le Stookawns (chaque rocher a aussi son nom à lui), et là-bas... (Faites place, enfans... Hurrah!

nous voilà dessus! Vous a-t-elle mouillé, monsieur?...) Et là-bas c'est la caverne, qui s'enfonce à plus de cinq cents pieds sous terre, etc. »

On arrive enfin à la chaussée du Géant, après cent cinquante milles de route, accomplis tout exprès pour la voir; et la chaussée n'est qu'un misérable *pier* au prix duquel le marché au poisson (*hungerford market*) serait un majestueux monument. Ainsi en juge du moins le voyageur désappointé. Il est vrai que le mal de mer n'embellit rien, pas même, nous l'attesterions au besoin, ce qu'une jolie voyageuse laisse voir de son bas de soie (ou de coton) lorsqu'un zéphyr indiscret nous révèle la couleur de ses jarretières. A plus forte raison doit-on rester insensible, dans l'état d'apathie où il nous plonge, aux attraits de la plus belle chaussée du monde.

Veuillez remarquer, — cette remarque n'est peut-être pas inutile, — que nous allons le train d'un railway, dans un pays où pas un railway n'existe encore. Sans nous en douter, nous avons traversé les comtés du sud de l'Irlande, plus pauvres, moins industrieux, mais bien autrement poétiques, bien autrement intelligens que ceux du nord. Nous avons vu Cork, Limerick, Galway, Drogheda, si célèbre par les massacres de Cromwell, Belfast, le Liverpool irlandais, tout hérissé d'églises et de temples, de *meeting houses*, de *spinning mills*, d'écoles protestantes, de colléges catholiques, de journaux orangistes et de journaux *repealers*, et nous voici à Coleraine, où le voyageur enregistre comme une des beautés de l'endroit le bas prix du bœuf. Une livre de bœuf pour quatre *pence!* c'est bien autre chose que les piliers basaltiques de la fameuse chaussée dont nous parlions tout à l'heure.

Eh bien! Coleraine même, — ce pays où le bœuf est à si bon compte, — est déjà ouvert à la corruption politique. Sur deux cent cinquante électeurs, — Titmarsh obtint sans doute ces renseignemens en raison de sa tournure éligible, — cinquante tout au plus votent par conviction; les quatre autres cinquièmes sont assez éclectiques pour donner leurs voix à tout homme, whig ou tory, qui apporterait assez d'argent pour les payer. — « Béni soit Dieu, s'écrie le pieux touriste, puisqu'il met ainsi au niveau de Londres ces régions si sauvages en apparence! Je gagerais que dans la petite île de Raghery, — ce rocher si stérile et si désert, — on trouverait déjà l'étoffe d'un bourg pourri; loué soit Dieu, et louée la civilisation! »

Mais, direz-vous, quelle opinion représente Titmarsh? de quelles croyances, de quels préjugés est-il l'organe? Si vous voulez notre avis, Titmarsh, en homme d'esprit qu'il est, se représente lui-même, et peut-être, s'il fallait le classer à toute force, le rangerions-nous dans l'éternel parti des gens d'esprit, un peu mécontens de toute chose. Il n'aime point les catholiques, mais il n'aime guère les protestans. Il ne vénère point O'Connell, qu'il a vu trôner à une séance de la corporation de Dublin dans le ridicule costume de lord-maire, et dont il a fait une charge excellente à la page 309 du second volume; mais il tient en grand mépris les mauvaises parades que jouent le vice-roi d'Irlande et la prétendue aristocratie de Dublin, toute composées d'épiciers et de *barris-*

ters; noblesse de comptoir et de robe. Titmarsh reproche vertement au fameux collége catholique de Maynooth d'être l'institution la plus malpropre des trois royaumes, et propose de lui voter un subside en savon. Titmarsh se moque des beaux fils en uniforme qui traînent le sabre dans les villes d'Irlande, de ces beaux dragons raides et brillans, vernis depuis la pointe des cheveux jusqu'à la pointe des bottes. — Que veut donc Titmarsh, que demande Titmarsh, grand ennemi des universités anglaises et grand partisan des écoles d'agriculture?

Nous ne souffririons cette question que d'un provincial. Un Parisien doit comprendre un *Londoner*. Un *cockney* n'est point une énigme pour un badaud. Il y a dans toutes les capitales, et en grand nombre, de ces êtres heureusement organisés, qui trouveraient à dire au Père Éternel lui-même, et sont bien décidés à s'en aller de ce monde sans y avoir rien laissé de certain dont ils n'aient pu douter, rien de sérieux dont ils ne se soient un peu moqué, rien de ridicule qui n'ait été par eux pris un instant au grand tragique. Nous les appelons des êtres, mais c'est dire trop ou trop peu : ce sont des paradoxes vivans que ces railleurs superficiels. Ils croient pouvoir tout dominer parce qu'ils comprennent tout; ils ne reconnaissent de grand que ce qui échappe à la critique, autant vaut dire rien; ils abusent d'ailleurs du droit de juger blanc aujourd'hui et noir demain, toujours suivant l'inspiration de leur caprice irresponsable, et toujours avec cette raison du moment que l'esprit ne manque jamais à donner; bons camarades, au reste, convives charmans et toujours prêts à vous venger d'eux sur eux-mêmes, pour peu que vous ayez soif d'une si facile vengeance. Titmarsh plaisante la France en deux ou trois endroits. Il se moque de notre accueil empressé, mais vide, de notre *affectuosité* bavarde, mais banale et stérile, de bien des choses encore, et peut-être à bon droit. Cependant, comme Titmarsh est Français plus qu'à moitié, nous gagerions bien qu'il est tout prêt à nous faire ample réparation du mal qu'il a dit de nous. Quitte à recommencer le lendemain, si quelque bonne épigramme naît sous sa plume ou quelque bonne caricature sous son crayon.

En somme pourtant, et moyennant cette humeur particulière qui est justement le contraire d'un bienveillant éclectisme, moyennant cette faculté d'observation que ne dérange aucun parti pris, moyennant un sang froid parfait et une remarquable originalité de style, Titmarsh a écrit sur l'Irlande un des livres les plus agréables et les plus goûtés qui aient paru dans ces dernières années. Nons n'avons pu en donner qu'une idée fort incomplète; mais comment transvaser une si subtile *humour?* comment suivre un si agile voyageur? En effleurant notre sujet, c'est-à-dire son livre, nous lui rendons ce qu'il a fait pour le sien, c'est-à-dire l'Irlande; et nous nous déclarons très satisfaits si cette méthode nous a réussi comme à Titmarsh.

O. N.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 octobre 1843.

Les prévisions du parti constitutionnel se réalisent en Espagne. Les électeurs reconnaissent par leurs suffrages la légitimité du dernier mouvement et sanctionnent la déchéance d'Espartero. L'insurrection de Barcelone et de l'Aragon n'a point trouvé d'appui dans les populations ni de complices dans l'armée. C'est une poignée de factieux qui ont compté sur l'attitude passive du pays et la faiblesse des autorités provinciales. L'Espagne a enfin retrouvé quelques hommes d'action, quelques hommes habiles et énergiques; Narvaez à Madrid, Prim en Catalogne, ont sauvé la cause du parti constitutionnel et de la reine. Les cortès vont éteindre les dernières flammes d'un incendie qui ne trouve plus d'aliment. Une fois la reine reconnue majeure et investie du plein exercice de son autorité légale, l'insurrection n'a plus ni excuse ni prétexte. Les hommes égarés rentreront d'eux-mêmes dans le devoir; les chefs et les instigateurs de l'émeute chercheront leur salut dans la fuite, jusqu'au jour où une amnistie pourra, sans danger pour la chose publique, ramener tous les Espagnols dans leurs foyers.

Notre ambassadeur en Espagne, s'il est désigné, n'est pas encore nommé. M. Bresson est encore à Berlin et n'a pas remis ses lettres de rappel. Notre gouvernement attend probablement les premières délibérations des cortès et la proclamation solennelle de la majorité de la reine. Il sera, en effet, convenable que notre ambassadeur se rende à Madrid dès que la majorité de la reine aura été portée officiellement à la connaissance des gouvernemens étrangers.

C'est alors que s'accomplira le mouvement diplomatique qui amènera

M. le marquis de Dalmatie à Berlin et laissera la place de Turin vacante pour M. de Salvandy. M. de Dalmatie a honorablement terminé sa mission près de la cour de Sardaigne par un traité de commerce qui, sans établir entre les deux pays tous les rapports commerciaux qui devraient les unir, leur sera néanmoins fort utile. Sans doute ce n'est pas notre librairie qui peut en attendre un grand soulagement. Au-dessus des lois commerciales, existe en Piémont, comme dans presque tous les états italiens, une censure minutieuse, tracassière, inexorable; ajoutons, pour être vrais, une censure qui aggrave la maladie qu'elle a la prétention de prévenir, car c'est une idée étrange de croire que l'Italie puisse être, comme un nouveau Paraguay, mise à l'abri de toute invasion de la pensée, de ce poison dont le nom seul met en alarme toutes les polices de la péninsule. La censure n'arrête pas les poisons les plus subtils et les plus délétères; elle n'arrête que les livres, que les publications où se trouverait l'antidote. Ce ne sont pas les pauvretés dont la censure favorise l'impression qui peuvent neutraliser l'effet des doctrines perverses et subversives qui pénètrent toujours à travers les mailles des réseaux de la police. Ceux auxquels on défend la quantité et la variété recherchent avidement la qualité, c'est-à-dire tout ce qui paraît de plus incisif, de plus audacieux, de plus monstrueux. A-t-on jamais vendu sous le manteau que des choses horribles? Il est tel livre que nous n'avons jamais lu ni vu, dont personne ne s'occupe en France, et dont l'existence ne nous a été signalée que par des étrangers qui l'avaient lu et relu avec délices dans leurs pays de censure. On se demande, en vérité, qu'est-ce que la censure prétend empêcher? Qu'on n'apprenne qu'il est dans le monde des pays libres, des gouvernemens représentatifs, des institutions libérales? Qu'on ne fasse remarquer que rien de pareil n'existe en Italie, bien qu'à coup sûr les Italiens n'aient rien à envier en fait de lumières et de progrès aux Belges, aux Bavarois, aux Badois, aux Grecs? Qu'on ne démontre que, même toute idée de constitution à part, il est dans plus d'un état italien d'énormes abus à faire cesser, d'urgentes et décisives réformes à réaliser? Grand Dieu! qui ne sait tout cela? Est-ce là un secret pour quelqu'un, même en Italie? Croit-on que les Italiens l'ignorent, parce qu'il ne leur est pas permis de le crier tout haut? Imagine-t-on que tous les muets sont à la fois sourds et aveugles?

Parmi les dispositions de ce traité, il en est une dont on a exagéré l'importance : celle qui frappe le transit de la contrefaçon belge. Ce transit est en réalité très minime. Le grand débouché pour la Belgique en Italie, c'est Livourne : par là elle répand ses livres dans toute la péninsule et les envoie aux îles Ioniennes, en Grèce, à Smyrne, en Égypte, à Constantinople. Encore le midi de l'Europe n'entre-t-il que pour une médiocre part dans l'exploitation de la contrefaçon. C'est surtout le Nord, la Russie, le Danemark, la Hollande, l'Angleterre, puis les Amériques, le Brésil, qui alimentent les principaux comptoirs. Les journaux de Bruxelles se sont élevés contre le traité conclu avec la Sardaigne, moins parce qu'il attaque un grand intérêt

actuel que parce qu'ils y voient une menace pour l'avenir. En effet, si la prohibition établie en Sardaigne s'étendait sur les états que nous venons de nommer, la librairie belge pourrait se trouver aux abois, et c'est là le juste sujet de ses craintes. Bien des obstacles s'unissent malheureusement pour retarder le jour d'une transaction entre les puissances que séparent tant d'intérêts divers et de préoccupations politiques. Il n'en faut pas moins se féliciter qu'on ait introduit dans le traité sarde le principe qui atteint le transit de la contrefaçon belge.

Au surplus, le traité qu'on vient de signer avec la Sardaigne est peut-être digne d'attention plus encore sous le rapport politique que sous le rapport commercial. On peut y voir le signe, l'annonce d'une politique nouvelle, d'une politique conforme à l'esprit de notre temps et à la situation des diverses puissances. L'Italie ne renferme, à vrai dire, que trois états importans, et dont l'indépendance puisse être réelle, le royaume des Deux-Siciles, le royaume de Sardaigne, les états du pape; tout le reste est sous la domination ou sous l'influence directe de l'Autriche. Toutes les fois qu'un petit état fait acte d'indépendance, toutes les fois même qu'il ne cède à un ascendant irrésistible qu'avec mesure et dignité, il a d'autant plus droit à nos éloges que sa situation est plus difficile. Mais, après tout, peut-on croire que les princes qui règnent à Parme, à Modène, à Florence, rompront avec leurs traditions, leurs habitudes, leurs affections personnelles, leurs sentimens de famille? Les causes de déférence et d'adhésion vis-à-vis de l'Autriche n'existent pas à Rome, à Naples, à Turin. Il n'est pas moins vrai qu'à partir de 1815 jusqu'à ces derniers temps, l'influence de l'Autriche sur ces trois cours était incontestable et presque sans bornes. Il n'y avait rien là d'étonnant. C'était une conséquence prévue de la position que les évènemens et le congrès de Vienne avaient faite à l'Autriche. Les princes rétablis n'étaient remontés sur le trône qu'en tremblant : ils avaient peur de tout; ils regardaient les nations comme des volcans, et toute idée libérale comme un feu souterrain pouvant à chaque instant amener l'explosion. De crainte de se tromper et de tomber dans un piége, ils qualifiaient d'idée libérale, révolutionnaire, abominable, toute mesure un peu nouvelle, toute garantie d'une bonne et sage administration. L Autriche n'avait garde de les rassurer. Leurs terreurs faisaient sa force; c'est d'elle qu'ils attendaient aide et protection. Seulement elle s'appliquait alors, par une politique dont elle n'aurait pas dû se départir, à gouverner ses provinces italiennes avec une modération et une habileté qui rendaient plus frappantes les erreurs et les sévérités des administrations sarde et pontificale. Les commotions politiques de 1820 et 1821 modifièrent profondément cet état de choses. L'Autriche octroya aux gouvernemens absolus de la péninsule italienne une protection active, armée, qui ressemblait fort à un acte de suzeraineté. Jusque-là elle ne faisait que jouer son rôle; elle le jouait habilement. On lui avait abandonné l'Italie; elle en faisait à son gré. Il lui importait de prouver qu'en Italie tout se pouvait avec elle, et que rien n'était pos-

sible sans elle. L'abaissement des gouvernemens locaux rehaussait dans l'opinion des peuples la puissance autrichienne. Les hommes du Midi, avec leur vive imagination et leur amour des choses sensibles, résistent difficilement aux prestiges de la puissance, si elle sait se donner les apparences de la générosité et de la grandeur. L'Autriche pouvait préparer de grandes choses; rien ne lui était plus facile : elle n'en fit rien. Sous les inspirations personnelles d'un monarque dont l'histoire dira un jour combien le cœur était dur, l'ame sans élévation et l'esprit étroit, l'administration autrichienne en Italie devint à son tour tracassière et violente. On vit un prince dont la bonhomie bourgeoise n'était sincère que pour ceux, peuples et individus, qui se prosternaient devant tous ses préjugés, se faire le geôlier impitoyable de l'élite de ses sujets. Les gouvernemens italiens gagnèrent ce jour-là leur procès. Tout le monde comprit en effet qu'il n'y avait rien à espérer de l'étranger, pas même une douce servitude, et qu'il fallait du moins pouvoir se consoler de l'absence de liberté par l'indépendance de son pays. Ajoutons, pour être justes, que d'ailleurs l'esprit de réforme a pénétré dans les administrations italiennes, en particulier à Naples, en Toscane, en Piémont. Le gouvernement pontifical est le seul qui n'ait pas suivi le mouvement général. Rome n'a pas su appliquer au gouvernement temporel cette habileté, cet esprit d'observation, cette prudence que nul ne lui refuse dans le gouvernement des choses de l'église. C'est là sans doute une des causes des troubles qui agitent incessamment les états du pape.

L'influence des évènemens de 1815 et de 1821 commençait à s'affaiblir. Les gouvernemens italiens éprouvaient quelques velléités d'indépendance. Si l'Autriche n'avait pas perdu de terrain, il est sûr du moins qu'elle n'en avait point gagné. Quinze ans s'étaient écoulés sans profit pour elle, lorsque le tocsin de la révolution de juillet serra de nouveau autour de l'Autriche tous les gouvernemens de l'Italie. Au-delà des Alpes et au-delà du Rhin, la haute police ne cherchait qu'à réveiller les anciennes méfiances contre la France, qu'on représentait comme voulant, à tout prix et sous tous les rapports, recommencer l'ère de 1792. On aura peine à croire un jour que ce ridicule épouvantail ait pu, pendant quelques années, servir de moyen efficace dans les combinaisons de la politique européenne. Aujourd'hui, sauf quelques incorrigibles badauds, tout le monde sait et reconnaît que la France n'a nulle envie de guerre et de conquête; que, loin de songer à aucune agression, elle ne s'est occupée que de rendre impossible toute agression contre elle-même. Qu'on juge la politique française comme on voudra, nul ne peut nier qu'elle ne soit essentiellement pacifique, éloignée de tout empiétement, de toute violence, et toujours convaincue que l'habileté, l'équité et la patience peuvent résoudre par les voies de la paix les questions même les plus ardues et les plus compliquées. Les faits ont abondamment prouvé que ce ne sont pas là dans la bouche du gouvernement français de vaines paroles. Il a bien montré que rien ne pouvait le détourner des voies pacifiques, ni les tentations les plus irritantes ou les plus séduisantes, ni les plus amères critiques,

A la lumière de ces faits se dissipe cette ténébreuse politique de craintes, de méfiances et de rancunes dont on avait, je dirais presque enveloppé les cabinets allemands et italiens après la révolution de 1830. Les princes de ces états retrouvent aujourd'hui leur liberté d'esprit. Le vasselage vis-à-vis de l'Autriche pouvait leur être bon lorsqu'ils redoutaient les attaques de la France. *Primo vivere.* Aujourd'hui que ce vasselage ne serait qu'un abaissement sans but, nous sommes convaincus qu'ils songent à leur émancipation, et nous aimons à penser que le traité que nous venons de conclure avec la Sardaigne en est un symptôme. Ils peuvent aujourd'hui s'élever de la politique autrichienne à la politique européenne; car il ne s'agit pas de changer de maître, de transporter à l'Angleterre et à la France l'influence qu'exerçait l'Autriche : ce qui leur importe, c'est d'être eux-mêmes, d'avoir leur libre action, de pouvoir sans crainte se décider dans chaque question, conformément aux intérêts de leur pays. Cette politique sera aussi nouvelle qu'elle est équitable et digne. Le gouvernement autrichien ne pourra point ne pas s'y résigner. Les populations italiennes s'attacheront d'autant plus à leurs gouvernemens, qu'elles les verront affranchis de l'étranger. Qu'on se persuade une fois qu'on ne peut aujourd'hui refuser impunément toute satisfaction aux sentimens moraux des peuples qu'on gouverne. Si on leur refuse la liberté, qu'on leur permette du moins de penser qu'ils obéissent à un gouvernement indépendant et digne.

La grande affaire des soufres de Sicile vient d'avoir un dénouement peu en rapport avec le bruit qu'elle a fait dans le monde. Les réclamations des négocians anglais qui se prétendaient lésés par l'établissement du monopole ont été examinées par un comité spécial, et l'indemnité qui leur était due a été fixée à cent trente mille ducats napolitains. C'est pour cette modique somme qu'on a failli allumer la guerre entre l'Angleterre et le royaume de Naples. Les négocians anglais n'ont pas borné là le calcul des bénéfices qu'ils espéraient tirer de cette affaire. Ils ont demandé que l'intérêt de leurs cent trente mille ducats fût fixé à six pour cent, prétendant qu'ils n'en seraient payés que dans plusieurs années. Le chevalier Ferri, ministre des finances du roi de Naples, leur a répondu en donnant l'ordre au chef du trésor de payer immédiatement la somme totale. Aussi le *Times* disait-il récemment que les Anglais qui ont eu affaire au gouvernement napolitain n'ont à se plaindre que d'avoir été payés trop tôt. Déjà ce même ministre avait donné, dans cette même affaire des soufres, un exemple plus frappant du bon état des finances napolitaines. La compagnie Taix, à laquelle a été allouée une somme de trois millions de ducats, insistait aussi pour que l'intérêt lui fût payé à six pour cent. Le chevalier Ferri a mieux aimé payer comptant ces trois millions de ducats, moitié la première année, moitié la seconde. De tels faits font honneur à l'administration du chevalier Ferri et au bon ordre que le roi Ferdinand a introduit dans les finances de son royaume.

L'Angleterre vient d'accomplir son œuvre avec la Chine, et cette œuvre est une grande chose. Voilà donc un immense empire, un marché de trois à quatre cents millions d'hommes ouvert sous des conditions très équitables au

commerce et à l'industrie de l'Europe. Si le génie fiscal, et, ce qui est mille fois plus absurde et plus malfaisant, le système prohibitif, ne viennent pas rendre illusoires les succès de la politique, il peut y avoir là comme la découverte d'un nouveau monde pour l'Europe. Ajoutez que les Chinois ne sont pas des sauvages. Ils sont déjà des producteurs, aidés dans leurs travaux par un climat qui les met à même de produire ce que l'Europe ne produit pas; mais aussi il importe de ne pas oublier que les travailleurs ne manquent pas à la Chine, et que, si la race mongole rencontre plus vite que la race caucasienne les bornes de sa puissance d'invention, elle est en revanche douée d'un rare talent d'imitation, d'une patience et d'une persévérance à toute épreuve. En lui inspirant le goût des choses européennes sans lui offrir les moyens de se les procurer par l'échange de ses propres denrées, on ne ferait qu'encourager en Chine l'imitation de nos produits. Nous aimons à croire que la légation française ne tardera pas à mettre à la voile.

Les nouvelles d'Afrique sont depuis long-temps rassurantes. D'un côté, Abd-el-Kader est hors d'état, en ce moment du moins, de rien entreprendre de grave contre notre domination dans le pays; de l'autre, l'œuvre de la colonisation, sans avoir atteint le point auquel on aurait pu la conduire, a cependant fait quelques pas, et laisse concevoir aujourd'hui d'assez brillantes espérances. On entre enfin avec quelque résolution dans le système dont nous n'avons cessé de demander l'application. Il n'y a pas de *mezzo termine* en Algérie : ou abandonner un territoire dont on ne saurait que faire, ou le coloniser. Le système d'une guerre qui absorbe des sommes énormes et retient sur le rivage africain une partie si importante de notre armée, ne peut être que temporaire, passager. Le prolonger indéfiniment serait une folie. Une vaste et forte colonisation peut seule nous permettre de limiter nos sacrifices annuels sans compromettre la dignité de la France et la sûreté de nos possessions.

A l'intérieur, rien de nouveau, tout est calme; le calme vient souvent de la santé, souvent aussi il y conduit : comme cause ou comme effet, il faut donc toujours s'en féliciter. Le calme ne nuit qu'aux journaux. C'est une rude besogne que d'avoir à émouvoir un public qni n'est plus émouvable :

Et la rame inutile
Fatigue vainement une mer immobile.

Dans ces momens de tranquillité stagnante, il n'y a de ressource pour la curiosité publique que dans les petites querelles qui ne manquent jamais de s'élever entre les partis ou entre les hommes. Lorsque rien ne préoccupe vivement la pensée publique, on dirait qu'il y a des hommes empressés à saisir ce moment de trève pour se montrer, espérant que le public alors aura le temps de s'occuper d'eux, faute de mieux. Pendant le spectacle, ils se taisent et ils font bien; l'entr'acte venu, ils vont se poser au foyer, et ils y

jouent je ne sais combien de petites pièces, mais il faut à ces petites pièces leur auditoire particulier : elles plaisent peu au vrai public.

Voulez-vous aujourd'hui vous mettre au régime des petites villes? Oh! alors vous n'aurez que l'embarras du choix. Les petites querelles abondent, les débats minutieux pleuvent de tous côtés; on se dispute à droite, à gauche, au milieu, partout. Querelle entre les journaux légitimistes et républicains, et question de savoir si, en 1815, à Grenoble, M. de Genoude a cassé son sabre contre la baïonnette d'un de nos soldats; à quoi M. de Genoude répond qu'en 1818 il priait pour détourner l'invasion étrangère loin du sol français. A Dieu ne plaise que nous voulions entrer dans cette querelle! M. de Genoude nous écrirait quelque longue lettre; nous dirons seulement que, pour notre compte, nous savons gré aux journaux républicains de n'avoir pas pu supporter plus long-temps les équivoques et les réticences que contenait leur prétendue union avec les légitimistes. Il faut pour unir deux partis opposés, il faut mieux que les finesses de quelques intrigans, il faut même plus que l'estime réciproque que peuvent avoir les uns pour les autres les honnêtes gens des deux partis, il faut un but commun; or, les uns ont pour but la république et les autres Henri V. L'accord réel est donc impossible, et, quant à singer l'amour et l'amitié, cela ne peut convenir qu'à ceux qui se sont habitués à porter un masque. Tel n'est pas le parti républicain : il vise à une chimère et à un malheur; mais il y vise franchement.

Nous avons parlé d'Henri V. Le duc de Bordeaux a été passer quelques jours à Berlin; il est en ce moment en Angleterre. Il a été et il sera partout reçu en prince, nulle part en prétendant. Nous ne savons pas si le duc de Bordeaux a de l'ambition; nous sommes plutôt disposés à croire qu'il a du bon sens, et les voyages qu'il a déjà faits, ceux qu'il fait en ce moment ont dû singulièrement l'éclairer sur sa situation. Il ne voyage pas au hasard; il a soin de faire savoir où il veut aller, afin de pressentir l'accueil qu'il recevra. Il a dû remarquer que personne aujourd'hui n'était embarrassé de le recevoir, parce que personne ne songe à le recevoir comme un prétendant. Il n'y a à cet égard dans les princes dont il visite les états aucun doute, aucune irrésolution. Fort décidés à vivre en bonne intelligence avec la France et à tenir le roi Louis-Philippe pour très légitime roi des Français, ils reçoivent le duc de Bordeaux de manière à bien lui montrer que leur décision est prise. Ils rendent à l'homme et à son rang tout ce qu'ils lui doivent; mais ils n'accordent rien à ses prétentions, s'il en a. Enfin, ce qui doit achever d'éclairer le duc de Bordeaux sur sa fortune, c'est que le seul prince qui, sans avoir rompu avec la France, passe pour avoir peu d'affection pour la monarchie de juillet, l'empereur de Russie, est le seul que le duc de Bordeaux n'a jamais pu rencontrer, quoiqu'il l'ait désiré, dit-on, le seul aussi dont il n'ait pas encore visité les états, et nous concevons la réserve de l'empereur de Russie. Il ne veut pas recevoir le duc de Bordeaux comme prétendant : ce serait se séparer de l'Europe; il ne veut pas non plus le recevoir seulement

comme prince, ce qui serait accepter d'une manière personnelle l'état de choses établi en France; il aime mieux l'éviter.

Quoiqu'il s'agisse de princes, tous ces manéges, plus ingénieux que grands, n'ont rien qui puisse intéresser vivement le public. Nous ne trouvons pas non plus que la mauvaise humeur que quelques journaux allemands ont montrée du voyage que la reine d'Angleterre a fait à Eu soit bien noble et bien digne. La reine Victoria aurait bien fait, disent ces journaux, de se souvenir de la visite que le roi de Prusse lui a faite à Londres, au moment du baptême du prince de Galles, et elle aurait dû rendre à Berlin la visite reçue, avant d'en faire une à Eu. On espère même que, l'année prochaine, la reine viendra, sur son beau yacht, jusqu'à Cologne rendre hommage au Rhin allemand, et que là elle sera reçue sur la terre prussienne par le roi de Prusse. Les choses qui touchent aux souverains ont aussi, comme on le voit, quelque arrière-goût de commérage. C'est l'effet de la saison. Tout le monde est en villégiature, et les médisances de châteaux remplacent les débats des chambres.

Pour nous faire prendre patience sans doute jusqu'à l'ouverture des débats parlementaires, nous avons les séances du conseil municipal d'Angers. Là, on joue à qui mieux mieux au gouvernement représentatif. Le conseil municipal refuse au maire son concours, comme la chambre des députés de 1830 refusait son concours au ministère nommé par Charles X, et un légitimiste, M. Freslon, membre de ce conseil municipal, trouve que cela se ressemble si bien, qu'il triomphe de cette revanche que le conseil municipal d'Angers, en 1843, prend sur la chambre libérale de 1830, la battant par ses propres armes et la convainquant par ses propres argumens. Nous espérons que cette terrible expiation imposée à la révolution de juillet vaudra au moins à cette révolution le pardon de M. Freslon. Elle n'y peut pas gagner moins.

Nous devons parler plus sérieusement, non plus des querelles qui s'élèvent entre le clergé et l'université (la question a fait un pas), mais des querelles ou des dissentimens qui s'élèvent entre les membres du clergé. M. l'archevêque de Paris avait, comme on sait, blâmé et désavoué le pamphlet intitulé : *le Monopole universitaire*. Ce blâme et ce désavœu ont excité la bile de M. l'évêque de Chartres, qui a fait fort aigrement la leçon à M. l'archevêque de Paris, lui reprochant de prendre des airs de chef et de patriarche.

Nous avons pu croire pendant quelque temps qu'il n'y avait que la queue du parti ecclésiastique qui prenait fait et cause pour ce triste pamphlet; mais voici M. l'évêque de Chartres qui l'érige en évangile de vérité : où en sommes-nous? Et ce qui nous frappe en tout ceci, ce n'est pas seulement l'incurable aveuglement des exaltés du parti ecclésiastique; ce qui nous frappe surtout, nous le disons avec une profonde tristesse, c'est que le clergé devient un parti. Il en prend les déplorables allures, nous voulons dire, l'esprit d'indiscipline et de discussion, la domination des exaltés, l'ascendant de la queue sur la tête et de la passion fanatique sur le zèle prudent et mo-

déré. Il change son admirable hiérarchie, qui faisait sa force, contre l'organisation violente et tumultueuse des partis. Hélas! le clergé se vantait d'avoir conquis l'esprit du siècle; nous craignons bien plutôt que ce ne soit l'esprit du siècle qui ait conquis le clergé, et nous ne nous en félicitons pas, car, en faisant cette conquête, le siècle a perdu un des remèdes qui lui étaient préparés : le malade a donné son mal au médecin qui devait le guérir. Il y avait en effet, nous l'avons cru pendant dix ans, il y avait un corps en France, un corps autre que l'armée, qui gardait le secret de l'obéissance hiérarchique, secret perdu partout ailleurs. Le clergé avait le dépôt de la discipline morale, comme l'armée a celui de la discipline matérielle. Plaise à Dieu que le clergé n'ait pas encore dissipé ce dépôt sacré ! Plaise à Dieu qu'il puisse encore se retirer des piéges où il s'est venu prendre ! Voici des évêques qui se blâment et qui se désavouent; voici un prêtre de la congrégation de Saint-Joseph qui se met à la tête de je ne sais quelle entreprise d'éducation sans avoir consulté son supérieur, et que son supérieur est forcé aussi de désavouer. Ce sont là des symptômes dangereux. L'orgueil individuel, l'esprit de secte ne peut tendre à se substituer au principe de la hiérarchie catholique. Il y a des gens qui appellent cela une régénération; nous y voyons une métamorphose, et c'est le sort de toutes les métamorphoses de faire toujours perdre quelque chose au métamorphosé. Nous savons quel clergé nous avions ; nous craignons de savoir déjà quel clergé nous aurons quand il sera changé en un parti.

Il paraît que nos chambres ne seront convoquées que vers la fin de décembre. On commence cependant déjà à se demander quels pourront être les gros évènemens de la session, ce qu'elle produira pour les partis, pour le ministère, pour le pays. Des pronostics faits trois mois à l'avance sont, à vrai dire, une trop grande témérité. Le courage nous manque pour nous aventurer ainsi. A cette heure, la question de la liberté de l'enseignement est la seule question importante qu'on aperçoive surgir à notre horizon politique. Or, sur cette question, si le débat s'ouvrait dans ce moment, il y aurait une mêlée probablement bizarre, une confusion inextricable. En sera-t-il autrement dans trois ou quatre mois ? La réponse dépend, en partie du moins, du projet que M. le ministre de l'instruction publique élabore en ce moment. Sans doute, quoi qu'il propose, il ne donnera jamais pleine satisfaction à ces opinions extrêmes qui ne servent, dans tous les débats d'un gouvernement régulier, qu'à donner du relief aux opinions sensées et praticables; mais il y aura beaucoup d'hommes, de toutes les nuances d'opinion, qui, dans une question si délicate et qui touche de si près à l'avenir de nos enfans, aux devoirs les plus sacrés du père de famille, oublieront complètement, et nous le disons à leur honneur, les querelles et les intérêts de parti, pour chercher de bonne foi la solution la plus propre à garantir les droits de l'état, et l'avenir moral et politique de la jeunesse française. C'est à ces hommes que s'adressera, nous en sommes certains, le projet de M. Villemain. Nous comp-

tons sur sa longue expérience et sur sa profonde connaissance des choses de l'enseignement. Il ne s'agit pas de gagner une bataille, mais de concilier en homme grave et consciencieux de grands intérêts, des forces sociales qui devraient toujours s'entr'aider et ne jamais se combattre.

A mesure que la France agrandit la sphère de son activité commerciale, elle se met dans la nécessité d'augmenter ses forces maritimes. Fonder des établissemens coloniaux, ouvrir des marchés extérieurs sans proportionner la puissance navale d'un pays au développement de ses spéculations lointaines, ce serait une déplorable contradiction. Notre ministère de la marine doit donc, par la force des choses, devenir une de nos administrations les plus considérables et les plus actives. Les mesures qui ont signalé l'avénement du nouveau ministre nous font espérer que M. de Mackau ne faiblira pas sous la responsabilité qu'il accepte. Ce serait peu que la connaissance exacte de la spécialité qui a dignement occupé sa vie, si elle n'était éclairée par une expérience générale des hommes et des affaires de son temps. M. de Mackau sait qu'une légitime défiance accueille aujourd'hui ces grands programmes de réformes dont le premier effet est d'imposer au budget un surcroît de charges, et qui n'aboutissent trop souvent qu'à la création d'un service nouveau en faveur de quelques protégés. Les améliorations qu'il annonce dans sa circulaire du 9 octobre, adressée aux préfets maritimes, sont de celles qui, pour être réalisées, n'exigent que de l'énergie et de la vigilance. A une époque où l'on est trop porté à s'exagérer la puissance de l'argent, il faut applaudir à cette neuve et féconde parole de M. de Mackau : « L'économie est une puissance. »

Malgré la réserve qui distingue le rapport adressé au roi en date du 9 septembre, sur l'état financier du département de la marine, le simple énoncé des faits trahit une situation assez embarrassée. Les dépenses, qui depuis long-temps excèdent les prévisions du budget, ont constitué un déficit permanent auquel on a remédié jusqu'ici en amoindrissant les approvisionnemens qui devraient exister dans les magasins. L'effectif des bâtimens en service ou en disponibilité a été constamment au-dessus du nombre que les chambres ont pris pour base de leurs allocations. Par exemple, en 1843, au lieu de 164 bâtimens armés ou désarmés, dont mention est faite au budget, nous en avons 207, dont 192 armés; l'excédant de dépenses occasionné par ce surcroît d'armement est évalué, pour la présente année, à 5,600,000 francs. La construction des paquebots transatlantiques, les frais de premier établissement pour l'organisation de ce service, dépassent de plusieurs millions les sommes accordées à cet effet par les chambres. Les rapports qu'il s'agit d'établir avec la Chine, la protection des intérêts français au Sénégal, ont également nécessité des dépenses exceptionnelles. En somme, au dernier renouvellement du ministère, le déficit avoué était de 13,163,000 francs. Or, M. de Mackau déclare, dans son rapport au roi, qu'on ne doit, en aucun cas, essayer de rétablir l'équilibre en affaiblissant notre état maritime, en désorganisant

les escadres; il met un terme à ces anticipations sur les approvisionnemens qui finiraient par épuiser les réserves de nos magasins; il fait face aux besoins urgens au moyen d'un crédit extraordinaire dont l'emploi devra être contrôlé à la première session, crédit affecté à l'établissement définitif des services transatlantiques, à l'expédition en Chine, à la station du Sénégal. Quant au surplus du déficit, espérons qu'il sera atténué avec le temps par ces modestes réformes qui tendent à utiliser toutes les ressources, à prévenir les abus dans le service personnel et le gaspillage dans l'administration. La condamnation des bâtimens trop détériorés pour être refondus avec avantage, la démolition de ceux qui sont laissés à flot, quoique depuis long-temps condamnés, le remplacement des magasins flottans par des magasins à terre, plus sûrs et moins dispendieux, la réduction des bâtimens affectés au service intérieur des ports, sont assurément des mesures de bonne économie. C'est encore une heureuse idée que celle d'employer autant que possible les navires de commerce aux communications et aux transports de l'état : ce serait du même coup fournir du travail à notre marine marchande, trop souvent désœuvrée, et bénéficier sur la suppression d'un grand nombre de ces bâtimens de charge dont l'utilité est loin d'être en rapport avec les frais qu'ils occasionnent.

Il va bientôt devenir urgent de remplacer les matériaux employés par anticipation, comme nous l'avons dit, pour remédier à l'insuffisance des fonds alloués par les chambres. La décroissance des approvisionnemens en bois de construction, signalée depuis plusieurs années par les commissions du budget, est alarmante. En 1820, avec une marine moins considérable qu'aujourd'hui, il existait dans les arsenaux 168,000 stères de bois de construction; maintenant les inventaires n'en accusent plus que 111,111, et on assure que le quart, le tiers peut-être de cette réserve, est de mauvaise qualité, et impropre à l'usage auquel on la destine. La construction des bateaux à vapeur devant augmenter encore la consommation de ces matériaux, il faudrait moins de dix ans, si l'on n'y prenait garde, pour épuiser nos approvisionnemens. Cette pénurie, en cas de guerre, mettrait notre marine dans l'impuissance de réparer ses pertes; elle nous livrerait à la discrétion des négocians étrangers, ou, ce qui est pis encore, à la merci de ces agioteurs qui ne sont d'aucun pays. Le nouveau ministre de la marine a sondé le mal pour en préparer le remède; il médite, assure-t-on, un ensemble de mesures qui doivent relever, sur un pied respectable, notre approvisionnement de prévoyance. Il y aura lieu alors de rechercher si le mode actuel d'adjudications et de fournitures n'entraîne pas de graves abus. Nous nous promettons de revenir avec détails, lorsqu'il en sera temps, sur toutes les tentatives qui seront faites par M. de Mackau au profit de notre puissance maritime. Le premier devoir de la publicité n'est-il pas d'appeler l'attention sur les actes des hommes d'état bien intentionnés, afin qu'ils puisent, au besoin, les forces qui leur seraient nécessaires, dans la sympathie de ceux qui ont à cœur les intérêts du pays?

LE PARTI RUSSE EN GRÈCE.

La courte révolution qui vient de s'accomplir en Grèce mérite une attention plus sérieuse que celle qu'on paraît disposé à lui accorder. On semble généralement la considérer comme terminée; il se pourrait bien qu'elle ne fût que commencée, et, comme les conséquences qu'elle produira seront peut-être de nature à amener de graves complications dans les relations des puissances européennes, il ne saurait être sans intérêt de rechercher les causes qui l'ont provoquée.

On soupçonne généralement que le gouvernement russe est loin d'avoir été étranger à ces évènemens. Sans vouloir chercher le dessous des cartes, ce qui est toujours un travail très problématique, il suffit d'avoir recours aux faits et aux documens écrits pour voir que les procédés acerbes de la cour de Saint-Pétersbourg ont certainement contribué à compléter la déconsidération du gouvernement du roi Othon, et à précipiter le mouvement du 3 (14) septembre. Ainsi c'est le cabinet russe qui le premier a signalé publiquement et officiellement à l'Europe le gouvernement grec comme un débiteur insolvable. Au commencement de cette année, le ministre russe remit au ministre des affaires étrangères de Grèce une note conçue dans les termes les plus durs, et dans laquelle il était dit que les trois puissances protectrices allaient prendre les mesures nécessaires pour s'assurer le paiement des intérêts de l'emprunt. Le gouvernement grec répondit en demandant de nouveaux délais, et en déclarant l'impossibilité absolue où il se trouvait de satisfaire à ses engagemens.

A cet appel pressant, presque désespéré, le gouvernement français répondit seul d'une manière bienveillante. Le gouvernement grec avait payé jusqu'en 1838 les intérêts de l'emprunt de 60 millions; en 1838, la France avait changé le mode de paiement; elle avait payé de ses propres fonds les intérêts, en comptant pour débiteur direct le gouvernement grec. La France seule avait agi ainsi; c'était un témoignage de bienveillance envers la Grèce, c'était aussi un moyen d'action que nous conservions sur ce royaume. Nous y perdions de l'argent, mais nous pouvions y gagner de l'influence. Cette protection fut continuée à la Grèce, et on peut se rappeler qu'au mois de juillet dernier, le gouvernement vint demander aux chambres un crédit de 527,000 francs pour pourvoir, à défaut du gouvernement de la Grèce, au semestre échu des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt. Néanmoins, comme les désordres de l'administration des finances grecques menaçaient de se perpétuer, et comme une plus longue tolérance eût été une duperie, le gouvernement français, tout en se résignant encore à payer, se joignit aux deux autres puissances pour imposer au gouvernement du roi Othon l'adoption de réformes indispensables.

On ne peut se dissimuler que de la manière dont les finances de la Grèce étaient administrées, la garantie des trois puissances était singulièrement compromise. Il est vrai qu'ayant voulu créer un royaume, elles n'avaient pu se dispenser de lui prêter une dot pour s'établir, mais il était bien naturel qu'elles prissent leurs précautions pour pouvoir plus tard rentrer dans leurs fonds. Aussi, par l'article 6 du traité de 1832, il avait été stipulé que la Grèce appliquerait au paiement des intérêts et à l'amortissement de l'emprunt les premières recettes de l'état. Au lieu de cela, que fit le gouvernement grec? Il paya l'intérêt d'une portion de l'emprunt avec une portion nouvelle de l'emprunt même, et arriva ainsi à une complète insolvabilité.

Et cependant, le nouveau royaume prospérait, ses ressources augmentaient, et ses recettes étaient en progrès. D'où provenait donc cette dilapidation qui le réduisait à de pareilles extrémités? Des vices de l'administration, et des abus de l'invasion bavaroise. Le fils du roi de Bavière avait été choisi par les trois puissances protectrices, ou du moins par la France et l'Angleterre, pour deux raisons, d'abord, parce qu'il vivait sous un gouvernement constitutionnel, et qu'il devait être ainsi mieux préparé qu'un autre à l'exercice des institutions parlementaires, et, en second lieu, parce qu'il était très jeune, et devait avoir plus de facilités pour se façonner aux mœurs de sa nouvelle patrie que n'en aurait eu un prince déjà formé. Malheureusement, le roi Othon ne paraît avoir, jusqu'à présent, justifié ni l'une ni l'autre de ces espérances. D'un côté, la Grèce n'a pas été dotée des institutions libres qui lui avaient été solennellement promises; de l'autre, le roi, ou du moins son gouvernement, ne s'est pas nationalisé, et il est resté bavarois au milieu de la Grèce. C'est cette transplantation d'une colonie allemande à Athènes qui a été la plaie du jeune royaume. Sauf les douze millions consacrés à l'indemnité turque, le reste de l'emprunt fut presque entièrement absorbé par le bagage germanique du roi Othon. Seize millions furent dépensés pour le transport, l'entretien, et le renvoi de l'armée bavaroise qui occupa le pays pendant quatre ans. La Grèce paya pour avoir des Allemands, elle paya encore pour ne plus en avoir. Ce n'est pas tout; le roi Othon, se méprenant un peu sur la portée de son royaume nouveau-né, mit son petit ménage royal sur le pied d'une grande maison. Il importa à Athènes une administration toute faite, à compartimens, sur le modèle occidental, à peu près comme ces maisons à plusieurs étages, qui se démontent à volonté, et qu'on transporte maintenant dans les colonies. Il se donna une cour sur la proportion de celle des anciens empereurs byzantins, et des sommes énormes passèrent en traitemens de fonctionnaires inutiles. La bureaucratie, ce produit de la centralisation, s'abattit avec tous ses apanages sur un pays dont toute la vie administrative était dans les municipalités, et le papier timbré s'étendit comme un crêpe sur toute la surface du sol.

Ce fut ce défaut d'assimilation qui indisposa surtout les Grecs contre leur gouvernement. Depuis le moment où ils ont été constitués en peuple libre,

ils n'ont pas eu une seule administration véritablement *autochtone*. Les partis eux-mêmes n'avaient que des dénominations étrangères; il y avait le parti français, le parti anglais, le parti russe; il n'y avait pas le parti grec. C'est la fatalité des puissances secondaires; elles subissent toujours forcément une tutelle. Avec la régence de M. Capo-d'Istrias, ce fut le parti russe qui domina; avec le général Coletti, ce fut le parti français qui triompha; avec M. d'Armansperg, le parti anglais. Ce n'est point qu'il faille déprécier la dette de reconnaissance que la Grèce a contractée envers les trois puissances protectrices. C'est, après tout, à leur intervention autant qu'à ses propres efforts, qu'elle dut son émancipation; on se souvient que, lorsque l'Europe mit fin à la guerre de Grèce, les Turcs avaient résolu de transporter la population entière en Afrique pour l'y vendre comme esclave. Mais les trois puissances n'avaient sans doute pas entendu que la Grèce payât son indépendance du prix de ses libertés, et, en lui donnant une monarchie héréditaire, elles lui avaient aussi solennellement promis une monarchie constitutionnelle.

L'introduction du système représentatif en Grèce n'y eût point été une importation exotique comme celle d'une cour allemande. Le pays en avait tous les élémens dans ses institutions et ses franchises municipales, qui n'avaient pas cessé d'être en vigueur, même sous le régime absolu des pachas turcs. Ce n'est pas sans raison que, sous ce rapport, on a comparé la Grèce à l'Espagne. Toutes deux, sous la forme de gouvernement la plus tyrannique, conservaient une très grande part d'indépendance locale. Le village grec était, financièrement et judiciairement, sous l'autorité de ses notables, qui levaient les tributs et jugeaient les contestations à peu près comme les alcades et les ayuntamientos en Espagne. Ce fut à ces institutions que les deux peuples durent de pouvoir traverser des siècles de gouvernement absolu en conservant des habitudes de gouvernement libre.

La cour d'Athènes, sous la direction des trois cours protectrices, semble avoir eu pour système de n'accorder aux Grecs des constitutions libres que une à une, avec une sorte de parcimonie prudente, comme s'il se fût agi d'un peuple entièrement novice dans l'usage de la liberté. Ainsi, on leur laissa leurs corporations municipales et leurs assemblées provinciales, on leur donna la liberté de la presse, le jugement par jury, la publicité des débats judiciaires, et, au milieu de tout cela, la prérogative royale resta sans contrôle. On leur donna presque tout ce qui fait le régime constitutionnel, excepté une constitution; et même lorsque, il y a deux ans, les trois cours de France, d'Angleterre et de Russie, voyant enfin que le gouvernement hellénique marchait droit à la banqueroute, lui présentèrent d'un commun accord un projet de réformes, elles n'allèrent pas jusqu'à y prononcer le mot de constitution. Elles indiquaient seulement des changemens à faire dans l'ordre administratif, et abordaient à peine ce qui touchait à l'ordre politique.

Le tort qu'eurent les trois puissances protectrices, ce fut de vouloir retenir le nouveau royaume hellénique dans un état prolongé de minorité, qui devait

être plus favorable à leurs desseins respectifs. L'influence extérieure avait naturellement plus de prise sur un roi presque enfant et sur une cour besogneuse qu'elle n'en aurait eu sur des assemblées délibérantes. La France et l'Angleterre oublièrent trop que tout ce qui tendrait à développer la nationalité grecque ne pouvait qu'être favorable aux intérêts des puissances constitutionnelles de l'Occident, et, par la même raison, contraire aux projets secrets de la Russie. C'était là le lien qui devait rattacher l'une à l'autre la France et l'Angleterre, car la Russie avait tout à gagner à leur rivalité. Par malheur, aucun des trois partis ne songeait à réclamer la constitution tant de fois promise et si long-temps différée que lorsqu'il n'avait plus la prépondérance, et celui des trois qui avait momentanément la haute main dans la direction des affaires trouvait naturellement qu'une constitution était une chimère.

C'est ce qui explique la part qui est attribuée aux manœuvres du cabinet de Saint-Pétersbourg dans le dernier mouvement. Tant que la Russie avait disposé en Grèce d'une influence exclusive, comme sous le gouvernement de M. Capo-d'Istrias, elle avait été plus royaliste que le roi; quand elle vit le pouvoir lui échapper, comme dans ces dernières années, elle se fit plus nationale que la nation. Ses émissaires travaillèrent le peuple en tout sens, et exploitèrent sans relâche les antipathies dont l'entourage du roi était l'objet. La Russie avait d'ailleurs le plus puissant moyen d'action dans la religion; c'était par là qu'elle avait le plus de prise, et elle inondait la Grèce de prédications soit par des brochures, soit par la presse de Constantinople, dont elle disposait. Il y a deux ans, elle ne s'était jointe qu'après une longue résistance aux représentations modérées que les cours de France et d'Angleterre voulaient adresser au gouvernement du roi Othon. Elle voulait la constitution, et rien que la constitution. M. Guizot, sur les avis toujours prudens de M. de Metternich, penchait alors pour l'établissement d'un sénat; il est probable que ce projet fut remis en avant dans les dernières conférences qui ont eu lieu sur les affaires de la Grèce, car tout récemment les journaux d'Orient dévoués à la Russie le dénonçaient avec la plus grande violence.

C'était surtout contre le roi Othon qu'étaient dirigés tous les efforts du parti russe. La *camarilla* était incessamment signalée à la haine et à la jalousie du peuple. Quelque temps avant la dernière révolution, une brochure publiée à Constantinople avait été répandue à profusion parmi les Grecs. Elle avait pour titre : *La Providence veille toujours sur la Grèce*. On y demandait le renvoi des étrangers, une constitution libérale, et enfin un roi d'origine hellénique et de religion grecque. La Servie, la Moldavie et la Valachie, y disait-on, bien qu'elles ne fussent pas des principautés souveraines, étaient cependant gouvernées par des princes de leur religion et de leur nation. Il existait encore, dans différentes contrées de l'Europe, des descendans de la famille impériale byzantine; c'était l'un d'eux qu'il fallait choisir pour roi de la Grèce. Dans d'autres écrits, le parti russe excitait contre le roi les préjugés religieux. C'est ainsi qu'il répandait le bruit qu'après avoir

fait bénir publiquement son nouveau palais par l'archevêque grec, il l'avait fait bénir secrètement une seconde fois par son chapelain catholique pour le purger de sa première bénédiction. De pareilles choses étaient lues avec avidité en Grèce, et le peuple y ajoutait foi. C'était encore le parti russe qui s'élevait le plus violemment contre les folles dépenses de la cour, qui n'y prêtaient que trop, du reste, et contre la dilapidation des finances. Il rappelait alors la manière dont M. Capo-d'Istrias avait refusé le traitement de 180,000 f. qui lui était offert, et citait une réponse célèbre qu'on avait mise dans sa bouche à cette occasion. Tout enfin s'accorde à prouver que la Russie, et par des moyens détournés, et par des moyens directs, a fait tous ses efforts pour provoquer la révolution du 3 septembre.

Maintenant, cette révolution a-t-elle tourné à son avantage? nous ne le croyons pas.

Le but du parti russe était une révolution dynastique et non pas une smple révolution constitutionnelle. Déjà quelque temps avant que le mouvement éclatât, les correspondances de la Grèce disaient que le peuple ne voulait plus accepter une constitution, et qu'il était déterminé à se débarrasser de la dynastie bavaroise. C'est ce qui explique le bruit qui courut tout d'abord que le roi Othon avait été forcé de s'embarquer avec sa suite d'Allemands, et de dire adieu à son royaume.

Ces prévisions furent déjouées. Le parti russe ou nappiste, comme on l'appelle en Grèce, avait compté que le peuple, selon une expression bien connue, *traverserait* la liberté; mais le peuple a eu le bon esprit de s'arrêter. Il avait peut-être aussi compté que le roi refuserait obstinément toute concession, mais le roi a eu le bon sens de céder. Double désappointement. La politique des nappistes avait été de développer en même temps chez le peuple un sentiment exalté de la liberté, et chez le roi une idée aveugle de sa propre prérogative, afin d'amener tôt ou tard une collision. Ils ont cru le moment favorable, et pendant qu'ils travaillaient activement les esprits en Grèce, le cabinet de Saint-Pétersbourg, de son côté, a pris tout à coup l'initiative des mesures les plus rigoureuses envers le gouvernement du roi Othon. Les cours de France et d'Angleterre se sont associées, un peu légèrement peut-être, à ce redoublement de sévérité. Déclarer le gouvernement grec en état de banqueroute n'était pas un moyen de lui concilier le respect de son peuple. Le protocole de la conférence de Londres fut rendu public à Athènes cinq jours avant la révolution, et il est indubitable qu'il contribua beaucoup à la précipiter.

Nous ne reviendrons pas ici sur les évènemens déjà connus du 3 septembre. On sait que le roi Othon n'a cédé qu'à la dernière extrémité, et en versant des larmes de colère; mais on dit qu'avec un caractère faible, il a le cœur droit et honnête, et qu'ayant donné sa parole, il la tiendra. C'est la seule chance qui lui reste de conserver son trône, car toute tentative de réaction lui serait très probablement fatale. Déjà il tient par bien peu de racines au sol de la Grèce. Le bruit qui avait été répandu de la grossesse de la reine s'est

trouvé être faux; le jeune roi n'a pas encore de dynastie, et, selon toute apparence, n'en aura pas. Il ne faudrait donc pas une bien grande secousse pour achever la ruine de ce trône improvisé.

Dans tous les cas, le rôle de la France et de l'Angleterre est bien clairement tracé. C'est à elles surtout qu'il appartient de veiller sur la Grèce. Que la Russie se trouve au nombre des puissances protectrices, ce n'est qu'un accident diplomatique, un paradoxe. La Russie est l'ennemie naturelle, nécessaire, de la Grèce. Elle a en Orient une politique constante qu'il est facile de suivre dans la part qu'elle a toujours prise à l'émancipation successive des provinces slaves : c'est de créer autant que possible des principautés indépendantes, en ayant soin de les créer trop faibles pour qu'elles puissent se passer d'un protectorat. Ainsi a-t-elle fait pour la Servie, la Moldavie, la Valachie; ainsi voudrait-elle faire pour la Grèce. Elle a un intérêt si évident, si forcé, à empêcher que la Grèce ne devienne un royaume fort, que les intérêts contraires de la France et de l'Angleterre en ressortent tout naturellement. Les deux grandes puissances constitutionnelles de l'Europe ne doivent pas oublier qu'elles sont autant les protectrices du peuple hellène que de la royauté qu'elles ont contribué à lui donner; elles ont un intérêt commun, celui de soustraire la Grèce à l'influence de la Russie, et par conséquent elles doivent avoir un but commun, celui de développer et de fortifier la nationalité grecque.

Ce sont les affaires d'Irlande qui, en dernier lieu, ont absorbé l'intérêt du public. On s'en est occupé parmi nous presque autant que s'il se fût agi de la Vendée. Cette préoccupation a redoublé par suite de l'excursion qu'O'Connell a jugé à propos de faire sur le territoire français. Il faut le dire, sa campagne a eu peu de succès. Certes, s'il est un pays en Europe où les plaintes de l'Irlande aient toujours trouvé de l'écho, et où ses maux aient toujours rencontré de la sympathie, ce pays est la France; mais enfin l'intérêt qu'inspirait à juste titre l'Irlande ne pouvait pas empêcher les gens sensés de voir et de dire qu'O'Connell dépassait le but, et poussait fatalement son pays à un acte de désespoir et de folie. *Indè iræ*. O'Connell a pris texte de quelques critiques de la presse française pour lancer les plus violentes et les plus ridicules diatribes contre la France, son gouvernement et ses institutions. Malheureusement pour lui, il s'y est pris de telle façon, qu'il a blessé tout le monde, et cela devait être, puisqu'il n'épargnait personne. Les insultes inqualifiables qu'il a adressées à la personne du roi ont été en général fort mal accueillies; le parti radical, qui aurait pu lui en savoir gré, avait encore sur le cœur la manière très peu reconnaissante avec laquelle ses avances avaient été reçues; il ne restait donc à O'Connell que la ressource du parti légitimiste. De ce côté, tout était le bien-venu : les attaques contre l'*usurpateur* et contre l'université impie, et l'offre burlesque d'une brigade irlandaise pour rétablir Henri V sur le trône de ses pères. Il est vrai que le panégy-

rique du prétendant était fait un peu aux dépens de son aïeul, le roi Charles X, mais on a fermé les yeux là-dessus. On a bien aussi trouvé singulier que le parti qui se défendait avec tant d'horreur de vouloir jamais accepter une intervention étrangère, montrât tant de gratitude pour l'offre d'une brigade irlandaise, et qu'O'Connell offrît aux autres une coopération dont il ne voulait pas lui-même; mais il est avec la *Gazette* des accommodemens, et l'ancienne constitution française, que la fameuse brigade devait apporter dans ses bagages, lui a servi de lettres de naturalisation.

M. O'Connell a dû regretter depuis lors cette sortie malheureuse, et reconnaître qu'il avait été injuste envers la France, car cette dissension passagère n'a point altéré les sympathies que la cause de l'Irlande rencontre universellement dans notre pays. Depuis quelques jours, les affaires du rappel ont pris subitement une face nouvelle. Le gouvernement anglais s'est décidé à sortir de sa longue réserve, et a fait un soudain déploiement de forces. Les dernières mesures prises par O'Connell étaient un empiètement trop direct sur la prérogative royale pour qu'elles pussent être tolérées sans danger. Aussi la détermination du gouvernement se trahissait-elle depuis quelque temps par des signes qui n'échappaient pas à O'Connell lui-même. Il s'y préparait; il attendait l'attaque, sans savoir à quel moment elle serait faite. Sa résolution, à lui aussi, était bien prise. Qu'il eût jamais eu la pensée de repousser la force par la force, c'est ce qu'il serait déraisonnable de croire. Les défis multipliés qu'il avait lancés au gouvernement avaient pu tromper là-dessus ses auditeurs, mais ne l'avaient pas trompé lui-même. Seulement, il jouait gros jeu en risquant d'être cru trop aveuglément, et ce n'est pas sans raison qu'il a dit que dimanche il avait passé une journée affreuse en songeant que peut-être il n'aurait pas le pouvoir de prévenir une collision.

On a dit que le gouvernement anglais rendait un véritable service à O'Connell en l'arrêtant dans sa marche, car il ne savait plus comment s'arrêter lui-même. Il est certain, en effet, qu'il était à bout de ses voies et moyens, et qu'il se trouvait très embarrassé de sa position. Il a maintenant une raison pour se tenir tranquille, il est probable qu'il en profitera. Il usera de toutes les ressources fécondes de son esprit pour éluder la loi, mais dès qu'il la rencontrera devant lui, il s'arrêtera. Il sait mieux que personne que le gouvernement, une fois entré dans la voie de la répression, ne peut plus reculer. On parle déjà de poursuites judiciaires dont O'Connell et ses principaux adhérens seraient l'objet. Nous croyons cependant que le gouvernement n'en viendra là qu'à la dernière extrémité, car il aurait lui-même, dans ce cas, des chances à courir. Si un jury acquittait O'Connell, ce serait un échec grave qui pourrait donner une nouvelle force à l'agitation. Au fond, il est probable que ni le gouvernement ni O'Connell n'ont envie d'aller plus loin; si la chose ne dépendait que d'eux, ils en resteraient là jusqu'à la prochaine session du parlement; malheureusement la popularité a aussi sa tyrannie, et le tout est de savoir si O'Connell, après avoir tant parlé, pourra toujours se dispenser d'agir.

La presse s'est beaucoup occupée ces jours-ci d'une controverse des plus déplorables qui s'est élevée à Macao entre deux agens français, M. le comte de Ratti-Menton, consul de France, et M. Dubois de Jancigny, qui depuis 1841 remplit en Chine une mission dont il a été chargé par le gouvernement. A peine arrivé à Macao, M. de Ratti-Menton s'est empressé de dénier publiquement à M. de Jancigny la qualité d'agent français, en le menaçant des articles du code pénal qui s'appliquent à l'usurpation de titres; M. de Jancigny a répondu par la même voie en annonçant qu'il poursuivrait le consul de France comme calomniateur devant les tribunaux de son pays. On a été à peu près unanime pour convenir que M. de Ratti-Menton avait, en cette occasion, commis la double faute de provoquer le débat, et de le rendre public. Que tous les torts soient en effet du côté du consul, c'est ce qu'un simple exposé des faits suffit pour prouver. Un journal de Macao, *sept mois avant* l'arrivée de M. de Ratti-Menton, avait donné à M. de Jancigny un titre reconnu par le gouvernement français, le titre fort simple d'agent commercial; mais il avait commis l'erreur de le comprendre dans la liste des personnes attachées au consulat de France. C'est cette qualification erronée que M. de Ratti-Menton a cru devoir rectifier, on sait de quelle façon et en quels termes. En présence d'une provocation aussi gratuite et aussi inattendue, M. de Jancigny n'avait d'autre alternative que de suivre son adversaire sur le terrain qu'il avait lui-même choisi, et les expressions justement sévères de sa réponse ne présentent rien que de très naturel.

On a dit qu'au mois de décembre, le ministre des affaires étrangères avait expédié à M. de Jancigny des instructions qui lui enjoignaient de quitter la Chine, pour aller remplir ailleurs la seconde partie de sa mission, et qui mettaient à sa disposition la corvette *la Favorite*, pour le transporter sur les divers points indiqués par son itinéraire. Ce fait est parfaitement exact; seulement, ce qu'on ne sait pas, c'est qu'au 29 mars ces instructions n'étaient pas encore parvenues à M. de Jancigny, et qu'à cette époque la corvette *la Favorite* avait depuis long-temps déjà quitté les mers de la Chine. M. de Jancigny, en admettant que les dépêches du gouvernement lui soient parvenues, se trouvait donc forcé d'attendre qu'on lui procurât un autre bâtiment, et il employait la prolongation obligée de son séjour en Chine à établir avec les autorités chinoises, aidé du concours de M. Challaye, gérant du consulat de France, les bases d'un traité avantageux pour son pays. Si M. de Jancigny eût voulu, après l'arrivée de M. de Ratti-Menton, continuer sans son concours ou sans son aveu, ces négociations, on pourrait comprendre le mécontentement de M. le consul de France, sans comprendre pour cela la forme inconvenante et le procédé inqualifiable par lesquels il a cru devoir l'exprimer; mais ce que nous pouvons dire, c'est que dès que M. de Jancigny apprit l'arrivée du nouveau consul, il lui fit offrir de le mettre au courant de tout ce qui avait été fait sans lui, et que M. de Ratti-Menton ne répondit à ces offres que par l'étrange lettre qui a été l'origine d'un débat dont tout le scandale doit retomber sur lui.

Dans tous les cas, M. de Jancigny eût-il réellement outrepassé ses pouvoirs, ce qu'il n'a pas fait; eût-il cédé au désir d'exagérer son importance en exagérant sa qualité, ce qu'il ne paraît pas avoir fait davantage, le sens politique le plus vulgaire, à défaut du plus simple sentiment des convenances, commandait à M. de Ratti-Menton de ne pas compromettre le nom français par une publicité scandaleuse qui ne pouvait qu'affaiblir le crédit et l'autorité du pays qu'il représente. M. de Jancigny a positivement refusé, et avec raison, d'admettre la singulière distinction que M. de Ratti-Menton prétend établir entre des agens *sérieux* et des agens *non-sérieux*. M. de Jancigny est parti sur la corvette de l'état *la Favorite,* chargé d'une mission du ministère des affaires étrangères, et on ne saurait croire que M. Guizot, qui a eu de nombreuses conférences avec M. de Jancigny avant son départ, ne l'eût envoyé en Chine que pour faire un voyage d'agrément. M. de Jancigny parle les langues orientales; il a fait un long séjour dans l'Inde; les lecteurs de la *Revue* peuvent se souvenir de ses travaux sur l'extrême Orient, et ce fut, si nous ne nous trompons, cette série d'articles qui attira sur M. de Jancigny l'attention de M. le ministre des affaires étrangères. On a pu, à cette occasion, se livrer à certaines attaques contre le système des missions particulières; pour nous, nous croyons que rien n'est plus aisé à justifier, en principe, que ces missions confiées à des hommes instruits, intelligens et capables. On se plaint souvent de l'ignorance où est tout le monde en France, à commencer par le gouvernement, de beaucoup des choses les plus importantes qui se passent dans les pays étrangers, et que n'ignorent pas d'autres gouvernemens que le nôtre. Ces plaintes ne sont malheureusement que trop justes. Il est bien certain que si en 1840, par exemple, nous avions eu en Syrie des agens moins officiels que des consuls, nous ne serions pas tombés dans les illusions que nous nous étions formées sur les forces de la jeune puissance égyptienne. Le gouvernement anglais en savait plus long que nous sur ce sujet, parce qu'il y a des Anglais partout, et qu'il y en avait dans le Liban. Sous ce rapport, les Anglais ont sur nous un incontestable avantage; ils ont une aristocratie : ils ont des oisifs, et des oisifs intelligens et entreprenans, qui voyagent sur tous les points du globe et rapportent dans leur pays le fruit de leurs observations. Voilà ce que nous n'avons pas, et voilà pourquoi il est de bonne politique au gouvernement de confier des missions particulières à des agens qui n'en sont pas moins sérieux pour cela.

———

Un ouvrage important, le *Commentaire* de Joseph Story *sur la constitution fédérale des États-Unis d'Amérique*, vient d'être traduit par M. Paul Odent (1). Si la traduction du commentaire de Story eût paru immédiatement après la révolution de 1830, elle fût venue merveilleusement en aide à la curiosité de ceux qui voulaient connaître les institutions améri-

(1) 2 vol. in-8°; chez Joubert, rue des Grés, 14. 1843.

caines pour les comparer à notre propre organisation politique. Le docteur Joseph Story, juge à la cour suprême des États-Unis, professeur et doyen de l'université de Harvard, a fait pour le droit politique américain ce que William Blackstone a fait pour les lois anglaises. Le jurisconsulte américain a divisé son livre en trois grandes parties. La première contient une esquisse de l'histoire constitutionnelle et de la jurisprudence des colonies antérieure à la révolution; la seconde embrasse l'histoire de chaque état pendant la révolution; enfin la troisième présente l'histoire de l'origine et de l'adoption de la constitution actuelle, avec l'explication doctrinale de son texte, avec l'examen des motifs sur lesquels sont fondées ses dispositions et des objections qui ont été faites. Le traducteur, M. Paul Odent, nous apprend que les commentaires de Story sur la constitution, toujours d'accord avec les décisions du grand juge Marshall, sont devenus le guide de tous les jurisconsultes américains. Sans avoir en France cette importance pratique, l'ouvrage de Story sera pour nous une systématisation précieuse qui nous permettra d'embrasser d'un œil sûr l'ensemble des institutions américaines. L'auteur de *la Démocratie en Amérique* s'est souvent appuyé de Story, surtout dans la première partie de son travail. M. de Tocqueville a eu l'avantage de trouver dans le commentaire du Blackstone américain un tableau complet de la légalité des États-Unis. Story donne une grande place dans son travail à l'appréciation des pouvoirs du congrès. On reconnaît à son insistance que c'est là pour les États-Unis la question vitale. Quand il arrive à s'exprimer sur la nature de la constitution fédérale, Story refuse d'y voir une transaction entre divers états; il y reconnaît une loi permanente, obligatoire, émanant de la volonté générale du peuple entier de l'Amérique. Au surplus, il ne perd jamais de vue l'harmonie nécessaire du gouvernement central avec les pouvoirs des états de l'Union. Jusqu'à présent, l'expérience nous a démontré, dit-il quelque part, combien les états sont heureux et libres sous l'action bienfaisante de la constitution. Le jurisconsulte américain a foi dans l'avenir de son pays, s'il continue d'exécuter fidèlement la foi fédérale, qui ne compte encore que cinquante ans d'existence. M. Paul Odent, qui a eu soin d'ajouter à sa traduction des notes, des observations, des citations intéressantes, ne pouvait mieux commencer que par le commentaire de Story ses publications sur le droit public des états modernes. Il annonce une autre série qui contiendra le droit public de la confédération germanique d'après Eichhorn, Klüber et Pœlitz. Il ne s'agira plus ici d'une simple traduction, car il sera nécessaire de coordonner d'une manière claire et méthodique d'innombrables matériaux. Nous engageons M. Paul Odent à ne rien négliger pour réussir dans ce travail, dont la difficulté égale l'importance.

V. de Mars.

LE CARDINAL DE RICHELIEU.

Les grandes occasions font les grands hommes, et la Providence semble dispenser le génie selon la mesure des événemens. Un peuple touche-t-il à l'une de ces crises préparées par les siècles pour ouvrir devant lui des destinées nouvelles, de puissans instrumens ne lui font pas faute dans ses transformations laborieuses, et les hommes se rencontrent à la hauteur des choses. S'agit-il, au contraire, de suivre le courant d'une situation invariable et tracée, d'épuiser une idée qui a perdu sa sève, les ambitions se font petites, comme le but auquel elles aspirent, et les acteurs se nivellent naturellement à leur rôle. A la vue de cet affaissement général, l'on accuse la stérilité de la nature, lorsqu'il faudrait plutôt rendre hommage à la loi d'harmonie qui maintient l'équilibre entre les faits et les idées, et qui, en accordant à chaque époque ce qui lui est nécessaire, ne lui départit que ce qu'elle peut supporter.

Lorsque la France renversa ses vieilles institutions, pour dessiner le plan d'un nouvel édifice, la voix de Mirabeau fut assez forte pour faire crouler ces ruines et pour en dominer un instant le bruit.

Quand la révolution eut besoin de s'épandre au dehors par la victoire, et de se régler au dedans par le pouvoir, elle s'incarna dans Napoléon; après ce grand effort sur elle-même et sur le monde, elle entra dans un repos plus agité que fécond. En remontant le cours des âges, l'histoire est jalonnée par ces hommes qui portent au front le signe indélébile de l'œuvre sociale accomplie par eux. Charlemagne constitua la chrétienté par l'empire, sa plus haute expression humaine. Philippe-Auguste délimita la France, Duguesclin et Jeanne d'Arc en ont assis la nationalité par une lutte populaire avec l'étranger. Louis XI a fondé le système politique de la monarchie au sein de l'Europe moderne; François I[er] appliqua ce système avec plus d'héroïsme que d'intelligence; Henri IV l'entrevit à travers les orages de son règne; enfin Richelieu vint, qui le premier l'embrassa d'un coup d'œil net et ferme, et eut à la fois assez de sagacité pour le comprendre dans ses plus minutieux détails, assez de puissance pour le faire triompher jusque dans la génération qui l'a suivi.

L'œuvre de ce ministre embrasse en même temps la France et l'Europe, car il prépara l'une au traité de Westphalie, l'autre au règne de Louis XIV. En Europe, il substitua le mécanisme de l'équilibre à la grande unité qu'avait brisée la réforme, et, par l'habile balancement des intérêts, il parvint à combler en partie le vide immense que laisse au cœur des peuples l'idée du droit lorsqu'elle se retire. En France, il acheva l'aristocratie princière, comme la révolution de 89 en finit avec la noblesse de cour. Entre une féodalité renaissante sous des formes nouvelles, et le protestantisme passant à l'état de parti politique, il fit grandir la royauté, et rejeta violemment dans la monarchie absolue une société qui, jusqu'à lui, oscillait, tiraillée par les forces les plus contraires. Tandis que d'un côté la réforme, échauffée au souffle ardent de la Hollande et de Genève, essayait d'attirer vers le fédéralisme républicain la France affaiblie par ses dissensions; pendant que, de l'autre, le cabinet espagnol s'efforçait de ranimer, sous l'influence de l'Escurial, les cendres à peine éteintes de la ligue, Richelieu entreprit d'élever, dans l'indépendance de sa force et l'originalité de son génie, l'édifice de la monarchie française au-dessus des bûchers de l'inquisition et de l'échafaud puritain qui se préparait déjà dans White-Hall.

Depuis le XVI[e] siècle, la France cessait d'être elle-même, et son caractère propre tendait à s'altérer dans son gouvernement comme dans ses mœurs. Dominée tour à tour par l'Italie et par l'Espagne,

par la corruption politique de l'une et par le fastueux éclat de l'autre, sa cour avait reçu l'empreinte profonde des maximes et des habitudes florentines; de son côté, le gros de la nation s'était accoutumé à recevoir l'impulsion étrangère dans toutes les circonstances décisives; l'on voyait, depuis plus d'un demi-siècle, les uns porter leurs regards au-delà des Pyrénées, dans l'espérance de voir se reconstituer, sous l'influence austro-espagnole, la vieille unité de l'Europe catholique; les autres attendre d'au-delà de la Manche et de la Meuse le triomphe du *règne de Christ* et la régénération du monde.

S'élever hardiment au-dessus de la double puissance morale qui dominait alors l'Europe, rompre avec l'empire et avec l'Espagne en même temps qu'on écrasait le protestantisme à l'intérieur, déplacer toute la politique consacrée depuis Charles-Quint pour faire de la France le centre des grandes affaires européennes; préparer enfin une littérature qui, par ses grands côtés comme par ses défauts, fût en parfaite harmonie avec la sévère discipline monarchique imposée à la société, c'est là peut-être l'entreprise la plus hardie à laquelle se soit jamais voué un homme d'état.

Pour avoir l'exacte mesure du génie de son auteur, il ne faudrait pas apprécier une telle tentative en elle-même, et juger le fait comme on ferait une théorie. La monarchie française telle que Richelieu l'a comprise et telle que Louis XIV l'a réalisée est assurément une forme politique plus éclatante que durable, et l'on peut trouver qu'en brisant toutes les forces pour triompher de toutes les résistances, on a manqué de prévoyance autant que de modération. Cependant, lorsqu'on se place en présence des faits que Richelieu domina dans leur ensemble, mais qui le dominèrent à leur tour dans les détails de ses actes et de sa vie, il est difficile de ne pas reconnaître que le ministre de Louis XIII était placé dans l'alternative de tout faucher devant lui, ou de continuer sans gloire pour lui-même et sans profit pour la France le règne impuissant des Concini et des Luynes. Les moyens termes sont le plus souvent les meilleurs, mais il est des temps où ils sont aussi les plus impraticables. Si les hommes d'état les plus éminens ne poursuivent guère deux pensées à la fois dans le cours de leur vie politique, c'est que les circonstances permettent rarement de tempérer l'une par l'autre. La lutte de chaque jour provoque celle du lendemain, et les résistances qu'on rencontre contraignent à dépasser le but lorsqu'on n'aspirait qu'à l'atteindre.

En étudiant la vie et le ministère de Richelieu, nous verrons que

cette excuse ne manque ni à ses torts, ni à ses violences : en jetant un coup d'œil sur les temps qui l'avaient précédé, nous nous assurerons aussi que la pensée d'unité absolue à laquelle il dévoua sa vie était la seule qui pût alors arracher la France aux mesquines ambitions qui menaçaient son intégrité, troublaient son repos et arrêtaient son essor. Pressé entre des intérêts également intraitables, Richelieu ne pouvait opérer ni une conciliation ni une transaction, et semblait prédestiné à un rôle de révolution et de dictature. Il l'accepta, non pas comme on aurait pu faire avec une fermeté résignée, mais avec une satisfaction intime, parce qu'il était de la famille de ces hommes redoutables chez lesquels le cœur ne vient jamais déranger les calculs de l'esprit, et qui sont pour les nations des fléaux impitoyables, lorsque la Providence ne leur a pas accidentellement départi une rigoureuse mission de salut.

On ne comprend les temps du cardinal que par ceux de la régence, car ce sont les misères des uns qui font la grandeur et la justification des autres. Pour peu qu'on étudie avec quelque attention cette époque si inquiète et si troublée, on doit rester convaincu que la France ne pouvait se maintenir dans la situation incertaine et violente où elle était placée depuis la réforme, et qu'un changement dans sa constitution intérieure était devenu inévitable. Si la royauté ne s'était jetée en travers d'un mouvement de dissolution rapide pour le dominer à son profit, il fallait, ou que le protestantisme triomphât dans ses conséquences politiques en brisant l'unité nationale, ou qu'une féodalité nouvelle se reconstituât au profit des princes du sang et des grands du royaume qui dominaient l'état et le rançonnaient alors sans résistance comme sans pudeur. Henri IV n'est un si grand roi que parce qu'il a suspendu pour quelques années le cours d'une crise nécessaire, et contenu par une habileté consommée les factions toutes prêtes à reprendre non plus une lutte de doctrines, mais une lutte de grossiers intérêts. Sa clémence et sa loyauté calculées lui facilitèrent cette tâche laborieuse, qui n'était possible que pour un prince dont les antécédens offraient des gages à tous les partis, des garanties aux intérêts les plus opposés. Combien d'inquiétudes et d'angoisses ne déchiraient pas l'ame du Béarnais lorsque, vieilli et lassé, il méditait, dans sa solitude de Fontainebleau, sur les destinées de ce royaume si divisé contre lui-même, et dans lequel le nom de Philippe d'Espagne ou d'Élisabeth d'Angleterre était, par un grand nombre, plus respecté que le sien !

Quelle tristesse continue dans sa correspondance et dans sa vie, lorsqu'il arrête ses regards sur cette royale enfance à laquelle il va bientôt manquer, et qu'il prévoit les luttes des grands de sa cour contre ce trône qu'il n'occupera plus! C'est dans la divination et dans l'astrologie judiciaire que sa grande ame, atteinte par les faiblesses de son temps, se réfugie pour échapper aux mauvais présages et aux sinistres pressentimens, pour se délivrer de soupçons qui ne s'arrêtent pas même devant la fidélité du duc de Sully (1). Que feront Soissons et Condé, Guise et Mayenne, Lesdiguières et Bouillon, Rohan et Soubise? Que feront ces gouverneurs insaisissables dans leurs provinces, où plusieurs entretiennent des relations connues avec la Savoie et l'Espagne? Que décideront dans leurs synodes et leurs assemblées provinciales ces farouches prédicans et ces rudes huguenots de Nîmes et de La Rochelle? quel usage feront-ils des canons dressés sur leurs remparts et des garnisons entretenues à leur solde? Enfin entre la féodalité princière et une royauté sans prestige, de quel côté ira la noblesse, lorsque le vieux chef au panache blanc aura cessé de la rallier? La France entière se posa ces redoutables problèmes sitôt que le poignard de Ravaillac eut arrêté le cours de la noble vie si long-temps menacée. Chacun comprit que tout était remis en question, et que l'abîme des révolutions était rouvert.

Jamais cri —*le roi est mort*— ne suscita par tout le royaume une plus vive émotion. Ce fut sous l'influence de cette appréhension universelle que le parlement de Paris, stimulé par les menaces et par l'épée du duc d'Épernon, proclama cette régence maternelle qui devait être bientôt si violemment contestée. A l'annonce du régicide, Sully lui-même s'était confiné dans la Bastille pour voir venir les évènemens; les villes de sûreté avaient levé les herses de leurs ponts-levis, et les gouverneurs des provinces, hésitant entre la reine-mère et les princes du sang, attendirent sans se prononcer l'issue d'une crise d'où dépendaient le maintien et l'accroissement de leur fortune. Cependant, par un heureux hasard, les princes en mesure de disputer la régence à Marie de Médicis étaient absens lors de la catastrophe : ils apprirent en même temps la mort du roi et la détermination hardie dont elle avait été suivie. Les vieux ministres d'Henri IV, Sully, Sillery, Villeroi et Jeannin, conseillèrent à la reine de verser l'or à pleines mains, et d'en appeler aux cupidités

(1) *Mémoires de Sully*, liv. XXVII.

pour amortir les ambitions, procédé presque toujours infaillible dans les temps de faction, parce que ceux-ci corrompent encore plus qu'ils n'exaltent.

Le comte de Soissons renonça le premier à ses prétentions pour une somme immense reçue comptant, avec l'engagement d'une pension de 50,000 écus, ayant soin de se réserver le gouvernement de Normandie pour lui-même, et la survivance du gouvernement du Dauphiné pour son fils. Le prince de Condé ne voulut pas manquer une aussi belle occasion de rétablir ses affaires et de payer ses créanciers. En apprenant ce que sa condescendance avait rapporté au comte de Soissons, il n'hésita pas à s'assurer par une vague adhésion une large part dans les pistoles accumulées aux caves de la Bastille par les soins du surintendant Sully. Renonçant donc pour le moment à contester en droit la régence, sous la condition qu'il serait considéré comme le chef effectif du gouvernement, le premier prince du sang obtint pour prix de cette habile temporisation 200,000 livres de pension, la propriété du bel hôtel de Gondi à Paris et du comté de Clermont, avec force gratifications pour ses créatures. Il fallait, en effet, beaucoup d'argent à ce prince; car ne l'avait-on pas vu, pour intimider la régente et obtenir de meilleures conditions, faire une entrée menaçante dans Paris, accompagné de plus de quinze cents gentilshommes de sa maison? Des pratiques analogues furent employées près de la plupart des grands seigneurs, et le relâchement général des mœurs en rendit le succès facile. Ce fut ainsi qu'en dilapidant en quelques jours les trésors accumulés pendant le cours du précédent règne, on acheta deux années d'une neutralité douteuse, et que la régence put se constituer sous le bon plaisir des princes et des grands, dont la double pensée consistait à la rançonner et à l'avilir.

Renverser le ministère du feu roi, éloigner les prudens conseillers qui gardaient encore les traditions respectées du grand règne, tel était le premier but à atteindre par les basses ambitions qui aspiraient à l'exploitation du royaume. Les mécontens y parvinrent en unissant pour quelque temps leurs intérêts à ceux du favori italien destiné à dépasser bientôt, par la profondeur de sa chute, la hauteur inespérée de sa fortune. Chasser ou tuer les membres du conseil, faire appuyer ce mouvement par un corps d'armée commandé par Lesdiguières, tel fut le premier plan délibéré entre Concini et les seigneurs qui peu après devaient faire promener dans Paris les lambeaux de son corps déchiré. Cet homme, devenu maréchal et mar-

quis d'Ancre, ne pouvait s'unir aux princes mécontens que pour assurer sa propre fortune, en se faisant une large place dans ce gouvernement pris d'assaut. Les idées de l'aventurier italien, les dédains prodigués à son origine, le séparaient de cette coalition princière, aux yeux de laquelle il ne pouvait être qu'un vil instrument. Son attachement pour la reine, unique point d'appui de sa fortune, le rendait l'ennemi naturel de la faction qui aspirait à profiter de la faiblesse de la régente pour reprendre en sous-œuvre l'édifice de la seconde race en substituant l'hérédité des gouvernemens à celle des grands fiefs. Concini appartenait à la monarchie absolue au commencement du XVIIe siècle, comme il aurait probablement appartenu à la démocratie à la fin du XVIIIe. Il était voué, pour ainsi dire, en dépit de lui-même, à cette cause de l'unité du pouvoir, dont il fut l'agent et le martyr, et représentait, à dix ans d'intervalle, la même pensée politique que Richelieu. L'un essaya sans succès comme sans gloire ce que l'autre devait accomplir avec tant d'éclat.

Le maréchal d'Ancre n'eut pas plus tôt réussi, par son association avec le duc de Bouillon et la maison de Condé, à établir sa prépondérance dans le conseil, qu'il se vit exposé en première ligne aux attaques de ses puissans alliés. Aussi s'attacha-t-il à les diviser, opposant habilement les princes de Lorraine aux princes du sang, montrant en perspective un grand gouvernement à l'un, un riche établissement à l'autre, sachant lui-même se dépouiller au besoin pour se ménager des appuis, offrant, par exemple, au prince de Condé de lui livrer Péronne, au centre de son marquisat d'Ancre, en compensation du Château-Trompette, que la reine refusait obstinément de céder au premier prince du sang. Ce refus du Château-Trompette fut un des grands évènemens de cette époque d'égoïsme et d'intrigues. Marie ne se faisait aucune illusion sur le sort qui la menaçait. En recueillant les tristes confidences du roi son époux, elle lui avait souvent entendu dire que si, durant sa lutte avec Henri III, il avait été maître du bon château de Bordeaux, il se fût fait proclamer duc de Guyenne : aussi lui répugnait-il beaucoup de donner un tel pied au chef de la faction à quelques marches des frontières d'Espagne, dans un temps où ceux de la religion réformée exerçaient une sorte de souveraineté indépendante en Languedoc, et disaient insolemment aux officiers de la couronne : *Le roi est à Paris et nous à Nîmes.*

De grandes sommes adroitement offertes et avidement acceptées calmèrent pour quelques mois l'irritation que ce refus causait à des

princes presque toujours détournés du soin de leur grandeur politique par le souci brutal de leur fortune; mais c'était là un expédient qui commençait à s'épuiser, une ressource dernière qui semblait devoir manquer bientôt à la royauté avilie. « Les présens que la reine fit aux grands, au commencement de sa régence, étourdirent bien la grosse faim de leur avarice et de leur ambition, mais elle ne fut pas pour cela éteinte. Il fallait toujours faire de même si on voulait les contenter. De continuer à leur faire des gratifications semblables à celles qu'ils avaient reçues, c'était chose impossible; l'épargne et les coffres de la Bastille étaient épuisés, et quand on l'eût pu faire, encore n'eût-il pas été suffisant, d'autant que, les dons immenses qui leur avaient été faits les ayant élevés en plus de richesses et d'honneurs qu'ils n'eussent osé se promettre, ce qui du commencement eût été le comble de ce qu'ils pouvaient désirer leur semblait maintenant petit, et ils aspiraient à choses si grandes, que l'autorité royale ne pouvait souffrir qu'on leur donnât le surcroît de puissance qu'ils demandaient. Il ne se parlait plus que de se vendre au roi le plus chèrement que l'on pouvait, et ce n'était pas de merveille; car si, à grand'peine, on peut, par tout moyen honnête, retenir la modestie et sincérité entre les hommes, comment le pourrait-on faire au milieu de l'émulation des vices, et la porte ayant été si publiquement ouverte aux corruptions, qu'il semblait qu'on fît le plus d'estime de ceux qui prostituaient leur fidélité à plus haut prix (1). »

(1) *Mémoires de Richelieu*, liv. v, année 1614. — Nous citerons toujours cet ouvrage sous le titre que lui a justement restitué M. Petitot dans sa collection. La plus faible partie de ce grand travail, antérieurement publiée sous le titre d'*Histoire de la mère et du fils*, avait été, sans nul motif plausible, attribuée à Mézerai, quoique des esprits sagaces y eussent depuis long-temps reconnu la main du cardinal de Richelieu lui-même. L'authenticité de ces Mémoires, dont l'original existe au dépôt des affaires étrangères, n'est pas contestable; l'existence en est indiquée dans l'épître au roi qui précède le *Testament politique*, et ce dernier écrit n'a été détaché du corps même de l'ouvrage, comme le constate M. de Foncemagne, l'éditeur, que par la crainte qu'éprouvait le cardinal de ne pas vivre assez long-temps pour employer les matériaux rassemblés sous ses yeux dans le but de composer une histoire générale de son ministère. Une grande partie des Mémoires, et plus particulièrement ce qui se rapporte à la carrière active de Richelieu lorsqu'il fut devenu chef du conseil, est écrit par des secrétaires sous l'œil du ministre; quelques morceaux émanés de lui-même sont évidemment intercalés. Mais la partie qui traite de la jeunesse de Richelieu, du ministère du maréchal d'Ancre et de l'exil de Marie de Médicis à Blois ne peut être sortie que de la plume même du cardinal, qui parle toujours en son propre nom, et dont la personnalité s'y révèle à

Pressée par des exigences chaque jour croissantes, la régente n'entrevit de ressource, pour maintenir son autorité compromise, que dans une étroite union avec l'Espagne, qui mettrait à sa disposition les forces de cette grande monarchie. L'alliance espagnole avait eu des partisans chaleureux dans le conseil de Henri IV : Villeroy et le chancelier Sillery y inclinèrent constamment. Mais Henri, qui avait l'instinct du rôle politique réservé à la France dans un prochain avenir, et Rosny, que ses antipathies religieuses ne séparaient pas moins du cabinet de San-Lorenzo que de la cour de Rome, avaient constamment décliné les ouvertures du roi catholique. L'idée fixe du Béarnais était de donner l'une de ses filles au prince de Galles, futur héritier d'Angleterre et d'Écosse, l'autre au prince de Piémont pour s'assurer une entrée en Italie, afin d'y combattre l'Espagne, et de marier le dauphin à l'héritière de Lorraine pour préparer la réunion de cette province à la France. On sait que la mort le surprit à la veille de son expédition de Clèves, qui n'était qu'une autre application de la même pensée politique.

De tels projets ne convenaient plus à la faiblesse d'une régence chaque jour menacée, et Marie de Médicis ne sut point aspirer à autre chose qu'à abriter son trône sous celui de l'héritier de Charles-Quint. Elle conclut donc brusquement, et sans consulter les princes,

chaque page de la manière la plus incontestable et quelquefois la plus naïve. De la respectueuse affection que Richelieu témoigne, dans les six premiers livres, à la reine Marie, sa bienfaitrice, il nous semble impossible de ne pas conclure que ceux-ci furent composés avant sa rupture avec cette princesse : quelques parties nous feraient croire qu'ils ont été écrits durant l'exil de l'évêque de Luçon à Avignon, après la mort du maréchal d'Ancre. L'ouvrage se termine quatre ans avant la mort du cardinal par le compte-rendu de l'année 1638.

Le manuscrit des Mémoires devint, à la mort du cardinal, la propriété de la duchesse d'Aiguillon, sa nièce. M. de Torcy en obtint la concession lorsque, par ordre de Louis XIV, il fonda, en 1705, le dépôt des affaires étrangères dans le donjon du vieux Louvre. M. de Foncemagne, qui édita le premier, en 1764, le *Testament politique*, dont l'authenticité a été combattue par Voltaire avec tant de légèreté, paraît avoir été autorisé à en prendre lecture. La même faculté fut concédée quelques années plus tard à M. de Fontette, continuateur du père Lelong. M. Tabaraud a également cité le manuscrit des affaires étrangères dans son *Histoire du cardinal Bérulle*, publiée en 1817. Mais ce fut en 1822 seulement que, sous le ministère de M. le duc Matthieu de Montmorency, la publication intégrale en fut enfin autorisée. Du reste, lorsque l'homme se révèle aussi complètement dans son œuvre, on essaierait en vain d'en méconnaître l'origine. Le *Testament* et plusieurs livres des Mémoires appartiennent à Richelieu par l'excellente raison qu'il est impossible qu'ils soient d'un autre.

le mariage de Louis XIII, encore enfant, avec l'infante Anne d'Autriche, et celui de la princesse Élisabeth avec le prince qui fut depuis Philippe IV. Cette double union, dont tant de difficultés devaient traverser l'accomplissement, fut accueillie dans le royaume sous des impressions très différentes : la partie de la nation qui faisait passer l'idée religieuse avant l'idée politique, ou plutôt celle pour laquelle la pensée politique n'existait point encore, accueillit avec joie et confiance la perspective d'un mariage qui semblait assurer mieux que tout autre l'avenir catholique de la monarchie, et qui garantissait à la royauté une force suffisante pour triompher de toutes les attaques des huguenots. Ceux-ci, de leur côté, en conçurent une alarme vive et naturelle; enfin les princes et les grands, dont l'unique souci était d'affaiblir la monarchie, appréhendèrent plus sérieusement encore le résultat de la double combinaison destinée à confondre les forces et les intérêts des deux plus puissans états de l'Europe. Lorsqu'on apprit la soudaine conclusion des négociations matrimoniales, et qu'on vit l'ambassadeur d'Espagne associé en quelque sorte à la tutelle du jeune roi, l'émotion fut donc grande parmi les seigneurs, qui, depuis le commencement des guerres civiles sous le roi Charles IX, savaient d'expérience ce que rapporte un pouvoir faible à qui sait l'attaquer pour lui vendre la paix. Las de presser une éponge vide, selon l'expression d'un contemporain, et résolus à ne pas laisser conclure le mariage sans garanties et bonnes conditions, Condé et Bouillon quittèrent la cour; le duc de Vendôme se sauva du Louvre, où il avait été un moment confiné, et gagna la Bretagne, dont l'imprudente tendresse de son père lui avait assuré le gouvernement; le duc de Nevers s'empara de Mézières; le marquis de Cœuvres, de Laon; le duc de Mayenne, des meilleures places de l'Ile-de-France; la Picardie éclata sous le duc de Longueville, son gouverneur, et du Poitou aux côtes de Provence, les réformés firent entendre des menaces, en s'apprêtant à mettre à prix le formidable concours qu'ils étaient en mesure d'offrir à toutes les ambitions entreprenantes. Sitôt que les conjurés eurent pris position dans leurs provinces et dans leurs inaccessibles donjons, Condé lança le manifeste du parti féodal; car tous les partis écrivaient alors assurément autant que de nos jours, et les populaires convictions de la ligue, en disparaissant, avaient laissé des habitudes d'universelle publicité. Ce manifeste est curieux à lire comme expression de cette époque d'abaissement et d'immoralité politique : le vide emphatique de la rédaction reporte involontairement la pensée vers les manifestations déclamatoires de

quelque *pronunciamento* de l'Espagne ou des républiques américaines. Les auteurs de la nouvelle ligue du bien public déclaraient s'insurger parce que la noblesse était abaissée et le pauvre peuple grevé, et, pour mettre le comble à l'impudence de leurs plaintes et à l'ironie de leurs conseils, ils indiquaient comme l'un de leurs principaux griefs contre le gouvernement de la régente les prodigalités et profusions qui avaient été faites des finances du roi! Enfin, selon la formule de tous les temps, ils réclamaient la convocation des états-généraux pour remédier aux griefs qui accablaient les fidèles sujets de sa majesté.

Marie, princesse médiocre par l'esprit et par le cœur, redoutait le péril autant qu'elle aimait l'agitation. Aussi perdit-elle d'abord courage à la vue de cette rébellion maîtresse des meilleures places de son royaume, et à laquelle elle n'avait à opposer que quelques milliers de soldats, sous des chefs d'une fidélité équivoque. Les nombreux mémoires du temps constatent qu'elle songea un instant à abdiquer une charge trop lourde pour sa faiblesse, et que les bruits populaires rendaient plus pénible encore pour la femme que pour la reine; mais d'autres conseils prévalurent, et elle aima mieux se laisser vaincre sans combat que d'abdiquer un pouvoir dont on s'arrachait les lambeaux. Quelques-uns de ces hommes de transaction qui, sous le nom de *politiques*, avaient joué durant la ligue un rôle si important et parfois si utile, parvinrent à retarder encore une lutte armée que l'indifférence publique rendait d'ailleurs difficile. Marie usa une fois de plus des forces qui jusqu'alors ne lui avaient pas fait défaut. Toutes les demandes des coalisés furent accueillies, toutes leurs prétentions admises. Il fut sursis au mariage du roi jusqu'à sa majorité prochaine, et les états du royaume furent convoqués à Sens, puis à Paris pour le mois d'octobre 1614. Le prince de Condé obtint le fort château d'Amboise, et reçut quatre cent cinquante mille livres en espèces sonnantes. Le duc du Maine se fit adjuger 300,000 francs pour se marier, et la survivance du gouvernement de Paris. Le duc de Nevers eut Mézières avec la coadjutorerie de l'évêché d'Auch. MM. de Bouillon, de Longueville et de Rohan furent désintéressés par des procédés analogues. Le duc de Vendôme seul résista quelques instans, parce qu'en Bretagne une opinion puissante et nationale s'était chaleureusement associée à une cause dont elle espérait faire surgir l'indépendance de la province.

Le roi venait enfin d'atteindre sa quatorzième année, et les états-généraux furent réunis selon l'engagement pris à Sainte-Menehould

avec les mécontens. Les princes avaient compté sur cet instant de crise pour briser les hommes de la régence et s'imposer à la jeunesse du monarque émancipé; mais le gouvernement du maréchal d'Ancre déploya dans cette difficile conjoncture une habileté qu'il faut reconnaître, et parvint à puiser quelque force dans le jeu du formidable instrument que ses ennemis les contraignaient à employer. Ayant profité de la résistance du duc de Vendôme pour faire faire au jeune roi un voyage en Bretagne, la régence avait gagné quelques semaines, et ce délai précieux mit Louis XIII, entré depuis peu de jours dans tous les droits de sa majorité, en mesure d'établir, avant la réunion des trois ordres, un conseil privé au gré de la reine, et de déclarer avec solennité aux états rassemblés que, pleinement satisfait de l'administration de sa mère, il avait résolu de lui continuer toute son autorité.

La cour mit un grand soin à diviser l'assemblée, et elle y réussit presque toujours au-delà de ses espérances. Il n'y avait à cette époque aucune idée de réforme politique assez universellement acceptée par l'opinion tout entière pour servir de base à une agression sérieuse contre le pouvoir. Les vues étaient distinctes comme les existences elles-mêmes, et il ne s'agissait que de faire surgir une incompatibilité d'intérêts entre le tiers, la noblesse et le clergé, pour paralyser toutes les combinaisons et toutes les tentatives. Ainsi la noblesse, moins intéressée que la bourgeoisie dans la vénalité des magistratures, proposa vainement la suppression de la *paulette*, droit établi dans le cours du règne précédent pour assurer les charges à la veuve et aux héritiers de celui qui en serait revêtu, sous condition d'un droit de paiement annuel évalué au soixantième du prix de l'office (1). Le tiers mit tous ses soins à écarter une réforme qui aurait atteint les intérêts financiers et la position de la plupart des représentans de cet ordre, membres de cours souveraines ou de siéges présidiaux, propriétaires de nombreux offices transmissibles. Les bourgeois, pour faire pièce aux nobles, et pour ne pas paraître reculer dans la voie des réformes et redressemens, proposèrent, de leur côté, la suppression des pensions payées par le trésor au détriment du pauvre peuple, pensions qui formaient la principale ressource de l'aristocratie de cour, en même temps qu'elles étaient le

(1) Le peuple donna le nom de *paulette* au nouveau droit, parce que le traitant s'appelait Paulet. Voyez Levassor, *Histoire de Louis XIII*, liv. VI, et Mézerai, année 1604.

principal objet de ses convoitises. Enfin, aux vœux exprimés par le clergé de voir le concile de Trente reçu dans le royaume, il fut répondu dans la chambre du tiers par d'énergiques déclarations en faveur de la plénitude de l'autorité temporelle, déclarations dans lesquelles se révéla dans toute sa force l'esprit parlementaire qui dominait alors la haute bourgeoisie. Quant au projet du double mariage, il fut accueilli avec une faveur à peu près générale, et les mécontens virent avec un amer regrét qu'il fallait renoncer à élever sur ce point de sérieuses objections. De vaines dispositions contre les duels, et quelques mesures contre les traitans, trésoriers et gens de finance, furent à peu près les seuls résultats effectifs de cette assemblée, qui avait trompé l'espoir des agitateurs, et n'avait révélé dans ses délibérations décousues que des divisions destinées à préparer la prépondérance du pouvoir monarchique, jusqu'au jour où, devenues plus profondes, on en verrait sortir une crise terrible pour la société tout entière.

La tenue de ces pacifiques états de Paris reporte la pensée vers ceux qui les avaient précédés comme vers ceux qui les ont suivis. Vingt-cinq années auparavant, les états de Blois voyaient expirer les Guise sous l'épée d'un officier des gardes. Un siècle et demi plus tard, les états de Versailles étaient inaugurés au bruit du canon de la Bastille. Combien cette date de 1614 est terne devant de tels souvenirs! Quel abîme entre ces trois époques! Les passions religieuses étaient affaiblies, et les passions politiques sommeillaient encore; l'esprit humain traversait une époque de transition et d'attente, et nulle idée n'était assez puissante alors pour surexciter son énergie. Ce n'est pas que la société fût assise sur des bases solides et respectées : rien n'était fixe, ni dans les institutions, ni dans les mœurs; les unes étaient tiraillées entre l'absolutisme monarchique aspirant à naître et une féodalité nouvelle s'efforçant de se reconstituer; les autres, élégantes et cruelles, astucieuses et guerrières, participaient de l'héroïsme chevaleresque en même temps que des leçons de Machiavel. Les lettres elles-mêmes, soumises aux influences les plus contraires, essayaient vainement de se frayer une voie, et d'atteindre à une originalité propre entre les inspirations de l'Espagne et de l'Italie et les souvenirs de l'antiquité. Au sein de cette confusion générale, dans ce pêle-mêle de civilisations étrangères superposées, il n'était pas un seul principe fécond qui pût devenir la base d'une organisation quelque peu durable. La conversion de Henri IV avait désarmé le catholicisme, et l'édit de Nantes donnait

une large satisfaction à la liberté de conscience des réformés. La question religieuse était dès-lors hors du débat, et ne se produisait que sous un aspect purement humain. Quant aux partis politiques, on vient de les voir à l'œuvre, et bientôt nous les retrouverons encore. Alors, si Richelieu a besoin d'excuses, ces seigneurs faméliques, plus vaniteux que superbes, plus avides qu'ambitieux, se chargeront eux-mêmes de lui en fournir de surabondantes.

Qu'aurait produit, sous le règne de Louis XIII, le triomphe de cette aristocratie princière domptée par le cardinal? Y avait-il dans tout cela un germe, si faible qu'il fût, de liberté populaire ou de grandeur nationale, une force propre à constituer la France et à fonder son importance politique? C'est commettre une injustice véritable que de reprocher à Richelieu et à Louis XIV la chute d'une aristocratie qui n'a jamais usé avec discrétion du pouvoir, lorsque les circonstances le lui ont départi, et qui n'a jamais su se défendre lorsqu'elle a été attaquée. Que serait devenu le royaume, si, durant la minorité de Louis XIII, l'esprit du prince de Condé avait prévalu dans le gouvernement de la monarchie, si les Guise s'étaient établis en Provence, les Montmorency en Languedoc, les Longueville en Picardie; si Lesdiguières avait conservé la sauvage monarchie de ses montagnes, le duc d'Épernon la souveraineté de la Guyenne; si le duc de Vendôme avait ranimé en Bretagne le souffle à peine éteint de l'indépendance? Conçoit-on une pareille organisation devant la puissance compacte de l'Espagne, maîtresse du Portugal, des Pays-Bas, de la Franche-Comté, du Milanais et du royaume de Naples? La conçoit-on en face de l'empire germanique, contre lequel la France ne pouvait lutter que par la cohésion de toutes ses parties? Le seul résultat de l'affaiblissement de l'autorité royale, au commencement du XVIIe siècle, aurait été l'abaissement de la France au rang de puissance secondaire. Cet abaissement aurait vraisemblablement amené une division territoriale dont la Savoie et l'Espagne eussent profité dans la mesure de leur ambition et de leurs forces. Si l'indépendance des gouverneurs de provinces s'était consolidée par des concessions irrévocables, les réformés auraient, de leur côté, donné un libre cours aux projets audacieux si souvent agités dans leurs conventicules, et dont d'ardentes prédications s'efforçaient de préparer le succès. L'exemple des cantons suisses et des Provinces-Unies offrait un encouragement aussi bien qu'un modèle, et la France, violemment jetée hors de son orbite, eût gravité en même temps vers Madrid et vers Genève.

Ce fut un magnifique spectacle que celui de la noblesse française marquant les frontières de la patrie à la trace de son sang et les reculant par son épée. Soit que cette noblesse se ruine pour avoir le droit de se faire tuer au premier rang, et qu'elle se retire dans ses manoirs avec la croix de Saint-Louis et un pourpoint râpé, soit qu'elle vive dans les provinces dispensant populairement son opulence, elle reste l'honneur de notre histoire, comme elle fut si longtemps la vie même de la monarchie. Elle est glorieuse lorsqu'elle triomphe aux croisades comme lorsqu'elle succombe à Azincourt, et ne mérite pas moins de respect en combattant à cinq sous par jour sous les enseignes de Condé que lorsqu'aux mauvais temps de Louis XIV elle couvre de son corps le royaume, menacé par trois coalitions. Mais deux choses ont constamment manqué à cette brillante chevalerie, des chefs dignes de la conduire, et un esprit politique à la hauteur de son cœur. En France, les circonstances ont séparé l'aristocratie territoriale de la nation, tandis qu'en Angleterre elles se confondirent indissolublement l'une avec l'autre. Constamment dominée, aux époques décisives de l'histoire, par des princes de race royale, qui se posaient moins comme ses égaux que comme ses maîtres, l'aristocratie française a toujours été traînée à la remorque de leurs desseins particuliers, sans pouvoir jamais tracer ni suivre un systématique plan de conduite. Pas de lutte nationale aux champs glorieux de Runnimède, pas de *magna carta* et de charte des forêts, de statuts de Merton et de Marlebridge, pour rallier dans une même pensée de liberté les bourgeois et les gentilshommes, les seigneurs et les vassaux : chez nous, les grands combattirent toujours la royauté pour leur propre intérêt, et ne mirent jamais le peuple en compte à demi dans leurs querelles; tels on les voit au xe siècle, et tels ils reparaissent à l'ouverture du XVIIe. Les désirs sont les mêmes et les espérances presque semblables. Ils se servent des réformés comme en d'autres siècles ils s'associaient aux Normands, et pourchassent les bons gouvernemens sous la minorité de Louis XIII, comme leurs pères arrachaient l'hérédité des fiefs à la faiblesse des successeurs de Charlemagne. Une différence capitale existe toutefois et suffit pour séparer les époques et révéler tout l'avenir : il n'est pas, au XVIIe siècle, un chef de mécontens qui ne se laisse volontiers désintéresser par une pension.

La cabale essaya de reprendre en sous-œuvre, au parlement de Paris, la tentative qui venait d'échouer près des états du royaume. Cette grande compagnie judiciaire, tumultueusement réunie par les

soins de quelques créatures des princes, invita les ducs et pairs à venir prendre leurs siéges pour délibérer sur les maux du royaume et sur les remontrances qu'il serait estimé convenable d'adresser au roi. En se substituant ainsi aux états-généraux à peine dissous, le parlement préludait à la fronde; il allait donner la mesure de ses constantes prétentions et celle de son impuissance non moins constante. Réclamer une part du pouvoir législatif en vertu d'un titre plus que contestable était un acte de hardiesse que la confusion des droits et des idées pouvait peut-être autoriser; mais subordonner toujours son action au jeu de quelques intrigues, se faire factieux à la suite, sans soupçonner même un rôle plus large d'organisation et de liberté, c'était préluder tristement à cette longue histoire trop glorifiée, toute tissue de violences et de faiblesses, de velléités ambitieuses et de déplorables timidités, qui, à travers les orages de deux minorités et le prologue d'une grande révolution, est venue finir dans les déclamations de d'Esprémesnil.

Il suffit au jeune roi de dénier énergiquement, par l'organe du chancelier Sillery, le droit des compagnies judiciaires de son royaume de se mêler des affaires d'état, sans y être provoquées par la couronne, pour faire tomber cette bruyante opposition de paroles qui, du banc des enquêtes, n'était pas encore descendue dans les halles de Paris. Ayant ainsi triomphé de toutes les résistances régulières et légales, si une telle expression est de mise pour une époque d'universelle confusion, Marie de Médicis et le maréchal d'Ancre n'hésitèrent pas à accomplir les deux mariages qui devaient assurer à la monarchie vacillante le précieux appui de la royauté castillane. Le jeune roi, escorté d'une armée, partit de sa capitale pour aller, à travers des provinces plus d'à moitié soulevées, recevoir la reine-infante à l'extrémité du royaume, et conduire sa sœur aux frontières d'Espagne. Ayant de nouveau protesté contre l'alliance espagnole, et refusé de suivre la cour, les princes estimèrent le moment favorable pour s'établir à Paris et pour s'emparer de la personne du roi. Les circonstances semblaient en effet des plus propices, car, sous prétexte de la violation de quelques priviléges, les réformés avaient pris les armes dans le Poitou, le Dauphiné et le Languedoc. Une assemblée générale des églises protestantes convoquée à Grenoble, aux termes des édits, s'était transférée à Nîmes de sa pleine autorité, malgré les défenses formelles de la cour. Passant de son rôle de prosélytisme à une pensée purement politique, le protestantisme, par l'organe de ses délégués, exigeait, comme condition de sa fidélité au

roi, la prise en considération des réclamations faites par les seigneurs coalisés; il demandait que l'on suspendît l'accomplissement du mariage, et réclamait des explications catégoriques sur le serment du sacre. Les hommes vraiment pieux de la réforme, Duplessis-Mornay en tête, déploraient sans la comprendre cette tendance nouvelle, qui l'emporta dans les conseils des protestans, parce que les vues d'intérêt s'étaient substituées à l'ardeur des premiers temps. Désormais les réformés constituaient un parti plutôt qu'une secte, et menaçaient l'unité du royaume autant que l'unité de l'église. Il y avait alors à la suite de la reine-mère un jeune prélat qui le comprit et ne l'oublia jamais.

Le duc de Rohan, qui jusqu'alors n'était entré qu'avec une certaine réserve dans les factions de la cour, y porta cette fois toutes les ressources d'un esprit entreprenant et ferme, non moins dévoué à ses convictions religieuses qu'au soin de sa propre grandeur. Le maréchal d'Ancre, établi en Picardie, couvrit Paris avec une armée; le maréchal de Bois-Dauphin tint la campagne contre les partisans des princes, maîtres du plus grand nombre des meilleures places du royaume. La guerre s'engagea donc sur tous les points, guerre mesquine dans ses mouvemens comme dans ses motifs, et qui, lorsque nous en suivons jour par jour les opérations dans les Mémoires de Bassompierre, ne laisse pas même pressentir les vastes combinaisons stratégiques destinées, quelques années après, à changer la face de l'Europe. Le duc de Guise, rallié à la cour par l'espérance d'obtenir le bâton de connétable, protégeait, à la tête de dix mille hommes, le royal convoi. Celui-ci s'avançait à pas lents vers la capitale de la Guyenne, contraint de s'arrêter souvent pour faire face à l'ennemi. Des dangers plus sérieux encore menacèrent la jeune princesse que la France envoyait à l'Espagne. Élisabeth dut mettre dix mortelles journées à faire le trajet de Bordeaux à Bayonne, toujours entourée par la cavalerie du duc de Rohan, et contrainte de camper chaque soir pour éviter une surprise.

Ce fut sous ces auspices que l'année 1615 vit enfin se conclure la double alliance dont les suites devaient décevoir si promptement les prévisions sur lesquelles elle avait été fondée. Renforcer le pouvoir de la couronne contre les grands et contre les réformés, telle était la pensée de la reine Marie; établir la prépondérance espagnole sur les conseils du roi très chrétien, rompre l'alliance de la France avec l'Angleterre, son alliance plus dangereuse encore avec les Provinces-Unies, obtenir son concours pour tout ce qu'il plairait à l'Espagne de

tenter en Italie, telle avait été la ferme espérance de Philippe III, telle était la politique dont une jeune infante devait être à la fois dans la pensée paternelle et l'instrument et le symbole. Or, il advint que le pouvoir royal se renforça bientôt en combattant l'Espagne, et non point en s'appuyant sur elle, et il se trouva qu'Anne d'Autriche passa le temps de sa régence dans une lutte incessante contre la chère patrie dont elle se séparait alors avec tant de larmes; enfin le dernier résultat des alliances espagnoles sous Louis XIII et sous Louis XIV fut de transmettre à un fils de France des droits ou des prétentions qui, en moins d'un siècle d'intervalle, portèrent la maison de Bourbon sur le trône des rois catholiques!

Cependant la conclusion du mariage avait porté un grand coup à la faction huguenote et féodale. Il fallait désormais se résigner à un fait accompli, puisque les forces espagnoles étaient prêtes à venir l'appuyer au besoin. Les peuples, d'ailleurs, avaient presque partout applaudi à l'auguste hyménée, et les princes insurgés restaient isolés et réduits à leurs propres forces. Les classes bourgeoises surtout s'écartaient par un instinct sûr d'une cause qui ne pouvait être la leur, et dont le triomphe aurait éloigné de plusieurs siècles le jour de leur victoire. Le parti réformé restait seul debout et armé, avec les nombreux gentilshommes attachés à la fortune personnelle des princes. La cour profita avec habileté de ce mouvement favorable de l'opinion publique. Elle sut détacher de la ligue, par l'offre de grands avantages pécuniaires, les ducs de Mayenne et de Longueville, et bientôt après le duc de Bouillon, en disponibilité pour toutes les trahisons et pour toutes les intrigues, et qui n'avait voulu, confessait-il naïvement, être le principal auteur de la guerre que pour se donner le mérite d'être l'auteur principal de la conclusion de la paix. Le gouvernement donna large satisfaction aux réformés sur les griefs imaginaires ou fondés consignés dans leurs manifestes; il consentit à accepter près d'eux la médiation de l'ambassadeur d'Angleterre, et après de longues négociations où l'on vit intervenir sur un pied d'égalité des commissaires du roi, des agens du prince de Condé et des députés des églises réformées, la paix fut conclue à Loudun, à des conditions qui touchaient moins le public que les hommes personnellement engagés dans cette stérile querelle. Ce traité n'était une victoire pour personne; mais il constatait une fois de plus l'impuissance de la royauté, qui, après avoir mis le prince de Condé hors la loi, consentait à subir ses conditions et à désintéresser ses créatures.

Voulant dissuader Condé d'une résolution qu'il estimait funeste aux intérêts de ses coreligionnaires, le duc de Rohan lui avait dit ces paroles : « La faible espérance d'enrichir votre maison et de tirer quelque argent des finances du roi ne devrait pas l'emporter sur ce grand nombre d'amis dont vous allez vous séparer, pensez-y sérieusement; on travaille à vous faire perdre une occasion que vous ne retrouverez jamais. Vous allez vous placer entre les mains de la cour, et à votre première démarche suspecte elle s'assurera d'un prince qui a déjà pris deux fois les armes (1). » C'était prêcher la grande ambition à un homme qui n'était capable que de la petite. Rohan avait raison toutefois, et le chef de la conjuration aristocratique et protestante en fit bientôt la dure expérience. Après le traité de Loudun, Condé se crut maître du gouvernement et de la France, et fit peser sur la royauté un joug d'autant plus humiliant, qu'il lui contestait avec la même jalousie les apparences et les réalités du pouvoir. Plus recherché et plus suivi que le roi même, dit un écrit contemporain, *sa maison rendait le Louvre désert* (2). Condé et ses acolytes ne furent pas plus tôt rentrés dans Paris, qu'ils reprirent, au sein du parlement, leurs intrigues accoutumées et lièrent des rapports secrets avec l'ambassadeur d'Angleterre et les agens des Provinces-Unies. L'insolente attitude du premier prince du sang réveilla promptement toutes les jalousies du jeune roi et toutes les terreurs de sa mère. Le chef de la branche de Condé aspirait-il à placer la couronne dans sa maison, et à réaliser dans une pensée aristocratique et protestante le grand dessein que les Guise avaient essayé naguère sous une inspiration bourgeoise et catholique? Il est difficile de l'affirmer, plus difficile encore de le nier. Cependant, à voir le décousu de ses actes et la facilité avec laquelle il s'en laissait détourner par les soins les plus vulgaires, on peut juger qu'il échoua plutôt par l'incertitude que par la témérité de ses projets.

L'avidité l'avait déjà compromis, une haine aveugle allait le perdre. Il crut le moment venu de frapper un grand coup, et pensa que les antipathies populaires soulevées contre le maréchal d'Ancre mettaient les factions en mesure de le tenter. Ne pouvant plus douter, de son côté, qu'un attentat sur sa personne ne fût déjà résolu dans le conseil secret des princes, Concini suggéra à Marie, inquiétée dans ses affections, une résolution qu'un tel motif pouvait seul faire

(1) *Mémoires de Rohan*, t. II.
(2) *Apologie pour leurs majestés après l'arrestation de M. le Prince*, Paris, 1616.

agréer à cette princesse. Au milieu de ses partisans troublés et surpris, Condé fut arrêté en plein Louvre au nom du roi, et conduit à la Bastille. Ce coup d'autorité, qui dut paraître téméraire aux contemporains, n'excédait pas pourtant la mesure des forces de la royauté : il constata combien les masses populaires et la majorité de la noblesse elle-même restaient étrangères aux agitations factices entretenues par les seigneurs. Les tentatives essayées pour insurger Paris n'amenèrent d'autre résultat que le pillage de l'hôtel d'Ancre, et les princes retirés à Soissons essayèrent avec peu de succès d'organiser la guerre civile dans les différentes provinces du royaume. Le gouvernement ne recourut pas vainement à ses moyens accoutumés, et la défection du duc de Guise, qui s'était réuni aux mécontens après de longues hésitations, amena sinon la chute de la confédération elle-même, au moins son entière impuissance. Privés de leurs pensions et traitemens pendant cette nouvelle rupture avec la cour, les princes éprouvèrent bientôt le plus vif désir d'y rentrer. Une machination tramée dans l'ombre contre le favori de la reine-mère par un autre favori qui s'élevait sur ses ruines, leur en offrit promptement l'occasion. Comprenant enfin l'impossibilité de faire un appel spécieux à quelque grand intérêt public, ils transigèrent avec la cour au prix du sang, assurés d'être absous par l'opinion, s'ils consentaient à servir ses haines. Un gentillâtre de Provence, dresseur de faucons et siffleur de linottes, captivait alors, sinon la confiance, du moins l'attention du triste monarque, qui apparaît pour la première fois dans l'histoire le jour d'un guet-apens commandé par lui. Albert de Luynes s'était déjà grandement poussé à la cour, en berçant par des distractions puériles la vie oisive de Louis, longue enfance sans naïveté et sans tendresse, à laquelle devait succéder une précoce vieillesse et une sorte de torpeur générale de l'ame et des sens. Mais, quelle que fût la position inespérée de ce jeune officier de vénerie devenu nécessaire aux plaisirs de son maître et admis à l'honneur de sa familiarité, les désirs du Provençal dépassaient les limites de sa fortune présente, et le maréchal d'Ancre lui semblait un invincible obstacle à son avenir. Insolent autant qu'avide, et plus imprudent qu'il ne convenait dans une situation si menacée, l'Italien n'avait épargné ni les dédains ni les railleries au pourvoyeur des chasses royales, dont sa bienveillante indifférence avait favorisé les premiers pas. De son côté, de Luynes avait compris qu'une seule voie lui était ouverte pour jouer un rôle politique, et qu'il fallait, par un service signalé, s'assurer le patronage des puissans ennemis

du maréchal. Tuer Concini, amener à ce prix la réconciliation de la royauté avec ses grands feudataires, tel fut le plan auquel il se dévoua avec le calme et la sécurité de conscience produite par les maximes et les tristes habitudes du temps.

Pour faire agréer une telle pensée au jeune roi, il fallait le brouiller avec sa mère, empoisonner son esprit de soupçons et d'inquiétudes, et dominer par la crainte cette nature égoïste et débile. Luynes y réussit au-delà de ses espérances. Il incrimine jusqu'aux actes les plus simples du maréchal, représentant au roi que cet étranger exerce un pouvoir absolu dans le royaume, et qu'il s'y fortifie contre son autorité; il le lui montre dominant l'esprit de la reine-mère, inclinant son cœur vers Gaston, son plus jeune fils, pendant qu'il l'éloigne du roi; il fait intervenir des astrologues et des devins consultés sur le terme probable d'une vie royale; il va, disent les mémoires contemporains (1), jusqu'à supposer des lettres pleines d'outrages et de menaces contre le monarque; il poursuit cette ame malade dans le silence de ses nuits sans sommeil, et dans l'obscurité des forêts où Louis aime à s'égarer; il obtient enfin un ordre que l'épée du baron de Vitry se charge d'exécuter au sein même du palais des rois. Le sang du maréchal coule au pied du grand escalier du Louvre; son cadavre, livré au peuple, est mis en pièces et brûlé devant la statue de Henri IV, et le jeune prince accueille avec bonheur les acclamations de la foule, comme un premier hommage à sa souveraineté naissante. Il règne enfin, sans sa mère et contre sa mère, qui reçoit de la bouche inexorable d'un fils de dix-sept ans l'ordre de partir sans délai pour son premier exil; il règne en permettant qu'on le débarrasse par un crime d'un instrument compromis sans doute, mais dévoué à la pensée monarchique, que le roi va bientôt reprendre avec une ardeur jalouse et un succès inespéré, et, singulière ironie de l'histoire! il inaugure par une sanglante concession au parti féodal un gouvernement destiné à l'exterminer.

Arrêtons-nous encore un moment pour embrasser d'un regard tout ce passé qui va disparaître. Quel regret nous laissera-t-il, et quel germe y trouverons-nous qui ne soit ou dangereux ou stérile? Cette société intermédiaire entre la ligue et Richelieu n'est-elle point, elle aussi, le résidu épuisé d'une longue révolution, la transition nécessaire entre les chaleureuses croyances disparues et un organisme

(1) *Mémoires de Richelieu*, liv. VIII. — *Mémoires de Deageant*, p. 48 à 61.

nouveau aspirant à se produire? Le scandale de ces factions égoïstes ne dépasse-t-il pas encore celui de nos plus honteuses manœuvres parlementaires? Pendant que l'Angleterre fondait sa liberté politique et sa grandeur maritime, et que la Hollande s'élevait au premier rang des nations; tandis que les deux grandes moitiés de l'empire de Charles-Quint dominaient encore l'Europe en s'appuyant l'une sur l'autre, la France se débattait indifférente et lassée entre les concinistes et les *Barrabas* (1), et commençait cette guerre de chansons qui ne devait finir qu'à la virilité de Louis XIV; elle voyait les défenseurs naturels de sa glorieuse unité s'associer tour à tour, sans pudeur comme sans remords, aux huguenots et aux Espagnols, non plus pour servir les intérêts d'un grand parti, mais pour faire leurs propres affaires. Aucun esprit politique dans l'aristocratie dominée par cette haute féodalité princière, et qui ne conserve plus de ses temps héroïques qu'un courage déréglé et un besoin fébrile de duels; aucun sentiment national dans le parlement, qui, hors de la distribution de la justice civile où il est admirable, n'entre dans les grandes affaires que pour les brouiller; aucun prestige dans la royauté représentée par une femme galante et par un roi valétudinaire; chez la bourgeoisie concentrée dans ses affections municipales, peu ou point d'intelligence des intérêts publics; enfin l'Espagne et l'empire dominant le mouvement de l'Europe, telle est la France à l'ouverture du siècle qui, entre tous les autres, allait bientôt conquérir le nom de grand.

L'homme qui arrêta court ce progrès sensible vers une décadence générale, qui fit ou prépara deux grands règnes, a jusqu'ici à peine été nommé dans ces pages, et pourtant il nous semble qu'il les remplit déjà tout entières. En assistant à un pareil spectacle, on devine que cet homme va venir; on comprend qu'il faut qu'il vienne, et la corruption de la société semble justifier d'avance devant Dieu et devant l'histoire les terribles moyens qu'il emploiera pour en renouveler la face. Mais comment conquérir la force que présuppose une pareille entreprise? Comment s'imposer à la royauté accoutumée aux complaisances de favoris médiocres, à cette haute féodalité qui a fait capituler le monarque à Loudun et à Sainte-Menehould, et qui vient de livrer à la foule ameutée par ses laquais les restes profanés du maréchal d'Ancre? Une pareille tâche serait des plus ardues

(1) Sobriquet donné aux partisans du prince de Condé, et dont l'origine est diversement expliquée par les historiens.

pour qui se trouverait dans le cas de l'entreprendre avec la ressource de puissantes alliances et d'un haut patronage tout formé. Combien dès-lors ne semble-t-elle pas impossible lorsqu'on voit se mettre à l'œuvre un homme isolé, sans autre appui à la cour que la faveur de la reine-mère et du maréchal assassiné, et qui, signalé à toutes les méfiances des vainqueurs, se trouve enveloppé dans la proscription commune?

Faire sortir sa fortune de l'abîme même où elle semblait engloutie, tirer plus de parti de l'exil que jamais courtisan n'en tira de la faveur royale, c'est là un tour de force qui suffirait pour signaler à la postérité l'habileté incomparable d'Armand-Jean Duplessis de Richelieu. Si ces commencemens sont plus obscurs, ils ne sont pas moins importans à connaître; ils apprennent l'homme à ceux qui n'ont étudié que le ministre. Né avec une vocation prononcée pour les affaires, Richelieu a rencontré sur sa voie autant d'obstacles que personne. Il est curieux de le voir les tourner à force de persévérance et d'adresse, et ce spectacle est plus saisissant peut-être que celui des luttes énergiques qu'il livre dans la pleine possession de sa force. C'est un malheur de la vie politique de contraindre les natures les plus éminentes à dépenser pour arriver à la puissance plus de ressources qu'elles n'en déploieront jamais pour l'exercer. Le ministre de Louis XIII, introduit dans la carrière par Marie de Médicis et par Concini, subit l'empire de cette loi plus générale encore aujourd'hui que dans son temps; il se fit laborieusement sa place, et dut déployer, pour arriver au ministère, des dispositions de caractère en contraste complet avec celles qu'allait signaler avec tant d'éclat la seconde période de sa vie. *Sa souplesse fit sa fortune et son orgueil fit sa gloire*, a dit un grand écrivain (1). La vie de Richelieu est tout entière dans cette inscription lapidaire. C'est en combinant, en effet, des qualités et des défauts qui semblent s'exclure, en harmoniant des tendances qui se repoussent, qu'on peut dessiner avec quelque vérité cette physionomie qui n'a rien de l'unité sévère que trop d'historiens se sont attachés à lui imprimer. Montrer Richelieu dans les phases diverses de sa vie, constater qu'il a moins agi en vertu d'une idée préconçue que sous l'empire des évènemens de son époque, telle est la double pensée qui inspirera ce travail. S'il n'offre pas au lecteur un intérêt de curiosité impossible à exciter en une telle matière et dans un sujet tant rebattu, il a du moins, pour l'é-

(1) M. de Châteaubriand, *Études historiques*.

crivain, le charme d'un substantiel entretien avec une vigoureuse intelligence. Voir vivre ce puissant mortel dans les faiblesses de ses passions en même temps que dans l'énergie de sa pensée, l'entendre parler dans ses écrits demeurés deux siècles presque inconnus au monde, juger enfin son œuvre d'équilibre européen au moment même où cette œuvre tend à disparaître, c'est un sérieux plaisir d'esprit que nous avons goûté dans toute sa plénitude, et que d'autres aimeront peut-être à prendre avec nous.

On sait que le jeune Duplessis, né en 1585 d'une bonne, mais pauvre maison du Poitou, n'embrassa la carrière ecclésiastique que pour empêcher l'évêché de Luçon de sortir de sa famille. Il avait porté l'épée jusqu'au jour où Alphonse, l'un de ses frères, eut abandonné cette dignité pour se confiner dans un cloître. Quelques études théologiques suffirent pour préparer au sacerdoce et à l'épiscopat un jeune homme bien né qui, selon les idées du temps, accomplissait un devoir en maintenant dans une noble maison sans fortune un établissement lucratif. L'église, dominée par son association intime avec l'ordre politique, en subissait les conséquences au détriment de sa discipline. Agé de moins de vingt-deux ans, Jean Duplessis fut pourvu à Rome même de l'évêché vacant. Siri, répété par Levassor et par tous les écrivains hostiles au cardinal, assure qu'il trompa Paul V sur son âge véritable, et qu'en apprenant la vérité, le bon pape loua fort l'esprit et l'adresse du jeune prélat dont il prédit la haute fortune.

De retour en France, Richelieu parut prendre au sérieux les devoirs de son état. Il se remit à l'étude de la théologie, et l'on ne saurait lire ses écrits, même politiques, sans y trouver l'empreinte de ces formules didactiques, de cette argumentation rigoureuse qui allait si bien à la trempe ferme et nette de son esprit. Quelques années passées dans son évêché, où il se livra à la controverse contre les réformés, quelques carêmes prêchés à Paris avec un assez grand succès, remplissent cette première période de jeunesse et d'obscurité. Marie de Médicis écouta avec plaisir le prélat, qu'une figure régulière et animée, une attitude parfaitement noble, firent d'abord remarquer à la cour. Il s'attacha à cette princesse, à laquelle il parvint à se faire recommander par le maréchal d'Ancre, alors dans la plénitude de sa puissance. Député aux états-généraux de 1614 par les sénéchaussées de Fontenay et de Niort, il se jeta avec chaleur dans le parti de la reine, et exerça une influence notable sur la rédaction des cahiers du clergé. Il s'y prononça vivement pour l'union avec

l'Espagne et pour le maintien de l'administration aux mains de la régente; on le vit également s'élever avec force contre toutes les réclamations inspirées aux parlementaires par la faction des princes mécontens. Ayant obtenu, d'autres disent ayant brigué l'honneur de porter la parole au nom de son ordre, il loua dans le style emphatique de son temps la gloire de la régente, exalta l'autorité royale au-dessus de tous les pouvoirs humains, et représenta la religion comme la base des trônes et leur plus solide fondement. Ce discours ne fût point sorti des banalités consacrées par ce genre d'allocution, si « le bon prélat n'avait, selon l'expression d'un de ses antagonistes, découvert le sentiment de son cœur dans l'endroit de sa pièce qui n'était pas le moins étudié (1). » Se plaignant amèrement de l'usage qui tendait à s'introduire d'éloigner les ecclésiastiques des conseils du roi et des emplois publics, on l'entendit s'écrier, : « Votre majesté doit nous donner plus de part aux affaires. Quand les rois ses prédécesseurs ont employé les prélats de leur royaume, l'église gallicane a été plus puissante qu'aucune autre, et, depuis qu'on a négligé de suivre cette louable et salutaire coutume, le clergé français a tellement perdu son éclat, qu'il n'est plus connaissable. Bien loin de consulter les prélats éclairés sur les affaires de l'état, on s'imagine maintenant que l'honneur que nous avons d'être consacrés au service de Dieu nous rend incapables de servir notre roi, qui en est l'image vivante. »

Le dévouement sans bornes de Richelieu ne tarda pas à lui valoir une récompense. Quelques mois après la clôture des états, la reine-mère le fit nommer grand-aumônier de la reine régnante Anne d'Autriche, et, comme il avait besoin d'argent pour payer quelques dettes de sa maison, le maréchal d'Ancre lui obtint permission de vendre cette charge, ce qui le mit en état de vivre à la cour avec un commencement de splendeur. L'Italien avait deviné la pénétration et la vigueur d'esprit de ce jeune ecclésiastique que le soin de sa fortune ne détournait pas de la gravité extérieure de sa profession, et qui, au plus fort de sa jeunesse, ménageait sa faveur comme le courtisan le plus consommé. « Je gagnai le cœur du maréchal, dit Richelieu lui-même, et il fit quelque estime de moi dès la première fois qu'il m'aboucha. Il dit à quelques-uns de ses familiers qu'il avait un jeune homme en main capable de faire la leçon à *tutti barboni*. Mais sa bienveillance diminua, premièrement parce qu'il me trouva

(1) Levassor, liv. VI, tom. II.

avec des contradictions qu'il n'attendait pas, secondement parce qu'il remarquait que la confiance de la reine penchait de mon côté, troisièmement par les mauvais offices de Russeley, qui n'omettait aucun artifice pour m'abattre, et Barbin (1). »

Après le mariage du roi, Concini, ayant grand intérêt à recevoir des renseignemens exacts sur l'état intérieur de la cour d'Espagne, avait songé à l'évêque de Luçon pour cette importante ambassade. Celui-ci embrassa avec ardeur une telle perspective comme un premier pas vers les grandes affaires et vers l'intimité de deux maisons royales; mais, après l'emprisonnement du prince de Condé et le pillage de l'hôtel d'Ancre, le maréchal et la régente jugèrent utile de renouveler le conseil, et de n'y admettre que des hommes d'un dévouement absolu à leur pensée politique. A ce titre, ils songèrent à Richelieu pour exercer la charge de secrétaire d'état conjointement avec le vieux Villeroy, auquel cinquante années de services sous trois règnes avaient ôté l'énergie que des circonstances aussi difficiles semblaient rendre nécessaire. Associé à Mangot et à Barbin, humbles créatures de Marie de Médicis, soumis au maréchal sans l'estimer et sans l'aimer, Richelieu ne fut dans ce cabinet qu'un instrument docile et secondaire. Le seul acte de volonté personnelle dont il soit possible de recueillir la trace pendant ce ministère, interrompu bientôt après par l'assassinat de son chef, s'applique aux intérêts directs du prélat. Richelieu raconte qu'aussitôt après sa nomination à la charge de secrétaire d'état, à laquelle le maréchal attacha avec intention des gages considérables, celui-ci le pressa vivement de se défaire de son évêché, afin de le tenir dans une plus étroite dépendance; « mais, considérant les changemens qui pouvaient arriver, tant par l'humeur changeante du personnage que par les accidens qui pouvaient arriver à sa fortune, jamais je n'y voulus consentir, ce dont il eut mécontentement sans raison. » On voit que ses premiers succès n'enivraient pas le jeune ministre, qu'il se refusait à jouer trop gros jeu, et faisait marcher de front la prudence et l'ambition. A cet égard, les preuves ne manqueront pas.

Des nuages s'élevèrent, aux derniers mois de la vie du maréchal d'Ancre, entre lui et le nouveau secrétaire d'état : c'est chose facile que de juger, au ton de ses Mémoires, que celui-ci prévoyait la catastrophe et prenait de loin ses mesures du côté des princes et des frères de Luynes pour n'être pas enveloppé dans la disgrace, tôt ou

(1) *Mémoires de Richelieu*, liv. VIII.

tard inévitable, du malheureux Florentin. Aussi l'évêque de Luçon fut-il appelé au Louvre sitôt après le crime qui venait d'en souiller l'enceinte, et le roi s'empressa-t-il de lui dire qu'il ne le confondait pas avec les mauvais conseillers du maréchal et qu'il *le voulait bien traiter*. De Luynes lui fit les plus belles protestations, et je ne sais guère de harangue plus curieuse que la longue réponse de Richelieu au favori, qui tenait alors les destinées de la monarchie dans sa main débile et sanglante. Il est difficile de livrer plus complètement un homme qui n'est plus, tout en paraissant ménager les convenances qu'impose la mémoire d'un bienfait, et de se montrer de plus indulgente composition sur un meurtre qu'on affecte de déplorer. De telles dispositions n'étaient pas de nature à inquiéter de Luynes; aussi s'empressa-t-il d'annoncer à Richelieu que seul entre ses collègues il serait maintenu dans le nouveau conseil, où le roi lui commanda d'aller à l'instant même prendre siége. « Je balançais si je devais recevoir cet honneur, mais j'estimais qu'en cette grande mutation les marques de la bonne grace du roi me devaient être chères, vu que par après mes actions feraient connaître que je les recevais par la pure estime que le roi faisait de moi, et non pour connivence que j'eusse eue avec ceux qui avaient machiné la mort du maréchal (1). »

On pouvait en toute sûreté sacrifier Concini, puisqu'il était mort; mais la reine-mère était vivante, elle avait exercé un grand empire sur l'esprit du roi, et pouvait le reprendre encore : le cas était donc plus embarrassant. Gardée à vue dans sa chambre par des soldats qui allaient chercher jusque dans son lit la poudre qu'on l'accusait d'y cacher pour faire sauter son fils, Marie était tout à coup tombée du faîte de la puissance dans une situation lamentable. Renier sa royale maîtresse en un tel moment était un procédé honteux, indigne d'un gentilhomme et plus encore d'un évêque, procédé des plus dangereux d'ailleurs selon le cours des évènemens; mais se dévouer sans réserve à sa mauvaise fortune était un acte qui imposait des sacrifices pénibles dans le présent et peut-être sans compensation dans l'avenir. Richelieu sortit de cette alternative en ménageant à la fois les convenances et ses intérêts. Placé entre le jeune roi et sa mère, il sut conserver l'attachement de l'une et se préparer les bonnes graces de l'autre, avec un art que nous ne souhaitons à coup sûr à personne, mais dont nos plus souples tacticiens parlementaires pour-

(1) *Mémoires*, liv. VIII.

raient à bon droit se montrer jaloux. « Je demandai au sieur de Luynes le plus adroitement qu'il me fut possible, pour ne lui déplaire pas, s'il ne me serait pas permis de voir la reine, et que s'il lui plaisait me faire accorder cette grace, j'en userais assurément, non pour aigrir, mais pour adoucir son esprit. » Cette faculté lui fut bientôt accordée avec une latitude plus grande qu'il ne l'aurait probablement voulue. Les nouveaux ministres ayant refusé de communiquer avec lui lorsqu'il se présenta la première fois au conseil, Richelieu comprit que la position n'était pas tenable à la cour, et se résolut, après mûres réflexions, à embrasser le rôle de martyr de la fidélité. Au moment où se dressait l'échafaud de la compagne chérie de Marie de Médicis, judiciairement égorgée comme sorcière et devineresse par des juges encore plus lâches qu'imbéciles; pendant que les princes rebelles rentraient en triomphe dans ce Louvre si long-temps troublé par eux, Marie de Médicis, accompagnée d'un petit nombre de serviteurs, s'acheminait vers la ville de Blois, qu'un songe lui avait naguère indiquée comme lieu de son exil. « Au sortir de Paris, je l'accompagnai, recevant plus de consolation en la part que je prenais à son affliction, que je n'eusse pu en recevoir en la part que ses ennemis me voulurent faire de leurs biens. » Les faits permettent d'apprécier la portée de cette réflexion, fort affaiblie d'ailleurs par l'aveu qui la suit. « Je voulus avoir une permission expresse du roi par écrit, de peur qu'ils ne me rendissent puis après coupable de l'avoir suivie, et soutinssent que je l'avais fait de mon mouvement. »

Voilà de la prudence. Voici de la trahison, trahison discrète et savante qu'admirera sans doute l'école contemporaine qui s'est inclinée pendant cinquante ans devant la fortune d'un autre évêque-ministre, esprit politique sans système et sans vigueur, qui profita de tous les évènemens de son temps sans en dominer un seul, et qui sera dans l'histoire au cardinal Richelieu ce qu'est à un général qui a livré de grandes batailles le maraudeur qui dépouille les morts après le combat.

Devenu à Blois chef du conseil de la reine-mère, Richelieu entra aussitôt en correspondance avec le duc de Luynes, lui rendant un compte minutieux de tous les actes de la princesse, et se portant personnellement garant de sa conduite. Ce ne fut pas sans des peines infinies qu'il suffit pour quelque temps à ce double rôle. Contraint de témoigner à sa malheureuse maîtresse un dévouement d'autant plus absolu que le malheur engendre la défiance, obligé de se dé-

fendre en même temps à la cour contre des soupçons qu'une correspondance obséquieuse ne parvenait pas toujours à conjurer, Richelieu préludait par un rude apprentissage aux embarras du pouvoir, et ne laissait assurément rien pressentir de la hauteur de caractère qu'il devait apporter bientôt dans l'exercice du gouvernement. Assez bien traité par de Luynes et par le jeune monarque, l'évêque de Luçon était de la part des membres du conseil, et en particulier du garde-des-sceaux Du Vair, l'objet de vives antipathies et d'une méfiance prononcée. Inquiets de sa présence près de la reine et de l'activité de ses démarches, ils obtinrent du roi l'ordre de son éloignement. Après de vaines protestations de fidélité adressées à Louis XIII et à son favori, Richelieu dut partir pour son évêché, puis après pour Avignon. Ce procédé violent acheva de lui conquérir la confiance absolue de la princesse, qui ne vit dans cet exil qu'une persécution de plus dirigée contre elle.

Rendu malgré lui pour deux années à une vie pastorale et solitaire, Richelieu composa divers écrits, indépendamment de ses mémoires, dont le commencement nous paraît remonter à cette époque. Les principaux sont : l'*Instruction du Chrétien* et la *Réponse adressée au roi par les quatre ministres de Charenton*. Aucune qualité éminente ne se révèle dans ces écrits, dont le dernier, dirigé contre une lettre supprimée par arrêt du conseil, fut plutôt un acte politique qu'une œuvre religieuse. La médiocrité de ces travaux, qui doivent au seul nom de leur auteur le privilége d'être feuilletés quelquefois sous la poussière qui les recouvre, n'empêche pas Richelieu d'en parler avec une complaisance et une vanité d'homme de lettres qui sont l'un des traits les plus persistans de son caractère, soit qu'il se produise comme théologien ou comme poète, qu'il argumente contre Calvin ou contre Corneille.

Cet exil d'Avignon, dont la perspective est si cruelle pour Richelieu, fut pourtant l'origine de sa haute et rapide fortune. La reine avait franchi les murailles du château de Blois, en s'appuyant sur une échelle de cordes, durant les ténèbres d'une nuit d'hiver. Le duc d'Épernon, brouillé avec la cour pour une querelle de préséance, l'avait reçue dans son gouvernement à la tête d'une armée. Faisant appel à tous les mécontens, c'est-à-dire à tous les ambitieux, la veuve de Henri IV menaçait de recommencer contre son fils une guerre civile à peine éteinte. Rien n'était en effet changé depuis la mort du maréchal d'Ancre et l'avènement au pouvoir du petit gentilhomme provençal, ni dans la constitution de l'état, ni dans les

plans et les espérances des grands du royaume. De Luynes avait servi leur vengeance en versant le sang de Concini, et ce sang avait scellé une sorte de pacte entre lui et la faction féodale; mais bientôt la force des choses le contraignit à faire des efforts pour se dégager, et il se vit accusé de trahir ses amis alors qu'il ne faisait que se défendre. Il n'y allait pas moins que de l'existence de la royauté elle-même, et de Luynes n'était rien que par elle.

Les nouveaux ministres, et parmi eux le président Jeannin, esprit prudent et pratique, s'étaient refusés à rendre la liberté au prince de Condé, et, tout en abandonnant au pillage les finances de l'état, ils résistaient aux demandes de gouvernemens et de places fortes de nature à compromettre l'intégrité de la monarchie. Les grands, qui avaient compté jouir d'une autorité pleine et entière, se trouvèrent donc frustrés dans leurs espérances. La plus grande partie des dépouilles de Concini et de son infortunée compagne était passée dans la maison de Luynes; tel avait été, conformément à la loi générale des révolutions de cabinet, le principal, pour ne pas dire le seul résultat de celle-ci. Aussi le maréchal de Bouillon, que Richelieu appelle quelque part le démon incarné de la sédition, déclarait-il bien haut que *la taverne était restée la même, et que le bouchon seul avait changé.*

Ainsi compromis de deux côtés à la fois, Luynes comprit que pour conserver le pouvoir, et peut-être pour sauver la royauté, il fallait traiter avec la reine-mère, établie dans Angoulême à la tête de forces considérables. Les huguenots du Poitou accouraient déjà offrir à cette princesse leurs services intéressés. La cour émigrait en Saintonge, et le gouvernement faible et timide du duc de Luynes provoquait dans l'opinon publique, en faveur de la reine-mère, cette réaction qui ne manque jamais lorsqu'on sait l'attendre et la préparer. Pour ménager une réconciliation aussi difficile, le favori pensa à Richelieu, qui reçut à Avignon avec une joie inexprimable le message par lequel le roi lui enjoignait de se rendre sans délai près de sa mère. Ce long voyage, entrepris par ordre de la cour, conserva aux yeux prévenus de Marie le caractère d'un acte spontané de courage et de dévouement. Aussi l'évêque de Luçon, à peine arrivé, fut-il le directeur de ses résolutions, l'inspirateur suprême de ses volontés. Il suggéra facilement à la princesse le désir de se rapprocher de son fils et de la cour; mais, comme tous les chefs de faction, Marie s'appartenait moins à elle-même qu'aux hommes engagés dans sa querelle : aussi les efforts de Richelieu furent-ils inutiles pendant

plus d'une année. Une entrevue ménagée à Tours entre la mère et le fils n'avait amené d'autre résultat que de banales protestations d'attachement. L'ancienne régente s'inquiétait moins d'ailleurs de reconquérir le cœur de Louis XIII que de ressaisir ce pouvoir devenu la seule compensation de sa jeunesse évanouie; de son côté, le jeune roi ne revit pas plus tôt sa mère que son ame se rouvrit à tous les soupçons qui devaient torturer jusqu'à la tombe ce martyr vivant des sollicitudes du trône.

Alors se passèrent des choses bien caractérisques de ces temps de faiblesse et d'anarchie. Luynes, menacé par les grands qui se disaient trompés par lui, avait d'abord essayé de rapprocher le roi de la reine-mère; puis, s'apercevant bientôt que l'ambition véritable de cette princesse était de reprendre la haute direction des affaires, il n'imagina rien de mieux pour paralyser ses forces que de lui opposer le prince de Condé, et l'on vit tout à coup sortir de prison, après plus de trois ans de captivité, le chef de la turbulente faction princière. Ulcérée par cette mise en liberté, éclatante condamnation de l'acte principal de sa régence, la reine rompt aussitôt les rapports qu'elle commençait à nouer avec la cour, et fait appel à tous les ambitieux du dedans, à tous les ennemis du dehors. Les princes et les grands se divisent et s'agitent; chacun fait ses conditions et exige des garanties à la pointe de son épée. Le Maine, l'Anjou, le Poitou et la Saintonge retentissent du bruit des armes au milieu de l'indifférence et du dégoût hautement manifestés par les populations, qui voient s'élever aux proportions d'une guerre civile la querelle personnelle de M. de Luynes et de M. d'Épernon.

Dans cette disposition universelle des esprits, une seule rencontre aux portes d'Angers suffit pour inspirer aux deux armées un égal désir de voir enfin leurs chefs compter la paix publique pour quelque chose. Ceux-ci comprennent que le moment est venu de cesser de jouer à la bataille. Des négociations sérieuses sont donc ouvertes où l'évêque de Luçon intervient activement, et, au mois d'août 1620, la lutte se termine par une transaction générale, assise sur les mêmes bases que toutes celles qui l'ont précédée. Les seigneurs des deux partis obtiennent toutes les conditions qu'il leur a plu de stipuler. Les modestes seuls sont dupes, aussi en est-il peu. Pour ne parler que du plus remuant entre les personnages de ce temps, le duc d'Épernon, cette médiocrité grandie par une insolence imperturbable, et qui n'a plus rien à demander pour lui-même, voit offrir à ses enfans un établissement immense, un duché-pairie, la survivance

de toutes ses charges et un modeste présent de deux cent mille écus. Luynes, de son côté, se prépare à saisir de son bras de fauconnier l'épée de connétable qu'avait portée Duguesclin. Dans ces loteries des guerres civiles, tous les joueurs gagnaient un lot. Richelieu y tira un quine, car il se fit assurer le chapeau de cardinal.

Le moment n'était pas encore venu d'entrer au conseil où siégeaient les hommes que la mort du maréchal d'Ancre y avait portés; mais le cardinalat était à la fois et un bon moyen pour attendre et une force pour ne pas attendre long-temps. Richelieu conclut de plus le mariage de sa nièce chérie avec le marquis de Combalet, neveu du duc de Luynes, aux applaudissemens de la cour et de la reine-mère, qui paya la dot et vit une preuve nouvelle de dévouement dans l'alliance que son fidèle conseiller consentait, pour le seul intérêt de son auguste maîtresse, à conclure avec le favori du roi.

Malgré les stipulations d'Angers, d'assez longs retards furent opposés à la promotion de Richelieu, soit que ces délais provinssent de la chancellerie romaine elle-même, ou qu'il faille les attribuer aux démarches secrètes de ses ennemis, alarmés d'un tel accroissement de sa fortune. Ce ne fut qu'en 1622, après la mort du cardinal de Retz, que l'évêque de Luçon se vit promu au cardinalat. Pendant ce temps, les évènemens avaient marché, et une situation de plus en plus difficile allait bientôt lui préparer sa place dans les grandes affaires.

Le roi ayant voulu rétablir en Béarn le libre exercice de la religion catholique interdit dans cette province depuis un demi-siècle, les réformés avaient pris les armes et donné une preuve de plus de l'incompatibilité de cette organisation menaçante avec l'existence d'un gouvernement régulier. L'assemblée de La Rochelle, sommée de se séparer, avait répondu qu'elle n'en ferait rien, et que le roi ne pouvait avoir oublié que c'était aux religionnaires que son père devait le trône. Cette assemblée, à l'abri de ses formidables remparts, avait procédé à une division territoriale du royaume en dix-huit églises subdivisées en églises simples et en colloques, desquelles dépendait un certain nombre de localités. Dans chacune de ces circonscriptions, des chefs militaires et des magistrats civils étaient solennellement institués. Une législation générale avait été promulguée pour l'état de guerre aussi bien que pour l'état de paix. Le duc de Rohan et son frère de Soubise, investis du commandement général des forces huguenotes, se préparaient une situation analogue à celle que la maison d'Orange avait conquise dans les Provinces-Unies à la

faveur de la lutte contre l'Espagne; « rien ne manquait enfin au dessein manifeste d'établissement d'une république dans ce royaume (1). »

Louis XIII s'était mis en campagne. Il avait déployé, dans une guerre qui le conduisit deux fois au fond du Languedoc, une valeur personnelle incontestable, seule qualité qui puisse recommander la mémoire du triste monarque qui ne fit de grandes choses qu'en remettant à la discrétion d'un ministre souverain sa volonté ambulatoire et son esprit obsédé de mille fantômes. Après avoir déclaré par lettres patentes les habitans de La Rochelle criminels de lèse-majesté, le roi donna l'assaut à la ville de Saint-Jean-d'Angely pendant que le duc du Maine s'emparait de Nérac et de plusieurs places en Guyenne. Mais les rivalités princières poursuivaient Louis dans les camps comme dans son Louvre. Sa mère, qui suivait l'armée, était l'objet de ses inquiétudes incessantes, et la présomptueuse inexpérience du nouveau connétable pesait également sur les opérations militaires et sur les affaires civiles. Bientôt le siége de Montauban vint mettre un terme aux succès des armes royales. Toutes les forces de la monarchie échouèrent contre ce boulevard de la réforme, moins défendu peut-être par ses héroïques habitans que par les faiblesses de la cour et le découragement de l'armée. Le duc du Maine, noble héritier d'une maison catholique et militaire, était mort au pied de ses remparts, et la plus brave noblesse du royaume ne se voyait pas sans indignation soumise aux ordres d'un chef qui avait appris la guerre dans les forêts de Fontainebleau : favori insatiable, dont l'impopularité réhabilitait le Florentin, et qui, cumulant la dignité de garde-des-sceaux avec celle de connétable, méritait ce jugement de ses contemporains, qu'il était aussi propre à faire un magistrat en temps de guerre qu'un général en temps de paix.

Luynes éprouva pourtant une douleur qui l'honore. Contraint de lever le siége de Montauban, repoussé devant Monheur, une chétive place du Languedoc, menacé dans sa faveur par la froideur croissante du roi et l'irritation croissante aussi de l'opinion, il ne se sentit pas la force de braver des mépris trop justifiés. Sa santé altérée le conduisit au tombeau; il mourut, livrant le roi à lui-même et à l'incertitude de ses pensées. Qui hériterait de la faveur et de la confiance du prince? Telle était la seule question que le tempérament du monarque permît alors de poser. Le moment était venu où la Providence allait la résoudre directement par la main de l'homme que

(1) *Mémoires de Richelieu*, liv. XII.

les hautes qualités de son esprit autant que les passions long-temps refoulées dans son cœur préparaient en silence à une lutte à mort contre l'anarchie seigneuriale. Lassée de ces crises et de ces avortemens éternels, la France appelait un pouvoir énergique avec l'entraînement qui la précipite dans le despotisme au sortir de tous les désordres, et Richelieu, après la régence, était presque Napoléon après le directoire.

Et quels problèmes politiques et sociaux étaient posés en France et en Europe! A l'intérieur du royaume, les religionnaires, formant un état dans l'état, étaient en révolte à peu près permanente; la cour se partageait en grandes factions auxquelles celle de Gaston d'Orléans, frère du roi, allait ajouter bientôt un large contingent de machinations et d'immoralités. Au dehors, l'Europe s'agitait tout entière sous le contre-coup de la réforme. La guerre de trente ans commençait en Allemagne, où le protestantisme, fruit indigène du sol et du génie natif, n'avait pas épuisé aussi promptement qu'en France sa première période de religieuse ferveur. L'empereur Ferdinand II venait de triompher de la Bohême et d'en chasser l'électeur Frédéric, sur la tête duquel le parti protestant n'avait pas craint de placer la couronne royale; mais la défaite de ce prince, que son cœur ne mettait pas au niveau de sa fortune, n'avait pas éteint le courage des héroïques aventuriers qui levèrent bientôt l'étendard contre la maison d'Autriche. Les princes protestans recommencèrent la ligue de Smalcalde, et déjà la Suède se préparait à suivre le Danemark sur ce vaste champ de bataille. De son côté, l'empereur organisait la défense de l'unité politique et religieuse sur des bases non moins formidables, et devenait le lien de toutes les forces catholiques. S'élevant alors comme un astre étincelant sur l'horizon troublé de la Germanie, Wallenstein étudiait déjà dans les cieux les mystérieux présages de sa grandeur. L'empereur Ferdinand essayait de rendre leur vieille et étroite intimité aux relations de l'Autriche avec l'Espagne, et s'entendait avec le cabinet de San-Lorenzo pour dominer l'Italie. Reprendre l'œuvre de Charles-Quint était la pensée dominante de sa vie. Philippe IV, que la mort de son père venait d'appeler au trône d'Espagne, et qui tenait alors sous son sceptre l'Europe méridionale tout entière depuis Naples jusqu'à Lisbonne, entrait dans les vues de son parent avec une vivacité qu'entretenaient les inspirations de sa conscience et le soin de sa propre grandeur. Neutraliser l'Angleterre en y suscitant le parti catholique, amortir l'action extérieure de la France en mettant aux gages de l'Escurial

les seigneurs qui troublaient le repos de la cour de Louis XIII; anéantir la Hollande et se venger de la longue trêve que son courageux patriotisme avait imposée à l'orgueil de ses anciens maîtres; s'assurer du duc de Savoie pour diriger sans résistance les affaires de l'Italie; opposer le pape aux Vénitiens et la vieille majesté de l'empire aux prétentions électorales : tel était le vaste plan qu'inspirait au cabinet espagnol l'indestructible pensée d'une monarchie universelle.

L'empire obtint de grands succès au début de cette longue lutte. Chacun sait que l'intervention des Suédois, provoquée par la France, changea seule la face des choses. Si le triomphe de la politique austro-espagnole n'avait été arrêté par les combinaisons audacieuses de Richelieu, il est hors de doute que la France, demeurée sans influence dans cette crise décisive, allait tomber pour bien long-temps au rang de puissance secondaire, et l'on peut conjecturer qu'une restauration bâtarde et fausse de l'unité religieuse se fût opérée dans quelques parties de l'Allemagne impériale. Dans cette hypothèse, le principe catholique fût resté peut-être pour toujours identifié avec la politique et les inspirations de l'Escurial, de telle sorte que Rome et l'Espagne n'eussent éveillé dans l'esprit et la conscience des peuples qu'une seule et même pensée; alors Louis XIV et son siècle devenaient impossibles, et la souveraineté européenne du génie français plus impossible encore. Or, c'est là ce que Dieu a détourné dans les conseils éternels de sa providence, c'est à ce péril qu'il a arraché l'avenir de l'église et les destinées du monde moderne. La France est douée, entre toutes les nations, d'une sympathique puissance que l'Espagne ne connut jamais, et les destinées du catholicisme reposent avec plus de sécurité sur son sol bouleversé par les tempêtes et battu par le flot de toutes les opinions humaines que sur la terre où il semblait régner alors sans résistance et sans contrôle. Il fallait Richelieu pour engendrer Louis XIV, et Louis XIV seul pouvait asseoir et fonder cette suprématie intellectuelle de la France qui survit à toutes les vicissitudes, et dont il est malaisé de se défendre alors même qu'on la conteste avec le plus de violence.

Saluons donc d'un cri d'espérance et de joie l'avénement de l'homme appelé à effacer le passé, pour qu'il fût possible d'écrire l'avenir; saluons le destructeur d'une société impuissante et corrompue, le formidable initiateur d'une ère nouvelle, qui, commençant par le pouvoir absolu, contenait en germe la démocratie moderne, avec tous les mystères de ses destinées. Examinons de sang-

froid cette vaste combinaison de la monarchie absolue comme une forme transitoire de la sociabilité humaine, et sachons la comprendre sans nous montrer indulgens et faciles pour les violences à l'aide desquelles elle fut fondée. Distinguons surtout entre l'application d'une grande pensée politique et les passions personnelles excitées par une situation constamment menacée; n'oublions pas que, tandis que Richelieu faisait trembler l'Europe et la dominait par la puissance de ses plans et de ses armes, son sort semblait dépendre d'une manœuvre de la reine, d'une intrigue de Gaston, d'une conversation du père Caussin ou de M[lle] de La Fayette. C'est dans un perpétuel contraste entre l'immensité de l'œuvre entreprise et les pieds d'argile du colosse qui s'y consacre que repose tout l'intérêt dramatique de cette vie puissante.

La reine-mère avait obtenu son entrée au conseil après la mort du connétable de Luynes, et la modération calculée avec laquelle elle sut user de ce droit important parut dissiper pour quelque temps les ombrageuses susceptibilités de son fils. L'admission de cette princesse au conseil impliquait l'entrée prochaine de Richelieu au ministère. Estimant l'évènement inévitable, le duc de la Vieuville voulut se donner près de la reine-mère le mérite de le déterminer. Depuis la mort du favori, le conseil de Louis XIII se composait d'hommes hors d'état d'exercer une influence personnelle sur la marche générale des affaires. Le président Jeannin avait été remplacé à la surintendance des finances par Schomberg, et cette charge importante se trouvait alors remplie par le marquis de la Vieuville. Loménie conservait à la maison du roi le poste qu'il occupait depuis le régne précédent; d'Aligre, ancien président au parlement de Bretagne, tenait les sceaux; enfin les affaires étrangères et la guerre, qui ne formèrent long-temps qu'un seul département, avaient passé, à la mort du marquis de Villeroy, à Brulart, fils du chancelier de Sillery. Plus tard, ce portefeuille fut subdivisé en trois grandes divisions, confiées à Phélippeaux, Loménie et Potier d'Ocquère. Ce fut dans cet état que Richelieu trouva le conseil lorsqu'il y fut appelé, à l'âge de trente-neuf ans, comme unique secrétaire d'état pour les affaires étrangères.

Le livre quinzième de ses *Mémoires* s'ouvre par un long exposé des motifs soumis au roi par Richelieu, pour lui faire agréer son refus lorsque ce prince lui eut annoncé ses bienveillantes intentions, et ce morceau n'est pas assurément le moins curieux de l'ouvrage. « Le cardinal se défendit autant qu'il lui fut possible par plusieurs

considérations et par plusieurs raisons. Il représenta au roi qu'il avouait que Dieu lui avait donné quelques qualités et force d'esprit, mais avec tant de débilité de corps, que cette dernière qualité l'empêche de se pouvoir servir des autres dans le bruit et désordre du monde. Pour lui témoigner qu'il lui dit vrai, il s'offre de faire tout ce qu'il peut désirer de lui, soit pour le public, soit pour le particulier, pour le servir sans être du conseil. Pour être publiquement du conseil, il lui faudrait tant de conditions pour la faiblesse de sa complexion, laquelle n'est pas connue à tout le monde, qu'il semblerait que ce serait pure délicatesse qui le lui ferait désirer... Cela n'empêcherait point que, quand pour le bien des affaires publiques, le roi prendrait résolution de dénier à quelque prince quelque prétention, il ne le lui dît fort fermement, car ce qu'il propose est sans fard, proportionné à ses infirmités, et non à aucun dessein qu'il ait de s'exempter de la mauvaise volonté du tiers et du quart quand ce sera pour le bien public, etc. (1). »

Pour entrer au conseil, Richelieu montrait sa béquille; à peine entré, il la rejeta. Le lendemain du jour où il eut pris le portefeuille des affaires étrangères, il parlait déjà en maître. La pourpre romaine dont il était revêtu lui assurait de plein droit une préséance que ses collègues renoncèrent d'ailleurs dès l'origine à lui disputer, et cet homme qu'on avait vu si humble sous le maréchal d'Ancre, si souple sous Luynes, déploya tout à coup une hauteur de commandement inattendue. C'est qu'il ne trouvait plus en face de lui aucune situation assez forte pour tenir tête à la sienne, et qu'il importait de dominer le roi sous peine de voir ce prince échapper à son ministre, pour accepter le joug de quelque obscur favori. Au moment où Richelieu entrait au conseil, le terrain était libre, et il fallait en devenir le maître, si l'on ne voulait tomber promptement. Aspirer à fixer l'esprit mobile de Louis néanmoins était une entreprise plus que chanceuse; Richelieu y parvint en tirant parti des défauts autant et plus que des qualités du monarque.

L. DE CARNÉ.

(La seconde partie au prochain n°.)

(1) Au début de ce XVe livre, Richelieu cesse de parler à la première personne, et, à part certains morceaux dont la facture révèle la main du cardinal lui-même, l'ensemble de l'ouvrage se compose évidemment de notes et de mémoires écrits par des secrétaires et des metteurs en œuvre travaillant sous l'inspiration du ministre.

ÉTUDES

SUR L'ANGLETERRE.

II.

SAINT-GILES.

On a vu dans White-Chapel la population qui vit des restes de Londres. Pour compléter la description du genre parasite en Angleterre, il est à propos de faire connaître celle qui exploite les vices et qui rançonne les faiblesses de cette opulente cité. Les vagabonds, les prostituées et les malfaiteurs abondent dans toutes les capitales : il semble que la richesse les attire aussi invinciblement que la lumière traîne l'ombre après soi, et les grandes agglomérations d'hommes les abritent comme un mal caché dans leurs profondeurs. Partout aussi les classes dangereuses de la société affectionnent certains quartiers qu'elles s'approprient et qu'elles infestent. Communément ces quartiers immondes se trouvent situés dans le voisinage des rues qui étalent la circulation la plus active et le luxe le plus brillant. Ce sont des postes d'observation du haut desquels les vautours de la civilisation guettent leur proie; ce sont les repaires du

pillage et de l'orgie. Il y a là une atmosphère de corruption qui couve, fait éclore et développe le crime, de la même manière que certains insectes se multiplient naturellement au fond d'une humide obscurité.

Qui ne connaît les endroits infectés dans Paris? Grace au goût prononcé de nos romanciers pour les fortes émotions et pour la peinture des mœurs infimes, qui ne sait en Europe les noms des plus affreuses rues de la Cité, des bouges qui souillent les abords de l'Hôtel-de-Ville et du Palais-Royal? Et quel est l'étranger qui, jugeant notre société sur cette écume dont on a barbouillé tant de livres, ne pense pas qu'on peut la flétrir à son aise, sans tomber dans la calomnie? Les romanciers anglais ont plus de patriotisme ou plus de discrétion. Ils laissent enfouis dans les livres bleus, dans les documens parlementaires, des détails qui doivent être réservés aux chastes regards de la science. Charles Dickens a seul jusqu'à présent soulevé un coin du voile, en écrivant *Oliver Twist*. Encore faut-il dire que le succès de ce livre, dans une société comme celle de la Grande-Bretagne, a tenu peut-être à la sobriété avec laquelle l'auteur avait traité ce triste et inépuisable sujet.

A Londres, le quartier par excellence des gens sans aveu est la paroisse de Saint-Giles, lieu célèbre dans les fastes criminels, qu'habitent concurremment avec les vagabonds irlandais les prostituées de bas étage et les voleurs de profession. Saint-Giles figure un pâté de rues étroites, d'allées sombres et de cours fétides, situé dans l'angle que forment, derrière la cathédrale de Saint-Paul et au cœur de la Cité, les deux grandes voies de Londres, celle qui part de Charing-Cross, et celle qui commence à la pointe de Hyde-Park sous le nom d'Oxford-Street. Cette paroisse, jointe à celles de Saint-George et de Holborn, qui présentent à peu de chose près les mêmes phénomènes sociaux, peut renfermer 75 à 80,000 ames. Elle a pour limites, à l'est, les murs de Newgate et de Old-Bayley, à l'ouest le bureau central de la police établi à Bow-Street, et se trouve ainsi placée, comme par une affinité instinctive, entre la police et la prison. Il en est de même à Paris, où les bandits les plus déterminés vivent dans les rues tortueuses de la Cité, à quelques pas de la préfecture de police et des tribunaux, comme s'ils voulaient jeter de plus près à la justice des hommes un insolent défi.

Mais notre Cité peut servir tout au plus de lieu d'asile. Elle est isolée en quelque sorte de Paris par les deux bras du fleuve, et il faut aller assez loin de là pour rencontrer ces quartiers somptueux

où le luxe étale ses tentations. Saint-Giles au contraire est au centre même du mouvement et de la richesse dans Londres. En quelques minutes, les bandes qui sortent de ce repaire peuvent s'abattre à volonté sur Oxford-Street, sur Piccadilly, sur Regent-Street, ou sur le Strand. Deux des théâtres les plus fréquentés, Covent-Garden et Drury-Lane, les marchés de Covent-Garden, de Hungerford et de Smithfield, les principaux lieux de réunion, les bazars, les boutiques, sont à leur portée, et pour ainsi dire sous leur main. Il y a là un espace de deux à trois mille mètres carrés qui offre la moisson la plus abondante à toute espèce de déprédations.

Saint-Giles a deux sortes d'habitans : une population sédentaire qui se compose de petits marchands, de logeurs, de recéleurs, ainsi que de la classe la plus infime des *publicains*, ou débitans de liqueurs spiritueuses, propriétaires de cafés, entrepreneurs d'amusemens publics, et une population flottante dont les prostituées ainsi que les filous forment le noyau. Celle-ci se propose pour but les jouissances de la vie; celle-là, le gain. Les voleurs commandent; le reste rampe et les sert, dans l'espoir d'attirer à soi les profits de leur ignoble industrie. Tout est disposé selon leurs goûts et pour leurs convenances. Il y a des cafés où ils peuvent, en dépit des règlemens municipaux, passer la nuit à jouer, à fumer et à raconter leurs exploits. Ailleurs on leur donne des bals, des concerts et des représentations scéniques, auxquels leurs concubines sont admises. Ceux qui préfèrent, après le succès de la journée, se livrer au repos sont reçus dans des chambres communes à raison de trois à quatre *pence;* quelques-uns de ces repaires renferment jusqu'à cinquante lits. Ceux qui n'ont pas d'argent et qui n'obtiendraient pas aisément crédit couchent sous les portiques des théâtres, dans les marchés, ou dans les bâtimens en construction. D'autres ont un domicile et tiennent un certain état de maison, vivant en grands spéculateurs jusqu'à ce que la chance, comme ils disent, ait tourné contre eux.

Bien que la police soit aujourd'hui mieux faite à Londres qu'elle ne l'était avant la réforme opérée en 1829 par sir Robert Peel, et étendue à la Cité en 1839 par lord John Russell, il paraît qu'une sorte d'inviolabilité protége encore les bouges les plus infames de Saint-Giles, et que les agens de la force publique, craignant le nombre et l'union de leurs adversaires, osent rarement y pénétrer. On cite un groupe de masures que les habitués désignent sous le nom de la *petite Irlande*, et qui offre un lieu d'asile aussi sûr que l'était l'enceinte du Temple du temps de Jacques Ier.

Au reste, Saint-Giles n'est pas seulement le siége de la truanderie dans la métropole; c'est encore pour ainsi dire le quartier-général du vol pour le royaume-uni tout entier. Depuis que la police devient plus efficace dans les villes principales, les malfaiteurs se rabattent sur les campagnes et sur les petites cités. Tous les documens que l'administration a recueillis (1) s'accordent sur ce point, que les vols avec effraction et généralement les crimes les plus hardis sont l'œuvre des bandits qui résident à Londres, à Birmingham ou à Liverpool. Ceux-ci conçoivent un vol comme une opération de commerce; ils se jettent dans un bateau à vapeur ou montent dans un train de chemin de fer, exécutent leurs plans à point nommé, et rentrent ensuite paisiblement dans leurs foyers, le plus souvent sans laisser de traces qui révèlent les auteurs de l'expédition.

Tous les gens sans aveu qui peuplent Londres n'ont pas sans doute élu domicile dans les environs de Drury-Lane et de Covent-Garden : le nombre en est trop grand et la ville trop étendue, pour que cette fange n'ait pas laissé ailleurs des dépôts; mais on peut considérer Saint-Giles comme le type des réunions d'hommes qui se mettent en guerre, par un côté ou par un autre, avec les mœurs et avec les lois. Quels sont les effets de cette lutte sur l'économie de la société? Londres a-t-il mieux résisté que les autres capitales de l'Europe aux élémens de dissolution que toute métropole renferme? Cette partie de l'état moral d'un peuple que l'on induit des chiffres officiels de la misère et du crime, place-t-elle nos voisins au-dessus ou au-dessous de notre niveau? Voilà ce que je me suis proposé de rechercher.

Commençons par la misère, qui explique le reste. Il y a quelques années encore, Londres était beaucoup moins chargé de pauvres que le reste du royaume. On y rencontrait peu de mendians dans les rues, et les maisons de charité (*work-houses*), ces invalides des travailleurs, n'étaient pas remplies. La capitale de l'Angleterre, ville de commerce et d'entrepôt, marché ouvert au monde entier et rendez-vous de l'aristocratie la plus opulente, ne renfermait pas alors cette masse flottante d'ouvriers qu'un ralentissement dans la production peut affamer et jeter par milliers sur le pavé. Elle ne participait ni à la détresse invétérée des classes agricoles, ni aux brusques variations de l'existence dans les districts manufacturiers.

(1) *First Report on constabulary force.*

On citait comme un phénomène purement local les souffrances des tisserands de Spitalfields et de Bethnal-Green, et c'était dans ces quartiers d'exception que la pauvreté métropolitaine se concentrait.

La métropole britannique descend rapidement de ce piédestal où la fortune l'avait placée. Une succession d'années calamiteuses a porté la gêne dans les familles; le commerce a vu se fermer une partie de ses débouchés, et les ouvriers, qu'il a cessé d'employer ou qu'il emploie plus rarement, tombent à la charge des paroisses. A mesure que le mouvement commercial diminuait, cette population, dont le flot monte toujours, cherchant à se créer de nouvelles ressources, Londres est devenue insensiblement une ville de fabrique comme Paris; ce qui l'a exposée aux mêmes vicissitudes que Birmingham, Manchester et Glasgow. Ajoutons que les faubourgs de Londres, à force de s'étendre, ont fini par rencontrer et par renfermer dans leur enceinte une race à moitié urbaine, à moitié agricole, dont les moyens d'existence sont problématiques, et qui donne souvent un pauvre par quatre habitans.

En ce moment, les maisons de charité de la capitale ne renferment pas moins de trente mille pauvres, qui sont presque exclusivement des vieillards et des enfans. Plus de cent mille indigens sont en outre secourus à domicile. Les sommes dépensées annuellement par les paroisses ne vont pas à moins de 10 à 12 millions de francs. Dans la partie de Londres qui dépend du comté de Middlesex, le nombre des indigens soulagés par la charité publique, qui n'était que de 49,814 en 1840, s'est élevé à 73,815 en 1841. De 1841 à 1842, le paupérisme a fait des progrès encore plus alarmans; dans la seule paroisse de Mary-le-Bone, ce riant quartier qui forme les avenues du Parc du Régent, le nombre des mendians s'est accru de 2,621 à 5,396. Tout récemment les gardiens de la paroisse ont offert deux guinées par tête pour la capture de 17 pères de famille qui avaient abandonné leurs femmes et leurs enfans, délit prévu par les lois. L'*union* de la Cité a vu la taxe des pauvres augmenter de 15 pour 100 en trois années, et a dépensé près de 1,500,000 francs en 1842 pour l'entretien de 6,125 indigens. Enfin, tandis que le nombre des pauvres secourus en Angleterre, qui était, par rapport à la population, de 8 0/10 sur 100 en 1840, s'est élevé à 9 4/10 sur 100 en 1841, la proportion, qui n'était que de 7 1/6 sur 100 à Londres, est montée l'année suivante à près de 11 sur 100. A Paris, le rapport moyen du nombre des pauvres à la population est celui de 8 à 100. En faisant un compte séparé de la dépense des hôpitaux,

on consacre à peine dans cette capitale 3 à 4 millions de francs au service des secours publics.

Voilà pour le budget de la charité régulière à Londres. Mais ce n'est pas de ce côté que se montrent les symptômes les plus menaçans. Quels que soient les progrès de la misère locale, comme une population ne passe pas en un jour de l'aisance à la pauvreté, on peut encore les prévoir et y faire face. Ce que l'on prévoit difficilement, c'est la misère qui déborde d'un lieu sur un autre, lorsqu'une communauté urbaine ou rurale, se trouvant dans l'impuissance absolue de porter le fardeau que la Providence lui avait assigné, en laisse retomber une partie sur les épaules de ses voisins. Voilà ce qui arrive à Londres aujourd'hui. Une armée de misérables à demi nus chassés par la faim des districts agricoles, du Lancashire, de l'Écosse et de l'Irlande, envahit les rues de la métropole. On peut suivre dans les registres d'une seule *union*, celle de la Cité, la marche de cette inondation. En 1838, le nombre des pauvres forains (*casual paupers*) qui avaient accidentellement demandé du secours se bornait à 356; en 1839, il était de 2,403; en 1840, de 11,203; en 1841, de 26,703, et en 1842, de 45,000; on en comptera bien davantage en 1843.

Une lettre écrite par M. Thwaites, administrateur des secours (*relieving officer*) dans la Cité, présente des détails pleins d'un touchant intérêt sur les causes du vagabondage épidémique qui désole Londres. « Le vagabondage, dit ce magistrat, s'accroît d'une manière alarmante dans la métropole; cela tient en partie à la détresse des districts manufacturiers, et en partie à la cessation, dans les districts agricoles, des travaux de chemins de fer.

« Les laboureurs sont dans l'usage de quitter leurs foyers pour aller chercher du travail, particulièrement dans l'intervalle d'une moisson à l'autre. Pendant que les chemins de fer étaient en cours d'exécution, la facilité avec laquelle les bras trouvaient de l'emploi déterminait des milliers d'entre eux à émigrer ainsi. Ils recevaient un salaire élevé, faisaient un travail pénible, vivaient bien et ne murmuraient pas; quand une ligne de fer était terminée, ils passaient à une autre, mais cette ressource n'existe plus aujourd'hui pour eux.

« Les ouvriers quittent les districts manufacturiers avec leurs familles, lorsqu'ils sont mariés, et en plus grand nombre que jamais depuis la crise qui frappe l'industrie. Ils vont de ville en ville, n'obtiennent du travail dans aucune, et, de même que les terrassiers, ils finissent par se diriger vers la capitale, pensant y trouver plus

sûrement de l'emploi; mais là aussi le même désappointement les attend : le marché du travail est surchargé.

« Ces deux grandes classes de travailleurs n'ont généralement que des motifs très avouables pour quitter leurs foyers; mais lorsqu'une fois elles ont pris l'habitude d'une existence ambulante, elles ne peuvent plus se fixer. Un ouvrier qui a rôdé long-temps en quête de travail est perdu pour l'industrie.

« Un grand nombre de jeunes filles, qui viennent principalement des districts manufacturiers, quittent leurs familles par goût pour le changement, parce qu'elles manquent de travail, qu'elles sont maltraitées, ou qu'elles ont été attirées par les pourvoyeurs de la prostitution. L'avenir de ces malheureuses est à jamais ruiné, quand elles n'ont pas le bonheur d'être réclamées et renvoyées à leurs parens.

« Il est une quatrième classe, la plus nombreuse peut-être et qui s'accroît continuellement aux dépens des trois autres; je veux parler du vagabond de profession (*tramper*), qui ne se livre pas un seul jour à un travail régulier, qui vit en trompant, en mendiant et en volant. Tous ces misérables, aussi long-temps que la maigreur de leur bourse le permet, passent la nuit dans ces garnis infimes que l'on trouve partout en Angleterre, et où l'encombrement est tel, la propreté tellement inconnue, que la vermine et les maladies cutanées finissent par les ronger. »

Voilà dans quel état tant de malheureux arrivent à Londres. On vient de voir qu'ils n'y trouvent ni emploi ni moyens de subsistance. Quel accueil cependant leur fait la charité publique, dans la personne de ses représentans officiels? Écoutons encore M. Thwaites :

« Le système généralement adopté par les unions (*paroisses unies*) de la métropole consiste à donner, aux pauvres qui se présentent accidentellement, du pain, de l'eau et le logement pour une seule nuit; ou bien l'on oblige les hommes à casser des pierres et les femmes à éplucher des étoupes (*picking oakum*) pour un salaire tellement minime, qu'une journée du travail le plus rude rapporte à peine à une famille entière la chétive pitance de quelques sous. Le nombre des unions qui rayonnent à une distance de dix milles de Saint-Paul n'est pas moindre de trente, qui sont tenues, selon l'interprétation donnée aujourd'hui à la loi des pauvres, d'assister toute personne qui demande des secours, et cela sans enquête préalable; cette méthode aggrave le mal et encourage les vagabonds à aller d'une union à l'autre jusqu'à ce que, ayant complété le circuit de la métropole et des faubourgs, et étant tombés dans une misère égale

à leur dégradation, ils se rejettent sur la Cité, où ils savent qu'on les traitera avec humanité, et que, s'ils sont malades, on les enverra à l'hôpital. La Cité devient ainsi l'asile de tous les vagabonds de l'Angleterre.

« Les magistrats les envoient encore par centaines en prison, pour avoir mendié ou pour avoir cassé des réverbères et des carreaux de vitres. Là, ils ont un travail moins rude et un régime plus substantiel que dans la plupart des maisons de charité; mais, à leur sortie, n'ayant ni asile ni papiers, que vont-ils devenir? Ils sont prêts à retomber dans les mêmes délits; ils vont de la prison à la maison de charité, et de la maison de charité à la prison, jusqu'à ce que la maladie et la mort mettent un terme à leurs souffrances. C'est le sort du plus grand nombre, sinon de tous. Qui se souvient d'avoir jamais vu dans les rues de Londres autant de malheureux à demi nus? »

Il arrive souvent que ces pauvres gens n'ont pas même l'alternative dont parle M. Thwaites, et qu'ils sont réduits de prime-abord à partager le pain des criminels. Le quartier que l'on destine, dans chaque maison de charité, à recevoir les indigens forains se trouvant presque toujours rempli de bonne heure, les derniers venus n'ont pas d'autre ressource que celle de frapper à la porte de la prison. Que deviennent ceux qui, par respect pour eux-mêmes, ne peuvent pas se résoudre à prendre ce parti désespéré? C'est ce que l'on verra dans le récit suivant, emprunté à l'*Examiner* du 14 octobre 1843.

« Les gardiens du parc et les agens de la police ont conduit, ces jours derniers, au bureau de Marlborough-Street, plusieurs jeunes filles qu'ils avaient trouvées endormies sous les arbres de Hyde-Park et dans les jardins de Kensington. Ces malheureuses étaient toutes, sans exception, dans la plus effroyable misère, et tellement infectées d'une maladie honteuse, que le magistrat qui siégeait crut faire acte d'humanité en les envoyant en prison, où elles auraient un asile et où elles recevraient l'assistance des hommes de l'art. Il paraît, d'après la déclaration des gardes, que cinquante personnes environ des deux sexes et de tout âge n'ont pas, depuis plusieurs mois, d'autre abri pendant la nuit que celui que leur offrent les arbres du Parc et les trous pratiqués dans les talus. La plupart sont des jeunes filles de quatorze à dix-sept ans, que des soldats ont amenées de la province, qu'ils ont débauchées et qu'ils ont ensuite abandonnées à leur horrible destin. Ces infortunées créatures se voient ainsi, dès leur première jeunesse, rejetées complètement hors de la société, et vivent

pêle-mêle la nuit au milieu des parcs, où elles pourrissent littéralement dans le besoin, dans la fange et dans la maladie. »

Quel trait ajouter à cette affreuse peinture? A Londres, au milieu des quartiers les plus opulens, sous les fenêtres du duc de Wellington, et à quelques pas du palais qu'habite la reine, les sujets de Victoria viennent par bandes, et comme des parias chassés de leur caste, se coucher, par une nuit d'octobre, sur la terre humide, sans autre abri que les arbres du parc! La police de la métropole, cette police modèle, si attentive à protéger le *gentleman* qui marche bien vêtu, sa maison et sa famille, ne s'aperçoit qu'au bout de quelques mois qu'il y a dans quelque trou de Hyde-Park des malheureux qui meurent de faim et de froid! Puis, quand on les amène devant le magistrat, il se trouve que cette civilisation si complète, si puissante et si riche n'a pas d'autre moyen de leur témoigner son humanité que de les mettre au régime des malfaiteurs, un régime que les pauvres envient!

Dans les grandes villes de l'Écosse, on n'a pas à rougir de pareilles scènes; à Édimbourg, à Glasgow, la charité privée corrige sur ce point l'imprévoyance de la loi. Par les soins d'une association qui se compose principalement de commerçans, un asile s'ouvre chaque soir pour abriter les malheureux qui sont hors d'état de payer les 3 ou 4 pence qu'il en coûte par nuit pour coucher dans quelque maison garnie, sur un grabat. On interroge les arrivans, afin de connaître leur profession et leurs moyens d'existence, et, pourvu qu'ils ne soient pas en état d'ivresse, on les admet. Avant l'heure du repos, ils reçoivent un morceau de pain et un plat de gruau (*porridge*). A onze heures, les portes de la maison étant fermées, la prière se fait en commun; puis les hommes vont dans un appartement, et les femmes dans un autre, dormir enveloppés dans une couverture sur le lit de camp. Le lendemain, on leur donne en les congédiant un morceau de pain; quelquefois la société s'emploie pour obtenir le passage gratuit sur un bateau à vapeur à ceux qui veulent rentrer dans leurs foyers. Rarement les mêmes personnes sont hébergées pendant plus de deux jours; on craindrait d'offrir une prime à l'oisiveté. Les deux asiles d'Édimbourg ont secouru plus de vingt mille personnes en 1841; vingt-cinq mille personnes ont été admises dans celui de Glasgow.

L'utilité d'une ou de plusieurs institutions semblables se fait particulièrement sentir dans des capitales aussi vastes et aussi peuplées que Londres et Paris. Combien de malheureux ne sauverait-on pas

du désespoir ou de la corruption en ouvrant un lieu public où les gens qui seraient sans asile auraient la certitude de trouver, ne fût-ce qu'une fois dans l'année, un abri et du pain! Pour le moment, les habitans de Londres semblent vouloir prendre les devans sur ceux de Paris. Le *Times* a fait tant de bruit des scènes de Hyde-Park, que l'opinion publique s'est émue à la fois de honte et de compassion. Un comité se forme pour établir un asile de nuit dans les quartiers de l'ouest; mais il en faudrait encore un au nord, un au centre, un à l'est et un au sud de l'autre côté de la Tamise, pour répondre aux nécessités qui viennent de se révéler.

Les commissaires qui président en Angleterre à l'administration des secours publics (*poor law commissionners*) reconnaissent, dans leur dernier rapport (1), que la loi n'est pas ce qu'elle devrait être, et qu'elle ne donne ni le moyen de venir suffisamment en aide aux infortunes accidentelles, ni celui d'atteindre les imposteurs qui exploitent les sentimens bienfaisans du pays. En effet, c'est peu d'accueillir pour une nuit dans la maison de charité les indigens ou les vagabonds qui se rendent à Londres de toutes les parties de l'Angleterre, et pour avoir le droit de leur refuser un asile permanent, il faudrait les aider à regagner leur contrée natale et à retrouver la chance de vivre en travaillant. On a déjà réformé la loi des pauvres dans l'intérêt des contribuables, à qui l'on a fait ainsi remise d'une partie de l'impôt qu'ils acquittaient; il reste à porter maintenant la prévoyance sociale de l'autre côté, et à laisser tomber les miettes de la table du riche sur Lazare affamé.

La législation anglaise punit avec une grande sévérité la mendicité ainsi que le vagabondage. « Toute personne, dit l'acte de la cinquième année de George IV, qui vague dehors ou qui se tient dans les rues, sur les places publiques, sur les grands chemins, dans les passages ou dans les cours, pour demander ou pour recevoir l'aumône, peut être, sur la déposition d'un seul témoin, condamnée au travail forcé dans une maison de correction, pour un temps qui n'excédera pas un mois. » On reconnaît bien là l'horreur qu'éprouve une société riche et policée pour le spectacle de la misère; mais réprimer la mendicité comme un délit, et ne pas la laisser en même

(1) « Il nous paraît que le système des secours à donner dans la métropole aux indigens de passage et aux personnes appelées communément vagabonds demande à être placé sur un pied un peu différent de ce qu'il est aujourd'hui, soit quant à l'assistance que méritent ceux qui sont réellement malheureux, soit dans le but de décourager les imposteurs capables de travail. » (*Eigth annual Report*, p. 25.)

temps sans excuse en rendant la charité publique accessible à tous les indigens, quelle inconséquence! disons mieux, quelle injustice de la part du législateur!

Il n'y a que deux systèmes possibles en cette matière : ou l'état reste indifférent à la misère des individus, et il doit alors s'abstenir de tout contrôle sur la mesure dans laquelle la charité privée s'exerce, ainsi que sur les procédés auxquels on a recours pour la solliciter; ou bien il prétend réprimer comme un délit le seul fait de demander et de recevoir l'aumône, et dans ce cas c'est un devoir pour lui de veiller à ce qu'aucune souffrance ne se manifeste sans être aussitôt soulagée. Les gouvernemens qui se considèrent comme représentant la Providence sur la terre, entreprennent une tâche laborieuse, et dont il leur importe de calculer toutes les obligations. La pauvreté, dans notre état social, est un accident qui tient soit à la force des circonstances, soit à l'imprévoyance des hommes. Quand on veut réparer les malheurs qui proviennent de l'une et l'autre cause, on ne se propose rien moins que de prévoir pour tout le monde, et de gouverner les évènemens.

De la mendicité passons à la prostitution; les deux plaies se touchent. Le nombre des femmes qui se prostituent à Londres a été l'objet de divers calculs. Au commencement du XIX[e] siècle, un magistrat de police, Colqu'houn, l'évaluait à 50,000; on le trouve estimé à 80,000 dans quelques ouvrages récens. L'auteur d'un rapport officiel, M. Chadwick, réduit ce nombre à 7,000 dans le rayon auquel s'étend l'action de la police métropolitaine, ce qui supposerait, en y joignant celles qui fréquentent la Cité, un total d'environ 10,000 prostituées pour une population qui dépasse un million et demi d'habitans. Il paraît difficile de concilier l'estimation de M. Chadwick avec les documens qu'il produit lui-même. En effet, il compte dans le ressort de la police métropolitaine, et sur les indications fournies par les agens, 3,335 maisons qui reçoivent des femmes de mauvaise vie. En adoptant la proportion de quatre femmes par maison, qu'il propose ailleurs, on trouverait 13,340 prostituées, et à peu près 16,000 en y comprenant la Cité. Dans un ouvrage exempt de passion (1), le docteur Wardlaw en admet 16,675 pour le seul comté de Middlesex.

Il faut avoir parcouru le soir les rues de Londres pour se faire une idée de la multitude vraiment incroyable des femmes et surtout des jeunes filles qui sollicitent les passans. Dans certains quartiers, les

(1) *Wardlaw's Lectures on prostitution.*

maisons de prostitution se touchent. A Saint-Giles, sur un espace de 700 *yards* (environ 700 mètres) de circonférence, qu'on nomme le repaire (*rookery*), on compte 24 maisons suspectes, et dans chacune 10 prostituées; et combien de quartiers dans Londres ressemblent à celui-là!

Outre les prostituées qui fréquentent ou qui habitent les maisons suspectes, et qui avouent publiquement leur profession, il y a la prostitution clandestine, qui descend depuis la courtisane et la femme entretenue jusqu'aux malheureuses qui infestent les abords des casernes (*barracks*), des vaisseaux et des prisons. Tout calcul serait ici problématique; mais les données qui précèdent suffisent assurément pour démontrer que Londres ne peut revendiquer à cet égard aucune supériorité morale sur les grandes villes du continent, et sur Paris en particulier. On sait que Paris n'a jamais renfermé plus de 4,000 prostituées inscrites, et que le nombre de ces malheureuses est loin d'augmenter dans la capitale de la France avec la population.

En dressant ce triste catalogue, il n'entre pas dans ma pensée de rétorquer contre l'état moral de l'Angleterre les accusations que l'on a tant prodiguées à la France. Le nombre des prostituées ne porte pas nécessairement témoignage de l'immoralité d'un peuple. Les contrées méridionales de l'Europe qui n'ont pas ou qui ont peu de prostituées, sont précisément celles qui se distinguent par le relâchement des mœurs. L'étendue de la prostitution se mesure à la grandeur du luxe et à la profondeur de la misère; l'une fournit les appétits auxquels l'autre est livrée par ses besoins. La même cause qui pousse les hommes au crime jette les femmes dans le vice; vol ou prostitution, chaque sexe pille la société avec les armes que la nature lui a départies.

Toutes choses égales, la prostitution doit être plus commune à Londres qu'ailleurs, parce que les ressources du travail pour les jeunes filles y sont plus limitées. En Angleterre, les hommes font une partie de la besogne qui devrait revenir aux femmes; ils président aux ouvrages d'aiguille et tiennent les comptoirs dans les magasins ainsi que dans les établissemens publics. En France, les femmes s'emparent d'une partie des travaux qui devraient revenir aux hommes; elles portent des fardeaux, font le commerce, sont commis, teneurs de livres et compositeurs d'imprimerie. Les ouvrages d'aiguille sont si peu rétribués à Londres, que les jeunes personnes qui s'y livrent ont de la peine à gagner 4 sh. (5 francs) par semaine, en travaillant dix-huit heures par jour. On ne saurait rien imaginer de

plus affreux que l'existence de ces pauvres filles. Il faut qu'elles se lèvent dès quatre ou cinq heures du matin, dans toutes les saisons, pour aller recevoir les commandes des mains des marchands; elles travaillent ensuite jusque vers minuit dans des chambres étroites, où elles sont réunies par cinq ou six. Cette vie sédentaire et cette application constante les vieillissent avant l'âge, quand la phtisie les épargne. Doit-on s'étonner si quelques-unes, effrayées ou rebutées en trouvant le chemin de la vertu aussi rude, tendent les bras à la prostitution?

Les habitudes des prostituées à Londres ont certainement gagné en décence depuis trente ans. Elles sont particulièrement moins brutales, et les passans, pour se délivrer de leurs avances, ont plus rarement à invoquer la vigueur de leurs poings. On voit que l'autorité réprime aujourd'hui des excès qu'elle tolérait autrefois. Avant l'établissement de la nouvelle police, les prostituées avaient le haut du pavé, et rendaient les rues de la métropole impraticables dès la chute du jour. En 1814, deux mille propriétaires de maisons dans la Cité, voulant mettre un terme à cette usurpation de la voie publique, adressaient au lord-maire une pétition curieuse dont le texte se retrouve parmi les documens annexés à l'enquête de 1816.

« Les principales rues de cette Cité, disaient les pétitionnaires, sont chaque soir encombrées de femmes de mauvaise vie, qui, par leurs rixes continuelles et par leur conduite obscène, fatiguent et alarment les honnêtes gens.

« L'audace avec laquelle ces femmes accostent les passans, les horribles imprécations et les paroles obscènes qu'elles ont sans cesse à la bouche, voilà ce que, en notre qualité de pères de famille et de maîtres de maisons, nous considérons comme un intolérable abus. Aucune femme honnête, malgré la protection dont on l'environne, ne peut traverser les rues dans la soirée sans être témoin de ce dégoûtant spectacle, et toute la vigilance dont nous pouvons user ne met pas nos fils ni nos domestiques à l'abri de sollicitations qui viennent les chercher jusqu'à notre porte. En se familiarisant avec la vue de femmes qui mettent toute sorte d'artifices en jeu pour séduire la jeunesse, on sent diminuer le dégoût qu'elles inspirent, et ce relâchement dans la surveillance est suivi des plus fâcheuses conséquences pour la santé, pour la réputation et pour la moralité de la génération qui est notre espoir.

« Les relations intimes que ces femmes dépravées forment d'une part avec les garçons de boutique et avec les apprentis, de l'autre

avec les voleurs, les filous et les recéleurs, facilitent leurs déprédations. Elles constituent aussi une classe nombreuse de coupeuses de bourses (*pick-pockets*), et commettent une infinité de petits délits. »

La supplique des habitans de la Cité a été entendue, bien qu'un peu tard. L'acte de 1839 défend à toute prostituée ou rôdeuse de nuit (*night-walker*) de se placer sur la voie publique pour solliciter les passans; en cas de contravention, la peine portée est une amende de 40 shillings, ou à défaut un mois de prison. Cependant la police ne met pas une grande rigueur dans l'exécution de la loi; pourvu que les prostituées ne se rendent pas trop importunes et ne soient pas trop bruyantes, on les laisse circuler librement. Du reste, on n'exerce sur elles aucune espèce de surveillance. La pudeur anglaise s'oppose invinciblement à un contrôle sanitaire du genre de celui qui est en usage à Paris, où il a contribué à diminuer, depuis plusieurs années, les ravages d'un mal sans nom. Un système de laisser-faire absolu prévaut en cette matière; il n'y a pas d'autre digue que la prudence individuelle pour arrêter l'effroyable contagion.

J'avoue que le système français me paraît préférable. S'il y a le moindre espoir d'arracher à la prostitution quelques-unes de ses victimes, les soins donnés à leur santé y serviront autant que les enseignemens moraux. Il est bon encore que ces infortunées créatures ne puissent pas, quand elles le voudraient, se séparer entièrement de la société, et que, les liens de la famille se rompant, la tutelle de l'administration les suive au fond de leurs égaremens. Un gouvernement ne devient pas responsable de ces désordres par cela seul qu'il s'efforce, en les régularisant, d'en limiter l'étendue. Partout au contraire où la prostitution demeure livrée à elle-même, elle devient bientôt comme la pépinière de toute espèce de délits.

A Paris, malgré la sévérité des règlemens, le pouvoir discrétionnaire du préfet de police n'atteint pas plus de 5 à 6,000 filles publiques par année (1). A Londres, sans y comprendre la Cité, qui a sa police distincte, 12,104 femmes ont été arrêtées soit comme prostituées, soit comme excitant quelque tapage (*disorderly characters*), soit comme suspectes (*suspicious characters*), soit en état d'ivresse dans les rues. Le mouvement des arrestations, qui avait été en décroissant à partir de 1831, éprouve une recrudescence très marquée depuis deux ans.

Je ne veux pas établir de comparaison entre la situation des prostituées à Londres et les conditions de leur existence à Paris : les

(1) En 1842, 5,734 filles ont été arrêtées et conduites au dépôt de la préfecture.

termes et peut-être aussi le courage me manqueraient pour de tels rapprochemens; mais, en se référant aux ouvrages et aux documens qui ont été publiés sur cette grave question, je crois que l'on est en droit de conclure que la prostitution en Angleterre présente généralement un caractère plus repoussant, qu'elle commence dans un âge plus tendre, et qu'elle a des relations plus étroites avec les crimes ainsi qu'avec les délits.

Parent-Duchâtelet, dans ses consciencieuses recherches, a constaté que, sur 3,248 filles publiques inscrites, 196 étaient âgées de dix à seize ans à l'époque de leur inscription. C'est la proportion déjà très remarquable de 6 sur 100. A Londres et dans la Grande-Bretagne, cette précocité du vice existe et se propage sur une bien plus grande échelle. Voici ce qu'on lit dans l'adresse publiée par la société qui a pour objet de protéger les jeunes filles et de les arracher à la prostitution : « Dans les trois hôpitaux les plus considérables de Londres, et en huit années, il ne s'est pas présenté moins de 2,700 enfans de onze à seize ans infectés d'une maladie honteuse. » Deux mille sept cents enfans visités par cette horrible peste avant l'âge de la puberté! Le vice et la maladie venant gangréner tant d'existences, avant que la raison ait pu se développer dans la pensée et la vigueur dans le corps! Quel spectacle que celui-là pour un peuple qui a des entrailles! et comment éprouver assez de pitié pour les victimes, assez d'indignation pour les bourreaux?

On n'a pas oublié un procès qui déroulait, il y a quelques mois à peine, devant le tribunal correctionnel de Paris, des scènes jusque-là sans exemple en France. Une mère, spéculant sur les agrémens de sa fille, l'avait livrée à la prostitution dès l'âge de douze ans; et comme l'enfant résistait, avertie par un dégoût qui n'était que l'instinct du devoir, l'abominable mégère lui avait cassé deux dents. L'histoire de la femme Éon est une histoire assez commune de l'autre côté du détroit. Écoutons le témoignage d'un missionnaire expérimenté, M. Logan : « Dans un de nos hôpitaux, je rencontrai cinq jeunes filles qui souffraient d'un mal honteux, à l'âge, l'une de treize ans, l'autre de douze, la troisième de onze, la quatrième de neuf, et la cinquième de huit. La mère de celle-ci était dans l'hôpital, attaquée de la même maladie. Trois de ces jeunes filles avaient été séduites dans la maison de leur mère, et ce n'était pas *par des enfans* (1). »

(1) *An Exposure of female prostitution*, by W. Logan, City missionnary.

La prostitution des jeunes filles n'est pas toujours imputable en Angleterre à l'avidité de quelque mère dénaturée. Ce qui frappe au contraire en lisant les récits des procès correctionnels, c'est la parfaite spontanéité de ces penchans vicieux dans la plupart des sujets. On y voit une prostituée à peine âgée de treize ans, qui, pour déjouer la surveillance de son père, l'accuse elle-même devant le jury (1) de l'avoir violée; d'autres, dans un âge encore plus tendre, servent d'appât pour attirer et pour pervertir les jeunes garçons dont les voleurs émérites font leurs instrumens. Mais je préfère insister sur un récit qui donne une idée plus complète de cette perversité de serre-chaude, en montrant qu'aucun vice ne lui est étranger.

La scène se passe au bureau de *Queen Square*, le 14 décembre 1842. Deux jeunes filles, Marguerite Haggarty et Marie Hanton, sont prévenues d'avoir cherché à extorquer de l'argent à un honnête marchand, M. Perkins. Le plaignant déclare que la veille, dans la soirée, comme il traversait le pont de Westminster, Haggarty s'approcha de lui et lui demanda l'aumône de quelques *pence*. Il refusa, mais la jeune fille insista et le suivit en l'importunant. Un moment, il l'avait perdue de vue, lorsqu'à l'entrée du cimetière de Sainte-Marguerite elle l'aborda de nouveau, à sa grande surprise, et mit la main sur lui, l'accusant d'avoir pris avec elle certaines libertés. Au même instant, elle poussa un cri qui fut le signal de l'apparition de Hanton et de quatre autres qui l'entourèrent en le menaçant. Hanton particulièrement se mit à pleurer, prétendant que sa sœur avait été insultée, et, se saisissant d'une grosse pierre, elle jura qu'elle écraserait la tête au plaignant, à moins qu'il ne lui donnât de l'argent. M. Perkins les arrêta l'une et l'autre, et, un agent de police survenant, il les fit conduire à la station. Pendant ce temps-là, leurs complices s'étaient esquivées. — Le magistrat, M. Bond, demande si l'on sait quelque chose des antécédens de ces jeunes filles. L'inspecteur, M. Bareford, répond qu'il les connaît bien, et qu'elles lui avaient déjà donné de l'embarras un an auparavant. Il les avait trouvées rôdant le long des rues et les avait renvoyées à leurs parens, qui étaient d'honnêtes ouvriers vivant à l'autre extrémité de la ville; mais elles avaient bientôt quitté la maison paternelle pour retourner à leurs habitudes vicieuses. Ce matin même, elles lui ont avoué que depuis plusieurs mois elles vivaient de la prostitution. L'inspecteur ajoute qu'ayant reçu d'autres plaintes du même genre, il avait donné

(1) Crown-Court, 7 august 1842.

l'éveil à ses agens. — Haggarty est condamnée à un mois d'emprisonnement, et Hanton à cinq jours. En France, ces jeunes filles auraient été renfermées, par ordre du tribunal, dans une maison de correction jusqu'à leur dix-septième année.

Nos journaux judiciaires nous ont souvent entretenus des prouesses de certains malfaiteurs qui exercent une pareille industrie. Ceux-là vont s'embusquer dans quelque allée obscure des Champs-Élysées ou au détour d'une rue peu fréquentée, et, lorsqu'ils rencontrent un passant bien mis, ils l'arrêtent, le menaçant de l'accuser, s'il hésite à leur ouvrir sa bourse, de leur avoir fait une infame proposition. Mais que le même expédient soit pratiqué par de jeunes filles; que celles-ci atteignent, malgré leur âge et malgré leur sexe, à cet excès d'audace, de cynisme et de dépravation, voilà ce qui confond l'intelligence! voilà les prodiges, les signes de notre temps!

Les relations des prostituées à Londres avec les voleurs sont un fait général et qui souffre peu d'exceptions. On les rencontre par centaines attablés ensemble dans les cuisines des garnis ou dans les cabarets, à jouer aux cartes et aux dés. Ces femmes ont le secret des expéditions, elles en partagent quelquefois les périls et habituellement les profits. Il n'y a pas de maison de prostitution, dans la dernière classe et la plus nombreuse, à Londres, à Manchester, à Liverpool ni à Glasgow, qui ne soit aussi une caverne de brigands. Voici la méthode usitée en pareil cas. Une de ces femmes ignobles, et dont le seul aspect offense tous les sens, se met en quête d'une dupe. Quand elle pense l'avoir trouvée, comme ce malheureux n'aurait jamais le courage de suivre une telle créature ni de s'aventurer dans un tel lieu, elle le conduit d'abord dans la boutique de quelque débitant de liqueurs et l'enivre de *gin*. Le patient, ayant perdu l'aplomb de sa raison, devient plus facile; on l'entraîne, à travers une multitude d'allées tortueuses, au fond d'une cour, et là, dans un affreux coupe-gorge d'où il ne sort que battu et dépouillé, souvent on le laisse pour mort et on le jette dans la rue. Tout récemment, la cour criminelle de Londres a condamné à la déportation quatre prostituées, toutes âgées de dix-sept ans, qui avaient figuré comme acteurs ou comme complices dans un guet-apens de ce genre; mais il n'est pas toujours facile de retrouver la trace des coupables à travers ces labyrinthes de Saint-Giles, dont les allées se ressemblent toutes, et où les cours n'ont pas de nom.

On le voit, la prostitution à Londres corrompt la femme sans réserve. En la dépouillant de sa pudeur, le vice ne lui laisse pas même

sa probité. Il semble que ce soit une nature forte; mais, sans lest et sans ressort, quand elle commence à descendre, elle ne s'arrête qu'au fond de l'abîme, d'où elle ne remonte plus. Les races méridionales portent la débauche avec une sorte d'aisance et comme un effet du climat; dans les contrées du Nord, de pareils excès sont tellement contre nature, que les malheureux qui s'y abandonnent tombent dans la brutalité la plus abjecte et perdent bientôt tout ce qu'ils avaient d'humain. D'ailleurs, la moralité en Angleterre tient beaucoup plus à la force des habitudes qu'à la fermeté des principes. La société enveloppe l'homme et surtout la femme d'une infinité de retranchemens qui servent d'appuis à sa vertu et qui l'empêchent de faillir; mais aussi, une fois sortie de ces lignes de défense, elle se trouve sans support, et, l'occasion venant à l'attaquer, elle devient une proie certaine. Elle succombe sous le poids de ces ailes de plomb que Milton donne aux anges rebelles et déchus.

Après la misère vient la prostitution, et après la prostitution le crime; ce n'est pas la partie la moins lugubre du sujet. On connaît le budget criminel du département de la Seine : dix-huit cents à deux mille libérés (1) forment le noyau de cette brigade de malfaiteurs qui est perpétuellement à l'état d'agression contre les personnes et contre les propriétés; la population moyenne des prisons comprend cinq mille détenus; sans compter les prostituées, la police opère chaque année dix-sept à dix-huit mille arrestations; enfin, les tribunaux condamnent annuellement à la mort, aux travaux forcés ou à l'emprisonnement, 6,500 à 7,000 individus. La population de la Seine étant d'environ 1,300,000 habitans, il y a donc un individu arrêté sur 72, et une condamnation sur 185. Cette proportion, déjà bien assez effrayante, n'est rien auprès de celle que présente la capitale du royaume-uni.

Au commencement du siècle, Colqu'houn, voulant expliquer l'accroissement déjà rapide qui se faisait sentir dans le nombre des délits, supposait que, depuis la révolution française, Londres était devenu le rendez-vous de tous les scélérats et de tous les escrocs du continent. « Paris étant ruiné, disait cet auteur, la noblesse bannie et la plus grande partie des propriétés mobilières anéanties, les fripons et les escrocs n'y ont plus les mêmes ressources qu'auparavant, et d'ailleurs cette ville n'a plus les attraits qu'elle avait autrefois. L'ignorance de la langue anglaise, *qui était pour nous une espèce de*

(1) 1,807 libérés du bagne ou des prisons en 1836.

sauve-garde, n'est plus un obstacle à l'action des malfaiteurs venus du continent. Jamais notre langue n'a été aussi répandue au dehors, et jamais l'usage de la langue française n'a été aussi commun dans ce pays, surtout parmi les jeunes gens. Le goût du jeu et de la dissipation qui règne dans Londres, et que l'influence des étrangers corrompus, l'opulence du peuple et la grande masse du numéraire en circulation ont déjà bien augmenté, présente aux Français et aux étrangers qui infestaient Paris sous l'ancien gouvernement un vaste champ pour exercer leur industrie. »

Depuis la paix, Paris est devenu plus brillant que jamais. Cette richesse mobilière, que Colqu'houn croyait anéantie, s'est multipliée jusqu'à éblouir les yeux et jusqu'à étonner l'imagination. La capitale de la France est aussi le théâtre de la mode, du luxe et des plaisirs. Elle attire, comme autrefois, les voyageurs opulens de toutes les contrées de l'Europe, et à leur suite ce cortége d'escrocs et d'intrigans qui viennent prendre part à la curée. Si nos malfaiteurs, mettant à profit l'universalité de la langue française, vont chercher parfois leur butin à Londres, à Bruxelles, à Berlin, la diffusion des langues étrangères en France ouvre par compensation notre territoire aux malfaiteurs de tous les pays. En veut-on la preuve? Il suffit de parcourir les comptes de la justice criminelle, où l'on trouvera par exemple que, sur 15,624 individus arrêtés à Paris en 1840, 1,072 étaient étrangers à l'empire français.

Si Colqu'houn vivait encore, il serait forcé de reconnaître qu'en fait de crimes, en Angleterre, l'exportation égale tout au moins l'importation. Ce magistrat, qui ne savait comment expliquer la quantité des délits à une époque où les prisons de Londres recevaient annuellement quatre à cinq mille prévenus, se trouverait bien autrement embarrassé pour rendre compte des causes qui amènent aujourd'hui, dans cette seule ville, l'arrestation de soixante-quinze à quatre-vingt mille personnes par an. Quelle que puisse être d'ailleurs l'explication, il faut bien admettre, lorsqu'un désordre social se développe avec ce luxe de proportions, qu'il doit être un produit indigène et spontané. Il reste pourtant à l'évêque de Londres, ce grand ennemi de la danse, la consolation d'imputer à la contagion des idées et des mœurs françaises un scandale que le bon Colqu'houn, dans la naïveté de ses illusions patriotiques, regardait comme l'œuvre directe des bandits français.

Aucune agrégation d'hommes dans le monde connu, à l'exception peut-être de Liverpool, de Manchester et de Glasgow, ne com-

met proportionnellement autant de délits que la population de Londres et de sa banlieue. La police métropolitaine, dont la juridiction s'étend sur le comté de Westminster et sur une partie du comté de Surrey, a mis la main en 1842 sur 65,704 individus. Si l'on y joint les 10,841 arrestations opérées par la police de la Cité, on aura un total de 76,545 personnes arrêtées dans l'année, ce qui donne pour la métropole une arrestation sur 25 habitans. Il faut dire que les lois et les règlemens de police en Angleterre élèvent au rang de délits des actes qui ne sont pas considérés chez nous comme légalement répréhensibles : par exemple, on arrête les ivrognes, à moins qu'ils ne soient en état de se conduire; 13,301 personnes sont portées de ce chef sur les tables de 1842. On y trouve encore près de 20,000 individus emprisonnés comme suspects ou comme menant une vie de désordre, sans compter 3,000 prostituées. Si l'on retranche du bilan criminel de Londres toutes les contraventions qui ne sont pas punies à Paris, le chiffre des arrestations sérieuses peut se réduire de 76,000 à 45,000 environ, chiffre qui représente encore une arrestation sur 40 habitans. Parmi les individus arrêtés, 15,533 ont été condamnés à la mort, à la déportation ou à l'emprisonnement; résultat : une condamnation par 120 habitans.

En poussant plus avant cette comparaison, voici le contingent que chacune des deux métropoles a fourni aux principales catégories de crimes et de délits. Les chiffres sont extraits, pour Londres, du compte-rendu de la police métropolitaine en 1842, et, pour Paris, du dernier compte-rendu de la justice criminelle que l'administration ait publié, celui de 1841.

CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES PERSONNES.

ACCUSÉS ET PRÉVENUS.	LONDRES SANS LA CITÉ.	PARIS.
1° Meurtre ou tentative de meurtre, assassinat, empoisonnement, etc	123	21
2° Coups et blessures suivies de mort.	»	14
3° Sodomie ou tentative de, etc.	35	»
4° Viol ou tentative de viol.	53	33
5° Bigamie.	28	»
6° Outrage public à la pudeur.	152	149
7° Outrages et violences envers la force publique.	2,193	1,581
8° Coups et blessures ayant ou non entraîné une incapacité de travail (*common assaults*).	5,193	1,648
TOTAL.	7,277	3,449

CRIMES ET DÉLITS CONTRE LES PROPRIÉTÉS.

ACCUSÉS ET PRÉVENUS.	LONDRES SANS LA CITÉ.	PARIS.
1° Vols qualifiés, effraction, etc.	277	360
2° Vols domestiques, etc.	364	244
3° Vols simples, escroquerie, recel, etc.	13,880	3,390
4° Faux et fausse monnaie.	1,024	82
TOTAL. . .	15,545	4,076

Si l'on joint les délits commis dans la Cité à ceux qu'indiquent les comptes de la police métropolitaine, le nombre des délits contre les personnes à Londres s'élève à 8,339, et celui des délits contre la propriété à 17,794.

Il est à peine nécessaire d'insister sur ces résultats. Quelle disproportion entre les deux villes! Le rapport est celui de 2 à 1 dans les crimes contre les personnes, et de 3 à 1 dans les crimes contre les propriétés. La population de Londres paraît être tout à la fois plus violente et plus dépravée que celle de Paris. Le meurtre, l'assassinat, le viol, la sodomie, les violences contre la force publique, les rixes suivies de coups, tous les excès en un mot qui supposent des passions sans frein, s'y donnent pleine carrière. L'intempérance y produit les mêmes effets qu'engendre ailleurs l'ardeur du climat. En même temps, on aperçoit dans tout son développement la corruption qui est particulière aux peuples libres et industrieux. Plus de 16,000 cas de vol simple et d'escroquerie dans une seule ville! 961 cas de fausse monnaie! On voit bien que l'argent est le dieu de cette société.

Par un phénomène digne d'observation, les délits commis contre les propriétés semblent avoir atteint leur point culminant à Londres, et la quantité n'en varie guère depuis sept ans. Les crimes et les délits commis contre les personnes suivent au contraire un mouvement ascendant de plus en plus prononcé. Ainsi, le nombre des vols avec violence est aujourd'hui double de ce qu'il était en 1836; les gens du peuple jouent plus fréquemment du couteau dans leurs rixes; on ménage moins la vie des hommes; les actes de rébellion et les violences de tout genre se sont accrus de 26 pour 100 en dix ans.

Mais de quels élémens se compose cette population de criminels? Il y a d'abord les malfaiteurs de profession, dont M. Chadwick estime

le nombre à 6,407 (1), sans y comprendre ceux qui habitent la Cité de Londres. Cette évaluation doit être au-dessous de la réalité. Comment ne pas le supposer, lorsque le même auteur, qui ne compte que 276 garnis destinés aux voleurs dans la ville de Londres, en alloue 1,469 à la ville de Liverpool? Au surplus, si les filous ne sont pas plus nombreux, le personnel de cette confrérie se renouvelle souvent. Selon M. Chadwick, la carrière d'un malfaiteur, qui se prolongeait en moyenne pendant six années du temps de l'ancienne police, ne dure plus aujourd'hui que deux ans.

Les associations de malfaiteurs avaient, avant l'année 1829, un caractère formidable. Elles pouvaient, dans un moment fixé, envahir Londres et tenir la force publique en échec. Lorsque les truands de la capitale voulaient se donner un passe-temps qui fût aussi un acte d'autorité, ils organisaient une chasse au taureau (*bull hunting*). Voici quel était le procédé : on prenait l'animal dans un troupeau; on le battait et on le tourmentait de cent façons jusqu'à ce qu'il écumât de rage; dans cet état, on le lançait à travers les rues, où il renversait les passans, enfonçait les boutiques et ameutait la foule après lui. Des enfans, placés sous la direction d'un chef, le suivaient au pas de course et à grands cris, cherchant à augmenter la confusion; puis les bandits, survenant en nombre et bien armés, battaient le guet et pillaient sans merci les assistans.

Les grandes traditions se perdent aujourd'hui. Au lieu de chasser le taureau dans les rues de Londres, les habitués de Saint-Giles et de Field-Lane en sont réduits, pour entretenir dans leur cœur les émotions fortes, à faire battre des chiens à huis-clos. A l'avénement de la nouvelle police, les chefs de bande avaient préparé une émeute qui devait éclater sur le passage de Guillaume IV se rendant à Guildhall. Pendant plusieurs heures en effet, les agens de police, rangés en ligne dans le Strand, eurent à essuyer les outrages d'une foule dans laquelle les voleurs dominaient. Ceux-ci, voyant que le vrai public ne se mettait pas de la partie, jugèrent le coup manqué, et ce fut leur dernier acte de vigueur.

En renonçant à livrer des batailles rangées à la société, les malfaiteurs britanniques n'ont pas cessé pour cela d'être dangereux. Non-seulement ils restent les plus accomplis filous de la terre, mais ils ont imaginé de faire des élèves. Ils séduisent les femmes (2), qui les ai-

(1) *First Report on constabulary force*, p. 12.

(2) « Les voleurs et les prostituées semblent former une grande corporation universelle. » (*Constabulary Report*.)

dent ensuite à débaucher les enfans. C'est pourquoi le nombre même des voleurs de profession devient une question secondaire; chacun d'eux a désormais une importance plus grande, pouvant disposer des services de plusieurs individus. Une lance, dans le moyen-âge, voulait dire un cavalier avec plusieurs hommes de pied, en sorte qu'une armée de cinq mille lances représentait souvent vingt mille hommes. Les malfaiteurs d'aujourd'hui sont organisés sur le même principe, et cela valait la peine d'être observé, car rien de pareil ne se voit sur le continent.

Les femmes, dans la ville de Londres, prennent une grande part aux délits. On a compté 17,686 femmes (1) sur 63,124 personnes arrêtées en 1842, ce qui donne la proportion de 28 sur 100. A Paris, cette proportion n'est que de 14 à 15 pour 100. Et ce serait une erreur de croire que les délits commis par les femmes à Londres manquent de gravité ou portent un caractère spécial. Elles marchent dans le crime du même pas que les hommes, avec la même hardiesse et avec la même brutalité. On les voit figurer dans les meurtres, dans les vols avec effraction, dans les rixes et jusque dans les violences exercées contre la force publique; elles s'enivrent comme les hommes, se battent comme eux, et trempent aussi leurs mains dans le sang. Le tableau suivant montre le rapport des hommes aux femmes dans les principaux délits.

DÉLITS.	PRÉVENUS.	HOMMES.	FEMMES.	POUR CENT.
Meurtre.	25	18	7	28
Coups et blessures graves. . . .	43	32	11	25 1/2
Violences contre la force publique.	1,769	1,512	257	14 1/2
Violences exercées sur des particuliers.	5,193	4,290	903	17
Vols simples.	5,673	3,931	1,742	30
Vols sur la personne.	1,307	535	772	59
Vols dans une maison habitée. .	472	237	235	50
Vols avec effraction, etc.	141	120	21	15
Fausse monnaie.	961	580	281	30
Escroquerie.	12,338	7,988	4,350	35

La moralité de la famille dépend surtout de la femme. Dans une ville où la corruption du sexe le plus faible est aussi extraordinaire, le vice doit germer de bonne heure au foyer domestique, et flétrir

(1) Je déduis 2,580 prostituées du nombre total des arrestations.

l'enfance de son souffle avant l'âge des passions. On s'étonne du nombre des enfans qui paraissent chaque année à Paris devant la police correctionnelle et devant la cour d'assises. Que sera-ce si l'on énumère les jeunes délinquans que fournit la métropole de l'Angleterre !

Parmi les 14,371 individus arrêtés à Paris en 1841 (1), 3,375 étaient au-dessous de vingt-un ans; on en comptait dans ce nombre 1,442 au-dessous de seize ans. 3,355 jeunes délinquans donnent, à peu de chose près, relativement à la population de la Seine, la proportion de 1 sur 400. A Londres, le district de la police métropolitaine, à l'exclusion de la Cité, a fourni en 1842 16,987 délinquans au-dessous de vingt ans, ce qui, même sans parler de ceux de vingt à vingt-un ans, présente pour la population de ce district le rapport de 1 sur 100. Voici comment se répartit entre les divers âges de l'enfance et de l'adolescence cette masse de prévenus :

	GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.
Au-dessous de dix ans.	104	42	146
De dix ans et au-dessous de quinze. . . .	2,163	428	2,591
De quinze ans et au-dessous de vingt. . .	9,502	4,748	14,250
TOTAL. . .	11,769	5,218	16,987

La moitié de ces enfans, soit 8,326, ont été condamnés sommairement par les tribunaux de police ou renvoyés devant le jury. Voici l'énumération des délits qu'ils avaient principalement commis :

Coups, blessures et meurtre.	485
Vols qualifiés.	93
Vols, recel, faux, etc.	3,321
A l'état habituel de vol ou de désordre. . .	1,931
Vagabonds et prostituées.	1,551

Ainsi, le délit qui amène la plupart de ces arrestations est le vol. C'est l'industrie à laquelle on dresse les enfans dès leur bas âge dans les familles perdues. « Les enfans de parens dissolus et qui vivent oisifs, dit M. Beaumont dans la première enquête sur la police de Londres, infestent les rues dans un état de dénuement et de vagabondage; la seule instruction que ces petits malheureux reçoivent

(1) Le chiffre des entrées au dépôt de la préfecture de police en 1841 diffère de celui que nous indiquons ici d'après le compte-rendu de la justice criminelle; il est en effet de 17,234.

est de gagner leur vie en mendiant et en volant. J'ai vu des enfans, qui n'avaient pas plus de sept à huit ans, initiés à l'art de fouiller les poches des passans, sous l'inspection de femmes adultes qui paraissaient être leurs mères. » Quelquefois les parens ne prennent pas la peine de cette éducation, et ils mettent leurs enfans à la solde de quelque voleur expérimenté. Avant la réforme de la police métropolitaine, des bandes de petits voleurs s'assemblaient régulièrement sur les terrains vagues des faubourgs, et là le recéleur qui soudoyait cette armée de filous venait tous les jours, chargé d'une immense corbeille, leur distribuer publiquement de l'argent et des provisions.

Il se tenait même à Londres des espèces d'écoles professionnelles, des pépinières (*nurseries*) de filous, où les enfans allaient se former à l'art des Cartouche et des Mandrin. Des voleurs émérites avaient coutume de choisir de jeunes garçons dont ils formaient une bande pour agir sous leur direction, et auxquels ils donnaient des leçons matin et soir. « Depuis l'établissement de la nouvelle police, dit le rapport *on constabulary force*, ce système ne se pratique plus avec régularité. De temps en temps, lorsqu'un vieux voleur se trouve au rendez-vous des jeunes, ceux-ci s'exerçant entre eux pour montrer leur adresse, l'ancien les reprend s'ils viennent à se tromper, mais il ne cherche pas à exciter leur émulation par des récompenses. C'est là, d'ailleurs, un exercice accidentel et qui n'a guère lieu qu'une fois en huit jours. »

Suivant le rapport auquel j'ai déjà emprunté plusieurs citations, les jeunes délinquans débutent généralement, à Londres comme à Paris, par dérober aux étalages des fruits ou de la viande. Plus tard, ils s'enhardissent et volent des marchandises de peu de prix, qu'ils vendent ensuite pour quelques *pence* aux recéleuses irlandaises de Saint-Giles ou de Holborn; le produit est dépensé en friandises et en sucreries. Dans les enquêtes antérieures à 1830, on considère les petits théâtres comme l'occasion première de cette dépravation. Les enfans s'y rendent par centaines, attirés par le bas prix d'un spectacle dont ils jouissent souvent pour deux sous; puis, n'osant plus rentrer chez leurs parens à une heure aussi avancée, ils passent la nuit pêle-mêle dans les marchés, où ils vivent d'écorces d'oranges et autres débris. La description la plus complète et la plus exacte des procédés au moyen desquels tant d'enfans sont détournés de la famille et de la société, se trouve dans une brochure publiée en 1831 par un observateur très intelligent qui se trouvait alors renfermé à Newgate, M. Gibbon Wakefield. C'est lui que je vais laisser parler.

« Londres abonde en petites pépinières de légers délits, dirigées par des personnes de tout âge. J'ai eu l'occasion d'interroger plus de cent voleurs de l'âge de huit ans à quatorze, sur les causes qui les avaient engagés dans le vol, et, dans neuf cas sur dix, j'ai trouvé que l'enfant n'avait pas commis son premier crime spontanément, et qu'il avait été entraîné dans cette carrière par des personnes qui professent cette sorte de séduction.

« La plus nombreuse classe de ces séducteurs se compose de voleurs expérimentés, *enfans et hommes faits*, qui vont à la recherche d'enfans non criminels et leur représentent l'existence du voleur comme une vie de plaisir. En pareil cas, les moyens de séduction ne se bornent pas aux paroles; on donne à manger à ceux qui ont faim, et quant à ceux qui ne manquent pas de pain, on leur offre toute espèce de jouissances. Un voleur expérimenté dépense souvent dix livres sterling (255 fr.) en quelques jours pour corrompre un jeune garçon, en le menant aux spectacles et en le laissant manger et boire dans les boutiques de pâtisserie ou de fruits, ainsi que dans les cabarets. Lorsque l'enfant, sous l'impression de ces jouissances, témoigne du dégoût pour la vie honnête, on le considère comme préparé à recevoir sans s'alarmer les insinuations de celui qui le séduit.

« Souvent on emploie des moyens de séduction encore plus efficaces, à savoir l'excitation précoce de la passion sexuelle, avec l'aide des femmes associées aux voleurs, et auxquelles on confie généralement le soin de faire comprendre à ces jeunes gens, dans leur ivresse, que le vol est l'unique moyen de continuer sûrement cette vie de débauche. Ce genre de séduction réussit toujours. Pour l'édification de ceux qui pourraient croire que j'exagère les faits, j'ajouterai que la plupart des enfans au-dessus et même au-dessous de douze ans qui sont détenus à Newgate ont eu des relations avec les femmes. On ne peut guère en douter, car ces enfans sont visités journellement par leurs maîtresses, qui se font passer pour leurs *sœurs*, et leur conversation dans la prison roule le plus souvent sur leurs amours.

« Une autre classe de séducteurs se compose d'hommes et de femmes, mais principalement de vieilles femmes qui tiennent des boutiques de fruits et de petits gâteaux, afin de dissimuler leur véritable commerce, qui consiste à déterminer les enfans au vol et à recéler les objets volés par ces enfans. Voici la méthode suivie en pareil cas. Lorsqu'un enfant achète des fruits ou des gâteaux, on lie conversation avec lui pour gagner sa confiance. Il passe un autre jour devant la boutique sans argent, et on l'invite à prendre à crédit.

S'il cède à la première tentation, c'est fait de lui. Une fois endetté, il se laisse entraîner et se voit bientôt engagé pour une somme qu'il ne peut pas acquitter. On lui parle alors de la dureté des parens et des maîtres, on le plaint de manquer d'argent, et on lui insinue qu'il pourrait aisément payer ce qu'il doit en dérobant quelque objet dans la boutique de son maître ou dans la maison de ses parens. Le premier pas fait, il continue à voler. La recéleuse reçoit les objets dérobés et ne lui donne qu'une partie de l'argent qu'elle en retire; elle lui fait connaître d'autres jeunes garçons qui suivent la même carrière, et l'enfant apprend bientôt à préférer à une vie laborieuse et frugale l'oisiveté d'une existence dissipée. Enfin, il devient un voleur accompli, laisse là sa séductrice avec laquelle il ne consent plus à partager le produit de ses vols, s'associe à une bande, prend une maîtresse, et se trouve désormais établi sur le grand chemin de Botany-Bay et des pontons.

« D'autres pépinières de crimes, qui n'existent pas, celles-là, dans tous les quartiers, mais qui se concentrent dans certains districts, tels que Saint-Giles, les bas quartiers de Westminster et les deux extrémités de White-Chapel, sont les logemens garnis tenus par des recéleurs. Il en est où l'on n'admet que des enfans; cela se fait pour éviter que les hommes ne les dépouillent, et afin d'assurer aux logeurs une plus grande part du butin. Les femmes cependant ne sont pas exclues. Il serait plus exact de dire que l'on admet des jeunes filles de tout âge, depuis l'âge de dix ans (car les filles qui s'associent aux voleurs arrivent rarement à l'âge de femme), non pas pour leur propre compte, mais comme les maîtresses reconnues des enfans. On ne saurait décrire les scènes de débauche qui se passent dans ces antres, et, si on les décrivait, le public n'y croirait pas. »

Le témoignage de M. Wakefield concorde avec celui des magistrats et des officiers de police entendus dans les enquêtes parlementaires. « Tous les enfans, dit le chapelain de Newgate, M. Cotton, même dans l'âge le plus tendre, font profession d'entretenir, sur le produit de leurs vols, des filles qu'ils appellent *flash-girls*. B..., qui est un enfant de neuf ans, a, lui aussi, une personne qu'il appelle sa femme (*hisgirl*). — Dans des maisons particulières à Saint-Giles, et dans des maisons publiques à White-Chapel, dit M. V. Beaumont, les jeunes garçons et les jeunes filles passent la nuit dans un état complet de promiscuité. »

En voilà bien assez pour montrer que le nombre des jeunes délinquans à Londres n'est pas encore le caractère le plus saillant de

cette épidémie morale, et que le mal s'aggrave par la nature même ainsi que par l'étendue de leur dépravation. Le gamin de Paris est vagabond d'habitude et voleur par occasion; le vice, en le marquant de son empreinte, ne lui enlève pas tout ce qu'il a d'humain, et sa précocité ne va pas jusqu'à l'initier, dès la plus tendre enfance, à tous les excès de l'âge viril. A Londres, il n'y a pas d'enfance pour les malfaiteurs : un jeune voleur n'a ni les qualités ni les défauts de son âge; à neuf ou dix ans, c'est déjà un homme fait, aussi adroit que les filous les plus consommés, aussi étranger à tout principe et à tout sentiment, leur émule en débauche, leur maître en sang-froid, et, pour tout dire, un monstre avorton.

Cette espèce de criminels se recrutait principalement, il y a dix ans, dans les maisons de charité. Les orphelins et les enfans des familles pauvres, abandonnés ou mal surveillés par la paroisse dès qu'ils avaient l'âge d'apprendre un métier, se livraient au vagabondage et formaient des liaisons qui avaient bientôt achevé de les pervertir. Depuis que les commissaires chargés de l'administration des pauvres ont fondé, dans les environs de Windsor, une maison où ces enfans reçoivent une éducation professionnelle, les pourvoyeurs du vol sont dans la nécessité de s'adresser ailleurs. Cependant le nombre des jeunes délinquans, loin de diminuer à Londres, va au contraire croissant tous les ans. Il était de 11,781 en 1837, de 14,635 en 1838, de 13,587 en 1839, et de 14,031 en 1840. L'augmentation de 1842 sur la moyenne de ces quatre années est de 25 pour 100. N'y a-t-il pas là une progression bien menaçante pour la moralité des générations à venir?

Avec un système d'éducation approprié à la réforme des jeunes délinquans, on en sauverait assurément un grand nombre; mais rien n'est plus barbare ni moins efficace que le traitement qu'on leur fait subir. Un petit filou est surpris la main dans le sac, il arrive souvent que le marchand lésé lui inflige sur place une rude correction; on le dépouille de ses vêtemens, on lance un chien après lui, et on le chasse, d'une chambre à l'autre, à grands coups de fouet, jusqu'à ce qu'il tombe épuisé sur le plancher. Alors une jatte de goudron étant apportée, on en barbouille le drôle de la tête aux pieds; on le saupoudre ensuite d'une poussière blanche qui donne d'effroyables démangeaisons, puis on assujétit ses habits en un paquet sur la tête, on lui lie les mains derrière le dos, et on le met dehors, portant sur ses épaules ce mot écrit en gros caractères : « voleur. »

Les magistrats de Londres ont le même goût pour les corrections

manuelles, et mettent fréquemment les jeunes prévenus en liberté après les avoir fait fustiger. Tout barbare qu'il est, ce traitement semble encore préférable au prétendu système d'éducation que l'on emploie dans les prisons. A Newgate, les jeunes prisonniers ont des communications constantes avec les détenus adultes; à Coldbathfields, ils travaillent dans le même atelier que les hommes et sont soumis, comme eux, au régime abrutissant du *tread-mill*. La prison-modèle, que le gouvernement a établie à Parkhurst, dans l'île de Wight, pour les jeunes détenus, n'est encore qu'un essai informe et ne renferme pas au-delà de deux cent cinquante enfans.

J'ai vu bien des criminels, j'étudie depuis douze ans la race particulière d'enfans qui alimente les prisons, je l'ai observée en France, en Belgique, en Angleterre et en Écosse; dans toutes ou presque toutes les grandes villes, j'ai trouvé que cette existence vagabonde portait les mêmes fruits. A quelque différence près dans l'ouverture de l'angle facial, le jeune détenu de Manchester et d'Édimbourg ressemble à celui de Paris; mais celui de Londres ne ressemble à rien. Il est difficile d'oublier, quand on les a examinées une fois avec attention, ces physionomies pâles, muettes et dures, qui ne trahissent déjà plus aucune émotion de l'ame, et sur lesquelles on peut lire seulement la sombre résolution de persévérer dans le mal. Les geôliers de Newgate gardent précieusement une collection de plâtres qui représentent les bustes des plus fameux criminels. Ces figures ne sont que brutales. Si l'on veut des types inconnus, que ne reproduit-on, en les prenant au hasard, les traits de huit ou dix enfans parmi ceux qui sont renfermés à Newgate? On aurait figuré les pourvoyeurs du vol, les chacals de cette étrange société.

Nous voici arrivé au terme de cet exposé. Nous avons parcouru Londres, et nous en avons fait l'anatomie. La métropole de la Grande-Bretagne est une belle médaille et bien frappée, sur laquelle on reconnaît sans peine la puissante aristocratie qui domine les mers; mais au revers de cette richesse et de cette puissance, on lit White-Chapel et Saint-Giles, c'est-à-dire la misère, le vagabondage, la prostitution et le vol. Si l'Angleterre a jamais humilié quelque grande nation, ce peuple n'a qu'à regarder Londres, et il se trouvera trop vengé.

LÉON FAUCHER.

LA SARDAIGNE

EN 1842.

Vers la fin du mois de janvier 1841, une escadre de cinq vaisseaux, sortie de Toulon pour se rendre aux îles d'Hyères, fut dispersée par un violent coup de vent, et forcée de chercher un refuge dans les ports de la Sardaigne. Bien qu'à proximité des possessions françaises, cette île avait été jusqu'alors négligée par notre marine, et nos cartes n'en donnaient qu'une idée très imparfaite. L'accident qui nous y conduisit fit sentir la nécessité de la mieux connaître. Le gouvernement français obtint donc de la cour de Turin l'autorisation de faire lever par un de nos bâtimens les plans des ports de la Sardaigne. Le brick *la Comète* fut désigné pour remplir cette mission. Au mois de mai 1841, nous quittions Toulon, faisant voile pour Cagliari.

Les circonstances étaient alors très favorables pour une exploration définitive de cette région intéressante. M. le général de La Marmora, directeur de l'école de marine à Gênes, venait d'achever, avec le concours de M. le chevalier de Candia, la rédaction d'une carte générale de l'île. Leur travail consciencieux, relié à la grande triangulation de la Corse, venait d'être publié. C'était un précieux avantage que de pouvoir s'appuyer sur une pareille base, au lieu de

se borner à des déterminations astronomiques, comme l'avaient dû faire les hydrographes qui nous avaient précédés. Notre entreprise devait encore être facilitée par l'hospitalité empressée, les recommandations, les renseignemens de plusieurs personnages aussi bienveillans qu'éclairés.

Dès notre arrivée à Cagliari, notre aimable consul, M. Cottard, se chargea de nous présenter à son excellence le vice-roi. On nous fit attendre quelque temps dans une vaste salle où se trouvent appendus, à une haute muraille grise, les portraits de tous les vice-rois qui ont gouverné l'île depuis sa réunion à la couronne d'Aragon. Rien ne semblait moins encourageant que la contenance rébarbative de toutes ces excellences bardées de fer, qui nous jetaient un fier regard du haut de leurs cadres vermoulus. Nous nous trouvâmes plus à l'aise avec leur successeur. M. le comte dell' Assarte nous reçut de la façon la plus gracieuse, et cet accueil nous parut d'un heureux augure pour l'avenir de notre expédition. C'est en effet à l'intérêt constant que M. le comte dell' Assarte voulut bien nous témoigner que nous dûmes de rencontrer partout un dévouement affectueux. Outre les recommandations qu'il prit la peine d'expédier de tous côtés, il eut encore la bonté de nous faire remettre une espèce de firman, revêtu de ses armes, dans lequel il intimait l'ordre aux autorités de la côte et de l'intérieur de nous venir en aide en toute occasion. Au moyen de ce talisman, les difficultés que nous aurions pu rencontrer dans le mauvais vouloir des habitans s'aplanirent devant nous. Deux campagnes nous suffirent pour explorer minutieusement les côtes méridionales de la Sardaigne, depuis la baie de Saint-Pierre jusqu'au cap Ferrato.

De tous les pays que j'ai visités, je ne sais pourquoi la Sardaigne seule m'a laissé une secrète sympathie. Peut-être l'obscurité dans laquelle elle a vécu jusqu'ici, et qui l'a préservée de l'invasion des touristes, est-elle un grand charme à mes yeux; car j'ai pour les pays que j'aime une sorte d'affection jalouse qui n'admet pas volontiers de partage. Il semble que trop de regards profaneraient les sites qui m'enchantent, et qu'ils cesseraient de me plaire, si chacun pouvait les admirer. Le secret de ma prédilection pour la Sardaigne n'est point cependant tout entier, je l'espère, dans cette jouissance ombrageuse, dans ce besoin envieux de possession exclusive dont je m'accuse sans détour. Il doit s'y mêler, si je ne suis pas un ingrat, quelque souvenir des bontés dont j'ai été l'objet pendant mon séjour dans cette île.

Une expédition entreprise dans un but scientifique devait nous présenter un attrait que nous n'avions pas espéré, et qui tient au singulier oubli dans lequel a été laissé, depuis des siècles, le pays que nous visitions. La Sardaigne était à peu près inconnue, il y a quelques années. L'étroite ceinture des flots bleus de la mer Tyrrhénienne avait mis plus de distance entre cette île et le continent européen, que l'immensité de l'Océan n'en met aujourd'hui entre l'Australie et la Grande-Bretagne. La marine sarde, n'ayant rien à exporter d'une terre appauvrie, se bornait à un petit commerce de cabotage sans cesse menacé par les Barbaresques. Le commerce d'importation était éloigné par des droits excessifs et des prohibitions sans but; les curieux, ne trouvant point de communications régulièrement établies, reculaient devant des traversées qu'il eût fallu tenter la plupart du temps sur des bateaux peu sûrs. Aussi, après avoir partagé avec la Sicile l'honneur de nourrir le peuple romain, et servi de théâtre aux querelles des républiques italiennes pendant le moyen-âge, cette île était depuis plus de trois cents ans retombée dans un oubli à peu près général, malgré quelques estimables tentatives pour la signaler à l'attention de l'Europe.

En 1798, un écrivain né en Sardaigne, Azuni, jurisconsulte habile accueilli en France sous le directoire, fit paraître sur son pays un essai qui, bien que composé à la hâte, méritait cependant plus de succès qu'il n'en obtint. En 1819, trois autres ouvrages furent publiés sur la Sardaigne, l'*Histoire ancienne et moderne* de l'île, par M. Mimaut, consul de France à Cagliari, et deux descriptions complètes du pays, l'une par M. William Smyth, capitaine de la marine anglaise, l'autre par M. le comte de La Marmora, qui n'était alors que capitaine d'état-major. De ces trois publications, l'ouvrage de M. le comte de La Marmora, dont la seconde édition a paru en 1839, est sans contredit la plus remarquable. Cet écrivain distingué a su appliquer à l'étude d'un pays où tout était nouveau, où tout était à décrire, des connaissances très étendues et très variées, un jugement plein de netteté et de profondeur. Mais pendant que ces observateurs étudiaient avec étonnement cette civilisation du XIVe siècle, restée enfouie sous la lave du moyen-âge, il se passait une chose qui allait lui ravir bientôt le charme de son originalité et de sa mystérieuse existence. Un jour, les Sardes aperçurent de leurs rivages une colonne de noire fumée qui s'avançait vers leurs ports. C'était l'Europe qui venait à eux. Un service régulier de bateaux à vapeur avait été organisé par les soins du roi Charles-Albert entre Gênes et

les deux extrémités de la Sardaigne, et le premier paquebot se dirigeait sur Cagliari.

Ces bateaux à vapeur sont de singuliers agens de propagande. Leur course infatigable efface les distances; sans cesse ils transvasent les populations d'une rive à l'autre, et les assimilent en les mêlant. Un peuple qui communique tous les quinze jours avec le continent ne peut rester long-temps étranger à ses mœurs et à ses institutions. Devenue accessible aux voyageurs les moins entreprenans, la Sardaigne ne tardera pas à perdre le genre d'intérêt qu'elle excite encore. Si l'on veut conserver le souvenir d'une physionomie que les influences extérieures auront altérée avant peu, il y a en quelque sorte urgence d'en prendre une dernière empreinte : c'est là ce qui m'a déterminé à reproduire ici les impressions et les notes que j'ai recueillies en Sardaigne, pendant un séjour de deux années.

I.

La Sardaigne, dont la longueur du nord au sud est de cent quarante-quatre milles géographiques, et la largeur moyenne d'environ soixante milles, n'est séparée de la Corse que par un étroit canal de six milles et demi. Par le nord, elle est à cinquante-trois lieues de Toulon; par le sud, à quarante-deux lieues de Bone et quatre-vingt-quinze d'Alger. Pour constater en peu de mots l'intérêt qui s'attache à la position maritime de la Sardaigne, il suffit de rappeler que cette île commande le plus important des bassins formés par la Méditerranée; qu'également menaçante sur ses quatre faces, elle semble s'élever entre l'Italie, l'Espagne et l'Afrique, ainsi qu'une immense forteresse, présentant à chaque angle un port comme bastion, obligeant Marseille et Livourne à passer sous ses glacis, et dominant en même temps la grande route commerciale qui vient de Gibraltar et se bifurque à l'entrée du canal de Malte pour aller aboutir à Constantinople et à Alexandrie.

Un hydrographe de l'antiquité classait ainsi les îles de la Méditerranée, d'après leur étendue. « La Sardaigne, disait-il, est la plus considérable, la Sicile vient ensuite. Après elle, il faut placer la Crète, Chypre, l'Eubée, la Corse et Lesbos. » La Sardaigne, en effet, d'après les calculs du capitaine Smyth, quoique moins riche et moins peuplée que la Sicile, l'emporterait sur elle par son étendue (1). La su-

(1) Il faut dire cependant que d'autres calculs établissent au contraire un avantage de 22 à 30 myriamètres carrés du côté de la Sicile.

perficie de la Sardaigne, en y comprenant celle des petites îles adjacentes, est de près de sept mille milles géographiques carrés, ou environ deux cent trente-neuf myriamètres; mais ce qui lui mériterait le premier rang entre les îles méditerranéennes, ce n'est pas sa superficie, ce n'est pas même la fertilité de son sol : c'est sa ceinture de ports; ce sont ces dix mouillages qui, sur un périmètre de plus de deux cents lieues, forment autant d'étapes pour le commerce ou pour la guerre.

Si nous commençons l'exploration de ce littoral, qui s'enfonce à chaque pas en des golfes profonds ou se découpe en archipels tutélaires, par l'extrémité nord-est de la Sardaigne, nous voyons d'abord le groupe des îles de la Madeleine abriter les baies d'Arsachena et d'Azincourt, où Nelson venait se réfugier pendant ses longues croisières devant Toulon. A quinze lieues de là, l'île d'Asinara, qui touche à la Sardaigne et forme son extrémité nord-ouest, présente sur sa côte orientale les mouillages de la Reale et des Fornelli, excellens abris auxquels peut se confier une frégate, et qui servent pour ainsi dire de rade à la darse insuffisante de Porto-Torrès. Tournant la pointe d'Asinara, nous n'avons pas fait onze lieues vers le sud que nous rencontrons un autre port. C'est Porto-Conte, près de la ville d'Alghero, le plus sûr et le plus abrité des ports de la Sardaigne. Seize lieues plus bas, sous le cap de la Frasca, à la pointe sud du golfe d'Oristano, une frégate peut mouiller en toute sécurité. Après Oristano, à douze lieues plus loin, commence enfin, dans le sud, la magnifique série des vastes bassins creusés par la nature. Cette partie du littoral comprend dans son développement la baie de Saint-Pierre, formée par l'île de ce nom; celle de Palmas, entre le continent sarde et l'île de Saint-Antioche; celle de l'île Rousse, vers le cap Teulada, et enfin le grand golfe de Cagliari, dont l'entrée, de Pula à Carbonara, a vingt-quatre milles d'ouverture. La côte orientale est moins bien dotée que les autres. L'abri de la petite île de Tortoli, à dix-sept lieues du cap Carbonara, ne saurait donner de sécurité qu'à des bricks, et il faut remonter jusqu'aux golfes de Terra-Nova et de Congianus, situés à trente-six lieues de Carbonara et à huit lieues environ des îles de la Madeleine, notre point de départ, pour renouer cette riche et forte chaîne de baies spacieuses, de ports faciles à défendre.

L'aspect général de la Sardaigne est celui d'une contrée montagneuse et accidentée. Toutefois, ses montagnes, comparées à celles de la Corse, n'ont qu'une médiocre élévation, et semblent la conti-

nuation affaiblie des croupes gigantesques du Monte-Rotondo et du Monte-Cinto. En effet, une chaîne granitique dirigée du nord au sud, prenant naissance au nord de la Corse et venant mourir au cap Carbonara, à l'extrémité méridionale de la Sardaigne, forme le noyau de terrain primitif dont paraît avoir été composée, dans les premiers âges géologiques, cette portion de continent aujourd'hui divisée en deux îles, la Corse et la Sardaigne. Cette chaîne centrale, prolongée transversalement par des ramifications secondaires, souvent interrompue par de profondes coupures ou par de larges plateaux, bouleversée par des perturbations qui ont couvert le sol de grandes nappes de roches d'éruption, atteint, vers le centre de l'île, sous le nom de Gennargentù, la hauteur de 1,917 mètres. Celle du Monte-Rotondo, en Corse, est de 2,672 mètres.

L'aridité de ces montagnes n'en détruit cependant pas la majesté, à en juger du moins par l'aspect de la région méridionale, que nous avons particulièrement explorée. Le chaînon qui se ramifie vers le sud-est, en poussant jusqu'à la mer la pointe de Carbonara, est un entassement de blocs granitiques qui affectent des formes tourmentées et bizarres, comme pour conserver le souvenir d'un gigantesque bouleversement. Des tableaux encore plus saisissans s'offrirent à nous pendant les laborieuses journées que nous employâmes à sonder la rade de Saint-Pierre. Vers une heure, quand le soleil de juin devenait intolérable, et que la faim nous pressait, nous cherchions à terre un abri pour quelques instans. Tantôt nous trouvions l'ombre et la fraîcheur dans les fractures d'un terrain bouleversé; tantôt une falaise qui semblait avoir été tranchée d'un seul coup, tant elle était lisse et inaccessible, se dressait bariolée par de larges stries d'ocre jaune et rouge. D'autres fois, c'était un promontoire de trachyte bleuâtre qui surgissait à nos yeux, et ses colonnes juxta-posées, avec leurs découpures bizarres et leur merveilleuse efflorescence, nous donnaient l'idée d'un château gothique sorti par magie du sein des eaux. Des falaises de porphyre, d'un rouge brun luisant, nous ont parfois offert des asiles splendides. Une étroite fracture qui se prolongeait jusqu'au haut de la falaise, et qui laissait à peine passage à notre canot, nous introduisait dans un vaste bassin rempli d'une eau limpide et profonde. Les massifs rochers, inclinés l'un vers l'autre, pressaient entre eux, au sommet du dôme qu'ils formaient sur nos têtes, une gigantesque clé de voûte mal attachée, menaçante, et qu'on eût dit devoir s'abattre à la moindre vibration de l'air. Néanmoins, fascinés par la magnificence du spectacle, nous prenions pos-

session de ce palais de fées en poussant notre canot jusqu'au centre du bassin. Au dehors, la mer venait en mugissant se briser sur les roches, mais elle semblait respecter notre asile enchanté, et, à l'intérieur, sa surface restait calme et transparente.

Les plaines les plus étendues comprises entre les contreforts des différentes chaînes de montagnes sont arrosées par de nombreux ruisseaux, mais aucun grand cours d'eau ne les traverse : la constitution géologique de la Sardaigne s'y oppose; le sol y est trop tourmenté pour permettre à une rivière un peu considérable de développer son cours. Les principaux ruisseaux sont en été de maigres filets d'eau que l'hiver transforme en torrens. Alors, grossis par des pluies diluviennes, ils descendent des montagnes, entraînant les terres sur leur passage, franchissant les ravins et les précipices, et sortant de leur lit mal encaissé pour se répandre dans de vastes plaines qu'ils changent, pendant la moitié de l'année, en marécages.

La Sardaigne réunit aux avantages attachés à l'admirable position qu'elle occupe dans la Méditerranée celui de posséder un sol fertile et propre aux plus riches cultures. Sa population n'est cependant que d'environ 515,000 ames, un peu plus de 21 habitans par kilomètre carré. Les calculs qu'on a faits sur la population spécifique de la Corse ont donné à peu près les mêmes résultats. C'est rester bien loin des 181 habitans qui représentent la densité de la population dans le département du Nord, et même des 63 qui expriment en moyenne celle de la France. Des 515,000 habitans de la Sardaigne, 94,000 résident dans les villes de Cagliari, Sassari, Alghero, Castel-Sardo, Tempio, Ozieri, Nuoro, Oristano et Iglesias; les autres sont répandus dans les 368 communes de l'île.

Cagliari renferme près de 26,000 ames. C'est en vain que Sassari, chef-lieu de la partie septentrionale, prétend lui disputer le premier rang. La prépondérance de Cagliari, ville maritime et place de guerre, est suffisamment justifiée. Élevée en amphithéâtre au fond du golfe auquel elle donne son nom, sur une colline calcaire dont le sommet est à une centaine de mètres au-dessus du niveau de la mer, cette antique cité présente de loin l'aspect d'une colline blanchâtre, isolée au milieu d'étangs et de salines. Dans le nord seulement, cette colline se relie par une vallée à la hauteur sur laquelle est bâti le château ruiné de Saint-Michel, élevé de cent soixante mètres au-dessus du niveau de la mer. La ville se compose de quatre parties bien distinctes : la cité proprement dite, qui comprend dans son enceinte bastionnée le faubourg de la Marine; en dehors de cette enceinte,

deux autres faubourgs, à l'est celui de Villa-Nova, qui fait face à la baie de Quartù; à l'ouest, celui de Stampace, qui conserve encore des vestiges de l'antique cité fondée par les Athéniens sous les ordres d'Iolas, et enfin le Château, ou Castello, qui couronne la colline sur laquelle est bâtie Cagliari, et forme une acropole entourée d'une seconde enceinte qu'habitent les autorités et la noblesse.

La tour pisane de Saint-Pancrace s'élève au sommet de cette acropole; celle de l'Éléphant en défend les approches. Ces constructions remontent à l'année 1307. Combien de fois je me suis arrêté à contempler ces tours massives que ne se lassait pas d'admirer Charles-Quint! Combien de fois ai-je pris plaisir à repasser sous ces guichets qui gardent encore suspendue la herse aux lourds barreaux de fer à travers lesquels volaient les traits des arbalétriers! Dans la vue de cette herse gothique endormie sur les deux poteaux qu'on a encastrés dans les rainures de pierre, dans la vue de cette herse rouillée et levée aujourd'hui pour toujours, il y avait encore pour moi tous les souvenirs d'un assaut de guelfes et de gibelins. C'est ainsi qu'à chaque pas on retrouve en Sardaigne quelque débris du moyen-âge laissé là par mégarde, et qu'on a oublié de détruire.

La colline de Cagliari est une de ces positions que recherchaient les anciens pour y asseoir leurs citadelles. Elle n'est accessible que par le faubourg de la Marine : sur ses trois autres faces, elle présente de formidables escarpemens qui défient l'escalade. Les fortifications de Cagliari sont du reste assez négligées. Le bastion de Sainte-Catherine, au sud-est de la ville, a été converti en promenade d'hiver. L'enceinte du château est fort dégradée et en partie désarmée; elle ne figure plus dans le système de défense de la ville, qui paraît se concentrer du côté de la mer. J'ignore pourquoi, avec une pareille préoccupation, on a renoncé à entretenir les ouvrages qui défendaient les hauteurs de Saint-Élie et du mont Urpino.

A la distance de quelques milles, l'aspect de Cagliari, vue de la mer, est assez imposant; mais, en approchant, on remarque je ne sais quel air de négligence et de dégradation répandu sur toute cette façade grisâtre. Les dômes des églises sont mesquins et écrasés, les clochers sans hardiesse, les maisons couvertes d'un badigeon qui a bavé partout. A part les souvenirs qu'ont laissés Pise et l'Espagne dans ces bastions bien assis, dans ces tours luisantes au soleil, il y a peu de monumens qui méritent d'être cités. Le palais du vice-roi, grand édifice sans caractère, a toute l'apparence d'une caserne. La cathédrale, commencée par les Pisans, restaurée et modifiée par les

Espagnols, qui l'ont gâtée, se présente aujourd'hui grossièrement revêtue de plaques de marbre d'un effet assez médiocre. L'université est un monument d'une architecture simple qui ne manque pas de grandeur; toutefois, ses principaux titres à l'attention du voyageur sont un musée et une bibliothèque de dix-sept mille volumes où dominent, comme d'ordinaire, la vieille jurisprudence et la théologie, plus vieillie encore.

Le principal attrait du musée consiste dans une collection d'antiquités phéniciennes et carthaginoises. Plusieurs sarcophages et bas-reliefs y ont été apportés des diverses parties de la Sardaigne. On y a réuni tout ce qu'on a pu recueillir des antiquités de l'île : de petites figurines de bronze, retrouvées dans l'Ogliastra, qui ont été reconnues pour des idoles phéniciennes, et dont quelques-unes présentent le grotesque et curieux emblème d'une hideuse trinité; une armure presque complète, provenant des fouilles faites à Saint-Antioche; de lourdes épées, des boucliers, des socs de charrue, des clés, des serrures, mille objets en bronze, pour lesquels on ignorait encore l'emploi du fer. A tout cela joignez des congés romains gravés sur d'étroites plaques d'airain, de nombreuses inscriptions phéniciennes, grecques et latines, des talismans juifs ou arabes, des médailles et des monnaies de tous les âges, de petites statuettes délicieuses, et enfin des vases romains en verre, remarquables par leurs nuances nacrées, et vous aurez une idée des richesses du musée d'antiquités de Cagliari.

En résumé, la capitale de la Sardaigne gagne peu à être vue de près. Les rues sont pavées d'un cailloutis qui n'a son pareil qu'à Lyon. Ce pavé de galets, avec les rampes qu'il faut gravir pour arriver jusqu'au château, invitent peu à parcourir la ville et prédisposent le voyageur aux injustes préventions. Quoique mal bâties pour la plupart, les maisons ne manquent pas d'une certaine apparence. De larges balcons de fer capricieusement contournés en corbeilles et d'un effet pittoresque rappellent, avec plus d'élégance encore, les miradors de Cadix; mais qu'il est regrettable qu'on ne trouve pas également à Cagliari la propreté du midi de l'Espagne! Hélas! dès qu'on pénètre dans une de ces vastes maisons, sous ces arceaux mauresques que supportent de massifs escaliers de pierre, il est rare qu'on ne rencontre pas, au pied même de l'escalier, un bourbier infect qu'on y laisse accumuler pendant plusieurs jours. Cette négligence n'est pas générale, je m'empresse de le reconnaître, mais

elle ne manqua pas de frapper, comme nous, le capitaine Smyth, pendant le séjour qu'il fit à Cagliari. Une autre habitude bizarre donne à la ville un singulier air de fête : des bannières flottent dans toutes les rues; d'un côté à l'autre, des cordes sont tendues pour les recevoir; on se croirait à l'entrée d'Henri IV à Paris : c'est tout simplement qu'à Cagliari chacun lave son linge sale en famille et le fait sécher en public.

Ce qu'il y a peut-être de plus remarquable dans la capitale de la Sardaigne, c'est la magnifique promenade créée récemment dans l'enceinte même de la ville, au pied des escarpemens qui terminent le château à l'est. Chaque soir, pendant l'été, quand le soleil commence à disparaître derrière les crêtes du monte Arenosù, qui domine le village de Capo-Terra, on est certain de trouver réunie sur cette promenade toute la société de Cagliari. Là, du même coup d'œil, vous pouvez embrasser et la population et le pays sous leurs divers aspects. Dans la foule, où brillent ces yeux noirs pleins de feu qui se cachent à demi sous le voile de blonde ou la cape catalane, vous reconnaissez, mêlés aux gracieux uniformes des carabiniers ou des chasseurs-gardes, le *collettù* de cuir des bouchers de Cagliari, les bas violets des chanoines et le froc des capucins; en même temps, vous voyez s'étendre devant vous le vaste golfe qui s'ouvre de Pula à Carbonara. A vos pieds, l'industrieux faubourg de Villa-Nova résonne encore du bruit des marteaux et des enclumes, et dans les champs fertiles qui forment le Campidano de Cagliari, huit clochers signalent les gracieux villages qui enrichissent la plaine, depuis l'étang de Molentargiù jusqu'au pied des montagnes granitiques de Sarpeddi.

Plus d'une fois nous eûmes occasion d'admirer cette belle plaine de Cagliari, plantée d'oliviers et de vignes, couverte de splendides moissons, et découpée en nombreux enclos par des haies de *cactus opuntia*. Cette plante vivace, qui étend ses grands bras épineux à cinq ou six pieds de distance du tronc principal, forme la meilleure de toutes les clôtures. Originaire de l'Afrique, et se propageant avec une activité merveilleuse dans tous les lieux où le climat la favorise, elle donne aux campagnes de la Sardaigne une physionomie toute moresque, qui les ferait aisément confondre avec les environs de Tunis ou d'Alger. Ses fruits, appelés figues de Barbarie, quoiqu'un peu secs et filandreux, sont d'un goût agréable; ses feuilles épaisses et charnues servent, pendant une partie de l'automne, de nourriture

aux bestiaux. Mais ce serait payer bien cher les avantages que procure cette plante, s'il était vrai que ses débris, amoncelés dans les fossés, devinssent une cause active d'épidémie.

Autour de la Sardaigne sont semés, comme autant de postes avancés, plusieurs îlots, blocs de granit qui semblent avoir été entassés par la main des cyclopes, et rivés à jamais au fond des mers. Nos travaux nous obligèrent précisément à visiter les deux plus remarquables de ces petites îles, celles de Saint-Pierre et de Saint-Antioche, qui dessinent au sud-ouest du continent sarde la magnifique baie dite de Saint-Pierre, et le golfe plus spacieux encore de Palmas. Envoyés à la recherche d'un danger signalé par les navigateurs, à quinze milles environ du cap Teulada, nous quittâmes Cagliari au commencement de juin 1841, munis des utiles documens que nous donnèrent, avec une grace et un empressement que nous n'avons pas oubliés, M. le comte de Bellegarde, commandant de la marine à Cagliari, et M. le chevalier de Candia, collaborateur très distingué de M. le général de La Marmora.

L'île de Saint-Pierre, dont tout révèle l'origine volcanique, est peu élevée. De loin, ses collines noirâtres sont écrasées par le voisinage des pics plus audacieux qui forment en cet endroit la côte de Sardaigne. Ce n'est qu'à la distance de six à sept milles qu'on peut observer les falaises de Saint-Pierre. La côte du nord, battue par le mistral, est à peu près inabordable; la côte méridionale n'est guère moins abrupte. Ces deux faces de l'île, également sinistres et désolées, se distinguent cependant par leurs teintes : au nord, c'est un trachyte bleuâtre; au sud, un porphyre brun. Au moment d'entrer dans la baie, on range d'assez près une haute colonne à pans carrés, détachée de quelques mètres du rivage, et sur le sommet de laquelle une aigle pygargue a grossièrement étalé son nid. Cette aiguille a valu à ce lieu le nom de cap Colonne. Le coup d'œil de la baie n'a rien d'attrayant. Sur un rivage peu élevé qui court tout droit vers le nord, s'élève une tour grise et sombre destinée à couvrir les approches de Carlo-Forte : tel est le nom du chef-lieu de l'île. Cette petite ville flotte dans son enceinte pentagone garnie de tours, qui contiendrait aisément une ville trois fois plus considérable. Ses maisonnettes blanches s'étalent à leur aise au soleil; un petit clocheton les domine, et la statue de Charles-Emmanuel, bienfaiteur de Carlo-Forte, se dresse sur son piédestal au bord du quai.

La population de Saint-Pierre tire son origine de quelques familles de corailleurs génois qui s'étaient établis sur l'île de Tabarque, située

à la limite des régences d'Alger et de Tunis. En 1737, plusieurs de ces familles quittèrent Tabarque et vinrent s'installer dans l'île entièrement inhabitée de Saint-Pierre, qui était alors un fief du marquis de la Guardia. Quatre ou cinq ans plus tard, Charles-Emmanuel réunit à ces premières familles cent-vingt captifs de même origine qui avaient été emmenés en esclavage par les Tunisiens, et qu'il racheta. Il obtint en même temps du marquis de la Guardia la cession de tous ses droits, et fit élever un fort, aujourd'hui ruiné, qui devint le centre de Carlo-Forte. L'industrieuse population de cette petite ville atteint presque le chiffre de trois mille ames. Fidèle à sa nationalité tabarquine, elle n'a rien de commun avec les farouches habitans de la Sardaigne, dont tout la sépare, son langage, la douceur de ses mœurs, ses habitudes civilisées et son amour pour le travail. La pêche du thon, qu'exploitent quatre madragues établies sur la côte occidentale de la Sardaigne, est pour elle une source d'occupations et de profits pendant trois mois de l'année. Mais, après tout, le Tabarquin n'est jamais embarrassé de son temps. Quand la pêche ne l'emploie pas, il fait un petit cabotage; il s'aventure même en été jusqu'aux côtes de l'Algérie; dans ses momens perdus, il bêche un coin de terre. Ce n'est point là un hardi pêcheur comme le corailleur sicilien qu'on voit quitter Marsala ou Drapani dès le mois d'avril pour aller affronter dans son bateau ponté les orages du canal de Malte. Le Tabarquin n'est pas si entreprenant : il n'y a rien d'aventureux dans son caractère, et, à tout prendre, je ne le crois pas un grand marin; mais il est patient, sobre, laborieux, de mœurs douces et honnêtes : s'il se refuse à courir de grands risques, c'est qu'il se trouve trop heureux pour cela. La ville de Carlo-Forte a un aspect de propreté qui charme; les enfans y ont l'air sain et vigoureux, les femmes y sont gracieuses et bien faites; les hommes, généralement grands et robustes, ont une physionomie bienveillante qui inspire la confiance. Les tribunaux ont peu à faire à Carlo-Forte.

Nous réservâmes, pour notre seconde campagne, l'exploration du golfe de Palmas. L'île de Saint-Antioche, qui en forme la partie occidentale, est très fertile. Elle est jointe au continent sarde par deux étroites langues de terre qui encadrent de vastes étangs, avantageusement exploités comme pêcheries. Au point de jonction s'élève un petit fortin qui protége le pont sur lequel passe la route d'Iglesias à Saint-Antioche. Sous les arches de ce pont, un canal presqu'à sec unit par un mince filet d'eau le golfe de Palmas et celui de Saint-

Pierre. Cette communication d'un si grand intérêt et si facile à entretenir est tellement négligée cependant, que, pour passer d'un golfe à l'autre, il faut traîner les plus légers bateaux plats sur le sable et leur faire franchir à force de bras un espace de trois à quatre cents mètres. Nos pauvres canotiers, forcés de traîner ainsi presque tous les jours nos lourdes embarcations, faisaient comprendre le miracle opéré par Mahomet II, qui fit traverser une vallée à sa flotte pendant le siége de Constantinople. Tout n'était pas fini quand le pont était passé : le canal était si étroit, si tortueux pendant plusieurs milles, que, s'il nous arrivait de nous laisser surprendre en route par la nuit, nous tombions dans des difficultés inextricables. Nous étions arrêtés à chaque pas par des bancs d'herbe ou de sable. Notre position ne faisait que s'aggraver par nos infructueuses tentatives. Il nous est arrivé de passer des heures entières dans ces perplexités, nous demandant par quelle incurie on avait ainsi laissé se combler un canal qui conduisait autrefois les galères de Rome aux quais de Sulcis.

Ces quais, dont les débris bordent encore la côte, indiqueraient à eux seuls l'existence d'une grande ville sur l'emplacement même où s'élève le village de Saint-Antioche. Sulcis était en effet si riche à l'époque de la ruineuse visite que César rendit à la Sardaigne, qu'elle put être condamnée à payer, outre une forte contribution en blé, la somme de cent mille sesterces, en expiation de l'attachement qu'elle avait montré au parti de Pompée. Des médailles et des vases sont fréquemment trouvés au milieu de ses ruines. Nous fûmes même témoins des fouilles exécutées devant le vice-roi. Au pied d'un rocher de porphyre, on découvrit toute une nécropole d'urnes funéraires juxtaposées, et contenant des cendres et des os à demi-consumés. Cette violation des tombeaux séculaires fut peu profitable : on trouva bien quelques bas-reliefs de médiocre valeur, mais les urnes funéraires ne contenaient ni médailles ni anneaux d'or ou d'argent. Elles ne renfermaient que de tristes restes de l'espèce humaine, réduits à leur plus simple expression. Il y a une sorte de prescription pour le respect qu'on accorde aux morts. Tous ces paysans, qui eussent cru commettre un sacrilége s'ils avaient seulement marché sur une tombe fermée depuis vingt ans, piochaient sans remords parmi ces sépultures antiques, et jetaient au vent les cendres romaines ou carthaginoises qui y avaient reposé pendant tant de siècles.

En considérant l'importance de la Sardaigne, comme position

stratégique, on s'étonne de la trouver à peu près désarmée. Cagliari mérite seule aujourd'hui le nom de place de guerre. Deux autres villes, jadis fortes et respectées, Alghero et Castel-Sardo, ont perdu leur prestige depuis que l'artillerie est devenue le principal moyen d'attaque et de défense. Après avoir joué un grand rôle du XIIe au XIVe siècle, d'abord sous le nom de Castel-Genovese, quand elle était au pouvoir des Dorias, ses fondateurs, puis sous celui de Castel-Aragonès, qu'elle prit en passant sous la domination des rois d'Aragon, Castel-Sardo reçut son dernier nom en 1769, de la dynastie qui règne encore. Alghero, fondée aussi par les Dorias, au commencement du XIIe siècle, tomba au pouvoir des Aragonais en 1354. Bâtie sur une pointe de roches qui surgit du milieu d'une plage de sable, cette ville a la forme d'un parallélogramme, et est entourée de murs très épais flanqués de bastions et de tours. Ces fortifications sont encore assez bien entretenues, mais, comme celles de Castel-Sardo, elles sont dominées par deux hauteurs voisines.

Outre ces places, fort peu redoutables malgré leur aspect menaçant, il existe sur tout le littoral des tours de défense établies par les vice-rois espagnols, dans le but de protéger l'île contre les descentes des Barbaresques. Ces tours étaient au nombre de quatre-vingt-quatorze. On n'en compte plus que soixante-sept qui soient encore habitables. Elles défendaient autrefois les seuls endroits abordables de la côte, et, communiquant entre elles par des signaux et des feux, avertissaient les populations des villages voisins de l'approche de l'ennemi et de la nécessité de s'enfuir dans les montagnes, à moins qu'on ne fût en force pour le repousser. Si délabrées qu'elles soient aujourd'hui, elles suffisent à faire observer les réglemens de l'intendance sanitaire et de la douane. Leur personnel ne se compose ordinairement que de trois ou quatre miliciens appelés *torrari*, et d'un gardien, désigné sous le nom d'*alcaïde*. Ces édifices, toujours assis, comme des nids d'aigles, en des lieux escarpés et agrestes, projettent autour d'eux je ne sais quel reflet romantique qui saisit l'imagination et la transporte dans un autre âge. J'aime à me représenter encore la vieille tour du cap Teulada, et les *torrari* appuyés sur le parapet ruiné, retirant, à notre approche, l'échelle de corde qui seule peut donner accès à l'intérieur. Leur canon sans affût, et soulevé sur deux pierres, était présenté tout chargé à une des embrasures; le seul fusil de rempart qui fût en état reposait aussi sur sa fourche, prêt à faire feu. Ainsi préparés, ils attendaient de pied ferme les Barbaresques, et bien que l'un d'eux fût boiteux et que l'autre n'eût

qu'un œil, ils eussent fait au besoin une énergique résistance. Ce ne fut pas avec une force plus considérable que l'alcaïde Sébastien Milis repoussa les Turcs qui vinrent l'attaquer, en 1812, dans la tour de Saint-Jean de Salarà, sur la côte de l'est. Il n'avait avec lui que son fils et un simple canonnier. Son fils tomba mort près de lui, son compagnon fut grièvement blessé. Atteint lui-même par le feu de l'ennemi, il n'en continua pas moins à combattre. Au bout de dix heures seulement, l'arrivée des habitans des villages voisins vint mettre fin à cette lutte inégale.

La garnison de Teulada, j'aime à le croire, malgré son aspect misérable, aurait eu aussi son Mazagran, si les Turcs l'avaient mise à l'épreuve. Ce n'était pas votre faute, vaillans *torrari*, si l'affût de votre unique canon n'existait plus. Tout ce qu'on pouvait faire, vous le faisiez. Une barque n'approchait pas sans que vous fissiez retentir, pour l'interroger, votre énorme porte-voix en ferblanc. S'il arrivait que cette barque, forcée de chercher un refuge contre le mauvais temps, ne fût pas un bateau de pêche, exempt pour cela seul de tout droit, il fallait qu'elle fût bien habile pour se dérober au paiement des droits d'ancrage. Vous n'hésitiez pas au besoin à risquer une sortie; quand c'était à un brick ou à un trois-mâts que vous aviez affaire, après les trois sommations au porte-voix, venait un coup de canon à poudre; puis un boulet suivait, atteignant Dieu sait où! Les Napolitains, les Génois, se laissaient quelquefois intimider, et se rendaient à terre afin d'acquitter le tribut dont une partie entrait pour beaucoup dans les émolumens de vos nobles fonctions; quant aux Grecs, je le dis à regret, ils se moquaient de vous, les maudits, et vous eussiez épuisé vos munitions avant de les décider à sortir un talari de leur escarcelle.

Rien ne prouve mieux la terreur qu'inspirèrent long-temps les pirates que la présence de ces tours sur toutes les côtes exposées à leurs incursions. Les traces laissées en Sardaigne par les dernières apparitions des Maures sont encore saignantes. En 1798, six bâtimens tunisiens mouillèrent pendant la nuit dans la baie de Saint-Pierre; au point du jour, ils débarquèrent sur la plage environ deux mille hommes. La tour Vittorio fut prise sans coup férir, et la ville livrée au pillage. Une partie des habitans s'enfuit dans les montagnes. Huit cent cinquante personnes, hommes, femmes et enfans, furent emmenées à Tunis, et y restèrent jusqu'en 1815. Le gouvernement sarde parvint alors à traiter de leur rançon. Un dernier coup de main fut tenté en 1816, avec un égal succès. Les Tunisiens débarquèrent dans le

golfe de Palmas, enlevèrent le château de Saint-Antioche, saccagèrent le village, et entraînèrent comme esclaves une partie des habitans.

Il faut oser l'avouer : une destinée fatale, que l'énergie humaine ne parviendra peut-être jamais à conjurer, semble un obstacle à la régénération de la Sardaigne; c'est l'insalubrité de l'île, déjà proverbiale dès l'époque romaine, malgré les grands développemens qu'avait alors reçus l'agriculture. Si l'on en jugeait par la moyenne de la température, la Sardaigne serait une terre favorisée : cette moyenne est, suivant de nombreuses observations, de seize degrés centigrades dans la ville de Cagliari, un degré de moins que la température moyenne de Naples; mais les variations atmosphériques qu'on y subit sont fréquentes et perfides. J'ai pris date, par exemple, d'une de ces journées de février qui, délicieusement attiédies par le premier souffle printanier, et se confondant avec les sécheresses de janvier, *le secche di gennaro,* font de la fin de l'hiver la plus belle saison dans le midi de l'Europe. Le soleil était resplendissant et doux. Le ciel ne formait qu'une vaste coupole d'azur, et le sein de la mer, mollement soulevé, trahissait à peine une émotion secrète. Les plongeons, dans leurs nids grossiers semés sur de petits îlots, couvaient leurs œufs en toute sécurité; les amandiers se paraient prématurément de fleurs. Qui ne s'y fût trompé? Pour moi, je m'y laissais prendre avec la nature entière. Je croyais l'hiver refoulé au-delà de Paris, et je m'applaudissais d'en avoir fini si tôt avec le vent, avec la pluie, avec les gros nuages chargés de toutes les colères du ciel; mais pendant ce beau rêve, de petits nuages aux formes indécises, aux contours mous et floconneux, s'élevaient de l'horizon, et, se succédant rapidement, allaient s'arrêter et se grouper au sommet des montagnes. A l'ondulation légère de la mer se joignait par intervalles une lame plus creuse et plus brusque que les autres; puis toutes les pointes, tous les écueils blanchissaient graduellement; la houle s'animait de plus en plus, et cependant on ne sentait encore aucune brise, si ce n'est une folle bouffée de vent, rapide et fugitive, qui s'éteignait avant qu'on eût pu en reconnaître la direction.

Suffisamment avertis par ces indices, nous abrégeâmes notre course. Notre canot, armé de six avirons maniés par de vigoureux gabiers, était guidé par un excellent pilote. Nous eûmes le temps de gagner le rivage et de nous rendre à Carbonara, pour y recevoir l'ouragan dans notre lit, les portes et les fenêtres bien closes. Vers quatre ou cinq heures du matin, nous fûmes réveillés par le bruit du vent.

C'était le sud-est, le *siroccо*, qui commençait, accompagné de grains de pluie qui se succédèrent sans interruption. Vers midi, il abandonna la partie, et fut remplacé par le *libeccio* ou sud-ouest, qui souffla plus violemment et plus constamment. Ce n'était rien encore. Pendant la seconde nuit, le mistral vint chasser tous ces vents qui se combattaient. Le fougueux aquilon parla réellement en maître. La maison semblait tressaillir, on eût dit qu'elle allait s'écrouler. Le mistral continua ainsi, toujours pluvieux, toujours renforcé par des grains plus terribles les uns que les autres. Un instant, dans la journée, il parut s'apaiser : c'était pour reprendre bientôt avec une nouvelle furie, dont nous avions à peine l'idée. Armé d'un petit marteau géologique, je courais partout, assurant les portes et les fenêtres; les clous ébranlés cédaient et s'arrachaient. Nous voyions pleuvoir les débris du plafond. Ce n'était pas un coup de vent, c'était un *terre-moto*, comme disait notre digne hôte, tremblant pour son village menacé d'être emporté tout d'une pièce à la mer.

Plus tard, quand les chaleurs de juillet et d'août succédèrent à la température plus modérée du mois de juin, il y eut pour nos marins des journées où l'ardeur du soleil devint vraiment insupportable : c'étaient celles où régnait ce calme lourd qui précède le vent venu d'Afrique, *plumbeus Auster*. Elles étaient annoncées dès le matin par la sécheresse de l'atmosphère, la netteté avec laquelle les contours des montagnes, dégagés de toute vapeur, s'accusaient dans le ciel, les teintes pâles du lever du soleil, et quelques nuages maigres et effilés répandus vers l'est. Le calme durait souvent jusqu'au soir; le lendemain, la mer était unie comme un miroir et sans aucune vibration à la surface. Le soleil, qui produisait un capricieux mirage, avait toute l'intensité d'un soleil tropical. Vers le soir, il se couchait au milieu d'une bande de vapeurs que les pêcheurs du pays appelaient la *cargadura del sirocco*. Le vent du sud-est, qui suivait de près ces chaleurs insolites, durait deux ou trois jours : le troisième jour, presque infailliblement, le nord-ouest, ce *maître inquiet* de la Méditerranée, ripostait avec une subite violence. Il parcourait aussi sa carrière de trois jours, et quelques belles journées de brises solaires nous étaient alors acquises.

Ces soudaines variations ne peuvent manquer d'exercer une fâcheuse influence sur l'état sanitaire de la Sardaigne; mais elles ne sauraient suffire à expliquer l'insalubrité du pays. Au moyen-âge, Dante confondait dans la même fosse les fièvres de la Sardaigne et celles des maremmes. Il y a en effet de grands rapports entre les

fièvres pernicieuses qui désolent la Sardaigne depuis la fin de juin jusqu'au mois de décembre, et la *malaria*, qui exerce ses ravages dans les campagnes de Rome et de la Sicile. On retrouve dans ces fièvres, nommées par les Sardes *intempérie*, de même que dans la malaria, les caractères généraux des fièvres miasmatiques communes à tous les pays marécageux et produites par les gaz délétères qui s'exhalent des eaux stagnantes. En Sardaigne, où la constitution volcanique du pays, les nombreuses dépressions de terrain qui en sont la suite, et le peu de perméabilité d'un sol argileux, retiennent les eaux à la surface, on peut prévoir les effets d'un soleil ardent sur les mares croupissantes qui se forment de toutes parts dans de vastes plaines en partie inondées pendant l'hiver.

Ce qui distingue l'intempérie sarde de toutes les fièvres de même origine, c'est la rapidité de ses ravages; elle est presque toujours mortelle. Parfois, l'invasion en est lente et sournoise; elle ne se manifeste d'abord que par un état de malaise auquel il faut se hâter de porter un prompt remède; dans la plupart des cas, elle est tellement foudroyante, qu'elle ressemble à un empoisonnement. L'inflammation gastro-entérite, qui est la condition morbide la plus remarquable de cette maladie, révèle alors à l'autopsie les plus affreuses lésions dans les intestins. Quand ces terribles fièvres ne vous enlèvent pas ainsi soudainement, elles deviennent chroniques ou laissent après elles des obstructions du foie ou de la rate.

L'intempérie épargne d'ordinaire les habitans des localités où elle sévit; ils sont généralement acclimatés et respirent sans danger cet air empoisonné. Cependant la population qui habite la mortelle plaine de Pula, celle qui vit au milieu des cloaques qui couvrent le littoral de la province de Sulcis, depuis Porto-Paglia jusqu'aux marécages de Teulada, témoignent toutes deux, par leur teint jaune et leur aspect maladif, que ce n'est pas avec une entière impunité qu'ils subissent l'influence d'une atmosphère viciée. Rien n'est plus misérable surtout que l'apparence de ces enfans demi-nus, à la face pâle, aux jambes grêles et au ventre balonné, qu'on voit grelotter en hiver sur le seuil de chaque maison. Par une exception inexplicable, le village de Cabras, près d'Oristano, situé au centre des marais qui font de ce golfe le lieu le plus redouté de la Sardaigne, semble, par la beauté extraordinaire et la longévité de ses habitans, donner un éclatant démenti à cette inévitable influence des miasmes délétères.

La terreur qu'inspire l'intempérie est générale en Sardaigne. On évite avec soin d'approcher des lieux mal famés pendant la mauvaise

saison. La population de Cagliari reste tout entière confinée dans l'étroite enceinte de la ville; ceux qui s'aventurent pendant quelques heures au dehors ne le font qu'avec un luxe de précautions qui trahit leurs inquiétudes. L'île vit pour ainsi dire dans une espèce de quarantaine pendant six mois de l'année. Si un étranger arrive à cette époque redoutée, il ne peut manquer d'être frappé de cette préoccupation universelle. De bienveillantes recommandations le mettent en garde contre les dangers du climat; on s'alarme pour lui, on lui demande ce qu'il vient faire dans une pareille saison; on l'engage à fuir, à revenir dans des temps meilleurs. L'intempérie est dans toutes les bouches; les noms d'Oristano, de Pula, de Terra-Nova, bien d'autres encore, traînent toujours avec eux un cortége de lamentables histoires. On est tellement ému de la violence de l'intempérie, qu'on se refuse généralement en Sardaigne à lui reconnaître avec les fièvres miasmatiques des autres pays une commune origine. Parmi les personnes qui veulent en trouver l'explication dans l'intervention d'agens plus énergiques que les exhalaisons ordinaires des terrains marécageux, les unes attribuent cette action délétère à la décomposition de certaines plantes de la famille des iridées, propres aux marais de la Sardaigne, d'autres admettent l'existence de gaz souterrains que la terre laisserait échapper en se fendillant pendant les grandes chaleurs; mais les hommes spéciaux ont tous résolu la question dans le même sens : l'intempérie n'est qu'une fièvre miasmatique; des travaux de culture et de dessèchement dirigés avec intelligence contribueraient à en délivrer la Sardaigne.

Il est heureusement plus facile qu'on ne le croirait de se soustraire à l'influence de ces miasmes pernicieux. La sphère où ils règnent paraît fort bornée. Cagliari, dont la colline s'élève au milieu d'étangs et de marais, est un lieu de sûreté pendant la mauvaise saison. L'île de Saint-Pierre, située en face des marais de Porto-Senso, ne connaît pas l'intempérie, et les bâtimens qui séjournent dans le golfe de Palmas, entre la plaine marécageuse de Villarios et la vallée si malsaine de Maladrossia, n'ont rien à redouter de cette maladie, pourvu qu'ils évitent de laisser leurs marins descendre à terre. Sans ce droit d'asile octroyé à certains lieux, la Sardaigne ne serait pas habitable. Quiconque n'aurait point été acclimaté dès l'enfance n'y pourrait séjourner pendant la moitié de l'année. On comprend sans peine que des Piémontais, des soldats du comté de Nice ou de la Savoie n'abandonnent pas sans répugnance un pays sain, des villes heureuses, de riantes campagnes pour venir affronter ces

champs fétides et pestilentiels. Leurs regrets les rendent même souvent injustes envers *cette Sardaigne* qu'ils traitent peut-être avec trop de dédain et d'amertume. Il est à regretter surtout que ce dégoût, partagé par les Piémontais qui occupent en grande partie les emplois de l'île, soit souvent exprimé sans ménagement et avec une rudesse qui ne peut manquer de blesser le sentiment national. Et cependant on se sent disposé à excuser l'emportement de ces discours. Peut-on juger de sang-froid cette nouvelle Tauride dont on ne touche point le funeste rivage sans inquiétude? Tout ne sépare-t-il pas en Sardaigne le peuple acclimaté de celui qui ne saurait jamais l'être? Il faut bien en convenir, la fusion est impossible entre gens qui ne peuvent respirer le même air.

II.

Par quelle raillerie du sort se trouve-t-il qu'une terre si souvent désolée soit d'une merveilleuse fécondité? Convenablement cultivée, la Sardaigne, à peu près dépeuplée aujourd'hui, pourrait nourrir la population la plus compacte, et s'enrichir par l'exportation de ses produits naturels. Son sol argileux est particulièrement favorable à la culture des céréales. Sous l'empire romain, non-seulement elle alimentait une population trois fois plus nombreuse que de nos jours, puisqu'elle atteignait le chiffre de douze à quinze cent mille ames; mais elle fournissait une exportation tellement considérable, que, payant ses impôts en froment, le dixième de ses produits suffisait, avec le contingent de la Sicile, pour remplir les greniers de Rome. Aujourd'hui, le tiers environ de la surface de l'île est occupé par les étangs, les marais, les salines, et par les terres arides et sablonneuses impropres à la culture. Les forêts et les pâturages en comprennent à peu près autant; le reste du sol, c'est-à-dire une superficie évaluée à sept cent quatre-vingt dix-sept mille hectares, est cultivé en vignes, oliviers, vergers et jardins. Près de quatre cent mille hectares sont consacrés à la culture du blé, qui, malgré l'imperfection des procédés agricoles, donne communément un produit de sept ou huit pour un.

Les vins sardes sont généralement capiteux; ils se conservent bien et devraient former un des articles les plus avantageux du commerce d'exportation; mais aucun marché ne leur est ouvert. Le droit d'introduction auquel ils sont soumis à leur entrée dans les états pié-

montais a été élevé à la moitié de celui qui frappe les vins étrangers, ce qui équivaut presque à une prohibition; la culture de la vigne tend donc chaque jour à se restreindre dans l'île. Cependant cette culture conviendrait parfaitement au climat de la Sardaigne et mettrait en valeur des terrains pierreux laissés en friche, parce qu'ils sont impropres à donner d'autres produits.

Une autre culture dont la concurrence continentale tend aussi à arrêter l'extension, c'est celle de l'olivier. Les encouragemens du gouvernement ne lui ont pas manqué. Dès le XVIIe siècle, l'assemblée des états de Sardaigne enjoignit à chaque propriétaire de greffer tous les ans dix oliviers sauvages. Celui qui possédait cinq cents pieds d'oliviers devait en outre établir un moulin à huile. La maison de Savoie de son côté, pendant son séjour dans l'île, accorda par un décret royal des titres de noblesse à tout particulier qui aurait planté et cultivé une quantité déterminée de ces arbres. Du reste, l'olivier sauvage se rencontre partout en Sardaigne : une des provinces les plus incultes de l'île, l'Ogliastra, qui n'a point d'autre port que le golfe peu sûr de Tortoli, a reçu son nom des magnifiques bois d'oliviers qui couvrent ses montagnes, et dont on dédaigne la richesse. L'oranger réussit parfaitement; dans la vallée de Milis, près d'Oristano, il forme une véritable forêt. On cultive aussi le lin, le mûrier, le coton et le tabac; mais à part cette dernière culture, qui donne de très beaux résultats dans le nord, les autres articles que je viens de citer ne sont jamais entrés que pour une quantité très insignifiante dans la production générale de l'île.

Des forêts considérables s'étendent sur les versans des hautes montagnes du centre, dans la Barbargia et la Gallura. Là, de vastes plateaux sont couverts de chênes séculaires, de chênes-liéges et de châtaigniers. Les montagnes du littoral sont au contraire dépouillées de toute végétation. La faute en est à la loi, qui autorise les paysans à mettre le feu aux broussailles vers la fin du mois d'août, soit pour se procurer un peu d'herbe fraîche pendant l'automne, soit pour déblayer un terrain destiné à être défriché. Il en résulte que l'incendie gagne souvent les forêts voisines et y cause d'irréparables dommages. J'ai vu quelquefois, de la rade de Saint-Pierre, d'immenses incendies, animés par un vent violent de sud-est, parcourir rapidement toute la crête des montagnes qui s'étendent vers Oristano, et ne laisser derrière eux que la roche nue et quelques tiges noircies restées debout au milieu des cendres. Ces incendies étaient défendus par les anciennes chartes de l'île jusqu'au 8 septembre, et ceux qui

désiraient mettre le feu à leur terrain devaient, d'après le même code, dès le 29 juin, jour de la Saint-Pierre, former autour de ce terrain un cercle dégagé d'herbes et de buissons, afin d'empêcher l'incendie de se propager. Je ne pense pas que ces sages prescriptions aient été abrogées; mais soit défaut de surveillance, soit insuffisance, le mal qu'elles tendaient à prévenir n'en a pas moins continué de faire de désastreux progrès.

Malheureusement, dans cette île où les pâturages naturels sont si abondans, on ignore complètement l'art de se procurer des fourrages secs pour l'hiver. Dès le mois de juillet, les herbes sèchent sur pied, et c'est pour obtenir ce misérable regain, rendu indispensable par le défaut d'industrie, que le feu est mis aux herbes et aux broussailles. Le bois est devenu excessivement rare dans la plupart des districts cultivés, et surtout dans le campidano de Cagliari. Le charbon y remplace le bois, que le défaut de routes empêche de faire venir des vastes forêts du centre. L'industrie des charbonniers, qui n'est soumise à aucune surveillance, contribue beaucoup au déboisement du littoral. J'éprouvais je ne sais quel sentiment de vague tristesse en voyant les bûcherons de Carbonara tondre à leur gré la montagne, et changer en désert un site verdoyant. Comme la touffe de cheveux que le guerrier indien conserve au sommet de sa tête chauve, quelques bouquets d'arbres, sauvés de cette dévastation par leur éloignement de la mer, témoignaient encore, sur les cimes élevées, quelle vigoureuse végétation eût couvert ces rochers, sans la funeste incurie du gouvernement.

Les troupeaux de mérinos ont ruiné, dit-on, l'agriculture en Espagne. Les chèvres et les brebis qui couvrent la surface de la Sardaigne n'y ont pas été moins funestes à la prospérité agricole du pays. Long-temps, on a méconnu avec une fatale obstination la véritable richesse du sol, et on a sacrifié les cultivateurs aux bergers. Avant un décret qui ne date que de 1820, tous les terrains qui n'étaient point entourés d'une haie ou de murs étaient divisés par une ligne idéale en deux ou plusieurs régions. Une seule de ces régions était destinée chaque année à être ensemencée, l'autre restait inculte et était affectée à la pâture des troupeaux. Les terres de la région destinée à la culture étaient alors réparties entre ceux qui se présentaient pour la cultiver, ce qui s'exécutait par la voie du sort, ou par élection du propriétaire, quand elles appartenaient à des particuliers. L'année suivante, on mettait en culture la région laissée en friche, et ainsi de suite, successivement; les terres même

appartenant aux particuliers, qui se trouvaient comprises dans cette étendue de terrains appelés *vidazzoni*, devaient subir la loi commune. Ce ne fut qu'en vertu du décret de 1820, qu'on donna aux propriétaires des terrains libres enclavés dans les *vidazzoni* la faculté de les clore et de les cultiver à leur gré; depuis cette époque, les clôtures se sont beaucoup multipliées et sont même devenues quelquefois le prétexte d'empiètemens abusifs. Ne suffirait-il pas de ce seul fait pour prouver quel était encore, il y a quelques années, l'état vraiment primitif des institutions?

La quantité de bestiaux que possède la Sardaigne est très considérable. Un document officiel, qui date, il est vrai, de plus d'un demi-siècle, portait cette quantité à près de deux millions, sur lesquels on comptait environ soixante-six mille chevaux. Les bœufs sont petits, mais vigoureux et pleins de feu. Dans plusieurs cantons, on les préfère au cheval, même comme monture. Une espèce de cheval particulière à la Sardaigne est de si petite taille, que quelques individus de cette famille lilliputienne ne sont guère plus hauts qu'un gros chien de Terre-Neuve. La race ordinaire est d'origine espagnole, vive, intelligente, sobre, et d'une grande sûreté de jambes. L'ancienne noblesse espagnole estimait ces coursiers naturalisés en Sardaigne à l'égal des plus fiers andaloux. Dans l'intérieur de l'île, les paysans vont rarement à pied. Aussi confians dans leur monture que dans leur propre adresse, rien ne les arrête : ils franchissent au galop les sentiers les plus rudes, et se lancent à corps perdu à travers les ravins et les rochers.

L'âne est aussi très petit en Sardaigne, mais il y rend d'importans services. Il s'y est fait meunier, et remplace très bien les moulins à vent que l'on ne connaît pas dans l'île, et les moulins à eau qu'on n'a pu y établir, parce que les cours d'eau y sont insuffisans. Chaque ménage est obligé de moudre pour sa propre consommation, et il n'y a pas une maison où l'on ne voie dans un coin de l'appartement un de ces petits ânes laborieux tourner d'un pas égal et patient la meule du moulin de famille. Il faut dire à leur honneur qu'il n'y a pas un pays au monde où le pain soit plus blanc qu'en Sardaigne.

La quantité de porcs que l'on consomme dans l'île est immense, on en exporte aussi beaucoup en Corse; mais ce sont les chèvres et les brebis qui composent en Sardaigne les troupeaux les plus considérables. Le nombre de ces animaux a été porté à plus de treize cent mille têtes par le recensement que j'ai déjà cité. L'utilité de ces troupeaux consiste surtout dans les fromages que l'on confectionne avec

leur lait, car la laine des brebis est sans valeur au dehors et n'est employée que dans le pays à la fabrication d'une étoffe grossière appelée *furesi*, qui joue le principal rôle dans l'habillement des habitans de la campagne.

La chasse est aussi une des grandes ressources de la Sardaigne. Toutes les espèces de gibier s'y trouvent en abondance, et le marché de Cagliari ne manque jamais de venaison. Les perdrix, les lièvres, les grives, se rencontrent partout; les pigeons ramiers n'abandonnent guère les falaises escarpées de la côte. Les étangs du littoral se couvrent aussi, vers la fin de l'été ou pendant l'automne, de flamands, de cygnes, d'oies et de canards sauvages, dont on voit les longues files déployées dans le ciel arriver sans cesse du nord et du midi et venir s'abattre sur le rivage. Les sangliers habitent les forêts du centre. Les cerfs, d'une taille médiocre il est vrai, se trouvent en grand nombre dans la province de Sulcis, la Barbargia et la Gallura. Les daims, ordinairement réunis en troupes de vingt à trente, sont assez faciles à tuer. Quant au moufflon, animal ruminant et qui se laisse difficilement approcher, il est assez commun dans les lieux escarpés, qu'il préfère.

La mer est pour la population sarde un trésor inépuisable. Tous les poissons de la Méditerranée propres à la salaison se trouvent en abondance dans les parages voisins. Pour quelques pièces de monnaie, nos matelots ornaient leur table d'un homard magnifique ou de ces beaux poissons qu'on appelle des *denties*, et que j'ai retrouvés au musée de Cagliari sous le nom de *dentatus*. Souvent une occupation lucrative devient un plaisir : telle est la pêche aux flambeaux, dont le spectacle fit diversion à nos fatigues pendant notre exploration du golfe de Palmas. Qu'on se représente dans un canal étroit et peu profond une centaine de petites barques maniées par un seul homme avec une dextérité surprenante, et voltigeant sur l'onde, pour ainsi dire, à la lueur d'un grand feu de bois résineux allumé à la proue. Sur l'avant se tient debout, attentif et silencieux, le pêcheur armé de la fouine aux cinq dents aiguës; sa silhouette, enluminée par les reflets sataniques d'une flamme rougeâtre, se détache d'une façon bizarre sur le ciel. D'une main, il dirige le rameur qui doit suivre le poisson dans ses capricieux détours; de l'autre main, il balance son arme : son œil ne quitte pas la surface de l'eau, et tout à coup vous le voyez darder rapidement la fouine, et la retirer avec un mulet ou une sole qu'il jette fièrement au fond du bateau.

Les grandes pêcheries de la Sardaigne sont très productives; leur exportation annuelle a été évaluée à la somme approximative de 1,800,000 francs. Les plus importantes ont pour but la pêche du thon. Elles sont en grand nombre sur la côte occidentale de la Sardaigne. La première *thonnare* ou madrague est celle des salines près de l'île d'Asinara. Il faut ensuite tendre vers le sud, jusqu'au-delà du golfe d'Oristano, pour trouver la thonnare de Flumentargiu, à six milles au sud du cap de la Frasca; celle de Porto-Paglia, à vingt-cinq milles plus bas; celle de Porto-Senso, à l'entrée même de la baie de Saint-Pierre, et enfin celle de l'île Plane, à la pointe nord-est de l'île Saint-Pierre. Quelques autres thonnares ont été récemment abandonnées. L'établissement de ces pêcheries en Sardaigne remonte au XVI[e] siècle. On en fut redevable à un simple marchand nommé Pierre Porta, qui y consacra sa fortune. On prétend qu'après l'abandon des madragues de la côte d'Espagne et de Portugal, occasionné par le tremblement de terre de Lisbonne, à la suite duquel les thons parurent changer leur itinéraire, les thonnares de la Sardaigne, héritières des thonnares espagnoles et portugaises, prirent jusqu'à cinquante mille thons par année. Ce nombre a bien diminué aujourd'hui. Le chiffre de onze mille têtes environ représente la moyenne de plusieurs années; mais les chances varient considérablement d'une année à l'autre. Plus qu'aucune autre pêche, celle des thons est une loterie : elle a ruiné bien des spéculateurs. De tous les avantages qu'elle présente, le plus certain est d'offrir à la population pauvre une lucrative occupation.

Ce fut pendant nos courses à Porto-Senso que nous recueillîmes d'assez curieux détails sur l'industrieuse exploitation des madragues, le périodique passage des thons, et leur inconcevable stupidité. Au pied des falaises du cap Alteno, un câble en sparterie, tendu perpendiculairement à la côte jusqu'à une distance de trois à quatre cents mètres, soutient un énorme filet qui traîne jusqu'au fond. De nombreuses et fortes ancres l'assujettissent des deux côtés; des plateaux de liége le font flotter à la surface. La dernière ancre est quelquefois mouillée par une profondeur de trente ou quarante brasses. A l'extrémité de ce câble, et perpendiculaires à sa direction, se trouvent établis les filets de la madrague : ils forment plusieurs chambres dont la dernière est composée de solides mailles de chanvre.

Quand les thons, dans leurs pérégrinations périodiques, ont passé le détroit de Gibraltar, ils se divisent en deux bandes, dont l'une

ordinairement d'une vaste cour où un lit épais de paille et de fange fait fumier. Devant le corps-de-logis, une vigne attache ses sarmens à des traverses de bois qui partent de la façade pour s'appuyer sur de lourds piliers carrés grossièrement maçonnés. La maison, couverte en tuiles rouges, n'est le plus souvent qu'un long rez-de-chaussée composé d'une chambre à coucher et d'une cuisine comprise entre l'étable et l'écurie. Pour ameublement de la chambre d'honneur, quelques chaises, une table, et un vaste lit au sommet duquel il paraît difficile d'arriver sans échelle. Dans une telle retraite, les jours coulent lentement, obscurément, semblables les uns aux autres; le moindre incident fait époque. La plus importante affaire de la journée, c'est la sieste. Cette jouissance, incomprise dans le Nord, n'appartient qu'à ces climats généreux où le soleil, arrivé au point culminant de sa source glorieuse, verse partout une molle langueur qui provoque au sommeil le troupeau vulgaire et porte au recueillement les natures d'élite. On dîne généralement à une heure en Sardaigne, et le dîner est suivi de la sieste. C'est un moment de bien-être facile que chacun respecte chez les autres et fait respecter chez soi. On s'exposerait à une réception peu amicale, si on se présentait à cette heure à la porte d'une maison italienne.

Une de ces fêtes religieuses qui deviennent pour les populations naïves des jours de réjouissance fut pour nous une occasion unique de voir réunis les plus curieux costumes de l'île. La plupart des paysans portaient des culottes de *furesi* noir assez semblables à celles des gars de Tredarzec ou de Plimeur en Basse-Bretagne, et par-dessous ces larges culottes, on voyait passer un caleçon de toile laissé ouvert par le bas. Leurs jambes étaient couvertes de *borzoghinos*, espèce de guêtres de cuir lacées sur le mollet, ou de *carzas*, guêtres de *furesi* plus en usage chez les habitans du cap inférieur. Presque tous étaient rasés, et leurs longs cheveux, réunis en tresses, étaient rassemblés en paquet sous un bonnet de laine noire, conique comme le bonnet phrygien, et dont la pointe était recourbée sur le côté : par-dessus ce bonnet, un énorme chapeau de toile cirée à larges bords servait à les garantir du soleil. Cette dernière partie de l'habillement était commune à la grande majorité des paysans. Les autres vêtemens différaient davantage, suivant les professions et les localités. Les uns portaient le *collettù*, justaucorps de cuir tanné, sans manches, très serré, surtout vers les hanches, et formant, en se croisant vers le bas, comme un tablier double qui descendoit jusqu'aux genoux. On a cru reconnaître dans ce vêtement le *colabium* ou *thorax*

La pêche du corail, moins abondante que sur les côtes d'Afrique, est entièrement abandonnée aux Siciliens et aux Génois. Les bancs de corail actuellement exploités sont ceux qui se trouvent à la hauteur d'Alghero, ou à quelques milles à l'ouest de l'île de Saint-Pierre. Outre les pêcheries du littoral, les étangs d'Oristano, de Cagliari et de Porto-Pino, dans le golfe de Palmas, fournissent une grande quantité de mulets, dont les œufs, salés et soumis à une forte pression, se vendent sous le nom de *bottarghe*, et sont une grande ressource pour le temps du carême.

III.

Avec nos habitudes d'économie rapace, avec notre instinct spéculateur, nous avons peine à comprendre qu'un pays si fécond en ressources ne devienne pas l'objet d'une exploitation active; mais l'habitant de la Sardaigne, le campagnard surtout, satisfait de son sort et fier de lui-même, ne s'est pas encore enthousiasmé pour les sublimes doctrines du progrès matériel. C'est un homme d'un autre âge qui se présente encore à l'observateur avec une physionomie étrange remplie d'attrait et de poésie. Monté sur un cheval plein de feu, avec son long fusil sur l'arçon de sa selle, il rappelle bien plus le klephte de l'Albanie que l'industrieux laboureur de nos contrées. D'une taille moyenne, mais bien proportionnée, il a le teint brun, des yeux noirs très vifs, la bouche généralement grande et les lèvres épaisses. Inculte comme on l'a laissé, il a conservé une imagination prompte, un tour d'esprit naïvement poétique et un attachement enthousiaste pour son pays.

Une sorte de quiétude indolente semble le caractère distinctif de la classe inférieure. Au milieu de ces terribles marais que désole l'intempérie, vous verrez souvent le berger sarde tranquillement assis et impassible sous la morsure d'un soleil dévorant. Vous retrouverez involontairement dans votre mémoire quelque souvenir de la muse antique, à l'aspect de ce Tityre sauvage qui, les joues gonflées, emplit de son souffle un triple roseau sonore. Cet instrument est la *launedda*, composée de trois flûtes inégales, *tibiæ impares*, orchestre rustique qui résonne au milieu des joncs et rappelle au troupeau les brebis éloignées. L'existence casanière de la classe moyenne est douce et monotone. Au curé de village, au modeste médecin, au petit propriétaire, il suffit d'une maisonnette bien blanche, précédée

ordinairement d'une vaste cour où un lit épais de paille et de fange fait fumier. Devant le corps-de-logis, une vigne attache ses sarmens à des traverses de bois qui partent de la façade pour s'appuyer sur de lourds piliers carrés grossièrement maçonnés. La maison, couverte en tuiles rouges, n'est le plus souvent qu'un long rez-de-chaussée composé d'une chambre à coucher et d'une cuisine comprise entre l'étable et l'écurie. Pour ameublement de la chambre d'honneur, quelques chaises, une table, et un vaste lit au sommet duquel il paraît difficile d'arriver sans échelle. Dans une telle retraite, les jours coulent lentement, obscurément, semblables les uns aux autres; le moindre incident fait époque. La plus importante affaire de la journée, c'est la sieste. Cette jouissance, incomprise dans le Nord, n'appartient qu'à ces climats généreux où le soleil, arrivé au point culminant de sa source glorieuse, verse partout une molle langueur qui provoque au sommeil le troupeau vulgaire et porte au recueillement les natures d'élite. On dîne généralement à une heure en Sardaigne, et le dîner est suivi de la sieste. C'est un moment de bien-être facile que chacun respecte chez les autres et fait respecter chez soi. On s'exposerait à une réception peu amicale, si on se présentait à cette heure à la porte d'une maison italienne.

Une de ces fêtes religieuses qui deviennent pour les populations naïves des jours de réjouissance fut pour nous une occasion unique de voir réunis les plus curieux costumes de l'île. La plupart des paysans portaient des culottes de *furesi* noir assez semblables à celles des gars de Tredarzec ou de Plimeur en Basse-Bretagne, et par-dessous ces larges culottes, on voyait passer un caleçon de toile laissé ouvert par le bas. Leurs jambes étaient couvertes de *borzeghinos*, espèce de guêtres de cuir lacées sur le mollet, ou de *carzas*, guêtres de *furesi* plus en usage chez les habitans du cap inférieur. Presque tous étaient rasés, et leurs longs cheveux, réunis en tresses, étaient rassemblés en paquet sous un bonnet de laine noire, conique comme le bonnet phrygien, et dont la pointe était recourbée sur le côté : par-dessus ce bonnet, un énorme chapeau de toile cirée à larges bords servait à les garantir du soleil. Cette dernière partie de l'habillement était commune à la grande majorité des paysans. Les autres vêtemens différaient davantage, suivant les professions et les localités. Les uns portaient le *collettù*, justaucorps de cuir tanné, sans manches, très serré, surtout vers les hanches, et formant, en se croisant vers le bas, comme un tablier double qui descendait jusqu'aux genoux. On a cru reconnaître dans ce vêtement le *colobium* ou *thorax*

des anciens. Une large ceinture de cuir dans laquelle était passé un grand couteau l'ajustait contre le corps et servait également à conserver des cartouches. D'autres paysans étaient couverts d'une grosse capote appelée *cabanù*, qui n'est autre chose que le *caban* des Grecs; mais le plus grand nombre était vêtu de la *bestepeddi*, sorte de pelisse rustique faite avec quatre peaux de moutons ou de chèvres dans leur état naturel, et sans manches, comme le collettù. C'est ce vêtement sauvage qui, du temps des Romains, portait le nom de *mastruca*, et qui valut aux Sardes, de la part de Cicéron, l'épithète de *Sardi pelliti* et de *Sardi mastrucati*.

Il y avait en général plus de richesse et d'élégance dans l'habillement des femmes. Celles qui étaient venues d'Iglesias portaient un corset en étoffe de soie, très serré à la ceinture et à manches étroites, un jupon de drap à plis très fins et très nombreux, garni dans sa partie inférieure d'une bordure de couleur tranchante, et, sur le devant, un petit tablier carré garni comme le jupon. Leurs cheveux tressés étaient renfermés dans une résille de soie attachée sur le front par deux gros rubans qui tombaient sur les côtés; un mouchoir de mousseline brodé, lié sous le menton, cachait entièrement cette résille. Quelques jeunes filles d'Oristano se distinguaient par leur jupon rouge et un grand mouchoir carré à larges palmes qui, placé sur leur tête, retombait par derrière jusqu'à leurs talons.

La hiérarchie sociale est rigoureusement établie entre les femmes par une qualification particulière à chaque classe. La *dama* est une dame de haut rang; la *signora* est une dame de condition moyenne; la femme d'un médecin ou d'un avocat s'appelle *nostrada;* celle d'un fermier *contadina principale*. L'*arteggiana* est l'épouse d'un artisan, et la *contadina rustica* celle d'un simple paysan. Dans les deux classes inférieures, les femmes sont chargées de presque tous les soins domestiques. Elles s'occupent en même temps des enfans et de la basse-cour, de la confection du pain et de celle des étoffes grossières que l'on fabrique dans l'île avec la laine des brebis. Ce sont elles aussi qui, la plupart du temps, vont chercher l'eau aux puits ou aux fontaines, souvent placés en dehors des villages. Portant sur leur tête l'amphore aux formes antiques, elles ont alors dans leur démarche une grace singulière. La tête rejetée en arrière, les reins bien cambrés, soutenant parfois d'une main le vase chancelant, elles marchent d'un pas ferme et assuré, sans répandre une goutte d'eau de l'urne remplie jusqu'au bord.

Il n'est rien de mieux, pour conserver l'empreinte caractéristique

d'un peuple, que la rareté et la difficulté des voies de communication. A cet égard, les Sardes n'avaient rien à envier aux populations les plus arriérées avant les tentatives faites en ces derniers temps. Il y a peu d'années qu'ils étaient entièrement privés de chemins praticables pour des voitures. Ce ne fut qu'en 1822 qu'une route royale de sept mètres de largeur, et de cent vingt-cinq milles de développement, fut ouverte de Cagliari à Sassari. Elle fut dirigée par Oristano, et prolongée jusqu'à Porto-Torrès. La dépense totale se monta à près de 4 millions de francs. Une diligence, établie sur cette route, fait aujourd'hui un service régulier entre les deux chefs-lieux de l'île. Quant à ce qu'on appelle les chemins de traverse, la description qu'on en pourrait faire serait applicable, en général, à n'importe quel pays de sauvages. Les moyens de transport sont d'ailleurs en harmonie avec l'état des lieux. Nous en fîmes la rude expérience dans une excursion à la recherche des haras justement renommés du baron de Teulada. Nous nous étions égarés après mille détours, lorsque nous vîmes arriver un jeune paysan sarde d'une physionomie fine et avenante. Il devina notre embarras, et, après nous avoir parlé une langue dont nous n'entendions pas un mot, il essaya l'éloquence du geste, en nous faisant signe de le suivre jusqu'à une charrette embourbée près de là. Ayant chargé sur cette charrette du bois qu'il devait précisément voiturer à Teulada, il passa dans une prairie voisine et en ramena une paire de taureaux magnifiques, au fanon tombant jusqu'aux pieds, à l'œil plein de feu. Nous le vîmes ensuite fixer par un œillet le bout des rênes à la corne extérieure de ces fougueux animaux, puis saisir les deux oreilles qui se trouvaient près du timon et serrer chacune d'elles d'un demi-tour de la rêne qu'il avait ramenée sur l'avant du joug. Cette compression de l'oreille dompte si bien les malheureux taureaux, que de semblables attelages sont conduits au grand trot ou même au galop à travers les rues des petites villes sans qu'il en résulte aucun accident. On doit seulement éviter d'approcher les bœufs de mauvaise réputation, qui portent aux cornes un brin de paille : c'est encore le *fœnum habet in cornu* d'Horace.

Le chariot, qui sans doute n'était pas autre chose que le *plaustrum* vénérable des Romains, n'excita pas moins notre curiosité. C'était une espèce d'échelle, ayant à peu près trois pieds de large dans la partie qui formait le char, mais assez étroite à son extrémité antérieure pour servir de timon. Vers le milieu de cette échelle horizontale se trouvaient pratiqués deux encastremens semi-circulaires,

dans lesquels se logeait l'essieu, et c'était cet essieu même, portant à chaque extrémité une roue massive, qui tournait dans les encastremens. Les roues, composées de trois planches unies par une grande clouée en travers, étaient entourées, non par un cercle de fer, mais par d'énormes clous dont les têtes triangulaires se touchaient.

Peu encouragés par ces préparatifs, nous prîmes place en frissonnant auprès de notre cocher. Celui-ci se dirigea vers un ruisseau dont le lit formait l'enceinte de la vaste prairie où il avait été chercher son attelage. Tout d'un coup, il pique ses agiles taureaux en les animant de la voix; les deux roues du char tombent à la fois de près de trois pieds de haut au fond du ruisseau; nous chancelons à cette secousse inattendue; la ferme contenance de notre guide nous rassure, et nous voilà suivant le lit inégal et raboteux de ce ruisseau, qui coulait à pleins bords entre deux haies de ronces et de rosiers sauvages. Nos coursiers avaient de l'eau jusqu'au poitrail. Le jeune paysan, attentif à les diriger, leur parlait sans cesse et les maintenait soigneusement au milieu du courant. Il y avait des endroits où nous faisions, en passant, une trouée à travers les buissons qui se rejoignaient d'un bord à l'autre du fossé. Le moins qui pût nous arriver, selon les apparences, devait être de laisser aux ronces la moitié de nos vêtemens; quand le lit du ruisseau devenait trop étroit, la roue du char montait sur la berge, et nous inclinions tellement que nous nous crûmes vingt fois sur le point de verser. Enfin, après un quart d'heure de ce supplice, nous prîmes terre sur un sentier qui, bien que creusé par de profondes ornières, n'était que roses après le chemin d'amphibies que nous venions de parcourir. Notre cocher se retourna alors vers nous, et son sourire sembla nous demander ce que nous pensions des moyens de transport de Teulada. En vérité, nous pensions que, si les Sardes voulaient continuer à naviguer ainsi dans les fossés, ils faisaient bien de garder leur *plaustrum* et de repousser obstinément toutes les innovations qu'on cherche à introduire à cet égard dans leur île, car je ne connais pas de véhicule mieux approprié au genre de pérégrination dont nous avions fait l'épreuve.

Les communications maritimes ont aussi conservé quelque chose de primitif, du moins sur les côtes orientales. Le défaut de ports, dans cette région, n'admettant guère que des bateaux que l'on puisse tirer sur le rivage, on y emploie le *ciù* (prononcez *tchiou*), construction propre à la Sardaigne. C'est un grand bateau plat, pointu des deux bouts, emporté par une immense voile triangulaire, semblable à l'aile

d'une bécassine, assez active d'ailleurs, mais brutale dans son allure. Nous nous résignâmes à monter un bateau de cette famille, pour explorer le littoral désert qui s'étend du golfe de Cagliari au cap Ferrato. Il m'a toujours semblé que ce dut être sur un ciù pareil au nôtre que Télémaque s'embarqua cette nuit où il quitta secrètement Ithaque pour se rendre à Pylos. Non pas que notre bateau naviguât souvent la nuit : oh! non, c'était un ciù prudent qui touchait de plage en plage, se tirait à terre à la première menace du ciel, et qui relâchait ponctuellement chaque soir, ayant sans doute retenu cette sentence d'Homère transmise de ciù en ciù : « C'est la nuit que s'élèvent les « vents terribles qui perdent les navires. » Dès que le vent était contraire et la mer un peu dure, nous devions chercher l'abri le plus voisin, car, si le ciù eût résisté à la mer, à coup sûr, nous n'eussions pas résisté au ciù. Jamais bateau pareil, j'en fais serment, n'a choqué la crête de la lame; jamais cahots de charrette sur les routes défoncées de la Brie n'ont égalé ses soubresauts, ses trépidations épileptiques : il n'y a que le charbon de Carbonara ou les fromages de Sarrabus qui puissent supporter long-temps une telle navigation.

La difficulté des communications dans la plus grande partie de l'île, l'isolement forcé de la plupart des groupes explique leur état à demi sauvage. Le seul lien qui les rattache l'un à l'autre et les rapproche quelquefois, c'est la religion. Le sentiment religieux est encore très vif en Sardaigne. Il n'est pas rare d'y rencontrer de francs et bons catholiques, pleins de foi et d'enthousiasme, emportés même un peu loin par leur imagination méridionale. On vous soutiendra fort et ferme qu'il faudrait bien se garder de ne pas aller chercher saint Effisio à Pula, le jour de sa fête, pour le transporter à Cagliari, et que le saint, si on l'oubliait, se mettrait en route tout seul. La religion est la principale occasion de rendez-vous publics. Une chapelle ruinée au bord de la route, inaperçue par le voyageur distrait, deviendra, à la fête du patron, un lieu de rassemblement et de plaisir pour les villageois du voisinage. Ce sont là des émotions naïves que nous ne connaissons plus, et dont j'ai pu me faire une idée à la fête du modeste village élevé sur les ruines de l'opulente Sulcis. Saint Antiochus, martyr sous Dioclétien, en est aujourd'hui le patron. Dans la crainte des Barbaresques, les reliques vénérées de ce saint furent jadis transportées à Iglesias; mais, chaque année, elles sont rapportées en grande pompe à Saint-Antioche, et la population tout entière, hommes, femmes et enfans, à pied, à cheval, en charrette, se presse sur la route d'Iglesias pour saluer le saint à son pas-

sage. Cette fois, la fête fut plus brillante que jamais; pendant tout le mois d'avril, on avait sollicité pieusement quelques journées de pluie; après être long-temps resté sourd aux prières, le saint daigna se laisser fléchir. La population, dans sa reconnaissance, se porta d'enthousiasme à la rencontre de son patron, qui arriva dans un carrosse attelé des deux plus beaux bœufs de la plaine dont on avait orné les cornes de magnifiques oranges. Une brillante cavalcade lui servait de cortége, un orchestre composé de trente joueurs de *launedda* le précédait. De nombreuses carrioles tirées par des bœufs, recouvertes d'étoffes éclatantes, et parées de branches de myrte et de lentisque, suivaient par derrière avec les familles venues d'Iglesias ou des villages voisins. Des paysans pieds nus portaient à la main des cierges allumés, d'autres, voltigeant autour du carrosse, tiraient des salves de coups de fusil. La joie la plus expansive et la plus sincère animait la pieuse solennité. Chacun avait revêtu ses plus beaux habits, et comme si le ciel eût voulu prêter son concours à cette fête, le temps, qui avait été gris et pluvieux les jours précédens, était magnifique ce jour-là. Pendant les trois jours que dura la fête, on n'eût pas reconnu le village de Saint-Antioche. Dans toutes les rues, on avait dressé des boutiques où s'étalaient des pièces d'étoffes qu'on ne voit plus en Europe depuis cinquante ans. C'étaient des damas, des lampas, des brocards qui sortaient je ne sais d'où, et qui, bien qu'un peu fanés, étaient encore d'une grande richesse. A côté des splendides étoffes, on vendait de communes rouenneries, des toiles imprimées, et toute la misérable pacotille que nous exportons en pays étranger. On était venu à cette foire de dix lieues à la ronde, et chaque maison, encombrée d'étrangers, se mettait en frais pour les recevoir dignement. Il n'y avait pas jusqu'aux pauvres gens vivant sous terre au sommet de la colline, habitans des tombeaux dont ils ont dépossédé leurs ancêtres, qui ce jour-là n'égayassent leur souterrain d'un tronçon de chère lie et d'un plat de macaroni.

N'est-il pas à regretter que les pays où cette foi naïve a maintenu une sorte de gouvernement théocratique soient précisément ceux qui fassent tache en Europe aujourd'hui? Pourquoi dans ces contrées la terre est-elle en friche, le commerce languissant, les voies de communication détruites, le peuple en haillons, son existence politique compromise? La foi qui conserve aux peuples leur poésie et leur gaieté exclut-elle donc les bénéfices incontestables de la civilisation?

Une autre vertu des anciens temps que la Sardaigne a conservée sans altération, c'est l'hospitalité. Les Sardes sont pour la plupart de

nature bienveillante; leur abord est plein de cordiatité, leurs offres sincères. Ils sortent de leur indolence habituelle dès qu'un hôte leur arrive, et rien ne leur coûte pour faire dignement les honneurs de leur maison. Plusieurs d'entre eux poussent même le sentiment de l'hospitalité jusqu'à l'héroïsme : ils sacrifieraient leur vie pour sauver celle de l'homme qui est venu chercher un asile sous leur toit protecteur. Autant ils se montrent fermes dans le dévouement, autant ils sont implacables dans la haine. Les a-t-on offensés? ils ne l'oublient jamais, et poursuivent leur vengeance avec une ténacité qu'aucune considération ne saurait fléchir. Ces inimitiés se transmettent de génération en génération. La veuve d'un homme assassiné conserve la chemise ensanglantée de son mari et la déploie de temps en temps devant ses enfans, pour entretenir leur haine contre ceux qui ont *mangé leur père*. Le fils qui manquerait à tirer vengeance d'un pareil meurtre, qui n'accepterait pas cet héritage de haine, serait méprisé dans le pays et flétri du nom de *pigeon*. Ce n'est pas par un franc défi qu'il peut se venger. Le duel est inconnu en Sardaigne. Il faut qu'à son tour il devienne assassin. Dès l'enfance, sa mère l'a instruit à tirer ce long fusil d'étroit calibre qui reçoit une balle dont la grosseur n'excède pas celle d'un pois ordinaire. Habitué à frapper à coup sûr une petite pièce de monnaie placée à quarante pas, il se tapit dans les buissons pendant des jours entiers, épiant le passage du meurtrier de son père. Quand sa vengeance est accomplie, il s'enfuit dans les montagnes, et va se joindre à quelque troupe de bandits.

Ce point d'honneur est le trait distinctif du caractère sarde. On peut en déplorer les suites funestes, mais il est difficile de refuser quelque sympathie à cette nature mâle et vigoureuse, qui offre à coup sûr plus de ressources pour le bien qu'un sang tiède et appauvri. Les passions farouches d'un tel peuple cachent la loyauté et l'énergie : c'est une rouille sous laquelle on découvre un acier bien trempé. On doit mettre d'ailleurs quelque différence entre les *vendette* de la Sardaigne et les assassinats des rues de Naples. Les *vendette* ont leurs embuscades et leurs surprises, mais elles débutent presque toujours par une franche déclaration de guerre; l'escopette frappe dans l'ombre comme le stylet, mais elle ne frappe d'ordinaire qu'un homme mis sur ses gardes par une offense ou commise ou reçue. C'est une vengeance qui n'adopte pas de champ-clos, qui ne veut pas de témoins, à laquelle toute heure et tout moyen conviennent; c'est une sombre et impitoyable vengeance qui se plaît à une férocité dont les détails font souvent frémir; ce n'est pas un meurtre

de lazzarone. Si l'on raconte qu'un homme, en Sardaigne, se tint pendant sept ans sur un arbre, plusieurs heures par jour, pour attendre son ennemi, on a vu aussi ces haines opiniâtres emprunter à l'antique chevalerie ses plus nobles inspirations.

Pendant le séjour de la cour en Sardaigne, quand de nombreuses bandes de brigands désolaient la Gallura, un des plus fameux bandits de l'île, Pierre Mamia, apprend que son ennemi juré, Pompita, est tombé entre les mains des troupes royales. Il rassemble ses partisans, et le délivre : « Tu es mon ennemi, lui dit-il, mais c'est de ma main que tu dois recevoir la mort. Voici des armes, de la poudre et du plomb; je te donne trois jours pour retrouver les tiens. Au bout de ce temps, la trêve est rompue; tiens-toi pour averti et prends garde à toi! » En 1806, un autre chef de bande, Cicolo, veut tenir tête aux carabiniers envoyés contre lui. Il est battu et poursuivi. Dans sa fuite, il se livre à deux bergers qui le conduisent dans les montagnes et lui indiquent une retraite inaccessible et inconnue. Quelque temps après, ces deux bergers sont arrêtés, et, plutôt que de trahir leur hôte, ils reçoivent la mort sur l'échafaud. Certes, ce fanatisme a sa noblesse et n'appartient point à une race abâtardie. Du reste, les vendette sont bien moins fréquentes aujourd'hui qu'il y a vingt ans, et les troupes de bandits qu'elles alimentaient ne se rencontrent plus guère que sur la côte orientale de l'île, dans la province de l'Ogliastra et les environs de Terra-Nova. Celles-là ne dédaignent pas toujours de voler les bestiaux et de détrousser les voyageurs. Les montagnes de Dorgali, Galtelli, Posada, et le Monte-Santo leur offrent des refuges où les troupes n'osent les poursuivre.

Entre tous ces fameux bandits des âges héroïques de la Sardaigne, la chronique a conservé les noms de don Pietro et d'Ambrosio de Tempio, qui acquirent dans le siècle dernier une sorte de popularité par des traits d'une incroyable audace.

Don Pietro possédait des biens considérables, et un troupeau qui se montait à plus de dix mille têtes de bétail; mais, ayant tué un homme de Chiaramonte et son fils pour se venger d'une injure qu'il avait reçue, il se fit bandit, et s'établit avec les plus déterminés de ses vassaux dans les gorges du mont Sassù. Plein d'intelligence, et ne manquant pas d'un certain honneur qu'il entendait à sa façon, il interdisait à ses affidés des larcins qui les eussent rendus odieux aux paysans. Il devint bientôt la terreur des troupes envoyées contre lui. Blessé à la main gauche, il s'habitua à poser le canon de son fusil sur l'avant-bras, et, de la sorte, il se rendit si habile, qu'il ne

manquait jamais un œuf jeté en l'air devant lui. Il accordait audience à ses amis; mais il eût été peu prudent de se présenter sans un sauf-conduit, car il y avait toujours quelques bandits bien armés et d'énormes mâtins placés en sentinelle pour prévenir les surprises. A la fin, la trahison le livra à ses ennemis. Il fut massacré avec tous ses compagnons, pendant qu'ils étaient plongés dans un profond sommeil, produit par de l'opium qu'on avait mêlé à leur vin.

Ambrosio de Tempio avait tué tant d'hommes et tenu si longtemps contre tous les efforts des autorités, que bien des gens le croyaient sous la protection particulière d'un saint. Il disparut cependant un jour, étant probablement mort dans quelque caverne des suites de ses blessures, ou par quelque autre accident. Il y a encore dans le canton où l'on a conservé son souvenir plus d'un paysan qui le croit vivant et s'attend à le voir reparaître. Le plus bel éloge qu'on puisse faire d'un fusil en Sardaigne, c'est de le comparer à la redoutable *canna* d'Ambrosio.

Tous ceux qu'un délit plus ou moins excusable expose aux rigueurs de la loi ne sont pas assez heureux pour aller mener dans les montagnes cette poétique vie de bandit. Les coupables que la justice peut atteindre sont condamnés aux galères quand ils évitent la peine capitale. Au reste, on est loin d'attacher dans l'île aucune idée d'ignominie à ce rigoureux châtiment des travaux forcés, quand celui qui le subit n'a commis qu'un de ces actes de violence excusés, ou, pour mieux dire, commandés impérieusement par les mœurs du pays : ce qui l'eût déshonoré aux yeux de tous, c'eût été de ne pas riposter à un premier coup, de ne pas laver dans le sang une insulte. Les galériens sont en général employés à l'exploitation des salines; quelquefois, par une sorte de commutation de peine, on les attache à des spéculations particulières. Il y a quelques années, un homme généreux et entreprenant, le général Incane, en inspection militaire dans l'extrémité orientale de l'île, s'affligea de ne rencontrer qu'une population rare, abrutie et misérable dans un canton fertile et favorablement situé. Il conçut le projet d'y fonder un village. A son retour à Cagliari, il obtint du gouvernement une concession de terres, et en même temps une concession de galériens. Ce furent les commencemens de Rome et de Carbonara. Une modeste église, que le général fit élever à ses frais, devint un centre de population auquel vinrent se rallier les pâtres de la montagne et les sauvages de la côte. Aujourd'hui, la plaine de Carbonara produit du blé, du vin, nourrit de nombreux troupeaux, et le bienfaiteur de

cette nouvelle commune commence à recueillir les fruits de son heureuse inspiration.

Un guide nommé Francesco Coccù, qui nous conduisit au cap Ferrato, était précisément un des premiers colons de Carbonara, condamné à dix ans de galères pour avoir tué un homme sans préméditation. Pauvre Coccù! C'était un jour de fête, un de ces beaux jours de fêtes méridionales où, sous un chaud soleil, sous la voûte bleue et pure, les danses se mêlent au son de la *launedda :* Coccù s'était rendu au *ballo tondo* de Pirri, et là, sans y penser, il avait dans la ronde entrelacé ses doigts à ceux de sa voisine (ce qui n'est permis, à vrai dire, qu'à un mari ou à un fiancé, mais Coccù n'y prenait pas garde). Il était donc tout entier au plaisir du *ballo tondo*, se démenant, s'agitant, et oubliant ses doigts, quand un jeune homme qui tenait l'autre main de sa jolie voisine (celui-là était son fiancé) lui cria d'une voix altérée par la colère : — Prends garde à ce que tu fais, Coccù, ou tu me le paieras! — Coccù continuait à danser; mais, voyant celui qui venait de lui donner cet avis porter la main à son couteau et se précipiter vers lui, il fut plus prompt à dégaîner, et le prévint en le jetant mort sur la place. Deux existences perdues en un instant!

L'amour est l'occasion la plus fréquente de ces tristes tragédies. Les Sardes sont en général très jaloux. Rarement, quand ils reçoivent des étrangers, les femmes sont admises à prendre part aux repas. Cependant la meilleure harmonie règne communément dans le ménage. Les cérémonies qui consacrent les fiançailles et les noces prouvent que le Sarde n'a pas encore dépouillé le mariage de toute poésie! Les jours de fête, dans les lieux de réunion, où plus d'un jeune garçon, soyez-en sûr, sent battre discrètement son cœur à l'aspect des belles jeunes filles, vous verrez quelque vieux pâtre cherchant dans cette foule joyeuse une fiancée pour son fils, et répétant tout bas la gracieuse formule usitée pour la demande en mariage : « Vous possédez, compère, une génisse blanche et d'une beauté parfaite. C'est elle que je viens chercher, car elle ferait la gloire de mon troupeau et la consolation de mes vieux ans. » Si flatté qu'il soit de cette proposition, le père de la jeune fille, pour se conformer aux lois de la bienséance, ne paraîtra pas saisir l'objet de la demande. Il se lèvera, et amenant successivement chacune de ses filles : « Est-ce là ce que vous cherchez? » dira-t-il; et il aura soin de n'introduire que la dernière celle dont son hôte est venu demander la main.

Dès que la proposition de mariage est agréée, des cadeaux sont

échangés comme gages d'un consentement mutuel. Les bancs sont ensuite publiés pendant trois semaines, et huit jours avant le mariage, qui doit être célébré dans la paroisse de la jeune fille, le trousseau de la mariée est transporté avec pompe dans la maison qu'elle doit habiter. C'est là une cérémonie à la fois joyeuse et attendrissante dont le spectacle me fut offert sur le chemin qui conduit du village de Selargius à celui de Settimo. Nous venions de quitter Selargius, quand nous aperçûmes de loin une longue file d'hommes et de femmes, quelques-uns à pied, mais le plus grand nombre à cheval; à la suite venaient de nombreux chariots traînés par des bœufs. Les sons nasillards de la *launedda* arrivaient déjà jusqu'à nous avec le grincement des essieux et les cris d'une foule animée. Une jeune fille de Settimo devait s'unir dans huit jours à un jeune paysan de Selargius, et le fiancé, accompagné de ses amis, les paranymphes antiques, avait été recevoir des parens de sa future épouse le trousseau et l'ameublement qui composaient une partie de sa dot, et qu'il transportait, avec le cérémonial usité, dans la maison nuptiale.

Par une coïncidence singulière, il n'y avait pas deux ans qu'en Turquie j'avais vu transporter ainsi, sur la grande route qui conduit de Thérapia à Stamboul, le magnifique trousseau de la sultane Atié. Près du Bosphore, le cortége se composait de voitures aux panneaux dorés, traînées par huit chevaux ; au fond de ces voitures, on apercevait les odalisques du sérail enveloppées dans leur *feredji*, et le visage couvert du *yacmack;* des eunuques blancs et noirs veillaient à toutes les portières. Après ces voitures, de nombreux chameaux, au pas lent et mesuré, portaient les aiguières et les plats d'or et d'argent, ou les meubles incrustés de nacre et d'ivoire; puis venaient le sadrazan et les autres ministres, suivis d'*arrabas* richement décorés auxquels étaient attelés de superbes taureaux d'une blancheur éclatante; des escadrons de cavalerie équipés à l'européenne contenaient avec peine le peuple émerveillé. Ici, entre Settimo et Selargius, la cérémonie était la même; il n'y avait de changé que l'échelle de la fête : les riches *arrabas* étaient remplacés par une douzaine de chariots sur lesquels on avait entassé plusieurs matelas tout neufs, des bois de lit, des chaises ornées de branches de lentisque et d'arbousier. Des tables et des bancs, de grands bahuts de chêne renfermant les robes de la fiancée, suivaient sur d'autres chariots; une troupe de jeunes garçons et de femmes parés comme aux plus grands jours précédaient ces chars rustiques, portant sur leurs têtes des corbeilles pleines de verres et de porcelaines. Un nombreux cor-

tége de paysans à cheval, devant lequel marchaient deux joueurs de flûte, entourait le jeune époux, qui se faisait remarquer entre tous par sa bonne mine et la richesse de ses vêtemens. Il fallut plus d'un quart d'heure pour que cette bruyante procession défilât devant nous.

Vient enfin pour les fiancés le grand jour de la bénédiction nuptiale. Avant de se séparer de son père, la jeune femme, en sortant de l'église, mange avec son époux, pour la première fois, un potage qui leur est servi dans la même écuelle. Un brillant cortége les accompagne ensuite jusqu'à leur nouvelle demeure, décorée, comme au temps de Juvénal, de guirlandes de fleurs et de branches de myrte. Les matrones, qui attendent les époux sur le seuil de la maison, jettent sur eux, dès qu'ils sont à portée, des poignées de sel et de froment, et la journée se termine par un copieux festin.

Tel est ce peuple que la civilisation s'apprête à envahir. Ce ne fut qu'après notre retour en France que nous pûmes apprécier combien peu la Sardaigne est connue. Même parmi les hommes occupés de géographie générale et de travaux statistiques, nous en trouvâmes peu qui ne fussent obligés de confesser à cet endroit une lacune considérable dans leurs études. La Sardaigne et ses ressources, son peuple demi-romain et demi-féodal, ses institutions gothiques, ses coutumes, qui remontent, par-delà les siècles, aux temps du paganisme ou de l'invasion arabe, toute cette civilisation d'un autre âge miraculeusement conservée jusqu'à nos jours, comme Herculanum sous sa croûte de lave, tout cela eût mérité sans doute les regards des observateurs sérieux. Au surplus, je crois voir approcher le terme de cette indifférence. Ce que n'ont pu faire les études consciencieuses de M. le général de La Marmora, les paquebots de Gênes le feront plus sûrement, je pense. Qu'on se hâte donc, car la Sardaigne poétique, la Sardaigne telle que nous l'avons encore vue, merveilleux trésor numismatique, seul souvenir existant en Europe des peuples italiens au moyen-âge, cette Sardaigne que vous avez négligée, touristes mal inspirés, vous ne la retrouverez plus dans sa curieuse intégrité. Chaque instant lui enlève quelque lambeau de sa vieille tunique : c'est un peuple qui se transforme, et ce qui est encore vrai au moment où je trace cette esquisse ne le sera peut-être plus quand vous arriverez à Cagliari ou à Porto-Torrès.

E. JURIEN-LAGRAVIÈRE.

(*La seconde partie au prochai nnuméro*).

DE
L'ÉTAT DE LA POÉSIE
EN ALLEMAGNE.

I. — *Lenau's Gedichte* (POÉSIES DE LENAU.)
II. — *Waldfraülein* (LA DEMOISELLE DE LA FORÊT), par M. Zedlitz.
III. — *Freiligrath's Gedichte* (POÉSIES DE FREILIGRATH).
IV. — *Atta-Troll*, par M. Henri Heine.

Après la grande période littéraire de l'Allemagne, après le riche épanouissement de l'imagination sous le règne de Goethe, de Schiller, de Herder, l'art ne disparut pas tout à coup; long-temps encore il fut noblement représenté par une école ouverte à tous les instincts affectueux, à toutes les sympathies nationales, par Uhland, Rückert et leurs amis. La poésie refleurissait sur sa tige épuisée déjà; dernier produit de l'année, dernière fleur de l'automne, ce fut là peut-être une partie de son charme, et la muse germanique aima ces heureux poètes comme une mère aime les derniers venus de ses enfans, ceux qui ont béni et consolé sa vieillesse. Mais depuis ce mouvement inattendu, depuis cette floraison inespérée, un vent glacial a soufflé sur la pensée poétique; toutes sortes d'influences

sont venues contrarier le développement des germes qu'elle avait semés : d'abord le dégoût du spiritualisme, puis une imitation fâcheuse du plus mauvais journalisme parisien et de ses habitudes sans dignité, enfin les grandes prétentions politiques et l'abaissement de l'art, devenu un instrument banal aux mains des partis. Uhland et ses disciples aimaient à se rattacher à leurs ancêtres de la Souabe et de la Franconie, aux maîtres chanteurs du XIII[e] siècle; est-ce qu'ils sont destinés au même sort que leurs aïeux? est-ce qu'ils seront raillés par leurs héritiers? Rappelez-vous ce qui est arrivé à ces pieux trouvères : au moment où finissaient les religieuses épopées de Wolfram et les luttes de la Wartbourg, une poésie laide et grimaçante succéda aux sérieuses inspirations, et il fallut deux cents ans au génie de l'Allemagne pour se retrouver lui-même.

L'école de Souabe avait donné tous ses fruits, et elle cessait déjà de se renouveler, quand on vit paraître un humoriste bien spirituel et bien hardi, qui, tout en se plaçant loin des partis et des écoles, et sans prétendre à aucun rôle sérieux, exerça pourtant une influence singulière sur l'imagination allemande, et la détourna pour longtemps des voies sereines et pacifiques. C'était M. Henri Heine. Sous la folle et fantasque légèreté de ses paroles, il y eut souvent, à son insu, quelque chose de très grave, et qu'on ne peut passer sous silence. Avec une intelligence vive et fine, facilement émue, mais point du tout dupe de son émotion, il comprenait tout, il touchait à toutes les idées, il voyait toutes les contradictions des systèmes, tout le néant des espérances de son pays, et comme il souffrait et riait à la fois, il en vint bientôt à ce mélange bizarre où, la sensibilité et l'ironie se succédant, le résultat de tout ce qu'il écrivait n'était plus qu'une railleuse indifférence. Il semble que son ambition ait été de révéler à sa patrie mille douleurs, mille ennuis qu'elle voulait se cacher à elle-même; au lieu de calmer et d'élever les ames, comme c'est le devoir du poète, il irrita la plaie de sa nation. Après cet homme impitoyable, il n'était plus possible à la poésie de l'Allemagne de retrouver pendant long-temps la chaste candeur, la sérénité inaltérable de ses débuts. Assurément, Goethe avait été le plus sceptique et le plus indifférent des maîtres de génie; cependant cet amour de l'art qui avait été la cause de son scepticisme lui en avait épargné les excès. Que de précautions, quelle habileté incomparable pour cacher ce qu'il y avait de périlleux dans la pensée! Quelle diplomatie employée à sauver les apparences! Avec Goethe, cela est bien certain, la poésie allemande avait mangé le fruit de l'arbre du bien et

du mal, mais beaucoup l'ignoraient encore, et la muse germanique n'avait pas dû quitter le paradis de ses jeunes années; avec M. Heine, la muse n'a pas essayé de cacher sa faute: plus franche, elle publia elle-même ses misères, et, moitié pleurant, moitié souriant, elle s'enfuit de son Éden.

Il y aurait ici une remarque curieuse à faire; les secousses politiques que le monde a ressenties depuis la révolution française, et les agitations morales qui en sont la suite, ont produit, dans les pays sceptiques, une poésie grandiose et toujours religieuse ou spiritualiste, au milieu même de ses plus libres audaces. Après le scepticisme de Voltaire et de Bolingbroke, l'Angleterre et la France, dans l'ébranlement universel, ont trouvé des plaintes d'une sublime beauté. Quelle énergique noblesse dans *Child-Harold*, malgré les révoltes de la pensée! et dans *René*, quelle grandeur morale, au milieu de ses vagues douleurs et des troubles inguérissables de son ame! L'Allemagne était demeurée le pays de l'idéalisme, et quand ces secousses l'atteignirent, elle commença de rire et de chanter; il n'y eut ni *René*, ni *Child-Harold*. Point de ces grands lutteurs de la pensée, nobles, sérieux, austères; il y eut une ironie sans pitié et une joyeuse effervescence.

L'Allemagne eut bien de la peine d'abord à accepter cette poésie; M. Henri Heine fut distingué sans doute à cause de la vivacité de son esprit, à cause de la grace de son style, à cause de la fraîcheur, de la délicatesse, de la passion contenue de ses premiers vers; mais on attendait, on comptait sur un progrès sérieux du jeune écrivain; on espérait que, la première fougue passée, du milieu des intempérances et des hasards de son ironie sortirait une œuvre belle et qu'on pût admirer sans réserve. Il y avait en lui assez de ressources pour cela. M. Heine pouvait répondre à ces espérances; malheureusement, il me semble que la première raillerie du jeune esprit blessé, que les premiers emportemens de sa verve moqueuse ont un peu perdu cette naïveté, cette sincérité, cette franchise, qui faisaient pardonner tout. Qu'y a-t-il de plus fugitif que les bizarres légèretés de la fantaisie, de l'*humour?* Ces vivacités de la pensée ne sont-elles pas mille fois plus capricieuses que les inspirations de la poésie? Or, si on abuse de la poésie, si on veut forcer l'inspiration trop tardive, ou contrefaire froidement son émotion de la veille, c'est déjà une faute; que sera-ce donc si vous voulez fixer ou diriger à volonté ce qu'il y a au monde de plus rapide, de plus bizarre, de plus insaisissable, un éclair, un souffle, une apparence le plus souvent, une saillie

de l'imagination? Dans ce travail impossible, chaque chose perd bientôt son caractère propre; ce qui était naturel devient pénible et laborieux; je ne sais quoi de dur et de contraint se substitue au gracieux laisser-aller de la pensée; la légère et inoffensive moquerie se change en aigreur, et l'esprit en paradoxe. Est-il nécessaire de signaler ce danger à l'ingénieux auteur des *Reisebilder?*

M. Heine avait beaucoup de finesse sans doute; mais, quand je lis ses écrits les plus récens, il me semble toujours qu'il s'était dit, en arrivant en France : « J'aurai plus d'esprit qu'ils n'en ont tous. Je vais les éblouir, les étourdir. Ma plume sera plus acérée que celle de Voltaire, et Duclos aurait envié ma verve et mes saillies. » M. Heine le sait mieux que personne, l'esprit n'est pas quelque chose de si ambitieux, de si prémédité; il y faut plus de simplicité et de grace; l'esprit sans la grace, est-ce bien de l'esprit? Quand M. Heine vint ici, il ne trouva pas immédiatement ce qu'il espérait; ce bon sens, cette promptitude de l'intelligence, cette délicatesse de la pensée, toutes ces choses qui sont ce qui s'appelle l'esprit ne lui suffisaient pas. Il ne retrouvait pas là l'idéal qu'il s'était formé, et le peuple français lui parut volontiers, faut-il le dire? ennuyeux et inepte. Il écrivait dans un livre sur la France : « Les Français, aujourd'hui, s'occupent de philosophie, d'histoire, de choses sérieuses; vraiment, nous valons mieux. » Je crois que M. Heine s'est trahi dans ce mot-là, je crois que je le surprends en flagrant délit. Ne reconnaissez-vous pas le caractère véritable de l'Allemand, malgré tant de prétentions contraires, malgré tant d'efforts pour dissimuler ce qu'on est? N'est-ce pas bien l'écrivain d'Allemagne, qui ne comprend pas que l'on montre maintes qualités fines, promptes, vives, dans les études sérieuses, et que l'aisance, la facilité, le mouvement de la pensée, c'est-à-dire l'esprit, brillent dans les travaux les plus sévères? Pour avoir de l'esprit, faut-il laisser là l'étude commencée et se couvrir d'un masque? Est-ce chose qui se prenne et se dépose à volonté? M. Heine me pardonnera de lui soumettre ces réflexions, car il les comprendra sans peine : je ne veux pas dire que chez lui l'esprit, l'ironie, soient un rôle, un effort, un parti pris, mais il y a eu peut-être, surtout dans ce qu'on a appelé son école, quelque chose de cela; et si j'insiste sur ce défaut essentiel, c'est que cette sorte d'imitation a introduit en Allemagne bien des désordres que M. Heine déplore et condamne certainement.

Il y a deux hommes chez M. Henri Heine, il y a le poète du *Livre des Chants* et des *Reisebilder*, plein de sincérité dans ses railleries, et

l'écrivain de chaque jour, qui a trop souvent abusé de ces dons charmans de l'esprit. Il faut bien le dire, c'est depuis que M. Heine écrit à Paris, qu'on l'a vu arrêter le développement régulier de son talent. Dans nos premières relations avec l'Allemagne, il est arrivé souvent que nos écrivains ne nous ont rapporté que ce qu'il y avait de moins bon dans ce pays; au lieu d'aller au-delà du Rhin, comme les Grecs en Égypte, pour apprendre les secrets des sages, pour recueillir les enseignemens du sanctuaire et transformer toutes ces idées avec la vive clarté de l'esprit athénien, au lieu de nous approprier, à la manière de Platon, les symboles de l'Orient, au lieu de délier, ainsi que Dédale, les pieds des statues égyptiennes, nous n'avons bien souvent rapporté de la Germanie que les ombres et les chimères. L'Allemagne, aujourd'hui, fera-t-elle de même avec nous? J'espère que non. Certes, il doit y avoir d'utiles échanges entre les peuples, et si nous pouvons emprunter à l'Allemagne ce religieux enthousiasme, cette honnêteté laborieuse, cette ardeur idéaliste, qui la recommandaient autrefois, les écrivains allemands peuvent apprendre chez nous ce bon sens, cette ferme pensée, cette droiture de l'intelligence, qui distinguent l'esprit français. N'est-ce pas à cela que Goethe s'est appliqué toute sa vie? n'est-ce pas par ses relations avec la France, par son étude attentive de nos écrivains du XVIIIe siècle, qu'il s'est formé une langue admirablement limpide et belle? n'est-ce pas la prose si vive, si nette, si rapide, de Voltaire et de Montesquieu, qui, transportée en Allemagne et mise au service d'un grand poète, est devenue cet idiome que Goethe seul a parlé au-delà du Rhin? Voilà un glorieux exemple de ces communications fécondes entre les peuples. M. Heine lui-même avait demandé à la France cette netteté qui manque à son pays, il lui avait emprunté aussi une certaine veine satirique, une vivacité comique, qui auraient pu être une nouveauté pour l'Allemagne, et ouvrir à la poésie des routes fécondes; mais le journaliste n'a-t-il pas quelquefois gâté ce que le poète avait heureusement découvert? et le livre de M. Heine sur Louis Boerne ne fait-il pas regretter le spirituel auteur des *Bains de Lucques* et des *Nuits florentines?*

Rien n'est jamais désespéré avec les hommes d'esprit, et je désire que M. Heine puisse voir dans nos avertissemens, dans nos remontrances, un peu rigoureuses peut-être, la plus sincère sympathie pour son talent. C'est surtout en étudiant l'Allemagne que je suis porté à être sévère pour M. Heine. Je n'ai aucune estime, je l'avoue, pour ses imitateurs, pour ce journalisme prétentieux, pour ces affec-

tations de frivolité. Ce n'est pas là précisément l'esprit qu'il convenait de nous emprunter. Faut-il que nous rencontrions au-delà du Rhin ce que nous combattons tous les jours ici? Nous ne cessons de réclamer contre cette infatuation qui est devenue une des plus sérieuses maladies de notre époque, contre cet incurable orgueil des écrivains qu'un certain succès a enivrés; eh bien! je n'aime pas que M. Heine écrive sans rire : « Mes travaux sont des monumens que j'ai implantés dans la littérature de l'Europe, à l'éternelle gloire de l'esprit germanique! » Il y a, pour un esprit si fin, une grande imprudence dans ces paroles. L'Allemagne, en effet, a-t-elle souscrit à ces éloges? Il s'en faut bien. Tandis que M. Heine travaillait à nous faire connaître sa patrie, elle se plaignait d'avoir été blessée par lui, comme dit Montesquieu, aux endroits les plus tendres. Sans regarder ces plaintes comme tout-à-fait légitimes, sans accuser M. Heine des troubles de l'esprit littéraire au-delà du Rhin, on peut lui reprocher de n'avoir pas fait tout le bien qu'il aurait pu; ce sont ceux qui se disaient ses disciples ou ses amis qui ont porté le désordre dans la littérature. L'Allemagne avait beau protester contre les influences funestes de cette frivolité d'emprunt, elle les subissait à son insu; les choses sérieuses étaient peu à peu décréditées; le goût calme et désintéressé de l'étude disparaissait, et la poésie, qui s'inspirait autrefois des grandes idées, la poésie, qui demandait des enseignemens à la pensée immortelle, transplantée loin de ce terrain fécond, se flétrit de jour en jour. Les écrivains même qui voulaient faire renaître cette fleur languissante y employaient vainement leurs honnêtes efforts. Certes, parmi les poètes qui sont venus après M. Henri Heine, tous n'ont pas chanté le doute, mais je ne sais quel esprit frivole les sépare désormais des traditions du dernier siècle; ils sont poussés chaque jour vers une poésie extérieure, vers un art matériel, et il faudra bien du temps pour qu'ils puissent retrouver, sous tant de ronces et d'épines, le chemin de leur paradis perdu.

Pendant que la fantaisie moqueuse de M. Heine avait tant de peine à se faire accepter de l'Allemagne, et que la poésie semblait s'éteindre, on entendit tout à coup vanter deux jeunes poètes qui promettaient, dit-on, de devenir des maîtres. C'étaient M. Nicolas Lenau et M. Ferdinand Freiligrath. Depuis que Uhland se taisait, depuis que Rückert ne faisait plus que redire trop long-temps son chant monotone sans vouloir le renouveler, on s'était bien éloigné de cette poésie sérieuse qui d'abord avait été saluée avec tant d'amour par l'Allemagne, et M. Heine, je l'ai dit, représentait parfaitement

l'état de la pensée poétique dans ce pays. Était-il réservé à ces deux écrivains de retrouver, comme l'école souabe, ces inspirations si fraîches, si bien appropriées au génie allemand, ce rare mélange de grace et de profondeur? Je ne le pense pas, et ce qui prouve combien l'Allemagne était déjà loin de la poésie de l'école de Souabe, c'est l'accueil bien différent et assez singulier qui fut fait à ces deux poètes. Sans le dire expressément, beaucoup d'esprits aimaient dans Nicolas Lenau une continuation de l'école d'Uhland. On le soutenait pour cette raison surtout; c'était l'admiration d'un parti plutôt que cet assentiment naturel que commande le talent. Pourquoi cela? Pourquoi était-il si nécessaire de protéger ainsi un poète de mérite sans doute, mais qui se serait placé dans l'école de Souabe bien loin de M. Gustave Schwab? Le génie particulier à cette école était-il donc menacé, pour qu'il fallût courir au-devant des nouveaux venus qui semblaient le continuer? C'était là en effet ce qui était arrivé. Non-seulement les imitateurs de M. Heine avaient porté le trouble dans les lettres, mais cette poésie politique qui occupe aujourd'hui toute seule l'attention des esprits s'annonçait déjà de loin. Mille plumes l'appelaient et la provoquaient. Sous le nom de romantisme, l'école de Souabe était envahie et attaquée de toutes parts, et lorsque M. Nicolas Lenau publia ses premières poésies, on crut que la phalange d'Uhland allait compter un auxiliaire utile dans le jeune poète autrichien. Quant à M. Freiligrath, il fut vanté au contraire dès l'origine par les adversaires de l'école dite romantique, et les *Annales de Halle* s'efforcèrent de l'opposer à la direction que Uhland et Kerner avaient donnée à la poésie. On voit que l'accueil fait à ces écrivains signalait déjà des changemens considérables survenus dans l'opinion, et, pour donner à ce fait toute son importance, il faut ajouter que M. Lenau et M. Freiligrath, malgré de certains mérites, n'auraient obtenu en tout autre temps qu'une attention médiocre. Ainsi, chose bizarre! ce qui fait pour nous l'intérêt de ces deux écrivains, c'est presque leur insuffisance, c'est ce contraste entre la valeur contestable de leurs œuvres et l'enthousiasme qu'elles ont excité; il y a là, en effet, de curieuses révélations sur les différens mouvemens d'idées qui se sont déclarés récemment en Allemagne et qui y font éclater en ce moment même de bruyantes émeutes dans le domaine de l'art.

M. Nicolas Lenau se rattache sans doute à l'imitation d'Uhland, mais il n'a pas ce qui donne aux chanteurs de Souabe une originalité si heureuse, une distinction si haute; il n'a pas cette profondeur vi-

vace du sentiment, cette franche inspiration qui jaillit du fond du cœur. Il imite Uhland, Gustave Schwab, Charles Mayer : il préfère les sujets qu'ils ont traités, il chante comme eux le printemps, la nature; seulement il voit toutes ces choses sous un aspect moins original, et sa pensée, facile et gracieuse, n'a point cette force, cette vigueur naturelle qui subjugue chez Uhland. Il y a un mot charmant de M. Villemain sur la poésie des troubadours, si agile, si légère, si prête à toute occasion, où l'on chercherait en vain toutefois l'énergique sentiment des trouvères : poésie tout à fleur d'ame, dit-il. L'inspiration de M. Lenau est aussi tout à fleur d'ame; mais pourquoi n'y trouve-t-on pas ce qui nous dédommage chez les poètes méridionaux? Pourquoi l'absence d'un sentiment profond n'est-elle pas cachée dans ses vers, comme dans les chansons et les villanelles du Midi, par l'élégance délicate et les vives nuances? Au contraire, ce qui manque le plus chez M. Lenau, c'est le style; on lui a souvent reproché des négligences singulières et surtout une certaine grossièreté d'expression qui vient trop souvent faire tache dans une page heureuse. M. Lenau occupe pourtant dans la poésie de son pays une place qui n'est pas sans honneur. Ses amis admirent chez lui une douceur mélancolique, une tristesse qui ne manque pas de charme. Parmi ses poésies lyriques, il y en a quelques-unes réellement belles : ce sont celles que lui a inspirées l'Amérique. Dans ses *Atlantiques*, dans ses *Feuilles de Voyage*, il y a plus d'une inspiration véritable, plus d'un accent qui ne s'oublie pas. Ainsi le chant des *Filles de la mer*, les vers brillans dont il a salué la cataracte du Niagara, la belle pièce intitulée *la Forêt vierge*, et ces mélancoliques méditations au bord d'un gouffre, dans la forêt dépouillée :

« Où sont les fleurs qui couvraient les branches de la forêt? où sont les oiseaux qui y chantaient si gaiement? Les fleurs et les oiseaux sont depuis long-temps partis. La forêt maintenant est abandonnée et dépouillée. Ainsi bientôt, peut-être, se seront fanées aussi les belles fleurs de pressentiment qui fleurissent dans mon ame; et quand la sève de la vie se sera desséchée en moi, alors mes oiseaux aussi, mes chansons, prendront leur vol. Je serai silencieux et mort comme cet arbre. Le printemps de mon ame aura été comme le sien, un rêve. Lorsque cet arbre, dont le feuillage est aujourd'hui dans la poussière, s'élançait vers la lumière adorée, lorsqu'il lui tendait ses bras, lorsque chacune de ses feuilles tremblait vers le ciel, lorsqu'au printemps il répandait dans les airs ses doux et vivifians parfums, sa belle existence ne paraissait-elle pas digne de durée, et maintenant qu'il est mort, mérite-t-il moins de regrets que ma pensée, qui se croit éternelle, ou que mon ame,

l'état de la pensée poétique dans ce pays. Était-il réservé à ces deux écrivains de retrouver, comme l'école souabe, ces inspirations si fraîches, si bien appropriées au génie allemand, ce rare mélange de grace et de profondeur? Je ne le pense pas, et ce qui prouve combien l'Allemagne était déjà loin de la poésie de l'école de Souabe, c'est l'accueil bien différent et assez singulier qui fut fait à ces deux poètes. Sans le dire expressément, beaucoup d'esprits aimaient dans Nicolas Lenau une continuation de l'école d'Uhland. On le soutenait pour cette raison surtout; c'était l'admiration d'un parti plutôt que cet assentiment naturel que commande le talent. Pourquoi cela? Pourquoi était-il si nécessaire de protéger ainsi un poète de mérite sans doute, mais qui se serait placé dans l'école de Souabe bien loin de M. Gustave Schwab? Le génie particulier à cette école était-il donc menacé, pour qu'il fallût courir au-devant des nouveaux venus qui semblaient le continuer? C'était là en effet ce qui était arrivé. Non-seulement les imitateurs de M. Heine avaient porté le trouble dans les lettres, mais cette poésie politique qui occupe aujourd'hui toute seule l'attention des esprits s'annonçait déjà de loin. Mille plumes l'appelaient et la provoquaient. Sous le nom de romantisme, l'école de Souabe était envahie et attaquée de toutes parts, et lorsque M. Nicolas Lenau publia ses premières poésies, on crut que la phalange d'Uhland allait compter un auxiliaire utile dans le jeune poète autrichien. Quant à M. Freiligrath, il fut vanté au contraire dès l'origine par les adversaires de l'école dite romantique, et les *Annales de Halle* s'efforcèrent de l'opposer à la direction que Uhland et Kerner avaient donnée à la poésie. On voit que l'accueil fait à ces écrivains signalait déjà des changemens considérables survenus dans l'opinion, et, pour donner à ce fait toute son importance, il faut ajouter que M. Lenau et M. Freiligrath, malgré de certains mérites, n'auraient obtenu en tout autre temps qu'une attention médiocre. Ainsi, chose bizarre! ce qui fait pour nous l'intérêt de ces deux écrivains, c'est presque leur insuffisance, c'est ce contraste entre la valeur contestable de leurs œuvres et l'enthousiasme qu'elles ont excité; il y a là, en effet, de curieuses révélations sur les différens mouvemens d'idées qui se sont déclarés récemment en Allemag[illegible] y font éclater en ce moment même de bruyantes émeut[illegible] maine de l'art.

M. Nicolas Lenau se rattache sans doute [illegible] mais il n'a pas ce qui donne aux chanteur[illegible] si heureuse, une distinction si haute [illegible]

pleine d'aspirations vers Dieu? — Ainsi je pensais, courbé sur l'abîme, l'ame durement oppressée, et plus près de la mort que je n'avais jamais pu l'être. Tout à coup j'entendis le frémissement des feuilles sèches et le bruit des pas de mon cheval; il s'avançait vers moi comme pour m'avertir que la nuit était venue, et qu'il fallait reprendre notre route. Mais je lui criai : — Est-ce bien aussi la peine, ô mon cheval, que je remonte sur toi? Il me regarda, et son regard, où il y avait le calme bonheur de l'existence, me pénétrant et me réchauffant le cœur, y porta le repos avec une puissance magique. »

Plus loin encore, on aime ce *Mythe de la tempête*, comme il l'appelle, ces vents qui accourent du fond de l'horizon, et, voyant la mer calme, s'imaginent qu'elle est morte. « Es-tu morte, ô mère, ô vieille aïeule? » Alors ils se penchent sur elle et pleurent de douleur. Non, elle vit, elle se réveille, elle s'élance hors de son lit, la mère et les enfans s'embrassent et se chantent leur amour dans le chœur de la tempête. Il y a assurément une certaine grandeur bizarre dans ces images; la tristesse qui est empreinte à chaque page du livre n'est pas toujours monotone. Cette tristesse était une nouveauté pour l'Allemagne, et n'a pas médiocrement contribué au succès du poète. Je disais tout à l'heure que la poésie sombre et souffrante, provoquée en France et en Angleterre par les secousses morales du monde moderne, n'avait pas été représentée en Allemagne, et que les troubles de la pensée religieuse n'y avaient produit que la spirituelle raillerie de M. Heine; c'est peut-être pour l'opposer à un railleur si cruel qu'on a placé très haut ce poète quelquefois triste et grave, et qui prenait au sérieux toutes les douleurs dont l'autre s'amusait follement. Je m'assure toutefois qu'il y avait bien plus de sincérité dans le doute ironique de M. Heine que dans la molle et banale tristesse de M. Lenau. Quoiqu'il ait foulé la terre de René, dont le souvenir le préoccupe évidemment, combien il y a loin de cette mélancolie vulgaire à la vivante douleur du frère d'Amélie! C'est là décidément le défaut de M. Nicolas Lenau, une poésie superficielle, et qui, affectant certoinas formes déjà consacrées par les maîtres, ne produit guère qu'un contraste fâcheux entre l'ambition du cadre et l'insuffisance de l'œuvre. Quand M. Lenau imite Uhland, il n'a pas cette profondeur émue, cette sérénité naturelle, cette franchise de cœur qui est le signe distinctif de cette école; quand il chante la mélancolie, il ne la justifie point par l'étude des souffrances morales; quand il a erré enfin, comme René, sur les terres lointaines de l'Amérique, il ne rapporte du Nouveau-Monde que des couleurs pour ses paysages.

Ce défaut de M. Lenau paraît surtout d'une manière bien frappante dans les poèmes de longue haleine où il s'est essayé récemment, dans *Faust* et *Savonarole*. Comment oser toucher à Faust? Répondra-t-on que c'est là une forme commune, un type qui n'appartient à personne, un masque peut-être sous lequel, comme sous le masque antique, chacun peut paraître à son tour et jouer son drame? Ce serait presque une hérésie littéraire. Vers la fin du moyen-âge, tous les poètes écrivaient un *Faust*, et on en trouve par centaines dans les bibliothèques; mais, depuis qu'un maître s'est emparé du sujet, il y a plus que de l'imprudence à vouloir le reprendre. Je veux cependant que vous ayez raison, et je vous accorde votre cadre; n'est-il pas nécessaire au moins que vous apportiez à ce type consacré une pensée nouvelle? Le *Faust* de M. Nicolas Lenau, loin de rien ajouter à la grande figure que nous connaissons, ne fait que reproduire en les affaiblissant les principales scènes du drame mystique de Goethe. Quand M. Lenau ne copie pas Goethe, c'est à Byron qu'il emprunte ses tableaux; Faust devient Manfred; le poète va de l'un à l'autre sans pouvoir se décider; son imagination irrésolue hésite continuellement entre le Brocken et la Jungfrau. La seule chose que M. Lenau n'ait pas empruntée à ses deux maîtres, c'est le sens sublime de leur création, c'est l'étude de cette curiosité infinie, de ce désir insatiable, de cette ambition effrénée de l'humaine pensée, et on ne sait, en vérité, comment qualifier une œuvre où l'auteur, dans son imitation maladroite, s'est composé un héros de pièces et de morceaux dérobés, et n'a oublié que l'ame.

On peut en juger : le drame commence par une petite pièce, en forme de prologue, intitulée : *le Papillon*. Le papillon volait dans les prairies en fleurs, mais la terre ne lui suffit pas; il s'élance au-dessus de la mer, il vole, il vole, et bientôt, ne sachant plus où se poser, il meurt dans ce désert. Ce papillon, c'est Faust qui s'est enfui sur la mer des esprits, et qui, ballotté de toutes part, jeté hors de sa route, meurt enfin, tandis que les génies célestes qui voguent sur cette mer divine le regardent avec un sourire mêlé de compassion, sans pouvoir cependant le secourir. Quel est le sens de cette introduction? L'auteur a-t-il voulu dire que le repos de l'ame vaut mieux que le travail? Défend-il à la pensée de se hasarder sur la mer des esprits? Cette morale vulgaire n'est peut-être pas aussi sage qu'elle le paraît, et on avouera qu'il y a quelque chose de plus dans *Faust* et dans *Manfred*. Serait-ce là vraiment toute l'idée du livre? Continuons,

nous verrons bien : la première scène de ce poème, écrit tantôt en dialogue, tantôt dans la forme du récit, nous montre Faust errant sur une haute montagne; il veut découvrir le secret de la création; il interroge la vie partout où elle est dans la nature, il la cherche dans la pierre, dans la plante, dans l'insecte; mais le poète lui crie de ne pas s'acharner à cette poursuite insensée :

« Que veux-tu, Faust, sur les cimes de ces monts? Espères-tu échapper aux nuages et aux doutes? Le nuage de l'abîme s'attachera à tes pas, et là aussi le doute viendra heurter ton front. Laisse-toi charmer par le pur éclat du soleil, par cette plante silencieuse qui est sa fille, par l'alouette des Alpes qui s'élève, solitaire, dans les airs, par ces sommets de neige dont les pointes percent les cieux. Permets aux souffles de la montagne de pénétrer ton cœur: ils dissiperont ton illégitime tristesse; mais, ne laisse point brûler dans ton ame ce désir enflammé d'arracher son secret à la création. »

Faust continue ses recherches, et tout à coup le son des cloches s'élève du fond de la vallée. Il se rappelle alors les jours de son enfance, la foi pure et paisible de ses jeunes années; il la compare à son agitation présente, et, ce contraste le poussant au désespoir, il va se jeter dans un gouffre de la montagne, quand une main vigoureuse le retient. C'est un chasseur noir qui lui a sauvé la vie et qui disparaît à l'angle des rochers. — Rappelez-vous Manfred sur la Jungfrau, rappelez-vous le chasseur de chamois qui l'empêche de se précipiter dans l'abîme; rappelez-vous aussi le Faust de Goethe, le vrai Faust, dans son laboratoire, écoutant les cloches de Pâques et le chant matinal des anges. Y a-t-il un nom particulier en Allemagne pour désigner de tels emprunts? Poursuivons toujours; peut-être trouverons-nous quelque chose qui appartienne à M. Lenau. Voici Faust et Wagner, à l'amphithéâtre d'anatomie, occupés tous deux à disséquer un cadavre. Faust est comme toujours impatient, inquiet, mécontent de lui-même et de la science; Wagner, insouciant dans sa médiocrité vulgaire, est très heureux du peu qu'il lui est donné de savoir. Tout le monde a admiré cette scène dans l'œuvre de Goethe. La scène suivante nous transporte dans une forêt où Faust recommence ces éternelles questions : Qu'est-ce que la vie? qu'est-ce que la mort? Arbres vivaces qui tenez si solidement au cœur de cette terre féconde où résident tous ces secrets sans nombre, pourquoi ne nous apprenez-vous rien de ces mystères? Survient Méphistophélès, et le contrat s'engage. Nous allons voir maintenant la caverne d'Auerbach, où Goethe a conduit Faust tout dégoûté de la

grossièreté repoussante des chanteurs ivres. Le Faust de M. Lenau se mêle à une danse de village, et, au lieu de se sentir soulever le cœur par les grossiers plaisirs que décrit le poète, il s'y jette ardemment. Toute cette scène est écrite avec une crudité vraiment brutale; le pis est qu'on n'en voit pas le sens. Que dire aussi du tableau suivant, intitulé *le Pauvre petit Abbé?* Dans la taverne où continue la danse, entre un passant, tenant une belle fille sous le bras. Ils prennent place et boivent joyeusement; mais le chien de Faust, depuis leur entrée, n'a cessé de japper et de tourner avec inquiétude autour des nouveaux venus. Tout à coup il saute d'un seul bond sur la table et enlève à notre homme sa perruque frisée : qu'aperçoit-on? une tonsure de prêtre. Voilà la première invention qui appartienne à M. Lenau; je doute qu'on la trouve très heureuse. Que signifient ces grossières descriptions où sa plume se complaît? Quel est le sens de ce conte voltairien jeté au milieu du drame? quel est cet abbé? d'où vient-il? pourquoi l'auteur l'amène-t-il dans cette ignoble taverne? quel est son rapport avec l'histoire de Faust? Toutes ces questions demeurent sans réponse, et M. Lenau ne se soucie pas d'éclairer sa pensée, si pensée il y a. L'auteur imagine ensuite d'introduire Faust avec Méphistophélès dans les jardins du roi; Méphistophélès engage le ministre à ne tenir aucun compte des droits et des besoins du peuple; Faust promet un hymne où il chantera le mariage du prince qui sera célébré le lendemain, et devant toute la cour il récite deux couplets médiocres où le roi est tourné en ridicule. Mais que fais-je? et pourquoi analyser cette œuvre stérile, où tout ce qui n'est pas emprunté sans discrétion est misérablement inventé? Faust arrive chez des forgerons dans la forêt; tandis qu'il veut séduire son hôtesse, une mendiante frappe à la porte, son enfant dans ses bras. Cette femme, c'est Faust qui l'a perdue, et cet enfant, c'est le sien. Faust devient pâle; il jette sa bourse à cette femme, monte à cheval, et s'enfuit au galop. Comme il court à travers les bois, il approche d'un cloître; c'est la nuit de la Saint-Jean : une procession d'enfans, de jeunes filles, de vieillards, traverse lentement et religieusement la forêt. L'éclat paisible des cierges, les sons pénétrans de la psalmodie émeuvent Faust jusqu'au fond des entrailles; il laisse tomber sa tête dans ses mains et éclate en sanglots. Bientôt le voilà à la cour de la princesse Marie, fiancée au duc Hubert; il séduit la princesse. Un peu plus loin, nous le rencontrons dans un bois, où il s'enivre avec son noir compagnon, et va criant à tous les échos : Je me suis donné au diable! Enfin, lassé de

la terre, il veut naviguer sur l'Océan pour s'arracher à ses souvenirs; il part avec Méphistophélès, mais le vaisseau est brisé par l'orage, et nos voyageurs, qui ont pu regagner le bord, entrent dans un cabaret rempli de matelots et de filles perdues; Faust leur demande s'ils croient en Dieu, puis il les quitte et va se tuer sur un rocher. Méphistophélès arrive, qui emporte son ame. Voilà ce poème, où l'auteur n'a montré que les efforts impuissans d'une imagination aux abois. Quant au sens du livre, je le répète, c'est une énigme indéchiffrable; comprenne qui pourra ces imitations incohérentes, je ne me charge pas de les expliquer. J'ai beau chercher, j'ai beau interroger l'ensemble et les détails; je ne puis découvrir les secrètes intentions du poète, j'ignore ce qu'il a voulu. Est-ce simplement le *Faust* de Goethe refait et corrigé? Une pareille entreprise se juge d'elle-même. Est-ce une contre-partie, une réfutation? Il ne paraît pas. Qu'est-ce enfin que ce Faust qui cède si aisément aux conseils de la débauche, et qui n'a ni les entraînemens de don Juan ni l'exaltation spirituelle de Manfred? Mais j'ai tort vraiment d'y vouloir trouver une signification sérieuse, et je suis forcé de croire que l'auteur n'a désiré qu'une occasion pour des tirades sonores et des tableaux éclatans. Le seul mérite, en effet, qu'on puisse louer dans son œuvre, c'est une certaine vigueur de style, bien qu'elle s'abaisse trop souvent à la grossièreté.

M. Nicolas Lenau n'a pas été beaucoup plus heureux dans son *Savonarole*. S'il fallait, pour renouveler la légende de Faust, pour faire lire sans impatience une œuvre dont le seul nom évoque devant nos souvenirs les plus énergiques inventions de l'art moderne, s'il fallait une imagination vraiment originale, la tâche nouvelle que s'imposait M. Lenau en voulant consacrer par la poésie un des plus grands sujets de l'histoire du moyen-âge exigeait aussi une puissance qui décidément ne lui appartient pas. Ressusciter pour nous l'Italie du XVe siècle, reconstruire l'ancienne Florence, nous transporter au sein de l'église déjà affaiblie et corrompue, puis de la corruption universelle faire sortir ce moine énergique, cet ardent dominicain, le jeter au milieu des désordres qu'il veut faire disparaître, des misères morales qu'il veut châtier, de l'église enfin, à qui il espère rendre la sévère beauté qu'elle a perdue : c'était là un programme magnifique, mais difficile à remplir, une éclatante et périlleuse occasion. Une pareille tâche eût pu tenter le génie de Shakspeare, et l'histoire entre ses mains, reproduite avec une vigueur égale à la réalité même, aurait atteint à une beauté merveilleuse. Le poème de

M. Lenau a trop le caractère d'une légende : ces vers courts, ces strophes toujours égales et d'un ton uniforme, l'accent naïf et paisible du style, pouvaient convenir à quelque douce histoire de sainte, à quelque pieux et mystique récit; mais la grandeur, l'énergie du sujet y disparaissent trop souvent. Dans le commencement, rien de mieux; que le livre s'ouvre comme une légende, je l'accorde sans peine; que le poète, avant de conduire son héros sur cette scène agitée où il périra, nous le montre sous le toit paternel se préparant par la prière, par les visions d'une foi jeune et déjà inspirée, à toutes les saintes passions, à toutes les ardeurs véhémentes d'un réformateur de l'église et d'un chef de parti; que Jérôme entre au cloître, qu'on le suive au monastère, que M. Lenau raconte avec grace le noviciat du jeune dominicain, qu'il le montre s'oubliant à la prière du soir dans des contemplations sans fin, et les autres novices, malgré la sévérité de la règle qui les rappelle, n'osant troubler ses profondes extases, il y a beaucoup de bonheur et vraiment une certaine beauté dans ce début. Ces détails, ces circonstances présentées habilement, ces peintures familières, sont une charmante introduction aux récits plus dramatiques qui vont suivre, et que nous attendons. Un certain éclat, d'ailleurs, ne manque pas à ces tableaux; ainsi, dans une prédication de Savonarole :

« Les degrés de l'autel, les niches, la sacristie, l'échafaudage des galeries contre la muraille, tout est rempli par la foule, et le peuple se presse encore.

« Jérôme est monté dans la chaire; il s'agenouille avec une silencieuse dévotion; il demande à Dieu sa force pour les paroles qu'il va prononcer.

« Puis le saint homme se lève; son regard plein de bénédictions se repose sur le peuple, son noble visage est illuminé par la puissance de l'amour et le courage du combat.

« Quand les oiseaux commencent à chanter, quand se lève une belle matinée de printemps, on voit s'éclairer d'abord les cimes de la montagne qui s'élève majestueuse et voisine du ciel.

« Puis, peu à peu, du haut des sommets, descend jusqu'au fond le rayon matinal, jusqu'à ce que la vallée tout entière resplendisse, pleine de clarté et de bonheur, dans la lumière du soleil.

« Ainsi, du visage du saint homme, quand il parle tout inspiré à la foule, ainsi descend le pur rayon de lumière qui va briller sur chaque front. »

Ces images sont belles, et on se rappelle que saint Augustin comparait aussi à des montagnes les hommes que Dieu illumine de sa grace, les grands esprits qui transmettent la lumière aux humbles et

aux faibles. Les paroles que le poète met dans la bouche de Savonarole sont reproduites avec habileté d'après les sermons italiens que nous a laissés le fougueux prédicateur. Nous y voyons, dès les premiers mots, toute l'Italie du xve siècle, et cette église devenue païenne, que le pieux dominicain veut ramener dans le chemin de l'Évangile. M. Lenau a quelquefois répété non sans hardiesse les libres paroles avec lesquelles le courageux moine châtiait les papes dissolus, les prêtres athées, les cardinaux sacriléges; mais quand l'auteur parle en son nom, quand il raconte, quand il place en face de Savonarole les ennemis qui vont engager la lutte avec lui, Alexandre Borgia et les Médicis, son poème n'est plus qu'une froide chronique, sans vie, sans couleur, sans mouvement. Il ne suffit pas de dire en quelques vers très faibles : Savonarole est dangereux pour les Médicis et pour le pape, parce qu'il a signalé leurs péchés; — il fallait montrer le rôle politique de Savonarole et le parti des pénitens, dont il était le chef, devenu tout-puissant à Florence. La mort de Lorenzo de Médicis a fourni à M. Lenau une scène assez belle; cette lutte entre le prince mourant et le prêtre qui veut obtenir de lui la liberté de sa patrie a inspiré au poète quelques vers éloquens. Bientôt cependant les événemens se multiplient, les Français arrivent, Charles VIII est aux portes de Florence, et les Médicis sont abattus : M. Lenau tombe alors au-dessous de son sujet, et toute cette partie est de la dernière médiocrité. Dans la description de la cour effrontée du pape Alexandre VI, dans les détails sur Lucrèce Borgia et ses deux frères, M. Lenau n'a pas su éviter ces grossièretés que je blâmais tout-à-l'heure dans son *Faust*. Au chant qui suit, l'assassinat du prince de Gandia rappelle un peu trop un récit semblable dans le drame de M. Hugo. Puis, voici la peste, le fléau de Dieu que Savonarole annonçait à l'Italie avec de si menaçantes paroles; voic Alexandre VI qui se décide à punir le moine de ses courageuses remontrances; Jérôme est jeté dans une prison et mis à la torture. Là encore, je regrette les vivantes émotions du récit que nous a transmis l'histoire, et je m'impatiente contre cette languissante chronique rimée. Un peu plus loin, la légende reparaît, et M. Lenau se retrouve sur son terrain. Le moine, brisé par la torture, est étendu sur la paille de son cachot; il rêve qu'il marche avec son père et sa mère, le long d'un bois, dans une prairie divinement éclairée qui est le chemin du paradis; il entend les chœurs des anges; ils chantent si doucement, si doucement, que les anciens souvenirs de sa jeunesse, ses joies disparues, ses espérances éteintes, se réveillent et

revivent en lui. Savonarole aperçoit les patriarches, les prophètes, les pères de l'église, qui viennent au-devant de lui par les belles avenues du ciel. Des oiseaux chantent sur les arbres; des gazelles toutes blanches, des daims, des cerfs, boivent l'eau des sources sur la lisière des bois. Un ange explique à Savonarole le sens de tout ce qui frappe ses yeux : ces blanches gazelles, ces daims qui courent sans effroi dans la prairie, c'est l'humanité telle qu'elle sera un jour, purifiée, heureuse, vivant sans crime et sans douleur dans les vallées de la terre; les oiseaux qui chantent sur les branches, ce sont les penseurs, les esprits avides de la divinité qui s'élèvent vers elle en la cherchant sur les cimes de l'intelligence. Jean le bien aimé vient ensuite et bénit tout le pays; les fleurs se colorent du sang du Christ; cette merveilleuse vallée, à mesure qu'on avance, devient plus belle, plus divine; là-bas, voici le trône de Dieu, et déjà ce n'est plus de l'air qu'on respire, c'est le souffle embaumé des prières. Il y a une gracieuse poésie dans ce songe du pauvre moine. Je trouve aussi dans la scène du martyre une invention qui n'est pas sans beauté : tandis que Savonarole meurt sur le bûcher, tandis que cette foule mobile qui l'aimait autrefois vocifère autour de lui, un juif qui l'avait toujours poursuivi de sa haine, arrivé là pour l'insulter une dernière fois, rencontre son regard illuminé d'une clarté toute divine; frappé par cette lumière, et atteint jusqu'au fond de l'ame, il éclate en sanglots, il s'agenouille au pied du bûcher, et crie à Savonarole : Baptise-moi, baptise-moi, je suis chrétien! — Je te baptise avec tes larmes, lui répond le mourant. Et quand ses cendres sont jetées dans le fleuve, le vieux juif suit le flot qui emporte ces restes sacrés, il marche, il marche le long de l'Arno, il va jour et nuit sans se reposer, jusqu'à ce qu'il tombe et meure d'épuisement.

On a pu remarquer que M. Lenau rachetait quelquefois par le mérite de certains détails tout ce qu'il y a de faible et d'insuffisant dans l'ensemble de son œuvre. Assurément, ce poème ne se lit pas sans plaisir; mais dans cette série de petits chants, de courtes romances, où retrouver la vive physionomie de cette dure époque? où sont tant de passions aux prises? où est cette énergie si sainte du moine florentin, son éloquence si hardie, et tout ce drame enfin, plein d'émotion et de mouvement? M. Nicolas Lenau, il faut bien le dire, a été vaincu par l'histoire, comme dans son *Faust* il a été vaincu par le souvenir des chefs-d'œuvre qu'il imitait.

Un poète qui appartient à la même école que M. Lenau, à l'école autrichienne, et qui, comme lui, s'était annoncé avec éclat dans ses

débuts, l'auteur de *la Couronne des Morts*, M. Zedlitz, vient de montrer aussi que son talent a décliné et mal répondu aux espérances premières. On ne peut reprocher à l'auteur de s'être attaqué à des sujets trop élevés : ce n'est ni un poème philosophique ni un drame emprunté aux pages les plus vivantes de l'histoire que M. Zedlitz nous donne; c'est simplement une histoire de bonne femme. On voit cependant qu'il attache une grande importance à son œuvre, et les proportions étendues, les allures quelquefois épiques du récit, le soin qu'il a apporté au style, tout dit assez que le poète ne refuse pas d'être jugé sur son conte de fée. La fable, on va le voir, est bien peu de chose. Un enfant vient de naître dans une forêt, sa mère est morte en lui donnant le jour; une fée arrive qui recueille la pauvre petite créature et la transporte dans un château merveilleux, au milieu des prairies embaumées et des clairières des bois. Son nom sera Waldfraülein, la demoiselle de la forêt. La blonde enfant grandit; elle devient une belle jeune fille. Voilà son cœur qui s'ouvre au printemps, comme ces fleurs délicates qu'elle voit partout sous ses pas; elle chante, elle pleure, je ne sais quoi d'inquiet s'agite en elle, un amour inconnu frémit dans son ame. Encore un an, lui dit la fée, et tu seras mariée au plus beau des chevaliers. Bientôt, sous les ombrages de la forêt, Waldfraülein rencontre un beau chasseur, noble, brillant, le seigneur de Mospelbrunn; elle le reconnaît, c'est le fiancé de ses rêves. A peine sont-ils tombés dans les bras l'un de l'autre, que la fée courroucée paraît. La jeune fille éperdue s'enfuit, et son amant la rappelle en vain. Elle court vers le château, mais elle ne peut le retrouver; le palais, les jardins, tout a disparu; c'est là sa punition, et sa bonne fée l'abandonne. Que faire? Waldfraülein, après avoir erré le jour et la nuit, épuisée de fatigue et de faim, entre au service de la vieille charbonnière Nothburga, et le charbonnier Caprus la veut prendre pour femme. Cependant le jeune seigneur de Mospelbrunn cherche partout sa fiancée, celle qui lui est apparue un instant pareille à une créature céleste, et qui s'est enfuie comme un songe. Enfin, après de longues recherches et de longues aventures, les deux amans se retrouvent, et les hirondelles viennent chanter sur leur toit. Il n'y a pas, comme on voit, beaucoup d'imagination dans cette histoire, et il est clair que l'auteur n'a désiré qu'un cadre pour mille petits détails de description. La poésie de M. Zedlitz n'est pas autre chose en effet. Jamais la muse, en Allemagne, ne s'est résignée ainsi à se priver des idées; il semble qu'elle veuille faire pénitence pour en avoir abusé peut-être

autrefois, et, abandonnant le domaine de la pensée, elle va se repentir dans le désert. M. Tieck a bien souvent choisi des sujets pareils à celui-ci, mais comme il les transformait! Que de fines intentions dans ses pages légères! Chez M. Zedlitz, il n'y a rien qui rachète la faiblesse de l'invention. Le style même, n'étant pas soutenu par la pensée, ne gagne rien aux soins particuliers qu'on lui donne; au contraire, il devient tourmenté, précieux. L'écrivain, pour relever l'insuffisance du fond, est forcé de prêter à la forme toute sorte d'ornemens inutiles, de la parer, de l'ajuster sans cesse, de la ciseler, comme on dit; rien ne fatigue plus que cette minutieuse coquetterie de tous les instans.

L'affectation et la manière, c'est là ce qu'on doit surtout blâmer dans l'école autrichienne. M. Anastasius Grün, le plus distingué assurément de tous ces jeunes poètes de l'Autriche, n'est pas tout-à-fait exempt de ce défaut. Le style cependant, chez lui, est animé par les idées, par les convictions qu'il exprime avec noblesse, car M. Grün appartient à ce mouvement nouveau qui fait tant de bruit au-delà du Rhin, et nous le retrouverons bientôt dans les rangs de la poésie politique. M. Nicolas Lenau, nous l'avons vu, manque trop souvent aussi de naturel. Pour éviter ce péril, il faut que les poètes se préoccupent davantage de la pensée, il faut qu'ils l'aiment et qu'ils lui soient dévoués. C'est elle qui leur enseignera une langue belle et simple. Il faut aussi mesurer ses forces. Ni trop haut, ni trop bas. Que M. Zedlitz s'efforce de s'élever et de retrouver les inspirations sérieuses qui ont recommandé ses débuts. Pour M. Lenau, au contraire, qu'il renonce à une ambition qui l'a mal conseillé; son talent n'est pas fait pour les grands sujets. Qu'il revienne aux premiers chants de sa muse lyrique, à ces paysages, à ces tableaux des terres lointaines, aux descriptions mélancoliques de la mer et des cieux; il retrouvera une place qu'il peut rendre honorable encore.

De M. Nicolas Lenau à M. Freiligrath, la transition est naturelle. M. Freiligrath a plus d'un rapport de parenté avec l'auteur de *Savonarole;* il lui ressemble par certaines qualités, par l'habileté poétique, par la scienee de la couleur. Seulement, il a porté plus loin l'aveugle amour de la forme, et avec lui la poésie allemande achève de quitter tout-à-fait ses anciennes traditions. Séparé par M. Heine des pures inspirations de l'école de Souabe, cette poésie marche de plus en plus vers un art tout extérieur, jusqu'à ce qu'elle aille tomber dans le domaine du journalisme, et qu'elle ne soit plus qu'une arme banale pour les luttes de chaque jour. M. Freiligrath, dont le talent

d'ailleurs est incontestable, a peu de goût pour la pensée; son genre, c'est la ballade, brillante, étincelante; ce sont de vives peintures chaudement colorées, c'est la reproduction d'une nature pleine de lumière, de la nature d'Orient et d'Afrique, avec une audace de couleurs étranges qui ne messied pas. M. Lenau avait été loué pour sa pensée, pour sa mélancolie; mais il vient de montrer qu'on avait trop compté sur les ressources de sa muse. M. Freiligrath, au contraire, a été salué dès le commencement par ceux qui voulaient que la poésie abandonnât le terrain d'un romantisme idéaliste; il est surtout un coloriste bizarre et hardi.

Lorsque l'Allemagne s'était occupée de l'Orient, elle y avait toujours cherché un aliment aux ardeurs religieuses de son génie. La muse allemande se reconnaissait dans les contemplations profondes de la poésie indienne, dans le gracieux mysticisme de l'école persane. Non-seulement Herder, Goethe, Novalis, Rückert, mais au-dessous d'eux tous les poètes, tous les écrivains qui les avaient suivis sur les bords du Gange, n'avaient eu qu'une seule pensée : c'était de satisfaire, chacun à sa manière et selon la direction particulière de son esprit, cet amour des mystiques profondeurs. M. Freiligrath est entré d'une tout autre façon dans le monde asiatique; personne n'est moins mystique que lui, personne ne se soucie moins des richesses invisibles amassées là depuis des siècles, de ces trésors de contemplations et de rêverie que recèlent les prodigieux systèmes de l'Inde. Il a pénétré cavalièrement dans ces sanctuaires où les maîtres n'entraient jamais qu'avec émotion et respect. C'est là l'originalité de M. Freiligrath, et la cause de la surprise qui a accueilli ses vers, il y a quelques années. Rien n'était plus nouveau, plus inattendu, plus irrespectueux peut-être, et plus piquant. L'auteur n'aimait l'Orient que pour lui ravir ses vives couleurs, pour composer des groupes étincelans, ou pour peindre, non sans vigueur, quelque tableau du désert. L'imitation, du reste, y avait bien sa part, et il n'était pas difficile de reconnaître dans maintes pièces l'étude attentive de M. Hugo. Figurez-vous la folle apparition des *Orientales* avec leurs splendeurs, leurs pavillons victorieux, toutes leurs richesses déployées, au milieu de ces sages à barbe blanche qui commentent silencieusement les Védas!

M. Freiligrath ressemble surtout à son modèle dans les pièces où il a peint la nature toute seule et cherché la grandeur, l'effet inattendu, la bizarrerie, sans enfermer une idée sous les formes brillantes de sa poésie. Il a lutté quelquefois avec bonheur contre

l'éclat des vers de M. Hugo. Ainsi dans *la Course du Lion*. — A l'heure où le Hottentot dort dans sa hutte, à l'heure où la gazelle et la girafe vont boire aux eaux du fleuve, le roi du désert, couché dans les roseaux, s'élance en rugissant sur la girafe tremblante. Étrange et formidable cavalier ! Il enfonce ses ongles dans les flancs de sa royale monture, et sur son col incliné il laisse flotter sa jaune crinière. La girafe pousse un cri de douleur, et s'enfuit plus rapide que le vent. Elle emporte avec elle une colonne de sable qui la suit comme un esprit du désert. Le vautour, la hyène, la panthère, lui font un sombre cortége, et sa trace est marquée des gouttes de son sang. Elle tombe enfin épuisée après avoir couru toute la nuit; elle a franchi le désert tout entier, et là-bas le soleil se lève sur Madagascar. Voilà, dit le poète, comment le lion traverse son empire.

Il y a dans bien des peintures pareilles à celle-là une certaine énergie de pinceau. J'aime mieux pourtant M. Freiligrath dans d'autres pièces empreintes d'un caractère plus particulier, et où l'auteur cesse de rappeler trop directement M. Victor Hugo. Il a écrit une dizaine de ballades où sa manière se révèle plus vivement. J'entendais un jour un écrivain allemand, d'un esprit très ingénieux, comparer M. Freiligrath à celui de nos peintres qui sait si bien les couleurs de l'Asie, à M. Decamps. Ce rapprochement n'est pas tout-à-fait juste; il y a sans doute chez M. Freiligrath bien des pages qui rappellent l'auteur de *la Patrouille turque;* comme lui, M. Freiligrath connaît dans les rues de Smyrne ou d'Alep l'effet des ombres sur les murs blancs, et les couchers de soleil dans la solitude; il connaît les intérieurs de la vie orientale et les immenses lignes jaunes du désert. Tous les animaux des zones brûlantes, dromadaires, girafes, crocodiles, sont à l'aise dans ses vers et s'y jouent volontiers : il me semble les voir sous cet ardent soleil, au milieu de cette puissante nature que M. Decamps reproduit sur sa toile; mais où est l'esprit, la fine pensée du peintre français? C'est le coloriste, et non l'observateur, que rappelle M. Freiligrath. Je citerai une de ces ballades :

LE PRINCE MAURE.

« Son armée se pressait dans la vallée des Palmiers; autour de sa chevelure était roulé son châle de pourpre; il portait sur ses épaules une peau de lion, et les frémissantes cymbales sonnaient la guerre.

« Ses bandes sauvages ondulaient comme une mer. Il entourait sa bien-aimée de son bras noir, de son bras tout chargé d'or : « Orne-toi, jeune fille, « pour la fête de la victoire ! »

« Vois : je t'apporte des perles brillantes; elles pareront ta chevelure noire « et crépue. Là où les flots du golfe Persique cachent des bancs de corail, « de hardis plongeurs les ont pêchées.

« Vois : des plumes d'autruche ! Qu'elles parent ton front et s'inclinent, « toutes blanches, sur ton visage noir ! Orne la tente, apprête le festin, rem- « plis et couronne la coupe du vainqueur. »

« Du fond de sa tente blanche et brillante sort le prince maure armé pour le combat; ainsi, du seuil des nuées étincelantes, sort la lune, sombre, obscurcie.

« Comme il est salué par les cris joyeux de ses troupes, par les trépignemens de ses chevaux ! C'est à lui le sang fidèle du nègre, c'est pour lui que le Niger roule ses eaux mystérieuses.

« Mène-nous à la victoire ! mène-nous à la bataille ! » Ils combattirent depuis le matin jusqu'au milieu de la nuit. La dent creusée de l'éléphant, avec son bruit sauvage, enflammait les guerriers.

« Les lions, les serpens s'enfuient effrayés au bruit du tambour, garni de crânes. Dans les airs flotte la bannière qui annonce la mort; le jaune désert se teint en rouge.

« Ainsi s'agite la bataille dans la vallée des Palmiers ! Elle, cependant, prépare le festin. Elle remplit la coupe avec le jus des dates, et couvre de fleurs le pieu qui soutient la tente.

« Avec les perles que les flots de la Perse ont produites, elle pare sa chevelure noire et crépue; elle orne son front avec les plumes ondoyantes, elle couvre de coquillages étincelans son cou et ses bras.

« Elle se tient devant la tente du bien-aimé; elle écoute comment sonne au loin la trompette de la guerre. Il est midi, le soleil brûle; ses couronnes de fleurs se fanent, mais elle ne le voit pas.

« Le soleil descend, le soir vient. Voici la rosée de la nuit qui frissonne, voici le ver luisant qui paraît. Du sein des eaux tièdes, le crocodile lève sa tête, comme pour jouir de la fraîcheur.

« Le lion se dresse et rugit tout affamé. Des troupes d'éléphans s'agitent dans la forêt; la girafe cherche un gîte pour se reposer; les yeux et les fleurs se ferment.

« La poitrine de la jeune fille se gonfle d'inquiétude; tout à coup vient un Maure, fugitif, couvert de sang : « Plus d'espérance ! La bataille est perdue ! Ton amant est pris et conduit vers l'orient.

« Là-bas, vers la mer ! vendu aux hommes blancs ! » Alors elle se roule à terre, elle s'arrache les cheveux, elle brise ses perles d'une main frémissante, elle cache ses joues brûlantes dans le sable brûlant. »

. . . .

Dans la seconde partie de la ballade, nous voyons le marché, les cavaliers, la foule, les femmes étalées aux regards des acheteurs, et, dans un coin du tableau, le prince maure, devenu esclave, qui bat du tambour, qui regarde sa peau de lion, et songe au Niger et à la bien-aimée qui a orné de perles ses cheveux noirs. Cette pièce indique assez bien quel est le talent de M. Freiligrath. Malgré la crudité des tons, et une fois le genre admis, c'est là, dans l'allemand, un petit tableau plein de couleur et de mouvement.

Toutefois, je le répète, que M. Freiligrath égale parfois le coloris de M. Hugo, qu'il rappelle dans certaines ballades le riche pinceau de M. Decamps, ce n'est pas là qu'il me satisfait le plus. Il s'élève davantage quand il introduit dans ces petites scènes, habilement disposées et éclairées de tant de lumière, une idée, un sentiment, une émotion, dont la poésie ne saurait se passer. Il peut le faire, il l'a essayé trop rarement. Il aime, par exemple, à représenter les hommes de l'Orient loin de leur pays, il les conduit dans les climats du Nord, pour nous les montrer ensuite les yeux tournés vers l'endroit où le soleil se lève et pleurant la terre natale. Il rapproche ainsi ces deux mondes, et, en même temps qu'il rencontre dans ce procédé ces effets de couleur qui l'attirent, il éveille quelquefois une émotion grave et forte. S'il aperçoit, dans quelque fête d'Allemagne, sur la place du marché, la jeune Grecque qui est venue vendre les essences d'Orient achetées à Smyrne, s'il la voit pensive et réfléchie, il rêve comme elle, il s'enfuit vers ces pays du soleil, il la reconduit au milieu des bazars d'Alep et de Bagdad. Ailleurs, c'est le nègre qui pense au Nil bien-aimé, ou, par un contraste nouveau, c'est le poète qui a quitté l'Allemagne et qui habite chez les sauvages; il leur récite des vers en pleurant; les Indiens écoutent cette langue inconnue qui les charme, et, quand le poète meurt, ils lui creusent sa tombe à l'endroit qu'il aimait. Vous reconnaissez René et le vieux Sachem. Plus loin, c'est la baleine, fille des mers du Nord, qui vient périr sur les rivages du Midi, sous le harpon des pêcheurs. La pièce est assez éloquente. L'auteur l'a intitulée *Léviathan*, et il a pris pour épigraphe ce verset d'un psaume : « Tu divises la mer par ta puissance, et tu brises la tête des dragons dans l'eau; tu brises la tête des baleines, et tu les donnes à manger aux peuples du désert. »

« Un jour, l'automne, j'allais sur le bord de la mer, la tête nue, le regard baissé, tenant à la main les psaumes de David. La mer montait, la vague se

gonflait, le vent soufflait d'ouest, et à l'horizon, avec sa blanche voilure, s'avançait un vaisseau.

« Et lorsque dans les psaumes du roi d'Israël, tantôt regardant autour de moi, tantôt feuilletant mon livre, j'en vins à l'endroit que vous lisez en tête de ce chant, près du rivage désert, ayant replié leurs voiles grises, s'avançaient trois bateaux pêcheurs, bien équipés.

« Et derrière eux, gris et noir au milieu de la blanche écume des flots, plongeait et nageait, grand comme un géant, un animal monstrueux. Ils le traînaient avec un cordage. Les falaises grondent; le mât craque avec fracas; le harponneur jette l'ancre. Sur le bord reposent les bateaux pêcheurs avec la baleine.

« Et maintenant, au cri des frères et des époux, arrive par bandes le peuple du désert; joyeux, ils sortent des huttes et courent vers le rivage. Ils voient la fille de l'Océan, le corps éventré par le fer; ils voient sa tête fracassée, d'où l'eau ne jaillira plus......

« Et les pêcheurs dansaient et chantaient autour de leur proie sanglante. Alors il me sembla qu'elle roulait son œil à demi fermé, avec mépris, sur cette foule grossière. Il me sembla que son sang rouge ruisselait de sa plaie, fumant de colère, et qu'en râlant elle murmurait dans la tempête : O misérable race des hommes!

« O nains qui avez vaincu le géant par la ruse! Lâches habitans de la terre qui devriez craindre mon empire! O faibles créatures qui ne pouvez traverser la mer que dans un vaisseau creux, pareils à ces honteux animaux qui ne sortent jamais de leurs coquilles!

« O rivage aride et dépouillé! Et sur ce rivage, quelle vie aride et dépouillée aussi! Peuple affamé! Comme ils se sont agités, quand ils ont vu que j'étais là! Que leur village est tristement situé sur la dune avec ces sombres huttes! Et toi, vaux-tu mieux qu'eux, toi qui me regardes mourir, ô poète? . . . . »

Ce même sentiment est exprimé parfois avec une certaine grace légère et moqueuse, comme dans la pièce où les hirondelles, arrivées des climats brûlans, rasent de l'aile l'eau tranquille des étangs, pour converser avec la reine des sylphes dans son palais de cristal; elles lui racontent qu'elles ont vu les Arabes, les Maures, les manteaux blancs des Bédouins, et que le crocodile du Nil la fait saluer. Le plus souvent toutefois, c'est l'effet des contrastes que le poète recherche, et les plus heureuses pages qu'il ait écrites dans ce genre, où il confronte avec beaucoup d'art deux natures différentes, ce sont assurément deux ou trois peintures des armées françaises dans le désert. Il y a encore là, je le sais, un souvenir des inspirations de M. Victor Hugo, après les continuels caprices et les excursions loin-

taines, M. Freiligrath, comme l'auteur des *Orientales*, revient toujours vers la grande figure de l'empereur, et, comme lui, il l'a placée au milieu de son œuvre :

In medio mihi Cæsar erit templumque tenebit.

Mais il a su renouveler ce qu'il imitait, il a su porter dans ces tableaux éclatans une certaine émotion qui lui est propre, soit qu'après 1830, au moment où le drapeau de la France nouvelle flotte sur les murs d'Alger, le vieux scheik du Sinaï se fasse porter devant sa tente pour interroger la caravane et savoir si Napoléon est revenu, soit que Bonaparte s'endorme au bivouac, et que, tandis qu'il repose, des gardes silencieux viennent veiller à ses côtés. Murat, Kléber, dormez! voici des sentinelles auprès du jeune général. Qui sont-ils? d'où viennent-ils? Celui-ci est mort, au milieu du désert, dans l'armée de Cambyse, celui-là sous Alexandre, cet autre sous César. Les héros du monde antique envoient leurs morts au nouveau maître du monde pour qu'ils le gardent pendant son sommeil. Est-ce un avertissement sinistre? est-ce un témoignage de gloire? L'auteur ne le dit pas, et cette incertitude ajoute encore à ce qu'il y a de mystérieux dans le tableau qu'il a tracé.

On ne peut nier que M. Freiligrath n'atteigne souvent à une verve remarquable dans ses scènes du désert; quand il ne se contente pas de peindre, de rassembler de vives couleurs, quand il veut, sous ces formes brillantes, mettre une intention, une pensée, son imagination, contenue et guidée, est toujours plus heureuse. *Der Wecker in der Wüste* (littéralement le *réveilleur* dans le désert) est une de ces pièces qui ont signalé le jeune poète à l'attention de la critique. Au bord du Nil, le lion royal a rugi, et son rugissement a retenti jusqu'au bout du désert. La panthère, le chameau, le crocodile, ont tremblé, et du fond d'une pyramide une momie de roi se réveille. Il se rappelle le temps où il régnait sur cet empire, le temps où devant lui se courbaient les enfans de l'Égypte, où le Nil était son sujet fidèle. A ces mots, le lion devient muet, et dès qu'il s'est tu, le vieux roi se rendort. Ces vives images, ces apparitions bizarres au milieu de l'infinie solitude, ces relations secrètes entre le rugissement souverain du lion et le vieux roi des siècles écoulés, voilà, d'après un seul exemple, quelles sont les principales ressources de la poésie de M. Freiligrath, et l'espèce d'impression qu'il sait produire.

Quelquefois, mais rarement, cette poésie prend un caractère plus personnel, et il lui arrive de laisser échapper un cri de l'ame. J'aime

la petite pièce intitulée *le Fugitif*. C'est un cavalier poursuivi par de nombreux ennemis; seul contre eux, il se défend en fuyant et les perce de ses flèches. Quand ils sont tous renversés, alors il ôte ses gants de fer, mais en même temps il est pris de je ne sais quel ennui profond; ce repos lui pèse, il crie à ses ennemis de se relever et de recommencer la bataille. Ainsi ai-je dit souvent, s'écrie le poète : O mes douleurs! revenez et combattons! Dans une pièce sur Roland, il y a aussi plus d'un accent énergique et fier :

« C'était dans un bois; nous marchions à travers ces ravins où va se cacher la biche blessée, où la lumière ne pénètre qu'à travers les feuilles, où le bruit de la cognée répond au son du cor.

« Autour de nous un profond silence; on n'entend que la colombe sauvage qui gémit là-haut dans la feuillée, on n'entend que la source qui se brise en murmurant dans les bruyères, et les vieux arbres qui se bercent en rêvant.

« Le hêtre retentit; le chêne s'agite doucement; voici le murmure lointain d'une forge et le bruit de mon bâton qui frappe le dur rocher. Tel est le langage des forêts sur la montagne.

« Je l'écoutais avec un frisson intérieur; dans ma joie se glissa une douce tristesse. Cette voix des rochers, des chênes et des pins faisait vibrer les cordes les plus profondes de mon ame.

« Je pensai à Roland et aux Pyrénées. Oh! si j'avais été élu pour une destinée pareille! Une vie de combats, la fuite des Sarrasins, et le cor qui appelle du fond du ravin de la mort!

« Le voici, le combat! Hardiment je me tiens auprès de mon drapeau. Ma durandal, tirée depuis long-temps hors du fourreau, brille dans ma main. L'ennemi m'assiége matin et soir; mon cor se tait, ma poésie sommeille!

« Grave, mon cor sommeille et rêve à mes côtés. Il repose et songe, tandis que je combats. Seulement, d'instans en instans, pour animer la lutte, sa colère éclate en un cri sauvage.

« Tous mes chants ne sont rien, en vérité, que des fanfares pour m'enhardir et me tenir en haleine. Ce sont des cris sanglans, de sauvages mélodies qui s'échappent avec le souffle de ma poitrine.

« Comment un guerrier penserait-il à autre chose? L'épée à la main, si tu veux gagner la bataille! C'est dans tes armes qu'il faut souffler ta colère. Laisse à ta ceinture ton cor d'argent!

« Que celui qui a déjà vaincu entonne le chant de victoire; toi, fais retentir le fer sur le fer. Des fanfares? soit! mais rien qu'un court et hardi signal à jeter dans la vallée!

« Tu ne feras retentir des sons pleins et puissans que lorsque tu auras abattu le sauvage Sarrasin, quand tu auras écrasé ton fier ennemi, là, sur le sol, sous le poids de sa cuirasse.

« Dans un ravin comme Roncevaux ou celui-ci, le géant gît mort à tes

pieds; mais toi-même tu es blessé mortellement. Alors, oh! ton cor, mets ton cor à tes lèvres!

. . . .

« Ah! quel cri! Tout à l'entour les rochers en ont résonné; les veines bleues de ton cou se rompent. Du fond de la vallée, tes compagnons l'entendent; ils l'entendent en tremblant, et dirigent vers toi leurs chevaux.

« L'empereur s'approche, les paladins aussi. O Dieu! ton sang ruisselle sous tes armes. Ils se tiennent en silence autour de toi. Ton œil se ferme. Ton cor est muet.

« Une sombre parole retentit alors dans la prairie : C'est la vie, hélas! qui est un furieux géant! Honorez le noble lutteur qui l'a combattue sans crainte! Couchez-le dans le tombeau, son cor à la main! »

Parmi les rares ballades dans lesquelles l'auteur a abandonné la nature de l'Orient ou de l'équateur sans renoncer toutefois au genre d'imagination particulier aux poètes de l'Asie, je voudrais citer la petite pièce intitulée : *Trois strophes*. Un chérubin contemple le grand tout et adore silencieusement le soleil. Comme un fidèle qui dit ses prières, il tient dans ses mains un chapelet de planètes, et les mondes passent tour à tour dans ses doigts lumineux, attachés à leur fil de diamant. Voilà des siècles qu'il a commencé son oraison; quand elle sera finie, il jettera loin de lui son chapelet, qui ira tomber dans l'espace sans limites. N'y a-t-il pas là dedans un mélange de l'imagination persane et de la poésie du moyen-âge? Un maître chanteur inspiré de quelque poète arabe n'aurait-il pas écrit ces vers? Ces deux influences se retrouvent peut-être encore dans *la Vengeance des fleurs*. La jeune fille dort dans sa couche aux blancs rideaux. Dans une corbeille de joncs sont des fleurs fraîchement cueillies. Une chaleur étouffante se répand dans la petite chambre, car les fenêtres sont fermées. Tout se tait : cependant un bruit léger frémit dans les fleurs. De la corbeille s'élèvent, en flottant, des images vaporeuses pareilles à des esprits; elles ont pour vêtemens des nuages délicats. De la rose sort une dame aux formes effilées; du narcisse, un bel adolescent. Tous ils volent et tournent autour du lit, et chantent à l'endormie : « Jeune fille, jeune fille, tu nous a tirés de la terre, nous allons nous faner et mourir dans ta corbeille. Que nous reposions heureusement au sein de notre mère! Que la rosée était douce! Maintenant nous allons nous flétrir, mais, avant de mourir, nous nous vengerons sur toi. » Ils s'approchent de la jeune fille : ah! comme ils lui soufflent au visage! comme ses joues sont brûlantes! Le premier rayon du soleil éclaire la chambre; dans le lit repose le

plus doux des cadavres; comme une fleur fanée elle-même, les joues encore légèrement colorées, elle repose près de ses sœurs fanées, dont les esprits l'ont tuée.

On a dû le voir par quelques-unes de nos citations, l'Orient tel que M. Freiligrath aime à le peindre, ce n'est pas seulement celui que M. Victor Hugo a chanté. Celui-là est trop classique pour lui, il veut l'Orient dans ses détails, et si sa muse n'y peut trouver assez de curiosités singulières, assez de rimes bizarres, elle ira dans la Nouvelle-Hollande, à Java et à Sumatra; elle s'enfoncera dans les plaines du centre de l'Afrique, de Tombouctou à Madagascar. Les dromadaires, les girafes, les crocodiles, des troupeaux d'éléphans et de panthères, seront partout sur son chemin. Elle recherchera les contrastes, les singularités. A côté des scènes du désert, vous trouverez quelque intérieur bizarre et volontiers burlesque; vous quitterez les sombres solitudes pour des musées japonais ou chinois. Le piquant se mêlera à toutes les fantaisies du poète, et, comme dernier trait essentiel, ce qu'il peut y avoir de sérieux dans certaines pièces n'arrivera jamais que pour mieux aiguiser la coquetterie de l'ensemble.

Le recueil des poésies de M. Freiligrath se termine par des traductions de poètes anglais et français, et en même temps qu'il trahit par là les préférences d'une imagination assez peu allemande, il nous indique aussi le jeu qui plaît à sa muse. Quand nous voyons sa plume tentée par ce qu'il y a de plus difficile, quand il lutte de précision et de finesse avec les poètes qu'il traduit, avec les plus sveltes pièces de M. de Musset, avec quelques poèmes de Coleridge, de Charles Lamb et de Robert Southey, il nous découvre lui-même le côté le plus vrai de son talent, cette dextérité dans la forme, cette souplesse, cette habileté avec laquelle il sait maîtriser la langue et la façonner comme il veut.

Toutefois, ces éloges, que j'ai accordés presque uniquement à l'habileté infinie du style, contiennent une condamnation de cette poésie trop extérieure. Ce monde des formes et des couleurs est bien vite épuisé; il n'y a que l'ame et la pensée, il n'y a que le domaine des esprits qui se renouvelle éternellement. M. Freiligrath a été accueilli dans son pays avec beaucoup d'empressement et de sympathie; mais, je l'ai dit déjà, il y avait plus de surprise que de véritable admiration dans le succès de ses vers. Saura-t-il s'élever à une poésie plus haute? Comme M. Victor Hugo, dont il a suivi les premières traces, saura-t-il trouver des richesses nouvelles dans des émotions plus pro-

fondes? Écrira-t-il ses *Feuilles d'Automne?* M. Freiligrath semble avoir été frappé de cette idée; il paraît chercher à sortir du cercle brillant, mais borné, où s'enfermait sa muse. Il a renoncé aux lions du désert, aux girafes du Nil, aux huttes des Cafres et des Hottentots; il chante aujourd'hui sa patrie avec beaucoup de vivacité et d'amour. Si M. Grün et M. Lenau sont les écrivains les plus distingués de l'école autrichienne, M. Freiligrath est devenu le chef de ce qu'on a appelé l'école du Rhin. Plusieurs poètes qui donnent des espérances, M. Mazerath, M. Simrock, M. Schucking, se sont unis à lui, et ils s'efforcent de renouveler aujourd'hui dans leurs contrées natales ce qu'Uhland et ses disciples ont fait pour la Franconie et la Souabe. Dans un recueil, les *Annales du Rhin,* qu'il publie avec ses collaborateurs, M. Freiligrath essaie de consacrer par de nobles chants les souvenirs des ruines féodales et les traditions de l'esprit germanique. M. Mazerath, qui le suit dans cette direction, a été plusieurs fois inspiré assez heureusement, et l'habile traducteur du *Parceval* et du *Titurel,* M. Simrock, apporte à ses amis le secours d'une érudition très bien informée. Tout récemment enfin, M. Freiligrath a fait paraître un recueil de vers et de fragmens consacrés à la mémoire d'un poète vraiment distingué, Charles Immermann, que l'Allemagne a perdu il y a quelques années à peine. Charles Immermann, à qui une étude particulière serait bien due, continuait avec originalité cette haute poésie qui a honoré l'Allemagne à l'époque de Goethe et de Schiller. Hardi et énergique dans *la Tragédie du Tyrol,* il avait montré dans son poème de *Merlin* une élévation souvent obscure, mais pleine d'éclairs sublimes. La piété reconnaissante que M. Freiligrath vient de lui témoigner, le religieux empressement de ses hommages, semblent révéler chez le jeune poète des tentatives plus sévères et la légitime ambition d'atteindre à un sommet plus élevé de son art. Certes, ce n'est pas nous qui l'en détournerons : nos vœux le suivent dans cette route nouvelle; mais qu'il y prenne garde, que ce développement chez lui soit naturel, qu'il se défie de sa facilité trop grande à imiter, qu'il attende et se prépare à profiter de l'inspiration sans lui faire violence en l'appelant trop tôt. Il vaudrait mieux pour lui demeurer ce qu'il a été, un ciseleur très habile, un coloriste éclatant, que de succomber, comme M. Lenau, sous des prétentions qui ne seraient pas justifiées. Il y a, chez M. Freiligrath, à côté des coquetteries et des caprices, quelques promesses de poésie sérieuse, souvent même une inspiration élevée qui, en se développant, lui peut ouvrir des horizons plus nobles. C'est à cela qu'il doit

s'appliquer et à éviter l'imitation par une étude réfléchie de ses propres forces.

L'imitation, l'absence d'études profondes, voilà ce qui fait tomber aujourd'hui la poésie allemande de ce haut rang qu'elle avait conquis d'abord dans la grande période littéraire que domine le nom de Goethe, et récemment encore dans le mouvement original d'Uhland et de ses amis. En l'absence d'une direction supérieure, d'un esprit souverain qui gouvernerait les jeunes talens, au milieu de ces désirs nouveaux, inquiets, turbulens, qui agitent ce pays et lui font oublier son idéalisme, comment la poésie ne s'égarerait-elle pas? Il y aurait une action utile à exercer sur l'Allemagne de la part de quelque poète heureusement doué. Tandis que l'art se séparait des nobles habitudes de la muse germanique, tandis qu'il se plaisait dans le monde extérieur et négligeait les conseils de la pensée, on a vu se former une littérature politique, une poésie socialiste, comme on dit, sans inspiration, sans beauté, sans noblesse, et qui asservirait la Muse, si elle devait triompher. N'est-ce pas un avertissement pour les vrais poètes, pour ceux qui ont conservé le culte désintéressé du beau? N'est-il pas temps qu'ils songent à se régler, à se fortifier, à produire enfin des œuvres qui puissent défendre l'imagination contre l'envahissement des théories prosaïques? Il y a là, je le répète, une belle place à prendre, et elle me semble faite pour tenter l'écrivain dont je parlais en commençant, le plus original assurément des poètes de l'Allemagne actuelle, M. Heine lui-même.

Je faisais surtout cette réflexion en lisant le dernier poème que M. Heine a publié, *Atta-Troll*. Cette franche veine comique, cette fine et excellente satire qui s'y montre de temps en temps, me donnaient des espérances que je voudrais voir réalisées. Je disais plus haut que M. Heine avait un peu contribué à troubler l'esprit littéraire de son pays : eh bien! je voudrais qu'aujourd'hui, le mal étant devenu grave, le spirituel écrivain se fît le censeur redoutable des lettres allemandes. Lorsque Goethe, en écrivant *Werther*, eut ouvert à la foule des imitateurs une route périlleuse où ils se jetèrent éperdument, il s'en alla dans le camp opposé et tira sur eux. Ce rôle est assez piquant pour séduire M. Heine, et, de plus, il serait utile. Je voudrais, en un mot, que M. Heine eût l'ambition d'être ce chef, ce guide que je regrette aujourd'hui pour la poésie de l'Allemagne.

Atta-Troll est un poème divisé en vingt chants; ne vous effrayez pas, ce poème n'a point de sujet. Atta-Troll est un ours, un

ours savant, qui a dansé dans les villages des Pyrénées, dans quelques bains en renom, devant les oisifs et sous les balcons des châteaux. Un jour, à Cauterets, sur la place du marché, Atta-Troll rompt sa chaîne et s'enfuit. Plus tard, il est relancé dans son antre par les chiens des chasseurs et meurt frappé d'une balle. Tout cela, on le voit, n'est qu'un cadre où la fantaisie de l'auteur puisse se jouer librement; c'est un récit sans importance que le poète prend et reprend selon son humeur, un prétexte pour les mille saillies de sa verve. Ce n'est pas là précisément ce que je louerai dans le poème de M. Heine. L'auteur n'a pas évité le défaut que je lui signalais en commençant; son caprice n'a pas toujours la légèreté, la grace naturelle dont cette sorte d'inspiration ne peut se passer; sa fantaisie est quelquefois du bavardage, et trop souvent un détail de mauvais goût vient arrêter le sourire et offenser la rêverie. Il y a cependant certains chapitres où la veine comique se déploie avec une franchise charmante, et quand le poète est bien inspiré, quand la satire porte juste, on aime cette raillerie, mise au service du bon sens, et qui va châtier les prétentions des journalistes devenus poètes. Seulement M. Heine ne s'arrête pas toujours à temps, et il mêle un peu trop au hasard les allusions et les noms propres. Ainsi, dans un chant où il se moque des rimeurs politiques, il lance tout à coup à M. Freiligrath une vive apostrophe qui eût été mieux placée ailleurs. Atta-Troll est dans son antre; il fait de mélancoliques réflexions sur son sort, sur la destinée des animaux; il se plaint de l'injustice et de la barbarie des hommes; il se demande si les bêtes, et les ours en particulier, n'ont pas autant de droits que l'humanité à l'honneur du rang suprême : est-il un architecte plus habile que le castor? n'y a-t-il pas des chiens savans et des chevaux qui savent compter? enfin, est-ce qu'il n'y a pas des ours, des girafes, des dromadaires, qui chantent et font des ballades? est-ce que Freiligrath n'est pas un poète? *ist Freiligrath kein Dichter?* Le mot est vif et d'un comique un peu trop franc peut-être. C'est une allusion à cette poésie toute matérielle que nous avons blâmée chez M. Freiligrath; c'est une satire de ces tableaux chargés d'éblouissantes couleurs, de ces scènes africaines, où l'on n'aperçoit que des animaux bizarres, et où l'homme disparaît à un tel point, que M. Heine et Atta-Troll ont pu s'y tromper. L'aiguillon est resté dans la piqûre. Tout ce qui suit, pour être moins vif, n'est pas moins spirituel; les poètes politiques y sont finement raillés, et tout ce chant a révélé chez M. Heine une aptitude à la comédie, un goût de bonne satire qui peut trouver son em-

s'appliquer et à éviter l'imitation par une étude réfléchie de ses propres forces.

L'imitation, l'absence d'études profondes, voilà ce qui fait tomber aujourd'hui la poésie allemande de ce haut rang qu'elle avait conquis d'abord dans la grande période littéraire que domine le nom de Goethe, et récemment encore dans le mouvement original d'Uhland et de ses amis. En l'absence d'une direction supérieure, d'un esprit souverain qui gouvernerait les jeunes talens, au milieu de ces désirs nouveaux, inquiets, turbulens, qui agitent ce pays et lui font oublier son idéalisme, comment la poésie ne s'égarerait-elle pas? Il y aurait une action utile à exercer sur l'Allemagne de la part de quelque poète heureusement doué. Tandis que l'art se séparait des nobles habitudes de la muse germanique, tandis qu'il se plaisait dans le monde extérieur et négligeait les conseils de la pensée, on a vu se former une littérature politique, une poésie socialiste, comme on dit, sans inspiration, sans beauté, sans noblesse, et qui asservirait la Muse, si elle devait triompher. N'est-ce pas un avertissement pour les vrais poètes, pour ceux qui ont conservé le culte désintéressé du beau? N'est-il pas temps qu'ils songent à se régler, à se fortifier, à produire enfin des œuvres qui puissent défendre l'imagination contre l'envahissement des théories prosaïques? Il y a là, je le répète, une belle place à prendre, et elle me semble faite pour tenter l'écrivain dont je parlais en commençant, le plus original assurément des poètes de l'Allemagne actuelle, M. Heine lui-même.

Je faisais surtout cette réflexion en lisant le dernier poème que M. Heine a publié, *Atta-Troll*. Cette franche veine comique, cette fine et excellente satire qui s'y montre de temps en temps, me donnaient des espérances que je voudrais voir réalisées. Je disais plus haut que M. Heine avait un peu contribué à troubler l'esprit littéraire de son pays : eh bien! je voudrais qu'aujourd'hui, le mal étant devenu grave, le spirituel écrivain se fît le censeur redoutable des lettres allemandes. Lorsque Goethe, en écrivant *Werther*, eut ouvert à la foule des imitateurs une route périlleuse où ils se jetèrent éperdument, il s'en alla dans le camp opposé et tira sur eux. Ce rôle est assez piquant pour séduire M. Heine, et, de plus, il serait utile. Je voudrais, en un mot, que M. Heine eût l'ambition d'être ce chef, ce guide que je regrette aujourd'hui pour la poésie de l'Allemagne.

Atta-Troll est un poème divisé en vingt chants; ne vous effrayez pas, ce poème n'a point de sujet. Atta-Troll est un ours, un

ours savant, qui a dansé dans les villages des Pyrénées, dans quelques bains en renom, devant les oisifs et sous les balcons des châteaux. Un jour, à Cauterets, sur la place du marché, Atta-Troll rompt sa chaîne et s'enfuit. Plus tard, il est relancé dans son antre par les chiens des chasseurs et meurt frappé d'une balle. Tout cela, on le voit, n'est qu'un cadre où la fantaisie de l'auteur puisse se jouer librement; c'est un récit sans importance que le poète prend et reprend selon son humeur, un prétexte pour les mille saillies de sa verve. Ce n'est pas là précisément ce que je louerai dans le poème de M. Heine. L'auteur n'a pas évité le défaut que je lui signalais en commençant; son caprice n'a pas toujours la légèreté, la grace naturelle dont cette sorte d'inspiration ne peut se passer; sa fantaisie est quelquefois du bavardage, et trop souvent un détail de mauvais goût vient arrêter le sourire et offenser la rêverie. Il y a cependant certains chapitres où la veine comique se déploie avec une franchise charmante, et quand le poète est bien inspiré, quand la satire porte juste, on aime cette raillerie, mise au service du bon sens, et qui va châtier les prétentions des journalistes devenus poètes. Seulement M. Heine ne s'arrête pas toujours à temps, et il mêle un peu trop au hasard les allusions et les noms propres. Ainsi, dans un chant où il se moque des rimeurs politiques, il lance tout à coup à M. Freiligrath une vive apostrophe qui eût été mieux placée ailleurs. Atta-Troll est dans son antre; il fait de mélancoliques réflexions sur son sort, sur la destinée des animaux; il se plaint de l'injustice et de la barbarie des hommes; il se demande si les bêtes, et les ours en particulier, n'ont pas autant de droits que l'humanité à l'honneur du rang suprême : est-il un architecte plus habile que le castor? n'y a-t-il pas des chiens savans et des chevaux qui savent compter? enfin, est-ce qu'il n'y a pas des ours, des girafes, des dromadaires, qui chantent et font des ballades? est-ce que Freiligrath n'est pas un poète? *ist Freiligrath kein Dichter?* Le mot est vif et d'un comique un peu trop franc peut-être. C'est une allusion à cette poésie toute matérielle que nous avons blâmée chez M. Freiligrath; c'est une satire de ces tableaux chargés d'éblouissantes couleurs, de ces scènes africaines, où l'on n'aperçoit que des animaux bizarres, et où l'homme disparaît à un tel point, que M. Heine et Atta-Troll ont pu s'y tromper. L'aiguillon est resté dans la piqûre. Tout ce qui suit, pour être moins vif, n'est pas moins spirituel; les poètes politiques y sont finement raillés, et tout ce chant a révélé chez M. Heine une aptitude à la comédie, un goût de bonne satire qui peut trouver son em-

ploi. Parmi les pages les plus heureuses, et du milieu de digressions souvent insignifiantes, je voudrais extraire et mettre en relief la description de la chasse, si poétique, si étincelante, avec ses joyeuses fanfares et ses fraîches odeurs de mousse et de fleurs des forêts. M. Heine, après la satire, revient à l'inspiration lyrique, car, il l'a dit lui-même, son poème n'a pas de but :

« Mon poème est un songe d'une nuit d'été; il est fantasque et sans but, oui, sans but, comme la vie, comme l'amour. N'y cherchez pas de tendances.

« Atta-Troll n'est pas un symbole de la nationalité germanique à la peau si épaisse, et il ne fourre pas sa patte dans les questions du jour.

« Mon héros n'est pas même un ours allemand. Les ours allemands, dit-on, ne veulent plus danser, mais ils ne brisent pas leurs chaînes. »

Malgré le ton léger qui domine cette causerie bizarrement interrompue et reprise, il y a donc aussi çà et là une poésie fraîche et charmante comme dans le *Songe* de Shakspeare; à côté des allusions dont l'auteur se défend en vain, à côté de cette épitaphe d'Atta-Troll supprimée par la censure, parce qu'elle parodiait trop plaisamment le style du roi de Bavière, il y a des élans lyriques où l'on reconnaît l'accent du poète. M. Heine finit même par déclarer qu'il est le dernier des chanteurs de l'Allemagne, et que ses vers sont la dernière chanson libre et printanière de la poésie romantique, *das letzte freie Waldlied der Romantik*. Ce dernier mot est une confession importante, qui vaut la peine d'être relevée. M. Heine en effet avait débuté en déclarant la guerre à ce que les Allemands appellent l'art romantique, à cette poésie à la fois sereine et mélancolique, et qui demande au christianisme une certaine intelligence mystique de la nature, à cette inspiration enfin dont Novalis nous donne l'idée la plus complète; il y revient aujourd'hui et demande à être salué comme le dernier de ces doux et libres chanteurs. Pourquoi cela? parce qu'il a vu l'art abandonné et menacé, parce qu'il a compris le mal que produit la disparition de l'idéalisme. Voilà pourquoi je voudrais que M. Heine s'attachât sérieusement à ce rôle que j'entrevois et que je lui signale. Il y trouverait des occasions heureuses pour son talent, et ne courrait pas le risque de l'affaiblir et de le perdre dans les petites choses, comme on a pu le lui reprocher. Qu'il mette donc de plus en plus son esprit, sa verve, au service du bon sens et de la vérité. Il a attaqué la poésie trop extérieure de M. Freiligrath; il s'est moqué de tous les tribuns qui ajustent des rimes à leurs dis-

sertations médiocres; qu'il aiguise encore sa fine raillerie, et surtout qu'il l'emploie utilement. Qu'il soit un guide redouté, un censeur armé de cette netteté française qu'il a apprise chez nous; qu'il donne aussi des exemples, car il a une double tâche à remplir, et que ce dernier chanteur de la vraie poésie, comme il s'appelle, tâche de se créer des successeurs.

Ce qui résulte, en effet, de notre étude, c'est que la poésie allemande est privée aujourd'hui de maîtres qui la gouvernent. Les écrivains qu'on vante le plus ont renoncé au vrai génie de la muse germanique. Un art frivole, insouciant des idées et séduit par l'éclat extérieur, a succédé aux nobles efforts de la pensée et de l'imagination. En outre, tous ces poètes, si peu sûrs d'eux-mêmes, sont obligés d'emprunter partout; oui, c'est l'imitation que l'on rencontre sans cesse dans les œuvres de la poésie actuelle en Allemagne. M. Lenau affaiblit les énergiques créations de Goethe et de Byron, et M. Zedlitz les gracieux contes de Tieck, tandis que M. Freiligrath imite et reproduit, sans se les approprier suffisamment, les couleurs des *Orientales*. Si l'art se laissait entraîner dans ces voies dangereuses, si M. Heine ne songeait pas à exercer efficacement sa verve originale, la poésie serait envahie par une école plus funeste encore, par cette littérature socialiste qui s'organise bruyamment aujourd'hui, et elle y perdrait sa beauté. Quoi donc! l'imagination, ce qu'il doit y avoir de plus libre, de plus vivant, de plus épanoui en tous sens, l'enfermer dans les formules d'une école, et d'une école dont le programme n'est pas très éloigné du matérialisme! Mais je n'ai voulu qu'indiquer en terminant ce mouvement de la poésie politique; il faudra revenir là-dessus avec plus de détails, il faudra assister à cette émeute qui s'agite au-delà du Rhin. Dans cette direction de plus en plus marquée, il y a un fait curieux et important qui demande une étude attentive. Je sais bien que ce serait une erreur de confondre un pays entier avec un parti; on dirait cependant que toute l'Allemagne se porte vers ces idées, et, à moins que les sincères amans de la Muse ne combattent pour la cause sacrée, il semble que toute la poésie de ce pays, si grande, si religieuse dans ses contemplations, si charmante dans ses églogues des bois, la poésie de Goethe, de Schiller, de Novalis, d'Uhland, va aboutir à ces déclamations où je ne sais quel esprit bourgeois réclame vulgairement contre la noblesse de l'intelligence.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

REVUE LITTÉRAIRE.

I. — *GOETHE ET BETTINA*,
PAR M. SÉB. ALBIN.

II. — *LA GUERRA DEL VESPRO SICILIANO*,
PER MICHELE AMARI.

Une assertion m'arrête dès le début de la préface qu'a placée M. Sébastien Albin en tête de son intelligente version des lettres adressées à Goethe par Mme Bettina d'Arnim : l'ingénieux écrivain affirme qu'en amour les sentimens exceptionnels sont beaucoup plus fréquens qu'on ne l'imagine. Voilà tout d'abord une opinion dont je me défie, et qui pourrait bien n'être seulement qu'une politesse du traducteur envers son auteur, un paradoxe adroit de l'interprète, pour couvrir les bizarreries de l'original. Qu'arrive-t-il, en effet, dans l'art? Aux grandes époques littéraires, on se contente de traduire les sentimens naturels du cœur, les épreuves ordinaires de la vie. Toute œuvre d'imagination est simplement un tableau, où chacun retrouve des airs de famille, un miroir dans lequel le premier venu reconnaît ses propres traits ou les traits de son voisin. Plus tard, il n'en est pas ainsi : on arrive au raffinement, on croit n'avoir pas assez des vulgaires émotions du cœur. Viennent alors les combinaisons étranges, les situations singulières : ne faut-il pas quelque chose de mieux et de plus rare que ces communes affections de mère, d'amante, de fille? On fait donc appel aux ressources des civilisations avancées, on crée des sentimens. Telle est trop souvent la poésie des seconds âges littéraires, tranchons le mot, la poésie

des décadences. Pourquoi cependant ne pas oser le dire? il n'y a de vrai que les lieux communs, parce que le fonds des passions humaines est éternellement le même. Que vous rajeunissiez tout cela par l'expression et les nuances, que vous jetiez à pleines mains sur cette matière première les fleurs toujours nouvelles, les richesses à jamais inépuisables de l'imagination inventive, rien de mieux. Libre à vous de changer, dans des combinaisons sans fin, les nombres de la poésie; mais est-il besoin, est-il permis d'inventer de nouveaux chiffres?

Sans doute, de tous les sentimens humains, l'amour est, à beaucoup près, celui qui admet les plus bizarres faiblesses, les plus capricieuses évolutions. Et cependant, je le demande, quand Werther sent frissonner dans sa main la main de Charlotte, quand M. de Nemours recueille l'aveu tremblant de M[me] de Clèves; quand Rousseau demande aux allées de La Chevrette l'empreinte des pas de M[me] d'Houdetot, quand le premier rayon du matin ne luit pas encore sur les fronts enlacés de Roméo et de Juliette, croyez-vous que le sentiment qui agite ces cœurs divers soit tout-à-fait différent, croyez-vous que leur passion soit moins grande parce qu'elle se rencontre dans une émotion à peu près pareille? Pour ma part, je n'hésiterais pas à le nier. Toute esthétique est mauvaise qui prend l'extraordinaire pour le sublime. L'idée de beau, au contraire, implique celle de degré, d'hiérarchie : or le commun est tout-à-fait sur la même ligne que l'idéal; seulement des degrés infinis les séparent, qu'il appartient à la beauté de gravir en se transfigurant, en devenant plus resplendissante à mesure qu'elle s'élève davantage. Aussi, peindre des sentimens naturels, vulgaires si l'on veut, c'est s'adresser à tout le monde; peindre des sentimens exceptionnels, c'est ne s'adresser qu'à quelques-uns, qu'à certains cœurs égarés, curieux, maladifs. Ce dernier but n'est pas, ne peut pas être celui de l'art véritable. Par-là, en effet, dans l'ordre des idées, on arrive forcément au factice, à des sentimens de convention; dans l'ordre du style, on est induit au caprice, à la manière. Ce que je dis là me semble élementaire, quoi qu'en puisse penser M. Sébastien Albin. Encore une fois, j'accorderai volontiers au spirituel pseudonyme que, plus que toute autre passion, l'amour a ses inconséquences, ses mystères : ce n'est pas moi assurément qui lui retirerai le classique bandeau. Tout ce que je veux maintenir, c'est que là même l'exception demeure et doit demeurer une exception. Si M[lle] de Lespinasse n'en mourait pas de douleur, pourrions-nous comprendre sa double, sa brûlante, sa fatale attache pour deux amans à la fois? Si ce n'était pas l'indiscrétion d'un étranger qui eût trahi ce mystère, qui eût livré à la publicité cette secrète correspondance, ces cris solitaires d'une ame blessée, pardonnerions-nous à ce grand cœur son égarement, une passion à ce degré insolite, à ce degré invraisemblable, quoiqu'elle soit vraie? M[lle] de Lespinasse publiant elle-même sa correspondance amoureuse avec M. de Guibert eût paru à la fois odieuse et ridicule. D'où vient, au contraire, que M[me] d'Arnim faisant, de sa propre inspiration, imprimer ses lettres à Goethe, c'est-à-dire les témoignages d'une liaison également

exceptionnelle et bizarre, excite la curiosité au lieu d'inspirer le dégoût? C'est que, chez Mlle de Lespinasse, la passion était dans le cœur, et devait, par cela même, y rester enfouie, tandis qu'à Mme d'Arnim il était plutôt permis d'afficher sans scrupule une passion de l'esprit, si extraordinaire, si excentrique qu'elle fût.

En France, assurément, une fille de seize ans écrivant la première des lettres d'amour à un homme de soixante, et se reprenant, vingt années après, pour ce même vieillard de quatre-vingts ans, d'une affection tout aussi exaltée, tout aussi fébrile que le premier jour, nous trouverait incrédules, nous paraîtrait un phénomène monstrueux. Avec le tour rêveur et presque mystique de l'imagination allemande, cela se comprend mieux, surtout si on pense que le héros de ce drame purement platonique et sentimental est, au-delà du Rhin, le roi de toute poésie : c'est nommer Goethe. Rien assurément ne serait moins piquant qu'une pareille correspondance, si elle n'avait pas été réellement écrite, si elle n'était qu'une fantaisie de l'imagination, enfantée après coup dans des vues de vanité littéraire. La réelle existence de ces singulières relations, la sincérité de cet entraînement extatique, l'homme avec ses infirmités disparaissant sous le poète et se transfigurant dans la gloire, aux yeux d'une enfant qui en fait son bien-aimé, son idéal, son dieu, il y a dans tout cela, au contraire, un attrait particulier pour tout lecteur curieux d'étudier le cœur humain dans ses attachemens les plus incompréhensibles ou (pourquoi ne pas dire le mot?) dans ses maladies les plus étranges. Y aurait-il, par hasard, une intention caustique dans le double sens que notre langue donne au mot *affection*, et la médecine ici aurait-elle voulu faire une épigramme contre la morale?

Ce n'est pas la première fois, au surplus, que le public français est initié aux étonnantes amours de Goethe. Que Frédérique meure de chagrin, c'est là un dénouement qui me touche, parce qu'il n'est pas commun; que Lili se console ailleurs, c'est là une fin si ordinaire, qu'elle ne provoque même pas le sourire; de pareils épisodes n'ont point droit de surprendre dans la biographie de celui qui fut à la fois (cela ne s'exclut pas) le plus grand poète et le plus parfait égoïste de son siècle. Mais il est deux femmes qui ont joué, dans la vie de Goethe, un rôle sinon aussi intime, au moins plus frappant. On se rappelle la liaison subite, profonde, illuminée par tous les éclairs de la passion, qui s'établit entre le jeune Wolfgang et Mme de Stolberg, qu'il n'avait jamais vue, qu'il ne vit jamais, et à qui il envoyait pourtant le journal assidu de sa vie, le secret de ses plus mystérieuses émotions; on se rappelle le silence de quarante années qui suivit ces premiers rapports, et la lettre éloquente que la comtesse adressa à Goethe comme un avertissement suprême, comme le dernier gage d'une affection que l'âge avait interrompue sans l'éteindre. Les pages spirituelles qui ont été consacrées ici même (1) à Mme de Stolberg sont d'une date trop récente pour qu'il soit besoin de retracer, dans ses détails,

(1) Voyez l'article de M. Henri Blaze, dans la *Revue* du 1er décembre 1842.

cette situation de cœur qui n'est pas sans quelque ressemblance avec celle de Mme d'Arnim, dont les lettres paraissent aujourd'hui, traduites en français, sous le titre de *Goethe et Bettina* (1). Seulement, avec Mme de Stolberg, c'est Goethe jeune, prodiguant au dehors sa poésie, enflammé, ivre d'amour, et répandant devant l'autel d'une divinité inconnue cet encens dont la fumée déborde en lui et cherche une issue; avec Bettina, au contraire, c'est Goethe vieilli, glorieux, personnel, immobile, drapé, économe de poésie, s'assimilant comme un trésor celle qui s'échappe du cœur de cette jeune fille; en un mot, c'est le dieu sur son piédestal, le dieu impassible, vénérant sa propre majesté et acceptant l'adoration d'autrui, le culte d'une autre ame comme le plus naturel holocauste.

Le recueil des lettres de Bettina et des réponses de Goethe fut publié par Mme d'Arnim elle-même, deux ans après la mort du grand poète, en 1835. Ce livre, qui s'appelait modestement *Correspondance de Goethe avec une enfant*, fit en Allemagne une sensation profonde, et obtint un succès que les années n'ont pas diminué. Qui s'en étonnerait? L'ouvrage de Mme d'Arnim rappelait une époque si glorieuse pour la littérature de son pays, il touchait à une mémoire si chère et si illustre, il correspondait si bien aussi à cette poésie rêveuse, à ce naturalisme exalté, à ce goût des pensées errantes et des vagues harmonies dans lesquelles se berce volontiers l'imagination germanique! L'expérience a prouvé que quelque chose manque à toute œuvre d'art qui, après avoir conquis la gloire à l'étranger, n'a pas été accueillie à la fin et consacrée par le public français. C'est là le dernier baptême, le sceau définitif. L'épreuve sera-t-elle favorable à Bettina? Il serait difficile de répondre, ou plutôt on peut répondre à la fois oui et non. Oui, si l'on s'attache à ce qu'il y a dans ces pages désordonnées de souffle puissant, de poésie féconde, d'aspirations et d'élans passionnés, de couleur, d'inépuisables images; non, si l'on considère ce chaos d'amplifications sans suite, ce jargon d'une métaphysique creuse, cette puérile exagération du lyrisme, cette fièvre chaude de la pensée et de la phrase, cette poésie surtout, confuse, noyée, indéfinie, et qui semble une mer sans rivage où les flots se lèvent, retombent, disparaissent à travers une brume éternelle. Mais voyons le livre même.

Mme d'Arnim est, à l'heure qu'il est, une des femmes les plus distinguées de la société de Berlin, et, comme toute personne célèbre, elle a eu des biographes. Aussi ne serons-nous pas indiscret en disant que Bettina naquit en 1788, à Francfort, d'un banquier italien nommé Brentano. Orpheline dès l'enfance, elle fut élevée dans un couvent catholique. C'est là que commença à se développer, à éclater, ce riche tempérament, plein à la fois d'ardeur et de rêverie, et où la pétulance du sang italien se mêlait à toutes les molles langueurs des complexions allemandes. Un immense et vague besoin d'aimer et de répandre le trop plein de son ame, une sorte de sève exubérante de l'être, une fermentation intérieure d'idées, de sentimens, de désirs, à laquelle

(1) Deux vol. in-8°, chez Comon, quai Malaquais.

une fin était nécessaire, voilà dans quelles conditions se montre d'abord à nous l'ame de Bettina. Les expressions manquent pour expliquer des natures ainsi douées virtuellement, ainsi surchargées d'un enthousiasme sans détermination, d'une poésie sans but, d'un amour sans objet. Bettina a les extases, les défaillances, les soulèvemens des mystiques : c'est le cœur brûlant de sainte Thérèse et de la Sophie de Mirabeau, mais d'une sainte Thérèse sans crucifix, d'une Sophie dépouillée de ses sens; et, comme ses transports n'ont à s'assouvir ni dans les chastes embrassemens de l'amour céleste, ni dans les baisers de la créature, ce cœur embrasé se rejette sur tout ce qui l'entoure, sur tout ce qui respire, et, séduit par le sphinx du monde vivant, se donne à ce fantôme imaginaire, à ce génie inconnu de la nature dont Spinoza et Jacobi crurent entendre de loin l'éternel monologue.

C'est au couvent que Mlle de Brentano connut la chanoinesse Caroline de Gunderode, dont on a, sous le nom de *Tian*, un délicieux volume de poésies allemandes. Caroline était la digne compagne de Bettina. Ces pensionnaires-là dépaysent un peu, quand on songe aux nonnes sucrées de *Vert-Vert*. Ici, chez ces deux enfans (chose étrange!), c'est tout spontanément un mélange de l'illuminisme mystique du moyen-âge et des plus extrêmes hardiesses de la moderne poésie. Dans l'intervalle de leurs études, ces petites filles évitaient avec soin de parler des évènemens de la vie réelle; elles écrivaient des voyages d'imagination, elles lisaient *Werther*, elles dissertaient sur le suicide, et Caroline répétait sans cesse : « Beaucoup comprendre et mourir jeune! » Elle tint parole : éprise du célèbre philologue Kreutzer, l'auteur de la *Symbolique des Anciens*, elle se tua. Souvent Caroline avait parlé à Bettina de ce projet; elle lui montrait sur son sein l'endroit où elle devait se frapper, et Bettina, qui jusque-là n'avait jamais embrassé son amie, couvrait, en pleurant, de baisers cette place chère, où la blessure en effet fut trouvée. Ce qu'il y a de plus étonnant, c'est que la nature de Caroline était calme, reposée, patiente, toute contraire aux turbulences de Bettina, c'est que, comme l'explique Mme d'Arnim, la jeune chanoinesse barricadait sa timide nature derrière des idées fanfaronnes. J'ajouterai que l'une aima sans doute réellement, avec le désespoir d'une passion trompée, tandis que l'autre, personnifiant plus tard dans Goethe l'idéal qu'elle s'était fait à elle-même, n'adora qu'une idole imaginaire. L'amour de Bettina, c'est celui de Pygmalion pour sa statue, c'est la passion transformée par l'art.

La chanoinesse Gunderode a sa place marquée dans l'histoire de la poésie allemande; elle tient une grande place aussi dans la première biographie de Mme d'Arnim, et le caractère même de la correspondante de Goethe s'en trouve en bien des points éclairé. Mme d'Arnim a publié, il y a trois ans, les lettres de Caroline et les siennes : comme il est très souvent question de Mlle de Gunderode dans les lettres à Goethe, M. Sébastien Albin, qui est si intelligemment renseigné sur tout ce qui touche à la littérature allemande, eût bien fait de profiter de l'occasion pour donner les plus caractéristiques passages de ce nouveau recueil. Celui qu'il a traduit eût tiré de ces extraits une

lumière nouvelle et plus d'intérêt encore. J'ai insisté sur cette liaison entre les deux jeunes filles, parce que toute la suite de la vie de Bettina se trouve, à mon sens, expliquée par l'étrangeté de ces débuts.

Caroline perdue, il fallait une amie à Mlle de Brentano. Passant un jour vis-à-vis la maison de la mère de Goethe qu'elle connaissait peu, et chez qui elle n'était jamais venue, l'idée lui vint de franchir le seuil : « Madame la conseillère, dit-elle en entrant, je veux faire votre connaissance; j'ai perdu mon amie la chanoinesse Gunderode, il faut que vous la remplaciez. » — « Essayons, » répondit Mme de Goethe. Je n'invente pas. La conseillère avait soixante-dix-sept ans, Bettina en avait dix-huit. Une intimité si profonde s'établit bientôt entre ces deux femmes, que ce fut un objet d'étonnement pour tout le monde. Bettina avait tout d'abord trouvé le secret du cœur de Mme de Goethe; elle ne cessait de lui parler de son fils. Depuis deux ans que *Wilhelm Meister* lui était tombé entre les mains, elle refusait chaque soir d'aller dans le monde avec ses sœurs, elle se couchait au plus vite, et ses nuits se passaient à dévorer, à relire cent fois les œuvres du poète. Ce fut bientôt un culte exclusif. Le génie de la nature, qui avait troublé sa jeune ame, et que les livres de Goethe lui expliquaient avec le charme souverain des beaux vers, Goethe en devint pour Bettina le symbole vivant et idéal. Sans avoir jamais vu l'auteur de *Werther,* elle en fit son héros, l'ami de son cœur, l'éternel objet de ses vœux, sa divinité véritable. Goethe avait soixante ans. La conseillère fut tout d'abord confidente de cette passion despotique, effrénée, improbable, et cependant vraie, qui devint peu à peu l'unique occupation, la vie même de Mlle de Brentano. Voilà donc cette enfant qui, chaque jour, imprègne son ame de tous les parfums de la poésie, pour la rendre plus digne de cet amant inconnu, de ce roi, selon elle, de tout art et de toute poésie. Mme de Goethe, en femme d'esprit à la fois et en mère fanatique, comprend tour à tour cette passion ou en sourit. Il y a des lettres d'elle tout-à-fait charmantes, et où une pointe d'esprit fin et observateur se glisse heureusement sous la bonhomie de l'âge, sous je ne sais quel tour de rêverie et de sentimentalité tout allemandes. « Ne sois pas si folle avec mon fils, dit-elle à Mlle de Brentano, il faut que tout reste dans l'ordre. » Et ailleurs : « Écris des lettres raisonnables! Quelle idée! envoyer des bêtises à Weimar! » Mais ce ton, cet air d'ironie ne percent que quand Bettina se laisse par trop emporter à ses courans les plus impétueux. D'ordinaire, Mme de Goethe prend très au sérieux cet attachement de Mlle de Brentano pour son fils, avec qui Bettina était bientôt entrée en correspondance suivie; elle semble même envier son bonheur, et elle lui dit avec conviction : « Entre des milliers d'êtres, personne ne comprendra quel lot de félicité t'est échu en partage! » La fraîcheur d'imagination, on le voit, est durable en Allemagne : voilà comment Mme de Goethe parlait à quatre-vingts ans. L'orgueil conservait à la mère vieillie les mêmes illusions qu'entretenait chez la jeune fille la fougue d'un esprit entraîné vers le surhumain et le merveilleux.

La conseillère voulait que Bettina écrivît souvent et longuement à Goethe : c'était le vrai moyen, selon elle, de *donner de l'air à son imagination*. Maintenant qu'on commence à connaître Mlle de Brentano, on se doute bien qu'elle profita amplement de la permission. Pendant huit années, l'auteur de *Werther* reçut assidument les dithyrambes éloquens et passionnés de Bettina; il y répondait quelques mots de temps en temps. C'est à ce commerce épistolaire commencé en 1807 et interrompu en 1811, quand Mlle de Brentano devint Mme d'Arnim, que la publicité a été donnée, il y a quelques années, par Bettina elle-même.

Ce qui frappe surtout dans cette correspondance, l'impression générale qui en demeure, c'est la vive sympathie de Mlle de Brentano pour le monde extérieur, c'est l'enivrement où la jette le spectacle du milieu où s'agite l'humanité. Il y a un endroit curieux où son secret lui échappe, où ce matérialisme sentimental se déclare sans aucun scrupule : « J'envoie au diable, s'écrie-t-elle, les tendances hypocrites et morales, avec toutes leurs friperies mensongères; les sens seuls savent créer dans l'art comme dans la nature. » Curieuse, penchée avec volupté, Bettina se laisse attirer sur le sein de la mère commune (*alma mater*), elle écoute, elle entend l'être sourdre dans ses flancs féconds. Cette harmonie, ce concert de la vie universelle la séduisent, l'absorbent; elle cherche à s'identifier avec le monde, elle se perd dans la contemplation de ce qui l'environne. Alors des délices inconnues l'inondent, et elle n'entend plus que l'hymne confus chanté dans les espaces par tout ce qui respire, par tout ce qui est animé : selon elle, un hanneton, en effleurant dans son vol le nez d'un philosophe, suffit à culbuter tout un système. Le clapotement de l'eau qui court entre les cailloux de la plaine, la brise qui agite les brins d'herbe, un insecte bruissant au fond de la mousse, une branche tremblante dans la feuillée sous les pas d'un oiseau jaseur, une lueur errante, un nuage doré qu'emporte le vent, la goutte de rosée où se reflète le soleil, le disque de la lune qui glisse sur la brume du soir, toutes ces choses pour elle sont autant de notes de la symphonie amoureuse qui monte de la terre vers le ciel. Bettina a tour à tour, pour la nature, l'amour sombre de Lucrèce, le culte enthousiaste de Diderot, la tendre sympathie de Bernardin de Saint-Pierre, l'admiration sereine de Buffon, et tout cela mêlé à ce que la poésie la plus foncièrement germanique a de vagues et de mystérieux épanchemens. Ses plus grandes joies, comme ses plus vives amertumes, viennent de ce commerce animé avec l'ensemble du monde physique. Souvent il lui semble que, dans les choses d'alentour, du sein de ces forces vitales, un esprit plaintif demande sans cesse sa délivrance. Les fleurs elles-mêmes paraissent alors la regarder, et, dans ces regards, il y a une question. Mais comment y répondre autrement que par des pleurs ? C'est pour cela que, quand elle est assise sous la tonnelle de chèvrefeuille, elle mêle ses larmes au miel des corolles; c'est à cause de cette sympathique tristesse des êtres en présence les uns des autres, qu'elle s'écrie : « Nous nous connaissons, le chevreuil et moi. » — Il serait facile

assurément de tourner en ridicule toute cette poésie sauvage, inconnue, aussi peu croyable qu'elle est sincère : ne vaut-il pas mieux reconnaître, au contraire, ce qu'il y a là de puissance véritable et d'originalité? Les objections n'échapperont à personne, elles viennent d'elles-mêmes, et autant vaut les omettre.

C'est ainsi que Mlle de Brentano professait dans son cœur le culte de la nature; Goethe, pour elle, en devint peu à peu le grand prêtre, le représentant bien-aimé, ou, comme on eût dit au moyen-âge, le microcosme. Il fallait en effet, pour leurrer son imagination ardente, qu'elle concentrât dans une image réelle, qu'elle incarnât en un seul être cet amour errant et indistinct. Par l'admiration extraordinaire que lui inspiraient les écrits de Goethe, par sa manière analogue de comprendre et d'expliquer l'être, Bettina se trouva amenée bientôt à s'agenouiller devant le poète, à en faire le maître suprême de son cœur. « Je croyais fermement, lui écrit-elle, que tes caresses à la nature, ta félicité de posséder sa beauté, ses langueurs, son abandon dans tes bras, agitaient les branches des arbres, en détachaient les fleurs, et les faisaient ainsi tomber doucement sur moi. » Voilà comment Bettina perd la conscience de ce monde, comment elle transporte tout en Goethe. Il y a des momens, toutefois, où elle se rend compte de cette sujétion en quelque sorte religieuse et où elle l'explique : « Quand je suis, dit-elle, au milieu de la nature, dont votre esprit m'a fait comprendre la vie intime, souvent je confonds et votre esprit et cette vie. » L'orgueil de Goethe s'explique : être aimé ainsi, c'est poser en dieu. Jamais peut-être aucune ame n'a abdiqué à ce degré au profit d'une autre ame. De toute façon, c'est là un fait curieux dans l'histoire de la poésie.

On devine ce que contiennent les lettres de Mlle de Brentano à l'auteur de *Werther :* Bettina ne résiste jamais au courant de l'inspiration, et à tout hasard elle écrit au poète ce qui lui passe par l'esprit. Tantôt c'est la révolte des Tyroliens qui l'enflamme et qui amène sous sa plume toutes sortes de tirades guerrières; tantôt c'est un paysage qu'elle peint, un voyage qu'elle raconte, quelque œuvre merveilleuse de sculpture dont elle invente la riche description. Ici vous rencontrerez un dithyrambe nébuleux sur la musique, là une boutade enjouée où quelque ridicule est saisi d'un air espiègle. Si emportée en effet que soit cette chèvre sauvage dans son essor vers les inaccessibles sommets, elle ne s'en arrête pas moins avec grace pour donner malicieusement, à droite et à gauche, de charmans petits coups de tête : *lasciva capella*. Jacobi, Mme de Staël, Goethe lui-même aux momens de bonne humeur, en reçoivent plus d'un en passant.

Durant les huit années que dura cette liaison, Mlle de Brentano alla plusieurs fois à Weimar visiter son dieu, qui la traitait avec bienveillance, comme on traite une enfant. La première fois qu'elle le vit (on sait qu'elle avait dix-huit ans), elle s'endormit sur son cœur, et cela lui causa tant de joie, qu'elle en écrivit en toute hâte à la mère de son cher Wolfgang. Quand elle reposait ainsi sur le sein de son vieil ami, la main distraite de Goethe jouait avec ses *serpens noirs,* comme il disait, avec les tresses brunes de ses longs

cheveux. Quelquefois le poète y mettait de la coquetterie. Ainsi, à une soirée chez Wieland, il lui jeta un bouquet de violettes enfermé dans une bourse. Bettina, folle de ce gage d'affection, le laissa quelque temps après tomber dans une rivière et fit une demi-lieue à la nage pour le rattraper. Tout cela, d'ailleurs, se passait avec la plus grande innocence du monde, au su de tout Weimar et de l'assentiment de la femme de Goethe, à qui Mlle de Brentano, dans ses lettres, fait souvent ses complimens, et de qui elle écrit : « Personne ne l'aime plus que moi. » Si Bettina tutoie Wolfgang, c'est par privilége d'écrivain et d'artiste, c'est *pour le rhythme*. Au surplus, on ne saurait se figurer, sans avoir lu cette correspondance, de quels termes brûlans use Mlle de Brentano, et comment elle se laisse incessamment emporter par l'orage de son cœur. Le danger même de cette situation paraît l'exciter et l'enivrer. Parlant de la cathédrale de Cologne, dont elle venait de visiter les tours, Bettina raconte que deux fois le vertige avait voulu s'emparer d'elle, et que deux fois l'idée lui étant venue qu'elle pourrait y succomber, elle s'aventura tout exprès, elle s'avança davantage pour braver la peur : il semble vraiment qu'elle traite son attachement pour Goethe précisément de la même façon; chaque jour elle s'y jette plus avant, comme pour s'étourdir. C'est elle-même, ailleurs, qui compare son amour à un roc escarpé où elle s'est risquée, au péril de sa vie, et d'où elle ne peut plus redescendre. Le plaisir de désaltérer son ame à l'ame d'un autre, voilà surtout ce qui la soutient et l'exalte. Quelquefois sa passion est si fantasque, qu'elle va jusqu'à être jalouse des héroïnes littéraires du poète, jusqu'à porter envie au rayon de soleil qui glisse à travers le store de sa fenêtre, et même à l'honnête jardinier qui plante sous sa direction des couches d'asperges. On en conviendra, ceci est de la naïveté allemande.

Ce n'est pas la vanité littéraire, comme on le pourrait soupçonner, qui encourageait Bettina dans la perpétuelle offrande de son cœur. Si Goethe, en effet, la chante dans ses vers, elle en est toute confuse. « J'aime mieux soupirer, écrit-elle, que de me voir, honteuse et couronnée, amenée par ta muse à la lumière du jour : cela me fend le cœur. Oh ! je t'en prie, ne me regarde pas si long-temps, ôte-moi la couronne ! » Voilà certes, de la part d'un esprit aussi aventureux, aussi peu inquiet des modesties féminines, voilà des sentimens honnêtes, réservés, qui plaisent et qui rendent indulgent. Tout ce que désire Bettina, en épanchant ainsi son ame aux pieds du poète, c'est qu'on honore un jour sa fidélité. « Jamais, dit-elle quelque part, on ne connaîtra de moi que cet amour, et je crois que c'est suffisant pour pouvoir léguer ma vie aux muses comme un document important. » Vanité bien humble que celle-là ! désir bien excusable, que de vouloir qu'on la voie s'enfuir derrière cette haie de l'oubli... *Cupit ante videri.*

Telle est Bettina. Sa manière de vivre, durant ces années de la jeunesse, fut aussi bizarre que l'est son livre lui-même. A n'en juger que par ses propres récits, les caprices les plus inattendus, les entreprises les plus hardies, ne lui coûtaient pas. Y a-t-il des armées qui encombrent les routes ? la voilà aussitôt

qui traverse les camps en habits d'homme; la voiture s'égare-t-elle en voyage? elle grimpe résolument sur un sapin pour découvrir la route, elle détèle les chevaux, elle prend place sur le siége; ses rêves l'empêchent-ils la nuit de dormir? elle revêt son peignoir, court dans la campagne, monte toute seule au Rochusberg, ou va au sommet d'une tour se coucher sur un vieux mur que de jour elle n'eût pas osé gravir. Par malheur, un peu de tout cela, un peu de ce désordre se retrouve dans le style du livre. Il servirait peu d'être sévère. Mme d'Arnim s'exécute de bonne quand elle parle sans façon de *son peu de bon sens ;* à un autre endroit, elle dit même tout naïvement : « Je passe pour être fort peu sensée. » Nous doutns que le recueil des lettres à Goethe améliore sa réputation sur ce point : en revanche, ce qu'il y a de sûr, c'est qu'elle trouvera non pas seulement de l'indulgence, mais souvent de l'admiration, chez tous ceux qui ont encore quelque penchant pour la grande poésie, pour les accens de la beauté idéale. Seulement, on est trop fréquemment tenté de redire à Mme d'Arnim le joli mot que lui glissait Goethe : « Tiens-toi bien au balancier, et ne t'élève pas trop dans le bleu. » Le balancier, en effet, échappe un peu trop souvent aux mains de Bettina, qui trop souvent aussi s'élance, par-delà le bleu du ciel, jusqu'au plus profond des nuées.

Vis-à-vis de Mlle de Brentano, Goethe, on s'en doute bien, reste fidèle à ses habitudes et n'abandonne pas un instant son rôle de dieu : depuis le premier jour jusqu'au dernier, il se laisse adorer avec un calme parfait, avec une sérénité profonde. C'est, je crois, cet égoïste La Rochefoucauld qui a dit : « On est plus heureux par la passion qu'on a que par celle qu'on inspire. » Le cœur, ici, a parlé malgré l'auteur des *Maximes*. Aussi Goethe raffine-t-il sur La Rochefoucauld : il demeure impassible, et ce lui est seulement une agréable distraction de contempler, comme un spectacle, la marche du sentiment dont il est l'objet. Le tronc le plus noueux reverdit à se sentir de la sorte enlacé de jeunes rameaux qui dissimulent l'injure des ans : Montaigne disait que l'amour est bon à *dilayer des prinses de la vieillesse*. Le poète, cependant, ne se met pas en grands frais pour répondre aux prévenances de Mlle de Brentano; mais celle-ci est si riche qu'elle ne compte pas, et que, sans y regarder, elle prodigue les couleurs brillantes de sa palette où bien souvent Goethe n'a pas dédaigné de tremper son pinceau. Le moindre mot, quelques lignes d'amitié et d'encouragement, suffisent à entretenir chez Bettina le feu sacré. Quelquefois pourtant Wolfgang est si indolent, si dédaigneux, qu'il dicte à peine un court billet à son secrétaire. Alors la belle se fâche tout de bon, et déclare qu'elle ne veut plus entendre parler de ce *style de perruquier,* de ces *vieilles ritournelles*, de ces *roueries de moine*. Dans son humeur, les plus grosses vérités lui échappent, et elle dit à son ami : « Tu es un homme dur. » Aussitôt une caresse vient qui l'apaise, et Goethe, de cette façon, continue à pouvoir rafraîchir ses lèvres à cette source de jeune et fraîche poésie qu'il trouvait fort à son gré, et où il puisait sans cesse des sonnets, des élégies, mille idées gracieuses, mille images charmantes toutes

prêtes à s'enchâsser dans ses livres. Bien des pages du poète du *Divan* ne sont que des pages de Bettina ainsi arrangées, rimées, ajustées. « Écris-moi bientôt, lui répète-t-il sans cesse, afin que j'aie bientôt de la copie à traduire. » Goethe ici se trahit; on cherche l'homme, on se heurte à l'écrivain. Comment, en effet, se dissimuler que ce qui excite surtout sa curiosité, à l'endroit des lettres de M[lle] de Brentano, c'est l'espoir d'*utiliser* certains passages. Le poète, au reste, ne s'en cache guère. « Quoique je ne croie point, écrit-il à Bettina, que tout ce qui est en toi à l'état d'énigme et d'incompris parvienne jamais à s'éclaircir entièrement, nous pourrons toujours en obtenir quelques résultats très réjouissans. » J'en suis fâché pour le sublime artiste, mais c'est là du Bentham tout pur.

Heureusement, la renommée de Goethe est si grande, que tout ce qui le touche est désormais consacré. La correspondance de M[me] d'Arnim n'aurait pas une valeur propre, qu'elle serait encore le commentaire obligé des rimes les plus touchantes du poète, car les lettres de Bettina se trouvent être précisément ce qu'est la prose dans la *Vita Nuova* de Dante, c'est-à-dire un développement, une glose interprétative des vers. Ce serait déjà quelque chose. Toutefois, cette correspondance a par elle-même un intérêt qu'il serait injuste de méconnaître. Quant aux défauts très apparens et très nombreux qui la déparent, ils n'échappaient point à Goethe lui-même; ce n'est pas pour rien que le maître reprochait à sa poétique élève d'enfiler ses pensées dans un fil lâche; ce n'est pas pour rien que, touchant quelque chose de son style exagéré, il lui parlait de ces torches, de ces pots de feu, de ces lueurs subites qui l'aveuglaient, mais dont il espérait cependant un grand effet comme illumination d'ensemble. A chaque instant, on est tenté de répéter à M[me] d'Arnim ce que M. Tissot disait un jour à Delille après la lecture de je ne sais quel morceau trop brillant : « Si vous voulez que j'y voie, il faut éteindre quelques lumières. » Oui, M[me] la conseillère devinait juste quand elle écrivait à Bettina : « Mon enfant, tu as une imagination de fusée. » On sort ébloui de ce mirage poétique comme d'une sorte de brouillard lumineux où le regard se perd dans le vague. Il y a là aussi quelque chose de ces rêves maladifs que donne l'opium, et trop souvent les idées vacillantes se dérobent à qui tente de les cueillir. Je n'oublie pas que la fée de la jeunesse conduisait M[lle] de Brentano dans les sentiers de la poésie, et que personne peut-être n'a retracé mieux qu'elle, dans un plus éclatant langage, et la vie splendide du cœur, et les harmoniques agitations de la nature. Sa muse, tenant à la main une tresse aux mille couleurs, traverse au hasard les plaines, gravit sans fatigue les collines pour poursuivre les libellules aux yeux de cristal, les insectes à l'écaille dorée; mais, comme à la suite de l'oiseau bleu des *Mille et une Nuits,* on se fatigue à l'accompagner dans ces courses interminables, sans jamais arriver, sans pouvoir jamais rien atteindre.

Bettina disait un jour à Goethe, dans une lettre : « La nuit, j'ai peur. Je pense quelquefois à me marier, afin d'avoir quelqu'un qui me protége contre le monde désordonné de revenans qui m'apparaît. Wolfgang, ne va pas te

fâcher de cela! » Fut-ce à la suite d'un rêve de revenans? je ne sais; en 1811, Mlle de Brentano épousa un écrivain célèbre de l'Allemagne, et devint Mme d'Arnim. Les jeunes époux allèrent voir le vieux Goethe bientôt après; mais, à la suite d'on ne sait quel dissentiment d'opinion, un refroidissement eut lieu. A ce propos, Goethe, avec sa sécheresse ordinaire, dit seulement dans ses *Mémoires* : « Nous nous quittâmes avec l'espoir de nous revoir bientôt et sous de plus heureux auspices. » L'habituelle correspondance de Bettina fut donc interrompue. Six ans après, en 1817, gardant toujours au cœur ses poétiques penchans, elle risqua une première lettre bien tendre, bien affectueuse, où elle s'accusait, où elle disait : « Qu'il y a peu de bon en moi! » Goethe ne répondit pas. En 1821, après ce qu'elle appelait *dix ans de solitude,* Mme d'Arnim essaya de nouveau, avec tout l'élan de la passion, de renouer cette liaison rompue : « Œil de mon ame, écrivait-elle au poète, on a voilé mon cœur, on a enseveli mes sens. La digue que l'habitude avait bâtie est emportée... » Rien ne toucha l'inflexible divinité, qui s'obstina dans le silence. C'est alors sans doute que, pour se consoler, Bettina composa, sous le titre de *Livre d'Amour,* une sorte de poème en prose, qui offre le résumé de ses lettres, et où son talent se manifeste dans tout son éclat et avec une forme moins diffuse. La nature vraie de l'affection de Mme d'Arnim pour Goethe s'y révèle par ce seul mot : « Te comprendre, c'est te posséder. » L'amour chez Bettina n'a été, en effet, que l'exaltation du culte de l'intelligence. En 1832, Achille d'Arnim mourut; mais, à cette date, Goethe lui-même touchait à la tombe. Par une coïncidence saisissante, la dernière visite qu'il reçut fut celle du fils de Bettina, et c'est sur l'album de cet enfant que sont écrits les derniers vers qu'ait tracés la main du grand homme. Quand Dieu eut rappelé Goethe à lui, on restitua à Mme d'Arnim la volumineuse correspondance de Mlle de Brentano. Ce sont ces pages, dans leur désordre, dans leur franchise exaltée et sauvage, que Bettina a cru devoir publier elle-même intégralement, comme un dernier hommage à une mémoire chère; elle a voulu que d'autres, avec elle, après elle, pussent cueillir sur cette tombe la fleur sacrée du souvenir. Aujourd'hui encore, après des années, quand le vieillard qu'elle a si étrangement poursuivi de son amour enthousiaste ne vit plus que dans la mémoire des hommes, Mme d'Arnim demeure fidèle à la religion de son cœur et conserve cette même admiration soumise, absolue, dévouée; toujours agenouillée devant l'idole, elle dit encore à son Wolfgang : « Laisse-moi à tes pieds, tout-puissant, prince, poète. » Dante n'allait pas si loin pour Virgile :

Tu duca, tu signore e tu maëstro.

Chez Bettina, si ce n'est pas du parti pris (et j'en doute, car elle semble sincère), c'est au moins du fétichisme.

La délicate traduction de M. Sébastien Albin est faite pour répandre en France le nom de Mme d'Arnim. Quoi qu'on pense en définitive de cette

poésie du vertige, quelque impression dernière que laissent une passion si peu naturelle, un mélange si singulier de l'enthousiasme littéraire et de l'exaltation amoureuse, le nom de cette muse fantasque restera comme un phénomène, et ne sera jamais séparé de celui de Goethe. Assurément, ce n'est pas une femme ordinaire que celle qui fut l'amie de Herder et de Jacobi, que celle à qui le chantre de *Faust* a si souvent dérobé ses inspirations. Beethoven enviait cette destinée de Goethe : « Si comme lui, écrivait-il à Mme d'Arnim, j'avais pu vivre avec vous ces beaux jours, j'aurais produit de bien plus grandes choses. » Il n'y a pas de plus bel éloge. Certes, ce n'est point dans le groupe glorieux de Cinthie, de Béatrice, de Laure ou d'Elvire que Bettina sera rangée : elle a été de celles qui aiment plutôt qu'on ne les aime, de celles qui trouvent elles-mêmes les accens de leur passion; mais elle aura son rôle à part, et ne la voyez-vous pas déjà qui erre solitaire, les cheveux épars, agitant d'une main fébrile le thyrse poétique, comme une ménade de l'esprit, comme la Sapho de l'intelligence?

En quittant cette littérature si vague et si enivrante, on a besoin de se reposer l'esprit par quelque étude plus calme. Ce sont les Russes, je crois, qui au sortir des chaleurs du bal, vont se plonger dans des bains de neige. Pour ma part, je suis heureux de faire ainsi. Après les éblouissemens de la poésie germanique, l'ombre modeste de l'érudition paraît plus douce. Entrons-y donc sans plus de façon, en compagnie d'un estimable savant italien, M. Michele Amari.

Il a paru, il y a environ un an, à Palerme, sous le titre quelque peu vague de *Un Periodo delle Istorie siciliane del Secolo XIII*, une très remarquable histoire des vêpres siciliennes. L'ouvrage, autorisé d'abord par la censure locale, fut bientôt accueilli dans l'Italie du sud avec une vive sympathie qui ne tarda pas à éveiller les faciles susceptibilités de la police napolitaine. Aujourd'hui, le livre est prohibé dans les états siciliens; mais l'auteur, qui a demandé à la France ce libre refuge qu'elle accorde si volontiers à la science, vient d'en donner ici même, sous la dénomination plus précise de *la Guerra del Vespro siciliano*, une édition augmentée, rectifiée (1), et à laquelle les richesses manuscrites des Archives et de la Bibliothèque royale ont fourni une autorité et des lumières nouvelles. La domination provençale en Sicile est un chapitre de notre propre histoire : en publiant de nouveau à Paris ce qu'il avait déjà publié à Palerme, il se trouve que M. Amari s'adresse aux vaincus après s'être adressé aux vainqueurs; ses originales recherches n'en seront pas moins bien accueillies. L'érudition chez nous n'a pas de rancunes nationales. Le livre de M. Amari assigne à la révolution et au massacre de 1282 un caractère et des causes en partie nouveaux. Est-ce effectivement un fait avéré, comme le veulent la plupart des historiens, ou est-ce seulement une fable traditionnelle, comme l'affirme l'auteur de *la Guerra del Vespro,*

(1) 2 vol. in-8°, chez Baudry, quai Malaquais, 3.

que la mystérieuse conspiration de Jean de Procida? Avant de rien résoudre, il importe de faire connaître les considérations préliminaires sur lesquelles s'appuie l'auteur, les antécédens d'où il part.

Le fait qui semble frapper tout d'abord M. Amari, quand il considère dans son ensemble l'histoire de l'Italie au XIIIe siècle, c'est le développement singulier de l'élément démocratique et communal. La politique des papes, on le comprend, ne manqua pas de s'emparer de cet esprit guelfe pour s'en faire une arme contre la domination allemande; elle n'y manqua pas, surtout quand les envahissemens de la maison impériale se furent étendus sur la Pouille. En Sicile, jusqu'au commencement du XIIIe siècle, l'organisation municipale était très forte, et partant le pouvoir monarchique et aristocratique était très limité. Cependant, avec son génie souple, avec son amour contradictoire du despotisme et de la civilisation, Frédéric II bientôt s'essaya au pouvoir absolu. A mesure que les impôts augmentaient, les libertés diminuèrent; le peuple était mécontent : Rome, dans ses luttes avec Frédéric II, en profita. L'esprit démocratique fut donc habilement soulevé, dans les cités de la Pouille et de la Sicile, par les intrigues du saint-siége, si bien qu'après la mort de Frédéric et de son fils Conrad, on proclama la république à Palerme. Le parti gibelin et aristocratique avait cependant assez de ressources pour disputer la victoire au parti municipal et guelfe. Le courage et l'habileté du fils de l'empereur y suffirent: Mainfroi chassa les armées papales du royaume de Naples et renversa en Sicile ce simulacre d'établissement libéral. Il fallut retomber sous le gouvernement monarchique de la maison de Souabe.

La fédération des municipes ayant échoué, les séductions républicaines ne suffisant plus à soulever les peuples, la politique pontificale dut aviser à d'autres moyens. S'appuyant donc sur la tradition suspecte d'une concession de la Sicile faite par elle aux Normands, Rome conçut le projet d'une royauté nouvelle dans l'Italie méridionale, d'une royauté qui accepterait son vasselage. Elle imagina de concéder ce fief à un prince ultramontain, qui relèverait du saint-siége. Quelques négociations furent tentées avec l'Angleterre et échouèrent; puis Charles d'Anjou, qui régnait en Provence, accepta le rôle que lui offrit la papauté. Il avait de l'argent et une armée; Mainfroi, au contraire, trop fidèle au système paternel, était devenu impopulaire en Sicile. Aussi le parti guelfe et municipal fut-il un appui pour Charles : la conquête lui réussit, il régna. Alors eut lieu, au sein des partis, un de ces changemens dont l'histoire a enregistré tant d'exemples. On se trouve d'accord la veille de la bataille; on est en lutte le lendemain de la victoire. Le parti municipal vit bientôt dans le prince provençal un tyran plus insupportable qu'aucun des précédens rois souabes. En effet, les aventuriers qui l'avaient suivi se disputaient à l'envi les fiefs et accaparaient toutes les faveurs. Comme les vexations du fisc avaient fait fuir la plupart des anciens feudataires, Charles put les remplacer par ses compagnons d'armes. Ces parvenus, érigés en seigneurs, voulurent aussitôt exercer sur leurs vassaux tous les abus de la féodalité française d'alors, abus ignorés jusque-là de la Sicile ou victorieuse-

ment repoussés par elle. Avare et cruel, Charles s'aliéna encore le peuple par ses orgueilleuses allures. Les vexations de ses ministres, l'arrogante licence d'une soldatesque enivrée par la victoire, mirent le comble aux souffrances des Siciliens. Pendant que les petites républiques de l'Italie tremblaient de l'ambition du nouveau roi, pendant que la cour de Rome elle-même faisait de vains efforts pour atténuer la puissance d'un si dangereux vassal, pendant enfin que Constantinople se voyait menacée d'une invasion imminente par Charles d'Anjou, la Sicile perdait patience. Bientôt un sentiment commun de colère contre la domination provençale unit tous les esprits; le peuple même commença à reporter sa haine du roi à la royauté et à se souvenir des anciennes formes républicaines.

Tels furent, d'après M. Amari, les préludes des vêpres siciliennes. Jusqu'ici on était unanime à voir dans cet évènement le résultat d'une conspiration long-temps méditée, dont Jean de Procida avait été l'ame. C'est là une tradition universellement acceptée par les poètes comme par les historiens. Aussi le Procida de M. Casimir Delavigne s'écrie-t-il en chef heureux de conjuration :

Nos tyrans ne sont plus, et la Sicile est libre.

L'érudition moderne, sur l'autorité surtout de Giannone, n'avait pas songé à contredire cet étrange roman d'un chirurgien déguisé en cordelier qui, seul, ourdissait pendant des années un complot secret où entraient l'empereur grec, le pape, divers princes, toute la noblesse d'une grande île, tout un peuple enfin, complot merveilleux qui se trouvait éclater à la même heure, sur tous les points d'un même royaume. Il n'y avait rien de pareil en histoire, et je conçois le naïf étonnement que montre à ce propos l'honnête M. Hallam dans son *Europe au moyen-âge*. Seulement il ne fallait pas se hâter d'en tirer tant d'inductions sur la discrétion sublime que peut donner à une nation tout entière l'amour bien compris de la liberté. Procida inspire la foi à M. de Sismondi, et le docteur Leo lui-même, auquel les paradoxes pourtant ne coûtent guère, n'ose pas, dans son *Histoire d'Italie,* s'inscrire en faux contre ce modèle des conspirateurs. Telle est la renommée solennelle à laquelle s'attaque sans crainte M. Amari. M. Amari prouve que Procida n'a détrôné personne, et que c'est lui qu'il faut détrôner. Les textes cités par l'auteur de *la Guerra del Vespro* et son argumentation critique nous paraissent tout-à-faits décisifs. Je le répète, d'après la tradition reçue, on envisage la révolution sanglante de 1282 comme un projet long-temps mûri et à la fin exécuté par l'habile et persévérant médecin. Dans cette hypothèse, Pierre d'Aragon, Michel Paléologue, Nicolas III, les barons siciliens, la nation sicilienne elle-même, instrumens aveugles de la vengeance ou du patriotisme de Jean de Procida, formèrent avec lui une conspiration dont le massacre des Français était le but, et dont l'avénement de Pierre d'Aragon au trône fut le résultat. On a écrit et répété cela mille fois. Ce sont pourtant autant d'asser-

sertions qui ne résistent pas à un examen un peu attentif. La restauration de la ligne souabe en Sicile a été l'effet éventuel et non l'objet de ce mouvement révolutionnaire.

Il est bien vrai que, menacé d'une prochaine croisade contre Constantinople par les préparatifs militaires de Charles d'Anjou, l'empereur Michel Paléologue avait, comme dernière ressource, conclu un traité d'alliance avec Pierre, roi d'Aragon, lequel maintenait sourdement ses prétentions sur la couronne de Naples comme mari de Constance, fille de Mainfroi. Jean de Procida, réfugié napolitain à la cour d'Aragon, paraît avoir été l'un des agens de cette obscure négociation. Peut-être même essaya-t-il de nouer quelques intrigues avec le petit nombre d'anciens barons siciliens échappés à la spoliation fiscale et aux proscriptions de la maison de Provence. Cela est possible; mais ce qui est certain (M. Amari le prouve sans réplique), c'est que Procida n'était pas en Sicile pendant les vêpres siciliennes, c'est qu'aucun baron ne prit part à cette révolution exclusivement populaire, c'est que la révolte enfin, loin d'être concertée à l'avance, loin d'éclater à la même heure dans toute la Sicile, commença par hasard à Palerme et se répandit ensuite dans l'île. Il y avait long-temps qu'une haine violente fermentait au sein des masses; les vieilles dénominations de *Gaulois* et de *Latins* avaient repris cours. On s'excitait par des plaintes mutuelles, par des propos amers. Dans les groupes, c'étaient le plus souvent des insinuations menaçantes, des regrets sur l'abaissement honteux de cette race sicilienne qui, depuis seize années, n'osait pas secouer le joug : « Nous sommes dégénérés, nous sommes le plus vil peuple de la chrétienté! *Vili bastardi siam noi.... Noi di cristianità il popol più abbietto.* » Tel était le sentiment général. Au printemps de 1282, quelques mesures nouvelles avaient encore exaspéré, dans la population palermitaine, la haine des étrangers, le désir des représailles. Un rien pouvait rompre la digue. On sait quel prétexte suffit à l'émeute. Il était défendu aux nationaux de porter des armes, et les Provençaux profitaient souvent de ce droit de visite pour tyranniser les habitans par mille vexations de détail. Le mardi de Pâques, une jeune fille se rendait à l'église avec son fiancé et sa famille, pour la messe du mariage; un agent français, appelé Drouet, trouvant sans doute cette fille avenante, voulut, sous air de chercher quelque arme défendue, procéder à une perquisition peu discrète. Le mari alors se récria avec colère, et là-dessus un passant indigné, saisissant l'épée de Drouet, en tua sur place ce misérable. C'en fut assez, le signal était donné. L'émotion se répandit aussitôt jusque dans les derniers quartiers de Palerme. On sonna l'alarme, et, en quelques heures, deux ou trois mille Provençaux furent égorgés sans pitié. La garnison et les fonctionnaires français s'attendaient si peu à cette subite rébellion, qu'ils se laissèrent tous tuer sans la plus petite résistance. Un seul soldat, qu'on découvrit caché derrière une cloison, voulut vendre au moins sa vie, et frappa, avant de tomber lui-même, trois des insurgés. Enfans, femmes, vieillards, on n'eut de clémence pour personne. Quelques jours plus tard, Messine, entraînée par l'exemple de Palerme, renouvela cette boucherie,

et quatre mille Français périrent dans ses murs, au son du tocsin. Bientôt le massacre se propagea dans l'île tout entière. Des bandes armées se mirent à poursuivre à travers les campagnes les malheureux Provençaux, qui, lassés à la fin de fuir, venaient se livrer eux-mêmes à l'épée des assassins, ou se précipitaient du haut des rochers. De toute cette colonie d'étrangers, un seul, que sa bonté avait rendu populaire, fut épargné par le peuple : le seigneur Guillaume Porcelet fut autorisé à faire voile vers Marseille.

Jusqu'ici le caractère essentiellement démocratique des vêpres siciliennes avait été méconnu. Dès la première nuit de la révolte, on proclama la république à Palerme. Les autres villes furent invitées à se joindre à la capitale; des troupes eurent mission de poursuivre jusqu'au dernier Français. On le sait, dès que quelqu'un paraissait suspect, on lui mettait le poignard sur la gorge, pour le forcer à dire le mot *ciceri* (pois chiches), et comme l'accentuation des pénultièmes italiennes est toujours mal articulée par un Français, on reconnaissait à leur prononciation fautive ceux qui cherchaient leur salut dans un déguisement. En un mois, la révolution eut fait le tour de l'île, et la confédération des municipes, sous l'invocation du saint-siége, remplaça l'ancienne monarchie. Haine de l'étranger, goût de l'indépendance républicaine, tels furent les deux mobiles des vêpres. Dante ne paraît pas attribuer cette insurrection à une autre cause, et, selon lui, la race de Charles d'Anjou eût été assurée du sceptre,

> Si mala signoria, che sempre accuora
> Li popoli suggetti, non avesse
> Mosso Palermo a gridar : Mora! mora!
> (*Parad.*, 8.)

« si le mauvais gouvernement, qui toujours encourage à la révolte les peuples soumis, n'avait excité Palerme à crier : Meure! meure! » Il y a loin de là au roman de Procida et à sa conspiration purement dynastique au profit de la lignée souabe. Tous les documens contemporains, soit imprimés, soit manuscrits, ont été lus et relus par M. Amari avec une laborieuse patience, et ce dépouillement établit d'une manière irréfragable que la tradition reçue jusqu'ici n'a été énoncée que par des écrivains de beaucoup postérieurs aux évènemens. L'originalité et l'importance du livre de M. Michele Amari est donc de restituer à l'un des faits les plus populaires de l'histoire du moyen-âge sa place et sa couleur véritable. Il est maintenant évident que Giovanni de Procida n'a pas été un imitateur heureux de Catilina, un précurseur de Rienzi et de Mazaniello : sa conspiration est une fable qui doit aller rejoindre la mendicité de Bélisaire et la louve de Romulus. Encore une fois, il est prouvé, par des textes authentiques, que Procida n'était pas à Palerme lors des vêpres siciliennes.

C'est à Voltaire, il est bon de le dire, que revient l'honneur d'avoir le premier deviné la vérité sur ce point. Son sens si net lui faisait aussitôt voir clair dans les faits, sans tous les scrupules d'une érudition méticuleuse. Ici, sa

merveilleuse perspicacité ne lui a pas fait défaut. Si, dans les *Annales de l'Empire*, il raconte les faits sans discussion, l'*Essai sur les Mœurs*, au contraire, laisse percer son scepticisme; il ne cache pas que cette histoire ne lui paraît « guère vraisemblable. » M. Amari a raison de faire gloire de ce mot à Voltaire; c'était bien deviner. Voltaire ailleurs a même fait mieux que de deviner; quoique les textes lui manquassent, il n'a pas craint d'aller jusqu'à l'affirmation dans un de ces mordans pamphlets où il risquait tout : « L'opinion la plus probable, dit-il, est que ce massacre ne fut pas prémédité... Ce fut un mouvement subit dans le peuple (1). » La phrase est piquante; je ne crois pas que M. Amari l'ait connue. Son livre pourtant n'est qu'une justification longuement motivée du paradoxe de Voltaire. Pour un historien aussi décrié que ce pauvre Voltaire, les néo-catholiques conviendront que c'était là toucher juste et avoir bonne chance.

Charles d'Anjou, comme on l'imagine, ne se tint pas tout d'abord pour battu, et essaya de résister. Il eut l'aide du saint-siége, car, si la fédération démocratique des cités siciliennes s'était placée, en se proclamant, sous l'autorité des papes, c'était là un hommage purement nominal, un simple souvenir de la première forme de république établie, sous l'instigation romaine, après la mort de Frédéric. Or, à cette nouvelle date, la cour pontificale s'était éloignée de sa politique méfiante et cauteleuse contre le roi de Naples, attendu que le nouveau pape, Martin IV, devait précisément son élection aux menées et aux violences de Charles d'Anjou. Martin était la créature avouée de ce prince, et il employa sa plus active influence pour ramener la Sicile sous le joug. Excommunications, subsides, tout fut mis en œuvre; ce fut en vain. Les forces de Charles (il avait soixante-dix mille hommes) vinrent se briser devant Messine. Cependant cette attaque, vivement poussée, jeta l'alarme en Sicile et arrêta l'organisation sérieuse du gouvernement démocratique. La noblesse, tout le parti de l'aristocratie, profitèrent de cette agitation pour préparer les voies à une restauration monarchique, au retour de la maison de Souabe. Diverses circonstances favorisèrent ce changement, et, cinq mois après la révolution républicaine, Pierre d'Aragon, qui était aussitôt accouru sur les côtes d'Afrique avec une flotte, réussit, par ses intrigues, à se faire nommer roi. C'est du spectacle de cette élection qu'est sortie l'erreur fondamentale de tant d'historiens sur la cause première des vêpres siciliennes. On n'a pas tenu compte de l'intervalle, on a rapproché ces deux évènemens, et, comme le résultat suprême de la révolution démocratique fut le choix d'un nouveau monarque, on en a fait une révolution dynastique, et on a expliqué cette révolution par une conjuration romanesque dont Procida aurait été le héros. La question de date est ici très importante. Ce qui a fait admettre à Gibbon la prétendue conspiration de Procida, c'est précisément un anachro-

(1) *Des Conspirations contre les peuples*; voyez l'édition de Beuchot, t. XLIII, pag. 500.

nisme. Gibbon croit que Pierre d'Aragon était en Afrique au moment où les vêpres siciliennes eurent lieu : dans cette hypothèse, l'opinion qu'il adopte est très vraisemblable, et même la seule vraisemblable. Par malheur, sa chronologie est fautive, et M. Amari démontre que ce fut seulement quatre mois plus tard que Pierre quitta l'Espagne.

M. Amari ne s'arrête pas à la restauration souabe, et poursuit, dans les détails, le tableau de toute cette curieuse période. La guerre en effet qu'avait allumée la vengeance se prolongea avec acharnement pendant vingt années, et eut tour à tour pour théâtre la Méditerranée, la Sicile, la Calabre, l'Espagne; mais, selon l'historien de *la Guerra del Vespro*, les maisons d'Anjou et d'Aragon ne tinrent pas les premiers rôles dans cette lutte acharnée : ce furent bien plutôt la cour de Rome et le peuple de Sicile. Martin IV épuisa les foudres pontificales, les trésors de l'église, le sang des guelfes d'Italie; il déchaîna la France contre l'Aragon, il troubla toute l'Europe. Ses successeurs se trouvèrent engagés dans cette politique d'intrigues et de batailles. Boniface VIII, à la fin, s'y jeta avec tant de violence et de scandales, que la fortune tourna décidément contre lui; il fut forcé de reconnaître l'indépendance de la Sicile et sa monarchie nouvelle. A part la flétrissure qu'il imprime à bon droit aux inutiles cruautés du massacre, l'auteur de *la Guerra del Vespro* accorde une sympathie presque enthousiaste à cette histoire des Siciliens durant la dernière moitié du XIIIe siècle. M. Amari fait presque de cet âge une ère héroïque : le patriote, je le crains, prend un peu trop ici sur l'historien. Selon l'écrivain italien, cet amour de la liberté, qui avait d'abord fondé une république, ne s'éteignit pas par la restauration de la monarchie souabe; la Sicile obtint peu à peu de nouvelles garanties contre les empiètemens de la royauté, contre les usurpations féodales. Ces efforts persévérans amenèrent, dans l'administration civile comme dans l'ordre judiciaire, des lois excellentes, une organisation digne des meilleures époques. Le droit populaire se conserva dans les assemblées, et, lorsque Jacques d'Aragon eut traité avec les ennemis de la Sicile, ce fut le parlement sicilien qui élut Frédéric pour roi à sa place et qui arracha à la couronne le droit de paix et de guerre. M. Amari voit dans tout cela une sorte de type, un antécédent curieux du gouvernement constitutionnel, et il croit que la tradition des vêpres et de la réforme politique opérée par cette mémorable révolution a traversé cinq siècles et s'entrevoit encore aujourd'hui dans le droit public de la Sicile.

Si chères qu'elles paraissent à l'auteur, nous avons peur que ces idées ne couvrent plus d'une illusion, et que M. Amari ne prenne quelquefois les priviléges municipaux pour les libertés politiques. Il est toujours mauvais de placer son idéal en arrière; l'idéal doit luire au contraire de toutes les clartés de l'avenir. Cela ressemble trop (en un tout autre sens heureusement) à la doctrine historique de M. de Genoude. Dans un pays libre, les théoriciens de la *Gazette* voient au moyen-âge le modèle de toutes les libertés : c'est une perfidie envers la liberté; dans un pays de droit divin, le publiciste sici-

lien oppose au despotisme présent, comme un suprême exemple, les libertés du passé : c'est une malice d'érudit envers le pouvoir absolu. Au fond pourtant, le procédé est le même.

Cette partie systématique est peut-être celle à laquelle M. Amari attache le plus d'importance; mais ce sont là des chimères qui ne tiendraient pas devant une critique détaillée. Le défaut de *la Guerra del Vespro* est celui de tous les livres qui se produisent hors des grands centres littéraires; l'esprit local y a trop laissé son empreinte. Il nous répugnerait d'entrer dans une discussion particulière; mais une remarque pourtant nous frappe : c'est combien, dans l'hostilité continue qui l'entraîne contre la politique des papes, M. Amari oublie que la monarchie aragonaise aussi était, en Sicile, une monarchie étrangère. Je ne voudrais pas assurément prendre à tâche de justifier toute l'histoire temporelle de la cour de Rome; il y aurait un peu trop à faire. Néanmoins M. Amari, malgré sa parfaite bonne foi, ne nous paraît pas avoir toujours rencontré la vraie mesure. En Italie, on en est encore au XVIIIe siècle. Personne ne goûte plus que nous le XVIIIe siècle, personne n'apprécie mieux l'utilité de son œuvre; mais enfin cet esprit-là a fait son temps, et maintenant l'impartialité ne coûte rien à notre indifférence. Béranger disait très bien aux libéraux de la restauration :

On peut aller même à la messe;

nous dirons à M. Amari, ou plutôt à la plupart des modernes écrivains de l'Italie : « On peut être juste, même envers les papes. »

Ces objections générales ne font aucunement tort au patriotisme de M. Amari : le patriotisme, au contraire, en est à la fois l'explication et l'excuse. Ceux même qui n'accorderaient pas leur sympathie à l'esprit philosophique qui a guidé l'auteur s'empresseront de reconnaître tout ce qu'il y a d'utiles recherches et de science réelle dans cette vaste exposition de la révolution sicilienne du XIIIe siècle. M. Amari a le mérite d'avoir le premier, par une judicieuse et ferme critique, écarté tous les faits qui ne sont pas fondés sur le témoignage formel des écrivains contemporains et des documens authentiques. Toutes les sources italiennes et latines ont été soigneusement et scrupuleusement épuisées : des notes nombreuses en témoignent au bas de chaque page, et un appendice étendu a été ajouté, qui contient une foule de pièces importantes et inédites qu'ont fournies à l'estimable écrivain les archives et les manuscrits. Il pourrait y avoir plus d'ordre, plus de sobriété, un style plus élégant dans l'ouvrage de M. Amari; on n'y saurait, en revanche, désirer plus de conscience, plus de résultats nouveaux et frappans. Au roman de la conspiration l'auteur de *la Guerra del Vespro* a substitué, par les textes, un ordre de faits inattendus, une vue tout-à-fait nouvelle dont les historiens devront désormais tenir compte. Cette restitution est véritablement importante, et le souvenir en restera attaché au nom de M. Michele Amari.

La Guerra del Vespro n'était encore connue qu'en Sicile, lorsque parut en France un livre de MM. Possien et Chantrel, intitulé *Vêpres siciliennes* (1). A part deux médiocres chapitres empruntés pour le fond à l'abbé Fleury et à l'*Innocent III* de Hurter, je croyais lire encore M. Amari. Une certaine enluminure néo-catholique, l'éloge à tout prix des papes, me dépaysaient cependant; puis, dans *la Guerra del Vespro,* les notes, les citations, les témoignages de toute sorte abondaient : ici, au contraire, aucune autorité n'était invoquée, et l'on n'avait qu'un texte net et courant comme celui d'Hérodote ou de Tite-Live. C'est à peine, je crois, si quelque obscure compilation d'un faiseur de manuels, M. Émile Le Franc, était invoquée en passant comme une source sérieuse. Le contraste me semblait étrange : le livre était lourd, mal écrit, il s'y rencontrait des fautes de grammaire (*autour* pour *alentour,* etc.); mais, en revanche, il paraissait renseigné, nourri, savant. En confrontant l'ouvrage de M. Amari avec celui de de MM. Possien et Chantrel, tout me fut expliqué, et je reconnus dans le volume français une traduction presque littérale de *la Guerra del Vespro.* Point de préface, aucune indication sur le titre; seulement, dans une note perdue, il est dit qu'on suivra « presque pas à pas une histoire qui vient de paraître en italien. » Quant au nom même de M. Amari, il n'est prononcé qu'une seule fois, et dans le texte. On vient de lui emprunter, sans y presque changer un mot, tout un long chapitre, et on termine cette traduction impudente en disant : « Voici les réflexions de M. Amari sur ce sujet. » Puis viennent deux pages guillemetées. De cette façon, le lecteur ne se doute pas du plagiat. Traduire, abréger, interpoler, mutiler, gâter un livre, et ensuite signer cette œuvre informe de son propre nom, alors qu'on n'y est même pas pour un sixième, le procédé, on l'avouera, est par trop commode. Il suffit de le dénoncer pour en faire justice. M. Amari a été pillé, dépouillé, puis on l'a battu avec ses propres armes. Quand les néo-catholiques se permirent de falsifier, il y a quelques années, l'*Histoire de la papauté,* ils eurent au moins la pudeur de laisser le nom de M. Ranke sur le titre. Aujourd'hui, un badigeonnage de sacristie, une grossière teinte de religion, ont suffi aux maladroits copistes pour qu'ils se crussent propriétaires du monument. Nous doutons que le public accepte cette mauvaise plaisanterie. Ces messieurs savent un peu trop l'italien et pas assez le français.

Ch. Labitte.

(1) 1 vol. in-8°, chez Debécourt, rue des Saints-Pères.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 octobre 1843.

L'attention de l'Europe continue à se fixer avec intérêt sur deux révolutions qui, irréprochables dans leur principe, s'efforcent d'atteindre le but de toute révolution légitime, à savoir la conciliation de la liberté avec l'ordre. En Espagne comme en Grèce, tout ce qu'il y a d'hommes sensés, honnêtes, raisonnables, sent le besoin d'un gouvernement libre, mais régulier, et repousse également les absurdités du despotisme et les folies de l'anarchie.

Les deux pays ne se trouvent pas, il est vrai, dans les mêmes circonstances. L'Espagne, depuis bientôt quarante ans, a subi toutes les catastrophes politiques qui bouleversent profondément un état et peuvent le renouveler ou l'anéantir. Il n'est pas d'essai, si douloureux qu'il puisse être, qui ne se soit fait en Espagne : les plus nobles efforts et les plus folles tentatives, tous les dévouemens et tous les crimes, y ont eu leur jour. Si l'expérience nous est bonne à quelque chose, les Espagnols n'ont certes plus rien à apprendre : leur éducation politique est achevée, et on peut sans témérité espérer que le parti de l'ordre et de la raison est enfin sur le point de prendre définitivement possession du pays.

Les Grecs ne font que de rentrer dans la vie nationale. Entre l'ancienne Grèce et le monde actuel, il y a pour eux un abîme : la chaîne des traditions politiques avait été brisée par le cimeterre ottoman. Réduits, sous le bon plaisir et les caprices d'un Turc, à une administration municipale pleine de vexations et d'intrigues, les Grecs, quelques Fanariotes exceptés, ne savaient plus ce que c'est que le gouvernement suprême et l'administration générale d'un état. Sans le christianisme, ils auraient même oublié ce que c'est qu'une nation. C'est la bannière du Christ qui leur a toujours rappelé que l'étendard de Mahomet n'était pas leur étendard, et qu'au milieu du vaste camp des hordes musulmanes gisait, chargée de chaînes, mais non sans vie, la Grèce chrétienne. Leur résurrection politique n'a pas été entièrement leur œuvre : en venant à leur secours, l'Europe les a pris sous sa tutelle et les a traités, trop ou trop peu, comme des mineurs. Nous disons trop ou trop peu, car, ou il fallait ne pas leur imposer une forme de gouvernement et une dynastie, ou il fallait exiger que le gouvernement et la dynastie se missent en har-

monie avec l'esprit du temps et la situation morale du pays. Quoi qu'il en soit, toujours est-il que les Grecs n'ont pas l'expérience politique des Espagnols. Ils n'ont pas appris à leurs dépens à connaître la vanité de ces chimères que des esprits sans mesure et sans consistance présentent aux nations dans les jours de trouble, et qui ne servent qu'à les détourner pour long-temps de tout ce qui est réel et possible. On aurait donc quelque raison de craindre que les Grecs aussi ne fussent sur le point de commencer ces douloureuses expériences qui égarent toujours les révolutions lorsqu'elles ne les brisent pas. Ce n'est qu'en 1830 que la France s'est enfin reposée dans cette monarchie constitutionnelle, représentative, que les hommes sages et sincères, que les hommes de lumières et d'expérience voulaient organiser quarante ans plus tôt, en 1789. La royauté grecque s'est montrée indolente, inactive; placée entre des conseils opposés, elle a hésité; sous la crainte d'être trompée, d'être poussée au mal, elle n'apercevait pas qu'un mal réel et très grave se réalisait déjà par ses hésitations et ses lenteurs. C'est là le reproche, le seul reproche fondé qu'on puisse lui adresser. Elle n'a pas fait ce que le pays attendait d'elle avec impatience, ce qui, librement fait par elle, aurait été un bienfait pour le pays, pour elle une force.

Ce que n'ont pu obtenir les conseils de ses vrais amis et les insinuations, malheureusement trop faibles, de la France et de l'Angleterre, la nation l'a obtenu promptement, brusquement, par une manifestation éclatante. Au lieu de proposer, la royauté n'a pu qu'adhérer; au lieu d'offrir, elle a consenti à la demande irrésistible du pays. C'est assez pour tous : pour le roi, qui a sans doute compris que la résolution est nécessaire au gouvernement de l'état; pour la Grèce, qui peut compter sur la probité et la loyauté de son jeune monarque. Nous oserions presque ajouter que les qualités du prince ne sont pas la seule garantie qu'ait le pays du scrupuleux accomplissement de la promesse royale. Cette même difficulté de passer d'une situation à une autre, d'assumer la responsabilité morale d'une grande mesure, cette même propension pour ce qui existe par cela seul qu'il existe, servira à consolider la révolution comme elle a servi à la faire éclater. Le roi ne voudra pas plus courir les hasards d'une contre-révolution qu'il ne voulait aller au-devant des difficultés et des débats du gouvernement représentatif. Les évènemens l'auront, nous aimons à le croire, rendu plus actif et plus résolu; mais il n'est pas dans sa nature d'être aventureux et téméraire. Le sort de la Grèce dépend donc entièrement des dispositions morales du pays. Si le pays ne voit dans les faits du 15 septembre qu'un de ces moyens extraordinaires, périlleux, qu'une dure nécessité rend quelquefois légitimes, mais qu'on ne pourrait renouveler sans tout bouleverser et tout briser, le but se trouvant atteint, la révolution est finie, la légalité constitutionnelle commence, et avec elle ce gouvernement de discussions, de débats, de transactions, qui est le gouvernement des nations libres et progressives. Si la Grèce, au contraire, ne se représentait les faits du 15 septembre que comme une première bataille livrée au trône par les opinions anti-monarchiques et gagnée par elles, la révolution, loin d'être terminée, ne ferait que commencer sous les plus tristes aus-

pices, et non-seulement la liberté et l'ordre se trouveraient compromis en Grèce, mais l'existence même, la nationalité du pays.

Ce sont là les espérances mal déguisées des ennemis de ce nouvel état comme de toute liberté. Ils attendent avec une cruelle impatience le moment où ils pourront proclamer que la Grèce a forfait à la paix de l'Europe, et qu'elle ne mérite pas de voir son nom figurer sur la liste des nations. État factice, disent-ils, création éphémère d'une philantropie rêveuse, faudra-t-il tout compliquer, tout risquer, et peut-être aussi tout ébranler en Occident et en Orient, pour seconder les fantaisies de quelques milliers d'hommes vaniteux et turbulens?

D'un autre côté, les amis de la Grèce, ses amis les plus sincères et les plus dévoués, ne sont pas sans quelque crainte. Les exemples d'une révolution sachant se contenir et se consolider sont si rares! Et les Grecs, ajoutent-ils, sont si vifs, si inexpérimentés, si mobiles! Et leurs ennemis, ouverts ou cachés, si nombreux, si actifs, si puissans! Il faudrait que les Grecs sussent résister à la fougue de leurs passions et aux perfides instigations d'un faux zèle et d'une feinte amitié! Résister à la fois aux entraînemens de leur vive imagination et aux impulsions du dehors! Dompter leur caractère et déjouer les intrigues! La besogne est rude, la tâche compliquée; comment ne pas craindre quelque faute irréparable, quelque déplorable égarement?

Il ne serait pas d'hommes sérieux de considérer ces craintes comme absolument chimériques : elles ne sont pas sans quelque fondement. Toutefois l'espérance l'emporte dans notre esprit, et nous aimons à penser que nous ne sommes pas sous les illusions d'une affection sincère pour la Grèce régénérée. Nous ne désespérons certes pas de l'Espagne; mais tout en reconnaissant que les Grecs ne sont entrés que d'hier dans l'arène si périlleuse de la politique moderne, et qu'ils n'en ont pas retiré tous les enseignemens qui sont déjà acquis aux Espagnols, nos espérances sont également vives à l'endroit de la Grèce. Les Grecs possèdent à un degré éminent les deux qualités nécessaires à une bonne conduite dans les momens critiques et difficiles, l'activité et la sagacité. Ils démêlent à merveille les périls dont ils sont entourés, et leur enthousiasme est loin d'être aveugle et chimérique. Ils ont, avec l'ardeur des hommes du midi, le calme impassible du génie oriental. La politique du Phanar, cette politique si habile, si déliée, est rentrée dans ses foyers, au service de son pays. Nous croyons que, dans les temps de crise, en présence du danger, on peut compter sur la prudence et l'habileté des Grecs. Peut-être n'inspirent-ils pas la même confiance pour les temps calmes et ordinaires. C'est alors que leur esprit inquiet et mobile peut se donner libre carrière; c'est alors qu'on pourrait peut-être redouter le goût désordonné des innovations et un certain penchant pour les rêveries politiques; c'est alors aussi que la corruption et l'intrigue pourraient retrouver les chemins que leur avait jadis frayés l'or de Philippe de Macédoine.

Quoi qu'il en soit, nos espérances dans ce moment sont fortifiées par deux circonstances particulières et d'un grand poids à nos yeux.

D'un côté, il paraît certain que la France et l'Angleterre sont parfaitement d'accord sur la question grecque. Sir Édouard Lyons et M. Piscatory tiennent à Athènes le langage et la conduite de deux amis sincères de la Grèce, de la Grèce monarchique et constitutionnelle. S'ils n'ont pu, faute de pouvoirs et d'instructions suffisantes et par les irrésolutions de la conférence de Londres, qui ne trouvait de paroles énergiques que pour la question d'argent; s'ils n'ont pu, disons-nous, faire prévenir la révolution par des concessions royales, ils peuvent du moins contribuer par leurs conseils à maintenir la révolution et la royauté dans les limites que la raison et la prudence leur imposent. C'est un grand point que l'accord à Athènes de l'Angleterre et de la France sur le terrain de la monarchie représentative et de la légalité constitutionnelle. C'est la meilleure réponse aux bruits perfides qu'on ne manque pas de répandre dans le but de diviser les Grecs et de les mettre aux prises entre eux. On cherche à insinuer que, la révolution étant l'œuvre des *napistes,* du parti russe, des partisans de Capo-d'Istria, les partis anglais et français ont été surpris, qu'ils seront les victimes du mouvement auquel ils applaudissent. En vérité, l'artifice est trop grossier; il n'est pas fait pour tromper les Grecs. Ce qu'on voudrait par ces insinuations malveillantes, c'est de pousser les Grecs au désordre et à la guerre civile. Quel bon prétexte pour effacer la Grèce de la liste des nations et en faire une province vassale, à l'instar des malheureuses provinces danubiennes! Mieux vaudrait pour les Grecs être Turcs, complètement Turcs; l'aspect de l'avenir serait moins sombre. Que les Grecs ne l'oublient pas : il a pu y avoir des partis en Grèce; lorsque, tout en désirant vivement la liberté, ils n'ont pu l'obtenir, les esprits se fourvoient; tous les moyens leur paraissent bons, toutes les ressources légitimes. Une fois la liberté obtenue, il n'y a plus que deux partis, le parti de ceux qui veulent la maintenir, et le parti de ceux qui cherchent à la ruiner au profit d'un intérêt quelconque. D'où qu'ils viennent, que tous les amis d'une liberté régulière se donnent la main; ils sont le pays. S'il est au contraire des hommes qui se séparent d'eux, quelque nom qu'ils portent, quelque drapeau qu'ils arborent, qu'ils marchent au despotisme ou au désordre, peu importe; ces hommes sont des traîtres : il ne faut rien avoir de commun avec eux. Mais il n'est pas toujours facile en politique de distinguer ses amis de ses adversaires. Souvent des hommes tendant absolument au même but se repoussent avec un acharnement déplorable, par cela seul que leurs opinions diffèrent sur quelque moyen secondaire, et on voit ces mêmes hommes ouvrir leurs rangs, avec une confiance qui serait ridicule si elle était sans danger, à l'hypocrisie et à la trahison. Ayons la confiance que le peuple grec saura mettre à profit sa sagacité naturelle et distinguer, surtout dans les élections, ses vrais amis des imposteurs qui voudraient le voir s'égarer et des fous qui le mèneraient à sa perte.

Au surplus, il a déjà donné des preuves de la rectitude de son jugement. Maurocordato absent (il était à Constantinople) a appris, en entrant au Pirée, son élection à Missolonghi. Ceci nous amène au second fait particulier qui fortifie, disions-nous, nos espérances. Nous voulions parler du retour en Grèce, sans doute pour y prendre une large part aux affaires de leur pays, de Mau-

rocordato et de Coletti. L'union de ces deux hommes peut être d'une utilité inappréciable à la Grèce. Formés à la vie politique et aux pratiques constitutionnelles, Coletti à Paris, Maurocordato à Londres, connaissant à merveille l'un et l'autre les conditions de la monarchie représentative, l'état de la Grèce, les dispositions de l'Europe, ils apporteront à leurs compatriotes les conseils de l'expérience, un esprit résolu et prudent, et la mesure de toutes choses. Ils sont l'un et l'autre deux amis sincères, dévoués, de leur pays et de la liberté régulière. Ils ont fait leurs preuves; la Grèce les connaît et les attend. La mâle énergie, le coup-d'œil ferme et juste, l'esprit élevé et simple de Coletti, pourront s'allier à merveille aux formes plus souples, à l'instruction plus variée, au caractère plus conciliant de Maurocordato. Ces deux hommes séparés, ils se paralyseraient réciproquement; unis ils se compléteront l'un l'autre et donneront aux hommes sensés et modérés de leur pays un appui inébranlable. C'est par la forte organisation du parti modéré qu'on parviendra à calmer l'effervescence publique et à contenir les esprits désordonnés. Bonne-foi dans la royauté, modération dans le pays : là est le salut de la Grèce. Tout serait perdu sans cela, car ce n'est pas avec des baïonnettes étrangères qu'on fonde les institutions d'un pays libre. On dit que le roi de Bavière demande pour son fils les secours de la conférence de Londres. Mieux aurait valu donner à son fils de sages conseils avec l'autorité morale d'un père et en temps utile; mieux aurait valu rappeler tous ces Bavarois dont la présence irritait les Grecs sans rien ajouter à la force du roi.

Du reste, quelles que soient les instances de la Bavière, nous sommes convaincus que la Grèce, tant qu'elle demeurera dans les limites de la liberté constitutionnelle, ne sera l'objet d'aucune mesure violente, qui ne serait propre qu'à l'humilier ou à l'irriter. Sans doute la révolution grecque déplaît aux puissances du Nord : à la Russie, parce que le gouvernement constitutionnel peut développer les forces, l'énergie du royaume grec, et offrir un modèle séduisant à toutes les provinces chrétiennes de l'empire turc; à la Prusse et à l'Autriche, par cela seul qu'elle est une révolution. Les hommes d'état et les diplomates sont, un grand nombre d'entre eux du moins, de singuliers logiciens. Ils s'évertuent à maintenir les prémisses et regimbent contre les conséquences. Vous voulez retarder le plus possible les révolutions des états secondaires, le renversement de ces gouvernemens qui n'ont ni force morale ni force matérielle. Ordonnez donc à ces princes, qui ne sont en réalité que vos préfets, de bien administrer ces pays; ne leur permettez qu'un despotisme éclairé, mesuré, tolérable. Vous leur mettez la bride sur le cou, vous êtes témoins impassibles de leurs erreurs et de leurs excès; on dirait que vous les voulez montrer à vos peuples comme les Spartiates montraient à leurs enfans les Hilotes pris de vin, et ensuite vous bondissez de colère lorsqu'une émeute vient à éclater, lorsqu'une révolution s'accomplit dans l'un de ces états. C'est trop. Prétendre que les peuples supportent aujourd'hui sans murmures, sans résistance, non-seulement un gouvernement absolu, mais une administration impuissante, tracassière, incapable, est une pensée étrange, un anachronisme sans excuse. Il n'y a plus, de nos

jours, un pays en Europe où l'on puisse impunément oublier toutes les règles d'une bonne administration et blesser le peuple à la fois dans ses intérêts moraux et dans ses intérêts matériels.

Ce qui se passe dans les états du pape, les troubles sans cesse renaissans des légations et des marches ont pour cause principale la mauvaise administration du pays. Il y a dix ans, l'Autriche et la France étaient intervenues à main armée; l'Autriche occupait Bologne, la France Ancône. Si au lieu de ne voir dans cette occupation qu'une mesure de précaution, elles avaient voulu s'en faire un moyen d'assurer la paix des états pontificaux et de prévenir des troubles qui pourraient un jour compromettre le repos de l'Europe, l'Autriche et la France se seraient franchement réunies, non pour conseiller au pape de prendre à sa solde des Suisses, mais pour lui représenter que, la déplorable administration de ses états les exposant sans cesse à des agitations qui sont un danger pour tous, l'occupation ne cesserait que lorsqu'un meilleur ordre de choses, un gouvernement raisonnable, serait fondé dans le pays. On n'a rien fait de pareil: on a quitté les états du pape sans rien obtenir, et voilà que tout recommence; aujourd'hui les troubles, demain peut-être l'occupation et les embarras politiques qui en seront nécessairement les conséquences. On dit que Rome a déjà demandé un secours autrichien; on ajoute que notre gouvernement lui a signifié, par une note, qu'une intervention autrichienne serait suivie d'une intervention française. Nous n'affirmons point des faits qui ne sont pas formellement à notre connaissance; mais nous savons, comme tout le monde, qu'il ne serait pas moralement possible que les Autrichiens occupassent encore une fois les légations sans que le drapeau français flottât de nouveau dans une partie quelconque des états du pape. L'évacuation d'Ancône a été conditionnelle, et nous ne connaissons pas d'administration en France qui pût fermer les yeux sur une nouvelle occupation des états du pape par l'Autriche.

D'ailleurs, tous les gouvernemens italiens sont intéressés à ce que Rome prenne enfin quelque souci du bien-être de ses peuples, à ce qu'elle remplisse les promesses de 1831, car les agitations des états romains compromettent la sécurité de tous ces gouvernemens.

Les cortès ont commencé en Espagne leurs opérations, et rien n'autorise, jusqu'ici, à révoquer en doute le succès du parti parlementaire. Les partis extrêmes et les intrigans trouveront sans doute quelques représentans dans les cortès; mais dussent-ils, ces opposans, se réunir tous contre le gouvernement, il ne semble pas qu'ils puissent former une majorité. Ils rendront peut-être les débats difficiles, longs, violens : il faut s'y résigner; l'essentiel est que le résultat ne soit pas douteux. La violence de l'opposition aura l'avantage de resserrer de plus en plus les liens du parti gouvernemental. Ce qui importe, c'est que la question de la majorité de la reine soit décidée sans retard. C'est le seul moyen de couper court à une foule d'intrigues et de combinaisons de bas étage. Aujourd'hui, en présence d'un gouvernement provisoire, qui est et qui n'est pas, et qu'on ne sait pas trop comment qualifier, on conspire à son aise, et pour ainsi dire sans crainte et sans remords. Une fois que

Isabelle aura saisi le pouvoir, il faudra opter, opter nettement entre la fidélité et la trahison. Nous sommes convaincus que cela seul calmera plus d'un esprit et désarmera plus d'un rebelle. C'est une porte honorable ouverte au repentir, surtout si la proclamation de la majorité est suivie, comme cela paraît naturel, d'une amnistie générale.

Les affaires de Barcelone et de Saragosse, si déplorables qu'elles puissent être, n'ont pas une grande importance politique. Ce sont évidemment des maladies locales. Tout en regrettant les malheurs dont ces troubles sont la cause, nous croyons qu'ils sont plutôt utiles que nuisibles à l'avenir de la monarchie constitutionnelle. C'est le dernier effort, l'effort désespéré d'une faction que l'expérience seule pouvait convaincre de son impuissance. Les factions qui en veulent à l'ordre social, et avec lesquelles en conséquence on ne peut pas transiger, ne rentrent dans le silence et dans l'obscurité que lorsqu'elles ont livré leur dernière bataille, brûlé leur dernière cartouche, et acquis à leurs dépens la certitude que la société est plus forte qu'elles.

Les affaires d'Irlande ont tour à tour déconcerté beaucoup de prédictions. Pendant quelque temps, à voir ces immenses *meetings*, ces discours à la fois ardens et prudens du grand libérateur, on a cru qu'il s'agissait pour l'Angleterre d'une tentative de révolution irlandaise. L'Irlande, disait-on, sera certainement vaincue dans la lutte qu'elle ose entreprendre contre l'Angleterre; mais il y aura une lutte. Comment penser, en effet, que de pareilles foules pouvaient être impunément agitées? Comment s'imaginer que des passions telles que le patriotisme, la haine, la vengeance, la pauvreté, la famine, pouvaient être excitées et attisées sans que jamais le feu prît aux poudres, sans que jamais la chaudière fît explosion? C'est pourtant ce qui a eu lieu : l'habile mécanicien connaît bien sa machine; il sait jusqu'à quel degré elle peut être chauffée sans danger. Il lui a donc fait produire force bruit et force fumée; mais il a empêché l'explosion. Il y a eu cependant pour O'Connell, il faut l'avouer, une heure critique: c'est le moment où il a fallu, en quelques heures, empêcher la réunion du grand *meeting* de Clontarf. Le gouvernement anglais, après avoir long-temps hésité ou long-temps attendu, s'est décidé tout à coup à interdire la réunion des *meetings*, et il a pris ses mesures avec cette hardiesse et cette énergie qui le caractérisent. Partout des troupes, des armes, des préparatifs de guerre. La bataille semblait offerte. L'Irlande allait-elle l'accepter? La guerre civile allait-elle commencer? De ce côté-ci de la Manche, nous eussions parié pour la guerre civile. Comment reculer, en effet, après s'être tellement avancés? Mais O'Connell entend le courage comme l'entendait l'Ajax d'Homère, qui reculait quand il se sentait le plus faible; il a le courage qui cherche le succès : il n'a pas le courage du point d'honneur. Il a reculé, et l'Irlande tout entière a reculé avec lui. Jamais, selon nous, il n'y a eu un signe plus expressif de la puissance d'O'Connell que d'avoir pu, en quelques heures, licencier les bataillons innombrables qu'il avait appelés, et d'avoir montré que personne en Irlande n'osait être plus courageux ou plus téméraire que lui-même.

Ce que c'est que d'avoir fait des révolutions et des émeutes! Ce que c'est

que d'avoir foi à l'empire de la force! Nous avions conclu volontiers à une révolution irlandaise, en voyant l'agitation de l'Irlande, quoique notre bon sens nous avertît que le succès de cette révolution était impossible. Aussitôt que nous avons vu le gouvernement anglais prendre d'énergiques mesures de répression et O'Connell céder à ces mesures, sans oser essayer la moindre résistance, nous avons conclu tout aussi précipitamment que tout était fini en Irlande, et que le rôle du grand agitateur était terminé. Il n'en était rien. L'agitation n'avait pas amené la révolution; la répression n'a pas arrêté l'agitation. Que d'échecs pour la logique!

Le premier acte du drame que joue O'Connell en Irlande s'est terminé par l'interdiction du *meeting* de Clontarf, vrai coup de théâtre qui a donné à tout une face imprévue, qui a mis sur le front d'O'Connell une sueur d'angoisses, car il était perdu, et l'Irlande avec lui, si le sang touchait au sang, si un coup de fusil partait, si un cadavre anglais ou irlandais était emporté du champ de la réunion. Il n'en a rien été: Dieu en soit loué! et personne n'a dû dire ce *Te Deum* avec plus d'émotion et de joie qu'O'Connell.

Maintenant commence le second acte, qui sera, nous le croyons, moins intéressant, moins pompeux que le premier. La scène ne se passera plus en plein air et sous ce ciel qu'O'Connell a fini aussi, Dieu me pardonne, par nous faire croire brillant et beau, sous le ciel de la *verte Erin*. Nous n'aurons plus pour acteurs des milliers d'hommes qui, comme un chœur gigantesque, chantent les promesses de la délivrance prochaine : nous quittons, pour ainsi dire, le théâtre romantique pour le théâtre classique; nous rentrons dans le cabinet; nous serons dans les clubs, dans les tribunaux; nous entendrons plaider; nous attendrons le verdict des jurés. Mais ne vous laissez pas duper par l'appareil de cette procédure; ne croyez pas que hors du tribunal et hors de la salle où délibère le jury, il n'y ait rien. L'agitation continue; elle a changé d'allures, elle a d'autres procédés, elle a le même but, elle a la même efficacité.

O'Connell et l'Irlande ont donc leur but? dira-t-on; ils veulent donc faire et ils font réellement quelque chose? Oui, selon nous, cette agitation n'est ni stérile ni inefficace. On se trompe quand on en attend trop, on se trompe quand on en attend trop peu.

L'Irlande ne sera jamais pour l'Angleterre une révolution et une guerre civile. Que sera-ce donc? Ce sera, et pour long-temps encore, un embarras et une difficulté. Vaincue et soumise depuis long-temps, elle n'a pas la force de secouer le joug de l'Angleterre; mais elle peut s'agiter, et cette agitation peut être plus ou moins grande, et par cela même plus ou moins embarrassante pour l'Angleterre. A Dieu ne plaise que nous voulions dire que l'Angleterre, la veille du *meeting* de Clontarf, voulait changer en une courte et décisive guerre civile l'embarras permanent que lui cause l'Irlande! Assurément, elle en aurait fini plus vite de cette manière. C'est ce qu'O'Connell a parfaitement compris. Il s'est bien gardé d'aller au-delà de l'agitation, c'est-à-dire au-delà de la force de l'Irlande. Il a reculé devant l'Angleterre pour rester dans les limites du mal qu'il peut lui faire, sans se laisser tenter un instant par l'espoir du mal qu'il ne peut pas lui faire; et quand il prodigue aujour-

d'hui à l'Irlande ses conseils de modération, quand il lui dit tous les matins et sous toutes les formes : Soyez calmes, soyez pacifiques, cela veut dire tout simplement : Restez un embarras pour l'Angleterre, mais ne devenez jamais pour elle une guerre civile. Comme embarras et comme difficulté, vous êtes puissans; vous êtes invincibles; comme guerre civile, vous ne durerez pas une heure. Trois salves donc d'applaudissemens pour notre gracieuse reine Victoria!

Mais le rappel! mais le parlement irlandais! Mots de guerre, consignes d'un jour de bataille. Que risque d'ailleurs l'Irlande à s'agiter? Sera-t-elle plus pauvre, plus affamée? C'est impossible. L'Irlande est souvent restée calme et tranquille. Qu'a-t-elle obtenu ? Rien! Elle a eu de la vertu en pure perte. Aujourd'hui qu'elle gêne et embarrasse l'Angleterre par son agitation permanente, elle obtiendra quelque chose, peut-être pour les prêtres catholiques une plus juste répartition des biens de l'état ou de l'église protestante, pour les fermiers une diminution de charges, pour le peuple en général une administration plus irlandaise et plus sympathique. L'Irlande est avec O'Connell comme un malade avec un médecin quelque peu charlatan qui dit : — Je vous guérirai radicalement de vos maux; de faible, je vous ferai fort; de vieux, je vous ferai jeune. — Le médecin ne tient pas toutes ses promesses; mais s'il fait vivre le malade en paix avec son mal, s'il allége ses souffrances, si du paralytique il fait seulement un boiteux, il sera béni et récompensé. L'Irlande ne peut que gagner à la conduite que lui perscrit O'Connell; voilà ce qui la soutient, voilà ce qui fait la force d'O'Connell. Nous ne disons pas que l'Irlande se rende un compte exact de sa situation, et qu'elle s'entende avec O'Connell pour jouer la comédie du rappel; nous ne disons pas qu'elle surfasse avec préméditation et par calcul : non! mais elle sait d'où elle vient, c'est-à-dire de la plus effroyable misère, et si elle ne sait pas où elle va, c'est souvent, selon Cromwell, le moyen d'aller loin. Elle sait enfin, pour tout dire d'un mot, qu'elle n'a rien à perdre et quelque chose à gagner.

O'Connell, avant l'interdiction du *meeting* de Clontarf, n'avait guère plus rien à faire, sinon un autre *meeting*, puis un autre, et ainsi de suite jusqu'à l'épuisement de ses inépuisables poumons, car il ne voulait pas aller jusqu'à l'insurrection. O'Connell accusé, plaidant sa cause, discutant la légalité des mesures prises par le gouvernement, trouve une nouvelle forme à donner à l'embarras permanent que l'Irlande cause à l'Angleterre. Aussi, pour se faire à son nouveau rôle et pour préparer ses plaidoyers et ses controverses juridiques, il change quelque peu son langage. L'orateur redevient avocat; il n'a jamais songé à démembrer l'empire britanique, il proteste hautement, et sincèrement nous le pensons, contre une pareille imputation : il veut seulement que les intérêts de l'Irlande soient traités par une administration irlandaise. Il y a dans le langage d'O'Connell bien des contradictions, nous le reconnaissons; mais le peuple pardonne aisément à qui manque à la logique de l'école, pourvu qu'on ne manque pas à la logique des passions et des intérêts populaires. Or, O'Connell ne manque pas à cette logique-là. O'Connell n'est donc pas fini; il est rentré seulement un instant dans la coulisse pour changer de costume.

A l'intérieur, la politique attend les chambres, qui seront, dit-on, con-

voquées pour le 26 décembre. Que fera le ministère? Quelles sont les mesures qu'il proposera aux chambres? Sur quel point sera-t-il accusé par l'opposition? Qui fera de l'opposition ? Tout le monde en fera-t-il un peu, selon le temps et l'occasion, pour remplacer l'ancienne opposition, qui tombe peu à peu en défaillance? On ne peut faire aucunes conjectures sur ces divers points. Ce qui est certain, c'est que le ministère abordera les chambres au milieu d'un grand repos des esprits; on croirait même volontiers qu'il aurait plutôt à lutter contre le calme que contre la tempête. L'opinion publique ne paraît pas disposée à s'émouvoir aisément; on a beaucoup parlé des fortifications : elle ne s'en est pas souciée. M. de Lamartine a fait un brillant manifeste d'opposition: l'opinion publique ne s'est pas remuée davantage; elle eût même mieux aimé, nous en sommes persuadés, que l'illustre poète, au lieu d'un manifeste politique, nous donnât quelqu'une de ces belles poésies qu'il faisait autrefois. Cela eût été un plus grand évènement. M. de Lamartine, nous le disons à regret, représente en ce moment en France ceux qui veulent faire de la politique quand il n'y a pas de quoi. Comment faire boire ceux qui n'ont pas soif? dit un vieux proverbe; c'est là le problème que M. de Lamartine essaie en vain de résoudre. Pendant long-temps, nous avons entendu des gens d'esprit prétendre qu'il ne fallait plus faire de politique; la manie politique perdait tout: « Faisons des affaires, disaient-ils, et laissons la politique. » Inutiles prédications. Comme il y avait des questions politiques à résoudre, l'opinion publique continuait à s'occuper de politique. Aujourd'hui, il y a peu de questions politiques à résoudre; aussi le pays fait ses affaires, et c'est en vain que M. de Lamartine lui prêche sa politique. Pourquoi M. de Lamartine épuise-t-il son talent en anachronismes? Pourquoi vouloir refaire, en 1843, ce qui s'est déjà fait en 1832 et 1833? Pourquoi donner de nouvelles éditions des vieilles passions des premiers jours de la révolution de juillet? Les brillantes préfaces que M. de Lamartine met à ces éditions ne les rajeunissent pas suffisamment. On lit la préface, mais on laisse le livre. M. de Lamartine est de taille à être auteur et non éditeur; mais pour être auteur en politique, il faut, même aux plus grands génies, il faut un collaborateur : ce collaborateur, c'est tout le monde, c'est l'opinion publique, personne ne peut se passer de son concours. Qu'il attende donc l'occasion; elle viendra s'il sait l'attendre. Elle lui est venue en 1839, quand il a combattu à la tête du parti conservateur.

Quand nous disons qu'il n'y a guère en ce moment de questions politiques, nous nous trompons : il y en a une fort grave et fort sérieuse qui grossit tous les jours, et qui n'est pas moins une question sociale qu'une question politique; nous voulons parler de la lutte qui, il y a quelques mois encore, pouvait s'appeler la lutte entre le clergé et l'Université, et qui aujourd'hui est devenue la lutte entre l'église et l'état. Nous verrons comment le gouvernement saura la résoudre.

V. DE MARS.

ESSAYISTS ANGLAIS.

I.

MACAULAY.

Critical and Historical Essays.

Lorsque Voltaire se plaignait que le défaut de la plupart des livres fût d'être trop longs, il parlait sans doute pour une société que la recherche des plaisirs raffinés et le goût des frivolités élégantes rendaient peu capable d'application; mais le mot était aussi bien et mieux peut-être celui d'une nation distraite par les affaires des études vastes et prolongées. Ce n'est pas, à coup sûr, par excès de délicatesse en matière de goût, c'est moins encore par nonchalance d'esprit, ce n'est pas seulement faute de loisir que les sociétés occupées n'ouvrent pas les gros livres. Là où la chose publique est un peu l'œuvre de tous et la préoccupation de chacun, là où les hommes de mérite sont forcés d'y mettre et la pensée et la main, toujours tendus vers l'action prochaine, les esprits dépassent difficilement les horizons bornés; si étroite que soit la solidarité qui unit leurs affaires, les peuples à *self-government* ne peuvent ni ne veulent les saisir dans l'ensemble; plus elles les touchent de près, plus,

à leurs yeux, elles s'isolent. Les *questions*, puisque c'est ainsi qu'on les nomme, tant qu'elles sont agitées, ont beau se heurter, se mêler, s'enchevêtrer : les intérêts particuliers qui les suscitent ou qu'elles éveillent conservent à chacune sa physionomie individuelle, et l'effort même qui les pousse à une solution les réduit à leur expression la plus simple, les ramène dans leurs plus strictes limites. Les lettres devaient subir à leur manière ce besoin et cette habitude, constans dans les choses politiques, de simplifier pour éclaircir, de décomposer pour faire comprendre, de n'attirer la pensée que sur les traits les plus saillans habilement mis en lumière, pour la conduire rapidement aux conclusions immédiates et aux résultats pratiques. La brillante littérature des *essayists* et le mode de publication qu'elle s'est créé, la *revue*, répondent précisément à cette habitude et servent à merveille ce besoin.

La question des formes sous lesquelles les productions de la pensée arrivent au public n'est pas, en ce moment, d'une médiocre importance au point de vue littéraire. Des trois cadres, le *livre*, le *journal*, la *revue*, qui sont ouverts aujourd'hui aux ouvrages de l'esprit, si le premier est de plus en plus délaissé, c'est l'heureux privilége de la *revue* de pouvoir concilier, avec de nouveaux besoins intellectuels, les intérêts élevés de la littérature. Il serait puéril de nier l'action que la presse quotidienne exerce sur la société, il serait absurde de nier l'utilité générale de cette action, il serait injuste de méconnaître le talent éminent quelquefois qui se déploie et se consume dans l'ingrat labeur du journal; mais il ne serait ni moins injuste, ni moins déraisonnable, ni moins ridicule, de fermer les yeux sur la malheureuse influence que le journal tend à exercer sur les lettres. Le journal apporte à la littérature tous les vices et tous les périls de l'improvisation; il ne peut guère prétendre à remplir avec succès que la part, distinguée, je le veux bien, mais fort restreinte, que la littérature a faite à l'improvisation. Parmi les œuvres de l'intelligence, s'il en est auxquelles le journal ne se refuse pas entièrement, ce sont tout au plus ces soudains et rapides jaillissemens de la verve, ces vifs et étincelans caprices de la fantaisie, ce je ne sais quoi d'ailleurs si français, que notre langue lui a décerné par excellence et d'honneur le nom d'esprit. Peut-être, en tenant compte, bien entendu, de la distance des temps et des manières, y a-t-il place dans le feuilleton (je prends le mot dans son acception primitive) pour quelque chose d'analogue à ce que le XVIIe siècle mettait dans la correspondance; peut-être le feuilleton, cette lettre envoyée par

le bel esprit à l'adresse de tout le monde, qui a lui-même tant d'esprit, s'il faut en croire un mot célèbre, est-il appelé à continuer, de loin ou de près, ces autres feuilles légères qui amusaient les salons de la chronique de leurs scandales, ou allaient porter à de malheureuses petites cours allemandes, toujours tournées vers Paris dans leur détresse et leur ennui, le parfum subtilisé de nos choses littéraires. Mais cette réserve faite, par excès de prudence si l'on veut, quelle autre partie de la littérature nommerait-on où le journal ne soit pas ou insuffisant ou funeste? Comment réparera-t-il les désastres qui ont suivi sa récente invasion dans le roman? Ce n'était pas assez de corrompre la conscience du romancier en offrant de nouveaux et plus irritans appâts aux grossiers appétits de l'industrialisme littéraire, en excitant par la facilité du gain cette production hâtive et exagérée qui chasse honteusement les scrupuleuses délicatesses de l'art devant les viles routines du métier; forcé, par des nécessités matérielles de publicité et de format, de hacher l'intérêt, de tailler, pour ainsi dire, les situations à la mesure exiguë de ses colonnes, ce n'est pas, il semble, le moindre de ses méfaits à l'égard du roman de l'avoir contraint à des difformités de structure qui ne seraient pas tolérées dans la *revue*, parce qu'elles y seraient trop choquantes. Le journal ne dispute pas davantage la supériorité à la *revue* dans la critique littéraire. La critique sera spirituelle dans le journal, elle s'y inspirera peut-être de doctrines saines et élevées, elle sera peut-être consciencieuse dans ses arrêts; oui, mais y trouvera-t-elle, comme dans la *revue*, assez d'espace pour l'exposition et la discussion des théories littéraires, pour soumettre l'œuvre jugée à une anatomie rigoureuse et complète, en un mot pour justifier l'autorité de ses décisions? L'avantage de la *revue* n'est pas moins incontestable dans la littérature politique. La politique est, il est vrai, la partie forte du journal; il lui doit sa puissance. Cependant, même en politique, l'influence du journal est loin d'être proportionnée à sa véritable valeur, à sa légitime autorité. La presse quotidienne n'est pas savante, parce qu'elle n'a pas le temps d'étudier; elle réfléchit peu, parce qu'elle a la mémoire et la vue courtes. Lorsque de grands intérêts l'ont habilement conduite, elle a régi quelquefois des situations; mais il lui arrive bien plus souvent d'être surprise par les événemens. Que de fois n'a-t-elle pas mérité qu'on lui appliquât la comparaison que Démosthènes faisait des Athéniens avec les barbares novices aux jeux de la palestre, qui paraient gauchement les coups aussitôt après les avoir reçus! Aussi, maintenant que chez nous les

questions constitutionnelles sont réglées, et qu'on n'aura bientôt plus affaire qu'au jeu normal des intérêts dans des formes politiques définitivement greffées sur les mœurs, la presse quotidienne, instrument de gouvernement entre les mains des habiles, ne sera plus une énorme difficulté que pour les faibles et les maladroits. En dehors du domaine propre du journal, la discussion des intérêts actuels, où la *revue* doit l'emporter toutes les fois qu'il s'agit de voir les choses de haut, de loin et à fond, un champ immense et sans partage s'ouvre encore à elle dans la littérature politique.

L'instruction politique est assurément un des principaux besoins des sociétés appelées à se gouverner elles-mêmes. Dans cette littérature politique si vaste et si variée, qui, de la discussion des intérêts moraux les plus nobles et des données les plus abstraites ou les plus pratiques de l'économie, peut se jeter dans l'arène des luttes personnelles et conduire les vives et hardies escarmouches du pamphlet, un rang éminent appartient sans doute à l'histoire. Les études historiques seront toujours le principe et l'indispensable achèvement de l'instruction politique. Le passé aura toujours bien des choses à nous apprendre sur le présent et l'avenir. Cette belle parole de l'orateur romain : *Atque ipsa mens quæ futura videt præterita meminit,* est une de ces vérités saisies dans le vif de notre nature, qui dureront autant qu'elle. Aussi, presque tous les grands politiques sont-ils en liaison intime, familière, avec quelque grand historien. Machiavel commente les *Décades*. Dans le donjon de Vincennes, où il amassait tant de colère et de force contre la tyrannie, Mirabeau traduisait les *Annales* et les *Histoires;* et, remarquable rapprochement! cet homme qu'il nous faut bien appeler grand malgré le mal qu'il a fait à notre patrie, Pitt, l'esprit altier, la volonté opiniâtre, qui devait être l'ame de la guerre du Péloponèse des temps modernes, avait nourri de la sombre histoire de Thucydide son austère jeunesse et sa précoce maturité. Or, par le tour qu'elles ont pris de notre temps, les études historiques se sont particulièrement ajustées à la *revue*. Une nouvelle méthode s'est ajoutée à l'histoire racontée. Cette méthode, qui procède par l'analyse, qui cherche l'unité des points de vue, qui décompose les questions soulevées dans le passé pour en saisir l'enchaînement, et dont M. de Châteaubriand a heureusement défini le but en la nommant l'histoire politique, devait naturellement choisir la forme simple et précise de l'essai. On sait avec quel éclat les *Lettres* de M. Thierry, les *Essais* et les leçons de M. Guizot en ont marqué l'application à notre histoire. Lorsqu'on voit combien les travaux

de ces écrivains, qui ne sont pas allés au-delà du moyen-âge, ont agrandi l'intelligence du passé de notre patrie, combien plus net et plus profond par conséquent ils ont rendu le sentiment de notre nationalité, on regrette qu'ils n'aient pas étendu leurs aperçus jusqu'aux temps les plus rapprochés de nous. La belle tâche de dégager le sens des principales péripéties des derniers siècles de notre histoire reste encore à accomplir. Et cependant il s'agit de la période où, dans l'achèvement du pouvoir monarchique, il faudrait calculer la véritable portée de nos institutions, où, dans les relations de la monarchie avec l'Europe, nous devrions puiser une connaissance sûre des intérêts et des traditions de notre politique extérieure, et découvrir dans l'étude des grands hommes qui ont travaillé à faire la France actuelle les inspirations naturelles et les procédés familiers à notre génie national (1). Cette lacune dans nos études historiques, nous l'avons plus douloureusement sentie en rencontrant précisément, dans les volumes où M. Macaulay vient de réunir les articles qu'il a publiés depuis près de vingt ans dans la *Revue d'Édimbourg,* des études semblables exécutées avec un remarquable talent sur l'histoire de l'Angleterre durant les deux derniers siècles (2).

M. Macaulay offre aujourd'hui dans son pays l'exemple d'une brillante fortune politique, fondée et consolidée par des travaux littéraires, par des travaux de *revue.* Il sortait à peine de l'université, en 1825, lorsqu'il publia, dans le célèbre recueil d'Édimbourg, un article sur Milton, qui fut remarqué; d'autres essais de critique littéraire, mais surtout des morceaux historiques qui annonçaient de belles aptitudes politiques suivirent ce début et en tinrent les promesses. Le jeune *reviewer* fut bientôt une des espérances du parti whig. Six ans après son entrée à l'*Edinburgh Review*, l'influence whig introduisait M. Macaulay dans la chambre des communes. Comme les deux Pitt, comme Fox, Burke, Canning et la plupart des plus illustres parlementaires, il y pénétra par la porte bâtarde, mais toujours ouverte au mérite, du *rotten-borough.* Il y représenta d'abord le petit bourg de Calne, que le vieux et grossier radical Hunt, s'adressant à M. Macaulay lui-même, appela un jour, en

(1) Pour être juste, nous devons dire que M. de Carné, dans un travail sur *Du Guesclin*, qu'on n'a pas oublié, a tenté avec bonheur cette voie, qu'il poursuit aujourd'hui même par un *Essai* sur Richelieu. Nous aimerions voir un esprit aussi éminent continuer ces travaux d'histoire politique, qui, en agrandissant l'étude du passé, éclairent souvent et préparent celle du présent.

(2) *Critical and historical Essays*, 3 vol. in-8°, Londres, 1843.

D'un côté, il paraît certain que la France et l'Angleterre sont parfaitement d'accord sur la question grecque. Sir Édouard Lyons et M. Piscatory tiennent à Athènes le langage et la conduite de deux amis sincères de la Grèce, de la Grèce monarchique et constitutionnelle. S'ils n'ont pu, faute de pouvoirs et d'instructions suffisantes et par les irrésolutions de la conférence de Londres, qui ne trouvait de paroles énergiques que pour la question d'argent; s'ils n'ont pu, disons-nous, faire prévenir la révolution par des concessions royales, ils peuvent du moins contribuer par leurs conseils à maintenir la révolution et la royauté dans les limites que la raison et la prudence leur imposent. C'est un grand point que l'accord à Athènes de l'Angleterre et de la France sur le terrain de la monarchie représentative et de la légalité constitutionnelle. C'est la meilleure réponse aux bruits perfides qu'on ne manque pas de répandre dans le but de diviser les Grecs et de les mettre aux prises entre eux. On cherche à insinuer que, la révolution étant l'œuvre des *napistes*, du parti russe, des partisans de Capo-d'Istria, les partis anglais et français ont été surpris, qu'ils seront les victimes du mouvement auquel ils applaudissent. En vérité, l'artifice est trop grossier; il n'est pas fait pour tromper les Grecs. Ce qu'on voudrait par ces insinuations malveillantes, c'est de pousser les Grecs au désordre et à la guerre civile. Quel bon prétexte pour effacer la Grèce de la liste des nations et en faire une province vassale, à l'instar des malheureuses provinces danubiennes! Mieux vaudrait pour les Grecs être Turcs, complètement Turcs; l'aspect de l'avenir serait moins sombre. Que les Grecs ne l'oublient pas : il a pu y avoir des partis en Grèce; lorsque, tout en désirant vivement la liberté, ils n'ont pu l'obtenir, les esprits se fourvoient; tous les moyens leur paraissent bons, toutes les ressources légitimes. Une fois la liberté obtenue, il n'y a plus que deux partis, le parti de ceux qui veulent la maintenir, et le parti de ceux qui cherchent à la ruiner au profit d'un intérêt quelconque. D'où qu'ils viennent, que tous les amis d'une liberté régulière se donnent la main; ils sont le pays. S'il est au contraire des hommes qui se séparent d'eux, quelque nom qu'ils portent, quelque drapeau qu'ils arborent, qu'ils marchent au despotisme ou au désordre, peu importe; ces hommes sont des traîtres : il ne faut rien avoir de commun avec eux. Mais il n'est pas toujours facile en politique de distinguer ses amis de ses adversaires. Souvent des hommes tendant absolument au même but se repoussent avec un acharnement déplorable, par cela seul que leurs opinions diffèrent sur quelque moyen secondaire, et on voit ces mêmes hommes ouvrir leurs rangs, avec une confiance qui serait ridicule si elle était sans danger, à l'hypocrisie et à la trahison. Ayons la confiance que le peuple grec saura mettre à profit sa sagacité naturelle et distinguer, surtout dans les élections, ses vrais amis des imposteurs qui voudraient le voir s'égarer et des fous qui le mèneraient à sa perte.

Au surplus, il a déjà donné des preuves de la rectitude de son jugement. Maurocordato absent (il était à Constantinople) a appris, en entrant au Pirée, son élection à Missolonghi. Ceci nous amène au second fait particulier qui fortifie, disions-nous, nos espérances. Nous voulions parler du retour en Grèce, sans doute pour y prendre une large part aux affaires de leur pays, de Mau-

rocordato et de Coletti. L'union de ces deux hommes peut être d'une utilité inappréciable à la Grèce. Formés à la vie politique et aux pratiques constitutionnelles, Coletti à Paris, Maurocordato à Londres, connaissant à merveille l'un et l'autre les conditions de la monarchie représentative, l'état de la Grèce, les dispositions de l'Europe, ils apporteront à leurs compatriotes les conseils de l'expérience, un esprit résolu et prudent, et la mesure de toutes choses. Ils sont l'un et l'autre deux amis sincères, dévoués, de leur pays et de la liberté régulière. Ils ont fait leurs preuves; la Grèce les connaît et les attend. La mâle énergie, le coup-d'œil ferme et juste, l'esprit élevé et simple de Coletti, pourront s'allier à merveille aux formes plus souples, à l'instruction plus variée, au caractère plus conciliant de Maurocordato. Ces deux hommes séparés, ils se paralyseraient réciproquement; unis ils se compléteront l'un l'autre et donneront aux hommes sensés et modérés de leur pays un appui inébranlable. C'est par la forte organisation du parti modéré qu'on parviendra à calmer l'effervescence publique et à contenir les esprits désordonnés. Bonne-foi dans la royauté, modération dans le pays : là est le salut de la Grèce. Tout serait perdu sans cela, car ce n'est pas avec des baïonnettes étrangères qu'on fonde les institutions d'un pays libre. On dit que le roi de Bavière demande pour son fils les secours de la conférence de Londres. Mieux aurait valu donner à son fils de sages conseils avec l'autorité morale d'un père et en temps utile; mieux aurait valu rappeler tous ces Bavarois dont la présence irritait les Grecs sans rien ajouter à la force du roi.

Du reste, quelles que soient les instances de la Bavière, nous sommes convaincus que la Grèce, tant qu'elle demeurera dans les limites de la liberté constitutionnelle, ne sera l'objet d'aucune mesure violente, qui ne serait propre qu'à l'humilier ou à l'irriter. Sans doute la révolution grecque déplaît aux puissances du Nord : à la Russie, parce que le gouvernement constitutionnel peut développer les forces, l'énergie du [illegible]ume grec, et offrir un modèle séduisant à toutes les provinces chréti[illegible] l'empire [illegible] à la Prusse et à l'Autriche, par cela seul qu'elle es[illegible]ution. [illegible]es
d'état et les diplomates sont, un grand nom[illegible]ux d[illegible]e
singuliers logiciens. Ils s'évertuent à mainte[illegible]
contre les conséquences. Vous voulez retarde[illegible]
tions des états secondaires, le renversement de [illegible]
ni force morale ni force matérielle. Ordonnez [illegible]
sont en réalité que vos préfe[illegible]en admini[illegible]
mettez qu'un despotisme écl[illegible] tolérable[illegible]
sur le cou, vous êtes témoin[illegible]
on dirait que vous les voule[illegible]
montraient à leurs enfans les [illegible]
de colère lorsqu'une émeute vie[illegible]
plit dans l'un de ces états. C'est [illegible]
aujourd'hui sans murmures, sans [illegible]
ment absolu, mais une administratio[illegible]
est une pensée étrange, un [illegible]

riode durant laquelle elles s'affermissent pratiquement dans la politique intérieure et extérieure du pays, sous Walpole, les Pelham et le premier Pitt. C'est dans cet ensemble surtout que les *essais* de M. Macaulay, qui ont déjà obtenu en Angleterre et aux États-Unis un succès complet, nous paraissent mériter d'être signalés au continent, où l'histoire d'Angleterre est si peu étudiée, où ils pourraient populariser la connaissance aujourd'hui si utile des principales données de cette histoire.

C'est bien à l'époque des Tudors, la plus éloignée parmi celles qu'éclairent les aperçus de M. Macaulay, que commence l'Angleterre moderne. Tous ses grands intérêts, tous ses traits caractéristiques, prennent dès-lors une forme arrêtée, permanente. Depuis lors surtout, l'esprit et la pratique de la liberté, dont les agitations semblent donner la vie à l'histoire, communiquent à celle de ce pays un intérêt dramatique égal à celui qui ne cessera d'attirer les esprits cultivés vers les magnifiques annales d'Athènes et de Rome. Sous les Tudors, l'Angleterre adopte une forme religieuse nouvelle, et prend un élan irrévocable dans toutes les voies qui semblent conduire à la richesse et au bien-être matériel. Cette application aux intérêts matériels, devenue la passion dominante du génie anglais, a des causes profondes, éloignées. Les Anglais ont été, dès le moyen-âge, le peuple le plus matériellement heureux de l'Europe. L'alliance que la bourgeoisie eut le bonheur d'y contracter avec l'aristocratie explique ce privilége. Des trois forces dont les luttes et les combinaisons ont formé les sociétés modernes, la royauté, l'aristocratie, la bourgeoisie, en France, après la décadence de la famille de Charlemagne, la puissance fut à l'aristocratie, qui s'en servit aux dépens de la bourgeoisie et de la royauté. Celle là ne put travailler à son émancipation qu'en s'unissant à la force monarchique. A cette alliance dont la victoire fut si longue à s'achever, elle gagna des garanties sociales; mais ce n'est que bien tard, par une crise révolutionnaire à peine aujourd'hui terminée, qu'elle a obtenu un véritable ascendant politique. La conquête normande établit au contraire en Angleterre une royauté très puissante déjà, qui, faisant durement sentir son joug à la noblesse et au peuple vaincu, dut nécessairement les réunir contre elle. Cette coalition arracha la grande charte à la royauté; mais elle ne donna pas seulement au peuple des droits politiques : il y gagna d'être mieux traité par la féodalité, pour laquelle il était un allié nécessaire, que les autres bourgeoisies européennes. Telle est l'origine de ces habitudes de bonne intelligence entre la noblesse et la bourgeoisie

anglaises, si lentes à se rompre aujourd'hui même, malgré les changemens que la grande industrie est venue apporter dans la constitution et dans les intérêts des classes moyennes. De là aussi cette habitude et ce goût du bien-être matériel qui sont entrés si profondément dans la nature du peuple anglais. La prospérité relative de l'Angleterre au moyen-âge excitait l'envie des étrangers. Froissart, qui appelait déjà les Anglais du XIIIe siècle « le plus périlleux peuple qui soit au monde et le plus outrageux, » disait encore avec une surprise naïve : « En ce royaume d'Angleterre, toutes gens, laboureurs et marchands, ont appris de vivre en paix et à mener leurs marchandises paisiblement et les laboureurs labourer. » Durant les guerres des deux Roses, qui firent à l'aristocratie de si cruelles blessures, le vilainage disparut presque complètement; la situation du peuple continua à s'améliorer. « Selon mon advis, disait un contemporain de ces terribles déchiremens, Commine, entre toutes les seigneuries du monde dont j'ay connaissance où la chose publique est mieux traitée, et où règne moins de violence sur le peuple et où il n'y a nuls édifices abattus, ny démolis pour guerre, c'est l'Angleterre : et tombe le malheur sur ceulx qui font la guerre. » Le peuple anglais était donc bien préparé et devait être un des plus ardens à se lancer dans ces nouveaux espaces que les découvertes du XVIe siècle ouvrirent au développement des richesses; la politique heureuse des Tudors sut habilement l'y conduire.

Il faut tenir compte de cette préoccupation du bien-être matériel pour comprendre la révolution religieuse accomplie par Henry VIII. « L'histoire de la réformation en Angleterre, comme le remarque M. Macaulay, est pleine de problèmes étranges. » Celui qui paraît le plus extraordinaire, à cette époque surtout, c'est l'énorme puissance du gouvernement en matière de foi, comparée à la faiblesse des partis religieux, c'est-à-dire en réalité du sentiment religieux. Pendant les treize années qui suivent la mort de Henry VIII, l'Angleterre change trois fois de culte. Édouard VI la fait protestante; elle redevient catholique sous Marie; Élisabeth la soumet au protestantisme ambigu de l'église établie. Cependant chaque fois on emploie la violence pour plier les consciences rebelles, et aucune secte n'est assez forte pour essayer de conquérir la tolérance par une résistance sérieuse. Quel contraste avec ce qui se passait alors dans le reste de l'Europe, où les populations se montraient si jalouses de leurs croyances, où, après de sanglantes luttes, les églises qui étaient en minorité arrachaient des garanties de sécurité aux cultes dominans! Chez les au-

tres peuples, les intérêts politiques s'associèrent sans doute au mouvement de la réforme, mais ils n'en eurent pas la direction dogmatique. Luther, Calvin, Knox, dominent l'électeur de Saxe, le prince de Condé, le comte de Morton. Les positions sont renversées en Angleterre : les sectaires restent dans l'ombre; les meneurs de la réforme sont des politiques. On ne peut évidemment s'expliquer leur succès que par l'indifférence religieuse, le scepticisme pratique que développent et nourrissent l'habitude et le goût du bien-être matériel. Le cardinal Bentivoglio a laissé, de la situation religieuse de l'Angleterre à cette époque, une curieuse statistique acceptée par M. Macaulay, et qui confirme cette explication. Ce cardinal ne portait pas à plus d'un treizième de la population le nombre des catholiques fervens. Les quatre cinquièmes de la nation auraient passé sans scrupule d'un culte à l'autre.

On attribue ordinairement la paisible issue de l'entreprise religieuse de Henry VIII au pouvoir absolu de la royauté sous les princes de la maison de Tudor. M. Macaulay a fait justice de ce préjugé dans sa critique de l'*Histoire constitutionnelle* de Hallam, et dans son étude sur le premier ministre d'Élisabeth, Burleigh. Il y rend à la monarchie des Tudors son véritable caractère. A ne juger la puissance de cette dynastie que par les dehors, on la dirait, il est vrai, absolue. Voyez-en, par exemple, la plus glorieuse période, le règne d'Élisabeth. La couronne ne saurait avoir à l'égard du parlement un langage plus impérieux, plus hautain. Les membres des communes expient par des châtimens sévères les moindres libertés de parole. La mutilation ou la mort fait justice de l'écrivain qui déplaît à la cour. Le crime de *non-conformity* est puni des plus cruels supplices. Jamais, dans aucun pays, de plus grands périls n'ont été attachés aux dignités. Buckingham, Cromwell, Surrey, Seymour, Sommerset, Northumberland, Suffolk, Norfolk, Essex, périssent sur l'échafaud. Le despotisme n'a pas de plus terribles apparences; mais ce n'en sont ici que les apparences. Allez plus loin : bientôt, en effet, vous vous apercevez, comme le remarque M. Macaulay, que « la puissance des Tudors n'avait d'autre fondement que l'obéissance volontaire de leurs sujets. » Ils ne devaient cette obéissance qu'à la sécurité, à la prospérité, à la gloire, que leur habile gouvernement donnait au pays. Si une invasion menaçait l'Angleterre, si un grand seigneur ambitieux se révoltait, la royauté, qui n'avait pas d'armée permanente, était forcée de recourir à la nation; elle attendait de son bon vouloir les troupes et les subsides. Dans ces conjonctures

critiques, la royauté était réellement à la merci de ses sujets. Les appels des Tudors furent à la vérité toujours entendus. Souvent la nation y répondit avec un empressement enthousiaste. On en vit un bel exemple pendant que Philippe II faisait les préparatifs de l'*Armada*. Le gouvernement d'Élisabeth s'adressa au maire de Londres : il lui demanda quelle force la Cité pouvait s'engager à fournir pour la défense du royaume. Le maire et le conseil de ville prièrent la reine de fixer elle-même le contingent qu'elle désirait. On le porte à quinze navires et cinq mille hommes. Les bourgeois de Londres délibèrent, et deux jours après « prient humblement la reine d'accepter comme témoignage de leur loyal et parfait attachement au prince et au pays dix mille hommes et trente navires amplement fournis. » Voyant ses intérêts vivement compris et sagement administrés par ses souverains, le peuple anglais permettait beaucoup au bon plaisir royal. Il ne songeait pas à affaiblir les honneurs qui entouraient la royauté d'un antique prestige. Les malheurs des nobles et des courtisans le touchaient peu : il vit avec indifférence et souvent avec joie les sanglantes péripéties qui terminaient ces hautes et insolentes fortunes. Ce peuple, utilitaire-né et médiocrement inquiet de ses croyances, laissa également la royauté faire des lois religieuses et les imposer par la persécution; mais sur ses intérêts matériels, on n'eût pas blessé impunément sa susceptibilité ombrageuse. « Il eût été aussi périlleux aux Tudors, dit M. Macaulay, de lui infliger des taxes trop lourdes qu'à un empereur romain de laisser ses prétoriens sans paie. » Henry VIII et Élisabeth eux-mêmes l'auraient éprouvé, s'ils n'avaient reculé à temps devant les premiers signes du mécontentement public.

Les Stuarts, et ce fut leur malheur, ne comprirent pas cette situation ambiguë et délicate de la royauté. Ils confondirent la pompe extérieure du pouvoir avec les réalités de la puissance. L'ascendant que la volonté royale paraissait avoir exercé sous leurs prédécesseurs, lorsque, par un accord tacite qu'il fallait prévoir ou savoir produire, elle coïncidait avec l'intérêt national, ils l'attribuèrent follement, eux, à je ne sais quel droit abstrait, quelle dispensation divine légitimant l'exercice arbitraire d'une prérogative souveraine. Ainsi, la prudence et l'habileté des Tudors avaient éludé le problème des rapports de la couronne avec la nation représentée dans la conduite générale du gouvernement. Le règne de Jacques Ier sembla uniquement consacré à poser et à faire éclater cette redoutable question. « Des ennemis de la liberté qu'a produits l'Angleterre, dit spirituel-

ement M. Macaulay en parlant du fils de Marie Stuart, ce fut à la fois et le plus inoffensif et le plus irritant. Il jouait le rôle du *picador* des courses espagnoles, qui met le taureau en fureur, en agitant un drapeau rouge devant ses yeux et en lui lançant des traits assez acérés pour le piquer, trop légers pour lui donner la mort. » Il y a dans l'histoire peu d'ironies aussi amères que celle qui fit de ce prince, dépouillé de toutes les vertus, de tous les prestiges qui commandent la sympathie ou le respect, le souverain le plus infatué des prérogatives théoriques de la couronne. Ce n'était pas assez d'alarmer tous les droits, de soulever tous les intérêts contre les prétentions monarchiques par de puériles taquineries : Jacques n'avait que la pédanterie du despotisme; il redoublait encore l'audace et la force de ses adversaires de tout le mépris qu'il appelait sur la royauté par le lâche empressement avec lequel il abandonnait ses prétentions à la moindre menace de résistance sérieuse. Il ne savait pas même se donner le facile mérite de céder de bonne grace aux progrès de la liberté, qu'il n'avait eu ni le pouvoir ni le courage d'arrêter : semblable à ces poltrons, auxquels M. Macaulay le compare, qui reculent avec une précipitation ridicule devant leurs adversaires et leur envoient encore, en fuyant, des malédictions et des injures. A la fin de son règne, le parlement le contraignit à abandonner les monopoles qui blessaient les intérêts du commerce anglais, et la chambre des communes, enhardie par cette victoire, voulut contrôler la politique extérieure du gouvernement. Jacques saisit ce prétexte pour engager sur l'origine et les pouvoirs de cette chambre une controverse aussi impuissante qu'irritante, sans s'apercevoir que ces droits n'avaient besoin que d'être contestés pour être solennellement constatés. Ainsi Jacques ne cessa pas un instant d'éveiller les défiances du peuple contre le pouvoir royal, et de lui donner de l'étendue et de l'exercice de ses droits une préoccupation toujours plus vive. Sous son règne, comme dans une situation analogue dont le cardinal de Retz a tracé cette vive esquisse, « l'on chercha comme à tâtons les lois, l'on s'effara, l'on cria, on se les demanda, et dans cette agitation, les questions que leurs explications firent naître, d'obscures qu'elles étaient et vénérables par leur obscurité, devinrent problématiques, et de là, à l'égard de la moitié du monde, odieuses. Le peuple entra dans le sanctuaire; il leva le voile qui doit toujours couvrir tout ce que l'on peut dire, tout ce que l'on peut croire du droit des peuples et de celui des rois, qui ne s'accordent jamais si bien ensemble que dans le silence. »



Le bavard et pédant Jacques Ier avait lui-même déchiré le voile en tout sens. A sa mort, il s'agissait de savoir comment allaient en effet s'accorder les droits du peuple et ceux du roi. La partie de la royauté passait aux mains de l'homme le mieux fait pour mener les choses aux épreuves extrêmes, au bout desquelles sont les solutions décisives. Charles Ier avait justement les qualités qui devaient lui rendre chères les prérogatives royales : une distinction d'esprit relevée et ornée par la culture des lettres et le goût intelligent des arts; de l'application aux affaires, et ces grandes manières qui reflètent si bien la splendeur des royales destinées. Ses défauts le poussaient fatalement à soutenir ces prérogatives à tout péril : un caractère impérieux et obstiné, quelque chose d'étroit dans le jugement, dépourvu d'ailleurs de cette sagacité, de ce sens intuitif du possible qu'on pourrait presque appeler la faculté du succès. Élevé au milieu du conflit naissant, nourri de bonne heure de l'idée de faire triompher ce qu'il considérait comme ses droits, Charles Ier devait porter résolument dans l'action des théories qui n'avaient été chez son père que de ridicules bravades.

M. Macaulay a reproduit à grands traits dans son étude sur Hampden les diverses péripéties de la lutte constitutionnelle du règne de Charles Ier. Cette loi nécessaire du gouvernement matériel des sociétés, qui fait des finances publiques le confluent, pour ainsi dire, où tous les intérêts d'un état viennent se réunir, met naturellement aux prises sur le terrain des finances les influences qui se disputent la direction du gouvernement. Un corps dont le consentement est nécessaire pour la fixation et la levée de l'impôt a virtuellement le droit de le refuser, ou, en l'accordant, d'en contrôler l'usage, c'est-à-dire, en définitive, de juger les actes du gouvernement et d'exercer une influence réelle sur la conduite des affaires. Voilà ce que les controverses de Jacques Ier avaient fait clairement comprendre au parlement anglais, ce que, dès le premier moment, Charles refusa d'accepter. Il était en dissentiment avec ses sujets sur une question d'intérêt matériel et sur une question d'intérêt religieux. Les intérêts matériels réclamaient depuis le règne d'Élisabeth contre les concessions de monopoles, ce moyen ruineux pour la communauté, mais si commode pour le pouvoir, de se procurer immédiatement de l'argent ou de dispenser des faveurs, que l'on trouve employé partout où les ressources d'un peuple sont livrées encore aux gaspillages du despotisme. Les persécutions exercées contre les protestans dissidens avaient commencé aussi, dès la fin du règne d'Éli-

sabeth, à former une opposition, peu nombreuse d'abord, mais qui, par son exaltation et son audace, devait rallier tous les mécontentemens en les irritant davantage. Le premier parlement convoqué par Charles Ier subordonna au redressement de ses griefs le vote des subsides qui lui étaient demandés; Charles les voulait sans conditions. Assembler un parlement pour le réduire à une obéissance muette était un non-sens; autant valait lever directement l'impôt sans avoir recours à une formalité que l'on voulait rendre illusoire. Charles Ier l'essaya. Les nécessités de la guerre qu'il soutenait contre la France l'obligèrent cependant à recourir à de nouvelles chambres, qui lui arrachèrent, dans l'acte célèbre connu sous le nom de *pétition des droits*, la reconnaissance solennelle des priviléges populaires; mais il se tint pour délié de ses engagemens dès qu'il ne fut plus lié par ses besoins. Les ressources qu'il tira de la contribution forcée du *ship-money*, jointes aux monopoles, lui permirent de gouverner onze ans sans parlement. La cause de la royauté absolue semblait gagnée, lorsque l'insurrection de l'Écosse, dont Charles avait violemment blessé la foi presbytérienne, le contraignit à capituler encore avec son peuple et à réunir une chambre qui fut le *long parlement*. La fermeté de celui-ci qui puisait dans le ressentiment des déceptions antérieures la résolution inflexible de faire triompher les droits du pays, l'obstination et la duplicité de Charles Ier, remirent à la force la décision du débat, et la victoire du peuple fut consacrée par cette extrémité terrible, le supplice de Charles Ier, qu'Horace Walpole appréciait avec justesse peut-être, lorsque, sur l'arrêt de mort du malheureux roi, dont il conservait la minute parmi ses curiosités de Strawberry-Hill, il écrivait ces mots presque aussi impitoyables que la sentence régicide : *major charta!*

M. Macaulay n'a pas retracé dans ses essais la figure de Cromwell et les grandes scènes qu'elle domine. Dans le progrès des institutions constitutionnelles de l'Angleterre, le protectorat est une halte durant laquelle la nation s'efface dans la stupeur. Le dernier effort avait été trop terrible pour n'être pas suivi de lassitude et comme d'effroi. Ces coups, qui portent si loin dans l'avenir, impriment toujours un recul au présent. Le protectorat de Cromwell ne marque que dans l'histoire de la politique extérieure et coloniale de l'Angleterre; il a aussi laissé des traces ineffaçables dans les rapports de ce pays avec l'Irlande. Le but de Cromwell à l'égard de l'Irlande, mais il n'eut pas le temps de l'atteindre, était d'y substituer une population anglaise à la race indigène par le moyen épouvantable de l'ex-

termination. La *commonwealth* n'apporta d'ailleurs aucune perturbation profonde dans les élémens constitutionnels de l'Angleterre. Il n'y eut rien de changé dans le système de la propriété, presque rien dans la législation. Le symbole et la liturgie avaient été modifiés, mais le clergé conserva ses biens et continua de lever ses dîmes. La chambre des lords avait été supprimée, mais les lords ne perdirent pas leurs titres. Une portion considérable et puissante de la noblesse s'était associée au peuple dans la lutte contre la royauté; la constitution de l'aristocratie, recrutée parmi les notabilités du pays, n'offensait aucun amour-propre légitime, ne blessait aucun intérêt. La vieille aristocratie conserva donc la considération et l'affection du peuple. Ainsi l'obstination seule de l'ancien roi avait rendu tout compromis impossible entre la nation et lui : sa défaite avait donné nécessairement le pouvoir à l'homme de génie qui avait organisé et achevé la victoire populaire; mais après la mort de Cromwell, l'Angleterre, sans que rien fût changé à ses intérêts traditionnels, à ses anciennes mœurs politiques, pouvait essayer de recommencer, sous l'enseignement des expériences récentes, la conciliation qu'elle n'avait pu accomplir avec Charles Ier entre les droits du peuple et la royauté héréditaire.

On sait avec quel entraînement l'Angleterre alla vers la restauration en 1660. Elle semblait revenir à elle-même. La réaction fut à la fois religieuse, morale et politique. La situation excentrique et forcée du protectorat une fois brisée, tout se relâcha. Les fortes croyances devinrent ridicules ou odieuses. Le côté épicurien et viveur de la vieille et joyeuse Angleterre reparut. L'obséquiosité du premier parlement de la restauration rappelait les beaux jours de la monarchie sous les Tudors. Les Stuarts ne surent pas profiter de l'excellente situation que la réaction qui les ramena leur avait faite. Charles II fut inférieur à cette situation par son caractère, Jacques II par son intelligence. Le caractère de Charles II guérit promptement les Anglais de leur ivresse. Les terribles évènemens au milieu desquels s'était passée la jeunesse de ce prince, au lieu d'élever son ame, l'avaient plongé dans cette indolence d'esprit, dans ce scepticisme de mœurs, fondés sur le mépris de la vie et de l'humanité, où peuvent mener aussi les tourmentes de la fortune. Charles ne sembla remonter sur le trône que pour s'y arranger une vie d'insouciance, d'amusemens faciles, de grossières voluptés. Des avantages de la royauté, il n'avait à cœur que la facilité qu'elle lui offrait de se procurer l'argent dont il pouvait payer ses plaisirs. On a

dit, non sans vraisemblance, qu'il avait été sur le point, dans son exil, de vendre ses droits à Cromwell. Pour six cent mille livres, il aurait sanctionné le bill qui excluait son frère de la succession, si on eût consenti à les lui donner d'avance. C'était une des bonnes fortunes de la restauration d'avoir été un fait national, dans lequel l'honneur anglais n'avait eu rien à souffrir des injures de l'intervention étrangère. Ce bonheur inappréciable, Charles l'effaça pour de l'argent. Il ne rougit pas de se mettre à la solde de Louis XIV et de lui sacrifier les intérêts de son royaume. D'ailleurs, l'inclination de sa politique extérieure vers les alliances catholiques, interprétée à l'intérieur par les persécutions rigoureuses exercées contre les protestans dissidens, blessaient les idées religieuses de l'Angleterre et effrayaient comme une menace les nombreux intérêts qu'avait fortifiés la durée de l'établissement épiscopal; le fol enthousiasme des premières années de la restauration fit place à une irritation qui finit par éclater aux élections de 1679. Les horribles inventions de Oates portèrent la réaction aux dernières limites. Les défauts même de Charles, sa paresseuse mollesse, son amour des plaisirs, le sauvèrent dans cette crise; il plia sous l'orage. « Pour rien au monde et pour personne, avait-il coutume de dire, je n'ai envie de recommencer mes voyages. » Après avoir dissous trois fois le parlement, qui revint trois fois avec les mêmes dispositions, il céda. Cette soumission opportune lui ramena l'opinion publique, et les excès de l'opposition lui rendirent la faveur populaire. En 1681, il était encore tout-puissant. Jacques II lui-même eut à son avènement les communes les plus complaisantes qu'eût jamais rencontrées la maison de Stuart. Deux insurrections se levèrent contre Jacques : elles furent facilement réprimées; mais l'odieuse sévérité avec laquelle il les punit jeta l'épouvante et la désaffection dans les cœurs. Il mit enfin toute la nation contre lui lorsque ses desseins religieux se dévoilèrent. La cause de Jacques II mériterait sans doute les sympathies de tous les amis éclairés et sincères de la liberté, s'il n'eût eu réellement pour sa foi qu'une prétention légitime à la tolérance. Malheureusement Jacques II avait trop montré ses instincts persécuteurs pour qu'on pût croire à sa franchise lorsqu'il parlait de tolérance. Il voulait recommencer l'œuvre de Marie Tudor. Il n'est pas de méprise plus grossière que celle qui lui fit croire à la possibilité du succès de cette tentative. Il s'imagina que parce que le parti de la haute église, directement menacé par ses projets, prêchait l'obéissance passive à la couronne, ce parti ne lui résisterait pas. Certes, si c'est chez les in-

dividus un rare effort de vertu de sacrifier leurs intérêts à leurs principes, Jacques II aurait dû comprendre que cela n'arrive jamais et ne peut arriver à un parti, parce que les intérêts d'un parti sont toujours antérieurs à ses principes, et que les principes d'un parti ne sont autre chose que la théorie de ses intérêts. La haute église prêchait l'obéissance passive, tant qu'elle croyait ses intérêts solidaires de ceux de la royauté; mais lui demander de pousser jusqu'au suicide le dévouement à ses doctrines, c'était une de ces fautes contre le bon sens que l'on expie par les plus amers désappointemens. Jacques y perdit son trône.

Pour peu d'ailleurs que l'on ait suivi avec attention les mouvemens politiques du XVIIe siècle en Angleterre, on comprend que la révolution de 1688 et la substitution de la royauté consentie à la royauté de droit divin étaient nécessaires à l'achèvement des institutions anglaises. Il faut que les institutions aient aussi leurs sanctions pénales : pour les peuples et pour les rois, les révolutions en tiennent lieu. Cependant le supplice de Charles Ier, excès déplorable de la première violence du conflit, avait emporté les choses au-delà de l'accord pratique instinctivement poursuivi par l'Angleterre entre la royauté et la nation représentée. Le retour vers la royauté, à la restauration, avait été trop irréfléchi, trop abandonné pour que les limites normales et définitives du pouvoir royal pussent être fixées. De là les illusions de Jacques II, qui apprirent à l'Angleterre, par l'expérience des périls auxquels elles l'avaient exposée, les garanties rigoureuses qu'elle devait s'assurer vis-à-vis de la couronne. Il en fut stipulé d'excellentes dans la *déclaration des droits :* on fit bien sans doute d'enlever la convocation du parlement au bon plaisir du roi, en exigeant le vote annuel de l'impôt; mais la plus forte de ces garanties fut le changement même de la dynastie. Pour que la royauté ne prît plus ses caprices pour des droits placés sous la consécration d'une légitimité abstraite, pour qu'elle consentît à les faire céder aux intérêts et aux volontés du pays, il fallait qu'elle tînt elle-même et son origine et ses droits du consentement formel du pays. Aussi M. Macaulay a-t-il parfaitement raison de dire « qu'à cette époque l'Angleterre avait plus besoin, pour roi, d'un usurpateur que d'un homme de génie. » Ce fut précisément ce caractère d'usurpation dont la royauté de fait établie en 1688 était entachée aux yeux d'un parti considérable et puissant, qui inculqua irrévocablement l'esprit et la pratique du gouvernement représentatif dans les mœurs mêmes des partisans du droit divin. En changeant de situation à l'égard de la

royauté, lorsque celle-ci changea de base, le parti de la haute église et de la noblesse de campagne, le parti tory, suivit la conduite la plus contraire à ses principes. Pendant près de soixante-dix ans qu'il fut dans l'opposition, il prit à l'égard de la royauté des allures méprisantes et tracassières qui démentaient toutes ses anciennes doctrines d'obéissance passive. Pendant soixante-dix ans, l'ancien parti de la prérogative ne cessa de déclamer, au nom de la liberté, contre tout ce qui pouvait agrandir le pouvoir ou rehausser le lustre de la royauté. Je ne sache pas de triomphe plus décisif pour des institutions que de forcer ainsi leurs ennemis naturels à renier en pratique leurs vieux principes, et à s'assimiler les nouveaux en venant leur demander chaque jour leurs armes de combat. De la révolution de 1688 date, pour l'Angleterre, l'application réelle du gouvernement représentatif. Il fut bien entendu, depuis cette époque, que le levier du gouvernement devait avoir son point d'appui dans le pouvoir intermédiaire appelé par la constitution à représenter le pays, et depuis lors, les hommes qui exercèrent le pouvoir ou voulurent s'en emparer furent toujours obligés d'associer au succès de leur ambition les intérêts nationaux assez forts pour prévaloir dans le parlement. Ainsi commencèrent à fonctionner régulièrement ces institutions qui ouvrent aux talens tant d'issues, qui offrent un terrain plus vaste ou plus élevé aux combats qui se livrent partout autour du pouvoir, au petit coucher du roi absolu aussi bien que dans les comices du peuple souverain, mais qui substituent, une fois pour toutes, aux brutales et cruelles violences l'arme pacifique et tout intellectuelle de la discussion : mécanisme ingénieux où s'assouplissent et se régularisent les agitations nécessaires, auparavant pleines de périls et presque toujours ensanglantées, de la vie politique, et dont le jeu normal amène naturellement, sans secousse, à son heure, la victoire des intérêts dont la logique de l'histoire réclame le triomphe.

Les débuts de la monarchie parlementaire, les règnes de Guillaume et d'Anne, manquent à la galerie que nous a donnée M. Macaulay. Ces débuts furent laborieux pour la nouvelle royauté; Guillaume en eut les plus rudes ennuis : peu de souverains se sont trouvés dans une situation plus pénible. Le parti qui défendait son titre était, par principe, disposé à limiter sa prérogative; le parti dévoué par principe à la prérogative ne reconnaissait pas son titre; sa personne et la dignité dont il était investi n'étaient nulle part accueillies ensemble avec faveur. Sous lui, l'Angleterre fit intervenir pour la première fois sa politique nationale dans les affaires de l'Europe. Le parti de

la révolution, le parti whig, nourrissait contre la France, qui avait stipendié les Stuarts, les plus profonds ressentimens religieux et politiques. Dans l'entraînement de 1688, la nation se jeta passionnément, à la suite de ce parti, dans la guerre contre la France. Cependant elle ne tarda pas à trouver la lutte trop longue; il s'en fallut de beaucoup que cette guerre donnât les résultats qu'on en avait espérés. Elle fut au contraire très dispendieuse : de lourdes taxes furent imposées pour y subvenir; les taxes ne suffirent pas, on fit des emprunts. La masse de la nation, effrayée de la charge nouvelle de la dette, fit porter à Guillaume, dont la guerre avait servi les penchans et les intérêts personnels, toute la responsabilité de ses déceptions. Un ministère tory lui fut imposé. Guillaume passa tristement ainsi la fin de son règne, impopulaire dans le pays, et courbé sous une sorte d'oppression qui l'abreuva d'amertume; il mourut au moment où une fausse générosité de Louis XIV relevait sa politique et son influence. Les embarras intérieurs qui paralysaient son action l'empêchaient même de s'opposer à l'élévation de Philippe V sur le trône d'Espagne. Guillaume, affligé de maladies incurables, n'avait plus que quelques jours à vivre; le parlement et le ministère étaient tories : que Louis XIV réussît à maintenir la paix quelque temps encore, et ses vastes desseins pouvaient s'accomplir sans opposition. Au lieu de cela, il gâta sa situation par la plus intempestive des imprudences : Jacques II meurt à Saint-Germain, et Louis reconnaît solennellement son fils comme roi d'Angleterre. Cet outrage gratuit à l'indépendance nationale de l'Angleterre y souleva une indignation universelle, dont Guillaume se hâta de profiter : il remania son ministère, convoqua un parlement qui donna la majorité aux whigs, et il avait organisé la grande coalition européenne contre Louis XIV et préparé la guerre, lorsqu'il expira.

La guerre de la succession contribua puissamment, et de plusieurs manières, à consolider l'œuvre de 1688; la gloire qu'y acquirent les armes anglaises et l'influence prépondérante que la Grande-Bretagne obtint dans les affaires de l'Europe, sous les auspices du parti de la révolution, devaient attacher à la révolution même ce prestige de gloire qui naturalise si bien les hommes et les institutions chez un peuple. Cette guerre accrut plus directement encore les forces intérieures du parti whig; elle donna une impulsion immense au commerce britannique; par les emprunts qu'elle nécessita, elle fut une cause de fortune rapide pour les hommes de finance; elle développa donc la richesse dans la classe la plus indus-

trieuse et la plus remuante de la nation, dans la population des villes, dans la classe moyenne, dans celle précisément où le nouvel ordre de choses comptait ses plus nombreux et ses plus dévoués adhérens. La guerre de la succession éleva ainsi une force nouvelle, qu'on appela dès-lors le *moneyed interest*, contre la classe inactive, routinière, amie inintelligente des vieilles traditions, où se nourrissaient encore de vives sympathies jacobites, contre les gentilshommes campagnards et le *landed interest*.

Il y eut bien à la fin du règne d'Anne une forte réaction tory qui faillit ouvrir les voies à une restauration nouvelle, puisqu'elle porta au ministère des hommes qui travaillaient au retour des Stuarts, qui étaient en correspondance avec le prétendant, Harley et Bolingbroke; mais cette administration eut le malheur de faire la paix avec la France à Utrecht. Cette paix fut dénoncée par le parti populaire comme un acheminement à la contre-révolution, comme une trahison. Des déchiremens intestins paralysèrent d'ailleurs l'influence que le ministère tory eût pu exercer au profit de la dynastie déchue. Deux hommes s'y disputaient l'ascendant, le tacticien habile, mais trop souvent lent et indécis, Harley, comte d'Oxford, et l'impétueux, le brillant Saint-John, lord Bolingbroke, écrivain aussi consommé qu'il fut grand orateur, un des plus beaux génies qu'ait produits l'Angleterre, une des fortunes les plus tristement avortées que l'on rencontre dans l'histoire des peuples libres. La mort d'Anne les surprit au milieu de leurs rivalités; ils n'étaient pas prêts encore pour cet évènement, mais leurs intrigues avec le prétendant étaient trop avancées pour ne pas les compromettre. La succession protestante, l'avénement au trône de la maison de Brunswick s'accomplit sans résistance. Les whigs reprirent le pouvoir avec la confiance du nouveau roi et celle du parlement. Les partisans de l'ancienne dynastie reçurent un coup mortel. Harley fut envoyé à la Tour, Bolingbroke obligé de se réfugier en France et condamné à mort par contumace. Guillaume, Marie et Anne avaient été des rois quasi-légitimes; l'avénement de la maison de Hanovre fut l'établissement définitif de la royauté consentie.

Alors commence dans l'histoire d'Angleterre une période nouvelle, d'autant plus intéressante pour nous, qu'il se pourrait bien que la France parcourût une situation analogue, qu'elle y fût même déjà entrée. C'est l'époque où, les institutions étant définitivement assurées, les intérêts, les influences, les talens, ne cherchent plus qu'en elles leurs moyens de succès. Le pouvoir réel, souverain, se

trouvait, pour ainsi dire, intercepté dans la chambre des communes. Les débats parlementaires n'étaient pas encore publics, les membres de cette chambre échappaient, par le secret de leurs discours et de leurs votes, à toute responsabilité vis-à-vis des électeurs : ils étaient encore plus indépendans de la couronne, portée par un prince étranger, sans influence personnelle dans un pays dont il ignorait même la langue. La pratique du gouvernement parlementaire sortit de cette situation. Cette circonstance, que George Ier ne parlait ni ne comprenait l'anglais, appliqua tout naturellement en Angleterre une maxime d'état dont on a fait grand bruit chez nous avant 1830 et pendant la coalition de 1839. George Ier n'assistant pas aux réunions de ses ministres, pour l'excellente raison que nous venons de dire, depuis lors les conseils de cabinet se sont toujours tenus, en Angleterre, en dehors de la présence du roi. Ainsi le roi régna, les ministres gouvernèrent, et comme il fallait prendre le pouvoir où il était, pour eux, la partie la plus importante du gouvernement fut le maniement (*the management*) de la chambre des communes.

Un grand ministre, sir Robert Walpole, s'est fait une détestable réputation par la manière dont il entendait ce maniement, par les succès même qu'il y obtint. On lui impute sans réflexion la faute de sa position et de son temps. Nous approuvons M. Macaulay de l'absoudre de celle-là. On ne pouvait gouverner que par la chambre des communes. La plupart des membres de cette chambre n'avaient d'autre motif de soutenir le gouvernement que leur intérêt personnel. C'était sans doute un malheur, mais un malheur dont les ministres n'étaient pas coupables, dont ils étaient forcés de prendre leur parti, et dont les conséquences devaient entrer dans l'économie de leurs plans, puisque la conservation du pouvoir était à ce prix. « Il serait aussi raisonnable, dit M. Macaulay, d'accuser les pauvres fermiers des basses terres qui payaient le *black-mail* à Rob-Roy de corrompre la vertu des *highlanders* que d'accuser sir Robert Walpole de corrompre le parlement. Son crime fut simplement d'employer son argent avec plus d'adresse, de savoir en tirer plus de profit parlementaire qu'aucun de ceux qui l'ont précédé ou suivi. » Au lieu de chicaner Walpole sur les moyens dont il a été obligé de se servir pour maintenir sa position politique, il vaut mieux le juger par l'usage qu'il a fait du pouvoir. Walpole a été vingt ans ministre, et il est certain que sa politique a doublement réussi à affermir les institutions de l'Angleterre en consolidant la dynastie hanovrienne, et à agrandir l'influence des classes moyennes en

augmentant leurs richesses par une habile administration des intérêts financiers et commerciaux de son pays. Peu d'hommes donc ont eu le mérite et l'honneur d'exercer une influence aussi puissante, aussi heureuse sur les destinées de leur patrie. Il est également peu de caractères historiques plus intéressans à étudier dans leurs contrastes que celui de Walpole. Walpole n'avait pas les qualités brillantes de l'homme d'état : il n'était pas éloquent; il avait fort peu de littérature; ses connaissances historiques étaient très médiocres. Grossier de manières, la liberté de ses mœurs paraissait scandaleuse à une époque dont il était difficile, en ce point, d'effaroucher les scrupules. L'esprit pratique et les mérites moins éclatans que solides d'un homme d'affaires suffirent à sa fortune. Parmi ses contemporains, personne ne connut aussi bien que lui les hommes, sa nation, la cour, la chambre des communes, les finances. Cependant ce caractère ne se présente pas dans l'histoire dépourvu de toute noblesse et de grandeur. Le corrupteur Walpole posséda à un haut degré et eut l'honneur d'enraciner dans les mœurs de son pays une vertu politique plus rare, avant lui, que l'intègre fidélité aux convictions. Les luttes de partis avaient presque toujours conduit, jusqu'à Walpole, à de féroces violences. Walpole fut le premier à donner au gouvernement cette longanimité, cette clémente tolérance pour ses adversaires, qui fortifient le pouvoir autant que la liberté. Walpole aurait pu envoyer à l'échafaud plusieurs de ses ennemis qui conspiraient avec le prétendant, et il se laissa outrager, calomnier, renverser enfin du ministère par des hommes dont il tenait la vie à sa merci. Mais ce qui éleva toutes les facultés de Walpole, ce qui leur communiqua par momens ce relief et ce lustre que l'on admire et dont on s'éprend dans les grands hommes, ce fut son ardent amour du pouvoir. Cette passion lui donna les qualités et les défauts les plus contraires; elle le fit, en même temps, prudent quelquefois jusqu'à la lâcheté, souvent audacieux et intrépide jusqu'à la témérité. S'il avait aimé le pouvoir en homme médiocre, il aurait pu affermir sa position ministérielle en cédant une part de son autorité; mais il la voulait tout entière, il n'en acceptait pas le partage. Aussi, ne connaissait-il aucune crainte, aucun ménagement, lorsqu'il s'agissait d'assurer son ascendant. Il n'hésita jamais à rompre avec ceux de ses amis ou de ses alliés qui auraient pu, dans le gouvernement, balancer son influence; il aimait mieux les avoir pour adversaires dans l'opposition que rivaux au pouvoir. Ce fut ainsi qu'il écarta ou renvoya successivement du ministère M. Pulteney,

lord Townshend, lord Carteret, lord Chesterfield, et s'en fit des ennemis implacables. Cependant cet homme si hardi pour atteindre le but de son insatiable ambition devenait timide et disposé à toutes les concessions dans le maniement des affaires publiques. Toute sa politique est enfermée dans une maxime qu'il répétait souvent : *Quieta non movere*. Il appréhendait de susciter des affaires, de peur d'en voir sortir des orages, et lorsque, malgré ses précautions, les orages étaient soulevés, il cédait tout, il se pliait à tout pour les détourner de lui, pour conserver encore le pouvoir, n'importe à quelle condition. Il montra bien cette double face de son caractère à l'égard de l'*excise scheme*, dont nous avons expliqué ailleurs le mécanisme et la portée. Sa loi était excellente, mais l'opposition réussit à ameuter contre elle les préjugés et les passions de ceux mêmes à qui elle devait être surtout profitable, des classes adonnées au commerce. Walpole se conduisit dans cette circonstance à la fois avec cette téméraire énergie contre les personnes et cette faiblesse à l'égard des choses que nous avons essayé de définir. Il se soumit aux mécontentemens populaires; il retira l'*excise bill*, quoiqu'il eût pu le faire passer dans le parlement. Ses adversaires insinuèrent qu'il comptait reprendre son plan; Walpole leur répondit par ces paroles, qui le dépeignent : « Quant à cet infame plan, comme se plaît à l'appeler le membre qui veut vous persuader qu'il n'est pas mis de côté, je peux, pour ma part, assurer cette chambre que je ne suis pas assez insensé pour m'engager jamais encore dans quelque chose qui ressemble à de l'*excise*, quoique, dans mon opinion, je sois toujours convaincu que ce plan aurait considérablement servi les intérêts de la nation. » Mais quelques membres du gouvernement, quelques hauts fonctionnaires avaient voté contre l'*excise-bill*, ou ne lui avaient donné qu'un appui incertain : — Walpole prit contre eux sa revanche avec une fière vigueur; il renvoya du même coup du service de la couronne et jeta pour toujours dans l'opposition les ducs de Montrose et de Bolton, lord Burlington, lord Stair, lord Cobham, lord Chesterfield, lord Marchmont et lord Clinton. Dans l'affaire du droit de visite et des démêlés de l'Angleterre avec l'Espagne, sa conduite fut régie par le même principe. Il avait renoncé à l'*excise-bill*, qu'il regardait comme utile au pays, parce qu'il voyait l'opinion publique hostile à cette mesure : il consentit à faire à l'Espagne une guerre qu'il regardait comme injuste dans son origine, comme devant être funeste à l'Angleterre dans ses conséquences, lorsqu'il vit l'Angleterre la réclamer avec une irrésistible unanimité. Seulement, cette

dernière contradiction fut trop forte; elle ne le sauva pas, elle ne garantit pas pour long-temps la durée de son ministère. Ce pouvoir qu'il aurait pu résigner avec honneur au moment où s'élevèrent les difficultés du droit de visite, sur lesquelles il se trouvait en dissentiment avec le pays, lui fut enfin arraché par un de ces mouvemens d'opinion publique qu'il s'était toujours efforcé de conjurer, au prix même de serviles condescendances.

Walpole tomba au milieu d'une effervescence universelle. L'opposition qu'il avait pour ainsi dire recrutée lui-même, en lui envoyant, animés contre lui de haines ardentes, tous les hommes dont les talens lui faisaient ombrage aux affaires, comptait dans le parlement les plus grands orateurs de l'époque : Carteret, Chesterfield, Argyle, Pulteney, Wyndham, Pitt; au dehors, tous les écrivains distingués dont il fit la faute de dédaigner et de ne pas acheter les services : Pope, Swift, Gay, Fielding, Johnson, Thompson, et toutes les têtes jeunes et exaltées, les enfans, comme il disait lui-même avec mépris. Maîtresse des avenues de l'opinion publique, la coalition formée contre Walpole par le ciment de la haine commune avait ajourné, dans ses incessantes déclamations, à la chute de l'odieux ministre la satisfaction de tous les mécontentemens, le redressement des griefs les plus imaginaires, le couronnement des plus folles espérances. Aussi fut-elle tuée par sa victoire, et paya-t-elle par une juste impopularité le prompt désillusionnement des passions soulevées. Le nom de patriotes, que s'étaient donné les adversaires de Walpole, devint un terme de dérision. Horace Walpole raconte que la déclaration la plus populaire qu'un candidat pût faire aux *hustings* était d'assurer qu'il n'avait jamais été, qu'il ne serait jamais patriote. On vit bientôt que l'opposition qui avait fait la guerre à Walpole n'avait eu pour mobile que des ressentimens personnels. La première chose que firent ses chefs fut d'entrer en arrangement pour le partage du pouvoir avec les plus influens associés que Walpole avait eus au ministère, M. Henry Pelham et son frère le duc de Newcastle. Cette combinaison donna pour quelque temps la haute main, dans les affaires, à lord Carteret; mais tandis que cet homme d'état, d'un si beau génie d'ailleurs, la tête pleine de grands projets, ne songeait qu'à régenter l'Europe, les Pelham se rendirent maîtres de la chambre des communes par la dispensation des places et des pensions, que Carteret leur avait abandonnée avec une insouciante générosité, et par un habile usage des fonds secrets, du *secret-service money*. Lorsqu'ils se furent assurés de la majorité par l'adroit exer-

cice du patronage, ils secouèrent l'ascendant de Carteret, et se trouvèrent naturellement et sans efforts à la tête des affaires. Leur gouvernement est une époque unique dans l'histoire d'Angleterre. Profitant de l'expérience de Walpole, dont il rappelait d'ailleurs plusieurs des meilleures qualités pratiques, mais dont il n'avait pas l'esprit hautain et cassant, M. Henry Pelham s'associa, en leur faisant une part dans l'administration, tous les talens, toutes les influences. Il établit ainsi un ministère que les Anglais ont appelé de l'intraduisible sobriquet de *broad-bottom*, un ministère bien assis, à large base, quelque chose d'approchant au fond de ce cabinet de *grande coalition* qu'on avait rêvé chez nous après la chute de M. le comte Molé. La rébellion des *highlanders* contribua aussi à faire cesser les luttes des factions intérieures. La répression de ce soulèvement écrasa pour toujours le jacobitisme. Pendant plusieurs années, et pour la première fois depuis les Stuarts, on ne vit point d'opposition dans la chambre des communes. L'administration de M. Henry Pelham fut comme un apaisement de toutes choses, comme l'assoupissement de ces énergiques et turbulentes facultés que les institutions libres semblent donner aux peuples pour des luttes éternelles. Elle fut la parfaite réalisation du *quieta non movere* de Walpole. Elle montra aussi une des issues que peut avoir, une des formes que peut prendre l'influence prépondérante des assemblées représentatives, lorsque, affranchies, par les circonstances ou par un vice des institutions, des inspirations et du contrôle de l'opinion publique, elles cèdent au pouvoir cette influence par des compromis d'intérêts.

Cependant une situation semblable ne pouvait être qu'artificielle et par conséquent fragile. Elle ne durait que par l'équilibre des ambitions, des talens, des influences. Il fallait, pour maintenir cet équilibre, avec des aptitudes éminentes reconnues de tous, un esprit souple et délié, une main délicate, exercée au difficile maniement des intérêts et des vanités. On le vit bien lorsque M. Pelham mourut; son frère, le duc de Newcastle, un de ces personnages comiques qui viennent égayer de temps en temps la scène de l'histoire, héritait de ses moyens matériels d'influence, mais non de sa perspicacité, de sa circonspection, de sa solide capacité administrative. D'autant plus jaloux de son pouvoir qu'il était moins digne de le posséder, il se fut bientôt aliéné Pitt et Fox (les pères de ceux dont la longue rivalité a été si éclatante), les deux hommes auxquels leurs talens donnaient le droit d'aspirer à la première place, et que la prudente modération de Pelham avait eu peine à contenir dans

les postes subalternes du ministère. Newcastle redoutait de donner à l'un de ces deux orateurs la conduite de la chambre des communes. Après de longues intrigues, par lesquelles il les tourna tous deux contre lui, il fut enfin forcé de se décider : il choisit Fox; et Pitt, quittant le ministère, planta le drapeau de l'opposition contre le duc de Newcastle et sa politique. Les évènemens mirent bientôt le pays tout entier du côté de Pitt; la France et l'Angleterre s'étaient rencontrées dans l'Amérique du Nord et s'en disputaient la possession. De nombreux conflits envenimèrent leurs prétentions et les rendirent inconciliables : la guerre fut déclarée. Elle commença pour l'Angleterre par des désastres. Le plus humiliant, la prise de Minorque par le duc de Richelieu, réveilla le peuple anglais de sa longue somnolence, comme un coup de foudre, et porta sa colère jusqu'au délire. Les grandes villes, les comtés, envoyèrent au roi des adresses pleines de violence contre le ministère. Newcastle, qui n'avait pas su prévenir les malheurs, qui se sentait incapable de les réparer, trembla devant cette explosion de la colère publique. Pitt, personnellement désagréable au roi, lui fut imposé par la voix populaire; il devint premier ministre.

Le ministère de Pitt fut une série ininterrompue de magnifiques triomphes. La fortune de l'Angleterre prit le dessus dans le monde entier. Les flottes françaises détruites, nos colonies de l'Afrique, de l'Amérique et de l'Asie conquises, nos armées même battues sur le continent par les alliés de l'Angleterre, tant d'évènemens qui remplirent à peine trois années et qui ont imprimé des taches ineffaçables au règne de Louis XV, portèrent au comble la gloire de Pitt et l'admiration enthousiaste qu'il inspira à ses compatriotes. « Tout était joie et triomphe, dit M. Macaulay. L'envie et la faction furent forcées de se joindre aux applaudissemens universels. Whigs et tories exaltaient à l'envi le génie de Pitt. On ne parlait pas de ses collègues : on n'y pensait pas. La chambre des communes, la nation, les colonies, nos alliés, nos ennemis, avaient les yeux fixés sur lui seul. » C'est que Pitt venait en quelque sorte de révéler l'Angleterre à elle-même. Elle avait travaillé un siècle à conquérir ses institutions, plus d'un demi-siècle à assurer l'établissement dynastique qui affermissait ces institutions sur la base de la royauté consentie. Après l'assoupissement qui suivit ces longs efforts, Pitt lui montra ce qu'elle pouvait faire dans le monde; il fit passer tout d'un coup et pour toujours dans la politique de l'Angleterre cette ardeur d'esprit, cette intrépidité, cette inflexibilité de caractère, ce patriotisme énergique,

aveugle et puissant comme un instinct, ces magnifiques facultés qui ont fait sa grandeur et celle de sa patrie.

C'est à la période triomphante de la vie de lord Chatham que se terminent les excursions de M. Macaulay à travers l'Angleterre moderne. Il a fait halte au vestibule, pour ainsi dire, de l'histoire contemporaine. Il pénétrera sans doute dans cette sorte de monde nouveau qui s'ouvre au point même où il s'est arrêté. Il a à nous rendre compte de l'influence qu'ont exercée sur l'Angleterre ces deux évènemens immenses, l'indépendance américaine et la révolution française, qui ont ébranlé et comme refait le monde pendant un demi-siècle. Pour nous, en traçant un calque rapide des brillantes esquisses d'histoire politique que contiennent les *Essais* de M. Macaulay, nous n'avons pu prétendre qu'à faire pressentir de loin l'intérêt des scènes ou des caractères qu'elles reproduisent. C'eût été une tâche plus difficile, nous l'avouons, de faire justement apprécier le bonheur avec lequel ces esquisses ont été exécutées. Si nous ne l'avons pas remplie, nous voudrions l'attribuer aux qualités neuves et tout-à-fait originales qui distinguent la manière de M. Macaulay. Les grands effets de cette manière sont dans l'ensemble même de la composition; ni la citation, ni l'analyse ne sauraient les atteindre. On ne pourrait détacher un portrait d'une œuvre où abondent néanmoins les portraits excellens. C'est que M. Macaulay a secoué, dans ce genre, la tradition de l'ancienne école, du portrait à compartimens, à symétrie, aux allures géométriques et quelque peu pédantes. Qu'il fasse le portrait d'un homme ou le tableau d'une situation, s'il en saisit avec une vive perspicacité les traits saillans et caractéristiques, ce n'est pas seulement pour les indiquer dans un profil anguleux et décharné : autour des traits principaux, il accumule, il répand, il classe tout de suite, par voie d'énumération rapide, avec une fine entente des contrastes d'où sortent les jeux de lumière dans le portrait historique, les idées, les faits, les circonstances qu'ils dominent, mais qui les expliquent et leur donnent leur couleur. Servie par un style plein d'entrain et d'éclat, où ne s'aperçoivent jamais les hésitations ou les haltes du pinceau, qui semble toujours trouver du premier coup, d'une seule haleine, le mot et le trait heureux, où une érudition littéraire riche et distinguée attache d'élégantes broderies, cette méthode saisit vivement l'esprit, à travers l'imagination. Tel est le succès et le mérite de M. Macaulay; toutes les qualités de son jugement, de son esprit, de son imagination, il les emploie à peindre; il a le coup d'œil vaste et perçant, prompt et sûr, et il sait

faire voir à son lecteur tout ce qu'il a vu. S'il nous fallait signaler les morceaux du recueil de M. Macaulay le plus brillamment réussis à cet égard, nous indiquerions les études sur les deux hommes qui ont conquis l'Inde à l'Angleterre, Clive et Warren-Hastings, l'article sur Johnson, l'essai sur les lettres d'Horace Walpole. Nous indiquerions encore, comme un des meilleurs travaux de l'auteur, celui auquel l'*Histoire de la papauté depuis le seizième siècle*, par Léopold Ranke, a servi d'occasion; M. Macaulay n'a pas seulement déployé, dans cette étude, ses belles qualités d'intelligence et d'expression; il a montré dans l'appréciation difficile des doctrines, des institutions, des hommes, que ce sujet l'amenait à juger, cette impartialité généreuse à laquelle la noblesse du cœur a toujours autant de part que l'élévation de l'esprit.

Malgré la sympathie que nous inspire le talent de M. Macaulay, nous ne serions pas en peine sans doute de lui adresser de justes reproches. Sa manière a aussi des exagérations, ces exagérations sont naturellement des défauts; et qui peut se préserver de jamais faire de chute dans le sens vers lequel il incline? Devant l'abondance, la *fluency* de M. Macaulay, on se prend parfois à regretter qu'il ne soit pas plus sévère dans le choix, et que, dans l'ardeur du premier jet, il n'ait pas retenu au passage telle figure triviale, telle métaphore d'un goût hasardé. M. Macaulay ne sait pas toujours contenir non plus la verve qui l'emporte dans l'énumération, il rompt ainsi quelquefois la mesure des parties, et par suite l'unité et l'harmonie de la composition. Mais au lieu de gourmander M. Macaulay sur des fautes qu'il aperçoit assurément aussi bien que nous, puisqu'il les évite quand il veut, nous aimons mieux le remercier sans réserve du service que rend à la littérature politique la publication de ses *Essais*.

Nous n'avons pas l'engouement des choses anglaises, il s'en faut. Nous éprouverons toujours quelque répugnance à en conseiller l'imitation, de peur qu'elle n'aboutisse au travestissement absurde et au ridicule de la caricature. Nous ne pouvons cependant nous défendre de l'avouer, il nous semble que cet homme d'état qui, au ministère comme dans l'opposition, tient fermement la plume dans une *revue*, est pour nous un exemple et une leçon. Il ne faudrait pas croire d'ailleurs que cet exemple fût isolé, que M. Macaulay fît exception aux mœurs politiques de son pays; au contraire, depuis que les *revues* ont été fondées en Angleterre, les hommes d'état y ont pris une part active. Pour ne citer que les plus récens, M. Canning écrivait dans le

Quarterly Review; lord Dudley, qui avait le ministère des affaires étrangères dans l'administration de M. Canning, prêta à la même *Revue* une collaboration assidue. Plus d'un article de l'*Edinburgh Review* n'a pu être désavoué par tel ou tel membre du dernier cabinet whig. Aujourd'hui même, le plus jeune et un des plus remarquables collègues de sir Robert Peel, le président du bureau du commerce, M. Gladstone, donne son patronage à une *revue* nouvelle; il y prenait la parole, au commencement de cette année, pour exposer et justifier la politique commerciale de sir Robert Peel, et le mois dernier encore, pour intervenir en conciliateur dans les luttes que les tendances catholiques d'Oxford ont soulevées au sein de l'église anglicane. C'est que les hommes d'état anglais comprennent que la plume est une arme qu'il vaut mieux tenir soi-même que laisser à des lieutenans ou aux mercenaires, lorsqu'on est de force à la manier. D'ailleurs, l'union est ancienne déjà en Angleterre et aujourd'hui irrévocable entre la politique et les lettres, et toutes deux ont eu également à s'en féliciter. Les rapports de la littérature avec la politique sont à coup sûr un des intérêts les plus délicats et les plus importans de la littérature elle-même. Que la position de considération et de bien-être qui a été faite aux lettrés dans une société ait toujours influé sur la fortune des lettres, les grands siècles n'en sont-ils pas une preuve assez éclatante? En France, les lettres furent d'abord protégées, on sait avec quelle noblesse, sous Louis XIV. On sait aussi combien cette protection dégénéra lorsque les grands seigneurs et les fermiers-généraux achetèrent la *convivialité* des gens d'esprit qui n'avaient que de l'esprit, et les rabaissèrent à une sorte de domesticité dont on trouve le ressentiment amer en tant d'œuvres du XVIII[e] siècle, entr'autres dans je ne sais plus quelle éloquente lettre de Voltaire à Thiériot, dans les mémoires de Duclos, de Marmontel, surtout dans les cyniques boutades du *Neveu de Rameau*, et dans les tristesses misanthropiques de Jean-Jacques. En Angleterre, depuis 1688, les rapports de la littérature avec la politique furent différens; à l'honneur de celle-ci, au profit de celle-là, ils s'ouvrirent par l'alliance : cette alliance fit l'éclat du règne de la reine Anne. Ce fut un beau temps pour les lettres, servies à la tête même des partis par des lettrés consommés, du côté des whigs par Somers et Montague, du côté des tories par Bolingbroke; le temps de Swift et d'Addison, le temps où le géomètre Newton était maître de la monnaie, où le philosophe Locke était commissaire du bureau du commerce, où Congreve, à vingt-deux ans, voyait le succès d'une première co-

médie récompensé par des places qui lui assuraient l'indépendance pour la vie, où le poète Gay, sortant d'une boutique de mercier, devenait à vingt-cinq ans secrétaire d'ambassade, où Prior était ambassadeur en France, où Addison était ministre des affaires étrangères. Mais cette situation florissante eut un triste lendemain. La politique fit divorce avec les lettres sous sir Robert Walpole : Walpole, l'homme d'état illettré, l'homme d'affaires qui mettait toute sa gloire dans le succès de ses aptitudes pratiques, l'homme superbe qui n'avait confiance qu'en lui-même, l'homme jaloux du pouvoir qui repoussait loin de lui toutes les supériorités, méprisait les lettrés. Ce mépris lui coûta cher : il eut pour ennemis tous les gens de lettres de son temps, et ce sont ces pauvres diables d'hommes de plume auxquels il refusa avec tant de dureté les miettes de sa table splendide, qui ont imprimé à son nom les flétrissures si difficiles à effacer, même lorsqu'elles sont injustes, qui le ternissent dans l'histoire. La littérature perdit plus encore à ce divorce, qui continua sous l'administration des Pelham. Les mœurs des écrivains s'avilirent dans les honteuses angoisses de la misère : Johnson, Collins, Fielding, Thompson, furent souvent mis en prison pour dettes. Ce fameux Johnson, qui a domé son nom à un âge de la littérature anglaise, qui devait voir lui-même ses œuvres investies de l'autorité classique, attribut privilégié des renommées que le temps légitime, ce Johnson connut tous les lamentables accidens de l'existence précaire, tourmentée, dégradée, des gens de lettres de cette époque, — dînant à douze sous lorsqu'il pouvait payer son dîner, couchant l'été dans un grenier, l'hiver dans les cendres d'une verrerie, quelquefois même réduit, faute d'asile, à passer la nuit dans les rues comme un vagabond, retenu d'ailleurs et comme plongé plus avant dans le dénuement par les frénétiques aspirations aux sensualités luxueuses, aux jouissances rêvées de la richesse qui faisaient dépenser à ces malheureux, en de fébriles orgies, l'argent qui allait manquer le lendemain à leurs besoins nécessaires. La même période qui aboutit en politique à la léthargie des Pelham vit aussi se tarir la veine des grandes inspirations. La poésie épuisée ne sut retenir de l'héritage de Dryden et de Pope que cette correction aride et décolorée sous laquelle l'impuissance cherche vainement à se masquer. La littérature ne reprit son essor qu'après la vigoureuse impulsion que lord Chatham imprima aux affaires de l'Angleterre; elle se releva par des travaux politiques : Burke, Robertson, Gibbon, Adam Smith, sont les premiers noms de cette renaissance. Depuis ce temps, l'union de la politique avec les lettres s'est resserrée par des liens

indissolubles : il n'est pas un homme d'état anglais dont la culture intellectuelle n'ait été profonde et distinguée. Il est inutile de citer Burke et Sheridan, deux parvenus de la littérature, mais on peut nommer Fox, si remarquable par la chasteté de son goût, Pitt, qui, dans son enfance, dégustait par amusement le suc des légères épigrammes de l'Anthologie grecque, et parmi les contemporains lord John Russell, lord Palmerston, sir Robert Peel surtout, qui, au milieu de ses plans financiers, de ses combinaisons de tarifs, de ses traités de commerce, peut encore, si vous recourez à son autorité, reconnue en ces matières, résoudre vos doutes sur une leçon controversée d'Horace, ou vous donner la variante la plus élégante à un vers de Catulle. L'historien romain qui nous a laissé le portrait de Sylla, immédiatement après avoir rappelé son origine patricienne, parle, comme si c'était en effet une seconde noblesse, de son exquise culture littéraire : *Litteris grœcis atque latinis juxta atque eruditissime doctus.* Il semble de même que, pour les Anglais, il n'y ait pas de supériorité, de distinction complète, si l'on n'y joint la qualité de lettré consommé, de *scholar.* Certes, les Anglais passent à bon droit pour suffisamment entendus aux choses positives : gardons-nous donc de croire que la négligence ou le dédain des exercices littéraires soit une nécessité et un indice de cet esprit pratique que l'on est aujourd'hui parmi nous si ambitieux d'acquérir, si fier de posséder. Chez nous aussi, après avoir été contractée sous la restauration, l'alliance de la littérature avec la politique a eu son glorieux triomphe à la révolution de juillet. Ne laissons pas se relâcher l'alliance après la victoire; ne commettons pas la faute de ne vouloir être que des hommes d'affaires; ne recommençons pas Walpole. La politique et la littérature y perdraient assurément toutes deux en dignité et en force. Il y a là, des deux parts, un péril commun, signalé depuis long-temps, qu'il faut se hâter de conjurer par un effort combiné. On y paraît disposé du côté des lettres. Un écrivain qui a qualité pour parler au nom de la littérature a souvent réclamé ici cette association. Il appartiendrait à ceux qui sont du côté des affaires et qui y sont arrivés par la littérature de répondre à cet appel, car l'impulsion féconde doit venir d'eux.

E. FORCADE.

LE CARDINAL

DE RICHELIEU.

SECONDE PARTIE.[1]

Ce qu'il y a peut-être de plus curieux à étudier dans la vie des grands ministres, ce sont les voies qui les ont conduits aux affaires, et les moyens par lesquels ils s'y sont maintenus. Les actes accomplis par eux, quelle qu'en ait été d'ailleurs l'importance, offrent rarement un intérêt égal à celui des luttes qu'imposent dans tous les temps la conquête et surtout la longue conservation du pouvoir.

Sous nos gouvernemens constitutionnels et dans nos sociétés régulières, c'est par la puissance de sa parole, l'autorité de son nom et le ménagement habile des caractères et des intérêts, qu'un homme politique acquiert et retient ce dépôt du pouvoir si ardemment convoité par toutes les ambitions rivales. Ce spectacle a de l'éclat sans doute, et de tels combats sont difficiles; mais n'oublions pas que l'opinion publique de nos jours est une force irrésistible, et que les

(1) Voyez la livraison du 1er novembre.

hommes supérieurs triomphent tôt ou tard, en s'appuyant sur elle, des résistances que pourraient susciter ou des intrigues ou des caprices. Il n'en était pas ainsi dans cette vieille société française, qui voyait l'autorité royale s'élever comme le seul pouvoir de l'état, au milieu des troubles excités par une aristocratie princière moins ambitieuse de droits politiques que de vanités et de jouissances. Pour se maintenir aux affaires à pareille époque, et pour les régir souverainement pendant dix-huit années, il fallut deux choses : la première, éviter le sort du maréchal d'Ancre, et convaincre les grands du royaume que de tels attentats ne se renouvelleraient plus impunément; la seconde, rester maître de la pensée, sinon des affections du monarque, et associer étroitement le maintien de son pouvoir à la sûreté du prince et à l'existence même de la monarchie.

Voilà ce que sut faire Richelieu avec un bonheur incomparable. La longue domination exercée par ce ministre sur un prince qui, comme homme, n'éprouvait pour lui que des repoussemens, est un fait sans précédens dans l'histoire. Cette œuvre de persévérance et d'habileté doit être étudiée avec autant de soin que les grandes transactions diplomatiques de cette époque.

Louis XIII était, sous le rapport des affections, le plus changeant et le plus capricieux des hommes. Sa mère s'était crue sûre de son cœur, et avait fini sur la terre étrangère une vie traversée par toutes les douleurs; sa jeune et belle épouse n'avait rencontré que froideur dans son triste hyménée. La confiance et l'amitié de ce prince avaient appartenu tour à tour à de Luynes, à Barradas, à Schomberg, à Saint-Simon, à Bassompierre, à Cinq-Mars, et cette royale amitié ne préserva pas toujours leur fortune et leur tête. Il avait aimé d'un amour mort et glacé comme lui-même des femmes spirituelles, de douces et pures jeunes filles, et ces liaisons s'étaient rompues sans effort, sans combat et sans laisser de vide dans son cœur. Tel était le maître auquel il fallait que Richelieu s'imposât; tel était le monarque destiné à couvrir, jusqu'au dernier jour de sa vie, des plis de son manteau royal le ministre exécré dont l'impopularité remontait jusqu'au trône.

Ils paraissaient n'avoir rien de commun, ces deux hommes associés par une loi mystérieuse et fatale. Si l'on pouvait dire par où leurs habitudes se repoussaient, il n'était pas aussi facile de comprendre par où ils se sentaient mutuellement attirés l'un vers l'autre. Aussi les contemporains y furent-ils trompés, et Louis hésita-t-il souvent lui-même entre ses instincts de prince et d'homme privé.

Recueillez ses conversations les plus intimes, à Lyon avec sa mère pendant sa maladie, au parloir de la Visitation avec M[lle] de Lafayette, dans les bois de Fontainebleau et les salons de Saint-Germain avec ses favoris d'un jour, plus tard dans les longues et fiévreuses veillées de sa campagne de Provence avec son grand-écuyer, partout vous l'entendez exprimant les répugnances que lui inspire le cardinal, la lassitude qu'il éprouve de ses procédés impérieux et de ses inflexibles exigences; partout le roi semble apparaître comme oppressé par un pesant cauchemar qu'il suffirait pourtant d'un seul mot pour secouer. Pourquoi ne le prononce-t-il pas, ce mot suprême? pourquoi Louis subit-il, aux dépens de son repos et de son bonheur intérieur, la rude domination contre laquelle il proteste tous les jours?

Le caractère et la situation politique du monarque expliquent cette anomalie singulière. Louis XIII ressentait cette poignante méfiance entretenue par les longs périls de sa jeunesse, et qu'avait développée un naturel inquiet et solitaire. Il avait vu son enfance menacée par des insurrections formidables; il savait tout ce que son tempérament maladif faisait naître d'espérances dans sa famille, tout ce qu'il excitait de dédain populaire au sein de la nation. Il ne croyait ni à l'affection de sa mère, ni à la tendresse de son épouse, ni à la fidélité de son frère, ni au dévouement des grands et du peuple. Marie de Médicis, que le premier acte de son pouvoir avait chassée du Louvre, se posait toujours devant lui comme une mère ambitieuse et outragée. Anne d'Autriche, que la froideur de son époux semblait vouer à une stérilité éternelle, était à ses yeux la personnification vivante de l'Espagne et d'une politique ennemie. Gaston d'Orléans, l'objet des prédilections de sa mère et peut-être de sa femme, le successeur désigné de son trône et de son lit, le boute-feu de tous les complots, le complice et l'espoir de l'étranger, lui apparut pendant tout le cours de son règne comme un ennemi public et domestique à la fois. Depuis la conspiration du maréchal d'Ornano jusqu'à la ténébreuse machination de Cinq-Mars, le nom du duc d'Orléans avait été mêlé à tous les projets des factieux, à toutes les correspondances secrètes de l'Escurial, à tous les vœux des ennemis de la monarchie et de la France. Autour du trône étaient groupés des princes et des seigneurs dont les subversives pensées allaient tour à tour de la reine-mère à Gaston, et des religionnaires de La Rochelle aux armées espagnoles : audacieux brouillons, brillans conspirateurs, dont la tête ne fléchit sous le joug des lois qu'après avoir entendu siffler la hache du bourreau.

Que Louis XIII se rappelât le passé ou qu'il pressentît l'avenir, de sinistres pensées s'offraient à son esprit et légitimaient ses inquiétudes. Une population distincte et ennemie stationnait au cœur de la France, à l'abri de ses forteresses et sous la protection des édits; l'Espagne et l'empire unissaient leurs forces pour attaquer les frontières par les armes, la cour par la corruption. Un seul homme, affrontant ces périls d'un front calme et serein, n'hésitait pas à compromettre sa tête dans la sanglante partie engagée entre les princes et la royauté; il promettait puissance au dedans, grandeur au dehors, et se portait fort de faire évanouir au pied des Alpes le vieux prestige de la prépondérance espagnole.

Couvert au début de son ministère du sang de Chalais et de celui de Boutteville, implacable vengeur de l'ordre monarchique ébranlé par la révolte, et de l'ordre social compromis par le duel, Richelieu avait mis un abîme entre lui et la haute noblesse; il s'était fait, par nécessité plus encore que par nature, le champion de toutes les prérogatives royales, l'ardent promoteur de l'unité du pouvoir. Élevé aux affaires par la faveur de Marie de Médicis, il n'avait pas tardé à se trouver séparé de cette princesse par la différence de leurs vues politiques, la reine-mère aspirant à placer en Espagne et dans l'empire le point d'appui que le ministre entendait chercher ailleurs. Devenu le persécuteur acharné de sa bienfaitrice par un concours de circonstances qui assirent son crédit près du roi autant qu'elles compromirent la moralité de son caractère personnel, il avait imposé à la reine, en la rejetant hors de France, un rôle de complicité dans tous les attentats qui menaçaient son fils : il était ainsi devenu le pivot nécessaire de la résistance, la plus haute expression de la force monarchique et nationale luttant contre l'étranger.

Les souvenirs du passé élevaient donc une infranchissable barrière entre lui et Marie, et les attentats réitérés de Gaston contre la personne du cardinal ne laissaient à ce dernier de refuge et d'espérance que dans le triomphe éclatant de la royauté. Haï de la reine-mère, repoussé de la reine régente, abhorré de *Monsieur*, Richelieu n'existait que par la volonté de Louis XIII. Le roi mort ou détrôné, la tête de Richelieu tombait, malgré la pourpre dont elle était ceinte. Sa perte était la première satisfaction réclamée par les factieux, celle que Marie et Gaston aurait accordée avec le plus d'empressement et de joie. Le soin de sa propre sûreté garantissait donc le dévouement d'un ministre qui ne pouvait entretenir aucune espérance en dehors

du service de son maître. Le moyen de s'étonner dès-lors que chez Louis XIII le roi ait toujours triomphé de l'homme, et que le soin de sa sûreté ait fait constamment incliner le monarque vers la seule force monarchique qui existât alors dans son royaume?

En avançant dans la vie et dans la grandeur, Richelieu avait perdu la souplesse de ses premières années : son joug était devenu dur, son langage hautain, ses exigences croissaient avec son pouvoir. Mais n'était-il pas heureux jusque dans ses entreprises les plus hardies, et d'éclatans succès ne couvraient-ils pas toujours aux yeux du monde les contrariétés personnelles qu'il infligeait à son roi? S'il le contraignait à changer de confesseur, à rompre des relations innocentes et douces; s'il surveillait d'un œil jaloux ses actes, ses paroles et jusqu'aux plus intimes secrets de sa vie domestique, combien ne secondait-il pas, par le développement de ses vastes plans, la passion de Louis pour la guerre et sa haine contre la maison d'Autriche! Combien la politique du cardinal n'avançait-elle pas d'ailleurs cette transformation de la royauté féodale en une royauté de droit divin; œuvre dangereuse à laquelle la maison de Bourbon et la maison de Stuart se vouaient à cette époque avec une ardeur égale, quoique avec un succès bien différent!

C'est rarement par les petits côtés que se décident les grandes affaires, et la Providence ne permet pas que le développement d'une idée soit arrêté court par un accident. Lorsqu'on étudie la vie de Louis XIII et le ministère de Richelieu, l'existence politique de ce ministre apparaît à chaque instant comme menacée; il semble qu'elle va dépendre d'une conversation de jeune fille, d'un retour de Louis vers sa mère, d'une manœuvre de favoris, d'un pas de plus fait par Cinq-Mars dans la confiance royale; on croirait parfois le sort de l'état attaché à un accès de fièvre, à l'issue d'une chasse à Saint-Germain ou au secret d'une nuit conjugale : alors le colosse qui remue l'Europe paraît vaciller lui-même au plus léger souffle de la faveur royale. Pourtant, lorsqu'on pénètre plus profondément dans cette époque, on finit par comprendre que Dieu n'avait pas attaché les destinées d'un peuple aux fils de soie auxquels elles paraissaient suspendues. Une grande lutte était engagée, et Richelieu puisait sa force dans le principe d'ordre intérieur et de nationalité dont il était la personnification formidable. Le roi inclina toujours vers le cardinal par la force même des choses, et ce qui se révèle le plus clairement à quiconque a compulsé les innombrables mémoires laissés

par les hommes de ce temps, c'est la résolution persévérante de Louis XIII de conserver son ministre, lors même qu'il paraît prendre l'engagement formel de l'écarter.

En suivant la rapide esquisse que nous tracerons ici des évènemens, on verra que la puissante volonté de Richelieu leur servit toujours de lien et de mobile. Observons aujourd'hui l'action de ce ministre à l'intérieur du royaume; rendons-nous compte de ses efforts pour substitutuer une administration centralisée à ce gouvernement, mi-partie de féodalité et de franchise municipale, qui succombait sous sa confusion même. Suivons-le d'abord dans sa lutte contre les protestans et contre les grandes races; une dernière partie de ce travail nous montrera le grand ministre sous son aspect européen, et contiendra l'appréciation de l'œuvre diplomatique qu'il prépara pour les négociateurs de Munster et d'Osnabruck.

L'homme d'état véritable possède deux facultés qui s'exercent en quelque sorte simultanément. Son esprit doit embrasser d'une vue ferme et constante une pensée systématique, en même temps qu'il est tenu de transiger avec les faits, même les plus contraires à ses principes. Avoir devant les yeux un but invariable, lors même qu'on paraît s'en écarter, savoir ajourner l'application de sa pensée sans l'abdiquer jamais, telle est la double condition imposée à quiconque aspire à dominer les évènemens et les hommes. Richelieu la posséda au plus haut degré, et rarement esprit fut en même temps plus absolu et plus pratique, plus patient et plus inflexible.

Nous avons rappelé avec quelle souplesse il escalada les degrés du pouvoir, et l'on sait déjà quelles inspirations il entendait porter dans l'exercice du gouvernement. Le cardinal renouvelait, en la développant plus largement, la politique de Henri IV, qui cherchait dans la Grande-Bretagne, la Hollande, la Suisse et les puissances secondaires de l'empire un point d'appui contre la maison d'Autriche. Depuis la mort du Béarnais, la nécessité de professer cette politique paraissait bien plus manifeste encore. En Allemagne, l'empereur Ferdinand II était en voie de triompher des efforts mal concertés des protestans. L'Espagne pesait de plus en plus sur l'Italie, elle occupait les passes de la Valteline, soumise par des conventions antérieures à une sorte de neutralité garantie par l'occupation des troupes pontificales. Enfin, à l'intérieur du royaume, l'on entendait gronder sur tous les points l'orage qui, pendant les dix années de la régence, avait menacé la monarchie. En aucun temps, la cour n'avait été plus troublée, et la royale famille de France plus remplie de

haines et de dissensions; jamais les réformés du Languedoc et de la Saintonge, jamais les fiers bourgeois de La Rochelle n'avaient été plus arrogans, jamais MM. de Rohan n'avaient entretenu de plus hautes espérances.

Au commencement de 1625, quelques mois après l'entrée de Richelieu au ministère, une nouvelle rébellion protestante était venue corroborer dans son esprit cette conviction, qu'il n'était pas de gouvernement possible tant que les protestans conserveraient, outre la liberté de conscience, qu'il ne leur contesta jamais, d'anarchiques prérogatives administratives et militaires. Au mépris du serment qu'il avait prêté à Saint-Jean-d'Angely, le prince de Soubise s'était saisi des Sables-d'Olonne. Poursuivi par l'armée du roi, il s'était retiré à La Rochelle, « comme les oiseaux craintifs se cachent dans le creux des rochers quand l'aigle les poursuit. Là il reçut encore grace de sa majesté, mais comme la reconnaissance des infidèles est aussi infidèle qu'eux-mêmes, ces graces descendirent si peu avant dans son cœur, que ne lui en demeurent aucun sentiment ni mémoire. Sa rébellion, aussi féconde que l'hydre, renaît de nouveau, il met le feu dans le royaume, tandis que le roi est employé à la défense de ses alliés, ainsi qu'Érostrate embrasa le temple de Diane, tandis qu'elle était attentive à promouvoir à la naissance d'Alexandre (1). »

Avec la secrète assistance des Rochelais, Soubise arma quelques gros navires et force chaloupes. A la tête de cet armement, il entra dans le port du Blavet, où il saisit sans coup férir six vaisseaux du roi; il s'établit dans l'île de Ré, en écumant les côtes, pour augmenter sa flotte et ses finances. Pendant ce temps, le duc de Rohan insurgeait Montauban, et l'incendie, secrètement attisé par l'Espagne, semblait prêt à gagner tout le midi.

Il fallut à Richelieu une grande puissance sur lui-même pour ne pas conseiller au roi l'emploi immédiat de la force, et pour différer, en présence d'un attentat aussi odieux, l'expédition décisive qu'il roulait depuis long-temps dans sa tête. C'est ici où l'esprit politique du ministre se révèle dans toute son étendue. La guerre se faisait alors en Italie avec des succès si incertains, et l'issue en paraissait encore si douteuse, qu'il comprit l'urgente nécessité d'attendre et de transiger. L'Angleterre, où le mariage de Charles I[er] avec Henriette-Marie venait d'exalter le sentiment puritain en soulevant de vives

(1) *Mémoires de Richelieu*, liv. XVI.

antipathies contre la France, menaçait d'ailleurs d'échapper à notre alliance, malgré les efforts de Richelieu pour la cimenter. Buckingham, en butte à la haine de la nation et aux attaques du parlement, entrevoyait dans une grande expédition destinée à soutenir le protestantisme français le seul moyen de résister à l'orage qui s'amoncelait sur sa tête. Le cardinal estima qu'il y aurait imprudence à braver l'hostilité combinée de la Grande-Bretagne et de la maison d'Autriche, et il eut assez d'empire sur le roi et sur lui-même pour ajourner à la conclusion de la paix avec l'Espagne l'éclatante vengeance qu'il prépara dès ce jour avec autant de persévérance que de secret.

Le cabinet de Philippe IV crut que la France s'empresserait de traiter avec les protestans pour retrouver l'entière disposition de ses forces et les jeter sur l'Italie. Les réformés, de leur côté, pensèrent que le cardinal s'empresserait d'accommoder les affaires d'Italie, afin d'être en mesure de les attaquer plus vigoureusement. Cette double conviction rendit le comte d'Olivarès plus empressé et les insurgés plus modestes : exploitée par Richelieu avec une habileté remarquable, elle prépara le succès de deux négociations presque simultanées, et le ministre a pu se rendre la justice de dire que, « par une conduite pleine d'une industrie inaccoutumée, il porta les huguenots à consentir à la paix de peur de celle de l'Espagne, et les Espagnols à faire la paix de peur de celle des huguenots. »

Le traité de Mouçon vida pour quelque temps la grande question de la souveraineté de la Valteline, point de jonction de la puissance impériale et espagnole avec l'Italie. Par ce traité, la souveraineté du pays fut conservée aux Grisons, ces vieux alliés de la France, et les Espagnols se trouvèrent exclus de la possession des passages sur lesquels ils avaient élevé si long-temps des prétentions.

De leur côté, les réformés avaient obtenu la paix à des conditions équitables et modérées. Thoiras avait chassé Soubise de l'île de Ré, et le maréchal de Thémines, en serrant de près La Rochelle, avait porté ses habitans à désirer un accommodement avec le roi. Le gouvernement de cette ville fut remis à son corps municipal; mais un commissaire royal dut y résider désormais pour veiller à l'observation des clauses du traité et au maintien des droits de la couronne. Il était interdit aux Rochelais d'avoir aucun vaisseau armé en guerre, et il leur était enjoint d'observer pour le commerce les formes établies dans le reste du royaume. Ils s'engagèrent à restituer les biens ecclésiastiques dont ils s'étaient indûment emparés, et à garantir

aux habitans professant la religion catholique le plein et libre exercice de leur culte, ainsi que celui du culte réformé leur était garanti à eux-mêmes (1).

La trêve ainsi conclue avec les ennemis permanens du dedans et du dehors allait être utilement employée. Les deux années qui s'écoulèrent depuis cette transaction jusqu'au siége de La Rochelle sont à coup sûr l'une des périodes les mieux remplies de l'histoire moderne : jamais pouvoir qui s'élève ne s'est consolidé par des mesures plus décisives, par des vues plus neuves et plus fécondes.

La mort de Lesdiguières ayant rendu vacante la grande dignité de connétable, qui élevait dans l'armée un pouvoir égal, sinon supérieur à celui de la couronne, Richelieu n'hésita pas à en faire décréter à toujours l'abolition. Il en fut de même pour le titre de grand amiral, dont les prérogatives dans les armées navales étaient égales à celles du connétable. Ces deux grands officiers se partageaient l'autorité royale d'une façon d'autant plus complète, que la connétablie et l'amirauté, étant charges de la couronne, ne se perdaient qu'avec la vie. Les seigneurs qui en étaient revêtus avaient conquis le droit de ne rendre compte qu'au roi lui-même de la comptabilité financière des armées, de telle sorte que le pouvoir ministériel se trouvait exclu de toute intervention dans les branches les plus importantes de l'administration publique. La charge d'amiral de France n'étant pas vacante, le trésor paya au duc de Montmorency, son titulaire, une somme de douze cent mille francs pour remboursement, somme qui, bien qu'elle parût considérable, dit Bassompierre, « a été d'un grand gain au roi pour les succès des années suivantes, qui ne fussent pas arrivés sans cela. » Richelieu faisait en même temps créer une surintendance générale du commerce et de la navigation qu'il réunissait à ses fonctions ministérielles. De cette manière, il concentrait dans ses mains toute la partie administrative du service maritime, et rendait à la couronne, c'est-à-dire à lui-même, le droit de conférer le commandement des forces navales, avec tous les emplois dont le grand amiral avait eu jusqu'alors la pleine et entière disposition.

Depuis long-temps, le ministre dirigeait sa pensée vers l'accroissement de la marine militaire et l'extension du commerce et de l'industrie. Le *Testament politique* contient sous ce double rapport les vues les plus curieuses à étudier. Les idées du cardinal sur le déve-

(1) Traité de Paris du 5 février 1626.

loppement de la grande pêche et l'extension du personnel de la marine française, sur la fabrication des toiles et des industries qui se rattachent aux armemens, sont du plus haut intérêt. Richelieu est peu favorable, on doit le comprendre, aux théories de liberté commerciale qui n'avaient pas cours de son temps. Disciple de Sully et prédécesseur de Colbert, sa préoccupation principale consiste à indiquer à la France les produits naturels et manufacturés qu'elle peut substituer avantageusement aux marchandises importées de l'étranger, marchandises dont toutes ses mesures tendent à diminuer la quantité. Le commerce des échelles du Levant, celui des pelleteries du Canada, la troque sur les côtes de Guinée, les moyens à employer pour enlever aux Flamands et aux Hollandais la navigation des mers du Nord dont ils avaient acquis le monopole, tout cela occupe le ministre non moins que les plus graves transactions diplomatiques; enfin le programme complet de nos objets d'exportation et d'importation dressé par lieu de provenance, indique l'attention sérieuse et soutenue qu'il apportait à des matières que l'esprit de gouvernement essayait alors de réglementer pour la première fois (1).

Le développement de la puissance navale de la France se liait trop étroitement aux projets de Richelieu contre La Rochelle et contre l'Espagne, pour qu'une telle pensée ait lieu de nous étonner. D'ailleurs, des questions d'honneur et d'étiquette venaient à cette époque dominer les intérêts, et le cardinal avait gros sur le cœur l'affront essuyé par le duc de Sully lorsqu'il se rendait à la cour d'Angleterre comme ambassadeur du roi. Le duc avait rencontré dans le canal, à quelques lieues des côtes de France, une bamberge anglaise qui, au nom du roi de la Grande-Bretagne, souverain des mers, somma le vaisseau français d'abaisser son pavillon et le cribla de boulets jusqu'à ce qu'il eût déféré à cette odieuse prescription.

Les larges vues de Richelieu sur la liberté des mers témoignent de l'influence qu'exerçaient déjà sur le droit public de l'Europe les principes de l'école hollandaise, et les moyens indiqués dans l'un des plus importans chapitres du *Testament politique* pour l'établissement d'une puissante marine militaire permanente sont aussi saisissans par leur grandeur que par leur nouveauté.

« Il semble que la nature ait voulu offrir l'empire de la mer à la France, par l'avantageuse situation de ses deux côtes, également pourvues d'excellens ports aux deux mers Océane et Méditerranée.

(1) *Testament politique*, chap. IX, sect. 6.

« La séparation des états qui forme le corps de la monarchie espagnole en rend la conservation si mal aisée, que, pour leur donner quelque liaison, l'unique moyen qu'ait l'Espagne est l'entretainement de grand nombre de vaisseaux en l'Océan, et de galères en la mer Méditerranée, qui par leur trajet continuel réunissent en quelque façon les membres à leur chef.

« Comme la côte de ponant de ce royaume sépare l'Espagne de tous les états possédés en Italie par leur roi, ainsi il semble que la providence de Dieu, qui veut tenir les choses en balance, a voulu que la situation de la France séparât les états d'Espagne pour les affaiblir en les divisant. Si votre majesté a toujours dans ses ports quarante bons vaisseaux bien outillés et bien équipés prêts à mettre en mer aux premières occasions, elle en aura suffisamment pour se garantir de toute injure et se faire craindre dans toutes les mers par ceux qui jusqu'à présent y ont méprisé ses forces.

« Avec trente galères, votre majesté ne balancera pas seulement la puissance d'Espagne qui peut, par l'assistance de ses alliés, en mettre cinquante en corps, mais elle la surmontera par la raison de l'union qui redouble la puissance des forces qu'elle unit. Vos galères pouvant demeurer en corps, soit à Marseille, soit à Toulon, elles seront toujours en état de s'opposer à la jonction de celles d'Espagne, tellement séparées par la situation de ce royaume, qu'elles ne peuvent s'assembler sans passer à la vue des ports et des rades de Provence, et même sans y mouiller quelquefois, à cause des tempêtes qui les surprennent à demi-canal, et que ces vaisseaux légers ne peuvent supporter sans grand hasard dans un trajet fâcheux où elles sont assez fréquentes.

« Et quand même ils pourraient être servis d'un vent si favorable qu'ils n'auraient rien à craindre de la mer, le moindre avis que nous aurons de leur passage nous donnera lieu de le traverser, d'autant plus assurément que nous pouvons nous mettre à la mer quand bon nous semble, et nous retirer sans péril quand le temps nous menace, à cause du voisinage de nos ports, qu'ils n'osent aborder. Par ce moyen, votre majesté conservera la liberté aux princes d'Italie, qui ont été jusqu'à présent comme esclaves du roi d'Espagne. Elle redonnera le cœur à ceux qui ont voulu secouer le joug de cette tyrannie, qu'ils ne supportent que parce qu'ils ne peuvent s'en délivrer, et fomentera la faction de ceux qui ont le cœur français.

« Le feu roi votre père ayant donné charge à M. d'Alincourt de faire reproche au grand-duc Ferdinand de ce qu'après l'alliance qu'il

avait contractée avec lui par le mariage de la reine votre mère, il n'avait pas laissé que de prendre une nouvelle liaison avec l'Espagne, le grand-duc, après avoir ouï patiemment ce qu'il lui dit sur ce sujet, fit une réponse qui signifie beaucoup en peu de mots, et qui doit être considérée par votre majesté et par ses successeurs : *Si le roi eût eu quarante galères à Marseille, je n'eusse pas fait ce que j'ai fait* (1). »

Des combinaisons financières minutieusement étudiées suivent cet aperçu de la politique du ministre. Richelieu n'ignore pas, pour employer une expression qui lui appartient, que, « si l'argent est, comme on dit, le nerf de la guerre, il est aussi la graisse de la paix. » Dans cette partie de son travail se développent les notions les plus saines et, sous certains rapports, les plus avancées.

Richelieu passe en revue tout le système des impôts, tailles et fermages, tel qu'il avait été formé par la suite des temps et par une longue série de faits contradictoires. Il prépare dans sa pensée la suppression de la plupart des tailles, qui lui paraissent affecter le principe même de la production, qu'il dégage toujours avec une sagacité remarquable. Il n'est pas sans intérêt de le voir combattre à outrance les *conversionnistes* de son temps, et s'opposer, dans l'intérêt du crédit public, à la réduction des rentes établies sur le domaine et sur l'Hôtel-de-Ville, et au retranchement des intérêts produits par les offices achetés à deniers comptans.

« Quand la justice de cet expédient ne pourrait être contestée, la raison ne permettra pas de s'en servir, parce que sa pratique ôterait tout moyen à l'avenir de trouver de l'argent dans les nécessités de l'état, quelque engagement qu'on voulût faire. Il est important de bien remarquer, à ce propos, que telle chose peut bien n'être pas contre la justice, qui ne laisserait pas d'être contre la raison d'une bonne politique, et qu'il faut bien se donner de garde d'avoir recours à des expédiens qui, ne violant pas la raison, ne laisseraient pas de violer la foi publique. Si on la garde en ce point, ainsi que je l'estime tout-à-fait nécessaire, l'état en sera beaucoup plus soulagé qu'il ne serait, quand même on supprimerait une partie de ses charges sans nouvelles finances, en ce qu'il demeurera maître des bourses des particuliers en toutes occasions, et ne laissera pas d'augmenter considérablement son revenu (2). »

(1) *Testament politique*, chap. IX, sect. 5.
(2) Chap. IX, sect. 7.

Relativement aux charges acquises à prix débattu, Richelieu incline à en diminuer graduellement le nombre au moyen d'un remboursement au taux de l'acquisition. Il accepte du reste comme son siècle tout entier, mais sans la *canoniser*, ainsi qu'on l'a prétendu, la vénalité des offices, qui était devenue pour cette époque une impérieuse nécessité de gouvernement, et l'une des bases de l'organisation sociale même. En cela, le ministre va moins loin que Montesquieu, puisqu'il se borne à s'appuyer sur un fait alors incontesté, sans l'élever avec lui jusqu'à la hauteur d'une théorie fondamentale du gouvernement monarchique. C'est pourtant l'acceptation pure et simple de l'intérêt le plus universel et le plus puissant du temps qui semble avoir conduit certains esprits absolus du XVIII[e] siècle à contester l'authenticité du *Testament politique*. C'est à cause du chapitre sur la vénalité des charges que le marquis d'Argenson, ce précurseur de la constituante, cet esprit dogmatique né cinquante ans trop tôt, n'hésite pas à attribuer cet ouvrage, *indigne du grand génie dont il porte le nom, à quelque pédant ecclésiastique* (1); c'est pour cela qu'en fait d'œuvres dignes de mémoire, l'auteur du *Siècle de Louis XIV* invite charitablement Richelieu à s'en tenir à la digue de la Rochelle !

D'innombrables témoignages attestent la sollicitude du ministre pour les grands intérêts de la navigation et de l'industrie. La colonisation du Canada fut reprise avec ardeur, la compagnie de Saint-Domingue fut fondée, et de grandes expéditions aux Indes reçurent de la couronne de puissans encouragemens. Pendant que des consulats s'établissaient dans toutes les échelles du Levant, et que Deshayes partait pour la Moscovie afin de nouer des relations commerciales avec le czar, le chevalier de Rasilly préparait, par une expédition sur les côtes du Maroc, la négociation de traités avantageux avec toutes les puissances barbaresques (2). Des dispositions étaient prises pour féconder la pensée de Sully et creuser le canal de Briare. Des compagnies se formaient pour le dessèchement des marais, le défrichement des landes, l'endiguement des rivières; tout annonçait enfin l'importance croissante acquise par la bourgeoisie, et les efforts multipliés du ministre pour contrebalancer par l'in-

(1) *Considérations sur le gouvernement de la France*, chap. V, art. 7.

(2) On trouve sur ce point de curieux détails dans un travail récemment publié par M. Thomassy : *Des Relations politiques et commerciales de la France avec le Maroc*, 1 vol. in-8°; Arthus Bertrand, 1842.

fluence des capitaux la puissance territoriale à laquelle il s'efforçait d'arracher le pouvoir politique.

Sous l'empire de la même pensée, des changemens plus décisifs étaient essayés ou préparés dans l'administration intérieure du royaume. Dans toutes les localités, on constituait une puissance administrative permanente en rapport direct avec le pouvoir ministériel, en opposition avec les gouverneurs et les grandes cours judiciaires. La création des intendans, contre lesquels s'éleva si vivement le parlement de Paris au début de la réaction aristocratique de la fronde, fut le premier pas dans la voie nouvelle où les évènemens précipitaient la France.

Dans l'assemblée des notables réunis à Paris en 1627, le ministre fit approuver une autre mesure qui ne tendait pas moins directement au but qu'il avait toujours devant les yeux. Il parvint à faire demander par les notables la démolition des places fortes qui ne seraient pas reconnues nécessaires à la défense du royaume contre l'ennemi extérieur. Cette demande, à laquelle il eut soin de rester étranger, s'appuyait sur la nécessité de dégager la couronne des charges immenses qu'un inutile entretien imposait aux finances du roi. Les grands seigneurs, et à leur tête le duc de Guise, gouverneur de Provence, poussèrent d'étranges clameurs en entendant cette proposition mal sonnante; mais la plupart des parlementaires insistèrent avec vivacité, et les mesures étaient si bien prises, qu'en accueillant ce vœu le roi parut céder aux désirs unanimes de ses peuples (1).

Une tactique aussi habile, mais assurément moins morale, inspira une autre proposition solennellement adressée par Richelieu à la même assemblée, et chaleureusement repoussée par elle. Dans un mémoire en treize articles, le cardinal proposait de modérer les peines portées par les vieilles lois de la monarchie contre les criminels d'état, et de les réduire à la seule privation des charges et des emplois après une seconde désobéissance. Il y a quelque chose de triste et d'immoral dans le calcul qui inspirait une telle démarche. En trouvant un pareil fait dans l'histoire du terrible cardinal, la pensée se reporte involontairement sur l'homme de sanglante mémoire qui débutait à l'assemblée constituante en proposant l'abolition de la peine de mort.

Au moment où Richelieu jouait en face de la nation cette parade

(1) *Journal de Bassompierre*, t. II. — Levassor, t. V, liv. XXIV.

inconvenante de clémence, le sang de Chalais fumait encore sur le Bouffay de Nantes, et l'exécuteur aiguisait déjà sa hache pour abattre la tête de Boutteville. Le maréchal d'Ornano, enfermé au bois de Vincennes, n'avait payé que de sa liberté son intimité avec *Monsieur*. Il n'en fut pas ainsi de l'imprudent jeune homme qui avait accepté le rôle périlleux d'agent secret du cardinal auprès de ce prince, et auquel la chronique, qui fausse l'histoire aussi souvent qu'elle la complète, prête un rôle plus dangereux encore auprès de la duchesse de Chevreuse, celui de rival et d'amant préféré. Que Chalais fût entré dans une conspiration en acceptant la mission de la surveiller, qu'il fût l'un des instrumens du vaste complot tramé pour éloigner le frère du roi et lui livrer une place frontière, cela n'est pas contestable; qu'il connût par confidence le plan ourdi par quelques affidés de Gaston pour tuer le cardinal dans sa propre maison de Fleury, il n'est pas interdit de le penser; mais qu'il ait formé lui-même le projet d'attenter aux jours du roi, c'est là une imputation peu justifiée, que la frivolité de ce jeune homme suffit pour rendre invraisemblable. Ce dernier crime cependant eût seul légitimé la rigueur du supplice, puisque l'autre avait de nombreux complices connus et impunis parmi les hommes les plus considérables de la cour. Chalais le confessa lui-même avec ingénuité : il voulait être de la conspiration *parce que tout le monde en était;* ce fut une affaire de mode et de bon goût, peut-être d'entraînement et d'amour (1).

On se rappelait alors, souvenir funeste à plusieurs! les grandes factions de la régence, les fortunes élevées au milieu des troubles et grandies par ces troubles mêmes; on savait qu'il en était à cette époque des conspirations de cour comme des coups de lance du XIIe siècle, au moyen desquels se conquéraient duchés et royaumes outre-mer, et l'on ne se souvenait pas, depuis la mort du roi Henri, d'une condamnation juridique exécutée sur un homme de qualité pour avoir suivi la bannière d'un prince du sang. L'héritier de la maison de Périgord ne devina pas que les temps étaient changés, et que ce qui fut jusqu'alors un moyen de fortune était devenu tout à coup un crime irrémissible.

Confinés dans une prison rigoureuse, les princes de Vendôme, ces frères bâtards du roi, venus à la cour sur une invitation amicale,

(1) On peut comparer sur ce point la diffuse défense de Chalais, présentée par Levassor, aux imputations passionnées du cardinal. — *Histoire du règne de Louis XIII*, t. V, première partie, et *Mémoires de Richelieu*, liv. XVII.

en firent à leur tour la cruelle expérience. Bien leur prit d'appartenir à ce sang royal dont Richelieu ne versa jamais une seule goutte dans les plus grands enivremens de sa haine et de sa puissance, tant il resta conséquent jusqu'au bout avec son rôle monarchique! Bien leur prit de pouvoir s'abriter derrière leur écu fleurdelisé comme derrière un bouclier inviolable!

Quelque beau que fût le sang de Montmorency, il ne jouissait pas d'un si haut privilége. Aristocratique par excellence, il appartenait au cardinal; c'était en quelque sorte son sang de prédilection. Si Chalais avait espéré gagner, à l'exemple de tant d'autres, un bon gouvernement et une grosse pension en suivant la bannière d'un prince, le comte de Boutteville put bien supposer à son tour qu'un duel sous les beaux marronniers de la place Royale fournirait plus de matière à la conversation des dames que de besogne au bourreau. C'était un furieux duelliste que François de Montmorency-Boutteville. Vingt-deux fois, dit-on, il avait enfreint les édits royaux, et les mémoires du temps racontent qu'unissant la rage du sacrilége à celle du duel, il avait contraint Pongibaut, cadet de la maison du Lude, à se battre avec lui le jour de Pâques, au moment où celui-ci se préparait à monter à la sainte table. Après ces beaux exploits et nombre d'autres vint la grande partie carrée organisée en plein midi, sur la place la plus fréquentée de Paris, entre Boutteville et Deschapelles, son parent, contre le marquis de Beuvron et le comte de Bussy. C'était là sans doute un effroyable attentat contre la société tout entière; mais des milliers de gentilshommes ne succombaient-ils pas chaque année sous des mœurs plus fortes que les lois? N'avait-on pas vu naguère le chevalier de Guise, ce *bravo* de grande maison, assaillir impunément, au sortir du Louvre et jusque sous les yeux de la reine-mère, le marquis de Cœuvres et le baron de Luz, dont la mort fit verser tant de larmes à cette princesse? Après de si nombreux et si éclatans exemples, il était difficile de s'alarmer, et l'on pouvait laisser les gens de justice grossoyer à l'aise leur papier timbré. Ainsi pensaient Boutteville et Deschapelles, lorsque déjà, dans un sombre appareil, l'échafaud se dressait en Grève. Richelieu resta insensible à la douleur de la plus noble maison du royaume, et les imprudentes supplications du duc d'Orléans en faveur de gentilshommes qui lui étaient dévoués auraient suffi pour décider le ministre à un acte qui servait à la fois sa politique et sa haine (1).

(1) Un long mémoire, écrit par Richelieu lui-même pour déterminer le roi à re-

Tout prenait donc une face nouvelle, et cette société de transition, dont les élémens s'agitaient jusqu'alors dans une confusion anarchique, se coordonnait tout à coup sous une influence souveraine. Le pouvoir s'y révélait à tous les yeux par l'unité de ses plans, la fécondité de ses vues et la terrible majesté de ses vengeances. Richelieu se sentait assez fort pour oser désormais davantage et pour reprendre des projets dont il n'avait pas cessé un seul moment de préparer le succès.

Les réformés avaient commencé à s'agiter sous les mêmes incitations, et l'année 1628 allait voir s'accomplir enfin un des évènemens les plus considérables des temps modernes. Le mouvement puritain qui menaçait Charles Ier se développait alors dans toute sa fougue, et la princesse française qui partageait avec lui ce trône ébranlé par la tempête venait de subir un sanglant affront. Au mépris des stipulations formelles du traité de mariage, sa maison avait été congédiée, et les sujets catholiques du roi d'Angleterre voyaient s'appesantir le joug de fer dont le mariage d'Henriette-Marie avait eu pour but de préparer l'allégement. Soubise était à Londres, échauffant toutes les passions protestantes au sein d'un parlement républicain et dans la chaire fanatisée. Quel que fût l'ardent désir de Richelieu de main-

jeter le pourvoi en grace, contient le passage suivant, où l'ame du cardinal se révèle tout entière : « Tacite dit que « rien ne conserve tant les lois en leur vigueur que la punition des personnes esquelles la qualité se trouve aussi grande que les crimes. Châtier pour des fautes légères marque plutôt le gouvernement de cruauté que de justice, et met le prince en haine, et non en respect. Et quand on ne châtie que des personnes de basse naissance, la plus noble partie se rit de telles punitions, et les croit plutôt ordonnées pour les malheureux que pour les coupables. » Que si l'exécution tombe sur ceux dont les qualités sont aussi connues que les crimes, le crime diminue la compassion de la peine, et la qualité ôte aux autres la volonté de se perdre, parce qu'il ne leur reste aucune espérance de se sauver. Votre majesté trouve en cette rencontre ces deux conditions :

« Les prisonniers appartiennent de près aux plus illustres maisons de ce royaume; l'un d'eux a rompu vingt-deux fois les édits, c'est-à-dire autant de fois qu'il a hasardé sa vie il a mérité de la perdre. Leurs crimes sont si publics, que nul ne peut improuver le châtiment, et l'extraction si bonne, qu'en ne leur pardonnant pas, vos édits seront dans un éternel respect.

« Les grands qui ont entrepris de les sauver pourraient imputer leur salut à leur instantes sollicitations plutôt qu'à votre bonté, et eux-mêmes seraient capables de leur rendre plutôt hommage de leur vie qu'à votre majesté, qui serait le vrai et seu auteur de leur grace.

« Il est question de couper la gorge au duel ou aux édits de votre majesté. »

(*Mémoires de Richelieu*, liv. XVIII.)

tenir avec la Grande-Bretagne une alliance que ses projets contre la cour de Madrid imposaient alors à ce ministre comme une des bases de sa politique, un premier devoir était dicté au gouvernement du roi très chrétien par l'opinion de l'univers catholique.

Il fallait obtenir réparation d'une violation manifeste des traités, et ne pas abandonner une fille de France aux influences protestantes dont on prétendait la contraindre à s'entourer. A cette condition seulement, un mariage mixte avait été jugé praticable. Si la France eût reculé sur ce point, elle eût subi dans le monde un immense échec moral. Des redressemens furent réclamés avec une mesure que la violence des passions ne permit ni de comprendre ni d'apprécier. Emporté par le mouvement dont il allait bientôt devenir la triste victime, Buckingham descendit dans l'île de Ré pour tenter la grande croisade protestante à laquelle les réformés conviaient depuis si long-temps le roi d'Angleterre, et une formidable armée navale appareilla des havres britanniques, avec le projet de préparer en France le triomphe des idées politiques et religieuses par lesquelles le sol des trois royaumes était alors si profondément remué. L'incapacité militaire du favori de Charles Ier fit échouer sa tentative contre l'île de Ré, secourue par Richelieu avec une merveilleuse activité; mais l'intervention de l'Angleterre avait eu sur les réformés son effet habituel. Les forces huguenotes se rassemblaient sur tous les points, et La Rochelle, excitée par la présence de l'ambitieuse mère du duc de Rohan, se préparait à opposer aux armes royales une résistance désespérée.

Ainsi le problème religieux posé depuis un siècle par Luther et Calvin, et le problème social que faisaient naître la chute de la hiérarchie féodale et l'avénement d'une société nouvelle, allaient se résoudre sur une langue de terre en face du vaste Océan, sillonné par les flottes de l'Angleterre et de l'Espagne, spectatrices de cette lutte décisive. Ainsi les forces municipales et les intérêts aristocratiques allaient pour la dernière fois s'unir dans une résistance commune, avant de succomber sous cette suprématie monarchique qui portait dans ses flancs le triomphe de la démocratie moderne.

Le XIXe livre des *Mémoires de Richelieu* s'ouvre par un document d'une haute importance. C'est un exposé de la situation générale de l'Europe au moment où tant d'intérêts allaient se débattre sous les murs de La Rochelle. Dans cette note originairement écrite pour le conseil du roi, le ministre ne dissimule aucun des périls de la situation; il semble les dominer tous par la fermeté de ses vues et la sé-

rénité de ses espérances. L'Angleterre était armée contre la France et se préparait à de formidables efforts. La Hollande, échauffée par l'esprit de secte, menaçait de nous abandonner. L'empereur, aidé du duc de Lorraine, songeait à attaquer Verdun; le duc de Savoie menaçait la Bourgogne, et des avis secrets laissaient redouter les mauvaises dispositions de Venise, où Mme de Rohan avait noué des relations. L'Espagne enfin gardait une neutralité évidemment malveillante. Cette grande puissance catholique n'oserait peut-être pas éclater tant que la lutte conserverait la couleur toute religieuse que lui imprimaient la révolte des huguenots et l'intervention du puritanisme anglais; mais il était à craindre que ce caractère ne se modifiât bientôt pour laisser prévaloir une pensée toute politique. De grandes factions menaçaient l'autorité royale; Monsieur était une arme dans la main des mécontens et de l'étranger, et sa légèreté offrait seule une garantie contre son ambition. Un prince du sang plus dangereux, le comte de Soissons, avait quitté le royaume, et pouvait devenir un instrument redoutable. Si, pour encourager le roi à combattre l'hérésie, l'Espagne venait de négocier spontanément un traité d'alliance, et d'offrir le concours de ses armées navales contre le cabinet britannique qui l'avait récemment offensée, rien qu'à voir la lenteur de ses préparatifs, et les conditions qu'elle imposait à une intervention active, il était évident que cette puissance n'était pas sincère. D'ailleurs, le ministre avait surpris le secret de ses démarches à Londres et de ses manœuvres ténébreuses sur plusieurs points. Aussi la France devait-elle se méfier grandement de la cour de l'Escurial, et surveiller de près les manœuvres de son escadre, alors déployée le long de nos côtes. Cependant cette connaissance des dispositions intimes de l'Espagne ne devait pas nous empêcher de nous montrer pleins de confiance dans son concours, afin de la compromettre aux yeux de l'Europe par cette union apparente et par un échange de bons procédés.

Il est curieux de compléter aujourd'hui cet exposé tiré du portefeuille de Richelieu par les révélations que deux siècles ont apportées à l'histoire. Les archives de Simancas, dépouillées avec une rare sagacité par un écrivain contemporain, ont apporté des preuves péremptoires de la trahison de l'Espagne; les dépêches autographes adressées par Philippe IV au marquis de Legañes et au marquis de Mirabel, son ambassadeur à Paris, constatent le vif désir de l'Espagne de voir échouer le siége de La Rochelle, et ses efforts pour arriver à ce résultat au moment même où ses flottes recevaient l'ordre de

se rendre dans les ports de France, afin d'appuyer les opérations militaires commencées par Richelieu. L'Espagne, qui redoutait le blâme de la cour pontificale et respectait l'opinion de l'univers catholique, ne voulait pas paraître se séparer de la France dans ce duel à mort contre l'hérésie et dans sa lutte contre la Grande-Bretagne, avec laquelle le cabinet de l'Escurial était lui-même en guerre. Mais l'Espagne redoutait encore plus les succès de la France que ceux du protestantisme, et cette double préoccupation imposait au gouvernement de Philippe IV une attitude d'hypocrisie et des actes de trahison presque toujours découverts par la pénétration du cardinal.

Le tableau tracé par Richelieu de la grandeur du péril auquel était exposée la monarchie, serait à faire reculer une ame moins fortement trempée que la sienne. Loin de dissimuler aucune des éventualités de l'avenir, il semble se complaire à les étaler, et à changer en certitudes les plus dangereuses hypothèses. C'est qu'il faut saisir fortement l'esprit du roi et l'opinion de la France, c'est qu'on est désormais trop avancé pour reculer, et qu'il n'y a plus qu'à déployer toutes ses forces et toutes ses ressources. Montrer l'imminence du péril est nécessaire pour mettre en mesure d'en triompher. Il faut saigner à blanc le royaume pour en finir promptement de La Rochelle, ainsi le veut le salut et l'avenir de la France. Prendre La Rochelle! prendre La Rochelle! Ceci devient l'idée fixe du ministre; il vit désormais pour cette seule pensée, il ne respire plus que par elle. A toute heure du jour et de la nuit, tantôt en mer, tantôt debout sur sa glorieuse digue, il semble en proie à cette sorte de délire qui double les forces humaines, et révèle chez les ames supérieures des sens nouveaux et inconnus.

En parcourant les fragmens rassemblés sous la date de 1628 et la volumineuse correspondance manuscrite de la Bibliothèque du roi, vous voyez Richelieu passant tour à tour du rôle de ministre à celui de général, cumulant les plus minutieux détails du service de l'intendance et de la comptabilité avec la direction de toutes les opérations militaires et navales. Deux fois la flotte anglaise apparaît à la vue de la ville affamée, et deux fois elle recule devant la marine improvisée de la France et l'élan d'une armée qui se trempait pour les grandes choses. Tout le mouvement de l'Europe resta comme suspendu pendant une année, tant étaient graves les questions qui se vidaient devant ces puissantes murailles! Enfin la fortune de la France l'emporta, et, en entrant dans La Rochelle par la brèche, la royauté prit véritablement possession du royaume.

Sévère jusqu'à la cruauté pour les ennemis de sa personne, Richelieu n'avait ni fanatisme de parti, ni besoin de vengeances collectives. Il n'eut pas d'effort à faire sur lui-même pour se montrer modéré, et l'état de l'Europe lui prescrivait d'ailleurs la promptitude et la prudence. Il enleva à La Rochelle tous les droits par lesquels une république municipale se maintenait au sein de la monarchie, il rasa les forts et les remparts, symboles et instrumens de sa dangereuse indépendance; mais il ne songea pas même à porter atteinte à la sécurité des habitans et à la pleine liberté de leur conscience. Rien, dans le cours de sa vie, n'indique d'arrière-pensée contraire à la liberté religieuse. Il respecta toujours celle des réformés, et nous le voyons stipuler le même droit en faveur des catholiques près de Gustave-Adolphe et de tous les princes protestans, comme condition péremptoire de ses secours. Si la prise de La Rochelle a donc rendu possible la révocation de l'édit de Nantes, il est certain du moins que la pensée de cette révocation appartient à une politique toute différente de celle du cardinal.

La soumission de cette ville entoura le front de Richelieu d'une auréole éclatante. Il apparut dès-lors comme une puissance même pour ses ennemis, et il posséda la plénitude de cette force que donne toujours la conscience d'un grand rôle reconnu par l'opinion. Il s'attacha de toutes les manières à exploiter ce prestige, agissant sur l'esprit public par toutes les voies alors ouvertes à la publicité. La discipline des lettres était à ses yeux la conséquence de la discipline sociale, et la plupart des écrivains subirent sans résistance une influence qui s'épanchait en libéralités. Mais le moment n'était pas encore venu de savourer en paix au Palais-Cardinal les banales flatteries de ses poètes, les longues harangues de ses créatures de l'Académie, et de se faire saluer comme le suprême modérateur du monde dans de pompeuses héroïdes et des tableaux chorégraphiques. Si un pas décisif avait été fait, ce n'était encore qu'un premier pas dans une carrière toute semée de périls. La soumission de La Rochelle n'avait point entraîné celle des villes huguenotes du midi, et si, à l'annonce du grand désastre, la consternation s'était répandue dans les châteaux escarpés baignés par l'Ardèche et par le Rhône, les religionnaires ne persistaient pas moins à défendre pied à pied les remparts de leurs nombreuses villes de sûreté et la multitude de forteresses perchées au sommet de leurs montagnes.

La douleur qu'avait ressentie l'Espagne de l'heureuse issue d'un siége si long-temps traversé, et les complications nouvelles qu'ou-

vrit alors en Italie la succession du duché de Mantoue, avaient fait évanouir les derniers scrupules du roi catholique. Son gouvernement s'entendit secrètement avec la ligue des cités huguenotes et leur promit argent et secours de toute nature. Il leur envoya des officiers, et reçut à Madrid un agent accrédité du duc de Rohan pour négocier les bases d'une grande scission territoriale, destinée à préparer l'établissement d'une république fédérative sur le type de la confédération des Provinces-Unies. Les archives de Simancas ont laissé sortir de leurs cartons l'arrangement passé le 3 mai 1629 avec Clauzel, gentilhomme du duc de Rohan, arrangement par lequel ce seigneur, moyennant 600,000 ducats d'or, s'engageait à entretenir douze mille hommes de pied et douze mille chevaux, pour faire en France telle diversion qui plairait au roi d'Espagne, s'obligeant à ne signer aucun accommodement avec le roi très chrétien sans l'approbation préalable du roi catholique (1). Une dernière lutte ne pouvait donc manquer de s'engager dans ces provinces de la langue d'oc, qui depuis l'origine de la monarchie s'étaient, pour ainsi dire, accrochées à toutes les hérésies religieuses et à toutes les rébellions politiques pour défendre leur nationalité contre la grande unité française. Celle-ci était appelée à triompher encore une fois du principe romain et du principe féodal si étroitement associés dans les mœurs et les institutions des provinces méridionales du royaume. Mais avant d'atteindre ce résultat, assuré par la victoire de La Rochelle, il y avait à résoudre une question d'un intérêt majeur pour l'influence extérieure de la France, question que le moindre retard aurait infailliblement perdue.

Le décès du duc de Mantoue appelait à cette succession le duc de Nevers, son héritier collatéral, et l'Espagne s'entendait avec l'empire

(1) Dans son mémoire adressé au roi d'Espagne, Clauzel prévoyait le cas possible du triomphe absolu de la république méridionale des huguenots : « Si M. de Rohan et ceux de son parti peuvent devenir assez forts pour se cantonner et pour former un état particulier, en ce cas ils promettent la liberté de conscience et le libre exercice de leur religion aux catholiques, lesquels jouiront de tous leurs biens présens et à venir, et ne seront pas plus chargés que les autres des impôts et des taxes. Les ecclésiastiques, les religieux ou religieuses seront maintenus dans leurs honneurs et dans leurs dignités; les catholiques entreront dans les magistratures; il y aura égalité de justice partout, et les catholiques seront admis dans les parlemens, chambres de comptes, présidiaux, sénéchaussées, et dans tous les offices de justice. Enfin ils seront conservés dans tous leurs biens, honneurs et dignités, comme ceux de l'autre partie, excepté en ce qui regardera la sûreté des deniers. » (Archives de Simancas, cot. A, 63, 81.)

pour repousser un prince de cette maison de Gonzague que tous ses intérêts rattachaient à la France. Une armée castillane pressait étroitement Casal, et la perte de cette place importante aurait rendu l'issue du débat plus qu'incertaine. Richelieu comprit, avec sa perspicacité ordinaire, que la délivrance de Casal était imposée à la France par le souci de sa considération en Europe, comme la chute de toutes les villes huguenotes par le soin de sa puissance et de sa sécurité. Écoutez-le exposant au roi l'ensemble de la politique qu'il lui conseille pour le dedans et pour le dehors, voyez-le dérouler les conséquences qu'il se propose de tirer de ses premiers succès.

« Les intérêts de l'état sont divisés en deux chefs : l'un qui concerne le dedans, et l'autre le dehors.

« En ce qui touche le premier, il faut sur toute chose achever de détruire la rébellion de l'hérésie, prendre Castres, Nîmes, Montauban et tout le reste des places de Languedoc, Rouergues et Guyenne, puis entrer dans Sédan, et s'assurer d'argent.

« Il faut raser toutes les places qui ne sont pas frontières, ne tenant point le passage des rivières, ou ne servant point de bride aux grandes villes mutines et fâcheuses, parfaitement fortifier celles qui sont frontières; il faut décharger le peuple, ne rétablir plus la paulette, abaisser les compagnies qui, par une prétendue souveraineté, s'opposent tous les jours au bien du royaume.

« Il faut que le roi soit absolument obéi des grands et des petits, qu'il remplisse les évêchés de personnes choisies, sages et capables, qu'il rachète le domaine du royaume, et augmente son revenu de la moitié, comme il se peut par moyens déjà indiqués.

« Pour le dehors, il faut avoir un dessein perpétuel d'arrêter le cours des progrès d'Espagne, et, au lieu que cette nation a pour but d'augmenter sa domination et d'étendre ses limites, la France ne doit penser qu'à se fortifier en elle-même, bâtir et s'ouvrir des portes pour entrer dans tous les états de ses voisins, et les pouvoir garantir de l'oppression d'Espagne, quand les occasions s'en présenteront.

« Il y a considérer que, si l'Espagne dépouillait M. de Mantoue, elle serait absolument maîtresse en Italie, étant certain que tous les potentats qui étaient au-delà des Alpes, pleins d'affection pour la France et de mauvaise volonté pour l'Espagne, seraient esclaves de sa grandeur tyrannique, si elle venait à bout de son dessein.

« Le titre du roi pour défendre le duc de Mantoue est l'ancien droit de ce royaume qui entretient le nom, d'affranchir de tyrannie ceux qu'une puissance étrangère asservit injustement, et l'obligation

naturelle aux princes de défendre ce que Dieu a fait naître sous l'abri de leur puissance...

« Je ne suis point prophète, ajoute Richelieu, mais je crois pouvoir assurer votre majesté que ne perdant point de temps en exécutant ce dessein, vous aurez fait lever le siége de Casal et donner la paix à l'Italie dans le mois de mai ; et revenant avec votre armée dans le Languedoc, vous réduirez tout sous votre obéissance, et donnerez la paix à vos sujets dans le mois de juillet, de sorte que votre majesté pourra, comme je l'espère, retourner victorieuse à Paris au mois d'août (1). »

Quelques jours après avoir écouté cet exposé, Louis XIII partait pour l'Italie, et, couvert par la présence du roi, Richelieu commandait en chef une armée de trente mille hommes, destinée à franchir les Alpes et à secourir Casal. Conformément à la vieille politique de sa maison, le duc de Savoie entendait tirer bon parti du différend survenu entre la maison d'Autriche et la France à l'occasion de la succession du duché de Mantoue : il voulait se faire attribuer le Montferrat, prétention que l'Espagne était disposée à accueillir, sous condition que ce prince fermerait les passages à l'armée française. Une négociation avec la cour de Turin n'ayant abouti qu'à des résultats équivoques, le ministre-général donna l'ordre de trancher la difficulté par la force, et la furie française emporta le Pas-de-Suze. Pendant que l'Europe croyait Louis XIII retenu au pied des Alpes, ce prince avait forcé les lignes piémontaises, délivré Casal, sauvé le duc de Mantoue, et, selon le programme de son ministre, il revenait avec une armée victorieuse se jeter sur le Vivarais pour en finir avec le parti réformé. En suivant, dans le *Journal* de Bassompierre, ces marches héroïques, on croit assister à une campagne du premier consul, et l'on sent pétiller l'esprit français dans toute sa verve native. Privas, Castres, Nîmes, Uzès, Montauban, de belles cités romaines et de vieux châteaux moresques tombèrent tour à tour au pouvoir des forces royales. La démolition des remparts commençait sitôt après la conquête, et Richelieu écoutait avec une inexprimable joie le bruit de ces ruines, qui, en tombant, annonçaient à la France la perpétration de son œuvre.

Si des cruautés furent commises dans l'enivrement de la lutte et du triomphe, le cardinal y resta constamment étranger, se bornant à

(1) *Mémoires de Richelieu*, liv. XX, et *Vie du cardinal de Richelieu*, par Le Clerc, t. II, liv. III.

faire pour son compte la guerre aux murailles et aux franchises provinciales. Habile et modéré avec les populations protestantes, presque flatteur pour leurs ministres, il sut vaincre sans écraser, et dissoudre un parti formidable sans lui donner la ressource du martyre. A partir de cette campagne et de cette année 1629, la réforme cessa d'avoir en France une importance véritablement politique, et de peser d'une manière sensible dans la balance des factions. Privés de toutes leurs places de sûreté, sans être aucunement menacés dans la jouissance de leur liberté religieuse, les huguenots perdirent à la fois et les moyens et la volonté de se mettre à la solde des ambitions princières. Les partis succombent moins sous la grandeur des forces qu'on leur oppose que sous l'à-propos de l'agression et par le prudent usage de la victoire. L'attitude passive des églises protestantes du Languedoc dans l'insurrection qui éclata moins de trois années après, sous le malheureux duc de Montmorency, suffit pour faire comprendre la transformation radicale opérée dans ce pays par cette brillante campagne et par les mesures qui la suivirent. L'occasion paraissait belle pour essayer un mouvement auquel s'associaient le gouverneur de la province et le frère du monarque, mouvement que l'Espagne secondait de tous ses efforts; mais l'esprit protestant ne vint point compliquer cette querelle, dont une telle intervention aurait pu changer l'issue. Écrasé par l'ascendant moral de la royauté triomphante en France et en Europe, dépouillé de toutes les positions qu'il avait conquises durant une lutte séculaire, le protestantisme n'était désormais qu'une secte religieuse, et il n'aspira plus à se faire compter pour autre chose. Richelieu lui avait ôté l'espérance, la seule force par laquelle vivent les partis. La solidité de la pacification religieuse opérée par le cardinal fut mise vingt années après à une épreuve non moins décisive. Vainement la fronde, cette dernière protestation contre le travail opéré par le ministre de Louis XIII, se cantonna-t-elle pendant quatre années dans quelques provinces méridionales du royaume; vainement se fit-elle appuyer par une armée espagnole et par l'épée d'un grand capitaine : les religionnaires demeurèrent constamment étrangers à ces agitations, et n'essayèrent pas d'unir une cause désormais perdue aux entreprises de parlementaires brouillons et de grands seigneurs désœuvrés. Jamais parti ne donna plus complètement sa démission; il ne fallut rien moins que les funestes mesures de 1685 pour rendre au protestantisme français une sorte d'importance politique.

La tâche principale de Richelieu était donc consommée au dedans

du royaume, et le rôle de la France en Europe allait devenir désormais l'objet principal de ses préoccupations. Nous apprécierons dans leur ensemble les idées du cardinal sur la constitution d'un nouveau droit public et d'un nouvel équilibre européen rendus nécessaires par l'anarchie qui menaçait alors le monde. Bornons-nous aujourd'hui à observer Richelieu dans le cours de la lutte nouvelle qu'il va engager contre des influences redoutables; voyons-le triomphant de la cour après avoir triomphé des réformés.

On l'a déjà constaté dans la première partie de ce travail, il est injuste d'imputer à Richelieu le crime d'avoir systématiquement brisé l'aristocratie française, et changé, en la renversant, les bases de l'organisation de sa patrie. Plût à Dieu qu'une telle organisation eût existé, et que la France se fût trouvée à cette époque politiquement constituée! Si des pouvoirs reconnus et rivaux s'étaient rencontrés en face de la royauté pour partager avec elle l'administration publique, moins qu'un autre peut-être le hautain cardinal eût prêté la main à l'œuvre de nivellement que d'impérieuses circonstances lui imposèrent. Placez-le en Angleterre, couvrez ses épaules de gentilhomme et d'évêque du manteau de pair du royaume-uni, et ses instincts le porteront assurément à chercher un autre rôle. Mais il fallait sauver la nationalité française et défendre l'ordre public contre les menées de conspirateurs aux gages de l'étranger. De quel pouvoir politique jouissait d'ailleurs la noblesse française? quels droits réclamaient ses membres, de quelles prérogatives constitutionnelles entreprenaient-ils la conquête? Les entendit-on demander d'une manière sérieuse les états-généraux, le vote des subsides, l'organisation régulière d'un parlement, la représentation du royaume ou des provinces? réclamaient-ils quelque chose d'analogue à un bill des droits? affichèrent-ils jamais la prétention de jouer dans l'état le rôle d'un grand pouvoir appuyé sur un grand intérêt? De grosses positions pour les princes, des faveurs personnelles pour leurs agens, tels furent, sous le ministère de Richelieu comme sous celui du maréchal d'Ancre, les amorces de tous les complots, les seuls mobiles des mouvemens politiques. Le prince de Condé, chef du parti féodal opposé à la reine-mère, représentait même à un degré beaucoup plus élevé que le duc d'Orléans l'ensemble de ces intérêts seigneuriaux qui auraient pu, en la légitimant, constituer une grande opposition territoriale. A partir de la lutte armée de 1614, il semble que les idées politiques s'effacent de plus en plus, et qu'en devenant plus

turbulentes, les ambitions prennent chaque jour des proportions plus mesquines. Sous la minorité de Louis XIII, le prince de Condé est au-dessous de l'importance que pourrait acquérir sa cause; sous la minorité de Louis XIV, un autre Condé parvient à peine à grandir, par ses efforts personnels, la faction au service de laquelle il consent à placer sa gloire. Que dire de ce Gaston, dont l'ambition ne s'élève jamais au-dessus d'une cupide exploitation financière, et qui, par ses attentats réitérés, précipita Richelieu dans la voie des répressions sanglantes? Quelle portée politique attribuer aux projets d'un prince qui fit verser le plus noble sang de France sans exposer le sien, et partagea sa vie entre le soin de conspirer, et celui de dénoncer ses complices? Dans la vie politique, rien n'expose plus à abuser du pouvoir que le droit acquis de mépriser ses ennemis. Le malheur du cardinal est de n'avoir trouvé debout devant lui ni un puissant et légitime intérêt, ni une idée féconde, ni un caractère fortement trempé. Ses adversaires l'irritèrent constamment sans parvenir jamais à se faire respecter. Il n'est pas un de leurs projets dont la réalisation ne fût devenue une calamité publique, un attentat à l'unité et à l'indépendance de la patrie. A l'exemple de Napoléon, Richelieu n'a détrôné que la médiocrité et l'anarchie.

Nous voici parvenus aux jours les plus agités de cette vie si pleine; nous touchons aux temps où commencèrent les négociations du père Joseph en Allemagne, celles du baron de Charnacé en Suède, et où se prépare la dissolution de la vaste monarchie espagnole par la séparation du Portugal et l'insurrection de la Catalogne. Après avoir réglé le sort des provinces méridionales, le cardinal-généralissime était retourné prendre le commandement de l'armée d'Italie avec des pouvoirs d'une telle étendue, que, selon l'expression d'un contemporain, de toutes ses attributions souveraines, *le roi ne s'était réservé que le droit de guérir les écrouelles*. Appelé à combattre les généraux espagnols et à lutter d'adresse avec la diplomatie tortueuse du cabinet de Turin, Richelieu se montra à la hauteur de cette double tâche. Les mœurs incertaines et peu réglées de ce temps permettaient de les concilier : personne n'ignore que les généraux les plus renommés de l'époque, depuis le cardinal-infant jusqu'au cardinal de La Valette, appartenaient à l'église. L'esprit parlementaire s'efforçait de faire prévaloir la distinction des deux puissances; mais elle était loin d'être réalisée dans les habitudes et la pratique de la vie. On voyait donc Richelieu à la tête de son armée, revêtu du costume

si minutieusement décrit par Puységur (1), cuirasse couleur d'eau, habit feuille-morte relevé d'une légère broderie d'or, ample chapeau à plumes, épée au côté, pistolets à l'arçon de la selle, toujours suivi du capitaine de ses gardes, et précédé de pages portant ses gantelets. On entendait les soldats donner le maudit cardinal à tous les diables pendant les dures épreuves de la campagne, et l'applaudir avec transport lorsqu'il conquérait Pignerol à la France.

Après s'être ouvert, par la prise de cette ville, une bonne porte sur l'Italie, Richelieu rentra dans le royaume, où de grands dangers allaient le menacer dans tout l'éclat de sa fortune et le prestige de sa gloire. Les motifs véritables de sa rupture avec la reine-mère restent obscurs pour l'histoire et n'importent guère à la postérité. Ce qu'il est facile de pénétrer, indépendamment de toutes les révélations anecdotiques, c'est que Richelieu se sentait désormais trop nécessaire au monarque pour accepter un rôle secondaire, et qu'il aspirait à se dégager d'une domination que Marie mettait tous ses soins à maintenir et à aggraver. Ce désaccord, préparé par des débats personnels, se révéla pour la première fois à l'occasion de la succession de Mantoue, question dans laquelle la princesse florentine portait de vieilles antipathies de race en opposition avec les intérêts du prince de Gonzague et avec le protectorat départi à la France. Ces contrariétés de reine, aigries peut-être par d'amères ressentimens de femme, conduisirent Marie à travailler avec plus d'ardeur que de prudence à l'éloignement de l'homme qui se sentait alors assez fort pour ne plus garder de son vieux rôle de créature que les dehors d'une soumission respectueuse. Le cardinal ne se dissimula pas le péril d'une telle inimitié; mais il savait aussi tout ce que l'ame inquiète de Louis nourrissait de soupçons relativement à sa mère : il comprit dès-lors qu'il n'était pas impossible de puiser dans cette inimitié même une force nouvelle, et qu'en faisant de Marie de Médicis la première ennemie de son fils, il associerait pour jamais ses destinées et ses haines aux destinées et aux haines de son roi.

Au retour de la campagne de 1630 en Italie, Louis XIII s'était arrêté à Lyon, atteint d'un mal qui un moment fut estimé mortel. Sa convalescence fut longue, ses douleurs furent aiguës, et sa mère lui prodigua des soins que rien ne remplace pour un fils gisant sur un lit de douleurs. Autour de cette couche, dont elles avaient seules le

(1) *Mémoires*, liv. II, p. 66.

privilége d'approcher, des femmes lièrent une conjuration qui faillit changer les destinées du royaume. Les deux reines y portèrent la violence de leurs passions personnelles contre le cardinal; la princesse de Conti et la duchesse d'Elbeuf s'y associèrent par suite d'intérêts froissés et de ressentimens de famille; le garde-des-sceaux de Marillac et son frère, auquel Richelieu avait fait donner récemment le bâton de maréchal, accueillirent un projet qu'on promettait de faire servir à l'avancement de leur fortune. Le roi parlait souvent des procédés violens du cardinal, de sa superbe et de son despotisme; il se plaignait d'être effacé par son ministre, au grand détriment de sa dignité souveraine. Il ne fut pas difficile de profiter de cette disposition de son esprit et de cette prostration de ses forces pour lui arracher, au prix d'un redoublement de tendresse, la vague promesse de sacrifier son ministre. Pour échapper à la fatigue de cette lutte, le roi demanda du temps, et la reine-mère consentit à différer jusqu'au retour de la cour à Paris la réalisation de ce qu'elle considérait comme une parole royale; mais elle ne put s'empêcher d'escompter ce triomphe, de l'étaler à l'avance avec une imprudente complaisance. Dans l'entrevue de Versailles, elle vint avec hauteur exiger comme une dette ce qu'il aurait fallu implorer comme un bienfait, et elle laissa deviner au roi un joug plus dur et plus humiliant que celui dont on affectait de vouloir le délivrer. Richelieu, de son côté, en appela de Louis malade à Louis en bonne santé; il parla à la fierté du roi, resplendissant de la gloire de ses armes; puis, affectant un dégoût profond du pouvoir, il supplia le prince de le sacrifier à la paix de sa famille, et reçut l'ordre formel de rester auprès du trône, à la sûreté duquel il était devenu nécessaire. Ainsi finit cette journée, baptisée du nom de *journée des dupes* par l'une de ses plus spirituelles victimes; ainsi se préparèrent à la fois l'omnipotence du ministre et la disgrace de la reine-mère.

Les évènemens qui suivirent cette crise durent faire pressentir à cette princesse le sort qui l'attendait. L'ascendant du cardinal était devenu irrésistible, et déjà son bras s'appesantissait avec une rigueur inexorable sur ceux qui avaient commis le crime de douter de sa fortune. La cour fut interdite à tous ceux qu'il avait appris à connaître pour ses ennemis. Bassompierre alla préparer ses bons mots à la Bastille; une prison rigoureuse s'ouvrit pour le garde-des-sceaux de Marillac, et son frère, arrêté en Italie à la tête de son corps d'armée, se vit placé sous une accusation de péculat pour des faits qui n'étaient pas de nature à faire fustiger un laquais, selon les expressions

de l'infortuné maréchal. Sans deviner encore jusqu'où iraient la vengeance du ministre et la complaisance des juges institués par lui, la reine avait fait de vains efforts pour sauver cette noble victime; désormais l'oreille de son fils lui était fermée comme son cœur.

Retirée à Compiègne, Marie apprit un matin qu'elle y était prisonnière, et qu'il ne lui restait plus que la vaine consolation de remplir le royaume de l'éclat de ses plaintes et de ses reproches. Revenant alors aux tristes souvenirs de sa première captivité et de sa nocturne évasion, elle crut possible d'organiser une prise d'armes, et s'entendit avec le gouverneur d'une place frontière pour qu'on lui en ouvrît les portes; mais le secret de cette négociation avait été découvert par Richelieu, et celui-ci prit ses mesures pour s'assurer de la fidélité de la garnison, en même temps qu'il entretint avec le plus grand soin les illusions et les espérances de la princesse. Marie ne rencontra pas plus d'obstacles pour s'enfuir de Compiègne que pour traverser le royaume, et, pleine d'une confiance perfidement entretenue, elle vint frapper de nuit aux portes de La Capelle, qui ne s'ouvrirent point devant la mère du roi. Une seule ressource lui restait alors; se voyant à quelques pas de la frontière et poursuivie par des détachemens dont la mission véritable était de la contraindre à la passer, elle la franchit la vengeance dans le cœur, sans se douter qu'elle ne la repasserait jamais, et qu'un abîme infranchissable allait la séparer de la France. C'était le point où Richelieu travaillait depuis long-temps à l'amener; c'était le gage de sa victoire et la condition de sa pleine sécurité. Enlacée dans le piége si adroitement préparé, Marie de Médicis alla recevoir à Bruxelles l'hospitalité réservée par la cour d'Espagne à tous les ennemis de la France et de son roi.

Une destinée analogue attendait le duc d'Orléans, moins propre encore que sa mère à lutter d'habileté avec un ministre consommé dans l'intrigue. Une première fois déjà Monsieur avait passé la frontière, et était allé attendre en Lorraine le résultat d'un *ultimatum* qui portait sur le chiffre de ses pensions et l'étendue de ses apanages. Le traitement fait à sa mère lui fournit, en 1631, un prétexte plus plausible. Après avoir vainement essayé d'organiser une résistance armée à l'intérieur, et de tenir dans les murs de sa ville d'Orléans, il s'était retiré à Besançon, suivi de Puylaurens, son conseiller intime, des ducs d'Elbeuf, de Roannès et de Bellegarde, et inspiré par le président Le Coigneux, organe de l'opposition parlementaire près de ce prince. Après avoir épousé à l'étranger, sans le consentement du

roi, une princesse de la maison de Lorraine, Monsieur se voua, avec autant de soin qu'en comportait sa légèreté naturelle, à préparer l'invasion du royaume. Devenu à Bruxelles le centre d'une émigration considérable, il organisa une armée de stipendiés allemands, suisses et polacres, reîtres sans foi ni loi, dont les mémoires du temps tracent à l'envi les plus hideuses peintures. Cependant le péril était moins dans ces rassemblemens désordonnés que dans les fidélités douteuses, et l'heure des épreuves décisives avait sonné pour le pouvoir et le système politique de Richelieu.

La publication intégrale des dix volumes fournis par le manuscrit des affaires étrangères a révélé sur cette grande crise intérieure des détails entièrement inconnus aux historiens du XVII[e] siècle et à tous les écrivains qui les ont suivis. Elle a mis en évidence le péril vraiment imminent auquel la campagne de Monsieur exposa la monarchie française et la personne de Louis XIII. Un grand nombre de gouverneurs et de commandans de places fortes avaient lié avec l'héritier du trône des rapports qui n'échappaient point à la sagacité du ministre, mais que la prudence lui prescrivait souvent de paraître ignorer. Le duc de Guise, en Provence, avant son remplacement par le prince de Condé, avait organisé des forces navales considérables, et s'était vainement adressé aux principaux chefs des réformés pour en obtenir un concours qu'un prince de la maison de Lorraine ne leur avait assurément jamais demandé. Les mouvemens du duc d'Épernon dans sa province de Guyenne, les levées nombreuses entreprises par lui sans ordre de la cour, ne donnaient pas moins d'inquiétude au cardinal, et de tous les gouverneurs des provinces méridionales du royaume, M. de Montmorency était peut-être celui dont la fidélité fut long-temps le moins suspecte à la cour. Les parlemens, de leur côté, essayaient contre le système unitaire de Richelieu cette opposition sourde et hargneuse qu'un succès de quelque importance aurait convertie en une hostilité déclarée. Celui de Paris, sous prétexte d'une violation de prérogative, s'était refusé à enregistrer les arrêts du conseil par lesquels les adhérens de Monsieur étaient déclarés atteints du crime de trahison et de lèse-majesté.

Comment s'étonner de ces résistances, lorsque la couronne était portée par un roi valétudinaire alors sans postérité, à la vie duquel des pronostics réputés infaillibles assignaient un terme prochain? Quel général n'eût hésité à faire usage de ses armes? quel magistrat n'eût tremblé sur ses fleurs-de-lis en apposant sa signature à un acte dirigé contre l'unique héritier du trône? Du côté de Monsieur, Ri-

chelieu seul avait brûlé ses vaisseaux, seul il résistait à la mère et au frère du monarque avec toute l'énergie que le désespoir met au service de l'ambition. Pour contenir l'aristocratie de cour et la haute magistrature réunies dans une opposition commune, il divisait les attributions, multipliait les offices, élevait ses créatures à de surprenantes fortunes. Comme tous les chefs de gouvernement dans les temps de révolution, il avait pour maxime d'établir « le plus possible de gens nouveaux, parce que l'intérêt qu'ils ont au temps présent est la meilleure caution de leur fidélité (1). » Ces hommes obscurs, qu'il faisait siéger au conseil d'état, sur les bancs des enquêtes, dans les chambres des comptes, qu'il envoyait comme agens diplomatiques dans toutes les cours de l'Europe, devenaient ses espions, ses commissaires, ses juges, et au besoin ses bourreaux. Liés étroitement à sa fortune par l'intérêt même de leur conservation, ils trouvaient en lui seul leur sécurité et leur garantie. Aussi ne lui firent-ils jamais défaut, lorsqu'à l'exemple de tous les pouvoirs menacés il éprouva la dangereuse tentation de suppléer à la force par la terreur.

Arrêté depuis deux années, le maréchal de Marillac attendait qu'il plût au ministre de faire statuer enfin sur des faits que les juges ne prenaient guère plus au sérieux que l'accusateur lui-même. Prisonnier politique, les circonstances seules devaient décider de son châtiment et de son crime. Or, ces circonstances étaient devenues terribles. L'Espagne se préparait à seconder Monsieur, et l'émigration était en armes sur les frontières. Il fallait, en portant un coup audacieux, arrêter les défections imminentes, et séparer Louis de sa mère par un acte irrémissible. Richelieu réunit en conséquence, dans sa propre maison de Ruel, les juges donnés par lui à l'accusé, et leur déclara que l'état des affaires du roi exigeait qu'il prît la tête du maréchal. Il la fit couper froidement en place de Grève, après avoir eu soin d'engager la solidarité du roi par un refus formel de grâce. Danton n'a pas eu, pour justifier le 2 septembre, d'autres argumens que ceux du cardinal lorsqu'il lança cette tête comme un premier boulet contre l'ennemi.

S'il faut faire porter sur Richelieu la double responsabilité de cet assassinat politique et des injures prodiguées à sa victime dans l'écrit qui porte son nom, cet épisode de la vie du grand ministre serait un des plus compromettans pour sa mémoire; mais ce passage n'est pas du nombre de ceux où sa main se fasse reconnaître, et, à la bassesse de ces accusations accumulées qui ne ménagent pas plus la

(1) *Mémoires*, liv. XXIII.

naissance de Marillac que son cœur de militaire et sa probité, il est trop facile de reconnaître l'œuvre d'un subalterne chargé de calomnier les morts au profit des vivans. Nous avons déjà constaté que, dans le volumineux travail édité par M. Petitot, les quinze premiers livres seuls ont été écrits par Richelieu. Ceux qui suivent paraissent composés de notes émanées de divers rédacteurs, au milieu desquelles sont intercalés des mémoires originaux et des documens précieux préparés par le ministre pour le roi ou pour les plus secrètes délibérations de ce qu'on appelait alors le *conseil étroit*.

Cependant Gaston avait pénétré en France rempli de cette confiance toujours funeste aux proscrits. Les maréchaux de La Force et de Schomberg reçurent bien à regret l'ordre de s'opposer avec toutes les forces disponibles de la monarchie à la marche de l'héritier du trône. Placés entre les périls de l'avenir et un péril beaucoup plus immédiat et plus certain, ils se décidèrent pour la cause que le ciel avait secondée jusqu'alors, et qui avait à son service de si éclatantes récompenses et de si terribles châtimens. Monsieur, d'ailleurs, depuis son entrée dans le royaume, avait marché de faute en faute. Les étrangers réunis sous ses ordres incendiaient les villes, ravageaient les campagnes, et marchaient sans discipline comme à une victoire assurée. Au lieu de se cantonner dans les provinces de l'est, pour préparer dans l'armée des défections importantes, ce prince se dirigea par l'Auvergne sur le Languedoc, afin de profiter de la soudaine défection du duc de Montmorency et de la présence des huguenots. Cette résolution le perdit.

Le XXIII[e] livre des *Mémoires* fait toucher au doigt toute la gravité de cette faute. On peut y voir sous un jour tout nouveau, et, il faut le dire, assez peu honorable, la conduite de la noble victime de cette insurrection. Ce livre nous montre Montmorency s'efforçant de tromper la cour et de se ménager avec elle, alors qu'il a déjà donné des assurances à Monsieur; il réduit aux mesquines proprotions d'un acte de faiblesse et d'imprévoyance un évènement dont on aimerait au moins à élever le principe jusqu'à la hauteur de la catastrophe qui le termine. En se jetant dans le midi, le duc d'Orléans changeait le caractère de son entreprise, car il en subordonnait le succès à l'éventualité d'un soulèvement des réformés. Dès ce moment, l'héritier de la couronne n'était plus que le continuateur décrédité de l'œuvre de Henri de Rohan; il prenait le rôle toujours chanceux de chef de parti, au lieu de faire valoir des droits auxquels le plus léger incident pouvait donner ouverture.

M. de Montmorency était issu d'une race qui avait habilement mé-

nagé ses intérêts particuliers dans l'ardeur des luttes religieuses du siècle précédent. Conséquent avec les traditions politiques de sa maison, il crut pouvoir ranimer au cœur des protestans le feu de la rébellion, en même temps qu'il assemblait de sa pleine autorité les évêques et les états de la province, pour les engager dans sa révolte par la perspective de redressemens à réclamer et de priviléges à conquérir. L'invincible obstination des protestans à repousser les offres les plus brillantes, pour se tenir en dehors de cette affaire, fit crouler ce plan par sa base. Les impressions de la campagne de 1629 étaient encore si vives dans le Languedoc, et la conduite de Richelieu en matière religieuse avait été si prudente et si habile, que les officiers protestans se montrèrent presque partout les plus fermes soutiens du gouvernement royal. Voyant que le dessein du gouverneur de la province était de soulever leurs coreligionnaires, au risque de les exposer à des vengeances terribles, « les ministres se crurent obligés, « pour leur propre défense, dit Richelieu, de faire plus que tous les « autres pour le service du roi. » Ainsi l'on vit le duc de Montmorency allant vainement de ville en ville et de consistoire en consistoire pour tenter la fidélité du peuple, et ne recueillant que d'injurieux refus, tant il est vrai que la puissance des idées ne survit point aux circonstances, et qu'en politique les anachronismes sont les plus dangereuses de toutes les illusions! Le succès de l'insurrection était donc devenu impossible. Elle n'avait plus à tenter que les hasards d'une bataille, cette dernière ressource des causes compromises. Montmorency voulut y mourir. Entraîné par sa fougue et par la vue de l'abîme que son imprévoyance avait si tristement évoqué, il inonda les champs de Castelnaudary du sang héroïque des connétables; mais le ciel en réserva le reste à l'inflexible justice de Richelieu.

L'exécution de l'arrêt rendu par le parlement de Toulouse fut le complément nécessaire de la politique du ministre. Richelieu commet un crime politique, lorsqu'il immole le maréchal de Marillac sous l'appareil d'une justice dérisoire; quand il fait monter sur l'échafaud le chevalier de Jars, et que, résolu d'épargner sa vie, il se complaît à lui faire dévorer toutes les angoisses de la mort, le cardinal est cruel et lâche dans sa cruauté. Il n'est pas moins barbare lorsqu'il associe le jeune de Thou au supplice de son ami, et qu'il confond la non-révélation d'un attentat avec cet attentat lui-même. En frappant le duc de Montmorency, Richelieu consomme un acte tout politique, que l'état du pays imposait évidemment à la royauté. La clémence n'est un moyen de gouvernement qu'autant qu'elle

est parfaitement libre. Épargner Montmorency après une trahison à laquelle il avait tenté d'associer les états même de sa province, c'était enseigner aux grands du royaume qu'ils pouvaient en pleine sécurité se lier au sort d'un prince assez puissant pour les protéger jusque dans sa défaite. C'était leur révéler, selon le mot heureux du cardinal, qu'en hasardant leur fortune pour le duc d'Orléans, *ils la plaçaient à gros intérêt sans exposer le fonds.* Cette résolution frappait d'un même coup les grands dans leur puissance et Gaston dans son honneur; le ministre avait, en effet, la certitude que le sort réservé à Montmorency n'empêcherait pas l'accommodement si vivement imploré par le prince. Le plus sûr moyen de frapper au cœur un parti fut toujours de déshonorer son chef, et c'était atteindre ce but de la manière la plus complète que de faire tomber la tête du gouverneur du Languedoc en même temps que la clémence fraternelle du roi s'étendait sur l'instigateur de sa révolte, pour le rétablir dans ses honneurs et dans la jouissance de tous ses biens.

Presque tous les historiens ont rapporté, d'après Siri, la longue argumentation dans laquelle le cardinal expose au conseil avec une impartialité calculée les motifs sur lesquels on pouvait s'appuyer pour faire prévaloir ou le parti de la rigueur ou celui de la clémence; mais la publication intégrale des *Mémoires* a révélé un fait moins connu. D'après le ministre, ou suivant l'écrivain auquel il avait donné mission d'écrire, le roi seul aurait décidé l'exécution immédiate du noble condamné. L'auteur des *Mémoires* affirme que Richelieu opina pour la condamnation à mort sans commutation, avec déclaration royale portant que l'arrêt serait exécuté « à la première mauvaise conduite de Monsieur contre son devoir et la volonté de sa majesté.» Ici se révèle l'homme tout entier. Pour conquérir une importante garantie de plus, Richelieu n'hésite pas à violer tous les principes du droit et de l'humanité. Il prétend faire dépendre du fait d'un tiers l'exécution d'un arrêt criminel, et il ne lui répugne pas de préparer au condamné une position d'attente plus atroce que la mort même. Aux yeux du cardinal, la justice est absorbée par la nécessité politique, idée funeste qui est la grande tentation et la pierre d'achoppement de l'homme d'état. La mort du duc de Montmorency acheva l'œuvre de la soumission des grands, comme l'habile expédition du Languedoc et du Vivarais avait terminé la lutte contre les réformés. A partir de ce jour, la pensée de Richelieu ne rencontra plus d'obstacle, et, s'il eut à frapper, il faut reconnaître qu'il n'eut plus à vaincre. Aussi toute son attention se porte-t-elle

sur l'Europe soumise alors à l'expérimentation de la politique vigoureuse qui lui avait si bien réussi à l'intérieur du royaume. De nouveaux débats avec Monsieur toujours suivis de conciliations à prix d'argent et du désaveu de ses complices, des négociations peu sérieuses avec la reine exilée pour préparer un retour que le cardinal est bien résolu à refuser, des intrigues de femmes et de mignons qui troublent la sécurité du puissant ministre sans le détourner jamais de ses desseins, de grands évènemens traversés par des misères, remplissent cette vie qui se confond désormais avec la vie même de son siècle.

La conspiration d'un favori comblé des bienfaits du prince et du ministre ne fut qu'un accident sans importance aux derniers jours de cette existence agitée. Un fat enivré de sa fortune, un homme de plaisirs, insolent envers son roi autant qu'ingrat envers son bienfaiteur, n'était pas de taille à reprendre avec succès des tentatives qui avaient échoué dans des conditions bien autrement redoutables. La conjuration de Cinq-Mars, étourdi sans tête et sans cœur, vendant son pays à l'Espagne et rouvrant à Gaston la voie de trahison où ce prince avait marché toute sa vie, fut un exemple de fascination et d'outrecuidance plutôt qu'un péril sérieux pour le royaume. Aussi, lors même que le favori était maître de l'oreille royale, Richelieu n'éprouva-t-il jamais le besoin de préparer des armes contre lui, bien assuré que la légèreté du grand-écuyer lui en fournirait de surabondantes. Le drame sanglant de la place des Terreaux n'était point nécessaire pour faire triompher un système moins menacé à cette époque par la force de ses ennemis que par l'obscurité de leurs intrigues. Plusieurs années avant la tentative du jeune d'Effiat, Richelieu assistait au triomphe et au développement de sa pensée. L'unité monarchique était fondée, le droit commun pesait sur les plus hautes têtes, et des pouvoirs incertains de leurs attributions, plus incertains encore dans leurs principes, s'étaient tous effacés devant l'éclat du trône. Les idées et les lettres se modelaient sur le type éclatant conçu par le ministre et qu'allait réaliser bientôt le fils de Louis XIII.

La fécondité inespérée de la reine parut associer la Providence elle-même à l'œuvre poursuivie à travers tant d'obstacles et assise au prix de tant de sang. C'est un curieux morceau que celui qui termine par le compte rendu de l'année 1638 les importans *Mémoires* dont nous avons essayé de faire connaître la substance. On dirait un ardent cantique d'actions de grace élancé vers le ciel, un *Te Deum* so-

lennel entonné par le ministre d'une grande monarchie, au moment où Dieu donne au royaume un gage visible de sa protection, et où le souverain dépose sa couronne aux pieds de la Vierge protectrice de la France. C'est donc de ce sommet suprême de sa grandeur et de sa fortune que nous pouvons embrasser la combinaison de Richelieu, et apprécier la pensée politique destinée à combler le vide immense laissé dans les sociétés humaines par la chute de la hiérarchie féodale et la crise du XVIe siècle.

Les germes de mort que la monarchie absolue recelait dans son sein n'échappent aujourd'hui aux regards de personne, et par de là les éclatans succès du règne dont on voit poindre l'aurore, il est facile de pressentir la décadence d'une forme sans garantie et d'une pensée sans avenir. Si le règne de Louis XIV est le fruit du règne de Richelieu, si le grand roi est l'œuvre et comme la créature même du grand ministre, n'est-il pas également certain que Louis XIV prépara par l'extension du pouvoir royal la tempête qui faillit emporter toutes les monarchies? Quelle garantie restait à la royauté contre ses propres entraînemens, quelle force trouvait-elle dans ses épreuves, quelles racines pouvait-elle pousser désormais dans le cœur et dans les intérêts des peuples? En écrasant la réforme, Richelieu avait respecté la liberté de conscience, mais celle-ci ne serait-elle pas menacée lorsqu'une inspiration moins politique que celle du cardinal viendrait à prévaloir dans les conseils de la couronne? En portant la guerre dans toute l'Europe, et en subventionnant presque tous les princes du continent, Richelieu avait su fonder et maintenir le crédit public; mais quelle garantie lui serait donnée, et quelle puissance pourrait le protéger contre les audacieuses spéculations d'un Law ou les mesures spoliatrices d'un Terray? Dans ses transactions diplomatiques, Richelieu s'était, pendant près de vingt ans, inspiré d'une même pensée; mais quel cabinet saurait garder ces hautes et fermes traditions dans une cour où le bon plaisir faisait seul les ministres? Quel pouvoir serait assez fort pour empêcher Dubois de vendre son pays à l'Angleterre, et les maîtresses d'un roi dissolu de décider souverainement de la guerre et de la paix? Les parlemens avaient perdu une partie de leur indépendance; les libertés municipales et celles des provinces avaient disparu avec les remparts des villes et les donjons seigneuriaux. Les classes bourgeoises, pour puiser de la force contre l'aristocratie de cour, tendaient à se confondre avec la démocratie elle-même, tandis que la noblesse abattait ses futaies et laissait tomber ses châteaux pour

venir faire figure à Versailles. Un seul pouvoir se dressait donc contre la royauté, celui de l'opinion publique, pouvoir dangereux lorsqu'il est sans interprète, et qui prépare les révolutions en rendant les transactions presque toujours impossibles. Rien de tout cela n'est douteux, et Richelieu verrait aujourd'hui tout aussi distinctement que nous le côté faible de son œuvre. Mais pouvait-il pressentir ces conséquences éloignées, et jusqu'à quel point devait-il se refuser à fonder le présent par la crainte de compromettre l'avenir?

Toutes les révolutions sont logiciennes, et l'on espérerait vainement les arrêter dans le cours de leurs inflexibles syllogismes. Richelieu visait au plus pressé, et, la vue obscurcie par la fumée du combat, il ne découvrait que les obstacles qu'il avait en face de lui. Aucun de ses contemporains ne paraît avoir eu des prévisions plus lointaines; car, de tous les esprits éminens du XVIIe siècle, le saint instituteur du duc de Bourgogne est le premier écrivain qui ait essayé de formuler pour la France un plan de réorganisation politique. On a vu, par le spectacle des temps antérieurs à l'avénement du cardinal, combien peu la haute aristocratie avait le goût et l'instinct des réformes sérieuses : la fronde montra également jusqu'à quel point les classes bourgeoises étaient alors dénuées de patriotisme et d'esprit politique. Sous la régence d'Anne d'Autriche, les parlementaires firent une campagne non moins factieuse et non moins stérile que celle des grands sous la régence de Marie de Médicis. Ils abdiquèrent promptement la direction du mouvement suscité par eux, et le conseiller Broussel s'effaça vite devant le prince de Condé venant livrer à la suprématie monarchique un vain et dernier combat. Parlemens, noblesse, provinces, villes et corporations, chacun tirait à soi dans la vieille France : deux forces pouvaient seules rattacher à un centre commun ces membres épars d'un grand corps, la royauté ou la révolution, les idées de Richelieu ou celles de la constituante.

LOUIS DE CARNÉ.

(*La dernière partie au prochain n°.*)

LA MARINE

DES

ARABES ET DES HINDOUS.

Depuis l'époque où les Phéniciens disparurent de la scène du monde, jusqu'à celle où les découvertes de la fin du xve siècle amenèrent des résultats aussi rapides qu'imprévus, l'histoire ne mentionne aucun peuple vraiment navigateur, et par suite aucune expédition maritime. L'élan qu'ils avaient donné n'est plus suivi après eux; on profite de leurs découvertes sans en agrandir sensiblement le domaine. Les nations semées sur les bords de la Méditerranée, destinées à se distribuer dans les îles et dans les archipels, sillonnèrent de bonne heure les eaux bleues de leur grand lac sur des barques, sur des galères à deux et trois rangs de rames; mais comment naviguait-on dans ces temps reculés? Homère nous l'a dit. Il y avait mille ans et plus, selon les anciens auteurs, qu'un navire égyptien avait pour la première fois paru en Grèce, quand les Athéniens, attaqués chez eux, furent en état de détruire à Salamine les grosses flottes de la Perse. Héritiers des Phéniciens, les Carthaginois régnèrent en maîtres sur toute cette partie de la Méditerranée

que, bien des siècles après eux, infestèrent les pirates barbaresques établis sur leurs ruines. Mais il est douteux qu'aucun de leurs navires ait volontairement franchi les colonnes d'Hercule. Attirés vers ces villes célèbres qui furent tour à tour l'entrepôt des richesses du vieux monde, et dont Alexandrie peut être considérée comme la dernière dans l'ordre des temps, les commerçans des trois parties du monde se rendaient à un point donné sans chercher à découvrir ailleurs des pays barbares ou des plages désertes. Les fastueuses galères de Cléopâtre, si splendides qu'une seule d'entre elles eût suffi à payer les frais de la moitié de la flotte que Rome équipa dans la première guerre punique, ces chaloupes dorées étaient, au point de vue nautique, quelque chose de pareil aux caïques des Cyclades, ou mieux aux *djermes* allongées qui promènent les pachas de Rosette au Caire; quelque grandes qu'elles fussent, le moindre orage les rejetait en désordre dans le port; elles ne sortaient prudemment qu'entre deux tempêtes. Dans ces temps-là, le plus court voyage était marqué par un coup de vent; rarement on allait de la côte de Syrie à celles du Péloponèse ou de l'Italie, des ports africains aux rives de la péninsule, sans faire naufrage au moins une fois à Samos, à Mélite, aux îles Baléares; ce qui prouve que les navires ne pouvaient lutter contre le moindre gros temps, et que les nautonniers, timides en raison de leur ignorance, voguaient par instinct à la recherche des îles, des caps, phares naturels placés de tous côtés sur leur chemin.

Avec des barques plus pesantes et plus solides, parce que les bois étaient plus abondans et moins précieux, les mers plus agitées, les ouvriers moins habiles, les Scandinaves, les Danois, les Normands, ces hordes vagabondes et pillardes, quelle que soit leur dénomination, ne faisaient que suivre le littoral de la Baltique, battre les deux rives de la Manche, côtoyer la Bretagne; prêts à remonter les fleuves avec leurs navires presque plats, ils se guidaient sur les blanches falaises, sur les sombres rochers de la plage plus que sur les étoiles d'un ciel souvent nébuleux. C'étaient des guerriers embarqués et non des navigateurs. Au temps des croisades, la navigation plus avancée ne fut encore qu'un moyen; il ne s'agissait pas de pousser des conquêtes hasardeuses vers un continent inexploré, mais de s'assurer la possession de cette terre sainte que plus tard Colomb, et après lui Albuquerque, ne désespérèrent pas de soumettre, en prenant à revers un ennemi inattaquable du côté de l'Europe. Les anciens eurent, il est vrai, des colonies : long-temps avant que Rome existât, les Phéniciens avaient fondé Carthage; les Phocéens s'établirent aux

bouches du Rhône, tandis qu'à l'est de la Sardaigne les Athéniens bâtissaient une ville. Ces migrations annoncent de la part des peuples d'alors une tendance à transplanter l'excédant de la population, sinon sous d'autres cieux, au moins à d'assez grandes distances, eu égard aux limites que l'on assignait en ces temps à la terre; cependant il est à remarquer que les émigrans, n'osant traverser la Méditerranée dans sa largeur, s'en allaient le long du rivage chercher, du même côté que la mère-patrie, le lieu favorable à l'établissement projeté : bien entendu qu'on ne peut considérer comme voyages les migrations providentielles qui ont jeté des peuples sur des îles lointaines où nous les voyons se développer sans que la tradition soit capable de soulever le voile sous lequel se cache leur origine.

L'expédition phénicienne, fabuleuse peut-être, entreprise l'an 604 avant notre ère, par ordre de Nechos, roi d'Égypte, et qui, partie du golfe de Suez, doubla l'Afrique pour venir mouiller à l'embouchure du Nil, cette expédition serait donc la seule dont l'histoire ait conservé le souvenir, et elle devait être le complément de voyages antérieurs poussés hors du détroit de Bab-el-Mandeb, sur la côte d'Afrique. Mais ces barques aventureuses n'avaient pas laissé sur les trois mers, sans doute bien lentement parcourues, plus de traces que n'en laisse à travers le firmament l'étoile filante. Derrière les Phéniciens, la route du Cap devait se refermer pour vingt siècles. Cependant toute science est née en Orient : avant nous, on connaissait en Chine les propriétés de l'aiguille aimantée; mais dans ce pays stationnaire, parce qu'il lui manque l'émulation du dehors, les découvertes restèrent presque toujours sans résultat. Dès l'aurore des temps historiques, on y observait les astres, et les empereurs durent confier aux missionnaires européens la réforme d'un calendrier par trop fautif; ne voyons-nous pas aussi où en est aujourd'hui l'artillerie dans le céleste empire, où depuis tant de siècles on se sert de la poudre à canon? De bonne heure, les Chaldéens suivirent dans le firmament la marche des planètes et le mouvement des constellations; placés assez près de l'équateur, les bergers de l'Yémen pouvaient presque embrasser d'un même regard les astres des deux hémisphères, étudier à la fois l'étoile polaire et la croix du sud, mais il semblerait que l'harmonie des sphères célestes n'était pour eux qu'un délassement de l'immobilité muette du désert. Ils cherchaient à lire dans ces corps lumineux, si brillans durant leurs nuits toujours sereines, la connaissance des choses à venir. S'ils apprenaient à se guider dans leurs solitudes immenses, il est douteux

qu'ils rêvassent derrière quels continens lointains disparaissait le soleil. L'Égypte, qui sut tant de choses au temps de sa splendeur, connaissait la géométrie, dont les quatre faces triangulaires de ses pyramides sont comme le symbole, et l'astronomie, puisque le disciple de Thalès, Anaximandre, répandit en Grèce les figures du zodiaque rapportées de Memphis par son maître. Cependant toutes ces découvertes faites en Orient de loin en loin, tour à tour perfectionnées, puis ensevelies sous les ruines de la nation à laquelle elles étaient dues, attendaient que l'Europe les reprît l'une après l'autre et les soumît patiemment à une application régulière.

D'ailleurs, dans ces temps reculés, les navires, traversant des détroits ou des mers intérieures, ne faisaient presque autre chose que passer un bac, porter des marchandises d'une caravane à l'autre; ces petits voyages pouvaient s'accomplir sans le secours de la boussole, de cette étoile toujours lumineuse que le nautonnier tient dans le creux de sa main. De la Méditerranée à la mer Jaune, du détroit des Dardanelles à la Manche de Tartarie, dans tout l'Orient, ce pays de migrations incessantes, les routes restaient tracées, et le commerce dut avoir lieu par caravanes; avant de construire de grands vaisseaux, le Persan, l'Arabe, l'Égyptien, l'Hindou, employèrent les animaux rapides ou robustes que Dieu leur avait donnés : le cheval, le chameau, l'éléphant. La source des peuples comme celle des fleuves est sur les plateaux élevés, au sein des continens. Effrayé de l'immensité de l'Océan, toujours furieux aux abords des caps, qu'une crainte superstitieuse faisait regarder comme infranchissables, l'homme aima mieux traverser le désert que de le tourner. Les anciennes puissances maritimes ne semblaient-elles pas aussi destinées à périr en un seul jour comme le vaisseau dans la tempête? On eût dit qu'elles n'avaient pas plus de racines dans le sol que les populations flottantes ralliées au hasard dans leurs ports. Malgré leur opulence, Tyr, Sidon, Carthage, l'Alexandrie des Ptolémées elle-même, bien que moins exclusivement commerçante et reine aussi par la philosophie et les lettres, n'eurent pas les proportions de Thèbes, de Memphis, de Balbec, de Palmyre, de ces gigantesques cités assises en terre ferme loin d'un océan quelconque; elles n'étaient pour ainsi dire que des villes du second âge. Dans des siècles plus rapprochés, nous voyons, sans que les fléaux de la guerre amènent ces changemens notables, les grandes places d'entrepôt dépérir tout à coup, le jour où s'ouvre une route inconnue, où les navigateurs, prenant une direction nouvelle, doublent enfin des caps re-

doutés, et, franchissant les stations intermédiaires, s'en vont chercher les produits d'une contrée lointaine, le plus près possible de leur source.

Cependant, si aucune expédition hasardeuse dont la tradition se soit conservée (excepté celle qu'Alexandre envoya sur les côtes de l'Inde', encore était-ce une expédition conquérante) ne fut entreprise durant une si longue série de générations, si la boussole était la première condition de tout voyage de découvertes, de proche en proche, de port en port, le trajet voulu s'effectuait. L'Assyrie, l'Égypte, la Rome des Césars, et enfin Byzance, soutirèrent les richesses de l'Orient; la soie de Chine, les épices des Moluques et de Ceylan, les perles du Bahrain et de l'Inde, les esclaves et les parfums de l'Éthiopie, les cotons de l'Indus, s'acheminaient vers l'ouest par deux routes, la mer Rouge et le golfe Persique. Chacun des peuples qui déversaient dans la barque voisine le produit de son sol ne connaissait que cette place intermédiaire où l'habitude le conduisait; donnant d'une main et recevant de l'autre, le marchand savait à peine d'où venait et où allait la cargaison achetée ou vendue. Le commerce était alors entre les nations un lien presque mystérieux que la moindre guerre devait nécessairement rompre sur quelque point.

Placée comme un grand fleuve entre deux parties du globe assurément bien différentes l'une de l'autre, et qu'elle semblerait plutôt unir que séparer, la mer Rouge vit s'élever, dès les premiers âges, sur le côté asiatique surtout, des places maritimes. Au fond du petit golfe d'Akaba, s'élevait *Asiongaber*, la grande cité d'où partirent les vaisseaux de Salomon pour aller à Ophir chercher l'or, les pierres précieuses, et cette matière inconnue (*algumim* ou *almugim*), bois de construction ou corail que les interprètes n'ont pu déterminer (1); sur la rive opposée, Bérénice offrait son port aux navigateurs de l'Arabie, aux marchands de l'Asie orientale, qu'accueillit plus tard la petite rade de Schavana (*Myos-Hormos*) (2), quand, par des raisons

(1) Un écrivain anglais a essayé de prouver dernièrement que cette mystérieuse contrée d'Ophir devait être le pays d'Ava, parce que, dit-il, aujourd'hui même le commerce tire de ce pays tout ce que Salomon faisait transporter par les flottes qu'il envoyait à Ophir; mais, en admettant que les Phéniciens entretinssent des relations suivies avec les ports de l'Inde (et lesquels?), n'est-il pas plus naturel de s'en rapporter aux paroles de l'historien Josèphe, qui place en Afrique cette *aurea regio?*

(2) Strabon parle d'une seule flotte de cent vingt vaisseaux destinée au commerce de l'Inde, et sortie, de son temps, du port de Myos-Hormos.

que l'histoire n'a pas dites, le commerce s'y transporta tout entier, pour s'éloigner ensuite et s'établir définitivement, quoique dans des proportions moindres, à Qosséir, où il est alimenté par les caravanes de Kous et de Kéneh. Quand l'empire des Ptolémées s'allongea sur la côte africaine jusqu'au détroit de Bab-el-Mandeb, d'autres villes parurent, parmi lesquelles la plus importante était Adulis (*Adoule*), assise en face de l'Yémen, de cet heureux et fertile pays dont l'antique capitale était une cité sainte avant l'islamisme. Peu à peu, tout le long de la mer d'Oman, d'Aden au détroit d'Hormuz, les familles arabes, après avoir erré long-temps avec leurs troupeaux, songèrent à bâtir de petites places fortes; à voir seulement Aden et Mascate, on comprend que ces villes si bien situées pour être défendues ont été fondées non point peu à peu, par agglomération, comme celles qui plus tard entourent d'une muraille leurs maisons groupées au hasard, mais bien sous l'inspiration ambitieuse d'un chef de tribu qui cherchait à se faire sa part. Aussi y en eut-il qui devinrent des repaires de pirates, particulièrement celles qui, placées sur le bord du golfe Persique, pouvaient lancer leurs vaisseaux à la rencontre des flottilles allant des ports de l'Inde à l'embouchure de l'Euphrate, aussi facilement que Tunis et Alger menaçaient les navires européens à leur passage entre l'Espagne et les états barbaresques, entre l'Afrique et les caps de la Sardaigne ou de la Sicile.

Quand l'empire de Mahomet, absorbant toute l'Arabie, s'appuya sur les deux golfes, les Sassanides, subitement coudoyés le long de l'Euphrate par une puissance nouvelle, possédaient encore et les grandes villes des temps passés, et les grandes villes des temps présens; mais, deux siècles plus tard, les khalifes Abassides, maîtres des plus belles et des plus célèbres contrées du monde, ayant transporté la capitale de leurs immenses états là où s'étaient élevées successivement celles des Babyloniens, des Assyriens, des Syriens et des Parthes, le golfe Persique devint, aux dépens de la mer Rouge, ce qu'il avait dû être primitivement, la route par laquelle arrivèrent les richesses de la Perse, de l'Inde, de la Chine, en un mot celle qu'avaient suivie jadis les navigateurs de l'Orient, attirés au bas du fleuve par le luxe de Ninive, de Babylone, de Séleucie, de Ctésiphon. A mesure que l'islamisme s'étendit sur la rive opposée du golfe et s'avança dans l'Inde, des relations plus intimes s'établirent entre les peuples de l'Arabie et ceux du Gouzerate, de Cambaye, du Deccan; peu à peu toute la côte occidentale de la presqu'île indienne se trouva engagée, avec les ports situés sur la mer d'Oman et à l'entrée des

deux golfes, dans un commerce qui se faisait presque tout par les navires arabes, et ce fut cet état de choses que troubla l'arrivée des Portugais au-delà du cap des Tempêtes, que détruisit pour quelque temps Albuquerque, en abattant toutes les forteresses, en brûlant toutes les flottes qu'il rencontra autour de ce vaste bassin. D'un si glorieux passé, les Portugais de Goa n'ont pu conserver que ce qui reste à un *fidalgo* ruiné, les portraits de leurs ancêtres, de ces hommes de fer, infatigables et inflexibles, parce qu'ils vengeaient non-seulement leur patrie, mais encore l'Europe méridionale des humiliations et des maux que les mahométans leur avaient fait souffrir. Aujourd'hui qu'une compagnie de marchands gouverne ou domine à son gré une partie de l'Asie, il est tout naturel que le commerce arabe ait repris paisiblement son cours. On dirait que rien n'a été changé dans les habitudes de ces marins primitifs; la civilisation les a si peu modifiées, leurs besoins sont si bien restés les mêmes, qu'ils vont aux lieux accoutumés porter et chercher les mêmes produits, du moins en-deçà de Ceylan; car doubler cette île semble être pour eux le voyage de long cours, et il s'effectue avec des navires d'un plus fort tonnage et de construction moderne.

Lorsque, en arrivant à Suez, vous apercevez dans un même tableau les rocs d'Afrique sombres et désolés, et les dunes de l'Asie dorées par un soleil qui fait miroiter les eaux de la mer Rouge, et danser les deux minarets au-dessus des toits gris, si une caravane de pèlerins turcs, égyptiens, barbaresques, penchés sur leurs chameaux, abrités sous des parasols aux couleurs bariolées, flanqués de carabines allongées, de larges tromblons, de cruches et d'amphores byzantines, vous étourdit subitement d'un cri poussé sur toute la ligne, regardez dans la baie, au large, dans la direction des puits de Moïse: vous verrez un petit pavillon vert flotter à la vergue d'un lourd chébek; ce bâtiment, destiné à transporter à Djiddah les pèlerins de la Mekke, appartient à l'espèce appelée *dow;* c'est le prototype de tous ceux qui sont montés par des équipages arabes, à quelques modifications près. Son arrière élevé s'allonge au-delà du gouvernail, comme dans les felouques espagnoles; trois haubans de chaque côté soutiennent un mât court, pesant, incliné sur la proue, lequel porte une lourde voile latine amarrée sur une vergue massive faite de deux pièces de bois liées ensemble. Cet équipement est tellement simple, qu'on y trouve une preuve de la haute antiquité de cette sorte de construction; la manière de naviguer est également primitive. Comme les bateliers du Nil, les marins de la mer Rouge amènent leur voile



chaque soir; les capitaines ne se doutent même pas de l'existence de la belle carte dressée par le brick de guerre *Euphrate* de la marine anglaise, et ils suivent tranquillement ces côtes sévères bordées de montagnes aux contours étranges, hérissées de récifs en maints endroits, surtout aux environs de Djiddah. Une grande dose de patience a été départie à ces navigateurs; pour remonter toute la mer Rouge contre mousson, il ne faut pas moins de trois mois, et, dans cette saison, il serait difficile de rencontrer sur ces vagues clapoteuses autre chose que des goélands, des paille-en-queues et quelque rare baleine bondissant autour des îlots (1).

Ces petits navires, la plupart de cent à deux cents tonneaux, sont employés au cabotage sur les deux rives du golfe; ils fréquentent les ports de l'Abyssinie aussi bien que ceux de l'Yémen, portent au marché d'Aden les provisions que la garnison anglaise ne tire guère des tribus voisines, souvent hostiles (2), et reçoivent à leur tour les riches produits que leur déversent les Somaulis. Dans la petite ville de Barbora, qui appartient à ce dernier peuple, essentiellement ami de la paix, adonné à la navigation et au commerce, il se tient chaque année, en janvier et février, une foire considérable, où les marchands noirs de l'Afrique orientale, les Arabes des deux golfes, les caboteurs

(1) Le passage suivant, emprunté à une lettre que M. Antoine d'Abbadie, voyageur français en Abyssinie, adressait à M. Garcin, de l'Institut, donnera parfaitement l'idée de la vie à bord des bâtimens arabes : « On se lève au petit jour; une heure au moins se passe avant qu'on ait hissé la voile et levé l'ancre. Le pilote prend son poste près de la barre, et c'est un apprenti qui lui rend compte de l'état et de la situation des brisans. Vers midi, on mange du pain de *dourah*.... Le bâtiment est toujours immobile lorsqu'on se réunit pour faire la prière et manger un souper de dattes ou de riz. Comme dans le sein de la tribu, le patron n'a sur son équipage d'autre autorité que celle de la persuasion. Dans une forte bourrasque qui nous atteignit près le Ras-Mohammed, le capitaine, sans se lever ni s'émouvoir, dit : — Frères, il me semble que nous devrions amener la voile. — L'équipage ne bougea ni ne répondit, et quand, un quart d'heure après, le vent eut déchiré et enlevé la voile, le pilote se contenta de dire : — Le capitaine avait raison... Dieu est miséricordieux ! »

(2) Vers le 1er novembre 1839, le jour où commença en Algérie la guerre sainte prêchée par Abd-el-Kader, une guerre sainte éclata aussi à l'extrémité de l'Arabie contre les Anglais. Les cavaliers de la plaine, repoussés avec une perte considérable, étaient encore campés auprès des montagnes le surlendemain de l'attaque, qui avait été vive. Franchissant pendant la nuit la batterie placée sur l'isthme, ils avaient voulu pénétrer jusque dans la ville; mais les canonniers, avertis par le bruit, eurent le temps de retourner leurs pièces, et, pour regagner la campagne, les Arabes surpris furent obligés d'essuyer à bout portant un feu meurtrier.

des Seychelles, de Maurice et de Bourbon, les Portugais de Mozambique, se donnent rendez-vous. Ce sont des bazars en plein air, rafraîchis par les brises attiédies d'un hiver à peine moins chaud que nos printemps. Là se pressent les mulets, les chevaux, les ânes, les esclaves que fournit l'intérieur : les caravanes apportent la gomme, l'encens, la myrrhe, l'ivoire et l'or; mais les marchandises sont envoyées là, en grande partie, par de petits souverains, qui, comme leurs confrères de la côte occidentale, ne dédaignent pas de vendre leurs prisonniers et même leurs sujets. Les Somaulis, de race africaine, si défians qu'ils ferment, dit-on, leurs ports aux navires arabes, ont cependant formé des établissemens aux environs de Moka. Ce sont des individus de cette race qu'on voit dans des canots traverser la *Back-Bay* d'Aden, les cheveux teints d'un mélange de boue et de chaux, frisés en longues mèches, et quelquefois la tête entièrement couverte d'une calotte terreuse, qui semble un abri contre le soleil. Sans doute ces Somaulis, placés sur les bords du grand Océan, eurent, au temps où la Nubie et l'Abyssinie étaient florissantes, une part considérable dans les expéditions commerciales dont le golfe de Suez était le centre.

Quant aux *dows* qui se hasardent hors du détroit, il y en a de trois à quatre cents tonneaux, à un seul mât, à une seule voile; il faut un équipage de cinquante matelots pour hisser cette vergue colossale, que la force du vent fait ployer, et encore monte-t-elle lentement au mouvement cadencé des cent bras nerveux que règle le roulement du tambour. C'est en octobre, au commencement de la mousson de nord-est, que tous ces navires s'empressent de sortir pour voguer, vent arrière, sur la mer des Indes; la mousson contraire les ramènera, car ils sont condamnés par la constance des brises à ne faire par an qu'un seul voyage. Ceux qui partent de Mascate, du golfe Persique, de l'embouchure de l'Euphrate, plus favorisés par ces mêmes vents alisés, qui les prennent en travers, vont et viennent à volonté durant toute la belle saison. Ainsi, dès que les beaux jours d'automne font régner sur cet océan tranquille le souffle régulier qui ne cessera qu'aux orages de l'été, de Moka, de Djiddah, de Makalla (où les Anglais ont un dépôt de charbon à la barbe du petit sultan de l'endroit), s'élancent par flottilles ces gros *dows*, plongeant la proue dans l'écume des vagues, relevant bien au-dessus d'une mer scintillante et illuminée du plus éclatant soleil la poupe à balcon sur laquelle le *nakoda* ou capitaine s'assied à son aise pour fumer la longue pipe et boire le café. Le voyageur qui prend passage à bord

de ces barques s'y trouvera, dans les beaux temps surtout, et s'il ne tient pas au luxe d'une table anglaise, aussi bien et plus librement que dans les somptueux *steamers*, où le commissaire vous déclare, dès en entrant, que vous êtes *under the martial law*, soumis à la discipline militaire. Le patron ne lui fournit que le bois et l'eau, le reste des vivres est à sa charge; mais aussi a-t-il l'entière possession de toute cette grande cabine, dans laquelle aucun importun ne viendra le troubler. Peut-être, à l'extrémité du navire, sur la proue, il se rencontrera, comme pendant à cet Européen, un Turc voyageant dans des conditions tout-à-fait différentes, à savoir un mendiant qui, muni de certificats quelconques, couverts de paraphes, et constatant que le porteur a été ruiné par un de ces malheurs inattendus auxquels tout homme est sujet en Orient, s'en va, transporté gratis par le charitable capitaine, quêter dans les provinces de l'Inde. Jamais il n'a possédé les biens dont il déplore la perte; mais il tend la main sans scrupule à ses coreligionnaires, qui rougiraient de ne pas lui donner une aumône. Deux ans après, il retournera dans sa patrie avec une petite somme, prêt à fournir tous les détails que lui demandera un ami désireux de marcher sur ses traces.

Les principaux articles exportés de la mer Rouge sont le café, les perles, les dattes sèches, le séné, la gomme, et les produits de la rive africaine, le benjoin, l'encens, la myrrhe. L'Oman fournit du blé, des peaux, de la laine, des chameaux et des ânes que l'on porte surtout à Bourbon. Le Bahrain, ainsi que le pays à l'embouchure de l'Euphrate, envoie particulièrement à Bombay des chevaux, dont l'armée anglaise a toujours besoin. Ces animaux font sur le pont toute la traversée, qui, de Bassorah à Bombay, varie de vingt à trente-cinq jours; mais il est rare que le navire aille directement d'un point à l'autre sans relâcher, ne serait-ce que pour renouveler sa provision d'eau. Il est alloué un palefrenier par cinq chevaux, et le capitaine, responsable de sa cargaison, perd le fret de la bête qui meurt en route. Aussi évite-t-il avec soin les gros temps; le plus possible il rase les côtes, prêt à s'abriter au fond d'une baie, à se jeter dans le port de Mascate, à Hormuz, premier asile des Guèbres expatriés, à Karak, où l'on pêche les plus belles perles; et, soit à cause du danger de cette navigation, pourtant assez facile en temps ordinaire, soit défaut de confiance envers les marins musulmans, les compagnies d'assurance refusent d'inscrire ces bâtimens sur leurs registres.

Lorsque le sultan Tippou, voulant fonder une marine, établit des chantiers à Onore, ce fut des *dows* qu'il fit construire, et certes ces

navires, longs de quatre-vingts à cent pieds, larges de vingt-cinq à trente, recouverts d'un enduit de *tchounam* et d'huile destiné à préserver le bois de la piqûre des vers, étant armés d'une manière convenable, seraient au moins de la force d'une de nos goëlettes de guerre. Les Arabes sont des marins actifs, intelligens, robustes et sobres; ceux du Bahrain, ceux de Ras-al-Khyma (dont le scheik possédait une flotte montée par près de vingt mille hommes, et que les Anglais brûlèrent avec tous les chantiers et les arsenaux en 1806), ceux de Makalla, également adonnés à la piraterie, tous ces anciens forbans ramenés par la force à des habitudes plus pacifiques, savent conduire avec habileté non-seulement les navires propres à leur pays, mais encore les bâtimens de construction européenne sur lesquels ils sont embarqués. La marine de l'iman de Mascate en a donné la preuve quand sa flottille a manœuvré de conserve avec des frégates anglaises. De tous ces petits sultans et scheiks jadis d'humeur si guerroyante, à demi soumis à la Porte et complètement dominés par la puissance britannique, au point qu'ils n'osent mettre dehors une barque armée sans consulter le bon plaisir du gouverneur de Bombay, l'iman Seïd est le seul vraiment puissant; indépendant du grand-seigneur, forcément allié des Anglais, avec lesquels il fait un commerce considérable, et qui l'ont aidé à se défendre contre les Wahhabites, il a des corvettes fort belles, construites à Kotchin, à Maulmein, par des ouvriers hindous et birmans, mais sous la direction d'ingénieurs européens. La possession d'Hormuz, de Kichm, et d'une partie du Moghistan, sous la suzeraineté du shah de Perse, celle de l'île de Zanzibar et de quelques places sur la côte même d'Afrique, favorisent le développement de sa marine; ses navires, dépassant la ligne dans la direction du cap de Bonne-Espérance, s'aventurent jusqu'à Anjouan, aux îles Comores, dont les habitans ont depuis des siècles embrassé l'islamisme, dans les lointains parages de Mozambique, où des négriers portugais les ont parfois enlevés pour réduire les matelots en esclavage, vengeant ainsi sur d'autres musulmans et dans d'autres mers les anciennes injures de Maroc et d'Alger.

A côté du *dow*, qui représente le bâtiment arabe par excellence, il faut placer le *baggerow* ou *bagglow*, plus particulier au golfe de Cutch, monté le plus souvent par des matelots de l'Oman et du Bahrain, quelquefois aussi par des Hindous musulmans. Plus lourds que le *dow*, plus larges encore en proportion de leur longueur, coupés carrément à l'arrière sans saillie au-delà du gouvernail, ces bateaux pesans,

assez solidement faits pour résister à une attaque, sont armés de deux canons, car les parages qu'ils fréquentent n'ont pas toujours été sûrs, et ces bouches à feu sont tout ce que l'on peut trouver d'à demi moderne dans la construction du *baggerow*, qui, selon l'opinion générale, n'a pas varié depuis les temps d'Alexandre. En ceci, ces bâtimens ressembleraient aux jonques chinoises, qui n'ont pas subi la plus légère modification depuis plus de deux mille ans. On peut reconnaître là ces barques si grandes manœuvrées par des Phéniciens, des Grecs, des gens de l'Asie-Mineure, sur lesquelles Alexandre fit embarquer tant de chevaux. La première fois que je vis un de ces navires du Cutch, je me trouvais à bord d'un magnifique steamer; la lourde masse cinglait sur nous de toute la puissance de sa gigantesque voile, l'antenne frémissait en se courbant sur la vague; un groupe de matelots en turbans, appuyés sur le couronnement grossier de la poupe, considéraient avec une indifférence tout orientale notre machine battant la mesure avec son balancier, nos roues impétueuses mordant la lame. Pour moi, loin de rire de la vieille barque, je songeais qu'au temps où on lança pour la première fois sur la mer une pareille maison flottante, l'Angleterre n'avait de nom dans aucune langue civilisée. Comme tous les navires de ces contrées, sortis des ports de l'Inde, ceux-ci ont sur leurs membrures une épaisseur de planches en bois de teak. On sait que ce bois, pour ainsi dire inaltérable, résiste près d'un siècle à l'action des eaux; on le coupe sur la côte occidentale de la presqu'île, particulièrement dans les forêts qui couronnent les collines et les petites montagnes des états du radja de Travancore; mais on a si largement dépeuplé ces belles forêts, que le gouvernement britannique a dû songer, il y a quelques années, à ménager ces arbres précieux.

Bombay est le grand entrepôt de tout le commerce de l'Inde occidentale, de l'Arabie, du golfe Persique, et continuera de l'être jusqu'à ce qu'une ville européenne s'élève aux bouches de l'Indus, ce qui est difficile eu égard aux localités ou à celles de l'Euphrate (1). Aussi, la quantité de navires arabes, grands et petits, de caboteurs

(1) En 1839, à l'époque où l'Angleterre défendait avec tant de chaleur l'intégrité du territoire ottoman, un navire (il se nommait *Urania*) fut expédié de Londres avec deux bateaux à vapeur démontés, du charbon, des ouvriers. Le capitaine, porteur de dépêches qu'il ne devait décacheter qu'après avoir relâché à Rio-de-Janeiro, les ouvrit en quittant la côte du Brésil, et apprit qu'il avait ordre de porter ces deux steamers à Bassorah. Ainsi, sans en prévenir la Porte, les Anglais allaient

du Gouzerate et de Malabar, qui fréquentent sa rade, est incalculable (1). Entre les rochers de l'île de Colabah et Malabar-Point, c'est-à-dire dans un espace d'une lieue et demie, il n'est pas rare de compter, par les calmes du matin pendant les mois de décembre et de janvier, jusqu'à soixante et quatre-vingts voiles latines qui semblent se toucher. Ces grosses barques entrent et sortent sans hisser de pavillon, sans être signalées par le sémaphore; ce sont comme des wagons de roulage qu'on laisse passer sans y prendre garde; ce que l'on guette de tous les yeux, c'est le navire européen poussé par sa légère voilure, surtout le paquebot fumant, qui va jeter à travers l'Asie surprise vingt-cinq mille lettres parties, il y a six semaines au plus, d'une petite île perdue au nord de l'Europe, par derrière le continent. Et cependant, quel mouvement, quelle animation étrange donne à la rade et au port cette agglomération de navigateurs orientaux! Ici des matelots de l'Yémen, vêtus de la robe bleue des ismaélites, remplissent leurs outres, qu'ils plongent dans la citerne au moyen d'une longue corde de poils de chameau; on dirait plutôt un groupe de pasteurs réunis à la fontaine. Là, tout un équipage de matelots du golfe, descendus à terre après les travaux du jour, mêle ses turbans arrondis aux *pagris* rouges et aplatis des Banians, aux bonnets élevés des Guèbres; plus loin, les gens de Mascate, le corps nu jusqu'à la ceinture, la tête couverte de l'écharpe à frange qui retombe sur le cou, mâchant des dattes et montrant leurs dents blanches, coudoient dans la foule le Persan, dont la robe bariolée est retenue par un châle de Cachemire. Quant aux capitaines ou *nakodas*, ils ont pris à la main le bâton blanc, poli et recourbé, chaussé leurs babouches jaunes, jeté sur leurs épaules l'ample cafetan, pour aller vivre à terre dans la *ville noire*, autour des hangars où les chevaux à vendre sont rangés sur deux lignes, attachés à terre par quatre piquets. Sur des bancs, à l'ombre des palmiers, stationnent ces navigateurs marchands; moitié accroupis, moitié assis, les yeux plus fermés qu'ouverts, d'une main tenant la pipe à bout d'ambre, de l'autre jouant avec le chapelet apporté de la Mekke ou avec le sac de cuir plein de tabac choisi, ils passent silencieusement des

établir sur l'Euphrate un service de bateaux à vapeur, puis une administration des postes, assurément plus solide que l'administration gouvernementale de la province, puis des dépôts de charbon, et sans doute des troupes pour garder les magasins!

(1) On peut évaluer à plus de quatre-vingt mille ames la population flottante de Bombay.

marchés tacites, mais irrécusables, en comptant les mille, les centaines et les dizaines sur les jointures des doigts, par-dessous les plis du manteau. Quand les deux parties sont d'accord, un serrement de main, un coup d'œil équivaut à une signature, et l'affaire est conclue sans que le voisin en ait pu surprendre le chiffre. Il y a loin de là au murmure de ruche d'une bourse européenne; mais le *nakoda* croit de sa dignité de ne point harceler l'acheteur par des propositions souvent fallacieuses. Il le trompe autant qu'il peut, c'est la règle; défiez-vous de lui comme il se défie de vous, et son regard l'indique assez : demandez-lui quand il part, il n'en sait rien, et le soir il a mis à la voile; vous le croyez en pleine mer depuis une semaine, et il est encore dans la rade; vous le savez arrivé, vous êtes averti qu'il est porteur d'une lettre à votre adresse, alors courez après lui; il ne la perdra pas, il gardera le papier dans un pli de son turban jusqu'à ce que le hasard vous le fasse rencontrer dans un de ces groupes chers aux Orientaux, où chacun parle à son tour, où l'on boit le café de Moka avec délices en maudissant cette île de Bombay qu'une température capricieuse condamne à produire des dattiers qui ne portent pas de fruits.

Tous ces navigateurs visitent encore les ports de Cambaye, de cette contrée fameuse que Camoens dit être celle dont Porus était roi; « pays plus puissant par son or et par ses pierreries, ajoute-t-il, que par la valeur de ses habitans. »

..... poderoso
Mais d'ouro, e pedras, que de forte gente!

On les voit à Surate la riche, que le poète Wali comparait à un recueil de poésies choisies. « L'univers accourt, dit-il, pour voir la rivière Tapti qui baigne ses murs; Surate doit à cette rivière son état florissant, et la Tapti doit à Surate sa célébrité... C'est sur sa rive qu'on voit ce château symétrique qui est comme un chaton à la bague du monde. Il y a des adorateurs du feu si instruits, que Nemrod, le fondateur du culte, prendrait d'eux d'utiles leçons. » Mais ce que Wali ne célèbre pas, et avec raison, c'est l'hôpital, où les Parsis nourrissent tous les êtres vivans, excepté l'homme, depuis le singe jusqu'à la punaise, jusqu'à la plus inqualifiable vermine. On les rencontre à Kalicut, dont le Zamorin eut la gloire de repousser le grand Albuquerque, dans la sanglante bataille où périt le maréchal Fernando de Coutinho, ville déchue comme toutes celles de la côte,

ruinée par Tippou, qui voulait attirer le commerce dans ses ports, et rebâtie par les Anglais, à qui ces guerres malencontreuses ont si bien profité. On les retrouve partout où jadis ils se montraient, car entre les navigateurs de tout le littoral de l'Arabie et les peuples des côtes de la presqu'île indienne, il existe d'anciennes relations de famille. Si ces étrangers ne cherchèrent pas à s'établir sur divers points comme le firent bientôt les nations européennes, du moins ils formèrent des alliances, facilitées par l'invasion mogole et l'introduction de l'islamisme, qui en fut la suite; ils étaient regardés comme frères par les musulmans de l'Inde. De ces alliances sortirent les familles, nombreuses encore de nos jours, nommées *labbis* sur la côte de Coromandel, et sur celle de Malabar *mopilaïs*, c'est-à-dire gendres, parce que les Arabes épousèrent des filles indiennes. Les gens de cette race, reconnaissables à leur taille mince et nerveuse, à leur crâne élevé, à leurs longs bras, sont désormais classés parmi les castes de leur patrie nouvelle; partagés entre deux professions qui rappellent leur origine, ils sont matelots et cardeurs de laine, comme leurs ancêtres furent navigateurs et bergers. La reine de Kananore appartient à une famille de mopilaïs; commerçante elle-même, elle envoie ses propres navires dans les Détroits et aux Lakedives, dont elle se prétend souveraine; son petit port, défendu jadis par un fort hollandais, et assez bien abrité au fond d'une jolie baie, reçoit un bon nombre de *dows* arabes. Les radjas de Kotchin et de Travancore sont dans des conditions toutes différentes. Maître de belles provinces dans lesquelles l'islamisme n'a jamais fait invasion, mais qui compte en revanche un demi-million de chrétiens, le souverain de ce dernier pays, dont le poivre et les bois de construction forment la principale richesse, ouvre aux navigateurs musulmans, comme aux commerçans de l'Europe, la mauvaise rade battue par un ressac continuel et la gracieuse ville d'Allipey; là, les travaux confiés dans nos ports à des galériens sont exécutés par une demi-douzaine d'éléphans. Le petit prince de Kotchin, dépouillé de tout ce qui forme aujourd'hui le Travancore, conserve la ville d'où le territoire tire son nom, située sur une charmante rivière dans laquelle se mirent encore les ruines de la forteresse portugaise. Là, les Arabes et les marins du golfe Persique trouvent en abondance et chargent avec facilité les principaux produits qu'ils viennent chercher dans l'Inde : le riz, les toiles à voile, la résine, les cordages faits avec la bourre du coco (*coir*), les câbles flexibles qui s'allongent au lieu de se rompre quand le navire est battu par la tempête; l'huile

de coco, la noix elle-même, qui, vidée et préparée convenablement, sert à confectionner les narguilés communs; les bois de construction, les cotonnades fabriquées sur la côte, etc. Quant aux articles d'Europe, le fer, les tissus, et autres objets manufacturés, ils vont les prendre à Bombay.

Tous les navires, grands et petits, destinés à voyager dans ces parages, sont construits dans les ports de la côte occidentale de l'Inde, même la plupart des barques de tonnage moyen employées à la navigation de la mer Rouge; mais on conçoit que des bâtimens fabriqués avec le meilleur bois du monde, manœuvrés avec discrétion dans des mers souvent tranquilles, et réglés dans leur service à un seul voyage par an, doivent durer un siècle. Grace à l'ancienne habitude qu'on avait de prévoir les attaques probables des pirates, les *dows* et surtout les *baggerows* du golfe étaient et sont encore des modèles de solidité; puis les Arabes, moins pressés que nous en toutes choses, moins avides de faire fortune en peu d'années, chargent leurs navires comme leurs chameaux, assez pour qu'ils puissent marcher sans fléchir sous le poids (1). C'est à Kotchin, le long du quai où ils sont amarrées, qu'on peut examiner de près la massive construction de ces barques énormes; on prendrait cette ville pour un arsenal, à voir les chantiers où les juifs *blancs* de Syrie vendent les cordages et les bois entassés derrière les bazars, les corderies répandues au milieu des jardins jusqu'au village de Matachery, habité par des juifs *noirs*, venus on ne sait d'où : on oublie complètement les magasins hollandais établis jadis dans la cathédrale portugaise, où le grand Albuquerque, en sortant de la messe, avait tourné le dos à Jorge Barreto, gouverneur de la citadelle; rien ne reste de ces deux puissances rivales. Le drapeau anglais, flottant au mât de pavillon, dit clairement à l'étranger que le lion britannique, là comme ailleurs, est venu mettre sa griffe sur une proie trop longtemps disputée. Le canon qui tonne au lever et au coucher du soleil fait comprendre aussi que les maîtres sont assez forts pour accorder protection au commerce extérieur. Ainsi le petit port de Kotchin a, au plus haut degré, l'aspect d'une cité asiatique, dans laquelle l'élément européen est à peine sensible, et je souhaiterais à un peintre d'avoir à mettre sur la toile la vue de cette ville prise de la douane à

(1) On a quelquefois mâté en bricks ces lourdes barques, soit pour les transformer en corsaires, soit pour naviguer sur la côte; mais on n'en a fait que des navires bâtards et laids.

l'heure de la retraite. Pour premier plan, il aurait un gros chebek arabe, couleur de bois, bien assis sur une eau transparente, un peu plus loin les filets à bascule qui se lèvent et s'abaissent au milieu d'une nuée d'oiseaux aquatiques, à droite les cocotiers verdoyans penchés sur un sable argenté, et tout au fond, derrière une double ligne de récifs sur laquelle brise incessamment le flot de l'Océan luttant avec celui de la rivière, quelque grand navire à trois mâts aux vergues bien alignées dessinant son réseau de cordages sur le disque d'un soleil rayonnant à moitié caché dans la mer.

On peut considérer comme cabotage ces voyages qui consistent à courir droit sur une terre que l'on abordera un peu plus haut, un peu plus bas, à l'aide d'un vent régulier et de la boussole; d'ailleurs, les hautes montagnes des Gauths, faciles à voir de loin par un temps clair, les petits serpens rayés de jaune et de noir qui se tiennent à une distance connue de la côte de Malabar, et d'autres indices, servent à faire distinguer au pilote le voisinage de la presqu'île. Mais doubler la pointe de Ceylan et remonter au Bengale, c'est là la traversée de long cours, et les Arabes l'effectuent périodiquement chaque année avec de grands et beaux trois-mâts. Partis en octobre des ports de Moka, de Djiddah, dans lesquels il ne reste pas une seule barque à cette époque, de Mascate et de divers points de la même contrée, ces navigateurs arrivent aux bouches du Gange à la fin des vents du sud-ouest, souvent après avoir touché à quelque endroit de la côte opposée. Ce qu'ils fournissent au Bengale, c'est le café de l'Yémen, et surtout le sel, dont le gouvernement se réserve le monopole (1), aussi quelques dattes et des chevaux de prix; en échange de quoi ils prennent le sucre et les autres productions dont nous avons parlé plus haut. Pour la plupart, ils achètent le droit de porter le pavillon de la compagnie, et gagnent à cela d'être admis à des conditions plus favorables sur tous les marchés de l'Inde, ceux de Ceylan exceptés, cette île relevant de la couronne. Une grande partie des bâtimens employés aux voyages du Bengale sont d'anciens *ships* de la compagnie, d'un très fort tonnage. Quelques-uns, affectant la forme dite *grab*, se font remarquer par l'absence de la poulaine, que remplace une saillie avancée; il faut remonter aux tableaux de Claude Lorrain pour trouver des navires de ce type suranné. Une fois entré

(1) On sait que le gouvernement de l'Inde paie à nos petits établissemens français la somme annuelle de quatre laks de roupies (un million de francs) pour qu'ils s'abstiennent du commerce du sel et de la culture de l'opium.

dans le port, dont il ne sortira qu'à la mousson nouvelle, le soigneux capitaine fait dégréer son bâtiment; les mâts sont calés, les vergues amenées sur le pont, ses femmes conduites à terre dans une maison louée à cet effet, car le riche musulman ne s'absente pas si long-temps du logis sans emmener son sérail à sa suite. Aussi les fenêtres de la dunette sont garnies d'un étroit grillage, et deux serviteurs veillent, durant la traversée, dans le passage qui sépare la galerie des chambres du fond. Assurément, ce n'est pas pour leur plaisir que ces houris sont transportées aux bords du Gange; des palanquins recouverts d'une housse traînante les voiturent du bord au harem, où elles restent confinées tristement comme des marchandises à l'entrepôt. Pendant ce temps, sous la direction des officiers ou *ma'alim*, assis à l'ombre et fumant avec gravité le houkka indien, les matelots travaillent. Il y en a de toutes couleurs, de tout âge, de tous les coins de l'Afrique, appartenant pour la plupart au capitaine, dont ils sont les esclaves. Leur besogne de chaque jour est réglée; aussi, comme ils hurlent leur monotone refrain : *Salamalek a' yari*, salut à toi, palan, à mesure que sous l'effort de leurs bras nerveux les ballots sortent de la cale, en montrant la poulie qui les hisse! Certes, il n'y a pas au monde de gens plus criards que ces matelots de la mer Rouge. A Suez, ils ne peuvent donner un coup d'aviron sans laisser tomber d'une voix creuse, pareille aux sons de la cloche, d'inintelligibles syllabes, écho régulier du chant que lance le mousse avec son timbre argentin, et la passion des noirs pour la cadence est si grande, que, quand l'un d'eux quitte le groupe pour aller au bout du navire, il court en frappant ses mains, en marquant la mesure avec ses pieds. La tâche du jour est-elle finie, tout l'équipage se munit du bâton blanc qui est le signe du repos, et les habitans d'un même navire, descendant à terre, se promènent dans les rues populeuses de Calcutta par longues files, pour ne pas se perdre; ils s'en vont silencieux, car le travail ne les anime plus, à travers les bazars, visitant les mosquées, saluant un faquir ridé accroupi sur sa natte, jusqu'à l'heure où il faut revenir pour souper avec de l'eau et des dattes. Un marin anglais sortant de la taverne, un marin français courant du café à la case des bayadères, celui-ci avec son *jonc des îles*, celui-là avec son poing fermé, donnent plus d'embarras aux gardiens de la police que ces équipages musulmans souvent composés de soixante hommes. Mahomet a mieux réussi avec un verset du Koran que toutes les sociétés de tempérance, malgré leurs écrits

placardés au coin des rues (1). Remarquons aussi en passant que la vie maritime n'a point affaibli chez ces navigateurs l'habitude des pratiques religieuses; le jeûne du *ramadan* est scrupuleusement observé à bord par tout le monde, capitaine, officiers, matelots; sur le couronnement de poupe sont inscrites en lettres d'or des sentences pieuses tirées des livres saints; dans le nom même du navire se trahit le sentiment de la foi. Ainsi on lit ces mots tracés à l'arrière : *Fatah-Arrohaman*, *Fatah-Assalam*, victoire au miséricordieux, victoire à l'islam; *Allalevie*, louez Dieu. L'un des *nakodas* qui fréquentent habituellement la rivière de Calcutta, par cela seul qu'il porte le turban vert et descend des Alides, est tenu en grande vénération par tous les *sunnites* ou orthodoxes de la ville; ceux-ci l'entourent, se prosternent même à ses pieds, et il les relève avec tant de dignité, son profil sévère et doux à la fois rappelle si bien les chevaleresques caractères tracés par les romanciers, qu'on n'est pas insensible au prestige de cette noblesse de douze siècles. Beaucoup d'entre ces navigateurs, dédaignant de mesurer la hauteur du soleil avec le *bâton de Jacob*, encore en usage parmi leurs plus anciens confrères, sont assez versés dans les études nautiques pour employer les instrumens européens et déterminer les longitudes; on en cite un qui s'est enfermé pendant deux ans dans le *Bishop-College* à Calcutta, au milieu de jeunes enfans, dont il enviait les leçons et qu'il dépassa bientôt.

Le très grand nombre de bâtimens de haut bord appartenant aux ports d'Arabie qui viennent chaque année à jour fixe visiter les eaux du Gange, prouve d'assez anciennes relations commerciales entre cette contrée et le Bengale; mais, outre les marchandises de retour, les capitaines reçoivent à bord, au prix modique de cinquante roupies (cent vingt-cinq francs), les pieux musulmans que le désir de s'agenouiller devant le tombeau du prophète, et surtout la vanité de prendre le titre de haddji (pèlerin), poussent à la Mekke; quelques-uns même, dit-on, vont recruter des passagers jusque dans les dé-

(1) Un jour, je vis affiché dans les bazars de Madras l'avis suivant : *Stop the thief, stop the thief!!!* en très grosses lettres avec trois points d'admiration; arrêtez le voleur, arrêtez le voleur! Ce voleur, c'est le vin, ce sont les liqueurs fortes, c'est l'intempérance qui vole votre temps et votre argent.—Malheureusement les seules personnes qui s'arrêtassent à lire ces pancartes, c'étaient des soldats et des marins ivres, qui, sentant leurs poches vides sans trop se rappeler comment l'argent en était sorti, espéraient naïvement retrouver le voleur.

troits, et en cela ils font moins une spéculation lucrative qu'une œuvre de piété. On sait que les empereurs mogols et Aurang-Zeb surtout envoyèrent, dans d'autres temps, les pèlerins sur des navires armés, que les Mahrattes, sectateurs ardens de la religion brahmanique, attaquèrent et coulèrent quelquefois.

Maintenant, si, laissant les marins arabes voguer vers leurs ports, nous restons sur les côtes de l'Inde, il nous apparaîtra clairement que les Hindous leur sont fort inférieurs dans l'art de la navigation; la langue sanscrite est plus que pauvre en termes de marine, et cela se conçoit chez un peuple descendu des plateaux de l'Asie centrale. Le vocabulaire des *lascars* (matelots hindous) se compose de mots empruntés aux dialectes étrangers, à l'arabe, au persan, au portugais et à l'anglais. La théorie première, ils l'ont apprise, sur la côte occidentale surtout, des navigateurs orientaux des deux golfes; la pratique, des Européens, du moins en ce que cette pratique a de compliqué. Les habitans du Scinde, du Gouzerate, de Cambaye même, ont été de bonne heure marins et pirates. Les navires anciens, nommés *baggerows*, leur étant communs avec les Arabes, qui les montent aussi bien qu'eux, il est difficile de savoir lequel de ces peuples doit réclamer la priorité de l'invention. En descendant vers le sud, à Bombay surtout, on rencontre une espèce de bâtiment côtier, rapide à la marche, de cent à deux cents tonneaux, employé par les commerçans *natifs* de ce port à recueillir, depuis le golfe de Cutch jusqu'au cap Comorin, les produits du littoral : on le nomme *patamar*. Longs de soixante-quinze pieds sur une largeur de vingt, profonds de onze à douze pieds, ces jolis navires, montés par une douzaine de lascars, que commande le *tandel* ou patron, déploient au vent deux grandes voiles latines; et quand soufflent les brises *carabinées* de nord-est refoulées par les Gauths, le *patamar*, sorti de Bombay avec une cargaison de sel, ou revenant vers le port avec un chargement de cocos, de bourre de coco, de noix sèches dont on a exprimé le suc (*copera*), d'huile, de bois de sandal, de poutres, de poivre, s'incline tellement sur la vague floconneuse, que l'on applaudit à la hardiesse du matelot hindou. S'il n'a pas le courage qui fait entreprendre les longs voyages, au moins a-t-il l'intrépidité du pêcheur et du pilote. Durant la belle saison, en janvier, février et mars, ces caboteurs savent habilement profiter des brises du large et des brises de terre pour entrer dans les baies ou s'élever de la côte. La forme de leurs voiles favorise une navigation à laquelle ils sont particulièrement appropriés. Sur tout ce littoral montueux, il n'y a

pas de route; le transport des marchandises doit donc se faire exclusivement par mer, et il est considérable, car cette partie de la péninsule est beaucoup plus productive que l'autre. Dans des temps moins tranquilles, il y avait des *patamars* armés en course qui sortaient des anses à la rencontre des navires européens. *Gibbet Island*, l'île de la Potence, dans la rade de Bombay, atteste la propension des peuples du Deccan à écumer la mer sur leurs côtes; mais, depuis l'invention des bateaux à vapeur, la piraterie est devenue un métier aussi précaire que dangereux, et les Détroits eux-mêmes commencent à perdre leur ancienne réputation, ou plutôt à en acquérir une meilleure. D'ailleurs, les Hindous, un peu pillards par caractère, ont mille moyens de voler en détail (1). Le bateau de pêche, le canot chargé de fruits accostant au passage le navire de long cours, renferment presque toujours d'adroits industriels qui se font un devoir de serrer les objets oubliés sur le pont, tels que le plomb de sonde, les outils du charpentier, le couteau du *cook*. Ce vice tient en partie à la modicité du salaire, calculé moins sur le travail que sur le peu de besoins des hommes de peine.

Le *patamar*, par sa force et sa solidité, est capable de résister aux coups de vent de la mousson du sud-ouest; mais, à cette époque de pluies désordonnées et d'orages, on trouverait le long de la rivière de Baypour (ce port que Tippou avait nommé Sulthanapatnam, la ville du sultan), hallés sur la plage, d'autres caboteurs d'un rang secondaire, les *panyani-mantché*, bateaux de Panyani. Comme l'indique leur dénomination, ils appartiennent à cet ancien repaire de pirates dont on ne parle guère aujourd'hui, et ils sont montés par des mopilaïs soumis à l'autorité spirituelle du *tangoul*, ou grand-prêtre, résidant depuis des siècles dans cette même ville. Leur navigation se borne à porter d'un point à un autre, aux environs de leur baie, les produits variés que l'on tire du cocotier et de son fruit, l'eau-de-vie obtenue du palmier par la distillation, ainsi que les larges feuilles à éventail dont les pêcheurs et les pauvres paysans couvrent leurs huttes. Ces mêmes feuilles sont, pour les doctes brahmanes et les marchands, le papyrus sur lequel ils écrivent au poinçon, ceux-ci leurs ventes et achats, ceux-là leurs longs poèmes, leurs commen-

(1) On vient de découvrir à Bombay une association de voleurs qui rapportait, année commune, aux quatre-vingt-dix intéressés, la somme nette de 80,000 livres sterling, ainsi que le prouvent les registres saisis, le 21 juillet dernier, chez les chefs de la bande.

taires philosophiques, qui viennent recueillir la poussière de nos bibliothèques, dûment reliés entre deux planchettes. Sur cette côte tout entière, habitée par des peuples d'origine diverse, mais essentiellement industrieux, se sont développées mille petites branches de commerce, qui varient selon les localités; les moyens de transport changent aussi à chaque pas, parce qu'ici une barre toujours menaçante exige un bateau large et solide; là, des canaux intérieurs (*back-water*), étroits et assez profonds, permettent à des gondoles couvertes, à des barques allongées (*snake-boats*) de transporter les marchandises, à travers cent détours, d'un village à l'autre. Dans ce pays si vaste, compris sous une dénomination générale et soumis jadis à une seule croyance, il y a tant de peuples distincts qui ont conservé leurs langues particulières et leurs industries propres! Quant à Ceylan, c'est un pays à part, et on le devine aisément, rien qu'à voir les longues pirogues à balancier, si étranges et si pittoresques, qui viennent au large, à de grandes distances, vendre aux passans des chaînes en fausse bijouterie, des tabatières, des couteaux, ces petits objets inutiles avec lesquels les peuples à demi sauvages nous tentent et nous attrapent mieux qu'ils ne se laissent prendre désormais à nos piéges; et puis, on aime à remporter un souvenir de cette île, le plus précieux joyau de la couronne d'Angleterre, riche par l'ivoire que donnent les éléphans de ses montagnes, par les épices de ses plaines et de ses collines, par les perles de ses plages.

Si, à des époques très reculées, des navigateurs de l'Oman et de l'Yémen, poussés d'instinct à suivre les vents réguliers qui, par leur changement périodique, promettaient un retour facile, s'aventurèrent jusqu'à Ceylan, au moins est-il permis de conjecturer qu'ils ne dépassèrent guère cette île; car elle fut, sous les dénominations de *Sarandipe*, de *Lanka*, de *Ling-chan*, que lui appliquèrent les Arabes, les Hindous et les Chinois, une terre enchantée, le théâtre des guerres livrées aux mauvais esprits par une incarnation de Vichnou, et le séjour passager de Bouddha; rien d'étonnant que, dans notre siècle, l'extrême richesse de son sol l'ait fait regarder par quelques personnes comme le véritable paradis terrestre de l'ancien Testament. Toujours est-il qu'elle a son danger, ses récifs à la pointe, son *non ampliùs ibis*, que Dieu dit aux hommes comme à la vague jusqu'au jour où il lui plaît d'ouvrir de nouvelles routes; et que nous resterait-il à faire, si la Providence eût levé plus tôt ce voile d'ignorance qu'elle découvre peu à peu selon les besoins des temps, et que nous croyons déchirer par le seul effort du génie humain? La côte

de Coromandel ne paraît donc pas avoir eu, comme celle de Malabar, les exemples d'un peuple voisin à imiter; l'art nautique va en s'affaiblissant depuis le golfe Persique jusqu'au détroit de Manaar, et, quand on a fait le tour de l'île, on le trouve dans l'enfance. Le long de cette plage généralement sablonneuse, semée moins de cocotiers productifs que de maigres palmiers, privée de ports, on chercherait en vain le lieu où ait pu se développer une ville maritime; aussi la navigation n'y a-t-elle pas avancé. Les barques, appelées *dónis*, sont quelque chose d'aussi pauvre et d'aussi simple que les huttes de pêcheur, faites de quatre pieux et recouvertes de branchages. Elles restent à sec pendant les gros temps; et comment résisteraient-elles à une mer furieuse avec leur fond plat, qui les rend plus propres à s'échouer sur le sable qu'à s'élever sur la crête des vagues? Poussé par quatre voiles que supporte un seul mât, soutenu lui-même par quelques cordages inégaux, tantôt chargé jusqu'aux bords de riz et d'huile de coco, tantôt calant à peine quatre pieds, pour pouvoir glisser sans obstacle sur les bancs du détroit, le *dóni* s'en va des côtes de Ceylan à Karrikal, de Pondichéry à Madras, condamné à faire rapidement, vent arrière, une route qui lui demandera au retour des peines infinies. La construction vicieuse du *dóni*, qui le fait regarder comme le plus mauvais de tous les bateaux de l'Inde, le rend peu capable de marcher contre le vent; il y a des jours où la force des courans, si elle ne le rejette pas en arrière, ne lui permet pas de gagner plus de trois à quatre milles (1); mais le pilote sait mettre à profit les plus faibles brises de terre; le soir, il vient jeter l'ancre le plus près possible du rivage (et cette ancre, ce sont des morceaux de bois recourbés, rendus pesans par l'adjonction de quelques grosses pierres); alors, prenant en main une poignée de plumes et de sable qu'il jette dans la mer, il calculera, d'après la vitesse avec laquelle le corps flottant s'éloigne de celui qui tombe au fond, quelle est la rapidité du courant. Cette savante expérience une fois faite, selon qu'il s'élève de la rive échauffée par les rayons du soleil un souffle attiédi plus ou moins sensible, il remet à la voile et pousse au large pour changer la bordée avant l'aurore, se guidant, durant le jour, sur les pagodes qui sont ses phares les plus ordinaires, et dont il aime à se rapprocher. Madras est le port des *dónis;* ils viennent apporter à la population agglomérée dans cette grande ville

(1) Dans le golfe de Bengale, au renversement des moussons, le courant est de vingt lieues par vingt-quatre heures.

les produits des provinces voisines, ceux que les chariots du Tandjore leur déversent en suivant la route de terre. On les voit se ranger humblement vis-à-vis la promenade, un peu au-dessous du quai, abandonnant la place d'honneur aux navires européens mouillés en tête de la rade; mais, avant les pluies de juillet, tous ont disparu : ils sont allés se cacher dans les ruisseaux, sur les bords des petites rivières; tant que soufflent les brises impétueuses, la lourde barque, longue de soixante-dix pieds, repose paisiblement sous les arbres.

Le ressac, qui bat continuellement le littoral du pays de Coromandel, a dû être un grand obstacle aux progrès que les naturels pouvaient faire dans la navigation. Franchir cette barre avec des canots, avec des pirogues même, étant chose impossible, les pêcheurs et les mariniers de la côte se sont trouvés réduits à construire toujours sur le même modèle le *catimaron* et la *schellingue*. Le *catimaron* n'est qu'un simple radeau formé de trois ou quatre madriers joints ensemble, un peu relevé aux extrémités, sur lequel un ou deux hommes au plus, à genoux ou accroupis, pour pouvoir ramer avec plus d'aisance, agitent à droite et à gauche une courte pagaïe (1). Quand la mer déferle avec fureur sur les sables, le *macoua*, ou marinier, baissant la tête, se précipite à travers la vague, fend l'écume et la crête de ce rempart menaçant, rejoint son radeau à la nage, s'il est renversé, et se fraie hardiment une route vers le grand navire auquel on l'envoie porter un message à la distance de plusieurs milles. Durant les guerres, ces *catimarons* ont rendu plus d'un service important : un pêcheur digne de confiance liait à ses poutres la somme d'argent ou cachait dans un nœud de bambou la dépêche qu'il s'agissait de faire parvenir à un point surveillé par l'ennemi. Grace à la couleur de l'homme et à celle du radeau, rien ne trahissait dans les ténèbres la marche du mystérieux courrier, qui, s'il était serré de près, avait encore la ressource de plonger et de fuir dans les bois. Madras et Pondichéry n'ont guère d'autres bateaux de pêche; dans cette dernière ville, où l'on voit peu de caboteurs, le *catimaron* se pavoise aux grands jours. Ainsi, lorsqu'un gouverneur nouveau débarque dans la capitale des établissemens soumis à son autorité, une nuée de radeaux, parés des couleurs de la France, s'empresse de l'escorter jusqu'à terre. Pauvre France qui n'a dans l'Inde que de pareilles flottes! Quant aux *schellingues*, destinées à

(1) On voit aussi dans la mer Rouge quelques-uns de ces radeaux dont peut-être les Arabes ont apporté l'idée des côtes de l'Inde.

franchir sans cesse les trois brisans qui déferlent devant Madras, ce ne sont pas des bateaux de cabotage; mais elles ont cela de curieux dans leur construction, que, plus simples encore que la pirogue des Esquimaux, elles n'ont pas de membrures et ne consistent qu'en une épaisseur de planches cousues ensemble : par leur élasticité, elles résistent à la furie des vagues, sur lesquelles on les voit bondir, lancées par dix ou douze longues rames à palettes, pour retomber dans un abîme où elles paraissent s'engloutir. Une pareille navigation ne se fait pas sans danger, et il est permis de croire que, dans des parages plus favorables, les parias, si habiles à manier leurs *schellingues*, eussent fait d'excellens matelots.

Toutefois, si la nature des lieux a empêché les Hindous, à l'est de la presqu'île, de progresser dans l'art de la navigation autant que ceux de la partie occidentale, les habitans du golfe de Bengale, stimulés par l'accroissement prodigieux du commerce de plus en plus concentré dans la capitale de l'Inde anglaise, ont voulu y prendre part. Sans avoir, comme les Arabes, de grands et beaux navires qui eussent été hors de proportion avec les petits voyages qu'ils entreprennent et le peu de bénéfice qu'ils peuvent faire, ils se sont mis à parcourir le golfe dans toute son étendue, de Ceylan à Calcutta, de Madras à Maulmein, au Pégou, avec des sloops, des goëlettes, des bricks d'un tonnage assez considérable. Parmi ces bâtimens appelés *choulias* ou *parias*, quelques-uns ont été construits sur le Gange, à Islamâbad, dans les ports birmans; ou bien ce sont de vieilles coques, des navires anglais abandonnés par suite d'un naufrage, pour cause de vétusté. Mais l'Hindou veut naviguer à peu de frais; d'une main patiente il radoube, jusqu'à destruction entière, le brick dont il est devenu maître; vous le verrez remettre pièce sur pièce, rajuster l'une à côté de l'autre des planches usées; il se borne sagement à la plus simple voilure, et retranche comme inutiles les bonnettes, les cacatois, souvent même les perroquets, de peur d'être obligé d'augmenter son équipage; bien entendu que les pilotes anglais ne sont pas pour lui, et il se tire comme il peut des dangers du golfe, soit en se fiant à sa propre expérience, soit en suivant à la trace quelque vaisseau européen. Soumis à la discipline anglaise, les *lascars* sont d'intelligens et intrépides matelots, rapides à la manœuvre, obéissant au sifflet du contre-maître avec une agilité surprenante; les *choulias* appartiennent à la même race, mais, comme il leur manque cette impulsion, cette direction supérieure, ils sont timides et lents. Trop peu nombreux pour manier convenablement leurs

navires (1), trop faibles pour repousser la moindre attaque, pour résister à la moindre violence, ils fuient de bien loin l'approche d'une voile étrangère, dans la crainte qu'un équipage, se trouvant à court de vivres, ne vienne sans façon enlever la provision d'eau qu'ils conservent dans de grandes jarres de terre liées par le cou au pied des mâts, le riz et les poissons secs dont ils font leur nourriture exclusive. Comprendre ce que marque la boussole est une science fort rare parmi ces naïfs navigateurs; le matelot n'est à bord que pour le service des voiles, il laisse le soin de gouverner à deux timoniers (*soukannis*, du mot arabe *soukan*, gouvernail), qui se relèvent alternativement et font, aux approches des terres, l'office de pilotes. On reproche à ces *choulias*, aux musulmans surtout, de voler parfois des enfans sur la côte pour en faire des mousses; il est certain que des perquisitions dirigées par la police des ports ont amené la découverte de bien des jeunes *boys* dont le capitaine ne pouvait légitimer la provenance.

Tranquebar, Sadras, Masulipatam, Pipley, Balassore, tous les lieux jadis florissans lors de la rivalité des nations européennes, sont aujourd'hui fréquentés par les navires choulias; là où le commerce déchu n'appelle plus les trafiquans chrétiens, les Hindous arrivent pour glaner ce qui reste. On les voit aussi à Pondichéry, à Madras, où ils se placent en avant des *dónis* et surtout le long du Gange, à Calcutta, qui est leur station principale. La mauvaise saison les disperse, comme les bateaux de la côte, dans leurs ports respectifs; ceux qui rentrent au Bengale tâchent de faire la contrebande de sel en se glissant dans le fleuve, du côté de l'Orissa, par des passes négligées à cause des dangers qu'elles présentent; mais la surveillance active des goëlettes à trois mâts, fines voilières, montées par des douaniers armés convenablement, déjouent leurs tentatives, à moins que ces bâtimens légers ne périssent durant la croisière, ce qui n'est pas sans exemple. Quand les rafales violentes du sud-ouest annoncent le renversement de la mousson, la navigation des *choulias* cesse donc dans tout le golfe, précisément à l'époque où celle des Européens devient plus active; chaque équipage vient, pour ainsi dire, déposer son navire sous les cocotiers de son village, à l'abri des inondations; tandis que la récolte se développe sous l'influence d'une pluie bienfaisante, la corneille fait son nid sur les hunes, le milan s'établit

(1) On estime qu'il faut trois *lascars* de Bombay et cinq de Calcutta pour équivaloir à un bon matelot européen.

sur les vergues dégarnies, et le matelot *choulia* répare ses voiles, caché dans sa hutte. Plus heureux que celui d'Europe, le marin de l'Inde écoute sans inquiétude gronder l'orage, souffler la tempête, qu'il a prévus et qu'il a jugé prudent de ne pas affronter; il revient chaque année à sa cabane manger ses fruits et cultiver son champ, et, comme la crainte d'être pris pour le service militaire, de passer sur un vaisseau de l'état qu'il n'a pas choisi, ne le préoccupe pas dans son repos, il ne se croit pas obligé de dévorer en un jour le salaire d'une année; le temps des pluies lui appartient tout entier.

Ainsi, comme les Arabes, les Hindous ont leurs grands navires, mais pauvrement équipés, mal gréés, souvent si usés, qu'ils font eau de toutes parts; nous parlons ici de ceux qui sont construits ou au moins montés et conduits entièrement par des navigateurs de la côte, et non des beaux bâtimens (*country-ships*) appartenant à des Guèbres, à des Arméniens, à des musulmans, à de riches Banians, et qui fréquentent tous les ports de l'Asie sous la direction de capitaines portugais ou anglais. L'Arabie indépendante fait son commerce elle-même; l'Inde, soumise à un joug étranger, abandonne à une nation toute puissante ses plus importantes transactions; il ne lui reste guère à faire que le cabotage, c'est-à-dire à retirer de petits profits de l'alimentation des villes modernes de son littoral. De nos jours aussi, comme au temps de l'empire romain, au lieu de porter bien loin ses produits, elle les vend à qui vient les prendre.

Pour résumer ce que nous venons de dire, plaçons-nous par la pensée à l'extrémité de la presqu'île indienne, et examinons ses deux rives. La côte occidentale fait face à l'Arabie civilisée des temps primitifs, baignée par deux golfes qui conduisaient aux plus anciennes et aux plus puissantes villes du vieux monde. La côte orientale n'a devant elle, à de grandes distances, que des îles clair-semées et une langue de terre habitée par des peuples qui ne participaient en rien au développement des nations environnantes. De bonne heure, les Arabes parurent dans les ports du Deccan et du Malayalam, à une époque où aucun navire étranger ne visitait sans doute la triste plage de Coromandel. D'où serait-il venu? Les Chinois, qui parlent de pèlerins bouddhistes envoyés à Ceylan, les font toujours voyager par terre. Les Mogols musulmans se trouvèrent liés, par la parité de croyance, avec les pays situés au-delà de la mer d'Oman, et avant l'arrivé des Européens il n'y avait pas de ville importante à l'embouchure du Gange; donc les relations entre les Arabes et le Bengale étaient alors fort rares, et, quand elles devinrent plus fréquentes, les

navigateurs expérimentés allèrent droit au fond du golfe sans visiter les ports intermédiaires, les points compris entre Ceylan et le lieu de leur destination. Donc aussi, puisque les habitans du Malabar sont supérieurs à ceux de Coromandel dans l'art nautique, peu en harmonie avec le caractère d'un peuple assez indifférent à ce qui se passait chez ses voisins, ils ont reçu des Arabes leurs premières leçons. Ceux-ci d'ailleurs, avant de s'aventurer sur le grand Océan, s'essayèrent longuement dans leurs golfes. N'avaient-ils pas pour guides les Phéniciens, les premiers matelots dont il soit fait mention dans l'histoire? Les Hindous de la presqu'île, arrivant dans des régions avant eux incultes, peuplées çà et là de hordes sauvages dispersées au sein des forêts, trouvèrent où s'établir et n'éprouvèrent pas le besoin de pousser au-delà. Les Arabes, au contraire, assis au bord de leurs trois mers, habitués à voguer d'un port à l'autre, furent pris de l'inquiet désir de diriger et d'étendre d'un autre côté, au moyen de leurs barques, le commerce qu'ils faisaient avec leurs chameaux à des distances déjà si considérables. Ils n'allèrent point à la découverte; mais de proche en proche, gagnant des rivages lointains, ils atteignirent le point désiré, différant en cela des navigateurs européens, qui, appuyés par la science, plus précise que l'instinct, s'élancèrent droit où les appelaient un continent nouveau, une île inexplorée.

TH. PAVIE.

LA SARDAIGNE

EN 1842.

DERNIÈRE PARTIE.[1]

IV.

Il y a presque toujours, pour les nations comme pour les individus, un fait prédominant, une circonstance décisive qui influe sur leur existence entière. Pour la Sardaigne, cet arrêt de la destinée, écrit à chaque page de ses annales, est bien triste, et il m'en coûte de le consigner ici. Condamnée par sa position, par son exiguïté, par un climat perfide qui paralyse ses ressources, à vivre sous la dépendance d'une puissance supérieure à laquelle il lui est impossible de s'incorporer complétement, elle semble destinée à être toujours sacrifiée. Cette loi fatale, je le répète, peut être vérifiée à chaque âge de son existence historique.

Lorsqu'on cherche à pénétrer les nuages qui nous dérobent la

(1) Voyez la livraison du 1er novembre.

haute antiquité, on croit reconnaître que la Sardaigne a commencé par être un champ de bataille où se heurtèrent les races les plus remuantes des temps primitifs. Les traditions conservées par les historiens grecs et latins, les monumens trouvés dans l'île et reconnus par la science moderne, constatent le passage des Pélasges, des Hellènes, des Grecs asiatiques, des Phéniciens, des Libyens, des Étrusques, des Ibères. Toutes ces bandes d'aventuriers sont balayées par un peuple doué d'une énergie supérieure. L'an 528 avant l'ère chrétienne, les Carthaginois s'emparent de la Sardaigne, dans le seul but d'en faire un point de relâche. Leur politique égoïste n'imagine rien de mieux, pour conserver cette conquête, que de la rendre inhabitable. Ils font détruire les arbres fruitiers, défendent sous peine de mort de planter à l'avenir, et sacrifient même, assure-t-on, les étrangers qui abordent dans cette nouvelle Tauride. Les anciens habitans n'échappent à cette fureur jalouse qu'en se retranchant dans les montagnes de l'intérieur. Après une possession d'un peu moins de trois siècles, les Carthaginois sont à leur tour délogés par les Romains. Ceux-ci, traitant avec une générosité éblouissante les populations du littoral, refoulant avec une énergie impitoyable les peuplades indomptées du centre, opposant sans cesse les alliés aux rebelles, commencent cet antagonisme d'intérêts qui a été la plaie toujours saignante de la Sardaigne. Le prestige de la civilisation triomphe enfin des instincts sauvages. Sous l'empire, l'île pacifiée atteint un haut degré de prospérité : sept villes riches et populeuses obtiennent les prérogatives attachées au titre de cités romaines. Associée ainsi aux grandeurs du peuple-roi, la Sardaigne doit plus tard partager la honte et les douleurs de la chute. Sans cesse envahie et disputée pendant la longue agonie des empires d'Orient et d'Occident, par les Vandales, par les Goths, par les Byzantins, par les mahométans, elle n'est plus, du ve au xie siècle, qu'un théâtre de dévastation et de désespoir.

En 1004, le pape Jean XVIII, abusé sans doute par des actes apocryphes, prétendit que la Sardaigne était comprise dans la donation faite au saint-siége par Charlemagne, et, faisant aux chevaliers chrétiens un appel qui semble le prélude des croisades, il promit la possession de l'île à quiconque la délivrerait du joug africain. Les Pisans et les Génois répondirent à cet appel, entraînés par leur instinct mercantile, il est permis de le croire, plutôt que par un sentiment chrétien et chevaleresque. Il fut convenu entre eux que les premiers garderaient le territoire, les autres le butin. Cet arrange-

ment fatal devait prolonger l'anarchie et les malheurs de l'île longtemps après l'expulsion des mahométans. Ce ne fut pas sans combats que les Pisans mirent leurs associés hors de cause. Restés maîtres du terrain, ils divisèrent leur conquête en quatre grands fiefs ou *judicatures,* sous les noms de judicats de Cagliari, de Logudoro, d'Arborée et de la Gallura. L'Ogliastra forma en outre une cinquième principauté, sous un régime particulier. Les vainqueurs se réservèrent le droit de suzeraineté sur les fiefs, et la domination immédiate sur quelques autres lieux, notamment sur la ville de Cagliari. Le but de cette combinaison était de créer dans l'île des intérêts rivaux, afin de la retenir plus facilement sous le joug. On crut même enchaîner les grands feudataires en mettant obstacle à l'hérédité des fiefs. De ce luxe de précautions il ne résulta qu'une féodalité bâtarde et mal assise qui, au lieu de protéger le pays, lui communiqua sa propre agitation. En prenant parti, selon leurs intérêts, dans les éternelles querelles de Gênes et de Pise, les *juges* parvinrent à se soustraire à une suzeraineté incertaine. Ils se constituèrent héréditairement, prirent le titre de rois, et s'épuisèrent à guerroyer entre eux, comme pour faire preuve de leur souveraineté absolue.

Ces misères féodales duraient depuis plus de trois siècles, quand, en 1323, les Aragonais, appelés par Hugues Serra, juge d'Arborée, vinrent débarquer dans le golfe de Palmas, sous la conduite de don Alphonse, fils du roi Jacques. Le pape, irrité contre la république de Pise, qui tenait ses droits du saint-siége, les avait transférés à la couronne d'Aragon. Malgré l'énergie de leur défense, les Pisans furent vaincus. Peut-être quittèrent-ils sans regret une possession qui leur était devenue onéreuse.

Les rois d'Aragon ne firent pas aisément accepter aux turbulens feudataires la suzeraineté dont ils héritaient. Les juges d'Arborée surtout, leurs anciens alliés, se montrèrent fort ardens à leur susciter des embarras; mais les conquérans, moins préoccupés de féconder le sol que d'en rester les maîtres, appliquèrent à leur tour cette maxime dont on a fait honneur à Tibère, et qui est aussi vieille, hélas! que la politique elle-même. Ils divisèrent pour régner. Ce système féodal, que leurs prédécesseurs avaient établi sur une large base, ils le morcelèrent pour l'affaiblir. L'île fut distribuée par eux en deux provinces, dites le *Cap supérieur* et le *Cap inférieur*, dans le but d'effacer la trace des anciens judicats. Les juges d'Arborée devinrent marquis d'Oristano; les seigneurs pisans et génois reçurent de la couronne d'Aragon de nouvelles investitures; enfin la création d'un

grand nombre d'autres fiefs contrebalança l'influence des anciens feudataires. Il ne suffit pas aux Aragonais d'opposer le cap septentrional au cap méridional, les petits seigneurs aux grands vassaux; ils créèrent une bourgeoisie pour en faire le contrepoids de la noblesse. En 1354, diverses révoltes ayant appelé dans l'île don Pèdre le Cérémonieux, ce prince convoqua à Cagliari la première assemblée nationale, où les députés des villes furent admis sous la dénomination d'*ordre royal*. Ainsi, comme les rois de France, comme les empereurs d'Allemagne, les rois d'Aragon s'appuyaient sur les habitans des villes attachées à la royauté, et leur sacrifiaient les habitans des campagnes féodales. Prodigues d'exemptions et de priviléges, ils achetaient l'alliance des bourgeois enrichis à force de concessions qui grevaient lourdement l'avenir. Cette déplorable politique eut un tel succès, dit M. de la Marmora, que « sous la domination espagnole un écrivain appartenant à un cap regardait comme une obligation de ne parler, dans son ouvrage, des citoyens de l'autre cap qu'en termes de mépris. » Cette rivalité n'est pas même complètement éteinte de nos jours. Les Sardes des deux caps éprouvent encore les uns pour les autres cette vague antipathie qui sépare les Anglais et les Irlandais.

Entre tous ces juges qui pesèrent sur la Sardaigne pendant le moyen-âge, il faut distinguer une femme pleine d'énergie, Éléonore d'Arborée, qui fit aux Aragonais une guerre active, et légua à ses sujets une charte adoptée dans toute l'île, en 1421, par l'ordre du roi don Alphonse. Ce fut sous le règne de ce dernier prince que Pierre de Tiniers, de la maison de Narbonne, fit aux rois d'Aragon l'entière cession du judicat d'Arborée. La domination aragonaise fut alors généralement reconnue dans l'île; mais déjà tout vestige de prospérité avait disparu sous le piétinement des hommes d'armes.

Au commencement du XVIe siècle, l'alliance de l'Aragon et de la Castille ayant constitué la monarchie espagnole, la Sardaigne se trouva incorporée à cette dernière puissance. Elle fut livrée alors à l'insouciante administration d'un vice-roi, et partagea cette langueur commune à tous les états du vaste empire dont elle faisait partie. Les troubles intérieurs s'étaient apaisés, la guerre étrangère n'approchait plus de ses bords, mais le sol appauvri restait en friche; des institutions, des idées nouvelles, changeaient la face du monde sans qu'elle en soupçonnât rien. L'Espagne se dressait entre elle et le soleil. En 1708, la guerre de la succession fit passer la Sardaigne sous la domination de la maison d'Autriche; quelques années plus

tard, les Bourbons d'Espagne la ressaisirent par un audacieux coup de main de leur ministre Alberoni. Ils durent bientôt la restituer, pour se conformer aux injonctions de la conférence de Londres, qui la destinait au duc de Savoie en échange de la Sicile, acquise par ce prince à la paix d'Utrecht.

En 1720, Victor-Amédée reçut la Sardaigne des mains de l'Espagne, telle qu'elle avait été transmise à cette puissance par les rois d'Aragon. C'était une province du XIV[e] siècle qu'on ajoutait à ses états : les institutions, les coutumes, les croyances, y dataient encore de la retraite des Pisans. En se soumettant aux prescriptions du traité de Londres, le duc de Savoie n'accepta qu'avec répugnance la compensation qui lui était offerte en échange de la Sicile : il faisait peu de cas d'un excellent poste maritime, et eût préféré s'agrandir du côté du Milanais. Résigné néanmoins à prendre possession de la Sardaigne, il trouva bon d'y installer un vice-roi, comme avait fait la cour de Madrid, et confirma négligemment les lois et l'administration qu'il trouva établies. De leur côté, les insulaires passèrent sans émotion sous un nouveau sceptre, et s'aperçurent à peine d'un évènement qui semblait n'avoir amené qu'un changement de vice-roi.

Il y avait bien cependant quelque portée et quelque avenir dans cet évènement. La Sardaigne, sous la domination de l'Espagne, n'était qu'une province; elle devenait un royaume par le traité de Londres. Son rôle politique grandissait à cet échange, car la Savoie en devait faire plus de compte que la vaste monarchie espagnole. D'ailleurs, le titre de rois de Sardaigne, que les descendans de Bérold de Saxe et de Wittikind-le-Grand recevaient avec la possession de cette île, prouvait qu'elle cessait d'être regardée comme une de ces annexes vagues dont la diplomatie dispose à son gré pour régler sa balance, et qu'en attachant à sa possession la dignité royale, on voulait qu'elle devînt en quelque sorte un domaine inaliénable. C'était un majorat que l'Europe constituait en faveur de la maison de Savoie.

A l'indolent Victor-Amédée succéda, en 1730, Charles-Emmanuel. Celui-ci eut le rare bonheur d'avoir pour premier ministre un homme vraiment supérieur, le comte Bogino, et le bonheur non moins rare d'accorder à un tel conseiller une confiance absolue. Éclairé sur l'importance de l'acquisition faite par sa famille, le nouveau roi s'en occupa avec une prédilection marquée. Les nombreux privilèges accordés par les rois d'Aragon avaient créé de grandes inégalités dans la répartition des charges, et cet état de choses réclamait assurément

une réforme; mais il avait reçu la sanction du temps, il était accepté sans murmure, et tant de choses étaient à faire en Sardaigne, que l'activité bienfaisante du souverain pouvait trouver à s'exercer d'une manière efficace sans entrer prématurément dans la voie orageuse des réformes politiques. Ce qui importait avant tout, c'était d'encourager l'agriculture, de rétablir l'ordre dans l'île, et de l'attacher à la maison de Savoie. Un ensemble de mesures parfaitement concertées préparèrent ce triple résultat. Une administration active et vigoureuse délivra le royaume des troupes de bandits qui l'infestaient; la poste aux lettres fut établie; des archives fondées pour servir de dépôt à tous les actes et contrats des particuliers donnèrent aux transactions une régularité et une sanction qui leur manquaient. Sous le nom de *monts de secours*, on institua une banque agricole dont j'exposerai plus bas l'ingénieux mécanisme. Chaque année de ce règne réparateur fut signalée par une institution utile ou un bienfait. En 1744, une jeune noblesse, avide de se signaler, accueillit avec enthousiasme la levée d'un régiment sarde. De toutes les inspirations du souverain, ce fut la plus efficace, parce qu'elle intéressait la vanité nationale. Il est à remarquer que Charles-Emmanuel, désireux de conquérir à sa dynastie l'affection des Sardes, s'efforça toujours de ménager ce sentiment ombrageux qui leur faisait voir d'un œil inquiet l'introduction des étrangers dans l'île. Il eut soin de réserver aux insulaires une juste part dans la distribution des emplois, et ne négligea rien pour calmer une animosité qui devait être plus tard la cause et l'origine des troubles les plus graves.

Quand ce prince mourut, en 1775, la population de l'île s'élevait à quatre cent vingt-six mille ames; quatre ans après, elle était tombée à trois cent quatre-vingt-douze mille. C'est qu'en effet sa mort et la retraite de son ministre, le comte Bogino, suspendirent bientôt le cours des améliorations. Ce qui froissa le plus les Sardes dans l'administration qui succéda au gouvernement sage et bienveillant de Charles-Emmanuel, ce fut l'invasion des Piémontais dans l'île, où ils vinrent occuper la plupart des fonctions lucratives. Une gestion imprudente autant qu'inhabile remplaça la sage économie du dernier roi. La prodigalité du gouvernement fut telle que, dans l'impuissance d'arrêter l'accroissement du déficit au moyen des sommes produites par la vente des biens des jésuites, par la création d'un papier-monnaie, et autres ressources également précaires, Victor-Amédée III entama, dit-on, des négociations avec l'impératrice de

Russie pour la cession de la Sardaigne; mais ce plan fut déjoué par la vigilance des cabinets français et espagnol.

Tel était l'état des choses quand la révolution française éclata. En 1792, la république déclara la guerre au roi de Sardaigne. Nos généraux venaient d'achever la conquête du comté de Nice et de la Savoie, et Victor-Amédée soutenait avec peine une guerre malheureuse pour sauver le Piémont, lorsqu'il fut instruit que la Sardaigne était menacée. Impuissant à la secourir, il dut laisser aux Sardes le soin de leur propre défense. Les forts n'étaient point armés, et il n'y avait dans l'île que trois bataillons de troupes régulières et une compagnie d'artillerie, distribuée dans les places fortes. Abandonnée à elle-même, la Sardaigne crut son honneur engagé à repousser l'ennemi : l'élan national remplaça avantageusement la direction plus méthodique que l'autorité aurait pu apporter aux préparatifs de défense. Les états-généraux, assemblés spontanément, votèrent la levée de quatre mille volontaires d'infanterie et de six mille cavaliers. Des prières et des processions publiques exaltèrent la population, à laquelle on persuada qu'elle allait combattre pour sa religion et sa nationalité.

Le 21 décembre 1792, la flotte française, commandée par l'amiral Truguet, parut à l'entrée de la baie de Cagliari. Repoussée du golfe par un violent coup de vent, elle se réfugia dans la baie de Palmas. Ce point était le rendez-vous de l'armée navale et de l'armée de terre. L'armée navale y étant arrivée la première, l'amiral fit occuper les îles de Saint-Pierre et de Saint-Antioche, et nos marins, accueillis avec joie par la petite population de Saint-Pierre, toute distincte du peuple sarde et entièrement étrangère à ses préjugés aussi bien qu'à son genre d'enthousiasme, plantèrent dans ces îles l'arbre de la liberté. De là ils lancèrent dans l'île principale des adresses et des proclamations de ce style que les clubs avaient mis à la mode; mais, en présence d'une population étrangère à toutes les idées qui agitaient alors l'Europe, la propagande révolutionnaire resta sans effet, et, pour appliquer à la circonstance une phrase de Danton, on peut dire qu'en Sardaigne les boulets incendiaires de la raison vinrent s'amortir sur les casemates de l'ignorance.

Le 23 janvier, l'escadre qui s'était ainsi annoncée mouilla en vue de Cagliari, mais hors de la portée du canon des forts. L'amiral détacha aussitôt vers la darse un canot parlementaire chargé d'offrir au peuple paix, liberté et fraternité (ce sont les termes de son rap-

port). Ses intentions furent si mal comprises ou si peu appréciées, que les volontaires placés sur le môle accueillirent cette embarcation par une décharge de mousqueterie qui tua plusieurs hommes. Après une pareille réception, il fallait renoncer à l'espoir de convertir les Sardes : il ne restait plus qu'à les châtier. La flotte républicaine s'embossa devant Cagliari, et entama un bombardement qui dura vingt-quatre heures. Les batteries de la ville répondirent vigoureusement. L'amiral, voyant le peu de dommage causé par le feu mal dirigé de son artillerie, résolut d'attendre l'arrivée du convoi chargé de quatre mille cinq cents volontaires nationaux qui étaient partis de Ville-Franche au commencement de janvier. Un mois après, ce convoi rejoignit l'escadre. Un débarquement fut résolu. L'angle sud-est des fortifications, étant le côté faible de la place, indiquait naturellement le point d'attaque. De concert avec le commandant des troupes de terre, l'amiral Truguet pouvait disposer d'environ six mille hommes. Il jugea qu'il était facile de s'emparer, avec une pareille force, du mont Saint-Élie et des collines de Bonaria : des canons et des mortiers établis sur ces hauteurs auraient bientôt éteint le feu des bastions et celui des batteries de la marine. On aurait eu en outre l'avantage de commander de cette position les villages voisins, desquels on eût exigé toutes les provisions nécessaires à l'armée. C'était à peu près ainsi qu'avaient procédé les Espagnols en 1717, quand ils se logèrent près de l'église de San-Lucifero, assise au pied de la colline de Bonaria. Pour enlever le mont Saint-Élie, on devait débarquer sur la plage de la baie de Quartù quatre mille quatre cents hommes, tirés des régimens de ligne et des corps de volontaires, et, tandis que cette troupe aurait marché à l'est, un autre détachement devait faire une descente vers l'ouest, sous la protection d'un vaisseau chargé de détruire un petit fort incapable d'une longue résistance. Un autre vaisseau devait foudroyer une caserne établie au nord, et balayer le chemin de communication de la ville avec les hauteurs.

Le temps paraissant favorable, l'amiral prit position dans la baie de Quartù, à l'est du cap Saint-Élie. Trois frégates furent placées extrêmement près de la côte, pour la dégager et soutenir le débarquement. En effet, la cavalerie sarde qui s'y rassembla fut aussitôt mise en déroute par l'artillerie républicaine. Le contre-amiral Latouche-Tréville venait de rallier l'amiral Truguet avec le vaisseau *l'Entreprenant*. Une circonstance heureuse réunissait ainsi, au moment d'agir, les deux officiers-généraux les plus distingués que pos-

sédât la marine française à cette époque. Le 14 février, les troupes débarquèrent sans éprouver de résistance sur la plage de Quartù, et s'y retranchèrent en attendant qu'on eût complété les préparatifs du siége. Seize pièces d'artillerie étaient rangées devant le camp : les frégates, embossées à portée de mitraille, menaçaient la côte. La position paraissait donc formidable; mais la saison dans laquelle on se trouvait exigeait qu'on précipitât l'entreprise. Il eût été imprudent de laisser une partie de l'escadre exposée aux chances d'un coup de vent dans la baie ouverte où elle s'était aventurée.

Dès les premières lueurs du jour choisi pour l'attaque générale, le feu commença de toutes parts. L'armée débarquée se mit en marche à huit heures du matin, au bruit d'une imposante canonnade. Elle suivit la plage escortée des chaloupes de l'escadre, qui se tenaient prêtes à la soutenir, et s'arrêta au pied du mont Saint-Élie. Les abords de ce morne sont très difficiles : c'est une table calcaire aux flancs abruptes dont le sommet n'est accessible que par une pente rapide et ravinée. On pensait dans l'escadre que l'assaut serait donné à cette position avant la fin du jour; malheureusement il fut différé par les officiers de terre, sans que l'amiral pût obtenir l'explication de ce retard. A la nuit, une vive fusillade s'engagea. Après quelques heures de la plus vive anxiété, l'escadre apprit que les assaillans étaient en déroute, et que, poursuivis jusqu'au rivage, ils demandaient à grands cris à se rembarquer. Le ciel était devenu menaçant, le vent du sud-est commençait à gronder. Cependant l'amiral, ne pouvant abandonner l'armée confiée à sa protection, se voyait forcé d'attendre sur une rade sans abri, où le fond est d'une mauvaise tenue, un vent qui dans cette saison est toujours d'une violence effrayante. Déjà la mer était trop forte pour qu'il fût possible d'opérer le rembarquement des troupes : tout ce que pouvait faire l'amiral, c'était de diriger sur le camp des vivres et des munitions; mais nos soldats démoralisés voulaient fuir et non plus combattre, ils menaçaient de tirer sur les chaloupes qui leur apportaient de nouveaux moyens de défense, et ne demandaient qu'à se rembarquer. On sait quelle était l'indiscipline de ces premières troupes républicaines. Rassemblés à la hâte, sans cesse émus par les bruits de trahison qui circulaient dans leurs rangs, ces bataillons pleins d'ardeur étaient souvent paralysés par une vague défiance, et ils se débandaient tout à coup sous l'impression des plus étranges terreurs.

Les vents et la mer ne cessant d'augmenter, l'escadre se trouva elle-même dans le plus grand péril. Les frégates mouillées très près

de la côte avaient été obligées de couper leur mâture; presque toutes les chaloupes étaient perdues : les équipages de deux navires de transport, jetés à la côte, avaient été fusillés par les paysans sans que les troupes fissent aucun effort pour les secourir. Un dernier coup de vent venait de décider aussi la perte du *Léopard*, vaisseau de quatre-vingts canons, qui, pendant l'action, s'était échoué dans la baie de Cagliari en voulant serrer l'ennemi de trop près. Lorsque enfin le temps permit aux vaisseaux mouillés dans la rade de Cagliari d'appareiller pour venir aider l'escadre compromise dans la baie de Quartù, il devint possible d'opérer le rembarquement. L'amiral n'eut pas même la consolation de conserver à la France les îles de Saint-Pierre et de Saint-Antioche, où il avait arboré le pavillon tricolore : la faible garnison qu'il y laissa ne put s'y maintenir que pendant trois mois. Les républicains n'avaient pas été plus heureux au nord de la Sardaigne que devant Cagliari. Dans une attaque à laquelle prit part le jeune Napoléon Bonaparte, nos troupes avaient été contraintes de se retirer en abandonnant une partie de leur artillerie.

Ainsi se termina cette malheureuse expédition. Les dispositions prises par l'amiral Truguet étaient, on ne peut le nier, habiles et vigoureuses. Une terreur panique, facile à comprendre dans une attaque de nuit exécutée avec des troupes dont une partie marchait au feu pour la première fois, frustra seule nos généraux d'un succès qu'ils avaient mérité. Une chose inexplicable, c'est le peu d'effet de la première canonnade dirigée contre la ville; mais on était loin, en 1793, d'avoir atteint dans le tir du canon cette précision qui a permis récemment à trois frégates de réduire en quelques heures les batteries formidables de Saint-Jean d'Ulloa. Avec une artillerie aussi sûre et d'un effet aussi terrible, il est probable qu'un débarquement n'eût pas même été nécessaire devant Cagliari. Cette ville, bâtie en amphithéâtre, mal défendue par des bastions peu redoutables, n'eût pas été en mesure de résister à la canonnade qu'elle essuya pendant vingt-quatre heures avec tant d'impunité.

Les Sardes, livrés à eux-mêmes, s'étaient bravement défendus : la maison de Savoie leur devait la conservation de la Sardaigne. La retraite des Français porta jusqu'à l'ivresse l'orgueil national; mais la lutte laissa après elle une sorte d'excitation fiévreuse qui ne pouvait se calmer instantanément. Les sentimens qu'on avait exaltés pour les opposer à l'invasion se manifestèrent avec énergie au sein des états-généraux que le roi avait solennellement consultés, comme pour témoigner sa gratitude à une population héroïque. Envoyés vers

Victor-Amédée pour émettre un avis sur les réformes désirables, les députés des états réclamèrent particulièrement la nomination des nationaux aux emplois publics, l'établissement d'un conseil auprès du vice-roi et d'une commission sarde résidant à Turin. Ces prétentions étaient modérées, et, vu les circonstances, n'avaient rien que de loyal et de légitime; mais le cabinet de Turin, qui avait cédé à un généreux entraînement dans l'ivresse d'un succès inespéré, s'était déjà ravisé quand les représentans débarquèrent à Livourne. Par un aveuglement inconcevable, on traita sans égards, sans ménagemens, une population encore enivrée de sa victoire. Des démonstrations de force inutiles, un défi maladroit jeté à l'opinion publique, déterminèrent l'explosion, et un jour le peuple provoqué réalisa de lui-même plus qu'il n'avait réclamé. Il expulsa le vice-roi et les employés piémontais, dont la tutelle blessait la susceptibilité nationale : quelques évêques seulement furent exceptés de la proscription.

Au fond, cette rébellion n'avait pas un caractère alarmant pour la maison régnante. Les états-généraux s'étaient empressés de se justifier auprès de la cour, et un nouveau vice-roi avait été reçu avec un remarquable enthousiasme. Quelques atteintes portées aux prérogatives des états ranimèrent le feu mal éteint, et cette fois l'insurrection fut sanglante. Le commandant de la force armée et l'intendant-général périrent victimes de l'exaspération populaire. Effrayés de ces excès qu'ils étaient impuissans à réprimer, les états-généraux ne songèrent plus qu'à faire cesser une anarchie dont les conséquences étaient incalculables. Ils envoyèrent à Rome l'archevêque de Cagliari, pour invoquer la médiation du saint-père auprès de leur souverain. Le peuple lui-même, qui avait atteint son but par l'expulsion des étrangers, se sentait aussi honteux de ses emportemens qu'embarrassé de son triomphe. Il n'y avait aucun levain révolutionnaire en Sardaigne : la liberté irréligieuse de la république française n'inspirait qu'horreur et mépris à des ames entièrement dominées par le clergé. La foule n'imaginait pas même qu'elle pût améliorer sa condition matérielle. Une circonstance fortuite faillit la mettre sur la voie.

La Sardaigne, comme je l'ai déjà dit, est divisée en deux caps depuis la domination aragonaise; le Cap supérieur, dont le chef-lieu est Sassari, et le Cap inférieur, qui a pour ville principale Cagliari, la capitale de l'île. L'antagonisme que la politique des conquérans aragonais parvint à établir ainsi entre la Sardaigne méridionale et la Sardaigne septentrionale a créé entre les habitans des deux caps



une sorte d'antipathie qui tend heureusement à s'affaiblir chaque jour, mais qui était encore flagrante il y a un demi-siècle. D'ailleurs la physionomie de ces deux parties de l'île offre quelque chose de tranché qui les distingue, comme si deux races et deux climats s'étaient partagé la Sardaigne. Dans le cap de Sassari, la végétation semble plus active : la campagne, plus riante, est moins brûlée par le soleil; les habitans, moins bruns que ceux du cap de Cagliari, sont généralement plus grands, plus vifs, plus intelligens, mais en même temps plus vindicatifs et plus turbulens que ces derniers. C'est au nord-est, dans la Gallura, que se sont toujours rencontrés les plus audacieux bandits. En comparant le *Campidano* jaune et desséché de Cagliari avec les campagnes verdoyantes de Sassari, et ces pâtres de Tempio, au teint vif et clair, avec les paysans cuivrés et trapus du Cap inférieur, on ne peut s'empêcher de reconnaître que dans cette île, libyenne jusqu'à mi-corps, le cap septentrional appartient davantage à l'Europe, le cap méridional à l'Afrique.

Sassari, dont la population est d'environ vingt-deux mille ames, située à un peu plus de neuf milles de Porto-Torrès, dont elle accueillit les habitans quand les incursions des Sarrasins et des Lombards les obligèrent à abandonner le rivage de la mer et à se retirer dans l'intérieur; Sassari, ancienne république, héritière du siége archiépiscopal et de la primatie de San-Gavino, est depuis le XVe siècle la rivale jalouse de la métropole. Or, pendant que l'insurrection triomphait dans le sud de la Sardaigne, un bruit avidement recueilli courut à Sassari. On y racontait que la capitale insurgée venait d'inviter le gouvernement français à envoyer une escadre pour s'emparer de l'île, dont on était prêt à lui faciliter la conquête. A cette nouvelle, Sassari déclare la ville et le Cap supérieur dégagés de la dépendance du vice-roi, et proclame ouvertement l'intention d'ériger une cour souveraine munie d'une juridiction absolue sur les districts septentrionaux. Les feudataires du Cap supérieur se mettent à la tête de ce mouvement; mais, dans leur impatience de rassembler les moyens de soutenir une lutte probable, ils augmentent brusquement les taxes et exaspèrent, à force de vexations, le peuple sur lequel ils devraient s'appuyer. Le cap de Sassari renferme plusieurs villages opulens, habités par des pâtres enrichis du produit de leurs troupeaux; ces villages étaient, pour la plupart, des fiefs étrangers aux priviléges des communes, quoique fort importans par leurs revenus et leur population. Poussés à bout par les exigences de la noblesse, excités d'ailleurs par la nouvelle de l'insurrection victo-

rieuse de Cagliari, les villageois se soulèvent et prennent les armes. Cette fois l'insurrection a un but : c'est la cause des campagnes contre les villes, des paysans contre les seigneurs, qu'elle se prépare à soutenir. Sassari est pris; quarante villages se liguent par un acte public, dans lequel ils déclarent qu'ils sont résolus à ne plus reconnaître aucun feudataire, mais qu'ils consentent à traiter du rachat des droits féodaux à des conditions équitables.

Une grande partie de la bourgeoisie et même de la petite noblesse, sollicitée par les intrigues de deux agens français qui se trouvaient à Gênes en ce moment, cédait déjà à l'entraînement des idées révolutionnaires. L'agitation, en se propageant, allait prendre un caractère de libéralisme inquiétant pour la maison de Savoie, quand l'annonce d'un armistice conclu entre l'armée de la république et celle du roi de Sardaigne parvint dans l'île. La mission de l'archevêque de Cagliari à Rome avait aussi été couronnée d'un plein succès. Le cabinet de Turin, éclairé sur ses imprudences, accédait aux demandes des états. Après ces évènemens, il restait peu de prétextes à la rébellion. La foule ameutée se dispersa; les chefs du mouvement se réfugièrent en France ou en Italie, et cette tentative prématurée n'eut pas d'autre suite.

Sur ces entrefaites, Victor-Amédée III mourut. A peine installé, son successeur, Charles-Emmanuel IV, se vit réduit à déserter ses états du continent, envahis par la république française. La Sardaigne lui était laissée comme par grace, sur la promesse d'y maintenir une stricte neutralité. De Livourne, où les députés sardes vinrent lui renouveler l'assurance de leur entier dévouement, il s'embarqua à bord d'une frégate anglaise, et arriva à Cagliari le 3 mars 1799. Il y fut accueilli avec un enthousiasme impossible à décrire. Le roi de Sardaigne oublia bientôt les promesses de neutralité que la nécessité lui avait arrachées; sa partialité en faveur de l'Angleterre était d'ailleurs plus que justifiée par le rôle que jouait cette puissance dans la Méditerranée. Ses flottes étaient toujours prêtes à recueillir, à protéger les débris de toutes ces majestés frappées par la foudre républicaine. Il est vrai qu'en retour de ce protectorat, l'Angleterre trouva dans les ports de la Sardaigne et de la Sicile des points d'appui et de ravitaillement pour ses croisières, qui, de Syracuse, de Palerme, d'Azincourt et de Cagliari, ne cessèrent d'observer à la fois toute l'étendue de la Méditerranée.

Charles-Emmanuel conservait la légitime ambition de reconquérir ses états de terre-ferme; il se laissa attirer sur le continent par des

espérances que la victoire de Marengo ne tarda pas à renverser. Accablé par ce revers, frappé plus douloureusement encore par la mort de sa femme, sœur de Louis XVIII, il se décida à abdiquer en faveur de son frère, le duc d'Aoste, qui se fit reconnaître sous le nom de Victor-Emmanuel. Soit dédain, soit insouciance, ce nouveau monarque partagea entre ses deux frères l'administration de la Sardaigne. Pour lui, il ne voulut rentrer dans l'île qu'en 1806, après que l'Italie tout entière eut été conquise par nos armes. Pendant son absence, des rigueurs peut-être nécessaires avaient forcé un grand nombre de Sardes à s'expatrier. Réfugiés pour la plupart en Corse ou dans les départemens du midi de la France, ils pressaient le gouvernement impérial d'opérer un débarquement dans le nord de la Sardaigne pour enlever Sassari et Alghero, et marcher de là sur Cagliari, en ralliant sur la route tous les mécontens, dont ils promettaient le concours. La religion, les coutumes, devaient être respectées; le système féodal devait seul être aboli, après que l'île, occupée par une garnison française, aurait été divisée en quatre départemens. L'arrivée du roi en Sardaigne fit évanouir tous ces plans d'invasion, car le peuple sarde, incorrigible dans ses espérances et son enthousiasme, trouva, pour accueillir ce prince, de nouveaux transports de joie et d'allégresse. Bientôt cependant il put s'apercevoir que le roi n'était pas venu seul, que les Piémontais recommençaient à accaparer les fonctions publiques, et qu'enfin c'était un fardeau bien lourd pour les finances d'une île pauvre et sans commerce qu'une cour peu économe malgré sa détresse. Le roi, qui avait le goût des armes, prétendait entretenir une armée régulière. Dès son arrivée, il ordonna la formation de six régimens de cavalerie et de quinze régimens provinciaux d'infanterie. Les dépenses faites à cette occasion nécessitèrent une augmentation d'impôts. En accordant au prince le mérite des bonnes intentions, on reconnut qu'il manquait d'énergie et de vigilance; on le rendit responsable des embarras financiers qui neutralisaient tous les plans de réforme.

En 1814, les vicissitudes de la guerre permirent enfin à Victor-Emmanuel de rentrer dans le Piémont. La plupart des Piémontais, en se retirant à sa suite, laissèrent un grand nombre d'emplois à la disposition des officiers nationaux. Le duc de Genevois, frère du roi, appelé à la vice-royauté de la Sardaigne, apporta un zèle affectueux dans l'exercice de la puissance souveraine. Lorsqu'en 1821 l'abdication de Victor-Emmanuel l'eut conduit lui-même au trône, sous le nom de Charles-Félix, le peuple sarde éprouva plus directement encore les effets de sa sollicitude. La plus importante des amé-

liorations dont on lui fut redevable est l'établissement de la grande route centrale qui mit en communication journalière les deux caps, jusqu'alors étrangers l'un à l'autre, et maintenus par cela même dans un état de rivalité haineuse.

A la mort de Charles-Félix, en 1831, la couronne passa à la branche de Savoie-Carignan dans la personne du roi Charles-Albert, qui occupe encore le trône en ce moment. Le règne de ce prince a été signalé par la réforme la plus importante qui eût été tentée depuis l'avénement de la maison de Savoie, l'abolition de la féodalité. Cette réforme, ou, pour mieux dire, cette révolution fondamentale, a facilité beaucoup d'améliorations de détail. Le droit d'asile, accordé autrefois aux églises, a été révoqué; les bandits n'ont plus de refuges que dans les montagnes du centre; l'usage des armes à feu a été prohibé, bien que les montagnards et tous ceux qui ont quelque ennemi à craindre n'en aient pas moins gardé leurs redoutables carabines. De toutes les institutions vieillies, la représentation nationale confiée aux trois ordres, la dîme ecclésiastique et les corporations sont les seules qui subsistent. Le roi Charles-Albert connaît toute l'importance de la Sardaigne; ses visites dans l'île ont été fréquentes, sa sympathie pour cette partie de ses états est hors de doute. Eh bien! même sous un prince éclairé et bienveillant, la Sardaigne n'échappe pas à cette loi fatale qui la condamne à être sacrifiée. C'est que la position des princes de la maison de Savoie exige une grande circonspection. Les états réunis sous leur couronne ont des intérêts rivaux, opposés, prompts à s'alarmer, et d'une âpreté inquiète qui ne transige point. Gênes et le Piémont ont une importance prédominante, tandis que la Sardaigne n'a pas même place dans les conseils de la couronne. Le Piémont, c'est l'armée; Gênes, c'est le commerce: l'un donne la force, l'autre la richesse. Le Piémont a deux millions six cent mille habitans; la Sardaigne, avec ses cinq cent quinze mille ames, est moins peuplée que la pauvre Savoie. Les revenus des divers états sardes dépassent soixante millions; celui de la province maritime n'atteint pas trois millions et demi. Ces chiffres en disent assez. Il est évident que les princes qui se parent du titre de rois de Sardaigne sont, avant tout et forcément, les rois du Piémont. La Sardaigne n'est qu'une colonie, qu'une province d'outremer qui ne doit en rien gêner la métropole, et les inspirations de la bienveillance royale en faveur de cette possession secondaire ne sauraient être écoutées que lorsqu'elles n'alarment aucun des états continentaux.

En sera-t-il toujours ainsi? La régénération, la prospérité de la

Sardaigne sont-elles inconciliables avec les intérêts jaloux des autres provinces? Avant d'essayer de répondre à cette question, il faut mesurer l'importance des dernières réformes; il faut constater l'état politique du pays, et, pour ainsi dire, interroger le présent sur les secrets de l'avenir.

V.

J'ai déjà exposé comment plus de trois siècles se sont écoulés sans amener aucun changement considérable dans le régime social de la Sardaigne. A part quelques mouvemens sans portée, les institutions et les coutumes introduites par la domination aragonaise avaient été aussi religieusement respectées par l'ignorance des habitans que par l'indifférence des souverains. La féodalité existait encore dans l'île, telle qu'elle y avait été réglée par la dernière conquête, avec la juridiction baronniale, civile et criminelle, les corvées pour le labourage gratuit et le transport des grains, avec un grand nombre de prestations en nature ou en numéraire qui avaient survécu à l'aliénation des terres. Cette féodalité (il ne faut pas exagérer la valeur de ce mot) ne consacrait point le servage proprement dit du paysan; mais par un fermage mal réglé, onéreux, humiliant dans ses conditions, elle le plaçait dans une dépendance absolue du feudataire, et exerçait par cela même la plus funeste influence sur les progrès de l'agriculture. Le paysan sarde n'était point attaché à la glèbe : il naissait libre et pouvait à son gré changer de résidence; mais, par son séjour sur des terres féodales, il se trouvait soumis, dès l'âge de dix-huit ans, à divers droits seigneuriaux, qui variaient suivant les localités et la teneur des investitures. Récemment encore, il y avait dans l'île trois cent soixante-seize fiefs, avec les titres de principautés, duchés, marquisats, comtés et baronnies. Cent quatre-vingt-huit appartenaient au roi de Sardaigne et aux seigneurs sardes; un égal nombre était en possession de cinq ou six seigneurs espagnols. Le marquis de Quirra en possédait soixante-seize, le marquis de Villasor trente-trois, et le duc de Mandas cinquante-cinq.

Les possesseurs de ces fiefs exerçaient sur leurs vassaux une juridiction de fait. Un droit assez modique, payé en blé ou en orge, servait à l'entretien de la prison baronniale et du geôlier. Les seigneurs espagnols habitant tous la Péninsule, à l'exception du duc de Sotto-Mayor, se faisaient représenter dans l'île par deux agens dont l'un, nommé *podataire*, était chargé de l'administration du fief;

l'autre, le *regidor*, de celle de la justice. La terreur causée par le climat éloignait également de leurs domaines la plupart des seigneurs sardes. Ceux d'entre eux qui ne résidaient pas dans les états du continent cherchaient, pendant la plus grande partie de l'année, un refuge contre la terrible intempérie dans les villes épargnées par le fléau; ils y vivaient renfermés quand les travaux du labourage, des moissons ou des vendanges eussent réclamé leur présence sur leurs terres.

Une très faible partie du sol était la propriété de ceux qui le cultivaient. Par le maintien du système féodal, les feudataires avaient conservé, sur la plupart des terrains dont la jouissance appartenait aux particuliers et aux communes, un droit de redevance qui leur en assurait la propriété directe : d'autres terres étaient allouées à des particuliers par les communes sous des conditions à peu près semblables; enfin les domaines dont les seigneurs n'avaient point aliéné l'usufruit étaient, comme en Espagne, administrés par des agens subalternes, sur lesquels les barons se reposaient du soin de mettre en culture de vastes terrains qu'ils ne connaissaient bien souvent que par les revenus qu'ils en retiraient. Quelques-uns de ces grands propriétaires daignaient, il est vrai, visiter leurs domaines pendant les mois d'avril ou de mai; mais ces courtes apparitions étaient bien insuffisantes pour vaincre l'inertie des paysans, opposés par instinct aux améliorations; car un des traits caractéristiques du paysan sarde est d'avoir en horreur tout ce qui tend à troubler ses habitudes routinières. Une satisfaction intime, un naïf orgueil, qui sont en lui, repoussent l'idée de tout perfectionnement.

Un changement dans l'état de la propriété était d'autant plus désirable, que le fardeau commençait à peser aux privilégiés aussi bien qu'aux paysans. Les hauts-barons, qui apparaissaient à peine une fois l'an sur leurs terres, étaient naturellement fort indifférens à l'exercice de leurs droits féodaux. L'administration de la justice leur semblait onéreuse, et, quand ils le pouvaient, ils préféraient l'impunité d'un délit qui les touchait peu aux charges de la répression. Aussi la justice baronniale laissait-elle beaucoup à désirer. Quant aux prestations de tout genre attachées au droit de suzeraineté, elles ne composaient aux feudataires qu'un revenu modique et incertain. Il y avait donc avantage pour tous à compenser les redevances féodales par une indemnité une fois payée.

Pour comprendre qu'une telle réforme ait pu être si long-temps différée, il faut se rappeler la fermentation qui travailla l'Europe

pendant quinze ans, à la suite de notre grande crise révolutionnaire. Les souverains légitimes, menacés par un radicalisme impatient, vaguement inquiets de l'avenir, ne trouvant aucun point d'appui dans l'opinion publique, se cramponnaient instinctivement aux ruines du passé. La révolution de 1830, et ce fut sa plus grande gloire, vint enfin justifier la liberté du reproche d'anarchie, et la plupart des gouvernemens absolus comprirent, par notre exemple, qu'il vaut mieux diriger le progrès que s'épuiser en efforts pour arrêter son cours irrésistible.

En 1836, rassuré sur l'état politique de l'Europe, et voyant la tranquillité rétablie dans le Piémont comme dans le reste de l'Italie, le roi Charles-Albert jugea l'heure propice pour entreprendre la réforme du système féodal. Un premier décret ordonna la réunion à la juridiction royale de toute juridiction féodale; un second abolit les corvées et le transport des grains. D'autres décrets, se succédant rapidement, prescrivirent aux seigneurs de déclarer leur revenu annuel par chaque commune, créèrent une commission pour le rachat des divers droits féodaux, et instituèrent enfin un conseil d'appel, siégeant à Turin, pour décider en dernier ressort sur l'estimation des prestations féodales, dont les décrets royaux ordonnaient l'abolition moyennant un juste dédommagement.

La compensation établie en faveur des seigneurs sardes fut une indemnité immédiate soit en biens-fonds, soit en numéraire, ou une inscription de rentes sur l'état. A cet effet, un décret établit une nouvelle rente de 250,000 livres sardes, et une allocation annuelle fut consacrée à l'amortissement de cette dette. La plupart des feudataires se trouvent ainsi en possession d'un revenu liquide et assuré, à la place d'un revenu incertain. Les communes, au contraire, passèrent brusquement des mains de leurs seigneurs aux mains du fisc : au lieu de payer l'impôt en nature, il fallut le payer en numéraire, dans un pays privé de débouchés et de capitaux. L'indulgence introduite, à la longue, dans la perception d'un droit qui cherchait à se faire excuser, fit place aux exigences inflexibles de la cote foncière, et le mécontentement public, en accusant d'exagération l'estimation des redevances féodales, taxa de partialité en faveur des seigneurs le conseil d'appel siégeant à Turin. La réforme qui devait consacrer l'émancipation du paysan sarde et l'affranchissement de la terre qu'il cultivait, fut donc pour beaucoup de communes un embarras avant de devenir un bienfait.

Il y eut aussi des fiefs, tels que celui du marquis d'Arcais, qui fu-

rent rachetés et répartis entre les particuliers et les communes. Le roi avait l'espoir, en rendant l'état acquéreur d'une partie des terres que l'insouciance des seigneurs laissait en friche, de mettre bientôt en valeur un sol fertile qui n'attendait que la culture pour produire. Afin de hâter ce résultat, il fit appel à l'industrie un peu aventureuse des compagnies, auxquelles on offrit d'immenses terrains à défricher avec les chances des plus grands bénéfices. Toutefois, le cabinet de Turin, mis en méfiance par les évènemens de Naples, ne voulut traiter avec ces compagnies que par l'intermédiaire des sujets sardes, afin d'éviter des difficultés semblables à celles qu'éleva, en 1840, le gouvernement anglais dans l'affaire des soufres de la Sicile. Effrayées par cette clause, les compagnies ne se présentèrent que timidement et en petit nombre : celles qui entreprirent enfin des défrichemens ou des dessèchemens de marais trouvèrent dans un climat mortel aux étrangers un obstacle qu'elles n'avaient pas prévu. Les capitaux s'éloignèrent, le découragement éclata, et je doute qu'on puisse citer beaucoup d'entreprises de ce genre qui aient eu un heureux succès, si ce n'est peut-être la tentative faite récemment par une société française pour l'exploitation des forêts de chênes de Scano et de San-Leonardo. Quelques milliers d'arbres abattus dans ces forêts et transportés à Toulon ont été reconnus éminemment propres aux constructions navales.

En résumé, les réformes entreprises par le roi de Sardaigne ont été exécutées avec un grand esprit de suite et une vigueur qui fait honneur au caractère de ce prince, mais elles n'ont point encore porté les fruits qu'il a droit d'en attendre; elles ont même répandu un certain esprit de mécontentement dans le pays, mécontentement injuste et déraisonnable. Les innovations ont été décriées comme illusoires par les uns, comme périlleuses et inopportunes par les autres. Ceux qui attaquaient hier l'ancien ordre de choses le regrettent aujourd'hui, en lui attribuant des mérites inaperçus jusqu'à présent. Ce sont là des difficultés qu'il faut prévoir, quand on s'avance dans la voie épineuse des réformes. C'est la forêt sombre où pénétra Renaud. Dès qu'on lève la hache sur ces arbres séculaires qui épuisent le sol, mille fantômes surgissent pour les défendre. Heureux celui dont le cœur ne faiblit point en ce moment d'épreuve!

En résignant ses droits féodaux, la noblesse n'a rien perdu de ses prérogatives sociales. Une démarcation nettement tranchée la sépare encore du reste de la population. La caste nobiliaire se subdivise en trois catégories bien distinctes : les seigneurs ou feuda-

taires héritiers des barons qui reçurent autrefois avec l'investiture féodale ce droit de juridiction qui vient d'être abrogé; les personnes titrées sans fiefs ni juridiction, c'est-à-dire les chevaliers ou nobles auxquels est accordé le titre de *don*, classe nombreuse après laquelle vient la petite noblesse, les chevaliers d'épée, qui ne peuvent prendre le titre de *don*, et ne doivent placer la qualification de chevalier qu'après leur nom propre. Ces différentes classes de nobles comprennent environ seize cents familles, ou à peu près six mille ames. Plusieurs privilèges leur sont communs. Un des plus précieux est celui qui les affranchit de toute autre juridiction que celle du vice-roi et de l'*Audience royale*. Si un noble est cité en justice, la loi lui accorde, pour répondre à cette citation, un délai de vingt-six jours; dans les causes criminelles, il ne peut être traduit que devant ses pairs. Sept juges appartenant à la noblesse composent le tribunal devant lequel il est appelé à comparaître, et, s'il est condamné à la peine capitale, il a encore le privilége, à moins qu'il ne soit convaincu du crime de haute trahison, d'avoir la tête tranchée, au lieu d'être pendu comme le serait un vilain. Les nobles ont aussi le droit d'être toujours armés; seuls ils sont admis aux fêtes du vice-roi, seuls ils peuvent ôter leur masque dans les bals publics du carnaval, car il n'est permis à un roturier de se découvrir le visage dans ces réunions qu'à la condition de porter au bras un petit ruban appelé *maschera di ballo*, qui le fasse reconnaître. Ce stigmate ne rappelle-t-il pas le morceau de drap noir que tout raya payant le karatch doit, en Turquie, porter à sa coiffure? J'ai hâte d'ajouter que la haute noblesse, en général, est trop éclairée aujourd'hui, trop véritablement distinguée, pour prêter de l'importance à ces impertinentes distinctions.

Au surplus, le privilége doit être moins blessant en Sardaigne que partout ailleurs, car, loin d'être l'attribut caractéristique d'une minorité, il se retrouve partout. Il est des priviléges individuels; il en est d'attachés à une classe toute entière; il en est qui appartiennent à certaines fonctions, à certaines corporations, à certaines villes, à certains cantons. Chacune des dix villes de la Sardaigne a ses immunités particulières. La ville de Cagliari, entre autres, a le droit de se fournir gratuitement de bois de charpente ou de bois à brûler dans les domaines de la couronne. Le sel nécessaire à chaque famille doit aussi être apporté, aux frais de l'état, à la porte de chaque maison. Un autre privilége autorisait le conseil municipal de cette ville à prélever sur les récoltes des grands fiefs situés dans un rayon

de quarante milles une quantité de grains déterminée pour la consommation du peuple; il est probable que ce droit a été converti ou abrogé depuis l'abolition des fiefs.

Quand le système féodal n'avait encore souffert aucune atteinte, le vice-roi qui gouvernait l'île exerçait pleinement la délégation du pouvoir royal. Les revenus même qui composaient ses émolumens avaient un parfum de féodalité et de pachalick. Ce n'était point pour cinquante ou soixante mille livres qu'un général représentait alors la royauté en Sardaigne. Le vice-roi, à cette époque, était le premier des feudataires de l'île, levant sa liste civile sur tous les habitans, et percevant de toutes parts une foule de petites contributions et de redevances qui lui étaient payées annuellement en nature ou en argent. L'Espagne, ou même le Piémont, trop éloignés de la Sardaigne pour faire arriver régulièrement leurs ordres jusqu'à leur délégué, lui abandonnaient entièrement le gouvernement de l'île; mais la politique ombrageuse que la monarchie espagnole avait transmise avec la possession de cette nouvelle province à la maison de Savoie, cette politique imprévoyante et funeste avait pris en même temps pour règle invariable de remplacer au bout de trois ans ces gouverneurs tout-puissans. Une étiquette puérile voulait aussi que le nouveau vice-roi entrât en fonctions sans communiquer avec son prédécesseur, qui devait quitter la ville aussitôt après l'installation du gouvernement qui lui succédait. Les exigences de l'étiquette cachaient toujours en Espagne quelques alarmes. Le pouvoir royal, fort indifférent aux suites de cette instabilité dans la direction des affaires, s'inquiétait peu que l'administration demeurât stérile, pourvu que son influence ne devînt jamais dangereuse. Telle est la pensée jalouse qui a toujours dirigé la politique espagnole. Ces soupçons constans, cette défiance qui se prend à tout, se retrouvent d'ailleurs dans la plupart des monarchies absolues. C'est la cause de leur décadence; c'est le ver rongeur qui les mine et la juste expiation de leur pouvoir sans bornes.

Aujourd'hui que la Sardaigne, devenue une des six intendances des états sardes, n'est plus, grace à l'invention de Fulton, qu'une province aussi rapprochée de Turin que Nice ou la Savoie, le vice-roi, bien qu'il ait conservé quelques prérogatives royales, telles que celle d'user du droit de grace au moins deux fois l'an, le vice-roi n'est plus que le chef des administrations civile et judiciaire, le commandant des forces de terre et de mer, concentrant en ses mains les attributions de nos préfets et celles de nos commandans de divi-

sions militaires, mais attendant par chaque paquebot les ordres suprêmes qui, tous les quinze jours, lui sont régulièrement expédiés de Turin.

La représentation nationale repose encore sur les bases établies par les rois d'Aragon. Les états-généraux ou *stamenti* sont constitués par la réunion des trois ordres du royaume : l'ordre ecclésiastique, comprenant les hauts dignitaires de l'église; l'ordre militaire, qui admet les nobles et les chevaliers; l'ordre royal, composé des députés des villes. Chaque chambre ou *stamento* tient sa séance à part; il n'y a de rapprochemens entre les ordres que le premier et le dernier jour de la session : pendant le cours des délibérations, ils ne communiquent que par l'intermédiaire de deux députés, dont l'un doit uniquement répéter les paroles de ceux qui l'envoient, et dont l'autre doit seulement répondre aux interpellations qui peuvent être faites. Ces précautions puériles trahissent encore la défiance dont j'ai déjà signalé les résultats funestes. Les états-généraux de Sardaigne ne doivent s'assembler que sur l'ordre formel du souverain; néanmoins, la gravité des circonstances les a fait déroger à cette loi en 1793: la dernière convocation officielle date de l'avénement de Charles-Félix.

Pendant que les provinces sardes du continent sont régies par un nouveau code mis à la hauteur des besoins d'un peuple qui a vécu quinze ans sous l'empire des lois françaises, la législation encore existante en Sardaigne n'est qu'une réunion indigeste des lois et règlemens émanés des gouvernemens successifs. La *carta de logu* ou *charte du lieu*, publiée en langue sarde en 1395, par Éléonore d'Arborée, forme encore aujourd'hui le fond de cette législation incomplète. Plusieurs lois particulières promulguées par les rois d'Espagne sous le nom de *pragmatiques*, des décrets émanés de l'autorité royale depuis l'avénement de la maison de Savoie, différentes ordonnances des vice-rois sanctionnées par le souverain, composent, avec la *carta de logu*, la compilation publiée sous le nom de *Code* en 1827.

Les deux caps qui partagent l'île en deux grandes divisions comprennent onze provinces, subdivisées en trente-deux districts. La justice s'administre dans les provinces par six tribunaux de préfecture, et dans chaque district par des juges ordinaires qui remplissent à peu près les fonctions de nos juges-de-paix. En outre, un tribunal siégeant à Sassari, sous le nom de *Reale Governazione*, a conservé quelques prérogatives qui le distinguent des simples cours provinciales; il n'en est pas moins subordonné, comme tous les autres tri-

bunaux sardes, à l'*Audience royale* de Cagliari. Cette cour supérieure, composée de dix-huit juges, est présidée par la seconde personne de l'île, le régent, qui prend rang après le vice-roi. Ce magistrat correspond directement avec les ministres et avec le conseil suprême qui siége à Turin et qui prononce en dernier ressort dans les causes qui lui sont déférées. Les attributions de l'Audience royale lui donnent une grande importance. Elle est à la fois une cour royale, un conseil d'état et un parlement. Le vice-roi peut la consulter sur toutes les affaires, et il en est plusieurs sur lesquelles il est tenu de prendre son avis : elle a même conservé le droit d'enregistrer les ordonnances royales. Créée en 1661, sa réorganisation ne date que de cinq ans. Les réformes qu'elle a subies ne lui ont rien fait perdre de sa prépondérance : ses membres, s'ils ne possèdent déjà la noblesse, l'acquièrent avec le titre de juges, et occupent dans l'île un rang considérable.

La carrière militaire n'est ouverte qu'à la première classe de la noblesse. Le régiment des chasseurs-gardes, dont les officiers sont choisis dans ses rangs, se recrute exclusivement en Sardaigne. La force armée, placée sous les ordres d'un commandant en chef élu parmi les majors-généraux étrangers à l'île, se compose de la réunion des troupes régulières et des milices. Les troupes régulières, en y comprenant trois cents artilleurs environ et quatre cents cavaliers, n'atteignent pas le chiffre de trois mille cinq cents hommes. Quant aux milices, dont l'institution remonte au XVe siècle, elles peuvent rassembler près de dix mille hommes. Elles n'ont d'autres signes distinctifs qu'une cocarde, et sont composées de trois cinquièmes d'hommes à pied et de deux autres cinquièmes de gens à cheval.

L'administration des dix villes de la Sardaigne, aussi bien que celle de ses trois cent soixante-huit communes, est confiée à des conseils municipaux, composés, dans les communes, de trois, cinq ou sept membres, suivant la population du village, de seize membres dans les villes secondaires, de vingt-quatre membres à Sassari, de trente-six à Cagliari. Ces corps municipaux se divisent en deux classes, dont la première appartient presque exclusivement à la noblesse, et la seconde à la haute bourgeoisie. Ce sont ces conseillers qui sont chargés de dresser les rôles de contributions. Un intendant-général résidant à Cagliari en dirige la perception. Sur trois millions trois cent quatre-vingt-cinq mille francs, chiffre moyen auquel se sont élevés les revenus de l'île de 1827 à 1838, le tiers seulement appartient aux contributions directes. La branche la plus productive

est la douane, qui rapporte près de quatorze cent mille francs. Le monopole du sel, sur lequel le gouvernement réalise un très grand bénéfice, figure dans le budget des recettes pour une somme de quatre cent dix-neuf mille francs, le tiers du revenu total. Cinq cent trente-quatre mille francs sont votés, sous le nom de *donatifs* ordinaire et extraordinaire, par les trois ordres réunis, à cet effet au commencement de chaque règne. Le reste des impôts est exigé en vertu de la prérogative royale.

Une autre contribution fort onéreuse, qu'il faut ajouter à toutes celles que le peuple supporte, c'est la dîme ecclésiastique, qui, affermée en général par le clergé, est perçue dans l'île avec une grande rigueur. Cette dîme, qui dépasse souvent de beaucoup le dixième des produits, atteint presque toutes les denrées de l'île et même le bétail; les revenus ecclésiastiques, dont elle forme la partie la plus considérable, s'élèvent à près du tiers du revenu total de l'état.

La religion catholique est la seule dont l'exercice soit toléré en Sardaigne, et le clergé y jouit encore de la plénitude de sa puissance. On compte dans l'île trois archevêchés et huit évêchés, 458 chanoines et bénéficiers, et 1105 personnes attachées aux ordres religieux, réparties dans quatre-vingt-neuf couvens. Les jésuites, rétablis depuis peu d'années, ont déjà recouvré une partie des possessions qui leur avaient été enlevées. Ils occupent trois couvens et y sont au nombre de soixante religieux, dont seize seulement sont revêtus du sacerdoce. Les frères des écoles pies, ou frères scolopes, sont chargés depuis long-temps de l'éducation primaire et s'acquittent avec beaucoup de zèle de ces fonctions : dans les seules villes de Cagliari et de Sassari, ils réunissent plus de treize cents élèves; chacune de ces deux villes possède en outre une université et un collége de jésuites. Les cours de l'université sont suivis par sept cents élèves environ, et ceux des jésuites par près de six cents. Il n'est pas indifférent de remarquer que les révérends pères ont trouvé moyen d'échapper au contrôle de l'autorité universitaire, représentée en Sardaigne par des *magistrats des études*.

Bien qu'un décret royal, de date assez ancienne déjà, ait établi dans tous les centres de population des écoles élémentaires dont les professeurs payés par les communes doivent être de préférence choisis parmi les ecclésiastiques, peu de paysans savent lire. Les parens qui destinent leurs enfans à la carrière ecclésiastique ou au barreau, et qui sont cependant trop pauvres pour subvenir à leur entretien pendant la durée de leurs études, les envoient à Cagliari,

où ils sont reçus dans des familles de la classe moyenne. Employés comme domestiques de confiance à faire les provisions de la maison chaque matin, et à porter le soir une lanterne devant leurs maîtres, à la sortie du théâtre, ces enfans reçoivent, en retour de ces petits services, le logement et la nourriture, et ont en même temps le loisir nécessaire pour étudier et se rendre aux écoles publiques. Le nom de *majoli* qu'ils portent leur vient d'un capuchon qui termine leur petit caban et ressemble beaucoup par sa forme à la trémie conique des moulins que manœuvre dans chaque ménage le patient *molente*. C'est, du reste, un costume qu'ils déposent dès qu'ils entrent à l'université. Ils cessent aussi à cette époque des fonctions dont s'accommoderait peu la dignité des études académiques, et se placent alors dans quelque maison particulière où ils remplissent la charge de précepteurs. Malgré ces humbles commencemens, beaucoup de ces *majoli* ont obtenu un rang élevé dans l'église ou dans la magistrature.

Quoique les sources de l'instruction soient suffisamment nombreuses en Sardaigne, il n'est pas surprenant qu'elles y aient rarement fécondé les esprits. Le peuple y a toujours vécu à l'écart et tristement replié sur lui-même. La langue qu'il parle est un idiome particulier dérivé du latin, mais étrangement altéré par l'invasion arabe (1). Elle a peu de rapport avec les autres dialectes de même origine, et n'est point comprise hors de l'île. Le clergé, chargé de dispenser l'instruction, s'est toujours appliqué à écarter d'un peuple naïf et soumis la contagion des vœux et des idées qui ont vivifié les autres nations européennes. Les présidens de l'Audience royale, chargés spécialement de la censure des pièces de théâtre, ont partagé celle des livres avec les archevêques de Cagliari; quant à ces prélats à qui la douane doit remettre tous les ouvrages de science ou de littérature pour en autoriser ou suspendre l'introduction, ils semblent, comme Omar, n'avoir connu que deux espèces de livres, les livres inutiles et les livres dangereux. Peu d'ouvrages ont trouvé grace devant leurs yeux. Les bibliothèques de l'île font encore foi de la sévérité de cette censure, qui s'est transmise avec toutes ses

(1) Cette langue a deux dialectes, celui de Cagliari et celui de Logudoro. Plus qu'aucune autre, elle a conservé des expressions et des tournures latines. On a même composé des poésies dans lesquelles on n'a fait entrer que des mots communs à la langue usuelle des Sardes et au vocabulaire latin; exemple :

Deus qui cum potentia irresistibile,
Nos creas et conservas cum amore, etc.

défiances, avec toutes ses rigueurs, depuis l'époque où régnait la plus inflexible orthodoxie jusqu'à nos jours.

Malgré la surveillance du clergé, les Sardes, on peut le prédire, ne tarderont pas à sortir de leur isolement. Ce sera le commerce qui établira les points de contact entre eux et les autres nations civilisées. Jusqu'ici, le commerce est resté presque insignifiant en Sardaigne. Les exportations et les importations y sont ordinairement égales, et si la balance penche, c'est du côté des étrangers, qui vendent parfois un peu plus qu'ils n'achètent. Pris dans son ensemble, le commerce d'entrée et de sortie détermine un roulement de 14 à 15 millions. Les objets importés sont principalement des bois, des métaux, des cuirs, et des tissus de tout genre : ce dernier article entre pour 4 millions dans le chiffre des importations, et se décompose ainsi : cotons, fils et étoffes, 2,272,000 francs; toiles, 454,000 francs; draperies, 1,235,000 francs; soierie, 401,000 francs. La Sardaigne exporte en retour du blé ou des pâtes préparées à l'italienne pour une valeur de plus de 3 millions; des vins, pour 1,169,000 francs; du gibier et des fromages, pour plus d'un million; des poissons salés, de l'huile, du sel, et des peaux de bœufs ou de bêtes fauves.

On ne saurait croire, au surplus, par combien de préjugés le commerce est entravé au sein d'une population qui n'en est pas encore aux premiers rudimens de l'économie politique. Des négocians de Marseille ont eu récemment l'idée d'envoyer chercher des bœufs à Oristano, Porto-Conte et Cagliari, pour les transporter en Algérie. La proximité du marché et le bas prix des bestiaux en Sardaigne devaient rendre cette spéculation très avantageuse; cependant les profits les plus considérables eussent été sans doute pour les propriétaires des vastes prairies de l'île, et même pour l'île entière, en raison de la circulation de numéraire qui eût été provoquée par ce commerce. Ces considérations touchèrent peu les habitans des villes, effrayés avant tout d'une exportation qui pouvait contribuer à élever les prix sur leurs marchés. Le mécontentement général fut tel, que le gouvernement crut devoir céder au sentiment public en entravant ce commerce lucratif par des droits qui ont eu pour effet de diriger d'un autre côté les spéculations de nos armateurs. Ces appréhensions ridicules ne se produisaient pas pour la première fois. En 1770, quand la flotte russe vint se ravitailler à Cagliari, le vice-roi eut beaucoup de peine à obtenir des paysans qu'ils voulussent bien échanger leurs bestiaux contre de l'argent. Beaucoup de Sardes regardaient de très

mauvais œil ces barbares Moscovites qui venaient ainsi leur enlever les morceaux de la bouche.

J'ai dit que, dans la plupart des cantons de l'île, la culture du blé donne un produit de sept ou huit pour un; mais, dans quelques districts favorisés, tels que ceux de Traxentu et de Nora, ce produit est presque triplé. Si les procédés de l'agriculture étaient perfectionnés, si la terre était plus profondément remuée, ce magnifique résultat pourrait être obtenu sur presque toute la surface cultivable. Il faut que l'inertie de la population rurale soit bien grande pour avoir neutralisé deux excellentes institutions établies en faveur de l'agriculture, les *monts de secours* et le *barracellat*. Le *monte di soccorso*, institué sous le ministère du comte Bogino, est une banque agricole dont le mécanisme fait le plus grand honneur à l'ingénieuse charité de son fondateur, et que les nations les plus avancées pourraient s'approprier avec de grands avantages. Dans chaque ville ou village, un comité, sous le nom de *giunte locali*, réunit presque toutes les autorités locales, le chanoine prébendé, ou le curé le plus ancien, le baron ou son régisseur, le major de justice, un censeur, un secrétaire et un garde-magasin. Chacun de ces comités est subordonné à une *junte diocésaine*, composée de plusieurs conseillers et présidée par l'évêque : des censeurs diocésains, représentant ces comités supérieurs, communiquent avec une *junte générale*, établie à Cagliari et réunissant les plus grands dignitaires de l'île. Chacun de ces centres a pour mission de fournir aux cultivateurs, et particulièrement aux indigens, la quantité de grains nécessaire pour ensemencer leurs terres, ou un secours en argent destiné à subvenir à l'achat des bœufs et des instrumens de labourage, ou aux dépenses de la moisson. A une époque déterminée de l'année, chaque laboureur déclare le nombre de ses bœufs, l'étendue de ses champs, expose ses besoins, et, lorsque sa déclaration a été vérifiée par cinq prud'hommes de l'endroit (*probi uomini*), il reçoit le grain ou l'argent qui lui sont alloués, en s'obligeant à les rendre après la moisson : l'intérêt exigé équivaut à un seizième pour les grains, et à un et demi pour cent par année pour les secours en argent. Chaque junte réserve annuellement une certaine quantité de blé ou d'orge pour l'ensemencement d'un terrain qui lui est attribué; tous les habitans du village, à l'exception des bergers, sont tenus, sous peine d'amende, de concourir par une journée de travail gratuit à la culture de ce terrain commun. Il arrive souvent qu'après avoir soldé toutes ses dettes et

porté au complet ses deux réserves en grains et en numéraire, l'administration d'un canton reste encore en possession d'une somme sans emploi prévu : elle peut alors, avec l'autorisation du vice-roi, l'appliquer à des dépenses d'utilité publique ou de bienfaisance, comme la réparation des chemins communaux, la construction d'une fontaine, le dessèchement d'un marais, ou bien l'éducation d'un orphelin, ou la dotation d'une fille pauvre.

C'est encore une heureuse inspiration que celle du *barracellat*, et ce qui le prouve, c'est que, imaginé sous le gouvernement espagnol, modifié, étendu, aboli et rétabli à maintes reprises, il a survécu à toutes ces variations. On nomme ainsi une compagnie d'assurance armée, dont le but est non-seulement de préserver les campagnes des dégâts et des vols de toute espèce, mais aussi de fournir une indemnité aux propriétaires, dans le cas où les coupables n'auraient pu être arrêtés. Chaque particulier contribue selon ses facultés, et d'après sa déclaration, à l'entretien d'une compagnie de *barracelli*, dont le capitaine, nommé par le vice-roi, reste maître de composer sa troupe à son gré, moyennant l'approbation de l'autorité locale : il la choisit ordinairement parmi les petits propriétaires ou autres citoyens honnêtes et solvables du canton où elle fonctionne. Les *barracelli* n'ont pas de costume particulier : chaque compagnie est constituée pour une année, pendant laquelle elle est responsable de tous les dégâts, de sorte qu'à l'expiration de son service, elle se trouve en bénéfice ou en perte, selon sa vigilance. Ainsi, au moyen d'une cotisation annuelle, tout propriétaire peut laisser mûrir ses récoltes et errer ses bestiaux, sans avoir à se préoccuper des déprédations et des accidens.

Le gouvernement sarde a compris que chaque avantage remporté sur l'*intempérie*, chaque victoire partielle obtenue sur ce fléau aurait une immense portée. En même temps qu'on augmenterait la valeur du sol, qu'on changerait en plaines fertiles de stériles marécages, on détruirait une cause sans cesse agissante d'antipathie et de répulsion entre les états d'outre-mer et ceux de terre-ferme. L'écoulement des eaux stagnantes, l'exploitation des grandes plaines incultes, le reboisement des terrains dégarnis, auraient d'incalculables résultats. La Toscane a conquis sur la malaria les marais de Sienne; les Romains avaient desséché les marais Pontins; les Sardes ne peuvent-ils en faire autant dans leur île? Le cabinet de Turin a bien encouragé quelques compagnies à se lancer dans ces entreprises de dessèchement; mais l'incertitude des profits pendant les premières années, la

difficulté d'exciter les Sardes au travail, l'impossibilité d'y employer des étrangers, tout tend à prouver que, sans l'action vigoureuse et immédiate du gouvernement même, il ne sera rien tenté de sérieux dans cette voie. Qu'on se persuade bien qu'il suffit de la plus misérable cause pour engendrer ces miasmes délétères qui désolent un village, une vallée, une plaine tout entière. Un filet d'eau qu'on laisse croupir au fond d'un ravin, une mare qu'on néglige de combler, provoquent l'intempérie. Pourquoi la vallée de Maladrossia, vallée pierreuse, sans marais, sans autre cours d'eau qu'un ruisseau stagnant qui se traîne entre des joncs et des iris, pourquoi cette vallée est-elle si malsaine? Eh! mon Dieu, les mêmes causes amènent en France les mêmes effets, bien qu'avec une intensité moins grande. Il n'est donc aucune raison sérieuse de désespérer de l'assainissement de la Sardaigne. Les marais du Brouage, l'infecte Mitidja, la plaine de Bone, tous ces terrains noyés où l'écoulement manque aux eaux, tous ces cloaques bourbeux ont leurs fièvres comme la Sardaigne : tous, aussi bien qu'elle, pourraient en être affranchis.

Si l'on veut enfin compléter la régénération commencée heureusement par l'abolition du système féodal, il faut accueillir les inspirations d'une politique plus élevée, plus féconde encore; il faut songer à réaliser, en faveur des Sardes, les avantages que leur présente l'admirable position géographique de leur île. Les ports de la Méditerrannée reprennent aujourd'hui toute leur importance. La Méditerranée, ne l'oublions pas, a sur ses bords de vastes empires qui semblent près de se dissoudre. Qu'on ne prenne pas pour une vie nouvelle quelques contorsions galvaniques communiquées à des cadavres; tout annonce au contraire l'heure fatale où l'Europe chrétienne devra inévitablement se porter héritière des états musulmans, de Salonique à Andrinople, des bords de l'Euphrate et du Nil à Trébisonde. Si c'est la guerre qui doit régler le partage entre les puissances collatérales, cette guerre sera avant tout maritime, et le sort du monde pourrait bien se décider encore sur les flots qui ont vu les grandes journées d'Actium et de Lépante. En même temps, le commerce tend à rentrer dans les voies abandonnées depuis quatre siècles. L'Afrique s'est ouverte sous nos pas, et l'Inde franchit déjà les canaux sinueux de la mer Rouge pour aller offrir ses marchandises à Suez et à Cosséïr. Méconnaître la portée de ces grands événemens, de ces nouvelles tendances commerciales, serait un déplorable aveuglement. Il y a d'immenses bénéfices à espérer pour les ports qui serviront d'entrepôts aux échanges de l'Europe et de l'Asie. Eh bien!

la mer qui baigne les rivages de la Sardaigne et presse ses flancs de toutes parts peut devenir pour elle une ceinture d'or. Le commerce maritime se porte toujours de préférence vers les lieux où, libre de choisir son moment et d'éviter les risques si fréquens des spéculations inopportunes, il se trouve dégagé d'une partie de ses chances aléatoires. Qu'un port franc soit ouvert en Sardaigne; que Cagliari ou Saint-Pierre puisse faire concurrence à Malte ou à Livourne, et à l'instant une terre négligée et languissante redevient une des échelles inévitables du commerce méditerranéen. Loin de se refuser à ouvrir un port franc sur un des points de l'île, le gouvernement sarde devrait plutôt livrer l'île toute entière au libre commerce qui la sollicite. Le jour où il aurait réalisé cette grande pensée, où Cagliari, Palmas et Saint-Pierre, Oristano et Porto-Conte, Terra-Nova et les baies de la Madelaine, pourraient écouler vers l'Europe, comme d'un vaste entrepôt, les produits du monde oriental; le jour où l'Allemagne et l'Angleterre, la France et l'Espagne, seraient admises à y réaliser leurs échanges, à y déposer le trop plein de leur industrie, la Sardaigne verrait se presser incessamment dans ses ports de nombreuses flottilles, attirées par les facilités d'un commerce sans entraves. L'affluence du capital, vivifiant tous les genres d'exploitations rurales, contribuerait à l'assainissement du pays. Peut-être même qu'une innovation aussi féconde fournirait naturellement la solution du problème que le cabinet de Turin a vainement cherchée. Je ne puis croire que les chances imprévues d'un immense développement d'affaires ne permettent pas de concilier la prospérité de l'île avec les exigences du fisc et les intérêts jaloux des provinces continentales.

Les vœux que je forme sont un témoignage de la secrète sympathie qu'a laissée en moi la Sardaigne. Pour m'expliquer à moi-même l'intérêt que je prends aux destinées d'un pays où je n'ai fait que passer, et que je ne reverrai peut-être jamais, j'aime à me rappeler que j'y ai rencontré presque partout des visages bienveillans, des cœurs sincères et chaleureux.

E. JURIEN-LAGRAVIÈRE.

ATHÈNES

ET

LES ÉVÈNEMENS DU 15 SEPTEMBRE.

On est malheureux d'avoir vu Athènes; je commence hardiment par cette conclusion. Athènes est un de ces noms magiques qui réveillent en nous des images auprès desquelles toute réalité est insuffisante ou même ridicule. L'imagination seule, cette fée merveilleuse, peut de loin nous dépeindre un théâtre digne des évènemens que ce mot nous rappelle, mais elle perd sa puissance devant l'implacable vérité. Tout rêve de jeunesse s'enfuit à l'aspect de la moderne capitale de la Grèce, et l'on ne sait, quand on l'a vue, comment encadrer dans ce qui existe les souvenirs du passé.

Le paquebot autrichien à bord duquel nous avions pris passage, la veille au soir, à Syra, arriva une heure avant le lever du soleil en vue des côtes de l'Attique. Cette matinée de printemps était d'une admirable pureté. Au-dessus de nos têtes, les étoiles s'éteignaient une à une, et les premières lueurs du jour blanchissaient l'horizon. Le navire, poussé par une fraîche brise, filait rapidement sur une mer unie comme un miroir et blanche comme un lac d'étain fondu.

A bord, les passagers dormaient encore. Le pont était presque désert. Cinq ou six Grecs seulement, enveloppés de leurs longs cabans à capuchon, étaient silencieusement accoudés sur le bastingage et regardaient grandir dans le lointain les montagnes de leur patrie. En face de nous, les rochers de la côte, entourés d'une vapeur légère, formaient un long feston bleu dont les contours, encore vagues, se dessinaient de minute en minute plus nettement, au fur et à mesure que, derrière leurs cimes, la lumière montait dans le ciel. Ces rochers n'ont rien d'agreste ni de sauvage; ils s'étagent gracieusement, sans confusion, sans déchirures, et offrent à l'œil une suite de lignes harmonieuses, colorées, selon l'éloignement, de teintes plus ou moins foncées. La nature semble avoir taillé avec amour ce pays, qui devait être le berceau des arts. En approchant des rivages de la Grèce, on ne sent pas cependant, comme à la vue des côtes d'Italie, son cœur bondir d'enthousiasme et d'admiration. Tout au contraire, dès que l'on entrevoit les rochers nus de l'Attique et ses montagnes stériles, auxquelles le temps et les hommes n'ont rien laissé que leur coupe merveilleuse, on éprouve une inconcevable tristesse, et ce sentiment, dont on ne se rend pas bien compte, vous accompagne presque partout dans le Péloponèse.

Le navire avançait toujours, et déjà nous pouvions suivre du regard toutes les sinuosités de la côte. A notre gauche, la chaîne de rochers se rompait tout à coup en falaise, et l'on apercevait, à quelque distance dans l'intérieur des terres, une plaine taillée en amphithéâtre dans les montagnes et noyée encore dans la brume du matin. Un mamelon raide, élevé, semblable de loin à une énorme tour, se dressait au milieu de cette plaine et perçait seul le brouillard. Dans cette vallée se trouvait Athènes; ce mamelon, c'était l'Acropole. Le ciel s'éclairait de plus en plus; les collines exposées au levant se glacèrent bientôt d'un large reflet rose, et semblèrent se couvrir en un instant de bruyères fleuries; puis le soleil se leva dans toute sa splendeur orientale. Une heure plus tard, le paquebot doublait un petit promontoire et entrait brusquement dans un bassin circulaire, grand à peu près comme la place Vendôme : nous étions dans le Pirée.

Le Pirée est entouré d'une ceinture de maisons blanches, à toits rouges, à contrevents verts. Les quais sont bordés de pierres de taille et bien construits; ils étaient peu animés, et les premiers personnages que j'aperçus sur cette terre des grands souvenirs furent, — je ne l'oublierai jamais, — deux promeneurs en habits noirs donnant

le bras à deux dames coiffées de chapeaux roses. Sept à huit bâtimens étaient mouillés dans le bassin. Le vaisseau français *l'Inflexible*, une frégate anglaise, une corvette russe, occupaient l'un des côtés; un bateau à vapeur désemparé portait seul dans le Pirée les couleurs de la Grèce. Ce pauvre bâtiment désarmé, sans mâts, sans vergues et sans cordages, faisait peine à voir auprès de ces beaux navires qui se balançaient fièrement sous la brise. N'était-il pas l'image de ce malheureux pays de Grèce, qui maintenant ne vit plus qu'à l'ombre des trois grandes puissances dont nous voyions flotter les pavillons?

Dès que notre paquebot eut laissé tomber son ancre, plusieurs barques se détachèrent du quai et vinrent accoster le bâtiment. Ceux qui montaient ces canots étaient vêtus à l'européenne; bientôt ils nous hélèrent en français de tous les côtés à la fois. — Eh! monsieur, l'hôtel des Voyageurs! l'hôtel de France! la pension Suisse! — On pouvait se croire dans la cour des Messageries-Royales. Un de ces hommes transborda nos effets et nous conduisit au débarcadère. Au moment où, avec je ne sais quel sentiment de respect, je posais le pied sur les dalles du quai, un Grec à calotte rouge vint à moi et m'adressa dans sa langue une allocution à laquelle je ne compris pas un mot. Je demandai ce que me voulait cet homme; il me fut répondu que c'était un douanier. Je lui donnai quelques sous, il passa son chemin. — Comment irons-nous à Athènes? demandai-je au cicerone; trouve-t-on ici un cheval, un mulet, un chameau? Le guide se mit à rire. Il n'y a pas de chameaux au Pirée, me répondit-il d'un air un peu impertinent, mais je vais chercher un fiacre. Un fiacre arriva, un fiacre numéroté, doublé de velours d'Utrecht rouge, et attelé de deux haridelles. Nous prîmes la route d'Athènes. Cette route plate, poudreuse, se déroule en ligne droite comme un long ruban blanc; elle traverse une plaine inculte, déserte, couverte de grandes herbes déjà flétries au mois de mai. Un bouquet d'oliviers, planté à égale distance du port et de la ville, coupe seul l'uniformité de cette lande jaunâtre, sur laquelle le regard erre tristement.

Le cicerone s'était placé sur le siége auprès du cocher. Je l'accablai de questions. — Qu'est-ce que cela? lui demandai-je en indiquant auprès de la route un fossé assez semblable aux tranchées de nos marais, à cela près qu'il était à sec. — C'est le Céphise, me répondit-il tranquillement. — Et là-bas, un peu à gauche, cette grande montagne? — C'est le Pentélique. — Et celle-ci, plus près, en face de nous? — C'est l'Hymète. — L'Hymète! m'écriai-je malgré moi, ah! mon Dieu, voir l'Hymète par la portière d'une citadine! — Ar-

rivé dans le bois d'oliviers, le cocher, selon l'usage invariable des cochers athéniens, s'arrêta pour faire boire ses chevaux devant une baraque convertie en cabaret. Une collection complète de ces *images* grossièrement coloriées dont il se fait en France un grand commerce dans les foires de village, et qui représentent Napoléon à Austerlitz ou Murat à Aboukir, décorait à l'extérieur les murs en bois de cette chétive hôtellerie. Dès que l'on a dépassé les derniers oliviers, le spectacle change. Au milieu d'une plaine aride, éclairée par un soleil brûlant, bornée de tous côtés par les montagnes, on voit, à travers un nuage de poussière, une petite ville blanche, resserrée au pied d'un mamelon qui la domine. Le sommet de ce mamelon, qui se dresse isolé comme un immense piédestal, est couronné d'une sombre muraille au-dessus de laquelle on aperçoit le fronton jauni d'un temple. Ce temple, c'est le Parthénon; cette petite ville (1), c'est Athènes. Il n'est peut-être pas au monde de paysage plus mélancolique. Même en oubliant le passé, on soupire involontairement à la vue de cette grande plaine silencieuse, de ces montagnes désolées, de cette bourgade neuve qui s'élève impudemment au milieu des ruines qui s'écroulent. On se demande avec surprise si là vraiment pouvait être la ville de Périclès. Quand le guide a prononcé le nom d'Athènes, on doute encore; puis les champs déserts qui vous entourent vous rappellent la campagne si triste de Rome. Alors on comprend que les siècles se sont écoulés, et que la main de Dieu s'est appesantie sur ces deux villes.

Les premières maisons s'élèvent çà et là en désordre et n'ont aucun style. Les murs sont à peu près blancs, les toits à peu près rouges. Une rue droite, assez large, non pavée, bordée de pauvres boutiques aux enseignes la plupart écrites en français, traverse la ville dans sa plus grande longueur. Cinq ou six autres rues plus étroites, moins longues, désertes, également pleines de poussière, coupent la première à angle droit. Voilà tout Athènes! Les passans portent presque tous l'habit européen; de loin en loin seulement on aperçoit un élégant pallicare à la taille de guêpe, à la démarche prétentieuse, vêtu de la fustanelle albanaise, de la veste brodée d'or ou d'argent, et coiffé d'un grand chapeau de paille. La ville, sans animation, sans mouvement, a une physionomie mesquine et bourgeoise où l'on cherche en vain le caractère étranger, la couleur orientale. On dirait un faubourg de Marseille jeté dans une des

(1) Elle a vingt-cinq mille habitans.

plaines poudreuses de la Provence. Un seul palmier long et maigre s'élève au milieu de la grande rue, se détache sur le ciel transparent, et vous rappelle la latitude de l'Attique. Quand on arrive dans un hôtel français, après avoir traversé la capitale de la Grèce, on a subi, disons-le franchement, le plus cruel désenchantement que voyageur puisse endurer.

On se tromperait si l'on pensait que les monumens merveilleux de l'antiquité embellissent la ville actuelle. Les ruines du passé sont tout-à-fait en dehors de la moderne Athènes. Les murailles noires de l'Acropole cachent à tous les yeux les trésors qu'elles renferment. Il faut faire un petit voyage pour voir l'œuvre de Phidias. Le temple de Thésée se trouve près de la route du Pirée, en-deçà des premières maisons; celui de Jupiter Olympien est du côté opposé, au-delà de l'enceinte de la ville. Dans les rues, on n'aperçoit ni inscriptions, ni fragmens de sculpture; le badigeon règne sur tous les murs. Je n'ai pas la prétention de donner ici une description nouvelle des ruines d'Athènes, tout le monde les connaît; mais il faut dire qu'à la vue de ces chefs-d'œuvre de l'art, le premier sentiment que l'on éprouve n'est pas de l'admiration, c'est de la surprise; on reste un instant stupéfait, surtout si l'on vient d'Italie, des petites proportions de ces monumens : le temple de Thésée (que l'archéologie me le pardonne) ne paraît guère plus grand que l'arc-de-triomphe du Carrousel, et le Parthénon est plus petit que la Madeleine. On cherche en vain cette nuance *dorée* des ruines de l'Attique, tant vantée par les voyageurs. Le ciel n'a pas doré les temples d'Athènes, il les a brunis. Le côté des colonnes qui subit depuis tant de siècles les ardeurs du soleil, s'est revêtu d'une teinte bistrée, dure, qui rappelle les couleurs de la rouille; le côté opposé a conservé sa blancheur primitive. Le contraste trop rude de ces deux nuances arrête d'abord désagréablement le regard, et nuit à la mollesse du contour. Plusieurs particularités, minimes en apparence, vous contrarient pendant votre visite aux ruines. On ne pénètre pas sans permission dans l'Acropole. Si à Schaffhouse, pour voir la chute du Rhin, il faut tirer une sonnette, à Athènes on doit parler au concierge pour visiter le Parthénon. Cette mesure était, du reste, indispensable, les compatriotes de lord Elgin ne se faisant scrupule, en aucun pays, de casser à coups de canne les têtes des figurines ou les doigts des statues, sous prétexte de rapporter des souvenirs de leurs lointains voyages. Le sol de l'Acropole est jonché de fragmens de marbre, embarrassé de moellons rangés avec symétrie. Des baraques d'ouvriers se dressent



çà et là, les coups de marteau retentissent, le gardien bavarois pérore; tout vous distrait, vous trouble, vous désespère. D'énormes poutres étaient dressées, l'an dernier, contre les colonnes du temple de Minerve. Que voulait cet échafaudage à ce monument? C'était une restauration sans doute, et assurément elle était entreprise dans une louable intention; mais quand, du haut de l'Acropole, on aperçoit l'espèce de caserne plaquée de marbre qu'on appelle le Palais-Neuf, on ne peut s'empêcher de frémir en songeant que la restauration du Parthénon est confiée aux mains qui ont construit cette prétentieuse masure.

En élevant, sous la direction de Phidias, les plus beaux temples du monde au jugement de tous les siècles, Périclès n'avait pas seulement fait d'Athènes la capitale des arts, il avait aussi donné une grande extension à son commerce. Alors comme aujourd'hui le sol de l'Attique était loin de fournir tous les élémens de subsistance nécessaires à la population. Les habitans manquaient de laines, de chevaux, de fer, de bois de construction. Une énorme quantité de blé était importée de la Sicile, de l'Égypte, de la Chersonèse taurique, de la Macédoine, et c'est à peine si les revenus de l'état suffisaient à payer ces importations. Les Athéniens appelèrent l'art à leur secours. Le cuivre de Délos, l'or de la Lydie, l'ivoire de la Libye, devinrent entre leurs mains des sources inépuisables de richesses. Les manufactures de la ville de Périclès furent réputées sans égales; de tous côtés, les commerçans vinrent au Pirée échanger les produits des terres lointaines contre les statues, les vases ou les armes d'Athènes. On reprocha à Périclès ses dépenses, et en effet les temples élevés par Phidiàs n'avaient pas coûté moins de quatre mille talens (1), ou vingt-deux millions, c'est-à-dire trois fois le revenu de l'état; mais, en quelques années, la prospérité de la ville fut assurée, et la richesse des Grecs d'Athènes dépassa celle des Carthaginois, des Phéniciens, des Grecs de l'Asie, de Samos, de Rhodes et de Syracuse.

Le gouvernement actuel n'a pas eu la prévoyance de Périclès. Lors de son installation, Athènes n'existait plus; il méconnut à la fois le vœu des Grecs et son propre intérêt, en fondant la capitale nouvelle sur l'emplacement de la ville ancienne. « La Grèce est une résurrection, écrivait-on alors; quand on ressuscite, il faut renaître avec sa forme, avec son nom, avec son individualité complète. »

(1) Ce chiffre est celui que donne Pausanias.

Au temps où nous sommes, les villes comme Athènes ne renaissent pas avec leur forme, et leur nom les écrase. Les ressources du jeune royaume étaient trop faibles pour qu'il pût fonder une ville digne des ruines, des souvenirs et du nom d'Athènes. Aussi qu'est-il arrivé? A suivre ce projet on n'a rien gagné, et on a beaucoup perdu. Les monumens du passé rendent ridicules les constructions modernes, et les maisons nouvelles nuisent à l'effet des ruines. Cela était facile à prévoir. Un motif plus grave encore aurait dû faire abandonner cette malheureuse idée. Depuis Périclès, le sol de l'Attique ne s'est pas enrichi, et les Athéniens ont perdu leur génie. Les Grecs ne sont plus, comme autrefois, d'admirables ouvriers, l'art est mort en Grèce, mais ils sont d'excellens matelots, et le commerce tend à renaître dans leur pays. La capitale aurait dû être le centre des affaires, et elle en est complètement à l'écart. Il n'y a et il ne peut y avoir à Athènes aucun commerce. La distance de plus de deux lieues qui sépare le port de la ville empêche les navires de prendre la route du Pirée, et Syra attire de son côté tout le commerce de l'archipel. Ce rocher stérile acquiert chaque année plus d'importance. Le port de Syra est maintenant le point d'intersection des lignes des paquebots français ou autrichiens qui sillonnent dans tous les sens les mers du Levant; sa population a triplé depuis huit ans, et elle augmente chaque jour dans une proportion notable. Si la nouvelle capitale avait été fondée au Pirée ou sur l'isthme de Corinthe, elle serait devenue sans nul doute le centre de l'affluence qui se porte à Syra et à Patras. Les Grecs demandaient avec instance qu'on choisît un de ces deux emplacemens : à ce peuple de marins il fallait pour capitale un port de mer, et, si on eût écouté le vœu national, peut-être cette jeune cité serait-elle maintenant, après Constantinople, la ville la plus importante de l'Orient. Tout au contraire Athènes, isolée dans les terres et abandonnée de la population laborieuse, végète à grand'peine. Tout y manque, et tout y est hors de prix. Pour les étrangers, les mauvaises auberges de la capitale du roi Othon sont plus chères que les bons hôtels de Londres. Le climat est encore un des ennemis de la nouvelle ville. Située au fond d'une vallée et entourée de tous côtés par les montagnes, Athènes se trouve malheureusement à l'abri des vents de nord-est qui assainissent la Grèce, et des brises de mer qui apportent un peu de fraîcheur à cette terre brûlante. Aussi, pendant trois mois de l'année, la capitale, inhabitable et peu salubre, devient-elle une véritable étuve. Dans la saison des chaleurs, les diplomates étrangers et

l'aristocratie athénienne, abandonnant la ville, vont chercher un peu d'air au Pirée ou dans les campagnes environnantes. Les *villas* voisines d'Athènes sont en général petites, peu ombragées et peu remarquables. Il faut pourtant excepter le superbe château qu'une de nos compatriotes a fait construire, il a y peu d'années, au pied du Pentélique. Mme de P***, qui garde dans son cœur, ardent comme aux premiers jours, le feu sacré des philhellènes, a adopté la Grèce comme une nouvelle patrie, et s'est imposé une sainte, mais difficile mission en cherchant à régénérer les arts dans l'Attique. Elle a pu prêter à ce courageux dessein l'appui d'un beau titre et d'une grande fortune. Des écoles gratuites ont été instituées par ses soins. Enfin elle a attiré à Athènes de jeunes artistes français qui tentent, sans beaucoup de succès, nous a-t-on dit, d'enseigner aux enfans athéniens ce que nous ont appris leurs pères.

Les environs d'Athènes sont peu sains; en général le climat de la Grèce est perfide : la *malaria* y sévit pendant l'été, surtout dans les endroits humides où croît le laurier-rose. Cette plante, dont le nom résonne si bien à la fin d'un vers, est un indice presque certain de l'insalubrité du champ qui la produit. Les habitans du pays échappent plus facilement à l'intempérie; les étrangers en sont trop souvent victimes. Le voyageur doit s'entourer des plus minutieuses précautions, se prémunir contre les moindres variations de température, éviter de coucher sur la terre, et s'astreindre à un régime sévère. L'abus du vin, des fruits, des légumes aqueux, cause des dyssenteries terribles. Le moindre refroidissement (et il est difficile de s'en garantir dans un pays où le soleil est brûlant et le vent glacial) est assez ordinairement suivi d'une fièvre toujours dangereuse, quelquefois mortelle. Si l'on se sent atteint, le meilleur remède est de partir à l'instant. Qu'on aille à Constantinople ou en Italie, peu importe; mais à tout prix il faut quitter la Grèce. Le changement de climat est beaucoup plus efficace que le quinine; quelquefois même l'air natal est un spécifique souverain; dans d'autres cas, le mal résiste à tous les remèdes. On sait combien de nos soldats ont péri misérablement en Morée; plusieurs officiers ont rapporté de cette expédition des fièvres dont ils se ressentent encore en France après quinze ans.

On voit quels avantages il y aurait eu à transporter sur les bords de la mer la nouvelle capitale des Hellènes. Tout devait y gagner, le développement, la beauté de la ville, le commerce, la salubrité publique et l'art lui-même, car les ruines du siècle de Périclès seraient

bien autrement majestueuses et mélancoliques si on les avait laissées isolées au milieu de la plaine de l'antique Athènes, dans toute la poésie du silence et de la solitude. Malheureusement le roi Louis de Bavière ne voulut jamais permettre qu'on écoutât sur ce point le vœu de la nation; il décida que la ville renaîtrait à l'endroit même où elle était ensevelie. Ce n'est pas le seul reproche qu'on puisse lui faire. En naturalisant dans les états de son fils et aux dépens de ses sujets son goût pour les arts, le roi de Bavière a oublié d'importer en Grèce le système financier au moyen duquel il a pu rassembler dans sa capitale, ainsi qu'Adrien dans sa villa voisine de Tivoli, tous les monumens qui l'ont le plus frappé dans ses voyages. On m'a assuré à Munich que, pour satisfaire son goût favori, le roi prélevait sur chaque administration une sorte d'impôt. Le budget de la guerre surtout, s'il faut en croire les Bavarois, serait presque entièrement détourné au profit des travaux publics. Un grand officier vient-il à mourir, au lieu de désigner un successeur, on laisse, pendant quelques années, sa place vacante; le roi touche ses appointemens, et à la perte d'un général, la Bavière gagne une statue, un tableau ou le fronton d'un temple. Assurément on ne saurait blâmer cette méthode. L'armée ne se désorganise pas faute d'un officier; les frontières du pays ne sont pas pour cela envahies, et Munich devient une ville d'année en année plus curieuse. En Grèce, loin d'adopter ce système, on a épuisé les ressources d'un trésor appauvri en payant à prix d'or une armée inutile, et en construisant à grands frais, dans le même temps, des édifices absurdes.

Le jour même de mon arrivée à Athènes, je reçus, en réponse à une lettre de recommandation envoyée dès le matin, une invitation de bal pour le soir. Cette invitation me réjouit, elle offrait un nouvel attrait à ma curiosité. Sans doute la modeste capitale du roi Othon ne ressemblait guère à cette superbe Athènes que j'avais si souvent rêvée; mais, chez ses habitans, n'aurais-je pas à étudier des coutumes intéressantes, des mœurs pour moi nouvelles? Cet espoir me restait, et je partis pour le bal, comptant bien que les hommes me dédommageraient des pierres. Un fiacre me conduisit chez mon amphitryon. Selon une mode tout-à-fait parisienne, deux lampions posés sur les bornes de la porte d'entrée servaient de fanaux aux invités. Dans le vestibule, un valet de pied en grande livrée me débarrassa de mon manteau; un second domestique m'annonça dans un assez beau salon meublé à la française. La réunion était déjà complète. Les hommes, uniformément vêtus d'habits noirs, se pressaient

au milieu du salon; les dames, habillées sans exception à l'européenne, étaient assises sur les banquettes. Quand, remis d'un premier étonnement et de ce sentiment de malaise que l'on éprouve toujours en entrant dans un salon où l'on se croit complètement étranger, j'eus examiné avec plus d'attention les visages, je restai comme étourdi. Je connaissais presque tout le monde. Ces figures, je les avais vues cent fois; où? je n'en savais rien d'abord; mais mes souvenirs s'éclaircirent peu à peu, et je reconnus un diplomate habitué du café de Paris, puis un officier de marine, plus loin de jeunes Grecs élevés en France et qui avaient été mes camarades de collége. Parmi les femmes, il n'en était peut-être pas une seule qui n'eût passé au moins un hiver à Paris. Elles étaient d'une parfaite élégance; chaque semaine arrivent au Pirée les parures les plus fraîches et les modes les plus récentes. Pour donner une idée de la recherche du monde élégant d'Athènes, il suffira de dire qu'une dame de la Chaussée-d'Antin, dont la beauté est justement célèbre à Paris, se trouvait en même temps que nous en Grèce; elle venait tout exprès dans le Levant, nous assura-t-on, pour faire emplette d'étoffes nouvelles, et pour apprendre à bien poser sur sa tête le *taktycos* de Smyrne. Le premier jour, son arrivée avait épouvanté toute la société féminine; mais, le soir, on s'était rassuré : les rubans de la *lionne* furent déclarés fanés, et l'on trouva ses toilettes d'un goût reprochable. Le bal s'anima peu à peu. On walsa avec entraînement, à l'allemande, sur des airs de Strauss. La soirée fut très gaie, mais de couleur locale il n'y avait pas l'ombre. Pas un détail ne rappelait l'Orient : le français était la seule langue que l'on parlât; en un mot, d'une élégante maison de la rue Saint-Lazare on aurait pu passer dans ce salon grec sans s'apercevoir de la différence.

La haute société d'Athènes est prévenante, animée, surtout très joyeuse. En hiver comme au printemps, les bals, les fêtes, les dîners, se succèdent sans interruption. Une troupe italienne assez passable, qui, à l'instar de celle de Paris, partage l'année en deux saisons, arrive en automne dans la capitale de la Grèce, après avoir recueilli, pendant la canicule, les bravos des dilettanti de Smyrne. Des parties de campagne, des goûters sur l'herbe, des promenades à Égine ou à Éleusis, remplacent, l'été, les joies plus bruyantes du carnaval. Les réunions étant peu nombreuses, tout le monde se connaît, et l'on jouit à Athènes d'une chose à peu près inconnue dans les grandes villes, de l'intimité dans le monde. Cette façon d'être est assurément pleine de charme, mais elle a aussi ses inconvéniens.

Du rapprochement continuel de personnes dont la fortune et la position sont différentes naissent infailliblement une infinité de petites jalousies qui se laissent deviner lors même qu'elles ne se trahissent pas à l'extérieur. A Athènes, ainsi que dans toutes les petites villes, les maisons sont pour ainsi dire transparentes. Les habitudes de chacun sont connues dans les moindres détails, et, comme les sujets de conversation manquent, on parle beaucoup d'autrui. La facilité des mœurs donne un nouvel attrait à la médisance; aussi la chronique des salons athéniens est-elle fort piquante, et cette chronique, on la connaît dès le premier jour; en Grèce comme ailleurs se trouvent de bonnes ames qui ne se font aucun scrupule d'ajouter au nom de toute femme celui du prétendu *cavaliere servente.* Pourtant, il faut le dire, les coutumes italiennes, quoique adoptées par le plus grand nombre, ont rencontré des dissidens dans la société d'Athènes. Il y a peu d'années, une grande dame étrangère s'indigna de la légèreté des mœurs et prétendit les réformer. Elle fit un triage dans le monde hellénique et n'ouvrit son salon qu'à une société épurée. Bien que les jeunes gens se fussent montrés rebelles à ce nouvel ordre de choses, et que les plus jolies femmes n'eussent point paru suivre avec beaucoup d'enthousiasme, à vrai dire, la bannière du puritanisme, la réforme eut ses prosélytes, et la société se divisa. Le nouveau salon était le plus vertueux d'Athènes, un autre en était le plus gai. Deux camps se formèrent, et la discorde agita son brandon.

Des causes de division plus sérieuses que ces rivalités féminines partagent le monde athénien : ce sont les opinions politiques. La société d'Athènes ne se compose pas exclusivement de Grecs; elle a même pour noyau les diplomates étrangers et leurs familles. Chacun de ces diplomates, français, anglais ou russe, cherche à faire prédominer son influence, chacun a ses sectateurs parmi les Hellènes, et il est impossible que les chefs de ces trois partis oublient tout-à-fait dans les salons les préoccupations de leur cabinet. La même défiance règne entre leurs prosélytes, et la politique, en Grèce aussi bien qu'à Paris, jette son venin dans les relations sociales. Cette allusion que nous venons de faire aux trois opinions qui divisent la société d'Athènes nous amène à dire ce que nous entendons par les partis étrangers en Grèce. Ce mot *parti*, auquel on a prêté, ce nous semble, dans ces derniers temps, une signification beaucoup trop étendue, est loin d'avoir, en Grèce, la même valeur qu'en tout autre pays. En le prenant dans une fausse acception, beaucoup de journaux ont

été amenés à donner aux évènemens du 15 septembre des interprétations confuses et contradictoires. Il est un fait qu'il faut d'abord préciser : c'est que, si la triple influence de la Russie, de l'Angleterre et de la France donne aux opinions politiques des Grecs trois nuances bien distinctes, il n'en est pas moins vrai qu'il n'y a en Grèce qu'un seul *parti* proprement dit, c'est le parti grec. Les Hellènes veulent avant tout leur indépendance; ils n'ont qu'une seule idée, qu'un seul désir : c'est, comme l'a dit un illustre écrivain, « de se refaire nation. » Si, après tant de combats et de sang répandu, ils sont parvenus à secouer la domination des Turcs, ce n'est pas pour courber la tête sous un autre joug. Seulement, ils se sentent trop faibles encore pour marcher seuls, et comptent tous sur l'assistance de l'une ou de l'autre des trois puissances protectrices; mais ils ne considèrent ces puissances, on ne saurait trop le répéter, que comme des nations amies. Du jour où l'une d'elles quitterait son caractère d'alliée pour dévoiler des projets de domination, elle serait accusée de félonie, et la Grèce trahie se révolterait contre cette nouvelle oppression. Telle est l'opinion générale des Hellènes. Si on peut citer quelques exceptions et rappeler les noms de certains hommes enrôlés au service de la Russie ou de l'Angleterre contre leur propre patrie, ces hommes, en très petit nombre, loin de constituer un parti, sont méprisés à Athènes, montrés au doigt et ridiculisés chaque jour par des chansons ou des caricatures. Voilà ce qu'ignoraient sans doute ceux qui, ne voyant dans la révolution du 15 septembre que le résultat d'une impulsion donnée par un cabinet étranger, ont représenté les Grecs comme prêts à se jeter aux bras de l'une des trois puissances, comme tout disposés à changer les couleurs du drapeau national, quand ils ne voulaient au contraire qu'agrandir leurs libertés. En général, on a oublié le motif principal de cette révolution pour n'en voir que la cause secondaire. Aussi les Grecs se plaignent-ils amèrement de certains journaux de Paris; ils les accusent de n'avoir pas puisé leurs renseignemens dans le pays et de s'être contentés de traduire les gazettes allemandes, qui n'étaient elles-mêmes que l'écho de la presse de Munich et des opinions bavaroises (1). La

(1) Voici un fait qui donne la mesure de ces opinions. Trois jeunes étudians grecs, dont nous pourrions citer les noms, ont dû récemment quitter Munich, qu'ils habitaient depuis plusieurs années, pour se rendre à Paris. Insultés journellement, ils s'attendaient, s'ils eussent prolongé leur séjour en Bavière, à voir les mauvais traitemens succéder aux paroles injurieuses.

révolution du 15 septembre est une révolution purement grecque. Maintenant, qu'un cabinet étranger ait attisé le feu qui couvait sous la cendre, que par de sourdes menées il ait avancé le jour d'une catastrophe inévitable dont il espérait profiter peut-être et qui a tourné contre lui, nous sommes loin de vouloir le nier; mais avant de rendre compte des secrètes manœuvres qui ont augmenté le mécontentement des Hellènes, il faut chercher dans le passé l'origine de ce mécontentement même.

En 1827, la nation grecque, qui, pendant quatre siècles d'asservissement, n'avait jamais désespéré d'elle-même, avait enfin secoué le joug. Malheureusement la guerre avait tout dévasté, et la Grèce en renaissant se trouva sans ressources pour vivre. Un agent de la Russie, M. Capo d'Istria, fut nommé président du nouveau gouvernement. C'était un homme capable, mais faible et ambitieux. On croit généralement à Athènes que, le titre de président lui convenant à merveille, il avait tout intérêt à ce que la Grèce ne devînt pas un royaume digne d'un plus puissant que lui, et qu'il n'a pas travaillé, comme il l'aurait pu, à en faire reculer les limites. La correspondance de M. Capo d'Istria avec le prince Léopold de Saxe-Cobourg a prouvé qu'il n'avait pas peu contribué, plus tard, au refus par lequel ce prince répondit à l'offre de la couronne de Grèce. Le plus grand désordre signala l'administration du nouveau président et celle de son successeur. Après les jours d'oppression vinrent les jours d'incurie. Bientôt régna une anarchie complète qui acheva de détruire ce que la guerre avait épargné. Le 9 avril 1832, à la chute du comte Augustino, qui avait succédé à Capo d'Istria son frère, on trouva dans le trésor vingt-quatre écus de cuivre (1). C'était toute la fortune de la Grèce. Les trois puissances qui avaient aidé de leurs armes ce malheureux pays vinrent au secours de ses finances. Le 7 mai, un prêt de 60 millions fut garanti à la Grèce par les trois cours de France, d'Angleterre et de Russie, et il fut décidé, après le refus du prince Léopold, que le second fils du roi de Bavière serait roi des Grecs. Le prince était mineur. Sa grande jeunesse avait même été un des principaux motifs qui l'avaient désigné au choix des puissances. On pensait qu'un très jeune chef inspirerait de la confiance aux Hellènes. C'était un souverain qu'on leur donnait à élever selon leurs idées, selon les besoins du pays. On espérait aussi qu'arrivant en Grèce à l'âge où le caractère des hommes, et celui des princes en

(1) Thiersch, *État actuel de la Grèce*, Leipsig, 1834, t. I, p. 119.

particulier, reçoit plus aisément l'empreinte des circonstances, le jeune monarque se façonnerait sans peine aux mœurs de ses sujets, et que, bien qu'Allemand d'origine, il deviendrait Grec par le cœur avec les années. Cette idée était juste dans le principe; par malheur, les mesures que la jeunesse même du roi exigeait de prendre détruisirent les bons effets qu'on attendait et eurent de fâcheux résultats, que l'on pouvait prévoir. Il fallut nommer un conseil de régence; les membres de ce conseil furent choisis parmi les personnages importans de la cour de Munich. Les Grecs commencèrent à croire que c'était un gouvernement tout fait qu'on leur imposait, et non pas un jeune prince qu'on leur donnait pour qu'ils le missent à la tête de l'ordre politique qu'ils voulaient établir. Forcés de subir cette organisation, ils pensèrent que, si une administration étrangère était appelée au maniement de leurs affaires, eux du moins n'en seraient point exclus, et qu'ils garderaient au conseil voix délibérative. Pendant la guerre et depuis leur indépendance, les Grecs s'étaient gouvernés par des assemblées; ils avaient plusieurs constitutions, entre autres celle d'Épidaure et celle de Trézène. Ils voulurent en rédiger une définitive d'après les intérêts du pays, afin de la soumettre au roi et à ses ministres. Ce parti, fort sage assurément, déplut à Munich. On invita les Grecs à ne s'inquiéter de rien avant l'arrivée du roi; on leur promit que le conseil de régence ferait droit à leur demande, et se conformerait en tout au vœu de la nation.

Le 6 février 1833, le roi arriva. Au lieu de venir aux Grecs en toute confiance, il parut accompagné de ses conseillers, escorté d'une armée de quatre mille Bavarois. Loin de se conformer aux usages du pays et de mesurer les dépenses de l'installation à l'état des finances, dont les seules ressources consistaient dans l'emprunt, on établit à grands frais en Grèce une fraction de la cour de Munich. Toutefois, les Hellènes étaient si heureux de sortir enfin de l'anarchie, que l'on ne reprocha guère au nouveau gouvernement ses premières prodigalités. Le jeune roi apportait avec lui tant d'espérances, que, malgré son escorte étrangère, il fut accueilli avec enthousiasme. Ce furent chaque jour des fêtes et des réjouissances nouvelles. En voyant à sa tête un jeune chef, la nation se sentit plus grande, plus complète; elle salua d'une acclamation de joie unanime le bonheur qui lui semblait promis.

Le conseil de régence se composait de MM. d'Armansperg, Maürer et Aïdec. Bien que M. d'Armansperg fût président du conseil, M. Maürer ne tarda pas à prendre sur ses collègues l'ascendant que lui

donnait une capacité supérieure; pendant une année il dirigea seul les affaires. De tous les ministres bavarois qui se sont succédé depuis dix ans, M. Maürer est peut-être le seul qui ait su gagner la confiance des Grecs. Arrivé dans un temps où tout était à faire, il rassembla autour de lui les hommes éminens du pays; il étudia rapidement la situation et les besoins de la Grèce. Tout en respectant ses institutions, il en fonda de nouvelles; partisan des idées françaises, il donna aux Grecs un code pénal imité du nôtre, un jury institué à la française; son administration habile et prudente rétablit l'ordre. Peu à peu les affaires prirent leur cours, et le pays prospéra. Le souvenir de M. Maürer est encore vénéré à Athènes. Malheureusement, au bout d'une année, par suite des intrigues de l'Angleterre, assure-t-on, il fut rappelé à Munich. M. d'Armansperg prit le pouvoir; alors tout changea de face. Le président du conseil se montra aussi prodigue que son prédécesseur avait été économe; il quadrupla le traitement de certains grands fonctionnaires, bouleversa tout le personnel de l'administration pour s'entourer de ses créatures ou pour s'en faire de nouvelles. Deux hommes considérables, estimés de tous, Maurocordato et Colettis, avaient pris une grande part aux affaires; les Grecs, que le gouvernement bavarois avait d'abord un peu effrayés, s'étaient rassurés en voyant parmi ceux qui veillaient à leurs intérêts ces deux enfans de leur révolution. M. Maürer, comprenant la force que devait donner à son administration la coopération de ces deux chefs de parti, les avait attirés : le président du conseil s'en débarrassa : sous prétexte de les nommer ministres, l'un en Allemagne, l'autre en France, il exila Maurocordato à Berlin, et Colettis à Paris. Après leur départ, les Grecs n'eurent plus de représentans sérieux au ministère, et le gouvernement bavarois s'isola au milieu de la nation. Dès-lors il se rendit coupable d'injustices criantes qui excitèrent en Grèce une indignation générale. Tous les grades dans l'armée furent donnés aux compatriotes du roi. On s'inquiétait peu de la capacité des nouveaux titulaires; être né à Munich, c'était l'important; la qualité de Bavarois rendait apte à toutes les fonctions : d'un soldat on faisait un capitaine, un lieutenant de vaisseau d'un officier d'infanterie. Un humble expéditionnaire bavarois occupait une des places importantes de l'administration; à l'une des facultés d'Athènes professait un sous-maître d'école d'un village allemand. On abandonnait dans la misère les veuves des citoyens morts pour la patrie, et l'on envoyait chaque année en Bavière une somme considérable aux familles des soldats qui avaient péri victimes d'un goût im-

modéré pour le vin de Santorin. Les Hellènes se demandèrent s'ils ne s'étaient affranchis du joug ottoman que pour tomber sous une autre domination. En 1835, le roi devint majeur, le conseil de régence fut dissous, et l'on nomma M. d'Armansperg archi-chancelier. Ce changement de titre ne diminua en rien l'étendue de ses pouvoirs; bientôt il put agir avec une liberté plus grande encore. Le jeune roi, jusqu'à cette époque, s'était peu occupé des affaires; mais sa présence seule imposait au ministère une sorte de retenue, du moins apparente. En 1837, il partit pour l'Allemagne, où il devait épouser la princesse Amélie d'Oldenbourg; l'archi-chancelier resta souverain absolu à Athènes. Le désordre fut bientôt à son comble : des exactions de tout genre pesèrent sur la nation mécontente; toutes les places avaient été données, on en fonda de nouvelles. Peu importait que ces places fussent inutiles : c'était pour le fonctionnaire qu'on les instituait, et non dans l'intérêt du pays. Un Bavarois reçut de fort beaux appointemens avec le titre de garde-général des eaux et forêts à Syra, et il alla résider sur ce rocher, qui ne produit pas un arbre, pas un buisson, et où l'eau se vend un sou le verre. A l'exemple des chefs, les subordonnés voulurent faire fortune, chacun prétendit avoir sa part des millions que la Grèce avait empruntés; le trésor fut mis au pillage, et nous renonçons à raconter tous les faits qui attestent ces dilapidations (1).

(1) Ces faits sont assez nombreux pour qu'on ait pu, en les recueillant, former un gros volume qui se publie à Athènes en ce moment. Nous n'en rapporterons que deux que nous retrouvons dans notre mémoire. — L'eau manque au Pirée. Un Bavarois propose d'y creuser un puits artésien; on lui avance une somme considérable, et le gouvernement paie d'avance une partie du salaire des ouvriers. L'entrepreneur fait faire un premier trou; puis, le trouvant trop étroit, il commence un second forage, sans obtenir un meilleur résultat. Alors il déclare qu'en Grèce il n'y a pas d'eau sous la terre, et repart pour la Bavière. Les Grecs soldèrent encore ses frais de voyage. — Le gouvernement avait eu l'idée de faire bâtir à Athènes une église gothique (on construisait bien des temples grecs à Munich). Un jeune Bavarois fut chargé, moyennant salaire, d'aller étudier pendant deux ans toutes les cathédrales gothiques de l'Allemagne. Comme au bout de dix-huit mois on n'avait pas de nouvelles de l'architecte, on s'enquit de lui. Il répondit qu'il ne pouvait plus s'occuper de sa mission ni retourner à Athènes, attendu que dans ses voyages il s'était marié. La Grèce se trouva avoir payé sa dot. — Assurément ces faits, et mille autres semblables que nous pourrions citer, ne sont pas d'une grande importance; mais ils étaient connus de tout le monde, et le peuple, en voyant des personnages secondaires agir si fort à leur aise, devinait quelles devaient être les déprédations de ceux qui étaient assez haut placés pour faire les choses en grand et sans être vus.

Le plus grand désordre régnait aussi dans les provinces. Les troupes bavaroises venues avec le roi avaient été cantonnées dans différentes garnisons. Les Grecs s'accommodaient peu de l'outrecuidance de ces protecteurs étrangers : ils les ridiculisèrent; les Bavarois s'emportèrent, des disputes s'ensuivirent. Sentant bouillonner dans leurs veines leur sang de pallicare, les Grecs se souvinrent qu'ils avaient été les compagnons de Canaris, et ils armèrent leurs longs pistolets à crosse d'argent. Des rixes continuelles eurent lieu entre le peuple et l'armée; Maïna surtout fut souvent le théâtre de ces luttes sanglantes, dans lesquelles les Bavarois, peu habitués à faire dans les montagnes une guerre de partisans, eurent presque toujours le dessous. Ici se place un fait qui paraîtra incroyable, et dont cependant l'authenticité ne peut être mise en doute. Dans ces rencontres, les Grecs firent prisonniers un assez grand nombre de soldats du roi; il les vendirent au gouvernement après avoir fixé leur rançon. Un soldat était coté deux sous; un officier valait 50 centimes. Les pallicares, moyennant le prix convenu, se cédaient entre eux leurs captifs, et des spéculateurs s'étaient établis qui faisaient ce singulier commerce.

Avant le retour du roi en Grèce, M. d'Armansperg, pour avoir un titre à son indulgence, s'était hâté d'instituer le conseil d'état et de fonder l'université; mais on savait que les 60 millions avaient à peine suffi aux folles dépenses du gouvernement, et l'on calculait que la Grèce, pauvre comme aux mauvais jours, se trouvait avoir contracté, sans qu'il en fût résulté aucun bien pour elle, une dette énorme dont elle devait payer les intérêts, tandis que la Bavière en avait absorbé le capital. Le mécontentement allait croissant; bientôt une révolution devint imminente, et si elle n'éclata pas dès cette époque, c'est qu'on espérait encore que le roi, à son arrivée, rendrait justice à chacun. Lorsque fut signalée la frégate qui ramenait le souverain et la jeune reine, la population exaspérée se porta en foule au Pirée. Le ministre effrayé essayait en vain de faire bonne contenance. Après avoir ordonné, pour fêter le retour du roi, des réjouissances publiques, il s'embarqua sur un bateau à vapeur et alla rejoindre en mer le vaisseau royal. Le peuple, s'agitant en tumulte sur la route d'Athènes, attendit avec anxiété le résultat d'une entrevue qui devait être décisive. Ce résultat ne fut connu que vers une heure du matin. On apprit alors que l'archi-chancelier était renvoyé, et que le roi nommait M. de Rhudart président des ministres. Des cris de joie unanimes saluèrent la décision royale; le lendemain,

quand le monarque parut avec la jeune reine, il fut accueilli avec amour; le peuple voulut dételer les chevaux de sa voiture pour la traîner : ce fut un véritable triomphe. Le souverain prenait donc enfin le parti des Hellènes! La jeune reine allait donner à la Grèce un prince grec, un prince élevé dans la religion du pays! Tous les dissentimens se trouvaient conciliés; l'avenir souriait enfin, et pour la seconde fois la Grèce poussa un long cri d'espérance.

Le roi parut vouloir justifier dès les premiers jours la confiance qu'on mettait en lui. Jusqu'alors il s'était peu inquiété de l'administration; venu très jeune en Grèce, il avait, pendant la première année, laissé complètement à M. Maürer le soin des affaires. En prenant le pouvoir, le président du conseil avait trop bien compris son intérêt pour ne pas chercher à endormir chez le roi toute idée d'indépendance personnelle. Le gouvernement s'étant isolé de la nation, le roi avait été séparé d'elle par le gouvernement. Il ne connaissait les intérêts de ses sujets que par l'intermédiaire de ses ministres; leurs plaintes même n'arrivaient à lui que modifiées et affaiblies. Cette sorte de séquestration fut sans doute fatale aux Grecs, mais elle servit le souverain : il dut à son inaction même d'être excepté de la haine universelle qu'avaient soulevée ses compatriotes. En tout autre pays, on aurait confondu le monarque et ses agens; les Grecs sont fins, clairvoyans : ils comprirent que, si les ministres agissaient au nom du roi et en apparence de concert avec lui, c'était sans sa participation réelle; ils ne le firent pas responsable des actes du ministère. Le prince avait d'ailleurs donné en plusieurs occasions des preuves de sa bonté, de sa loyauté; il était généralement aimé.

Aussitôt après le départ de M. d'Armansperg, le roi déploya un caractère tout-à-fait nouveau. Il n'avait jusqu'alors été souverain que de nom, il voulut l'être de fait. Pendant son voyage, l'enfant s'était fait homme; par malheur, en courant avec trop d'ardeur vers un but louable, il le dépassa. Depuis trois ans le gouvernement avait mal agi, le roi prétendit agir tout différemment; les ministres avaient abusé de sa confiance, il se défia de tous les ministres; il n'avait rien fait lui-même, il voulut tout faire. Alors commença pour lui une vie toute de travail et d'activité. L'inaptitude de certains fonctionnaires excitait des murmures; il prétendit à l'avenir faire seul toutes les nominations. Avant de déterminer un choix, il voulut prendre lui-même les renseignemens les plus minutieux; écoutant tout le monde et ne s'en rapportant à personne, il arrivait que les paroles de l'un détruisaient celles de l'autre, et le roi ne savait que décider. Un

maître d'études manquait au collége d'Athènes; il fallut neuf mois pour lui trouver un successeur. Ne voulant juger qu'avec une implacable équité, le souverain ajournait toute affaire, si minime qu'elle fût, lorsqu'elle ne lui paraissait pas suffisamment instruite; les moindres projets de chaque administration, devant passer avant de recevoir une solution par la *camarilla* (chancellerie royale) et par le cabinet du roi, étaient indéfiniment ajournés. Les actes du gouvernement ne se produisirent qu'avec une lenteur excessive. Le jeune prince, passant sa vie à vérifier avec une exactitude scrupuleuse une infinité de détails insignifians, s'égarait dans un labyrinthe inextricable. Mithridate y aurait perdu la tête. Le roi Othon persista dans son œuvre avec une tenacité qui mit à jour le trait le plus saillant de son caractère; mais, en se préoccupant des petites choses, il oubliait les affaires importantes! l'organisation administrative était défectueuse en plus d'un point. Les institutions nouvelles étaient gênées par les anciennes; les rouages de ce gouvernement à la fois grec et bavarois s'entravaient les uns les autres, les divers élémens qui le composaient se neutralisaient. Cependant, malgré les vices et les imperfections du système administratif, l'ordre s'était rétabli peu à peu en Grèce, par cela seul qu'on avait un gouvernement. Les cultivateurs, ainsi que les commerçans, reprenaient courage; le pays était en voie de progrès, et une amélioration, lente il est vrai, mais croissante, se faisait sentir dans les affaires. Pour se rendre compte de cette progression, il suffit de jeter un coup d'œil sur la situation agricole et commerciale du pays.

En Grèce, les bras manquent à l'agriculture. Sur une superficie de 4,800,000 hect., 850,000 hectares sont exploités, et par 100,000 cultivateurs seulement. Chaque laboureur cultive donc plus de 8 hectares, et l'on ne compte en Grèce qu'un attelage de bœufs pour quatre laboureurs. Cet énorme inconvénient diminue tous les ans. En 1839 seulement, on a importé dans le royaume pour un million de francs de bêtes à cornes (1). La moitié du blé nécessaire à la consommation est importée de la Russie méridionale, et l'on ne peut guère espérer que, sous ce rapport, la Grèce se suffise jamais à elle-

(1) Pour compléter les documens que nous avons pu prendre nous-même dans le pays, nous n'avons pas craint de faire des emprunts à un ouvrage intitulé *Greece as a kingdom*, by M. Strong; nous devons aussi quelques renseignemens à un excellent travail publié tout récemment sous ce titre : *la Grèce depuis dix ans*, par M. Jules Fleutelot.

même; mais elle peut s'indemniser, par les autres produits qui conviennent mieux à son sol, du manque de céréales. — La culture des vignes a pris, depuis quelques années, un grand accroissement. Le vin, avant 1835, ne figurait pas sur la liste des exportations. Depuis cette époque, les procédés de fabrication ayant été perfectionnés, plusieurs navires ont transporté le malvoisie de Grèce en Allemagne, et même à Boston et à New-York. La récolte des raisins de Corinthe a presque doublé. — L'huile d'olive, qui devrait être le principal élément du commerce grec, a été, jusqu'à présent, repoussée des marchés européens à cause de sa mauvaise qualité. De nouveaux procédés de clarification viennent d'être importés tout récemment en Grèce. Des oliviers sauvages ont été greffés dans plusieurs des Cyclades, et particulièrement dans l'île de Tine, où nous avons pu voir que cette expérience avait parfaitement réussi.

On consommait dans le pays pour près d'un million de sucre importé. Depuis quelques années, la betterave a été naturalisée avec succès à Eubée, et une manufacture de sucre indigène vient de s'établir dont on a droit d'attendre les meilleurs résultats. — Les mûriers, qui, au XIIe siècle, étaient si nombreux dans la Morée qu'ils avaient donné leur nom au pays (1), ont été presque entièrement détruits pendant la guerre. De nouvelles plantations viennent d'être faites, et l'exportation de la soie a monté, dans ces dernières années, à près d'un million.

La marine marchande s'est relevée peu à peu. De 1838 à 1840, 613 bâtimens de toutes grandeurs sont sortis des chantiers seuls de Syra; les affaires du cabotage ont triplé depuis 1833; enfin, le mouvement général des affaires commerciales, en y comprenant la valeur des exportations, des importations, du transit, du cabotage, s'est élevé, en dix ans, de 26 millions 800,000 drachmes, à 78 millions 800,000. L'organisation de la marine royale laisse encore beaucoup à désirer; elle a été jusqu'à présent confiée à des Bavarois que la situation de leur pays n'obligeait pas à savoir distinguer le bossoir de la dunette d'un navire. Cependant les vaisseaux du roi, si l'on peut leur donner le titre de vaisseaux, ont fait avec assez de succès une guerre d'extermination aux pirates qui infestaient les côtes du Péloponèse.

D'année en année, le chiffre de l'armée a été diminué; elle se

(1) D'autres prétendent que le nom de *Morée* fut donné au Péloponèse à cause de sa configuration géographique, qui présente à peu près la forme d'une feuille de mûrier.

compose aujourd'hui d'environ neuf mille soldats. On parle d'établir une sorte de landwehr au moyen de laquelle on pourrait en quelques jours faire une levée de cent mille hommes. — Une gendarmerie nombreuse et bien organisée a rétabli la sécurité dans le pays. Les vols à main armée, autrefois nombreux, sont maintenant fort rares.

En Grèce, on ne pouvait pas tout-à-fait oublier les arts. Une société archéologique a ordonné des fouilles qui ont produit quelques précieux débris. — Un travail très complet, publié ici même (1), ne nous laisse rien à dire des améliorations apportées récemment dans l'instruction publique.

Pour terminer cet aperçu trop rapide de la situation actuelle de la Grèce, il nous suffira d'emprunter quelques chiffres au tableau des recettes et dépenses de l'état pour l'année 1843, présenté, le 31 janvier, par le ministre des finances, M. Rhallis (2). La recette, pour 1843, est estimée à 17,198,115 drachmes; la dépense, à 18,666,482. Il y a donc encore cette année un déficit de 1 million 468,367 drachmes; mais le déficit était de 10 millions en 1834, de 7 millions et demi en 1837, de 2 millions 900,000 drachmes en 1842.

Ce tableau, qui semblerait prouver que le malaise des finances a diminué, a rencontré, il faut le dire, beaucoup d'incrédules; dans tous les cas, le progrès des affaires commerciales est évident. Mais, au gré des Hellènes, il n'a pas été assez rapide : ils ont oublié le bien qu'avait fait le gouvernement en songeant à celui qu'il aurait pu faire. Ces améliorations, ils croient en être redevables bien plus à eux-mêmes qu'à l'administration, qu'ils ont toujours accusée de n'avoir qu'une force négative et qui, disent-ils, a paralysé leurs efforts plus souvent qu'elle ne les a secondés. En dix années, combien la Grèce aurait dû marcher! et qu'elle a fait peu de pas depuis le départ de M. Maürer! Tout en rendant justice à l'activité du roi, on voyait que rien ne résultait du travail opiniâtre auquel il s'était condamné. Les Grecs ne doutaient pas qu'il ne voulût la prospérité du pays, et ils savaient que si, pour bien faire, quelque chose lui manquait, ce n'était pas le bon vouloir. Mais tout languissait. Plusieurs officiers bavarois entouraient encore le jeune monarque; ils avaient hérité de toute la haine que l'on portait à leurs devan-

(1) Voyez le travail de M. Ampère sur l'*Instruction publique en Grèce* dans la livraison du 1er avril 1843.

(2) Nous nous bornons à citer les chiffres de M. Rhallis, sans en garantir l'exactitude. Dans le *Moniteur* du 4 mai, on n'estime les recettes qu'à 15,669,795 drachmes, et on conserve pour les dépenses le chiffre de M. Rhallis.

ciers. Avant la révolution du 15 septembre, on ne se doutait guère en France de l'aversion qu'ils inspiraient. Il y a quatre mois, en parlant de la situation des Cyclades, nous disions (1) que le gouvernement bavarois était considéré à Athènes comme une *colonie étrangère à charge au pays*, et l'on nous blâma d'avoir émis une opinion aussi formelle. Si nous ne nous attendions pas à voir les évènemens justifier si tôt nos paroles, nous savions qu'il suffisait d'avoir passé une journée à Athènes pour connaître l'horreur qu'inspire aux Grecs tout ce qui est Bavarois. On pensait généralement que la constitution promise dès l'arrivée du roi, et toujours ajournée depuis cette époque, pourrait seule assurer la prospérité du pays. En reculant toujours, malgré les demandes réitérées de la nation, l'exécution de sa promesse, le jeune monarque avait excité un profond mécontentement. Les agens d'une puissance qui ne cesse de se creuser sourdement une route souterraine dans tout l'Orient, aiguillonnaient les plus irrités. Des brochures imprimées à Constantinople, et contenant contre le roi et la reine d'indignes calomnies, furent répandues en Grèce. Ces libelles, qui, chose remarquable, furent dès leur apparition attribués à la Russie, trouvèrent plus d'échos dans les provinces que dans la capitale. Le parti russe (nous avons dit le sens qu'il fallait donner au mot *parti*), le parti russe doit à des sympathies religieuses de réunir sous son influence à peu près la moitié des Hellènes; mais il est, sans contredit, le plus faible à Athènes. Toute petite qu'elle est encore, la capitale de la Grèce tend, comme toutes les capitales, à centraliser le pays. Les jeunes Athéniens ont été élevés, pour la plupart, en Allemagne, en Angleterre ou en France. Les idées d'Europe ont singulièrement modifié l'intolérance native de leurs sentimens religieux, et ils ont rapporté de leurs voyages des principes de libéralisme qui ne rendent pas à leurs yeux l'autocratie du czar le meilleur des gouvernemens possibles; mais le peuple ignorant a conservé les haines religieuses dans toute leur violence. La Russie a pu se servir avec succès de ce puissant levier, non pas pour produire le soulèvement du 15 septembre, mais bien pour accélérer de quelques mois, de quelques années peut-être, une révolution inévitable, dont le principe était ailleurs, et dont le résultat, elle l'espérait du moins, pouvait être le renversement du roi.

Le récit des derniers évènemens, tel même que les journaux l'ont

(1) Voyez l'article sur *l'Ile de Tine* dans la livraison du 1er juin.

publié, prouve suffisamment que c'était contre les Bavarois et le système administratif que la nation se révoltait, et non contre le roi lui-même. Le courroux qui poursuivait les ministres est tombé devant le souverain. C'est à tort qu'un épisode de l'émeute a pu faire penser le contraire à quelques personnes. On a dit que Kalergi avait tiré son sabre devant le roi, en proférant une menace injurieuse; s'il était vrai, ce fait serait assez grave, ce nous semble, pour que les rapports officiels en eussent parlé : or les dépêches n'en font aucune mention, et toutes les lettres particulières le démentent. Voici, en revanche, un autre fait dont nous garantissons l'authenticité, qui paraîtrait prouver que l'attitude des officiers était dans cet instant toute différente de celle qu'on leur a prêtée. Le peuple et l'armée entouraient le palais; on criait de tous côtés : à bas les Bavarois! vive la constitution! L'effervescence était au comble, quand passa un Bavarois, officier supérieur, et particulièrement détesté à Athènes. Quelques soldats voulurent se jeter sur lui, mais un simple sous-lieutenant, les arrêtant du geste, leur dit : « Mes amis, souvenez-vous que vous êtes les vainqueurs! » et tous les soldats rentrèrent dans les rangs. Voilà ce qu'on peut opposer à l'histoire de Kalergi, dont peut-être, en bien cherchant, on trouverait la source dans les feuilles allemandes. Au reste, lors même que ce fait serait exact, — et nous persistons à le nier jusqu'à pleine confirmation, — il ne faudrait voir dans cette manifestation hostile à la personne du roi que l'effet coupable d'un ressentiment individuel, qui aurait été sévèrement blâmé par la nation. Les Grecs ont tout intérêt à ce que le roi Othon reste sur le trône. S'il abdiquait, de deux choses l'une, ou ce malheureux pays tomberait encore une fois dans l'anarchie, ou il écherrait à un nouveau souverain. L'anarchie, les Grecs la connaissent, et ils savent qu'un roi nouveau, fût-ce même le duc de Leuchtemberg, ferait tout rétrograder de dix ans, et remettrait les choses où elles étaient à l'arrivée du roi Othon.

Faut-il ajouter, pour conclure, que la Russie, en démasquant trop tôt ses projets, vient de compromettre singulièrement son influence en Grèce? La part qu'elle a prise aux derniers évènemens est trop patente pour qu'elle puisse la nier; la destitution de M. de Katakasy, qui est le désaveu formel de cette participation, n'a désabusé personne. On pouvait même prévoir la façon d'agir du cabinet de Pétersbourg : les évènemens de Serbie sont-ils si loin? Dans des circonstances presque analogues sa conduite a été absolument la même. Sa politique en Orient ne change pas : avancer incessamment, mais

dans l'ombre, sans bruit, et de façon à pouvoir se retirer sans être vu, si l'alarme était donnée, tel a toujours été l'ordre immuable, telle est la marche qu'elle vient encore de suivre en Grèce. La conduite sage du roi Othon dans ces dernières circonstances a déjoué tous les calculs que les ennemis de la Grèce avaient pu baser sur l'opiniâtreté bien connue de son caractère. Ils espéraient le voir rompre plutôt que plier; mais il a cédé, et il a eu raison. Le roi est maintenant tel que le voulaient les Grecs, tel qu'il avait promis d'être. Le pays a donc gagné la partie, et le souverain n'a rien perdu; car, si en prêtant serment au régime constitutionnel, le roi des Grecs a renoncé à la plus grande partie de ses pouvoirs, on sait que ces pouvoirs auraient toujours été inutiles entre ses mains. Par le fait, son rôle n'a pas changé. Seulement il s'est déchargé d'une immense responsabilité, et il a laissé place à d'autres pour qu'ils fassent ce qu'il n'a pu faire. Voilà ce qu'on pense en Grèce; ailleurs on juge autrement les choses. En voyant ce jeune monarque obligé de déclarer solennel le jour où il a perdu ses prérogatives, l'Europe a compris la faiblesse du roi des Grecs. Elle sait combien est petite la part qu'on doit lui faire; elle sait que, si on ne doit pas l'accuser des fautes du gouvernement qui vient de tomber, il ne faudra pas, non plus, lui attribuer le bien que pourra faire celui qui va s'établir. Si la prospérité renaît en Grèce, nul n'en tiendra compte au roi Othon. Quoi qu'il puisse arriver, ce prince a perdu l'occasion d'être appelé le régénérateur de la Grèce, et ce beau titre lui fut offert.

Combien était belle la position que donnait au fils du roi de Bavière le décret des trois puissances! Quel plus beau rêve s'est jamais offert à l'imagination d'un jeune prince? Ce rêve était réalisable : le roi Othon avait peut-être sous la main tous les élémens d'une restauration; mais les circonstances étaient difficiles, il fallait une voix puissante pour maintenir chacun à son poste, dans un temps où le vaisseau de l'état, pour nous servir de la comparaison d'un grand orateur, était une barque si fragile, si vacillante, que le déplacement de quelques misérables individualités pouvait la submerger. Il eût fallu au gouvernail un pilote prudent et hardi pour sauver la Grèce. Qui sait si l'avenir ne se serait pas chargé de doter le jeune royaume? Qui sait si cette nation régénérée n'aurait pas, au jour d'une imminente catastrophe, maintenu du côté de l'Orient l'équilibre européen? Au lieu de cela, qu'est-il arrivé? qu'arrivera-t-il? Le jour où les débris de l'empire ottoman rouleront vers l'Occident, qui peut dire si la Grèce ne sera pas entraînée par cette grande avalanche, et

si ce malheureux pays, qui fut le plus beau des royaumes, ne deviendra pas une pauvre province? Cependant tout est loin d'être perdu. La révolution d'Athènes a eu un immense retentissement dans la Turquie d'Europe, dans l'Archipel et dans l'Asie mineure; de tous côtés les Grecs asservis tendent les bras à leurs frères délivrés. Sans doute on a beaucoup à craindre, mais on a tout à attendre d'une nation qui jamais n'a désespéré d'elle-même.

. . . .

J'étais depuis quinze jours à Athènes, et je n'avais encore vu le roi que de loin, à la promenade du dimanche. Ce jour-là, au coucher du soleil, la musique d'un régiment se rassemble au milieu d'une plaine un peu en dehors de la ville, et donne en plein air une sérénade à la population. Cette fête hebdomadaire attire une foule nombreuse et assez curieuse à observer. Bien que le costume européen y domine, les fez rouges se mêlent en assez grand nombre aux chapeaux de castor, et, au milieu des sombres habits des dandies, on voit briller çà et là les paillettes de la veste d'un pallicare; des officiers caracolent sur de jolis chevaux de Syrie. Malgré leur petite casquette et leur longue redingote bleue à collet rouge, à poitrine rembourrée, selon l'ordonnance de Munich, ces jeunes militaires n'ont en aucune façon la tournure germanique. Rien qu'à voir ce beau lieutenant qui passe fièrement, portant haut la tête, retroussant cavalièrement sa moustache et posant volontiers devant le spectateur, on reconnaît l'élégant Athénien sous la livrée bavaroise. Les dames arrivent en calèches découvertes, et font grand étalage de chapeaux à plumes, de robes éblouissantes. Vers le milieu de la soirée, la voiture royale est invariablement signalée, et l'on voit arriver une sorte de *phaëton*, attelé de deux chevaux allemands, harnachés à l'anglaise, que le roi conduit lui-même. Le prince est vêtu à la grecque; la reine, habillée à la française, est assise auprès de lui. De loin, je n'avais pu me faire qu'une idée très vague de la physionomie du roi Othon et de la beauté de la reine Amélie; mais bientôt l'occasion me fut offerte de contempler tout à mon aise leurs majestés helléniques. L'escadre française mouillée dans le Pirée devait, sous peu de jours, appareiller pour Smyrne, lorsque la reine manifesta à l'amiral le désir de visiter son vaisseau. M. de Lasusse offrit de donner un bal à son bord, et sa proposition fut acceptée.

Par une magnifique soirée de juin, tous les navires du Pirée étaient couverts de leurs pavillons. Les embarcations de l'escadre, conduites par des rameurs vêtus de blanc, commandées par les élèves, atten-

daient au débarcadère et portaient à l'instant au vaisseau amiral tout invité qui se présentait. Les apprêts de la fête avaient été ordonnés avec un bon goût remarquable. La reine désirait voir un vaisseau français; il fallait le lui montrer dans sa plus belle parure, c'est-à-dire prêt à combattre. Aussi, de tous côtés, n'apercevait-on que des appareils de guerre, et nulle part les préparatifs du bal qui devait avoir son tour. Une partie de l'équipage était sous les armes; les canonniers, rangés autour des pièces, tenaient en main le refouloir ou la mèche allumée. Pour arriver à l'amiral, il fallait passer devant une haie de matelots à figures bronzées, à tournures martiales, et devant des groupes d'officiers en grand uniforme. La société était réunie, lorsqu'un coup de canon signala l'arrivée de leurs majestés. Dès que le roi eut mis le pied sur son canot, le pavillon de Grèce, rayé de bleu et de blanc, monta au grand mât de *l'Inflexible* et fut appuyé de cent-un coups de canon; les tambours battirent aux champs, la musique joua une fanfare guerrière; les bâtimens firent feu de toutes leurs batteries; les matelots s'élancèrent dans les haubans, grimpèrent sur les vergues, et, agitant au-dessus de la fumée leurs chapeaux cirés, ils poussèrent trois *hurrahs*, qui retentirent comme des roulemens de tonnerre. L'amiral et le ministre de France attendaient leurs majestés au bas de l'échelle. Quand le roi Othon, en costume grec, parut sur le pont, au bruit des tambours, il sembla un peu embarrassé de sa longue personne et salua assez gauchement ceux qui l'entouraient. La reine, souriante et montrant ses dents blanches, s'avança gracieusement, suivie des dames de la cour, dont quelques-unes portaient la charmante tunique des Grecques et la toque rouge, d'où s'échappaient leurs longs cheveux noirs. Les aides-de-camp du roi, élégamment vêtus à l'albanaise, entrèrent à la suite de leurs majestés dans les beaux appartemens de l'amiral, où les personnes déjà présentées se rassemblèrent. Le pont resta presque désert; au fracas des canons, au bruit éclatant des fanfares, succéda un instant de silence. On voyait au loin les quais couverts de monde; au-dessus des grands mâts des vaisseaux, un énorme nuage de fumée, poussé par une molle brise, se roulait dans l'air transparent, se colorait des teintes splendides du ciel, et laissait entrevoir par intervalle à l'horizon les couleurs éclatantes d'un magnifique coucher de soleil. — La reine resta cinq minutes à peine dans les salons de la dunette, et pourtant, lorsqu'elle reparut sur le pont, tout y était changé comme par enchantement. Il n'y avait plus de cordages, plus de matelots, plus de guerre, et pour ainsi dire plus de vaisseau; *l'Inflexible* s'était

métamorphosé en une vaste tente ornée de guirlandes de fleurs, éclairée par des milliers de bougies fichées fort ingénieusement dans des faisceaux de baïonnettes, dont l'acier poli répercutait admirablement la lumière. Un théâtre avait été dressé au pied du grand mât; l'orchestre était à son poste; des fauteuils attendaient les spectateurs. Jamais à l'Opéra changement à vue n'a été mieux exécuté; l'amiral avait à son bord plus de neuf cents machinistes les plus agiles du monde. La fête commença par une de ces représentations nautiques à l'aide desquelles, à bord des vaisseaux, les matelots essaient tous les dimanches de conjurer l'ennui des longues traversées. Un vaudeville fut joué avec beaucoup de verve, les costumes des acteurs provoquèrent de fous rires; l'ingénue de la pièce, jeune fille blonde vêtue de blanc, gantée de jaune, représentée par un gabier de la grande hune, rougissait d'une façon tout-à-fait divertissante des complimens un peu crus que lui détachait à brûle-pourpoint un timonier métamorphosé en dandy.

Après le spectacle, qui se termina au milieu d'applaudissemens unanimes, les officiers furent présentés à leurs majestés, et le ministre de France m'offrit de me faire partager cet honneur. Tout en répondant de mon mieux aux questions que voulut bien m'adresser le jeune monarque, je l'examinai avec soin : le roi Othon a maintenant vingt-huit ans; il est brun, bien fait, de haute taille; vu de loin et à cheval, il semble d'assez belle tournure, mais de près sa physionomie n'a rien d'agréable : il a le visage aplati, le teint jaune; ses lèvres sont épaisses, ses cheveux crépus, ses moustaches peu fournies. Il semble mal à l'aise dans ses habits; ses mouvemens trahissent une gêne continuelle, et l'on souffre pour lui de sa timidité. Il portait une veste de drap bleu de ciel brodée d'argent et un fez à houppe bleue; une fustanelle blanche, des guêtres pareilles à la veste, et des babouches rouges, complétaient cet élégant costume. La reine parle le français avec beaucoup de facilité. Elle me demanda comment j'avais trouvé Athènes, et comme je balbutiais je ne sais quelle réponse mensongère, elle m'interrompit en me disant que nécessairement ma première impression avait dû être un peu de surprise. « Athènes est un nom qui parle trop à l'imagination, pour qu'un Français surtout, dit-elle en souriant, n'éprouve pas en arrivant un mécompte; mais la ville s'agrandit tous les jours, et si vous revenez dans quelques années, ajouta-t-elle avec beaucoup de grace, vous la trouverez fort embellie. » La reine est charmante; elle paraît avoir vingt-quatre ans; sa taille est svelte, élancée; sa physionomie, vive, spirituelle; ajoutez

à cela une peau très blanche, de grands cheveux châtains, de belles épaules, de jolies dents, et, chose rare chez une Allemande, de très petits pieds : c'est assurément plus qu'il n'en faut pour faire d'une gracieuse femme une délicieuse reine. Elle a les yeux si beaux, qu'on trouve tout naturel qu'elle en connaisse la puissance, et l'on aime à voir cette bouche souriante, cette démarche légère, à la jeune souveraine d'un peuple qui fut le plus élégant de tous les peuples. La reine Amélie est d'ailleurs une femme d'esprit; elle a sur le roi une grande influence, et l'on sait qu'elle a beaucoup contribué, dans les derniers évènemens, à faire fléchir la raideur de son caractère.

On walsa avec frénésie jusqu'à cinq heures du matin. En s'éloignant un peu du tourbillon des danses, on pouvait jouir sur l'avant du vaisseau d'un spectacle tout différent. Les yeux éblouis par l'éclat des bougies se reposaient tout à coup, au sortir de la salle du bal, dans les molles lueurs d'un beau clair de lune; tout dormait dans le port; la silhouette immobile et les agrès élégans des navires à l'ancre se dessinaient en noir sur un ciel étoilé. Quelque chose de doux flottait dans l'atmosphère, on entendait à la fois le murmure lointain de la mer et le bruit affaibli de la fête. Ces walses, on se rappelait les avoir entendues en France, et la pensée retournait doucement vers la patrie absente. Ce port, c'était le Pirée! Ces astres, qui brillaient là haut, avaient éclairé les splendeurs d'Athènes; par une nuit semblable, ils avaient guidé vers ce même rivage la flotte victorieuse de Salamine!

ALEXIS DE VALON.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 novembre 1843.

La majorité de la reine d'Espagne vient d'être proclamée, et Isabelle a prêté serment devant les cortès. Quelques anarchistes à part, ainsi que quelques-uns de ces étroits logiciens qui préfèrent un syllogisme à la patrie, toutes les opinions, tous les partis, s'accordaient à reconnaître qu'il n'y avait pas un autre moyen de salut pour l'Espagne. Personne n'était plus en état d'en garder ou d'en prendre le gouvernement. De tous les côtés, on n'apercevait plus que des ruines; le trône seul restait debout. C'est autour du trône constitutionnel que devaient se rallier à la hâte tous ceux qui ne voulaient pas livrer leur pays aux derniers égaremens de l'anarchie, et préparer ainsi le retour du pouvoir absolu; car il reste toujours une chance au despotisme, la chance de se voir rappelé comme un moyen de délivrance. Les nations, avant tout, veulent exister, et lorsque la liberté dégénère en un profond et incurable désordre, elles préfèrent la servitude à la mort.

Les cortès ont bien mérité de la patrie. La majorité de la reine a été proclamée à la presque unanimité. C'était évidemment le *verdict* du pays. Aucun parti ne peut revendiquer l'honneur ni les avantages de la mesure : elle leur appartient à tous. Le décret des cortès est un fait éminemment national. C'est l'Espagne déclarant formellement à don Carlos, à Espartero, à la république, qu'ils sont tous également repoussés par le pays.

L'ordre légal recommence enfin en Espagne. Un gouvernement régulier se mettra à l'œuvre, et il trouvera devant lui une tâche bien difficile et bien rude. Le désordre est au comble dans les finances, dans l'administration, dans l'armée. Partout les traditions du despotisme et les désordres de l'anar-



chie se sont mêlés d'une si étrange façon, que l'ordre et la liberté en ont également disparu. La bureaucratie n'a de puissance que pour égarer les administrés dans un dédale inextricable de difficultés et de lenteurs, et pour vendre ses services au plus offrant. L'armée, surchargée d'officiers sans troupe, créatures de tous les pouvoirs éphémères qui se sont rapidement succédé en Espagne, a besoin d'une main ferme et prudente qui la réorganise. Le pouvoir municipal déborde de toutes parts et paralyse à chaque instant les forces du gouvernement national. Si les cortès ne trouvent pas le moyen de ramener ce pouvoir dans ses justes limites, si elles acceptent ce retour du moyen-âge avec tous ses principes dissolvans, c'en est fait de l'unité espagnole, de la force du pays, de la grandeur de l'Espagne. Royaume nominal, elle ne serait en réalité qu'une permanente anarchie, comme les royaumes du XIII[e] siècle.

A ces graves difficultés viennent s'ajouter les rivalités des partis et les dissentimens des hommes considérables du pays. La coalition a fait son œuvre, il est juste de le reconnaître : elle a tenu ses promesses, la reine est majeure; l'Espagne a un gouvernement régulier. Cependant on espérait plus encore du parti parlementaire; on espérait que par l'accord de ses chefs, par leurs forces réunies, il offrirait à la reine les moyens de réaliser le bien que l'Espagne attend du nouvel ordre de choses. Ces espérances paraissent vaines : le parti parlementaire est déjà brisé. M. Olozaga et M. Cortina ne marchent plus ensemble; l'ambition les sépare. Le gouvernement de l'Espagne ne leur paraît pas une assez grande chose pour pouvoir tous s'y placer en même temps et s'y trouver à l'aise. Il est juste cependant d'ajouter que ce n'est pas à M. Olozaga qu'on doit imputer la rupture. Il n'en est pas l'auteur, l'auteur direct du moins. Il paraissait au contraire disposé à accepter le concours de son rival en talent et en influence, M. Cortina; mais il a oublié peut-être combien il faut de mesure, de ménagemens et de prudence pour qu'une alliance de cette nature devienne possible et obtienne quelque durée. Sans doute, la parfaite égalité de situation de deux ministres dirigeans dans un même cabinet est une chimère. Au fait, il est impossible que l'un ne finisse pas par se placer quelque peu au-dessus de l'autre, ou par ses talens, ou par ses antécédens, ou par ses liaisons politiques, bref par une circonstance quelconque, ne fût-ce que par un caprice de l'opinion. C'est là le danger de ces alliances, danger certain, inévitable, permanent comme l'amour-propre de l'homme. A Dieu ne plaise que nous refusions de croire à la vertu! mais la vertu est chose admirable parce qu'elle est bonne et belle en soi, parce qu'elle est rare, et parmi les actes de dévouement, le plus rare, le plus difficile est celui qui consiste, non à faire une fois un grand et éclatant sacrifice, mais à ne pas sentir les piqûres de tous les instans, à se dissimuler à soi-même ce à quoi personne ne fait attention, et dont nul ne nous sait gré, pas même celui qui profite de votre résignation. Quoi qu'il en soit, c'est surtout au début que les ménagemens sont nécessaires, lorsque les circonstances du pays exigent un minis-

tère de coalition composé d'hommes nouveaux. Aucun d'eux n'ayant encore de titre reconnu et incontestable à la première place, chacun rencontre des amours-propres prêts à se révolter, des chefs dont l'armée partage et irrite les passions. C'est un camp féodal: on croyait aujourd'hui marcher demain tous ensemble à l'ennemi; demain chaque bannière reprend le chemin de son manoir, heureux encore si les confédérés ne tournent pas leurs armes les uns contre les autres.

Ces observations ont peut-être échappé à M. Olozaga dans le moment décisif. Ambassadeur en France, investi de hautes fonctions dans la maison de la reine, peut-être a-t-il cru et laissé trop entendre que sa place était marquée, et qu'il ne pouvait en exister une autre au même niveau.

Quoi qu'il en soit, toujours est-il que M. Cortina n'a point accepté la situation quelque peu secondaire que M. Olozaga paraissait lui laisser. Il a été franc et sincère, il n'a pas su être généreux dans l'intérêt de son pays. Avocat de renom et de grande clientelle, M. Cortina n'a pas hésité. Il a préféré le gouvernement de l'opposition, qui lui laisse son cabinet d'avocat, au gouvernement du pays, qui le lui enlevait sans lui donner ni une pleine satisfaction d'amour-propre ni une garantie de durée. Une fois sa résolution prise, nul n'a pu certes l'accuser de duplicité. Il a brusquement, nettement changé de situation et de langage. Il est rentré dans son camp particulier, et il n'est pas besoin d'ajouter qu'il y a ramené la plupart de ses amis. C'est là ce qui rend la position difficile pour tout le monde, car M. Olozaga appartenait au même camp. Il y trouvait, lui aussi, son importance politique et ses forces. Tout naturellement leurs amis communs se sont divisés comme les chefs; mais tout naturellement encore les tendances des progressistes étant vers l'opposition, le gros bataillon est probablement resté avec M. Cortina, et M. Olozaga ne peut amener au parti gouvernemental que quelques hommes fatigués du rôle d'opposans ou dévoués à sa personne. S'il en est ainsi, la situation de M. Olozaga lui-même se trouverait profondément altérée. N'amenant aux *modérés* qu'un faible renfort, il n'est plus le maître de la position; il doit recevoir plus qu'il ne donne. Au lieu d'être le chef vrai et reconnu du parti gouvernemental, il n'en serait plus que l'homme d'affaires et l'instrument.

C'est dire que la situation politique à Madrid est loin d'être simple et facile. Elle amènera peut-être plus d'une péripétie. Nous croyons néanmoins que tout s'y passera dans les limites de la légalité. Nous persistons à penser que l'Espagne touche aux derniers jours de sa longue et sanglante anarchie. Le vote sur la question de la majorité de la reine a suffisamment démontré que les partis ayant quelque force et quelque avenir ne veulent désormais se rencontrer et se mesurer que sur le terrain de la monarchie constitutionnelle et par des débats parlementaires. Les partis ont une sagacité instinctive qui ne les trompe guère. Ils sentent que le pays est fatigué de guerre civile, et que, loin de leur prêter aide et appui, il prendrait en horreur les auteurs de nouvelles luttes et de nouveaux désordres.

Les évènemens de la Catalogne et de l'Aragon ont dû dessiller les yeux de quiconque a conservé en Espagne quelque peu de raison et quelques sentimens honnêtes. L'isolement où le pays a laissé ces bandes de frénétiques prouve assez que leur drapeau n'est pas le drapeau national. Les rebelles avaient affaire à un gouvernement provisoire, faible, incertain de lui-même; ils n'ont pu néanmoins le détruire. Leur exemple, leurs succès momentanés, n'ont séduit personne. Ils se sont trouvés renfermés par la force des choses comme dans un cercle de fer; ils ont laissé au gouvernement tout le temps qui lui était nécessaire pour réunir ses forces, pour organiser la résistance. La révolte ne succombe pas sous un coup d'éclat, elle meurt d'épuisement et d'impuissance. C'est alors, et ce n'est qu'alors que l'ordre public peut compter sur l'avenir. Un autre fait vient de prouver que la faction anarchiste est aux abois. Ce fait, c'est l'assassinat qu'on vient de tenter sur Narvaez : c'est l'histoire de toutes les factions qui n'ont d'autre principe, d'autre but que l'anarchie. Après l'insurrection, l'assassinat. C'est par l'assassinat qu'elles achèvent de se démasquer et de se perdre, car ce jour-là le pays les prend en horreur; elles ont profondément blessé la conscience publique : plus de doute, plus de prestiges, les formes et les apparences de la guerre ne sont plus là pour faire illusion aux esprits et jeter le doute dans les consciences. Ceux qui, dans un moment d'exaltation, d'égarement, acceptent le rôle et le nom de combattans, fût-ce même contre les lois de leur pays, ne veulent pas du nom d'assassins. Ne calomnions pas la nature humaine : l'assassinat, surtout lorsqu'il n'est pas revêtu des formes légales, n'est jamais résolu que par un petit nombre d'hommes. Il est le fait de quelques individus, il n'est pas le fait d'un parti, du moins d'un parti nombreux. Les assassins s'isolent, leurs amis eux-mêmes les abandonnent; non-seulement ils ne veulent plus être leurs alliés, ils ne veulent pas même l'avoir été.

Les affaires d'Orient paraissent devoir présenter sous peu de nouvelles difficultés et de graves complications. Sans se manifester encore par des faits considérables, éclatans, la décadence progressive de la Turquie se révèle par des signes non équivoques. Le gouvernement est sans prévoyance et sans force : il n'est plus occupé qu'à réprimer tardivement, honteusement, les désordres qu'il est hors d'état de prévenir. Comment en serait-il autrement? Quelle force, quelle dignité peut avoir un gouvernement qu'hier encore la Russie foulait, pour ainsi dire, aux pieds dans les affaires de la Serbie? Les Turcs, à la fois orgueilleux et barbares, s'irritent d'une faiblesse, d'une décadence qu'ils ne peuvent pas ne pas apercevoir, mais dont ils sont loin de comprendre les causes. Ils l'attribuent au contact de la Porte avec les puissances chrétiennes. Ce qui est une nécessité, et ce qui leur serait un moyen de salut, s'ils pouvaient en profiter, ne leur paraît qu'une faute dont s'indigne leur brutale arrogance. De là ces insultes aux pavillons chrétiens, de là ces odieuses et sanglantes exécutions qu'impose au pouvoir une intolérance qui n'est plus de notre siècle, même en Turquie. La Porte finira par lasser la

patience, presque infinie cependant, des cabinets européens. D'un autre côté, ses sujets bravent tous les jours plus ouvertement un pouvoir qui ne sait plus ni les gouverner ni les défendre. Les insurrections ne peuvent pas ne pas se multiplier dans l'empire ottoman. Les deux élémens qu'il renferme, et que la force a pu seule contenir jusqu'ici dans la même enceinte, sont aujourd'hui aux prises, et la lutte ne peut finir que par leur séparation. Il est aujourd'hui impossible qu'aux portes de l'Europe des millions de chrétiens demeurent asservis par des Turcs. Ce sont là des faits d'une autre époque, qui se prolongent sans doute, pendant quelques années, dans l'époque qui les repousse, mais ils se prolongent en s'affaiblissant, et rien ne peut leur rendre la puissance et la vie. C'est ainsi qu'on retrouve encore en Europe quelques restes de la féodalité; cependant le principe féodal n'existe plus, et il n'est donné à personne de le faire revivre. La domination musulmane sur les peuples chrétiens aura dans sa chute un cours beaucoup plus rapide que la féodalité, non-seulement parce que les idées et les faits marchent plus vite aujourd'hui qu'ils ne marchaient il y a trois siècles, mais aussi parce que cette domination a moins de forces propres et plus d'ennemis que n'en avait le système féodal.

La Porte ne peut plus compter que sur la prudence des cabinets européens. Pour en profiter, il lui faudrait une habileté et une réserve qu'elle n'a pas. Sa faiblesse, ses imprudences et ses intrigues font sans cesse éclater l'insurrection et le désordre sur tous les points de l'empire. Aujourd'hui les Bosniens, demain les Albanais; aujourd'hui un pacha, demain un autre; l'insurrection est la pensée commune; on veut toute chose, hormis le gouvernement de la Porte. Dans ce moment, c'est le gouverneur du Sennaar, Ahmed-Pacha, qui lève l'étendard de la révolte, non à la vérité contre le sultan, mais contre le vice-roi d'Égypte. Aussi doit-on se demander avant tout si ce n'est pas là l'effet de quelque intrigue, une révolte commandée, et dont peut-être la Porte elle-même serait complice. Nous ne pouvons rien affirmer; mais si, par aventure, le divan avait trempé dans ce complot, il aurait bien mal compris les intérêts de l'empire ottoman. Ce n'est pas en excitant des troubles, en amenant des chocs, en forçant les puissances à s'occuper de ses affaires, qu'il en prolongera la chétive existence. C'est au contraire en s'abstenant de tout mouvement brusque, en ne faisant pas de bruit, en se laissant en quelque sorte oublier. La Porte ne devrait avoir qu'une seule pensée : la réforme de son administration intérieure; mais très probablement nous lui demandons l'impossible. Toute réforme sérieuse et efficace suppose lumières et puissance.

Quoi qu'il en soit, nos espérances et nos vœux ne sont pas là. Ils sont en Grèce, dans ce petit royaume qui est, à nos yeux, comme le germe du grand état qui doit un jour hériter de tout ce que l'empire ottoman renferme d'européen et de chrétien. Un jour, la question sera nettement posée, c'est la question de savoir si la succession doit s'ouvrir au profit de la Russie ou du

royaume grec, bien petit état sans doute en comparaison de son terrible compétiteur; mais, selon toutes probabilités, le petit état aura pour lui l'Europe, et l'équilibre sera ainsi rétabli. La Russie, dit-on, voit de très mauvais œil la révolution grecque et l'établissement d'une constitution. On peut le croire sans peine; il serait ridicule à la Russie de s'en montrer satisfaite. Pourtant, si l'Angleterre et la France sont d'accord, c'est à peu près comme si la Russie était seule de son avis. Si l'Autriche et la Prusse ont pu ne pas approuver le mouvement grec, elles n'ont aucun intérêt à se séparer, dans ce cas, de l'Angleterre et de la France. La Grèce constitutionnelle et paisible leur vaut mieux que la Grèce agitée et pouvant d'un instant à l'autre devenir la cause d'un embarras pour l'Europe.

C'est aux Grecs qu'il appartient de se tenir sur leurs gardes et de ne pas donner prise à leurs ennemis. En se jetant dans l'anarchie, ils compromettraient un noble et brillant avenir. La chrétienté a les yeux sur eux, prête à les maudire s'ils se montrent indignes du grand rôle que la Providence paraît leur avoir réservé.

On dit qu'une vaine tentative de contre-révolution a eu lieu à Athènes dans la nuit du 9 au 10 octobre, et on ajoute que l'auteur de cette tentative se trouve aujourd'hui à Munich, qu'il est traité avec une grande distinction, qu'il habite le château, et sort dans les équipages de la cour. Rien de plus naturel et de plus légitime que d'accueillir un réfugié politique; mais il est moins naturel, si le fait est vrai, d'en faire l'hôte et le protégé du père du roi Othon.

Le jury a prononcé à Dublin la mise en accusation d'O'Connell. En lisant les détails de cette procédure, en voyant à quelles minuties on s'attache de part et d'autre, en se représentant le bouillant *agitateur* tranquillement assis à côté de son avoué qui soulève je ne sais quel minime incident de forme, on est tenté de se demander si on n'a pas été dupe d'une illusion, si cette bruyante affaire du *repeal* a été autre chose qu'une comédie. Voilà le maître de l'Irlande, l'idole de ce peuple si vif et si dévoué, traduit à la barre d'un tribunal, accusé, et il n'y a pas même l'indice d'une émotion publique, et les choses se passent plus paisiblement qu'elles ne se passeraient chez nous, si cinq ou six communes étaient intéressées dans une question de vaine pâture. Est-ce sagesse? est-ce indifférence? ou bien le peuple aurait-il reconnu qu'on l'avait mené trop loin, par cela même que la justice du pays vient demander compte des faits du *repeal* à ceux qui en ont été les principaux auteurs? Ce qu'il y a de remarquable, c'est que les accusés ne paraissent pas désirer une prompte solution de la question judiciaire. Évidemment ils ont cherché des moyens dilatoires. Dans quelle vue? dans quel but? Toute conjecture serait hasardée. Cela peut tenir à des circonstances toutes particulières, et dont il est impossible à un étranger de se rendre compte. Toujours est-il que ces incidens, ces retards et ces petites combinaisons judiciaires prouvent qu'un verdict d'acquittement ne peut pas être enlevé de haute lutte.

qu'il faut calculer ses chances et ne rien négliger; bref, que c'est un procès comme un autre.

Il n'est pas moins vrai que le gouvernement anglais doit plus que jamais fixer son attention sur l'état du pays, non-seulement en Irlande, mais dans la Grande-Bretagne tout entière. Évidemment, le pays se couvre d'associations plus ou moins redoutables. Sans doute, leur but n'est pas le même, et la diversité de leurs vues en atténue les dangers en en divisant les forces. Elles ont cependant un point commun, la haine de ce qui existe. Ici les Irlandais, là les chartistes, ailleurs les pauvres, et puis l'association pour le suffrage universel, et puis d'autres associations encore, toutes organisées, nombreuses, actives, remuantes. Ce n'est pas là un fait sur lequel des hommes d'état puissent fermer les yeux. C'est le travail de la société anglaise qui aspire au principe moderne de l'égalité civile. Le problème, à nos yeux, est toujours le même. Il ne s'agit pas de savoir si l'Angleterre atteindra ou non ce but : sa haute civilisation lui en fait une nécessité; il s'agit de savoir si elle parviendra la première à l'atteindre sans secousse et bouleversement, sans révolution. C'est là un magnifique exemple à donner au monde, une sublime mission à remplir. L'Angleterre y travaille depuis vingt ans. Tout ami de l'humanité doit faire des vœux pour qu'elle achève une œuvre qu'il est déjà beau d'avoir tentée.

Dans l'Amérique du Sud, une lutte acharnée entre Buénos-Ayres et Montévideo ne cesse d'ensanglanter les rives du Rio de la Plata. On désespère de voir jamais un ordre de choses régulier s'établir dans ces malheureuses contrées. Il est à regretter que des Français aient cru devoir prendre part à des querelles qui leur étaient étrangères. On nous communique à ce sujet une note assez étendue d'un témoin oculaire et digne de foi : nous la donnons ci-dessous, par extrait; la question y est nettement posée et sérieusement discutée. Les journaux nous ont appris qu'une convention avait été signée entre le consul de France et le général Oribe, qui commande l'armée de Rosas devant Montévideo, convention d'après laquelle : 1° aucun Français ne devait être inquiété pour le passé; 2° nul ne pourrait pénétrer dans le domicile d'un Français qu'en vertu d'un acte écrit de l'autorité supérieure; 3° dans le cas où Montévideo serait pris d'assaut, le pavillon français couvrirait les habitations où il serait arboré, et d'ailleurs des passeports seraient donnés à tous les Français qui en demanderaient.

Le Mexique aussi se trouve livré à la violence des factions et fait de vains efforts pour obtenir enfin un gouvernement stable et régulier. Le Brésil et le Chili exceptés, il n'y a dans l'Amérique du Sud qu'agitation et désordre. Le Mexique est sérieusement aux prises avec l'Angleterre pour une insulte que Santa-Anna aurait faite au pavillon anglais dans une fête publique. D'un autre côté, un décret vient d'interdire aux étrangers tout commerce de détail dans toute l'étendue du territoire mexicain : mesure brutale et qui, si elle n'était pas rapportée sur la demande des gouvernemens étrangers, tournerait

au préjudice du Mexique lui-même. Est-ce ainsi qu'il attirera chez lui ce dont il a le plus besoin, l'industrie et les capitaux de l'Europe? En fixant ses regards sur l'Amérique du Sud, on est douloureusement frappé de l'impossibilité où elle paraît être de se donner un gouvernement éclairé et régulier. Voilà bientôt trente-cinq ans qu'elle s'efforce en vain de se constituer, et certes, pendant cette longue période, les communications avec l'Europe, les conseils, les secours, ne lui ont pas manqué. L'indépendance de ces états a été reconnue, et il y a long-temps que l'Espagne ne leur inspire plus aucune crainte et n'est plus pour les Américains une cause ou un prétexte d'agitation. D'où vient donc cette impuissance? Tient-elle à la race ou aux antécédens du pays? Il y a là une curieuse étude à faire. Ils sont maîtres d'eux-mêmes; les instincts sociaux, les sentimens de l'ordre, ne leur sont pas étrangers; le pays possède d'immenses ressources naturelles; l'Europe y a versé d'énormes capitaux. A l'aide de ces données, on ferait *à priori* de l'Amérique du Sud une histoire qui serait tout juste le contraire de la vérité.

A l'intérieur, la vie politique, suspendue en quelque sorte par les plaisirs de l'automne, n'a pas encore repris son cours. En attendant la saison parlementaire, les débats quotidiens n'ont pour s'alimenter que les entreprises de l'épiscopat et la polémique religieuse. Espérons que cette polémique touche à sa fin, et que la déclaration d'abus qui a frappé M. l'évêque de Châlons portera ses fruits.

Le conseil-général de la Seine vient de terminer sa session de 1843. En parcourant les procès-verbaux de ses délibérations, on est frappé de l'importance des questions qu'il a abordées et de la sagesse des avis qu'il a émis, des vœux qu'il a exprimés. Nous avons remarqué en particulier son avis sur la suppression de la vaine pâture, le dessèchement et le reboisement des terrains propres à ces opérations, son vœu relatif à l'importation des bestiaux, vœu parfaitement rédigé et par lequel le conseil demande avec une nouvelle instance que les bœufs maigres soient admis en franchise, que le droit sur tous les autres bestiaux soit perçu au poids et non par tête, et enfin que le droit pour cette perception soit uniforme et réglé de manière à apporter une nouvelle diminution sur les droits de douane à l'entrée des bestiaux. Il insiste également sur une réforme de notre régime hypothécaire et de la législation relative aux brevets d'invention. Nous aimons à croire que le ministère prendra ces avis et ces vœux en très sérieuse considération, et que nous pourrons déjà en voir quelques résultats à la session prochaine. L'ouverture en est fixée, dit-on, au 26 décembre.

Les différends que le gouvernement français a eus depuis 1830 avec les états de l'Amérique ont tous été suscités par les plaintes de ceux de nos nationaux qui résident dans les diverses parties du Nouveau-Monde. La France,

jalouse de sa dignité, a exigé des réparations : elle les a obtenues, tantôt par la force des armes, tantôt par l'entremise d'un médiateur.

Enhardis par ces précédens, les Français qui quittent leur patrie et traversent l'Océan pour aller sous d'autres climats tenter les hasards de la fortune, sont généralement enclins à penser que non-seulement la sollicitude de la France doit les suivre partout où ils portent leurs pas, mais que sa puissance matérielle doit être sans cesse à leur disposition. Si, au grief le plus léger qu'ils se croient en droit de reprocher à la nation qui les a accueillis, des forces imposantes ne sont pas toujours prêtes à agir pour obtenir une prompte et éclatante réparation, ils accusent le gouvernement de pusillanimité, et le représentent comme courbant lâchement la tête devant le chef d'une petite république. Ne dirait-on pas que la puissance de la France doit se mettre au service de tous les caprices et de toutes les folies de l'intérêt individuel?

Cette remarque s'applique à la conduite que les Français établis à Montévideo ont cru devoir tenir au moment où cette capitale de la république orientale de l'Uruguay était menacée par l'armée de Rosas. C'est sur les lieux mêmes, et en suivant attentivement la marche des évènemens, que nous avons cherché à connaître les motifs qui l'avaient suggérée, et les effets qui en sont résultés. Il importe, pour l'apprécier, de bien connaître d'abord la position respective des parties belligérantes au moment où l'amiral Massieu de Clerval a paru, avec sa division, dans le Rio de la Plata.

Le *Cerrito*, petite éminence située à six milles au nord de la ville, était occupé par l'avant-garde de l'armée de Rosas, composée de cinq mille hommes sous les ordres d'Oribe.

A la suite du combat de l'Arroyo-Grande, le général Riveira, après avoir rallié les débris de son armée, s'était retiré vers les frontières du Brésil pour s'y réorganiser, et avec le dessein de harceler l'ennemi tout en évitant les affaires décisives. Jusqu'à ce jour, Riveira n'a pas dévié de cette ligne de conduite.

La ville de Montévideo était défendue par quatre mille hommes de troupes régulières; une ceinture de fortifications devait opposer une vigoureuse résistance aux assaillans, si jamais il leur fût venu dans l'esprit de tenter l'assaut.

Le point culminant des environs, le *Cerro*, dont la base forme une des pointes qui protégent la petite rade et au sommet duquel est construit un fort assez considérable, était au pouvoir des défenseurs de la République Orientale. Certes, pour ceux qui ont examiné tous ces moyens de défense, dus au zèle et au patriotisme du général Paz, il était puéril de croire que, sans artillerie de siége, l'ennemi eût jamais osé tenter une attaque sérieuse.

Si, immédiatement après le combat de l'Arroyo-Grande et la défaite presque complète de Riveira, le lieutenant de Rosas eût marché sur Montévideo, nul doute que cette ville, alors sans défense, ne se fût rendue sans coup férir; mais, le vainqueur n'ayant pas su profiter de sa victoire, les habitans de Montévideo, revenus peu à peu de la terreur où les avait plongés la défaite

de leur général, se décidèrent à faire face à l'orage. Leur résolution fut efficace. Seulement, maître absolu de la campagne, il ne fut pas difficile pour Oribe d'intercepter toute espèce de communication entre la ville et l'extérieur.

Le commerce dut évidemment se ressentir de cet état de choses. La ligne de circonvallation devenait chaque jour plus difficile à franchir. Le commerce par mer, le cabotage, n'était guère plus aisé. Brown, avec l'escadrille argentine composée de sept voiles, exerçait une surveillance sévère sur toutes les parties de la côte : il rencontrait d'autant moins d'obstacles que ses adversaires n'avaient pas un seul bâtiment de guerre à lui opposer.

Cette situation, dont il était difficile de prévoir le terme, alarma justement les négocians étrangers. Leurs magasins étaient encombrés de marchandises, et ils avaient un grand capital en circulation, sans espoir de pouvoir de long-temps en effectuer le recouvrement. De là leurs plaintes et leurs reproches. Mais que pouvaient l'amiral et le consul français? que pouvait notre gouvernement? Était-il en droit de faire cesser les hostilités entre deux états indépendans et qui ont par cela même le droit de paix et de guerre? Eût-on voulu s'écarter du système de non-intervention, était-ce chose facile, prudente, sensée, de jeter son *veto* au milieu d'une lutte acharnée qui nous est étrangère, et cela à deux mille cinq cents lieues de nos frontières? Eût-elle voulu se faire le don Quichotte de la paix universelle, la France aurait-elle sagement agi en se chargeant seule d'un rôle qui aurait pu paraître suspect? Il suffisait, disait-on, de la médiation de la France et de l'Angleterre pour faire déposer sur-le-champ les armes aux deux partis. Nous ne croyons pas que cette médiation aurait eu tout le succès qu'on en attendait. Il est constant que les ouvertures qui furent conjointement faites avant le combat de l'Arroyo-Grande, par MM. le comte de Ludre et de Mandeville, sans l'autorisation, il est vrai, de leurs gouvernemens respectifs, furent péremptoirement repoussées par le chef de la République Argentine. D'ailleurs, cette médiation, eût-elle été officiellement offerte, eût-elle été acceptée, aurait pu suspendre temporairement les hostilités, mais nullement amener une paix solide et durable.

Ainsi, l'amiral et le consul étaient impuissans pour rendre au commerce son activité et ses profits. Ils ne pouvaient que faire des vœux et offrir en même temps une protection efficace à nos compatriotes. C'est dans ce but que, deux jours après l'arrivée des deux frégates *la Gloire* et *l'Atalante*, un ordre du jour fit connaître à chaque commandant les dispositions qu'il avait à prendre dans le cas où l'armée argentine ferait une attaque sérieuse pour se rendre maîtresse de la ville. La douane, d'après les dispositions prises concurremment par le commodore Purvis et le commandant de *l'Aréthuse*, était confiée à la garde des soldats anglais et des matelots français.

Les Français établis à Montévideo se sont amèrement plaints de ce que l'amiral, à l'exemple du commodore anglais Purvis, n'avait pas exigé du lieu-

tenant de Rosas des garanties de nature à dissiper les craintes qu'ils avaient conçues pour leurs personnes et leurs propriétés; mais, avant même l'apparition de M. Massieu dans le Rio de la Plata, le général Oribe n'avait-il pas promis à M. Pichon et aux représentans des autres nations que, dans toutes les circonstances possibles, il respecterait et ferait respecter les étrangers, en tant, ajoutait-il, et la condition était conforme au droit, que ceux-ci garderaient la plus stricte neutralité et ne se mêleraient en rien aux affaires politiques du pays? Les négocians français devaient être d'autant plus rassurés par cette promesse, qu'elle se trouvait garantie par la présence des forces navales qui, dans ce moment, étaient réunies devant Montévideo; les puissances maritimes auxquelles appartiennent ces forces avaient toutes des intérêts plus ou moins considérables à protéger.

Dans ces difficiles circonstances, nos compatriotes n'avaient qu'une conduite à tenir; ils devaient se mettre sous l'égide du traité du 29 octobre 1840, se confier au patriotisme éclairé des hommes que le gouvernement avait placés au milieu d'eux pour les protéger, et repousser avec énergie toute participation aux affaires politiques de la république. Ils ont préféré agir tout différemment, et dès-lors ils ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes si, ayant manifesté l'intention de s'armer, de faire cause commune avec les Montévidéens, Oribe, par une circulaire tout empreinte de son humeur farouche, déclara que les étrangers qui prêteraient leur appui à ses ennemis seraient traités *comme des sauvages unitaires*. On a dit, pour la justifier, que la prise d'armes a été, de quelques jours, postérieure à la circulaire comminatoire d'Oribe : cela est vrai; mais la résolution officiellement annoncée de s'armer lui est antérieure, et ce n'est, on n'en peut douter, qu'après avoir eu avis de cette inébranlable résolution, qu'Oribe a publié une déclaration qui rappelle toute la violence des mœurs du pays. On a prétendu et cent fois répété, par l'organe du journal *le Patriote français*, que M. Pichon lui-même avait poussé les Français à prendre les armes, que c'est sous son patronage qu'eut lieu la réunion nocturne où l'on jeta les premières bases de cette résolution. Il ne nous appartient pas d'affirmer ni de nier ces faits; toutefois le simple bon sens nous commande d'en douter. Il est difficile de croire que ce fonctionnaire, qui pendant ces évènemens a fait preuve de fermeté, ait voulu se compromettre aux yeux de son gouvernement, en donnant son assentiment à une prise d'armes, en prêtant l'appui de ses conseils à l'organisation des bataillons, au choix des officiers, et surtout en partageant la malheureuse idée de prendre les couleurs nationales pour drapeau. Est-ce aussi par l'influence de M. Pichon et d'après ses conseils que le gouvernement oriental frappa d'un droit exorbitant les magasins des Français qui ne s'étaient pas enrôlés, alors que ceux dont les noms figuraient sur les contrôles du corps de volontaires étrangers en étaient affranchis? Est-ce aussi par l'influence de M. Pichon et d'après ses conseils que défense fut faite d'ouvrir les magasins, sous peine d'amende, aux heures des exercices, et que l'on poussa

la barbarie jusqu'à placer un grand nombre de Basques dans la douloureuse alternative, ou de prendre les armes contre leur volonté, ou de ne plus trouver de travail? Ce qui est certain, c'est que M. le consul-général avait journellement à sa porte une foule de Basques expulsés des ateliers, et que, loin de les pousser à s'enrôler, il leur distribuait des secours pécuniaires, afin de les soustraire à la plus affreuse misère et de les arracher peut-être au désespoir.

Les Français qui ont pris les armes ont toujours raisonné comme si l'amiral et le consul étaient entièrement libres de leurs mouvemens, sans s'enquérir le moins du monde de la nature des instructions que l'un et l'autre tenaient du gouvernement du roi. Ils portaient aux nues le commodore Purvis, et accusaient notre amiral de manquer d'intelligence, de patriotisme, d'énergie. Les commandans des deux frégates, dont un remplit les fonctions de chef d'état-major, n'ont pas non plus échappé à leurs sarcasmes et à leurs épigrammes.

L'amiral eût été pour eux un homme de génie, si, prêtant l'oreille à leurs insinuations, il eût mis à terre six cents matelots pour leur servir d'avant-garde dans leurs excursions belliqueuses, et si, engageant arbitrairement la France dans la querelle, il eût commencé un second blocus de Buénos-Ayres. Les marchands se rappelaient l'état florissant de leur commerce pendant la durée du premier blocus. Ils demandaient la paix, c'est-à-dire l'intervention armée de la France pour amener la chute de Rosas, sans songer que Rosas n'est qu'un individu, et qu'une fois le dictateur tombé, restaient toujours les *blanquillos,* ses partisans.

Il ne faut pas se faire d'illusions sur les luttes qui déchirent ces malheureuses contrées. Tout porte à croire qu'elles ne pourraient cesser promptement que par la destruction complète de l'un des partis : chercher à obtenir ce résultat par la voie de la conciliation serait, à notre avis, vouloir faire remonter un fleuve vers sa source. Si les puissances maritimes qui sont le plus directement intéressées au maintien de la paix et au développement du commerce dans le Rio de la Plata, étaient disposées à de grands sacrifices pour maintenir d'une manière permanente des forces imposantes sur ce point, peut-être à l'aspect de cet appareil habilement dirigé, les partis affecteraient-ils des intentions pacifiques; mais il ne faudrait pas néanmoins s'y méprendre, ce repos ne serait point réel, et comme ces athlètes qui s'observent et se mesurent des yeux, on les verrait bientôt saisir le prétexte le plus frivole pour recommencer la guerre : les combattans la feraient alors avec d'autant plus d'acharnement, qu'ils auraient eu le loisir de s'y préparer, et, il faut en convenir, la situation topographique du pays est telle que la Bande Orientale sera toujours le théâtre de la lutte, à moins qu'il ne survienne de ces changemens extraordinaires qu'il n'est donné à personne de prévoir.

Quant à nous, nous croyons que le moyen le plus efficace de mettre un terme, sinon prochain, du moins assuré, aux déchiremens qui désolent ce beau pays, c'est de ne pas entraver le cours naturel des choses; on ne ferait

qu'ajouter de nouveaux germes de discorde par une intervention étrangère, qui ne pourrait réussir que par la crainte qu'elle inspirerait, et qui devrait être en quelque sorte d'une durée illimitée et très coûteuse.

Que l'on jette un regard vers le passé, et il sera facile de se convaincre que, de tous les états qui se sont successivement fondés par une civilisation progressive, aucun n'a trouvé le repos et la stabilité qu'après un temps plus ou moins long et des secousses violentes. Que l'on parcoure l'histoire de la Gaule depuis la chute de l'empire romain, et l'on verra combien de vicissitudes, de luttes, de transformations diverses, il faut éprouver ou subir, avant de parvenir à fonder un état vaste et fort, où puissent régner en même temps l'ordre, la justice et la liberté.

Dans cette partie de l'Amérique du Sud, lorsque les habitans de la campagne (c'est-à-dire les Américains) et ceux de la ville seront fatigués de la guerre et sentiront le besoin du repos, alors, mais seulement alors, il s'établira entre ces deux classes aujourd'hui rivales des rapports d'intérêts; la confiance naîtra, et il sera permis d'espérer une paix fondée sur des bases durables.

Rade de Montévideo, 1er juillet 1843.

THÉATRES.

On reproche aux romanciers d'écrire des drames : pour nous, loin d'écarter les romanciers de la scène, nous voudrions les y rencontrer plus souvent. Sommes-nous donc si riches aujourd'hui en tentatives originales? et le théâtre compte-t-il trop de forces littéraires? Ce n'est pas d'ailleurs le théâtre seulement, c'est le romancier lui-même qui bien souvent gagnerait à multiplier de telles épreuves. Nous ne croyons pas que, pour les écrivains trop amoureux du paradoxe, pour les esprits trop emportés qui passent en courant à côté du naturel et du vrai, et vont s'égarer à la poursuite des effets inattendus et bizarres, il existe un meilleur régime hygiénique que le théâtre. Nulle part l'imagination n'est soumise à des exigences plus étroites, et le romancier qui du récit passe à l'action, de l'analyse au dialogue, ressemble à un homme dérangé qui se trace une règle de conduite. Or, n'en est-il pas des esprits comme des caractères, dont les uns, pour mieux se développer, ont besoin d'être plus libres, et les autres de l'être moins? Si vous êtes capable d'écrire un roman comme *Paul et Virginie,* comme *Adolphe;* si vous possédez cette sobriété féconde qui est le grand art de ne rien dire de trop et de ne rien omettre; si vous connaissez d'instinct le secret chemin qui mène au cœur,

laissez votre talent marcher dans sa liberté. Les entraves ne sont salutaires qu'à ces esprits vigoureux et peu disciplinés qui, livrés à eux-mêmes, se perdent si souvent en prenant l'exagération pour la vraie force; et nous disons qu'un excellent moyen de ramener ces imaginations qui, dans les livres, courent l'aventure, c'est de les enfermer dans les cinq actes d'un drame ou d'une comédie, et de les traduire devant le spectateur. Le romancier nargue le lecteur intraitable et compte sur le lecteur facile; l'écrivain dramatique ne fait pas si bon marché du spectateur : il se surveille, pour paraître devant lui, avec une attention scrupuleuse, comme un soldat le jour de la revue. Cette surveillance exercée sur soi-même, quand on n'avait pas l'habitude d'y regarder de si près, est déjà un progrès notable : la crainte du spectateur est le commencement de la sagesse.

Ce n'est pas que le spectateur soit toujours intelligent, il s'en faut; il ne comprend guère d'emblée que ce qu'il sait déjà, et ne se hasarde à applaudir que ce qu'il a applaudi. Ce n'est pas qu'il soit toujours équitable : il y a vraiment péril, devant ce critique, pour les beautés, fussent-elles de premier ordre, qui viennent après une faute, après un écart contre lequel il a murmuré. Un noble mouvement de l'ame, un mot piquant, sont toujours compromis, s'ils ne sont pas en bon voisinage. Un auditoire ne prend plus la peine d'écouter, dès qu'il a été choqué une ou deux fois, et il devient souverainement injuste parce qu'il manque de patience. N'importe; je maintiens que la crainte de ce juge éminemment faillible, jointe aux nombreuses exigences de la composition dramatique, doit être très utile à ces imaginations qui n'ont pas en elles-mêmes de régulateur, et doit augmenter leurs forces en les contenant.

L'auteur d'*Ève* avait à lutter contre la plus grande difficulté qu'il y ait peut-être au théâtre : celle de réunir dans une même action les deux grands élémens de la vie humaine, — la comédie et le drame. Quoique rien ne soit plus profondément dans la nature que l'union de ces deux élémens, il est cependant presque impossible de faire passer brusquement un public du rire à l'attendrissement. Sans un art très habile, on court le risque, en mélangeant le rire et les larmes, de composer un drame sans émotion et une comédie sans gaieté. C'est qu'il ne faut pas oublier qu'il existe au théâtre une vérité de convention : tel spectateur qui, dans une grande affliction, n'aura pu s'empêcher de rire d'une naïveté de son interlocuteur, ou, moins que cela, de sa perruque de travers, n'acceptera pas une telle vérité à la scène, et criera à l'invraisemblance. Il aura tort de crier à l'invraisemblance, il aurait raison de crier à l'absence de l'art; car, d'après les éternelles règles du théâtre, les transitions d'un sentiment à son contraire, souvent si brusques dans la réalité, doivent s'opérer à la scène avec toute sorte de ménagemens : ne faut-il pas que le théâtre soit la reproduction de la vie, très exacte et pourtant en mieux? De là la grande difficulté de composer une même œuvre avec deux ordres d'idées et de sentimens, et de sauver toutes les transitions

en saisissant habilement les milliers de nuances. Ce qui arrive le plus souvent en pareil cas, c'est ce qui est arrivé à l'auteur d'*Ève;* avec les deux élémens, il a créé deux actions qui s'embarrassent, se nuisent, et témoignant, chacune séparément, en faveur du talent de l'écrivain, se réunissent pour accuser chez M. Gozlan l'inexpérience de l'auteur dramatique.

C'était cependant une heureuse idée de mettre en opposition la famille des quakers et la noblesse française du XVIII[e] siècle; les uns, austères jusqu'au sublime ou au ridicule; les autres, insoucians et désordonnés jusqu'à la folie. C'est en Amérique, au moment de la grande insurrection contre l'Angleterre, à Philadelphie et à Québec, que M. Gozlan a placé l'action de son drame. Le premier acte est très bien posé, et fait parfaitement connaître le quaker Daniel, Ève, sa fille, et le vicomte de Rosamberg. Le quaker n'est autre que le brave général Clinton, qui cache sa gloire sous le costume du *trembleur;* c'est un homme simple, pur, énergique. Ève est une jeune fille, née entre une bible et un rouet. Elle est naïve et inspirée; encore enfant, elle est déjà une héroïne. Elle a combattu plus d'une fois dans les rangs des insurgés : c'est la Jeanne d'Arc de la liberté américaine. Au retour de ses *campagnes,* elle reprend, sous le toit paternel, sa vie simple et laborieuse de quakeresse. Le vicomte de Rosamberg, qui arrive de France, et qui, après avoir fait naufrage au port, vient demander gaiement l'hospitalité à Daniel, est le plus écervelé des jeunes seigneurs à la mode. Il a quitté Versailles et Paris, la cour du roi et la cour des philosophes, ses maîtresses, qui le ruinaient, le boston, qui faisait fureur, les cabriolets, qu'on venait d'importer de Londres à Paris, et les premières courses avec chevaux et jockeys anglais dans la plaine des Sablons. Que vient-il donc faire en Amérique? Il ne vient pas pour se battre au nom de la liberté, comme le marquis de Lafayette, le prince de Broglie ou le comte de Rochambeau; il vient pour enlever au marquis Acton de Kermare sa dernière maîtresse et se mesurer avec lui. La réputation du marquis Acton a franchi les mers, et a retenti à Versailles; c'est le plus débauché, le plus prodigue et le plus brave des gentilshommes; il éblouit Québec par son luxe et le scandalise par ses débauches; on peut faire deux mille lieues pour se battre avec un tel adversaire. Tout ce début est neuf; on écoute, on se laisse aller au charme du dialogue, sans comprendre encore où l'auteur veut en venir, lorsqu'on amène à Daniel un pauvre quaker mutilé à qui le marquis de Kermare a fait crever les yeux, en lui remettant un écrit où il jure qu'il exercera les mêmes cruautés sur tous les quakers qui tomberont entre ses mains. Cet édit féroce à la façon d'Hérode soulève dans le cœur de la fille de Daniel un immense désir de vengeance; l'inspiration qui sommeillait s'est réveillée : Ève sauvera ses frères. Par quel moyen? elle ouvre la bible pour demander conseil à Dieu, et ses yeux tombent sur l'histoire de Judith. Elle reprend alors ses habits de voyage et part pour Québec.

Avant d'aller plus loin, je veux adresser une observation à M. Gozlan à propos du marquis de Kermare, dont il fait un personnage à double figure.

Pour le vicomte de Rosamberg, le marquis Acton ne peut être qu'un grand débauché; s'il devient féroce, impitoyable, égorgeur, la donnée n'est plus exacte, et le vicomte ne peut plus le traiter d'égal à égal et se mesurer avec lui. D'autre part, il faut que ce soit un monstre de cruauté pour motiver la sainte colère de la quakeresse et légitimer son projet. Si Marat n'eût été qu'un libertin audacieux, il n'y aurait pas eu de Charlotte Corday. M. Gozlan a donc été obligé de faire deux réputations au marquis de Kermare; il a échafaudé sa pièce sur un malentendu. N'est-ce pas une faute?

Le second acte est sans contredit le plus remarquable. L'arrivée de Rosamberg à Québec, suivi de deux créanciers qu'il a emmenés de France en Amérique par une espièglerie de don Juan en goguette, est d'un bon comique. La scène entre le vieux duc de Kermare et les jeunes gentilshommes est vraiment belle. La présentation du vicomte de Rosamberg au marquis Acton est d'une touche de maître; les mots spirituels se succèdent sans se faire attendre. Décidément le marquis Acton de Kermare ne me semble pas capable de faire crever les yeux aux quakers, et surtout d'écrire froidement après son crime l'abominable lettre qu'il adresse à toute la famille des *frères*. Gentilhomme qui a un parc aux cerfs, planteur qui fait fustiger ses esclaves, passe; mais de là à Hérode il y a loin. Cela est si vrai et si bien senti que, lorsqu'Ève arrive dans le palais du marquis et se trouve face à face avec celui qu'elle vient poignarder, il n'y a pas un moment d'émotion; sans qu'il puisse s'en rendre compte, l'auditoire ne craint pas que le poignard se lève, et il pressent que c'est un coup manqué, tant c'est peu Holopherne, et tant, il faut l'avouer, c'est peu Judith. Ce n'est pas précisément pour cette raison que M. Gozlan arrête le bras de la jeune fille; c'est qu'il y a quelques jours, dans la forêt, Ève a sauvé Acton, sans le connaître, de la piqûre mortelle d'un serpent, dont ses lèvres ont aspiré le venin. Ce hasard est providentiel; le doigt de Dieu est visible : Ève ne peut tuer celui qu'elle a sauvé, et, si elle se le prouve si bien, c'est qu'elle aime déjà. Il n'est rien pour faire comprendre vite les choses à une jeune fille comme un peu d'amour! Si M. Gozlan n'était entièrement préoccupé de son drame, on pourrait lui supposer quelque arrière-pensée satirique contre les femmes qui veulent jouer le rôle d'héroïnes. On pourrait croire qu'il a voulu dire que les Jeanne d'Arc et les Judith sont vulnérables comme de simples femmes, et que la plus forte, la plus sublime, au moment de délivrer son pays, peut s'oublier et se donner un maître. Pareillement, si l'on connaissait à l'esprit méridional de M. Gozlan le moindre penchant pour le symbole, on pourrait penser que cette *Ève* qui triomphe du serpent cette fois, et sauve l'homme, n'est autre chose que la contrepartie du mythe biblique avec une haute pensée de progrès et de réhabilitation. On en croira ce qu'on voudra.

Ève n'exécutant plus son terrible dessein, il n'y aurait plus de drame, si Caprice, l'esclave favorite de Kermare, qui voit avec désespoir son règne passé et l'amour violent de son maître pour la fille de Daniel, ne jurait de

se venger de sa rivale et ne préparait déjà le poison. Qu'on se rassure; le poison ne sera pas plus servi que le poignard ne s'est levé. Le caractère de l'esclave Caprice est d'ailleurs bien dessiné, et on comprend que cette esclave nourrisse pour le marquis un de ces amours exclusifs, jaloux, cruels, qui sont de l'amour et qui ressemblent si fort à de la haine.

Le troisième et le quatrième actes sont trop surchargés d'évènemens. Au milieu de péripéties si diverses, l'intérêt hésite et reste quelquefois en suspens. Il y a pourtant de belles scènes. Dialogue animé, situations originales, effets puissans, ces deux actes ont tout cela, comme aussi leurs défauts. Pourquoi Caprice, au moment de présenter à Ève la coupe empoisonnée, se ravise-t-elle, comme par une inspiration soudaine, et songe-t-elle à une autre vengeance? Pour cette esclave, la meilleure vengeance est la plus prompte, et il n'est pas dans son caractère de déshonorer sa rivale plutôt que de la tuer. C'est un raffinement de cruauté qu'elle ne doit pas comprendre. Ceci d'ailleurs est peu de chose; ce qui est plus grave, c'est la conversion subite du marquis de Kermare. Je ne nie pas qu'au point de vue humain, une telle conversion ne soit possible; il y en a des exemples; mais je dis qu'au point de vue dramatique, elle l'est beaucoup moins. L'auteur a beau employer une gradation savante dans cette transformation à vue, cela ne durera jamais plus de dix minutes, et l'auditoire ne sera pas touché, parce qu'il ne sera pas suffisamment convaincu. Lorsque Pauline se convertit, elle était déjà chrétienne; le *je crois* était dans son cœur long-temps avant d'éclater sur ses lèvres. En général, le spectateur est rebelle aux sentimens qui naissent tout d'un coup sous ses yeux; il aime à voir les sentimens grandir et se développer, il n'aime pas à les voir naître; il n'y a plus assez d'illusion. M. Gozlan, qui ne connaît guère ses personnages que du moment qu'il les met en scène, n'est-il pas dans la nécessité de les faire vivre et penser trop rapidement, et de développer leurs passions, pour ainsi dire, à la minute? L'ame et le cœur, dans ce drame, exécutent des évolutions trop promptes: on dirait une improvisation de la vie. Au moins ces personnages, puisqu'ils vivent si complètement sous les yeux du spectateur, ne devraient manquer ni de logique ni d'unité En est-il toujours ainsi? Nous avons vu que l'esclave Caprice, préférant à une vengeance sûre une vengeance lointaine et douteuse, n'était pas conséquente avec elle-même. Ève, la Jeanne d'Arc et la Judith du premier acte, quand elle écrit au quatrième son billet au vicomte de Rosamberg, est-elle encore dans son caractère, et ne devient-elle pas une pensionnaire amoureuse? Et que dire à l'auteur d'*Ève* de ce procédé qu'il semble employer systématiquement, et qui consiste à faire marcher chaque acte de son drame à l'aide d'un grand projet, d'une grande menace qu'on prend au sérieux et qui ne se réalise jamais? Mais en relevant ces fautes dans la marche de la pièce, nous voudrions pouvoir faire ressortir aussi bien les nombreuses et remarquables qualités qui consistent surtout dans les détails.

Arrivons au cinquième acte. Il est bien qu'Acton de Kermare, converti,

pour mériter le chaste et pur amour de la quakeresse, aille combattre sous les drapeaux de la liberté américaine, et se réhabiliter sur les champs de bataille d'une noble cause. Ce qui est beau également, c'est que, pour se venger de Rosamberg, qui l'a appelé lâche quand il n'a plus accepté le duel tant annoncé dans les premiers actes, il aille acquérir de la gloire au nom de l'homme qui l'a outragé. Quant au dénouement, est-il vraisemblable? Cet aimable étourdi de Rosamberg devait-il finir par un suicide? Après s'être moqué de tout le monde, il aurait mieux fait de se moquer de lui-même, et puisqu'il fallait une mort au dénouement, la victime me semblait désignée. Pourquoi ne pas transporter blessé, mourant et vainqueur, dans la maison de Daniel, le marquis Acton de Kermare? Était-ce trop de cette double absolution de la mort et de la gloire pour expier sa vie passée? Nous avons dit qu'il y avait deux actions dans la pièce de M. Gozlan, un drame et une comédie. Le drame, c'est Kermare; la comédie, c'est Rosamberg. Or, le marquis de Kermare se marie avec celle qu'il aime, et le vicomte de Rosamberg se brûle la cervelle. La comédie paie pour le drame; ce n'est pas juste.

Ève a réussi. La première représentation avait été presque orageuse devant un public mal disposé; la seconde a été toute favorable, et depuis, le succès grandit en marchant. Les acteurs méritent des éloges. M. Firmin, dans le rôle du marquis de Kermare, soit dans les premiers actes, où il est violent et cruel, soit dans les derniers, où il est noble et pathétique, déploie une véritable chaleur de jeune homme. On dit qu'Acton de Kermare sera peut-être la dernière création de M. Firmin : l'acteur qui a été aimé du public doit, comme un empereur, s'arranger pour mourir; il doit finir dans les applaudissemens. M. Brindeau fait des progrès notables dans sa tenue et dans son débit; c'est un vicomte de Rosamberg de la plus agréable fatuité, il dit souvent son mot avec finesse, et on ne peut lui reprocher que son dandinement trop prétentieux. M. Guyon est un vrai quaker; son extérieur se prête parfaitement à son rôle. Il a su allier la noblesse avec la simplicité, et la colère avec la vertu. M. Ligier, si solennel dans les premiers actes, sait s'attendrir au dénouement. Quant à Mlle Plessy, sauf qu'elle n'est ni une Jeanne d'Arc ni une Judith, elle est parfaitement dans son rôle de quakeresse. Peut-être seulement est-elle plus gracieuse que naïve. Mme Mélingue a de l'énergie, de la passion; c'est une belle esclave favorite. Elle a quelques mouvemens trop heurtés et un ou deux éclats de voix trop mélodramatiques.

M. Léon Gozlan, on peut le dire après la représentation d'*Ève*, a bien fait d'aborder le théâtre. Quand on voit tant d'écrivains dramatiques chercher dans le roman un cadre souvent trop commode à l'improvisation, faut-il blâmer ceux qui renoncent aux facilités du livre pour les entraves de la scène? Seulement il importe en ceci de ne pas laisser passer l'heure. Pour bien se trouver du théâtre et gagner beaucoup à ce régime sévère, il faut encore être doué de vigueur et de jeunesse. La rampe n'a pas le privilége de rajeunir les talens usés, pas plus, en définitive, qu'elle ne peut donner du bon sens et du

goût à ceux qui n'en ont pas. Si, après avoir écrit cent volumes de romans, comme M. de Balzac, par exemple, on éprouve le désir de changer, pour ainsi dire, d'air et de lieu, et qu'épuisé, n'en pouvant plus, on vienne demander au théâtre un sang nouveau pour des veines appauvries, on court après un miracle qui ne s'accomplira pas, cela s'est vu. Un mourant ne guérit point parce qu'il change de lit et de chambre : ce désir de changement est même d'un mauvais augure. Disons que M. Gozlan a saisi le moment favorable, et n'a pas attendu qu'il fût trop tard. Assez de parties vigoureuses attestent, dans son nouveau drame, que, loin d'être un romancier aux expédiens qui tire à vue sur le spectateur, parce que le lecteur ne veut plus de son papier, c'est un écrivain jeune encore, plein de ressources, qui cherche la meilleure expression possible de son talent, et qui finira par la trouver. En attendant, *Ève,* malgré des imperfections que nous n'avons pas voulu dissimuler, se distingue par des qualités d'invention et de style qui assignent à ce drame une place à part. On dit que le prochain ouvrage de M. Gozlan sera une comédie. Tant mieux ! Nous lui promettons un grand succès si, ne perdant rien de son esprit, il consent à devenir plus logique et plus simple.

P. L.

— L'Opéra a représenté lundi soir *Don Sébastien de Portugal,* partition due encore à l'inépuisable fécondité de M. Donizetti. Nous n'entreprendrons pas aujourd'hui l'examen de cet ouvrage : le nom de l'auteur, la prospérité d'un théâtre attachée à son succès, demandent à tous égards une appréciation impartiale et sérieuse, un jugement approfondi. Ce n'est point à une première audition, au milieu du fracas de l'orchestre et de l'indécision craintive des chanteurs, que le véritable mérite d'une œuvre peut se révéler; le détail échappe à l'analyse, ce n'est donc que sur l'ensemble que nous donnerons notre opinion.

Il serait inutile de renouveler pour *Don Sébastien* le reproche, si souvent adressé à M. Donizetti, sur la facilité déplorable avec laquelle il se complaît à monnoyer l'une des organisations musicales les mieux douées. Puisqu'il est bien avéré qu'en inondant nos théâtres lyriques de ses productions, M. Donizetti ne fait que céder à l'inspiration qui le sollicite, il faut en prendre son parti et accepter ses œuvres pour ce qu'elles sont, et non pour ce qu'elles devraient être. D'ailleurs sommes-nous bien en droit de nous plaindre? Si M. Donizetti n'écrivait pas quatre partitions par an, que deviendraient l'Opéra et les Italiens ? Où sont les compositeurs capables d'alimenter nos deux premières scènes ? M. Halévy seul, tous les trois ou quatre ans, arrive chargé d'un gros opéra laborieusement conçu; M. Auber a consacré à tout jamais ses charmantes compositions à un cadre plus restreint; pour M. Meyerbeer et son *Prophète*, ils voyagent depuis si long-temps l'un portant l'autre, qu'on ne doit guère se bercer d'un espoir si souvent déçu. Quant à MM. Adam, Thomas et consorts, il n'y faut pas même penser.

M. Donizetti est donc le seul sur lequel, pour cette année, reposent les destinées de l'Opéra. Que la critique lui soit légère, et qu'elle lui pardonne quelques erreurs en faveur de l'opportunité de *Don Sébastien*.

M. Donizetti s'est laissé entraîner, par son sujet et des nécessités de mise en scène, à une exagération d'harmonie bruyante fort à la mode du reste à l'Opéra, mais qui ne convient guère à la nature suave et douce de son talent. Dans les cavatines, les romances, les morceaux lents et posés, on retrouve à chaque note la gracieuse inspiration qui créa *Anna Bolena* et *Lucia;* mais si la situation se complique, si les passions s'échauffent, si les voix s'unissent, adieu alors la mélodie fugitive qu'on croyait tenir du bout de l'aile : la voilà qui s'envole et se perd bientôt dans un brouillard confus de sons inappréciables. M. Donizetti n'a évité avec bonheur cet écueil que dans le quintette du quatrième acte, la scène de l'inquisition. Ce morceau est sans contredit l'un des plus remarquables de l'ouvrage par l'ordonnance des voix et la netteté avec laquelle les parties se détachent du chœur en laissant en lumière le motif principal. La cavatine de Duprez : *Seul sur la terre,* la romance de Barroilhet, et surtout l'andante du duo du troisième acte entre ces deux chanteurs, sont à peu près avec le quintette les morceaux à signaler dans *Don Sébastien.* Nous ne parlerons que pour mémoire du final du premier acte, qui, malgré sa forme assez commune ou peut-être à cause de cela et du renfort de trompettes et de tambours qui l'accompagnent, a soulevé l'enthousiasme du parterre.

Le rôle le plus important de *Don Sébastien* est échu à Barroilhet, qui l'a chanté d'un bout à l'autre d'une façon ravissante. L'Opéra a déployé encore cette fois une grande magnificence de mise en scène. On compte autant d'armures dorées que dans *la Juive,* autant de moines et de cierges que dans *Ginevra,* autant de chevaux caparaçonnés et de pages armoriés que dans *Charles VI.* Cependant ici ce ne sont plus des marches triomphales que l'on représente, mais de belles processions d'inquisiteurs habillés de noir, un bel et bon enterrement avec la bière et le drap mortuaire, et le mort dessous, nous n'en jurerions pas, tant nous savons l'Opéra amoureux de couleur locale. Tout cela, il est vrai, est assez triste à voir; cette défroque des pompes funèbres, entourée de l'appareil militaire, rappelle un deuil récent, et ce n'est pas sur la scène de l'Opéra que de pareils souvenirs devraient être évoqués.

Somme toute, nous croyons que *Don Sébastien* est de nature à attirer long-temps à l'Opéra autre chose que cette partie du public qui ne voit tout qu'une fois; pourtant les admirateurs du talent de M. Donizetti préféreront aux cavatines de sa dernière partition, chantées à l'Opéra par Mme Stoltz ou Duprez, les mélodies toujours plus charmantes de *Lucia,* chantées par Mme Persiani ou Ronconi. Du reste, les Italiens ne s'en tiennent pas cette saison à leur ancien répertoire et aux premiers opéras de M. Donizetti. Après *Lucia,* représentée pour les débuts de Ronconi, cet admirable chanteur que les

salons avaient adopté dès l'an dernier, Fornasari s'est fait entendre dans le *Belisario* du même auteur; mais le débutant a eu besoin d'une audition dans le rôle d'Assur de *Semiramide* pour faire apprécier une belle voix et une belle manière de chanter, la musique de *Belisario* étant de celles qui ne font briller ni l'une ni l'autre. Enfin, ce soir, M. Donizetti tente de nouveau la fortune avec *Maria di Rohan;* Mlle Grisi et Ronconi chantent les principaux rôles; soutenu par de tels auxiliaires, les chances de succès sont encore pour l'heureux maëstro.

M. Saint-Marc Girardin vient de faire paraître le premier volume de son *Cours de Littérature dramatique* (1). C'est, on le devine, un livre fort distingué et fort agréable : la plume de M. Saint-Marc Girardin a toujours le don d'être alerte et ingénieuse. Ici, ces naturelles qualités ressortent mieux encore et ont occasion de se montrer dans tout leur jour, par le caractère critique, et même quelque peu polémique, des conclusions. On sait la guerre très décidée que l'habile professeur fait depuis deux ans, en pleine Sorbonne, aux théories et aux excès du drame moderne : son livre d'aujourd'hui n'est qu'une reproduction fidèle de ces leçons piquantes et applaudies, mais une reproduction où toutes les ressources de l'écrivain sont venues, pour ainsi dire, fixer la verve de l'improvisateur. Si M. Saint-Marc Girardin peut paraître un peu sévère pour le théâtre contemporain, son ouvrage est fait pour appeler la discussion, et il est de force à la soutenir. Nous souhaitons, pour notre part, qu'on fasse à ces spirituelles critiques une réplique à laquelle l'auteur se rendrait certainement; nous souhaitons qu'on lui réponde par des chefs-d'œuvre. Ce *Cours de Littérature dramatique* soulève plus d'une question sur laquelle nous aurons bientôt occasion de revenir en classant à son tour M. Saint-Marc Girardin parmi ces écrivains critiques et ces modernes historiens littéraires entre lesquels il tient une place brillante et distincte.

(1) Un vol. in-18, Bibliothèque-Charpentier.

V. DE MARS.

VANINI.

SES ÉCRITS, SA VIE ET SA MORT.

Pour apprécier équitablement Vanini, il faut le placer parmi ses contemporains, dans son pays et dans son siècle.

Le XVIe siècle est un siècle de révolutions : il rompt avec le moyen-âge; il cherche, il entrevoit la terre promise des temps nouveaux; il n'y parvient point, et s'épuise dans l'enfantement d'un monde qu'il n'a point connu et qui le renie. Le XVIIe siècle, entièrement émancipé, n'a plus rien de commun avec le moyen-âge; mais autant il s'en éloigne, autant et plus encore il diffère et tient à honneur de différer du siècle précédent. A son ardeur aventureuse il a substitué une énergie réglée, qui connaît son but et y marche avec ordre. Ici dominent la raison et la mesure, travaillant sur un plan arrêté et produisant des monumens d'une solidité et d'une beauté qui défient la critique et le temps; là s'agitait une imagination puissante, mais effrénée, impatiente du présent, en révolte contre le passé, et s'égarant à la poursuite d'un avenir inconnu. Du moins, à la place du moyen-âge, que l'on rejette, et faute de l'esprit nouveau, qui n'est pas venu encore, on a devant soi cette admirable antiquité païenne, sortant alors de

ses ruines. On l'imite donc, et parce qu'elle est belle, et surtout parce qu'elle est nouvelle; on l'imite avec liberté, avec esprit, avec imagination, mais sans vraie grandeur; car toute imitation ou tout effort sans un but et sans une direction bien marquée ne conduit à rien de grand. Le génie, pour se déployer à son aise, a besoin d'un ordre de choses défini et déterminé, qui l'inspire et qu'il représente. Il s'agite en vain dans le vide, et ne produit que des œuvres d'un caractère indécis et d'une beauté douteuse.

Hâtons-nous d'appliquer ces considérations générales à la philosophie.

La philosophie grecque et latine a vécu douze siècles, et elle a laissé des monumens immortels, à la fois divers et harmonieux, qui tous, au milieu des différences les plus manifestes, réfléchissent le même caractère. La philosophie du moyen-âge qui lui succède, la scolastique, a son caractère aussi, parfaitement déterminé : achevée et accomplie en son genre, elle a son commencement, ses progrès et sa fin, sa barbarie, son éclat, sa décadence; son époque classique est le XIIIe siècle avec des saints pour philosophes, et avec ces travaux gigantesques, inspirés du même esprit, empreints du même caractère, des mêmes beautés et des mêmes défauts qui se voient encore dans l'architecture et les cathédrales de ce grand siècle. La philosophie moderne, née en 1637 et bien jeune encore, a déjà sa grandeur et son unité cachée, mais réelle; j'entends d'abord sa méthode, qui est à peu près la même dans toutes les écoles. Entre la philosophie moderne et la philosophie scolastique est celle qu'on peut appeler à bon droit la philosophie de la renaissance, parce que, si elle est quelque chose, elle est surtout une imitation de l'antiquité. Son caractère est presque entièrement négatif : elle rejette la scolastique; elle aspire à quelque chose de nouveau, et fait du nouveau avec l'antiquité retrouvée. A Florence, on traduit Platon et les Alexandrins; on fonde une académie pleine d'enthousiasme, dépourvue de critique, où l'on mêle, comme autrefois à Alexandrie, Zoroastre, Orphée, Platon, Plotin et Proclus, l'idéalisme et le mysticisme, un peu de vérité, beaucoup de folie. Ici on adopte la philosophie d'Épicure, c'est-à-dire le sensualisme et le matérialisme; là, le stoïcisme, là encore le pyrrhonisme. Si presque partout on combat Aristote, c'est l'Aristote du moyen-âge, l'Aristote d'Albert-le-Grand et de saint Thomas, celui qui, bien ou mal compris, avait servi de fondement et de règle à l'enseignement chrétien; mais on étudie encore, on invoque le véritable Aristote, et, à Bologne par exemple, on le

tourne contre le christianisme. En fait, cette courte époque ne compte aucun homme de génie qui puisse être mis en parallèle avec les grands philosophes de l'antiquité, du moyen-âge et des temps modernes; elle n'a produit aucun monument qui ait duré, et, si on la juge par ses œuvres, on peut être avec raison sévère envers elle. Mais c'est l'esprit du XVIe siècle qu'il faut considérer au milieu de ses plus grands égaremens. La philosophie de la renaissance a préparé la philosophie moderne : elle a brisé l'ancienne servitude, servitude féconde, glorieuse même tant qu'elle était inaperçue et qu'on la portait librement en quelque sorte, mais qui, une fois sentie, devenait un insupportable fardeau et un obstacle à tout progrès. A ce point de vue, les philosophes du XVIe siècle ont une importance bien supérieure à celle de leurs ouvrages. S'ils n'ont rien établi, ils ont tout remué; la plupart ont souffert, plusieurs sont morts pour nous donner la liberté dont nous jouissons. Ils n'ont pas été seulement les prophètes, mais plus d'une fois les martyrs de l'esprit nouveau. De là sur leur compte deux jugemens contraires, également vrais et également faux, parce qu'ils sont également incomplets. Quand Descartes et Leibnitz, les deux grands philosophes du XVIIe siècle, rencontrent sous leur plume les noms des penseurs aventureux du XVIe, moitié vérité, moitié calcul, ils les traitent fort dédaigneusement; ils ne veulent pas être confondus avec ces farouches révolutionnaires, et ils oublient que, sans eux peut-être, jamais la liberté raisonnable dont ils font usage, jamais le bill des droits de la pensée n'eût été possible. D'autre part, il y a encore aujourd'hui des brouillons et des utopistes qui, confondant une révolution à maintenir avec une révolution à faire, nous ramènent, dans leur audace rétrospective, au berceau même des temps modernes, et nous proposent pour modèles les entreprises déréglées où s'est consumée l'énergie du XVIe siècle. Pour nous, nous croyons être équitable en faisant peu de cas des travaux philosophiques de cet âge et en honorant leurs auteurs : ce ne sont pas leurs écrits qui nous intéressent, mais leur destinée tout entière, leur vie et surtout leur mort. L'héroïsme et le martyre même ne sont pas des preuves de la vérité : l'homme est si grand et si misérable qu'il peut donner sa vie pour l'erreur et la folie comme pour la vérité et la justice; mais le dévouement en lui-même est toujours sacré, et il nous est impossible de reporter notre pensée sur la vie agitée, les infortunes et la fin tragique de plusieurs des philosophes de la renaissance, sans ressentir pour eux une profonde et douloureuse sympathie.

En France, le XVI[e] siècle a eu ses philosophes indépendans, qui ont attaqué ou miné la domination d'Aristote et de la scolastique. Il serait utile et patriotique de disputer à l'oubli et de recueillir pieusement les noms et les écrits de ces hommes ingénieux et hardis qui remplissent l'intervalle de Gerson à Descartes. Du moins il en est un que l'histoire n'a pu oublier, je veux dire Pierre de la Ramée.

Quelle vie, et surtout quelle fin! Sorti des derniers rangs du peuple, domestique au collége de Navarre, admis par charité aux leçons des professeurs, puis professeur lui-même, tour à tour en faveur et persécuté, chassé de sa chaire, rappelé, banni, rentré en France, toujours suspect, il est massacré dans la nuit de la Saint-Barthélemy, comme protestant à la fois et comme platonicien. Son adversaire, le catholique et péripatéticien Charpentier dirigea les coups. On aurait peine à le croire, si un contemporain bien informé, de Thou, ne l'attestait. « Charpentier, son rival, dit le véridique historien, excita une émeute et envoya des sicaires qui le tirèrent du lieu où il était caché, lui prirent son argent, le percèrent à coups d'épée et le précipitèrent par la fenêtre dans la rue. Là des écoliers furieux, poussés par leurs maîtres qu'animait la même rage, lui arrachent les entrailles, traînent son cadavre, le livrent à tous les outrages et le mettent en pièces (1). » Voilà quel fut le sort d'un homme qui, à défaut d'une grande profondeur et d'une originalité puissante, possédait un esprit élevé, orné de plusieurs belles connaissances, qui introduisit parmi nous la sagesse socratique, tempéra et polit la rude science de son temps par le commerce des lettres, et le premier écrivit en français un traité de dialectique (2). Depuis on n'a pas daigné lui élever le plus humble monument qui gardât sa mémoire; il n'a pas eu l'honneur d'un éloge public, et ses ouvrages même n'ont pas été recueillis (3)!

(1) *Hist. sui Temporis*, lib. III, ad annum 1572. — « Carpentario æmulo et seditionem movente, immissis sicariis, e cella qua latebat extractus, et post depressam pecuniam inflictis aliquot vulneribus, per fenestras in aream præcipitatus, et effusis visceribus, quæ pueri furentes magistellorum pari rabie incitatorum impulsu, per viam et cadaver ipsum scuticis in professoris opprobrium diverberantes, contumeliose et crudeliter raptaverunt. » — Goujet, dans ses *Mémoires sur le Collége de France*, adopte ce récit.

(2) *Dialectique de Pierre de la Ramée, à Charles de Lorraine, cardinal, son Mécène*; Paris, chez Wéchel, 1555, petit in-4° de 140 pages.

(3) J'ai pu les rassembler presque tous, et je les mettrais bien volontiers à la disposition de quelque homme instruit et laborieux qui voudrait en procurer une édition complète. D'ailleurs le rival de La Ramée, Charpentier, est lui-même un esprit

C'est surtout en Italie que la réforme philosophique jeta un immense éclat, et se fit jour à travers la persécution et les supplices. L'Italie joue un rôle assez médiocre dans la scolastique, car saint Thomas et saint Bonaventure, nés en Italie, se sont formés et ont enseigné en France; leur école et leur gloire nous appartiennent. L'Italie paraît encore moins dans la philosophie moderne : elle a produit assurément plusieurs hommes de mérite, mais pas un génie du premier ordre; elle est, à proprement parler, le théâtre de la philosophie de la renaissance. L'Italie était à cette époque le pays le plus avancé dans toutes les choses de l'esprit. Par plus d'un motif, le besoin d'une philosophie nouvelle devait y naître, et c'est de là qu'il se répandit d'un bout de l'Europe à l'autre. Les mathématiques, la physique, les sciences naturelles, y prirent de bonne heure un grand essor. C'est dans les académies italiennes que Bacon vint apprendre les règles de la physique expérimentale qu'il exprima plus tard dans un langage magnifique (1). Tout ce qui pense alors est pour une réforme, et pour une réforme profonde et radicale. On en définit assez mal l'objet. On la poursuit par les routes les plus opposées. Celui-ci la cherche dans l'expérience sensible exclusivement consultée, celui-là dans un mysticisme spéculatif et chimérique. A côté des vieilles universités s'élèvent de libres sociétés, dévouées à l'esprit nouveau : il pénètre jusque dans les couvens, ces antiques asiles de la scolastique, et ses plus ardens apôtres lui viennent du sein des ordres religieux. Il n'y a pas une partie de l'Italie qui ne fournisse son contingent à cette noble milice; mais c'est à Naples que se rencontrent les réformateurs les plus illustres, les plus hardis, les plus malheureux.

Qui ne connaît les aventures et la triste destinée de Bruno et de Campanella? C'étaient deux hommes d'un esprit vigoureux, d'une ame intrépide, d'une vive et forte imagination. Bien supérieurs à La Ramée, il ne leur a manqué qu'un autre siècle, des études plus régulières et la vraie méthode. Ce qui domine en eux, c'est l'imagination; leur raison n'était pas encore assez mûre pour la contenir, et ils se laissent emporter à des systèmes qu'ils n'avaient pas suffisamment étudiés, et qu'ils ne comprirent jamais bien.

judicieux et sévère, dont les écrits sont très bons à consulter pour la vraie intelligence d'Aristote.

(1) On raconte même que, s'étant présenté comme candidat à la célèbre académie des *Lincei*, il ne fut pas admis. *Prospetto delle Memorie aneddote dei Lincei dà F. Cancellieri*; Roma, 1823, et *Journal des Savans*, février 1848, p. 100.

Bruno s'éprit de Pythagore et de Platon, surtout du Pythagore et du Platon des Alexandrins. Touché et comme enivré du sentiment de l'harmonie universelle, il s'élance d'abord aux spéculations les plus sublimes où l'analyse ne l'a pas conduit, où l'analyse ne le soutient pas. Errant sur des précipices qu'il a mal sondés, sans s'en douter et faute de critique il recule de Platon aux Éléates, anticipe Spinoza, et se perd dans l'abîme d'une unité absolue, destituée des caractères intellectuels et moraux de la divinité et inférieure à l'humanité elle-même. Spinoza est le géomètre du système, Bruno en est le poète (1). Rendons-lui du moins cette justice, qu'avant Galilée il renouvela l'astronomie de Copernic. L'infortuné, entré de bonne heure dans un couvent de Saint-Dominique, s'était réveillé un jour avec un esprit opposé à celui de son ordre, et il avait fui. Il était venu s'asseoir, tantôt comme écolier, tantôt comme maître, aux écoles de Paris et de Wittemberg, semant sur sa route des écrits ingénieux et chimériques. Le désir de revoir l'Italie l'ayant ramené à Venise, il est livré à l'inquisition, conduit à Rome, jugé, condamné, brûlé. Quel était le crime de Bruno? Aucune des pièces de cette sinistre affaire n'a été publiée; elles ont été détruites, ou elles reposent encore dans les archives du saint-office, ou dans un coin du Vatican, avec les actes du procès de Galilée. Bruno fut-il accusé d'avoir rompu les liens qui l'attachaient à son ordre? Mais une telle faute ne semblait pas devoir attirer une telle peine, et c'eût été d'ailleurs aux dominicains à le juger. Ou bien fut-il recherché comme protestant, et pour avoir, dans un petit écrit, sous le nom de la *Bestia trionfante*, semblé attaquer la papauté elle-même? ou bien encore fut-il accusé seulement de mauvaises opinions en général, d'impiété, d'athéisme, le mot de panthéisme n'ayant pas encore été inventé? Cette dernière conjecture est aujourd'hui démontrée. Il y avait alors à Rome un savant allemand, profondément dévoué au saint-siége, qui se fit une fête d'assister au procès et au supplice de Bruno, et qui raconte ce qu'il a vu à un de ses compatriotes luthériens dans une lettre latine plus tard retrouvée et publiée (2), et où l'on voit avec une admiration mêlée d'horreur comment sait mourir un philosophe. Cette lettre est peu connue, et,

(1) M. Wagner a publié en 1830, à Leipzig, en deux volumes, les œuvres italiennes de Bruno; il devait aussi donner une édition de ses écrits latins : il l'a commencée, mais non terminée.

(2) Elle a paru pour la première fois en 1701, dans les *Acta litteraria* de Struve, fascic. v, p. 64.

comme elle n'a jamais été traduite en français, nous en donnerons ici quelques fragmens. Elle prouve que Jordano Bruno a été mis à mort, non comme protestant, mais comme impie, non pour tel ou tel acte de sa vie, sa fuite de son couvent ou l'abjuration de la foi catholique, mais pour la doctrine philosophique qu'il répandait par ses ouvrages et par ses discours.

« GASPARD SCHOPPE A SON AMI CONRAD RITTERSHAUSEN (1).

« . . . . . Ce jour me fournit un nouveau motif de vous écrire : Jordano Bruno, pour cause d'hérésie, vient d'être brûlé vif en public, dans le Champ-de-Flore, devant le théâtre de Pompée... Si vous étiez à Rome en ce moment, la plupart des Italiens vous diraient qu'on a brûlé un luthérien, et cela vous confirmerait sans doute dans l'idée que vous vous êtes formée de notre cruauté. Mais, il faut bien que vous le sachiez, mon cher Rittershausen, nos Italiens n'ont pas appris à distinguer entre les hérétiques de toutes les nuances; quiconque est hérétique, ils l'appellent luthérien, et je prie Dieu de les maintenir en cette simplicité qu'ils ignorent toujours en quoi une hérésie diffère des autres. . . . .

. . . . J'aurais peut-être cru moi-même, d'après le bruit général, que ce Bruno était brûlé pour cause de luthéranisme, si je n'avais été présent à la séance de l'inquisition où sa sentence fut prononcée, et si je n'avais ainsi appris de quelle hérésie il était coupable... (Suit un récit de la vie et des voyages de Bruno et des doctrines qu'il enseignait.)... Il serait impossible de faire une revue complète de toutes les monstruosités qu'il a avancées, soit dans ses livres, soit dans ses discours. Pour tout dire, en un mot, il n'est pas une erreur des philosophes païens et de nos hérétiques anciens ou modernes qu'il n'ait soutenue... A Venise enfin, il tomba entre les mains de l'inquisition; après y être demeuré assez long-temps, il fut envoyé à Rome, interrogé à plusieurs reprises par le saint-office, et convaincu par les premiers théologiens. On lui donna d'abord quarante jours pour réfléchir; il promit d'abjurer, puis il recommença à défendre ses folies, puis il demanda encore un autre délai de quarante jours; enfin il ne cherchait qu'à se jouer du pape et de l'inquisition. En conséquence, environ deux ans après son arrestation, le 9 février dernier, dans le palais du grand inquisiteur, en présence des très illustres cardinaux du saint-office (qui sont les premiers par l'âge, par la pratique des affaires et la connaissance du droit et de la théologie), en présence des théologiens consultans et du magistrat séculier, le gouverneur de la ville, Bruno fut introduit dans la salle de l'inquisition, et là il entendit à genoux la lecture de la sentence prononcée contre lui. On y racontait sa vie, ses études, ses opinions; le zèle que les inquisiteurs avaient

(1) En latin, *Scioppius* et *Rittershusius*.

déployé pour le convertir, leurs avertissemens fraternels, et l'impiété obstinée dont il avait fait preuve. Ensuite il fut dégradé, excommunié et livré au magistrat séculier, avec prière toutefois qu'on le punît avec clémence et sans effusion de sang. A tout cela Bruno ne répondit que ces paroles de menace : « *La sentence que vous portez vous trouble peut-être en ce moment plus* « *que moi.* » Les gardes du gouverneur le menèrent alors en prison : là, on s'efforça encore de lui faire abjurer ses erreurs. Ce fut en vain. Aujourd'hui donc, on l'a conduit au bûcher. Comme on lui montrait l'image du Sauveur crucifié, il l'a repoussée avec dédain et d'un air farouche. Le malheureux est mort au milieu des flammes, et je pense qu'il sera allé raconter, dans ces autres mondes qu'il avait imaginés (1), comment les Romains ont coutume de traiter les impies et les blasphémateurs. Voilà, mon cher ami, de quelle manière on procède chez nous contre les hommes, ou plutôt contre les monstres de cette espèce. . . . .

« Rome, le 17 février 1600. »

Campanella, dominicain comme Bruno et novateur comme lui, est un esprit d'une autre trempe. Il a déjà plus de raison et de lumières. Tout aussi ardent que Bruno contre Aristote, son platonisme est plus réfléchi, et la réforme qu'il entreprend est à la fois plus sobre et plus vaste. Elle mérite encore aujourd'hui d'être étudiée. Plein d'enthousiasme pour le bien, il combattit les doctrines morales et politiques de Machiavel; du fond de sa prison, il défendit le système de Copernic et fit une apologie de Galilée pendant le procès que faisait à celui-ci l'inquisition : victime héroïque, écrivant en faveur d'une autre victime dans l'intervalle de deux tortures! On a de lui un très bon livre contre l'athéisme. Sa pensée est toujours chrétienne, et, loin d'attaquer l'église, il la glorifie partout. Mais il paraît qu'à force de lire Platon et saint Thomas, il y puisa une telle horreur de la tyrannie et une telle passion pour un gouvernement fondé sur l'esprit et sur la vertu, qu'il rêva de délivrer son pays du despotisme espagnol, et trama dans les couvens et dans les châteaux de la Calabre une conspiration de moines et de gentilshommes qui, n'ayant pas réussi, le plongea dans un abîme d'infortunes. De profondes ténèbres couvrent encore toute cette affaire. Le dernier historien de Campanella, M. Baldacchini de Naples (2), a en vain cherché dans toutes les archives le procès de son célèbre compatriote; tout a disparu, et nous en sommes réduits au témoignage de ses ennemis.

(1) Atroce allusion aux mondes innombrables et à l'univers infini de Bruno.

(2) *Vita e Filosofia di Tommaso Campanella*, da Michele Baldacchini, 2 vol, in-8°; Napoli, 1840 et 1843.

Tous du moins sont unanimes sur sa constance et son inébranlable courage. Une fois mis en prison pour crime politique, on y mêla d'autres accusations théologiques et philosophiques : il demeura vingt-sept ans dans les fers. Un auteur contemporain et digne de foi (1) raconte que Campanella soutint, pendant trente-cinq heures continues, une torture si cruelle, « que, toutes les veines et artères qui sont autour du siége ayant été rompues, le sang qui coulait des blessures ne put être arrêté, et que pourtant il soutint cette torture avec tant de fermeté que pas une fois il ne laissa échapper un mot indigne d'un philosophe. » Campanella lui-même fait ainsi le récit de ses souffrances dans la préface de *l'Athéisme vaincu* (2) :

« J'ai été renfermé dans cinquante prisons et soumis sept fois à la torture la plus dure. La dernière fois, la torture a duré quarante heures. Garrotté avec des cordes très serrées et qui me déchiraient les os, suspendu, les mains liées derrière le dos, au-dessus d'une pointe de bois aigu qui m'a dévoré la seizième partie de ma chair et tiré dix livres de sang; guéri par miracle après six mois de maladie, j'ai été plongé dans une fosse. Quinze fois j'ai été mis en jugement. La première fois, quand on m'a demandé : « Comment donc « sait-il ce qu'il n'a jamais appris? a-t-il donc un démon à ses ordres? » j'ai répondu : Pour apprendre ce que je sais, j'ai usé plus d'huile que vous n'avez bu de vin. Une autre fois, on m'a accusé d'être l'auteur du livre *Des Trois Imposteurs*, qui était imprimé trente ans avant que je fusse sorti du ventre de ma mère. On m'a encore accusé d'avoir les opinions de Démocrite, moi qui ai fait des livres contre Démocrite. On m'a accusé de nourrir de mauvais sentimens contre l'église, moi qui ai écrit un ouvrage sur la monarchie chrétienne, où j'ai montré que nul philosophe n'avait pu imaginer une république égale à celle qui a été établie à Rome sous les apôtres. On m'a accusé d'être hérétique, moi qui ai composé un dialogue contre les hérétiques de notre temps... Enfin on m'a accusé de rébellion et d'hérésie pour avoir dit qu'il y a des signes dans le soleil, la lune et les étoiles, contre Aristote, qui fait le monde éternel et incorruptible... C'est pour cela qu'ils m'ont jeté comme Jérémie dans le lac inférieur où il n'y a ni air ni lumière... »

Toutefois, en protestant contre les chefs de l'accusation qui lui est intentée, Campanella convient qu'il a pu faillir : « Je ne prétends

(1) J.-N. Erythræus (Rossi), dans sa *Pinacotheca Imaginum illustrium*, 1643-1648.

(2) Non imprimée dans l'édition que Campanella a donnée de cet ouvrage; retrouvée, comme la lettre de Schoppe, et publiée aussi par Struve, *Acta litteraria*, fascic. II.

pas, dit-il, que je sois irréprochable... Tout ce que je soutiens, c'est qu'il n'y a pas de quoi me punir ainsi. »

Vanini est bien au-dessous de Bruno et de Campanella. Il n'a le sérieux de l'un ni de l'autre, ni la vaste imagination du premier, ni l'enthousiasme énergique du second. Napolitain comme eux, mais rebelle à l'esprit idéaliste de la Grande-Grèce, il appartient plutôt à l'école de Bologne. Il est anti-platonicien déclaré, et disciple ardent d'Aristote, interprété à la manière d'Averroës et de Pomponat. Ce n'est pas la plus noble expression du XVIe siècle. Il en a l'imagination et l'esprit, il en a aussi le désordre, et ce désordre paraît avoir été dans sa conduite comme dans sa pensée; mais il a du moins ressemblé à ses deux grands compatriotes par son audace et par ses malheurs.

Nous le sentons, un tel jugement a besoin de preuves; car Vanini est encore un problème sur lequel on a entassé les dissertations et les conjectures les plus contraires. Un cri d'horreur s'élève contre le bûcher infame dressé à Toulouse au commencement du XVIIe siècle. On maudit les bourreaux, on plaint la victime, mais on ne sait pas bien encore pourquoi elle fut condamnée. Le même voile qui couvre les procès de Campanella et de Bruno est aussi étendu sur celui de Vanini. Le parlement de Toulouse s'est bien gardé de publier les actes de cette odieuse affaire. Jusqu'ici nulle pièce authentique n'a vu le jour, et on ne possède que le récit obscur d'un témoin intéressé qui fut un des juges de Vanini. Mais, grace à Dieu, plusieurs documens nouveaux sont tombés entre nos mains, et nous avons pu nous procurer une pièce officielle, la pièce décisive, qui nous permettra de voir plus clair dans ces ténèbres sanglantes.

Examinons d'abord les ouvrages de Vanini. Ils sont assez rares pour qu'il ne paraisse pas déplacé d'en donner ici une analyse étendue.

D'après son propre témoignage, il était né à Taurisano, près de Naples; sa mère s'appelait Beatrix Lopez de Noguera, et son père, Jean-Baptiste Vanini. Il paraît que son vrai nom était Lucilio; mais il prend dans tous ses ouvrages le titre de Jules-César. Il étudia successivement à Naples, à Rome et à Padoue. Parmi les maîtres dont il dit avoir suivi les cours, il cite particulièrement les deux carmes Barthélemi Argotti et Jean Baccon. Il visita presque tous les pays de l'Europe où la philosophie était cultivée. Il parle de son séjour en Allemagne, en Hollande, en Belgique, à Genève, en Angleterre. On le voit, c'est à peu près la même vie que celle de Bruno. Il doit avoir

été engagé dans les ordres, car il avait fait des sermons. Arrivé en France, il séjourna quelque temps à Lyon et à Paris avant son fatal voyage à Toulouse.

C'est à Lyon qu'il publia, en 1615, son premier écrit, avec ce titre singulièrement emphatique (1) : *Amphithéâtre de la Providence éternelle, magique et divin, chrétien et physique, astrologico-catholique, contre les anciens philosophes, les athées, les épicuriens, les péripatéticiens et les stoïciens, par Jules-César Vanini, philosophe, théologien, docteur en droit civil et en droit canon.* Le livre est dédié à son excellence don François de Castro, ambassadeur d'Espagne auprès du saint-siége. Il est revêtu de l'approbation civile et de l'approbation ecclésiastique. Deux censeurs ecclésiastiques différens, l'un vicaire-général de l'archevêque de Lyon, l'autre professeur en théologie, prédicateur et délégué par l'archevêque, déclarent que l'écrit de Vanini ne renferme rien qui soit contraire à la foi catholique; le dernier même y trouve « des raisonnemens pleins de force et de finesse, fondés sur la saine doctrine des théologiens les plus autorisés, » et il s'exprime sur le ton de l'admiration. Suivent les témoignages de diverses personnes, et des éloges en vers de l'ouvrage et de l'auteur. Que dire en vérité de ce cortége d'approbations, si *l'Amphithéâtre* est un monument d'impiété et d'athéisme?

En apparence au moins, c'est tout le contraire. D'abord, quant à la religion, Vanini s'en porte partout le défenseur. Dans sa préface, il prétend avoir composé une *apologie pour la loi mosaïque et chrétienne contre les physiciens, les astronomes et les politiques*, ainsi qu'une *apologie en dix-huit livres du concile de Trente contre les hérétiques.* Ces écrits sont-ils réels ou supposés? Nous l'ignorons. Toujours est-il qu'il les cite assez souvent. Il s'appelle lui-même « le fils de la sainte mère l'église catholique. » Il prétend qu'il a failli en Angleterre subir le martyre pour la foi, et qu'il serait mort bien volontiers pour une si belle cause. Il fait l'éloge de la société de Jésus, qu'il nomme « le palladium de l'église romaine, la colonne de toute religion, l'ancre du salut du genre humain. » Enfin, en parcourant attentivement tout le livre, je n'ai pas rencontré un seul mot qui démentît les approbations des deux censeurs lyonnais. Je n'y trouve de suspect que le ton emphatique et outré; quelquefois même on pour-

(1) *Amphitheatrum æternæ providentiæ, divino-magicum, christiano-physicum, necnon astrologo-catholicum, adversus veteres philosophos, atheos, epicureos, peripateticos et stoicos*, auctore Julio Cæsare Vanino, philosopho, theologo, ac juris utriusque doctore; Lugduni, 1615.

rait soupçonner une ironie mal dissimulée. Ainsi, après avoir cité cinquante versets de l'Écriture pour réfuter un athée, il ajoute : « Cette réponse est très édifiante; par malheur, les athées ne se font pas grand scrupule de la rejeter, car ils accordent aux saintes Écritures la même foi que je puis accorder aux fables d'Ésope, ou à des rêves de bonnes femmes, ou aux superstitions de l'Alcoran. » Il parle en ces termes de l'inquisition : « J'aime mieux attirer sur moi la colère d'Horace que celle de nos inquisiteurs, que je considère et que je vénère comme les gardiens de la vigne du Seigneur. »

En philosophie, Vanini se montre adversaire ardent de la scolastique. Il l'attaque partout, la tourne en ridicule, et n'épargne Albert ni saint Thomas. « Que d'autres, dit-il, admirent les scolastiques; pour moi, je n'en fais pas le moindre cas. » Il traite toutes leurs idées de « chimères, nées de l'ignorance, nourries par l'obstination et par la sottise. » Voilà bien le philosophe du XVIe siècle, plein de mépris pour le moyen-âge. Dans l'antiquité, il se sépare ouvertement de Platon et de Cicéron, qu'il traite à peu près comme les scolastiques. « Je ne m'appuierai pas, dit-il, sur les déclamations usées de Cicéron, ni sur les rêveries de vieille femme de Platon. » Et il se prononce pour Aristote commenté par Averroës et par Pomponat. Il appelle Aristote « son divin précepteur, le coryphée des philosophes, génie abondant en fruits divins, le père de la sagesse humaine, le souverain dictateur de toutes les sciences, l'oracle vénérable de la nature; » et ce novateur indépendant avoue qu'il a été « instruit à jurer sur la parole d'Averroës, à l'école de Jean Baccon, carmélite anglais, le prince des averroïstes. » Pierre Pomponat est pour lui « le plus ingénieux des philosophes, » et « Pythagore aurait dit que l'ame d'Averroës était passée dans son corps. » C'est ici le langage diamétralement opposé à celui de La Ramée, de Bruno et de Campanella. Cependant Vanini s'accorde avec ce dernier pour combattre Machiavel, qu'il nomme « le prince des athées. » Il n'a pas assez d'invectives contre Cardan. Est-ce là encore une exagération calculée? Mais en mettant sous les paroles d'un auteur d'autres pensées que celles qu'elles expriment, que fait-on autre chose que des conjectures?

Voici le plan de l'*Amphithéâtre* : il se divise en cinquante chapitres appelés *exercices*. Vanini établit d'abord l'existence et la nature de Dieu. Il détermine l'idée de la Providence, et il en donne les preuves tout au long. Après avoir posé les principes, il discute les objections; il réfute l'argumentation de l'athée Diagoras contre l'existence d'une Providence, ainsi que celle de Protagoras et de ses mo-

dernes imitateurs. Il résout les difficultés que Cicéron élève sur la conciliation de la liberté de l'homme avec la divine Providence. Il défend la Providence et l'immortalité de l'ame attaquées par les épicuriens. Outre la Providence générale admise par Aristote et par les averroïstes, il établit la doctrine d'une Providence spéciale qui veille sur chaque chose et sur chacun de nous. Enfin, après avoir réfuté plusieurs opinions des stoïciens, il termine par un acte d'entière soumission au chef de l'église et par un hymne à la Divinité.

L'*Amphithéâtre* devait avoir une seconde partie, où Vanini promet de répondre à d'autres objections; elle n'a jamais paru.

Tel est, fidèlement et loyalement retracé, le plan du premier ouvrage de Vanini. Maintenant comment l'a-t-il rempli? Est-il aussi pur, aussi irréprochable dans l'exécution que dans la conception? Ici encore abstenons-nous de toute hypothèse, et renfermons-nous dans le texte même de l'*Amphithéâtre*.

Aristote, au commencement du chapitre VI du XIIme livre de la *Métaphysique*, admet deux preuves de l'existence de Dieu : l'une qu'il effleure à peine, l'autre qu'il expose avec quelque étendue et qu'il reprend et développe dans le premier livre de la *Physique*. Cette dernière preuve est la preuve célèbre par le mouvement. « D'où viendra le mouvement, s'il n'y a pas un principe essentiellement actif? En effet, ce n'est pas la matière qui se mettra elle-même en mouvement, etc. (1). » Cette preuve excellente, et que les meilleurs génies ont adoptée, Vanini la rejette par des raisons subtiles et quintessenciées, et il s'attache à l'autre argument d'Aristote, à savoir que des êtres finis et contingens supposent un être infini et éternel. « Tout être, dit Vanini, est fini ou infini, temporaire ou éternel; s'il est dans le temps, il a donc commencé d'être; il n'a donc pu se produire lui-même, autrement il aurait été avant d'être. Puis donc que nous voyons des êtres commencer, il faut accorder qu'il y a un être éternel d'où ils tirent leur origine; car s'il n'y avait point d'être éternel, il n'y aurait que des êtres qui auraient commencé, c'est-à-dire que rien n'existerait, ce qui est impossible. Il est donc impossible qu'il n'y ait pas un être éternel. » Vanini résume l'argument dans ce syllogisme : « D'après ce qui a été dit, toute existence d'un être qui commence suppose un être éternel; or, il y a des êtres qui commencent. Donc et nécessairement, il y a un être éternel; c'est cet

(1) Voyez, à la page 92 et suiv. notre *Rapport sur la Métaphysique d'Aristote*, seconde édition.

être que nous appelons Dieu (1). » Cette preuve est bonne, elle est fort solide, et elle se retrouve dans toutes les grandes philosophies. Vanini l'admet, donc Vanini n'est pas athée. Mais Vanini n'admet que celle-là : il le déclare expressément au commencement de l'*Amphithéâtre*, et nulle part il n'en admet aucune autre. De là une théodicée très imparfaite. En effet, si tout être fini suppose un être éternel, il reste à savoir quel est cet être éternel. Puisque l'argument du mouvement est rejeté, cet être éternel ne peut plus être la cause de rien; il n'est plus que la substance de tout. Cette substance éternelle que les êtres finis supposent, mais qui ne les a pas faits, ne peut avoir d'autres attributs que ceux qui se déduisent de son essence, de l'éternité et de l'infinité, et rien de plus. Comme l'être infini, en tant qu'infini, n'est pas un moteur, une cause, il n'est pas non plus, en tant qu'infini, une intelligence; il n'est pas non plus une volonté, il n'est pas non plus un principe de justice, ni encore bien moins un principe d'amour. Encore une fois, s'il était tout cela, s'il possédait tous ces attributs, il ne les tiendrait pas de l'éternité et de l'infinitude, et on n'a pas le droit de les lui imputer en vertu de cet unique argument : tout être contingent suppose un être qui ne l'est pas, tout être fini suppose un être infini. Le dieu que donne cet argument est donc, à la rigueur; mais il est presque comme s'il n'était pas, pour nous du moins qui l'apercevons à peine dans les hauteurs inaccessibles d'une éternité et d'une existence absolue, vide de pensée, d'activité, de liberté, d'amour, semblable au néant même de l'existence, et mille fois inférieure, dans son infinitude et son éternité, à une heure de notre existence finie et périssable, si pendant cette heure fugitive nous savons que nous sommes, si nous pensons, si nous aimons quelque autre chose que nous-mêmes, si nous nous sentons capables de sacrifier librement à une idée le peu de minutes qui nous ont été accordées. « L'homme n'est qu'un roseau, mais c'est un roseau pensant. » J'ajoute : c'est un roseau voulant et aimant. « C'est de là qu'il faut nous relever, non de l'espace et de la durée, que nous ne saurions remplir (2). » Sous peine de mettre en Dieu moins qu'il n'y a réellement en l'homme, il faut, par un argument analogue à celui du mouvement, après avoir considéré Dieu comme le principe des mouvemens qui ont lieu dans le monde, le considérer encore comme le principe de la pensée, de l'activité

(1) *Amphith.*, ex. I, p. 3.

(2) Pascal, d'après Descartes. Voyez notre livre *Des Pensées de Pascal*, p. 43, et p. 107.

libre et de l'amour désintéressé qui est en nous, et lui restituer ces grands attributs intellectuels et moraux qui font de Dieu, non pas seulement l'auteur de l'univers, mais le père de l'humanité.

Ainsi, pour avoir mutilé la théodicée déjà bien étroite d'Aristote, Vanini est arrivé à un Dieu très imparfait, dont on a épuisé l'essence quand on a dit qu'il est l'être des êtres. Je ne m'étonne donc pas que, passant du premier exercice au second, de l'existence de Dieu à sa nature, Vanini s'exprime ainsi : « Vous me demandez ce que Dieu est; si je le savais, je serais Dieu, car nul ne connaît Dieu, et nul ne sait ce qu'il est, sinon Dieu lui-même. » Et il n'ajoute pas grand'chose à cet aveu de son impuissance, il ne sort pas du cercle dans lequel il s'est enfermé lui-même, lorsqu'il termine ainsi ce chapitre :

« J'oserai donc (entreprise peut-être téméraire) décrire ainsi Dieu : Ce qui est à soi-même son principe et sa fin, sans avoir ni principe ni fin, n'ayant besoin ni de l'un ni de l'autre, la source et l'auteur de l'un et de l'autre. Il est, sans être dans le temps : pour lui, point de passé qui s'enfuie, point d'avenir qui s'avance. Il règne partout sans être nulle part, immobile sans être en place, rapide sans être en mouvement. Il est tout entier hors de toutes choses et dans toutes choses; dans tout, sans y être renfermé; hors de tout, sans en être exclus. Il est au sein de cet univers qu'il gouverne, et il l'a créé hors de lui. Il est bon sans avoir de qualité, grand sans quantité, un tout sans parties, immuable et changeant tout le reste; vouloir pour lui, c'est pouvoir, et sa volonté est action. Il est simple; en lui rien n'est en puissance, tout est en acte, ou plutôt il est lui-même l'acte pur, premier, moyen et dernier. Enfin il est tout, au-dessus de tout, hors de tout, en tout, indépendamment de tout, avant tout, après tout, et tout entier (1). »

Toutes ces qualifications ne sont que des variantes de l'infini. Il en est pourtant quelques-unes qui excèdent le principe auquel elles se rapportent. Quand Vanini dit de son dieu : « Pour lui, vouloir c'est pouvoir, » nous lui demanderons de quel droit il attribue à l'être infini une volonté, et une volonté efficace. Déjà, en lui ôtant la force motrice, il lui a ôté la vraie puissance. Comment donc peut-il après coup mettre en lui la volonté, c'est-à-dire le fond même et le principe de ce qu'il lui a ôté? De loin en loin, on rencontre dans l'*Amphithéâtre* de belles maximes, mais toujours entachées de ce vice, d'être exclusives et bornées ou inconséquentes.

Dans l'exercice troisième, Vanini rejette toutes les définitions de

(1) *Amphith.*, ex. II, p. 10.

la Providence. Saint Thomas avait dit : La Providence est la raison finale de l'ordre des choses. Vanini traite cela d'absurde. Vivès avait dit : C'est une volonté gouvernant tout avec sagesse. Vanini se moque de Vivès, et je le conçois, dans le système de la pure infinitude comme unique essence de la divinité, et il aboutit à cette définition de la Providence, où il n'y a plus ni raison, ni volonté, ni sagesse : « La Providence est la force divine toujours présente à elle-même, et antérieure à tout le reste. » La force même est ici de trop, et cette définition si étroite est trop large encore.

Vanini prouve très bien, contre Aristote et Averroës, que le monde n'est pas éternel. « Le monde, dit-il, a un auteur ou il n'en a pas : s'il a un auteur, il n'est pas éternel, car rien de ce qui a été fait n'est contemporain de ce qui l'a fait. S'il n'a pas d'auteur, il a toujours été de lui-même; mais il est ridicule de donner ce qui est fini comme le principe de l'être. Rien de ce qui est fini n'est premier : or le monde est quelque chose de fini, cela est manifeste; il n'est donc pas de lui-même; il n'est donc pas éternel (1). » Vanini suit Averroës dans les détours de sa subtile dialectique, et à ses argumens alambiqués il oppose ceux d'Algazel, ou plutôt ceux qu'Algazel a reçus du chrétien J. Philopon.

Loin d'affaiblir les argumens des athées, Vanini les développe avec tant de force, qu'on y a vu le secret dessein de les faire prévaloir dans l'esprit de ses lecteurs; mais ce n'est là qu'une conjecture. Si les réponses de Vanini ne sont pas tout ce qu'elles pourraient être aujourd'hui, il faut songer que nous sommes au XVIe siècle, hors de la scolastique, et avant la philosophie cartésienne.

Objection de Diagoras : « Si une Providence gouvernait le monde, chacun serait traité selon ses mérites, et une balance égale distribuerait les biens aux bons et les maux aux méchans. Mais comme les choses vont tout différemment, je ne vois pas dans le monde cette Providence dont on parle, et ne sais en quoi elle peut consister. » Les stoïciens niaient la mineure et soutenaient que l'homme vertueux est très heureux, et le méchant malheureux. Boëce reprend la thèse stoïcienne en la modifiant; il place le bonheur et la misère des hommes vertueux et des méchans, non dans les biens et les maux sensibles, mais dans la vertu et dans le vice qui sont à eux-mêmes leur châtiment et leur récompense. Vanini combat tout cela, et même avec assez de vivacité, et il n'a pas l'air de faire grand cas

(1) *Amphith.*, ex. IV, p. 15.

de l'argument de l'autre vie : « La sainte Écriture, dit-il, nous montre les châtimens et les récompenses toujours assurés à qui les mérite dans un autre monde; » mais il se hâte d'ajouter que cet argument n'est pas à l'usage des athées, puisqu'ils méprisent les saintes Écritures. Quand il en vient à répondre pour son propre compte à Diagoras, sans prétendre avec les stoïciens que l'homme vertueux est souverainement heureux, et le vicieux toujours malheureux, il fait voir que les plus grands biens, même en cette vie, sont accordés à la vertu, ce qui est très vrai, et que les tribulations, qui ne lui sont pas épargnées, lui servent d'épreuve utile et même désirable. Dieu, au contraire, punit le méchant par l'excès même de ses plaisirs, qui ui rendent insupportable la moindre contrariété, et engendrent la misère au sein du bonheur apparent. Toutefois il faut convenir que l'ensemble de ce chapitre est loin de produire sur l'ame un effet salutaire.

Les chapitres qui suivent, contre Protagoras, me semblent meilleurs. « S'il est un Dieu, dit Protagoras, d'où vient donc le mal? — Je réponds : de notre libre volonté (1). » Il est vrai que dans le développement cette excellente réponse est plutôt affaiblie que fortifiée.

Dans le problème de la conciliation difficile de la divine Providence et de la liberté humaine, Cicéron se décide contre la Providence en faveur de la liberté. Voici quel est l'argument de Cicéron : « La Providence de Dieu et la liberté de l'homme sont incompatibles; or, certainement la liberté humaine existe, car nous en avons la conscience; donc il n'y a point de Providence. » Et il prouvait sa majeure par trois argumens principaux qui reviennent à ceci : La Providence de Dieu doit être infaillible; elle ne peut se tromper dans ses prévisions, donc tout ce qu'elle prévoit doit arriver nécessairement : donc la liberté humaine est impossible. Vanini accorde que la Providence ne se trompe pas, qu'elle aperçoit l'avenir, et que l'avenir se fait comme elle l'aperçoit; mais il explique ce que c'est que la prévoyance de l'avenir (2). « Les actions futures de l'homme, dit-il, étant libres de leur nature, s'accomplissent librement. Dieu les voit donc d'avance telles qu'elles seront, c'est-à-dire dans leur liberté et dans leur contingence. Elles n'ont pas lieu parce que Dieu les prévoit, mais Dieu les prévoit telles qu'elles seront, et telles qu'elles sont d'avance pour lui; car pour lui il n'y a réellement ni

(1) *Amphith.*, ex. XIV, p. 95.
(2) *Ibid.*, ex. XXIII, p. 137.

passé ni avenir, mais un présent éternel. Nous-mêmes nous connaissons quelquefois l'avenir sans le déterminer : il en est ainsi de Dieu. » La différence qui sépare notre prévoyance et la Providence divine, c'est que notre prévoyance est circonscrite dans d'étroites limites d'espace et de temps. Dieu voit très certainement et très clairement l'avenir le plus lointain, non comme avenir, mais comme présent. Son éternité n'admet point la différence des temps; elle est tout entière en elle-même avec toutes les parties dans lesquelles nous la divisons. Vanini s'engage à perte de vue dans les développemens les plus subtils et les plus raffinés de cette réponse plus ou moins concluante, sans avoir l'air de se douter qu'il les emprunte à la scolastique, et qu'il est à son insu le disciple de ce docteur angélique pour lequel il affecte un si grand mépris.

Si Dieu, dit Épicure, s'occupe de nous, il n'est pas parfaitement heureux. Or il l'est : il ne s'occupe donc pas des affaires des hommes. Vanini répond à Épicure d'une manière triomphante. « L'opinion épicurienne est la plus absurde de toutes les absurdités. Dire en effet que Dieu existe, mais qu'il ne s'occupe pas des hommes, n'est-ce pas dire que le feu existe, mais qu'il n'échauffe pas? car qu'est-ce que Dieu, sinon un être supérieur qui veille sur tout, meut et gouverne tout? » Contentons-nous de faire remarquer à notre philosophe que ces derniers attributs, qu'il ajoute fort raisonnablement à l'infinité de Dieu, n'en découlent pas.

Vanini prouve ensuite à merveille que mettre l'absolu bonheur de la Divinité dans l'absolu repos, c'est la dépouiller de son attribut essentiel, la puissance infinie; c'est la ravaler au-dessous de l'humanité, c'est faire Dieu inférieur à un Alexandre qui, dans son infatigable activité, se plaignait du sommeil. Cardan a écrit que tout esprit jouit de l'éternel repos : « Non, dit Vanini, mais de l'éternel mouvement (1). La matière se lasse, et par conséquent le repos lui convient; elle ne se meut que pour se reposer. Mais l'esprit est dans une action continue : sa fin n'est pas le repos, mais une force éternelle. Qu'est-ce que la connaissance de Dieu, qu'est-ce que l'amour qui en découle, sinon un désir insatiable de participer à son infinité? Cette noble activité de l'ame est si éloignée du repos, qu'elle aspire à ne cesser jamais. »

Sur l'immortalité de l'ame, Vanini est bien moins assuré :

« Le fondement, dit-il, sur lequel roule la doctrine d'Épicure est la mor-

(1) *Amphith.*, p. 155.

talité de l'ame. Plusieurs docteurs chrétiens ont ici combattu les athées, mais avec tant de légèreté et si peu de raison, qu'en lisant les commentaires des plus grands théologiens, on sent s'élever des doutes en soi-même. J'avoue ingénument que l'immortalité de l'ame ne peut être démontrée par des principes physiques; car c'est un article de foi, puisque nous croyons à la résurrection de la chair. Le corps en effet ne ressuscitera pas sans l'ame, et de quelle manière pourrait être l'ame, si elle n'était pas? Moi donc, chrétien et catholique, si je ne l'avais appris de l'église, qui nous enseigne certainement et infailliblement la vérité, j'aurais de la peine à croire à l'immortalité de l'ame. Loin de rougir de cet aveu, je m'en fais gloire; car j'accomplis le précepte de saint Paul, en retenant mon esprit sous le joug de la foi (1)... »

Cependant, pour faire preuve de bonne volonté, il essaie de prouver l'immortalité de l'ame, d'abord par sa simplicité, ensuite par sa nature céleste et par conséquent incorruptible, enfin par le principe : rien ne se fait de rien; or, si un être ne peut se faire de rien, un être aussi ne peut retourner à rien.

Vanini ne répond pas si mal aux stoïciens. A-t-il bien connu leur véritable doctrine? Peu importe; il est certain qu'il repousse avec force et avec un grand air de conviction les erreurs qu'il leur attribue. Partout il revendique la liberté de l'homme, et répète que l'acte dépend entièrement de notre volonté, et que c'est nous qui méritons et qui déméritons.

Dans un temps où l'astrologie était la croyance universelle, depuis Képler jusqu'à Campanella, il ne faut pas s'étonner qu'un péripatéticien comme Vanini, imbu de la doctrine que toutes les idées de l'intelligence viennent des sens, ait accordé plus qu'il ne faut à l'influence des astres; cependant il réserve toujours et presque entièrement la volonté. Les hommes, disaient les stoïciens du XVI[e] siècle, n'agissent que d'après l'influence des astres qui président à leur naissance. C'est donc aux astres et non pas à la volonté qu'il faut attribuer le mal. « Nos actions, répond Vanini (2), ne sont pas soumises directement aux astres, elles relèvent de notre seule volonté qui, étant immatérielle, ne peut dépendre des corps célestes. Ils ne forcent pas nos actions; tout ce qu'on peut dire, c'est qu'ils les inclinent et de la manière suivante : notre volonté suppose l'intelligence, celle-ci dépend des sens, les sens sont directement soumis à l'influence des corps célestes; de là une certaine inclination et disposition de la volonté, mais nulle contrainte.

(1) *Amphith.*, ex. XXVII, p. 163-164.
(2) *Ibid.*, ex. XLIV, p. 298.

« Les péchés dans le monde sont nécessaires : donc c'est à Dieu qu'il les faut rapporter. Je réponds que l'antécédent de cet argument est faux, qu'il est même contradictoire; car qui dit péché dit liberté, c'est-à-dire le contraire de la nécessité.... C'est ainsi que nous retournons contre nos adversaires leurs propres armes, les poignards de plomb (*plumbeos pugiones*) avec lesquels ils défendent leurs subtilités (*suas ratiunculas*).

« Les stoïciens (1) se sont trompés du tout au tout, lorsqu'admettant la divine Providence, ils prétendent que Dieu gouverne l'univers et l'humanité, non d'après sa volonté, mais selon la nécessité... Aristote aussi a enseigné que Dieu agit nécessairement, sur ce motif que, si on suppose Dieu libre dans la formation du monde, il faut supposer qu'il était avant de faire le monde, et qu'ainsi cet acte a été un changement en lui, tandis que l'essence de Dieu est l'immutabilité. »

Sur ce redoutable problème de la création, Vanini chancelle, il est vrai, mais comme tant d'autres. Il n'a pas connu en quoi consiste la liberté de Dieu dans la création, puisqu'il nie que de deux choses différentes, Dieu ait pu faire l'une ou l'autre dans un seul et même instant, ce qui est absurde; car cette puissance qu'il refuse à Dieu, il aurait pu la trouver dans l'homme. En effet, on ne saurait trop le redire (2), ce qui constitue expressément notre libre arbitre, c'est que, dans le moment où nous nous décidons à faire telle ou telle chose, nous avons la conscience que nous pouvons faire le contraire, et que, si nous continuons l'action commencée, nous la pouvons suspendre, et réciproquement. Cette puissance qui se résout dans un sens, pouvant se résoudre dans un autre, est proprement la volonté libre. L'intelligence n'est pas libre, parce qu'il n'est pas en son pouvoir de juger mauvais ce qui est et lui paraît bon, ni bon ce qui est et lui paraît mauvais, et c'est là en quoi l'intelligence diffère essentiellement de la volonté; mais quand l'intelligence, l'entendement, la raison, en un mot la faculté de connaître, a reconnu et prononcé qu'une chose est bonne ou mauvaise à faire ou à ne pas faire, si la volonté, pour s'accorder avec la raison qui est sa loi, se décide pour ce qui est ou lui paraît bon, en se décidant ainsi, elle a la conscience de pouvoir se décider autrement, et de ne faire ce qu'elle fait que

(1) *Amphith.*, ex. XLVIII, p. 315.

(2) Voyez l'analyse complète que nous avons donnée du libre arbitre dans divers endroits de nos ouvrages, et particulièrement dans l'examen critique de l'*Essai sur l'Entendement humain*, cours de 1829, t. II.

parce qu'elle le veut, et par cela seul qu'elle veut être raisonnable. Transportons ceci à Dieu. Dieu, par sa raison, et surtout (je me hâte de le dire avec Platon (1)), par sa bonté, a vu qu'il était bon de créer le monde et l'homme; en même temps, il était libre de le créer ou de ne le créer pas, et de ne pas suivre sa raison et sa bonté; mais il a suivi l'une et l'autre, parce qu'il est la raison et la bonté même. Dans celui où tout est infini, l'intelligence, la bonté et la liberté sont également infinies, et dans celui qui est l'unité suprême, elles s'unissent infiniment, de telle sorte qu'il est impie de placer dans la liberté divine les misères de nos incertitudes et nos luttes intérieures. Dans l'homme, la diversité des pouvoirs de l'ame se trahit par la discorde et le trouble. Les différens pouvoirs, l'intelligence, la bonté ou l'amour, et la libre activité, sont déjà nécessairement dans l'auteur de l'humanité, mais portées à leur suprême puissance, à leur puissance infinie, distinctes et unies tout ensemble dans la vie de l'éternelle unité. La théodicée est entre l'écueil d'un anthropomorphisme extravagant et celui d'un déisme abstrait. Le vrai dieu est un dieu vivant, un être réel, dont tous les attributs distincts se développent conformément à sa nature infinie, sans effort et sans combat. Otez l'intelligence divine, la conception du plan de ces innombrables mondes est impossible. Otez à Dieu la bonté et l'amour, la création devient superflue à qui n'a besoin de rien et se suffit à lui-même. Otez à Dieu la liberté, le monde et l'homme ne sont plus que le produit d'une action fatale et en quelque sorte mécanique, comme la pluie qui tombe du haut des nuages, ou comme l'eau qui découle de sa source. L'homme libre ne peut avoir pour cause qu'une cause libre; l'homme capable d'aimer a un père qui aime aussi; l'homme doué d'intelligence atteste une intelligence suprême. Cette induction si simple et si solide, empruntée à une psychologie sévère, et fondant une théodicée sublime; cette induction, si vieille dans l'humanité, si récente dans la science, et encore si violemment combattue par des adversaires différens, il ne faut pas la chercher au XVIe siècle et dans Vanini. Notre philosophe s'égare donc plus d'une fois dans le labyrinthe des difficultés, des objections, et des réponses accumulées sur la création. Au fond, il nie la liberté divine, et cela par la confusion déplorable de l'intelligence et de l'action. Il voit bien que Dieu a nécessairement conçu, comme convenant à sa sagesse et à sa bonté, de créer un monde qui portât quelques signes de lui, et surtout un être fait à son image; mais de cette

(1) Voyez *le Timée*, tome XII de notre traduction.

nécessité tout intellectuelle et toute morale il conclut à la nécessité de l'action, ce qui paraît logique et cependant est contraire aux faits les plus manifestes qui se passent en nous et aux données les plus certaines de la plus simple psychologie. Embarrassé de toutes parts, Vanini commence et finit par en appeler de sa raison troublée aux décisions de l'église (1). On n'a donc après tout aucun reproche très sérieux à lui faire.

Il y a plus : au milieu de cette controverse ténébreuse, éclairée de loin en loin par la foi chrétienne, je trouve un argument qui brille parmi tous les autres comme une lumière admirable, et qui, si Vanini s'y était solidement attaché et s'il l'eût suivi jusqu'au bout, aurait pu lui découvrir toute la vérité et le conduire au système des grandes inductions que nous venons d'indiquer. Laissons-le parler lui-même (2) :

« Je dirai brièvement d'Aristote ce que j'en pense : il est ici en contradiction avec lui-même, car il prétend que Dieu agit nécessairement, et cependant, dans l'*Éthique* et ailleurs, il fait l'homme libre. Ces deux opinions répugnent absolument et sont en quelque sorte réciproquement impossibles, car une cause nécessaire ne peut produire des effets contingens, mais nécessaires; de sorte que, si Dieu agit nécessairement, notre volonté n'est pas libre, ce que je prouve ainsi. J'adresse cette question à Aristote : Notre volonté peut-elle, oui ou non, prendre tel ou tel parti, sans que tel ou tel motif la détermine? Si elle ne le peut, elle n'est pas libre, ce qui est contre Aristote lui-même; si elle le peut, Dieu le peut aussi à plus forte raison; donc Dieu peut produire le mouvement ou le monde sans aucun mouvement qui ait précédé. Ce qui a porté Aristote à soutenir que Dieu agit nécessairement, c'est qu'il ne peut comprendre qu'un mouvement se produise sans un mouvement antérieur. Mais ce principe est faux, si l'on admet la liberté humaine. Donc, si la volonté humaine est libre, Dieu n'agit pas nécessairement, comme réciproquement, si Dieu agit avec nécessité, la volonté n'est pas libre. Il est donc évident qu'Aristote se contredit lui-même quand il affirme que Dieu agit nécessairement, et qu'en même temps il reconnaît dans l'homme une volonté libre. »

Vanini termine son livre en le soumettant sans réserve au pape Paul V, qui, « assis au gouvernail de l'église comme un sage modérateur, retrace en lui l'image de toutes les vertus répandues sur les divers pontifes de tous les siècles (3). » Enfin, il ne veut pas quitter cet amphithéâtre de l'éternelle Providence sans entonner un

(1) *Amphith.*, p. 300.
(2) *Ibid.*, ex. L et dernier, p. 332.
(3) *Ibid.*, 334.

hymne à sa gloire, et cet hymne est tout son système avec ses mérites et ses imperfections. Le Dieu que Vanini célèbre est le Dieu de l'univers bien plus que celui de l'ame; aussi sa poésie, fidèle image de sa philosophie, a-t-elle souvent de la force, quelquefois de l'éclat, mais aucun charme.

« Animée (1) du souffle divin, ma volonté emporte mon esprit : il va tenter une route inconnue sur les ailes de Dédale.

« Il entreprend de mesurer l'ineffable Divinité qui n'a ni commencement ni fin, et de la renfermer dans le cercle étroit de quelques vers.

« Origine et fin de toutes choses, origine, source et principe de lui-même, Dieu est son but et sa fin, sans avoir ni principe ni fin.

« En repos et tout entier partout, dans tous les temps et en tout lieu, distribué dans toutes les parties, et demeurant toujours et partout indivisible;

« Il est en chaque endroit sans être contenu dans aucun, ni enchaîné dans aucunes limites; répandu tout entier dans l'espace entier, il y circule librement.

« Son vouloir est la toute-puissance, son action une volonté invariable; il est grand sans quantité, bon sans qualité.

« Ce qu'il dit, il l'accomplit en même temps; on ne sait qui précède de la parole ou de l'œuvre; dès qu'il a parlé, voici qu'à sa voix tout l'univers a pris naissance.

« Il voit tout, il pénètre tout; un en lui-même (2), seul il est tout, et dans son éternité il prévoit ce qui est, ce qui fut, ce qui sera.

« Toujours tout entier, il remplit tout son être, sans cesser d'être le même; il soutient, meut et embrasse l'univers, et le gouverne d'un mouvement de son sourcil.

« Oh! je t'invoque! jette enfin sur moi un regard de bonté! Unis-moi à toi par un nœud de diamant, car c'est la seule et unique chose qui puisse rendre heureux.

« Quiconque s'est uni à toi et s'attache à toi seul, celui-là possède tout; il te possède, source inépuisable de richesses, et à qui rien ne manque.

« Partout nécessaire, nulle part tu ne fais défaut, et de toi-même tu donnes tout à toutes choses; tu te donnes toi-même, toi en qui toutes choses doivent trouver tout.

« Tu es la force de ceux qui travaillent, tu es le port ouvert aux naufragés (3)...

« Tu es à nos cœurs le souverain repos et la paix profonde; tu es la mesure et le mode des choses, l'espèce et la forme que nous aimons.

(1) *Amphith.*, p. 334-336.
(2) Sens douteux, texte obscur.
(3) Je n'ai pas traduit, faute de les entendre, les deux derniers vers de cette strophe.

« Tu es la règle, le poids et le nombre, la beauté et l'ordre, l'ornement et l'amour, le salut et la vie, la volupté souveraine avec son nectar et son ambroisie.

« Tu es la source de la vraie sagesse, tu es la lumière véritable, tu es la loi vénérable, tu es l'espérance qui ne trompe pas, tu es l'éternelle raison, et la voie, et la vérité;

« La gloire, la splendeur, la lumière aimable, la lumière bienfaisante et inviolable, la perfection des perfections, quoi encore? le plus grand, le meilleur, l'un, le même. »

En résumé, quelle conclusion faut-il tirer de l'ouvrage que nous venons de parcourir et d'analyser fidèlement? Supposons que cet ouvrage soit seul; en nous y renfermant, y trouvons-nous la haine du christianisme et l'athéisme? Nullement. Il y a, partout semées, des protestations peut-être outrées d'orthodoxie, une théodicée incomplète, fondée sur un seul principe, par conséquent des réfutations quelquefois insuffisantes des mauvais systèmes répandus au XVIe siècle; un déisme d'une qualité assez médiocre, et, comme on dirait aujourd'hui, des tendances équivoques; le péripatétisme d'Aristote mal développé par celui d'Averroès et de Pomponat : mais de là à l'impiété et à l'athéisme il y a loin, et, si nous étions appelé à juger Vanini sur ce livre seul, en conscience et ne croyant pas permis de condamner qui que ce soit par voie de conjecture et d'hypothèse, nous prononcerions d'après ce livre : Non, Vanini n'est pas athée.

Passons maintenant à l'examen de son second et dernier ouvrage, qui parut à Paris, un an après l'*Amphithéâtre,* sous ce titre : *Quatre livres* de Jules-César Vanini, Napolitain, théologien, philosophe et docteur en l'un et l'autre droit, *sur les secrets admirables de la Nature, reine et déesse des mortels* (1). Ce titre pompeux couvre un traité de physique divisé en quatre livres : le premier, sur le ciel et l'air; le deuxième, sur l'eau et la terre; le troisième, sur la génération des animaux; le quatrième, sur la génération des païens. Vanini, lui-même, nous apprend que cet écrit est un abrégé de ses *Mémoires physiques* (2). Il avait aussi composé, à ce qu'il dit, des *Mémoires de Médecine* (3), ainsi que des commentaires sur le livre *de la Génération* d'Aristote (4). Il fait encore allusion à un autre ouvrage, dont

(1) Julii Cæsaris Vanini, Neapolitani, theologi, philosophi et juris utriusque doctoris, *De admirandis naturæ reginæ deæque mortalium Arcanis, libri quatuor;* Paris, 1616, in-12.

(2) *Dial.*, p. 301.

(3) *Ibid.*, p. 275.

(4) *Ibid.*, p. 172.

il parle déjà dans l'*Amphithéâtre*, et qu'il nomme *Physico-Magique* (1); il rappelle aussi un *Traité d'Astronomie* qu'il avait fait imprimer à Strasbourg, en caractères élégans (2). S'il a jamais existé réellement, ce livre n'est point parvenu jusqu'à nous. Celui que nous possédons n'est nullement méprisable au point de vue scientifique; c'est encore, il est vrai, la physique péripatéticienne, mais interprétée et développée selon son véritable esprit, et non plus à la manière des scolastiques. N'oublions pas que nous sommes ici avant Galilée, le créateur de la physique moderne, qui le premier en détermina la méthode, et lui donna pour règles l'expérience et le calcul. Galilée a été pour la physique ce qu'a été Descartes pour la métaphysique. Avant Descartes, tous les efforts pour sortir de la scolastique et arriver à la vraie philosophie moderne sont impuissans; avant Galilée aussi, on cherche avec ardeur la vraie physique; on ne l'a pas trouvée. Une foule d'essais ingénieux et hardis paraissent incessamment d'un bout à l'autre de l'Italie, et attestent au moins une fermentation puissante; on étudie la nature un peu au hasard, mais avec liberté et avec passion, et, pour que la science se fasse, il ne manque plus qu'un homme de génie. Pour bien juger des hommes tels que Telesio, Cesalpini, Cardan, Pomponat, ce n'est pas avec les sobres génies du XVIIe siècle, avec Galilée, Descartes et Newton, qu'il les faut comparer, c'est avec leurs devanciers du moyen-âge. Les observations de détail s'accumulent, et les théories se préparent. Les hypothèses antiques dominent encore l'esprit humain, et l'idée même du calcul appliqué aux phénomènes fournis par l'expérience n'est pas encore née; mais ces hypothèses même sont comme le passage nécessaire des ténèbres du moyen-âge à la lumière de la science moderne.

Vanini est, en physique comme dans tout le reste, de l'école d'Aristote et de Pomponat. Il traite ici les platoniciens à peu près comme il l'a déjà fait dans l'*Amphithéâtre*. Aristote est pour lui « le philosophe par excellence, le maître, le dictateur, le dieu de la philosophie; » il l'appelle « le grand pontife de la sagesse; » il invoque *ses mânes* et son *divin génie;* il se vante d'être *son nourrisson*. Alexandre d'Aphrodisée est nommé aussi avec de grands éloges. Parmi les modernes et les contemporains, Vivès est traité avec dédain, Képler avec honneur. Vanini loue souvent ses compatriotes Scaliger, Fracastor, Cardan, et surtout Pomponat, qui ici, comme dans l'*Amphi-*

(1) *Dial.*, 31.
(2) *Typis elegantissimis. Dial.*, p. 252.

théâtre, est appelé *son maître*. Peut-être ne serait-il pas sans intérêt de comparer la physique de Vanini avec celle du célèbre Bolonais. Il nous suffit de reconnaître que l'esprit qui préside aux recherches du premier anime celles de son audacieux et infortuné disciple. Partout le surnaturel est ramené le plus possible au naturel : les présages, les oracles sont expliqués par des causes physiques. Laissons à d'autres le détail. Ce n'est pas le physicien que nous étudions dans Vanini, c'est surtout le philosophe, et nous voulons savoir si ce nouvel ouvrage contient la même philosophie que le précédent. Écartons encore toutes les conjectures et les interprétations diverses des historiens; n'écoutons que Vanini lui-même. Tout à l'heure nous l'avons vu, en apparence au moins, zélé catholique et défenseur de la divine Providence. Est-il le même ici? est-il encore chrétien? admet-il encore un Dieu?

Répondons d'abord en disant que deux docteurs de Sorbonne, Edmond Corradin, frère gardien du couvent des franciscains de Paris, et Claude-le-Petit, docteur régent, chargés d'examiner le livre de Vanini, l'ont autorisé sans aucune réserve. Dans l'approbation imprimée, ils déclarent expressément qu'ils n'y ont rien trouvé de contraire ou de répugnant à la religion catholique, apostolique et romaine; qu'ils le tiennent même comme un ouvrage plein d'esprit et très digne d'être livré au public (1). Voilà donc la Sorbonne en quelque sorte caution de l'orthodoxie de Vanini. Mais passons plus avant, et considérons le livre en lui-même.

Comme nous l'avons déjà dit, c'est un traité de physique; cependant la forme est loin d'en être aussi didactique que celle de l'*Amphithéâtre*. C'est une suite de dialogues où l'auteur, sous le nom de Jules-César, donne à un de ses amis et de ses admirateurs, appelé Alexandre, toutes les explications que celui-ci lui demande sur des phénomènes de physique, en y introduisant bien d'autres choses selon le caprice de la conversation ou selon le dessein de l'interlocuteur principal.

Dans un *Avis de l'imprimeur*, on lit que ce livre a été dérobé à Vanini, copié et publié sans son consentement, mais non pas malgré lui, l'auteur ayant fini par donner les mains à tout ce qu'on avait fait (2). Si cette note dit vrai, un ouvrage arraché à Vanini, et publié

(1) *Dial. Approbatio.* — Rosset, *Histoires tragiques*, dit que plus tard la Sorbonne fit de nouveau examiner les *Dialogues* et les condamna au feu. Lui seul parle ainsi sans citer ses autorités. Cette condamnation tardive est une assertion gratuite; l'approbation est certaine.

(2) *Dial. — Typographus lectori.*

tel qu'il l'avait écrit pour lui-même, doit contenir sa secrète pensée. Quelle est donc cette pensée?

Le titre, en vérité, se présente assez mal : *Des Secrets admirables de la Nature, reine et déesse des mortels;* c'est, ce semble, le contre-pied de celui-ci : *Amphithéâtre de l'éternelle Providence.* Le livre est dédié à Bassompierre, homme de guerre et de plaisir, dont on ne s'attend pas à trouver le nom en tête d'un ouvrage de philosophie; et on ne lui voit guère d'autre titre à cette dédicace que sa munificence connue. Vanini en fait un saint, et, jouant sur son nom, il nous donne *Bassompierre* comme la *base de l'église de saint Pierre* (1). Le grand seigneur a pu rire un moment de ce jeu de mots, mais il a dû être bien autrement touché d'une flatterie d'un genre différent et mieux assortie à ses habitudes. Vanini, après avoir épuisé l'énumération des qualités de son héros, en vient à sa beauté, « à cette beauté qui lui a gagné, dit-il, l'amour de mille héroïnes plus charmantes qu'Hélène. » Pour être juste, il faut ajouter que ce galant compliment se termine en un argument théologique; car la beauté de Bassompierre n'attire pas seulement les femmes, elle accable les athées qui, « frappés de l'éclat et de la majesté de ce visage, n'osent plus soutenir que l'homme n'est pas l'image de Dieu. » Nous savons que les dédicaces du commencement du XVIIe siècle, même sous d'autres plumes que celle de Vanini, sont en possession d'être fort ridicules; cependant celle-ci passe la permission, et, jointe au titre, elle forme un assez triste préambule à un livre de philosophie.

Eh bien! le livre est digne du préambule. Nous l'avons lu d'un bout à l'autre avec attention, sans aucun préjugé, et dans l'ensemble comme dans les détails, dans le ton général comme dans les principes, nous trouvons à découvert ce que nous n'avions pas vu, ou plutôt le contraire de ce que nous avions vu dans l'*Amphithéâtre;* et, avec la même sincérité que nous avions absous le précédent écrit, nous déclarons celui-ci coupable. Il est coupable envers le christianisme, envers Dieu, envers la morale. Nous pouvons dire aujourd'hui la vérité tout entière : nous ne témoignons pas devant le parlement de Toulouse, mais devant l'histoire, qui, moins impitoyable que les hommes, parce qu'elle est plus éclairée, ne peut assurément s'indigner et s'étonner de rencontrer dans un philosophe du XVIe siècle les erreurs et la licence de son temps. Disons-le donc

(1) *Dial.*, dédicace, p. 7 : *Bassompetræus Petri S. Ecclesiæ basis.*

sans hésiter : oui, dans les *Dialogues*, Vanini est un ennemi mal dissimulé du christianisme. Il n'a guère d'autre Dieu que la nature. Sa morale est celle d'Épicure, et, à l'en croire lui-même, sa doctrine a un peu passé dans ses mœurs. Il n'y a qu'à ouvrir au hasard les *Dialogues*, pour recueillir à pleines mains des preuves abondantes de ces assertions.

Sans doute Vanini enveloppe encore de quelques précautions ses attaques contre le christianisme; mais les voiles sont de plus en plus transparens. Ici, comme dans l'*Amphithéâtre*, il introduit des impies, tantôt belges, tantôt anglais, développant leurs maximes; mais, dans l'*Amphithéâtre*, il y fait souvent de solides réponses, tandis que, dans les *Dialogues*, il répond avec une faiblesse qui n'a pu lui échapper à lui-même. C'est Descartes qui le premier a élevé ce reproche (1); il est fondé, mais il s'applique aux *Dialogues* seuls et non pas à l'*Amphithéâtre*. Ces deux ouvrages sont entièrement différens et forment le contraste le plus singulier. Vanini nous apprend (2) lequel des deux contient sa vraie pensée : « J'ai écrit beaucoup de choses dans l'*Amphithéâtre* auxquelles je n'ajoute pas la moindre foi; *multa in hoc libro scripta sunt, quibus à me nulla præstatur fides. Cosi và il mondo.* » Et son interlocuteur Alexandre s'empresse de répondre sur le même ton : « Ce monde est une prison de fous, *questo mondo è una gabbia de matti*, » se hâtant d'ajouter : « A l'exception des princes et des papes. » Cette déclaration tardive obscurcit à nos yeux tout l'*Amphitheâtre*, et ne nous permet plus de discerner quand Vanini dit vrai et quand il ment; nous savons seulement et de lui-même qu'il ment beaucoup. Il a beau répéter qu'il se soumet à la sainte église romaine, il a beau en appeler à son *Apologie pour la Religion mosaïque et chrétienne;* quel respect pour le christianisme peut s'accommoder de toutes les plaisanteries et même de toutes les injures qu'il répand sur les objets les plus vénérés du culte chrétien? Lui-même, c'est-à-dire l'interlocuteur qui le représente, Jules-César, explique par l'action de la lune la résurrection de Lazare. Après avoir essayé de prouver qu'il n'y a point de démons, comme Alexandre lui fait cette objection : « S'il n'y a point de démons, comment les mages de Pharaon ont-ils pu faire tant de miracles? » il répond : « Les philosophes qui nient les démons méprisent les histoires des Juifs. » Ailleurs : « Je ne veux pas nier la puissance de l'eau lustrale, puisque le pape l'a décorée d'innombrables privilèges...; mais, pour parler en

(1) *Lettre à Voël*, t. XI de notre édition, p. 185.

(2) *Dial.* 56, p. 428.

philosophe, je dirai... » Quelquefois, il met son opinion dans la bouche d'un athée qu'il ne réfute pas ou qu'il réfute très mal. Ainsi, il développe avec complaisance d'assez mauvaises plaisanteries sur saint Paul et sur le mariage mystique du Christ avec l'église; il laisse dire, sans y faire la moindre objection, que « les enfans qui naissent avec l'esprit faible sont par là d'autant plus propres à devenir de bons chrétiens. » On comprend que, dans un ouvrage de controverse, même dans l'*Amphithéâtre*, il soit nécessaire et loyal de rappeler une foule de raisonnemens impies pour les réfuter; ici tous ces raisonnemens n'avaient que faire. Ils sont introduits gratuitement, et comme la plupart du temps Vanini ne leur fait d'autres réponses que de vagues protestations de soumission à l'autorité religieuse, ils produisent le plus mauvais effet, troublent ou égarent le lecteur. Pourquoi, par exemple, dans un livre de physique, agiter la question de la divinité de Jésus-Christ? Voici un athée qui se confond en éloges suspects sur l'habileté du Christ, comme s'il s'agissait d'un politique ou d'un philosophe. Alexandre lui oppose cet argument : La mort de Jésus-Christ est celle d'un insensé ou celle d'un dieu. Or, d'après toi-même, ce n'était pas un insensé, donc il était Dieu. L'athée répond que ce n'était pas être insensé que d'acquérir l'immortalité de son nom par le sacrifice de quelques jours de cette vie. Jules-César intervient pour dire qu'il a réfuté ces sottises dans un écrit : *Du mépris de la Gloire* (1); mais le lecteur n'a pas ce livre, et les argumens de l'athée subsistent. On pourrait citer une foule d'exemples semblables (2). Le dernier résultat est incontestablement une impression très défavorable au christianisme.

Nous avons déjà vu quelle est au fond la théodicée de Vanini; elle se réduit à concevoir à ce monde fini et limité un principe éternel et infini, principe qui n'est pas une cause, ni par conséquent une volonté, ni par conséquent encore une providence véritable avec les caractères qui lui appartiennent. Nous retrouvons ici cette même théodicée avec ses conséquences avouées. Les deux interlocuteurs, Alexandre et Jules-César, s'accordent à rejeter l'opinion d'Aristote, que Dieu a donné la première impulsion au monde, et, pour parler le langage péripatéticien, qu'il est le moteur du premier ciel (3). Alexandre : « J'ai lu cela, si je m'en souviens bien, dans le XII[e] livre

(1) *Dial.*, p. 357-360 : *De Contemnenda gloria.* — Ailleurs (p. 369) il cite un autre ouvrage qu'il aurait composé : *De vera sapientia.*

(2) Voyez particulièrement les pages 91 seqq., p. 326-327, etc. p. 349; p. 487-488.

(3) *Dial.*, p. 17 seqq.

de la *Philosophie première* (la *Métaphysique*), mais je ne suis pas de cet avis. — Ni moi non plus, dit Vanini. » Et on allègue l'autorité d'Alexandre d'Aphrodisée qui donne Dieu, non comme le moteur, mais comme la fin des choses; on l'appelle un homme divin, ses paroles sont célestes, *nectarea divini viri verba;* on traite de fable la doctrine des plus grands péripatéticiens, que l'intelligence est la cause du mouvement de rotation du premier ciel. « S'il en était ainsi, dit Vanini, l'intelligence serait au monde comme une bête de somme attachée à une meule qui tourne. D'ailleurs un moteur suppose un point d'appui, et sur quoi voulez-vous que s'appuie une pure intelligence? Enfin, d'après Aristote lui-même, tout ce qui meut est nécessairement mu; or, rien n'est mu que ce qui est matériel, selon Averroës. L'intelligence, étant immatérielle, ne peut être mue, réciproquement elle ne peut être cause de mouvement. » L'interlocuteur de Vanini propose timidement la vraie réponse à ces raisonnemens sophistiques : L'ame, qui est immatérielle, se meut elle-même; elle est bien la cause de ses propres mouvemens, elle se meut sans point d'appui, elle se meut sans être mue par un autre moteur; et il y a bien plus : tout immatérielle qu'elle est, en se mouvant elle-même, elle meut le corps qui est matériel. Pourquoi donc l'intelligence suprême ne pourrait-elle faire ce que fait la nôtre, se mouvoir elle-même et mouvoir le ciel? Jules-César se contente de répondre que ce n'est là qu'une mauvaise comparaison (1), et sans rien prouver, il affirme que l'ame ne se meut point elle-même, ce qui est contraire aux faits les plus certains, mais qu'elle meut le corps et qu'elle est mue par le corps, comme si, dès qu'il accorde que l'ame meut le corps, il ne s'ensuivait pas qu'un être immatériel peut mouvoir un être matériel, à moins qu'au fond, sans le dire ici, on n'accorde pas que l'ame soit immatérielle. Quand Vanini prétend que la réponse d'Alexandre n'est qu'une mauvaise comparaison, nous lui dirons à notre tour que c'est à lui-même et à sa manière de raisonner qu'il devrait adresser ce reproche. Il part des lois de l'ordre matériel, où en effet, la première impulsion étant supposée, tout corps qui meut a lui-même un moteur, tout ce qui est mu est corps, tout ce qui meut est corps aussi, et n'agit qu'avec un point d'appui matériel. Voilà bien les lois de l'ordre matériel. Transporter ces lois dans l'ordre intellectuel, c'est raisonner par voie d'analogie en choses essentiellement dissemblables; c'est donc faire la plus défectueuse des

(1) *Dial.*, p. 19.

comparaisons, tandis que conclure de l'ame à Dieu, c'est conclure, sinon du même au même, au moins du semblable au semblable, de l'ordre spirituel à l'ordre spirituel : induction rigoureusement légitime, pourvu qu'il soit tenu compte aussi des différences.

Une fois que Dieu n'est plus qu'une substance infinie, dépourvue de puissance causatrice, qu'est-ce que l'homme, qu'est-ce que le monde par rapport à Dieu?

Le monde est l'ensemble des êtres finis, que Dieu surpasse de son infinitude, mais qu'il n'a pas faits, qu'il n'a produits ni avec son intelligence ni avec sa volonté, car il n'a pas de volonté; et son intelligence, si toutefois il en a, ne peut être un principe de mouvement; de sorte que le monde, n'ayant pas de cause, tout fini et borné qu'il est, est nécessairement éternel. Le monde est fini en tant qu'il est borné en grandeur et en puissance; mais il est infini en durée, si Dieu n'a pu lui donner naissance. Voilà déjà le monde assez peu différent de Dieu (1).

« Dieu ne pouvait faire le ciel égal à lui et infini en puissance; mais il le fit semblable à lui, et infini en durée. Il faut dire que le ciel est fini en grandeur et en puissance, mais qu'il est infini en durée, parce que Dieu n'a pu faire un autre Dieu, et qu'il eût fait un autre Dieu, s'il eût fait le monde infini en puissance, mais qu'il le fit infini en durée, parce que c'est là la seule perfection que puisse avoir une chose créée. Exprimons la chose plus philosophiquement. Le premier principe ne pouvait produire quelque chose qui lui fût absolument semblable ou absolument dissemblable; ni semblable, car tout ce qui est fait par un autre suppose quelque chose qui lui est supérieur; ni dissemblable, parce qu'en Dieu l'agent et l'action ne diffèrent pas. Ainsi, comme Dieu est un, le monde a été un sans l'être absolument; comme Dieu est tout, le monde a été tout et non pas tout; comme Dieu est éternel, le monde a été éternel et non éternel. Parce que le monde est un, il est éternel, car il n'a ni semblable ni contraire; et parce qu'il n'est pas un, il n'est pas éternel, car il est composé de parties contraires qui se détruisent réciproquement et renaissent de cette corruption mutuelle, en sorte que l'éternité du monde consiste dans la succession, et son unité dans la continuité. »

Et Alexandre s'écrie : « Ta sagesse est plus qu'humaine. » — La moindre attention découvre ici une contradiction manifeste. Vanini déclare tour à tour que le monde est éternel et qu'il ne l'est pas. Il faut opter entre ces deux opinions. Vanini adopte tantôt l'une et tantôt l'autre. Ici (2), il rapporte et réfute tous les systèmes anciens

(1) *Dial.*, p. 30.
(2) *Ibid.* 50, p. 362.

qui aboutissent à identifier Dieu et le monde. Il attribue même à Platon cette extravagance, à laquelle Platon n'a jamais pensé. « Platon, dit-il, ne reconnaissant rien de parfait que Dieu, et admettant la perfection absolue du monde, a été forcé de faire du monde et de Dieu une seule et même chose. » Pourtant il s'avise que Platon n'a pas dit tout à-fait cela : « Chez Platon lui-même (1), le monde a commencé : il n'est donc pas absolument parfait, puisqu'il a eu besoin d'un premier principe pour être ce qu'il est. » Ailleurs, s'il admet comme chrétien que le monde a commencé, il ne l'admet pas comme philosophe : « Je confesse ingénument que la religion seule me persuade que la mer aura une fin... Quant au commencement de la mer (s'il est permis à un philosophe de dire que le monde ait commencé), détestant, par soumission à la foi chrétienne, cette opinion que le monde est éternel, je dirais : Si le monde a eu un commencement, les fleuves, etc... » — « Pour moi, je conclurais de tout cela, si je n'étais pas chrétien, que le monde est éternel. »

Ces derniers passages prouvent que, selon la plus sincère opinion de Vanini, le monde est éternel, c'est-à-dire infini quant à la durée. Le voilà déjà égal à Dieu en durée; il n'y a plus d'autre différence entre le monde et Dieu que celle de la grandeur et de la puissance. C'est encore quelque chose, mais c'est bien peu, et il ne faudra pas un grand effort d'audace pour supposer que le monde, ce monde infini en durée, qui n'a pas eu de commencement et qui ne peut avoir de fin, se suffit à lui-même, est gouverné par des lois qui lui sont propres, et non par la volonté d'un être étranger. Déjà le titre du livre semble faire de la nature le seul vrai Dieu : *la Nature reine et déesse des mortels.* Dans l'ouvrage même (2), Jules-César dit expressément de la loi naturelle, qu'elle a été « gravée dans le cœur de tous les hommes par la nature, qui est Dieu, *ipsa natura, quæ Deus est.* » Voici qui est plus clair encore : « Si je n'avais été nourri dans les écoles chrétiennes, je tiendrais pour certain que le ciel est un être vivant mu par sa propre forme, laquelle est son ame... La figure circulaire était celle qui convenait le mieux à l'éternité et à la divinité de cet animal céleste (3). » Et il invoque l'autorité d'Aristote dans le *Mouvement des animaux*, et surtout dans le livre deuxième de *l'Ame*. Il s'appuie sur la définition péripatéti-

(1) *Dial.*, p. 365.
(2) Page 366.
(3) Pages 20-21.

cienne : *l'ame est l'acte d'un corps organique doué de vie;* « cette définition, dit Vanini, convient parfaitement au céleste animal... La masse du ciel (la totalité du monde) est mue circulairement par sa propre forme, comme les élémens. » L'interlocuteur de Vanini, Alexandre, essaie de tirer des lois certaines et fixes du monde la preuve de l'assistance d'une intelligence divine. Jules-César répond : « Comment, dans le grossier mécanisme d'horloges fabriquées par un Allemand ivre, ne trouve-t-on pas un mouvement certain et réglé? Pour ne rien dire du mouvement de la fièvre tierce et de la fièvre quarte, qui arrive et s'en va à des intervalles certains, sans jamais dépasser d'un moment le point marqué; le flux et le reflux de la mer a certaines époques fixes, en vertu de sa seule forme, c'est-à-dire de la pesanteur, comme vous dites vous autres péripatéticiens. De même, lorsque je vois le ciel obéir toujours au même mouvement, je dis que c'est sa forme seule qui le meut, et non pas la volonté d'une intelligence. — ALEXANDRE : J'en tombe d'accord. »

Qu'est-ce que l'homme, et que deviennent dans un pareil système l'immatérialité et l'immortalité de l'ame? Si Vanini n'ose pas dire « qu'esprit vient de respirer (*spiritale à spirando*), et que respirer est un phénomène qui tient fort à la matière, » il expose complaisamment cette théorie; il prétend que tous les grands philosophes ont fait l'ame matérielle : Hippocrate, les stoïciens, Aristote, Platon même, et, après avoir autorisé le matérialisme en lui donnant fort gratuitement de tels défenseurs, pour toute réfutation il en appelle à la religion. On a déjà vu que dans l'*Amphithéâtre* Vanini laissait paraître quelques doutes sur l'immortalité de l'ame. Ici il refuse toute explication à cet égard, et le motif qu'il donne de son silence paraîtra, je crois, l'explication la moins équivoque. « ALEXANDRE : Dis-moi, mon cher Jules, ton sentiment sur l'immortalité de l'ame. — JULES-CÉSAR : Excuse-moi, je te prie. — ALEX.: Pourquoi cela? — JULES-CÉSAR : J'ai fait vœu à mon Dieu de ne pas traiter cette question avant d'être vieux, riche et Allemand (1). »

S'il pouvait rester quelque incertitude sur le matérialisme de Vanini, lui-même prend soin de la dissiper par la triste morale qu'il professe ouvertement. Il ne fait pas difficulté de soutenir que la vertu et le vice ne sont autre chose que les fruits nécessaires du climat, et qu'ils dépendent de la constitution atmosphérique, du système de nourriture, des humeurs que les parens nous ont transmises, et sur-

(1) *Dial.*, p. 492.

tout de l'influence des astres. En quoi certains alimens nuisent-ils à l'honnêteté? « Voici comment je raisonne : c'est de l'alimentation que dépendent les esprits animaux, par conséquent c'est d'elle que viennent la vertu et le vice. On le prouve ainsi : les esprits animaux sont les instrumens de l'ame sensible; l'ame sensible est l'instrument de l'ame intelligente, et tout agent opère conformément à la nature de son instrument : donc, etc. (1). » Et ailleurs : « Nos vertus et nos vices dépendent des humeurs et des germes qui entrent dans la composition de notre être. » Enfin, l'influence des astres est partout dans les *Dialogues*.

Du moins, on ne peut pas reprocher à notre philosophe d'être inconséquent à ses principes. Avec une pareille philosophie, en vérité, qu'avons-nous à chercher en cette vie, sinon les plaisirs des sens? Et en effet, telle est l'unique fin, l'unique règle, l'unique ressort que Vanini donne à toutes nos actions. Pas un mot sur la liberté, pas un mot sur la vertu désintéressée, pas un mot sur le bonheur d'une conscience honnête. En revanche, que de détails sur tous les plaisirs des sens, et en particulier sur ceux de l'amour! Bien entendu qu'il ne s'agit point de ce noble sentiment qui unit deux ames l'une à l'autre, en mêlant quelquefois à ce lien sublime un lien moins pur; il s'agit seulement de l'amour sensuel, de la Vénus la plus vulgaire. C'est ici, il est vrai, un ouvrage de physique et de physiologie, dont un livre entier, le troisième, est consacré à l'explication des mystères de la génération; mais le langage de la science, en traitant de pareilles matières, peut être chaste encore, et celui de Vanini ne l'est point. Nous ne repoussons aucune des explications scientifiques de Vanini, quoiqu'elles nous semblent un peu extraordinaires dans une bouche ecclésiastique; ce que nous condamnons, ce sont les réflexions gratuitement indécentes qui y sont mêlées, c'est surtout l'épicuréisme effronté qui prodigue les maximes relâchées, les anecdotes licencieuses et les peintures déshonnêtes. Le lecteur voudra bien nous dispenser de fournir les preuves de ce que nous avançons; nous le renvoyons à l'ouvrage même. L'interlocuteur de Vanini, Alexandre, transporté de tout ce qu'il entend, s'écrie (2) qu'au lieu d'imiter Aristote, qui dépensa à l'étude des animaux l'argent que lui envoyait son illustre élève, il avait, lui, dépensé toute sa fortune pour acquérir et entretenir un charmant petit animal. « Tu as

(1) *Dial.*, p. 147.
(2) Page 186.

fort bien fait, » lui répond Vanini. Et les deux amis résument le but de la vie dans ces vers de l'*Aminte :*

Est perdu tout le temps
Qui n'est pas employé à aimer (1).

Voilà le fond de la théorie : les détails surpassent la plus grande liberté philosophique. Parmi les passages impudiques qui surabondent dans les *Dialogues*, il en est un que l'on peut citer à la rigueur : c'est celui où, à l'occasion de ce prétendu principe, que les enfans légitimes sont moins beaux que les enfans naturels, il en vient à regretter de n'être pas un enfant de l'amour, car alors il aurait reçu de la nature plus de beauté, de force et d'esprit. Il faut voir dans quel style tout cela est exprimé (2). Vanini a beau dire qu'il a fait ce souhait en songe : voilà, certes, un songe fort malhonnête. A notre grand regret, et pour remplir jusqu'au bout notre tâche d'historien fidèle, il nous faut ajouter que nous avons trouvé deux endroits d'un autre genre et plus fâcheux peut-être, qui prouvent qu'au moins l'imagination de Vanini participait à la dépravation des mœurs italiennes du XVIe siècle. Que le lecteur lise, s'il lui plaît, le discours qu'adresse à Vanini son domestique et son écolier, le jeune et beau Tarsius (3), et l'approbation que le maître donne à un étrange précepte de Galien (4). Hâtons-nous de dire cependant que sur ce point il n'y a dans les *Dialogues* que des maximes générales et non des aveux personnels. Soyons juste envers Vanini; il ne parle que de ses maîtresses; il se complaît à nous les faire connaître; l'une, il le dit lui-même (5), s'appelait Laure, l'autre

(1) *Dial.*, p. 495 :

Perduto è tutto il tempo
Che in amar non si spende.

(2) *Dial.*, p. 221-222. « *J. C. :* O utinam (hoc erat somnium) extra legitimum ac connubialem torum essem procreatus : ita enim progenitores mei in venerem incaluissent ardentius, ac cumulatim affatimque generosa semina contulissent e quibus ego formæ blanditiem et elegantiam, robustas corporis vires, mentemque innubilam consecutus fuissem; at quia conjugatorum sum soboles, his orbatus sum bonis : sane pater meus, etc. »

(3) *Dial.*, p. 251. « *Tarsius :* Ab universo meo corpore, quod humidum et sanguineum pulchra natura efformavit, calidi emanant vapores qui non modo ova, sed frigescentis hiberno tempore philosophi membra excalefacere possent. »

(4) *Ibid.*, p. 182-183. « *J. C. :* Galeni consilio acquiescendum. — *Al. :* Quale illud est? — *J. C. : Inter ea autem* (ait) *quæ foris applicantur boni habitus puellus est una, sic accubans, ut semper abdomen contingat*... »

(5) *Ibid.*, p. 159-160. « *J. C. :* ... Nam et Laura olim amasia mea. »

Isabelle; il faisait pour celle-ci de jolies chansons, et il tient à ce que la postérité sache qu'il la nommait *son œil gauche* (1) : car, il faut le dire, Vanini est tellement occupé de lui-même, qu'il nous entretient soigneusement de tout ce qui se rapporte à sa personne. Il nous parle de la noble origine de sa mère, de l'âge qu'avait son père lorsqu'il eut un tel fils; il raconte les aventures qui lui sont arrivées dans son enfance et dans sa jeunesse; il nous dit où il était l'année dernière; il nous apprend que, malgré les infirmités précoces nées de ses longues veilles, il est bien fait, d'un visage agréable qu'il doit à sa mère, d'une humeur enjouée qu'il doit à son père. Pour son esprit, son savoir, son éloquence, il les fait louer avec excès par son interlocuteur Alexandre, et montre partout une vanité portée jusqu'au ridicule. Alexandre l'appelle « le prince des philosophes, le dictateur des lettres, l'Hercule de la vérité. » Aristote et Albert-le-Grand ne sont rien auprès de lui. Enfin, après avoir épuisé toutes les formules de l'éloge, il termine ainsi : « Avec une telle sagesse, il ne me reste plus qu'à te dire : Tu es un dieu ou Vanini. » Et Jules-César répond avec modestie : « Je suis Vanini. »

Après cette analyse ingrate, mais fidèle, devant ces longs extraits d'une fatigante exactitude, et cet amas de témoignages empruntés à Vanini lui-même, dans l'impartialité la plus rigoureuse, est-il possible de ne pas conclure de tous ces passages authentiques : Oui, l'auteur des *Dialogues* est impie? Le pâle déisme qui s'y trouve encore de loin en loin s'évanouit le plus souvent dans une sorte de déification de la nature, et dans ce qu'on appellerait aujourd'hui le panthéisme. Vanini n'admet philosophiquement ni l'immatérialité ni l'immortalité de l'ame. Sa morale, conforme à sa métaphysique, rejette la distinction essentielle du bien et du mal, et tire la vertu et le vice de circonstances extérieures, étrangères à la raison et à la liberté : elle se réduit à la recherche du plaisir avec assez peu de retenue et de scrupule.

Tel est le jugement que nous arrachent irrésistiblement les *Dialogues :* il est bien différent de celui que nous avions porté de l'*Amphithéâtre*. Ce sont en effet deux ouvrages qui paraissent difficiles à concilier. Ici, pas un mot qui ne respire une orthodoxie sévère et même le dévouement à l'église; là, au contraire, les protestations de

(1) *Dial.*, p. 298. « *J. C. :* ... Hinc venit mihi in mentem subiratam semel mihi fuisse Isabellam amasiam meam, quod in quadam cupidinea cantiuncula sinistrum meum oculum illam appellassem. »

déférence trahissent une ironie manifeste. L'*Amphithéâtre* glorifie la Providence; les *Dialogues* sont bien près de confondre Dieu et le monde, non pas en montrant Dieu partout dans le monde, mais en faisant du monde un être éternel vivant de sa propre vie, un dieu. L'*Amphithéâtre* parle souvent de volonté et de liberté, du mérite et du démérite; les *Dialogues* tirent toutes les actions du tempérament et du climat. Le premier de ces écrits renfermait déjà quelques principes équivoques, le second abonde en maximes corrompues. Sans doute ces différences frappantes couvrent, nous l'avons fait voir, une même doctrine métaphysique, la théodicée d'Aristote, encore mutilée par Averroës et réduite à un seul principe incapable d'atteindre les plus intimes attributs de la Divinité et d'expliquer les vrais rapports de l'univers et de Dieu; mais, dans l'*Amphithéâtre*, cette doctrine imparfaite, dominée et contenue par la foi chrétienne, n'a presque porté aucune mauvaise conséquence, tandis que, dans les *Dialogues*, toutes les barrières, tous les voiles sont levés, et la funeste doctrine se montre au grand jour tout entière. En un mot, les deux ouvrages sont évidemment du même auteur, qui tantôt a mis un masque, et tantôt paraît à visage découvert.

C'est parce que Vanini a ces deux aspects différens qu'il a été jugé différemment, selon qu'on l'a considéré sous l'une ou sous l'autre de ces deux faces. Il faut une bien grande sagacité pour voir l'athéisme dans l'*Amphithéâtre*, et il en faut bien peu pour ne pas le voir dans les *Dialogues*. Il n'y a guère que l'extrême apologiste et l'extrême adversaire de Vanini, Arpe (1) et Durand (2), qui le déclarent partout également coupable ou également innocent. Durand tire l'athéisme de Vanini de la définition même de Dieu, dans le premier et dans le second chapitre de l'*Amphithéâtre;* mais il faut convenir qu'il n'est pas difficile en fait d'athéisme. Que voulez-vous demander à un critique qui n'entend pas même ce qu'il critique, et fait des remarques de cette force (3) : « *Dieu est à lui-même son commencement et sa fin.* C'est là un petit galimatias qui ne signifie rien. » — « *Il est hors de tout sans être exclu.* Autre jeu de mots. » — « *Il est bon sans qualité.* La bonté de Dieu est spirituelle et morale; notre impie n'y pense pas avec sa qualité, etc. » De son côté, Arpe (4) s'écrie : « Vanini a-t-il ignoré Dieu? Qu'on lise, qu'on relise, qu'on lise jusqu'au bout ses

(1) *Apologia pro Jul. Cæsare Vanino Napolitano;* Cosmopoli, 1712, in-8°.
(2) *La Vie et les sentimens de Lucilio Vanini;* Rotterdam, 1717, in-12.
(3) *Vie de Vanini*, p. 85.
(4) *Apol.*, p. 41.

écrits; si quelqu'un peut prouver que Vanini a ignoré Dieu, je donnerai à celui-là le nom de sorcier. » Et pour prouver que Vanini n'a pas ignoré Dieu, Arpe cite tout au long cette même définition de Dieu, où Durand voit à plein l'athéisme. La foule des dissertateurs qui prennent parti pour ou contre Vanini le condamnent ou l'excusent sur l'*Amphithéâtre* ou sur les *Dialogues*. Les plus célèbres historiens de la philosophie, embarrassés dans ce conflit et devant des apparences si contraires, ne savent quel parti prendre. Le savant et judicieux Brucker (1) déclare qu'il est difficile de décider entre les adversaires et les apologistes de Vanini; il se plaint que ses ouvrages cachent plus qu'ils ne montrent sa vraie pensée; et, après avoir sévèrement relevé sa vanité, sa légèreté, son extravagance, ces réserves faites, il l'absout de l'accusation d'athéisme. Tiedeman (2), qui d'ailleurs traite aussi fort mal Vanini, ne peut trouver certainement l'athéisme dans ses écrits. Buhle (3) est de cet avis quant à l'*Amphithéâtre ;* mais il avoue que les *Dialogues* sont très suspects, et en somme il ne conclut pas. Fülleborn (4) ne se prononce pas avec plus de précision. Enfin, le dernier historien de la philosophie, Rixner (5), soutient que, ni dans l'un ni dans l'autre des deux écrits de Vanini, on ne trouve aucune preuve d'un complet athéisme; il est vrai qu'il s'appuie surtout sur le premier chapitre de l'*Amphithéâtre* et qu'il glisse sur les *Dialogues*. Le titre si malsonnant de ce dernier ouvrage n'est point à ses yeux une preuve suffisante. Sa conclusion est « que l'accusation intentée à Vanini est sur tous les points mal fondée, » et il cite un bon nombre de passages de l'*Amphithéâtre* et des *Dialogues*, « où, dit-il, il n'y a qu'un mauvais vouloir qui puisse découvrir l'athéisme. »

Pour nous, sans mauvais vouloir, mais aussi sans aveuglement volontaire, après avoir soutenu que Vanini n'est pas athée dans l'*Amphithéâtre*, nous ne craignons pas de reconnaître qu'il l'est à peu près dans les *Dialogues*, et que c'est dans les *Dialogues* qu'il faut chercher sa vraie pensée, comme il le déclare lui-même (6).

Résumons-nous sur Vanini. C'est un homme du XVIe siècle en révolte contre les dominations de ce temps, poussant le mépris et

(1) Tome V, p. 680 sqq.
(2) *Esprit de la philos. spéculative*, tome V, p. 480.
(3) *Histoire de la Philosophie moderne*, t. II, p. 870 sqq.
(4) *Beiträge zur Geschichte der Philosophie*, 5e cah.
(5) Tome II, p. 262 sqq.
(6) *Dial.*, p. 428.

l'horreur des superstitions malfaisantes jusqu'à l'impatience de toute règle et de tout frein, tour à tour audacieux et pusillanime, circonspect et dissimulé jusqu'à l'apparence de l'hypocrisie, puis tout à coup faisant montre de ses pensées les plus secrètes jusqu'à la plus extrême licence; tantôt comme accablé par le sentiment pénible de l'oppression et de la misère dans laquelle il vit, tantôt insouciant et frivole, prodigue à la fois de louanges et de sarcasmes. Si ce n'est pas le Voltaire, c'est le Lucien du XVIe siècle : il en a l'esprit, l'érudition légère, la mordante parole et trop souvent le cynisme. S'il fût venu un peu plus tard, moins persécuté, moins exaspéré par conséquent, il eût porté d'autres sentimens sous une doctrine semblable; il eût fait partie de la discrète école de Gassendi, de Hobbes, de La Mothe-le-Vayer, de Sorbière, et de la société des libres penseurs et des joyeux convives du Temple; il serait mort doucement, comme l'abbé de Chaulieu, en possession de quelque bénéfice, entre Laure et Isabelle. Au début du XVIIe siècle, entre le bûcher de Bruno et le cachot de Campanella, sous une insupportable tyrannie, il passa sa vie dans une agitation perpétuelle, errant sans cesse d'excès en excès, cachant mal l'impiété sous l'hypocrisie, et il finit par périr misérablement à la fleur de l'âge.

Après avoir analysé ses ouvrages, suivons-le dans les tragiques aventures où l'infortuné a laissé sa vie. Nous connaissons et sa doctrine et son caractère; nous ne serons donc dupe d'aucune apparence, et nous n'aurons pas besoin de le croire chrétien sincère et adorateur de Dieu, pour couvrir d'opprobre la sentence exécrable qui pèse encore sur la mémoire du parlement de Toulouse.

Vanini avait à peine trente ans en 1616, lorsqu'il publia les *Dialogues*. Quelque temps après, il quitta Paris, et, poussé par sa mauvaise étoile, il se rendit à Toulouse. Là, selon sa coutume, il gagna sa vie en donnant des leçons. Son esprit, sa vivacité italienne, ses manières engageantes lui firent bientôt de nombreux élèves. Il enseignait, à ce qu'il paraît, un peu de tout, mais particulièrement la médecine, et, sous le manteau, la philosophie et la théologie. Mais, en vérité, que pouvait-il enseigner, sinon ce qu'il pensait, avec plus ou moins de précautions? Quelles étaient ses mœurs au milieu de cette ardente jeunesse, et dans cette ville où régnait le plaisir à l'égal de la dévotion? Nous ne sommes pas tenté d'accuser par conjecture; cependant il nous est impossible de ne pas nous souvenir des deux tristes passages des *Dialogues*.

Toulouse était alors la ville catholique par excellence. L'inquisition, que tout le reste de la France avait repoussée, y était établie, et un zèle outré était à la mode. Bientôt les opinions de Vanini, indiscrètement répandues, excitèrent les ombrages de l'autorité. On l'arrête, on le traduit devant le parlement, et après une assez longue procédure il est condamné à être brûlé vif, et l'horrible sentence est exécutée le 9 février 1619.

Divisons en trois parties et comme en trois actes ce drame lugubre : le procès, la sentence, l'exécution.

I. — LE PROCÈS.

Sur quoi porta précisément le procès? Les livres de Vanini furent-ils incriminés, ou ses leçons, ou ses mœurs, ou tout cela ensemble? C'est ici surtout qu'il faut écarter les conjectures arbitraires, les anecdotes qui ne reposent sur aucun fondement, et tous ces bruits mensongers que mêle à la vérité l'imagination populaire ou une malveillance intéressée, et qui, accueillis et répandus par la crédulité, finissent au bout de quelque temps par composer la tradition et l'histoire. Nul document authentique n'ayant été publié, réduits à des témoignages qui souvent diffèrent, c'est un devoir étroit de les peser avec le dernier soin. Peut-on ajouter foi aux récits du jésuite Garasse (1) et du minime Mersenne (2), qui écrivaient, il est vrai, à peu de distance de l'évènement, mais qui n'y avaient point assisté, et ne répètent que des ouï-dire, très probablement les ouï-dire de leurs confrères de Toulouse, ennemis nécessaires de Vanini? Eux-mêmes, s'ils ne manquent pas de lumières, ils sont remplis de passion, et ils servent d'échos aux passions de leur ordre. Leur but avoué était d'effrayer le monde des progrès de l'athéisme. Pour eux, l'impie est un monstre sur lequel ils ne se font point scrupule d'accueillir les

(1) *Doctrine curieuse des beaux esprits de ce temps ou prétendus tels, combattue et renversée par le père François Garasse, de la compagnie de Jésus.* In-4°, Paris, 1624. Voyez liv. II, 6e section, p. 144 sqq.

(2) Marini Mersenni, ordinis Minimorum, etc., *Quæstiones celeberrimæ in Genesim*... in hoc volumine athei et deistæ impugnantur et expugnantur. In-fol., Lutetiæ, 1623. Voyez p. 671-672. — Plus tard, Mersenne supprima lui-même les feuillets où était racontée l'affaire de Vanini. Je n'ai jamais rencontré d'exemplaire des *Questions sur la Genèse* qui contînt ces feuillets. Chaufepié les a rétablis à l'article *Mersenne*, et je les cite d'après Chaufepié.

plus mauvais bruits. Le *Patiniana* est un amas d'anecdotes très peu sûres (1). Le journal de voyage de Borrichius (2) ne contient que ce qui lui fut raconté à son passage à Toulouse, vers 1660. Je ne prétends pas qu'il n'y ait rien de vrai dans ce que disent ces auteurs; mais comment y faire le discernement du vrai et du faux? *Le Mercure de France*, gazette plus ou moins officielle, dans l'*Histoire de l'année* 1619, consacre une ou deux pages au procès et à la mort de Vanini. Cette brève narration représente ce qu'on en disait alors, et ce que le gouvernement jugeait à propos d'en faire savoir. Ce sont les faits les plus certains, mais sans aucun détail. Si ce récit ne peut égarer, il n'instruit guère, et après tout l'auteur ne sait rien par lui-même, et il écrit sur la foi d'autrui.

Heureusement pour l'histoire, il y avait alors au parlement de Toulouse un jeune conseiller qui avait connu Vanini dans le monde, qui assista à tout le procès, même à l'exécution, et qui, devenu plus tard premier président du parlement, écrivant une histoire de France contemporaine, y mit le procès de Vanini : je veux parler de Gramond. Cet historien réunit en sa personne toutes les conditions que la critique la plus sévère peut imposer à un parfait témoignage : il a tout vu, il ne raconte que ce qu'il a vu, et, quel que soit son zèle religieux, ni les lumières ni l'intégrité ne lui ont manqué pour bien voir et pour rapporter ce qu'il a vu avec exactitude. Enfin toutes les pièces de la procédure étaient à sa disposition. Nous admettons donc sans réserve les faits qu'il raconte, et par conséquent, sous le bénéfice de ce contrôle assuré, nous admettons également les autres récits, tant qu'ils s'accordent avec celui-là. Mais nous sommes forcé de ne tenir aucun compte de tout ce qui excède le témoignage de Gramond, faute de tout moyen de vérification. Traduisons littéralement le récit du président historien (3).

« A peu près dans ce temps, fut condamné par arrêt du parlement de Toulouse Lucilio Vanini, que la plupart ont regardé comme un hérésiarque, et que moi je regarde comme athée; car ce n'est pas être hérésiarque que de nier Dieu. Il faisait métier d'enseigner la médecine; en réalité il séduisait l'imprudente jeunesse; il se moquait des choses sacrées, il exécrait l'incarnation du

(1) *Patiniana et Naudæana;* Amsterdam, 1703, p. 51.

(2) Encore inédit, et cité par Arpe, *Apol.*, p. 39.

(3) *Historiarum Galliæ ab excessu Henrici IV, libri XVIII*, autore Gab. Bartholomæo Gramondo, in sacro regis Consistorio senatore, et in Tolosano parlamento præside; Tolosæ, 1643, in-fol. — Liber III, p. 208.

Christ, il ne connaissait point de Dieu ; il attribuait tout au hasard, il adorait la nature, comme la mère excellente et la source de tous les êtres : c'était là le principe de toutes ses erreurs, et il l'enseignait avec opiniâtreté à Toulouse, cette ville sainte. Et comme les nouveautés ont de l'attrait, surtout dans la première jeunesse, il eut bientôt un grand nombre de sectateurs parmi ceux qui venaient de quitter les bancs de l'école. Italien de nation, il avait fait ses premières études à Rome, et s'était appliqué avec un grand succès à la philosophie et à la théologie; mais étant tombé dans l'impiété et dans le sacrilége, il souilla son caractère de prêtre en publiant un livre infame intitulé : *Des Secrets de la Nature,* où il ne rougit pas de proclamer la nature la déesse de l'univers. Réfugié en France pour un crime dont il avait été accusé en Italie, il vint à Toulouse. Il n'y a point de ville en France où la loi soit plus sévère envers les hérétiques; et quoique l'édit de Nantes ait accordé aux calvinistes une protection publique, et les ait autorisés à commercer avec nous et à participer à l'administration, jamais ces sectaires n'ont osé se fier à Toulouse; ce qui fait que, seule parmi toutes les villes de France, Toulouse est exempte de toute hérésie, n'ayant donné le droit de cité à personne dont la foi soit suspecte au saint-siége. Vanini se cacha pendant quelque temps, mais la vanité le poussa à mettre d'abord en question les mystères de la foi catholique, puis à s'en moquer; et nos jeunes gens d'admirer le novateur : car ce qui leur plaît, ce sont les nouveautés, celles surtout qui ont un petit nombre d'approbateurs. Ils admiraient tout ce qu'il disait, l'imitaient, s'attachaient à lui. Il fut accusé de corrompre la jeunesse par des dogmes nouveaux. Il fit d'abord le catholique orthodoxe, et gagna du temps; il allait même être relâché, faute de preuves suffisantes, lorsqu'un gentilhomme nommé Francon, d'une haute probité, comme cela seul le marque assez, déposa que Vanini lui avait souvent nié l'existence de Dieu, et s'était moqué des mystères de la foi chrétienne. On confronta le témoin et l'accusé; Francon soutint ce qu'il avait avancé. Vanini est amené à l'audience suivant la coutume, et, étant sur la sellette, on lui demande ce qu'il pense de Dieu. Il répond qu'il adore un seul Dieu en trois personnes, tel que l'adore l'église, et que la nature elle-même prouve évidemment qu'il y a un Dieu. En disant cela, ayant par hasard aperçu à terre une paille, il la ramasse, et la montrant aux juges : « Cette paille, dit-il, me force à croire qu'il y a un Dieu ; » puis, arrivant à la Providence, il ajoute : « Le grain jeté en terre semble d'abord languir et mourir; il tombe en pourriture; puis il blanchit, il verdit, sort de terre, s'accroît insensiblement, se nourrit de la rosée du matin, se fortifie de la pluie qu'il reçoit, s'arme d'épis pointus qui chassent les oiseaux, s'arrondit et s'élève en forme de tuyau, se couvre de feuilles, jaunit tout-à-fait, baisse la tête, languit et meurt; on le bat, et le fruit étant séparé de la paille, celui-ci sert à la nourriture de l'homme, celle-là à la nourriture des animaux créés pour l'usage du genre humain. » D'où il concluait que Dieu était l'auteur de la nature. Si l'on objecte que la nature est la cause de tout cela, il remontait du grain de blé au principe qui l'a produit, en argumentant de

cette manière : « Si la nature a produit ce grain, qui a produit celui qui l'a précédé immédiatement? Et si on rapporte encore celui-là à la nature, qui a produit le précédent? » Et toujours ainsi, jusqu'à ce qu'enfin il arrivât à un premier grain qui nécessairement devait avoir été créé, puisqu'on ne pouvait plus trouver d'autre principe de sa production. Il prouvait par beaucoup d'argumens que la nature est incapable de créer, et il concluait que Dieu est le créateur de tous les êtres. Lucilio parlait ainsi pour montrer son savoir, ou par crainte, plutôt que par conviction. Cependant, les preuves contre lui étant manifestes, il fut condamné à mort par un arrêt solennel, après un procès qui avait duré six mois. »

Nous donnerons plus tard la suite du récit de Gramond, où l'exécution de Vanini est racontée. Le récit entier se termine ainsi :

« J'ai vu Vanini en prison, je le vis au supplice, je l'avais vu avant qu'il fût arrêté. Quand il était libre, il menait une vie déréglée, et cherchait avidement les voluptés. En prison catholique, au dernier moment abandonné par la philosophie, il mourut en furieux. Vivant, il cherchait les secrets de la nature, et faisait plutôt profession de médecine que de théologie, quoiqu'il aimât à passer pour théologien. Lorsqu'on saisit ses meubles en même temps que sa personne, on trouva un énorme crapaud renfermé dans un vase de cristal plein d'eau. Sur cela, accusé de sortilége, il répondit que cet animal, consumé vivant au feu, fournissait un remède à un mal qui autrement serait mortel. Pendant sa prison, il s'approchait fréquemment des sacremens, dissimulant astucieusement ses principes. Dès qu'il vit qu'il n'y avait plus d'espoir, il leva le masque, et mourut comme il avait vécu. »

Ce récit en lui-même, et dégagé des réflexions de l'auteur, semble bien de la plus parfaite exactitude. Il n'y a rien qui soit contraire, ou plutôt qui ne soit conforme à ce que nous-même nous avons déjà vu dans les ouvrages de Vanini. Gramond, qui l'avait connu dans le monde avant qu'il fût arrêté, lui reproche le goût effréné des plaisirs et des mœurs déréglées : qu'on se rappelle tant de passages des *Dialogues*, et ceux que nous avons cités et ceux auxquels à peine nous avons osé faire allusion. Gramond affirme que d'abord il contrefit le dévot, puis, qu'après avoir perdu tout espoir de sauver sa vie, il passa de l'hypocrisie à l'impiété. Cette double conduite est-elle invraisemblable dans un homme dont les ouvrages contiennent manifestement, l'un, le dévouement à l'église porté presque jusqu'au martyre, l'autre, les railleries les plus impies? Le plaidoyer de Vanini, rapporté par Gramond, prouve l'impartialité de l'historien. Ce plaidoyer contient une théodicée bien différente de celle des *Dialogues* et même de l'*Amphithéâtre*, et dont le principe n'est point

dans les ouvrages de Vanini. On allait l'absoudre, quand le témoignage de Francon vint l'accabler; ce fut ce témoignage qui le perdit. Jusque-là le récit de Gramond est très clair; mais où il ne l'est pas, c'est sur le point précis de l'accusation intentée à Vanini, et sur le vrai fondement de sa condamnation. Vanini fut-il condamné comme hérésiarque ou comme athée? Gramond dit que la plupart l'ont regardé comme un hérésiarque, et que lui le regarde comme un athée. *La plupart* désigne-t-il ici les juges, ou le public, ou les auteurs qui ont écrit sur cette affaire? Cette remarque de l'historien, que pour lui il regarde Vanini comme un athée, ne signifie-t-elle pas qu'il ne fut pas considéré comme tel par beaucoup de personnes, et que par conséquent ce ne fut pas là ce qui le fit accuser et condamner? Gramond dit plus bas qu'il fut accusé de corrompre la jeunesse par des dogmes nouveaux. Cela est extrêmement vague : on ne marque pas quels étaient ces nouveaux dogmes. D'un autre côté, l'interrogatoire de Vanini sur Dieu semble attester qu'il fut accusé d'athéisme, puisqu'il s'en défendit. Enfin, comment le parlement de Toulouse connaissait-il du crime d'hérésie ou du crime d'athéisme, lorsqu'à Toulouse même était un tribunal spécial, institué pour juger ces sortes de crimes, à savoir le saint-office, l'inquisition? Entre ces deux juridictions, comment Vanini, ecclésiastique, accusé d'hérésie ou d'athéisme, se trouva-t-il justiciable du parlement? On le voit; le récit de Gramond, qui paraît d'abord si clair et si détaillé, ne l'est pas assez et laisse encore de l'obscurité sur ce qu'il importe le plus de bien connaître, le chef même de l'accusation et de la condamnation, et ce qui détermina la juridiction du parlement. Dans ce silence du seul témoin authentique, nous serions fort embarrassé, si un autre témoin, jusqu'ici ignoré, et tout aussi digne de foi que Gramond, ne venait à notre secours.

M. Malenfant, greffier du parlement de Toulouse au commencement du XVIIe siècle, a laissé des mémoires manuscrits sur les affaires les plus importantes auxquelles il assista. Ces mémoires sont conservés avec soin à Toulouse. Nous avons pu nous procurer une copie (1) du passage où est raconté le procès de Vanini. Malenfant avait assisté, comme Gramond, à toute la procédure; il avait également à sa disposition et entre ses mains toutes les pièces. Il confirme

(1) Je dois cette copie à M. Franck, auteur du savant livre *de la Cabale*, aujourd'hui professeur de philosophie au collége Charlemagne, et qui étudiait alors à Toulouse.

pleinement le récit du président, et il y ajoute beaucoup. Par un heureux hasard, il est très court sur les points que Gramond nous fait connaître avec étendue, et il est très étendu sur ceux que Gramond effleure à peine. Il faut le dire, ce nouveau document est accablant contre les mœurs de Vanini; il met encore plus en relief la duplicité de sa conduite; il nous apprend bien des choses curieuses et importantes que Gramond avait tues : par exemple, que Vanini avait accès dans la maison du premier président, qu'il donnait des leçons à ses enfans, et qu'il en était très protégé; que le conseiller chargé du rapport de cette affaire, et qui y fit l'office de procureur-général, était Guillaume de Catel, dont le zèle opiniâtre emporta la condamnation de Vanini. On y voit encore que ceux qui désiraient le sauver revendiquaient la juridiction de l'inquisition, parce qu'une condamnation de ce tribunal n'eût entraîné que des peines canoniques. Mais au lieu d'analyser cette pièce précieuse, il vaut mieux la donner ici tout entière.

Extrait des Mémoires manuscrits de Malenfant, 1617-1619.

« Cette année, eûmes à Tholose le sieur Lucilio Vanini, de Taurezano, lieu du royaume de Naples, et l'ay beaucoup veu chez le P. P. Lemazurier (1), dont il dirigeoit les enfans. Jamais homme n'avoit en ces temps mieux parlé en langue latine, et quoiqu'à Tholose cette langue soit comme naturelle à tant ecclésiastiques, jurisconsultes, advocats qu'escoliers, au nombre de plus de six mille, si est-ce qu'on ne pouvoit lui comparer personne en ce genre d'éloquence, bien que le dict Vanini s'en servît en homme d'au-delà les monts, prononçant *ou* pour *u*. Et n'y avoit rien à dire en toute sa doctrine littéraire, mais y en avoit bien en autres choses, et si M. Lemazurier eust creu les rapports qu'on luy faisoit souvent des desportemens et mœurs du dict Lucilio, l'auroit incontinent fait vuider de son hostel et de la ville. Car il estoit par trop notoire que le dict estoit enclin, voire entièrement empunaysi du vilain péché de Gomorrhe; et fut arresté deux fois diverses le commettant, l'une sur le rempart de Saint-Estienne, près la porte, avec un jeune escolier angevin, et une autre, en une certaine maison de la rue des Blanchers, avec un beau fils de Lectoure en Gascogne; et conduit devant les magistrats, répondit en riant qu'il étoit philosophe, et par suite enclin à commettre le péché de philosophie. Procès-verbaux furent dressés, et sont ès-archives (2); mais de ce ne fut rien poursuivy, parce qu'on savoit la grande estime qu'avoit

(1) Notre copie porte ici Le Mazurier; une autre pièce plus décisive, citée plus bas, dit Le Mazuyer.

(2) Je les ai fait chercher en vain.

pour luy M. Lemazurier; et de plus la grande éloquence du dict Lucilio pipoit tout le monde, et ne lui feust rien fait de ce qu'à un autre auroit valu le fagot. Encouragé par l'estime qu'on avoit à Tholose de la littérature, qui en cette cité a toujours été recommandation puissante, Lucilio, homme timide et circonspect, commença à répandre à bas bruit sa doctrine athéiste parmi les escoliers, gens de lettres et sçavans, mais d'abord comme objections des impies auxquelles vouloit respondre, mais de ces responses il n'en apparoissoit jamais, ou estoient si foibles, que les clairvoyans jugeoient sainement qu'il vouloit seulement enseigner sans danger sa damnable et réprouvée opinion. Au reste, je ne crois pas que jamais se soit veu un homme sachant mieux les poètes latins; il en citoit des vers à tout propos et toujours à propos. Il a été prouvé dans la suyte que, en la rue qui conduit aux escholes de notre université, il preschoit chaque semaine deux fois, disant à ses auditeurs que la crainte d'un dieu estoit, ainsi que son amour, pure fantaisie et ignorance du peuple, que falloit fouler aux pieds toute crainte ou espoir d'une vye future, et que le sage devoit tendre à son contentement par toutes voyes qui ne pouvoient le faire regarder comme ennemy public de la religion et du prince, mais qu'il la devoit aussy ébranler, et s'il le pouvoit sans danger de sa personne, du tout ruyner; comme aussy renverser le trône du potentat, mais sans jamais s'exposer à la rigueur des lois et tribunaux. Ayant esté escouté par nombre de libertins, escholiers et autres, il commença à dévoiler toutes ses pensées, et disoit à ceux qu'il croyoit les plus affidés, et singulièrement à ***, de la province d'Auvergne, et à ***, noble tourangeau, qu'il avoit mué son nom de Lucilio en ceux de Jules-César, parce qu'il vouloit conquester à la vérité philosophique toute la France, comme ce grand empereur avoit conquesté toute la Gaule au peuple romain, et adjoutoit aussy qu'il en avoit reçu mission expresse au sanhédrin, où luy et les douze s'étoient desparti l'Europe. Au reste, chez M. Lemazurier et avec les personnes dont ne pouvoit raisonnablement espérer d'esbranler la foy, ne tenoit que propos orthodoxes, et mesme affectoit une grande indignation contre les hérésies, à ce point mesme que les ministres de la P. R. réformée de Castres et de Montauban l'avoient en grande haine et soupçon. Mais furent enfin découvertes ses ruses et menées diaboliques. On s'en méfioit, mais personne n'osoit s'en expliquer, par la crainte du président; voire même que le dict Lucilio estoit si atrempé à toutes les tromperies, qu'on le voyoit chaque jour ès églises des couvens, dans l'attitude la plus dévote, confessant et faisant œuvre de vray chrétien. Mais enfin la vérité fut cognue, et le dict arresté, dont bien des gens furent estonnés, mais le plus grand nombre, non. Car toutes ces impiétés, blasphêmes et crimes que l'on savoit en gros, furent lors dévoilés. Cependant ne se démentit point en son hypocrisie, et parut dans la prison toujours dévotieux, sy que le geôlier disoit qu'on luy avoit donné en garde un sainct. Et ne tenoit point cette conduite sans desseing. Car plusieurs, sinon ses amis, au moins grands admirateurs de sa doctrine et science, le vouloient sauver en le renvoyant devant l'inquisition de la foy qui, à la manière accou-

tumée, n'auroit prononcé contre luy que des peines canoniques, lui faisant faire au plus amende honorable. Mais le parlement saisy et le procès instruit par M. de Catel, conseiller, n'y eust plus moyen de le sauver, d'autant plus qu'en maints interrogatoires il dévoila toute la méchanceté de son ame. Bien est-il vray que, respondant à l'accusation d'athéisme, en ramassant une paille au bas de la sellette, il fit sur l'existence de ce fétu une oraison fort belle, démontrant ainsi l'existence de Dieu, et l'ay entendu certes avec un haut contentement; et aussi les membres de la cour l'auroient mis hors, en le chassant toutefois du royaume, sans le zèle, qui fut alors blasmé par aucuns, de M. le conseiller Catel, qui, malgré ce beau discours, obtint la condamnation du dict Lucilio. »

Voici encore une autre pièce inédite, et curieuse par un autre endroit. L'administration municipale de la ville de Toulouse, le *Capitoul* ne pouvait rester étranger à l'affaire de Vanini. Ce fut le parlement qui le jugea; mais ce fut la ville qui l'arrêta et le garda quelques jours avant de le remettre aux mains du parlement; et quand il fut condamné, l'exécution de la sentence appartenait à la ville. La municipalité de Toulouse, qui tenait registre de tous ses actes, a consigné par écrit, en une sorte de procès-verbal, ce qu'elle fit en cette occasion. Ce procès-verbal a été conservé et se trouve encore dans les archives du Capitole (1). Il ne fait mention que de détails matériels, mais ces détails même ont leur importance. Ainsi on y trouve un signalement complet, et le seul authentique, de la personne de Vanini, son âge, les noms qu'il se donnait, enfin l'indication précise du crime pour lequel il fut recherché, et ce crime est bien l'athéisme.

« ... Le jeudi, second jour du mois d'aoust, sur l'advis qui fut donné aux dits sieurs capitouls, fut prins dans la maison des héritiers de feu Monhalles au capitoulat de Daurade, et fait prisonnier par les sieurs d'Olivier et Virazel capitouls, et conduit à la maison de ville, un jeune homme soy-disant aagé de trente-quatre ans, natif de Naples en Italie, se faisant nommer Pomponio Usciglio, accusé d'enseigner l'athéisme, duquel ils étoient en queste depuis plus d'un mois. On disoit qu'il estoit venu en France à desseing de tenir cette abominable doctrine. C'estoit un homme d'assez bonne façon, un peu maigre, le poil chastaing, le nez long et courbé, les yeux brillants et aucunement agars, grande taille. Quant à l'esprit, il vouloit paroistre savant en la philosophie, et médecine qui estoit l'office qu'il se disoit professer. Il faisoit le théologien, mais meschant et détestable s'il en fut oncques; il parloit bien latin, et avec une grande facilité; néanmoins tresment ignorant parmi les doctes en toutes les dites sciences. Et comme la parole descouvre le cœur

(1) Je dois encore la copie de cette pièce à M. Franck.

pour si fort qu'on le veuille cacher, il arriva qu'estant souvente fois entré en dispute avec aucuns des plus grands théologiens de ceste ville, il fut descouvert pour tel qu'il estoit. Et quoique par ses paroles taschât à déguiser son desseing, sy est que, maugré lui, ceste petite artère qui va du cœur en la langue évapouroit ses plus secrètes pensées, et lui portoit du cœur en la bouche, et de la bouche aux oreilles des gens de bien, des paroles pleines de blasphême contre la Divinité : ce qui fut cause que, quoy que, lorsqu'il fut fait prisonnier, on ne l'eût trouvé saisi que d'une Bible non défendue, et de plusieurs siens escripts, qui ne marquoient que de questions de philosophie et de théologie; sy est-ce toutefois que le parlement, adverty et très-asseuré de ses secrètes pensées et maximes damnables qu'il avoit tenues en particulier, très-pernicieuses pour les bonnes mœurs et pour la foy, le fit remettre, le cinquiesme du dit moys d'aoust, des prisons de la maison de ville en la conciergerie du palays, où il fut détenu jusqu'à ce qu'on eust trouvé preuves suffisantes pour le convaincre et lui parfaire son procès comme on fit : car le samedy, neuviesme du moys de février en suivant, la grand'chambre et la tournelle assemblées, fut donné arrest au rapport de M. de Catel, conseiller au parlement, par lequel il fut condamné... »

Ainsi, les mémoires de Malenfant et le procès-verbal de l'hôtel-de-ville s'accordent pour désigner le conseiller Catel comme celui qui conduisit toute cette affaire. Quel motif le poussait? Leibnitz, qui se complaît aux plus petits détails comme aux plus hautes généralités, dit dans la *Théodicée* (1) que le procureur-général voulait *chagriner* le premier président, qui aimait Vanini et lui avait confié ses enfans pour leur enseigner la philosophie. Catel, il faut le dire, était un homme ardent, mais honnête et éclairé. Il est l'auteur d'une histoire estimée des comtes de Toulouse. Une tradition encore vivante attache à son nom l'honneur ou la honte de la condamnation de Vanini. Encore aujourd'hui, à Toulouse, au Capitole, dans la salle des Illustres, sous le buste de Catel, on lit ces mots gravés en lettres d'or sur un cartouche noir :

GUILELMUS CATEL

. . . .
. . . . Vel hoc uno
Memorandus quod, eo relatore,
Omnesque judices suam in sententiam
Trahente, Lucilius Vaninus, insignis atheus,
Flammis damnatus fuerit (2).

(1) *Théodicée*, t. II, p. 365.

(2) Je dois la copie de cette inscription à M. de Lavergne, bien connu des lecteurs de cette *Revue*.

Ces documens nouveaux, joints au récit de Gramond, l'éclairent et le développent; mais il s'en faut bien que toutes les pièces de cette fatale procédure nous soient connues. Nous n'avons ni le procès-verbal de la confrontation de Vanini et de Francon, ni ses interrogatoires, ni surtout le discours par lequel Guillaume de Catel répliqua à celui de Vanini, discours qui changea la disposition de l'assemblée et détermina la condamnation de l'accusé (1).

II. — LA SENTENCE.

Rien ne put le sauver, ni sa jeunesse, ni son savoir, ni son éloquence, qui toucha si vivement le greffier Malenfant, ni cette démonstration de l'existence de Dieu fondée sur un brin de paille, ni cette dévotion excessive qui faisait dire à ses geôliers qu'on leur avait donné un saint à garder. « Après un procès qui avait duré six mois, un arrêt solennel le condamna à mort. » Tels sont les termes dans lesquels Gramond exprime la condamnation. Il ne donne point l'arrêt lui-même, il ne dit pas le jour où cet arrêt fut rendu. Malenfant est aussi laconique que Gramond. Mais le procès-verbal du Capitoul, sans donner l'arrêt, le fait connaître ainsi :

« Le samedy, neufvième du moys de février en suivant, la grand' chambre et la Tournelle assemblées, fut donné arrest au rapport de M. de Catel, conseiller au parlement, par lequel il fut condamné à estre trayné sur une claye, droit à l'église Saint-Estienne, où il seroit despouillé en chemise, tenant un flambeau ardant en main, la hart au col, et, tout à genoulx devant la grande porte de la dite église, demanderoit pardon à Dieu, au roy, à la justice, et de là en haut, faisant le cours accoustumé, seroit conduit à la place du Salin,

(1) On cherche pour moi ces pièces dans les archives du parlement de Toulouse, et on ne désespère pas de les trouver. Je tiendrais surtout à posséder la réplique de Catel au discours de Vanini. L'archiviste du département, M. Belhomme, écrivait ce qui suit à M. Floret, alors préfet, le 24 juin 1841 : « Le discours prononcé par Catel pour détruire l'effet de celui de Vanini se trouvait chez M. de Catelan, pair de France, le dernier procureur-général du parlement de Toulouse, où M. Du Mège m'a expressément déclaré l'avoir vu et l'avoir lu. Catel y accusait Vanini d'être le corrupteur de la jeunesse, de professer le mépris de toute convenance en fait de mœurs, et surtout d'être adonné à la sodomie, d'avoir même initié à cette dépravation plusieurs jeunes gens, d'avoir une maison où il réunissait ses adeptes et où il leur donnait des leçons de la plus infame corruption. Ce discours était écrit en entier de sa main et portait en marge diverses citations. »

où, assis sur ung poteau, la langue lui seroit coupée, puis seroit estranglé, son corps brûlé et réduit en cendres; ce qui fut exécuté le même jour. »

Enfin, à force de persévérance et d'importunités, je suis parvenu à me procurer l'arrêt lui-même; il a été retrouvé dans les archives de l'ancien parlement de Toulouse, et j'en possède deux copies (1). Il marque avec précision le crime pour lequel Vanini fut condamné, à savoir l'athéisme; et il y a sur l'original même cette particularité, que déjà le mot d'hérésie y est à moitié écrit, et qu'il fut effacé tout de suite : car comme les amis de Vanini, ainsi que le rapporte Malenfant, s'étaient efforcés de décliner la juridiction du parlement, et avaient réclamé celle du saint-office, qui connaissait de tout crime d'hérésie, et dont les peines étaient purement spirituelles, si parmi les crimes dont était accusé Vanini eût figuré le moins du monde celui d'hérésie, le jugement n'en était plus soumis au parlement, mais à l'inquisition de la foi. Dans cet arrêt sont mentionnés les noms de tous ceux qui y prirent part, et il est signé par le premier président Le Mazuyer, et par le rapporteur faisant fonction de procureur-général Guillaume de Catel. Voici dans toute sa teneur cet arrêt qui n'avait pas encore vu le jour.

Extrait du registre 1618 *et* 1619 *de la Tournelle, ou chambre criminelle du parlement de Toulouse* (2).

« Sabmedy IX de febvrier M. V. C. IXX., en la grand' chambre, icelle avec la chambre criminelle assemblée, présents Messieurs de Mazuyer premier président, de Bertier et Segla, aussi présidents, Assezat, Caulet, Catel, Melet, Barthélemy de Pins, Maussac, Olivier de Hautpoul, Bertrand, Prohenques de Noé, Chastenay, Vezian, Rabaudy, Cadilhac (3).

« Veu par la court, les deux chambres assemblées, le procès faict d'icelles à la requeste du procureur-général du roy, à Pompée Ucilio (4), Néapolitain de nation, prisonier à la Conciergerie, charges et informations contre luy

(1) L'une de ces copies vient de M. Belhomme, archiviste du département, auquel M. Floret avait bien voulu, à ma prière, confier cette commission. Tout récemment, j'ai reçu l'autre copie par l'intermédiaire de M. Romiguière, pair de France, qui l'avait demandée à M. Pelleport, archiviste de la cour royale de Toulouse. C'est entre toutes ces personnes que je partage ma reconnaissance.

(2) Il y a sur l'original à la marge : « *De Catel, seize escuts.* » Copie de M. Belhomme.

(3) Copie de M. Pelleport : *Cadilhan.*

(4) *Sic.* Tel serait donc le vrai nom, ou du moins le nom légal de Vanini.

faictes, auditions, confrontemens, objects par lui proposés contre les tesmoings à luy confrontés, taxe et dénonce sur ce faictes, dire et conclusion du procureur-général du roi contre le dict Ucilio ouy en la grand' chambre;

« Il sera dict que le procès est en estat pour estre jugé deffinitivement sans informer de la vérité des dits objects (1), et ce faisant, la court a déclairé et desclaire le dit Ucilio ataint et convainscu des crimes (2) d'atéisme, blasphèmes, impiétés et autres crismes résultant du procès, pour pugnition et réparation desquels a condamné et condamne icelui Ucilio a estre deslivré ès mains de l'exécuteur de la haulte justice, lequel le traynera sur une claye, en chemise, ayant la hard au col, et pourtant sur les espaules ung cartel contenant ces mots : Atéiste et blasphémateur du nom de Dieu; et le conduira devant la porte principale de l'église métropolitaine Sainct Estienne, et estant illec à genoulx, teste et pieds nuds, tenant en ses mains une torche de cire ardant, demandera pardon à Dieu, au roy et à la justice desdicts blasphêmes, après l'adménera en la place du Salin, et, attaché à ung poteau qui y sera planté, lui coupera la langue et le stranglera; et après sera son corps bruslé au bûcher qui y sera apresté, et les cendres jetées au vent; et a confisqué et confisque ses biens, distraict d'iceulx les frais de justice au proffict de ceux qui les ont expousés, la taicxe réservée. »

Signé à l'Original, LE MAZUYER,
G. DE CATEL.

III. — L'EXÉCUTION.

L'arrêt rendu fut immédiatement exécuté. Il est certain, d'après les témoignages conformes de Gramond, de Malenfant et du procès-verbal du Capitole, que Vanini, dès qu'il se vit condamné, leva le masque, comme dit Gramond, refusa les secours de la religion, et fit entendre des blasphèmes qui scandalisèrent tous les assistans, et mirent à nu l'hypocrisie de sa conduite et de ses discours pendant le procès. Quels furent précisément ces blasphèmes? On sent combien de fables durent ici se mêler à la vérité. Le *Mercure de France*, Garasse et Patin, font parler Vanini comme s'ils l'avaient entendu. Il faut s'en tenir au récit de ceux qui assistèrent à cette scène affreuse. Du moins Vanini mourut-il avec courage. Gramond et Malenfant essaient de lui ravir ce dernier honneur; mais leur récit même témoigne contre eux. On doit savoir gré au *Mercure de France* d'avoir osé rendre cette justice à l'infortuné : « Vanini, dit-il, mou-

(1) Aurait-on refusé à l'accusé de faire la preuve de ses allégations contre les témoins?

(2) Sur l'original, avant le mot *atéisme*, il y a : *d'héré*, raturé et biffé.

rut avec autant de constance, de patience et de volonté qu'aucun autre homme que l'on ait vu. Car, sortant de la Conciergerie comme joyeux et allègre, il prononça ces mots en italien : Allons, dit-il, allons allègrement mourir en philosophe. » Il ne demanda pas grace, et marcha au supplice avec une résolution mêlée d'un peu de jactance. Faisons taire notre indignation, et laissons parler ceux qui virent de leurs yeux et nous racontent en détail cette horrible tragédie :

Procès-verbal tiré des archives du Capitole.

« Il faisoit semblant de mourir fort constamment en philosophe, comme il se disoit, et en homme qui n'appréhendoit rien après la mort, d'autant qu'il ne croyoit point l'immortalité de l'âme. Le bon père religieux qui l'assistoit estimoit, en lui montrant le crucifix et lui représentant les sacrés mystères de l'incarnation et passion admirable de notre Seigneur, l'esmouvoir à ce qu'il se recognûst. Mais ce tigre enragé et opiniastré en ses faulses maximes mesprisoit tout, et ne le voulut jamais regarder, ains accouroit à telle mort ainsy qu'à sa dernière fin, s'imaginant que ce debvoit estre le remède de tous ses maulx, après laquelle il n'auroit plus rien à craindre ny à souffrir; il mourut doncques en athée; aussy portoit-il ung cartel sur ses espaules, où ces mots estoient escrits : Athée et blasphémateur du nom de Dieu. »

Mémoires manuscrits de Malenfant.

« Alors celui-ci (Vanini), mettant bas le manteau de piété dont il avoit voulu se servir pour se dérober aux coups de la justice, se montra tel qu'il estoit, disant d'abord qu'il mouroit en philosophe, et rejetant comme inutiles tous les secours de la religion. Je fis un effort sur moy-même pour voir s'il finiroit comme il l'avoit annoncé, et suivis le cours accoutumé qu'il fit, et fus témoin de sa mort. Il est vray qu'il ne voulut escouter le père ***, qui l'assistoit, ny faire œuvre de foy, faisant entendre des blasphèmes qui faisoient frissonner les plus intrépides, et qui arrachèrent de mon cœur tout l'intérêt que je portois à un homme si éloquent. Mais il n'y avoit pas courage en sa manière, mais rage et crainte. Jamais coupable ne parut plus abattu, plus furieux que le dict Lucilio. Sa bouche escumoit, ses yeux sembloient charbons ardens, et ne pouvoit se soutenir, bien que par momens parlât de son courage. En vérité, si c'est là mourir en philosophe, comme il le disoit, c'est mourir en désespéré.

Suite du récit de Gramond.

« Je l'ai vu, quand sur la charrette on le conduisoit au gibet, se moquant du franciscain qui s'efforçoit de fléchir la férocité de cette ame obstinée... Il

rejetoit les consolations que lui offroit le moine, repoussoit le crucifix qu'il lui présentoit, et insulta au Christ en ces termes : « Lui, à sa dernière heure, « sua de crainte; moi, je meurs sans effroi. » Il disoit faux, car nous l'avons vu, l'ame abattue, démentir cette philosophie dont il prétendoit donner des leçons. Au dernier moment, son aspect étoit farouche et horrible, son ame inquiète, sa parole pleine de trouble, et quoiqu'il criât de temps en temps *qu'il mouroit en philosophe*, il est mort comme une brute. Avant de mettre le feu au bûcher, on lui ordonna de livrer sa langue sacrilége au couteau : il refusa; il fallut employer des tenailles pour la lui tirer, et quand le fer du bourreau la saisit et la coupa, jamais on n'entendit un cri plus horrible; on auroit cru entendre le mugissement d'un bœuf qu'on tue. Le feu dévora le reste, et les cendres furent livrées au vent. »

En vérité, ce qui nous pénètre ici d'horreur, c'est peut-être moins encore l'atroce supplice de Vanini que la manière dont Gramond le raconte. Quoi! un infortuné, coupable d'errer en philosophie, et de résoudre le problème du monde à la manière d'Aristote et d'Averroës, plutôt qu'à celle de Platon et de saint Augustin, est tourmenté à plaisir avant d'être étranglé et brûlé; et parce qu'il hésite à se prêter lui-même à un raffinement de cruauté, un homme pieux, un magistrat, un premier président de parlement, écrivant dans son cabinet tout à son aise, le traite de lâche! Et si la douleur ou la colère arrache un dernier cri à la victime, il compare ce cri au mugissement d'un bœuf que l'on tue! Justice impie! sanguinaire fanatisme! tyrannie à la fois odieuse et impuissante! Croyez-vous donc que c'est avec des tenailles qu'on arrache l'esprit humain à l'erreur? Et ne voyez-vous pas que ces flammes que vous allumez, en soulevant d'horreur toutes les ames généreuses, protégent et répandent les doctrines même que vous persécutez?

Vanini a été brûlé à Toulouse le 9 février 1619. Cet autodafé a-t-il donc consumé l'impiété et ranimé la foi? Non : chaque jour a vu éclore en France des écrits ou sceptiques ou impies qui dominaient sur l'opinion. Quel livre passe alors pour le bréviaire des honnêtes gens? Les *Essais* du sceptique Montaigne. Le meilleur et le plus populaire écrivain du temps est assurément son élève Charron, dont la plume ingénieuse et discrètement hardie met en honneur parmi les gens du monde le doute circonspect et une élégante indifférence. Gassendi relève pour les savans et les philosophes le système d'Épicure. Enfin l'école de Théophile sème dans les cercles et les ruelles à la mode, pour les beaux-esprits, les jeunes gens et les femmes, les *Quatrains du Déiste*, le *Parnasse satirique*, et ces vers devenus si

célèbres parce qu'ils exprimaient audacieusement la pensée commune :

> Une heure après la mort notre ame évanouie
> Sera ce qu'elle était une heure avant la vie.

Au reste, nous nous en rapportons à ces deux mêmes hommes qui ont tant applaudi au supplice de Vanini. Garasse écrit cinq ans après l'évènement : trouve-t-il que cette affreuse exécution ait fait reculer d'un pas l'athéisme? Loin de là, il pousse un cri de détresse à l'aspect de ses progrès toujours croissans. Mersenne ne voit partout qu'athées, déistes et sceptiques. Il lance contre eux trois gros ouvrages (1). Dans celui-là même où il raconte et célèbre la fin misérable de Vanini, il déclare que l'athéisme triomphe dans le monde entier; que le nombre des athées s'est tellement accru qu'il ne sait pas comment Dieu peut les laisser vivre; que Paris sent encore plus l'odeur de l'athéisme que celle de la boue; qu'il y a à Paris au moins cinquante mille athées, et que telle maison à elle seule en contient douze (2) : exagération ridicule que Mersenne a été obligé de désavouer lui-même. Cependant tous les témoignages contemporains conspirent à démontrer que l'héritage légué par le XVIe siècle au XVIIe était un esprit général de mécontentement contre le passé et le moyen-âge, en philosophie mille essais confus pour affranchir à tout prix l'esprit humain de la scolastique, et dans ce désordre, premier fruit d'une émancipation mal assurée, le plus déplorable scepticisme.

Tel est l'état vrai de la philosophie à l'ouverture du XVIIe siècle. Transportez-vous à cinquante ans par-delà et dans la dernière moitié de ce même siècle : tout est changé. Une philosophie nouvelle, aussi étrangère au joug pesant de l'autorité scolastique qu'à la témérité d'essais déréglés, a partout accrédité des doctrines généreuses, où l'immatérialité de l'ame et l'existence de Dieu sont établies par des argumens invincibles tirés de la nature même de l'esprit humain. Cette grande philosophie fleurit d'accord avec la religion; elle se

(1) *La Vérité des Sciences contre les sceptiques ou pyrrhoniens*, 1625. — *L'Impiété des déistes, athées et libertins de ce temps, combattue et renversée*, etc., 1624. — *Quæstiones in Genesim*, etc., in-fol., 1623.

(2) *Quæstiones*, etc. Feuillets rétablis par Chaufepié : « Unicam Lutetiam 50 saltem atheorum millibus onustam esse, quæ si luto plurimùm, multo magis atheismo fœteat, adeo ut unica domus possit aliquando continere 12 qui hanc impietatem vomant. »

répand de Paris dans toutes les provinces, pénètre dans les ordres religieux eux-mêmes, les jésuites exceptés, ranime l'enseignement public, vivifie et élève les sciences et les lettres, met en honneur la modération, la droite raison et le bon goût, et, passant rapidement de la France dans tous les autres pays de l'Europe, y disperse peu à peu les débris de la philosophie du XVIe siècle, substitue à l'esprit de révolte une sage indépendance, une doctrine ferme et solide à des systèmes désordonnés, remplace en Angleterre Hobbes par Locke, en Italie Bruno et Vanini par Vico et Fardella, en Hollande une tradition pédantesque ou les rêveries solitaires de Spinoza par les judicieux enseignemens d'un de Vries et d'un Clauberg, et crée en Allemagne la philosophie en suscitant Leibnitz.

Que s'est-il donc passé? Les conseils de Garasse et de Mersenne ont-ils été suivis? A-t-on couvert la France d'échafauds pour soutenir la religion ébranlée, et chargé le bourreau de prouver l'existence de l'ame et celle de Dieu? Nullement; mais les temps étant venus, et l'œuvre du XVIe siècle accomplie, deux hommes ont paru qui ont clos le passé et commencé une ère nouvelle. Richelieu a fondé des séminaires où le clergé pût recevoir une instruction digne de sa haute mission; le clergé, une fois éclairé lui-même, a répandu les lumières autour de lui, et ramené les esprits au respect et à la foi par de libres et fortes discussions, aussi fécondes que la violence avait été stérile; heureux ascendant qui s'accroît sans cesse, jusqu'à ce que, sous la triste influence de Mme de Maintenon et des jésuites, le grand roi égaré mette le bras séculier à la place de la dialectique et de l'éloquence d'Arnauld et de Bossuet. La révocation de l'édit de Nantes marque le plus haut point et en même temps le déclin inévitable de l'autorité religieuse : elle jette dans les esprits le fondement d'une réaction légitime. Jusque-là la religion avait été d'autant plus puissante, qu'elle se montrait bienfaisante et modérée. A côté d'elle, Descartes avait créé une philosophie qui la servait sans en dépendre, et consacrait les droits de la raison sans entreprendre sur ceux de la foi. Descartes avait entrevu par un instinct sublime et admirablement résolu le problème de ce temps : ce problème était de donner une satisfaction nécessaire à l'esprit nouveau, et en même temps de rassurer les anciens pouvoirs légitimes. De là, dans le cartésianisme, deux faces différentes qu'on a toujours considérées séparément, et qu'il faut embrasser pour comprendre toute la grandeur du rôle de Descartes. D'abord il sépare la philosophie de la théologie; dans les limites de la philosophie, il rejette toute autorité, celle de l'an-

tiquité comme celle du moyen-âge, et déclare hautement ne relever que de la raison : il part de la seule pensée. Voilà par où Descartes est le représentant décidé de l'esprit nouveau. Mais, en partant de la seule pensée, il en tire les plus nobles croyances, que jusque-là la raison semblait ébranler, et que désormais la raison autorise et affermit. Au lieu d'essais informes et qui se combattent, il fonde une méthode qui, à peine proclamée, est adoptée d'un bout de l'Europe à l'autre, et, à l'aide de cette méthode, il élève une doctrine où toutes les grandes vérités naturelles qui composent l'éternelle foi du genre humain sont solidement et clairement établies. Enfin, celui qui fait toutes ces choses les illustre et les consacre par les plus belles découvertes en physique et en mathématiques, et par un langage qui lui-même est une création immortelle. Par là Descartes n'est plus seulement un révolutionnaire, c'est un législateur. Il donne la main à deux siècles qu'il réconcilie en satisfaisant également leurs instincts en apparence opposés. Sans retourner à la scolastique, sans errer à travers l'antiquité, il met fin aux essais aventureux de la renaissance, et pour long-temps détruit le scepticisme, le matérialisme et l'athéisme, enfans perdus de l'esprit nouveau qui s'égarait. Pour cela, Descartes n'a pas invoqué les parlemens, le bras séculier, les supplices : il a écrit le *Discours de la Méthode* et le livre des *Méditations*.

VICTOR COUSIN.

LE CARDINAL

DE RICHELIEU.

DERNIÈRE PARTIE.[1]

Richelieu avait à poursuivre au dehors un travail analogue à celui qu'il accomplissait à l'intérieur du royaume; il fallait reconstituer l'Europe par l'équilibre politique, comme il avait réorganisé la France par l'ascendant du pouvoir royal. Cette tâche était plus difficile, car elle était sans précédens. En abaissant tous les pouvoirs sous le niveau de l'unité monarchique, ce ministre ne faisait que tirer une dernière conséquence de principes posés depuis plusieurs siècles. Il achevait ce qu'avait commencé Louis-le-Gros lorsque ce prince fondait la prépondérance de la royauté dans ses domaines, ce qu'avait continué Philippe-Auguste lorsqu'il faisait reconnaître cette suprématie dans toute l'étendue du royaume. Il développait la pensée que Charles V avait servie par sa prudence et Duguesclin par son héroïsme. Louis XIII eut raison des gouverneurs de provinces, comme

(1) Voyez les livraisons des 1er et 15 novembre.

Louis IX avait triomphé de la coalition des grands vassaux, et Louis XI de la ligue des princes apanagés. Au dedans, Richelieu n'entreprit donc rien de nouveau; il ne fut que le consommateur suprême du travail préparé par une longue suite de générations.

Il en était tout autrement pour l'Europe : celle-ci se trouvait, depuis l'ouverture du XVI[e] siècle et le commencement des guerres de religion, dans un état d'anarchie qui ne permettait pas plus de prévoir l'avenir que de faire appel aux traditions du passé. Pour asseoir un ordre nouveau sur tant de débris, il n'y avait ici ni vieilles traditions à suivre ni germe préexistant à développer. La réforme avait fait table rase de toutes les institutions de la chrétienté, en déniant les droits antérieurs et en armant tous les intérêts les uns contre les autres. Les deux moitiés du monde se livraient une guerre acharnée que les cupidités allumées par tant de spoliations menaçaient de rendre éternelle. L'empire germanique tombait en dissolution à l'époque même où, par une coïncidence singulière, la puissance impériale recevait en Allemagne des accroissemens démesurés. Au milieu de ces perturbations sans exemple, aucun lien ne subsistait plus entre les nations qui pendant tant de siècles s'étaient inspirées à la même source et avaient accepté la direction du même pouvoir modérateur. La chrétienté, constituée par ses conciles, dominée par l'ascendant moral de la papauté dans la plupart des grandes transactions internationales, avait vécu d'une vie commune dont la violente interruption la rejeta tout à coup dans un état aussi confus qu'aux jours les plus agités du moyen-âge.

Toutefois, durant la crise qui ébranlait alors le monde, deux idées parvinrent à se faire jour, et elles exercèrent sur les esprits une autorité salutaire. On s'efforça de suppléer à la communauté des croyances et à la fraternité disparue par la savante systématisation de précédens historiques, et l'on tenta de substituer à l'unité de l'Europe catholique un mécanisme destiné à contenir toutes les ambitions par l'exacte pondération de toutes les forces. Le droit de la nature et des gens devint une science en même temps que l'équilibre politique devenait le principal moyen de gouvernement. Cette science était sans doute contestable dans ses principes autant que ce moyen de gouvernement était incertain dans ses effets. L'une reposait sur des données qui tiraient moins leur autorité d'elles-mêmes que d'un consentement général fort difficile à constater; l'autre attribuait à un mécanisme ingénieux la puissance d'arrêter l'essor naturel des intérêts et des passions au sein des sociétés humaines.

Aussi le droit des gens tel qu'il a été formulé par les publicistes de cette époque laissait-il de grands problèmes sans solution, et le maintien de l'équilibre général n'a-t-il peut-être pas déterminé moins de collisions que l'établissement de ce système n'avait pour but d'en prévenir.

La double tentative essayée dans la première moitié du XVIIe siècle n'en fut pas moins un immense service rendu à l'humanité et à l'indépendance des nations. Les publicistes hollandais, anglais, allemands et suédois, malgré l'opposition de leur point de départ et le désaccord de quelques décisions, contribuèrent à pénétrer leurs contemporains de la salutaire croyance qu'il existait un lien naturel de droit entre les peuples, et que l'antagonisme avait ses lois comme l'harmonie elle-même. D'un autre côté, la balance politique entrevue par Henri IV, préparée par Richelieu et consacrée par le traité de Westphalie, cette œuvre posthume du grand ministre, constitua l'Europe sur des bases régulières, quoique mal assurées. Ce balancement artificiel n'empêcha sans doute ni les conquêtes de Louis XIV, ni l'agrandissement de la Prusse, ni le partage de la Pologne; mais il fournit à l'Europe des moyens de préserver sa liberté, et les intérêts matériels suppléèrent sans le remplacer au respect de tous les droits si tristement obscurci dans la conscience des peuples. L'équilibre général fut une pensée d'ordre et d'organisation qui, malgré son évidente insuffisance, arracha le monde politique au chaos créé par l'antagonisme des deux principes religieux et par l'extension de la puissance autrichienne. La France dut à ce principe des agrandissemens légitimes que l'intérêt universel justifiait autant que le sien. Ces agrandissemens mirent ce pays en mesure de balancer sous Louis XIII la formidable souveraineté qui dominait alors l'Europe. Le même principe donna, sous le règne suivant, aux puissances européennes, le moyen d'arrêter la France sur la pente rapide où la poussait l'ambition de son roi.

Si l'établissement de la balance politique fut une heureuse innovation, le cardinal de Richelieu peut en grande partie en revendiquer la gloire. Il fit tout en vue de ce résultat, et ne fit rien qui ne fût rigoureusement nécessaire pour l'atteindre. Sitôt que la soumission des religionnaires lui eut donné la pleine disposition des forces de la monarchie, on le vit agir sous l'inspiration d'une invariable pensée, et dans un but que l'entraînement même du succès ne lui donna jamais la tentation de dépasser. Dès son avénement aux affaires, il mesura tout ce que la France était en droit de vouloir pour la sûreté de ses frontières et la solidité de ses alliances. Il poursuivit ce plan

d'extension toute sa vie, sans s'en départir un seul jour, et ne fut pas plus ambitieux dans la bonne que dans la mauvaise fortune.

Deux reproches ont été adressés à Richelieu : l'un touche l'homme d'état, l'autre atteindrait le prêtre. On a dit que les grandes guerres dans lesquelles il engagea la France étaient moins nécessaires à la sûreté du pays qu'à celle du ministre; on a ajouté qu'en donnant pour base à la politique française la défense des princes protestans de l'empire, qu'en associant étroitement les intérêts de la France à ceux de la Suède, le cardinal de Richelieu avait donné à la réforme la chance sérieuse de dominer l'Europe. Un tableau rapide des évènemens permettra d'apprécier la valeur de ce double reproche. Il montrera que la guerre contre l'Espagne et contre l'empire était imposée à la France par une impérieuse nécessité, et qu'en s'appuyant pour la soutenir sur le parti protestant, Richelieu resta toujours assez fort pour faire de ses alliés les instrumens de sa propre pensée, sans craindre de les voir détourner au profit d'une pensée différente la force qu'il consentait à leur prêter dans l'intérêt de ses desseins.

Richelieu n'inventa pas la politique anti-autrichienne; celle-ci était depuis un siècle un axiome pour la France. Du jour où l'effet des lois de succession eut réuni sur la même tête les immenses domaines des maisons d'Autriche, d'Espagne et de Bourgogne, la France se trouva placée dans l'alternative de briser cette puissance, ou de s'abaisser au second rang des nations. La monarchie universelle ou du moins la prépondérance d'une seule maison souveraine aurait été fondée pour des siècles en Europe, si des résistances inattendues n'avaient frappé au cœur la puissance qui au prestige de la dignité impériale unissait alors la possession de l'Espagne, de l'Italie, de la totalité des Pays-Bas, et pour laquelle la Providence semblait faire surgir du sein des mers des empires nouveaux et de fabuleuses richesses. Des évènemens placés en dehors de toutes les prévisions humaines purent seuls relever la fortune de la France dans la lutte où elle s'engagea contre Charles-Quint avec plus de résolution que de prudence. La réforme arrêta court la puissance impériale au moment où celle-ci était en mesure de préparer cette unité de l'Allemagne que la révolution religieuse du XVI[e] siècle a pour jamais rendue impossible. En donnant aux ambitions électorales une voie pour se produire et un prétexte pour se légitimer, Luther suspendit le mouvement qui poussait l'Allemagne dans les bras de la maison d'Autriche, mouvement dont l'hérédité de la dignité impériale avait été le plus éclatant symptôme.

Quelles conséquences aurait eues pour le monde la substitution d'un pouvoir central énergique à la primauté d'honneur départie au chef du saint-empire par les constitutions du corps germanique? Il est difficile de le dire; il y aurait d'ailleurs peu d'intérêt à le rechercher. On peut croire cependant, à ne consulter que les faits de l'histoire, que l'indépendance du pouvoir religieux aurait souffert de ce grand changement plus qu'il n'en eût profité, et peut-être n'est-il pas interdit de penser que la puissance impériale, devenue effective en Italie comme en Allemagne, aurait préparé à la cour de Rome des épreuves non moins redoutables que celles auxquelles elle fut soumise par les succès partiels de la réforme. Ce qu'on peut affirmer, dans tous les cas, avec une certitude plus entière, c'est que, si la suite des temps avait transformé l'incohérent état de choses régi par la bulle d'or en une monarchie régulière, la France perdait sa place dans le système général du monde, et que l'ascendant moral aurait nécessairement passé avec l'autorité politique à l'Espagne et à l'Autriche indissolublement unies. D'ici sort à nos yeux l'éclatante justification des voies cachées de la Providence, qui préserva l'initiative intellectuelle de la France et peut-être l'indépendance du saint-siége par l'évènement qu'on pouvait croire destiné à ébranler sur ses fondemens éternels le catholicisme lui-même.

S'opposer à l'accroissement de la puissance impériale était donc un devoir prescrit à la France par le souci de sa propre destinée. François Ier l'avait accompli comme Henri II, et les Bourbons l'héritèrent des derniers Valois. Si la ligue fit perdre de vue cette pensée nationale, c'est que la France eut un moment à défendre un intérêt encore plus vital que celui de sa propre grandeur. S'unir aux électeurs protestans pour résister à l'empereur, à la Hollande pour combattre l'Espagne, était dans la politique française une tradition non moins constante. François Ier avait recherché les luthériens confédérés à Smalcalde; Henri II avait combattu avec eux; Henri IV avait soutenu et soudoyé la révolte des Provinces-Unies : Richelieu ne fit pas autre chose, mais il agit sur une échelle plus vaste, avec des vues plus fermes et des succès plus soutenus.

Nous l'avons vu, au début de son ministère, exposant sa politique avec une netteté merveilleuse, et sacrifiant aux circonstances sans se laisser détourner du but invariablement poursuivi par son esprit. C'est ainsi qu'il n'hésita point à engager avec l'Angleterre une lutte périlleuse à son avénement aux affaires, quelque convaincu qu'il

fût de la nécessité de l'alliance britannique pour la poursuite de ses projets ultérieurs contre l'Espagne. Il s'agissait, en effet, de triompher de la rébellion et de faire respecter les engagemens pris avec la France dans la personne de la fille de ses rois, questions d'honneur et de sûreté sur lesquelles il déclare à chaque page de ses écrits qu'aucune transaction n'était possible à ses yeux. Cette double satisfaction obtenue par la dispersion de la flotte de Buckingham et la soumission de La Rochelle, le cardinal reprit avec le gouvernement anglais des rapports dont on vit Mazarin, l'exécuteur de son testament politique, pousser l'intimité presque jusqu'au scandale, sous la dictature de Cromwell.

Garanti du côté de Charles Ier, protégé par un nouveau traité de subsides avec la Hollande, le cardinal saisit l'occasion du démêlé de la Valteline et de la succession de Mantoue, pour engager avec l'Espagne une guerre destinée à ne finir qu'au traité des Pyrénées, malgré quelques intermittences. S'assurer de bonnes frontières, se ménager au dehors une influence suffisante pour contrebancer celle de l'Escurial, devant laquelle s'inclinait alors l'Europe, telle est la double pensée du ministre. Il ne rêve pas les conquêtes lointaines et les agrandissemens démesurés. Nul n'a qualifié plus sévèrement les expéditions françaises en Italie. Il répète sans cesse dans ses *Mémoires*, à propos de l'occupation de Pignerol, que la France ne doit jamais s'engager au-delà des Alpes, qu'il lui faut seulement quelques portes ouvertes sur ces riches contrées, afin de protéger leur indépendance. Il n'ambitionne au midi que le Roussillon, complément nécessaire de notre territoire; au nord, il convoite l'Alsace et la Lorraine, pour que l'empire ne puisse pas serrer la France d'aussi près. Ces deux positions lui semblent indispensables, afin de donner à celle-ci aux bords du Rhin une juste mesure de force et d'influence. La liberté des puissances secondaires de l'Allemagne ne lui paraît pas un intérêt moins important que la reprise d'une partie de cet héritage de Bourgogne, dont sa patrie fut dépouillée au préjudice de la sécurité de sa frontière, et c'est comme garantie de cette sécurité même qu'il médite la conquête de la Franche-Comté et le partage avec la Hollande des Pays-Bas espagnols.

De tels projets étaient vastes sans doute, mais aucun n'était le fruit d'une ambition sans limites, et ne saurait justifier, dans la conscience de l'Europe, les accusations d'athéisme et de brigandage jetées à la mémoire du grand ministre français par un célèbre écrivain

allemand trop exclusivement préoccupé de l'intérêt impérial (1). La frontière des Vosges eût déshérité la France de sa part légitime d'action dans les affaires du nord de l'Europe : il fallait reculer ses limites et lui permettre au moins de toucher le Rhin pour qu'elle fût en mesure d'accomplir sa mission de conciliation et d'harmonie entre le génie germanique et le génie des peuples de souche romaine. En présence des agrandissemens prodigieux qui allaient changer la condition des peuples du Nord, en face de la Prusse et de la Russie, élevées au rang de puissances du premier ordre, et de la malheureuse Pologne, rayée de la liste des nations, il est superflu d'établir que les conquêtes de la France étaient loin de contrarier les intérêts à venir de l'Europe, et qu'elles étaient strictement nécessaires pour assurer les bases de cet équilibre général sanctionné par le traité de Westphalie.

Afin d'arriver à son but, le cardinal suivit un plan de conduite invariable. Ce plan consistait à combattre l'Espagne sans donner à la cour de Vienne un motif suffisant pour prendre parti, et à susciter des embarras de toute nature à cette dernière cour, tout en retardant le plus possible l'intervention armée de la France dans les affaires d'Allemagne. Le traité conclu en 1630 à Ratisbonne, par les soins du père Joseph Du Tremblay et de Léon Brulart, celui que M. de Servien négocia plus tard à Quérasque pour terminer les affaires de Mantoue, témoignent de la systématique modération qu'apportait le cardinal dans toutes les questions qui touchaient aux intérêts du saint-empire. Ces transactions prouvent le soin qu'il consacrait à maintenir le patronage de la France sur ses alliés sans se départir de la ligne du désintéressement et de la justice, plus habile en cela que Louis XIV, qui eut le tort grave de toujours inquiéter l'Europe lors même que son intérêt le plus impérieux lui prescrivait de la rassurer.

La conduite de Richelieu durant les périodes danoise et suédoise de la guerre de trente ans fut marquée au coin d'une prudence consommée. La publication intégrale de ses *Mémoires* constaterait aujourd'hui, si l'histoire ne l'avait établi depuis long-temps, que ce ministre ne fut étranger à aucune des phases de cette grande lutte, quoiqu'il y eût pris si tard une part ostensible. Au début de la querelle engagée dans l'empire, la politique de la France avait été incertaine et timide, comme le cabinet qui présidait alors aux destinées de la monarchie. Ferdinand II, dépossédé par les états de Bohême

(1) M. Frédéric de Schlegel, *Philos. der Geschichte.*

au profit de l'électeur palatin (1), avait déployé au sein de cette crise une grande hauteur de courage et de génie. Après s'être concilié la Bavière et la Saxe, il réussit, par l'influence de l'Espagne, alors toute puissante à Paris, à obtenir le concours de la France contre un compétiteur dont la moitié de l'empire soutenait les prétentions. Une éclatante ambassade, à la tête de laquelle le connétable de Luynes avait placé le duc d'Angoulême, fils naturel de Charles IX, se rendit en Allemagne. Ses efforts ne contribuèrent pas peu à la conclusion du traité d'Ulm (2), par lequel les princes coalisés abandonnèrent la cause de Frédéric comme roi de Bohême, se réservant seulement le droit de le soutenir, s'il venait à être attaqué dans ses possessions héréditaires du Palatinat par les troupes autrichiennes. On sait que ce traité amena la perte du palatin, et qu'il ouvrit devant Ferdinand la voie glorieuse dans le cours de laquelle l'attendaient de si grands exemples de l'inconstance de la fortune. L'empereur, victorieux à Prague, reconquit la Bohême, pendant qu'une armée espagnole, agissant pour le compte de la maison d'Autriche, se rendait maîtresse du Palatinat. Une diète réunie à Ratisbonne dépouilla Frédéric de tous ses états pour les attribuer au duc de Bavière, et décréta, dans la constitution territoriale aussi bien que dans les institutions de l'empire, des changemens qui ne laissaient plus à ce grand corps qu'une ombre de liberté. De telles mesures provoquèrent des résistances; mais, en triomphant de celle-ci, l'empereur puisa des forces nouvelles, et éleva graduellement ses espérances au niveau de ses succès.

Alarmé de l'accroissement de la puissance impériale, le Danemark avait uni ses armes à celles des confédérés protestans; mais Wallenstein et Tilly n'avaient alors en Europe qu'un rival digne d'eux, et celui-là ne s'était pas encore révélé. L'intervention de Christiern IV dans les affaires de l'empire n'eut pas les conséquences importantes qu'on en avait attendues. Après avoir laissé dix mille soldats sur le champ de bataille de Lutter, il fut heureux de signer un traité dont la politique de Ferdinand s'empressa de lui ménager l'occasion. Le roi de Danemark quitta brusquement l'Allemagne, après avoir abandonné ses alliés à la vengeance de l'empereur, et la paix de Lubeck (3) vint fermer la période *danoise* de cette guerre, comme la déchéance de Frédéric avait clos sa période *palatine*.

(1) 5 septembre 1619.

(2) 2 juillet 1620.

(3) 12 mai 1629.

Aucun de ces mouvemens n'échappait à Richelieu, qui mesurait toute la portée d'une révolution dont la conséquence dernière aurait été de changer l'Allemagne en une monarchie purement autrichienne; mais il ne pouvait intervenir activement dans cette crise avant d'avoir conquis l'ordre intérieur par la soumission des réformés, et terminé l'affaire de Mantoue, dans laquelle était engagé un intérêt plus direct pour la France. Le cardinal s'imposa toujours pour règle de conduite de vider successivement les questions dans l'ordre de leur importance relative : aussi tous les efforts de ses négociations comme de ses armes portèrent-ils d'abord sur les affaires d'Italie, ce qui n'empêcha pas le père Joseph, pendant son ambassade de 1630 à Ratisbonne, de déployer toutes les ressources de son esprit pour déterminer la diète à ajourner l'élection, comme roi des Romains, du fils de l'empereur, élu déjà roi de Hongrie et de Bohême (1). Lorsque le Danemark eut quitté le champ de bataille, Richelieu estima le moment venu de faire un pas plus décisif. Il chargea le baron de Charnacé de reprendre avec le roi de Suède une négociation entamée l'année précédente, négociation dont le succès était devenu possible depuis que les efforts du ministre français avaient amené la fin des hostilités entre la Pologne et Gustave-Adolphe.

Agir immédiatement par un traité de subsides, préparer des moyens plus décisifs si les évènemens les rendaient nécessaires, tel fut le plan de Richelieu. La négociation avec Gustave soulevait les questions les plus délicates comme les plus graves. Il fallait ménager les susceptibilités du prince le plus hautain de son temps; il était plus nécessaire encore de rassurer les catholiques en leur prouvant, à l'aide de documens irrécusables, qu'en s'engageant dans une question purement politique, le roi très chrétien ne compromettait en aucune sorte la question religieuse. La transaction avec la Suède se trouvait d'ailleurs entravée par une autre négociation suivie avec quelques princes catholiques afin de les détacher de l'empereur en assurant leur neutralité sous la garantie de la France. Il fallait donc qu'en descendant en Allemagne pour venger les protestans dépossédés par l'empereur, le roi de Suède s'engageât à respecter tous les faits couverts par le patronage de la France, et plus particulièrement les acquisitions de la Bavière, si celle-ci déclarait vouloir adhérer à la neutralité catholique. On exigea plus, et Gustave dut s'engager,

(1) *Histoire des guerres et des négociations qui ont précédé le traité de Westphalie*, par le père Bougeant, liv. II, par. LXXIII.

préalablement à toute transaction, à respecter le culte catholique partout où il le trouverait établi; il dut même promettre d'en octroyer le libre exercice dans les territoires où il était interdit jusqu'alors (1).

Sous ces conditions, longuement débattues et maintenues par le ministre français avec une respectueuse fermeté, fut enfin signée le 13 janvier 1631 cette alliance, la première qui se soit proposée pour but avoué la reconstitution politique de l'Europe sur la base de l'équilibre général. Les parties contractantes déclaraient à la face du monde n'avoir en vue que d'assurer les droits des membres de l'empire. Cependant ces déclarations n'interdisaient pas à Gustave l'espérance légitime de prendre pied en Allemagne pour contenir au besoin la puissance impériale, non plus qu'elles n'enlevaient à Riche-

(1) Le passage suivant des *Mémoires* de Richelieu contient un extrait textuel des instructions adressées à M. de Charnacé sous la date du 24 décembre 1630, en lui envoyant ses pleins pouvoirs : « Il eut charge de dire au roi de Suède que sa majesté, touchée comme lui des misères de l'Allemagne, et semblablement aussi de la jalousie de voir agrandir proche de ses frontières une maison aspirant à la monarchie universelle, et de qui l'ambition n'avait point de bornes que celles qui lui sont opposées par une forte et puissante résistance, désirait contribuer de sa part à ce qu'il fût le chef d'une armée de trente mille hommes de pied et de huit mille chevaux, qui serait employée à maintenir la liberté des princes, communautés et villes de l'empire, à conserver la sûreté du commerce des deux mers Baltique et Océane et de leurs ports, à obtenir de l'empereur, par remontrance ou par force, de ne plus molester par les armes l'Allemagne ni les provinces qui en sont voisines, et retirer ses garnisons des provinces et villes libres; à faire que le roi d'Espagne se retirât des lieux qu'il occupait dans l'Allemagne, et que toutes les forteresses qui avaient été bâties de part et d'autre sur la côte des deux mers Baltique ou ailleurs, dans la haute et basse Allemagne et sur les terres des Grisons, fussent démolies.

« Que, s'il s'y voulait obliger, elle l'y assisterait de 600,000 livres, tant que le traité durerait, qui lui semblait devoir être de cinq ou six ans, sauf à le prolonger, s'il en était besoin; mais que ce serait à condition que les princes, communautés et peuples qui étaient compris dans une ligue offensive catholique d'Allemagne, ne seraient inquiétés en aucunes choses qui leur appartissent légitimement, et que notamment la Bavière ne serait point troublée dans la possession de son électorat et autres droits qui se trouveraient lui appartenir raisonnablement, et que dans les lieux qui seraient rendus ou pris par force, l'on ne changerait point l'état de la religion, mais qu'au contraire l'exercice de la religion catholique, apostolique et romaine serait permis en ceux même où il n'était pas auparavant. » — Ces propositions devinrent la base du traité lui-même, sauf le taux du subside, qui fut doublé, et porté à 240,000 rixdalers pendant tout le temps que durerait la guerre de l'empire. (Voyez le traité de Bernwalt, dans Dumont; *Corps diplomatique*, t. VI, p. 1, et le père Bougeant, liv. III, par. XXI.)

lieu l'espoir de profiter de ces grandes complications pour retenir la Lorraine et l'Alsace, en fondant ainsi l'influence française aux abords de l'Allemagne.

Ce travail a moins pour but d'exposer des évènemens trop connus que de faire ressortir les vues politiques par lesquelles ces évènemens furent constamment dominés. Nous n'avons donc à rappeler aucun des incidens de cette marche foudroyante à travers l'empire, qui, dans le cours d'une année, porta le roi de Suède de sa victoire de Leipsig à son glorieux tombeau de Lutzen. On sait la rapide décadence du parti suédois en Allemagne après la mort de Gustave. Lorsqu'une cause s'est faite homme, et que son représentant vient à disparaître, il est presque toujours impossible de rendre aux efforts individuels la puissance qu'ils ont consenti à abdiquer. Les protestans l'éprouvèrent lorsqu'ils eurent perdu l'héroïque chef devant lequel le monde avait semblé se taire un moment, comme devant Alexandre. Nordlingue vit périr la fleur de cette armée qui avait fait de sa patrie une grande puissance. Ferdinand retrouva le prestige de son pouvoir, si profondément ébranlé. Le découragement des alliés de la Suède permit à la cour de Vienne de les isoler de sa cause. La défection de la Saxe, acquise au prix d'avantages que l'immoralité politique de cette époque permettait d'offrir et d'accepter, vint porter le dernier coup aux affaires de la ligue protestante, et rouvrir devant Ferdinand II la perspective à laquelle Gustave-Adolphe avait seul pu le contraindre à renoncer.

La paix de Prague, signée en 1634 entre l'empereur et l'électeur de Saxe, régla d'une manière si arbitraire les nombreuses questions territoriales alors pendantes en empire, que, si ce traité avait été accepté par les membres du corps germanique, l'omnipotence impériale eût été à jamais fondée en droit et en fait. Le moment était donc arrivé de remplacer par une action décisive le concours financier accordé jusqu'alors aux puissances protestantes, et la période française de la guerre de trente ans allait enfin s'ouvrir. La défaite du maréchal de Horn et du duc de Weimar par les forces austro-espagnoles avait produit sur l'esprit du cardinal de Richelieu une impression profonde. Il n'hésita pas un moment à se mêler à la lutte que lui seul pouvait désormais prolonger, et à engager la guerre avec la cour impériale, qu'il avait eu l'habileté de ne combattre jusqu'alors qu'avec les armes d'autrui. « La nouvelle de cette défaite apporta d'autant plus d'étonnement, que moins elle était attendue. Le cardinal crut qu'il n'y avait rien qui pût causer plus de désavan-

tage aux affaires du roi que de témoigner avoir le courage abattu pour ce mauvais succès, et représenta à sa majesté qu'il était certain que, si le parti était tout-à-fait ruiné, l'effort de la puissance de la maison d'Autriche tomberait sur la France; qu'il était certain, de plus, que le pire conseil que la France pût prendre, était de se conduire en sorte qu'elle pût demeurer seule à supporter l'effort de l'empereur et de l'Espagne, ce qui serait indubitable si elle ne recueillait et ne ralliait les restes de ce grand parti, au lieu qu'autrement il faudrait soutenir la guerre dans le cœur de la France sans l'assistance de personne; que, si l'on considérait la dépense en cette occasion, et qu'on la voulût réduire en des termes si modérés qu'on la pût supporter long-temps, il fallait répondre que les grands accidens n'avaient pas de règle; que, si on manquait à la faire extraordinaire pour remédier au mal présent et pressant, on se trouverait obligé d'en faire à l'avenir qui n'auraient point de fin, ne produiraient aucuns fruits et n'empêcheraient point notre ruine (1). »

Voilà l'homme d'état dans l'austère et calme fermeté de sa pensée. Il ne devance pas par la précipitation de ses actes et les imprudences de ses paroles l'heure des résolutions irrévocables; mais, lorsque cette heure a sonné, il n'hésite plus et il agit. Du jour où son parti est pris, Richelieu déploie une activité à peine croyable. Pendant que des préparatifs de guerre se font sur toutes les frontières du royaume, des agens diplomatiques parcourent l'Europe dans toutes les directions, relevant dans l'empire et dans le Nord la confiance ébranlée et les courages abattus. M. de Feuquières est partout à la fois; le comte d'Avaux passe de Hollande en Danemark, de Danemark en Pologne, de Pologne en Suède, avec une rapidité qui permet à peine de suivre dans ses admirables dépêches les fils multipliés de négociations si complexes. Il faut rassurer la cour de Rome et la conscience même de la nation, en faisant ressortir le caractère véritable de la guerre où le pays va se trouver engagé : un traité conclu avec Oxenstiern donne des garanties nouvelles aux intérêts catholiques (2); il faut offrir des primes à toutes les ambitions : un traité d'alliance et de partage éventuel des Pays-Bas espagnols est conclu avec la Hollande (3), des conventions analogues sont négociées avec la Savoie

(1) *Mémoires de Richelieu*, liv. XXV.

(2) 7 octobre 1634.

(3) 8 février 1635. — La France devait avoir Cambrai et le Cambrésis, le Luxembourg, les comtés de Namur et de Hainault, l'Artois et la Flandre, jusqu'à une ligne qu'on tirerait de Blankenberg entre Dam et Bruges à Rupelmonde. Tout le reste

et les puissances secondaires d'Italie (1); il faut donner aux alliés l'entière disposition de leurs forces : la paix entre la Suède et la Pologne est prorogée de vingt-six ans par la médiation de la France; il faut rassurer sur leurs intérêts et leur avenir les bandes redoutables et les chefs ambitieux qui ont grandi dans la guerre : un traité de subsides est conclu avec le duc de Weimar (2), et ses plus hautes espérances sont tenues pour légitimes, s'il consent à n'en attendre la réalisation que du bon vouloir de la France.

Les négociations se suivent en Allemagne sur une triple base : empêcher les adhésions isolées des princes protestans à la convention de Prague passée entre l'empereur et la Saxe, obtenir des confédérés l'engagement de ne traiter qu'en commun, étendre et faire respecter la ligue de neutralité catholique placée sous la garantie spéciale de la France. Tous ces intérêts sont suivis en même temps, et la grande école diplomatique fondée par Richelieu, et que devait développer Mazarin, se montre déjà à la hauteur du rôle que les évènemens lui préparent.

La direction imprimée aux opérations militaires ne fait pas moins ressortir la sagacité du ministre. Le cardinal de la Vallette, avec le jeune vicomte de Turenne, reçoit l'ordre d'entrer en Allemagne à la tête d'une puissante armée, pour seconder les Suédois. Mais c'est surtout en s'établissant d'une manière inexpugnable sur la rive gauche du Rhin que Richelieu entend opérer une diversion non moins utile à la cause particulière de la France qu'à la cause même des alliés: c'est en occupant l'Alsace qu'il espère amener l'empereur à une paix dont il pourra dicter souverainement les conditions, lorsqu'il aura entre les mains toutes les positions auxquelles il aspire. Une grande partie d'entre elles était déjà au pouvoir de Louis XIII. Le duc de Lorraine n'avait pas imité la conduite habile du duc de Savoie. Pressé entre deux grandes puissances, il n'avait su ni ménager ses intérêts, ni pourvoir à sa sûreté. L'imprudence avec laquelle il s'était engagé dans le parti de Gaston avait déjà fourni l'occasion avidement recherchée de prendre contre lui des mesures militaires. En faisant, malgré l'opposition déclarée du roi, épouser la princesse sa sœur au duc d'Orléans, retiré à sa cour, le duc de Lorraine avait provoqué une condamnation judiciaire pour *rapt et séduction de per-*

des Pays-Bas espagnols était attribué à la Hollande. La paix ne devait être négociée que de concert.

(1) Juillet 1635.

(2) 26 octobre 1635.

sonne royale, à la suite de laquelle des garnisons françaises sous les ordres du maréchal de La Force furent établies dans la plupart des places de son duché. D'un autre côté, avant d'opérer une diversion pour dégager le duc de Weimar menacé par Gallas, Richelieu avait pris soin d'exiger, en arguant du besoin d'assurer la sécurité des troupes françaises, une remise préalable des villes conquises par les Suédois sur la rive gauche du Rhin. Ainsi la France avait pris pied en Alsace, et se trouvait occuper, à l'ouverture de la guerre, la plupart des places importantes de la province, à l'exception de Strasbourg et de Benfeld.

La guerre s'engagea donc sur tous les points, en Allemagne, en Italie, dans les Pays-Bas, plus tard dans la Catalogne et le Roussillon; guerre savante et variée dans ses combinaisons autant que dans ses vicissitudes, où la politique s'enlaçait à la stratégie, et l'art des négociations à celui des batailles. Que d'épreuves les incidens de cette lutte terrible ne firent-ils pas courir à Richelieu, depuis la prise de Corbie par les Espagnols jusqu'à celle de Perpignan par les Français! Combien de fois n'a-t-il point senti l'édifice de sa gloire et de sa fortune se dérober sous ses pas! que de fois n'eut-il pas besoin, dans sa lassitude et sa précoce vieillesse, de retremper sa confiance aux entretiens du sombre confident dont une robe de bure recouvrait l'ame de fer et l'esprit d'acier! Suivez pourtant avec quelque attention les mouvemens de ces nombreuses armées qui, de 1636 à 1642, ébranlèrent le sol de l'Europe; rendez-vous compte de ces campagnes compliquées où vinrent finir et commencer tant de grands hommes, et vous acquerrez la certitude qu'au milieu des crises les plus redoutables, dans les éventualités les plus incertaines, Richelieu ne retira pas une seule de ses pensées, n'abandonna pas un seul de ses hardis desseins.

Tous les mouvemens militaires amenés par une lutte dont les proportions s'élargissaient chaque jour laissent deviner chez le ministre qui les dirigea une constante préoccupation, celle de rendre la France maîtresse des négociations, à raison des fortes positions qu'elle occupait, et de la solidarité qu'il s'efforçait d'établir entre elle et tous ses alliés. La paix en commun par un traité général fut le thème de la diplomatie française, comme la paix séparée par des traités particuliers fut celui de la diplomatie autrichienne, depuis les négociations vainement ouvertes à Cologne, en 1636, jusqu'aux préliminaires de Hambourg, en 1641. Les Suédois, dont la résolution devait peser d'un si grand poids sur celle des autres confédérés pro-

testans hésitèrent plus d'une fois entre ces deux politiques. Ils balançaient entre le désir de signer une paix directe avec l'empereur, s'ils y trouvaient de grands avantages, et le besoin de s'unir plus étroitement à la France, dans le cas où leurs secrètes négociations viendraient à échouer. Long-temps bercés par Ferdinand d'illusoires espérances, ils se trouvèrent contraints, pour couvrir leurs manœuvres, de prolonger la guerre par des lenteurs calculées et des opérations sans résultats décisifs.

Des vues si diverses et si complexes suffisent pour expliquer la prolongation de cette lutte sans qu'il soit besoin de l'attribuer à l'égoïsme du ministre. Richelieu profitait sans doute de l'état de guerre, en ce sens que l'opinion reportait jusqu'à lui l'honneur des opérations heureuses, et qu'aux jours des revers il devenait de plus en plus nécessaire à son roi; mais la guerre résultait de l'état même de l'Europe, où tant de princes voyaient leurs destinées remises au hasard des combats. Elle était dans les mœurs d'une génération qui abordait la civilisation moderne avec les belliqueux instincts des âges précédens, elle était entretenue par l'omnipotence des cabinets que la domination des intérêts matériels et les conditions du crédit n'enchaînaient alors dans aucune de leurs conceptions politiques. A cette époque, il fallait triompher d'autant d'obstacles pour faire la paix qu'il en faudrait vaincre aujourd'hui pour faire la guerre.

Cependant ce vaste développement militaire, inconnu jusqu'alors en Europe, n'était pas l'objet principal des sollicitudes du ministre. Quoique le sort des armes lui eût été plus d'une fois contraire, et que la marche des Espagnols en Picardie après les échecs de la campagne de 1636 eût mis son pouvoir à la plus difficile épreuve, les dangers étaient plus grands encore à la cour que dans les camps. Le roi, qui, pour faire triompher la politique du cardinal, avait chassé sa mère, rompu avec sa femme, et fait tomber les plus hautes têtes de son royaume, faillit, au plus fort de cette crise européenne, se laisser pousser par les inquiétudes de sa conscience dans des voies contraires à celles où l'avaient engagé les inspirations de sa politique (1). D'autres difficultés d'ailleurs s'élevaient devant Richelieu.

(1) La lettre adressée par le père Caussin à Mlle de La Fayette de Quimper-Corentin, lieu de son exil, est un des plus curieux monumens épistolaires de cette époque. Jamais les intérêts humains et les considérations politiques n'ont été enlacés d'une manière aussi spécieuse à la spiritualité la plus élevée. Elle a été imprimée tout entière à la suite de l'ouvrage de M. A. Jay, *Histoire du ministère du cardinal de Richelieu*, 2 vol. in-8°; Paris, 1816.

Le comte de Soissons, le seul de ses ennemis qui n'eût pas perdu le droit de se faire estimer, devenait le centre et le point d'appui de l'opposition au moment même où les armes de la France étaient le moins heureuses. Plus fier que le chef de sa race, ce prince avait refusé d'unir le sang de Condé qui coulait dans ses veines à celui du cardinal-duc. Malgré l'habileté grande qu'avait apportée le prince pour adoucir la blessure, et le soin qu'avait pris le ministre pour la dissimuler, cette blessure était profonde et les avait à jamais séparés. Retiré de la cour après avoir commandé avec éclat une de nos armées, le comte de Soissons s'était réfugié à Sédan, ce lieu d'asile de tous les princes insurgés contre la couronne. Le duc de Bouillon et le duc de Guise avaient uni leurs griefs à ceux du comte; ils avaient dû subir bientôt la triste condition imposée à tous les conspirateurs de ce siècle, et avaient signé un traité avec l'Espagne. Des secours de toute nature avaient été prodigués à cette rébellion nouvelle, qui n'était qu'une intrigue de mécontens, mais où le comte d'Olivarès voyait une révolution en espérance.

La diversion faite par ces trois princes compliqua une situation que la guerre, reportée aux frontières de la France, rendait alors très difficile; mais une mousquetade atteignit le comte de Soissons, et la France vit la main de Dieu dans le coup qui abattait une tête trop élevée pour tomber sous la main du bourreau. Après la mort de son royal allié, le duc de Bouillon s'empressa de négocier un accommodement qui ne l'empêcha pas de retomber bientôt après dans le complot ourdi par M. de Cinq-Mars, tant le besoin de troubler l'état était alors un mal endémique dans les familles princières.

C'était du milieu de ces perplexités qu'il fallait négocier avec toutes les cours et diriger les mouvemens de quatre armées. Comment s'étonner dès-lors si les succès furent souvent compensés par des revers, et s'il fallut poursuivre à travers des vicissitudes bien diverses la réalisation d'un plan que tant d'intérêts venaient traverser?

La France fut moins heureuse dans ses efforts contre l'empire que contre l'Espagne, et celle-ci ne succomba pas tant sous la force de ses ennemis que sous sa propre faiblesse. Au moment où le monde s'alarmait avec justice de l'extension démesurée de la puissance castillane, on voyait se révéler les premiers symptômes du mal profond qui, après deux siècles de décadence, continue à la dévorer. Le Portugal échappait à son joug par un irrésistible mouvement populaire, pendant qu'à l'autre extrémité de la Péninsule, l'esprit provincial s'efforçait de détacher de la couronne des rois catholiques la princi-

pauté de Catalogne avec la Cerdagne et le Roussillon. Agitée au nord par des mouvemens révolutionnaires, menacée au centre de ses possessions magnifiques par une torpeur incurable, l'Espagne souffrait du vice organique caché à l'origine même de son histoire.

La grande unité française, à laquelle Richelieu venait mettre le dernier sceau, s'était formée par une élaboration successive et régulière qui n'avait eu rien d'analogue au-delà des Pyrénées. Chaque effort de la nature ou des hommes pour constituer la nationalité péninsulaire avait été arrêté par un concours de circonstances déplorables. La hiérarchie féodale, ce moule d'airain des sociétés chrétiennes, avait vu son travail entravé chez les populations espagnoles par la grande invasion sarrasine. Durant six siècles, l'Espagne, au lieu de travailler, à l'exemple de la France, à constituer son gouvernement sous une unité puissante, n'avait songé qu'à reconquérir pied à pied les tombeaux de ses pères. Elle subdivisa son sol pour le mieux défendre. L'influence fatale de la succession féminine dans ces royaumes que la nature et l'histoire avaient rendus étrangers l'un à l'autre, maintint les diverses provinces de la monarchie dans un isolement légal, alors même que des mariages ou des conquêtes venaient à provoquer leur réunion accidentelle. Soumise, au commencement du XVI[e] siècle, à une royauté étrangère, l'Espagne devint l'accessoire et l'instrument d'une politique qui cherchait ses inspirations en Flandre et dans l'empire. Pour défendre Charles-Quint en Allemagne et Philippe II dans les Pays-Bas, la Péninsule se trouva contrainte à des efforts hors de proportion avec ses forces véritables. L'expulsion d'une race ennemie avait frappé de stérilité la plus belle partie de son territoire, au moment même où la découverte d'un monde nouveau épuisait son activité en l'entraînant sur des plages lointaines. L'Espagne substituait l'or à la richesse, et dérobait sous un imposant appareil le triste secret de ses blessures. Ce secret n'échappait point à Richelieu, et ce ministre en profitait avec une habileté persévérante. Pendant que le comte d'Olivarès accueillait à Madrid ou soudoyait à Paris des hommes sans influence, tandis qu'il se mêlait à toutes les intrigues et compromettait sa cour dans les conspirations avortées contre le pouvoir ou la vie du cardinal, celui-ci atteignait la monarchie espagnole au cœur. Aubery constate l'active participation de la France à la révolution du Portugal (1). Si les *Mémoires* que nous avons suivis comme le guide le

(1) Liv. VI, chap. 64.

plus sûr pour ce travail atteignaient l'année 1640, ils prouveraient cette participation, et fourniraient sans doute des éclaircissemens précieux sur la mission secrète de M. de Saint-Pé à Lisbonne dans l'année qui précéda le victorieux réveil de la nationalité portugaise.

De nombreux intérêts communs auraient pu rallier sous un même sceptre les deux royaumes péninsulaires, à l'avantage de l'un et de l'autre, si l'Espagne n'avait été dénuée de toute puissance d'assimilation, et si la main de Philippe II avait pu serrer entre deux peuples un lien quelque peu durable. La séparation du Portugal fut un des grands évènemens du siècle, moins encore parce qu'elle ouvrit aux ennemis de l'Espagne une porte de derrière pour l'attaquer, que parce que la facilité avec laquelle cette séparation fut consommée donna le secret d'une incurable faiblesse. La révolte de la Catalogne, les agitations simultanées de l'Aragon et des provinces basques vinrent mettre à une épreuve plus décisive l'existence même de cette monarchie, qui cessait de faire trembler le monde le jour où elle se voyait condamnée à trembler sur elle-même. L'antagonisme des provinces dépendantes de la couronne de Castille et de la couronne d'Aragon était un fait destiné à se reproduire fréquemment dans le cours de cette histoire. Après s'être révélé sous Philippe IV, il se manifesta avec éclat durant la guerre de la succession, et l'Europe peut en suivre aujourd'hui les dernières traces dans les crises que traverse ce grand peuple pour enfanter son unité politique.

Le concours donné par la population catalane à l'armée française du Roussillon amena les brillans succès qui couronnèrent les deux dernières années du cardinal, succès immenses provoqués presque toujours par les fautes de ses adversaires, et qu'il sut faire tourner au profit de la double pensée poursuivie avec tant de constance au dedans comme au dehors. L'importante place de Sédan fut réunie à la couronne pour racheter la vie du duc de Bouillon, imprudent complice de l'attentat de Cinq-Mars, et la France apprenait, à l'instant même où la tête du grand écuyer tombait à Lyon, qu'elle venait de prendre possession définitive de sa frontière des Pyrénées. Ce fut alors que le cardinal, la main déjà refroidie par les approches de la mort, put écrire à son roi cette lettre fameuse où la joie de la vengeance l'emporte sur la joie même du triomphe : *Sire, vos armes sont dans Perpignan et vos ennemis sont morts!*

Sous le coup de ces succès, des préliminaires étaient signés entre la France et l'empire, et les puissances belligérantes s'engageaient enfin à régler à Munster les innombrables questions soulevées de-

puis plus d'un siècle. Le congrès de Westphalie, ce concile de Trente du monde politique, interrompu comme celui-ci par de grandes batailles et de grandes morts, ne devait pas, il est vrai, donner de si tôt la paix à l'Europe; mais déjà Richelieu pouvait proclamer comme sienne l'œuvre dont il avait préparé les bases, et dont il léguait l'honneur à l'habile successeur qu'il s'était choisi. La reconstitution et l'indépendance de l'empire germanique sous la garantie de la France devenue maîtresse de l'Alsace, tel était donc le dernier mot de cette existence, dont le cours fut agité par tant d'épreuves, et la fin troublée par tant de fantômes.

Si de toutes les passions humaines l'ambition n'était la plus incurable, le spectacle des dernières années du ministre sous lequel fléchissait alors l'Europe serait à détourner de toutes les lèvres la coupe amère du pouvoir. Tant que dura la lutte entre les grands et le ministre, entre les princes et la royauté, Richelieu n'eut à redouter que les dangers du combat et peut-être, dans une défaite, la chance d'un arrêt terrible; mais lorsqu'il ne resta plus d'espoir à cette mère de roi, contrainte d'étaler sa misère dans toutes les cours, lorsque les plus grands noms de la monarchie se trouvèrent jetés en prison ou dans l'exil sans que se réalisât jamais cette révolution ministérielle long-temps attendue par tant de proscrits, un grand changement s'opéra dans l'attitude et les manœuvres des partis. Richelieu n'eut plus devant lui des ennemis, mais des victimes, et les tentatives d'assassinat vinrent remplacer une lutte devenue impossible. A des coups de hache on répondit par des coups de poignard, et l'assassinat politique était protégé dans ce siècle par des maximes tellement accréditées, que c'est un éloge à décerner au cardinal que de n'y avoir jamais recouru.

Menacé par les agens de la reine et par ceux du duc d'Orléans, Richelieu le fut aussi du côté de l'Espagne, qui demandait à d'obscurs complots ce qu'elle était réduite à ne plus attendre du sort des armes. Les cours de justice et les commissions extraordinaires eurent à protéger souvent la sûreté du ministre par des arrêts de mort (1). Mais combien de vaines terreurs pour une inquiétude vrai-

(1) Procès d'Alpheston, de Chavagnat, de Castrin, du père Chanteloube. — Recueil de pièces à la suite de Leclerc, t. IV. On lira peut-être avec intérêt la liste complète des personnes exécutées sous le ministère de Richelieu. La voici telle qu'elle est dressée dans ce recueil, publié à la suite de l'édit. d'Amsterdam, 1753. Elle est de nature à redresser beaucoup d'erreurs sur le nombre des victimes immolées à la politique du cardinal.

Pendant un ministère de dix-huit années, quarante-sept condamnations capitales

ment fondée! que de bruits légèrement accueillis, que de longues tortures pour détourner des coups incertains! Richelieu marchait au milieu d'un appareil royal; il avait une garde aussi nombreuse que celle de son maître, l'abord de ses palais était défendu par une police vigilante, et ses antichambres étaient plus remplies que celles du Louvre. Les premiers postes de l'état étaient occupés par sa famille ou ses créatures; il venait, par le mariage de l'une de ses nièces avec le duc d'Enghien, d'assurer à sa vieillesse l'appui d'un prince plein d'espérance. Jamais sujet ne s'était élevé si haut sans usurper un trône, et c'est à cette hauteur même que des soucis qu'il n'a pas connus, que des craintes qu'il surmontait sans peine dans une plus humble condition, viennent empoisonner sa vie et le contraindre à trembler sur lui-même! Il avait obligé son roi malade de passer le Rhône pour venir le visiter à Tarascon; on l'avait vu, comme un despote d'Orient, traverser le royaume dans un palanquin porté sur les épaules de ses gardes, et les murailles des villes étaient tombées pour laisser passer sous son dais de pourpre l'infirme triomphateur. Pourtant, dans tout l'éclat de cette gloire et dans cet universel abaissement de ses ennemis, des inquiétudes profondes rongeaient

furent prononcées par les cours de justice et par les commissions pour crimes de lèse-majesté ou de trahison. De ces quarante-sept condamnations, dix-neuf ne furent portées que par contumace; elles atteignirent les ducs de la Vallette, de Guise, de Rohan, d'Elbeuf, de Roannès, etc., mais ces condamnations ne furent jamais exécutées qu'en effigie. Celles qui furent suivies d'une exécution sanglante sont au nombre de vingt-six, et se répartissent comme suit :

Pour crime de haute trahison : le comte de Chalais, 1626; M. de Beauffort, gouverneur de Pamiers, 1628; le duc de Montmorency, 1632; les sieurs Deshayes, Cormenin, d'Entragues et de Capistran, comme impliqués dans la révolte de M. de Montmorency; le vicomte d'Hautefort de l'Étrange, 1632; MM. de Cinq-Mars et de Thou, 1642.

Pour crime prétendu de péculat, le maréchal de Marillac, 1632.

Pour contravention aux édits royaux sur le duel, le comte de Boutteville et le comte de Rosmadec Deschapelles, 1627.

Pour machination avec l'ennemi, le sieur Clausel, baron de Saint-Angel, 1636.

Pour entreprises à main armée sur le territoire, le sieur de Hencourt et le capitaine du Val, 1638.

Pour évasion d'un prisonnier d'état, le sieur Gaspard Boullay, 1636.

Pour faits prétendus d'indiscipline militaire, les sieurs de Saint-Preuil, de Montgaillard, Anisy et Saint-Léger.

Pour imputations de sortilége et d'alchimie, Le Plessis, 1631; Gargon, 1633; Urbain Grandier, 1634.

Enfin pour attentat contre le cardinal, les personnes dont les noms sont cités au commencement de cette note.

cette ame ardente et venaient échauffer son sang. Il avait à peine dépassé cinquante ans, qu'il commençait à ressentir toutes les souffrances d'une vieillesse impotente. Alors ses instincts, naturellement sévères, prirent un caractère farouche, et ses rigueurs devinrent inexorables.

De cette dernière période de la vie du cardinal datent tous les actes de cruauté gratuite qui pèsent avec justice sur cette grande mémoire. Si Richelieu ne peut dompter le mal qui l'aigrit et le consume, il veut du moins que tout fléchisse sous l'ascendant de son indomptable volonté. Paris voit décapiter en effigie le duc de la Vallette parce que la fortune a trahi ses efforts au siége de Fontarabie. Saint-Léger est écartelé pour avoir rendu le Catelet. Des sentences capitales sont prononcées contre Anisy, Montgaillard, Dubecq, de Saint-Preuil, braves officiers dont le principal tort fut de n'avoir point été heureux en exécutant des ordres qui n'admettent pour alternative que le succès ou la mort. Au milieu de souffrances sans espoir, le cardinal est dévoré des soucis de l'avenir. Louis XIII semble toucher lui-même à son heure dernière, et une crise est inévitable. Que deviendra le ministre s'il survit à ce fantôme de roi? Comment se défendre contre le débordement de tant de haines, contre des vengeances si long-temps contenues? Osera-t-il, au mépris des lois fondamentales, se saisir de la régence, et peut-il vivre si le pouvoir lui échappe un seul jour? Gaston est descendu bien bas dans le mépris public depuis que Richelieu a su le contraindre à frayer lui-même les voies de l'échafaud à Cinq-Mars et à M. de Thou, depuis qu'on l'a vu se jeter aux pieds de son éminence pour obtenir la grace de vivre en toute humilité sous sa protection. Ce fils de France a vendu à bon marché son droit d'aînesse : il s'est engagé sans rougir, pour prix de la liberté qu'on lui a laissée, à n'avoir désormais en France que l'état d'un simple particulier, *sans pouvoir prétendre à aucune charge, ni administration, en quelque occasion que ce soit* (1).

Voilà des droits bien confisqués sans doute pour le présent et pour l'avenir. Mais le prince n'éprouvera-t-il pas la tentation de les faire revivre, et s'il est assez lâche pour y renoncer, sera-t-il assez

(1) « Après avoir donné une ample déclaration au roi du crime auquel le sieur de Cinq-Mars, grand-écuyer de France, nous a fait tomber par ses pressantes sollicitations, recourant à la clémence de sa majesté, nous déclarons que nous nous tiendrons extrêmement obligé et bien traité s'il plaît à sa majesté de nous laisser vivre comme un simple particulier dans le royaume, sans gouvernement, sans compagnie de gendarmes ni de chevau-légers, ni sans pouvoir jamais prétendre pareille charge, ni administration telle qu'elle puisse être, *à quelque occasion qu'elle puisse*

fort pour résister à ceux qui se serviront de son nom, tout déshonoré qu'il puisse être? Les chances de cet avenir pèsent sur l'esprit du ministre, qui s'efforce en vain de les conjurer en tendant tous les ressorts d'une omnipotence dont le principe repose sur une autre tête, et que la mort peut faire crouler d'un instant à l'autre. La fin prochaine du roi préoccupe sans cesse cet autre moribond; mille projets incohérens traversent son cerveau desséché par la fièvre, et, sur le seuil de l'éternité, il rêve encore le pouvoir.

Cependant, aux premiers jours de décembre 1642, une grande émotion régnait dans Paris. La foule se pressait aux abords du palais Cardinal; le saint sacrement était exposé sur tous les autels, et les cloches portaient dans les airs un glas d'agonie. On venait d'apprendre qu'à la suite d'un long accès de fièvre M. le cardinal de Richelieu était tombé dans un état qui ne permettait plus d'espérance. La vie se retirait d'heure en heure en laissant à cette tête puissante la plénitude de ses facultés. Toutes les pompes de la terre disparurent alors devant celles de la religion, et il se fit dans cette ame troublée par tant de soins un subit et mystérieux apaisement des bruits et des passions de la terre. Jamais dégagement des choses humaines ne fut plus rapide et plus complet, jamais la mort ne fut acceptée avec plus de résignation et de foi. Préparé par l'évêque de Chartres, son confesseur, à une mort dont il parut apprendre avec joie que le terme était proche, il demanda le viatique et le reçut avec des transports de repentir et d'amour.

« On donna l'ordre d'aller chercher le père Léon, carme, et le curé de Saint-Eustache, pour apporter les saintes huiles. Pendant cette dernière cérémonie, le curé lui ayant proposé d'omettre certaines circonstances pour une personne de sa sorte, son éminence supplia qu'on le traitât comme le commun des chrétiens. Après l'énumération des principaux articles de foi, le curé lui ayant demandé s'il les croyait, il repartit : *Absolument, et plût à Dieu avoir mille vies afin de les donner pour la foi et pour l'église!* A la demande s'il pardonnait à tous ses ennemis qui pouvaient l'avoir offensé : *De tout mon cœur*, dit-il, *comme je prie Dieu qu'il me pardonne.* Enfin enquis, par M. le

arriver. Nous consentons, en outre, à la vie particulière que nous supplions sa majesté de nous permettre de mener, sans avoir aucun bien que celui qu'il plaira au roi de nous prescrire, et sans pouvoir tenir auprès de nous aucune personne que sa majesté nous témoigne lui être désagréable : le tout sous peine de décheoir, par la moindre contravention à tout ce que dessus, de la grace que nous supplions le roi de nous accorder, après la faute que nous avons commise. » (Déclaration du duc d'Orléans, enregistrée au parlement de Paris le 3 août 1642.)

curé, en cas que Dieu lui redonne la santé, s'il l'emploierait à son service avec plus de fidélité que jamais, il repartit : *Qu'il m'envoie plutôt mille morts s'il sait que je doive consentir à un seul péché mortel!* Pressé par le même à demander à Dieu sa vie et sa santé : *A Dieu ne plaise,* dit-il, *que je demande ni l'un ni l'autre, mais sa seule volonté!* Le curé pria ensuite son éminence de donner sa bénédiction à toute la célèbre compagnie. *Hélas!* dit le cardinal, *je n'en suis pas digne; mais, puisque vous le commandez, je la recevrai de vous pour la leur donner, priant l'esprit de Jésus-Christ de leur donner celui de piété et de crainte.*

« L'après-dîner, sur les quatre heures, le roi lui fit sa dernière visite, et au même temps le révérend père Mérard, jésuite, apporta les reliques à son éminence, laquelle pria qu'on laissât auprès d'elle ces sacrés dépôts. Il demanda ensuite au médecin s'il aurait encore long-temps à souffrir : *non*, disait-il, *qu'il m'ennuye d'endurer, mais parce que je serai bien aise de demander à Dieu la grace de supporter mes tourmens jusqu'à la fin*... L'agonie dura environ trois quarts d'heure, pendant laquelle le père Léon lui ayant demandé s'il voulait recevoir la dernière absolution, monseigneur répondit : *Oui.* Mais, ajouta ce religieux, la fluxion empêchant l'usage libre de votre parole, unissez votre cœur et vos affections aux sentimens de contrition et d'humilité lesquels je forme. Puis, pour signe à moi et à cette compagnie que vous êtes véritablement repentant de tous les péchés et infidélités de votre vie passée, serrez-moi la main..... Ce que le malade fit fortement et à diverses reprises. Après l'absolution, le père Léon, prenant les reliques, lui fit prononcer plusieurs fois : *Jésus Maria!* Puis, prenant une croix, il la présenta au mourant, il lui parla de la rédemption, et lui dit : Monsieur, serrez-moi encore la main pour témoigner que vous consentez à tous les mystères de la rédemption. Le cardinal respirant à peine, le père Léon sentit une faible pression. Cependant une sueur froide s'étant déclarée, et un hoquet sans force s'étant fait entendre, la séparation de l'ame eut lieu chez le cardinal (1). »

(1) *Récit véritable de ce qui s'est fait et passé à la mort de M. le cardinal de Richelieu.* — Lettre à M. le marquis de Fontenay-Mareuil, ambassadeur à Rome, 7 décembre 1642. — Collection Fontanieu, t. CCCCLXXXV.

La plupart des historiens de Richelieu, entre autres Levassor et Leclerc, ont emprunté aux Mémoires non suspects de Montrésor le récit des derniers momens du cardinal. Ces détails sont d'ailleurs trop authentiques pour avoir été contestés, même par ses plus fougueux ennemis.

Ainsi mourut, dans la cinquante-huitième année de son âge, le ministre que son roi allait suivre de si près dans la tombe; ainsi l'on vit à l'instant suprême le prêtre se dégager des ombres passagères pour embrasser la colonne éternelle qu'il parut si long-temps avoir oubliée. Richelieu, comme Napoléon, avait remué les choses de la terre sans rompre au fond de son cœur la chaîne qui les rattache au ciel. Qu'on lise avec quelque soin les volumineux écrits composés par lui ou sous sa direction immédiate, on y trouvera à chaque page une profession ardente des dogmes catholiques, et l'on sera frappé surtout du soin minutieux qu'il prend pour se défendre de toute pensée contraire aux intérêts même temporels de l'église. Ce n'est pas seulement le croyant qui se révèle dans les ouvrages de Richelieu, c'est le prêtre avec l'esprit de son corps, qu'il conserve dans toute sa vivacité lors même qu'il a perdu l'esprit de son état. Dans son plan de gouvernement, le cardinal prépare pour l'église une constitution indépendante; il veut lui rendre la plénitude de sa juridiction usurpée par les parlemens, et cet homme qui a humilié les cours souveraines, anéanti les franchises des provinces et des cités, déshabitué la France de toute résistance à la couronne, aspire à relever de ses propres mains, dans toute la hauteur de sa liberté, la grande église dont il est le prince et le ministre (1)!

C'est en partie par ce motif que le XVIII[e] siècle a trouvé bon de nier l'authenticité des écrits politiques du cardinal. Il n'a pas compris qu'on pût rester chrétien par l'esprit et par la foi, lorsqu'on l'était si peu par le cœur et par la charité. Rien de plus vrai pourtant, rien de plus commun dans le cours ordinaire des choses humaines. Les imputations portées contre les mœurs de Richelieu ne détruisent pas davantage ce fait incontestable. Les pamphlets et les satires d'une époque pleine de passion ne sont pas des preuves aux yeux de l'histoire, et, en remontant à la source des bruits populaires qui atteignent la vie privée du cardinal dans ses plus intimes affections domestiques, le doute est plus que permis à quiconque s'est livré à une investigation consciencieuse. Les faiblesses de Richelieu, fussent-elles constatées, ne seraient, d'ailleurs, qu'une triste contradiction de plus dans cet abîme de contradictions qui fait le fond de notre nature.

Ni la vie ni le caractère des hommes ne sont tout d'une pièce.

(1) Voyez surtout, dans le *Testament politique*, le chapitre II, *de la Réformation de l'ordre ecclésiastique*, etc., etc.

Chez ceux-là même qui se présentent dans l'histoire avec un profil fortement dessiné, il est facile de constater l'empire des tendances les plus diverses, souvent les plus opposées. N'avons-nous pas montré Richelieu se glissant aux affaires à force de souplesse pour élever l'autorité à une hauteur où personne avant lui ne l'avait encore placée? Ne venons-nous pas de le voir faire en quelque sorte deux parts de lui-même, en se servant de ses défauts pour conquérir le pouvoir, et de ses qualités pour l'exercer?

L'histoire ne portera pas sur son œuvre un autre jugement que sur sa personne. Elle dira que les moyens employés pour atteindre le but manquèrent de modération et de mesure, mais que ce but fut grand et légitime en soi; elle constatera que la pensée politique de Richelieu était supérieure à celle des conspirateurs de cour, de toute la hauteur qui l'élevait lui-même au-dessus de ses ennemis. Il mourut dans la pleine possession de sa gloire, sans que sa mort compromît son ouvrage, chose rare pour les ministres qui ont long-temps gouverné. Il lui fut donné de désigner son successeur, et celui-ci trouva devant lui les mêmes intérêts et les mêmes adversaires, affaiblis par les coups que le cardinal leur avait portés. Rien de considérable ne se fit en Europe pendant toute une génération que Richelieu ne l'eût prévu ou préparé; et jusqu'à la paix des Pyrénées, où le génie de l'Espagne fléchit enfin sous celui de la France, Anne d'Autriche continua la politique du ministre dont elle était l'ennemie personnelle. Louis XIV la recueillit comme un précieux héritage, et son étoile ne pâlit pas, tant qu'il lui resta fidèle.

L. DE CARNÉ.

ÉCRIVAINS

CRITIQUES ET MORALISTES

DE LA FRANCE.

XI.

GABRIEL NAUDÉ[1]

Il me semble difficile, lorsqu'on est arrivé en quelque endroit nouveau, en quelque coin du monde, pour s'y établir et y vivre quelque temps, de ne pas s'enquérir tout d'abord de l'histoire du lieu (et, si obscur, si isolé qu'il soit, c'est bien rare qu'il n'en ait point):

(1) C'est par erreur que l'article sur M. Charles Magnin, inséré dans le nº du 15 octobre dernier, et qui appartient à la présente série, a été marqué du chiffre IX; c'est le X qu'il faut lire. L'article qui avait précédé était celui sur Mme de Rémusat (15 juin 1842). En effet, le lien commun de tous les écrivains que nous rangeons dans cette série, c'est qu'on peut les considérer comme *écrivains critiques*, par opposition aux *romanciers et poëtes* de l'autre série. Mais de ces écrivains critiques, les uns sont plutôt historiens littéraires, et les autres se présentent particulièrement comme moralistes. C'est ce dernier côté que nous tâchons aujourd'hui de dégager chez Naudé; nous le prenons comme disciple de Charron.

quels hommes y ont passé, s'y sont assis à leur tour; quels l'ont fondé, donjon ou clocher, maison d'étude ou de prière; quels y ont gravé leur nom sur le mur, ou seulement y ont laissé un vague écho dans les bois. Ce passé une fois ressaisi, ces hôtes invisibles et silencieux une fois reconnus, on jouit mieux, ce semble, du séjour, on le possède alors véritablement, et le *Genius loci*, que notre hommage a rendu propice, anime doucement chaque objet, y met l'ame secrète, et accompagne désormais tous nos pas. Ainsi surtout doit-on faire s'il s'agit d'un lieu de quelque renom, d'une fondation destinée précisément à perpétuer la mémoire des hommes et des choses. C'est ce que je n'ai eu garde de négliger pour notre bibliothèque Mazarine, depuis qu'un indulgent loisir m'y a fait asseoir, et que le régime du plus aimable des administrateurs nous y rend les douceurs d'Évandre; je me suis senti sollicité du premier jour à rechercher l'histoire des prédécesseurs. Un de ces derniers, M. Petit-Radel, a écrit fort savamment (je dirais peut-être un autre mot si ce n'était, lui aussi, un ancêtre) l'historique de l'établissement qu'il administrait. Fondation de Mazarin, mais n'ayant été livrée au public dans le local et sous la forme actuelle que bien après lui, desservie durant tout le XVIII[e] siècle par une dynastie purement théologique de docteurs en Sorbonne, cette bibliothèque s'ouvrit, au moment de la révolution, à des noms de conservateurs un peu mélangés. Là Sylvain Maréchal siégea; il fallut purifier la place. Là, Palissot, vieillard souriant, revenu de la satire, se consola dans le voisinage de l'Institut de ne pouvoir pas en être. Boufflers, nommé un instant pour lui succéder, en 1814, n'y parut jamais: il se contenta d'envoyer demander le premier jour, par un reste de vieille habitude, où étaient les écuries et remises du logement de Palissot, afin d'y loger sans doute les chevaux qu'il n'avait plus. Montjoie, l'auteur des *Quatre Espagnols*, si oublié, ne prit que le temps d'y entrer, de s'en réjouir et d'y mourir. Mais tous ces hôtes passagers qui ne pourraient qu'égayer d'une anecdote un fond si grave, que sont-ils auprès du fondateur même, je veux dire le bibliothécaire de Mazarin et le grand bibliographe d'alors, ce Gabriel Naudé dont le cachet est là partout sous nos yeux, dont l'esprit se représente à chaque instant dans le choix des livres et s'y peint comme dans son œuvre? C'est à lui que je m'attacherai aujourd'hui, moins encore au savant qu'à l'homme; moi, le dernier venu et le plus indigne de sa postérité directe, je veux gagner mon titre d'héritier et lui consacrer, à lui le grand sceptique, cet article tout pieux, au moins en ce sens-là.

Un de nos jeunes et curieux amis a fait, il y a bien des années déjà, une étude de Naudé en cette *Revue* (1); il s'est appliqué à toute sa vie, s'est étendu sur ses divers ouvrages, et a pris plaisir autour de l'érudit. C'est au moraliste, au penseur, que je vise plutôt ici; c'est l'esprit de la personne et le procédé de cet esprit que je vais m'efforcer de dégager, de faire saillir de dessous la croûte d'érudition assez épaisse qui le recouvre. Tout est dans Bayle, a-t-on dit, mais il faut l'en tirer pour l'y voir. Combien ce mot est-il plus vrai de Naudé encore, lequel n'a ni point de vue apparent ni relief saisissable, et qui étouffe son idée comme à dessein sous une masse de citations et de digressions! Il s'agit, dans ce bloc confus et presque informe, de retrouver et de tailler le buste de l'homme. Au bout d'une des salles de la Mazarine un buste de lui existe en marbre et fait pendant à celui de Racine; j'ai souvent admiré le contraste, et je ne sais si c'est ce que l'ordonnateur a voulu marquer : ce sont bien certainement les deux esprits qui se ressemblent le moins, les deux écrivains qui se produisent le plus contrairement; l'un encore tout farci de gaulois, cousu de grec et de latin, et d'une diction véritablement polyglotte, l'autre le plus élégant et le plus poli; celui-ci le plus noble de visage et si beau, celui-là si fin. Il y a de quoi passer entre les deux. Mais le point où je voudrais relever et voir placer le buste de Naudé, c'est à son vrai lieu, entre Charron, ou mieux entre Montaigne et Bayle : il fait le nœud de l'un à l'autre, un très gros nœud, assez dur à délier, mais qui en vaut la peine. Otez encore une fois l'enveloppe et l'écorce, je résume le sens et j'appelle mon auteur par son vrai nom : un sceptique moraliste sous masque d'érudit.

Gabriel Naudé est qualifié *Parisien* en tête de ses livres, selon la vieille mode, Parisien comme Charron, comme Villon. Il naquit en février 1600, sur la paroisse Saint-Méry, de parens bourgeois, qui, voyant ses heureuses dispositions, le mirent de bonne heure aux études. On cite d'ordinaire ses deux maîtres de philosophie, célèbres pour le temps, Frey et Padet; mais il serait plus essentiel de rappeler ce que Guy Patin, son ami de jeunesse, nous apprend. Celui-ci, ayant à s'expliquer sur les sentimens religieux de Naudé, écrivait à Spon (2): « Tant que je l'ai pu connoître, il m'a semblé fort indifférent dans « le choix de la religion et avoir appris cela à Rome, tandis qu'il y a

(1) 15 août 1836, article de M. Labitte.

(2) *Nouveau Recueil de Lettres choisies de Guy Patin*, t. V, p. 233.

« demeuré douze bonnes années; et même je me souviens de lui « avoir ouï dire qu'il avoit autrefois eu pour maître un certain pro- « fesseur de rhétorique au collége de Navarre, nommé M. Belurgey, « natif de Flavigny en Bourgogne, qu'il prisoit fort.... » Or, ce professeur de rhétorique se vantait notoirement d'être de la religion de Lucrèce, de Pline, et des grands hommes de l'antiquité; pour article unique de foi, on l'entendit alléguer souvent certain chœur de Sénèque dans la *Troade:* « Bref, ajoute Guy Patin, M. Naudé avoit été « disciple d'un tel maître, » et il conclut en citant ce vers expressif du Mantouan que tous les biographes devraient méditer :

Qui viret in foliis venit a radicibus humor.

Cherchez bien, cette humeur et cette sève qui verdoie diversement dans le feuillage, elle provient de la racine.

Le XVI[e] siècle finissait d'hier quand Naudé naquit. On se figure difficilement ce que devait paraître cette féconde et forte époque aux yeux de ceux qui en sortaient, qui en héritaient, et pour qui elle était véritablement le dernier et grand siècle. Il faut voir comme Naudé s'en exprime en toute occasion; les admirateurs du XVIII[e] siècle n'en disaient pas plus à l'issue de leur âge fameux. Tant de découvertes successives et croissantes, canons, imprimerie, horloges, un continent nouveau, tout récemment l'économie des cieux cédant ses secrets aux observations d'un Ticho-Brahé et aux lunettes d'un Galilée, voilà ce que Naudé, jeune, avide de toute connaissance, eut d'abord à considérer, et il s'en exalte avec Bacon. On aime à l'entendre proclamer *la félicité de notre dernier siècle*, et on sourit en songeant que c'est celui même duquel nos littérateurs instruits d'il y a trente ans s'accordaient à parler comme d'une époque presque barbare. La ressource de l'humanité, en avançant, est de se débarrasser du bagage trop pesant et d'oublier : ainsi elle trouve moyen de se redonner par intervalles un peu de fraîcheur et une soif de nouveauté. Cardan, Pic de la Mirandole, Scaliger, ces colosses de science, ou, mieux, pour parler comme notre auteur, ces *preux de pédanterie*, aussi merveilleux et plus vrais que ceux de la Table-Ronde, étaient donc les maîtres familiers de Naudé et les rudes joûteurs auxquels avait affaire incessamment son adolescence. Quant à ceux qui avaient écrit en français, tels que Bodin, Charron et Montaigne, il n'y pouvait voir que ses compagnons de plaisir, tant c'était facilité de les aborder au prix des autres. Le XVI[e] siècle, on avait droit de le croire à l'immensité de l'inventaire, avait et possédait

et pour ce qui est d'innover et de renchérir en fait de système, s'il avait jamais pensé à le faire, c'eût été dans les lignes mêmes et comme dans la poussée du XVI[e] siècle, en reprenant quelque grande conception de l'antiquité et en greffant la hardiesse sur l'érudition. Mais, s'il eut à un moment ces velléités d'enthousiasme, comme semble l'attester son admiration de jeune homme pour Campanella, elles furent courtes chez lui; il retomba vite à l'état de lecteur contemplatif et critique, notant et tirant la moralité de chaque chose, repassant tout bas les paroles des sages, et, pour vérité favorite, se donnant surtout le divertissement et le mépris de chaque erreur.

Naudé appartient essentiellement à cette race de sceptiques et académiques d'alors, dont on ne sait s'ils sont plus doctes ou plus penseurs, étudiant tout, doutant de tout entre eux, que Descartes est venu ruiner en établissant d'autorité une philosophie spiritualiste, croyante dans une certaine mesure, et capable de supporter le grand jour devant la religion (1). A voir l'anarchie morale qui régnait durant le premier tiers du siècle, et l'impuissance d'en sortir en continuant la tradition, on apprécie l'importance de cette brusque réforme cartésienne à titre d'institution publique de la philosophie. Quant à l'autre espèce de sagesse plus à huis-clos et dans la chambre, qui ne s'enseigne pas, qui ne se professe pas, qui n'est pas une méthode, mais un résultat, pas un début ni une promesse, mais une habitude et une fin, et de laquelle il faut répéter avec Sénèque : *Bona mens non emitur, non commodatur*, c'est-à-dire qu'elle est une maturité toute personnelle de l'esprit, on peut s'en tenir à Gabriel Naudé.

Nul, en son temps, ne l'a pratiquée mieux que lui et dans les vraies conditions du genre, à petit bruit, sans amour-propre, sans montre, à l'abri des gros livres et comme sous le triple retranchement des catalogues; car, avec lui, c'est derrière tout cela qu'il la faut chercher.

Au sortir de sa philosophie, pendant laquelle se noua sa liaison

(1) Le dernier des sceptiques érudits de cette race de Naudé et de beaucoup le plus mitigé et le plus élégant, quoiqu'au fond y tenant par les racines, c'est Huet, le très docte évêque d'Avranches. Il combattit Descartes sur la certitude et reprit en main la thèse de Sanchez : *Quod nihil scitur*. Mais chez Huet on peut dire que le scepticisme a moins l'air encore d'être déguisé qu'enchevêtré dans l'érudition; on ne sait trop jusqu'où il l'étend et à quel point juste sa religion s'y concilie. Son manteau d'évêque recouvre presque tout. La portée réelle de son esprit est restée douteuse au milieu de cette immensité de savoir et de cette longanimité d'indifférence. Il y aurait un beau travail à faire sur lui.

avec Guy Patin, il s'adonna à l'étude de la médecine, d'abord sous M. Moreau. C'était en 1622. Sa réputation de capacité et de science s'étendait déjà hors des écoles. Il avait publié un petit livre, le *Marfore* ou discours contre les libelles, dont je ne parlerai pas, attendu que je ne sais personne qui l'ait lu ni vu. Le président de Mesmes, de cette famille de Mécènes qui avait nourri Passerat et qui devait adopter Voiture, le prit pour son bibliothécaire. Il paraît que Naudé quitta cette place un peu assujettissante pour aller étudier à Padoue, en 1626; il en fut rappelé par la mort de son père. En 1628, la Faculté de médecine le choisit pour faire le discours latin d'apparat, proprement dit le *paranymphe*, qui était d'usage à la réception des licenciés; c'était une grande solennité scholaire. Avant de leur décerner le bonnet doctoral ou, comme on disait, le laurier, et de les lancer dans le monde, la Faculté, en bonne mère, les faisait louer et préconiser en public. Ils étaient neuf cette fois, parmi lesquels des noms plus tard célèbres, Brayer, Guenaut, Rainssant. Naudé s'acquitta de son office avec splendeur; il prit comme corps de sujet, indépendamment des neuf petits panégyriques, l'antiquité de l'École de médecine de Paris. On fut si content de sa harangue en beau latin fleuri, plus que cicéronien et panaché de vers latins en guise de péroraison, qu'on l'admit tout d'une voix à compter lui-même parmi les candidats à la licence, de laquelle il s'était trouvé exclu par son voyage d'Italie. Peu après, Pierre Du Puy, qui l'estimait fort, parla de lui au cardinal de Bagni, ancien nonce en France, qui avait besoin d'un bibliothécaire et secrétaire. Naudé s'attacha à ce cardinal, et le suivit en Italie à la fin de 1630 ou au commencement de 1631; il y resta onze années pleines, n'étant revenu à Paris qu'en mars 1642, pour y être bibliothécaire de Richelieu, puis de Mazarin. Les cardinaux et les bibliothèques, ce furent là, comme on voit, le constant abri et comme le gîte de Naudé.

Ces onze ou douze années d'Italie et de Rome durent avoir grande influence sur lui et sur ses habitudes d'esprit; mais on peut dire qu'il y était bien préparé par la nature. Il suffira pour cela de parcourir quelques-uns des écrits qu'il publia antérieurement. Avant de les lire et de les citer, une remarque pourtant, une précaution est nécessaire. Pour Naudé qui débute vers 1623, et qui s'en va passer hors de France de longues années, Malherbe ni Balzac ne sont guère jamais venus. Il écrit en français, sauf l'esprit et le sens, comme le Père Garassus ou comme le Père Petau, quand ce dernier s'en mêle. Naudé y ajoutait des traits de plume à la Mlle Gournay,

même des fleurettes parfois à la Camus pour le joli des citations. Camus, Mlle Gournay, Garassus et Petau, ce sont ses vrais contemporains en style français (si français il y a). S'il appelle Montaigne *le Sénèque de la France*, il n'en profite guère que pour s'accorder les citations latines à son exemple. Il prise Charron plus qu'il ne l'imite en écrivant. En fait de poètes modernes, il les ignore. Il parle de la *Pléiade* comme étant venue *depuis peu*, et Du Bartas, le grand encyclopédique, paraît seul lui avoir été très-présent; il le met dans son projet de Bibliothèque en tiers avec le Tasse et l'Arioste auprès d'Homère et de Virgile. Guillaume Colletet, ce rimeur né suranné, est son seul poète moderne contemporain.

Dans une lettre de Rome, *Janus Erythreus*, c'est-à-dire Rossi, parlant d'un dernier voyage qu'y fit Naudé, en 1645, pendant lequel le bibliothécaire infatigable achetait des livres à la toise pour le cardinal Mazarin et vidait tous les magasins de bouquinistes, nous le représente au sortir de ces coups de main tout poudreux lui-même de la tête aux pieds, tout rempli de toiles d'araignées à sa barbe, à ses cheveux, à ses habits, tellement que ni brosses ni époussettes semblaient n'y pouvoir suffire. Eh bien! le style de Naudé, il faut d'abord s'y faire, est plein de toiles d'araignées comme sa personne.

Encore une fois, ce n'est pas une raison pour se détourner; il vaut la peine qu'on l'accoste sous ce costume. Rien de moins *scholar* au fond et de moins pédant que lui; il vérifie, aussi bien que Bayle, ce mot de Nicole, que le pédantisme est un vice, non de robe, mais d'esprit; et, se rendant justice à lui-même au chapitre Ier de ses *Coups d'État*, il a pu dire : « ..... Car il est vrai que j'ai cultivé les « Muses sans les trop caresser, et me suis assez plu aux études sans « trop m'y engager. J'ai passé par la philosophie scholastique sans « devenir éristique, et par celle des plus vieux et modernes sans me « partialiser :

Nullius addictus jurare in verba magistri.

« Sénèque m'a plus servi qu'Aristote; Plutarque que Platon; Juvénal « et Horace qu'Homère et Virgile; Montaigne et Charron que tous « les précédens... Le pédantisme a bien pu gagner quelque chose, « pendant sept ou huit ans que j'ai demeuré dans les colléges, sur « mon corps et façons de faire extérieures, mais je me puis vanter « assurément qu'il n'a rien empiété sur mon esprit. La nature, Dieu « merci, ne lui a pas été marâtre. »

Son premier écrit français connu (je laisse de côté l'introuvable

Marfore) est son *Instruction à la France sur la vérité de l'histoire des Frères de la Rose-croix*, publiée en 1623. Vers cette année-là, en effet, « le roi étant à Fontainebleau, le royaume tranquille et Mans- « feld (1) trop éloigné pour en avoir tous les jours des nouvelles, l'on « manquoit de discours sur le change, » enfin les sujets de conversations par toutes les compagnies étaient épuisés, lorsqu'un mystificateur ou un fou s'avisa de remuer tout Paris par une affiche placardée aux coins de rue et qui annonçait la venue mystérieuse des frères Rose-croix pour tirer les hommes *d'erreur de mort*, et révéler le grand secret final. Ces Roses-croix se rattachaient sans doute à la société de frères que Bacon dit avoir existé à Paris, et dont il raconte une séance (2). C'est cette mystification et cette fourberie des promesses de l'affiche que Naudé entreprend de réfuter et d'éclaircir. Après s'être raillé, au début, de l'éternelle badauderie des Français, il explique très bien comment cette chimère, cette crédulité contagieuse des Rose-croix a pu naître de l'enivrement d'invention qui suivit le XVIe siècle. Après tant de nouveautés que l'âge des derniers parens avait vues sortir, on arrivait aisément à se persuader qu'il n'y avait plus qu'une seule découverte et qu'une seule merveille qui en méritât le nom. *La nature, jouant de son reste*, ramassait toutes ses forces pour produire ce dernier bouquet d'illumination et d'artifice. A lire quelques-uns des argumens de Naudé, on croirait (sauf le style un peu différent) lire certaines boutades de Charles Nodier raillant les sectes novatrices de notre âge, les saint-simoniens ou autres. Sous la plume des deux railleurs, l'exemple de Postel, de ses ineffables rêveries et de sa mère Jeanne, qui devait émanciper, racheter les femmes (car Jésus-Christ, disait Postel, n'avait racheté que les hommes), revient souvent comme limite extrême des folies savantes. Le Postel fut présent de bonne heure à Naudé pour lui prouver que tout se peut dire et croire, pour lui apprendre à se méfier de la sottise humaine, jusqu'en de grands esprits et au sein de la plus haute doctrine. A l'âge de vingt-trois ans, Naudé nous paraît déjà dans ce livre ce qu'il sera toute sa vie, revenu et guéri de l'ambition des nouveautés où il s'était *fantasié* d'abord, se rabattant au passé de préférence et aux opinions des anciens, visant à se réfugier, à pénétrer de plus en plus dans la vérité secrète et entre sages, *sub rosâ*,

(1) Un des grands généraux de la guerre de Trente ans, qui guerroyait alors dans les Pays-Bas ou en Westphalie.

(2) Voir de Maistre, *Examen de Bacon*, t. I, p. 94.

comme il dit (1). Le chapitre VII, dans lequel il commente à sa guise le conseil d'Aristote, *que celui qui veut se réjouir sans tristesse n'a qu'à recourir à la philosophie*, nous le montre, au milieu de cette fougue du temps, savourant ce profond plaisir du sceptique qui consiste à voir se jouer à ses pieds l'erreur humaine, et laissant du premier jour échapper ce que, vingt-cinq ans plus tard, il exprimera si énergiquement dans le *Mascurat :* « Car, à te dire vrai, Saint-Ange, « l'une des plus grandes satisfactions que j'aie en ce monde, est de « découvrir, soit par ma lecture, ou par un peu de jugement que Dieu « m'a donné, la fausseté et l'absurdité de toutes ces opinions popu- « laires qui entraînent de temps en temps les villes et les provinces « entières en des abîmes de folie et d'extravagances. » Aussi quelle pitié pour lui que la Fronde, et que toutes les frondes! Il fut servi à souhait durant sa vie.

Bien qu'en plus d'un passage de ce livre sur les Rose-croix, la religion chrétienne ne semble pas suffisamment distinguée de ce qui est touché tout à côté, il apparaît assez clairement que l'auteur ne favorise en rien les nouveautés religieuses qui ont troublé le royaume et porté atteinte à la foi des aïeux. Il incline pour l'ordre politique avant tout, pour la raison d'état, et, tout en se conservant sceptique, il se prépare à être très romain.

L'Apologie pour tous les grands personnages qui ont été faussement soupçonnés de magie, publiée en 1625, est un livre très savant dont le sujet, pour nous des plus bizarres, ne peut s'expliquer que par la grossièreté des préjugés d'alentour. Il s'agit tout simplement de prouver que Zoroastre, Orphée, Pythagore, Numa, Virgile, etc., etc.,

(1) La rose, dans l'antiquité, était l'emblème à la fois du plaisir et du mystère; c'est pourquoi on la suspendait aux festins:

> Est rosa flos Veneris, cujus quo furta laterent,
> Harpocrati, matris dona dicavit Amor.
> Inde rosam mensis hospes suspendit amicis,
> Conviva ut sub ea dicta tacenda sciat.

Naudé, qui cite cette épigramme dans la préface de ses *Rose-Croix*, l'a remise depuis dans son *Mascurat*, et en a fait la plus jolie page de ce gros in-4° : « La fable « ancienne ou moderne dit que le Dieu d'Amour fit présent au Dieu du Silence, « Harpocrate, d'une belle fleur de rose, lorsque personne n'en avoit encore vu et « qu'elle étoit toute nouvelle, afin qu'il ne découvrît point les secrètes pratiques et « conversations de Vénus sa mère; et que l'on a pris de là occasion de pendre une « rose ès chambres où les amis et parens se festinent et se réjouissent, afin que, « sous l'assurance que cette rose leur donne que leurs discours ne seront point « éventés, ils puissent dire tout ce que bon leur semble. »

e tutti, n'étaient point des sorciers ni des magiciens au sens vulgaire, et que, s'ils peuvent s'appeler *mages*, c'est suivant la signification irréprochable et pure de la plus divine sagesse. On a besoin, pour comprendre que ce livre de Naudé a été utile et presque courageux, de se représenter l'état des opinions en France au moment où il parut. On était alors dans une sorte d'épidémie de sorcellerie entre le procès de la maréchale d'Ancre et celui d'Urbain Grandier. Ce courant de folles idées, ce souffle aveugle dans l'air, attisait plus d'un bûcher. Atrocité ici, mauvais goût là. On mêlait les sorciers à tout, même aux élégies d'amour, et non pas, croyez-le bien, à la façon de l'antiquité. Ogier, à vingt ans, composait une héroïde à l'imitation d'Ovide sur la sotte histoire que voici et qui courait, dit-il, tout Paris : « Un M. de F., après des recherches passionnnées, épouse Mlle de P., fille de beaucoup de mérite, mais peu accommodée des biens de la fortune, puis incontinent après son mariage l'abandonne lâchement. Ses parens favorisent son divorce, disent qu'il a été *ensorcelé*, etc. » C'étaient là les sujets à la mode, les gentillesses dans les belles compagnies. Le XVIe siècle, si grand et si fertile qu'il eût été pour les esprits des doctes et pour les penseurs, avait laissé au vulgaire et, pour parler plus simplement, au public, toute sa rouille; il ne l'avait pas civilisé. Le public, à son tour, on peut le dire, n'avait pas civilisé non plus les savans. Scaliger et Cardan, les deux plus grands personnages modernes selon Naudé, les deux seuls qu'on pût opposer aux plus signalés des anciens, avaient poussé le plagiat de l'antiquité jusqu'à parler d'une façon presque sérieuse de leurs *démons* familiers, et jusqu'à se donner l'air d'y croire. Ainsi la moyenne des esprits restait grossière, et la sublimité des élus se montrait sauvage. On n'avait à compter dans chaque ordre qu'avec les initiés et les profès. J'ai dit que le XVIe siècle possédait tout, mais c'était en bloc; la science s'y faisait en gros, en grand, et ne s'y débitait pas. Il fallait pour cet échange mutuel entre tout le monde et quelques-uns et pour ce second travail de la dissémination des lumières la lente action de deux siècles, une langue à l'usage de tous, non plus latine, ni pédantesque, l'influence paisible et bienfaisante des chefs-d'œuvre, un frottement prolongé de société, et la coopération gracieuse d'un sexe que les Saumaise de tout temps n'ont apprécié que trop peu; en un mot il fallait, après Scaliger, que vinssent Mme de La Fayette et Voltaire. En 1624, le Père Garassus avait publié le livre de la *Doctrine curieuse des Beaux-Esprits modernes*, dans lequel il cherchait partout des libertins et des athées; Naudé put en prendre

l'idée de venger, par contrepartie, les grands esprits de l'antiquité qui avaient d'ailleurs été compromis, il nous l'apprend positivement, dans les suites de cette querelle. Une brochure publiée au sujet du livre de Garasse avait traité Virgile de *nécromancien* et d'*enchanteur* au sens de l'enchanteur Merlin. Naudé en tira prétexte pour son *Apologie*. Il serait trop fastidieux de le suivre dans les contes à dormir debout qu'il se croit obligé de discuter, et dans la rude guerre qu'il y fait à de stupides démonographes. Nous admettons d'emblée que la nymphe Égérie n'était pas un *démon succube*, et aussi que le grand chien noir de Corneille Agrippa n'était pas le diable en personne. Ce qui se marque plus volontiers pour nous dans le livre, et peut nous y intéresser encore, c'est un goût de science reculé et recélé du vulgaire, et le tenant à distance lui et ses sottes opinions, c'est le culte secret d'une sagesse qui, comme il le dit, n'aime pas à *se profaner*. Naudé a dédain, par-dessus tout, de la foule moutonnière et du grand nombre; il se plaît à répéter avec Sénèque : *Non tam bene cum rebus humanis geritur ut meliora pluribus placeant*, les choses humaines ne se trouvent pas si bien partagées que ce soit le mieux qui agrée au plus grand nombre (1). Il paraît très persuadé « que notre esprit rampe bien plus facilement qu'il ne « s'essore, et que, pour le délivrer de toutes ces chimères, il le « faut émanciper, le mettre en pleine et entière possession de son « bien, et lui faire exercer son office qui est de croire et respecter « l'histoire ecclésiastique, raisonner sur la naturelle, et toujours « douter de la civile. » Pour preuve de soumission à l'histoire ecclésiastique, tout aussitôt après ce passage il entame un petit éloge de l'empereur Julien, « de cet empereur, dit-il, autant décrié pour son « apostasie que renommé pour plusieurs vertus et perfections qui lui « ont été particulières (2). » L'histoire ecclésiastique ainsi exceptée,

(1) Il réitère et développe cette pensée avec une rare énergie au chapitre IV de ses *Coups d'État* : ... « Ses plus belles parties (de la populace) sont d'être inconstante et variable, approuver et improuver quelque chose en même temps, courir « toujours d'un contraire à l'autre, croire de léger, se mutiner promptement, tou« jours gronder et murmurer : bref, tout ce qu'elle pense n'est que vanité, tout ce « qu'elle dit est faux et absurde, ce qu'elle improuve est bon, ce qu'elle approuve « mauvais, ce qu'elle loue infame, et tout ce qu'elle fait et entreprend n'est que « pure folie. » Ce sont de telles manières de voir, avec leur accompagnement politique et religieux, qui faisaient dire plaisamment à Guy Patin que son ami Naudé était un grand *puritain*, il entendait par là fort *épuré* des idées ordinaires.

(2) *Apologie*, chap. VIII.

il est évident qu'en toute matière, civile du moins et naturelle, Naudé fait volontiers une double part, l'une de la sottise et de la crédulité des masses, l'autre de la singulière industrie de quelques habiles. Il croit surtout à la crédulité humaine, et s'en retire en répétant pour son compte ;

. . . . . Credat Judæus Apella,
Non ego. . . . .

La science humaine dans tout son fin et son retors et son *déniaisé*, pour parler comme lui, voilà l'objet propre, le champ unique de Naudé. J'allais ajouter qu'il y a une chose à laquelle il n'a rien compris et dont il ne s'est jamais douté, pour peu qu'elle existe encore, c'est l'autre science, celle du Saint et du Divin; et qu'il semble tout-à-fait se ranger à cet axiome volontiers cité par lui et emprunté des jurisconsultes : *Idem judicium de iis quæ non sunt et quæ non apparent*, ce qu'on ne peut saisir est comme non avenu et mérite d'être jugé comme n'existant pas (1). Mais j'irais trop loin en parlant ainsi; on ne saurait trop se méfier de ces jugemens absolus en telle matière, et l'*Apologie* renferme sur Zoroastre, Orphée et Pythagore, sur toutes ces belles ames calomniées, ces génies des lettres,

Omnes cælicolas, omnes supera alta tenentes,

des pages élevées, presque éloquentes, qui indiquent chez lui le sentiment ou du moins l'intelligence du Saint plus que je n'aurais cru. Il pense avec Montaigne trop de bien de Plutarque, il l'estime trop hautement le plus judicieux auteur du monde, pour être entièrement dénué d'une certaine connaissance religieuse dont Plutarque a été comme le dépositaire et le suprême pontife chez les païens. Bien que cette disposition reparaisse très peu chez Naudé, et que je doive avec lui la négliger dans ce qui suit, qu'il me suffise d'en avoir marqué l'éclair et d'avoir entrevu de ce côté comme un horizon.

Deux ans après l'*Apologie*, il donna un petit opuscule qui nous sied mieux et où il se peint directement dans son vrai jour : *Advis pour dresser une Bibliothèque*, présenté à M. le président de Mesmes (1627). Composé, on le voit, en vue d'un patron, comme la plupart de ses autres écrits, celui-ci du moins nous traduit la plus chère des

(1) « Les eaux de Sainte-Reine ne font point de miracles. Il y a long-temps que « je suis de l'avis de feu notre bon ami M. Naudé, qui disoit que, pour n'être trompé, « il ne falloit admettre ni prédiction, ni mystère, ni vision, ni miracles. » Guy Patin, (*Nouvelles Lettres à Spon*, t. II, p. 183).

pensées de l'auteur, sa véritable et intime passion. Naudé n'en eut qu'une, mais il l'eut toute sa vie, et avec les caractères de constance, d'enthousiasme et de dévouement qui conviennent aux généreuses entreprises. Sa passion à lui, son idéal, ce fut la bibliothèque, une certaine bibliothèque comme il n'en existait pas alors, du moins en France. Lui si sage, si indifférent sur le reste, si incapable de s'étonner et de s'irriter, nous le verrons un jour malheureux et vulnérable de ce côté, et même éloquent dans sa blessure. Ce qu'il parvint à réaliser à grand' peine vingt ans plus tard avec le cardinal Mazarin, il le concevait, jeune, auprès du président de Mesmes; il préludait à cette création (car c'en fut une), à cette espèce d'institution et d'œuvre. Expliquons-nous bien comment Naudé entendait la bibliothèque.

La passion des livres, qui semble devoir être une des plus nobles, est une de celles qui touchent de plus près à la manie; elle atteint toutes sortes de degrés, elle présente toutes les variétés de forme et se subdivise en mille singularités comme son objet même. On la dirait innée en quelques individus et produite par la nature, tant elle se prononce chez eux de bonne heure; et, bien qu'elle se mêle dans la jeunesse au désir de savoir et d'apprendre, elle ne s'y confond pas nécessairement. En général, toutefois, le goût des livres est acquis en avançant. Jeune, d'ordinaire, on en sent moins le prix; on les ouvre, on les lit, on les rejette aisément. On les veut nouveaux et flatteurs à l'œil comme à la fantaisie; on y cherche un peu la même beauté que dans la nature. Aimer les vieux livres, comme goûter le vieux vin, est un signe de maturité déjà. M. Joubert, dans une lettre à Fontanes, a dit : « Il me reste à vous dire sur les livres « et sur les styles une chose que j'ai toujours oubliée. Achetez et « lisez les livres faits par les vieillards, qui ont su y mettre l'originalité de leur caractère et de leur âge. J'en connais quatre ou cinq « où cela est fort remarquable : d'abord le vieil Homère; mais je ne « parle pas de lui. Je ne dis rien non plus du vieil Eschyle; vous les « connaissez amplement, en leur qualité de poètes; mais procurez-« vous un peu *Varron*, *Marculphi Formulæ* (ce Marculphe était un « vieux moine, comme il le dit dans sa préface dont vous pouvez « vous contenter); *Cornaro, de la Vie sobre;* j'en connais, je crois, « encore un ou deux; mais je n'ai pas le temps de m'en souvenir. « Feuilletez ceux que je vous nomme, et vous me direz si vous ne « découvrez pas visiblement, dans leurs mots et dans leurs pensées, « des esprits verts quoique ridés, des voix sonores et cassées, l'au-

« torité des cheveux blancs, enfin des têtes de vieillards. Les ama-
« teurs de tableaux en mettent toujours dans leur cabinet. Il faut
« qu'un connaisseur en livres en mette dans sa bibliothèque. » Nulle part ce que j'appellerai l'idéal du vieux livre renfrogné, l'idéal du *bouquin*, n'a été mieux exprimé qu'en cette page heureuse; mais M. Joubert y parle surtout au nom de l'amateur qui veut lire. Il y a celui qui veut posséder. Pour ce dernier, le goût des livres est une des formes les plus attrayantes de la propriété, une des applications les plus chères de cette prévoyance qui s'accroît en vieillissant; il a ses bizarreries et ses replis à l'infini, comme toutes les avarices. Les tours malicieux, les ruses, les rivalités, les inimitiés même qu'il engendre, ont quelque chose de surprenant et de marqué d'un coin à part. On a observé que les haines entre bibliothécaires ont également quelque chose de sourd, de subtil, de silencieux, comme le ver qui ronge et pique les volumes. Mais nous sommes loin de tous ces vices et de ces raffinemens avec Naudé, qui a la passion dans sa noblesse, dans sa vérité première et dans sa franchise.

Naudé n'estime les bibliothèques *dressées qu'en considération du service et de l'utilité que l'on en peut recevoir*. Concevant cette utilité dans le sens le plus large et le plus philosophique, il propose le plan d'une bibliothèque *universelle, encyclopédique*, qui comprenne toutes les branches de la connaissance et de la curiosité humaines, et dans laquelle toutes sortes de livres sans exclusion soient recueillis et classés. De plus, il la veut *publique* moyennant de certaines précautions, et il sait intéresser à cette publicité, par d'adroits chatouillemens, la vanité des Pollion et des Mécènes. Il n'y avait à cette époque en Europe que trois bibliothèques véritablement publiques, la Bodléenne à Oxford, l'Ambroisienne à Milan, et celle de la maison des Augustins ou l'Angélique, à Rome, tandis que dans l'ancienne Rome on en avait compté vingt-neuf selon les uns, trente-sept suivant les autres. En France, à Paris, parmi les riches bibliothèques alors renommées, y compris celle du roi, il n'y en avait aucune qui répondît au vœu de Naudé, c'est-à-dire qui fût *ouverte à chacun et de facile entrée, et fondée dans le but de n'en dénier jamais la communication au moindre des hommes qui en pourra avoir besoin*. Ce fut son innovation à lui, son instigation active. Il y poussait dès-lors le président de Mesmes; vingt ans après il y convertissait le cardinal Mazarin et avait la satisfaction, vers 1648, à la veille même de la Fronde, de voir la merveilleuse bibliothèque amassée et ordonnée par ses soins s'ouvrir le jeudi à tous les hommes d'étude qui s'y présenteraient. Par

une attention touchante et qui ne pouvait venir que de lui, sachant la sauvagerie de bien des gens de lettres, il avait fait pratiquer une porte particulière afin de leur éviter l'embarras d'avoir affaire aux grands laquais de l'hôtel et de passer même devant eux, ce qui en pouvait effaroucher quelques-uns (1). Notons bien ce titre d'honneur, ce bienfait essentiel de Naudé, et en même temps son inconséquence. S'il méprise le public dans ses livres et ne daigne pas le distinguer d'avec la *populace*, voilà qu'il le devine et qu'il le sert par la tentative de toute sa vie. Il rêve la bibliothèque publique et universelle avec la même persistance et la même chaleur que Diderot a pu mettre à l'Encyclopédie; il se consume à l'édifier par toutes sortes de travaux et de voyages; il n'aime la gloire que sous cette forme, mais c'est à ses yeux une belle gloire aussi, et, au moment où il semble l'avoir atteinte, il échoue, ou du moins il peut croire qu'il a échoué. Quoi qu'il en soit, l'honneur lui en reste; il est le premier à qui la France dut cette sorte de publicité et de conquête, l'idée et l'exemple de l'accès facile vers ces nobles sources de l'esprit. En cela il fut bien le contemporain et le coopérateur des Conrart, des Colbert, des Perrault (de loin on mêle un peu les noms), de tous ceux enfin du nouveau siècle qui, par les académies, par les divers genres de fondations, d'encouragemens ou de projets, contribuèrent à mettre en dehors la pensée moderne et à la vulgariser. Lui, le moins promoteur en apparence et le moins en avant, pour les façons, des écrivains de sa date, il eut sa fonction sociale aussi.

Ce petit *Advis* sur les bibliothèques renferme plus d'une fine remarque; tout en rangeant ses livres, Naudé ne se fait faute de juger les auteurs et les sujets. Il est décidément injuste pour les romans, qu'il estime une pure frivolité, comme si Rabelais et Cervantes n'étaient pas venus. Sur tout le reste, il se montre ouvert, équitable, accueillant. Son esprit se déclare dans les motifs de ses choix; il veut qu'on ait en chaque matière controversée le pour et le contre, afin d'entendre toutes les parties (2) : ce sont des couples de lutteurs

(1) Voir le *Mascurat*, page 246. Cette porte particulière n'eut pas le temps de s'ouvrir, à cause des troubles. L'hôtel du cardinal Mazarin tenait précisément le même local qu'occupe aujourd'hui la Bibliothèque du roi. Il était dans les destinées que le vœu, le plan de Naudé se réalisât en ce même lieu et sur toute son échelle. Au tome VI des *Manuscrits français de la Bibliothèque du Roi* (encore sous presse), M. Paulin Paris fait ressortir ces analogies.

(2) Bayle aussi avait pour maxime de *garder toujours une oreille pour l'accusé.*

enchaînés qu'on ne sépare pas. Les hérétiques donc (moyennant quelques précautions de forme) s'avancent à distance respectueuse des orthodoxes. A côté des anciens qu'il vénère, il n'oublie les novateurs qui le font penser, qui lui suggèrent toutes les conceptions imaginables, et surtout lui ôtent l'*admiration, ce vrai signe de notre faiblesse.* Plus loin, il s'élève contre les préventions et les exclusions en fait de livres, « comme si ce n'étoit, dit-il, d'un homme sage et prudent de parler de toutes choses avec indifférence... » Et à la fin il parvient à nous glisser encore sa conclusion favorite, à savoir « le bon droit des Pyrrhoniens fondé sur l'ignorance de tous les hommes. » En étudiant beaucoup un érudit qui, certes, a du rapport avec Naudé, il m'a de plus en plus semblé que M. Daunou était l'héritier direct, le rédacteur accompli (non inventeur), et en quelque sorte le *secrétaire* posthume du XVIIIe siècle. Eh bien! Naudé peut être dit non moins exactement le *bibliothécaire* du XVIe; il en recueille et en classe les livres, et, en les rangeant, il se donne le spectacle de cette grande mêlée de l'esprit humain. La reprise moderne des vieux systèmes lui remet en mémoire ces *deux cent quatre-vingts* sectes de l'antiquité toutes fondées sur la recherche et la définition du souverain Bien. Sa philosophie de l'histoire est des plus simples, et n'en est peut-être pas moins vraie pour cela. A propos des trains et des vogues d'idées qui se succèdent depuis deux mille ans, vogue platonicienne, aristotélique, scholastique, hérétique et de renaissance, Naudé se borne à remarquer que le même train de doctrine dure jusqu'à ce que vienne un individu qui lui *donne puissamment du coude* et en installe un autre à la place. Et c'est l'ordinaire des esprits, dit-il, de suivre ces *fougues* et changemens divers, *comme le poisson fait la marée.* Aussi, quand la marée se retire, il en reste quelques-uns sur la grève et des plus beaux : les gens du rivage en font leur profit et les dépècent (1).

(1) Il s'élève pourtant de ton en revenant sur ce sujet favori des révolutions d'idées, au chapitre VI de son *Addition à l'Histoire de Louis XI.* Ayant recommencé à parler de *cette grande roue des siècles qui fait paraître, mourir et renaître chacun à son tour sur le théâtre du monde,* « si tant est que la terre se « tourne, dit-il (car il n'a garde d'en être tout-à-fait aussi sûr que Copernic et « Galilée), au moins faut-il avouer que non-seulement les cieux, mais toutes choses, « se virent et tournent à l'environ d'icelle. » Et citant Velleius Paterculus, lequel est avec Sénèque un vrai penseur moderne entre les anciens, il en vient à admirer la conjonction merveilleuse qui se fait à de certains momens, et la conspiration active de tous les esprits inventeurs et producteurs éclatant à la fois; mais cela ne dure que peu; la lumière, si pleine tout à l'heure, ne tarde pas à pâlir, l'éclipse

Losqu'on vendit, en 1657, la bibliothèque de M. Moreau, l'ancien professeur de Naudé et de Guy Patin, ce dernier écrivait à Spon : « Ce qui reste de la bibliothèque de M. Moreau se vend à la foire, « j'entends les livres de philosophie, d'humanités et d'histoire. Il « avoit fort peu de théologie et haïssoit toute controverse de reli- « gion ; même je l'ai mainte fois vu se moquer de ceux qui s'en met- « toient en peine. Je pense qu'il étoit de l'avis de M. Naudé, qui se « moquoit des uns et des autres, et qui disoit qu'il falloit faire comme « les Italiens, bonne mine sans bruit, et prendre en ce cas-là pour « devise :

« Intus ut libet, foris ut moris est. »

Je prends acte à regret du fond des sentimens ; mais on n'aurait certainement pas trouvé dans la bibliothèque de Naudé de telles lacunes que dans celle de M. Moreau. Il avait le bon esprit d'y mettre même ce qu'il n'aimait guère ; là aussi il savait faire la part de la coutume : « Finalement, dit-il, il faut pratiquer en cette occasion « l'aphorisme d'Hippocrate qui nous avertit de donner quelque chose « au temps, au lieu et à la coutume, c'est-à-dire que certaine sorte « de livres ayant quelquefois le bruit et la vogue en un pays qui ne « l'a pas en d'autres, et au siècle présent qui ne l'avoit pas au passé, « il est bien à propos de faire plus grande provision d'iceux que non « pas des autres, ou au moins d'en avoir une telle quantité qu'elle « puisse témoigner que l'on s'accommode au temps et que l'on n'est « pas ignorant de la mode et de l'inclination des hommes. » En cela Naudé préparait directement les matériaux de l'histoire littéraire, telle que l'entendait Bacon.

A un certain endroit où il indique les moyens d'agrandir et d'ac-

recommence, l'éternel conflit de la civilisation et de la barbarie se perpétue : c'est toujours Castor et Pollux qui reparaissent sur la terre l'un après l'autre, ou plutôt c'est Atrée et Thyeste qui règnent successivement en frères peu amis. Et au nombre des causes de ces mystérieuses vicissitudes, Naudé ne craint pas de mettre « la grande bonté et providence de Dieu, lequel, soigneux de toutes les parties de « l'univers, départit ainsi le don des arts et des sciences, aussi bien que l'excellence « des armes et établissement des empires, or' en Asie, or' en Europe, permettant la « vertu et le vice, vaillance et lâcheté, sobriété et délices, savoir et ignorance, « aller de pays en pays, et honorant ou diffamant les peuples en diverses saisons ; « afin que chacun ait part à son tour au bonheur et malheur, et qu'aucun ne s'enor- « gueillisse par une trop longue suite de grandeurs et prospérités. » C'est là une belle page et digne de Montaigne. (Voir aussi le début du chapitre IV des *Coups d'État*.)

croître les bibliothèques, on sourit de voir le bon Naudé conseiller à mots couverts la ruse et le machiavélisme dont certains bibliophiles de tous les temps ont su les secrets. Il ne craint pas d'alléguer l'exemple de la république de Venise qui, pour empêcher qu'on enlevât de Padoue la fameuse bibliothèque de Pinelli, la fit saisir au moment du départ sous prétexte qu'il y avait dans les manuscrits du défunt des copies de certains papiers d'état. C'est un petit avis que suggère Naudé aux magistrats et personnes en charge ayant bibliothèques, pour en user à l'occasion et faire main basse sur de bons morceaux; il a toujours eu un faible pour les coups d'état. Que nos bibliophiles, nos chercheurs de vieux livres ou de manuscrits ne fassent pas trop les indignés; car eux-mêmes (je ne parle que de quelques-uns) se jouent encore, m'assure-t-on, tous les tours possibles, réticences, supercheries entre amis, que sais-je? C'était de bonne guerre alors comme aujourd'hui (1).

Dans son enthousiasme et son culte pour la fondation dont il voudrait doter la France, Naudé n'a garde d'omettre les noms célèbres qui ont honoré de tels établissemens chez les anciens. Parmi nos illustres ancêtres les bibliothécaires (car je n'y veux reconnaître ni compter les esclaves et les affranchis), il cite donc en première ligne Démétrius de Phalère, Callimaque, Ératosthène, Apollonius, Zénodote, chez les Ptolémées pour la bibliothèque d'Alexandrie, Varron, et Hygin à Rome pour la Palatine. Ainsi Varron et Démétrius de Phalère, voilà des ancêtres. Il est vrai que la réalité du fait se peut contester à l'égard de Démétrius de Phalère, qui était un bien grand seigneur pour cet office; mais Callimaque, Apollonius, Varron et Gabriel Naudé, cela suffit bien. — Je tire toutes ces drôleries de son

(1) Parmi les ruses les plus permises, il faut mettre celle que raconte Rossi dans la lettre où il parle des acquisitions de Naudé à Rome en 1645. Naudé entrait dans une boutique de libraire et demandait le prix, non pas de tel ou tel volume, mais des masses entières et des piles qu'il voyait entassées devant lui. Cette méthode inusitée déjouait un peu le libraire, qui hésitait, qui lâchait un mot : on marchandait. Mais Naudé, en pressant, en poussant, en harcelant, enveloppait si bien son homme, qu'il obtenait de lui un prix dont ensuite l'honnête marchand, à tête reposée, ne manquait pas de se repentir; car il y aurait eu souvent plus de profit pour lui à vendre ses volumes au poids à l'épicier ou à la marchande de beurre. Naudé faisait un peu à sa manière comme ces paysans bas-normands qui, dans les discussions d'intérêt, à force de bégayer, d'ânonner, de faire le niais, vous arrachent d'impatience la concession à laquelle ils visent. Il y a ruse et stratagème à cela, il n'y a pas *dol* qualifié.

livre même, dussé-je paraître de ceux un peu légers dont il dit, non sans dédain, qu'ils ne recherchent en tout que la fleur :

Decerpunt flores et summa cacumina captant.

Son *Addition à l'Histoire de Louis XI* (1630) est le dernier ouvrage qu'il publia avant son départ pour l'Italie. Il y prélude d'instinct à ses coups d'état et à son prochain code de la science des princes par la prédilection qu'il marque pour *le plus advisé de nos rois*, pour *l'Euclide et l'Archimède de la politique*, comme il le qualifie. Voulant montrer que Louis XI n'était pas du tout aussi ignorant qu'on l'a prétendu et que l'a dit surtout le léger historien bel-esprit Mathieu, il reprend le côté littéraire de l'histoire de ce règne ; c'est un prétexte pour lui d'y rattacher une foule de particularités sur les livres, sur le prix qu'on y mettait dans les vieux temps, de raconter au long la renaissance des lettres et de discuter à fond les origines de l'imprimerie introduite en France précisément sous Louis XI. Au nombre des écrits attribués à ce prince, il omet la part, si gracieuse pourtant et si piquante, qui lui revient dans la composition des *Cent Nouvelles nouvelles*, ce sur quoi nous insisterions de préférence aujourd'hui. Mais Naudé, nous l'avons dit, ne faisait aucun cas des romans et contes en langue vulgaire, et ne daignait s'enquérir de leur plus ou moins d'agrément; s'il s'est montré quelque peu savant en *us*, ç'a été par cet endroit.

Il ne l'est pas du tout d'ailleurs dans le choix de la thèse qu'il entreprend ici de prouver. S'il veut que Louis XI ait été un prince plus lettré qu'on ne l'a dit, ce n'est pas qu'il attribue aux lettres plus d'influence qu'il ne faut sur l'art de gouvèrner. Loin de là, il pose tout d'abord la différence qu'il y a entre les lettrés, d'ordinaire *mélancoliques et songearts*, et les hommes d'action et de gouvernement auxquels sont dévolues des qualités toutes contraires : *Paucis ad bonam mentem opus est litteris*, répétait-il d'après Sénèque, il ne faut pas tant de lecture dans la pratique à un esprit bien fait, et il insiste sur cette vérité de bon sens en homme d'esprit, tout-à-fait dégagé du métier.

Son voyage d'Italie et le long séjour qu'il y fit achevèrent vite de l'aiguiser et de lui donner toute sa finesse morale. Ces douze années, depuis l'âge de trente jusqu'à quarante-deux ans, lui mirent le cachet dans toute son empreinte. Devenu l'un des domestiques, comme on disait, du cardinal de Bagni, adopté dans la famille, il se

consacra tout entier à ses devoirs envers le noble patron, à l'agrément libéral et studieux de cette société romaine qui savait l'apprécier à sa valeur. On était alors sous le pontificat d'Urbain VIII, de ce poète latin si élégant et si fleuri, qui se souvenait volontiers de ses distiques mythologiques, et qui continuait de les scander tout en tenant le gouvernail de la barque de saint Pierre. Dans cette Rome des Barberins, Naudé put se croire d'abord transporté au règne de Léon X, d'un Léon X un peu affadi : son goût littéraire ne sentait peut-être pas assez la différence. Tous ses écrits de cette époque ne furent plus composés qu'en vue de quelque circonstance particulière et en quelque sorte domestique; moins que jamais le public apparut à sa pensée, ce grand public prochain qui allait être le seul juge. Pour le cardinal son maître, homme d'état, il composa son livre des *Coups d'État;* pour son neveu, le comte Fabrice de Guidi, il fit en latin le petit traité *de l'Étude libérale*, à l'usage des jeunes gentilshommes; pour un autre neveu, le comte Louis, le gros traité latin *sur l'Étude militaire*, à l'usage des guerriers instruits. Il dressait en même temps pour leur père, le marquis de Montebello, une généalogie et une histoire de cette famille des Guidi-Bagni. Cœur délicat sans doute et reconnaissant, on le voit empressé de payer sa bienvenue à chacun des membres; lui aussi, il se sent riche à sa manière, il veut rendre et donner. On peut soupçonner de plus sans injure qu'étranger et nécessiteux, il n'était pas fâché de recevoir. Je ne fais qu'indiquer d'autres opuscules latins, tous également de circonstance, ses cinq thèses médico-littéraires, agréables réminiscences du doctorat (1), espèces d'étrennes et de cartes de visite qu'il envoyait à des amis anciens ou nouveaux; son traité *de la Bibliographie politique*, adressé au Père Gaffarel, qui l'avait consulté sur ces sortes d'écrits. De toutes ces productions de Naudé composées durant le séjour d'Italie et couvées, pour ainsi dire, sous le manteau et sous la pourpre, on ne lit plus maintenant, on ne cite plus guère à l'occasion que ses *Coups d'État;* et, par leur renom de machiavélisme, ils ont presque entaché sa mémoire.

Nous n'essaierons pas de le justifier plus qu'il ne convient. Naudé n'appartient en rien à cette école de publicistes déjà émancipée au XVIᵉ siècle, et qui deviendra la philosophique et la libérale dans les âges suivans. Sa politique, à lui, garde son arrière-pensée méfiante

(1) Il alla, en 1633, prendre ses degrés à Padoue, à cause de la charge de médecin honoraire de Louis XIII que son cardinal lui avait fait obtenir.

à travers tous les temps. A son arrivée en Italie, il était déjà foncièrement de l'avis de Louis XI, et il admettait cet article unique du symbole des gouvernans : *Qui nescit dissimulare nescit regnare.* S'il y avait erreur de sa part à cela, comme il est bienséant aujourd'hui de le reconnaître, ce n'était pas à la cour romaine qu'il pouvait s'en guérir; ce n'était point en quittant la France sous Richelieu pour la retrouver bientôt sous Mazarin. Naudé se pique dès l'abord de se bien séparer de ces auteurs qui, traitant de la politique, ne mettent pas de fin à leurs beaux discours de *Religion*, *Justice*, *Clémence*, *Libéralité;* il laisse cette rhétorique à Balzac et consorts. Pour lui, il tient à prouver aux habiles que, bien qu'homme d'étude, il entend aussi le fin du jeu. Il commence par poser avec Charron « que la justice, vertu et probité du souverain, chemine un peu « autrement que celle des particuliers. » A-t-il tort de le prétendre? En exceptant toujours le temps présent, ce qui est d'une politesse rigoureuse, et en ne considérant que l'éternelle histoire, qu'y voyons-nous? Un moderne penseur l'a répété, et il nous est impossible de le dédire : Ne mesurons pas les hommes publics à l'aune des vertus privées; s'ils sont véritablement grands, ils ont leur point de vue et leur rôle à part : ils font ce que d'autres ne feraient pas, ils maintiennent la société. C'est à l'abri de leurs qualités, de leurs défauts, quelquefois même, hélas! de leurs forfaits, que les hommes privés arrivent à exercer en paix toutes leurs vertus. C'est peut-être parce que Richelieu a fait tomber la tête du duc de Montmorency, qu'il a été plus loisible à tel bon bourgeois de vivre honnête homme en sa rue Saint-Denis. Comme fait, et l'histoire en main, si l'on ose réfléchir, on a peine à ne pas tirer l'austère résultat.

Naudé, au premier chapitre de son livre, soutient, en s'appuyant de l'autorité de Cardan et de Campanella, que, pour bien peindre un homme ou pour bien traiter un sujet, il faut se transmuer dedans; et il cite spirituellement l'exemple de Du Bartas, qui, pour faire sa fameuse description du cheval, galopait et gambadait des heures entières dans sa chambre, contrefaisant ainsi son objet. Je ne pousserai pas si loin, en parlant de Naudé, la transfusion et la métamorphose; je serrerai de près mon auteur, sans pour cela m'y confondre ni l'approuver. Mais, puisque l'occasion s'en présente, j'userai du droit de simple moraliste pour énoncer ce que je crois vrai, dussé-je par là sembler contredire l'étalage vertueux et philanthropique des acteurs intéressés, ou la simplicité bienheureuse et perpétuellement adolescente de quelques optimistes de talent.

Telle philosophie, telle politique, ou, pour parler plus exactement, telle morale, telle politique. La politique n'est que l'art de mener les hommes, et cet art dépend de l'idée qu'on se fait d'eux. La Rochefoucauld donne la main à Machiavel. Jeune, d'ordinaire on estime l'humanité en masse, et l'on est plutôt de la politique libérale. Plus tard, on arrive à mieux connaître, à ce qu'on croit, c'est-à-dire trop souvent à moins estimer les hommes; et, si l'on est conséquent, on incline alors pour la politique sévère. Mais cette sévérité, fruit amer de l'expérience humaine, n'admet pas nécessairement la fraude et n'exclut pas la justice; et j'aime à penser toujours, malgré la rareté du fait, que la volonté ferme du bien, une sagacité pénétrante jointe à l'absence de toute imposture, une équité inexorable, seraient encore les voies les plus sûres de gouverner, de tenir le pouvoir, — de le tenir, il est vrai, non pas de le gagner ni de l'obtenir.

Naudé n'en demandait pas tant aux souverains de son temps, et, dans cette chambre close du cardinal de Bagni, il n'est plus que de la religion de Louis XI, de Philippe de Macédoine, ou du vieil et perfide Ulysse; il cite à propos Tibère. Il donne la recette de ce qu'il croit permis au besoin, assassinat, empoisonnement, massacre; il divise et subdivise le tout avec un sang-froid inimaginable. Les conseils de modération qu'il y mêle ne font que mieux ressortir l'immoral du fond; on croirait par momens qu'il se joue : c'est comme un chirurgien curieux qui assemble des exemples de tous les jolis cas, ou comme un chimiste amateur qui étiquette avec complaisance tous ses poisons, en inscrivant sur chacun la dose indispensable et suffisante. Ce qui se dirait à peine dans quelque hardi colloque à voix basse et dans quelque débauche de cabinet entre un Borgia et son conclaviste, il le rédige et l'écrit (1). Son apologie de la Saint-Barthélemy (au chap. III) est trop connue et résume le reste. Si, dans la façon dont il la présente, il se trouve historiquement quelques points de vérité incontestables, ils ne rachètent en rien l'horreur de l'action ni l'odieux du récit. Ce n'est point quand le sang coule à flots que l'historien doit faire parade d'essuyer et de braquer si posément sa lunette. Lui aussi, il lui convient d'être entraîné par le sentiment d'humanité et de se faire peuple un jour. Guy Patin ne trouvait, pour

(1) On lit, il est vrai, dans la préface de la première édition, que le livre n'est imprimé qu'à *douze* exemplaires. Passe encore, cela ne sortait pas de la confidence. Mais bientôt il en courut plus de cent. Telle est l'inconséquence toujours : on n'écrit pas pour le public, et on imprime pour lui.

excuser son ami sur ce méfait, que l'influence du lieu où il écrivait alors. Lorsqu'on entre au Vatican, qu'aperçoit-on en effet dès la grande salle d'antichambre? La Saint-Barthélemy peinte et Coligny immolé.

Et en cette opinion extrême, n'admirez-vous pas comme Naudé et de Maistre se rencontrent? le grand croyant et le grand sceptique! c'est le cercle ordinaire, le manège de l'esprit humain.

Disons-le bien vite, en ceci Naudé, encore plus que de Maistre, se calomniait : cet apologiste de la Saint-Barthélemy est le même qui, à Rome, se montra si bon, si humain, si chaleureux, pour Campanella persécuté. Après vingt-sept ans de prison, ce dominicain philosophe venait d'être rendu à la liberté par la bonté d'Urbain VIII. Naudé avait toujours admiré et vénéré Campanella (*ardentis penitus et portentosi vir ingenii*, comme il l'appelle sans cesse), Campanella novateur et investigateur en toutes choses, en philosophie, en ordre social, conspirateur et chef de parti un moment (1), et qui du fond d'un cachot obscur retraçait et rêvait sa *Cité du Soleil*. Pour célébrer cette délivrance toute récente encore, Naudé adressa, en 1632, au pape Urbain VIII, un panégyrique latin imité de ceux des anciens rhéteurs Thémiste, Eumène. On sent, à ses frais inaccoutumés d'éloquence, qu'il parle au pontife lettré, au poète disert, à l'*Urbanité même* (il fait le jeu de mots), à celui qui, suivant son expression, a *moissonné tout le Pinde*, *butiné tout l'Hymette*, et *bu toute l'Aganippe*. Ce ne sont que fleurs et qu'encens, ce n'est que sucre, que miel et que rosée. Le style latin de Naudé laissa toujours à désirer pour la vraie élégance. Mais cette assez mauvaise prose poétique, cette flatterie plus que française, cette reconnaissance trop italienne, tous ces défauts du panégyrique composent, dans le cas présent, une très belle et très noble action, à savoir la défense et l'apologie aux pieds du Saint-Siége, de la science et de la philosophie, hier encore persécutées (2).

(1) « Et lorsque Campanella eut dessein de se faire roi de la Haute-Calabre, il « choisit très à propos pour compagnon de son entreprise un frère Denys Pontius, « qui s'étoit acquis la réputation du plus éloquent et du plus persuasif homme qui « fût de son temps... etc. » (Naudé, *Coups d'État*, chap. IV.)

(2) Voir, dans les lettres latines de Naudé, la 31e à Campanella, et la dédicace reconnaissante que celui-ci fit à Naudé de son petit traité *de Libris propriis et recta Ratione studendi*. — Osons dire toute la vérité. Il existe, au tome 10 de la Correspondance manuscrite de Peiresc (Bibliothèque du roi), une lettre de Naudé qui semble donner un bien triste démenti à ces témoignages publics, à cet échange de bons offices et de magnifiques démonstrations entre lui et Campanella. Il paraît que ce dernier, après sa sortie de Rome et son arrivée en France, s'était

Parmi les singularités de ce traité sur les *Coups d'État*, on a remarqué qu'il commence par *mais*, comme *le Moyen de Parvenir* commence par *car*. Naudé faisait nargue à la rhétorique dès le premier mot.

Parmi les opinions particulières qui ne font faute, est celle qui range dans les inventions des coups d'état la venue de la Pucelle d'Orléans, « laquelle, ajoute Naudé en passant, ne fut brûlée qu'en « effigie. » Il ne daigne pas s'expliquer davantage. Guy Patin va plus loin et nous dit que, loin d'être brûlée, elle se maria et eut des enfans (1). Naudé se complaisait un peu à ces sortes d'opinions paradoxales, et il admettait très aisément la mystification du vulgaire en histoire. Il aurait cru volontiers au mariage secret de Bossuet comme il croyait au brûlement postiche de la Pucelle. C'est là un faible dans cet esprit si sain. A force de chercher finesse, on s'abuse aussi.

« Qui peut savoir et dire ce qu'arrive à penser sur toute question fondamentale un homme de quarante ans prudent, et qui vit dans un siècle et dans une société où tout fait une loi de cette prudence? » Naudé n'oubliait jamais cette pensée en lisant l'histoire; il en faisait surtout l'application aux grands esprits cultivés depuis la renaissance des lettres, et ce qu'il avait en Italie sous les yeux l'y confirmait. Dans cette familiarité du cardinal de Bagni et des Barberins, il dut être de ceux qui trouvent, après tout, que c'eût été un bel idéal que d'être cardinal romain dans le vrai temps. Lui qui n'était pas philosophe ni protestant à demi, il jugeait qu'il y avait plus de place encore pour des opinions quelconques sous la noble pourpre flottante de ses

licencié sur le compte de Naudé en je ne sais quelles paroles et imputations qui pouvaient avoir de la gravité. La lettre de Naudé à Peiresc, datée de Riète, 30 juin 1636, nous montre plus que nous ne voudrions l'irritation de l'offensé et son jugement secret sur l'homme qu'il avait tant admiré et célébré publiquement. On y a l'envers complet de tout à l'heure. Campanella y est taxé d'ingratitude, de légèreté, de charlatanisme effronté et d'insupportable orgueil; ce sont les inconvéniens de plus d'un grand esprit, et on en a connu de tout temps qui avaient peu à faire pour tomber dans ces défauts-là. Naudé, qui n'avait admiré qu'une seule fois avec cette ferveur, et qui s'en trouvait dupe, jura sans doute qu'on ne l'y reprendrait plus. Il faut toutefois qu'il soit revenu à des sentimens plus favorables à son ancien ami, puisqu'il ne fit imprimer le Panégyrique dont nous avons parlé qu'en 1644, pour prêter hautement secours à la mémoire de Campanella mort (*beatissimis Thomæ Campanellæ Manibus*) contre de certaines calomnies dont elle venait d'être l'objet. Le Panégyrique imprimé et la lettre manuscrite n'en font pas moins le plus sanglant contraste, et donnent une rude leçon au biographe littéraire qui se fierait avec candeur à ce qu'on imprime.

(1) Voir sur cette version le *Mercure galant* de novembre 1683.

patrons que sous l'habit noir serré du ministre; mais c'était à condition toujours de n'en rien laisser passer (1). Il revint d'Italie avec ce pli romain très marqué. Ses amis, au retour, s'aperçurent d'un changement en lui. Tout en restant bon et simple d'ailleurs, sa prudence s'était fort raffinée. Dans l'habitude de la vie, il ne se confiait à personne, — « à personne, hormis à M. Moreau et à moi, nous dit « Guy Patin; et, quand il avoit reconnu la moindre chose dans « quelqu'un, il n'en revenoit jamais : sentiment qu'il avoit pris des « Italiens. »

La mort trop prompte du cardinal de Bagni, en juillet 1641, laissa Naudé au dépourvu et comme naufragé sur le rivage. Le cardinal Antoine Barberin le prit alors à son service et le recueillit avec un empressement affectueux. L'étoile de Naudé le voua toute sa vie aux éminentissimes. Rappelé l'année suivante en France pour être bibliothécaire du cardinal-ministre, il ne quitta Rome que comblé des bienfaits de son dernier patron. Pourtant il semble que cette perte inopinée du cardinal de Bagni ait laissé des traces dans son humeur. Il considéra dès lors sa fortune comme un peu manquée; il reconnut qu'après avoir tant usé de lui, de sa science et de ses services, on ne lui avait ménagé aucun sort pour l'avenir; il en devint disposé à se plaindre quelquefois de la destinée plus qu'il n'avait coutume de faire auparavant (2). Nous le rencontrons fréquemment les années suivantes dans les lettres de Guy Patin, et c'est à cette date seulement que la petite société de Gentilly commence. Mais, à travers ses re-

(1) Dans une page du *Mascurat* (190), on voit trop bien en quel sens Naudé est catholique et soumis à l'Église; c'est de la même manière et dans le même esprit que Montaigne se déclarait contre les huguenots lorsqu'ils interprétaient les Écritures. La raison qu'allègue Naudé est un petit croc-en-jambe au fond. Mascurat répond à Saint-Ange, qui vient d'exprimer la conviction naïve qu'aucune doctrine pernicieuse ne saurait se fonder sur la sainte Écriture : « Si tu ajoutes *bien entendue*, dit Mascurat, je suis de ton côté; mais, à faute de suivre l'interprétation « que la seule Église catholique donne à ces livres sacrés, ils sont bien souvent « causes de beaucoup de désordres, tant ès mœurs à cause du livre des Rois et « autres pièces du Vieil Testament, qu'en la doctrine, laquelle est bien embrouillée « dans le Nouveau et par les Épîtres de saint Paul principalement : *Mare enim est « Scriptura divina, habens in se sensus profundos et altitudinem propheticorum « enigmatum*, comme disoit saint Ambroise..... » Quand j'entends un sceptique citer si respectueusement un grand saint, je me dis qu'il y a anguille sous roche.

(2) Une lettre de lui à Peiresc, du 20 juillet 1634 (*Correspondance de Peiresc* tome 10, manuscrits de la Bibliothèque du Roi), nous trahit le secret de toutes les démarches, sollicitations et suppliques trop peu dignes auxquelles la nécessité et la peur de manquer poussaient Naudé en terre étrangère : il subit l'air du pays.

lations resserrées avec ses amis de France, Naudé, tout occupé de former la bibliothèque du cardinal Mazarin, s'absentait encore pour de longs et nombreux voyages en Flandre, en Suisse, en Italie de nouveau, en Allemagne, rapportant de chaque tournée des milliers de volumes et des voitures tout entières. Il nous a donné le bulletin de ses doctes caravanes dans le *Mascurat* (1). Enfin, au commencement de 1647, il n'eut plus qu'à coordonner son immense butin, à organiser en quelque sorte sa conquête. Ç'allait être un beau jour pour lui, le plus beau jour de sa vie que celui où la publicité de cet établissement unique eût été complète (2); déjà la porte particulière à l'usage des savans était pratiquée sur la rue; déjà l'inscription latine destinée à figurer au dessus, et qui devait dire à tous les passans (aux passans qui savaient le latin) d'entrer librement, se gravait sur le marbre noir en lettres d'or; Naudé touchait à l'accomplissement du rêve et du labeur de toute sa vie. C'est à ce moment précis que se rapporte la lettre souvent citée de Guy Patin (27 août 1648) (3): « M. Naudé, bibliothécaire de M. le cardinal Mazarin, intime ami de « M. Gassendi comme il est le mien, nous a engagés pour dimanche « prochain à aller souper et coucher nous trois en sa maison de « Gentilly, à la charge que nous ne serons que nous trois et que « nous y ferons la débauche : mais Dieu sait quelle débauche! « M. Naudé ne boit naturellement que de l'eau et n'a jamais goûté « vin. M. Gassendi est si délicat qu'il n'en oseroit boire, et s'ima- « gine que son corps brûleroit s'il en avoit bu. C'est pourquoi je puis « bien dire de l'un et de l'autre ce vers d'Ovide :

Vina fugit, gaudetque meris abstemius undis (4).

« Pour moi, je ne puis que jeter de la poudre sur l'écritude de ces « deux grands hommes, j'en bois fort peu; et néanmoins ce sera une

(1) Page 254.

(2) Une sorte de publicité existait dès les années précédentes; la bibliothèque s'ouvrait tous les jeudis aux savans qui se présentaient : il y en avait quelquefois de quatre-vingts à cent qui y étudiaient ensemble (*Mascurat*, p. 244). —Voir aussi, dans les Lettres latines de Roland Des Marets, la 31e du livre II; il y remercie Naudé en souvenir de quelque séance.

(3) *Lettres choisies* de Guy Patin, t. I, p. 35.

(4) Autre témoignage : « Naudé étoit d'une vie sobre et chaste; il eut aversion « de tout temps pour les assaisonnemens de viandes et les recherches de table; « en fait de fruits, il ne mangeoit que des châtaignes et des noisettes. Il étoit de « taille élevée, de corps allègre et dispos. » (Voir l'Éloge latin de Naudé, par Pierre Hallé.)

« débauche, mais philosophique, et peut-être quelque chose davan-« tage, pour être tous trois guéris du loup-garou et du mal des scru-« pules, qui est le tyran des consciences. Nous irons peut-être jusque « fort près du sanctuaire.... » Naudé célébrait à sa manière, dans cette petite orgie de Gentilly, *sub rosa*, la prochaine dédicace de ce temple de Minerve et des Muses dont il tenait les clefs, quand, le lendemain ou le jour même de la fête, la Fronde éclata (1). Ainsi vont les projets humains sous l'œil d'en haut, qui les déjoue. L'inscription en resta là, et le public aussi. A la seconde Fronde, ce fut bien autre chose, et, le 29 décembre 1651, le parlement rendit l'arrêt de vandalisme qui ordonnait la vente de la *bibliothèque* et des meubles du cardinal. Mais n'anticipons pas.

Quand Naudé vit la Fronde, il put être affligé, il n'en fut point surpris. Il avait de longue main, dans ses *Rose-croix*, compté sur la badauderie des Français; dans ses *Coups d'État*, s'il nous en souvient (chap. IV), il avait peint la populace en traits énergiques et méprisans, que l'émeute présente semblait faite exprès pour vérifier. Si tout s'était borné à cette première Fronde, il y aurait eu plutôt encore de quoi s'en gaudir entre amis.

L'intervalle des deux Frondes fut un assez bon temps pour Naudé; il y composa (1649) son ouvrage le plus intéressant, le plus original et le plus durable : *Jugement de tout ce qui a été imprimé contre le cardinal Mazarin, depuis le sixième janvier jusques à la Déclaration du premier avril mil six cent quarante-neuf*, ou plus brièvement le *Mascurat*. C'est un dialogue entre deux imprimeurs et colporteurs de mazarinades, Mascurat et Saint-Ange. Sous ce couvert, il y défend chaudement et finement le cardinal, son maître, et montre la sottise de tant de propos populaires qui se débitaient à son sujet; puis, chemin faisant, il y parle de tout. La bonne édition du *Mascurat*, la seconde, est un gros in-4° de 718 pages. Le livre fait encore aujourd'hui les délices de bien des érudits friands; Charles Nodier, dit-on, le relit ou du moins le refeuillette une fois chaque année. M. Bazin, l'historien de la France sous Mazarin, en a beaucoup profité dans son spirituel récit. Naudé, si enfoui par le reste de ses œuvres, garde du moins, par celle-ci, l'honneur d'avoir apporté une pièce indispensable et du meilleur aloi dans un grand procès historique : son nom a désormais une place assurée en tout tableau fidèle

(1) Les barricades sont précisément de la même date que la lettre de Guy Patin jour pour jour, 27 août.

de ce temps-là. Je voudrais pouvoir donner idée du Mascurat à des lecteurs gens du monde, et j'en désespère. Dans ce style resté franc gaulois et gorgé de latin, il trouve moyen de tout fourrer, de tout dire; je ne sais vraiment ce qu'on n'y trouverait pas. Il y a des tirades et enfilades de curiosités et de documens à tout propos, des kyrielles à la Rabelais, où le bibliographe se joue et met les séries de son catalogue en branle, ici sur tous les novateurs et faiseurs d'utopies (pag. 92 et 697), là sur les femmes savantes (p. 81), plus loin, sur les bibliothèques publiques (p. 242); ailleurs, sur tous les imprimeurs savans qui ont honoré la presse (p. 691); à un autre endroit, sur toutes les académies d'Italie (p. 139, 147), que sais-je (1)? Pour qui aurait un traité à écrire sur l'un quelconque de ces sujets, le *Mascurat* fournirait tout aussitôt la matière d'une petite préface des plus érudites; c'est une mine à fouiller; c'est, pour parler le langage du lieu, une marmite immense d'où, en plongeant au hasard, l'on rapporte toujours quelque fin morceau.

La scène se passe au cabaret; on y boit à même des pots, on y mange des harengs *saurets*, tout s'en ressent. On a remarqué que la plaisanterie d'une nation ressemble (règle générale) à son mets ou à sa boisson favorite. On n'a donc ici ni le *pudding* de Swift, ni le champagne ou le moka de Voltaire. Le *Mascurat* de Naudé, c'est une espèce de salmigondis épais et noir, un vrai fricot comme nos aïeux l'aimaient, où il y a bien du fin lard et des petits pois. On y lit (p. 231) une grande discussion sur la poésie macaronique; ce livre est une espèce de macaronée aussi.

Au commencement du *Mascurat* il n'est pas huit heures et demie du matin (page 13) : les deux compagnons entrent au cabaret et s'at-

(1) Et encore (page 370) il enfile toutes sortes d'historiettes sur des réponses faites par bévue, et se moque en même temps de la rhétorique; il y trouve son double compte d'enfileur de rogatons érudits et de moqueur des tours oratoires. — Il ne trouve pas moins son double compte de fureteur historique et de défenseur du Mazarin, lorsqu'il se donne (page 266) le malin plaisir d'énumérer tous les profits et pots-de-vin de l'intègre Sully, lequel « tira *trois cens mille livres* pour « la démission de sa charge des Finances et de la Bastille; *soixante mille* pour celle « de la Compagnie de la Reine-Mère; *cinquante mille* pour celle de Surintendant « des Bâtimens; *deux cens mille* pour le Gouvernement de Poitou; *cent cinquante « mille* pour la charge de Grand-Voyer, et *deux cens cinquante mille* pour récom- « pense ou plutôt *courretage* de beaucoup de bénéfices donnés à sa recommanda- « tion. » Et le fin Naudé part de là pour opposer le *désintéressement* du Mazarin; mais il tenait encore plus, je le crains bien, à ce qu'il avait lâché en passant contre cette renommée populaire de Sully.

tablent pour discourir à l'aise *à mane ad vesperam* (page 38). A la page 322, on les voit qui dînent. Page 349, Saint-Ange frappe pour demander à boire. Page 379, il continue de mâcher et de boire. Page 385, il est question de plat qui se refroidit. Page 388, Mascurat s'absente un bon quart d'heure, ou une *bonne heure*, dit Saint-Ange qui l'attend. C'en est assez pour donner idée de la composition étrange de cet autre *Neveu de Rameau*. A travers ces divers incidents de la journée, le dialogue dure toujours.

Le caractère de Saint-Ange, c'est le gros bon sens, près de Mascurat qui représente l'érudit rusé : « Tu m'emportes, lui dit à certain moment Saint-Ange, comme l'aigle fait la tortue, hors de mon élément; revenons... » Et plus loin, lorsque Mascurat lui énumère complaisamment les grands génies de première classe, les *douze preux de pédanterie :* Archimède, Aristote, Euclide, Scot (Duns), Calculator, etc., (je fais grace des autres), le matois Saint-Ange répond : « Tu m'endors quand tu me parles de tous ces auteurs-là « que je ne connois point; il y avoit l'autre jour un homme bien « sensé, chez Blaise, qui n'y faisoit pas tant de finesse; car il disoit « que *la Sagesse* de Charron et *la République* de Bodin étoient les « meilleurs livres du monde, et sa raison étoit que le premier en- « seigne à se bien gouverner soi-même, et le second à bien gou- « verner les autres... Ce discours, à te dire vrai, me tient lieu de « démonstration et me persuade bien davantage que ne font tous les « mathématiciens et philosophes; mais tu as l'esprit si sublime que « tu voudrois toujours être avec les auteurs de la première classe. « Pour moi, je me tiens aux médiocres, c'est-à-dire à ceux que tu « appelles honnêtes gens et bons esprits. » Naudé, en écrivant cette charmante page, ne comprenait-il donc pas que le nombre de ces honnêtes gens et de ces bons esprits vulgaires à la Saint-Ange allait augmenter assez pour faire un public qui ne serait plus la populace? Le tiers-état de Siéyes était au bout, notre classe moyenne.

Si Naudé ne comptait pas assez sur ce prochain monde des bons esprits, il semble avoir encore moins soupçonné qu'une autre portion plus délicate s'y introduirait, et que l'heure approchait où il faudrait écrire en français pour être lu même des femmes. Chez Naudé, les femmes n'entrent pas; latin à part, il y a des grossièretés.

La finesse d'ailleurs, la raillerie couverte, la sournoiserie même de l'auteur entre ces deux bons compères, Saint-Ange et Mascurat, va aussi loin qu'on peut supposer. Je veux trahir et prendre sur le fait sa méthode habituelle. A un endroit, par exemple, il énumère

au long les académies d'Italie; rien de plus intéressant pour les esprits académiques; on croirait, à la complaisance du détail, que Naudé admire, qu'il se prend; pas du tout. Prenez garde : voilà qu'à la fin, citant Pétrone sur les déclamateurs, il montre que ces façons pompeuses d'exercice littéraire ne servent au fond de rien, que les vrais grands écrivains sont de date antérieure, que *les bons esprits vont à ces nouvelles académies comme les belles femmes au bal, c'est-à-dire sans en chercher autre profit que d'y passer le temps agréablement et de s'y faire voir et admirer.* — Sur quoi Saint-Ange, un peu surpris du revers, dit à Mascurat : « Tu fais justement comme ces vaches qui « attendent que le pot au lait soit plein pour le renverser (1)... » Voilà, en bon français, la méthode de Gabriel Naudé et des grands sceptiques.

En matière religieuse, il ne procède pas autrement, et c'est ici que le mot de *sournoiserie* s'applique à merveille. Ainsi, à propos de l'*Alcoran*, dont les paroles, dit Mascurat (page 345), sont *très belles et bonnes*, quoique la doctrine en soit fort mauvaise, Saint-Ange se récrie, et Mascurat répond entre autres choses : « ... Joint aussi qu'il « est hors le pouvoir d'un homme, tant habile qu'il soit, de connoître « quelle est la religion des Turcs, soit pour la foi ou les cérémonies, « par la seule lecture de l'*Alcoran*; tout de même, SANS COMPA- « RAISON TOUTEFOIS, qu'un homme qui n'auroit lu que le *Nouveau* « *Testament* ne pourroit jamais connoître le détail de la religion ca- « tholique, vu qu'elle consiste en diverses règles, cérémonies, éta- « blissemens, institutions, traditions, et autres choses semblables « que les papes et les conciles ont établies de temps en temps, et « *pièces après autres,* conformément à la doctrine contenue *implicitè* « ou *explicitè* dans ledit livre. » On a le venin.

J'aime mieux citer une belle page philosophique, et même religieuse à la bien prendre, qui rentre dans une pensée souvent exprimée par lui. Il s'agit de je ne sais quel conseil (p. 229) dont Saint-Ange croit que les politiques d'alors pourraient tirer grand profit; Mascurat répond : « Quand ils le feroient, Saint-Ange, ils ne réussi- « roient pas mieux au gouvernement des états et empires que les « plus doctes médecins font à celui des malades; car il faut néces- « sairement que les uns et les autres prennent fin, tantôt d'une « façon et tantôt de l'autre : *Quotidie aliquid in tam magno orbe* « *mutatur, nova urbium fundamenta jaciuntur, nova gentium no-*

(1) Page 152.

« *mina, extinctis nominibus prioribus aut in accessionem validioris*
« *conversis, oriuntur* (chaque jour quelque changement s'opère en
« ce vaste univers; on jette les fondations de villes nouvelles; de
« nouvelles nations s'élèvent sur la ruine des anciennes dont le nom
« s'éteint ou va se perdre dans la gloire d'un état plus puissant). Je
« ne dis pas toutefois qu'un peu de régime ne fasse grand bien, et
« que tant de livres qu'écrivent tous les jours les médecins *de vita*
« *proroganda* soient inutiles; mais aussi en faut-il demeurer dans
« leurs termes, et ne pas attendre des remèdes l'éternité que Dieu
« seul s'est réservée. » — Et dans les *Coups d'État* (chap. IV) il avait dit : « Il ne faut donc pas croupir dans l'erreur de ces foibles esprits
« qui s'imaginent que Rome sera toujours le siége des saints Pères,
« et Paris celui des rois de France. » Je trouve que, de nos jours, les sages eux-mêmes ne sont pas assez persuadés que de tels changemens restent toujours possibles, et l'on met volontiers en avant un axiome de nouvelle formation, bien plus flatteur, qui est que *les nations ne meurent pas*.

Je ne pousserai pas plus loin ce qui aussi bien n'aurait aucun terme, car il faudrait extraire à satiété, sans pouvoir jamais analyser. La conclusion du *Mascurat* est spirituelle et va au-devant des objections d'invraisemblance. — Saint-Ange : « Tu me dis de si belles
« choses, que, si elles étoient imprimées, on ne s'imagineroit jamais
« qu'elles vinssent du cabaret ni qu'elles eussent été dites par deux
« libraires ou imprimeurs.... » Et Mascurat répond en citant des exemples de l'antiquité : « ... Au contraire, je vois dans Plutarque
« et Athénée que les plus doctes de ce temps-là tenoient des propos
« aussi sérieux entre la poire et le fromage et ayant le verre à la
« main, comme nous l'avons maintenant, que tous les Académistes
« de Cicéron en ses plus délicieuses vignes, *in Tusculano, in Cu-*
« *mano, in Arpinati.* » Il continue, selon son usage, d'épuiser tous les exemples de dialogues anciens qui se tiennent, tantôt au milieu des rues, comme le *Gorgias*, tantôt dans une maison du Pirée, comme *la République*, ou bien encore sous le portique du temple de Jupiter ou aux bords de l'Ilissus. De là à un cabaret de la Cité évidemment il n'y a qu'un pas. Et sur ce que ce sont deux imprimeurs qui ont dit ces belles choses, Mascurat, qui a voyagé, cite l'exemple des savetiers italiens dont la politique est encore plus raffinée que celle des imprimeurs de ce pays-ci : « Finalement, ajoute-t-il, pour-
« quoi trouver étrange que nous ayons dit tant de choses en un
« jour, puisque nous voyons tant de tragédies nous représenter en

« pareil espace de temps des histoires que l'on ne jugeroit jamais,
« à cause d'une infinité de rencontres et d'incidens, avoir été faites
« dans l'espace de vingt-quatre heures.... Et puis, si le *Timée*, le
« *Gorgias*, le *Phédon*, et les dialogues *de Republica* et *de Legibus* de
« Platon, quoiqu'ils soient bien plus longs que les nôtres, ont bien
« été faits en un jour..., pourquoi ne voudra-t-on pas que nous
« ayons dit, depuis cinq heures du matin jusques à sept heures du
« soir, ce que, s'il étoit imprimé, il ne faudroit guère davantage de
« temps pour lire?... » Il en faut un peu plus, quoi qu'il en dise; et, avec notre dose d'attention d'aujourd'hui, ne vient pas à bout qui veut de ce gros in-4° immense. C'est pourquoi nous y avons tant insisté (1).

La seconde Fronde vint renverser encore une fois la fortune de Naudé et lui porter au cœur le coup le plus sensible, celui qu'un père eût éprouvé de la perte d'une fille unique, déjà nubile et passionnément chérie. L'arrêt du parlement de Paris qui ordonnait la vente de la bibliothèque du cardinal lui arracha un cri de douleur et presque d'éloquence. Dans un *Advis* imprimé (1651) à l'adresse de *nos seigneurs du parlement*, il exhale les sentimens dont il est plein:
« .... Et pour moi qui la chérissois comme l'œuvre de mes mains et
« le miracle de ma vie, je vous avoue ingénuement que, depuis ce
« coup de foudre lancé du ciel de votre justice sur une pièce si rare,
« si belle et si excellente, et que j'avois par mes veilles et mes la-
« beurs réduite à une telle perfection que l'on ne pouvoit pas mora-
« lement en désirer une plus grande, j'ai été tellement interdit et
« étonné, que si la même cause qui fit parler autrefois le fils de Crésus,
« quoique muet de sa nature, ne me délioit maintenant la langue
« pour jeter ces derniers accens au trépas de cette mienne fille,
« comme celui-là faisoit au dangereux état où se trouvoit son père, je
« serois demeuré muet éternellement. Et en effet, messieurs, comme
« ce bon fils sauva la vie à son père, en le faisant connoître pour ce
« qu'il étoit, pourquoi ne puis-je pas me promettre que votre bien-
« veillance et votre justice ordinaire sauveront la vie à cette fille, ou,

(1) M. Artaud, dans son ouvrage sur *Machiavel* (t. II, p. 336-350), cite un ouvrage manuscrit français qui est une apologie remarquable de l'illustre Florentin, et il se dit tenté de l'attribuer à Gabriel Naudé. Mais, sans parler des autres objections, comme cette apologie ne put être composée que vers ou après 1649, Naudé eut bien assez à faire, en ces années, avec son *Mascurat* d'abord, puis avec les tracas et calamités qui vont l'envahir, pour qu'on ne puisse lui imputer un travail dont on ne verrait d'ailleurs pas le but sous sa plume.

« pour mieux dire, à cette fameuse bibliothèque, quand je vous aurai « dit, pour vous représenter en peu de mots l'abrégé de ses perfec- « tions, que c'est la plus belle et la mieux fournie de toutes les bi- « bliothèques qui ont jamais été au monde et qui pourront, si l'af- « fection ne me trompe bien fort, y être à l'avenir. » — Et il finit en répétant les vers attribués à Auguste, lorsque celui-ci décida de casser le testament de Virgile plutôt que d'anéantir l'Énéide :

.... Frangatur potius legum veneranda potestas
Quam tot congestos noctesque diesque labores
Hauserit una dies, *supremaque jussa Senatus!*

La vente se fit pourtant, bien qu'avec de certains accommodemens peut-être. Naudé en racheta pour sa part tous les livres de médecine, et il paraît qu'il y eut des prête-noms du cardinal qui en sauvèrent d'autres séries tout entières. Du moins M. Petit-Radel a beaucoup insisté sur ces rachats concertés qu'il démontre avec chaleur, comme si son amour-propre d'administrateur et d'héritier y était intéressé. Quoi qu'il en soit, le coup était porté pour l'auteur même; l'intégrité et l'honneur de l'œuvre unique avaient péri. « On vend toujours ici « la bibliothèque de ce rouge tyran, écrit Guy Patin (30 janvier 1652); « seize mille volumes en sont déjà sortis; il n'en reste plus que vingt- « quatre mille. Tout Paris y va comme à la procession : j'ai si peu « de loisir que je n'y puis aller, joint que le bibliothécaire qui l'avoit « dressée, mon ami de trente-cinq ans, m'est si cher, que je ne puis « voir cette dissolution et destruction..... » Il fallait que Guy Patin aimât bien fort Naudé pour s'attendrir à l'endroit d'une disgrace arrivée au Mazarin.

Les malheurs ne viennent jamais seuls; Naudé en eut un autre en ces années. Étant autrefois à Rome, il avait été consulté et avait donné son avis sur des manuscrits de l'*Imitation de Jésus-Christ* que les bénédictins revendiquaient pour un moine de leur ordre, *Gersen;* il n'était pas de leur avis, et avait jugé les manuscrits quelque peu falsifiés. Son témoignage en resta là et sommeilla quelque temps. Mais bientôt les chanoines réguliers de Saint Augustin, qui revendiquaient l'*Imitation* pour *Akempis,* c'est-à-dire pour leur saint, comme les bénédictins pour le leur, introduisirent l'autorité et l'acte de Naudé dans la discussion. Il y intervint lui-même par de nouveaux écrits publics. Courier, avec son fameux pâté sur le manuscrit de Longus, sut ce que c'est que d'avoir affaire à des pédans antiquaires et chambellans; Naudé, si prudent, si modéré, apprit

bientôt à ses dépens ce que c'est que d'avoir affaire à des pédans, de plus théologiens, surtout à un ordre tout entier et à des moines. Quand on est sage, règle générale, il ne faut jamais se mettre sans nécessité telles gens à robe noire à ses trousses. Si je l'osais, j'en donnerais le conseil même aujourd'hui encore à mes brillans amis. Du temps de Naudé, on en vint d'emblée aux injures. Il y avait dès-lors un Dom Robert Quatremaire (n'était-il pas de la famille de M. Étienne Quatremère?) qui en disait. Naudé eut le tort d'y céder et d'y répondre. Tout cela se passait à propos du plus clément et du plus miséricordieux des livres, autour de l'*Imitation*. Ajoutez que, dans cette querelle de Naudé et de Dom Quatremaire, on ne savait pas très bien le français de part et d'autre, ou du moins on ne savait que le vieux français; les injures en étaient d'autant plus grosses. Il en résulta même des méprises singulières. Naudé, s'en prenant à un bénédictin italien, le père Cajetan, qui était petit et assez contrefait, l'avait appelé *rabougri*; les bénédictins de Saint-Maur ne se rendirent pas bien compte du terme, et le confondirent avec un bien plus grave qui a quelque rapport de son. Ces vénérables religieux en demandèrent réparation en justice comme d'une appellation infame. La naïveté prêta à rire. Naudé lui-même porta plainte en diffamation devant le parlement; on a son factum (*Raisons péremptoires*, etc., 1651); je le voudrais supprimer pour son honneur. Sur ce terrain-là, il n'a pas son esprit habituel: ce n'est plus qu'un savant du XVIe siècle en colère. Il prit pourtant occasion de sa défense pour dresser une liste et kyrielle, comme il les aime, de toutes les falsifications, corruptions de pièces, tricheries, qu'on imputait aux bénédictins dans les divers âges. En poussant cette pointe, il a, sous air pédantesque, sa double malice cachée, et il infirme plus de choses ecclésiastiques qu'il ne fait semblant. On assure qu'il eut alors les rieurs de son côté; mais il dut être au fond mécontent de lui-même : le philosophe en lui avait fait une faute (1).

La seconde Fronde lui laissait peu d'espoir de recouvrer sa condition première; il accepta d'honorables propositions de la reine Christine, et partit pour la cour de Stockholm, où il fut bibliothécaire durant quelques mois. Cette cour était devenue sur la fin un guêpier de savans qui s'y jouaient des tours; Naudé n'y tint guère. Il était

(1) On peut voir, si l'on veut, sur cette sotte et désagréable affaire, la *Bibliothèque critique* de Richard Simon, tome I, et aussi le tome I des *Ouvrages posthumes* de Mabillon. — Dom Thuillier, bénédictin, y prend une revanche sur Naudé.

d'ailleurs à l'âge où l'on ne recommence plus. Il revenait de là, dégoûté de sa tentative, rappelé sans doute aussi par le mal du pays et par la perspective de jours meilleurs après les troubles civils apaisés, lorsqu'il fut pris de maladie et mourut en route, à Abbeville, le 29 juillet 1653, avant d'avoir pu revoir et embrasser ses amis. Il fut amèrement regretté de tous, particulièrement de Guy Patin, qui ne parle jamais de son bon et cher ami M. Naudé qu'avec un attendrissement bien rare en cette caustique nature, et qui les honore tous deux : « Je pleure incessamment jour et nuit M. Naudé. « Oh! la grande perte que j'ai faite en la personne d'un tel ami! Je « pense que j'en mourrai, si Dieu ne m'aide. (25 novembre 1653.) » — Les érudits composèrent à l'envi des vers latins sur la mort du confrère qui les avait si libéralement servis. On peut trouver cependant qu'il ne lui a pas été fait de funérailles suffisantes : on n'a pas recueilli ses œuvres complètes; il n'a pas été solennellement enseveli. Mort en 1653, du même âge que le siècle, il n'en représentait que la première moitié, au moment où la seconde, si glorieuse et si contraire, allait éclater. Les *Provinciales* parurent six années seulement après le *Mascurat*, et donnèrent le signal; la face du monde littéraire fut renouvelée. Naudé rentra vite, pour n'en plus sortir, dans l'ombre de ces bibliothèques qu'il avait tant aimées et qui allaient être son tombeau. On imprima de lui un volume de lettres latines criblé de fautes. On rédigea le *Naudæana*, ou extrait de ses conversations, criblé de bévues également. Il n'eut pas d'éditeur pieux. Son article manque au Dictionnaire de Bayle, ce plus direct héritier de son esprit. Lui qui a tant songé à sauver les autres de l'oubli, il est de ceux, et des plus regrettables, qui sont en train de sombrer dans le grand naufrage. Ses livres ont, à mes yeux déjà, la valeur de manuscrits, en ce sens que, selon toute probabilité, ils ne seront jamais réimprimés. Quelques curieux les recherchent; on les lit peu, on les consulte çà et là. Tel est le lot de presque tous, de quelques-uns même des plus dignes. Qu'y faire? la vie presse, la marche commande, il n'y a plus moyen de tout embrasser; et nous même ici, qui avons tâché d'exprimer du moins l'esprit de Naudé, et de redemander, d'arracher sa physionomie vraie à ses œuvres éparses, ce n'est, pour ainsi dire, qu'en courant que nous avons pu lui rendre cet hommage.

SAINTE-BEUVE.

ÉTUDES

SUR L'ANGLETERRE.

III.

LIVERPOOL.

L'époque dans laquelle nous vivons est l'âge des grandes villes. Les descriptions fabuleuses que l'antiquité nous a laissées de Thèbes, de Babylone, de Carthage, de Syracuse et de Rome elle-même, se trouvent effacées de nos jours par des réalités historiques telles que Londres, Paris, Amsterdam, Vienne, Naples, Madrid, Berlin, New-York, Pétersbourg et Moscou. Les capitales n'ont plus, comme autrefois, le privilège d'attirer seules des habitans qui restaient encore le plus souvent à l'état de foules parasites. Ce sont aujourd'hui des populations laborieuses qui se groupent pour former des centres de commerce ou d'industrie. Le travail est le principe de toutes ces associations : les hommes ne se rassemblent plus que pour produire ou

pour échanger des produits, et plus les sources de la production sont fécondes, plus le nombre des travailleurs se multiplie.

La population, qui était stationnaire dans le dernier siècle, a fait depuis cinquante ans d'immenses progrès en Europe. Tantôt malgré la guerre et tantôt à la faveur de la paix, presque tous les états ont vu s'accroître leurs habitans. Dans ce mouvement d'expansion, les villes ont généralement gagné plus que les campagnes, et les grandes villes plus que les petites cités. Le cours naturel des choses veut que la mortalité parmi les populations urbaines soit plus considérable que parmi les populations rurales, car des habitudes paisibles et un air pur doivent prolonger la durée de la vie; mais la force d'attraction dont sont douées les agglomérations puissantes tend à combler les vides qui se déclarent dans leurs rangs. Il s'établit une émigration régulière et croissante des campagnes vers les villes. Attirés par des salaires plus élevés, les laboureurs accourent à ces vastes marchés du travail, et sont bientôt transformés en ouvriers des ports ou des manufactures. Il semble que la reproduction de l'espèce humaine s'opère principalement aux champs (1), et la consommation dans les cités.

Ce caractère distinctif de notre état social n'est nulle part plus marqué qu'en Angleterre. Aucune contrée, dans le monde connu, ne présente un plus grand nombre de villes industrieuses et largement peuplées. En France, on citerait à peine, après Paris, trois ou quatre cités, comme Lyon, Marseille, Bordeaux et Rouen, qui aient plus de cent mille habitans. Dans la Grande-Bretagne, chacune des villes de Liverpool, Manchester et Glasgow compte près de trois cent mille ames; Édimbourg, Birmingham, Leeds, Bristol, Sheffield et Newcastle ont de cent à deux cent mille habitans. En 1836, les villes de dix mille ames et au-dessus renfermaient, en France, une population de 3,764,219 habitans. En 1831, les cités de cette importance renfermaient déjà dans la Grande-Bretagne, et sur une population générale qui était à peine la moitié de celle de la France, 4,620,000 habitans. A la même époque, 28 personnes sur 100 se vouaient à l'agriculture de l'autre côté du détroit, pendant que les travaux des champs absorbaient chez nous 68 personnes sur 100.

La prépondérance que prennent aujourd'hui les agrégations urbaines est caractérisée dans les deux contrées par les termes suivans. En France, de 1801 à 1836, la population du royaume s'est accrue

(1) *Officina gentium*, comme dit Tacite.

de 23 pour cent. Dans le même intervalle, la population de Marseille s'augmentait de 32 pour cent; celle de Lille, de 33 pour cent; celle de Toulouse, de 54 pour cent; celle de Lyon, de 37 pour cent; celle du Hâvre, de 60 pour cent; celle de Paris, de 66 pour 100; celle de Reims, de 90 pour cent; celle de Saint-Quentin, de 100 pour cent, et celle de Saint-Étienne, de 150 pour cent. En Angleterre l'accroissement général de la population, de 1811 à 1831, a été de 36 pour cent. Dans cet espace de vingt années, les populations rurales n'ont gagné que 30 pour cent, tandis que les populations urbaines, prises ensemble, gagnaient 53 pour cent. Mais le progrès frappera bien davantage, si l'on borne cette comparaison aux principales cités; en effet, il est à Londres de 42 pour cent; à Édimbourg et à Newcastle, de 60 pour cent; à Bristol, de 65 pour cent; à Sheffield, de 70 pour cent; à Birmingham, de 72 pour cent; à Liverpool, de 75 pour cent; à Glasgow, de 95 pour cent, et à Manchester, de 150 pour cent.

Parmi tous ces phénomènes, l'état actuel du comté de Lancastre est sans contredit le plus digne d'attention. En 1801, la population de ce district était de 672,565 ames; le recensement de 1841 a constaté l'existence de 1,667,064 habitans. M. H. Ashworth (1) fait remarquer que, si le mouvement de la population dans le Lancashire avait été le même que dans le reste du royaume, ce district n'aurait compté en 1841 que 1,125,924 habitans, et il en conclut que les 531,130 personnes qui forment l'excédant ont dû émigrer des districts agricoles vers les centres commerciaux et manufacturiers pendant les quarante dernières années. On reconnaîtra que le contingent fourni par l'émigration à ce gigantesque accroissement a dû être bien plus considérable, si l'on réfléchit que les agrégations urbaines n'ont pas une force de reproduction égale à celle des districts ruraux, et que la population des villes, livrée à elle-même, grandit avec moins de rapidité.

Le Lancashire et généralement les comtés manufacturiers ont donc ouvert une issue, un refuge à la surabondance de la population. Au lieu de se répandre au dehors, comme dans le XVIe et le XVIIe siècle, les habitans de la Grande-Bretagne ont fondé ainsi à l'intérieur ces magnifiques colonies de la laine et du coton, où tant de bras oisifs ont trouvé du travail, et tant de capitaux de l'emploi. Le Lancashire a été véritablement, comme le disait récemment le *Times*, la maison de

(1) *Past and present state of Lancashire.*

charité ou plutôt la maison de travail, le *work-house* de l'Angleterre, dans le sens littéral de ce mot.

La population agricole est peu nombreuse dans le comté de Lancastre, où elle représente aujourd'hui 9 pour cent du nombre des habitans. Là, tout est villes, usines, manufactures, comptoirs et chantiers de construction. On n'y peut faire un pas sans rencontrer quelque ouvrage qui atteste une conquête de l'homme sur la nature. Aucune partie de l'Angleterre n'est sillonnée au même degré de routes, de canaux et de chemins de fer. Au milieu de ces merveilles, Liverpool et Manchester les résument toutes et sont comme les deux faces d'un même sujet.

Nulle part les liens qui unissent le commerce à l'industrie ne paraissent plus étroits. Liverpool et Manchester sont en quelque sorte solidaires; l'un de ces établissemens venant à chanceler, l'autre ne pourrait pas rester debout. Il y a mieux. Ces deux villes, qui représentent et qui personnifient l'industrie humaine parvenue à l'apogée de la production, étaient impossibles l'une sans l'autre. Le commerce de Liverpool n'aurait jamais atteint ses dimensions colossales, s'il n'avait eu derrière lui les manufactures de Manchester pour consommer les marchandises importées et pour lui fournir les élémens de ses exportations. Manchester, à son tour, aurait beau être assis sur d'inépuisables bancs de houille, faire des miracles d'invention en mécanique, et posséder une race industrielle qui combine l'audace avec le sang-froid, l'intelligence avec l'énergie, si les commerçans de Liverpool n'avaient pas été là pour expédier ses produits dans les quatre parties du monde. Séparez Liverpool de Manchester, et vous aurez quelque port en décadence, comme Bristol ou Plymouth. Éloignez Manchester de son port commercial, et vous ferez descendre cette métropole de l'industrie au rang de Leeds ou de Nottingham. La raison des accroissemens de Manchester est la même que celle des progrès de Glasgow : on la trouve dans le bas prix de la force motrice, et dans la proximité des grands centres commerciaux.

Autrefois les accroissemens des villes, de même que ceux des empires, s'opéraient avec lenteur; ils étaient l'œuvre des siècles, qui les déposaient par une incessante alluvion. Aujourd'hui les développemens sont soudains, l'arbre croît à vue d'œil; en moins de vingt-cinq ans, des villes naissent, et d'autres voient doubler leur population. Le monde marche au pas de course; les hommes, selon

l'expression américaine, vont toujours en avant (*go a head*); il est donc impossible que le désordre ne se mette pas de la partie. La prévoyance sociale n'a pas le temps d'intervenir pour régulariser le cours de ces progrès. On bâtit à l'aventure; les populations viennent s'entasser dans des quartiers où elles manquent d'espace et d'abri; enfin des maladies précoces, l'infection physique et la corruption morale fermentent au plus épais de ces grandes réunions; on est bientôt réduit à reprendre en sous-œuvre les fondemens de la société.

Tous les villes récemment formées ou récemment accrues présentent les symptômes de ce trouble social. Paris n'est qu'une vaste hôtellerie, où la population laborieuse demeure essentiellement flottante, et n'a pas, à proprement parler, de domicile; cent vingt mille malades par an traversent les hôpitaux et dix à douze mille y meurent, le tiers des décès annuels. Lyon figure un amalgame informe, qui se compose de trois villes distinctes, qui a trois polices et trois administrations. Il en est de même de Londres et de Glasgow. Manchester s'est élevé un peu au hasard, entre deux paroisses qu'il réunit aujourd'hui, Salford et Chorlton. Il y a quelques années, Manchester n'avait encore ni représentans dans le parlement, ni municipalité, ni police, ni tribunaux; cette ville dépendait de Salford, qui n'est plus aujourd'hui qu'un de ses faubourgs.

Les cités modernes peuvent se ramener à trois types principaux, qui sont : les capitales, les places de commerce, et les villes manufacturières. Chacune de ces variétés a une influence différente sur le bien-être, sur l'activité, sur l'intelligence et sur la moralité des hommes qui s'y trouvent rassemblés. Londres, Liverpool et Manchester résument les populations urbaines dans le royaume-uni. J'ai déjà esquissé, par quelques côtés, la physionomie de Londres. Liverpool soulève des problèmes semblables, mais sans aucun mélange de ces accidens qui tiennent à la vie politique et aux habitudes du grand monde. C'est aussi la transition la plus naturelle pour aborder les régions de l'industrie au sommet desquelles Manchester est placé.

Jusque vers la fin du XVIIIe siècle, Londres et Bristol se partageaient le commerce britannique; Liverpool comptait pour bien peu dans ce mouvement. Aucun établissement commercial, sans même excepter New-York, n'a eu des commencemens aussi récens ni aussi humbles, et ne présente aujourd'hui le spectacle d'une aussi merveilleuse prospérité. Liverpool ou Litherpool était, il y a deux cents ans, une

bourgade de pêcheurs, à l'embouchure de la Mersey, et le port où l'on s'embarquait ordinairement pour passer en Irlande (1). En 1700, la ville n'avait pas 6,000 habitans. En 1760, la population s'élevait à 25,787 personnes; mais le port n'avait reçu dans l'année que 1,245 vaisseaux, et les droits de dock n'avaient produit que 2,330 liv. st. (près de 60,000 francs) au trésor municipal. En 1700, Liverpool était porté sur les rôles de la contribution foncière (*land-tax*) pour la modeste somme de 168 liv. sterl. 13 sh. 10 den. (4,220 fr.), et le revenu du district (*hundred*) de West-Derby, qui comprend cette ville, était évalué à 35,642 liv. sterl. (891,050 fr.).

Il y a loin d'une telle indigence aux splendeurs du présent. Le revenu de West-Derby se trouve estimé aujourd'hui, dans les évaluations des receveurs du comté, à 2,124,925 liv. sterl. (2), ce qui suppose dans la richesse locale un progrès de 5,900 pour 100. Liverpool, avec ses faubourgs, compte une population de 280,000 ames. Ses docks reçoivent annuellement quinze mille vaisseaux; le revenu municipal ne s'élève pas à moins de 8 millions de francs, et le produit net des douanes que l'Échiquier y a établies excède 100 millions. Un seul port de la Grande-Bretagne rapporte ainsi à l'état plus que la France ne retire du revenu de tous ses ports réunis.

C'est une étude pleine d'intérêt que de suivre, dans l'histoire de Liverpool, la trace de ses développemens successifs. On y voit ce que peut la volonté de l'homme aux prises avec les obstacles que la nature avait accumulés. Les Hollandais ont reconquis leur sol sur la mer; les gens de Liverpool ont forcé la mer à venir à eux. L'embouchure de la Mersey forme une espèce de mer intérieure, dont les sables obstruent le lit, où les navires, à marée haute, sont battus par les vents et par les vagues, et où la marée basse les laisse à sec sur la vase, en retirant tout à coup vingt à trente pieds d'eau. Pour obvier à ces dangers, il fallait creuser des bassins qui pussent s'ouvrir à marée haute, se fermer à marée basse, et offrir aux navires un niveau constant. Voilà le problème que l'on résolut à Liverpool, dès l'année 1699, en ouvrant le premier *dock humide* que l'Angleterre eût encore possédé. Le second bassin fut inauguré en 1748, et en 1800, lorsque Londres n'avait pas encore de docks, ceux de Liverpool occupaient un espace de 45 acres, dont l'étendue est aujourd'hui plus que doublée.

(1) *Camden's survey.*
(2) *Past and present state of Lancashire.*

Le système des docks ou bassins à flot est le plus notable perfectionnement que l'on ait apporté à la manutention des marchandises dans les ports de l'Océan. Le commerce de Liverpool a dû à cette découverte, dont il avait tout l'honneur, ses premiers succès et son ascendant définitif. Les docks économisant la main-d'œuvre pour le chargement et pour le déchargement des navires, les armateurs ont dirigé de préférence leurs cargaisons vers le port qui leur offrait ces facilités. L'admirable position de Liverpool a fait le reste. La Mersey devenant praticable, les vaisseaux de toutes les parties du monde y ont afflué.

Il faut dire cependant que, si les habitans de Liverpool ont inventé les docks commerciaux, ils ne paraissent pas s'être beaucoup inquiétés d'en améliorer l'économie. A Londres, un dock n'est pas seulement un bassin à niveau fixe, entouré de quais qui permettent de charger et de décharger les navires sans difficulté; c'est en même temps un lieu de dépôt et d'entrepôt. Des magasins spacieux et à plusieurs étages, surmontant les quais, reçoivent les marchandises à mesure que les vaisseaux les apportent; ils servent à les classer et les retiennent sous clé. La compagnie qui administre le dock donne au propriétaire des marchandises un récépissé ou titre de garantie (*warrant*) que celui-ci transmet à l'acheteur par voie d'endossement. Les sucres, les cafés, les indigos, les cotons, se monnoient ainsi, et, transformés en billets de banque, ces produits d'un autre hémisphère entrent dans la circulation. Les achats et les ventes, qui exigeaient auparavant la livraison des marchandises, s'opèrent par la simple transmission des titres. Le crédit commercial devient quelque chose de semblable au crédit en matière de banque, et les opérations quotidiennes d'une grande place peuvent se liquider par des soldes entre les mains des courtiers.

Ce n'est pas tout; le commerçant qui laisse ses marchandises dans les docks n'a besoin ni de louer des magasins immenses, ni d'avoir de nombreux commis, ni d'entretenir une armée de portefaix. La compagnie des docks reçoit, vérifie et enregistre pour lui. Il lui suffit donc d'avoir un comptoir dans la Cité, et de conserver par des écritures courantes la trace de ses opérations. Moyennant de légers droits payés à la compagnie, il est dégagé de tous soins, de toute responsabilité, et n'a plus à songer qu'au bon emploi de ses capitaux. La marchandise, en outre, n'étant plus exposée au déchet qui est la conséquence inévitable de plusieurs transports successifs, se conserve beaucoup mieux. En la faisant passer immédiatement de

l'entrepont du navire dans les magasins du dock, on la met à l'abri des déprédations sans nombre des batteurs de quais et des rôdeurs de rivière. L'économie annuelle que le commerce de Londres a réalisée, de ce seul chef, par l'établissement des docks, est évaluée à 400,000 liv. sterl. (plus de 10 millions de francs).

Les docks de Liverpool n'offrent aucun de ces avantages. Comme le port de Marseille et comme les bassins du Havre, ils demeurent à l'état brut; ils sont aujourd'hui ce qu'ils étaient il y a cent quarante ans. A Liverpool, le déchargement et le dépôt dans les magasins forment deux opérations distinctes. Les docks les plus récens ont des hangars couverts sous lesquels on dépose provisoirement les marchandises, lorsqu'on les enlève des navires, ou au moment de les charger sur les vaisseaux; mais les magasins sont des propriétés particulières, de vastes maisons à six ou sept étages situées généralement le long du fleuve et parallèles aux docks, avec lesquels elles communiquent par des chemins de fer. Il en résulte une perte notable de temps et d'assez fortes dépenses de main-d'œuvre, sans compter la nécessité d'un personnel nombreux dans les maisons de commerce, avec tous les embarras qu'amène le maniement des cargaisons. Ajoutez que le système des titres de marchandises ou *warrants* est inconnu sur la place de Liverpool, qui se trouve privée par là d'un moyen réel de crédit.

A Londres, les docks ont été construits par des compagnies qui avaient intérêt à concentrer dans ces établissemens la manutention des marchandises, et qui offraient aux marchands en garantie leur crédit ainsi que leur responsabilité. A Liverpool, c'est la corporation municipale qui en a fait les frais, voulant mettre en valeur des terrains qui lui appartenaient, en tant que pouvoir public, mais évitant en même temps de déprécier des magasins qui étaient la propriété particulière de ses membres. Ces propriétés sont considérables; M. Flachat, dans un article du *Dictionnaire du Commerce*, les évalue à 41 millions de francs. L'institution des docks rencontre les mêmes obstacles au Havre et à Marseille, où elle a également pour adversaires les propriétaires de magasins cantonnés dans les chambres de commerce et dans les conseils municipaux.

Liverpool est peut-être à la veille d'expier l'égoïsme de ses magistrats. En face de la ville et sur l'autre rive de la Mersey, les commissaires de Birkenhead se disposent à creuser un vaste dock où l'eau couvrirait un espace de 167 acres et qui pourrait recevoir les plus grands vaisseaux. Tous les docks de Liverpool réunis n'ont pas 107 acres d'étendue. Les dépendances de ce bassin offriraient des em-

placemens commodes pour déposer les marchandises, et, aussitôt que le capital de construction serait amorti, les navires pourraient y entrer sans payer de droits. Assurément, si les entrepreneurs du dock de Birkenhead se flattaient d'attirer de l'autre côté de la Mersey le mouvement commercial dont Liverpool est le centre, un pareil projet pourrait passer pour un rêve ou pour une folie. On ne déplace pas en un jour des relations qui ont mis un siècle et demi à se former, et les grands marchés, quels que soient les inconvéniens de leur situation, appellent nécessairement les marchandises, les hommes, ainsi que les capitaux. Mais un dock à Birkenhead, étant placé au pied du chemin de fer qui va à Chester, de Chester à Crewe, et de Crewe à Birmingham, aurait des chances pour devenir l'entrepôt des produits qui seraient dirigés du centre et du sud de l'Angleterre sur Liverpool, ainsi que des provenances exotiques destinées aux comtés de l'intérieur. Cet établissement se trouverait tout aussi près de Liverpool que les docks des Indes occidentales le sont de Londres; car, en quelques minutes et pour 3 d., des bateaux à vapeur transportent les passagers du quai voisin de la douane à Birkenhead, et les grands négocians de Liverpool habitent presque tous, dans la belle saison, des maisons de campagne situées non loin de cette petite ville, dans l'isthme formé par les deux rivières de la Dee et de la Mersey.

La création des docks ne suffit pas pour expliquer les accroissemens de Liverpool. On en trouve surtout la raison dans l'habileté vraiment merveilleuse avec laquelle ses habitans ont su constamment s'accommoder aux circonstances et en tirer parti. Les moyens qu'ils employèrent ne furent pas toujours de ceux que la morale avoue. Au XVIII[e] siècle, voyant le commerce des colonies acquis à Londres et à Bristol, ils se mirent à faire la traite, et, de 1750 à 1770, transportèrent plus de trois cent mille esclaves, avec un profit net de 200 millions (1). Plus tard, ils attirèrent à eux le commerce des États-Unis, qu'ils monopolisent aujourd'hui. Enfin, le commerce de l'Angleterre avec l'Irlande s'est presque entièrement concentré à Liverpool depuis l'acte d'union.

Les négocians de Liverpool continuèrent la traite, même après le bill de Wilberforce; mais les maisons les plus considérables et les plus considérées cessèrent de tremper dans ces odieuses spéculations. Si j'en crois des accusations dont la presse anglaise a retenti, des capitalistes de Liverpool sont encore aujourd'hui intéressés dans

(1) *Dictionnaire du Commerce*, article Liverpool.

la traite qui se fait, avec un redoublement d'activité, sous le pavillon brésilien ou portugais. Quant au commerce des denrées coloniales, auquel cette ville prit part par la force des choses, il est resté à peu près stationnaire depuis trente ans (1), et roule, en y comprenant le thé, sur une valeur annuelle de 90 à 100 millions.

Des rapports stationnaires sont par compensation des rapports solides. Liverpool ne raffine pas, comme Londres, pour l'exportation, et n'approvisionne que les villes de l'intérieur qui rayonnent autour d'elle; le commerce du sucre y est ainsi beaucoup moins affecté par les variations des cours. Joignez à cela que les planteurs des Indes occidentales, ayant été indemnisés par le parlement pour prix de l'émancipation de leurs esclaves, ont pu rembourser leurs créanciers dans les ports de mer, et que ceux-ci, ayant recouvré les avances faites aux producteurs, sont aujourd'hui dans une bien meilleure position pour accorder du crédit au consommateur.

Le commerce du sucre, qui est déjà une branche importante du trafic extérieur, paraît cependant susceptible d'un grand accroissement. En effet, bien que la consommation de cet article soit aujourd'hui, à peu de chose près, ce qu'elle était il y a douze ans, elle se trouve avoir réellement diminué, si l'on tient compte du mouvement de la population. En 1831, la proportion était de 20 liv. 11/100 par tête; elle n'était plus en 1840 que de 15 liv. 28/100, et ne s'est pas relevée depuis. Cette réduction dans les quantités consommées tient à la cherté du sucre. Les colonies anglaises ont le monopole du marché métropolitain, où un droit différentiel de 39 shillings par quintal, droit qui équivaut à la prohibition la plus absolue, les protége contre la concurrence du sucre étranger (2). Il en résulte que, dans les années où la récolte est mauvaise aux Antilles, et où les quantités produites sont inférieures aux besoins de la consommation, le prix du sucre colonial s'élève en Angleterre jusqu'au taux qui limite l'importation du sucre étranger. Par contre, la cherté de cette denrée en restreint l'usage. Lorsque la consommation était de 20 livres par tête, le quintal en entrepôt valait 23 shillings; pour la réduire à 15 livres par tête, il a fallu le prix exagéré de 49 shillings par quintal.

En attendant que l'Angleterre ouvre ses ports aux sucres du Brésil et de Cuba, comme le voulait le ministère whig, une véritable

(1) Enquête de 1833 sur le commerce; interrogatoire de M. J. Ewart.

(2) Le droit sur le sucre colonial est en Angleterre de 24 shillings par quintal, et le droit sur le sucre étranger de 63 shillings. Le ministère Melbourne avait proposé de réduire la taxe du sucre étranger à 34 shillings.

Ainsi, en seize années le commerce d'exportation que fait l'Angleterre avec les États-Unis a eu trois périodes ascendantes et trois périodes décroissantes. Il est descendu au-dessous de 5 millions sterling en 1829, pour remonter à 9 millions en 1831; puis il est retombé au-dessous de 6 millions, pour s'élever ensuite à plus de 12 millions dans l'année 1836, chiffre qui a été son point culminant. En 1837, nouvelle chute, les exportations se réduisent des deux tiers. En 1839, on les voit encore à près de 9 millions; en 1842, elles ne sont plus que de 3 millions et demi : en sorte que ces relations, qui embrassèrent un moment 23 pour 100 du commerce extérieur de l'Angleterre, y entrent à peine aujourd'hui dans la proportion de 7 à 8 pour 100.

On peut dire que la Grande-Bretagne tout entière est semée des ruines de ce commerce. Il n'y a pas une ville industrielle qui n'ait essuyé des pertes dans ses relations avec l'Amérique, ou qui ne souffre de l'interruption de ces rapports. J'ai vu à Birmingham des manufactures que la dernière crise a fait fermer depuis un an. Mais Sheffield, Glasgow, Manchester et les fabriques des environs ont été particulièrement frappés. En général, la diminution du commerce avec l'Amérique a porté sur les tissus; d'une année à l'autre, l'exportation de ces articles s'est trouvée réduite ici de 50, là de 75 pour 100. En voici la preuve :

	1841.	1842.
Quincaillerie et coutellerie. . .	584,400 liv. st.	298,881 liv. st.
Fer et acier.	626,532	394,854
Fils et tissus de coton.	1,515,933	487,276
Fils et tissus de lin.	1,232,247	463,645
Fils et tissus de laine.	1,549,926	892,235
Tissus de soie.	306,757	81,243

Si Liverpool n'avait été que le facteur, en quelque sorte, des districts manufacturiers, si les négocians de cette ville s'étaient bornés au commerce de commission, ils n'auraient éprouvé, dans la crise américaine, d'autre dommage que celui de voir diminuer la somme de leurs affaires; mais Liverpool a été pendant dix ans une espèce de banque commanditaire à l'usage de toutes les industries qui expédiaient leurs produits au dehors, et cette ville, s'étant associée à leurs opérations, a partagé nécessairement les désastres qui en sont résultés. Tout fabricant de Manchester, de Leeds ou de Birmingham, qui consignait à un expéditeur de Liverpool des marchandises des-

expulse les ouvriers anglais en offrant ses services à un plus bas prix. On compte déjà plus de 70,000 Irlandais à Liverpool; ils y arrivent par bandes, pâles de faim et à demi couverts de sales haillons (1); ils s'emparent du port, où les chargemens et les déchargemens se font par leurs mains avec une surprenante rapidité, et leur nombre augmente d'année en année.

La fortune de Liverpool vient surtout du coton. Le coton a été le principe de ses relations avec les États-Unis et avec l'Irlande; c'est le coton qui lui a valu sa clientèle de consommateurs au dedans et au dehors. En 1784, les officiers de la douane à Liverpool saisirent huit balles de coton sur un vaisseau américain, ne pouvant pas croire que ce coton fût un produit des États-Unis (2). Aujourd'hui les États-Unis expédient en Europe onze à douze cent mille balles de coton, dont la Grande-Bretagne absorbe plus des deux tiers, et la France un peu moins d'un quart.

Liverpool est le grand marché du coton, non-seulement pour l'Angleterre, mais pour l'Europe. Les manufactures de la Belgique et souvent celles de la France viennent y chercher la matière première, qui est généralement cotée à plus haut prix sur les marchés de second ordre, tels que le Havre, Hambourg et Rotterdam. En 1833, sur une importation de 930,000 balles, Liverpool en reçut 840,950, Londres 40,350, et Glasgow 48,913. La proportion n'a pas cessé de s'accroître, et les cotons en laine importés à Liverpool ont été de 839,285 balles en 1834, de 968,279 en 1835, de 1,022,871 en 1836, de 1,034,000 en 1837, de 1,330,430 en 1838 (3). Enfin, ce qui décide la supériorité de cette place, on y trouve constamment 200 à 300,000 balles de coton en entrepôt, qui assurent la régularité des cours contre toute spéculation.

Au reste, quelles qu'aient pu être les vicissitudes qui aient troublé les relations de l'Angleterre avec l'Amérique, les importations et les exportations de la manufacture de coton dans la Grande-Bretagne n'ont pas éprouvé une dépression aussi considérable qu'on le croit. Le tableau suivant atteste au contraire, dans cette branche du commerce extérieur, une assez grande fermeté.

(1) « They look very miserable, badly clothed and of sallow complexion. » (Interrogatoire de M. John Ewart.)

(2) *Baine's history of cotton manufacture.*

(3) *Mac-Culloch's commercial Dictionnary.*

ANNÉES.	IMPORTATIONS. COTON EN LAINE.		EXPORTATIONS. COTON FILÉ.	TISSUS DE COTON.	TOTAL.
	liv. st.		liv. st.	liv. st.	liv. st
1832.	286,832,525	—	4,722,759	12,675,633	17,398,392
1833.	303,656,837	—	4,704,026	13,782,377	18,486,403
1834.	226,875,425	—	5,211,015	15,302,571	20,513,586
1835.	363,702,963	—	5,706,589	16,421,715	22,128,304
1836.	406,959,057	—	6,120,366	18,511,692	24,632,058
1837.	407,286,783	—	6,956,942	13,640,181	20,596,123
1838.	507,850,577	—	7,431,869	16,715,857	24,147,726
1839.	389,396,559	—	6,858,193	17,692,182	24,550,375
1840.	592,488,010	—	7,101,308	17,567,310	24,668,618
1841.	437,093,631	—	7,266,968	16,232,510	23,499,478

Ainsi, le progrès de ce commerce est constant. Si l'on compare les années 1836, 1837 et 1838 aux années 1839, 1840 et 1841, on trouve que l'importation des cotons en laine s'est accrue, dans la dernière période, de 100 millions de livres, et que l'accroissement a été de 1/20me pour l'exportation des cotons filés ainsi que des tissus. Sans doute, le mouvement des exportations en 1842 est inférieur, de 28 à 29 millions de francs, à celui de 1841; mais peut-on considérer comme un accident très sérieux dans le régime de la production britannique un ralentissement qui équivaut à peine à 1/24me des produits exportés, et à 1/60me des valeurs totales que cette manufacture jette chaque année dans la circulation?

Grace à l'étendue et à la solidité de l'industrie manufacturière, qui fait la base de ses opérations, la prospérité de Liverpool n'a pas éprouvé de temps d'arrêt. Cette richesse a continué de s'accroître, alors même que le mouvement commercial de l'Angleterre diminuait. On s'en convaincra en comparant les recettes de la douane à Londres et à Liverpool depuis quarante ans.

	LONDRES.	LIVERPOOL.
1800.	5,663,704 liv. st.	1,058,578 liv. st.
1810.	8,473,207	2,675,766
1826.	10,291,877	3,087,651
1832.	9,334,299	3,925,062
1838.	12,156,279	4,450,426
1840.	11,116,685	4,607,326

Le commerce de Liverpool s'est accru des dépouilles de Bristol et de Londres. La décadence de Bristol paraît surtout frappante. En 1831, la recette des douanes dans ce port était de 1,161,976 livres sterl.;

en 1837, elle n'était plus que de 1,112,812 l. st., et de 1,027,160 l. st. en 1840. Bristol a fait cependant les efforts les plus énergiques pour rappeler les jours de son ancienne splendeur. Pour mettre son port en communication avec Londres, et pour le rattacher aux comtés méridionaux de l'Angleterre, ses négocians ont entrepris, avec le concours des capitalistes de la métropole, un gigantesque chemin de fer, qui n'aura pas coûté, avec ses annexes, moins de 200 millions de francs. Ils ont construit encore, pour desservir les communications de la Grande-Bretagne avec les États-Unis, des paquebots à vapeur qui ne le cèdent pas à ceux de Liverpool. Malgré ces tentatives et bien que Bristol soit placé, dans la mer d'Irlande, plus près que toute autre place de l'Atlantique et du continent, le commerce, qui a déserté ce port, n'en reprend pas le chemin.

Le même déplacement s'est opéré en France, depuis la paix, entre Bordeaux et le Havre. Bordeaux, que ses relations avec les Antilles avaient si long-temps fait prospérer, languit aujourd'hui, et descendrait au rang de Nantes ou de Cette, sans l'aliment que ses vins fournissent à l'exportation. Le Havre, au contraire, qui n'était rien avant 1814, a pris une grande extension aussitôt que les manufactures de la Normandie, de la Picardie et de la capitale lui ont ouvert de nouveaux débouchés.

L'histoire de Liverpool est celle du Havre sur une plus grande échelle; c'est un champ que le souffle de l'industrie manufacturière a fécondé. Il n'y a pas au monde une position commerciale plus magnifique. Dans un rayon de trente à trente-cinq lieues de cette ville, on rencontre : les mines inépuisables de Northwich, dans le comté de Chester, qui fournissent la plus grande partie des 250,000 tonneaux de sel exportés par l'Angleterre; les poteries du comté de Stafford, dont l'exportation s'est élevée au-dessus de 20 millions de francs; Birmingham et les forges des environs; Nottingham, Derby et Leicester, où se fabrique la bonneterie; Sheffield, siége de la coutellerie et de la quincaillerie; Leeds, Bradford et Halifax, où se fabriquent les draps et étoffes de laine, et qui en exportent pour 125 à 150 millions; Manchester, Stockport, Oldham, Bolton, Rochdale et Preston, pour les filés et les tissus de coton; des mines de houille dans toutes les directions; enfin, les ports de l'Irlande pour les approvisionnemens en grains et en bétail.

Liverpool a un autre avantage sur le Havre. Ce dernier port ne communique avec Rouen et avec Paris que par la Seine, dont la navigation est encore à l'état de nature. Liverpool a un double système de

canaux et de chemins de fer qui lui donne, dans ses relations avec toutes les cités industrielles, la célérité pour les personnes, et le bon marché pour les produits. Le canal de *Leeds et Liverpool*, qui se jette dans la Mersey au nord de Liverpool, joint cette ville à Leeds. Le *Grand-Trunk canal*, qui débouche dans la Mersey à Runcorn, comté de Chester, fait communiquer Liverpool avec le district des poteries et les comtés de l'intérieur (*midland counties*); un court embranchement le relie à Birmingham. Le canal de Bridgewater, en établissant la communication de Liverpool avec Manchester, rattache à ce port le système de canaux dont Manchester est le centre, et qui rayonne vers toutes les villes des environs jusqu'à Sheffield.

Le premier canal exécuté dans la Grande-Bretagne avait été construit, vers la fin du XVIIIe siècle, pour joindre Manchester à Liverpool; c'est encore entre ces deux villes qu'a été établi, au XIXe siècle, le premier chemin de fer. Mais ce qui montre bien la différence des deux époques, il avait fallu, en 1761, l'intervention d'un membre éminent de l'aristocratie, du duc de Bridgewater, pour exécuter le canal; ce fut une association de capitalistes qui entreprit, en 1825, le chemin de fer. Depuis, Liverpool est resté le marché principal des valeurs représentées par les chemins de fer ainsi que par les canaux. Les grands manufacturiers et les grands commerçans font ainsi le plus admirable usage de leur fortune. Le capital qui s'est accumulé dans leurs mains contribue à couvrir le pays de ces voies rapides de communication qui égalent le mouvement à la pensée.

A Manchester, la grande affaire, c'est le travail; à Liverpool, c'est le crédit. La Banque d'Angleterre a établi un comptoir à Liverpool; mais on y compte plus de neuf banques par actions, qui toutes émettent des billets au porteur. Les usages, en matière de crédit, sont d'une extrême libéralité. Les termes de paiement, après livraison des marchandises, sont généralement de quatre mois, et Liverpool est peut-être la seule ville où les commissionnaires expéditeurs fassent de larges avances sur les marchandises destinées à l'exportation.

Le véritable, le grand commerce à Liverpool est le commerce de commission. Les négocians qui s'y livrent ont des correspondans et souvent même des agens dans toutes les parties du globe; ce sont eux qui recueillent et qui transmettent à leurs cliens les renseignemens les plus étendus sur les faits commerciaux, des renseignemens tels qu'un gouvernement, avec sa hiérarchie de fonctionnaires, pourrait rarement les fournir. La science elle-même ne dédaigne pas de puiser à cette source. C'est ainsi que M. Mac'culloch a emprunté, à

une circulaire de la maison Jee et frères, les détails qu'il publie dans son dictionnaire sur les importations de Liverpool, de 1833 à 1838.

La navigation de Liverpool n'a pas une importance proportionnée à celle de son commerce. En 1835, les vaisseaux appartenant à ce port étaient au nombre de 996, montés par 11,511 matelots. Une place relativement secondaire, Newcastle, en possédait près de 1,100. Cela vient de ce que les ports d'expédition ne sont pas toujours les ports d'armement. La main d'œuvre est trop chère à Liverpool pour que les constructeurs y établissent tous leurs chantiers. On construit principalement dans cette ville des bâtimens à vapeur, genre de travail qui exige de puissans appareils, et qui ne convient qu'aux grands ateliers. Ajoutons qu'une bonne partie des transports se font par navires étrangers; les cotons, par exemple, arrivent dans des vaisseaux américains. La proportion des marchandises transportées par navires étrangers, qui était à Londres de 27 pour 100 en 1840, a été de 45 pour 100 à Liverpool.

La navigation à la vapeur rétablira la balance. Elle prend aujourd'hui dans la Mersey la même extension que dans la Tamise. Le port de Liverpool compte plus de 80 bateaux à vapeur. Ces paquebots continuent les chemins de fer qui unissent Liverpool à Birmingham, à Londres, à Leeds et à Lancaster. Ils abordent l'Irlande par trois points, Dublin, Kingstown et Belfast, le nord de l'Angleterre par Whitehaven, l'Écosse par Glasgow, et mettent l'Angleterre en communication avec les États-Unis, le Portugal, Gibraltar, et les pays riverains de la Méditerranée. C'est un incessant va et vient d'hommes et de marchandises. Plus de deux mille personnes quittent chaque jour Liverpool par les chemins de fer et par les bateaux à vapeur. Autant arrivent des villes de l'Angleterre ou du dehors. A peine un paquebot a-t-il débarqué ses passagers sur le quai, qu'un autre l'accoste, et vous voyez fumer à l'horizon la cheminée de quelque bateau à vapeur qui va dans dix minutes prendre la place de celui-ci. A l'intérieur, les hôtels destinés à recevoir les voyageurs sont en plus grand nombre et plus fréquentés que dans aucune autre cité. Après Londres, il n'y a pas de ville où l'on rencontre des boutiquiers plus riches et des magasins plus brillans. Liverpool est l'*emporium* de la Grande-Bretagne à l'occident, ainsi que Londres à l'orient.

Les progrès de Liverpool et la relation de ces progrès avec le développement des manufactures ne sont pas en Angleterre des faits d'exception. Ils représentent au contraire l'accroissement du commerce britannique, en même temps qu'ils expliquent les causes de

sa grandeur. Arrêtons-nous un moment à considérer cet imposant spectacle. On dit qu'en voyant les cuirassiers de Montbrun entrer à cheval et par la brèche dans la redoute de Borodino, que les Russes avaient défendue avec tant d'acharnement, un officier anglais, qui assistait en amateur à cette boucherie, oublia, dans le transport de son admiration, les horreurs du lieu et la chaleur du combat pour s'écrier : « Bravo ! Français; voilà des choses qu'on ne voit qu'une fois dans sa vie. » Et nous aussi, nous pouvons mettre de côté les rivalités de la guerre et celles de l'industrie, pour battre franchement des mains à cette expansion d'un génie commercial qui a rendu tributaires toutes les nations. Il y a dans le grand et dans le beau une puissance sympathique qui s'empare de l'esprit en dépit de lui-même, et qui fait sentir à l'homme qu'il appartient à l'humanité avant d'appartenir à son pays.

Lorsque l'Angleterre, humiliée et vaincue, se vit contrainte de ratifier l'émancipation de ses colonies d'Amérique, qui n'aurait cru à l'inévitable et prochaine décadence de cette contrée? C'est l'époque de laquelle date l'ascendant qu'elle a pris sur le monde. Alors le génie national, se repliant sur lui-même, enfanta des prodiges. Les découvertes dont le germe s'annonçait déjà, dès 1769, dans les premiers essais de Wyat, d'Arkwright, de Hargreaves, de Crompton, de Watt et de Cartwright, atteignirent leur point de maturité. Le métier à filer et la machine à vapeur ouvrirent des espaces sans bornes à l'énergie de la production. Un statisticien éminent, M. Porter, rapporte à la même cause les succès militaires du gouvernement anglais (1).

Tout concourut à ce développement sans exemple, et la pratique marcha du même pas que la théorie. Tandis qu'Adam Smith enseignait les vrais principes de l'économie politique, que Brindley propageait les voies artificielles de communication, et que Pitt entrait, par la porte de la banqueroute, dans la route du crédit, une race d'hommes entreprenans et infatigables quittait la charrue, à la voix des Strutt et des Peel, pour élever ce vaste édifice des manufactures qui sont les communautés d'un siècle industriel. Le coton, la laine, le lin, le fer et la houille, tout devint matière à travail. Les habitans se multiplièrent avec les moyens de subsistance; mais l'industrie, et par conséquent le commerce, devancèrent la population dans leurs progrès.

(1) « It is to the spinning-jenny and the steam engine that we must look as the true moving powers of our fleets and armies. » (Porter, *Progress of the Nation*, t. I.)

En 1801, la population de l'Angleterre et de l'Écosse réunies était de 10,942,646 habitans; en 1841, elle s'élevait à 18,535,786 habitans, ce qui représente un accroissement de 69 pour 100 en quarante ans. Aucune contrée en Europe n'a vu sa population monter avec cette rapidité. Selon M. M'Culloch, le commerce extérieur de la Grande-Bretagne, en y comprenant les importations et les exportations, ne s'élevait, au commencement du XVIII[e] siècle, qu'à 12 millions sterl. par année. En 1792, le mouvement commercial était déjà de 35 millions. En 1801, il atteignait 71 millions, et 118 millions en 1841. Dans la première période, l'augmentation avait été de 192 pour 100; dans la seconde, de 103 pour 100, et dans la troisième, de 66 pour 100; 118 millions sterl. équivalent à 3 milliards de notre monnaie. Les États-Unis seuls ont égalé ce prodigieux déploiement de l'industrie anglaise; dans la période de 1801 à 1836, leur commerce extérieur s'est élevé de 32 millions sterling à 61.

Ainsi, pendant que la révolution française élaborait les idées, les lois et les méthodes de gouvernement qui devaient plus tard régir l'Europe, les Anglais domptaient la matière et découvraient en quelque sorte le monde industriel. Aujourd'hui, l'Europe entière vit de leurs procédés ainsi que de nos opinions. Une émulation qui par malheur est bien voisine de l'envie, tient tous les peuples en éveil. C'est à qui fabriquera du fer, des machines, des fils et des tissus. On emprunte à l'Angleterre ses machines; on lui dérobe ses inventions et jusqu'à ses ouvriers, et l'on repousse en même temps ses produits du marché européen, dont chaque nation prétend se réserver une parcelle privilégiée à l'aide des tarifs protecteurs.

Dans cette lutte insensée, l'Angleterre a pu éprouver temporairement quelque gêne et quelque malaise; mais la supériorité de ce peuple, en matière d'industrie, repose sur des bases trop solides pour que la concurrence extérieure puisse l'ébranler. L'accumulation des capitaux, l'expérience des manufacturiers, l'habileté des ouvriers, le bas prix du fer et l'abondance du charbon sont des élémens de succès qui garderont leur poids. La Providence n'a pas voulu que toutes les nations produisissent toutes choses; elle a divisé le travail entre les peuples, afin de faire régner entre eux l'harmonie. C'est une vérité contre laquelle ne prévaudra ni l'égoïsme de quelques intérêts particuliers, ni l'aveuglement des préjugés nationaux.

LÉON FAUCHER.

(La suite au prochain numéro.)

REVUE LITTÉRAIRE.

LES DERNIERS ROMANS

De M. de Balzac et de M. Frédéric Soulié.

L'histoire des genres en littérature a des hasards étranges, d'inexplicables destinées : rien, par exemple, semble-t-il plus naturel, plus facilement accessible, dès l'abord, dès le début de toute culture intellectuelle, que la forme du roman ? Elle se prête à tout, aux inventions les plus simples comme aux fables les plus compliquées, à l'expression élégiaque des sentimens comme aux plus dramatiques émotions, aux satires de l'esprit observateur comme aux caprices de la fantaisie; on dirait qu'elle se présente d'elle-même. En apparence, c'est le cadre le plus aisé : chacun l'a sous la main. Écrire les évènemens qu'on a vus, c'est se faire historien; écrire les évènemens qu'on a rêvés, c'est être romancier. L'histoire pourtant ne se rencontre guère au commencement des littératures, et le roman à son tour est un produit extrêmement tardif des civilisations les plus avancées, un genre tout nouveau, qui a conquis, seulement depuis deux siècles, le rang éminent que des œuvres comme celles de Cervantes et de Le Sage lui assignent désormais dans l'ordre des compositions de l'esprit. Le drame et le poème sont presque aussi vieux que le monde : avec l'épopée, vous avez aussitôt Homère; avec le théâtre, vous touchez à Sophocle : là, les chefs-d'œuvre se rencontrent dès le premier pas; la gloire du roman, au contraire, est une gloire d'hier.

Qu'on trouve un essai de roman dans *l'Odyssée*, qu'on disserte sans fin sur

les fables milésiennes, qu'on fasse obstinément de Pétrone et d'Apulée les prédécesseurs directs de Richardson et de l'abbé Prévost, très bien; je ne vois là qu'un innocent dilettantisme d'académie savante, qu'une bonne aubaine aux fureteurs pour enchâsser curieusement leurs conjectures et leurs textes; c'est la joie, c'est le triomphe d'un Ménage ou d'un Huet de se jouer à l'aise en ces allégations érudites. Mais les bonnes gens, les humbles lecteurs, comme nous, que ne touchent guère ces délicatesses des faiseurs de dissertations, appellent tout simplement les choses par leur nom, et, prenant la dénomination de *roman* dans le sens vulgaire, ne l'appliquent qu'à ces écrits de date plus récente auxquels s'est volontiers complu l'imagination des modernes. Sur ce point, les tentatives des anciens, les tentatives même du moyen-âge n'ont été, en somme, que de médiocres essais : littérature bonne tout au plus pour défrayer les loisirs de l'Académie des Inscriptions, qui oublie si volontiers qu'elle est aussi l'Académie des Belles-Lettres. Cela est vrai pour la Grèce, car le vulgaire n'est qu'à grand'peine attiré aujourd'hui vers les vieux romans byzantins par cette naïveté charmante que Longus a retenue de la plume d'Amyot; cela est vrai pour le moyen-âge, car le gros des lecteurs ne garde précisément le souvenir des romans de chevalerie que par le roman même qui, les rendant à jamais ridicules, fut le premier et parfait modèle d'un genre qu'on peut dire inconnu jusque-là, et dont Rabelais lui-même n'avait donné qu'une fantasque ébauche : on a nommé le *Don Quichotte*. D'ailleurs, quand deux ou trois exceptions vraiment remarquables pourraient être notées à travers les siècles, ce n'est pas avec *Daphnis et Chloé*, ce n'est pas avec *le Petit Jehan de Saintré* qu'on pourrait constituer sérieusement l'histoire d'un pareil genre et la faire remonter arbitrairement dans le passé.

Le roman (pourquoi hésiter à le dire?) est la gloire la moins contestable, la plus originale de l'ère nouvelle : qu'on veuille bien ne point l'oublier, c'est un roman qui, presque à lui seul, a donné la popularité à la littérature espagnole et en a fait une des grandes littératures de l'Europe moderne. J'insiste à dessein sur l'importance croissante de ce genre, demeuré trop longtemps secondaire, parce que c'est cette importance précisément qui nécessite les sévérités de la critique, et qui justifie son insistance pleine de regrets à l'égard de plusieurs écrivains d'aujourd'hui engagés, selon elle, dans des voies périlleuses pour leur talent, périlleuses pour cette forme charmante du roman, chaque jour gâtée et compromise. Ce n'est pourtant pas l'exemple des maîtres, des maîtres les plus récens et les plus illustres, qui là-dessus a manqué à nos contemporains. Chez les peuples, en effet, qui nous entourent, n'est-ce pas pour le roman que semble avoir été tressée depuis long-temps la plus belle couronne de gloire? Voici l'Allemagne : *Werther, Wilhelm Meister*, ne sont-ils pas les titres les plus universellement acceptés du génie de Goethe? Voici l'Angleterre : Walter Scott n'est-il pas le digne rival de ce Byron, qui, cédant aussi aux instincts de son temps, a appliqué le cadre du roman aux inspirations de la poésie? Enfin, voici la vieille patrie

de Boccace, l'Italie, veuve de ses gloires : est-ce qu'elle n'étale pas avec orgueil aux yeux distraits de l'Europe son titre de prédilection, les pages aimées de son Manzoni? En France aussi, en France plus qu'ailleurs, le roman semble être privilégié; long-temps la littérature en a fait son enfant gâté: tendresse de vieux parens pour le dernier venu de la famille!

Considérez plutôt si l'histoire de ces succès du roman n'est pas une histoire exceptionnelle! Prenez au hasard un autre genre, le premier venu, et voyez si, à travers les destinées et les phases diverses de la littérature française, ce genre n'a pas eu tour à tour ses victoires, ses défaites, son règne, ses intervalles. Que devient l'éloquence religieuse après Massillon? Que devient la comédie après Molière? S'il y a encore réussite çà et là, ce n'est plus qu'une exception, une niche faite en passant à la fortune. Tout, au contraire, favorise jusqu'au bout le roman: les révolutions littéraires, au lieu de le ruiner, l'enrichissent; il gagne à toutes les banqueroutes intellectuelles, et il se trouve à la fin que ce parvenu, long-temps dédaigné, survit aux plus puissans et rajeunit avec les années, tandis que les autres se rident. Je n'exagère rien. Depuis trois cents ans, il n'a guère eu que de bonnes chances: comptons plutôt. A peine y a-t-il deux ou trois ouvrages du XVIe siècle que tout le monde lise encore : eh bien! l'un de ces ouvrages est un roman bouffon, le *Gargantua*. Plus tard, dès que la perfection se montre dans les lettres, on a aussitôt des chefs-d'œuvre de ce côté, et le roman français entre dans la plénitude de sa gloire avec *la Princesse de Clèves;* l'ère de Louis XIV se clot à peine, qu'il triomphe de nouveau et avec éclat dans *Gil-Blas*. Pour lui, le XVIIIe siècle n'aura que des couronnes: *Candide*, *Manon Lescaut*, *Paul et Virginie*, peintures immortelles où l'ironie dans son amertume, la passion dans ses entraînemens, les sentimens du cœur dans leur pureté charmante, sont à jamais fixés sous le pinceau des maîtres. La révolution elle-même, tout en coupant court au mouvement poétique, n'arrêta pas le roman dans sa glorieuse carrière. *Adèle de Sénange* a été écrite en pleine terreur. L'empire, à son tour, qui frappa la littérature tout entière de stérilité et d'impuissance, n'atteignit pas non plus ce genre heureux que tout jusque-là avait épargné: *René*, *Corinne*, *Adolphe*, sont des créations véritables. En notre époque même, confuse et incertaine, où une vitalité si réelle est mêlée dans les lettres à tant de causes de dépérissement, c'est le roman encore qui, avec la poésie lyrique, laissera les monumens les plus durables, quelques-unes de ces œuvres peut-être qu'épargnera la main du temps. Si profond, en effet, que soit le dégoût général que ne manqueront pas de laisser tant d'excès intellectuels, une dispersion à ce degré fâcheuse du talent, un emploi à ce point coupable des plus belles facultés, l'avenir, soyons-en assurés, accordera une notable place au roman contemporain. Certes, plus d'une page restera où se liront les noms quelque peu disparates qui ont signé *Colomba*, *Valentine*, *Thérèse Aubert*, *Volupté*, *les Caprices de Marianne*, *Stello*, *Notre-Dame de Paris*. Quelles que soient, en effet, les

inégalités qui déparent plusieurs de ces œuvres brillantes, à quelque destinée contraire d'immobilité, de progrès ou de décadence que semblent réservés ces talens si divers, il y a assurément dans ce groupe d'élite plus d'un front sur lequel demeurera l'auréole.

Dans la poésie purement lyrique, la littérature française de notre âge l'emporte évidemment sur les écrivains des deux derniers siècles : ainsi la strophe de Lamartine a plus de souffle que celle de J.-B. Rousseau, et l'éclat nous frappe plutôt dans *les Feuilles d'Automne* que dans les odes de Lamotte; il faudrait être pessimiste pour préférer une stance de Chaulieu à un couplet de Béranger. Là est notre conquête la plus sûre, conquête vraiment glorieuse, et qui suffira sans doute à sauver notre renommée, que tant de folles ambitions et tant de chutes risqueraient certainement de compromettre aux yeux de l'histoire littéraire. On peut le dire avec assurance, le roman aussi nous fera honneur. Sur ce point, si nous n'avons pas dépassé ceux qui sont venus avant nous, ceux qui ont pour eux l'avantage de la chronologie, nous les avons au moins continués dignement, nous avons repris leurs traditions avec originalité, avec succès; ce n'est pas tout-à-fait comme au théâtre.

Il est toujours habile de garder ses avantages : de là, selon nous, la nécessité d'un contrôle sévère et continu à l'égard de la poésie lyrique et du roman. Là est le danger aujourd'hui, parce que là était la gloire hier. Par malheur, à cette grande rénovation poétique qui s'était annoncée avec tant d'éclat, il y a vingt ans, et qui déjà même avait élevé plus d'un glorieux monument, succèdent, depuis quelques années, un calme, une atonie, qui ne sont ni sans dégoût ni sans désenchantement. Il faut bien le dire, une décadence marquée (quoique passagère, on doit l'espérer) a envahi bien des talens, entre les plus hauts comme entre les plus humbles, tandis qu'en revanche les monotones tentatives des débutans n'ont pas cessé d'expirer obscurément dans la banalité de l'imitation ou dans les efforts d'une originalité impuissante. A coup sûr, ce n'est pas afficher des goûts misanthropiques et singuliers que de préférer les *Méditations* à *la Chute d'un Ange*, ou, pour prendre un exemple moins considérable, les *Iambes* aux *Rimes Héroïques*. Je ne veux pas dire qu'il n'y ait point d'exceptions, des exceptions même très éclatantes; mais, en somme, et sans toucher davantage aux noms propres, on peut dire que la plupart de nos poètes sont loin d'être dans leur phase ascendante. Ce résultat général est incontestable. Aussi, le devoir devient chaque jour plus impérieux pour la critique de se montrer à cet endroit inflexible et vigilante. Puisque les belles inspirations lyriques qui ont fait l'honneur des lettres sous la restauration semblent aujourd'hui toucher à leur déclin, l'heure des complaisances est passée. Il importe d'avertir à temps les talens vrais, et de leur montrer les voies perfides où ils s'égarent; il importe de repousser sans pitié ceux qui n'ont que les faux airs et les prétentions du génie. Là, peut-être, est le seul remède. Combien ne serait-il point triste, je le demande, d'être entraînés à la suite d'une réaction inintelligente et mesquine, mais légitimée

en partie par les excès et l'intempérance d'aujourd'hui! combien ne serait-il pas triste d'être à la fin ramenés vers ces procédés factices, vers cette poésie brillantée et de convention, dont on pouvait croire le régime à jamais fini!

C'est la même chose, c'est bien pis encore pour le roman. Le roman, qui, en faisant naguère les délices de nos loisirs, faisait aussi la gloire de notre littérature, se compromet de plus en plus par toute sorte de déportemens, lesquels s'affichent avec d'autant plus d'impudence, qu'on les signale avec moins de rigueur. Ici, qu'on le remarque, ce ne sont plus seulement, comme pour la poésie, des instincts mauvais de l'esprit, des causes purement morales qui pervertissent le talent : il n'y a plus seulement à dénoncer la vanité qui traîne après elle la négligence, l'obstination que suit forcément la bizarrerie, tous les leurres enfin qui accompagnent le dédain des conseils et la substitution fatale de l'improvisation à la sobriété et aux patiens labeurs. D'autres et de plus fâcheux élémens de décadence, des raisons d'abaissement bien autrement intimes et beaucoup trop souvent personnelles, auraient besoin d'être signalés en détail aux sévères jugemens du public. C'est là, il en faut convenir, une grande et très sérieuse difficulté pour ceux qui jugent : en mêlant de si près le faste et le bruit de leur vie au tumulte de leurs œuvres, en confondant sans cesse l'homme avec l'écrivain, en faisant leurs compositions tout-à-fait solidaires de leur biographie, certains romanciers ont fait des appréciations littéraires et de l'art du critique une tâche véritablement délicate et épineuse. Si l'on voulait être tout-à-fait vrai, si on voulait chercher expressément la cause secrète de telle accumulation besogneuse de livres médiocres, le motif de tel avortement continu, de telle chute prématurée, il faudrait trop fréquemment toucher aux personnes et introduire dans la scrupuleuse exactitude des comptes rendus certaines insinuations bonnes pour les pamphlets. Avec les poètes, du moins, on n'a pas à sortir des nobles sphères de l'esprit; le vertige de l'amour-propre peut les perdre, mais ce n'est là, après tout, que l'exagération d'une qualité réelle et qui n'est pas sans noblesse, le sentiment de la dignité. Ici, sans compter ces perfides suggestions de la vanité qui ont bien aussi leur part, il faudrait de plus accorder une place très notable à des motifs fort peu littéraires. Derrière l'orgueil, en effet, se cachent les intérêts du métier, et sous la fécondité de l'auteur je devine les calculs de l'industriel. Par leur nature même, on le comprend, ces sortes de remarques ne peuvent être que très générales : la politesse veut que chacun n'ait à se les appliquer que dans les monologues de sa conscience. C'est l'affaire du public d'ailleurs de faire les lots.

Il est arrivé au roman ce qui arrive aux conquérans : le succès l'a perdu. Quoi qu'on en puisse dire dans certaine préface, ce n'est pas encore un lieu commun de déplorer la pernicieuse influence exercée par la publicité quotidienne et fragmentaire des journaux sur les œuvres d'imagination; quand ce sera un lieu commun, comme il est évident que les lieux communs sont vrais, le public, par son indifférence, forcera bien les écrivains à abandonner cette

forme mauvaise, ce gaspillage organisé, cette dilapidation régulière des facultés inventives. L'engouement une fois passé, on sera unanime à reconnaître que nos avertissemens, que nos redites, si l'on veut, étaient légitimes. Mon Dieu! Cassandre n'avait la prétention d'être ni amusante ni variée, mais était-ce sa faute? On est bien forcé de se répéter devant l'aveuglement et l'obstination.

Devenu, à la longue et par l'abus, une sorte d'habitude pour le lecteur, autorisé d'ailleurs par le bon accueil qu'on lui faisait de toutes parts, le roman peu à peu s'est cru tout permis. Cette forme facile se prêtait à tous les caprices, à toutes les prétentions : toutes les prétentions, tous les caprices s'étalèrent à leur aise dans le roman. On se l'explique : chaque passion trouvait là un cadre commode pour se glisser, à l'aide du déguisement, jusqu'au public, et surprendre ainsi sa paresse. On eut donc tour à tour des romans socialistes et des romans néo-chrétiens; en un mot, la philosophie qui n'eût pas eu de lecteurs sous forme de livre, les religions qui n'eussent pas trouvé un adepte sous forme d'évangile, les prédications contre le mariage et la famille qui, à l'état de sermons, n'eussent pas rencontré un auditeur, tout cela se fit roman. — Est-ce que nos charmans héros d'autrefois auraient disparu pour jamais? Il me semble vraiment que je n'en reconnais plus un seul. Panurge lui-même disserte sur la réforme pénitentiaire, Sancho raisonne à perte de vue sur l'émancipation de la femme, et Pangloss a quitté son rôle d'optimiste pour celui de poète incompris; voici Julie qui s'échappe des bras de Saint-Preux pour fonder une religion, et c'est Virginie, je crois, qui développe en personne devant Paul une théorie complète du divorce. Aspirations mystiques, déclamations humanitaires, amplifications sociales, rien n'y manque. Mais, par hasard, n'auriez-vous pas l'indignité de préférer à tout ce beau jargon le moindre couplet de la chansonnette de Mignon? Je soupçonnerais même volontiers que l'oncle Tobie vous en dit davantage à lui seul, rien que quand il siffle, devant les boulingrins de son fidèle Trim, son refrain de *lili burello*.

Soyons juste d'ailleurs; depuis que l'industrie a mis l'imagination en coupe réglée, depuis que la mode des feuilletons-romans a forcé les faiseurs de nouvelles à déchiqueter leurs compositions en fragmens, et à supprimer, comme des longueurs, les développemens de caractères et de passions; depuis qu'il leur a fallu éparpiller l'intérêt plus régulièrement et à petites doses à travers ces chapitres isolés qui doivent être jetés successivement en pâture à la curiosité distraite de l'abonné; depuis ce jour, on en doit convenir, les déclamations philosophiques ont tenu beaucoup moins de place, et le mélodrame peu à peu a gagné du terrain sur le socialisme. Dans ces derniers temps, la philanthropie n'a plus guère été de mise que comme un vernis de précaution, comme un couvert commode qui autorise au besoin les récits les plus risqués. Pour cela que faut-il? De l'habileté et assez d'assurance pour jouer son rôle sans broncher. Mettez sur l'Arétin une couverture de missel, pénétrez dans les infamies du bagne sous l'habit d'une sœur de charité : la mystification sera

complète, mais elle vous réussira. Que l'art soit avili par vos tableaux sans nom, que le cœur se gâte devant vos peintures complaisantes du vice, qu'importe? Un peu de sensiblerie sociale jetée sur le tout suffira pour attendrir les plus sévères. Tout le secret est de dénouer dans le bureau d'une caisse d'épargne le drame qui commence dans un mauvais lieu. Faites aboutir Faublas à Vincent de Paule, et la gageure sera gagnée.

Il y a là, au surplus, toute une méthode de composition qui voudrait être considérée à part; il y a là un genre véritable qui a besoin d'être saisi isolément, et dont le succès très réel mérite d'être spécialement étudié. On y reviendra quelque jour à loisir. Aujourd'hui nous voulons seulement toucher quelques mots de certains romans nouveaux qui se rapportent à des noms depuis long-temps accueillis par la vogue, et que la vogue aujourd'hui délaisse. Naguère encore, quand on interrogeait les échos de la publicité populaire, quand çà et là, par curiosité, on s'enquérait des succès les plus récens de la littérature bruyante du jour, c'était de l'auteur des *Mémoires du Diable* ou de l'auteur du *Père Goriot* qu'il était aussitôt question. Ces deux écrivains régnaient en maîtres sur le trône du feuilleton, et se partageaient presque exclusivement le privilége de la *réclame* complaisante. Devenus les fournisseurs de profession, les pourvoyeurs en titre auxquels le bas de chaque journal en renom devait forcément avoir recours, M. de Balzac et M. Frédéric Soulié ne reculèrent pas devant cette tâche laborieuse. Ils laissèrent leur nom servir d'enseigne à toutes les entreprises de librairie, à toutes les spéculations de la presse quotidienne. Il fallait s'étourdir singulièrement sur le résultat pour accepter ainsi l'étrange monopole qui donnait le droit et imposait en même temps le devoir exclusif d'amuser, à heure fixe et sans répit, les loisirs d'un public blasé. Chacun s'en tira à sa manière, chacun déploya dans tout leur jeu son agilité et ses ressources. On l'avouera, c'était une lutte insensée. A un pareil métier, les natures les plus puissantes, les mieux douées se fussent bientôt perdues : qu'aurait pensé Rome d'un gladiateur qui tous les jours eût voulu descendre dans le cirque? L'athlète le plus robuste succomberait à des combats toujours renouvelés, sans intervalle et sans repos. Le public lui-même devait bientôt se lasser de voir ainsi les mêmes joûteurs occuper incessamment l'arène. Qu'est-il arrivé en effet? Peu à peu, cette puissance d'émotion grossière, mais saisissante, qu'on avait reconnue dans *les Deux Cadavres*, ce don de peindre avec relief les caractères et de mettre à vif les nuances qui avait plu dans *Eugénie Grandet*, en un mot, les qualités inhérentes à ces deux talens s'effacèrent, pour ne plus reparaître qu'à de très rares intervalles. Partout la précipitation laissa son empreinte funeste. Le style, qui hier était à peine suffisant, devint incessamment incorrect; péniblement surchargé, il déguisa l'extrême négligence sous des airs maladroits d'affectation. Le fond, ainsi qu'il était naturel, ne répondit que trop à cette forme hâtive et plus prétentieuse à mesure qu'elle était moins soignée; au lieu de fables vraiment dramatiques, où les évènemens servis-

sent de cadre aux passions et aux sentimens, l'imagination épuisée crut remplacer la vérité de l'ensemble par la complication des plans, et l'exactitude des nuances par une choquante crudité de détails. Le crayon ne marquait plus : on crut qu'il suffirait d'appuyer. C'est ainsi que sont nées ces compositions inextricables et mal conçues, où tout se confond, le bien avec le mal, la beauté avec la laideur; œuvres maladives, où l'action s'enchevêtre péniblement, et où rien ne peut finir que par des moyens extrêmes et des combinaisons désespérées. En effet, on va jusqu'au dernier volume comme on peut et sans s'inquiéter des embarras qu'on se crée; on s'aventure à tout hasard, en ayant la précaution d'allonger le récit par des conversations, par des descriptions, par des incidens; puis, quand l'heure de terminer arrive, on se débarrasse tant bien que mal de ses personnages, en mariant celui-ci, en empoisonnant celui-là, en assassinant un troisième, le tout sans raison, sans logique, sans vraisemblance. L'épée d'Alexandre est une ressource commode pour les dénouemens difficiles.

Si peu littéraires évidemment que finissent par devenir des œuvres entassées de la sorte, au jour le jour, et selon le hasard des exigences de la vie et des promesses mercantiles, il faut bien pourtant que la critique intervienne encore çà et là, quand ce ne serait que pour constater l'état des choses; il y a là d'ailleurs des résultats statistiques qui ont leur prix pour l'histoire des lettres. Où en sont maintenant arrivés ceux qui alimentaient naguère la curiosité publique? Leur situation mauvaise, leur déclin d'aujourd'hui, le silence qui se fait peu à peu autour de leurs noms, n'ont-ils pas précisément pour cause la situation trop brillante, les succès exagérés d'hier? Enfin, n'est-ce pas le public lui-même, en dernière analyse, qui fait justice de ses engouemens, de ses propres caprices, des abus qu'il a encouragés? Voilà des questions qui ne sont pas sans intérêt, et qu'on ne saurait résoudre qu'en dressant de temps à autre les comptes de cette littérature secondaire. Il y a quelques années encore, M. de Balzac et M. Frédéric Soulié demeuraient les tranquilles possesseurs de cette royauté du roman vulgaire. Une première invasion, qui date déjà de long-temps, dut inquiéter d'abord, assez sérieusement, les deux chefs avoués de la milice du feuilleton : ce fut celle de M. Alexandre Dumas. On peut dire au préalable que M. de Balzac (je laisse un instant à part M. Frédéric Soulié) était avant tout un romancier, tandis que M. Dumas était avant tout un dramaturge; mais les succès du dramaturge faisaient envie au romancier, et les succès du romancier ne laissaient plus de repos au dramaturge. De là ces malheureuses tentatives au théâtre, comme *Vautrin* et *Quinola;* de là aussi cette énorme accumulation de romans de toute espèce qu'a signés M. Dumas, et dans lesquels on trouve à la fois tant d'esprit et tant de remplissage, tant de souples ressources et si peu de scrupules. Quel a été, en somme, le résultat le plus clair de cette rivalité, ou, pour mieux dire, de cette concurrence dans le feuilleton et sur la scène? En bonne conscience, chacun n'a-t-il pas perdu, et beaucoup perdu, à ce jeu? Dans ces prodigalités sans

mesure, dans cette dispersion sans relâche, l'habile dramaturge n'a-t-il pas compromis pour le drame ce même talent que l'habile romancier compromettait pour le roman? A lire les derniers volumes de M. de Balzac, à entendre ces vaudevilles et ces mélodrames que M. Dumas ne craint plus de risquer sur les scènes du boulevard, il faudrait plus que de l'optimisme pour se refuser à le reconnaître.

Mais tenons-nous au roman. Les derniers volumes échappés à la plume de M. de Balzac et de M. Frédéric Soulié suffiraient à nous convaincre, dès le premier regard, que ces inépuisables conteurs d'autrefois en sont maintenant aux expédiens, et cherchent en vain à déguiser l'épuisement de leur imagination, à renouveler par l'effort cette source désormais tarie. Il y a eu au moins, dans le retentissement qui s'est fait autour des *Mystères de Paris*, un résultat suprême qu'on ne saurait contester : c'est la substitution de M. Eugène Sue à M. Soulié et à M. de Balzac sur le trône du roman-feuilleton. Il faut d'abord constater ce changement de dynastie; il faut enregistrer le sort des vaincus, sauf à dire demain notre avis sur le vainqueur, sauf à ranger plus tard à sa vraie place le dernier venu de ces suzerains de papier, dont l'empire est aussi capricieux, aussi durable à peu près que le sont les fantaisies de la curiosité publique et les bizarres engouemens de la mode. On ne serait pas édifié d'ailleurs sur cette petite révolution, que le titre même des plus récens écrits de M. de Balzac et de M. Soulié suffirait à attester la chose. D'eux-mêmes, en effet, ils semblent en convenir, d'eux-mêmes ils courbent le front devant ce maître nouveau, qui s'avance en triomphateur, porté sur le pavois du feuilleton par un journal grave, qui jusque-là avait prétendu diriger et contenir l'opinion, au lieu de se mettre simplement à sa remorque. Voyant que M. Sue était applaudi de la foule, et tenait haut la bannière bariolée des *Mystères de Paris*, M. de Balzac et M. Soulié ont renoncé subitement à tout amour-propre, et les voilà aujourd'hui qui viennent humblement recevoir l'investiture des mains du nouveau monarque. L'abdication semblera à tous évidente et complète. Le croirait-on? c'est sous le titre collectif de *Mystères de la Province* qu'ont paru et le dernier roman de l'auteur des *Scènes de la Vie parisienne* et le dernier ouvrage de l'auteur des *Mémoires du Diable*. Il faut voir là, sans contredit, le plus grand succès qu'ait encore obtenu M. Sue. Mettre ses rivaux à ses pieds, les voir vêtus de ses couleurs, parés de sa cocarde, enrôlés à sa suite, quoi, je le demande, de plus significatif? Rois hier, sujets aujourd'hui, nous venons à peine à temps pour noter ce changement de règne. Avant de régler nos comptes avec le vainqueur, qu'on nous permette au moins d'ensevelir les morts; ce sera vite fait. Mais ne sommes-nous point trop sévère à l'égard de M. Sue? Aujourd'hui, nous n'avons pas le droit de lui en vouloir. Voilà que M. de Balzac, M. Soulié et leurs collaborateurs des *Mystères de la Province* ne savent pas obtenir tous ensemble la vingtième partie du succès qu'enlève à lui seul M. Eugène Sue. Ce contraste frappant est après tout le résultat le plus clair, le moins

contestable de la réussite des *Mystères de Paris*. Vraiment, c'est bien quelque chose.

Rosalie est le contingent fourni par M. de Balzac aux *Mystères de la Province*.

Rosalie, on ne saurait le dissimuler, est l'une des compositions les moins heureuses de l'auteur de *la Peau de Chagrin*. C'est, je crois, ce malappris de Dassoucy qui, dans son langage d'antichambre, comparait l'œuvre poétique de Corneille à ces poissons dont le milieu est exquis, mais dont les gourmets doivent couper résolument la tête et la queue. En effet, on supprime d'un côté *Mélite*, de l'autre *Agésilas*, pour garder *Cinna*. Certes, M. de Balzac aurait mauvaise grace à se formaliser du rapprochement : c'est même à sa modestie de juger si la comparaison est possible, si elle est convenable ailleurs que sur ce point particulier. Pour nous, on le devine, nous ne voulons maintenir qu'une seule chose, la similitude de deux destinées littéraires qui s'achèvent précisément de la même façon qu'elles ont commencé. M. de Balzac a eu d'abord ses temps barbares : il a maintenant son bas-empire, un bas-empire qu'à distance on confondra volontiers avec ses temps barbares. A vrai dire, je soupçonnerais presque *Rosalie* d'être un secret plagiat de M. de Balzac sur lord R'hoone, sur M. de Viellerglé, ou mieux encore sur ce trop célèbre Horace de Saint-Aubin, dont je ne sais quelle malencontreuse métempsychose d'amour-propre exhumait naguère les chefs-d'œuvre oubliés ?

C'est à Besançon que se passe la médiocre histoire délayée en deux volumes, sous le nom de *Rosalie*, par M. de Balzac. Et d'abord, on est transporté dans une de ces maisons de province comme la plume de l'auteur les sait peindre, avec une si merveilleuse vérité, avec une divination de détails qui vous fait voir les objets et entendre les personnes. Un mari nul et faible qui passe sa vie à tourner des ustensiles dans son atelier d'amateur, une mère revêche, coquette et dévote, une jeune fille insignifiante et timorée devant sa mère, tel est l'intérieur de la famille Watteville, famille riche, économe, et dont un fat suranné du lieu, un vrai *lion* de province, M. Amédée de Soulas, convoite à petit bruit l'héritière. Jusqu'ici, tout est au mieux, et nous ne sortons pas de la vraisemblance. Voici cependant qu'un beau jour débarque à Besançon un avocat inconnu, M. Savaron. M. Savaron est tout bonnement un ambitieux déçu, lequel vient, loin de Paris, chercher la fortune qu'il a manquée sur un théâtre plus brillant. Dans les premiers temps, on ne s'occupe guère du nouvel avocat; mais une cause importante arrive enfin, où il parle avec éloquence, et où son beau talent éclate aux yeux de tous. Bientôt il n'est question que de Savaron dans tout l'arrondissement : c'est l'homme nécessaire. L'avocat alors publie une *revue*, et tout le monde s'abonne à sa *revue*; c'est une réussite complète : les dossiers et les causes abondent dans son cabinet; aucune affaire importante ne se règle sans qu'il y soit appelé; enfin on est unanime à lui offrir la députation.

Voilà, direz-vous, un parleur qui fait assez vite son chemin en province : la fable pourtant n'a rien encore qui puisse décidément choquer; ayez patience. Cette petite fille de tout à l'heure qui baissait les yeux si timidement et sur l'intervention de laquelle vous ne comptiez guère, cette petite fille va faire des siennes. Prenez garde, c'est une héroïne très délurée sous ses airs craintifs : il en faut tout attendre. Mlle Rosalie de Watteville n'a jamais échangé, il est vrai, le moindre mot avec M. Savaron; cependant elle a entendu tant de fois, dans les salons de sa mère, l'éloge du brillant avocat, qu'une vive sympathie éclate en son cœur. Rosalie ne cherche pas à réprimer cette passion naissante; elle se dit tout simplement qu'il serait assez agréable de pouvoir considérer de son jardin les fenêtres de celui qu'elle aime, et voilà aussitôt notre belle enfant qui persuade à son père de faire bâtir un kiosque au milieu de ses parterres. Innocente ruse, recette excellente, n'est-ce pas, pour faire ses regards complices de ses affections? Après tout, je ne vois pas grand mal à cela, et la supercherie n'a rien encore de bien criminel; mais lorgner les jalousies lointaines d'un appartement, voir une ombre passer, puis la lampe s'éteindre après une longue veille, assurément c'est là un bonheur insuffisant pour une ame qui s'abandonne d'elle-même au délire d'une passion sans frein. Aussi Rosalie s'aperçoit-elle bientôt que le moyen est insuffisant. Que faire donc? et quelle stratégique combinaison réussira à attirer un roturier comme M. Savaron dans les aristocratiques salons de Mme de Watteville? Rien n'est plus simple vraiment. Il s'agit d'un avocat : ayons un procès. Rosalie, qui a l'oreille de son père, lui persuade de plaider; naturellement M. de Watteville prendra le meilleur organe du barreau, et de la sorte M. Savaron aura ses entrées.

Une fois en si beau chemin, la jeune fille ne s'arrête pas. Il y a dans la vie de l'homme qu'elle poursuit à travers tous les obstacles, quelque chose de mystérieux qui l'inquiète, un secret qu'elle veut à tout prix pénétrer. Pour un pareil but, tous les moyens seront bons. Rosalie a précisément découvert qu'une intrigue galante existe depuis quelque temps entre Jérôme, le domestique de Savaron, et Mariette, la femme de chambre de sa mère. Aussitôt viennent les menaces, les promesses, et l'innocente enfant corrompt, sans plus de façon, le valet de chambre de celui qu'elle continue d'aimer plus que jamais sans qu'il s'en doute. Dès-lors, les lettres que reçoit, les lettres qu'écrit Savaron, sont remises furtivement à Rosalie, qui les ouvre sans scrupule. La conduite inexplicable, l'étrange destinée de l'avocat, se révèlent alors à Mlle de Watteville avec leur vraie cause et dans leurs plus intimes détails. Le secret, c'est que Savaron aime, c'est qu'il est aimé. Durant un voyage fait autrefois en Italie, une femme belle, adorable, pleine de passion, s'est rencontrée devant lui, et, comme un poète, il lui a voué sa vie à jamais. Toutefois il reste un petit inconvénient : la duchesse d'Argaiolo n'est pas libre, et il faut attendre patiemment la mort d'un vieux mari podagre, avant que l'union projetée puisse s'accomplir. Depuis onze ans, Savaron a quitté la duchesse;

depuis onze ans, leur correspondance d'amour n'a pas été interrompue un moment. L'épreuve n'a coûté ni à l'un ni à l'autre, et tous deux demeurent fidèles comme au premier jour. Après avoir échoué plusieurs fois dans ses projets d'ambition, l'infatigable avocat qui, le jour où elle sera libre, veut pouvoir offrir à sa maîtresse un nom, la fortune, une grande position, l'avocat Savaron est venu tenter encore une fois la lutte sur un autre terrain. C'est en vue de la députation qu'il s'est établi en province, et il touche presque à l'accomplissement de ses désirs. La connaissance dérobée de ces secrets ne fait qu'enflammer la jalouse passion de Rosalie; plus elle se réjouit des lettres brûlantes qu'on lui livre, plus son exaltation redouble. L'élection de Savaron comme député de Besançon était assurée, on était à la veille du vote, quand un billet d'Italie arriva, qui annonçait la mort subite du duc d'Argaiolo. Dans cette décisive conjoncture, Rosalie n'hésita point : elle supprima désormais les lettres des deux amans, et, simulant l'écriture de l'avocat, elle écrivit à la duchesse comme pour rompre, sous le premier prétexte, une liaison qui avait résisté à tant d'épreuves. Quelques jours se passèrent de la sorte dans le silence; Savaron était en proie à de mortelles inquiétudes. Enfin il apprit par le journal que la duchesse d'Argaiolo venait d'épouser en secondes noces le duc de Rhétoré. A ce coup inattendu, le député de demain quitta brusquement Besançon et n'y reparut jamais. Bientôt après, Mlle Rosalie de Watteville apprit que M. Savaron avait fait ses vœux à la Grande-Chartreuse. L'impitoyable fille ne sé crut pas encore assez vengée : sachant que la duchesse était alors à Paris, elle entreprit le voyage exprès pour remettre elle-même à sa victime les lettres supprimées par elle, et qui établissaient que ce n'était point là une perfidie d'amant, mais une vengeance de rivale. A son retour, Mlle de Watteville fut mutilée par l'explosion d'un des bateaux à vapeur de la Loire. Aujourd'hui triste, défigurée, pleine de funèbres souvenirs, elle vit dans la solitude. Devenue veuve, la mère de Rosalie vient d'épouser M. de Soulas, dont sa fille naguère avait refusé la main.

J'ai voulu, par une première analyse, laisser au lecteur son libre jugement. Voilà où en est tombé M. de Balzac. Non-seulement ce ne sont plus des caractères, des sentimens, des mœurs véritables qu'il peint, mais son imagination est même à bout de ces vulgaires combinaisons du drame par lesquelles il est si facile à un écrivain exercé de renouveler l'intérêt qui faiblit. Une duchesse qui attend la mort de son mari pour épouser un inconnu qu'elle a rencontré en voyage; un avocat de Paris qui va s'établir dans une ville de province qu'il n'a jamais vue, afin de s'y faire nommer député; une jeune fille qui corrompt la fidélité d'un domestique, qui vole des lettres, qui fait un faux et qui enfin tue moralement deux personnes pour se venger d'un amour qu'elle ressent seule et que sa victime ignore : tels sont les étranges héros de *Rosalie*. Jamais l'auteur d'*Eugénie Grandet* n'était à beaucoup près descendu si bas, et il se trouve, par malheur, que la pauvreté de la mise en œuvre correspond trop bien à la bizarre insignifiance de la conception. Le

style est lourd, épais; il n'a plus rien de la fraîcheur des premières années, il sent la fatigue, il trahit incessamment l'effort. C'est M. de Balzac lui-même qui, dans son langage choisi, compare certains *talens éreintés* à ces ténors qui ont baissé d'une note et que *lésinent* dès-lors les directeurs de théâtre. L'allusion semble transparente : elle n'échappera certainement qu'à M. de Balzac. Quand on est un maréchal de France littéraire, c'est un fâcheux dénouement que de devenir l'obscur collaborateur des *Mystères de la Province,* et, dans cette concurrence collective faite à M. Sue, de n'avoir pas à détacher de la grande œuvre de *la Comédie humaine* une autre page que la laide histoire d'une petite fille qui est voleuse par dépit et faussaire par haine amoureuse. Décidément, je crois que le ténor a baissé d'une note.

L'ambition de peindre la société tout entière et de construire à lui seul une œuvre qui, dans son ensemble, corresponde à l'humanité même, telle est toujours l'idée fixe que poursuit M. de Balzac, telle est la chimère à laquelle il tient chaque jour davantage; c'est sa *recherche de l'absolu,* et on serait très mal venu à ne pas la prendre au sérieux. Pour ma part, je serais seulement curieux de savoir à quel type, à quel caractère humain correspondra, dans cette classification générale, le personnage de Rosalie : le plus sage peut-être serait de la ranger au chapitre des rêves, entre les créations purement fantastiques. — Dans *David Séchard*, il n'y a plus de mythe, et le but auquel a visé M. de Balzac est infiniment plus clair : c'est tout bonnement l'histoire, la vieille histoire du génie incompris. Déjà M. de Vigny, dans son éloquent plaidoyer de *Chatterton*, avait voulu nous intéresser aux secrètes souffrances d'un poète, d'un homme qui, selon la foule, ne savait faire autre chose qu'aligner des lignes noires sur du papier blanc. M. de Balzac tente de raffiner là-dessus et nous montre les misères de l'inventeur dans une autre sphère, à un degré inférieur. L'inventeur, cette fois, n'écrit plus sur du papier, mais il fait du papier, et nous n'en sommes pas moins tenus d'admirer, sans mot dire, la hauteur de son génie. On fait, dit-on, là-dessus un vaudeville, une parodie qui pourra être spirituelle, et qui s'appellera : *David Séchard ou les Souffrances du Papetier*.

L'histoire de ce Séchard n'est pas longue à dire. C'est un imprimeur d'Angoulême, qui néglige son métier pour poursuivre la découverte commencée d'une papeterie économique, laquelle fera révolution dans l'industrie. La femme de Séchard, Ève, une créature dévouée, aimante, pleine de foi dans son mari, la seule qui croie à son génie, à sa prédestination, à l'avenir, Ève fait des efforts sublimes d'activité et de résignation. Tandis que Séchard cherche la pierre philosophale dans son mystérieux atelier, elle dirige l'imprimerie, elle invente mille expédiens pour prévenir la ruine de la maison. Mais les évènemens sont plus forts qu'elle; une faillite est imminente. Les frères Cointet, imprimeurs d'Angoulême et rivaux cupides de Séchard, ont juré sa ruine et veulent à tout prix s'emparer du trésor qu'il est sur le point de trouver. Enveloppé par eux dans un réseau d'affaires, de procédures, de

poursuites, d'arrestations, le malheureux inventeur finit par les associer à sa découverte, qu'ils exploitent à son détriment, et avec laquelle ils gagnent des millions. Séchard, à la fin, content d'une légère indemnité, se retire avec sa femme dans un petit domaine qu'il vient d'hériter, et se console de ses déconvenues passées en faisant des collections d'entomologie.

Il n'y aurait certainement pas là matière à deux volumes, si M. de Balzac n'avait trouvé moyen, comme lui-même le dit ailleurs, de « faire de la copie » sur autre chose. L'auteur de *David Séchard* disperse, à travers les chapitres de son roman, de longs fragmens qui seraient mieux à leur place dans la collection des manuels-Roret. Ainsi, il y a tour à tour une théorie complète de l'art du papetier, un exposé étendu des travaux de l'imprimeur, et enfin une histoire très détaillée et très érudite de la saisie et de la contrainte par corps, laquelle ferait honneur à l'huissier le plus expert. La mise en pages et le protêt, le collage en cuve et le compte de retour, les rapports de la coquille avec le grand-raisin et la différence du billet à ordre avec la lettre de change, sont expliqués, commentés, à l'aide des terminologies spéciales. M. de Balzac montre, en particulier, sur les commandemens, les significations, les constitutions d'avoués, les saisie-arrêts, une science étendue, et qui paraît avoir été puisée dans des documens authentiques. Il y a même des pièces probantes à l'appui, lesquelles sont insérées tout au long et semblent avoir été copiées sur des originaux. *David Séchard* figurerait utilement dans la bibliothèque de Clichy.

Ève est la seule figure intéressante du roman, parce qu'elle est la seule honnête. L'auteur, pour peindre ce touchant caractère, a retrouvé souvent son pinceau délié d'autrefois. Quant aux personnages secondaires, ils sont tellement faux, qu'on n'en saurait accepter aucun. L'impudente et sèche friponnerie de l'avoué Petit-Claud est par trop révoltante : l'ambition, dans son intérêt même, sait ne pas se rendre si odieuse. Séchard le père, ce vieux ladre intraitable, qui vole son fils et qui l'espionne pour lui dérober sa découverte, choque aussi par l'extrême invraisemblance. Déjà, dans *le Père Goriot*, M. de Balzac avait montré à nu ce qui peut se glisser d'égoïsme dans l'amour paternel : la reproduction d'aujourd'hui n'est qu'une copie chargée, une caricature de ce premier type, lequel déjà était exagéré. M. de Balzac, au surplus, ne se met guère maintenant en frais d'invention. Il reprend, on le sait, ses vieux personnages et se contente de leur couper une basque d'habit et de leur mettre un peu de rouge. Ici encore, nous avons l'éternel Lousteau et l'éternel Lucien de Rubempré, le journaliste et le poète. Il paraît que c'est aujourd'hui le tour des poètes d'être exécutés par M. de Balzac. Dans le roman de *David*, Lucien, le frère d'Ève, devient la grande cause de ruine pour la maison Séchard : c'est que, dévalisé par une actrice, le grand poète avait fait de faux billets et tiré à vue sur son beau-frère. Séchard paya, pour ne pas déshonorer son nom. Venu à Angoulême, dans le dernier dénoûment, au moment même de la déconfiture de sa famille, Lucien retrouve là

son ancienne maîtresse, cette Louise de Nègrepelisse que nous avons déjà vue cinquante fois, qu'hier encore nous rencontrions sous le nom de Mme de Bargeton, et qui aujourd'hui trône dans les salons d'Angoulême comme légitime épouse de M. le comte Sixte du Châtelet, préfet du département. Lucien veut renouer avec Louise; mais il faut des habits pour aller à la préfecture, et tout membre de l'Académie qu'il est, Lucien n'en a pas. Il écrit donc en toute hâte à ses amis de Paris, et aussitôt Nathan lui envoie une canne, Florine une chemise, Des Lupeaulx une montre d'or. Nous retrouvons là, par correspondance, tout ce monde ignoble de coulisses et de petits journaux, que M. de Balzac avait cru faire vivre dans son *Grand Homme de province à Paris*. Le paquet, par malheur, arrive trop tard. Séchard, que Lucien voulait sauver, se trouve arrêté, et Lucien alors, en son désespoir, quitte subitement Angoulême, décidé à se noyer dans le premier étang venu. Il allait le faire quand se rencontra là fort à propos un vieux diplomate espagnol, le jésuite Carlos Herrera, que Lucien n'avait jamais vu, mais à qui il se mit cependant à raconter sa triste biographie. Herrera, en trois mots, eut guéri notre homme du suicide, en lui exposant le système de Machiavel; cette théorie de la politique et de la dissimulation une fois expliquée, le bon jésuite, sans doute comme exemple, comme application immédiate, ouvrit le fond de son cœur à Lucien, envoya quinze mille francs à Séchard, et emmena, on ne sait où, dans sa berline, le poète de Rubempré, à titre de secrétaire et de futur héritier.

Voilà comment se termine cette histoire parasite de Lucien, laquelle s'enchevêtre (on ignore comment et pourquoi) à travers des détails techniques qui s'enchevêtrent fort mal eux-mêmes dans une histoire décousue et sans intérêt. M. de Balzac croit avoir montré le Génie et le Dévouement, David et Ève, persécutés par la société; en réalité, il n'a réussi qu'à mettre un niais honnête et une femme naïve au milieu d'une bande de fripons. Conçu sans proportions, composé sans méthode, écrit sans naturel, ce livre est le digne pendant de *Rosalie*. Pour exprimer cette idée que, dans un salon, une femme promène ses yeux sur ceux qui l'entourent, M. de Balzac dit : « Elle jette un regard de circumnavigation. » C'est là le style habituel du livre : un Cyrano, doublé de Scudéry, n'eût pas parlé autrement.

L'auteur de *David Séchard* dit, à propos de son roman : « Celui-là est déjà le préféré. » Ce n'est là, il faut le croire, qu'un caprice de père pour son dernier né. Selon nous, M. de Balzac eût beaucoup mieux fait de reporter ses sympathies sur une œuvre un peu antérieure, je crois, et dans laquelle, à côté des plus grossiers défauts de sa manière, se retrouve çà et là le talent du maître, quelque chose de cet art exquis de l'observateur qui nous charmait autrefois. *Les Deux Frères* n'ont pas encore un an de date; mais, dans ce genre de littérature, c'est là presque de l'histoire ancienne. Aussi n'en dirons-nous qu'un mot.

C'est le pervertissement des grands sentimens du cœur que M. de Balzac

se plaît surtout à décrire. Quand dans l'art on se laisse aller aux extrêmes, les contrastes ne manquent pas de nous tenter. Dans le père Séchard, on nous avait montré tout à l'heure l'amour paternel complétement anéanti par l'égoïsme, l'avidité et l'avarice; Agathe Bridau, dans *les Deux Frères*, représente au contraire l'amour maternel tendre, dévoué, sublime, mais en même temps odieux, parce qu'il a des préférences. Il y a un vers magnifique dans les *Feuilles d'Automne* qui réfute tous ces sophismes raffinés sur l'amour maternel :

Chacun en a sa part, et tous l'ont tout entier.

Cela dit tout, et M. de Balzac ne nous intéressera jamais à une mère, si bonne qu'elle soit, qui choisit entre ses enfans. Et où croyez-vous qu'aillent les préférences d'Agathe? Est-ce au meilleur, au plus vertueux, à celui qui ne la quitte point? pas le moins du monde. Le penchant pourtant s'expliquerait mieux, s'il en était ainsi. C'est, au contraire, le fils qui la déshonore, et qui tare son nom, c'est celui-là auquel elle revient toujours avec prédilection. Joseph est un peintre, Philippe un militaire; le peintre est l'idéal du dévouement, de la persévérance, de la résignation; Philippe est l'idéal du vice, de l'ingratitude, des sentimens les plus bas. Le premier débute obscurément, comme un génie patient; le second commence avec éclat, comme un esprit violent et décidé à tout. On est à la fin de l'empire, et Philippe, très jeune encore, est déjà colonel. Mais la restauration arrive, qui lui rend les loisirs et avec les loisirs les mauvais penchans. Peu à peu Philippe Bridau devient un tapageur de café, un joueur éhonté, un escroc sans foi ni loi qui *fait des trous à la lune*. Se laisser nourrir par une danseuse, dérober l'argent de son frère et vendre les tableaux de prix qu'on lui a confiés pour les copier, réduire sa famille à la misère, faire mourir de douleur une vieille tante qu'il dépouille, voler la caisse du journal dont il est caissier, ce sont là des jeux pour Philippe. Cette vie de désordre et de honte se continuait depuis longtemps, quand le colonel, compromis dans une conspiration bonapartiste, fut envoyé à Issoudun, sous la surveillance de la police. Là commence une autre histoire. Philippe a précisément à Issoudun un vieil oncle nommé Rouget, le type du célibataire, tel que l'a chanté Béranger. Rouget est sous l'absolue domination de sa gouvernante Flore Brazier, laquelle a installé chez son maître, en qualité de majordome, un ancien sous-officier, ou, pour parler comme M. de Balzac, une sorte de *chenapan*, nommé Max, dont elle a fait son amant. Flore et Max convoitent la riche succession du bonhomme, qu'ils accaparent, qu'ils isolent, pour s'en rendre plus complétement maîtres. Philippe pourtant entreprend de détrôner l'amant de Flore, et de gagner l'héritage. Après une longue lutte, après mille complications et mille incidens, il tue Max en duel et fait épouser Flore à son oncle. Bientôt l'oncle meurt, Flore est héritière, Philippe l'épouse à son tour, et le voilà millionnaire. Revenu à Paris, il abandonne sa femme et la laisse périr de faim : pour

lui, il devient général et se lance résolument dans le plus haut monde. Son frère a besoin d'un léger secours, il le lui refuse; sa mère mourante le demande, il ne daigne pas se rendre à l'invitation. La malheureuse Agathe n'est éclairée qu'à cette heure suprême, et la bénédiction maternelle qu'elle donne à Joseph est sa seule malédiction envers Philippe. Plus tard le général Bridau est tué en Afrique, et son frère, dont le nom est devenu célèbre dans la peinture, devient l'héritier de sa fortune.

Après ce qu'on vient de lire, il paraîtra peut-être difficile d'expliquer les éloges que je donnais tout à l'heure au livre de M. de Balzac. Où trouver, en effet, une fable dont les repoussans détails s'encadrent dans un ensemble plus faux et plus invraisemblable? où rencontrer des tons plus crus, des couleurs plus tranchantes? Et cependant, quelque contradictoire que cette opinion doive tout d'abord paraître, il faut dire que *les Deux Frères* rappellent quelquefois l'ancienne et bonne manière de M. de Balzac. Que l'ensemble répugne, que le plan soit inacceptable, que les caractères soient impossibles, je l'accorde; on ne saurait pourtant disconvenir de la frappante vérité des détails. Je crois voir un tableau qui, considéré à distance et dans son unité, paraîtrait grossier, chargé, plein de disparates. Mais approchez, prenez une loupe, il y a des coins achevés, des endroits parfaits, des nuances saisies avec art. Ce qui n'empêche pas l'œuvre assurément d'être, en définitive, une ébauche informe où beaucoup de talent s'est perdu.

On voit où en est arrivé M. de Balzac. Merveilleusement doué pour l'observation, il s'est jeté hors de sa voie; toutes les gloires l'ont successivement tenté, et, dans cette aspiration universelle, son talent, sa délicatesse de touche, ont peu à peu disparu. Au lieu de se contenter de son rôle, au lieu d'être un peintre de la vie domestique et de la réalité bourgeoise, il a transporté dans le roman des ambitions d'encyclopédiste; on l'a vu tour à tour reproduire les gravelures de Rabelais et le mysticisme de Swedenborg; on l'a vu emprunter maladroitement à Voltaire sa défense des Calas, chercher à la scène le pendant de *Figaro*, et afficher enfin dans ses contes les prétentions les plus exorbitantes de législateur, de savant, de philosophe, de publiciste. Aussi le néologisme des écoles, le pédantisme des érudits, le patois des socialistes, ont tour à tour trouvé accueil dans ses livres. De là les résultats déplorables qui sont maintenant visibles aux yeux de tous. Le vertige industriel a fini ce que l'esprit de chimères avait commencé. L'auteur de *Louis Lambert*, d'*Eugénie Grandet*, de *la Recherche de l'Absolu* et de tant de compositions ingénieuses qui ont amusé notre temps, se survit maintenant à lui-même. Les avertissemens réitérés de la critique ont été impuissans, et nous commençons à désespérer d'une obstination que rien ne semble devoir ébranler désormais.

La destinée de M. Frédéric Soulié ressemble à s'y méprendre à celle de M. de Balzac; j'avoue cependant qu'elle m'inspire beaucoup moins de regrets. M. de Balzac était né pour les lettres : il avait les instincts de l'écrivain,

toutes les prédispositions du talent, d'un talent rare et vrai, auquel il n'a manqué que la sobriété, la règle, la discipline : cette vocation, cette aptitude directe, ne me paraissent pas aussi natives, aussi originelles chez M. Frédéric Soulié. Il y a infiniment de choses, j'en suis convaincu, que M. Soulié eût faites avec autant de goût, avec autant de prédilection qu'il fait de la littérature. Le talent, en effet, de l'auteur des *Mémoires du Diable* est surtout un talent extérieur : sa force bien souvent n'est que de la brutalité ; c'est par la terreur, par le mystère, par l'inconnu, qu'il cherche, qu'il réussit à éveiller la curiosité ! Quand je le lis en simple lecteur et que je m'abandonne à lui, c'est bien plutôt de mes sens qu'il s'empare que de mon esprit. M. Soulié n'a jamais rien compris aux délicatesses littéraires ; le parfum léger de la Muse, l'agrément, ce je ne sais quoi d'exquis que je n'essaierai pas de définir, mais qui se rencontre chez les vrais écrivains et qui vous arrive au détour d'une période, comme une bouffée de senteur venue des buissons au tournant d'un bois, tout cela est absolument étranger à M. Frédéric Soulié. Naguère encore M. Soulié avait l'art incontestable de surexciter incessamment l'intérêt par l'inattendu des combinaisons, par l'émotion du drame, par un certain entraînement de conteur rapide et inépuisable. Aujourd'hui l'excès, le perpétuel contact avec le public, ont amené la lassitude; et quelles forces, en effet, pourraient suffire à cet interminable voyage, à ce pèlerinage sans fin, auxquels les romanciers de nos jours se sont condamnés comme Ahasvérus ? Le talent de M. de Balzac s'est vicié et gâté par une complication de maladies longues et difficiles à décrire ; chez M. Soulié, ce n'est rien autre chose que l'épuisement produit par l'extrême fatigue.

On raconte que nos bons aïeux les Gaulois étaient si avides de récits, si curieux d'histoires, qu'ils arrêtaient les voyageurs et les forçaient à dire quelque conte. Le feuilleton, aujourd'hui, est à peu près comme nos pères, et M. Soulié me paraît être dans la position du pèlerin dont on s'emparait pour le contraindre à raconter sa fable ou sa légende ; évidemment le fécond auteur des *Mémoires du Diable* est aux abois : les sujets manquent à son improvisation, la terre se dérobe sous ses pieds. Les *Mémoires du Diable* ont été une espèce d'effort suprême, dans lequel M. Soulié a entassé l'action, les intrigues, les imbroglios, les combinaisons sans fin. Aujourd'hui, il est, comme le lendemain d'un grand excès, dégoûté, lassé, engourdi ; les grosses machines lui sont difficiles à remuer : ainsi on l'a vu, dans la *Confession générale*, vouloir recommencer les *Mémoires du Diable*, et la gageure lui a été impossible à tenir. Voici quatre ans bientôt qu'ici même nous parlions des premiers volumes de la *Confession générale*, et, à l'heure qu'il est, les derniers tomes de cette inextricable histoire n'ont pas encore paru. Maintenant, M. Soulié commence et n'achève plus : c'est ce qui arrive encore en ce moment pour un roman appelé : *Huit jours au château*, lequel figure dans la collection des *Mystères de la Province*, et jusqu'ici est resté incomplet.

Il semble assez difficile de lire et surtout de juger un livre qui n'est pas

fini. Cela pourtant, avec la manière de M. Soulié, n'est pas sans quelque avantage. L'intérêt au moins est tenu en suspens, et on est quitte des dénouemens vulgaires, des communes péripéties. Le champ reste libre à l'imagination du lecteur, et chacun peut prévoir et arranger la fin comme il lui plaît. Dans ses *Huit jours au Château*, M. Frédéric Soulié a été évidemment préoccupé de faire pièce à M. Sue, et d'opposer ses bohémiens des landes aux bohémiens des *Mystères de Paris*. Jusqu'à ce que la suite ait paru, il est difficile de comprendre à quoi toutes ces histoires d'adultère, de meurtre et de vengeance aboutiront. Voici, en deux mots, où les deux volumes publiés conduisent le lecteur. — Mme Cros, la femme d'un banquier de Paris, part pour assister à l'ouverture du testament d'un oncle récemment mort, qu'elle avait dans le Maine. La famille une fois réunie au château, on va se promener à la lande, et là, Mme Cros fait la connaissance d'un bohémien nommé Maricou, personnage étrange, mystérieux, qui imagine de la prendre tout d'abord pour confidente et de lui demander à cet effet une entrevue nocturne. Cette incroyable entrevue a lieu, et là, Maricou raconte à la jeune femme une horrible histoire. Cet oncle de Mme Cros, qui vient de mourir, est le père du bohémien; cette horrible Marianne qu'on a rencontrée aux landes, c'est sa mère. Marianne était à la fois la servante et la maîtresse de M. de Chevalaines. Maricou fut le fruit de cet amour. Depuis, M. de Chevalaines prit femme, et Marianne alors tua, sans plus de façon, Mme de Chevalaines et le fils que cette malheureuse venait de mettre au monde. Dès-lors, Marianne se retira dans la lande, et Maricou vécut avec elle comme un sauvage, ce qui n'a pas empêché Maricou de connaître Marie, cette sœur qu'il aime et qui ne le connaît pas, ainsi que Lucie, cette noble cousine, à qui il a donné secrètement son amour; mais Lucie est jalouse de Marie, que son amant, M. d'Astorc, veut épouser. Dans ces conjonctures, Lucie promet de se donner à Maricou s'il la venge de M. d'Astorc; en attendant, elle se venge elle-même de Marie en la faisant tomber dans un piége tendu par Marianne.

Ainsi on en est au second meurtre quand le second volume finit, et c'est là, ou à peu près, qu'en est resté M. Soulié. Pour ma part, je doute fort qu'on désire avoir la suite d'une si ridicule et si odieuse histoire. La *Gazette des Tribunaux* vraiment est mille fois plus aimable et plus intéressante. Déjà, dans *le Château des Pyrénées*, M. Soulié s'était inspiré plus que de raison de ces lugubres scènes de cour d'assises. Un peu de variété semblerait de mise.

Je ne sais vraiment si je dois nommer un autre roman de M. Frédéric Soulié, qui s'appelle *Maison de Campagne à vendre*. C'est tout simplement un médiocre vaudeville, où les fautes de français et les calembours abondent, un vaudeville distendu en volume, et qui eût été bon tout au plus pour le théâtre de M. Ancelot, membre de l'Académie française.

Un ancien fabricant de lampes a une maison de campagne à Sceaux et une nièce à marier. Marier sa nièce est son idée fixe. Il fait donc mettre une

affiche de vente à son castel, dans l'espérance que quelque acquéreur se transformera en mari. Or, un beau jour, il arrive deux visiteurs coup sur coup, l'oncle et le neveu, l'oncle qui cherche une petite maison pour une actrice à laquelle il s'intéresse, le neveu qui fuit les recors que l'oncle a mis à sa poursuite. Le neveu toutefois a l'avantage; il est en pays de connaissances, il a aimé la jeune fille autrefois, il lui a été infidèle, mais il l'épouserait volontiers, même à la condition de ne plus faire la cour aux actrices que cultive son oncle. Là-dessus commence un quiproquo, un imbroglio, qui dure pendant deux cents pages. Le neveu a pris le nom de l'oncle, l'oncle a pris le nom du neveu. Aussi, quand les recors arrivent, c'est le créancier qu'ils arrêtent. A la fin pourtant tout s'explique. Le neveu a peur des huissiers, l'oncle a peur de sa femme, le fabricant de lampes veut se délivrer de sa nièce. On en est quitte pour deux dots, et le mariage des jeunes gens a lieu.

A la rigueur, tout cela eût pu faire un petit acte assez égrillard pour une scène secondaire : M. Soulié n'en a pu tirer un volume qu'à coups de dialogue et à grand renfort de descriptions. On aurait eu un vaudeville assez drôle, on n'a qu'un trivial et piteux roman.

Tel est le bilan littéraire de nos deux romanciers les plus actifs durant ces derniers mois. Devant de pareils résultats, les conclusions ressortent d'elles-mêmes; nous les avions indiquées d'avance, et les faits n'ont que trop justifié nos assertions. Évidemment M. de Balzac et M. Frédéric Soulié, comme la génération tumultueuse dont ils sont les représentans, perdent tous les jours du terrain. Cette popularité qui arriva à son comble avec les *Scènes de la Vie parisienne* et avec les *Mémoires du Diable,* cette popularité aujourd'hui retire d'eux son flot passager et va battre avec fracas d'autres rivages, qui bientôt seront abandonnés à leur tour. Or, la mission de la critique est de suivre le succès et de le juger; c'est donc devant lui qu'elle doit transporter sa tente : il est clair que le danger n'est plus où il était naguère, et que la vogue s'attache à d'autres noms. C'est l'engouement des lecteurs, ce sont leurs capricieuses faiblesses qu'il importe surtout de combattre; mais quand le public en arrive à faire justice lui-même des fantaisies maladives qui l'ont un instant égaré, notre mission est finie : le devoir nous appelle ailleurs. On le sait, la nature des réactions est d'être impitoyables, et il n'y a pas de plus cruels ennemis que les anciens amis. Aussi il serait piquant qu'un jour ceux-là même qui ont attaqué le succès exagéré d'hier fussent amenés à protester contre l'indifférence absolue de demain. Nous n'en serions pas étonné, et, dans une certaine mesure, ce rôle nous trouverait fidèle, parce qu'il serait juste.

F. DE LAGENEVAIS.

LES AFFRES DE LA MORT.

SUR LES MURS D'UNE CHARTREUSE.

O toi qui passes par ce cloître,
Songe à la mort! — Tu n'es pas sûr
De voir s'allonger et décroître,
Une autre fois, ton ombre au mur.

Frère, peut-être cette dalle
Qu'aujourd'hui, sans songer aux morts,
Tu soufflètes de ta sandale,
Demain pèsera sur ton corps!

La vie est un plancher qui couvre
L'abîme de l'éternité :
Une trappe soudain s'entr'ouvre
Sous le pécheur épouvanté;

Le pied lui manque, il tombe, il glisse :
Que va-t-il trouver? Le ciel bleu
Ou l'enfer rouge, le supplice
Ou la palme, Satan ou Dieu!

Souvent sur cette idée affreuse
Fixe ton esprit éperdu :
Le teint jaune et la peau terreuse,
Vois-toi sur un lit étendu.

Vois-toi transi, brûlé de fièvre,
Tordu comme un bois vert au feu,
Le fiel crevé, l'ame à la lèvre,
Sanglotant le suprême adieu,

Entre deux draps, dont l'un doit être
Le linceul où l'on te coudra;
Triste habit que nul ne veut mettre,
Et que pourtant chacun mettra.

En pensée, écoute le râle,
Bramant comme un cerf aux abois,
Pousser sa note sépulcrale
Par ton gosier rauque et sans voix.

Le sang quitte tes jambes roides,
Les ombres gagnent ton cerveau,
Et sur ton front les perles froides
Coulent comme au mur d'un caveau.

Les prêtres à soutane noire,
Toujours en deuil de nos péchés,
Apportent l'huile et le ciboire,
Autour de ton grabat penchés.

Tes enfans, ta femme et tes proches
Pleurent en se tordant les bras,
Et déjà le sonneur aux cloches
Se suspend pour sonner ton glas.

Le fossoyeur a pris sa bêche
Pour te creuser ton dernier lit,
Et d'une terre brune et fraîche
Bientôt ta fosse se remplit.

Ta chair délicate et superbe
Va servir de pâture aux vers,
Et tu feras pousser de l'herbe
Plus drue avec des brins plus verts.

Donc, pour n'être pas surpris, frère,
Aux transes du dernier moment
Réfléchis! La mort est amère
A qui vécut trop doucement.

TH. GAUTIER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

30 novembre 1843.

Comment assister sans une vive satisfaction au spectacle que présente aujourd'hui l'Espagne? On avait, il n'y a pas un an, coutume de dire, et on avait alors raison de penser, que l'Espagne était le pays de l'imprévu et de l'extraordinaire. Rien ne s'y passe, disait-on, comme partout ailleurs; ce qui partout ailleurs serait un élément d'ordre et un moyen d'affermissement et de sûreté devient tout à coup en Espagne un principe de discorde, un moyen de trouble : le désordre s'y fait jour de toutes parts, comme si rien ne pouvait, au-delà des Pyrénées, lui fermer toutes les issues. Reconnaissons-le : ces plaintes et ces remarques ne sont plus de saison aujourd'hui. L'Espagne se gouverne dans ce moment selon les lois de la commune raison, du bon sens universel. Les causes y sont suivies de leurs effets, les prémisses ne restent pas sans leurs conséquences. Ce qu'on devait prévoir, ce qu'on avait prévu, se réalise : toutes les attentes ne sont plus frustrées, ni toutes les espérances trompées. On peut aujourd'hui établir quelques conjectures au sujet de l'Espagne, sans passer pour un rêveur.

On avait prévu que la coalition, en présence des *ayacuchos,* ne pouvait pas reculer, et qu'elle accomplirait son œuvre : elle l'a accompli, avec une habileté rare et avec une modération plus rare encore en Espagne. On espérait que les cortès s'empresseraient de déclarer la majorité de la reine; elles l'ont fait avec une unanimité qui a donné une grande force morale à la décision législative. On s'attendait à voir les troubles qui ont agité l'Aragon et la Catalogne s'apaiser à la proclamation de la majorité de la reine, et en effet tout est promptement rentré dans l'ordre; on peut s'assurer que de long-temps la guerre civile n'ensanglantera plus les provinces espagnoles; le radicalisme armé vient de faire ses derniers efforts et de constater son impuissance dans

les murs de Barcelone. Enfin, tout paraissait annoncer que les partis politiques voulaient quitter la rue et le champ de bataille pour se mesurer sur le terrain de la légalité, et ce résultat vient aussi de se réaliser au sein des cortès. Le parti gouvernemental et l'opposition s'y organisent régulièrement; les deux partis ont pour chefs M. Olozaga et M. Cortina. M. Olozaga amène aux conservateurs une trentaine de progressistes; M. Cortina en garde soixante. Avec les quatre-vingts christinos ou modérés, comme on voudra les appeler, et avec quelques espartéristes et quelques carlistes ralliés, le parti gouvernemental comptera pour le moins cent vingt à cent trente voix dans la chambre des députés; en même temps l'opposition, et par le nombre et par la valeur des hommes qui la composent, sera de nature à ce qu'il faille compter avec elle, et ne pas en mépriser les attaques et les avertissemens. On peut donc espérer de voir le gouvernement représentatif se développer en Espagne, comme il s'est développé graduellement en Angleterre et en France. Il serait sans doute ridicule d'imaginer que les Espagnols viennent d'entrer dans l'âge d'or, que leurs passions sont complètement amorties, et qu'une lumière surnaturelle a tout à coup éclairé leur esprit. L'expérience nous a appris que, même pour les peuples les plus avancés, la vie politique est une vie laborieuse, pleine d'aventures et de périls. L'Espagne n'échappera pas à la loi commune : elle aura ses jours de crise, d'agitation et de danger. Des fautes seront commises, des intrigues seront ourdies; la vanité et l'ambition prendront, en Espagne aussi, le masque du patriotisme, pour envenimer les débats et sacrifier les intérêts du pays aux intérêts individuels. Mais il n'y a rien là que le gouvernement représentatif ne puisse surmonter, une fois qu'il est entré fortement dans les voies régulières, et qu'il a, pour ainsi dire, creusé son lit.

Le nouveau ministère est ce qu'il devait être dans la situation du pays, un ministère de coalition, composé d'hommes honorables et éclairés. Il a un beau rôle à jouer, et nous aimons à croire qu'il n'en méconnaîtra pas l'importance et l'éclat. Le ministère Lopez a noblement rempli sa tâche, qui était la proclamation de la majorité de la reine. Le ministère Olozaga se trouve chargé d'une mission plus grave encore et plus délicate : il doit réorganiser le pays et conclure le mariage de la reine. La minorité de la reine était un danger pour l'Espagne : ce danger est conjuré; mais l'avenir de la monarchie constitutionnelle ne sera consolidé que lorsque le mariage d'Isabelle ôtera leur dernière espérance aux agitateurs et aux intrigans.

La révolution grecque n'autorise pas jusqu'ici de sinistres présages. Les Grecs paraissent comprendre toute la gravité des circonstances où ils se trouvent placés. Il ne s'agit pas seulement, pour eux, de la forme de leur gouvernement, d'un peu plus ou d'un peu moins de liberté : il s'agit d'être ou de ne pas être; car si le royaume de Grèce existe, toujours est-il qu'il n'existe que d'hier, et que, n'ayant pas encore de profondes racines, il ne pourrait pas résister à une agitation trop violente. Les députés se rendent à Athènes; à cette heure, l'assemblée aura commencé ses travaux; le gouvernement en

préparait les bases. On ne peut qu'applaudir à l'ordonnance royale qui vient d'appeler au sein du conseil M. Maurocordato et M. Coletti. Ce fait honore également et les hommes qu'on appelle ainsi dans les conseils du roi, et le chef du cabinet, M. Metaxa. M. Metaxa n'a point redouté la présence et l'influence de deux hommes d'état considérables et dont il n'avait pas suivi jusqu'ici la ligne politique, et M. Maurocordato, qui avait été ministre dirigeant, n'a point trouvé au-dessous de lui le rôle de conseiller sans portefeuille. On peut tout espérer d'hommes qui savent ainsi s'oublier en présence des intérêts du pays. Ces nobles exemples sont un enseignement dont il faut espérer que tous les Grecs profiteront. Le sort de leur patrie est en leurs mains. L'Europe les regarde, et ils n'ont rien à craindre que leurs propres passions. L'Angleterre et la France acceptent la révolution grecque sans la blâmer; l'Autriche et la Prusse, tout en la blâmant, l'acceptent également et désirent qu'elle accomplisse promptement son œuvre, et qu'elle se consolide. La Russie boude, mais cette bouderie n'aura pas de conséquences, si les Grecs, en se donnant une constitution sensée, raisonnable, enlèvent tout prétexte aux accusations et toute chance aux agitateurs. Ce que nous redoutons pour les Grecs, c'est l'engouement des théories : leur pays est encore si faible, si décousu, si mal pourvu de moyens de stabilité et de résistance, que vouloir lui appliquer certaines institutions dans toute leur énergie, ce serait comme renfermer une liqueur en fermentation dans un vase sans cercles. Les institutions doivent se proportionner aux forces morales du pays. Ce qui est facile, raisonnable, sans danger en France et en Angleterre, pourrait ne pas être praticable en Grèce. Au surplus, nous ne connaissons pas assez l'état du pays pour porter ici un jugement particulier sur les institutions politiques qui pourraient lui convenir.

Le ministère ottoman vient d'être modifié. On y a appelé un ami, un élève de Rechid-Pacha. Cette crise partielle a donné lieu à plus d'une conjecture. Ce qu'il y a de certain, c'est que les hommes récemment appelés par le sultan dans son conseil appartiennent aux idées modernes, et ne sont pas de ces Turcs ignorans et fanatiques qui pensent pouvoir rendre à l'empire ottoman sa force et sa grandeur, en renouvelant les violences et les horreurs d'une époque qui est passée sans retour. Mais ce n'est pas par des demi-mesures, en appelant au sein du divan quelques hommes éclairés et modérés, que la Porte peut espérer de s'arrêter sur une pente qui devient tous les jours plus rapide. C'est une réforme générale et profonde, une réforme appliquée à toutes les parties de l'administration, qui pourrait seule arrêter la décadence de l'empire. Ajoutons que cette réforme n'est qu'un rêve. Les Turcs ne sont en état ni de la faire, ni de l'accepter, ni de la supporter. Ils n'ont plus de foi ni en eux-mêmes, ni dans leur gouvernement. Que peuvent quelques hommes élevés en Europe, lorsque, rentrés dans leur pays, loin d'y trouver d'autres hommes qui les comprennent et leur viennent en aide, ils n'y trouvent qu'ignorance, défiance et aversion?

Le procès d'O'Connell a été renvoyé au 15 janvier. Un homme d'esprit

disait avec raison que cette poursuite n'était utile que pour celui qui aurait eu l'étrange envie de faire une étude de la chicane anglaise. Ce n'a été, en effet, jusqu'ici qu'un débat de procureurs; les agens du gouvernement et les *repealers* s'y sont également montrés sous les proportions les plus exiguës. Il est vrai qu'en se rapetissant ainsi, O'Connell s'exposait à perdre ce prestige, cette grandeur quelque peu théâtrale qui fait sa force, tandis que le gouvernement, gouvernement puissant, peut se relever facilement d'un échec momentané. On assure que le ministère anglais songe sérieusement à faire quelque chose pour l'Irlande, et en particulier pour les intérêts matériels du pays. Cela vaudra mieux qu'un procès qui ne termine rien, et qui n'ôtera rien à l'Irlande de sa nombreuse population, de sa profonde misère et de ses vieilles rancunes.

Les chambres sont convoquées pour le 27 décembre. Les divers ministères travaillent à la préparation des projets que le cabinet se propose de présenter. Selon toutes les apparences, c'est sur des questions intérieures que porteront essentiellement nos débats législatifs : les chemins de fer pour les intérêts matériels, l'enseignement secondaire pour les intérêts moraux, seront, ce nous semble, les deux questions capitales de la session.

A vrai dire, le ministre des travaux publics s'occupe activement d'autres questions non moins compliquées et non moins graves que les questions relatives aux chemins de fer ; mais les projets, qu'il doit soigneusement élaborer, ne pourront être présentés à la session prochaine.

La question de l'enseignement secondaire est celle qui dans ce moment occupe le plus les esprits. Elle a pris les allures et les proportions d'une question politique. Elle touche désormais aux plus hauts intérêts de la famille et de l'état, de l'état, qui, lui aussi, a des obligations sacrées à remplir, des droits imprescriptibles à défendre. La vie de l'état est notre vie à tous; sa force est notre force ; son avenir est l'avenir et l'espérance de nos enfans, et le jour où l'état, par aveuglement ou par faiblesse, abandonnerait la puissance qui lui est nécessaire, les droits qui lui sont essentiels, ce jour-là notre existence civile, notre grandeur nationale, seraient compromises; l'ordre ferait place au désordre, la règle à l'anarchie. Il faut donc pour l'enseignement, comme il a fallu le faire pour la presse, pour l'exercice des professions libérales, bref, pour tous les faits du monde extérieur qui pourraient, dans un régime d'absolue liberté, frapper l'état d'impuissance et mettre en péril la sûreté générale et particulière, il faut, dis-je, concilier la liberté de l'individu et de la famille avec les droits et les obligations non moins légitimes de la puissance publique. Le problème peut être plus ou moins difficile à résoudre, selon la matière, selon les circonstances, mais dans ses élémens et dans ses conditions il n'a rien de nouveau, il ne présente rien d'insolite. C'est le problème qu'offrent au publiciste toutes les facultés de l'homme qui se manifestent par des faits matériels, par une action sur autrui; c'est le problème dont la solution constitue toute la science du gouvernement. Que n'a-t-on pas dit de la liberté de la presse et de la difficulté de la régler,

de la concilier avec la protection que l'état doit aux individus et à la société Les esprits impatiens, absolus, s'irritaient et s'égaraient au milieu des ob stacles que leur opposait de toutes parts cette immense question politique, et ne voyant d'issue que dans un parti extrême, ils en concluaient, les uns, qu'i fallait accepter la censure, les autres, qu'il fallait se résigner à l'anarchie Heureusement les uns et les autres se trompaient; la liberté de la presse a pu être réglée et conciliée avec les droits et les obligations de l'état.

Les esprits sont à l'œuvre pour obtenir un résultat analogue dans une ma tière plus grave encore et plus délicate, qui est l'enseignement de la jeu nesse, l'instruction de cette élite de ses enfans que la patrie appelle plu particulièrement à l'exercice des professions libérales, à la vie politique, au méditations de la science et aux travaux littéraires : c'est dans leurs main que notre génération aura placé le brillant et précieux dépôt de la science et de la littérature française; il leur appartiendra de le garder et de l'étendre c'est sa puissance intellectuelle, sa grandeur morale, sa gloire la plus pure que la France leur confie.

Loin de nous la pensée de rappeler ici tous les écrits qu'a déjà fait naître l'étude de cette question. Disons seulement qu'à mesure que la session ap proche, la question passe tout naturellement des mains des hommes spéciau et des parties intéressées aux mains des hommes politiques; les homme spéciaux ont laborieusement préparé les matériaux et mis en relief les prin cipes; les hommes politiques vont en tirer les conséquences. C'est à eu d'examiner quels sont, dans la situation du pays, les résultats possibles e praticables; c'est à eux de se tenir en garde contre les exagérations de tout partie intéressée.

Parmi les hommes politiques que cette grande question a vivement préoc cupés, empressons-nous de citer M. de Lamartine. Il vient de préluder au débats de la chambre par un écrit que la presse quotidienne nous a fait con naître, et où l'on retrouve tout l'éclat de sa parole. Le travail n'est pas com plet; une seconde partie nous est promise, et il est juste de reconnaître qu'a vant la publication de cette seconde partie, on n'a pas le droit de porter un jugement définitif sur les idées de l'illustre écrivain.

Il n'est pas moins vrai que le morceau que nous connaissons présente par les principes qu'on y établit et par la conclusion qui le termine, un tout un ensemble, quelque chose d'absolu, et qui ne semble pas pouvoir admettre de modifications ultérieures.

Si nous avons bien saisi la pensée de l'auteur, M. de Lamartine, frapp des différences profondes qui distinguent l'église et l'état, de la diversité de leurs droits, de leurs pouvoirs, de leur mission, en conclut que tout accord est impossible en matière d'enseignement entre la puissance temporelle et la puissance spirituelle, que toute transaction entre elles ne serait que prévari cation et mensonge, que l'église ne peut rien concéder de son autorité illi mitée sur les ames. Cela étant, les conséquences ne peuvent être douteuses pour un esprit généreux. Si tout accord raisonnable est impossible, il n'y a

plus à opter, pour le clergé, qu'entre l'abaissement et la liberté absolue. En lui conseillant le parti de la liberté, M. de Lamartine ne recule pas devant les conséquences toutes naturelles du principe. Il est trop évident en effet que le clergé ne pourrait briser tous les liens qui le rattachent à l'état qu'en renonçant aux avantages particuliers qu'il en retire, et en rentrant en tout et pour tout dans le droit commun. Si nous ne nous sommes pas mépris sur sa pensée, on dirait que M. de Lamartine conseille à notre clergé de se placer vis-à-vis de l'état dans la situation où se trouve le clergé catholique d'Irlande, ou mieux encore le clergé des États-Unis.

Nous le dirons : si c'est là la conclusion définitive des doctrines de M. de Lamartine, la question entre lui et ses contradicteurs n'est plus qu'une question purement spéculative, car certes il n'y a rien là de pratique et de possible chez nous. C'est un système que les ouailles et les pasteurs repousseraient également. Pour l'essayer, il faudrait autre chose qu'une loi, il faudrait une révolution, et cette révolution ne serait pas durable, car, au lieu d'être l'expression, la réalisation de la pensée du pays, elle en serait le contre-pied.

M. de Lamartine s'est laissé éblouir, ce nous semble, par l'éclat de ses brillantes antithèses. Ce qui n'est que divers lui paraît opposé, ce qui présente quelques difficultés d'agencement lui paraît impossible à rapprocher et à joindre, comme si le sentiment religieux que l'église développe et le sentiment de l'ordre qui fonde et conserve les états n'étaient pas l'un et l'autre des élémens de notre nature, des dons que la Providence nous a octroyés; comme si l'état et la religion, la vie civile et la vie spirituelle, n'étaient pas à l'homme deux moyens de perfectionnement, deux voies tendant vers le même but, qui est le bien.

Sans doute l'homme est un être mixte : Dieu l'a voulu ainsi. Notre *dualité* se retrouve toujours et partout, dans l'individu, dans la famille, dans l'état. En nous faisant le tableau des manifestations de notre double nature, en nous montrant comment se distinguent la foi et la raison, la philosophie et la religion, la vie civile et la vie spirituelle, l'église et l'état, M. de Lamartine nous a prouvé que les admirables harmonies de sa parole peuvent s'appliquer à toute chose, mais il n'a rien dit et ne pouvait rien dire de neuf. La religion et la philosophie, chacune dans la mesure et selon la méthode qui lui appartient, nous avaient depuis long-temps initiés à cette partie des mystères de notre nature que la main de Dieu n'a pas couverte d'un voile absolument impénétrable pour l'homme. Notre *dualité* nous est connue, et si le bien nous est caché, le fait de l'union des deux principes est certain pour nous. Faut-il en conclure que l'homme doit violemment disjoindre ce que Dieu avait uni, et que les deux principes doivent marcher dans des voies opposées ? Parce que leur accord est difficile, faut-il en faire deux ennemis ? Ce serait là un acte de désespoir, et cet acte de désespoir ne résoudrait point la difficulté; à peine la reculerait-il de quelques instans : car le tour du cercle est vite fait, et les deux principes qui se seraient mis en

route, pour ainsi dire, en se tournant le dos, ne tarderaient pas à se retrouver face à face, et l'état qui, avant tout, veut exister, avec sa puissance, son indépendance, son *autonomie,* l'état qui sait que son existence ne serait plus qu'une ombre, qu'une vaine apparence, le jour où il reconnaîtrait un supérieur ici-bas, l'état ne tarderait pas à dire au principe séparé : Vous empiétez sur mes droits, vous abusez de votre liberté, vous êtes un danger pour moi. Que lui opposerait-on? Le principe de la liberté? Mais la première des libertés, c'est la liberté du pays, c'est-à-dire son indépendance, son *autonomie.* A l'état seul appartiendrait donc de décider, à moins qu'on ne veuille faire de nous des vassaux. Nous avions donc raison de dire que la séparation et la liberté ne résolvaient point la question.

L'homme et la société ne se laissent pas ainsi couper en deux. L'analyse est une méthode, la synthèse c'est la réalité, et à moins qu'on ne veuille faire de la France une sorte de Paraguay, il faut admettre qu'il appartient à l'état, non de séparer les deux principes au nom d'une liberté illimitée et chimérique, mais de les coordonner et de les contenir en respectant scrupuleusement ce que chacun d'eux a de propre, de particulier, d'exclusif. Ce doit être, ce nous semble, un des bienfaits, une des gloires de la civilisation chrétienne, que la juste part faite à toute chose selon l'esprit de justice et de charité, de manière que chaque principe obtienne son légitime développement; rien de plus, rien de moins. C'est ainsi qu'on substitue la paix à la guerre, l'harmonie des principes à leur discorde, l'esprit de l'Évangile aux passions des hommes.

Nous aussi nous voulons la liberté, nous la voulons réelle et sincère; mais en matière si grave il importe de bien déterminer le sens des mots. De quelle liberté veut-on nous parler? D'une liberté sans frein, absolue, illimitée?

Au profit de qui? Du premier venu? Mais qui voudrait d'un pareil désordre, d'une si effroyable anarchie? Qui voudrait accorder pour l'enseignement de la jeunesse une faculté sans limites, sans règles, sans garanties, qu'on n'accorde pas pour la profession de médecin, d'avocat, de notaire, d'avoué? L'église, qui a horreur du désordre, s'élèverait la première contre un pareil scandale; la conscience publique en serait révoltée.

Au profit du clergé seulement? Mais alors pourquoi ne pas employer le mot propre? Ce n'est plus la liberté qu'on demanderait, mais un privilége, un privilége inconnu au droit public de la France, un privilége exorbitant et incompatible avec les droits de l'état.

Reste donc le système d'une liberté réglée par la loi; c'est le système sur lequel, en principe, tous les hommes sensés, sincères, tombent d'accord. En demander d'une manière générale la réalisation, c'est demander ce que nous demandons tous; mais ce n'est pas résoudre la question, ce n'est pas même en préparer la solution, car, encore une fois, nul ne conteste le principe. La difficulté est tout entière dans l'application, dans le mode, dans la mesure. Qu'on nous dise qu'il faut de la liberté, qu'on nous le répète sous toutes les formes, c'est bien; mais la question n'aura pas fait un pas. Ce que nous

aimerions à apprendre de plus habiles que nous, c'est comment cette liberté sera distribuée et garantie, sans danger pour elle-même, sans danger pour l'état. Là est la difficulté, la difficulté tout entière, il n'en est pas d'autre.

Au surplus, nous sommes sans inquiétudes sérieuses et pour la liberté et pour l'état. Nous croyons le pays plus sage, plus éclairé, plus prudent que ceux qui s'efforceraient de l'entraîner dans quelque voie extrême. La théocratie est aussi impossible aujourd'hui que l'impiété systématique. Le pays sent sa force, sa virilité. Il ne veut pas plus de la décrépitude que de l'enfance des sociétés civiles.

Il n'y a donc pas de quoi s'alarmer dans aucun sens, pour aucun intérêt : on fera, nous le croyons, une juste part à toutes choses. Et si nous attendons avec quelque impatience le projet de M. Villemain, nous l'attendons aussi avec une pleine confiance. Homme de l'Université, il ne sait pas moins ce que le pays doit de protection et de sollicitude aux graves intérêts moraux que l'église représente, et qui ont droit à tous nos respects.

REVUE MUSICALE.

L'histoire du roi Sébastien de Portugal, histoire romanesque s'il en fut, et où la poésie ne manque pas, répondait singulièrement aux conditions du drame lyrique. Malheureusement, en mettant à la scène le chevaleresque aventurier, M. Scribe paraît ne s'être occupé que d'une chose, à savoir, d'élaguer prudemment de son sujet tout ce qui en constituait l'originalité. Nous n'avons pas le moins du monde la prétention d'en remontrer ici à M. Scribe; toutefois, ne peut-on dire qu'il s'est trompé sur la manière dont il convenait d'envisager le poème de *Dom Sébastien*, l'un des plus beaux, assurément, qu'il y eût à mettre au théâtre? Bien loin de s'en tenir à côtoyer le lieu-commun historique, il fallait, ce nous semble, aborder le merveilleux et tailler en plein dans la légende, qui, Dieu merci, laissait le champ libre à l'invention poétique. N'était-ce pas une physionomie dramatique et neuve, que ce Marco Cotizzone suscité par l'Espagne contre le faible roi de Portugal, et trahissant à la fois Philippe et Sébastien pour essayer de confisquer la couronne à son profit? Il y avait là peut-être l'étoffe d'un second Bertram, mais d'un Bertram réel, possible, et sur lequel on aurait au besoin laissé planer ce doute de certains historiens espagnols, assez enclins à prendre l'aventurier calabrais pour le diable en personne. Zurita parle d'une cloche fantastique d'Aragon dont les rois d'Espagne et de Portugal, si éloignés qu'ils en fussent, entendaient le glas mystérieux chaque fois qu'un grand malheur les menaçait : au moment où Marco Cotizzone, arrivant de Madrid à Lisbonne, entra dans le palais de Belem, la cloche prophétique sonnait, et ce fut elle encore dont la voix lugubre annonça à Philippe II mourant le retour de Sé-

bastien en Espagne. Je crois qu'on pouvait tirer de grands effets d'un pareil moyen, dans un opéra principalement, et sur la scène de l'Académie royale de musique. Pour sa part, l'auteur des *Huguenots* n'y eût pas manqué, et je doute qu'en ces conditions M. Meyerbeer se fût dessaisi de ce poème, qui le tentait d'abord, mais dont, avec le tact si fin qui le caractérise, il devait ne point tarder à voir le défaut capital. En effet, l'œuvre de M. Scribe pèche surtout par la monotonie. Dans ce sujet, si fécond en richesses pittoresques de toute espèce, où la variété des incidens historiques paraissait évoquer toute une suite de combinaisons nouvelles, l'auteur de *Dom Sébastien de Portugal* n'a rien su imaginer que cette éternelle complainte des amours d'un roi chrétien avec une belle Africaine qui se débat pendant cinq actes sous les tenailles de la sainte inquisition, et finit par y succomber ni plus ni moins que cette Rachel de *la Juive* dont elle reproduit trait pour trait la physionomie languissante et souffreteuse. Ce grand inquisiteur en toge violette, et qui en veut à tout le monde avec ses anathèmes et ses foudres, n'est-il point aussi une troisième incarnation de ce vieux cardinal de Brogni que nous avions déjà revu pourtant sous le froc du prieur de *la Favorite*? Du reste, si l'intérêt et la nouveauté manquent, ce n'est pas faute qu'on ait mis en jeu tous les ressorts de la machine dramatique. Je défie qu'on cite dans le théâtre de Shakspeare ou de Calderon une pièce plus mouvementée en ce qui regarde les changemens à vue et autres accessoires. A chaque scène, l'action se déplace. Tantôt vous étiez à Lisbonne, vous voilà maintenant en Afrique; vous quittez les jardins d'un harem, où de belles esclaves pirouettent à l'envi sous prétexte de célébrer le retour de la fille de leur émir, et vous vous trouvez, sans transition aucune, dans les plaines d'Alkassar, où vous assistez à la fin d'une bataille qui se termine sans que vous ayez eu seulement le temps de vous douter qu'elle allait se livrer. En moins de cinq secondes, les musulmans ont bâclé leur victoire. C'est aller vite en besogne, si vite qu'avec la meilleure volonté du monde et sans perdre de vue, comme de juste, le cours instantané de l'aiguille sur le cadran de l'horloge théâtrale on ne saurait se faire à cette manière par trop leste de brusquer les évènemens. Cette scène de la bataille perdue est une bonne idée manquée, rien de plus. Quelques pauvres diables éclopés, qui se précipitent sur le théâtre en traînant la jambe et le bras soigneusement empaqueté dans un linge moucheté de vermillon, ne constituent pas une pareille scène qui, pour échapper au ridicule, a besoin d'être grandiose et maintenue sur une vaste échelle. Il y avait à s'inspirer du *romancero* pour l'idée; quant à l'exécution, on en pouvait chercher le motif soit dans la *Bataille des Cimbres*, de M. Decamps, soit dans les compositions de Martins. Je le répète; le mouvement ne manque pas dans cette pièce de *Dom Sébastien*, seulement il avorte. Jamais on ne vit plus d'activité dépensée en pure perte. Ce ne sont qu'allées et venues, entrées et sorties, changemens à vue et coups de théâtre, tout cela pour aboutir à l'enterrement le plus lugubre où jamais directeur d'Opéra ait convoqué son public. Voilà, pardieu! un beau spectacle à montrer aux gens! Des pénitens qui défilent en portant un cierge, des soldats en pleureuses,

des tambours voilés de crêpes et toute une grandesse en deuil escortant un catafalque princier : agréable passe-temps pour ceux qui demandent au théâtre les faciles distractions de l'après-dîner. Vous sortez de table avec l'intention d'aller entendre l'opéra nouveau, vous entrez dans votre loge, et vous trouvez pour vous bien réjouir, devinez quoi? une chapelle ardente et des escadrons de capucins en cagoules psalmodiant l'office des morts derrière une triple haie de cierges dont la lueur blafarde se projette le long des grands murs tendus de velours noir étoilé de larmes d'argent. Ceci n'est pas gai, pensez-vous; heureusement ce n'est pas tous les jours fête, et j'attendrai, pour revenir, qu'on ait à me montrer quelque chose de moins édifiant, à quoi le répertoire de l'Académie royale de musique vous répond par *la Peste de Florence*, le bûcher de *la Juive*, ou les trappistes de *la Favorite*, qui creusent tranquillement leur fosse en se chantant : *Frères, il faut mourir!* Où s'arrêtera cette pompe funèbre? Qui le sait? De toute façon, il semble que c'était moins que jamais le cas de promener sur un théâtre ces redoutables appareils de la mort, et de faire une comédie, aux yeux d'un public désœuvré, de ces tristes insignes, naguère revêtus par d'augustes douleurs. Que si on voulait, à toute force, avoir un spectacle à grand fracas pour terminer cet acte, rien n'était plus facile; il suffisait de remplacer ces simulacres de funérailles par le couronnement du nouveau roi. Remarquez qu'on n'y perdait pas une aune d'étoffe, pas un cierge, pas un capucin, et de la sorte au moins les convenances eussent été respectées. Il serait à souhaiter que la censure, qui se montre si sévère à l'égard des théâtres secondaires dans tout ce qui touche de près ou de loin au culte catholique, eût son œil un peu plus ouvert sur l'Opéra qu'elle ne le fait d'ordinaire, d'abord parce que le bénéfice comme les inconvéniens d'une loi doivent être égaux pour tous, et que nous ne comprendrions guère pourquoi, parce qu'on tient ses priviléges de Louis XIV, on se permettrait d'arborer en plein théâtre des insignes dont il n'est plus permis à d'autres d'user, même avec la plus extrême discrétion; ensuite parce que les auteurs qui écrivent pour la scène de l'Opéra chercheraient à l'avenir leurs sujets en dehors de l'histoire ecclésiastique, et tout le monde y gagnerait.

La musique de *Dom Sébastien* est l'œuvre d'un maître qui désormais ne compte plus avec ses partitions. Singulière faculté que celle de M. Donizetti! une œuvre en cinq actes lui coûte à peine le temps de l'écrire. Il va de Paris à Vienne, de Vienne à Milan, de Milan à Rome, marquant sa trace par des opéras; comme ce personnage du conte de Perrault, il vide ses poches sur les grands chemins, et il s'en échappe, au lieu de cailloux, d'inépuisables traînées de notes qui témoignent de son passage. Avec un fonds incontestablement meilleur, une nature beaucoup plus riche, et dont c'était après tout la destinée de se dépenser ainsi à l'italienne, M. Donizetti use un peu, en musique, d'un procédé mis en œuvre dans les lettres par bon nombre d'écrivains de nos jours. Comme la prose de ces messieurs, sa mélodie déborde; seulement il conserve sur eux l'avantage qu'étant musicien et parlant une

bastien en Espagne. Je crois qu'on pouvait tirer de grands effets d'un pareil moyen, dans un opéra principalement, et sur la scène de l'Académie royale de musique. Pour sa part, l'auteur des *Huguenots* n'y eût pas manqué, et je doute qu'en ces conditions M. Meyerbeer se fût dessaisi de ce poème, qui le tentait d'abord, mais dont, avec le tact si fin qui le caractérise, il devait ne point tarder à voir le défaut capital. En effet, l'œuvre de M. Scribe pèche surtout par la monotonie. Dans ce sujet, si fécond en richesses pittoresques de toute espèce, où la variété des incidens historiques paraissait évoquer toute une suite de combinaisons nouvelles, l'auteur de *Dom Sébastien de Portugal* n'a rien su imaginer que cette éternelle complainte des amours d'un roi chrétien avec une belle Africaine qui se débat pendant cinq actes sous les tenailles de la sainte inquisition, et finit par y succomber ni plus ni moins que cette Rachel de *la Juive* dont elle reproduit trait pour trait la physionomie languissante et souffreteuse. Ce grand inquisiteur en toge violette, et qui en veut à tout le monde avec ses anathèmes et ses foudres, n'est-il point aussi une troisième incarnation de ce vieux cardinal de Brogni que nous avions déjà revu pourtant sous le froc du prieur de *la Favorite*? Du reste, si l'intérêt et la nouveauté manquent, ce n'est pas faute qu'on ait mis en jeu tous les ressorts de la machine dramatique. Je défie qu'on cite dans le théâtre de Shakspeare ou de Calderon une pièce plus mouvementée en ce qui regarde les changemens à vue et autres accessoires. A chaque scène, l'action se déplace. Tantôt vous étiez à Lisbonne, vous voilà maintenant en Afrique; vous quittez les jardins d'un harem, où de belles esclaves pirouettent à l'envi sous prétexte de célébrer le retour de la fille de leur émir, et vous vous trouvez, sans transition aucune, dans les plaines d'Alkassar, où vous assistez à la fin d'une bataille qui se termine sans que vous ayez eu seulement le temps de vous douter qu'elle allait se livrer. En moins de cinq secondes, les musulmans ont bâclé leur victoire. C'est aller vite en besogne, si vite qu'avec la meilleure volonté du monde et sans perdre de vue, comme de juste, le cours instantané de l'aiguille sur le cadran de l'horloge théâtrale on ne saurait se faire à cette manière par trop leste de brusquer les évènemens. Cette scène de la bataille perdue est une bonne idée manquée, rien de plus. Quelques pauvres diables éclopés, qui se précipitent sur le théâtre en traînant la jambe et le bras soigneusement empaqueté dans un linge moucheté de vermillon, ne constituent pas une pareille scène qui, pour échapper au ridicule, a besoin d'être grandiose et maintenue sur une vaste échelle. Il y avait à s'inspirer du *romancero* pour l'idée; quant à l'exécution, on en pouvait chercher le motif soit dans la *Bataille des Cimbres*, de M. Decamps, soit dans les compositions de Martins. Je le répète; le mouvement ne manque pas dans cette pièce de *Dom Sébastien*, seulement il avorte. Jamais on ne vit plus d'activité dépensée en pure perte. Ce ne sont qu'allées et venues, entrées et sorties, changemens à vue et coups de théâtre, tout cela pour aboutir à l'enterrement le plus lugubre où jamais directeur d'Opéra ait convoqué son public. Voilà, pardieu ! un beau spectacle à montrer aux gens! Des pénitens qui défilent en portant un cierge, des soldats en pleureuses,

des tambours voilés de crêpes et toute une grandesse en deuil escortant un catafalque princier : agréable passe-temps pour ceux qui demandent au théâtre les faciles distractions de l'après-dîner. Vous sortez de table avec l'intention d'aller entendre l'opéra nouveau, vous entrez dans votre loge, et vous trouvez pour vous bien réjouir, devinez quoi? une chapelle ardente et des escadrons de capucins en cagoules psalmodiant l'office des morts derrière une triple haie de cierges dont la lueur blafarde se projette le long des grands murs tendus de velours noir étoilé de larmes d'argent. Ceci n'est pas gai, pensez-vous; heureusement ce n'est pas tous les jours fête, et j'attendrai, pour revenir, qu'on ait à me montrer quelque chose de moins édifiant, à quoi le répertoire de l'Académie royale de musique vous répond par *la Peste de Florence*, le bûcher de *la Juive*, ou les trappistes de *la Favorite*, qui creusent tranquillement leur fosse en se chantant : *Frères, il faut mourir!* Où s'arrêtera cette pompe funèbre? Qui le sait? De toute façon, il semble que c'était moins que jamais le cas de promener sur un théâtre ces redoutables appareils de la mort, et de faire une comédie, aux yeux d'un public désœuvré, de ces tristes insignes, naguère revêtus par d'augustes douleurs. Que si on voulait, à toute force, avoir un spectacle à grand fracas pour terminer cet acte, rien n'était plus facile; il suffisait de remplacer ces simulacres de funérailles par le couronnement du nouveau roi. Remarquez qu'on n'y perdait pas une aune d'étoffe, pas un cierge, pas un capucin, et de la sorte au moins les convenances eussent été respectées. Il serait à souhaiter que la censure, qui se montre si sévère à l'égard des théâtres secondaires dans tout ce qui touche de près ou de loin au culte catholique, eût son œil un peu plus ouvert sur l'Opéra qu'elle ne le fait d'ordinaire, d'abord parce que le bénéfice comme les inconvéniens d'une loi doivent être égaux pour tous, et que nous ne comprendrions guère pourquoi, parce qu'on tient ses priviléges de Louis XIV, on se permettrait d'arborer en plein théâtre des insignes dont il n'est plus permis à d'autres d'user, même avec la plus extrême discrétion; ensuite parce que les auteurs qui écrivent pour la scène de l'Opéra chercheraient à l'avenir leurs sujets en dehors de l'histoire ecclésiastique, et tout le monde y gagnerait.

La musique de *Dom Sébastien* est l'œuvre d'un maître qui désormais ne compte plus avec ses partitions. Singulière faculté que celle de M. Donizetti! une œuvre en cinq actes lui coûte à peine le temps de l'écrire. Il va de Paris à Vienne, de Vienne à Milan, de Milan à Rome, marquant sa trace par des opéras; comme ce personnage du conte de Perrault, il vide ses poches sur les grands chemins, et il s'en échappe, au lieu de cailloux, d'inépuisables traînées de notes qui témoignent de son passage. Avec un fonds incontestablement meilleur, une nature beaucoup plus riche, et dont c'était après tout la destinée de se dépenser ainsi à l'italienne, M. Donizetti use un peu, en musique, d'un procédé mis en œuvre dans les lettres par bon nombre d'écrivains de nos jours. Comme la prose de ces messieurs, sa mélodie déborde; seulement il conserve sur eux l'avantage qu'étant musicien et parlant une

langue partout comprise, il exploite un marché bien autrement étendu. On doit dire aussi qu'il possède d'admirables qualités, entre autres une intelligence des voix que peu d'Italiens même ont eue, et, chose rare chez un Napolitain! une véritable vocation pour l'orchestre; n'étaient ses mélodies la plupart du temps banales et lâchées, on ne sentirait pas la hâte dans ses travaux, tant sa touche instrumentale a de largeur, tant cette manière d'estomper, s'il est permis de s'exprimer ainsi, a de verve et de brillant.

Le premier acte de *Dom Sébastien* ne renferme rien qu'on puisse remarquer à bon droit. Sauf une phrase de Zaïda au moment où le roi l'arrache aux mains de l'inquisition, laquelle phrase, pour revenir si souvent dans l'ouvrage, devrait avoir une expression plus caractérisée, le prologue tout entier passerait inaperçu; car je ne pense pas que M. Donizetti lui-même prenne au sérieux ce beau délire où son Camoëns se laisse emporter à la dernière scène. Vouloir faire d'un poète moderne, du chantre des Lusiades, une espèce de Calchas, dont le poil se hérisse, et prédisant au demi-jour de la rampe les désastres de la campagne qui va s'ouvrir, c'est là certainement une des imaginations les plus bouffonnes dont on se soit jamais avisé. Entre le vieux Tiresias, ce prince des devins antiques, et le poète portugais, je ne vois guère qu'un point de ressemblance, à savoir que l'un fut aveugle et l'autre borgne; et encore est-il douteux que l'œil crevé du Camoëns puisse jamais avoir pour nous la moitié du sens que la symbolique des Grecs attribuait à la cécité du nécroman thébain. Ajoutez à cette pantomime échevelée une musique à faire danser les ours, et vous aurez peut-être une idée de cette scène de trépied renouvelée d'Éleusis et de Délos. Du reste, le rôle du Camoëns est manqué complètement dans la partition de M. Donizetti; aussi quel triste canevas M. Scribe lui donnait à couvrir! Le seul parti qu'un musicien quelque peu penseur eût à prendre en pareil cas, c'était de reconstruire le rôle de fond en comble, et de ne garder que le nom du personnage, comme a fait M. Meyerbeer dans mainte occasion. Voyez-vous, en effet, cette austère et noble figure du soldat poète travestie tantôt en Joad, tantôt en orateur parlementaire, et débitant des lieux communs empruntés au vocabulaire politique des journaux de ce temps :

Je chante le malheur et non pas le *pouvoir*.

Autant vaudrait mettre en musique les harangues du maire de Montmartre. Pour arriver aux passages franchement recommandables de *Dom Sébastien*, il nous faudra aussi sauter à pieds joints sur le ballet, l'un des plus médiocres qu'on ait jamais vus à l'Opéra, au point que l'on se demande si c'est la vulgarité de la musique qui réagit sur les danses, ou si ce sont les danses qui écrasent la musique sous leur désolante monotonie : grave question à débattre entre le maestro et l'ordonnateur de l'intermède. La première chose qui vous frappe dans le courant de l'ouvrage est un chœur à motif fugué, d'une rude et sauvage expression, au moment où les Arabes, conduits par Abayaldos, leur chef, renvoient dans sa patrie dom Sébastien vaincu. Im-

médiatement après vient l'adagio de Duprez. Il y avait sans doute quelque hardiesse à terminer un acte par un mouvement si calme et si posé. Toutefois, l'essai devait réussir, car la phrase est fort belle, et Duprez met à la rendre une admirable ampleur de style. Bien qu'il abuse de la voix de tête, ressource ordinaire des chanteurs épuisés, Duprez retrouve par intervalles dans cet opéra des élans dignes de ses plus glorieuses soirées. On s'aperçoit qu'il est à l'aise dans cette musique si commode au virtuose, ingénieuse à déguiser les avantages qui lui manquent, non moins qu'à produire au jour le plus favorable ceux qu'il a conservés. Du reste, la présence de M. Donizetti se fait sentir partout, chez Mme Stolz comme chez M. Massol, dont l'organe fruste et peu malléable s'assouplit du moins pour quelques heures, et vous respirez dans ces ensembles mieux groupés, dans ces voix désormais plus contenues, l'influence harmonieuse et salutaire du maître italien.

Au troisième acte, la scène où le caractère de l'émir africain, jusque-là maintenu dans l'ombre, se démasque tout à coup, est d'un effet hardi et saisissant. On n'imagine rien de plus dramatique et de plus fortement accentué que ce duo dans lequel Abayaldos dévoile à Zaïda le secret de sa jalousie et de sa haine. Couleur et passion, tout y est. Il faudrait recourir au rôle d'Henri VIII dans *Anna Bolena* pour trouver chez M. Donizetti des inspirations de cette énergie. Nous disions tout à l'heure que le personnage du Camoëns était manqué; en revanche, le musicien nous semble avoir admirablement compris le caractère d'Abayaldos, physionomie originale et colorée à la manière des bédouins de Decamps. Il y a de l'africain dans cette passion qui ronge son frein, dans cette rage contenue et froide qui marche sourdement à sa vengeance et n'éclate qu'à deux reprises : dans le duo dont nous parlons et dans la phrase si dramatique du sextuor du quatrième acte, une fois pour prévenir sa victime, l'autre pour l'écraser. Nous citerons encore, mais surtout comme situation musicale dont on doit faire honneur à M. Scribe, la scène où Camoëns proscrit, réduit à mendier la nuit dans une rue de Lisbonne, tend la main au roi Sébastien. C'était là, sans aucun doute, une donnée intéressante pour le musicien, et l'on ne peut que regretter que M. Donizetti n'en ait point su tirer meilleur parti : non que le morceau tel qu'il existe soit tout-à-fait médiocre, l'adagio du début, qui rappelle une admirable phrase d'Alaïde dans *la Straniera*, ne manque pas d'un certain pathétique; mais il s'en faut que le second mouvement réponde au premier, et, somme toute, d'un musicien tel que M. Donizetti, en si belle occasion on devait attendre mieux. La scène des funérailles est traitée d'un bout à l'autre de main de maître. J'aime ces tambours voilés qui répondent à l'appel lugubre des clairons pendant que le cortége défile; plus tard la complainte du chœur a de la mélancolie et de la grace, et bien que çà et là plus d'une réminiscence du finale d'*Otello* s'y rencontre, on ne peut s'empêcher d'admirer l'art prodigieux avec lequel toute cette pompe musicale est ordonnée.

Le quatrième acte contient sans contredit le plus beau morceau de l'ouvrage. Le célèbre *crescendo*, si familier à M. Donizetti, éclate là dans toute

sa puissance; la phrase du Maure, reprise ensuite à l'unisson par les voix et le chœur, a aussi de la grandeur et de l'entraînement. C'est un peu toujours, si l'on veut, la coupe du finale de *Lucia*, avec cette différence médiocrement avantageuse pour l'Opéra, qu'ici M. Massol remplace Tamburini ou Ronconi. Mais quel maître n'a sa forme de prédilection à laquelle il revient sans cesse? quel musicien, même parmi ceux qui se consument à filer un son avec la patience laborieuse du ver à soie, possède donc deux idées aujourd'hui? Nous ne dirons rien du cinquième acte, sinon que c'est un opéra-comique des plus guillerets; le poème voudrait bien continuer à chanter sur le même ton dithyrambique et lugubre, mais le musicien est à bout des épouvantemens, et se met le plus gaiement du monde à folâtrer sur la coudrette. La *stretta* du duo entre Sébastien et Zaïda se débattant tous deux sous le coup de la mort est d'une expression telle, qu'elle conviendrait à merveille aux personnages bouffes de *l'Élisir d'Amore,* et cette tragédie si pleine de deuil et de funérailles se termine, comme le *Barbiere di Siviglia*, par une espèce de canon qui se chante *sotto voce* en préparant la classique échelle de cordes:

Non faciamo confusione;
Per la scala del balcone, etc.

Tant il est difficile à un maître italien de garder son sérieux quatre heures de suite!

Le lendemain du jour où l'Académie royale de musique représentait *Dom Sébastien,* le Théâtre-Italien donnait par la mise en scène de *Maria di Rohan* une nouvelle occasion de triomphe à l'heureux maestro. La partition composée pour Vienne et l'œuvre écrite pour Paris se rencontraient sur le terrain de la discussion, et, tout bien considéré, nous ne pensons pas que Paris ait sujet de se montrer jaloux. Si *Maria di Rohan* peut faire valoir un très beau troisième acte, on a pu voir que *Dom Sébastien* avait de quoi lui répondre, et pour le reste de la partition italienne il tombe dans la catégorie des ouvrages de pacotille, et n'a dû trouver merci aux yeux du public viennois que par cette habileté de main si remarquable déjà dans *Linda di Chamouni,* et qui n'abandonne jamais M. Donizetti. Sans tomber ici dans le lieu commun des reproches qu'on adresse journellement à la fécondité du maître de chapelle de l'empereur d'Autriche, ne peut-on regretter que cette veine intarissable ne cherche pas à se concentrer davantage, et, qu'on nous passe le mot, que cet esprit si musical s'étende ainsi d'eau claire? Nul ne songe à imposer à M. Donizetti des conditions de patience et de laborieuse application, qui ne sont ni dans ses habitudes ni dans le génie de son pays; mais serait-ce donc trop exiger de sa nature que de lui demander de ne pas se dédoubler comme elle fait depuis trois ou quatre ans? Ainsi voilà deux partitions d'un mérite incontestable auxquelles il n'a manqué, pour être des œuvres d'un rang supérieur, qu'un peu de conscience et de temps. Rassemblez sur un point la somme de talent dépensée dans *Maria di Rohan* et *Dom Sébastien*, et vous aurez une œuvre de la trempe de *Lucia*. Or, il reste à savoir si une œuvre comme la

Lucia, ne dût-on la considérer qu'au seul point de vue de la spéculation, ne vaut pas mieux à elle seule que deux opéras comme *Dom Sébastien* et *Maria di Rohan.*

THÉATRE-FRANÇAIS.

M. Scribe continue à produire, sans que cette facilité surprenante, qui est la plus grande partie de son talent, en éprouve la moindre lassitude. Hier il versifiait un opéra, aujourd'hui il dialogue une comédie, le tout sans efforts, et avec les mêmes chances de réussite. C'est que M. Scribe a pour système de suivre le public plutôt que de lui commander, et de chercher à lui plaire en obéissant à ses goûts plutôt que de le dompter en lui imposant les siens. Habile autant que personne à nouer et à dénouer une intrigue, spirituel et délié dans le dialogue, vrai le plus souvent, sinon profond, dans la peinture des mœurs, il sait toujours se mettre au niveau de son auditoire, et calcule avec une rare précision tous ses effets. On pourrait dire qu'il a la vocation du succès. Sa nouvelle comédie, *la Tutrice,* doit prendre place parmi ces agréables croquis toujours bien reçus du public, pour lequel ils semblent écrits expressément, et qui occupent dans le répertoire si varié de l'auteur une place bien distincte à côté de ses productions plus sérieuses, *Bertrand et Raton, l'Ambitieux* et *la Camaraderie.*

Les deux premiers actes se passent dans une auberge d'Allemagne, à quelques lieues de Vienne. Un industriel, un de ces spéculateurs de notre temps qui mettraient le soleil en actions s'ils croyaient trouver des actionnaires, est descendu dans cet hôtel avec sa jeune fille, qui a nom Florette. M. Conrad annonce à Mlle Florette que M. Julien, son employé, le quitte pour aller chercher fortune ailleurs. La jeune fille aimait Julien, et son chagrin se comprend de reste. C'est le premier chagrin d'amour : je ne sais pas si celui-là est le plus vif et le plus profond; assurément, c'est le plus sincère. — Survient M. le comte Léopold de Vurzbourg, étourdi, prodigue, mauvais sujet, qui a appris la mort de son oncle le feld-maréchal, et qui arrive bon train, à grandes guides, pour venir recueillir une succession immense, dont il doit déjà une bonne part à de gracieux usuriers qui lui ont prêté, au denier vingt, par avancement d'hoirie.

Presque en même temps, une dame modestement vêtue, aux manières élégantes et simples, descend dans l'auberge, qui ressemble décidément, à ne pas s'y tromper, au terrain vague, rendez-vous si commode de tous les personnages du vieux théâtre. Léopold, pour jouer son rôle d'héritier opulent et faire impression sur la belle et jeune voyageuse, ne parle que de dépenses folles, de plaisirs ruineux, et s'attire de la part de la dame, qui d'abord

n'avait pas l'air d'écouter, la plus juste et la plus piquante leçon de morale sur l'emploi des richesses. Cette inconnue est bien la plus aimable prêcheuse qu'on puisse entendre. Mais l'entretien ne tarde pas à être troublé par un courrier, porteur de dépêches pour M. le comte. On a certes bien fait de ne pas perdre un moment, et d'expédier un postillon à franc étrier; la nouvelle est importante : le testament a été ouvert, et le comte Léopold de Vurzbourg est complètement déshérité. La légataire universelle du feld-maréchal est une jeune chanoinesse du nom d'Amélie de Moldaw, qui n'était pas même sa parente éloignée. Le coup est terrible. Conrad, qui a une idée fixe, et qui veut, avant tout, placer ses actions industrielles, ne s'aperçoit pas du contre-temps, et prie la dame inconnue, comme il a prié Léopold, d'une façon fort comique, de lui souscrire quelques actions. La jeune voyageuse, sans se faire attendre, donne sa signature. — La chanoinesse Amélie de Moldaw! dit M. Conrad. — Amélie de Moldaw! s'écrie Léopold. — Et, lui lançant un regard furieux, il s'élance et disparaît. — Quel est donc ce jeune homme? demande Amélie surprise. — C'est le comte Léopold de Vurzbourg, répond naïvement Conrad. — C'est Léopold de Vurzbourg! Allez, courez! empêchez à tout prix qu'il parte! s'écrie la chanoinesse en poussant M. Conrad.

Ce premier acte est habilement conduit; il a de jolis mots, de jolies scènes, des coups de pinceau assez fins. — Lorsque le second acte commence, l'attention est parfaitement éveillée. Le jeune comte n'est pas parti, et il se trouve en présence de Mlle de Moldaw, qui, noble et généreuse, a été héritière malgré elle, et ne veut être que la tutrice du neveu de son bienfaiteur. Et d'abord, elle veut payer ses dettes; Léopold s'y oppose avec énergie, et il ne cède même pas lorsque les huissiers cernent la maison, et vont s'emparer de lui. Le cas était embarrassant pourtant, et la situation devenait orageuse; une lettre de la célèbre danseuse Fridoline arrive à temps, Léopold retrouve son audace, et, par bravade, prend la résolution la plus extravagante, celle d'épouser la danseuse, qui, étant très riche, vient de lui offrir sa main, pour devenir comtesse, et pouvoir faire graver une couronne sur le panneau de ses voitures. Mais Amélie, qui a eu jusqu'ici du bon sens et de la bonté, va avoir de l'esprit. Au lieu de payer les dettes de Léopold, c'est elle maintenant qui le fait jeter en prison.

Deux ans se sont écoulés, et nous nous trouvons, au troisième acte, dans un château dépendant de la succession du feld-maréchal. M. Conrad, qui a placé enfin toutes ses actions, et qui est aujourd'hui très riche, parce que ses actionnaires ne le sont plus, plaide contre la chanoinesse de Moldaw, et il a choisi pour avocat le jeune fou des deux premiers actes, qui, ramené par le régime de la prison à des idées plus saines, s'est créé par son travail une position honorable. Léopold, apprenant de Conrad, avant d'avoir vu Amélie, que la jeune chanoinesse est loin de mener une vie exemplaire, s'emporte et laisse, pour la première fois, voir assez clairement le fond de son cœur. Depuis quand le jeune comte de Vurzbourg est-il amoureux d'Amélie de

Moldaw, qu'à la fin du second acte il maudissait et détestait avec une sorte de rage? Nul ne le sait, et il ne le sait peut-être pas lui-même. Mais voyez comme nous allons vite! Florette, qui a revu Julien, lequel ne lui a pas fait grand accueil, est irritée, piquée au vif, et, pour se venger, veut se marier aussitôt; Léopold est exactement dans la même disposition, et il se conclut, entre le jeune homme et la jeune fille, un projet de mariage par vengeance, qui fournit une scène assez originale et assez gaie.

Ce singulier mariage va s'accomplir, lorsque Léopold apprend la vérité, toute la vérité, sur le compte de Mlle de Moldaw. Elle est restée pure, sa vie est sans reproche; Amélie explique les absences et les déguisemens qu'on lui imputait à crime, en faisant connaître à Léopold que c'est elle qui, sous l'habit de religieuse, allait le veiller dans sa prison quand il était malade et qu'il avait le délire; et, pour preuve, elle veut lui rendre un anneau qu'elle portait précieusement à son doigt depuis le jour où, dans un accès d'exaltation fiévreuse, il l'avait donné à la religieuse qui veillait à son chevet. Cet anneau, on le devine, sera bientôt l'anneau nuptial, et la tutrice, en devenant la femme de son pupille, lui rend de si beaux comptes de tutelle, qu'on voit bien que nous sommes dans un vieux château d'Allemagne.

Cette pièce a de l'entrain; le caractère de la tutrice est d'une donnée assez neuve, et l'esprit, sans y être de haut vol, n'est pas trop vulgaire. Les acteurs ont fait preuve de talent. M. Provost, dans le rôle de Conrad, s'est montré comique et naturel. M. Brindeau a été un comte de Vurzbourg à peu près irréprochable; s'il n'a pas eu plus d'éclat, c'est moins sa faute que celle de son rôle. Mlle Brohan est une gaie et naïve Florette. Enfin Mlle Plessy, qui remplissait le rôle de la chanoinesse Amélie de Moldaw, a été pleine de réserve et de bon goût, et, dans deux ou trois de ces longues tirades où excellait Mlle Mars avec ses inflexions si savantes, elle s'est souvenue très heureusement du parfait modèle.

Nous attendons M. Scribe à une œuvre plus importante, à une grande toile. Il n'est pas vrai, comme on se plaît à le répéter, que la comédie ne soit plus possible, que Molière et le XVIIIe siècle aient épuisé le champ des faiblesses, des sottises et des vices de l'homme, et que, les maîtres s'étant emparés des principaux sujets, il ne reste plus qu'à glaner. Si vieille que soit une littérature, si vieux même que soit le monde, les sujets ne manqueront jamais au génie, qui est précisément la faculté de voir et de faire voir les choses sous des points de vue nouveaux. C'est l'absence du poète comique que nous prenons pour l'absence de la comédie. La comédie n'a jamais été plus possible que de nos jours. Que M. Scribe y songe : la haute muse comique, qui à la vue des excès du vaudeville est blessée au cœur et nous boude avec raison, a tendu la main à l'auteur de *la Camaraderie*, et le protégerait de préférence à beaucoup d'autres, si, au lieu d'éparpiller ses forces, il s'appliquait à les réunir; s'il livrait plus souvent de véritables combats, au lieu d'escarmouches sans fin; s'il donnait à son observation plus d'étendue et

de profondeur, et s'il ne dédaignait pas aussi ouvertement cette puissance ombrageuse qui ne se laisse captiver que par de continuels sacrifices, mais qui seule aussi peut faire vivre l'écrivain : c'est du style que je veux parler.

Quant au public, le drame moderne ne l'a pas changé : le peuple d'Athènes aimera toujours la comédie.

Les personnes de goût qui cherchent dans les productions légères un autre plaisir que celui des yeux et que la distraction du moment distingueront, au milieu des publications nouvelles, le livre curieux et singulier qui vient de paraître sous ce titre : *Un Autre Monde* (1). Ce livre n'est rien moins que la représentation animée et satirique du commerce, des arts, de la littérature, enfin du monde pittoresque parodié par lui-même. Un de nos plus hardis, de nos plus fins dessinateurs, Grandville, n'a pas craint de tourner son crayon contre les manœuvres, les folies, les fausses grandeurs, les piéges, les vanités du charlatanisme moderne, observé dans tous les rangs de la société. Réclames commerciales et littéraires, annonces, affiches, programmes officiels, harangues parlementaires, professions de foi politique animées et personnifiées, agissent et se croisent pêle-mêle dans cette galerie que l'on peut appeler le carnaval de l'industrie. Le dessinateur a été secondé par un écrivain habitué à manier avec autant de grace que de légèreté les armes de la raillerie et de la satire. On ne peut dire que dans cette divertissante comédie tous les traits soient également acérés et justes, que la mesure et le naturel n'aient pas été parfois sacrifiés à la bouffonnerie et à l'exagération des peintures; mais on peut dire que la verve, la justesse et le franc comique l'emportent sur les imperfections de certains détails que l'on pourrait noter. L'élégance typographique a d'ailleurs mêlé son prestige aux ornemens du style et du dessin. Le succès promis à *Un Autre Monde* ne sera que la juste récompense des soins de l'éditeur, et des heureux efforts de l'écrivain et de l'artiste.

(1) Un vol. in-4° orné de nombreuses gravures, chez H. Fournier, rue Saint-Benoît, 7.

V. DE MARS.

DU

ROYAUME-UNI

ET

DU MINISTÈRE PEEL EN 1843.

L'an dernier, à pareille époque, le chef du cabinet anglais était arrivé au plus haut degré de la puissance et presque de la gloire. Porté au pouvoir, malgré la reine, par une imposante majorité, et pleinement investi de la confiance du pays, il semblait qu'une longue et grande carrière s'ouvrît devant lui. Par la hardiesse de ses actes, par l'éclat de ses paroles, par le bonheur aussi des évènemens, il avait à la fois triomphé des attaques de ses ennemis, des résistances de ses amis, et, pendant une session de plusieurs mois, pas un échec ne lui était survenu. Quand il se levait, c'était donc avec la conscience un peu orgueilleuse de sa force, et jamais, quoi qu'il pût dire, il ne se rasseyait sans être soutenu par des applaudissemens répétés. Au dehors, au dedans, tout en un mot lui avait réussi. Aussi l'opinion générale proclamait-elle qu'aucun ministre, depuis Pitt, n'avait gouverné l'Angleterre avec une autorité aussi incontestée et

d'une main aussi vigoureuse. Les difficultés même auxquelles, de son propre aveu, il devait s'attendre, semblaient s'être évanouies à son approche, ou n'avaient apparu un instant que pour orner et consacrer son triomphe.

Aujourd'hui, tout est changé, et, si l'on en croit les apparences, la chute de sir Robert Peel a suivi de près sa grandeur. Non-seulement les difficultés prévues ont reparu plus graves et plus menaçantes que jamais, mais sur le terrain même où sa puissance paraissait le mieux assurée, dans le parlement, des embarras et des échecs assez sérieux sont venus plus d'une fois l'avertir que les temps étaient changés; plus d'une fois aussi, pour échapper à une défaite probable, il a dû transiger ou reculer. Aussi ses ennemis ont-ils soudainement repris courage, tandis que beaucoup de ses amis, mécontens et inquiets, ne lui prêtent plus qu'un appui incertain. De tous les journaux tories, un seul, le *Standard*, lui reste pleinement fidèle. Les autres, le *Times* en tête, ne le prennent désormais que comme un pis-aller.

D'où vient, où va cette réaction que tout le monde a remarquée sans que personne jusqu'ici l'ait suffisamment expliquée? Répond-elle à un changement bien réel soit dans la conduite de sir Robert Peel, soit dans l'état du pays? ou bien n'est-ce que le résultat passager de quelques-uns de ces accidens qui viennent troubler toute carrière politique un peu longue? En un mot, le parti tory, qui, par dix ans d'efforts persévérans et habiles, était parvenu en 1841 à remonter au pouvoir, s'en verra-t-il précipité de nouveau au bout de deux ans dans la personne de ses hommes d'état les plus illustres et les plus éprouvés? Telle est la question qui s'agite en ce moment et sur laquelle les esprits paraissent se diviser. Pour la résoudre, il faut, avant tout, présenter le bilan complet de la politique ministérielle et de ses résultats au dehors et au dedans. Il faut ensuite rechercher quels sont les successeurs possibles de sir Robert Peel, et s'ils possèdent plus que lui la solution des graves problèmes qui se débattent dans le royaume-uni. Il faut enfin examiner si depuis un an, et sous l'influence des derniers évènemens, les vieilles combinaisons se sont modifiées, et les vieux partis transformés assez pour que des combinaisons et des partis nouveaux puissent dès aujourd'hui envahir le monde politique. Ce sera l'objet principal de cet article, suite de ceux que la *Revue* a déjà publiés en 1840, 1841 et 1842.

Pour bien apprécier la situation actuelle du ministère Peel, il y a d'abord une distinction à faire. On sait qu'en Angleterre la session

du parlement se divise en deux périodes séparées par la vacance de Pâques. C'est en général pendant la première de ces périodes que se posent et se résolvent les grandes questions politiques. Pendant la seconde, on achève d'expédier les affaires, et de rédiger en articles de loi les résolutions dont le principe a déjà été voté. Or, il est constant que, jusqu'à la vacance de Pâques, sir Robert Peel avait été vainqueur sur tous les points à peu près; il est constant qu'à cette époque il paraissait à tout le monde plus puissant et plus inébranlable que jamais. Un rapide résumé des principaux débats de cette partie de la session en donnera la preuve.

Dans la session de 1842, les affaires étrangères, on s'en souvient, avaient tenu peu de place; mais cette session s'était terminée laissant trois grandes questions indécises, celles de l'Afghanistan, de la Chine et du traité américain. Or, avant la session de 1843, ces trois questions avaient reçu, de la guerre ou de la diplomatie, une solution définitive. Elles devaient donc être l'objet d'un débat parlementaire, et avec sa présomption ordinaire lord Palmerston, dit-on, annonçait à qui voulait l'entendre qu'avec cet aide il se faisait fort de changer en minorité la majorité de sir Robert Peel. Or, voici ce qui advint des prophéties de l'ancien ministre des affaires étrangères.

On sait comment, vers la fin de 1842, se termina la guerre de Caboul. D'abominables excès, et en définitive l'abandon peu glorieux d'un pays où l'on avait espéré s'établir; mais d'un autre côté une campagne assez brillante, une revanche suffisante des désastres de l'année précédente, et par-dessus tout la fin d'une entreprise mal conçue, mal dirigée, et qui ne pouvait conduire à rien de grand ou d'utile. S'il n'y avait pas là pour sir Robert Peel un sujet de triomphe, il y avait moins encore un sujet d'attaque pour l'opposition, surtout pour l'opposition whig, responsable des fautes et des malheurs de 1841. Heureusement pour elle, par deux de ses proclamations, le gouverneur actuel de l'Inde, lord Ellenborough, avait donné prise. Dans l'une, il accusait ouvertement la politique de son prédécesseur et représentait en quelque sorte la défaite de 1841 comme la juste punition de cette politique; dans l'autre, il annonçait avec orgueil aux Indiens que les portes du temple de Somnauth, conquises en 1024 par le sultan Mahmoud, et reprises à Ghuznee par les soldats anglais, allaient être ramenées en triomphe, et que l'insulte de huit cents ans était ainsi vengée. De ces deux proclamations, la première était blâmable, la seconde n'était que ridicule. C'est pourtant celle-ci qui, par l'indignation qu'elle causa, mit lord Ellenborough

en péril et compromit un moment le cabinet. Avec un zèle aussi politique que religieux, on rechercha quel était ce temple de Somnauth auquel le gouverneur chrétien de l'Inde s'apprêtait à rendre hommage, et on découvrit avec horreur, avec effroi, que ce temple « desservi par 2000 brahmines, 900 musiciens, 300 barbiers, et 500 danseuses, toutes très jolies, était consacré à une divinité sanguinaire, et servait de théâtre aux plus abominables débauches. » Ce fut alors contre lord Ellenborough et sa proclamation un concert d'imprécations dévotes auxquelles la voix pieuse des whigs ne manqua pas de se mêler. Au milieu de cette sainte clameur, quelques profanes se hasardèrent bien à faire remarquer qu'au crime de relever les autels de Juggernauth, la cérémonie des portes pouvait ajouter l'inconvénient de mécontenter les populations musulmanes, c'est-à-dire vingt millions de sujets anglais dans l'Inde; mais c'était là le petit côté de la question. En attaquant comme impolitique la proclamation de lord Ellenborough, on ne pouvait espérer d'enlever au ministère une seule voix dans le parlement. En l'attaquant comme irréligieuse, on avait la chance d'avoir pour soi les évêques à la chambre des lords, sir Robert Inglis et son parti à la chambre des communes. Faut-il s'étonner que *le paganisme* de lord Ellenborough ait réveillé tant de sentimens chrétiens et défrayé pendant trois mois tous les journaux de lord Palmerston?

Il y avait pourtant là quelque chose d'assez singulier et un renversement à peu près complet des rôles ordinaires. Ainsi, supposez que lord Ellenborough se fût nommé lord Auckland, et que ce dernier eût signé la fameuse proclamation, quels cris de douleur chez les tories, et quelle superbe ironie chez les whigs! Au lieu de cela, c'était aux whigs à gémir, aux tories à se moquer; aux whigs à exciter le zèle du banc des évêques, aux tories à le contenir; aux whigs enfin à partager la pieuse susceptibilité de sir Robert Inglis et de M. Plumptree, aux tories à s'en séparer. C'est ainsi que, dans la mêlée politique, les partis se trouvent quelquefois amenés à faire entre eux l'échange de leurs opinions les plus enracinées, de leur langage le plus habituel.

Quoi qu'il en soit, quand le parlement s'ouvrit, le ministère était inquiet et l'opposition pleine de confiance. Dès la première séance, lord John Russell et lord Palmerston annoncèrent qu'ils appelleraient l'attention de la chambre sur la conduite de lord Ellenborough, et sir Robert Inglis se leva aussitôt pour les soutenir. Peu de jours après, M. Vernon Smith alla plus loin encore, et, toujours avec l'appui de

sir Robert Inglis, engagea vivement la chambre à faire acte de christianisme en flétrissant cette proclamation « vraiment digne d'un païen et qu'un musulman n'aurait jamais signée. » A cela, sir Robert Peel répondit avec quelque succès en détournant la question. Cependant il fut facile d'apercevoir que dans cette discussion le premier ministre n'avait pas sa sérénité ordinaire, et qu'il attendait avec quelque anxiété le jour où, conformément aux précédens, il devait proposer à la chambre un vote de remerciement.

Cet usage de faire voter par le parlement des remerciemens à certains hauts fonctionnaires civils et militaires n'est pas très ancien en Angleterre, et ne date que des années qui ont immédiatement précédé la révolution de 1640. C'est sans contredit un de ceux qui ont le plus contribué à étendre et à fortifier l'influence parlementaire. Sir Robert Peel ne pouvait donc songer à s'en affranchir. Mais alors se présentait l'alternative difficile ou de comprendre lord Ellenborough dans le vote, ce qui était s'exposer à une défaite, ou de l'omettre, ce qui était le frapper d'un blâme sévère et donner gain de cause à l'opposition. Le cabinet s'en tira par une motion intermédiaire et qui devait à son tour embarrasser ses adversaires. Il proposa le même jour, dans les deux chambres, de remercier lord Ellenborough « pour l'habileté avec laquelle les ressources de l'empire dans l'Inde avaient été appliquées aux opérations militaires. » Or cette motion, malgré la mauvaise humeur visible de lord Palmerston, passa dans les deux chambres à l'unanimité.

Tout pourtant n'était pas fini, et, quelques jours après, deux motions, l'une de lord Clanricarde à la chambre des lords, l'autre de M. Vernon Smith à la chambre des communes, mirent le parlement en demeure de se prononcer sur la fameuse proclamation; mais sous cette forme, la question devenait toute ministérielle, et par conséquent bien moins favorable à l'opposition. Le ministère, d'ailleurs, n'avait pas perdu son temps, et bien de pieuses colères s'étaient refroidies au contact de la politique. La veille même de la motion, on avait obtenu de la plupart des évêques qu'ils s'abstiendraient. En conséquence, quatre seulement prirent place sur leur banc, et ce fut sans beaucoup de peine que le duc de Wellington et lord Brougham réunis battirent lord Clanricarde, lord Clarendon et lord Lansdowne. Lord Brougham, d'ailleurs, démontra triomphalement que « le temple de Somnauth appartenait à la religion des boudhistes, non à celle de Brahma, » ce qui expliquait et justifiait parfaitement la proclamation. A la chambre des communes, la lutte fut un peu

plus sérieuse, et le radicalisme, dans la personne de M. Hume, l'opposition whig, représentée par M. Macaulay, lord John Russell et lord Palmerston, la haute église enfin, ayant pour organe M. Plumptree, firent en commun un effort considérable; mais lord Stanley et sir Robert Peel, sans défendre la lettre de la proclamation, rallièrent plus facilement qu'on ne l'aurait pensé presque toute l'armée ministérielle. En définitive, la motion eut à la chambre des lords 25 voix contre 83, à la chambre des communes, 157 contre 242. Ainsi finit la première campagne de lord Palmerston.

Il y avait bien moins de parti à tirer de l'affaire de Chine, qui venait de se terminer heureusement et glorieusement. Tout au plus pouvait-on débattre à ce sujet quelques questions personnelles, par exemple celle de savoir à qui revenait l'honneur du dénouement. — C'est à nous, disaient les whigs, qui avons déclaré la guerre à la Chine, et, par la querelle si habilement inventée de l'opium, préparé le résultat actuel. — C'est à nous, répondaient les tories, qui par notre prévoyance, par notre fermeté, avons réparé les fautes de nos prédécesseurs. — A part ce petit débat intérieur, tout le monde reconnaissait que la paix récemment conclue avec le céleste empire était aussi honorable qu'avantageuse, si toutefois l'empereur ne refusait pas de la ratifier. On sait que depuis cette ratification est venue, et que l'empire chinois, si long-temps fermé à l'Europe, va maintenant lui être ouvert par plusieurs points importans. Le génie même de lord Palmerston ne pouvait trouver là un sujet passable de querelle.

L'affaire du traité américain présentait, il faut en convenir, bien plus de difficultés. Sans compter les différends passagers de *la Caroline* et de *la Créole*, il y avait entre les deux pays trois grandes questions à régler, celle des limites du Canada, celle de l'Orégon, celle du droit de visite et de recherche; de ces trois questions, la première seule était résolue, la seconde restait tout-à-fait indécise, et la troisième recevait une solution incomplète. Un mot sur chacune d'elles fera mieux comprendre en quoi consistaient les espérances des whigs.

C'est en 1783, au moment même où fut reconnue l'indépendance de l'Amérique, qu'un traité fixa les limites des deux pays; mais en Angleterre surtout, on n'avait qu'une idée assez confuse des contrées à peu près désertes qui se trouvaient aux confins des deux états, et la ligne mentionnée dans le traité fut si indécise, que depuis cette époque jusqu'au temps actuel, elle n'avait cessé d'être entre les deux nations un sujet de querelles. Il y a quelques années pourtant, on convint de prendre le roi des Pays-Bas pour arbitre; mais, tout en-

men fait, il se trouva que, si les mesures astronomiques donnaient gain de cause à l'Angleterre, l'Amérique, au contraire, avait raison d'après les mesures géocentriques. Le roi des Pays-Bas, avec beaucoup de sagesse, pensa donc qu'il ne devait se prononcer ni pour l'une ni pour l'autre, et qu'un compromis était le seul moyen d'en finir. C'était là outrepasser son mandat, et, en 1832, les États-Unis refusèrent la transaction. A la suite de ce refus, plusieurs propositions et contre-propositions eurent lieu, jusqu'au jour où lord Palmerston mit en avant la singulière idée de s'adresser au roi de Prusse, au roi de Sardaigne, au roi de Saxe, et de leur demander non de juger le différend, mais de nommer chacun un savant pour former une commission. Cette idée, comme bien on le pense, n'eut aucune suite, et sous l'influence de l'affaire de *la Caroline* et de l'affaire Mac-Leod, l'irritation alla croissant, et ne tarda pas à compromettre la paix des deux pays. C'est alors que sir Robert Peel se décida à envoyer en Amérique lord Ashburton, qui, en peu de temps, conclut un traité à peu près sur la base du compromis proposé par le roi des Pays-Bas. D'après ce compromis, l'Angleterre obtenait les vingt-cinq soixantièmes du territoire contesté. D'après le traité Ashburton, elle en obtint les vingt-quatre soixantièmes. Elle accorda de plus aux Américains un libre passage sur le fleuve Saint-Jean.

Au premier coup d'œil, l'arrangement paraissait assez satisfaisant, surtout quand on considère que la querelle durait depuis soixante ans, et que les terrains contestés avaient fort peu d'importance; mais depuis la signature le hasard fit découvrir à Paris, aux archives des affaires étrangères, une carte marquée à l'encre rouge, qui, disait-on, y avait été déposée par Franklin, et qui condamnait les prétentions de l'Amérique. A l'aide de cette carte, l'opposition eut beau jeu à soutenir que le négociateur américain, M. Wesbter, n'avait point été de bonne foi, et que le négociateur anglais, lord Ashburton, s'était laissé duper. Il fut donc convenu que le traité serait présenté comme un acte de faiblesse et d'ignorance, comme un acte qui abandonnait sans compensation les droits et les intérêts de l'Angleterre.

Voilà pour le premier point. Quant au second, il n'en était rien dit dans le traité, bien qu'il en pût résulter de graves conséquences. Il s'agissait en effet, non plus de quelques terrains incultes et presque déserts, mais d'un territoire fertile, bien arrosé, de 300 lieues de long sur 200 de large, et qui, situé entre les Montagnes Rocheuses et l'Océan Pacifique, est peut-être appelé dans un avenir peu éloigné

n'avait pas l'air d'écouter, la plus juste et la plus piquante leçon de morale sur l'emploi des richesses. Cette inconnue est bien la plus aimable prêcheuse qu'on puisse entendre. Mais l'entretien ne tarde pas à être troublé par un courrier, porteur de dépêches pour M. le comte. On a certes bien fait de ne pas perdre un moment, et d'expédier un postillon à franc étrier; la nouvelle est importante : le testament a été ouvert, et le comte Léopold de Vurzbourg est complètement déshérité. La légataire universelle du feld-maréchal est une jeune chanoinesse du nom d'Amélie de Moldaw, qui n'était pas même sa parente éloignée. Le coup est terrible. Conrad, qui a une idée fixe, et qui veut, avant tout, placer ses actions industrielles, ne s'aperçoit pas du contre-temps, et prie la dame inconnue, comme il a prié Léopold, d'une façon fort comique, de lui souscrire quelques actions. La jeune voyageuse, sans se faire attendre, donne sa signature. — La chanoinesse Amélie de Moldaw! dit M. Conrad. — Amélie de Moldaw! s'écrie Léopold. — Et, lui lançant un regard furieux, il s'élance et disparaît. — Quel est donc ce jeune homme? demande Amélie surprise. — C'est le comte Léopold de Vurzbourg, répond naïvement Conrad. — C'est Léopold de Vurzbourg! Allez, courez! empêchez à tout prix qu'il parte! s'écrie la chanoinesse en poussant M. Conrad.

Ce premier acte est habilement conduit; il a de jolis mots, de jolies scènes, des coups de pinceau assez fins. — Lorsque le second acte commence, l'attention est parfaitement éveillée. Le jeune comte n'est pas parti, et il se trouve en présence de Mlle de Moldaw, qui, noble et généreuse, a été héritière malgré elle, et ne veut être que la tutrice du neveu de son bienfaiteur. Et d'abord, elle veut payer ses dettes; Léopold s'y oppose avec énergie, et il ne cède même pas lorsque les huissiers cernent la maison, et vont s'emparer de lui. Le cas était embarrassant pourtant, et la situation devenait orageuse; une lettre de la célèbre danseuse Fridoline arrive à temps, Léopold retrouve son audace, et, par bravade, prend la résolution la plus extravagante, celle d'épouser la danseuse, qui, étant très riche, vient de lui offrir sa main, pour devenir comtesse, et pouvoir faire graver une couronne sur le panneau de ses voitures. Mais Amélie, qui a eu jusqu'ici du bon sens et de la bonté, va avoir de l'esprit. Au lieu de payer les dettes de Léopold, c'est elle maintenant qui le fait jeter en prison.

Deux ans se sont écoulés, et nous nous trouvons, au troisième acte, dans un château dépendant de la succession du feld-maréchal. M. Conrad, qui a placé enfin toutes ses actions, et qui est aujourd'hui très riche, parce que ses actionnaires ne le sont plus, plaide contre la chanoinesse de Moldaw, et il a choisi pour avocat le jeune fou des deux premiers actes, qui, ramené par le régime de la prison à des idées plus saines, s'est créé par son travail une position honorable. Léopold, apprenant de Conrad, avant d'avoir vu Amélie, que la jeune chanoinesse est loin de mener une vie exemplaire, s'emporte et laisse, pour la première fois, voir assez clairement le fond de son cœur. Depuis quand le jeune comte de Vurzbourg est-il amoureux d'Amélie de

Moldaw, qu'à la fin du second acte il maudissait et détestait avec une sorte de rage? Nul ne le sait, et il ne le sait peut-être pas lui-même. Mais voyez comme nous allons vite! Florette, qui a revu Julien, lequel ne lui a pas fait grand accueil, est irritée, piquée au vif, et, pour se venger, veut se marier aussitôt; Léopold est exactement dans la même disposition, et il se conclut, entre le jeune homme et la jeune fille, un projet de mariage par vengeance, qui fournit une scène assez originale et assez gaie.

Ce singulier mariage va s'accomplir, lorsque Léopold apprend la vérité, toute la vérité, sur le compte de Mlle de Moldaw. Elle est restée pure, sa vie est sans reproche; Amélie explique les absences et les déguisemens qu'on lui imputait à crime, en faisant connaître à Léopold que c'est elle qui, sous l'habit de religieuse, allait le veiller dans sa prison quand il était malade et qu'il avait le délire; et, pour preuve, elle veut lui rendre un anneau qu'elle portait précieusement à son doigt depuis le jour où, dans un accès d'exaltation fiévreuse, il l'avait donné à la religieuse qui veillait à son chevet. Cet anneau, on le devine, sera bientôt l'anneau nuptial, et la tutrice, en devenant la femme de son pupille, lui rend de si beaux comptes de tutelle, qu'on voit bien que nous sommes dans un vieux château d'Allemagne.

Cette pièce a de l'entrain; le caractère de la tutrice est d'une donnée assez neuve, et l'esprit, sans y être de haut vol, n'est pas trop vulgaire. Les acteurs ont fait preuve de talent. M. Provost, dans le rôle de Conrad, s'est montré comique et naturel. M. Brindeau a été un comte de Vurzbourg à peu près irréprochable; s'il n'a pas eu plus d'éclat, c'est moins sa faute que celle de son rôle. Mlle Brohan est une gaie et naïve Florette. Enfin Mlle Plessy, qui remplissait le rôle de la chanoinesse Amélie de Moldaw, a été pleine de réserve et de bon goût, et, dans deux ou trois de ces longues tirades où excellait Mlle Mars avec ses inflexions si savantes, elle s'est souvenue très heureusement du parfait modèle.

Nous attendons M. Scribe à une œuvre plus importante, à une grande toile. Il n'est pas vrai, comme on se plaît à le répéter, que la comédie ne soit plus possible, que Molière et le XVIIIe siècle aient épuisé le champ des faiblesses, des sottises et des vices de l'homme, et que, les maîtres s'étant emparés des principaux sujets, il ne reste plus qu'à glaner. Si vieille que soit une littérature, si vieux même que soit le monde, les sujets ne manqueront jamais au génie, qui est précisément la faculté de voir et de faire voir les choses sous des points de vue nouveaux. C'est l'absence du poète comique que nous prenons pour l'absence de la comédie. La comédie n'a jamais été plus possible que de nos jours. Que M. Scribe y songe : la haute muse comique, qui à la vue des excès du vaudeville est blessée au cœur et nous boude avec raison, a tendu la main à l'auteur de *la Camaraderie*, et le protégerait de préférence à beaucoup d'autres, si, au lieu d'éparpiller ses forces, il s'appliquait à les réunir; s'il livrait plus souvent de véritables combats, au lieu d'escarmouches sans fin; s'il donnait à son observation plus d'étendue et

passa sans division. Ainsi lord Ashburton dut à lord Palmerston un honneur qui jamais n'avait été accordé à aucun négociateur. Telle fut l'issue de la seconde et dernière campagne de lord Palmerston contre sir Robert Peel.

Pour en finir avec le traité Ashburton, il faut dire qu'en définitive ce traité, malgré ses imperfections, paraît avoir notablement diminué, si ce n'est supprimé, les causes d'irritation qui existaient entre l'Angleterre et les États-Unis. Les propositions sur l'Orégon n'ont été admises par aucune des deux chambres, et sur l'affaire du droit de visite, bien qu'en principe on soit aussi loin de s'entendre que jamais, il semble qu'en fait on tende des deux côtés à se rapprocher. Ainsi l'Angleterre d'une part reconnaît que, « lorsqu'il ne s'agit pas de piraterie, la visite n'est pas de droit rigoureux, et ne doit avoir lieu que sur de sérieuses apparences et avec beaucoup de réserve. » Les États-Unis déclarent d'autre part que « si un officier anglais, sur de graves soupçons, aborde un navire américain, lui demande ses papiers avec convenance, et se retire dès que la nationalité est constatée, cet officier outrepasse ses pouvoirs, mais sans qu'un gouvernement raisonnable puisse songer à s'en plaindre. » Dans cette limite, le débat est réduit à des termes bien étroits, et la question peut dormir long-temps en paix.

Il est un autre traité de visite qui, l'an dernier, menaçait de donner quelques embarras à sir Robert Peel, le traité avec la France. On sait en effet que le ministre des affaires étrangères français, pressé par l'opinion publique, avait en définitive refusé de ratifier son propre traité, et que cet acte inusité ne paraissait pas devoir suffire aux deux chambres. Derrière le nouveau traité, désormais sans valeur, apparaissait l'ancien encore plein de vie, et le premier vote du parlement devait être, disait-on, mortel à celui-ci comme à l'autre. Heureusement pour le cabinet anglais, il se trouva en France des députés clairvoyans qui imaginèrent qu'on pouvait condamner une politique et maintenir au pouvoir les ministres pour qui cette politique était excellente de tout point. Frappant d'une main ceux qu'ils sauvaient de l'autre, ces députés firent donc prévaloir dans la chambre une rédaction qui se prêtait à toutes les interprétations. Aussi, le jour où ce singulier vote fut connu à Londres, l'hilarité y fut-elle grande et générale. « Voilà, s'écrièrent d'un commun accord les journaux de toutes les couleurs, voilà où ont abouti tant d'ébullition patriotique et de si beaux discours! Comme lors des 25 millions refusés d'abord, puis payés dès que les États-Unis ont menacé, on a fait beaucoup de

bruit pour arriver à une bravade impuissante. C'est une seconde édition de la réduction de la rente; c'est un amendement annuel à ajouter à l'amendement sur la Pologne, à cet amendement qui, depuis douze ans, figure si honorablement dans les adresses de la chambre des députés. Désormais, à côté de la nationalité polonaise, on placera le droit de visite, ce qui n'empêchera ni l'empereur Nicolas d'écraser la Pologne, ni les officiers anglais de visiter les bâtimens français Il est même probable que M. Guizot, qui connaît son monde, ne se donnera pas la peine d'écrire à ce sujet un seul mot à lord Aberdeen, ou que, s'il le fait, ce sera pour la forme et afin de se préparer pour la prochaine session une réponse de quelques minutes. En attendant, jamais le peuple aimable et léger qui s'agite de l'autre côté de la Manche n'avait mis plus en relief son caractère national. »

Il reste à savoir, et l'on saura bientôt, si les chambres françaises ont mérité toutes ces moqueries, et si l'amendement sur la Pologne a vraiment trouvé un frère jumeau. Quoi qu'il en soit, à dater de notre dernière adresse, le traité de visite a cessé d'être une affaire en Angleterre, et c'est tout au plus s'il en a été question deux ou trois fois en passant dans la dernière session. Il faut en dire à peu près autant des grandes conquêtes que nous avons faites dans l'Océan Pacifique, conquêtes qui, disait-on, devaient exciter toutes les jalousies de notre fière rivale. Si les missionnaires et ceux qui les appuient ne s'en fussent émus un peu, personne n'y aurait songé, pas plus l'opposition que le parti ministériel. Ce fut même pour les journaux tories, pour le *Times* et le *Standard* entre autres, un sujet de nouvelles plaisanteries. « Il est clair, disait le *Times* un jour, que si l'occupation des Marquises ou d'Otaïti pouvait avoir quelques avantages politiques ou commerciaux, l'Angleterre ou les États-Unis auraient devancé la France; mais cette occupation est bonne tout au plus à donner aux ministres français l'occasion de conférer quelques emplois et de faire quelques phrases un peu ronflantes. » — « Il serait étrange, ajoutait-il un autre jour, qu'une nation qui possède au moins une province dans chaque mer et sur chaque continent vînt à se quereller avec la France au sujet d'un petit potager (*kitchen garden*) dans l'Océan Pacifique. » — Puis le *Standard*, organe particulier de sir Robert Peel, prétendait que, « loin de voir avec peine l'occupation par la France de quelques îles dans l'Océan Pacifique, l'Angleterre devait s'en réjouir. Ce sont *des otages de paix*, car il est évident que dans les six premiers mois de la guerre l'Angleterre s'en emparerait. » D'après cela, il n'est pas surprenant que les plaintes

de la reine Pomaré à sa très chère sœur et amie aient été peu écoutées, que lord Lansdowne, comme lord Aberdeen, se soit hâté de déclarer « qu'il voyait sans aucune espèce d'inquiétude la domination française à Otaïti, » que l'affaire enfin ait obtenu dans le parlement tout juste le degré d'attention qu'elle méritait, cinq minutes de conversation.

A l'intérieur, le succès de sir Robert Peel pendant cette première partie de la session fut un peu plus contesté. Personne n'a oublié les mesures si hardies et si importantes par lesquelles il avait, en 1842, signalé son avénement et assuré son pouvoir. Mais ces mesures devaient, par leur nature même, froisser bien des intérêts, exciter bien des craintes, tromper bien des espérances. C'est ce qui arriva, et en passant de la théorie à la pratique, la taxe du revenu notamment parut plus dure et plus arbitraire qu'on ne l'avait supposé. Le commerce et l'industrie, d'ailleurs, continuaient à languir, la détresse du pays ne diminuait pas, et les tableaux trimestriels du revenu public jusqu'alors publiés indiquaient que les calculs de sir Robert Peel étaient loin de se réaliser, et qu'au lieu de l'excédant prévu il y aurait encore un déficit. La partie agricole du nouveau tarif surtout entretenait à un assez haut degré l'agitation des esprits. D'un côté, la ligue contre la loi des céréales, dirigée par l'habile et infatigable M. Cobden, s'étendait sur tout le pays, enrôlant partout des associés et levant des impôts sous forme de souscription; de l'autre, des réunions agricoles avaient lieu où les hommes qui, aux dernières élections, avaient soutenu sir Robert Peel se plaignaient amèrement d'avoir été trompés par lui et par leurs représentans. « Mieux eût valu cent fois, disaient-ils, que nous restassions en minorité. Sir Robert Peel, aidé par la chambre des lords, eût alors empêché les whigs de faire ce qu'il a fait lui-même, grace à nos votes, grace au pouvoir dont nous l'avons investi. » A cela les amis des fermiers (*farmers' friends*) répondaient en général d'un ton humble qu'ils regrettaient bien ce qui s'était passé, mais qu'ils n'avaient pu faire autrement. Il y en eut pourtant qui prirent leur parti, et qui bravement se déclarèrent convertis à la liberté du commerce en présence même du concurrent qu'ils avaient mis à la porte à ce titre. C'est ce qu'on vit notamment à un grand *meeting* du comté de Somerset, et cela valut aux membres actuels, MM. Acland et Dickinson, quelques complimens ironiques de l'ancien membre, M. Sanford, non réélu en 1842. « Je savais bien, dit celui-ci, que nos heureux concurrens en viendraient là; mais je dois convenir qu'ils se sont exécutés plus

vite et plus complètement que je ne le prévoyais. » Ailleurs M. Goring, tory, alla plus loin encore, et déclara que les lois des céréales devaient bientôt périr. Dans d'autres réunions, au contraire, une vive résistance parut se préparer, et les représentans firent, aux dépens de sir Robert Peel, leur paix avec les représentés.

De tout cela il résulte qu'au moment où s'ouvrit la session beaucoup de doutes existaient soit sur les intentions de sir Robert Peel, soit sur celles de son parti dans la chambre. Selon les uns, il devait faire un pas de plus vers la liberté commerciale; selon les autres, son parti entendait lui signifier que, s'il ne changeait pas d'allure, il cesserait de le suivre. Dès le premier jour, sir Robert Peel mit fin à toutes ces conjectures en déclarant, avec l'approbation de ses amis, qu'il maintenait sans plus et sans moins ce qu'il avait fait l'an dernier. « Je ne suis pas lié d'une manière indissoluble, ajouta-t-il, à la loi des céréales actuelle; mais je pense que l'épreuve n'est pas faite, et qu'il est juste qu'elle se fasse avant toute nouvelle réforme. »

Cette attitude de sir Robert Peel et de ses amis était peu encourageante pour l'opposition; mais on sait en Angleterre qu'un parti ne se soutient pas par le silence, et qu'en face de la majorité qui gouverne il doit toujours y avoir une minorité qui expose ses griefs, développe sa politique, et prépare ainsi l'avenir. Il fut donc résolu au sein du parti whig qu'un grand débat aurait lieu où, pour l'instruction du pays, toutes les opinions pourraient librement se produire, et lord Howick, un des membres les plus consciencieux et les plus éclairés de ce parti, fut chargé d'ouvrir ce débat en demandant une enquête sur l'état du pays. Loi des céréales, liberté du commerce, budget whig et budget tory, traités de commerce, tout prit place dans la discussion, qui n'occupa pas moins de six longues séances; cependant, malgré l'intervention des principaux orateurs, elle fut traînante, pénible, et ne se releva un jour que par un singulier incident. C'était peu de temps après l'assassinat de M. Drummond, secrétaire de sir Robert Peel. Or, dans un discours plein de violence et d'éloquence, M. Cobden ayant dit que sir Robert Peel était individuellement responsable de la détresse du pays, celui-ci se leva, et d'un ton fort ému signala cette phrase à la chambre comme une menace personnelle. Aussitôt son parti, qui pourtant avait entendu sans murmures les paroles de M. Cobden, s'ébranla tout entier et fit retentir de longues acclamations les voûtes de la salle. C'est tout au plus si on permit à M. Cobden étonné, indigné, quelques paroles d'explication. Après ce mouvement dramatique, sir Robert Peel se

retourna contre les whigs et recommença leur procès en homme qui connaît ses juges et qui est sûr de l'arrêt. Une faible réplique de lord John Russell termina le débat, et la majorité fut de 306 contre 281. C'était une majorité plus forte que toutes celles de l'an passé.

A la chambre des lords, il y eut une double tentative contre la loi des céréales, l'une au nom des anciens tarifs par lord Stanhope, l'autre au nom de la liberté du commerce par lord Monteagle (M. Spring-Rice.) Lord Ripon répondit au premier, qui attribuait au tarif nouveau toute la détresse du pays, et lui rappela plaisamment que l'an dernier il avait été « dans l'agonie de la peur (*in the agony of fear*) au sujet de l'importation des cochons. Cependant, ajouta-t-il, il n'en est entré que trois cent quinze. » La motion de lord Stanhope fut rejetée par 25 voix contre 4. Quant à celle de lord Monteagle, les whigs et lord Brougham l'appuyèrent; mais elle ne réunit que 78 voix contre 200. Ainsi, malgré les attaques du dehors, le terme moyen de 1842 était victorieux dans les deux chambres.

Il y eut encore sur quelques points quelques escarmouches entre le ministère et les diverses oppositions. Ce fut un jour M. Duncombe qui, accusant lord Abinger d'avoir conduit le procès des chartistes avec passion et partialité, demanda qu'un comité choisi de la chambre examinât sa conduite judiciaire; mais lord John Russell s'unit à l'attorney général et à sir James Graham pour faire rejeter cette motion, qui sur 301 voix n'en réunit que 73. Puis ce fut lord John Russell lui-même qui dénonça comme inconstitutionnelle la nomination d'un membre du cabinet, le duc de Wellington, aux fonctions de commandant en chef de l'armée; mais sir Robert Peel ayant, au nom de tout le ministère, pris la responsabilité de cette nomination, lord John Russell n'osa pas provoquer un vote. Ce fut M. Ward qui proposa d'examiner les charges particulières qui pèsent sur la terre, afin, tout le monde le comprit, d'arriver à prouver que ces charges n'avaient rien qui motivât une protection spéciale; mais cette manière détournée de revenir à la loi des céréales n'eut d'autre résultat que d'amener une assez vive discussion. Ce fut lord Ashley qui demanda l'abolition du commerce de l'opium; mais à la prière de sir Robert Peel, qui promit de s'occuper de la question, lord Ashley retira sa motion. Ce fut M. Charles Buller qui, dans un discours très étendu, très instructif, développa ses idées sur l'organisation systématique d'une vaste colonisation; mais lord Stanley fit observer que ce serait éveiller des espérances qu'on ne saurait réaliser, et M. Buller

n'insista pas pour le moment. Ce fut enfin M. Walter, propriétaire du *Times*, qui, soutenu par MM. Ferrand, Wakley et Stuart Wortley, fit une nouvelle passe d'armes contre l'ennemie qu'il poursuit depuis plusieurs années, la nouvelle loi des pauvres; mais 126 voix contre 58 donnèrent raison à la coalition des whigs et des tories modérés contre la coalition des tories exaltés et des radicaux. Peu de jours après, l'élection de M. Walter à Nottingham était annulée pour corruption, et son fils battu par M. Gisborne, à 1839 voix contre 1718. Beaucoup de personnes pensent que ces divers incidens n'ont pas été étrangers à la nouvelle marche du *Times* et à la guerre toute personnelle qu'il déclara à sir Robert Peel.

Voici donc en résumé quelle était, au moment de la vacance de Pâques, la situation du cabinet. Sa politique en Chine et dans l'Afghanistan avait obtenu l'approbation éclatante des deux chambres, qui de plus lui avaient toutes deux voté des remerciemens pour le traité américain. Les affaires de France s'arrangeaient à son gré, et il pouvait dire, sans crainte d'être contredit, qu'il était parvenu à apaiser l'irritation créée par lord Palmerston, et à rétablir la bonne intelligence entre les deux gouvernemens. A l'intérieur, une majorité plus forte, plus compacte que jamais, venait sanctionner ses mesures de l'an dernier et faire taire les dernières rancunes auxquelles ces mesures avaient donné lieu. Whigs et tories, en un mot tous les journaux s'accordaient à signaler la tranquillité dans les évènemens, l'apathie et l'indifférence dans les esprits. Il n'y avait pas, selon les uns comme selon les autres, une question dans l'air, et la chambre des communes, presque déserte, témoignait assez de la confiance du parti ministériel, du découragement de l'opposition. Moins d'un mois après, la chance avait tourné.

Le premier échec du ministère lui vint d'un projet qui au début lui avait valu, dans la chambre des communes, des complimens unanimes. Avant la vacance, lord Ashley ayant proposé de voter une adresse à la couronne pour que des moyens fussent pris de répandre dans les classes ouvrières les bienfaits d'une éducation morale et religieuse; sir James Graham s'associa à la pensée de lord Ashley et annonça immédiatement un bill destiné à la réaliser. D'après ce bill, les enfans de huit à treize ans employés dans les manufactures devaient ne travailler que six heures et demie par jour, et en passer trois à l'école. L'état en outre consentait à payer les deux tiers de la construction des écoles, l'autre tiers restant à la charge des souscriptions particulières. Quant aux dépenses d'entretien, elles devaient être

fournies partie par une faible rétribution des élèves, partie par une taxe paroissiale; l'école d'ailleurs devait être administrée par une commission de sept membres, à savoir, le pasteur, deux marguilliers (*church wardens*), et quatre personnes à la nomination des magistrats. C'est à la commission ainsi constituée qu'il appartenait de nommer les instituteurs avec l'approbation de l'évêque. Il restait enfin bien entendu qu'aucun enfant ne serait tenu d'assister au service anglican ou de recevoir de l'instituteur l'instruction religieuse. Les dissidens et les catholiques avaient ainsi, selon sir James Graham, une garantie complète contre tout esprit de prosélytisme.

Après cet exposé, il y eut dans la chambre un concert d'applaudissemens. Lord John Russell et lord Sandon, M. Ewart et sir Charles Burrell s'unirent pour promettre que dans une cause aussi sainte chacun déposerait tout esprit de parti. Quelques-uns prévirent bien que les opinions exclusives et intolérantes se plaindraient, et que le bill passerait aux yeux des uns pour destructif de la prépondérance anglicane, aux yeux des autres pour un nouveau moyen de fortifier cette prépondérance; mais, dit lord John Russell, « nous ne devons pas nous arrêter à cela. » Un membre, sir Robert Inglis, protesta pourtant en faveur du prosélytisme, et soutint qu'on n'avait pas le droit de le supprimer. Sir Robert Inglis fut seul, et l'on put croire que le bill passerait à l'unanimité.

Même mouvement dans la presse que dans la chambre. A l'exemple de sir Robert Inglis, le *John Bull* déclara que jamais plus grand mal n'avait été fait depuis Jacques II, et qu'en ne reconnaissant plus l'église anglicane comme la seule et véritable église, on ouvrait la porte à toutes les erreurs, à toutes les impiétés, dont le nom est *légion*. « Il faut, ajoutait le *John Bull*, avoir le courage de proclamer qu'on ne peut recevoir l'instruction séculière dans les écoles nationales sans y recevoir en même temps l'instruction religieuse selon l'église anglicane. » Mais, à cette exception près, il n'y eut qu'une voix dans la presse. Le *Morning-Chronicle* lui-même, organe spécial de lord Palmerston, fit trêve un moment à son intraitable opposition.

Malheureusement pour le ministère, les dissidens, notamment les wesleiens, ne furent pas du même avis. Malgré les déclarations tolérantes de sir James Graham, malgré même le chagrin de sir Robert Inglis, ils virent deux choses dans le projet, l'une que la commission de surveillance donnait en fait la majorité au pasteur anglican, l'autre que tous les instituteurs choisis par la commission et approuvés par l'évêque appartiendraient nécessairement à l'église

établie. Ils commencèrent donc à se récrier, et, dès la seconde lecture du bill, M. Hawes, M. Hume, M. Cobden, déclarèrent en leur nom que le bill constituait la prépondérance anglicane, et qu'ils ne pouvaient l'accepter. Après la vacance de Pâques, ce fut bien pis. Avec l'ardeur et l'activité que donne la foi religieuse, les dissidens surent en quinze jours organiser une opposition formidable et préparer plusieurs milliers de pétitions revêtues de 2,015,607 signatures. Il y eut à Leeds seulement 50 pétitions dont une portait 22,000 signatures. Il y en eut dans le Lincolnshire 369 avec 132,000 signatures. A Londres, en trois jours, une pétition fut signée par 20,994 jeunes gens. A Liverpool, il y eut 2 pétitions, l'une pour le bill avec 6,700 signatures, l'autre contre avec 20,000. Ce fut en un mot un des plus grands mouvemens de ce genre qui se fussent jamais vus. Aussi, le jour où le bill dut être repris en comité, l'antichambre (*the lobby*) de la salle des séances et la salle elle-même présentaient-elles le plus étrange spectacle. L'antichambre était encombrée de ballots apportés par des portefaix, et à chaque instant un membre nouveau entrait dans la salle traînant après lui des liasses énormes et s'asseyant à côté ou dessus pour attendre son tour. A lui seul, M. Hawes présenta 500 pétitions, et M. Hindley 500. A son tour, sir Robert Inglis en apporta une du clergé de Ripon, pour demander que le bill maintînt bien évidemment la suprématie de l'église; mais ce fut la seule dans ce sens.

En présence d'une telle opposition, le ministère ne pouvait maintenir son projet. Il essaya de le modifier et de satisfaire aux principales réclamations des dissidens. Sir James Graham proposa dans ce but plusieurs clauses nouvelles pour consacrer plus nettement le droit des dissidens et des catholiques, soit d'envoyer leurs enfans à d'autres écoles, soit de leur faire donner à part l'instruction religieuse. Il modifia aussi la commission de surveillance en ce sens qu'elle dut se composer, 1° du pasteur, 2° d'un commissaire choisi par lui, 3° d'un commissaire choisi par les souscripteurs, 4° de quatre commissaires nommés par tous ceux qui paient les taxes paroissiales, chacun mettant deux noms seulement sur son bulletin, afin que la minorité fût représentée. Sir James Graham termina en faisant un appel éloquent à l'union et à la tolérance. « Ferons-nous dire aux païens, s'écria-t-il, voyez comme ces chrétiens se détestent et se méprisent mutuellement? Le gouvernement présente la branche d'olivier. Une législature chrétienne la repoussera-t-elle? »

C'étaient, lord John Russell en convint, un beau langage et de

grandes concessions; tout cela cependant n'aboutit qu'à mécontenter l'église sans contenter les dissidens. L'église se dit presque trahie. Les dissidens se réunirent, discutèrent entre eux les amendemens proposés, et finirent par émettre une déclaration collective qui condamnait absolument le bill. Ce qu'il y a de curieux, c'est qu'un de leurs principaux argumens fut le progrès des doctrines puséistes dans l'anglicanisme, et la tendance manifeste de ces doctrines vers le catholicisme. L'embarras du gouvernement alla ainsi augmentant, et il ne diminua pas le jour où M. Roebuck, se fondant sur l'esprit d'intolérance presque également manifesté par l'église établie et par les sectes dissidentes, proposa de déclarer que « l'éducation nationale doit être purement séculière. » La motion fut appuyée par M. Shiel, qui, rappelant que « l'arc-en-ciel envoyé par Dieu aux hommes comme signe de sa bonté se compose de plusieurs nuances toutes égales entre elles, » en conclut poétiquement « qu'aucune religion n'a le droit de dominer les autres; » mais elle eut pour adversaires d'une part le gouvernement, de l'autre M. Hawes, organe des sectes dissidentes, et fut rejetée par 156 voix contre 60.

Après tant d'échecs, il ne restait plus au ministère qu'à laisser tomber son bill, et c'est ce qu'il fit. Quelques jours après, M. Christie, passant de l'instruction primaire à l'instruction supérieure, proposait, avec l'appui de lord John Russell, de M. Roebuck, de M. Wyse, l'abolition des sermens qui excluent les catholiques et les dissidens des grades universitaires à Oxford et à Cambridge. On fit à ce sujet remarquer que la législation sur la matière n'était pas plus conséquente que juste. Ainsi, à Oxford, l'exclusion est complète, et on ne peut prendre aucun degré sans souscrire les trente-neuf articles. A Cambridge, les catholiques et les dissidens sont admis à prendre leurs degrés, mais sans pouvoir aspirer aux honneurs universitaires. A cela, lord Stanley, sir Robert Inglis et M. Shaw répondirent qu'Oxford et Cambridge étaient des établissemens ecclésiastiques soutenus par des revenus privés, et que la nouvelle université de Londres était là pour ceux que n'admettaient pas les deux autres. Malgré ces observations qui, il y a quinze ans, auraient entraîné la chambre entière, il y eut 105 voix pour la motion et 175 contre.

Dans un moment où le parti qui a perdu la restauration tend si étrangement en France à déséculariser l'instruction publique, c'est à-dire à détruire l'œuvre des derniers siècles, et surtout des cinquante dernières années, il est bon de signaler en Angleterre un effort tout contraire, et de montrer quelle est dans ce pays, malgré de grandes

difficultés et des préjugés enracinés, la marche des idées. Longtemps en Angleterre l'instruction séculière a été purement et simplement subordonnée à l'instruction religieuse, non dans un sens large et philosophique, mais dans un sens exclusif et étroit. La liberté ensuite est venue, et maintenant on aspire à l'égalité.

Trois autres bills auxquels le ministère attachait de l'importance partagèrent d'ailleurs le sort du bill de l'éducation des classes ouvrières, et furent abandonnés avant la fin de la session. Ce sont le bill pour amender la loi des pauvres, le bill sur les cours de comté, et le bill sur les cours ecclésiastiques. Comme le bill d'éducation, ce dernier subit plusieurs discussions et périt sous les coups d'une double opposition. Il s'agissait, conformément à l'avis d'une commission d'évêques et de jurisconsultes distingués formée en 1832, de supprimer trois cent quatre-vingts cours ecclésiastiques qui, répandues dans tous les diocèses, connaissent des affaires testamentaires et matrimoniales, et de les remplacer par une cour unique. Mais d'une part sir Robert Inglis, le colonel Sibthorp et tout le parti ultra-anglican s'indignèrent qu'on osât toucher à des cours contemporaines de la conquête, et qui, à ce titre comme en raison de leur spécialité, méritaient le plus profond respect. D'un autre côté, quelques radicaux, entre autres M. Duncombe, prétendirent que le bill était impuissant, ridicule, et n'atteignait pas à la racine du mal. Soutenu par les whigs et par MM. Hume et Roebuck, le ministère obtint pourtant la seconde lecture à 186 voix contre 104; mais, à force de modifier le bill pour le rendre moins désagréable à ses amis, il finit par le priver de toute valeur et de toute vitalité. Le parti libéral lui retira donc son appui, et un ajournement indéfini vint en faire justice.

Peu s'en fallut que le bill sur le blé du Canada ne devînt pour le cabinet l'occasion d'une défaite plus sérieuse. Rien de plus simple au fond que la question. Dans l'ancien état de choses, le blé américain entrait sans droit au Canada, et le blé du Canada entrait en Angleterre, moyennant un droit variable de 1 à 5 sh. Or, en 1842, la législature canadienne, d'accord avec le ministère anglais, décida que désormais, si le parlement impérial y consentait, le blé américain paierait 3 sh. au Canada, et le blé canadien 1 sh. en Angleterre, d'où il résultait qu'en définitive le blé américain pourrait pénétrer en Angleterre moyennant un droit fixe de 4 sh. au lieu d'un droit variable de 1 à 5. C'est ce vote qu'il s'agissait de confirmer, et comme dès l'année précédente lord Stanley avait annoncé l'in-

tention du gouvernement sans qu'une seule voix la combattît, on devait penser que la chose irait toute seule. Néanmoins M. Cobden et la ligue qu'il dirige s'étant avisés de célébrer ce bill comme un grand triomphe pour leurs doctrines et un premier pas vers l'établissement du droit fixe, le parti agricole prit feu, et plusieurs *meetings* eurent lieu, entre autres dans le Buckinghamshire, pour condamner comme fatal à l'agriculture le projet ministériel. En vain lord Stanley dépensa-t-il son talent à prouver que ce projet n'avait aucune importance pour l'Angleterre, mais beaucoup pour le Canada. L'effroi fit tous les jours de nouveaux progrès, et il devint évident que plusieurs membres ministériels voteraient ce jour-là contre le ministère. Les whigs, qui n'étaient pas heureux depuis le début de la session, voulurent, de leur côté, profiter de l'occasion, et firent proposer par M. Labouchère un amendement qui partageait la question en deux, approuvant la réduction à 1 sh. sur le blé canadien, désapprouvant l'établissement d'un droit de 3 sh. sur le blé américain. C'était pour les whigs un jeu habile si ce n'est très loyal. Ils perdirent pourtant la partie, d'une part, parce que plusieurs partisans de la liberté du commerce refusèrent de les aider, de l'autre, parce qu'au moment du danger sir Robert Peel réunit les tories au Carltonclub, et leur déclara nettement que son honneur étant engagé au succès du bill, il tomberait avec lui. Il ajouta que mettre un *veto* sur une mesure adoptée à l'unanimité par la législature canadienne, c'était témoigner à cette législature un mépris qui serait vivement ressenti et provoquer de nouveaux troubles.

C'étaient de grands moyens pour un bien petit vote. Aussi sir Robert Peel et lord Stanley réussirent-ils à faire rejeter l'amendement Labouchère à 344 voix contre 156. Le bill passa ensuite dans les deux chambres non sans protestation, mais sans difficulté.

Malgré ce succès partiel et chèrement acheté, il faut compter la question des céréales comme une de celles qui, dans la seconde partie de la session, tournèrent contre le cabinet. Dans le parlement, il ne perdit rien, et M. Villiers, ayant fait sa motion annuelle pour l'abolition de tout droit sur les céréales, cette motion fut rejetée par 381 voix contre 125. Hors du parlement, il en fut tout autrement. Depuis que M. Cobden, riche manufacturier du Lancashire, s'était mis à la tête de la ligue contre la loi des céréales, cette ligue, on le sait, avait fait des progrès considérables et menacé sérieusement la quiétude des propriétaires fonciers. Depuis quelque temps, d'ailleurs, M. Cobden ne s'adressait plus seulement aux classes industrielles,

mais aussi aux fermiers qui, selon lui, ne devaient pas être confondus avec les propriétaires. Courant de ville en ville, de marché en marché, et organisant partout des *meetings :* « Venez à nous, criait-il aux fermiers un peu surpris d'abord; venez à nous, nous sommes vos véritables amis. Quel est en effet le résultat de la taxe des céréales et de cette fameuse échelle mobile qu'on vous présente comme votre ancre de salut? C'est d'une part d'augmenter le fermage que vous payez aux propriétaires, de l'autre d'introduire dans les prix agricoles une déplorable mobilité. Venez à nous, et nous vous aiderons à obtenir ce que vous désirez le plus, des fermages moins élevés et des prix aussi fixes que la nature le permet. »

Ce langage ne pouvait manquer d'être écouté. Il le fut à tel point, que, dans plusieurs localités, les fermiers donnèrent la main à M. Cobden et s'enrôlèrent dans l'association. On peut soupçonner que cette situation nouvelle des esprits n'échappait pas à sir Robert Peel, quand il saisit l'occasion d'un mot peut-être imprudent pour signaler au pays M. Cobden, et la ligue en sa personne, comme ne reculant pas même devant l'assassinat. Cependant, si tel était son calcul, l'évènement ne le justifia pas. De toutes parts, en effet, eurent lieu des *meetings* et des adresses à M. Cobden pour le laver de l'injure qui lui était faite, pour l'encourager et le soutenir dans la lutte. Manchester, notamment, donna une grande fête en l'honneur de la liberté commerciale, et au sortir de cette fête, une adresse revêtue de 11,372 signatures vint assurer M. Cobden de la confiance illimitée et du respect profond des ouvriers. Il serait beaucoup trop long d'énumérer toutes les réunions où depuis l'attaque de sir Robert Peel parut et parla l'infatigable M. Cobden. Il suffit de dire qu'il se montra l'O'Connell de la liberté du commerce, et que ses succès dépassèrent toute attente. Aussi, sur plusieurs points, des propriétaires influens, des membres du parlement même, crurent-ils devoir venir sur les *hustings* lutter avec M. Cobden, et proposer des résolutions contraires aux siennes; mais presque toujours ils furent battus. C'est ce qui arriva notoirement à Essex, où sir John Tyrrel et M. Ferrand n'eurent de leur côté que le tiers des fermiers présens.

Fort de ces marques de sympathie, le chef de la ligue redoubla chaque jour de véhémence, même au sein du parlement, où il prouva que les coups de sir Robert Peel avaient été loin de l'abattre. Qu'on suppose dans notre chambre des députés, toute démocratique qu'elle est, un orateur venant du ton le plus vif tonner contre les propriétaires fonciers, et les accuser en propres termes « de piller les con-

sommateurs et les fermiers eux-mêmes pour remplir leurs poches!» Qu'on suppose cet orateur s'écriant : « Je ne veux pas supprimer vos rentes; je veux que vous ayez des rentes, mais ne venez pas les augmenter ici aux dépens du pays! » Qu'on le suppose enfin faisant un appel brûlant à toutes les misères, et déclarant que, « grace à la loi oppressive récemment votée par les chambres, sept à huit millions d'hommes sont sans pain et vont mourir de faim! » Croit-on qu'un tel langage fût paisiblement écouté? Voilà pourtant ce que, grace à l'admirable liberté de parole qui existe en Angleterre, une assemblée fort aristocratique entendit sans se plaindre, lors du débat sur la motion Villiers.

Si la ligue n'est pas encore puissante dans le parlement, elle tend au reste à le devenir, et dans les élections partielles qui ont eu lieu depuis quelques mois, ses succès ont été grands. Ainsi, à Durham, un membre tory a été remplacé par M. Bright, quaker et lieutenant de M. Cobden. A Londres, le candidat de l'opposition, M. Pattison, n'a pas hésité à arborer ouvertement le drapeau de la ligue, qui ouvertement aussi lui a prêté son appui, et M. Pattison l'a emporté sur son compétiteur, M. Baring, de près de 200 voix (6532 contre 6367). A Kendal, la ligue a pris sous sa protection et fait rentrer dans le parlement M. Warburton. A Salisbury enfin, forteresse de l'anglicanisme et de l'agriculture, son candidat, M. Bouverie, n'a échoué que de 47 voix. Toutefois, ce qui est plus caractéristique encore, c'est la déclaration de lord Spencer, jadis lord Althorp, qui, sorti de la vie politique en 1834, au moment de la chute du premier ministère Melbourne, vient d'y rentrer en se prononçant formellement contre tout droit sur les céréales. Il n'est pas d'homme, on le sait, qui de 1830 à 1834, ait joui de plus de considération et de plus d'autorité dans la chambre des communes. Son adhésion sinon à la ligue, du moins aux doctrines qu'elle professe, est donc un évènement.

Depuis deux mois, d'ailleurs, les *meetings* locaux et partiels n'ont plus suffi à l'ardeur de M. Cobden, et, comme O'Connell encore, en revenant de pérorer dans les comtés, il a voulu trouver au centre même un meeting qui fût en quelque sorte la tête de tous les autres. Le théâtre de Covent-Garden a donc été loué par la ligue, et de temps à autre il s'y donne, en présence d'un immense auditoire, des représentations solennelles. Les premiers sujets sont toujours M. Cobden et après lui M. Bright; mais il y a aussi des débutans qui promettent, et qui, si on les laisse faire, iront loin. Voici, par exemple, quelques passages d'un discours prononcé par M. Fox au mois d'oc-

tobre dernier : « Si l'on voulait faire apparaître dans ce grand théâtre le mal affreux que fait la loi des céréales, ce n'est pas une assemblée comme celle-ci qu'il faudrait y rassembler. Il faudrait pénétrer dans les ruelles et dans les allées, dans les greniers et dans les caves de cette immense métropole; il faudrait en tirer, pâles et déguenillés, leurs misérables et faméliques habitans. Oh! nous pourrions tout remplir ici, loges, parterre, galeries, de leurs formes amaigries et rachitiques, de leurs joues livides et creuses, de leurs regards ternes et fixes, et où peut-être brillent d'un sombre éclat les plus violentes passions. Nous pourrions ainsi montrer un spectacle qui glacerait d'effroi les cœurs les plus courageux et amollirait les plus durs, un spectacle que nous ferions voir au premier ministre du pays en lui disant : « Regarde, délégué de sa majesté, chef des législateurs, con-« servateur des institutions, regarde cette masse de misères; voilà « ce que tes lois, ton pouvoir, s'ils n'en sont pas les auteurs, n'ont « su ni empêcher, ni guérir. » Et s'il objectait qu'il y a toujours eu de la pauvreté dans le monde : « Hypocrite, lui répondrions-nous, « avant de parler ainsi, brise les chaînes de l'industrie, ôte de la « coupe de la pauvreté la dernière goutte de poison du monopole, « rends au travail le plein exercice de tous ses droits, et si la pauvreté « persiste ensuite, dis que ce n'est pas ta faute. » — Est-il besoin d'ajouter qu'au théâtre de Covent-Garden, ces paroles, d'une éloquence assez digne du lieu, furent couvertes d'applaudissemens?

Dans la même séance, que présidaient le comité et les membres principaux de la ligue, M. Cobden fit un discours moins emphatique, mais plus concluant. Ainsi il commença par rendre compte des travaux et des dépenses de la ligue jusqu'à ce jour. De ce compte il résulte que, depuis le dernier appel, les souscriptions ont monté à 50,290 livres et la dépense à 47,814. Moyennant cette somme, la ligue a distribué des pamphlets dans 26 comtés contenant 300,000 électeurs, et dans 187 bourgs en contenant 400,000. Elle a entretenu 500 agens qui ont visité tous ces électeurs et leur ont remis les pamphlets. Quatre millions de pamphlets enfin ont été répandus parmi les non-électeurs, de sorte que le nombre total des pamphlets distribués par la ligue est de 9 millions, pesant ensemble 100 tonnes. De plus, M. Cobden a tenu des *meetings* dans 26 comtés, et tous, excepté un seul, celui d'Huntingdon, se sont prononcés pour la liberté du commerce. Des députations ont en outre été envoyées à 156 *meetings*, et une correspondance active a été entretenue. Mais tout cela ne suffit pas, et la ligue veut pousser plus loin ses efforts

et son action. Ainsi elle va se procurer un exemplaire des listes électorales dans tous les bourgs et comtés, et ouvrir une correspondance avec tous les électeurs des localités où il y a quelque chose à faire. Elle est d'ailleurs décidée à ne plus adresser de pétitions à la chambre des communes actuelle, mais à supplier la reine de vouloir bien dissoudre un parlement qui, « comme toute chose engendrée par la corruption, doit vivre peu de temps. » Pour tout cela, une nouvelle souscription est nécessaire, et la ligue demande 100,000 livres sterl. On a lu dernièrement dans les journaux qu'à Manchester seulement, pour répondre à cet appel, une somme de 12,000 livres a été recueillie en une demi-heure.

La ligue contre la loi des céréales, avec son chef et son comité, avec ses séances de Covent-Garden, avec ses *meetings* locaux, avec ses 100 tonnes de pamphlets et les 500 agens chargés de les répandre, avec son intervention publique dans les élections, avec ses correspondances individuelles, avec l'impôt considérable qu'elle lève et qu'elle distribue à son gré, est donc devenue une puissance du premier ordre, et que sir Robert Peel ne désarmera pas plus par quelques vives attaques dans le parlement que par de beaux discours sur les améliorations agricoles à Tamworth et ailleurs. Aussi les tories commencent-ils à s'en préoccuper sérieusement et à se demander si les prochaines élections tourneront comme les précédentes. En attendant, il devient chaque jour plus évident que la transaction de l'an dernier sur la question des céréales n'est pas destinée à vivre longtemps, et le ministère, auteur de cette transaction, s'en trouve nécessairement affaibli.

C'est aussi dans la seconde partie de la session que le chancelier de l'échiquier dut présenter l'ensemble de son budget et constater ainsi des mécomptes assez nombreux. La dépense totale pour l'année 1842-43 était évaluée à 51 millions 380,000 livres, sur laquelle somme il ressortait une économie de 222,000 livres. Jusqu'ici rien de mieux; mais le tableau des recettes était beaucoup moins riant. Ainsi le déficit était, sur les douanes, de 750,000 livres; sur l'accise, de 1 million 200,000 livres; sur le timbre et les taxes diverses, de 590,000 livres; sur les terres de la couronne, de 30,000 livres; sur la poste seulement, il y avait un excédant de 100,000 livres. A la vérité, grace à l'encaissement d'une somme de 750,000 livres, payée pour la rançon de Canton, grace en outre à quelques autres recouvremens, le déficit se trouvait ramené au chiffre de 1 million 290,000 livres; mais il s'augmentait d'une différence assez notable

(1 million 200,000 à 1 million 300,000 livres) entre l'évaluation du produit de l'*income-tax* et les taxes perçues. Toute compensation faite et malgré le versement chinois, il existait donc, au lieu d'un excédant de 500,000 livres annoncé par sir Robert Peel, un déficit apparent de 2 millions 400,000 livres à peu près. Et ce qu'il y a de plus fâcheux, c'est que les taxes nouvelles étaient peu productives. Ainsi la taxe de l'exportation de la houille, si vivement combattue l'an dernier, n'avait fait qu'arrêter l'essor de cette industrie sans presque rien produire. Le droit sur les spiritueux irlandais, imposé en échange de la taxe du revenu et évalué à 250,000 livres, n'avait eu d'autre résultat que de créer une énorme contrebande et de diminuer de 7,000 livres le droit antérieurement existant. Les abaissemens de tarif aussi avaient réduit plus qu'on ne l'avait supposé le produit général des douanes. Enfin, tous les calculs de l'an dernier paraissaient dérangés.

Il est vrai qu'en ce qui concerne l'*income-tax*, beaucoup de droits non perçus étaient constatés et devaient, en définitive, combler le vide. Ici même, loin qu'il y eût mécompte, il y avait surplus, et, toute déduction faite, le produit réel de l'*income-tax*, au lieu de 3,775,000 liv. sterl., montait à 5,500,000 liv. sterl., dont voici le détail :

1° Revenu foncier.	2,230,000 liv. st.
2° Profits des fermiers.	330,000
3° Fonds publics.	800,000
4° Profits commerciaux et industriels. . .	1,492,000
5° Salaires de fonctionnaires publics. . .	248,000
6° *Income-tax* en Écosse.	400,000
	5,500,000 liv. st.

dont il faut déduire, pour causes diverses, 400,000 liv. sterl. à peu près. Mais, selon l'opposition, cette pléthore de l'*income-tax* était un grief de plus contre le cabinet, qui corrigeait ainsi une erreur par une autre erreur.

A vrai dire, l'attaque, quand on la poussait jusque-là, n'était pas très bien fondée, et sir Robert Peel en eut aisément raison. Plus, en effet, on faisait ressortir le déficit des douanes, de l'accise, des taxes diverses, plus on prouvait la nécessité absolue de l'*income-tax*, plus on donnait raison à l'homme d'état qui, sans s'arrêter à de vains palliatifs, avait osé tailler dans le vif. Or, de ce côté, le succès était complet, puisqu'on reconnaissait que le surplus de l'*income-tax* suf-

firait pour compenser les autres diminutions et pour remettre, une fois la transition opérée, le budget en équilibre. Sur un seul point, la taxe nouvelle des spiritueux en Irlande, le ministère était évidemment en défaut; mais sur ce point il s'exécuta de bonne grace, et consentit à renoncer à cette taxe. Quant au droit de l'exportation des houilles, sir Robert Peel combattit et fit rejeter, à 187 voix contre 124, la motion de lord Howick, qui tendait à le supprimer également.

Voici d'ailleurs le résumé du budget de 1842-43 :

Les dépenses diverses comprises au budget montent à . . . . 49,387,000 liv. st.

Les recettes sont évaluées ainsi qu'il suit :

1° Douanes.	19,000,000	50,150,000 liv. st.
2° Excise.	13,000,000	
3° Timbre, etc.	7,000,000	
4° Taxes.	2,400,000	
5° Postes.	600,000	
6° Propriétés de la couronne. . . .	130,000	
7° Diverses.	250,000	
8° Chine.	870,000	
3° Taxe du revenu.	5,100,000	

Outre les 870,000 liv. st. portées au budget, la Chine doit verser une somme de 2,000,000 liv. st.; mais cette somme a son emploi à part, savoir :

Pour le paiement de l'opium confisqué.	1,250,000 liv. st.
Pour remboursement à la compagnie des Indes pour la guerre de Chine.	800,000

En définitive, l'Angleterre a dépensé pour la guerre de Chine 4,200,000 liv. st., et n'a encore reçu pour son propre compte que 500,000 liv. st. d'une part et 870,000 de l'autre.

Si ce budget n'est pas très brillant, il n'est pas non plus alarmant, pourvu toutefois que les prévisions ministérielles ne soient pas déçues, comme l'an dernier. Or, le dernier compte-rendu trimestriel manifeste déjà une amélioration notable, et qui probablement ne s'arrêtera pas.

Outre le budget, le bill du Canada et deux mesures de circonstance dont il sera question plus tard, voici en résumé les seuls bills

ministériels de quelque valeur qui, pendant le cours d'une très longue session, aient été votés par les chambres :

1° Un bill sur l'enregistrement des électeurs, qui transporte aux cours de justice le droit d'apprécier en dernier ressort la capacité électorale. Ce bill fut vivement combattu par lord John Russell et M. Wilde, comme portant atteinte aux priviléges du parlement; mais plusieurs radicaux s'unirent à sir Robert Peel, et il passa à une grande majorité.

2° Un bill qui, par une meilleure application des fonds ecclésiastiques, permet d'augmenter le nombre des ministres actifs. D'accord avec le ministère sur le but, sir Robert Inglis et le parti ultra-anglican voulaient qu'on y arrivât par d'autres moyens, et que l'état se chargeât de payer les ministres nouveaux et les églises dont ils auraient besoin. Aussi firent-ils retentir la chambre des communes de leurs gémissemens. Les whigs et les radicaux, au contraire, appuyaient la proposition du cabinet.

3° Un bill pour réformer la loi des pauvres d'Irlande, cette loi qui, comme on l'a dit justement, « donne à un chien affamé le droit de couper un morceau de sa propre queue et de le manger. » Par ce bill, les plus pauvres des Irlandais seront exempts de la taxe, et ceux qui auraient besoin de recevoir l'aumône ne seront plus tenus de la faire. Ce n'est là qu'un palliatif insignifiant.

4° Un bill pour régulariser les mariages célébrés par les ministres presbytériens en Irlande entre presbytériens et anglicans, les juges anglais ayant, par une nouvelle interprétation de l'ancienne loi, déclaré ces mariages invalides.

5° Un bill pour permettre l'exportation des machines. Ce bill valut au nouveau président du bureau de commerce, M. Gladstone, l'honneur d'une vive attaque du vieux parti prohibitif. « M. Gladstone, s'écria l'un d'eux, le colonel Sibthorp, sera bientôt le président de la liberté du commerce. » C'est un titre que M. Gladstone, l'un des membres les plus distingués du ministère, s'efforcera sans doute de mériter, si les préjugés de son parti ne paralysent pas ses projets. On lui doit déjà cette justice, qu'il a fait plus dans cette voie qu'aucun de ses prédécesseurs.

6° Un bill qui mobilise une portion des vétérans de Chelsea et les met à la disposition des magistrats pour le maintien de l'ordre public. Ce fut la dernière discussion un peu vive de la session, et quelques radicaux, MM. Duncombe, Hume, Williams, etc., s'y distinguèrent par la violence et la persévérance de leurs attaques. Ainsi,

bien que lord Palmerston et M. Macaulay eux-mêmes votassent avec le cabinet, M. Duncombe et ses amis usèrent des formes de la chambre pour empêcher le vote deux ou trois fois de suite. Il fallut pourtant qu'ils cédassent à la fin, et le ministère obtint ses vétérans.

7° Un bill proposé par lord Brougham et qui interdit, sous les peines les plus sévères, aux capitaux anglais toute coopération à la traite des noirs.

Enfin le ministère laissa passer, bien qu'en l'amendant fortement, un bill proposé par lord Campbell, et qui tendait à introduire un peu d'ordre et de logique dans la vieille législation du libelle. Tel qu'il est, ce bill passe encore pour un des meilleurs fruits de la session; mais les whigs font remarquer avec orgueil qu'il leur appartient, et que le ministère n'a fait que le mutiler.

En présence d'échecs si graves et de succès si insignifians, il n'est pas étonnant que les whigs relèvent la tête, et qu'ils rappellent avec affectation d'une part les revues annuelles de lord Lyndhurst sous le ministère Melbourne, de l'autre les promesses de sir Robert Peel lorsqu'il arriva au pouvoir. On sait que sous le ministère Melbourne lord Lyndhurst ne manquait jamais, à la fin de la session, de disséquer d'une main impitoyable tous les actes des whigs depuis une année, et de signaler leurs défaites. On sait que cette impuissance législative était surtout attribuée par lord Lyndhurst et par le parti tory tout entier au désaccord qui existait alors entre les deux chambres. On sait enfin que sir Robert Peel fit à Tamworth et ailleurs un tableau pompeux de toutes les mesures utiles qui pourraient être réalisées lorsque la bonne harmonie entre les pouvoirs serait rétablie et que la machine constitutionnelle aurait repris son jeu régulier. Or, maintenant on demande à lord Lyndhurst ce qu'il pense du produit net de la dernière session, au parti tory ce que le pays gagne au rétablissement du bon accord entre les chambres, à sir Robert Peel enfin ce qu'il a fait des énormes majorités qui l'ont soutenu et le soutiennent encore dans les deux chambres. Et ce langage, ce ne sont pas seulement les feuilles de l'opposition qui le tiennent, c'est aussi le *Times*, le *Morning-Herald*, le *Morning-Post*, c'est-à-dire, le *Standard* excepté, tous les principaux journaux tories. Il est vrai que dans une *Revue* considérable qui appuie le cabinet on établit que les meilleures sessions sont celles qui produisent le moins; mais ce n'est pas ainsi qu'on parlait l'an dernier, et il est trop clair que cette opinion, peu favorable au gouvernement représentatif, est la dernière ressource d'une polémique aux abois.

Sur le terrain des affaires étrangères, le ministère tory, il faut en convenir, maintint mieux sa position, et rien ne vint positivement effacer les échecs considérables qu'il avait fait subir à lord Palmerston. Cependant là encore il fut moins heureux pendant la seconde partie de la session. Ainsi c'est dans la seconde partie de la session que le protégé de l'Angleterre, Espartero, fut chassé d'Espagne avec si peu de gloire, et dut échanger les honneurs de la régence contre ceux d'une adresse de la corporation de Londres et de l'accolade du lord-maire. C'est pendant la seconde partie de la session que lord Ellenborough, démentant toute sa politique de paix et de modération, s'empara violemment du Scinde sur des prétextes qui firent dire au *Times* comme au *Chronicle* que « la routine ordinaire de ruse, de conquête et de spoliation avait été suivie, et que l'œuvre commencée par la perfidie venait d'être consommée par la violence. » C'est enfin dans la seconde partie de la session que les affaires de Servie donnèrent lieu à un débat où lord Palmerston reprit ses avantages en accusant le gouvernement de faiblesse et de malhabileté; et dans ce débat lord Palmerston eut pour associé son plus constant adversaire, M. d'Israeli, qui condamna la conduite du ministre « comme pitoyable et comme fondée sur une ignorance dont il n'y a pas de précédent. » C'était, pour un membre tory, une vive parole, et elle fut vivement relevée par lord Sandon, qui s'étonna que « derrière le banc de la trésorerie on traitât le gouvernement d'une manière si insultante; » mais M. d'Israeli eut de son côté d'autres tories, notamment M. Milnes, qui, récemment revenu d'Orient, lui prêta l'appui de son expérience personnelle et de son jugement exercé.

Je ne dis rien du Canada, dont, pendant les derniers mois de la session, la situation parut aussi s'embrouiller. En donnant sir Charles Metcalfe pour successeur à sir Charles Bagot, le gouvernement avait positivement approuvé l'opinion vraiment libérale et constitutionnelle de ce dernier. Néanmoins, du moment que les deux Canadas restaient unis et devenaient vraiment égaux, il est clair que le siége du gouvernement ne devait être placé ni à Kingston ni à Québec, et que Montréal se trouvait naturellement désigné. C'est ce que pensa sir Charles Metcalfe, et l'on croyait l'affaire terminée, quand on apprit un jour que la race anglaise livrait une dernière bataille pour son ancienne prééminence, et qu'entre l'assemblée élective et le conseil législatif, espèce de sénat choisi par le gouverneur, il y avait dissidence et conflit. Si l'on en croit les dernières nouvelles, ce conflit est au moment de finir par la démission d'une portion du parti

prend facilement, frapper au cœur le droit de patronage tout en paraissant le maintenir. Aussi, à dater de ce jour, une lutte sérieuse s'établit-elle entre les presbytères et les patrons. « La loi du *veto*, disaient ceux-ci, est à la fois illégale et injuste. Elle est illégale, car l'assemblée générale du clergé ne compte pas au nombre de ses prérogatives celle de réformer un statut impérial. Elle est injuste, car elle viole les droits de la propriété pour remédier à des abus qui n'existent pas. De quoi en effet peut se plaindre l'église ? Les patrons à la vérité choisissent les ministres; mais ils les choisissent parmi les hommes que les cours ecclésiastiques ont reconnus dignes par leur moralité, par leur science, par leur doctrine, de prêcher la parole de Dieu. Voilà une première garantie; il y en a encore une seconde. Quand un pasteur est choisi par le patron, avant son installation, tout communiant est admis à soutenir et à prouver devant les cours ecclésiastiques que, sous le rapport de sa moralité, de sa science ou de sa doctrine, ce pasteur est inhabile à remplir ses fonctions, et si les cours ecclésiastiques en jugent ainsi, l'installation n'a pas lieu. Toutes les craintes que l'on soulève, tous les scrupules que l'on manifeste sont donc mal fondés, et c'est d'une pure usurpation qu'il s'agit. »

A cela les *non-intrusionistes* répondaient « qu'en réduisant le droit des fidèles au droit de comparaître devant les cours ecclésiastiques et d'y présenter leurs réclamations sur certains points déterminés, les patrons méconnaissaient à la fois les anciens priviléges de l'église et le véritable caractère de la mission que les pasteurs ont à remplir. Outre l'aptitude qui lui est personnelle et qui le suit partout, il faut que le pasteur ait certaines qualités spéciales qui lui donnent action sur la communauté même dont il est appelé à devenir le guide. Ainsi on peut comprendre un homme très moral, très savant, très orthodoxe, et qui, par cela seul qu'il n'aura pas la confiance de telle ou telle paroisse, laissera périr les ames qu'il est appelé à sauver. La conséquence, c'est que, conformément aux anciens principes, les communians doivent, sinon choisir leur pasteur, du moins l'agréer. L'assemblée générale, en remettant ces principes en vigueur, n'a point outrepassé ses droits, mais accompli son devoir. »

Il est bon de dire tout de suite que, dès 1838 ou 1839, une opinion mixte essaya de se faire place entre ces deux opinions absolues. Selon cette opinion, dont lord Aberdeen, zélé presbytérien lui-même, se fit l'organe à la chambre des lords, il appartenait au patron de nommer, aux fidèles de faire des objections, à l'église de décider.

Quand un ministre était choisi par le patron, tout fidèle pouvait donc s'opposer à son installation, et faire valoir les motifs quelconques qui le rendaient inhabile à remplir ses fonctions soit partout, soit spécialement dans la paroisse dont on voulait lui confier la direction. Un débat contradictoire s'établissait alors entre les opposans et le pasteur devant le presbytère d'abord, puis en cas d'appel devant le synode, puis devant l'assemblée générale en dernier ressort. Ainsi se trouvaient conciliés, selon lord Aberdeen, les droits des patrons et ceux de l'église; malheureusement ni l'église ni les patrons n'acceptèrent la transaction.

La lutte continua donc, et passa bientôt des paroles aux actes. Ainsi, dans de nombreuses localités, le patron nomma en vertu du statut de la reine Anne, et les communians, en vertu de la loi du *veto*, refusèrent d'accepter le ministre nommé. Les patrons alors s'adressèrent aux tribunaux civils, qui les soutinrent, et les communians, aux cours ecclésiastiques, qui leur donnèrent gain de cause. On vit ainsi dans la même paroisse deux ministres, l'un, du choix du patron, interdit par les cours ecclésiastiques, l'autre, du choix des communians, interdit par les tribunaux civils. C'est ce qui arriva notamment à Strathbogie et à Auchteracter, deux noms qui dans cette longue querelle ont été souvent prononcés. Est-il besoin de dire à combien d'abus et d'inconvéniens pouvait donner lieu cette étrange et réciproque interdiction?

Cependant le patron d'Auchteracter, le comte de Kinnoull, résolut de pousser l'affaire à bout, et de faire vider définitivement la question. Le ministre choisi par lui ayant été éconduit, conformément à la loi du *veto*, il actionna le presbytère devant les tribunaux civils, et demanda des dommages intérêts pour le tort qu'on lui avait fait. Les tribunaux civils prononcèrent en sa faveur, et condamnèrent le presbytère à lui payer 16,000 livres sterling. Le presbytère en ayant appelé, l'affaire vint en définitive à la chambre des lords, qui jugea comme les tribunaux civils. A dater de ce moment, tout espoir de rapprochement s'évanouit, et il fut clair que la séparation s'accomplirait; mais s'accomplirait-elle par la majorité ou par la minorité? En d'autres termes, l'assemblée générale du clergé, qui à 2 voix contre 1 avait jusqu'ici maintenu la loi du *veto*, persisterait-elle dans cette résolution, quand il lui serait démontré que l'état tiendrait bon? Voilà la question qui restait à résoudre.

Pour qui connaît l'esprit humain, il est évident que la résistance chaque jour plus décidée de l'état et des tribunaux civils devait pro-

duire deux effets contradictoires, effrayer et courber quelques ames faibles, irriter et pousser à bout les esprits les plus fermes et les plus convaincus. Par degrés donc, les principaux des non-intrusionistes avaient jeté au vent toute idée de transaction, et augmenté leurs prétentions. Ainsi, en 1834, la loi du *veto* leur suffisait. En 1841 et 1842, ils demandaient expressément l'abolition du patronage et la destruction de toute juridiction civile dans les matières religieuses. Dans l'assemblée de 1842, deux propositions dans ce sens furent même faites par le docteur Chalmers, et adoptées, l'une par 216 voix contre 147, l'autre par 241 contre 110. C'est ainsi que se posa la question lors du renouvellement de l'assemblée générale, et il fut bientôt aisé de juger qu'à ce moment suprême plusieurs des anciens non-intrusionistes s'apprêtaient à changer d'opinion. Il se forma donc au sein des presbytères un tiers-parti qui, se rattachant à l'ancienne opinion de lord Aberdeen, se mit en rapport avec le ministère, et promit, si cette opinion était définitivement adoptée par le gouvernement, l'abrogation de la loi du *veto*. L'arrangement ainsi conclu, la majorité se déplaça, et les non-intrusionistes n'eurent plus qu'à se soumettre ou à se retirer. C'est à ce dernier parti qu'ils s'arrêtèrent, et le 18 mai, jour de la réunion de l'assemblée générale, on vit le tiers à peu près des membres présens faire entendre par la bouche de l'ancien modérateur (président) une protestation solennelle contre le patronage, et sortir en procession de la salle des séances, pour aller, à travers une foule silencieuse, se constituer en église libre. Ainsi, pour obéir à ce qu'ils regardaient comme un devoir de conscience, et pour maintenir la vieille indépendance presbytérienne, 450 à 500 ministres renoncèrent volontairement à leur temple, à leur presbytère, à leur revenu, et entrèrent, jeunes et vieux, valides et infirmes, dans une carrière qu'ils savaient hérissée de difficultés et pleine de souffrances. C'est là, quelque opinion qu'on puisse avoir du fond de la querelle, un admirable spectacle, un spectacle qui dans ce temps d'égoïsme et d'engourdissement moral doit assurer à ceux qui l'ont donné le respect et la sympathie de tous les esprits élevés.

Depuis ce moment, les choses ont marché, comme on pouvait s'y attendre. D'un côté, l'assemblée générale a rapporté la loi du *veto*, et a reconnu dans les questions qui touchent au patronage la suprématie des tribunaux civils. De l'autre, l'église libre, soutenue par les presbytériens d'Irlande et par les dissidens d'Angleterre, a travaillé sans relâche à se procurer les moyens matériels de ne pas faire faute

ceux qui l'ont suivie; mais elle rencontre de grands obstacles, et ne parvient pas toujours à les surmonter. Ainsi, pour satisfaire aux besoins religieux du pays, il lui faudrait 700 églises, qui coûteraient à construire 350,000 liv. st. Jusqu'ici, elle a réuni 206,702 liv. st., sans compter, pour fonds d'entretien (*sustentation fund*), 28,206 liv. st. qui, partagées entre les ministres séparés, leur donnent à peu près 60 liv. sterling par personne. Malheureusement les difficultés financières ne sont pas les seules, et il en est qui tiennent à la constitution de la propriété en Angleterre. Dans certains districts, dans certains comtés même, la terre appartient tout entière à des propriétaires opposés à la nouvelle église, et qui refusent absolument de lui en vendre ou de lui en louer un morceau. La nouvelle église alors a recours à divers expédiens. Ainsi, elle construit des tentes qu'elle dresse sur les routes et où elle célèbre l'office divin. Elle a aussi acheté plusieurs vieux bâtimens qui parcourent les lacs, pénètrent dans les golfes, et qui jetant l'ancre de temps en temps, le long de la côte, offrent aux fidèles des églises flottantes. Cependant tout annonce que cette situation précaire ne durera pas. Déjà les justes réclamations de la nouvelle église, soutenues par l'opinion publique, ont vaincu la résistance du duc de Sutherland, qui, seul propriétaire, ou peu s'en faut, du comté qui porte son nom, avait d'abord refusé de l'y laisser entrer. Comme d'ailleurs les populations paraissent beaucoup plus favorables à la nouvelle église qu'à l'ancienne, il est possible que bientôt l'Écosse, comme l'Irlande, offre l'anomalie de deux églises : l'une, celle d'une faible minorité, établie et richement dotée; l'autre, celle d'une majorité immense, sans autre ressource que des souscriptions volontaires. Il y a là un danger sur lequel il est impossible que les hommes qui gouvernent l'Angleterre n'aient pas porté leur attention.

Il serait certainement injuste de chercher un grief contre le ministère dans une crise préparée depuis neuf ans, et qui eût éclaté sous les whigs comme sous les tories. Cependant pour le vulgaire, on le sait, les hommes politiques sont responsables de leurs malheurs aussi bien que de leurs fautes, et c'est un malheur pour le ministère Peel d'avoir assisté sans pouvoir l'empêcher à la ruine du vieil établissement écossais. Quand les whigs lui reprochent de n'avoir rien fait pour s'y opposer, ils n'ont pas d'ailleurs tout-à-fait tort. Ainsi, avant le 18 mai, lord Campbell dans la chambre des lords, M. Fox-Maule dans la chambre des communes, voulurent soulever la question; mais le ministère, qui était alors en négociation avec le tiers-

parti, espérait qu'une fois la majorité conquise dans l'assemblée générale, la minorité se soumettrait. Il refusa donc la discussion, et ne fit aucun effort parlementaire pour prévenir la séparation. — Après le 18 mai, il avait un engagement à tenir, et il le tint en reproduisant l'ancienne transaction de lord Aberdeen. C'était malheureusement, comme on le fit justement observer, fermer la porte de l'écurie après que le cheval avait été volé. La transaction de lord Aberdeen fut d'ailleurs loin d'obtenir, soit dans le parlement, soit dans l'assemblée du clergé, un assentiment unanime. Elle fut vivement attaquée à la chambre des lords par lord Roseberry, qui déclara qu'elle violait les droits du peuple, et par lord Campbell, lord Brougham et lord Cottenham, qui pensèrent au contraire qu'en accordant aux communians le droit illimité d'objection et aux ecclésiastiques le jugement définitif, elle rétablissait la loi du *veto* sous un autre nom. A la chambre des communes, MM. Rutherford et Fox-Maule, au nom des *non-intrusionistes*, lord John Russell dans l'intérêt de l'union de l'église et de l'état, s'accordèrent, bien que fort divisés au fond, pour blâmer l'énorme pouvoir dont le bill investissait les cours ecclésiastiques; et de cet accord il résulta que le bill, malgré les efforts de sir Robert Peel et de sir James Graham, ne passa qu'à une majorité de 18 voix; 98 contre 80. — A l'assemblée générale, d'un autre côté, il entraîna quelques nouvelles séparations, tout en mécontentant le parti qui avait constamment lutté pour le droit des patrons. Il ne paraît pas d'ailleurs que partout la querelle doive se vider pacifiquement, et déjà, depuis le bill, plus d'un ministre légalement institué a trouvé ses nouveaux paroissiens en armes et décidés à s'opposer par la force à son installation. Si cette manière d'exercer le *veto* remplace l'autre, il est facile de prévoir ce que deviendra le droit des patrons.

Quoi qu'il en soit, les évènemens d'Écosse, bien que graves en eux-mêmes et défavorables au cabinet, n'ont rien, quant à présent, qui menace son existence. Il en est autrement des évènemens d'Irlande, qui depuis six mois fixent si vivement l'attention.

Quand en 1841 sir Robert Peel monta au pouvoir, tous ceux qui connaissent l'Irlande crurent et dirent que, comme sir Robert Peel l'avait annoncé lui-même en 1835, ce serait là sa grande difficulté. C'est en effet à sa haine pour l'Irlande que le parti dont sir Robert Peel est le chef avait dû sa récente popularité en Angleterre et ses succès électoraux. Il y avait dès-lors lieu de penser qu'à l'avènement de ce parti l'Irlande se sentirait blessée jusque dans ses entrailles,

et que l'homme extraordinaire en qui elle se personnifie, reprenant son rôle de grand agitateur, se trouverait bientôt, comme en 1829, à la tête d'une nation ulcérée et frémissante. Au lieu de cela, par une anomalie inexplicable, l'Irlande parut voir avec tranquillité, presque avec indifférence, la formation du nouveau cabinet. En vain les hommes qu'elle avait appris à regarder comme ses ennemis les plus acharnés, lord Lyndhurst et lord Stanley, firent partie de ce cabinet; en vain même d'autres hommes plus rapprochés d'elle, et à ce titre plus odieux encore, M. Jackson, M. Lefroy, occupèrent sous ses yeux de hauts emplois judiciaires : rien ne sembla faire effet; c'est tout au plus si la voix d'O'Connell, élu lord-maire, trouva quelques échos dans le pays. La voix d'O'Connell d'ailleurs avait elle-même perdu beaucoup de sa force et de son éclat. Ce n'était plus celle du tribun fougueux et éloquent qui avait donné l'émancipation à son pays, mais plutôt celle d'un magistrat épuisé, désabusé, et tendant au repos.

Telle était l'Irlande il y a un an, et, je le répète, ceux qui croient la connaître cherchaient en vain à la comprendre. On pense bien d'ailleurs que cette situation était pour le ministère et pour ses partisans un grand sujet d'orgueil et de triomphe. « Les whigs, disaient-ils, prétendaient qu'ils étaient seuls capables de gouverner l'Irlande, et que le jour où les tories arriveraient au pouvoir ce pays se soulèverait tout entier. Qu'en pensent les whigs maintenant? Les concessions honteuses que les whigs faisaient aux agitateurs, les tories ne les ont point faites, et ils ont rompu le contrat immoral qui liait le gouvernement au chef des papistes. Cependant l'Irlande est plus paisible, plus satisfaite qu'elle ne l'a jamais été, et le chef des papistes lui-même paraît désespérer du succès. Ainsi, la grande difficulté de sir Robert Peel, cette difficulté si souvent citée, s'est évanouie rien qu'à la regarder. »

A ces provocations les whigs ne répondaient rien, parce qu'ils ne savaient que répondre, et l'Irlande ne figurait plus guère que pour mémoire parmi leurs moyens d'opposition. C'était même une sorte de mot d'ordre que la question irlandaise devait cesser d'être une question de parti, et qu'il convenait de travailler en commun à l'amélioration morale et matérielle de ce malheureux pays. Quant au rappel de l'union, c'était pour les journaux de toutes les opinions un sujet habituel de raillerie et de mépris, et quand, dans les premiers jours de janvier dernier, O'Connell salua la nouvelle année du nom de l'année du rappel, ce fut à Londres un éclat de rire universel qui,

malgré des symptômes précurseurs assez graves, se prolongea jusqu'en mai. Ainsi, le 17 janvier, un journal whig, *le Globe*, publiait un long article sur la folie du rappel et sur la chute complète de ce ridicule projet. « M. O'Connell, ajoutait-il, ne peut tarder à y renoncer. » Deux jours après, un journal tory, *le Standard*, cherchant sur quelle question l'opposition dans l'adresse pouvait proposer un amendement : « Est-ce, disait-il, sur l'Irlande, lorsque la politique des lords de Grey et Elliott a si parfaitement réussi à détruire O'Connell et le rappel. » Le 18 mars enfin, un journal radical, le *Sun*, se moquait du rappel et de M. O'Connell, gravement occupé, un tablier de cuir autour du corps et une truelle à la main, à poser la première pierre de la future chambre des communes irlandaise. « N'est-il pas déplorable, disait le *Sun* à ce sujet, qu'un homme comme M. O'Connell s'amuse ainsi à poursuivre un fantôme ridicule, au lieu de se rendre utile à son pays? » Dans le parlement d'ailleurs, jusqu'aux premiers jours de mai, il ne se prononça pas une parole qui témoignât de la plus légère inquiétude. L'Irlande était et devait rester tranquille. C'était entre tous les hommes politiques une chose parfaitement entendue.

A Dublin, la confiance n'était guère moins grande, même au commencement de mars, quand M. O'Connell fit voter le rappel par la corporation de Dublin à la majorité de 44 voix contre 15. « M. O'Connell, dit alors l'alderman Butt, ne fait une telle motion « que pour ranimer tant soit peu une question qui meurt d'inanition, une question dont la situation est désespérée, et qui ne peut « vivre un mois encore. » Au lieu d'ouvrir les yeux au danger, les ultra-protestans d'ailleurs continuaient à se plaindre du gouvernement et à lui reprocher ses ménagemens pour les catholiques. Ainsi la feuille orangiste de l'Ulster accusait amèrement sir Robert Peel et lord Élliott « de s'être attachés au char du papisme, de mépriser le protestantisme et de calomnier le clergé. » Ainsi la société de l'éducation ecclésiastique (*church education society*) dénonçait le ministère, à cause de son plan d'éducation, comme impie et presque comme athée. Ainsi encore l'organe le plus influent des protestans, le *Dublin Evening-Mail*, demandait « si, après tout, le rappel ne serait pas plus favorable au protestantisme que l'état actuel. » N'est-il pas évident que le parti ultra-protestant était loin de soupçonner le véritable état des esprits et de prévoir la lutte qui se préparait?

Je vais plus loin, et je suis disposé à croire qu'à cette époque O'Connell lui-même n'avait pas le sentiment de sa force et du grand

rôle qu'il allait jouer. J'en trouve la preuve dans ses lettres, dans ses adresses au peuple irlandais, dans ses discours au sein de l'association. Ce n'est pas qu'il manquât une seule occasion de protester en faveur du rappel, et de le présenter comme le véritable, comme le seul remède aux maux invétérés du pays; ce n'est pas non plus qu'il ne répétât chaque jour avec affectation qu'il était sûr de son fait, et que le rappel aurait lieu : mais il reconnaissait que le remède était d'une application difficile et pouvait se faire attendre long-temps. Il laissait entendre en outre que, si l'Angleterre le voulait bien, peut-être y aurait-il encore moyen de s'arranger. En un mot, on pouvait conclure de plusieurs de ses paroles que le rappel alors était pour lui plutôt un moyen qu'un but, et que ce moyen même il n'y comptait pas outre mesure.

Quoi qu'il en soit, après un sommeil d'une année, le grand agitateur venait de se réveiller plus infatigable, plus énergique, plus étonnant que jamais. Aujourd'hui c'était un livre pour dénoncer à l'Europe et surtout à l'Irlande toutes les injustices, tous les vices, tous les crimes de la domination anglaise depuis le roi Henri II. Demain c'était une adresse pour promettre au nom du parlement national l'extinction totale de la dîme, l'établissement d'une tenure fixe en faveur des fermiers, l'encouragement et la protection des manufactures nationales, l'abolition de la loi des pauvres, l'extension de la franchise électorale et le scrutin secret. Puis à chaque séance de l'association on l'entendait gémir sur les malheurs de son pays, et lui promettre justice complète, s'il savait la demander avec ensemble et constance. Jusqu'à la fin de mars pourtant le pays ne bougea pas; mais pendant ce temps la mine se creusait et se chargeait, de sorte que vers le mois d'avril il suffisait d'une étincelle pour qu'elle fît explosion. Un jour, dans une petite ville de l'ouest, l'étincelle jaillit, et dix *meetings*, en moins d'un mois, apprirent à l'Angleterre étonnée qu'O'Connell et le rappel n'avaient rien de ridicule, et qu'un grand péril était près.

Il est curieux d'observer quelle fut, à cette nouvelle, l'attitude des divers partis. Le parti orangiste, comme on devait s'y attendre, prit l'initiative, et le même jour (au commencement de mai) lord Roden, à la chambre des lords, lord Jocelyn, son fils, à la chambre des communes, interpellèrent le cabinet sur les moyens qu'il comptait employer pour arrêter l'agitation. Le cabinet, avec qui selon toute apparence l'interpellation avait été concertée, répondit qu'il maintiendrait à tout prix l'union des deux pays, et que la reine y était ré-

solue, mais qu'il n'était pas encore nécessaire de solliciter de nouveaux pouvoirs. Ce fut le premier coup frappé par le gouvernement. Le second consista dans la révocation de plusieurs juges de paix qui avaient assisté et pris part à des *meetings* en faveur du rappel. Puis, cela fait, le cabinet se croisa les bras et mit la tête à la fenêtre, attendant que le feu s'éteignît de lui-même, et que l'agitation tombât. Mais il s'en faut que son parti tout entier éprouvât la même quiétude.

Dès ce moment, on put remarquer parmi les tories deux tendances bien distinctes, celle des hommes modérés qui approuvaient la conduite du ministère et comptaient sur le temps, celle des hommes plus ardens qui appelaient à grands cris des mesures énergiques. Quant aux whigs, c'est avec une joie mal déguisée qu'ils aperçurent enfin en Irlande un sujet sérieux et durable d'opposition. On les vit donc d'une part reprendre leur ancien thème et comparer l'Irlande sous lord Melbourne à l'Irlande sous sir Robert Peel, de l'autre chicaner le cabinet soit sur l'emploi du nom de la reine dans le débat, soit sur la révocation des juges de paix avant qu'aucun avis préalable leur eût été donné. A ce sujet, la légalité même des *meetings* fut à plusieurs reprises débattue dans les deux chambres, et toujours résolue d'une manière affirmative. « Quant au rappel de l'union, dit lord John Russell, sans que sir Robert Peel le contredît, c'est une question ouverte au débat et sujette à révision, comme tous les actes de la législature. » A la chambre des lords, lord Campbell et lord Clanricarde parlèrent dans le même sens, et le duc de Wellington resta, comme sir Robert Peel, silencieux sur son banc.

L'attitude et le langage des journaux, un seul excepté, furent, avec plus de vivacité, ceux du parti qu'ils représentent. Selon le *Standard*, organe spécial du cabinet, l'agitation irlandaise était peu à craindre, et il eût suffi des deux comtés protestans de Down et d'Antrim pour la mettre à la raison; mais il valait mieux la laisser s'user d'elle-même. Selon le *Morning-Post*, organe des ultra-tories, tout tenait à la politique inerte et faible du ministère. Selon le *Morning-Chronicle*, organe des whigs, la chute de lord Melbourne avait produit tout le mal. Selon le *Sun*, organe des radicaux, les demi-mesures ne pouvaient plus suffire, et, pour rétablir l'ordre en Irlande, il fallait détruire l'église établie et effacer ainsi la grande tache (*the great blot*) dans ce pays. Quant au *Times*, qui plus tard devait plus que le *Morning-Post* pousser aux mesures violentes, il publia alors plusieurs articles que les whigs, et même les radicaux, n'auraient pas désavoués. « Quand sir Robert Peel, dit-il, est arrivé aux affaires

l'Irlande était paisible, et O'Connell était réduit au rôle misérable d'un vieux charlatan en enfance. On ne parlait du rappel que pour en rire, et tout tendait à la conciliation. Aujourd'hui l'Irlande s'agite d'une manière formidable. O'Connell est redevenu un géant, et le rappel est menaçant. Comment s'en étonner en présence de la conduite du ministère et de son vice-roi, lord de Grey? Qu'on cite depuis dix-huit mois un acte, un seul, qui ait pu satisfaire le pays? O'Connell pourtant faisait la partie belle à sir Robert Peel, quand il lui disait qu'il n'avait pas, quant à lui, plus de goût pour les whigs que pour les tories, et que son appui appartiendrait à toute administration qui rendrait justice à l'Irlande. Rien de plus clair, de plus raisonnable, de plus généreux que ce langage. Comment sir Robert Peel y a-t-il répondu? Par quelques paroles évasives. Mais en même temps il s'est hâté de nommer aux places les plus hautes et les plus lucratives les ennemis connus de l'Irlande. Pas un catholique qui, sous son administration, ait obtenu la plus légère faveur. On dirait en un mot que sir Robert Peel n'a eu d'autre pensée que celle d'étayer le système pourri de l'orangisme. Est-il étonnant que l'Irlande ait ressenti ce traitement insultant, et qu'au calme ait succédé l'agitation? Si l'on veut empêcher le rappel de l'union, il faut suivre un tout autre système, et s'occuper sérieusement de conciliation. Cela est plus juste que de supprimer des *meetings* ou de destituer des magistrats; cela est plus sûr que d'employer la force, comme des amis imprudens le conseillent au cabinet. »

Je me suis arrêté sur cette opinion du *Times*, bien que rétractée plus tard, parce qu'elle produisit alors une grande impression. En supposant qu'elle fût partagée par quelques amis du cabinet, la majorité dès-lors se divisait en trois fractions, l'une en faveur de l'immobilité, l'autre en faveur de la coercition, la troisième d'une sage conciliation.

Que faisait cependant O'Connell? A près de soixante-dix ans, O'Connell, avec la vigueur de la jeunesse et plus d'expérience, commençait une campagne sans exemple et dont n'approche pas celle même de 1829. Tempérant par l'habileté du vieux légiste la hardiesse du tribun, il s'établissait d'abord sur un terrain solide, et prenait l'association centrale de Dublin pour base d'opération. C'est là qu'il préparait ses moyens de défense et d'attaque, qu'il essayait l'effet de ses argumens, qu'il donnait le mot d'ordre à ses lieutenans. C'est là qu'après avoir annoncé qu'il jugeait inutile d'aller prendre sa place à la chambre des communes, il tenait séance à lui tout seul

et répondait chaque jour aux discours parlementaires et aux articles de journaux. C'est là qu'il versait l'impôt volontaire du rappel, impôt toujours croissant, et qui, de 100 livres sterling à peu près par semaine, ne tarda pas à monter jusqu'à plus de 2,000. C'est de là enfin qu'il partait pour aller, dans l'intervalle de deux séances, présider sur divers points du pays à quatre ou cinq *meetings*, et prononcer huit ou dix discours. Puis c'est là qu'il revenait raconter ce qu'il avait fait, et étonner ses amis comme ses ennemis par le spectacle de sa merveilleuse activité.

Il serait impossible de suivre O'Connell dans les trente-sept *meetings* auxquels il assista dans l'espace de quatre mois environ; mais au milieu de diversités nombreuses, il y a dans ces *meetings* quelque chose d'invariable qu'il est facile de faire ressortir. Ainsi ce sont toujours des populations immenses qui se pressent sur le passage d'O'Connell; ce sont des feux de joie qui brillent sur les montagnes à son approche; ce sont des arcs-de-triomphe et des couronnes qui l'attendent; ce sont des processions et des cavalcades avec musique et drapeaux qui se portent à sa rencontre; puis ce sont deux réunions, l'une en plein air, dans un lieu consacré autant que possible par quelque souvenir historique, l'autre à table, sous une vaste tente décorée d'emblèmes nationaux. Ce sont enfin deux discours du libérateur qui roulent toujours sur le même sujet et s'adressent aux mêmes passions. O'Connell en effet n'est point un littérateur qui s'inquiète du jugement des connaisseurs et qui craint de se répéter. C'est à la fois un tribun qui veut remuer le peuple, un avocat qui veut mettre la loi de son côté. Le peuple et la loi, voilà ses deux pensées, celles qui le préoccupent uniquement. De là un mélange singulier de violence et de prudence, de passion et de sang-froid, d'emportement et de retenue; de là aussi une certaine uniformité, soit dans les moyens qu'il emploie, soit dans les paroles qu'il prononce. S'il a trouvé une allusion qui a porté coup, un mouvement qui a réussi, un mot qui a frappé juste et fort, pourquoi ne s'en servirait-il pas une seconde fois en présence d'un auditoire nouveau? Mais en même temps quelle verve admirable, quelle riche imagination, quel esprit fécond et vigoureux! Pas une circonstance locale qu'il n'exploite, pas un incident dont il ne tire parti, pas une interpellation partie de la foule qu'il ne relève et ne tourne à son profit. On lui reproche quelquefois d'être trop poétique dans ses descriptions, trop déclamatoire dans ses imprécations, trop bouffon dans ses plaisanteries, trop injurieux dans ses attaques; mais on oublie qu'il

parle à un peuple crédule, enthousiaste, enfant, à un peuple qui veut être successivement ébloui, ému, amusé. Pour le paysan irlandais qui vient écouter O'Connell, ses défauts sont des qualités et font une partie de sa puissance. Aussi, pour trouver exemple d'une pareille action sur les hommes, faut-il peut-être remonter aux grandes prédications du moyen-âge. Ces cent ou deux cent mille Irlandais qui couvrent la colline où se dressent les *hustings*, O'Connell les tient dans sa main et les conduit comme il lui plaît. On les voit, selon qu'il les y invite, rire et pleurer, crier et se taire, s'agiter et se calmer. « Les *repealers*, dit-il un jour au dîner d'Athlone, se sont réunis pour être libres ou mourir. » Aussitôt l'assemblée entière se lève, agite ses chapeaux, et pousse de longues acclamations. Mais O'Connell reprenant : « Toute réflexion faite, on peut mettre la mort hors de question. Pour moi, j'ai toujours eu pour principe de préférer un patriote vivant à un cimetière plein de patriotes morts. » Et à ces mots l'assemblée entière se met à rire et se rassied tranquillement. « Un ministre de notre reine adorée, dit-il ailleurs, sir James Graham, a osé dire, le coquin, que les catholiques sont des parjures, et son discours a été reçu dans la chambre des communes par des acclamations bestiales ! — Une voix dans la foule : Oh ! les chiens de Saxons ! — O'Connell reprenant : Oui, mais ce sont ces chiens-là qui font des lois pour vous. Le souffrirez-vous plus long-temps? (Acclamation générale.) Voyez leur justice. Cork a 750,000 habitans et deux représentans. Galles a 800,000 habitans et vingt-neuf représentans. Un Gallois vaut-il quatorze et demi d'entre vous? — Une voix : Pardieu non. — O'Connell : Je ne pense pas qu'un Gallois battît quatorze et demi d'entre vous. — Une voix : Pas un demi. — O'Connell : Je crois, moi, qu'un d'entre vous, avec un bon bâton, battrait quatorze et demi d'entre eux; mais il ne s'agit pas de se battre : nous sommes trop nombreux et l'Angleterre est trop faible pour qu'on ose nous attaquer. Quant à nous, nous n'attaquons personne; nous voulons justice, et nous l'obtiendrons pacifiquement. Il est un bruit que *John Bull* comprend, celui des shillings. Croyez-moi, les 3,000 livres sterling de la semaine dernière (rente pour le rappel) l'auront fait réfléchir. »

C'est ainsi qu'O'Connell joue sans cesse avec son auditoire, excitant ses passions et les retenant, et le faisant passer à volonté de la crainte à la sécurité, de la colère à l'hilarité. Dans un morceau vraiment éloquent où il parle des services qu'il a rendus à son pays et du peu de temps qui lui reste à vivre : « Je mourrai, dit O'Connell,

avec le sentiment orgueilleux d'être le seul homme de mon temps qui, pendant quarante ans de suite, ait obtenu la confiance illimitée de ses concitoyens. » Cela est vrai, et cela suffirait au besoin pour assurer à O'Connell une grande place dans l'histoire de son pays.

Il faut d'ailleurs en convenir, jamais orateur populaire n'eut sous la main plus de cordes à faire vibrer. Lors de la première agitation, en 1828 et 1829, c'est surtout aux sentimens religieux qu'il s'adressait. C'est aujourd'hui aux sentimens nationaux, et partout il trouve des cœurs qui répondent à ses provocations. Nous sourions quand dans son enthousiasme national O'Connell se prosterne en même temps devant la beauté incomparable des lacs et des montagnes de la verte Erin, devant les charmes irrésistibles de ses femmes et de ses filles; quand il pleure d'attendrissement sur les félicités dont jouissait son île chérie sous quelques monarques inconnus et problématiques; quand en un mot, systématiquement et avec un orgueil toujours nouveau, il proclame la supériorité de l'Irlande sur tous les pays du monde, et celle de la partie de l'Irlande où il se trouve sur toutes les autres parties du pays. Tâchons cependant de nous mettre à la place de ce peuple humilié, opprimé, avili pendant tant de siècles, et jugeons de l'effet que de telles flatteries doivent produire. O'Connell, d'ailleurs, sait fort bien descendre sur la terre et parler intérêts. L'Irlande, répète-t-il chaque jour, a des fleuves larges et profonds, des fleuves qui pourraient donner passage à tout le commerce du monde. Elle a un sol fécond et facile à cultiver, elle a une population laborieuse, intelligente, vertueuse; mais elle a en même temps des maîtres qui l'exploitent, et ses fleuves portent à peine quelques vaisseaux : son sol reste sans culture, ou ne produit que pour l'étranger; sa population meurt de faim. Puis, il dénonce l'union, l'odieuse union comme la cause unique de toutes ces misères. « Les tyrans, s'écrie-t-il, nous laissent le sel et les pommes de terre; ils emportent le bœuf, le mouton, le porc, la laine, le blé, tout ce qui est bon. Voilà l'union. Cette union, lord Byron l'a justement comparée à celle du requin et de sa proie. L'un dévore l'autre, et cela fait une union.»

Ce n'est point, au reste, d'un seul coup que l'agitation de 1843 arriva à son dernier terme, et il est curieux d'en suivre le développement et les phases diverses. Au début, elle ne sortait guère du lieu commun et du cercle ordinaire des récriminations et des personnalités. Ainsi « lord Stanley était un maniaque, lord Brougham un vil apostat, sir Robert Peel et sir Graham deux audacieux coquins qui, par un mensonge public, voulaient compromettre une reine

adorée et lui faire perdre l'amour de ses fidèles Irlandais. Mais les Irlandais n'étaient pas dupes; ils savaient que la reine gémissait sous le poids de la plus dure oppression, et, quoi qu'on lui fît dire, elle ne cesserait pas d'être le pouls du cœur (*the pulse of the heart*) de l'Irlande. Les whigs, d'ailleurs, valaient encore moins que les tories, et lord John Russell était un ennemi plus dangereux que le duc de Wellington. » Bientôt le grand agitateur ne s'arrêta pas là, et après la destitution des juges de paix membres de l'association, ce n'est plus à quelques hommes qu'il visa, mais à l'Angleterre elle-même. S'emparant avec audace et habileté d'un mot de lord Lyndhurst : « On nous a dit, s'écria-t-il, que nous sommes étrangers par la race, par la langue, par la religion. On a dit vrai, et, loin de blâmer lord Lyndhurst, je le remercie. Oui, nous sommes étrangers à l'Angleterre, et, quand nous luttons contre elle, c'est une tyrannie étrangère que nous voulons secouer. » Une fois sur ce terrain, O'Connell n'en bougea plus, et le mépris du Saxon, la haine au Saxon devinrent l'inépuisable sujet de ses allocutions passionnées. C'est alors qu'on le vit chaque jour étaler avec complaisance, aux yeux du monde, les faiblesses, les échecs, les inquiétudes de l'Angleterre, et compter ses ennemis. C'est alors qu'on l'entendit énumérer avec le ton de la menace les forces physiques dont il pouvait disposer, et répéter vingt fois qu'à Waterloo le duc de Wellington n'avait pas une telle armée. « Nous n'attaquons pas; mais si l'on nous attaque, il n'est pas un de nous qui ne soit prêt à mourir pour son pays. Pour moi, je réponds que jamais les Saxons ne me fouleront aux pieds, ou du moins qu'ils ne fouleront que mon cadavre. Qu'on se rassure pourtant, les Saxons savent que l'Irlande de 1843 n'est plus celle de 1798; ils savent qu'elle est forte, pleine d'enthousiasme, et que ses femmes suffiraient pour mettre en fuite l'armée qu'on enverrait pour la soumettre. Ils savent aussi que l'Amérique, que la France nous regardent et se tiennent prêtes à venir à notre secours. C'est pourquoi les Cromwell du jour n'oseront pas recommencer leurs menaces. Le duc de Wellington va, dit-on, envoyer en Irlande 30,000 soldats anglais. Tant mieux; ce sont 30,000 shillings par jour que l'Irlande gagnera. Vivent les soldats anglais, les plus braves soldats du monde ! N'est-il pas scandaleux qu'ils ne puissent pas, comme en France, arriver au grade d'officier? Il est d'ailleurs absurde de dire que le rappel de l'union n'aura pas lieu, parce que, dans aucun cas, la chambre des lords n'y consentira. La chambre des lords est prudente, et il ne faudrait pour la déterminer qu'une menace de la France, de l'Amérique ou de la

Russie. John Bull est assez entêté, mais quand il a peur il est de bonne composition. En 1782, les volontaires demandèrent, d'une certaine façon, l'indépendance de la législature irlandaise. John Bull comprit et céda. En 1792, quand Billy Egan présenta une pétition en faveur des catholiques, cette pétition fut d'abord jetée ignominieusement à la porte de la chambre; mais peu de temps après Dumouriez vainquit à Jemmapes, et John Bull s'empressa de faire quelque chose pour les catholiques. L'histoire d'Angleterre est pleine de semblables exemples. L'Irlande est lasse de l'oppression saxonne; qu'elle le dise bien haut, et l'oppression saxonne disparaîtra. Après tant de siècles d'esclavage, il est temps enfin que l'Irlande appartienne aux Irlandais. » Qu'on ajoute à cela un art merveilleux pour dresser successivement les *hustings* sur tous les lieux qui pouvaient réveiller dans le cœur de l'Irlande quelques souvenirs de victoire ou de massacre; qu'on ajoute aussi des précautions infinies pour se mettre en règle avec la loi, et l'on aura une idée assez exacte de la conduite et du langage d'O'Connell pendant cette période de l'agitation.

Après avoir dénoncé l'union comme inique et funeste, il restait à O'Connell un dernier pas à faire : c'était de la déclarer nulle et non obligatoire. Ce dernier pas, le plus décisif de tous, il le fit au *meeting* de Tara, en présence d'un concours immense de peuple, sur une colline où la tradition dit que les rois d'Irlande étaient jadis élus et prêtaient serment de défendre leur terre natale contre les Danois ou tous autres étrangers. Du haut de cette colline sainte, O'Connell, au nom de Dieu, proclama donc la nullité de l'union, 1° parce que le parlement irlandais n'avait pas plus le droit d'abdiquer en faveur de l'Angleterre qu'en faveur de l'Amérique ou de la France; 2° parce que pour arracher l'union au pays, il a fallu fomenter des insurrections, anéantir le droit de pétition, dépenser 3 millions 275,000 liv. sterling; 3° parce qu'elle a chargé l'Irlande d'une dette qui n'était pas la sienne, parce qu'elle a détruit le commerce et l'industrie, parce que les Anglais, qui jamais n'ont tenu leurs promesses, ont manqué aux conditions même qu'ils avaient dictées; parce qu'aujourd'hui encore elle impose à la majorité du peuple irlandais le paiement d'un culte qu'il ne croit pas vrai. Puis, s'adressant à la multitude qui l'entourait : « Que ceux, s'écria-t-il, qui croient l'union nulle veuillent bien lever la main. » Il va sans dire que toutes les mains se levèrent, et que l'assemblée se sépara au milieu du plus vif enthousiasme.

C'est là ce qu'on peut appeler la troisième période de l'agitation. A dater de ce jour, aux menaces, aux injures contre le Saxon, se

joignirent de longues et brillantes dissertations sur la nullité radicale de l'union, et, à l'appui de ses propres argumens, O'Connell ne cessa d'invoquer l'autorité des plus illustres patriotes, des plus savans jurisconsultes de l'Irlande à l'époque de l'union. Il rappela que Grattan et Plunkett, Saurin et Bushe, ceux-là whigs, ceux-ci tories, s'étaient, en 1800, réunis pour déclarer que l'acte d'union ne pouvait lier l'Irlande, et qu'elle aurait droit de le briser le jour où elle en aurait la force et la volonté.

Ce n'est pas tout, et après tant de discours O'Connell sentit que le moment était venu de frapper l'opinion publique par quelques actes. Il imagina donc, d'une part, de constituer dans toutes les parties de l'Irlande des tribunaux volontaires qui prononceraient à titre d'arbitres sur les contestations qui leur seraient soumises; de l'autre, de réunir à Dublin trois cents *gentlemen* qui, venus des villes et des comtés, apporteraient chacun une contribution de cent livres sterl., et s'occuperaient publiquement des intérêts du pays. « Ce ne seront, dit-il en expliquant son projet, ni des délégués, ni des représentans; mais rien ne les empêche de se dissoudre après leur première séance et de se reconstituer le lendemain, par exemple pour dîner ensemble. Personne ne sera obligé d'obéir aux résolutions qu'ils prendront, *de même que personne n'était obligé, en 1780, d'obéir au congrès américain.* » Et comme quelques-uns de ses amis semblaient craindre que l'*attorney-général* n'intervînt : « Soyez tranquilles, répéta-t-il à plusieurs reprises, je suis un vieux pilote qui connaît les brisans, et je sais mon métier mieux que tous ces gens-là. Avec mes arbitres et mes trois cents *gentlemen* à Dublin, j'enlève aux Saxons la puissance judiciaire et la puissance législative; mais je le fais de telle sorte que personne n'a rien à dire, et qu'aucune loi n'est violée. » Enfin, pour que sa pensée fût parfaitement comprise, en même temps qu'il convoquait les trois cents *gentlemen*, il proposait un plan complet pour la réorganisation du parlement irlandais, mais en faisant remarquer avec une certaine affectation ironique que « c'était là une mesure tout-à-fait distincte et qui n'avait aucun rapport avec la première. »

Pour compléter ce tableau, il me reste à parler du corps puissant d'auxiliaires qui, pendant toute cette campagne, prêta au grand agitateur un énergique appui. Que le clergé catholique sympathisât avec O'Connell et fût au fond du cœur favorable au rappel de l'union, personne n'en doutait; mais, pendant plusieurs années, il avait cru devoir se renfermer dans une certaine réserve. Ce fut donc un grand jour pour O'Connell que celui où, par l'organe de ses évêques, il

sortit de son silence et adopta, presque unanimement, la cause du rappel. Une fois entré dans cette voie, il y marcha d'ailleurs avec une ardeur sans égale, et O'Connell ne parut plus guère en public qu'un ou deux évêques à ses côtés. Tous sans doute ne parlèrent pas avec autant de violence que le docteur Higgins, qui le premier déclara que, malgré les efforts d'une aristocratie corrompue, le clergé irlandais tout entier se dévouerait au rappel de l'union. « Si les ministres, dit-il, nous empêchent de prêcher le rappel en plein air et en plein jour, nous nous retirerons dans nos chapelles, et, suspendant toute autre instruction, nous apprendrons au peuple à maudire l'union. S'ils assiègent nos temples et mêlent leurs espions à notre troupeau, nous préparerons notre troupeau pour de telles circonstances; et si, à cause de cela, ils nous envoient à l'échafaud, en mourant pour notre pays, nous léguerons nos griefs à nos successeurs. » On comprend quelle impression devait produire ce langage et quel parti O'Connell savait en tirer. « Que pouvez-vous craindre? n'ai-je pas l'appui de votre saint clergé? les prêtres consacrés de l'Irlande ne sont-ils pas à mes côtés pour sanctifier mes efforts par leurs bénédictions? S'il s'agissait de violer une loi, de commettre un péché, est-ce que votre vénérable archevêque me donnerait ici la main? » C'est ainsi que parlait O'Connell, et ce qu'il disait, la voix respectée du ministre de Dieu venait aussitôt le répéter et le consacrer.

Pendant ces six mois d'agitation, il n'y eut donc pas un sentiment élevé qui ne fût remué en Irlande, pas une plaie qui ne fût irritée, pas un intérêt qui ne fût exploité. S'il y a quelque chose de surprenant, ce n'est certes pas que l'Irlande ait répondu à tant d'appels, c'est bien plutôt que, sous l'influence d'excitations si vives et si diverses, elle ne se soit pas précipitée, comme en 1798, dans une sanglante insurrection. Mais le sort de lord Édouard Fitzgerald n'avait aucun attrait pour O'Connell, et il prêchait l'ordre avec autant d'ardeur que le rappel de l'union. « Si l'agitation reste légale et paisible, le rappel est certain. Il échappera infailliblement, si nous frappons le premier coup. Quiconque commet la moindre violence est donc l'ennemi du rappel et de son pays. » Et là-dessus ce peuple irrité, affamé, rentrait tranquillement dans sa pauvre cabane, le cœur plein de haine pour les Saxons, mais décidé à suivre en tout les conseils du libérateur. Un jour pourtant, dans la petite ville d'*Ahascragh*, les magistrats ayant fait détruire un arc-de-triomphe élevé en l'honneur d'O'Connell, il en résulta une rixe où quelques agens de police furent maltraités. C'était un péché bien excusable; mais

O'Connell n'en jugea pas ainsi, et, dans son indignation vraie ou feinte, il fit décider par l'association que les habitans d'Ahascragh étaient des traîtres et devaient être rayés de la carte de l'Irlande. Heureusement pour la géographie, il consentit à les y rétablir, après que, par l'organe de lord French, ils eurent humblement imploré leur pardon.

On a calculé qu'en prenant pour vrais les chiffres officiels de l'association, près de neuf millions d'Irlandais auraient, en 1843, pris part aux *meetings* et applaudi O'Connell. Or la population tout entière n'est que de huit millions à peu près. Il y a donc exagération évidente; mais qu'on réduise les neuf millions à trois, et qu'on dise si ce n'est pas un phénomène bien étrange que celui de telles masses d'hommes réunies, agitées en tout sens, sans qu'il en résulte un désordre ou une violence. Qu'on dise si O'Connell n'a pas raison d'être fier de la puissance qu'il exerce et de l'obéissance qu'il obtient. Comme il arrive toujours, derrière lui d'ailleurs se trouvaient des hommes plus ardens, plus impatiens, et qui ne paraissaient pas craindre au même point une prise d'armes. Je ne parle pas de Tom Steele, si singulièrement nommé « le pacificateur en chef. » Pour un pacificateur, Tom Steele a souvent la parole un peu vive, quand il dit par exemple « qu'il y a en Angleterre une paire de singes qu'on nomme Peel et Wellington, et que ces meurtriers vagabonds ont envoyé lord de Grey pour faire peur à l'Irlande avec ses moustaches graissées. » Mais Tom Steele a pour O'Connell, qu'il appelle tantôt *Moïse*, tantôt le *grand-père*, un respect vraiment filial, et il suffit d'une petite réprimande paternelle pour qu'il rentre dans l'ordre. Il n'en est pas tout-à-fait de même de deux journaux nouvellement établis à Dublin, *la Nation* et *le Pilote*. Pendant toute la crise, ces deux journaux ne cessèrent de glorifier en vers et en prose l'insurrection de 1798, et de contrarier ainsi la tactique prudente d'O'Connell. Cette tactique prévalut pourtant, et le petit trouble d'Ahascragh reste le seul que l'on puisse citer.

Que faisaient cependant les ultra-protestans et les orangistes? Dans le nord, ils s'agitaient encore un peu, et tenaient de temps en temps à huis clos quelques *meetings* dont, comme à l'ordinaire, le papisme faisait tout les frais. Partout ailleurs ils gardaient un silence modeste et qui contrastait avec la violence de leur langage en 1842. Le gouvernement, naguère attaqué par eux avec tant d'amertume, était devenu leur ancre de salut, et lord Roden, un de leurs chefs, les engageait à prouver leur confiance dans le ministère en s'abste-

nant des processions ordinaires et en renonçant à toute espèce de *meetings*. Plus tard pourtant, lord Roden se lassa de son inaction, et donna son assentiment à un grand *meeting* à Belfast où devaient se réunir les délégués des divers comités protestans; mais lord Londonderry, habituellement moins modéré, intervint, et établit dans une lettre fort raisonnable que ce *meeting* ne ferait qu'entretenir l'agitation. Le *meeting* fut donc abandonné. A l'exception d'un *meeting* à Dublin où l'alderman Butt prouva victorieusement que l'état de choses actuel était dû aux ménagemens du ministère pour le pape, tout se borna de ce côté à quelques articles de journaux. L'*Evening Mail*, par exemple, s'indigna beaucoup qu'on voulût élever une statue de bronze au libérateur, et déclara qu'on n'avait rien vu de plus impie, de plus abominable depuis Nabuchodonosor. Cependant l'*Evening Mail* lui-même s'abstint de provocations trop violentes et laissa échapper quelquefois le mot de conciliation.

O'Connell plus puissant que jamais et le clergé catholique devenu partout son allié ardent et actif, la population irlandaise presque entière convaincue que le rappel de l'union guérirait tous ses maux et pénétrée de cette idée que secouer le joug du Saxon c'était assurer son bien-être tout en vengeant plusieurs siècles d'oppression et d'humiliation nationale; puis, pour organiser, pour gouverner l'agitation, une assemblée hebdomadaire percevant des impôts et donnant partout le mot d'ordre, des tribunaux volontaires institués dans l'intention avouée d'arracher à l'Angleterre l'administration de la justice; bientôt enfin une chambre que son créateur comparait lui-même au congrès américain pendant la guerre de l'indépendance: voilà ce que l'Irlande était devenue en trois mois, après un an de calme et de confiance, quand déjà on s'enorgueillissait de l'avoir si facilement pacifiée et soumise. Il faut à présent repasser le détroit et voir quel effet produisit sur le parlement et sur la presse cette situation singulière.

Il y a d'abord une remarque importante à faire. Pendant que l'Irlande était paisible, personne, pas plus les whigs que les tories, pas plus les radicaux que les whigs, ne s'occupait en Angleterre de ses griefs et de ses souffrances. La question irlandaise avait cessé d'être un moyen utile d'opposition. Dès-lors la question irlandaise était oubliée de tout le monde, si ce n'est des membres irlandais eux-mêmes. Dès que l'Irlande s'agita et menaça sérieusement, il en fut autrement, et les défenseurs pleins de sympathie et de zèle ne lui manquèrent pas. La première occasion qui se présenta fut celle du

bill des armes. Ce bill, qui soumet à de certaines restrictions et à un certain contrôle la possession des armes à feu et des munitions de guerre en Irlande, existe depuis 1807, et n'a cessé, pendant près de quarante ans, d'être renouvelé par toutes les administrations, entre autres par celle de lord Melbourne. Les whigs n'auraient donc guère pu le combattre, si, pour le rendre plus efficace, le gouvernement n'avait cru devoir y ajouter quelques clauses, une, entre autres, qui décidait que les armes recevraient une certaine marque. C'est sur cette marque que s'appuyèrent les whigs pour protester contre la tyrannie des tories. Unis aux radicaux, ils combattirent donc pied à pied ce malheureux bill, qui ne put passer qu'après avoir occupé vingt séances et donné lieu à cinquante-une divisions. Ils soutinrent aussi M. O'Brien, qui demandait une enquête sur l'état de l'Irlande, et dont la motion ne fut rejetée qu'à 243 voix contre 164; mais leur zèle n'alla pas jusqu'à tenir compagnie à M. Ward, qui, tranchant dans le vif, proposa nettement de partager les revenus anglicans entre l'église anglicane, l'église presbytérienne et l'église catholique, proportionnellement au nombre des fidèles attachés à chaque culte. Le jour où se discutait cette motion, les whigs s'absentèrent et la laissèrent périr d'inanition.

Quoi qu'il en soit, le bill des armes, la motion O'Brien, la motion Ward et les interpellations au sujet des évènemens qui se passaient en Irlande permirent d'examiner la question irlandaise sous toutes ses faces, et forcèrent chaque parti à s'expliquer nettement. Écartant tous les incidens qui souvent rendirent le débat si orageux et si dramatique, allons donc au fond des choses, et voyons ce que peuvent ou veulent offrir à l'Irlande les radicaux, les whigs et les tories.

Il est d'abord un point sur lequel radicaux, whigs et tories se montrèrent parfaitement d'accord, la nécessité absolue de maintenir l'union; mais, comme le fit très justement observer M. Shiel, il y a quelque chose de plus important que de déclarer le rappel impossible : c'est de faire qu'il le soit en détruisant les griefs sur lesquels il s'appuie. « *Rappeler l'union, rétablir l'heptarchie!* on nous oppose sans cesse cette parole ironique de Canning, s'écria-t-il un jour dans un de ses plus brillans discours; c'est à merveille. Supposez néanmoins un parlement impérial qui, les yeux fixés sur une vieille carte, fasse certaines lois pour le royaume de Kent et certaines autres pour le royaume de Mercie; supposez que dans Essex il y ait une franchise municipale et dans Sussex une franchise différente; supposez que dans le reste de l'île le bill des droits soit inviolable et qu'il ne le soit

et répondait chaque jour aux discours parlementaires et aux articles de journaux. C'est là qu'il versait l'impôt volontaire du rappel, impôt toujours croissant, et qui, de 100 livres sterling à peu près par semaine, ne tarda pas à monter jusqu'à plus de 2,000. C'est de là enfin qu'il partait pour aller, dans l'intervalle de deux séances, présider sur divers points du pays à quatre ou cinq *meetings*, et prononcer huit ou dix discours. Puis c'est là qu'il revenait raconter ce qu'il avait fait, et étonner ses amis comme ses ennemis par le spectacle de sa merveilleuse activité.

Il serait impossible de suivre O'Connell dans les trente-sept *meetings* auxquels il assista dans l'espace de quatre mois environ; mais au milieu de diversités nombreuses, il y a dans ces *meetings* quelque chose d'invariable qu'il est facile de faire ressortir. Ainsi ce sont toujours des populations immenses qui se pressent sur le passage d'O'Connell; ce sont des feux de joie qui brillent sur les montagnes à son approche; ce sont des arcs-de-triomphe et des couronnes qui l'attendent; ce sont des processions et des cavalcades avec musique et drapeaux qui se portent à sa rencontre; puis ce sont deux réunions, l'une en plein air, dans un lieu consacré autant que possible par quelque souvenir historique, l'autre à table, sous une vaste tente décorée d'emblèmes nationaux. Ce sont enfin deux discours du libérateur qui roulent toujours sur le même sujet et s'adressent aux mêmes passions. O'Connell en effet n'est point un littérateur qui s'inquiète du jugement des connaisseurs et qui craint de se répéter. C'est à la fois un tribun qui veut remuer le peuple, un avocat qui veut mettre la loi de son côté. Le peuple et la loi, voilà ses deux pensées, celles qui le préoccupent uniquement. De là un mélange singulier de violence et de prudence, de passion et de sang-froid, d'emportement et de retenue; de là aussi une certaine uniformité, soit dans les moyens qu'il emploie, soit dans les paroles qu'il prononce. S'il a trouvé une allusion qui a porté coup, un mouvement qui a réussi, un mot qui a frappé juste et fort, pourquoi ne s'en servirait-il pas une seconde fois en présence d'un auditoire nouveau? Mais en même temps quelle verve admirable, quelle riche imagination, quel esprit fécond et vigoureux! Pas une circonstance locale qu'il n'exploite, pas un incident dont il ne tire parti, pas une interpellation partie de la foule qu'il ne relève et ne tourne à son profit. On lui reproche quelquefois d'être trop poétique dans ses descriptions, trop déclamatoire dans ses imprécations, trop bouffon dans ses plaisanteries, trop injurieux dans ses attaques; mais on oublie qu'il

parle à un peuple crédule, enthousiaste, enfant, à un peuple qui veut être successivement ébloui, ému, amusé. Pour le paysan irlandais qui vient écouter O'Connell, ses défauts sont des qualités et font une partie de sa puissance. Aussi, pour trouver exemple d'une pareille action sur les hommes, faut-il peut-être remonter aux grandes prédications du moyen-âge. Ces cent ou deux cent mille Irlandais qui couvrent la colline où se dressent les *hustings*, O'Connell les tient dans sa main et les conduit comme il lui plaît. On les voit, selon qu'il les y invite, rire et pleurer, crier et se taire, s'agiter et se calmer. « Les *repealers*, dit-il un jour au dîner d'Athlone, se sont réunis pour être libres ou mourir. » Aussitôt l'assemblée entière se lève, agite ses chapeaux, et pousse de longues acclamations. Mais O'Connell reprenant : « Toute réflexion faite, on peut mettre la mort hors de question. Pour moi, j'ai toujours eu pour principe de préférer un patriote vivant à un cimetière plein de patriotes morts. » Et à ces mots l'assemblée entière se met à rire et se rassied tranquillement. « Un ministre de notre reine adorée, dit-il ailleurs, sir James Graham, a osé dire, le coquin, que les catholiques sont des parjures, et son discours a été reçu dans la chambre des communes par des acclamations bestiales ! — Une voix dans la foule : Oh! les chiens de Saxons! — O'Connell reprenant : Oui, mais ce sont ces chiens-là qui font des lois pour vous. Le souffrirez-vous plus long-temps? (Acclamation générale.) Voyez leur justice. Cork a 750,000 habitans et deux représentans. Galles a 800,000 habitans et vingt-neuf représentans. Un Gallois vaut-il quatorze et demi d'entre vous? — Une voix : Pardieu non. — O'Connell : Je ne pense pas qu'un Gallois battît quatorze et demi d'entre vous. — Une voix : Pas un demi. — O'Connell : Je crois, moi, qu'un d'entre vous, avec un bon bâton, battrait quatorze et demi d'entre eux; mais il ne s'agit pas de se battre : nous sommes trop nombreux et l'Angleterre est trop faible pour qu'on ose nous attaquer. Quant à nous, nous n'attaquons personne; nous voulons justice, et nous l'obtiendrons pacifiquement. Il est un bruit que *John Bull* comprend, celui des shillings. Croyez-moi, les 3,000 livres sterling de la semaine dernière (rente pour le rappel) l'auront fait réfléchir. »

C'est ainsi qu'O'Connell joue sans cesse avec son auditoire, excitant ses passions et les retenant, et le faisant passer à volonté de la crainte à la sécurité, de la colère à l'hilarité. Dans un morceau vraiment éloquent où il parle des services qu'il a rendus à son pays et du peu de temps qui lui reste à vivre : « Je mourrai, dit O'Connell,

du pays. C'est enfin M. Roebuck qui ne craint pas de signaler l'église établie « comme une abomination qui rend le peuple fou, comme un cancer qui fait pénétrer dans tout le corps social son infection et sa putridité. » C'est enfin au dehors l'*Examiner*, c'est *le Sun* qui marchent dans la même voie. Mais les radicaux, on le sait, sont une faible minorité, et ce n'est point de leur côté qu'incline l'esprit public en ce moment.

Quant aux whigs, il faut le reconnaître sans hésiter, ils ont raison quand à l'agitation actuelle de l'Irlande ils opposent le calme dont elle a joui sous leur dernier ministère. Ils ont raison quand ils rappellent ce qu'ils ont fait, ce qu'ils ont voulu faire pour ce malheureux pays. Ils ont raison quand aux injures qu'O'Connell juge à propos de leur adresser aujourd'hui ils répondent par les éloges dont il les accablait la veille encore du jour où ils perdirent le pouvoir. Sur tout cela, dans les divers débats qui eurent lieu, plusieurs whigs, lord John Russell notamment, trouvèrent des paroles pleines de simplicité, de vérité, de dignité. Est-ce assez? et quelque bienveillance, quelque impartialité dans l'administration suffiraient-elles aujourd'hui pour pacifier l'Irlande? Personne ne le pense. C'est pourtant là, à peu de chose près, tout ce que les whigs ont à offrir. Un jour lord John Russell se hasarde jusqu'à dire que « l'Irlande est loin d'avoir obtenu justice entière, que l'état présent de l'établissement anglican ne peut pas durer, que les droits civils des deux peuples doivent être égalisés, et le culte de la majorité mis au niveau de celui de la minorité. » Puis, cela dit, il s'arrête, et se garde bien d'indiquer comment il s'y prendrait pour réaliser un tel progrès. Mais voici à côté de lui lord Palmerston qui, plus hardi et plus confiant, explique comment l'égalité civile et religieuse, en ce qui concerne l'Irlande, est entendue par les whigs. L'Irlande, selon lord Palmerston, désire trois choses :

1° Une loi nouvelle qui, modifiant les rapports du propriétaire et du paysan, établisse une tenure fixe et indemnise obligatoirement le fermier de toutes ses dépenses. Lord Palmerston pense que ce serait là une sorte de confiscation. Tout ce qu'il y a à faire, c'est d'engager les propriétaires à user plus doucement de leurs droits.

2° La destruction de l'établissement protestant. Lord Palmerston ne peut s'y associer, et craint en outre que le moment ne soit passé d'attacher à l'état, par un salaire, le clergé catholique; mais on peut autoriser les propriétaires catholiques ou protestans à doter les prêtres catholiques de quelques morceaux de terre d'une étendue mo-

dérée à titre de glèbe, et de quelques maisons à titre de presbytère.

8° La réforme parlementaire et municipale. Lord Palmerston n'en est pas d'avis; mais il est aisé, en refaisant la loi d'enregistrement électoral, d'augmenter jusqu'à un certain point le nombre des électeurs.

Ainsi de bons conseils aux propriétaires, la faculté pour les catholiques de faire, à leurs frais, cadeau à leurs prêtres de terres et de maisons *d'une étendue modérée*, tout en continuant de payer l'établissement anglican; enfin la réforme d'une loi de procédure : voilà tout ce que les whigs tiennent en réserve pour la pacification de l'Irlande. N'est-ce pas une dérision? et lord Stanley, après cela, n'est-il pas en droit de les railler un peu? Voici au reste comme, après le programme de lord Palmerston, le *Tablet*, organe spécial des catholiques en Angleterre, appréciait la conduite des whigs : « Quant aux whigs, rien de plus risible que leur conduite. Un de ces jours, ils enverront aux journaux un avertissement ainsi conçu : *On demande une politique d'opposition pour l'Irlande*. Ils sont très forts sur les *peut-être* et les *presque*. Ils parlent haut et large, mais sans rien dire. Ils insinuent de grandes espérances et de petits doutes. Ils paraissent désireux d'avancer, et non moins désireux de battre en retraite. Ils sont pour aller en avant et pour rester en place à la fois. En un mot, ils font tous leurs efforts pour prouver à l'Irlande que ses affections sont mal placées, et qu'elle les doit à leurs petites personnes et au petit parti dans lequel leur petite fortune est si heureusement embarquée. Présomption et fatuité que tout cela! » Le jugement est sévère, mais il n'est pas dénué de toute vérité. Encore une fois ce sera pour le dernier ministère whig un éternel honneur que d'avoir gouverné l'Irlande modérément, pacifiquement, avec bienveillance et impartialité; mais les temps sont changés, et l'Irlande ne veut plus être arbitrairement ballottée, selon les vicissitudes ministérielles en Angleterre, de la justice à l'injustice, de la douceur à la violence. Ce qu'il lui faut, ce sont des institutions qui, sous tous les ministères, lui assurent l'équité qu'elle a droit d'attendre, et l'égalité qu'elle réclame. Les whigs ne redeviendront plus ses hommes, tant qu'ils lui refuseront ces institutions.

Quand les whigs, membres de l'opposition, promettent si peu, ce serait miracle que les tories au pouvoir fussent plus généreux. Ceux qui, de leur cabinet en France, s'étonnent que sir Robert Peel hésite à rendre pleine justice à l'Irlande ne prouvent donc qu'une chose,

c'est qu'ils n'ont pas la plus légère idée de l'état des esprits et des partis dans la Grande-Bretagne. A vrai dire, sur cette question comme sur beaucoup d'autres, il n'y a entre les whigs et les tories modérés qu'une imperceptible différence dans les opinions. Ce sont les situations qui diffèrent, et les situations, à mesure que les évènemens deviennent plus graves, tendent à se rapprocher. Comme lord Palmerston, sir Robert Peel blâme donc certains propriétaires de leur dureté, et, de plus, il institue une commission pour examiner s'il est possible d'améliorer les rapports actuels entre eux et leurs fermiers. Comme lord Palmerston, sir Robert Peel paraît fort disposé à bien traiter, tout en maintenant l'établissement anglican, le clergé catholique, et à lui donner de nouveaux moyens d'existence. Comme lord Palmerston enfin, sir Robert Peel consent volontiers à réviser la loi d'enregistrement électoral et à prévenir ainsi la diminution graduelle du nombre des votans; mais, comme lord Palmerston, sir Robert Peel est forcé par l'opinion publique, si ce n'est par la sienne propre, de s'arrêter là. En somme, quand les whigs reprochent aux tories de ne rien faire, ils ont raison. Quand les tories se moquent du programme des whigs, ils n'ont pas tort. J'ajoute que ce n'est la faute ni des uns ni des autres, mais celle du pays même qu'ils aspirent à gouverner, et dont les préjugés pèsent encore sur eux.

Il est pourtant un fait très curieux et qui ne doit pas passer inaperçu. Jusqu'à la dernière agitation, sir Robert Peel était, relativement à l'Irlande, l'homme le plus libéral de son parti. Il a cessé d'en être ainsi, et, derrière même les bancs où il siége, une petite fraction d'hommes d'esprit qui a pris ou reçu le nom de *jeune Angleterre* vient, du premier bond, de dépasser lord John Russell et lord Palmerston. Cette petite fraction, dont M. d'Israeli peut être considéré comme le chef, est peu nombreuse et ne se compose guère encore, outre M. d'Israeli, que de lord John Manners, de M. Smythe, de M. Cochrane, et quelquefois de M. Milnes. Or tous, lors de la motion sur l'état de l'Irlande, s'accordèrent pour déclarer qu'il fallait entrer, à l'égard de l'Irlande, dans une voie toute nouvelle. Tous en outre, à l'exception de M. Milnes, votèrent contre le cabinet dans cette occasion solennelle. Un autre membre tory que son âge empêche de comprendre dans la *jeune Angleterre*, le capitaine Rous, alla plus loin, et dit fort nettement que l'établissement anglican en Irlande lui paraissait scandaleux. Avant le vote sur le bill des armes enfin, M. d'Israeli prit la parole, et, reconnaissant la

légitimité des griefs de l'Irlande, taxa la politique ministérielle de grossière imbécillité (*gross imbecillity*). Ce fut, on le pense bien, un grand scandale, et la jeune Angleterre eut de vertes remontrances à subir. « Ces messieurs, lui dit le *Times*, trouvent qu'on n'a pas assez fait pour l'Irlande; et quand on s'étonne d'entendre des tories parler ainsi, ils prétendent que c'est la vieille politique tory qu'ils soutiennent, et qu'il y a deux siècles les catholiques irlandais combattaient pour les saines doctrines avec les tories contre les radicaux. C'est là un point de vue historique, non politique, et malgré toutes ses ressources, la jeune Angleterre aura peine à faire d'O'Connell un *cavalier*. »

Que sur ce point la jeune Angleterre ait raison ou tort, et que le parti tory, en persécutant odieusement depuis deux siècles les catholiques irlandais, ait été ou non fidèle à ses précédens, conséquent avec ses principes, cela importe peu. Ce qui importe, c'est que voici au sein même du parti tory quelques hommes qui ont de l'avenir et qui se prononcent pour l'Irlande. Malheureusement ce n'est pas de ce côté que vinrent pendant cette partie de la session les embarras de sir Robert Peel. Sir Robert Peel ne croyait pas que pour le moment du moins il y eût aucune concession nouvelle à faire à l'Irlande; mais il croyait encore moins qu'il convînt de demander au parlement des pouvoirs extraordinaires et d'employer la force contre O'Connell et ses *meetings*. Bien que l'agitation fît des progrès visibles, il persistait donc dans son système de temporisation. Or, ce système devenait chaque jour plus insupportable à ses amis, et leur mécontentement, contenu dans le parlement, fit bientôt explosion dans la presse. C'est alors que le plus influent des journaux tories, le *Times*, passa subitement de la conciliation à la répression énergique, et publia contre l'Irlande et sir Robert Peel à la fois les articles les plus violens. Selon ce journal, il n'y avait point de compromis possible avec une tourbe rebelle dont l'idolâtrie politique n'avait d'égale que son idolâtrie religieuse, et la politique inerte de sir Robert Peel touchait à la trahison. « Le discours de sir Robert Peel, disait le *Morning-Post* le lendemain d'un grand débat, est respectable par sa longueur, méthodique dans son arrangement, débité avec une grande suavité de voix et de gestes, plein de doutes, gros de craintes, mais déplorablement privé de toute vigueur et de détermination. » Et pendant que toute la presse tory, le *Standard* excepté, parlait sur ce ton, il y avait de sourds murmures dans les deux chambres. Sir Robert Peel pourtant ne se laissa pas déborder, et tout ce

qu'on put obtenir de lui, ce fut, le jour de la clôture de la session, une déclaration modérée de la reine contre le rappel; mais il est difficile de croire que cette attitude de son parti n'ait pas agi secrètement sur son esprit et contribué fortement aux mesures qu'il crut devoir prendre plus tard.

Il est inutile de dire que la confiance d'O'Connell croissait en raison de la patience de sir Robert Peel. En même temps que son tribunal arbitral tenait ses premières séances et que son congrès s'organisait, il publia donc une longue adresse au peuple irlandais, qui commençait par dire que « rien dans l'histoire de l'humanité ne peut se comparer aux crimes de l'Angleterre à l'égard de l'Irlande, » et qui finissait par déclarer « qu'il n'y a rien à attendre d'un pays bigot et oppresseur, rien d'un parlement corrompu et vendu, et que l'Irlande ne doit plus compter que sur elle-même. » Puis à Mullinghmast, dans un lieu où la tradition place le massacre de quatre cents chefs irlandais, on le vit paraître en robe de velours rouge et le bonnet national sur la tête, suivi de la majorité de la corporation de Dublin en costume officiel. Là, après une description déchirante des quatre cents chefs irlandais égorgés par la trahison anglaise à la suite d'un banquet amical : « O Angleterre! Angleterre! s'écria-t-il, tes crimes ont comblé la mesure, et le jour de la vengeance de Dieu ne saurait être loin. Quant à toi, Irlande, tu as des jours de gloire devant toi. » La séance se termina par l'adoption d'une résolution portant en termes formels « qu'aucun pouvoir sur la terre, si ce n'est le parlement irlandais, n'a le droit de faire des lois pour l'Irlande. » Le lendemain, le journal *la Nation* publiait un article dont voici un court fragment : « N'y a-t-il rien qui parle au cœur de l'Irlande dans les autels souillés et renversés, dans les paroles données et retirées, dans l'héroïsme si souvent trahi et martyrisé par l'artifice, par la fourberie, par la férocité du Saxon? Quel est donc sur cette terre désolée le lieu où le Saxon n'ait pas laissé l'empreinte honteuse de la débauche, de la rapine, du crime?... Mais cela, dit-on, veut dire séparation. C'est à ceux qui le disent à changer la parole en acte. » Les choses en étaient là quand le gouvernement se décida à intervenir en défendant par une proclamation un nouveau *meeting*, qui devait avoir lieu aux portes de Dublin, sur une colline où, dit-on, le Solon irlandais, le grand Brian Boromhe, périt en 1014 à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, en combattant les Danois. Peu de jours après, des poursuites étaient intentées contre O'Connell et ses principaux associés.

Dans un autre pays et avec un autre chef, cet acte décisif du gouvernement eût été, selon toute apparence, le signal d'une sanglante insurrection; mais il suffisait de connaître O'Connell pour être certain, non qu'elle n'aurait pas lieu, mais qu'il ferait tout au monde pour s'y opposer. Depuis ce moment, O'Connell n'a eu qu'une pensée, prévenir un soulèvement et transporter la lutte sur le terrain légal. Une heure après la proclamation du lord-lieutenant, il en paraissait donc une d'O'Connell qui, tout en la déclarant illégale, ordonnait d'y obéir. Puis, tandis que quelques régimens anglais, soutenus par une imposante artillerie, occupaient les abords de la colline de Clontarf, on voyait les lieutenans d'O'Connell, Tom Steele en tête, courir les chemins une branche d'olivier à la main, et congédier les bandes de paysans irlandais qui, de toutes parts, s'acheminaient vers le lieu du *meeting*. Dans l'association même où il obtenait facilement un vote de confiance illimitée, O'Connell mesurait son langage, modérait ses prétentions, et parlait presque conciliation. « Le mot *bas*, appliqué dans une adresse au gouvernement anglais, était trop vif, il fallait le modifier. Puisque le mot *saxon* blessait des hommes bien intentionnés, il ne demandait pas mieux que d'y renoncer. Surtout, quelle que fût l'issue du procès, pas de désordre, pas de violence, pas de rébellion. On devait se soumettre à tout ce qui avait l'apparence, rien que l'apparence de la légalité. » Et comme de tels conseils n'étaient pas du goût de tout le monde, O'Connell, pour les appuyer, prenait d'étranges engagemens. « Que l'Irlande reste paisible pendant six mois, s'écriait-il, et si alors elle n'obtient pas le rappel, je consens à porter ma tête sur l'échafaud. » Dans cette mesure, d'ailleurs, il était loin de rester inactif. Ainsi il faisait blâmer par la corporation de Dublin, à la majorité de 38 voix contre 9 la proclamation du lord-lieutenant; ainsi il ouvrait avec pompe la salle des séances du futur parlement irlandais, et y installait l'association. Ainsi, dans un seul jour, il assistait à sept ou huit *meetings* locaux dans la ville de Dublin, et partout il recueillait les témoignages les plus vifs de l'affection, de la confiance de ses concitoyens. Ainsi il annonçait qu'à la place des *meetings* monstres il y aurait en Irlande des *meetings* simultanés dans toutes les paroisses le jour qui serait ultérieurement fixé. On a fait grand bruit en Angleterre et ailleurs de ce changement de ton, et pendant plusieurs jours la presse tory s'est donné le plaisir de mettre en regard les défis orgueilleux du mois d'août et les conseils modestes du mois de novembre. On a demandé à O'Connell ce qu'étaient devenues les femmes qui devaient mettre en fuite l'armée

saxonne, et ce qu'il comptait faire de sa fameuse brigade irlandaise. On lui a demandé quand il mourrait pour son pays, et quel jour les oppresseurs de l'Irlande auraient occasion de fouler aux pieds son cadavre. Le *Standard*, d'ordinaire plus modéré, a même été jusqu'à prononcer les mots de *lâcheté puante*. C'est encore là mal connaître et mal juger O'Connell. O'Connell (et il n'est pas le seul) a pour principe que les paroles d'hier ne doivent avoir aucune influence sur celles d'aujourd'hui, et que ce qu'il y a de plus absurde au monde, c'est de vouloir être et paraître conséquent. Dire chaque jour ce qui convient à la situation, voilà sa règle et sa loi. C'est ce qui fait qu'il passe si facilement de l'éloge à l'injure, et que les mêmes hommes sont successivement dans sa bouche, sans qu'ils aient changé, excellens et détestables. C'est ce qui fait que tour à tour il menace et prie, prêche pour l'agitation et pour le repos, employant selon les temps et les lieux un langage violent ou modéré. C'est ce qui fait, en un mot, que lorsqu'une conduite ne lui semble plus applicable, il en prend une autre, sans embarras et sans hésitation, sauf à revenir plus tard à la première. Cela sans doute a de graves inconvéniens; mais il ne faut pas oublier ce qu'est O'Connell, ce qu'il tente et sur qui il doit agir. Il ne faut pas oublier surtout que, s'il y a peu d'unité dans son langage et sa conduite de chaque jour, il y en a une admirable dans sa vie, consacrée tout entière à l'émancipation de son pays. On a vu certes dans le monde des patriotes dont les actes et les paroles inspiraient au premier abord plus de sympathie, plus de respect; on en a vu qui savaient mieux veiller sur eux-mêmes et se maintenir irréprochables : qu'on en cite un seul qui par des moyens purement pacifiques ait tant fait pour ses concitoyens, tant fait pour la cause de la justice et de la civilisation! Pour moi, je l'avoue, je ne me sens pas le courage de relever les fautes d'un tel homme. Je me reproche bien plutôt, après avoir eu l'honneur de le voir de près en 1826, de ne l'avoir pas alors estimé à toute sa valeur et placé assez haut.

Si, comme à Clontarf, O'Connell réussit toujours à contenir des passions frémissantes et à présenter constamment à l'Angleterre le spectacle d'une force immense qui se modère, O'Connell d'ailleurs aura donné une preuve de sa puissance plus grande et plus belle que toutes les autres, et, loin de perdre du terrain, il pourra bien en gagner. Qu'on voie déjà ce qui se passe. Depuis le procès, pas un de ses soldats n'a déserté, et plusieurs hommes distingués sont venus se joindre à lui, entre autres M. O'Brien, membre du parlement

pour Limerick, et l'évêque Slattery, qui jusqu'alors avait voulu rester entièrement étranger à l'agitation. Cependant ce qu'il y a de plus significatif, c'est ce qui s'est passé le 19 novembre dans tous les paroisses de l'Irlande. On sait qu'outre la rente du rappel, l'Irlande paie volontairement à O'Connell une liste civile pour le dédommager de ses sacrifices, pour le récompenser de ses services. Or, cette liste civile, qui depuis quelques années était de 15,000 livres à peu près, s'élèvera cette année à 30,000 livres au moins. A Dublin seulement, on a recueilli plus de 4,000 livres, au lieu de 1,660, moyenne des cinq années précédentes. Cela ne donne pas à croire que la popularité du grand agitateur tende à diminuer.

On sait comment s'est terminé le premier acte du drame judiciaire qui depuis six semaines a remplacé le drame populaire. Après une lutte assez vive et des succès variés sur le terrain de la procédure, le procès a été renvoyé au 15 janvier, et les accusés auront l'avantage des nouvelles listes du jury. Qu'en arrivera-t-il? Personne ne peut le dire, jusqu'à ce que le jury soit constitué. Mais tel est l'état du pays, telles sont les inimitiés profondes qui le divisent, qu'une fois le jury sur son banc il deviendra facile de prévoir un acquittement ou une condamnation. Comme, pour condamner aussi bien que pour absoudre, l'unanimité est nécessaire, il n'est même pas impossible qu'un catholique ou un orangiste obstiné empêche tout verdict, et force de remettre le procès à une autre session. Quoi qu'il en soit, ni O'Connell par un acquittement, ni le gouvernement par une condamnation, n'aura gagné sa cause ni terminé son œuvre. O'Connell acquitté, ce sera une grande joie, un grand triomphe pour l'Irlande; mais le rappel de l'union sera bien loin encore. O'Connell condamné, la vieille Angleterre battra des mains; mais l'agitation ne sera pas vaincue. Si l'on en croit un correspondant très intelligent du *Morning-Chronicle*, qui a dernièrement parcouru l'Irlande, l'idée du rappel de l'union a jeté des racines bien plus profondes qu'on ne le croit, et le peuple est convaincu qu'il lui suffira de se lever en masse à un jour donné pour reconquérir ses droits et passer de la pauvreté à l'aisance. Les phrases d'O'Connell sur la tyrannie du Saxon, sur le parlement national, sur l'inhumanité des propriétaires, se mêlent donc partout à toutes les transactions, et sont devenues un lieu commun. D'un autre côté, le clergé agit sourdement plus encore que publiquement. Après la messe, comme en avait menacé le docteur Higgins, on renvoie les femmes et les enfans; les hommes restent, et le prêtre les excite à mourir, s'il le faut, pour leur foi et leur pays.

C'est sans doute cette action formidable du clergé qui inspire à quelques tories l'idée de le gagner par un salaire, dût-il en coûter un million sterling; mais, outre que pour le parti dévot ce serait une horrible impiété, le clergé lui-même s'y refuse, et ces jours derniers les archevêques et évêques catholiques réunis à Dublin ont renouvelé à cet égard leurs déclarations de 1837 et 1841. Le lendemain, deux adresses étaient votées dans l'association, l'une par les catholiques, l'autre par les protestans, pour les féliciter de cette noble conduite. Le clergé paraît donc résolu à tenir bon pour le rappel, et s'il tient bon, on ne comprend pas bien comment le peuple céderait.

Il y a pourtant contre le rappel de l'union un argument décisif, c'est qu'il est impossible, du moins comme O'Connell l'entend, et sans une guerre sanglante et acharnée. Bien peu de mots, je pense, suffiront pour le prouver.

Pendant long-temps, non l'Irlande, mais les Anglais établis en Irlande, ont eu un parlement distinct et séparé. En vertu d'une loi passée sous Henri VII, par le vice-roi Poyning, ce parlement était subordonné au parlement anglais, à peu près comme le sont aujourd'hui les conseils coloniaux. En 1782, au milieu des embarras de l'Angleterre, la grande association des volontaires demanda l'indépendance parlementaire les armes à la main, et l'indépendance parlementaire fut votée. Néanmoins les ministres anglais conservèrent la sanction des lois, le choix du vice-roi et du secrétaire pour l'Irlande. L'Irlande eut donc un pouvoir législatif et un pouvoir exécutif qui ne dépendaient point l'un de l'autre. Pour remédier à cette détestable combinaison, il n'y avait qu'un moyen, la corruption. C'est celui qu'employèrent les ministres anglais, et pendant dix-huit ans, en achetant à beaux deniers comptant la majorité dans les chambres, on maintint à peu près l'harmonie. Voilà ce qu'en 1801 l'union enleva à l'Irlande, et l'on ne peut croire qu'O'Connell ait l'envie de le lui rendre. Que demande-t-il donc? Est-ce un parlement fédéral, c'est-à-dire un parlement qui ferait les affaires spéciales de l'Irlande, tandis que le parlement impérial, comme le congrès américain, déciderait toutes les questions générales et communes? C'est l'idée émise par M. Sharman Crawford; mais O'Connell l'a souvent combattue et n'a pas eu de peine à démontrer qu'elle est inadmissible. Comment en effet et par qui s'opérerait la séparation entre les questions d'intérêt purement irlandais et les questions d'intérêt britannique? La question religieuse, par exemple, serait-elle classée dans l'une ou dans l'autre catégorie? En vérité, cela ne mérite

pas qu'on s'y arrête un moment. Ce que demande l'Irlande, c'est donc un parlement véritable avec toutes les garanties, toutes les prérogatives du parlement anglais.

Or, un tel parlement, les deux couronnes restassent-elles sur une même tête, c'est la séparation. O'Connell, surtout quand il veut gagner quelques partisans en Angleterre, se débat contre cette conséquence inévitable du rappel, et M. Sturge de Birmingham, lui ayant écrit que les réformistes anglais étaient prêts à s'unir à lui, s'il prouvait bien clairement que son plan ne conduit pas à la séparation, il entasse sophismes sur sophismes pour démontrer à M. Sturge qu'il peut, en toute sûreté de conscience, se faire *repealer*. « Ce que les *repealers* veulent, dit-il, c'est que l'Irlande, pour toutes les affaires irlandaises, ait un parlement souverain. Quant aux questions de paix ou de guerre, quant aux traités avec les puissances étrangères, elles appartiennent, en vertu de la constitution même, à la prérogative royale. » Quelle singulière argutie! O'Connell, membre de la chambre des communes, ignore-t-il que dans le gouvernement représentatif la prérogative royale s'exerce par le conseil et sous le contre-seing de ministres responsables que le parlement fait ou défait? En Angleterre, sir Robert Peel a la majorité et est premier ministre; en Irlande, O'Connell aurait la majorité et serait premier ministre. Il se pourrait donc que la même prérogative royale conseillée par sir Robert Peel en Angleterre, et par O'Connell en Irlande, voulût ici la paix et là la guerre, ici l'exclusion absolue des produits français ou allemands, là un traité de commerce avec la France ou avec l'Allemagne. Il n'y aurait qu'un moyen d'éviter de tels conflits, ce serait que l'Irlande se contentât de gérer tant bien que mal quelques affaires locales, et renonçât à exercer la moindre influence sur les grandes questions qui font la gloire ou la honte, la richesse ou la misère des nations. Ce serait descendre au lieu de monter, et se ravaler au rôle d'une colonie exploitée par la métropole, au lieu de s'élever à celui d'un pays indépendant.

Au surplus, O'Connell l'a dit lui-même, ce qu'il lui faut pour l'Irlande, c'est la situation de la Norwége. Or, tout le monde sait que l'union de la Norwége et de la Suède n'est qu'une union purement nominale, et que le roi n'a qu'un vote suspensif sur les lois votées par le *storthing*.

Il n'est donc possible de tromper personne; c'est d'une séparation réelle qu'il s'agit. Or, ni l'Angleterre ni même le nord de l'Irlande ne peut y consentir sans un honteux suicide. O'Connell, depuis quel-

que temps, se donne beaucoup de peine pour prouver aux protestans irlandais que dans le parlement national ils n'ont rien à redouter, et que le rappel de l'union ne leur serait guère moins favorable qu'à leurs frères catholiques. « Que pouvez-vous craindre? leur dit-il de sa voix la plus tendre; outre que la religion catholique n'a jamais été persécutrice, n'aurez-vous pas au moins deux pouvoirs protestans sur trois, la reine et la chambre des lords? » Mais les protestans irlandais, qui savent parfaitement que le gouvernement n'est pas mis aux voix entre les trois pouvoirs, soupçonnent que la chambre des communes à elle seule pourrait avoir plus d'influence que les deux autres. Ils résistent donc, à peu d'exceptions près, aux avances d'O'Connell, et se tiennent prêts, s'il le faut, à combattre pour l'union. Ainsi, guerre avec l'Angleterre, qui ne veut pas descendre au rang de puissance secondaire, et qui au besoin y emploiera toutes ses forces; guerre avec les protestans irlandais, qui, riches et organisés, prêteront à l'Angleterre un énergique appui : voilà par quelles phases le rappel de l'union doit passer.

Est-il bien établi d'ailleurs que le rappel de l'union dût guérir les maux de l'Irlande? Dans un de ses derniers discours, O'Connell a découvert tout à coup contre les propriétaires un nouveau chef d'accusation. « Si la population, dit-il, eût continué à croître dans la même proportion que précédemment, elle aurait augmenté de 700,000 ames depuis dix ans. Or, elle est à peu près restée stationnaire. Ce sont donc 700,000 créatures humaines qu'ont assassinées les propriétaires. » Et dans le même discours, le même O'Connell rappelle que, « d'après la dernière enquête sur les pauvres, il y a en Irlande 2,385,000 personnes sans aucune espèce de ressources pendant la plus grande partie de l'année! » O'Connell, qui paraît moins au courant de l'économie politique que de la loi, voudrait, à ce qu'il paraît, qu'il y en eût 700,000 de plus. Sans entrer dans de longs développemens et sans remonter à l'origine du mal, on peut affirmer, comme un fait incontestable, que la misère actuelle de l'Irlande tient surtout à ce que la population s'y trouve hors de toute proportion avec ses moyens d'existence. On peut affirmer également que, pour remédier à cet état, il est fort désirable que des capitaux étrangers viennent accroître la richesse du pays, tandis que la population resterait stationnaire. Or, croit-on que le rappel de l'union pût contribuer à cet heureux résultat? N'est-il pas à craindre au contraire que les capitaux anglais, les seuls qui soient disponibles, ne s'éloignassent plus que jamais, et que l'Irlande ne restât avec sa pauvreté, presque sans

espoir d'en sortir. Lorsqu'O'Connell parle aux métiers de Dublin, il lui est facile de les éblouir par le tableau brillant des maisons qu'ils auront à construire, à décorer, à meubler pour les membres du parlement irlandais; mais cela se réduit à peu de chose, et Dublin n'est pas toute l'Irlande. Quant aux *absentees*, l'impôt annuel qu'ils tirent de l'Irlande est certainement fort lourd, mais partagé entre 8 millions de pauvres, le produit de cet impôt ne les enrichirait pas beaucoup. Lord Brougham a donc raison de dire que l'argent des *Saxons* est plus que jamais nécessaire au bien-être des *Celtes*, et que ceux qui l'empêchent d'entrer ou de se fixer dans ce triste pays sont coupables de toutes ses souffrances. Cependant lord Brougham a tort quand c'est à l'agitation qu'il s'en prend. L'agitation de 1829 empêchait les capitaux anglais de pénétrer en Irlande tout aussi bien que l'agitation de 1843. Si j'ai bonne mémoire, lord Brougham pourtant la trouvait excellente, et s'associait puissamment aux agitateurs, dont les griefs lui paraissaient légitimes. Ils l'étaient en effet, mais ceux d'aujourd'hui ne le sont-ils pas également? Qu'on fasse droit aux griefs de 1843 comme on a fait droit à ceux de 1829, et si l'agitation persiste ensuite, on fera bien de la dénoncer comme barbare et comme funeste. Jusque-là ses erreurs même seront excusables, et, si elle poursuit une chimère, ce n'est point cette chimère qu'il faut injurier, mais l'indigne politique qui l'a enfantée et qui la soutient encore aujourd'hui.

Ainsi, je le répète, il me paraît douteux que le rappel de l'union produisît pour l'Irlande les bons effets qu'elle en attend. Il me paraît certain qu'elle ne saurait l'obtenir sans un effort désespéré, et qui probablement, comme celui de 1798, tournerait contre elle. C'est une double raison de désirer que prompte et bonne justice lui soit faite.

Quand il représente le rappel de l'union comme si simple, si facile, si profitable, O'Connell est-il donc de mauvaise foi? Je ne sais, et je regarde comme très possible qu'il se fasse illusion à lui-même, et qu'après avoir pris au début le rappel comme un moyen, il ait fini par y voir un but glorieux. Quoi qu'il en soit, on aurait tort de lui reprocher de viser trop haut et de demander trop. Quand il s'agit de l'Irlande, l'Angleterre a l'oreille dure, et pour se faire entendre il faut crier un peu. Si l'Irlande obtient jamais justice, ce ne sera, comme en 1782, comme en 1829, qu'en face d'un danger grave, imminent. O'Connell le sait, et il agit en conséquence. Ce n'est déjà pas si peu de chose que d'avoir en quelques mois rétabli la question irlandaise au premier rang des questions politiques; ce n'est pas si

peu de chose que d'avoir amené les radicaux à se prononcer énergiquement contre toutes les iniquités dont l'Irlande est victime, les whigs à proclamer, bien qu'avec hésitation et ambiguité, le principe de l'égalité civile, politique et religieuse entre les deux pays, une fraction des tories à reconnaître que les griefs de l'Irlande sont fondés pour la plupart, le ministère enfin, ce ministère dont lord Lyndhurst et lord Stanley font partie, à promettre quelques mesures de conciliation, et à instituer, pour commencer, une enquête solennelle sur les rapports du propriétaire et du fermier. O'Connell a mille fois raison quand il s'enorgueillit d'un tel changement et qu'il l'attribue à l'agitation dont il est l'ame. « Quand nous nous comportions *bien*, dit-il, et que nous gardions un silence modeste, on nous dédaignait et on riait de nos souffrances. Depuis que nous nous comportons *mal* et que nous devenons importuns et hargneux, on s'occupe de nous et on reconnaît que nous n'avons pas tort de nous plaindre. Qui donc, au commencement de la session, eût osé parler comme M. Roebuck, comme M. Ward l'ont fait, de l'église établie? Qui, sans soulever la chambre entière, eût pu en signaler les abominations et les monstruosités? Voilà ce que nous avons gagné à montrer un peu les dents. Pour moi, je m'engage à persévérer dans ma mauvaise conduite jusqu'à ce qu'elle ait produit tout son effet. » Est-ce la faute d'O'Connell ou de l'Angleterre si ces paroles sont exactement vraies, et s'il est impossible d'y répondre?

Qu'O'Connell soit acquitté ou condamné, la situation de l'Irlande est très grave, et l'année 1844 verra peut-être éclater dans ce pays des évènemens considérables. Dernièrement, un *repealer* déterminé, M. Conner, s'est fait expulser de l'association pour avoir fait la proposition peu légale de ne payer ni rente, ni dîme, ni taxe quelconque jusqu'à ce que justice ait été rendue à l'Irlande. Néanmoins ce sont là de ces idées qui font leur chemin sourdement et qui peuvent un beau jour s'emparer du pays tout entier. N'a-t-on pas vu déjà, dans le comté de Carlow et ailleurs, des bandes de paysans venir la nuit couper et enlever les récoltes saisies pour rente due aux propriétaires? N'a-t-on pas vu recommencer dans le comté de Tipperary quelques-uns de ces désordres agraires qui si souvent déjà ont ensanglanté l'Irlande? *Whiteboisme*, *ribbonisme*, toutes ces associations funestes de la fin du dernier siècle, tendent à se former de nouveau, et O'Connell est obligé de les dénoncer chaque jour au pays comme les plus grands ennemis du rappel.

Parmi les moyens *pacifiques* indiqués par O'Connell, n'en est-il

pas d'ailleurs quelques-uns qui peuvent conduire loin, celui par exemple de laisser pourrir sur pied les récoltes destinées à l'exportation, et celui de ne consommer aucun article frappé d'un droit d'excise? Ajoutez que, depuis les poursuites, les orangistes, naguère abattus, relèvent la tête et recommencent leurs folies. Ainsi, dans le courant de novembre, ils se réunissaient à Dublin dans une salle dont les murs étaient ornés de devises telles que celles-ci : *Ascendant protestant. — Point de papisme. — Point de concession. — Restauration des évêchés supprimés. — Éducation évangélique. — Rappel du bill d'émancipation*, etc. Les journaux ultra-protestans aussi se remettent à vomir les injures les plus grossières contre les prêtres catholiques, *ces coquins en surplis*. Ce sont là sans doute des excès dont gémit le gouvernement, mais des excès qui portent coup, et qui rendent chaque jour la conciliation plus difficile. Le sort des deux grandes associations politiques qui se disputent le pouvoir en Angleterre, c'est de s'appuyer nécessairement en Irlande sur deux partis dont elles diffèrent profondément et qu'elles n'aiment pas, le parti catholique pour les whigs, le parti orangiste pour les tories. Lord Grey en 1831, sir Robert Peel en 1841, ont voulu s'affranchir de cette nécessité et constituer en Irlande une sorte de juste-milieu. Le premier y a succombé, le second semble y succomber en ce moment. Or, le gouvernement pur et simple des orangistes en Irlande, c'est une insurrection.

En Écosse, la ruine du vieil établissement presbytérien, en Irlande une agitation formidable, dans le pays de Galles les exploits étranges de miss Rebecca et l'espèce de guerre sociale qui en est la suite, dans l'Angleterre proprement dite enfin, les classes ouvrières à peine remises encore de la dernière crise industrielle et livrées à une sourde fermentation, voilà la situation du royaume-uni pendant la seconde année du ministère Peel. Il y a pourtant, en ce qui touche l'industrie en Angleterre, une certaine amélioration depuis l'an dernier, et les chartistes sont loin d'être en progrès. Au commencement de l'année, on avait fait grand bruit d'un congrès national pour le suffrage universel (*national complete suffrage conference*), qui devait se réunir à Birmingham sous la présidence de M. Sturge. Au jour dit, trois cents délégués en effet vinrent prendre séance, et M. Sturge put croire qu'il allait jouer le rôle d'O'Connell; mais, au moment où il venait de lire le projet de réforme préparé par le comité, M. Lovett, chartiste, se leva et proposa comme amendement la charte du peuple, qui fut votée par 193 voix contre 94. Une scission eut lieu

aussitôt, et cette tentative pour réunir dans un effort commun la classe ouvrière et la classe moyenne échoua complètement. Aujourd'hui, M. Sturge et son parti annoncent l'intention de se rallier au plan de M. Sharman Crawford, qui consiste purement et simplement à arrêter la marche du gouvernement dans la prochaine session par des amendemens systématiques; mais, bien que le règlement anglais se prête assez à ce plan, il doit, dans l'exécution, rencontrer bien des difficultés. Quant à l'union nationale de Birmingham, ressuscitée dernièrement par M. Thomas Atwood, il est difficile de prendre fort au sérieux une société qui, sans s'expliquer sur aucune question, se borne à déclarer « qu'elle rend le gouvernement responsable du bien-être du peuple, et que son principe est de combattre tout ministère qui n'assurera pas à tout citoyen la nourriture, le vêtement et le logement convenables. » Cela veut dire que M. Atwood et ses amis seront de l'opposition sous les whigs comme sous les tories, sous les radicaux comme sous les whigs. Il n'y a rien là de fort inquiétant pour sir Robert Peel, et la ligue contre les céréales doit le préoccuper un peu plus.

J'ai tâché de présenter avec exactitude le bilan complet du ministère Peel en 1843, et je ne crois pas en avoir rien supprimé. J'ajoute que, malgré le peu d'influence des journaux sur l'opinion, il est grave de les avoir à peu près tous contre soi, depuis le *Times* jusqu'au *Morning-Chronicle*, depuis le *Post* jusqu'au *Sun*. « Chef impuissant d'une administration stérile, homme d'état dont toute la vie s'est passée à faire sauter ses propres opinions et à détruire son propre parti, trompeur général, second Espartero, ministre qui a commencé avec le prestige de Pitt et qui finit avec le ridicule de lord Sidmouth, vieux radeau poussé çà et là par les bourrasques de la chambre des communes, sans boussole, sans carte et sans pilote, vrai cercueil de Mahomet suspendu et soutenu dans les airs par l'attraction des places et l'antagonisme des intérêts : » voilà quelques échantillons des aménités par lesquelles tories, whigs et radicaux essaient maintenant de battre en brèche sir Robert Peel et son cabinet. Ce n'est, si l'on veut, qu'un symptôme; toutefois ce symptôme prouve évidemment que, depuis quelques mois, le chef du parti conservateur a notablement baissé dans l'opinion de son pays.

Malgré tout cela, je n'hésite pas à dire que sir Robert Peel est le seul homme qui puisse en ce moment gouverner l'Angleterre. Il a subi des échecs, cela est vrai; mais l'œuvre de la session précédente était assez considérable pour que la balance penche encore de son

côté. Quant à l'extérieur, l'Angleterre n'a jamais été plus puissante, et ce n'est point sous le ministère de sir Robert Peel qu'une feuille ministérielle en sera réduite aux aveux humilians qui, dans d'autres pays, paraissent si peu coûter. On dit, et peut-être on a raison, que sir Robert Peel appartient plutôt à la classe des hommes d'affaires qu'à celle de ces hommes d'état consommés dont lord Chatam, Pitt et Fox sont les types immortels. On ajoute que, plein de ressources, de dextérité et de sang-froid dans les temps ordinaires, il n'a pas en lui-même tout ce qu'il faut pour maîtriser les grands évènemens. Cela est possible, bien que rien encore ne le prouve; mais si, aux qualités éminentes qu'il possède, sir Robert Peel joignait celles qu'on lui refuse, il surpasserait tous ses prédécesseurs. Chef d'opposition ou premier ministre, sir Robert Peel a du moins un double mérite qu'on ne saurait lui contester, celui d'apercevoir à propos quelles concessions les circonstances exigent, celui de les faire après les avoir aperçues, hardiment et sans hésitation.

Qu'on examine d'ailleurs de près la réaction dont on parle, et on verra que jusqu'ici elle n'a pas jeté de bien profondes racines. Au fond, sir Robert Peel est, sur la plupart des questions, plus libéral que son pays, et si l'Angleterre faisait un signe, c'est avec joie qu'il entrerait plus avant dans la voie féconde des réformes. Malheureusement il y a en Angleterre une force de résistance que le bruit de la presse et des *meetings* fait quelquefois oublier, mais qui se retrouve toujours. C'est cette force de résistance qui, tout en soutenant sir Robert Peel, lui fait souvent obstacle. Reste l'Irlande, où sa situation est loin d'être aussi bonne. Néanmoins, après la marche que suivent les évènemens, il est possible que toutes les combinaisons ordinaires s'évanouissent, et que la question se pose entre une répression énergique et une justice complète. Or, pour la répression énergique, sir Robert Peel, s'il y est contraint, peut compter en Angleterre sur une imposante majorité. Pour la justice complète, s'il venait à s'y décider, personne n'aurait plus de force et d'autorité. Malheureusement, jusqu'à présent, les radicaux seuls y inclinent. N'est-il pas possible pourtant qu'en présence d'un danger pressant, sir Robert Peel se souvînt de 1829? Ce serait assurément le plus grand acte de sa vie et la plus belle réponse qu'il pût faire à ceux qui le déclarent frappé désormais d'impuissance et d'inertie.

Il est d'ailleurs une question qu'il faut bien s'adresser, et qui ne laisse pas d'être importante. Où sont les successeurs actuels de sir Robert Peel? Les radicaux sont hors de cause, et les whigs, bien que

leur partie soit moins mauvaise que l'an dernier, ont encore beaucoup à faire oublier. Depuis une récente maladie, lord Melbourne paraît avoir renoncé à la direction du parti whig dans la chambre des lords, et il est remplacé par lord Lansdowne, un des hommes les meilleurs, les plus éclairés, les plus vraiment libéraux que possède l'Angleterre; mais les whigs, que leur ancien ami lord Brougham a définitivement abandonnés, sont plus faibles que jamais dans la chambre des lords, où ils parviennent à peine à réunir, dans les grands jours, du quart au tiers des voix. A la chambre des communes, ils ont toujours pour chef lord John Russell, dont le noble caractère et l'esprit ferme et calme sont justement respectés de tous les partis; mais, outre que les tories possèdent dans la chambre des communes une imposante majorité, les évènemens de la dernière session sont loin d'avoir renoué l'alliance des radicaux et des whigs. Or, sans cette alliance, l'opposition, divisée en petites fractions hostiles l'une à l'autre, est évidemment réduite à l'impuissance. Malgré son activité et son talent, qui gagne chaque jour, lord Palmerston d'ailleurs est et sera long-temps pour le parti whig un embarras et une difficulté grave. Écarter un homme de cette valeur comme on a écarté lord Brougham à une autre époque, c'est s'exposer à de dangereuses représailles et donner un exemple fâcheux. Lui rendre le ministère des affaires étrangères, c'est rentrer dans la politique tracassière, étourdie, qui a fait périr une armée dans les défilés de l'Afghanistan et failli allumer en Europe une guerre générale, dans cette politique que les radicaux détestent plus encore que les tories, et que, dans la dernière session, M. Roebuck caractérisa si plaisamment quand il compara lord Palmerston à une allumette chimique. Lord Palmerston, en 1840, a fait bien du mal à la France, mais, par un juste retour, il n'en a pas moins fait à son parti, et le souvenir de sa conduite à cette fatale époque s'élèvera long-temps contre lui comme un obstacle infranchissable. Il n'est pas un radical, pas un whig modéré, qui ne le sache et n'en gémisse.

Quoi qu'il en soit, un ministère vit autant de l'impuissance de ses ennemis que de sa propre puissance, et cette force négative, tout le monde en convient, est loin de manquer aujourd'hui au ministère tory. Quant au parti tory lui-même, il renferme certainement bien des mécontens, et de temps en temps il en sort de sourds murmures qui font croire à la révolte; mais toute révolte a besoin d'un chef, et le chef n'y est pas. Le vieux parti tory, celui du duc de Buckingham, du colonel Sibthorp et de sir Robert Inglis, repose en paix de-

puis long-temps dans la tombe de lord Eldon. Reste la jeune Angleterre pour qui le *Quarterly Review* affecte un injuste dédain, mais qui, très peu nombreuse dans la chambre et sans un programme encore bien arrêté, n'est certes pas en situation de prendre le pouvoir. La jeune Angleterre, d'ailleurs fort aristocrate dans ses habitudes et puseyiste dans ses croyances, blesse beaucoup de susceptibilités religieuses ou politiques, et suscite sur tous les bancs d'assez vives inimitiés. A vrai dire, dans la jeune Angleterre, un seul homme pouvait porter ombrage à sir Robert Peel, et se poser comme son rival ou comme son successeur, M. Gladstone, et c'est là le rôle que rêvaient pour lui bon nombre de ses amis. M. Gladstone, qui, en défendant l'an dernier le nouveau tarif avec un talent supérieur, s'était pleinement associé à la politique de sir Robert Peel, fait aujourd'hui partie du cabinet, et ne paraît pas disposé à courir de nouvelles chances.

Pas plus parmi les tories que parmi les whigs et les radicaux, on ne peut donc apercevoir en ce moment un danger sérieux pour le cabinet dont sir Robert Peel est le chef. Maintenant est-il vrai, comme on le répète de temps en temps, que ce cabinet soit divisé, et que lord Stanley par exemple, le premier après sir Robert Peel, soit las du rang qu'il tient? Est-il vrai que, pour en occuper un plus élevé, il conspire en secret contre son chef, soit avec ses anciens amis les whigs, soit avec les ultra-tories? Pour qui connaît lord Stanley, c'est là une absurde, une indigne calomnie. Le jour où lord Stanley cesserait d'être d'accord avec sir Robert Peel, il ferait ce qu'il a fait en 1833. Il le dirait tout haut, à ses risques et périls, et reprendrait sa place sur les bancs de l'opposition. D'ailleurs, rien n'indique qu'une telle scission se prépare; si elle devait arriver, ce serait peut-être le jour où sir Robert Peel, cédant à la nécessité, sacrifierait l'église d'Irlande. Ce jour-là, au reste, ce n'est point avec ses anciens amis que lord Stanley irait s'asseoir : c'est aux ultra-tories qu'il rendrait une tête, mais sans pouvoir leur rendre en même temps la vie qui les a quittés.

J'ai épuisé toutes les hypothèses, et il n'en est pas une qui ne me fasse croire à la durée du ministère Peel. Il est bien évident pourtant que des évènemens nouveaux peuvent survenir, et que je ne tiens pas compte de l'imprévu. Du reste, en Angleterre, on le sait, l'imprévu joue un bien plus petit rôle qu'en France, où presque toujours arrive le contraire de ce qui devrait arriver. En France, depuis quelques années surtout, les ministères vivent quand tout paraît les

condamner, et meurent quand il semble que rien ne les menace. Si, dans l'intervalle des sessions, une question a vivement ému l'opinion publique, c'est une raison pour qu'elle passe à peu près inaperçue dans les chambres; si une autre question surgit à l'improviste et sans que personne y ait pensé, c'est une raison pour qu'elle grossisse outre mesure. Entre le ministère et l'opposition, il y a toujours d'ailleurs en France des hommes dont le métier est d'empêcher que le débat ne se vide simplement et clairement. Grace à ces hommes, pour peu qu'ils soient avertis, l'ambiguité envahit toutes les discussions, tous les votes, et leur triomphe est de faire que le lendemain d'une bataille, personne ne sache exactement s'il est vainqueur ou vaincu. Et cependant, comme ces hommes font l'appoint nécessaire, on se voit forcé des deux parts de se plier à leurs équivoques, et d'accepter leurs sous-entendus. Rien de tout cela en Angleterre, où le gouvernement représentatif est quelque chose de sérieux et de réel. Presque toujours on peut donc prévoir, deux mois avant une session, ce qui s'y passera; deux jours avant un vote, quel sera le chiffre de la majorité et de la minorité.

Une reine qui, comprenant et pratiquant la loi du gouvernement représentatif, accepte les ministres de la majorité sans travailler sous main à les détruire; un parti vainqueur qui, au lieu de se dissoudre misérablement le lendemain de la victoire, se tient uni et donne à ses chefs toute la force dont ils ont besoin; un parti vaincu, qui, loin de se décourager et de compter sur le hasard, travaille activement, constamment, à reprendre l'avantage, et combat quatre ans à l'avance pour préparer un succès dont il n'est rien moins que certain; puis, au-dessous, un pays qui connaît ses droits et qui en use, qui chérit ses libertés et qui force à les respecter, un pays chez qui l'amour du bien-être matériel ne détruit pas tout sentiment de la dignité nationale ou individuelle : voilà le spectacle que nous offre l'Angleterre. Il y a quelques mois, la reine constitutionnelle de cette nation puissante est venue en France, et les hommes d'état qui nous gouvernent ont, dit-on, manifesté au sujet de cette visite une joie un peu puérile. Pour moi, j'ai du droit que mon pays a exercé en 1830 une opinion trop haute pour partager ce sentiment et pour croire que ce droit ait besoin de je ne sais quelle consécration. Je n'ai point non plus oublié 1840, et, si l'échec national que l'Angleterre nous a fait subir à cette époque doit être effacé, c'est, à mon sens, par quelque chose de mieux que par une visite royale. Il est pourtant possible que des intérêts communs renouent dans une cer-

taine mesure l'alliance si déplorablement rompue à cette époque. Il est possible que, contre l'ambition gigantesque d'une autre puissance, cette alliance devienne nécessaire et porte de meilleurs fruits que par le passé. Cependant gardons-nous d'oublier que, dans toute association où se trouve l'Angleterre, la part du lion est bientôt faite. Or, comment la part du lion ne se ferait-elle pas si, à côté d'un système complet et vigoureux, la France ne peut placer ni les ressources des monarchies absolues ni celles des gouvernemens représentatifs; si, ballottée entre deux tendances contraires, elle emprunte à chacune ce qu'elle a d'énervant et de mauvais; si la direction de ses affaires n'a ni la force qui naît du mystère et de l'unité, ni la puissance qui se puise dans le mouvement libre et énergique de l'opinion nationale? Dans de telles conditions, on n'a guère moins à perdre avec ses alliés qu'avec ses ennemis, et par les uns comme par les autres on descend inévitablement à ce rang où nous plaçait récemment une feuille ministérielle. Entre nos hommes d'état et sir Robert Peel je ne veux faire aucune comparaison; mais si sir Robert Peel est un ministre qui honore l'Angleterre, ce n'est point seulement à cause de ses qualités personnelles : c'est aussi et plus encore à cause des forces qui le secondent, des points d'appui qu'il trouve autour de lui, en un mot, de cet admirable mécanisme qui, obéissant à l'impulsion libre du pays, l'a porté au pouvoir, et dont il dispose aujourd'hui. Tout cela, la révolution de 1830 nous l'avait promis, et la constitution nous le donne. Si nous le laissons échapper, c'est notre faute, et nous méritons bien notre sort.

En résumé, sir Robert Peel est moins fort que l'an passé. Je crois qu'il l'est encore assez pour triompher des attaques de ses ennemis, et, ce qui est plus difficile, de la malveillance de ses amis. A vrai dire, il n'a qu'un adversaire redoutable, O'Connell, qui, pendant quatre années, a maintenu un ministère que l'Angleterre voulait renverser, et qui peut-être en renversera un que l'Angleterre veut maintenir. Ce serait un premier châtiment pour l'Angleterre, et pour l'Irlande une première réparation.

P. Duvergier de Hauranne.

DU CARTÉSIANISME

ET

DE L'ÉCLECTISME.

I. — *Le Cartésianisme ou la Véritable Rénovation des Sciences,*
PAR M. BORDAS-DEMOULIN.

II. — *Histoire et Critique de la Révolution Cartésienne,*
PAR M. FRANCISQUE BOUILLIER.

OUVRAGES COURONNÉS PAR L'INSTITUT.

Le moment est critique pour la philosophie européenne. Elle trouve des obstacles et des inimitiés dans les dispositions les plus contradictoires. Les langueurs et les dédains d'une sceptique indifférence ne lui sont pas moins hostiles que l'orgueil de l'industrialisme. De l'autre côté du Rhin, l'entraînement de beaucoup d'esprits vers le mysticisme, en France l'ambition et l'intolérance de l'église, suscitent à la philosophie beaucoup d'écueils et d'embarras. Ce que des écoles triomphantes croyaient avoir résolu est remis en question : on s'évertue sur les mêmes problèmes que semblaient avoir remués nos devanciers d'une manière efficace. On dirait que la vérité, comme une autre Eurydice, nous a été ravie, et qu'il faille prononcer

au sujet des fatigues de l'esprit humain le mot du poète sur la descente d'Orphée aux enfers :

Ibi omnis
Effusus labor.

En est-il ainsi? La pensée spéculative s'agite-t-elle dans une impuissance toujours nouvelle et toujours irréparable? Non, car de la comparaison des systèmes de la philosophie antique avec ceux de la philosophie moderne, il ressort que, si dans l'antiquité l'individualité des penseurs était plus forte, dans les temps modernes les résultats de la pensée sont meilleurs. Les philosophes contemporains du polythéisme eurent à déployer plus de vigueur et d'originalité que les philosophes modernes : l'initiative leur échut en partage. Se figure-t-on quels plaisirs d'intelligence dut goûter Anaxagore lorsque, s'inspirant de ses propres méditations et de certains pressentimens qu'eurent avant lui quelques-uns, il posa nettement ce principe, que l'esprit est la force motrice des choses! Voilà, au milieu de la pluralité des dieux, l'unité de l'esprit érigée en souveraine maîtresse : à ce culte, Anaxagore convie Périclès, le chef de la république, le poète Euripide, qui a l'audace de mettre dans la bouche de sa muse tragique quelques-uns des secrets de la philosophie, et Archélaüs le physicien, qui, un des premiers en face du monde visible, parla de l'infini. Ainsi la politique, la poésie, la science de la nature, trouvaient leur point d'appui dans une grande et neuve métaphysique.

La rapidité avec laquelle l'esprit grec parcourut toutes les questions philosophiques est merveilleuse. Déjà tout avait été agité quand vinrent Aristote et Platon. Avant eux, d'immenses travaux avaient été accomplis avec cette prompte vigueur qu'a toujours l'humanité dans les époques primesautières. Les opinions de Cratyle et d'Héraclite, les traditions de Pythagore, les enseignemens de Socrate, fournirent à Platon les élémens d'une philosophie qui garda son nom parce qu'il y mit l'empreinte d'une imagination divine. Avec Aristote, la critique domina partout, dans la politique, dans la littérature, dans l'histoire de la philosophie, dans l'étude de la nature, enfin dans la science même des principes constitutifs de l'esprit humain. Avançons encore, et dans Zénon de Cittium, dans son école, dans l'illustre série des stoïques depuis Chrysippe jusqu'à Sénèque, Épictète et Marc-Aurèle, nous trouvons un enseignement encyclopédique où toutes les notions physiques et morales découlent d'un panthéisme idéaliste qui identifiait la vertu et la science. Cependant, quelque

temps avant l'apparition de Zénon, Épicure s'était mis à la recherche du bonheur et de l'utile. Nous n'aurons garde de nous compromettre ici par l'éloge d'Épicure, dont se sont chargés d'ailleurs Gassendi, Molière et Bentham.

Que restait-il aux modernes, après d'aussi abondantes moissons dans le champ des idées? Il faut rendre cette justice au génie moderne, qu'il a débuté par l'admiration des anciens. La révolte n'est venue qu'après l'enthousiasme. C'est à ces deux dispositions contradictoires que les modernes doivent leurs progrès.

Ils doivent aux anciens la connaissance des nombreux écueils où ceux-ci, en dépit de leur vigueur, ont fait naufrage, et la possibilité de poser les questions les plus difficiles d'une façon plus claire. Cette position plus avancée des problèmes n'en est pas encore la solution, mais elle y achemine les esprits. Voilà ces résultats meilleurs dont nous parlions : quant à l'originalité individuelle, il serait insensé d'en disputer la palme aux anciens. En effet, il a été donné à la Grèce d'identifier son génie avec la philosophie même de l'esprit humain, et de rester dans l'histoire l'immortelle patrie des idées.

En veut-on une preuve actuelle et flagrante? De l'autre côté du Rhin, le plus grand évènement philosophique est le débat entre M. Schelling et l'école de Hegel. Or, dans ce débat, c'est l'esprit de Platon et l'esprit d'Aristote qui luttent ensemble. Platon s'est toujours proposé de rattacher ses opinions et ses principes aux croyances religieuses, aux traditions sacrées les plus antiques et les plus profondes. Il accepte ces croyances et ces traditions comme des faits supérieurs aux spéculations de l'esprit, et avec lesquels la raison humaine est heureuse de se trouver d'accord. Schelling est aujourd'hui dans les mêmes voies : lui aussi travaille à la concordance de son système avec les traditions et les croyances religieuses, et il incline à reconnaître dans la révélation chrétienne un fait primitif, fondamental et souverain, qu'il faut maintenir au-dessus de toute discussion. Après Platon, Aristote, tout en déclarant que *l'ami de la philosophie est aussi celui des mythes*, a élevé au-dessus de tous les faits une philosophie première, science des premiers principes, science de l'être, science de l'intelligence et de l'intelligible tout à la fois. Avec le système d'Aristote, tous les faits, quels qu'ils soient, trouvent leur explication dans l'entendement, puissance passive qui prend toutes les formes, reçoit toutes les idées, et ils trouvent leur raison dans l'intelligence absolue, activité créatrice qui pousse l'action jusqu'à la pensée de la pensée. Hegel a de nos jours reproduit

cette doctrine avec une admirable énergie, et son école, qui professe pour la théodicée du christianisme un respect intelligent, a l'ambition d'en donner une profonde et philosophique explication. Ainsi donc, devant l'Évangile comme en face de la mythologie grecque, c'est encore le génie de Platon et celui d'Aristote qui se font la guerre, parce que la nature des choses ne change pas, parce que le fond du débat est toujours le même entre les élans de l'imagination et de la foi et les exigences absolues de la science et de la pensée.

Plus âgé que Parmenide lorsque celui-ci vint à Athènes pour les grandes panathénées, Schelling, qui, à soixante-dix ans, professe aujourd'hui la philosophie à Berlin, n'a pas craint d'exposer sa vieillesse aux contradictions les plus ardentes. Peut-être toutefois, quand il se détermina à quitter Munich pour la capitale de la Prusse, ne se faisait-il pas une assez juste idée de toutes les inimitiés philosophiques qui l'attendaient. Quand il arriva, il fut reçu comme il devait l'être, et ses adversaires eurent le bon goût et l'habileté de garder un silence profond. Il put annoncer sans opposition aucune qu'il venait sur un théâtre nouveau rendre à la philosophie de plus importans services qu'il n'avait fait jusqu'à présent (1). On prit note de cette grande promesse, et on écouta. Peu à peu, la foule d'élite qui s'était pressée au cours du doyen de la philosophie européenne s'éclaircit : on s'apercevait que les nouveautés promises ne venaient pas. Les disciples de Hegel se regardaient avec une satisfaction qui consentit quelque temps encore à rester silencieuse. Cependant toutes les paroles qui tombaient de la bouche de Schelling étaient recueillies avec soin. Enfin les attaques commencèrent. Au milieu de l'été de 1842, un professeur de l'université de Berlin, M. Michelet, hégelien érudit, ouvrit un cours sur les derniers développemens de la philosophie allemande; c'était pour faire l'histoire de la lutte entre Schelling et l'école de Hegel, et cela se passait à quelques pas de la salle où professait Schelling. Noble exemple de la liberté académique. Dans les premiers mois de cette année, M. Michelet a livré ce cours à la publicité (2). La polémique contre Schelling en est l'intérêt principal. C'est aux premiers écrits de son illustre adversaire que M. Michelet demande ses plus puissans moyens de réfutation. Schelling, pour échapper au reproche d'avoir changé, prétend que sa philosophie actuelle est un développement ultérieur de son sys-

(1) Discours d'ouverture prononcé le 15 novembre 1841.

(2) *Entwickelungsgeschichte der neuesten Deutschen Philosophie*, von Dr C.-L. Michelet; Berlin, 1843.

tème. Il a débuté par une philosophie *négative* qui devait le conduire à une philosophie *positive*. L'erreur de Hegel, toujours suivant M. Schelling, serait d'avoir pris pour un résultat définitif ce qui n'était qu'une préparation. M. Michelet s'élève avec chaleur contre de semblables prétentions. « Je défendrai, dit-il, le système de Schelling contre lui-même; ce système ne saurait être considéré comme une capricieuse création de jeunesse; il appartient à l'histoire de la philosophie, à la nation allemande; il est la base du développement scientifique qui fait notre vie (1). » Le disciple de Hegel montre avec amertume Schelling sorti des grandes directions de la philosophie pour tomber dans un mysticisme confus, et ayant renoncé depuis long-temps à rien publier, parce qu'il ne s'entend plus avec lui-même. Il semble que, pour éclater contre Schelling, on n'attendait que le signal donné par un professeur même de l'université de Berlin. On vit alors s'élever à l'horizon comme un essaim de réfutations et de critiques dont nous ne saurions songer à donner une indication même sommaire (2). Cependant il est impossible de passer sous silence la publication du docteur Paulus, qui a si fort affligé Schelling. Avec Paulus reparaît dans l'arène ce rationalisme intraitable qui fit à Heidelberg, il y a plus de vingt ans, une si rude guerre à Creuzer et à Gœrres. Alors c'était Henri Voss qui dénonçait à l'Allemagne le mysticisme de ceux qui écrivaient l'histoire des religions sous l'inspiration de la philosophie mise au monde par Schelling. Aujourd'hui le vieil ami de Voss reprend les armes, et cette fois c'est pour combattre Schelling lui-même. Paulus nous rend les volumineuses discussions du moyen-âge. Dans un énorme volume de huit cents pages, il suit la pensée de Schelling depuis les premiers débuts du successeur de Fichte; il apprécie le premier caractère de sa philosophie, les variations de son système; il insiste sur les magnifiques promesses par lesquelles Schelling a ouvert son cours de 1841; il expose les idées actuelles du professeur, il le cite *in extenso*; enfin il poursuit les principes du rival de Hegel dans toutes leurs applications (3). La polémique de Paulus est aussi virulente que diffuse, et elle va presque jusqu'à l'injure. Le vieux rationaliste de Heidelberg

(1) *Entwickelungsgeschichte*, etc., p. 182.

(2) Dans un de ces essais ayant pour titre : *Beleuchtung der neuen Schellingschen Lehre*, von Alexis Schmidt, Berlin, 1843, nous avons trouvé d'assez curieuses excursions sur le terrain de la théologie.

(3) *Die endlich offenbar gewordene positive Philosophie der Offenbarung*; Darmstadt, 1843.

s'est proposé de prouver l'impuissance de Schelling à doter la philosophie de résultats nouveaux et bons, et il lui crie :

Quid tanto dignum feret hic promissor hiatu?

Schelling ne répondra pas. Non-seulement il a résolu de s'abstenir de toute polémique, mais il est fort probable que ses livres dogmatiques tant annoncés ne paraîtront qu'après sa mort. En attendant, il y a ceci de bizarre, que le représentant le plus célèbre de la philosophie européenne est désavoué par les philosophes et revendiqué par les croyans et les mystiques. Il est à nous, disent de l'autre côté du Rhin les théologiens et les piétistes. Il a perdu le sens philosophique, répondent les disciples de Kant, de Fichte et de Hegel. On ne peut méconnaître que la singulière situation de Schelling ne soit un sujet de triomphe pour le mysticisme.

Mais nous n'avons pas le dessein de parler aujourd'hui de la philosophie allemande : c'est l'éclectisme français surtout, dans son application à l'histoire des systèmes, qui nous occupera; nous considérerons notamment le cartésianisme.

Quand, du haut d'un système dans lequel on a foi, on considère l'histoire de la philosophie, on est frappé de l'unité rigoureuse qui la constitue et des lois nécessaires qui président à ses développemens. On comprend tout ce qu'il y a de providentiellement fatal dans la chaîne sacrée des conceptions humaines et dans l'apparition successive des grands philosophes, ces héros de la pensée. Nous sommes là dans le monde des idées, et le hasard n'y prévaut pas. C'est un plaisir vraiment rationnel de voir la pensée vivante de son temps, produite au jour par les travaux et par les révolutions du passé, les couronner comme une conclusion légitime et féconde. L'esprit philosophique n'était pas en France à cette hauteur, quand, il y a trente-deux ans, on s'y mit à s'enquérir un peu des systèmes qui ne concordaient pas avec l'école de Condillac. La philosophie écossaise fut le premier objet d'une curiosité encore timide. Elle était d'ailleurs dans une sorte de proportion avec les forces de ceux qui s'aventuraient en dehors des routes battues. L'essor philosophique ne s'élevait pas alors bien haut, et l'école écossaise fut considérée comme un abri commode entre les bas-fonds du sensualisme qu'on voulait quitter et les hauteurs du spiritualisme qui paraissaient encore inaccessibles. On commença donc par se loger dans cet asile qui s'offrait à propos : peut-être seulement y fit-on un séjour trop long. Nous avons été toujours étonné qu'un esprit aussi énergique dans sa so-

briété que celui de Jouffroy ait consenti si long-temps à s'effacer devant les écossais, qui, à coup sûr, ne lui étaient pas supérieurs. Quoi qu'il en soit, l'école d'Édimbourg fut la première pierre de l'éclectisme.

La seconde fut le kantisme. Cette fois, l'enseignement que nous demandions à la raison philosophique d'un autre peuple était vraiment substantiel. Jusqu'à quel point l'esprit humain a-t-il le droit d'être dogmatique? Telle est la question fondamentale approfondie par Kant, et dont l'examen était opportun pour le génie français en quête d'un système. Dans le pays de Kant, on profita de ses *Critiques* sans s'arrêter à ses conclusions, qui inclinaient trop au scepticisme. Tout en procédant du philosophe de Kœnigsberg, Fichte, Schelling et Hegel se crurent en droit de le contredire, en fondant un dogmatisme nouveau. Nous regrettons qu'une fois engagé dans l'examen de la pensée allemande, l'éclectisme n'ait pas outrepassé l'étude de Kant. Il s'est arrêté à l'exposition du drame métaphysique joué au-delà du Rhin.

Il n'est pas fort surprenant qu'au sein de l'éclectisme on n'ait songé à Descartes qu'après avoir étudié Reid et Kant. Dans les premiers momens de la réaction contre Condillac, on manquait de la force nécessaire pour atteindre jusqu'au cartésianisme, et ce ne fut qu'un peu plus tard qu'on put sentir la valeur du spiritualisme du XVIIe siècle. En 1824, M. Cousin commença de publier une édition complète de Descartes. Depuis cette époque, Descartes a été l'objet d'une attention persévérante de la part de tous ceux qui font de la philosophie une sérieuse étude. Sur ce point, il y a eu abondance d'analyses, d'expositions, d'appréciations partielles, de jugemens généraux. Enfin, il y a deux ans, l'Académie des Sciences morales, où domine l'éclectisme, mit la question du cartésianisme au concours. Elle demanda qu'on déterminât le caractère et qu'on recherchât les conséquences de la philosophie de Descartes, qu'on appréciât particulièrement l'influence de ce système sur celui de Spinoza et celui de Malebranche, qu'on assignât le rôle et la place de Leibnitz dans le mouvement cartésien, enfin qu'on fît la part des erreurs et des vérités dans ce glorieux héritage. Il est évident qu'un pareil programme ne pouvait avoir été tracé que par des hommes ayant fait de Descartes une longue étude et professant sur les questions capitales de son système des opinions arrêtées. Aussi notre étonnement n'a pas été médiocre quand nous avons vu M. Huet, qui s'est fait l'éditeur du livre de M. Bordas-Demoulin, parler de ce lauréat

comme si celui-ci avait le premier, dans le XIXe siècle, restauré Descartes. Or, depuis près de vingt ans, la philosophie de Descartes est présente à tous les esprits. Pour le prouver, je ne produirai qu'un nom que je ne prendrai pas parmi les vivans; c'est celui de Jouffroy. Qui plus tôt, qui plus souvent et mieux parla de Descartes? Dans un remarquable fragment édité en 1825, sur le spiritualisme et le matérialisme, Jouffroy, traitant d'une manière approfondie de la révolution philosophique du XVIIe siècle, disait : « Le *Discours sur la Méthode* est la préface de la philosophie moderne; les *Méditations* en sont le premier chapitre. » Il faut donc que M. Huet renonce pour M. Bordas-Demoulin à la gloire d'avoir découvert Descartes.

Pourquoi M. Huet a-t-il cru nécessaire de se faire l'introducteur de M. Bordas-Demoulin dans le monde philosophique? Il nous semble que le suffrage de l'Institut était le meilleur des laisser-passer. D'ailleurs on a pu remarquer que les assertions de M. Huet ont besoin d'être contrôlées. Dans un discours préliminaire, il insiste sur la nécessité de la réformation de la philosophie, et il nous indique le réformateur : c'est M. Bordas-Demoulin. Avant de vérifier l'exactitude d'une proposition aussi énorme, nous dirons un mot, un seul, sur le morceau composé par M. Huet, ancien élève de l'Université de Paris, aujourd'hui professeur à Gand. Dans le domaine de la science et de la pensée, nous concevons tous les désirs de rénovation qui peuvent tourmenter surtout de jeunes esprits aspirant avec ardeur au vrai. Rien d'étonnant, si les solutions données ne les satisfont pas et si une invincible inquiétude les pousse à se frayer des voies nouvelles. Mais la première condition de ces révoltes et de ces mouvemens est une complète indépendance. La cause de la philosophie ne compose pas avec des intérêts d'un autre ordre, et elle est étrangère à tout autre sentiment que la sainte ambition des idées. Il peut être fort avantageux à M. Huet, qui professe aujourd'hui à Gand sous la haute surveillance du catholicisme belge, de parler comme il l'a fait du péché originel et de tonner contre le rationalisme; seulement nous n'aurons pas la simplicité de prendre cette tactique, cette souplesse pour les symptômes d'un mouvement scientifique dont il y ait à tenir compte.

Descartes fut admiré et suivi par son siècle, non parce qu'il s'insurgea contre Aristote, d'autres l'avaient fait avant lui, mais parce qu'à la philosophie dont il vint prononcer la déchéance il substitua sur-le-champ un système complet. Il se trouva que l'homme qui nia toute la science reconnue de son temps, avec une si inflexible clarté,

était doué du génie le plus affirmatif et le plus dogmatique. Débutant par l'équation sublime de la vie et de la pensée (1), Descartes voit la meilleure preuve de l'existence de Dieu dans l'idée de sa perfection; puis de cette métaphysique et de cette théodicée il passe vivement à l'étude de l'univers qu'il renouvelle avec la même puissance. C'est par cette verve créatrice qu'il s'empara si fort de l'esprit de ses contemporains. Après avoir douté de tout, Descartes ne douta plus de rien, et il régna avec une autorité aussi despotique que cet Aristote qu'il avait jeté bas du trône. Il imposa la foi la plus entière aux incrédules qu'il avait faits lui-même, et qui passèrent d'un joug à un autre. C'est ainsi que se comporte l'humanité. Il créa trois élémens pour expliquer le monde, et la nature ne fut plus admise qu'à servir de justification à ses hypothèses. C'est précisément l'audace de ce dogmatisme qui charma toutes les têtes : on raffola des tourbillons, on en parla jusque dans les ruelles. Le cartésianisme était considéré comme donnant sur tout, sur l'homme, sur Dieu, sur le monde, d'infaillibles lumières; on l'acceptait tout d'une pièce : c'était comme au moyen-âge un *ars magna et generalis*. Ajoutons aussi que Descartes se montra animé de cette fierté altière qui sied si bien à un chef d'école : il avait un mépris naturel pour tout ce qui n'était pas sa pensée, et il dédaigna tous ses contemporains, jusqu'à Galilée lui-même. Enfin, avec tant d'orgueil dans l'esprit, il avait beaucoup de politique dans sa conduite. Il se tint également éloigné des discussions religieuses et des affaires publiques : pour ne pas manquer l'unique intérêt de sa vie, le succès de son système, il sut ménager toutes les puissances établies. Il était en bons termes avec le cardinal de Mazarin, il chercha à capter la Sorbonne par une dédicace habile, il n'épargna rien pour dissiper les ombrages des jésuites, et il se garda de contredire Rome, lorsqu'elle décréta l'immobilité de la terre. Grace à cette sagesse, Descartes vivait paisible, et ses idées circulaient impunément. Quand les agressions de quelques théologiens de Hollande furent parvenues à troubler la tranquillité dont il jouissait près de La Haye dans sa retraite d'Egmond, où l'amitié de la princesse palatine Élisabeth venait l'honorer, il se trouva à point nommé une reine pour offrir au philosophe un glorieux asile qu'il accepta plutôt par orgueil que par nécessité. Descartes n'était pas fâché d'opposer aux clameurs de ses ennemis d'Utrecht et de

(1) Le mot célèbre : *Je pense, donc je suis*, n'est pas un argument, mais une affirmation. Il n'y a pas à insister sur ce point, depuis long-temps reconnu.

Leyde le suffrage de Christine de Suède. Quand il mourut, son système était la loi philosophique de l'Europe.

A force d'étudier Descartes, on dirait que M. Bordas-Demoulin est arrivé parfois à penser qu'il lui ressemblait. Il affecte les allures d'un génie contempteur et solitaire : sa discussion est amère et sans révérence pour les plus grands noms. A l'entendre, Locke débite des puérilités et il appelle cela philosopher; Kant a l'habitude de renchérir sur les erreurs qu'il veut combattre; Fénelon est un faux mystique; Bacon, Gassendi, sont les fléaux de la métaphysique; enfin, en enfantant la logique, Aristote a exterminé la philosophie, et sa métaphysique n'est qu'un recueil d'abstractions creuses, de classifications arbitraires, et de misérables subtilités. Quand on parle ainsi, ou on est sa propre dupe, ou on prétend duper les autres. Si l'on affiche un pareil mépris pour de grandes intelligences, afin de donner de soi une plus haute idée, le calcul est aussi faux que misérable; si, au contraire, celui qui parle ainsi a le malheur, dans cette circonstance, de penser ce qu'il dit, évidemment son esprit, tout en se montrant sur certains points sain et vigoureux, sur d'autres est faible et malade.

On comprendra maintenant de quelle immense ambition est possédé M. Bordas-Demoulin. Il proclame sans détour que, s'il a pu juger le XVIIe siècle, c'est qu'il s'est placé au-dessus de lui, en renouvelant la théorie des idées. Sa prétention en effet est d'avoir trouvé deux théories destinées à changer la face du monde métaphysique, celle de l'infini et celle de la substance. Par quelle manie fâcheuse un homme de talent, au lieu de se contenter de l'estime qui lui est due et que nul ne songe à lui refuser, réclame-t-il d'un ton impérieux la palme du génie? M. Bordas-Demoulin est un écrivain philosophe distingué; il doit à de savantes excursions dans les mathématiques et dans la physique d'avoir pu donner de grands aspects à son exposition du cartésianisme; sa pensée a de la force, et il n'est pas rare de sentir dans son style une passion sincère et contenue qui l'anime et le colore. Ces qualités sont précieuses; toutefois entre elles et le génie il y a un abîme, et pour le franchir ce n'est pas assez de l'orgueil.

« Archimède, pour tirer le globe terrestre de sa place et le transporter en un autre lieu, dit Descartes dans sa seconde *Méditation*, ne demandait rien qu'un point qui fût ferme et immobile; ainsi, j'aurai droit de concevoir de hautes espérances, si je suis assez heureux pour trouver seulement une chose qui soit certaine et indubitable. » Ce point, cette chose, Descartes les a trouvés dans l'es-

prit humain. *Je suis une chose qui pense*, voilà pour lui le premier fondement de la certitude. C'est ainsi que dans la première partie du XVIIe siècle commença véritablement l'ère de la philosophie moderne. Jusqu'alors, ce qu'on appelait la philosophie n'avait été qu'un long commentaire du péripatétisme couronné par des conclusions chrétiennes : on avait employé des siècles à ménager un compromis entre Aristote et saint Augustin. Enfin, avec Descartes, la pensée, s'affranchissant de cette double tradition, s'affirma dans son indépendance et son autorité. Cette liberté fut féconde. Elle suscita des penseurs qui, par leur apparition presque simultanée, formèrent, dans un court espace de temps, comme un grand cycle philosophique. Cinquante ans après la mort de Descartes, qui fut comme un point d'intersection entre les deux moitiés du XVIIe siècle (1), la philosophie moderne était fondée d'une manière inébranlable par Spinoza, Malebranche, Locke et Leibnitz, illustre postérité de l'auteur des *Méditations* et des *Principes*, radieuse constellation.

Nous ne savons rien de plus intéressant à contempler dans l'histoire des idées que l'éveil donné au génie de Spinoza par l'initiative de Descartes. La vigoureuse netteté du bon sens français provoque aux spéculations philosophiques la pensée d'un juif solitaire. Ici encore l'esprit de l'Occident vient exciter le génie oriental. Descartes avait établi le dualisme de l'ame et du corps, de l'esprit et de la matière; Spinoza enseigne l'identité du fini et de l'infini dans une unité suprême, et dans un dieu qui ne se distingue pas des deux termes dont il est l'éternelle harmonie. C'est en affirmant la pensée dans son individualité qui contient à la fois l'homme et Dieu, que Descartes conduisit Spinoza à conclure que Dieu était à la fois la chose qui pense par excellence et la chose étendue. Ainsi, la grande doctrine de la substance unique déposée depuis des siècles dans les traditions de la synagogue et des religions orientales revenait à la lumière par une irrésistible évocation, et la solidarité de la pensée humaine donnait de sa force et de sa permanence un témoignage nouveau.

M. Bordas-Demoulin reconnaît bien que Descartes a suscité Spinoza; cependant il ne consacre à l'exposition du système de ce dernier que quatre pages : en vérité, ce n'est pas assez quand on entreprend de tracer l'histoire de la métaphysique au XVIIe siècle. Après avoir énoncé la doctrine de la substance unique, M. Bordas-Demoulin ajoute : « Les choses particulières ne sont que des affections, des

(1) Descartes mourut en 1650.

modifications qui expriment les attributs de Dieu d'une manière certaine et déterminée. C'est pourquoi Spinoza avoue sans détour que l'esprit humain est une partie de l'intelligence infinie, et qu'il n'y a ni bien ni mal en soi. » Cette brièveté touche à l'injustice, car elle doit nécessairement donner au lecteur une idée fausse du système de Spinoza.

Il semblerait, d'après les paroles que nous avons citées, que Spinoza ne reconnaissait ni bien ni mal moral; or, cela n'est pas. Spinoza, dans son *Éthique*, s'élève contre la manie qui travaille l'homme de prêter à Dieu ses manières de voir et de sentir. L'homme se fait centre de l'univers, et dans les jugemens qu'il porte il met les affections de son imagination à la place des choses. C'est ce que condamne Spinoza, et c'est en ce sens qu'il ne reconnaît pas le bien et le mal tel que se le représente le vulgaire. Voilà la partie négative. Maintenant entrons dans le dogme du spinozisme. L'esprit humain, partie de l'intelligence infinie, doit se proposer de s'en approcher le plus possible. Le bonheur et la liberté de l'homme consistent dans un constant et éternel amour de Dieu. Cet amour de l'intelligence humaine pour Dieu devient une partie de l'amour infini par lequel Dieu s'aime lui-même, et, de son côté, l'entendement de l'homme est arrivé à sa perfection, parce qu'il comprend Dieu et tous ses attributs. C'est par un retour à Dieu que l'esprit de l'homme acquiert sur ses passions une puissance souveraine, et ne conçoit plus les choses que frappées d'un caractère d'éternité, *sub specie æterni*. Alors s'élève dans l'ame de l'homme une joie divine, et tous ses désirs proviennent de la raison. L'homme libre rejette loin de lui la pensée de la mort, et sa sagesse est une perpétuelle méditation de la vie, *et ejus sapientia non mortis, sed vitæ meditatio est*. Ainsi identité du bonheur et de la vertu, identité de la liberté humaine et de la volonté divine, identité de la vie terrestre avec l'éternité de l'univers, voilà la morale de Spinoza. Évoquons nos souvenirs. N'avons-nous pas déjà vu quelque chose de semblable dans l'histoire des idées humaines? Plutarque et Stobée ne nous ont-ils pas appris que c'était là à peu près le fond de la morale du portique? Par sa métaphysique, Spinoza touche à l'Orient et à Moïse; par sa morale, il donne la main à Zénon, à Chrysippe, à tous les grands stoïciens. Oui, il y a eu dans tous les temps de fortes ames qui ont dédaigné les illusions et les promesses dont la foule a besoin, et qui, se considérant comme partie intégrante de l'ordre éternel des choses, ont placé leur bonheur et leur vertu dans l'exécution libre et désintéressée des décrets de Dieu. Sur

ces ames, ce qui trouble si fort les autres hommes a peu de prise, car dans les profondeurs de la pensée elles trouvent la paix.

La morale de Spinoza n'est pas celle du christianisme, mais elle a sa grandeur et sa beauté. C'est ce que ne doit pas méconnaître aujourd'hui un écrivain philosophe, à quelque école qu'il appartienne. Jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, la doctrine de Spinoza fut peu connue. Ceux qui l'avaient critiquée le plus vivement n'en avaient donné qu'une idée fausse, presque toujours par impuissance, quelquefois par perfidie. Enfin, en 1785, Jacobi publia ses lettres sur la doctrine de Spinoza. Depuis cette époque, il ne fut plus permis en Allemagne de ne pas comprendre ou de calomnier le philosophe d'Amsterdam. Aujourd'hui, en France, le jour de la justice s'est aussi levé pour l'auteur de l'*Ethique*. Un jeune et savant professeur de l'Université, M. Émile Saisset, a donné des œuvres de Spinoza une traduction où se rencontrent l'exactitude philosophique et l'élégance littéraire. Grace à ce travail que rehausse encore une introduction lumineuse, on ne comptera plus les personnes qui auront lu Spinoza, et ce philosophe sera dans toutes les mains comme Malebranche et Locke. Ce qui frappera surtout, nous le croyons, les esprits qui feront connaissance avec ce penseur, c'est sa puissance de concentration. Des principes que vous voyez épars chez beaucoup de philosophes sont rassemblés par Spinoza avec une fermeté féconde, et il en tire des conséquences et des applications nouvelles, ou qui du moins avant lui n'avaient été entrevues que confusément. En ce sens, Spinoza est un merveilleux artiste dans le monde des idées. En effet, sous les apparences de sa méthode géométrique, il y a un art infini, et, nous ne craindrons pas de le dire, une chaleur vivifiante. On croyait n'être aux prises qu'avec un démonstrateur, et on se trouve en face d'une personnalité ardente qui vous émeut en vous illuminant. Voilà pourquoi dès l'origine Spinoza eut des sectateurs silencieux, mais dévoués. Ce n'est pas une des moindres singularités de la destinée et du génie de cet homme extraordinaire, que sa métaphysique provoque la foi et l'enthousiasme comme une religion.

Autant M. Bordas-Demoulin est insuffisant sur le compte de Spinoza, autant il a d'ampleur et de solidité quand il parle de Malebranche. Il l'a fortement étudié, il connaît toutes les profondeurs, il juge les inconséquences de cette belle imagination philosophique, il peint Malebranche se débattant violemment contre le panthéisme; mais il a beau faire, remarque M. Bordas-Demoulin, le panthéisme l'envahit et le déborde de tous côtés, il sort par tous les points de son

système. C'est un des endroits les meilleurs du livre de M. Demoulin que celui où il montre l'auteur de la *Recherche de la vérité* attaqué par deux formidables adversaires, Arnauld et Leibnitz. C'est là de la bonne critique philosophique. Arnauld et Leibnitz triomphent quand ils signalent les faiblesses et les erreurs du système de la vision en Dieu; mais les opinions qu'ils y substituent sont vulnérables, et c'est ce que démontre M. Bordas-Demoulin avec une nerveuse et pressante logique.

Malebranche est, pour ainsi dire, un néo-platonicien de la grande époque alexandrine égaré dans les temps modernes. Il eut une foi sincère dans l'orthodoxie chrétienne, et en cela il était bien différent de Descartes; mais une imagination qu'il ne pouvait maîtriser l'emportait dans des *visions* qui eurent de frappantes analogies avec des théories contemporaines de la formation du dogme catholique. Aussi Malebranche fut-il combattu tant au nom de la foi qu'au nom de la raison, et sa vie fut une polémique continuelle, en dépit de la douceur de son caractère, en dépit de son amour du silence et de la paix. Vers la fin de ses jours, l'auteur de la *Recherche de la vérité* trouva non pas un adversaire, mais un curieux incommode dans un jeune savant qui débutait alors et qui fut depuis secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences. Dortous de Mairan, dans sa première jeunesse, avait été conduit par un de ses parens chez le père Malebranche, et il avait reçu du célèbre oratorien, comme il le dit lui-même, plusieurs instructions de mathématique et de physique. Plus tard, il passa de la lecture de Descartes, de Malebranche et de Pascal à celle de Spinoza; il médita surtout l'*Ethique*, dont la forme abstraite, concise et géométrique le frappa vivement, et il lui arriva de ne pas savoir comment rompre la chaîne des démonstrations spinozistes. Mairan imagina de s'adresser à Malebranche pour qu'il voulût bien lui faire toucher au doigt les paralogismes de l'*Ethique*. C'est avec une répugnance visible que Malebranche s'engagea dans une correspondance à ce sujet. Ses réponses ne satisfaisaient pas Mairan, qui, avec l'indiscrète franchise d'un jeune homme, en signalait l'insuffisance pour renverser les démonstrations de Spinoza. Malebranche eut encore la patience de revenir à la charge, mais sans plus de succès sur l'esprit de Mairan, qui lui adressa une réfutation en forme de la théorie que le métaphysicien de l'Oratoire opposait à celle du philosophe panthéiste. Cette fois Malebranche pria Mairan de trouver bon qu'*ils cessent de travailler inutilement*. Il dit à son jeune correspondant qu'il n'espérait pas pouvoir le dissuader de ses

sentimens par de courtes réponses. Il ajoutait que l'ame ne se connaît nullement elle-même, et surtout qu'étant finie, elle peut encore moins connaître les attributs de l'infini. Comment donc faire sur cela des démonstrations? « Pour moi, disait Malebranche en terminant, je ne bâtis que sur les dogmes de la foi, dans les choses qui la regardent, parce que je suis certain, par mille raisons, qu'ils sont solidement posés. Si j'ai découvert quelques vérités théologiques, je le dois principalement à ces dogmes, sans lesquels je me serais égaré comme plusieurs autres qui ne se sont pas assez défiés d'eux-mêmes. Je prie Jésus-Christ, qui est notre sagesse et notre lumière, et sans lequel nous ne pouvons rien, qu'il vous découvre les vérités qui vous sont nécessaires pour vous conduire dans la voie qui conduit à la possession des vrais biens (1). » C'était un an avant sa mort que le vieux Malebranche se réfugiait ainsi dans la foi. A cette ame contemplative la controverse convenait alors moins que jamais. Dans la jeunesse, dans l'âge mûr, on discute, on combat avec pétulance, avec énergie. A ces deux époques de la vie, la polémique est une source d'émotions, elle exerce vos forces, elle justifie vos idées; mais plus tard, mais près de la tombe, le dédain des jugemens d'autrui s'empare de l'ame, qui n'a plus d'autre souci que de recueillir toutes ses puissances pour mieux quitter la terre.

Nous blâmons le mépris que M. Bordas-Demoulin prodigue à Locke, et voici pourquoi. Quand un homme a fait avec un livre une impression profonde sur l'Europe et fondé une école, il est impossible que dans l'homme et dans le livre il n'y ait point de la puissance et de la vérité. C'est une mauvaise manière que de juger uniquement les choses humaines par leurs défauts et par les côtés qui vous blessent. Locke n'a pas de rigueur dans la pensée, mais il a de l'étendue; il n'a pas l'art de systématiser tout ce qu'il voit, mais il aperçoit beaucoup. On a déjà remarqué que, pour lui, la sensation n'est pas la source unique des connaissances, et qu'à côté de la sensation il avait mis la réflexion. Or il y a dans l'*Essai sur l'entendement humain* quelque chose de plus décisif. Dans le quatrième livre, qui est consacré tout entier à la théorie de la connaissance, Locke établit expressément que nous avons la connaissance de notre propre existence par intuition, celle de l'existence de Dieu par démonstration, et celle d'autres choses par sensation. Plus loin, il s'attache à démon-

(1) Cette correspondance, d'un véritable intérêt pour l'histoire de la philosophie, a été publiée pour la première fois en 1841, sur les manuscrits originaux, par M. Feuillet de Conches.

trer que le plus haut degré de notre connaissance est l'intuition sans raisonnement. C'est là le plus haut point de la certitude humaine. Comment, dans l'homme qui parle ainsi, méconnaître un spiritualiste, et un spiritualiste d'autant plus remarquable, que, tout en professant, d'après Descartes, que l'entendement est à lui seul une source d'idées, Locke approfondissait la théorie de la sensation. L'originalité de Locke est d'avoir étudié la partie sensible de l'homme sans ressembler à Gassendi; sa faiblesse est surtout dans l'inexactitude, dans l'impropriété de sa phraséologie philosophique. Hume a remarqué avec raison que le mot idée est employé par Locke dans un sens vague et multiple, qu'il désigne à la fois les perceptions, les sensations, les passions et les pensées. Cette confusion a enfanté bien des malentendus, et, dans un métaphysicien, elle est un défaut fâcheux. Néanmoins la critique philosophique, pour rester équitable, doit mettre dans la balance les qualités grandes et solides qui font contrepoids. M. Bordas-Demoulin aurait pu se rappeler aussi que l'injustice envers Locke n'avait plus le mérite de la nouveauté depuis que M. de Maistre avait lancé contre le sage d'Oxford une de ses plus virulentes diatribes.

Le plus important contradicteur de Descartes fut Leibnitz, qui porta dans ce rôle non-seulement la vigueur de son génie, mais une véritable passion. L'espèce de dictature que Descartes exerçait sur les intelligences de son siècle lui était insupportable. Il écrivait un jour à l'abbé Nicaise : « Je ne sais ce qu'on doit attendre d'un livre intitulé : *Conjuration contre Descartes*. Il faut que l'auteur du livre s'imagine que Descartes est devenu le souverain de l'empire de la philosophie, à peu près comme le dictateur César l'était de celui de Rome. » Leibnitz se considérait aussi comme appelé à défendre le christianisme contre les opinions de Descartes. Dans une autre lettre à l'abbé Nicaise, nous trouvons cette phrase : « On peut dire que Spinoza n'a fait que cultiver certaines semences de la philosophie de M. Descartes, de sorte que je crois qu'il importe effectivement pour la religion et la piété que cette philosophie soit châtiée par le retranchement des erreurs qui sont mêlées avec la vérité. » Voilà les deux sentimens qui ont excité Leibnitz à combattre Descartes, l'amour de la gloire, le désir d'établir la conformité de la foi avec la raison.

Leibnitz a fait la guerre à Descartes non-seulement avec ses propres forces, mais avec toutes celles que pouvait lui prêter la science du passé. Il créa un système, et il fit reparaître sur la scène l'histoire de la philosophie. Un mot sur le système.

Ce qui avait le plus choqué Leibnitz dans la philosophie de Descartes, c'était la passivité des substances. Descartes n'avait pas absorbé la matière dans l'esprit, mais il avait fait l'esprit aussi passif que la matière. Leibnitz voulut renverser ce système d'un seul coup d'autorité et de génie, et il affirma l'activité des substances. Pour lui, tous les êtres possibles sont des forces, des causes. Le monde est l'agrégation de ces causes et de ces forces. On pourrait dire que le système des monades de Leibnitz est une sorte de polythéisme métaphysique.

La liberté, si compromise, suivant plusieurs, par Descartes et Spinoza, est donc sauvée par Leibnitz? Non, et la voilà encore une fois subordonnée aux convenances de l'ordre et de l'unité; car enfin toutes ces substances ont sans doute une action les unes sur les autres, l'esprit et la matière s'influencent mutuellement, et toutes les forces éparses dans l'univers sont aux prises. Qui nous préservera de l'anarchie? Une harmonie divine. Ici tout change; en effet, de la sphère de la liberté nous tombons sous l'empire d'une fatalité providentielle et absolue. Voici comment. Les substances sont actives, de plus elles sont indépendantes : c'est-à-dire que, suivant Leibnitz, et non pas suivant la réalité, elles n'agissent pas les unes sur les autres. C'est Dieu (pour le coup, voilà bien *Deus ex machinâ!*), c'est Dieu qui a réglé d'avance tous les rapports, et qui gouverne le monde par *une harmonie préétablie.*

L'histoire des idées, comme toutes les autres histoires, offre des accidens comiques. Leibnitz, qui avait voulu, dans l'intérêt de la religion, *châtier le système de Descartes par le retranchement de ses erreurs*, arrive de conséquence en conséquence à sa célèbre conclusion de l'optimisme : c'est-à-dire qu'il ôte à Dieu toute liberté, car il déclare que Dieu n'a pu faire que ce qu'il a fait, et qu'il a tout fait pour le mieux. Dieu, en vertu même de sa raison divine, a été obligé de former le meilleur univers possible. Et cependant, avec son optimisme, Leibnitz se croyait chrétien!

Si Leibnitz parvint, vers la fin du XVIIe siècle, à contrebalancer l'influence de Descartes, ce n'est pas tant par ses idées dogmatiques que par sa vaste et intelligente érudition dans l'histoire de la philosophie. Descartes, Malebranche et Locke, chacun par des motifs et dans des degrés différens, avaient inspiré à leurs contemporains un certain mépris de la sagesse antique. Leibnitz la remit en honneur. Ce grand esprit n'accepta pas le rôle usé de la révolte contre Aristote. M. Bordas-Demoulin prétend que Leibnitz ne s'occupa de la

gique que pour opposer Aristote à Descartes et se parer du titre de savant universel (1). Dans ces paroles il y a une grande légèreté. Comment M. Demoulin, qui a beaucoup lu Leibniz, ne s'est-il pas rappelé le premier chapitre des *Nouveaux Essais sur l'entendement humain*, où l'un des interlocuteurs, Théophile, parle ainsi : « Il faut que je vous dise pour nouvelle que je ne suis plus cartésien, et que cependant je suis plus éloigné que jamais de votre Gassendi, dont je reconnais d'ailleurs le savoir et le mérite? J'ai été frappé d'un nouveau système dont j'ai lu quelque chose dans les journaux des savans de Paris, de Leipzig et de Hollande, et dans le merveilleux dictionnaire de M. Bayle, article de *Rorarius*. Depuis, je crois voir une nouvelle face de l'intérieur des choses. Ce système paraît allier Platon avec Démocrite, Aristote avec Descartes, les scolastiques avec les modernes, la théologie et la morale avec la raison. Il semble qu'il prend le meilleur de tous côtés, et que puis après il va plus loin qu'on n'est allé encore. » Voilà la clé de la philosophie leibnitzienne. Cette philosophie, dans la pensée de son auteur, était la conclusion pacifique du mouvement insurrectionnel de Descartes; elle était aussi la résurrection nécessaire des résultats de la sagesse antique, laissée dans un injurieux oubli; elle était enfin une prétention hardie à des résultats meilleurs. C'est la destinée de tous les novateurs d'être à moitié suivis, à moitié contredits par des éclectiques. Après Aristote et Platon, quelle nuée de conciliateurs! Leibnitz, qui vaut bien à lui seul une armée de philosophes, entreprend de terminer la révolution cartésienne par une transaction qu'il estime satisfaire aux prétentions légitimes de tous les grands systèmes aussi bien qu'à toutes les exigences de la raison et de la foi. La transaction a été déchirée par Kant, qui a joué dans le dernier siècle un rôle révolutionnaire analogue à celui de Descartes, et nous avons vu de nos jours Hegel, reprenant par d'autres voies l'œuvre de Leibnitz, développer un système avec lequel il ambitionnait d'embrasser et de concilier tout. Quant à Schelling, il est probable qu'il finira comme Malebranche, sans vouloir discuter, et dans le sein de la foi.

M. Bordas-Demoulin a méconnu les raisons de premier ordre pour lesquelles Leibnitz s'est tant occupé d'Aristote et de toute l'antiquité, mais hâtons-nous de dire qu'à cette méprise, à cette lacune il y a dans son livre d'heureuses compensations. La critique de la monadologie est pleine de profondeur. L'influence que les théories de

(1) Tome II, page 414.

Malebranche exercèrent sur l'esprit de Leibnitz, quand celui-ci créa son système des monades, est indiquée avec une sagacité mordante. Dans un excellent chapitre, consacré à l'exposition de l'optimisme, M. Demoulin, pour mieux combattre Malebranche et Leibnitz, qui arrivent à détruire la liberté de Dieu, appelle à son aide Bossuet et Fénelon. Descartes, en mettant sa politique à s'abstenir de toute excursion dans les matières religieuses, avait, par cette prudence non moins que par son génie, mérité l'estime de Bossuet, qui plaçait le *Discours sur la Méthode* au-dessus de toutes les productions philosophiques de son siècle. On chercha bien à inspirer à l'évêque de Meaux des doutes sur la sincérité de l'orthodoxie de Descartes; mais Bossuet, avec son admirable bon sens, trouvait juste et habile de ne pas condamner un philosophe qui avait su éviter toute censure, et garder sur les sujets théologiques un respectueux silence (1). A l'égard de Malebranche, la conduite de Bossuet fut autre. Quand le célèbre prêtre de l'Oratoire eut publié son *Traité de la Nature et de la Grace*, Bossuet, qu'effraya la théologie du métaphysicien, sut déterminer Arnauld à le combattre, et il encouragea Fénelon à entrer aussi dans la lice. C'était avant la grande querelle du quiétisme. La réfutation que rédigea Fénelon du système de Malebranche sur la nature et la grace fut revue par Bossuet, qui prit ainsi une part de responsabilité dans ce remarquable travail. Rien ne paraissait plus dangereux à cet inébranlable soutien de l'orthodoxie que les subtiles imaginations de l'oratorien philosophe. Nous en trouvons une frappante et dernière preuve dans ce qu'écrivait Bossuet à un jeune homme qui n'avait pas craint de s'ouvrir à lui de son enthousiasme pour Malebranche. « Un grand nombre de jeunes gens se laissent flatter à ces nouveautés, répondait Bossuet. Je me trompe fort, ou je vois un grand parti se former contre l'église, et il éclatera en son temps, si de bonne heure on ne cherche à s'entendre avant de s'engager tout-à-fait. » Ainsi Bossuet à la fin de sa vie pressentait que l'esprit novateur allait frapper à la porte du sanctuaire : il y a souvent bien de l'amertume dans la prévoyance du génie.

La philosophie de Descartes n'est donc pas, comme le prétendent plusieurs, une philosophie chrétienne? Éclaircissons ce point. Descartes a fondé un spiritualisme puissant qu'il importe de caractériser avec précision. L'audacieux et habile auteur des *Méditations*, en

(1) Voyez la *Correspondance* de Bossuet, tome XXXVII de l'édition de Versailles, et une lettre nouvellement publiée, adressée par l'illustre prélat à M. Pastel, docteur de Sorbonne.

offrant son livre à la Sorbonne, s'appuyait sur cette parole de saint Paul aux Romains, que ce qui se pouvait connaître de Dieu avait été manifesté aux hommes, et il en tirait cette conclusion, que *tout ce qui peut se savoir de Dieu peut être montré par des raisons qu'il n'est pas besoin de tirer d'ailleurs que de nous-mêmes, et de la simple considération de la nature de notre esprit* (1). On ne pouvait d'une manière plus adroite cacher l'abîme qui sépare l'Évangile du rationalisme; mais Descartes abusait des paroles de saint Paul. Qu'a dit vraiment l'apôtre? Ceci : « La colère divine a éclaté contre l'impiété et l'injustice des hommes, parce que, Dieu s'étant fait connaître à eux naturellement, ils n'ont pas fait usage de cette connaissance; ils se sont égarés dans leurs vains raisonnemens, leur cœur insensé a été rempli de ténèbres, ils sont devenus fous en s'appelant sages. Alors Dieu les a livrés à leurs désirs impurs, à leur sens réprouvé (2). » Et quelle a été la conséquence de ce triste état de l'humanité? C'est que Dieu a résolu d'intervenir lui-même au milieu des désordres de l'homme, et de porter remède à l'insuffisance des lumières naturelles par la lumière de sa parole. Voilà le fondement du christianisme. Loin donc que saint Paul puisse être invoqué pour établir la puissance de la raison humaine, c'est dans les écrits du grand apôtre qu'elle est le plus condamnée, car elle y est toujours humiliée devant la grace et devant la foi. Laissons donc de côté la tactique de Descartes, pour ne voir que sa doctrine. Il donne à la démonstration de Dieu un éclat nouveau, mais uniquement par les forces vives de la raison. Au milieu de l'Europe catholique et protestante, Descartes établit un rationalisme formidable et fécond : il est bien moins chrétien que Platon, il est aussi anti-chrétien qu'Aristote, puisqu'il enfante Spinoza.

Nous n'ignorons pas que beaucoup de personnes inclinent à conclure que Descartes est un philosophe chrétien, parce qu'il est au plus haut degré philosophe spiritualiste. Là est l'erreur. Il y a beaucoup de façons d'être spiritualiste; il n'y en a qu'une d'être chrétien, c'est de mettre avec saint Paul au pied de la croix tous les doctes raisonnemens de la sagesse humaine. Rendons cette justice aux jésuites, qu'ils comprirent de fort bonne heure tout ce que la philosophie de Descartes avait de contraire à la religion révélée. La compagnie qui fut instituée pour combattre Luther devait la première

(1) *Épître à MM. les doyens et docteurs de la sacrée Faculté de théologie de Paris.*

(2) Épître de saint Paul aux Romains, chap. I.

suspecter Descartes. Plus tard, au sein de la *société*, on a pu changer d'avis, on a pu vouloir s'emparer de la doctrine qu'on craignait pour la dénaturer et s'en servir; mais cette politique n'efface pas le premier jugement, qui témoigne de la pénétration des jésuites.

En effet, qui a fondé dans le monde moderne l'autorité du sens individuel, si ce n'est Descartes? Cependant, de son côté, Bossuet nous enseigne que le propre du catholique est de préférer à ses sentimens le sentiment commun de toute l'église. Le rationalisme moderne a pour père l'auteur des *Méditations*. Nous conseillons à quelques écrivains qui ont prétendu faire de Descartes un philosophe catholique de revenir sur cette canonisation singulière.

Quel contraste entre Descartes et Malebranche! « Les passions sont toutes bonnes de leur nature, dit Descartes (1), et nous n'avons rien à éviter que leurs mauvais usages ou leurs excès, contre lesquels les remèdes que j'ai expliqués pourraient suffire, si chacun avait assez de soin de les pratiquer. » Cependant j'entends Malebranche qui s'écrie : « La nature est présentement corrompue; le corps agit avec trop de force sur l'esprit. Au lieu de lui représenter ses besoins avec respect, il le tyrannise et l'arrache à Dieu..... Sans faire une plus longue déduction de nos misères, j'avoue que l'homme est corrompu en toutes ses parties depuis la chute (2). » Pour Descartes, l'union de l'ame et du corps est la loi de l'homme; pour Malebranche, elle en est la dégradation. La morale de l'un est toute rationaliste, celle de l'autre toute mystique. Descartes nous enseigne que nous devons développer notre nature tout entière, nos passions non moins que notre esprit. A son école, l'homme apprend à bien employer ses passions, à s'en rendre maître, enfin à les ménager avec tant d'adresse, que *les maux qu'elles causent sont fort supportables, et même qu'on tire de la joie de tous* (3). Malebranche, au contraire, avertit l'homme qu'il *est en épreuve dans son corps, et que cette épreuve est rude* (4). La vie est un combat dans lequel nous ne pouvons rien sans l'assistance de la grace divine. Notre nature n'est que corruption et faiblesse : nous devons méditer constamment sur notre indignité et sur la nécessité absolue d'un médiateur qui nous en relève et nous en rachète.

C'est surtout avec Malebranche que M. Bordas-Demoulin est cor-

(1) *Les Passions de l'Ame*, troisième partie, article CCXI.

(2) *De la Recherche de la Vérité*, liv. V *des Passions*, chap. I.

(3) Derniers mots du *Traité des Passions*.

(4) *Méditations chrétiennes*, 20e méditation.

tésien. A peine indique-t-il les tendances exclusivement rationalistes de Descartes, ce qui est une notable omission, et il abonde tout-à-fait dans la doctrine du péché originel avec Malebranche et Pascal. Il imite les procédés du métaphysicien de l'Oratoire, qui aime à passer de la question de la grace à des problèmes de géométrie et de mathématiques. Si M. Bordas-Demoulin eût senti plus profondément le caractère absolu et inflexible du rationalisme de Descartes, il n'eût pas imaginé qu'on pût *remplir les lacunes* ou redresser *les erreurs* de ce rationalisme avec la manière de philosopher de Pascal. L'auteur des *Méditations* et l'auteur des *Pensées* marchent dans des voies trop opposées pour qu'on puisse songer à ménager entre eux, nous ne disons pas une réconciliation, mais une rencontre; ils comprennent Dieu différemment, ils pensent de l'homme des choses contraires; l'un exalte la raison avec une tranquille fierté, l'autre travaille à l'humilier avec un sombre désespoir; Descartes enfin ignore et dédaigne la tradition, Pascal, après des révoltes douloureuses, s'y soumet.

L'ordre suivant lequel les questions se produisent dans le livre de M. Bordas-Demoulin pourrait être meilleur. Dans un travail consacré à l'auteur du *Discours sur la Méthode*, on était en droit d'attendre une génération des idées plus méthodique. Nous pouvons, après cette critique, rendre une justice éclatante à la partie de l'ouvrage de M. Demoulin consacrée à la physique et aux mathématiques. On comprendra que nous ne parlons pas ici de certains débats que M. Bordas-Demoulin ne craint pas d'instituer avec des hommes comme Laplace, M. Biot. Nous ne sommes pas juge de ces témérités. Nous louons l'exposition des travaux de Descartes en physique et en géométrie, parce que presque toujours elle est claire, accessible à tous les esprits, parfois écrite avec une admiration chaleureuse qui s'élève à l'éloquence. L'auteur réussit à donner à ses lecteurs cette conviction, que c'est bien Descartes qui a introduit l'idée réelle de la mécanique du monde dans l'esprit humain.

Nous ne saurions prendre congé de M. Bordas-Demoulin sans parler de quelques points qu'il nous donne pour des idées de génie. C'est aux mathématiciens de juger sa métaphysique du calcul différentiel, et sa prétention de présenter le premier la solution du problème posé par les principes de ce calcul. Puisse seulement son originalité en mathématiques se trouver de meilleur aloi que ses découvertes en philosophie! Parlons un peu de la substance.

Jusqu'à présent, nous résumons ici la pensée de M. Bordas-De-

moulin, la constitution de la substance a été méconnue; on l'a toujours placée exclusivement dans la force ou dans la quantité. Ni la quantité ni la force n'ont encore été profondément sondées. La dépendance de la force et de la quantité n'a pas encore été comprise. Malebranche a failli la saisir par l'étendue intelligible qu'il met en Dieu, mais il laisse échapper la vérité qu'il touche. Il y a deux élémens, la vie et l'étendue, la force et la quantité, la perfection et la grandeur. Considère-t-on les êtres? Dans chacun, il y a de l'étendue, et, en tant qu'étendue, il répond aux idées de grandeur. Considère-t-on les actes de la pensée? Dans chacun, il y a des idées de grandeur, mais aussi il y a des idées de perfection, et il faut distinguer les actes où les idées de grandeur n'entrent qu'afin d'aider les idées de perfection à se produire, de ceux où elles entrent afin de se produire elles-mêmes. Pour ne pas faire cette distinction, il arrive qu'on traite les idées de perfection à la manière des idées de grandeur, et qu'on dénature, qu'on renverse les sciences qui en dépendent. Les idées de perfection échappent à la compréhension rigoureuse du symbole, de la lettre, des chiffres, parce que la force n'est pas, comme la quantité, divisible par essence en parties égales. — Voilà ce que M. Bordas-Demoulin appelle une théorie neuve et véritable de la substance. L'auteur signale avec raison deux ordres d'idées et de faits, et nous ne nous élèverons pas contre une distinction sur laquelle nous avons nous-même plusieurs fois insisté. Il y a plusieurs années, nous écrivions ces lignes : « La confusion de la vérité géométrique et de la vérité morale est dangereuse, car elle fausse et pervertit de nobles efforts. Dans l'ordre géométrique, tout se démontre, parce que tout se calcule et se mesure, et la science produit une certitude qui porte toujours avec elle sa démonstration. Dans l'ordre moral, l'esprit conçoit, il induit, il croit, et la science produit une certitude qui, pour exister, ne peut se passer ni de foi, ni d'espérance. Si vous portez dans l'ordre moral les exigences de l'ordre géométrique, vous le détruisez tout entier, et vous douterez de tout, parce que vous serez dans l'impuissance de rien affirmer mathématiquement.... Reprocher à l'idéalisme d'être destitué de la certitude mathématique est d'un esprit peu scientifique. La religion et la philosophie sont en dehors des formules logiques par lesquelles nous nombrons et mesurons les choses (1). » Voilà, ce nous semble, en d'autres termes, la même distinction qu'a établie M. Bordas-De-

(1) Préface générale des *Études d'histoire et de philosophie*, 1836.

moulin. Maintenant, cette distinction constitue-t-elle une théorie? Nullement. Observer les faits, puis les expliquer sont deux degrés dans la connaissance des choses qu'il importe de ne pas confondre.

Que penser de Pythagore, qui définit l'ame un nombre qui se meut de lui-même? Que dire de M. de Maistre, qui appelle le nombre le miroir de l'intelligence? Enfin quel sens donner à cette parole de Novalis : « Le véritable mathématicien est enthousiaste *per se;* sans enthousiasme, point de mathématiques? » Aux yeux de ces penseurs, la nature complexe de l'homme doit se résoudre dans une unité suprême. Ils étaient les représentans d'une grande doctrine, d'une doctrine éternelle sous la variété des symboles religieux, et au milieu de la multiplicité des écoles philosophiques. Suivant cette doctrine, tant que l'entendement ne franchit pas certains degrés, l'ordre moral et l'ordre géométrique sont distincts. Alors le sentiment et la raison ont chacun leur domaine. Il y a dans ce dualisme de grands développemens pour l'esprit et pour le cœur. L'esprit établit des démonstrations puissantes, le cœur se nourrit de croyances sublimes. Eh bien! il est une sphère encore supérieure, c'est celle de la vision pure de l'intelligence. Celui qui a la force de s'y élever et d'y vivre plane au-dessus des contradictions de la raison et du sentiment, il comprend l'identité de l'idée et du nombre, de la métaphysique et des mathématiques, et il est en communion avec l'unité suprême qui est substance, force et vérité.

Voilà une théorie. M. Bordas-Demoulin ne s'en fait-il pas lui-même l'interprète involontaire et incomplet, quand, dans son chapitre sur l'*infini*, il dit : « Si la pensée s'empare des infinis relatifs, ils la remplissent tout entière, et l'infini absolu lui échappe; si elle atteint l'infini absolu, il lui dérobe les infinis relatifs. » En effet, où trouver l'infini absolu, si ce n'est à travers l'identité suprême du nombre et de l'idée? Dans son chapitre sur *la substance*, M. Bordas-Demoulin est la dupe d'une illusion, quand il croit élever une théorie; et dans son chapitre sur *l'infini*, il semble détruire lui-même une partie des choses avancées au sujet de la substance.

Résumons nos critiques. Dans M. Bordas-Demoulin, il faut distinguer l'historien du cartésianisme d'avec l'homme qui prétend au rôle de métaphysicien créateur. Nous n'insisterons pas davantage sur les prétentions du métaphysicien aspirant au génie : ce serait inutile et cruel. Nous aimons mieux caractériser le talent de l'historien du cartésianisme, de l'écrivain philosophe. Ce talent a de l'éclat et de la force par saillies, mais il est foncièrement inégal. L'auteur, mal-

gré l'évidente sincérité et l'incontestable profondeur de ses études, ne semble pas toujours s'être assez assimilé les sujets qu'il traite : aussi parfois manque-t-il de cette fermeté lumineuse que donne seule l'égale compréhension du tout. Souvent aussi, s'il veut faire connaître les opinions d'un philosophe ou d'un savant, au lieu de les analyser d'une manière substantielle et rapide, M. Bordas-Demoulin prodigue les citations *in extenso*, et de cette manière il altère l'unité de sa composition. Puisqu'il a beaucoup vécu avec le XVII[e] siècle, M. Demoulin aurait pu apprendre dans Bossuet l'art de ne faire que des citations décisives, habilement coupées, et s'incorporant avec le texte de l'écrivain qui s'en autorise. Il suffit d'ailleurs d'un mot, d'un tour de phrase, pour faire comprendre aux doctes qu'on a puisé à telle source.

En un mot, le livre sur le cartésianisme est un remarquable début dans les sciences philosophiques. Ceux qui le liront avec l'attention qu'il mérite seront touchés, nous n'en doutons pas, par la vigueur d'esprit de l'écrivain et par l'élévation de son style, qui a quelque chose de traditionnel et de classique. Maintenant, où ira l'auteur? Restera-t-il un cartésien de l'école de Malebranche? Dans un court avertissement, M. Bordas-Demoulin fait pressentir qu'il pourrait avoir d'autres travaux à communiquer au public. La critique ne saurait donner une meilleure preuve d'estime à l'auteur qu'en lui conseillant une sévère révision de ses opinions, de ses préjugés, une délibération nouvelle et profonde sur la nature et la portée de ses doctrines philosophiques.

Dans le concours ouvert au sujet du cartésianisme, l'Académie des Sciences morales et politiques a été juste en décernant la moitié du prix à M. Francisque Boullier. Cet honorable professeur à la faculté des lettres de Lyon a su embrasser tous les faits qui se rattachent d'une manière plus ou moins directe à la révolution cartésienne. Il s'est occupé avec soin non-seulement des philosophes illustres, mais des hommes secondaires qui eurent dans leur temps leur mérite et leur emploi. Dans l'époque antérieure à Descartes, M. Boullier n'a pas voulu négliger la mémoire de Bernardino Telesio et de François Patrizzi, ces adversaires si passionnés d'Aristote, le second surtout : avec le même esprit de justice, il a donné une place dans la rénovation cartésienne à des hommes comme Louis de la Forge, Geulincx et Clauberg. Sylvain Regis ne pouvait être oublié, car il est le plus connu des cartésiens du second ordre, et Fontenelle lui a consacré un de ses éloges. M. Boullier est par-dessus tout exact,

méthodique, et il aspire à être complet. L'*Histoire de la révolution cartésienne* n'est pas un livre qui puisse attirer les regards par l'éclat du style ou la hardiesse des pensées : c'est un travail consciencieux, substantiel, c'est une de ces compositions modestes et solides qui commandent l'estime.

Soldat discipliné de l'éclectisme, M. Boullier en professe toutes les opinions. Les critiques qu'il adresse à la métaphysique de Descartes lui sont inspirées par la psychologie de l'école à laquelle il appartient. Malheureusement cette partie du mémoire de M. Boullier n'a pas assez d'ampleur et de détails : c'est fâcheux, car là était l'intérêt actuel et philosophique de la question.

En faisant la critique du cartésianisme, l'éclectisme s'est trouvé conduit à affirmer de plus en plus son caractère exclusivement psychologique (1). Jamais entre deux écoles l'opposition ne fut plus saillante. On pourrait dire que le procédé de Descartes a été surtout de calquer la nature humaine sur la nature divine. Quand il a affirmé l'identité de la pensée et de la vie, Descartes se plonge dans la méditation de Dieu, et c'est avec ce qu'il y trouve qu'il se représente la nature humaine. L'éclectisme a renversé le procédé, il étudie l'homme, il s'attache exclusivement à l'observation du *moi;* quand enfin il se détermine à contempler Dieu, il lui arrive de construire une théodicée avec des faits psychologiques, et la volonté divine se trouve calquée sur la volonté humaine.

L'éclectisme donne une grande preuve d'impartialité, et presque à ses dépens, quand il met en lumière le cartésianisme. En effet, exciter les esprits à l'étude d'hommes tels que Descartes, Spinoza, Leibnitz, c'est faire reparaître l'ontologie sur le premier plan de la scène, et dès-lors il est inévitable que de nouveaux débats s'élèvent. On n'échappe pas d'ailleurs au mouvement de son siècle. Les intelligences, les imaginations sont tourmentées de je ne sais quelle passion pour les choses religieuses et divines. Les uns frappent à la porte du sanctuaire, les autres à celle de l'école. Malheur à la philosophie qui s'effraierait de cette curiosité, et ne serait pas en mesure de la satisfaire! La science ne saurait vouloir ni éluder les questions, ni circonscrire l'activité de l'esprit. Son rôle est sévère, sa mission auguste : elle tire son autorité de sa sincérité incorruptible. A ceux

(1) Sur ce point, il faut consulter, indépendamment du travail de M. Boullier, le *Rapport,* fort remarquable, présenté par M. Damiron, au nom de la section de philosophie, sur la question du cartésianisme.

qui lui demandent la vérité, elle la doit entière avec ses horizons infinis et ses inflexibles réalités.

De notables services ont été rendus aux sciences philosophiques par l'éclectisme. L'antiquité remise en honneur, l'histoire de la philosophie embrassée dans toute son étendue, plusieurs des parties de cette histoire exposées avec éloquence et profondeur, la méthode d'observation appliquée avec sagacité, des faits psychologiques érigés en système, sinon sur d'inébranlables fondemens, du moins avec une ingénieuse habileté, voilà des résultats qui assurent à ceux qui ont su les obtenir une place tout-à-fait honorable dans le développement intellectuel de notre époque. Il ne s'agit ici ni de dénigrer ni de flatter personne, mais de dire ce qu'on sent être le vrai. Maintenant le premier regard que nous jetons autour de nous nous avertit que sur beaucoup de points les fondemens de la certitude sont ébranlés. Des notions qu'on avait réputées solides chancellent; certaines idées s'obscurcissent; chez beaucoup, la raison doute d'elle-même. Il y a là un mal réel auquel il faut remédier énergiquement. Or les défaillances de l'esprit ne sauraient avoir d'autre médecin que l'esprit lui-même, qui ne peut tirer que de son propre fonds ce qui lui est nécessaire pour sa guérison, sa force et sa grandeur. Si donc dans notre siècle la philosophie a fait quelque chose, il lui reste beaucoup à faire.

Parmi les pensées détachées de Goethe qui n'ont été connues qu'après sa mort, nous trouvons celle-ci : « Il ne peut y avoir de philosophie éclectique, mais seulement des philosophes éclectiques. » Quel est le sens véritable de cette sentence? Aux yeux de Goethe, l'histoire de l'éclectisme pouvait se résumer dans cette phrase : *Tot capita, tot sensus.* En effet, comme le propre des éclectiques est de choisir eux-mêmes dans toutes les doctrines ce qui leur convient, il suit qu'un éclectique, en vertu même de son principe, ne saurait s'identifier avec la pensée, avec le choix d'un autre éclectique.

L'écueil de l'éclectisme est celui-ci : c'est la difficulté qu'il éprouve nécessairement pour aboutir au dogmatisme. Nous ne disons point que la difficulté soit insurmontable. Leibnitz et Hegel en ont triomphé jusqu'à un certain point; mais il est évident que, si le vrai dogmatisme est le résultat simple d'une affirmation primordiale, il doit rencontrer dans les conditions même des tendances éclectiques les plus sérieux obstacles. C'est dans la nature des choses, et il n'y a là de la faute de personne.

Interrogeons l'histoire des idées, nous verrons l'esprit humain

s'enthousiasmer pour un système, puis en prendre dégoût; nous le verrons même à certaines époques témoigner une sorte de dédain général s'adressant à tous les systèmes. Cette disposition n'est pas durable; bientôt l'indestructible vocation de l'esprit humain pour le dogmatisme se fait jour et reparaît avec une ambition, avec une énergie nouvelle. Aussi, tout en se préoccupant comme il convient des tendances sceptiques qui peuvent de nos jours énerver les ames et troubler les esprits, on ne doit pas en concevoir une décourageante inquiétude. Il n'y a pas pour le scepticisme de triomphe éternel; autrement il faudrait fermer le livre de l'histoire et de la vie. L'esprit de l'homme revient au goût du vrai, ainsi qu'à la conviction qu'il est doué de la puissance nécessaire pour le trouver. On peut même, à certains symptômes, reconnaître aujourd'hui une tendance assez générale à se mettre à la recherche de solutions plus positives et plus satisfaisantes que les solutions connues. Il doit être en effet dans la destinée de l'éclectisme de donner naissance à des développemens divers qui le contredisent sur des points essentiels. Ces contradictions, par lesquelles marche la science, sont honorables pour ceux qui en sont l'objet, car elles prouvent qu'ils ont mis les armes à la main à ceux qui les combattent.

Puissions-nous ne pas nous abuser en espérant que dans l'avenir le mouvement philosophique aura un autre caractère que les travaux accomplis! Ces travaux, nous le répétons, ont été utiles, méritoires; quelques-uns sont excellens. Maintenant d'autres besoins demandent d'autres efforts. Nous voudrions aujourd'hui voir sur le premier plan plutôt la pensée individuelle que l'érudition et l'histoire. Ce qui se passe n'est-il pas fait pour ranimer l'ardeur de l'esprit, pour l'exciter à user de toutes ses forces? On dirait comme une conspiration générale contre la raison humaine : nous ne croyons pas que depuis le XVI[e] siècle elle ait jamais été plus assaillie, plus accusée. Dans la patrie de Kant domine le mysticisme, ou, pour parler le langage du pays, le supernaturalisme, avec d'autant plus de puissance qu'il déploie un grand appareil métaphysique et une vaste érudition. Ici c'est à moins de frais que la raison est poursuivie : on lui reproche son impuissance sans se mettre en peine de la prouver, mais en revanche la déclamation s'emporte parfois jusqu'à la fureur. Il semblerait que le caractère spiritualiste des opinions philosophiques de notre âge devrait tempérer la passion des défenseurs officiels et officieux de la religion et de l'église. Détrompez-vous : le spiritualisme de notre époque est réputé par eux plus dangereux

que le matérialisme du siècle dernier. Il faudrait désespérer des destinées de la philosophie, si ces attaques et ces injustices n'inspiraient pas à ses représentans une foi plus vive dans la puissance et dans les droits de la raison calomniée. C'est cette foi qui fit au XVIIe siècle la grandeur du cartésianisme, c'est elle qui alors gagnait à la philosophie tant de disciples et d'adhérens. Ajoutez à cette foi vivifiante l'étendue de la doctrine de Descartes, la multiplicité des objets auxquels elle s'appliquait, et vous aurez trouvé les deux causes de l'immense autorité qu'elle exerça. Le médecin, le physiologiste, l'astronome, le physicien, le géomètre, le moraliste, rencontraient dans la science qu'ils cultivaient la trace de Descartes, et il fallait bien que chacun d'eux tînt compte de cette impérieuse et féconde intervention. A défaut d'un de ces grands systèmes qui embrassent tout, nous voudrions qu'en France l'esprit philosophique, ayant la conviction de sa force, voulût porter partout son influence, mettre son empreinte partout. Les sciences, les lettres, la politique, offrent à l'esprit philosophique des régions à fertiliser. En vain l'industrialisme affirme qu'il est à lui seul toute sagesse; quand l'homme avec le fer, le feu, l'air et la vapeur, aura épuisé la docilité de la matière, il se retrouvera toujours le même, et il devra toujours apprendre à se gouverner lui et les autres. Depuis vingt ans, l'imagination a régné sans contrepoids dans les lettres et dans les arts, on a eu pour la forme et pour la fantaisie des adorations sans réserve et sans frein. Pourquoi donc aujourd'hui, autour des idoles qu'on encensait naguère, s'est-il fait tant de solitude et de silence? C'est qu'on a compris que dans beaucoup de ces simulacres l'esprit n'habitait pas; aussi les seuls artistes qui n'avaient pas fait divorce avec la pensée, avec la raison, n'ont pas perdu la faveur de la foule, et, ce qui vaut mieux encore, leur propre estime. Ainsi donc l'état des croyances religieuses en Europe, le matérialisme politique, dans les lettres et dans les arts une décadence passagère, tout vient provoquer la philosophie à de nouveaux travaux. Cet appel sera compris. En face des attaques et des clameurs d'un fanatisme aveugle, au milieu de l'apathie des uns, de la déroute des autres, sachons maintenir l'esprit philosophique dans sa liberté, le développer dans sa force. En dépit de toutes les déclamations et de toutes les folies, la France sera toujours comme le sol natal de la raison, et l'arbre de la science ne sera pas déraciné.

LERMINIER.

MOUVEMENT

DES PEUPLES SLAVES.

LEUR PASSÉ, LEURS TENDANCES NOUVELLES.

COURS DE M. MICKIEWICZ.

Les peuples slaves présentent un des plus grands spectacles de notre époque. Ils n'ont long-temps joué qu'un rôle secondaire, restant à l'écart, ébauchant leur tardive civilisation, et sans influence au dehors; mais pour eux aussi, depuis un demi-siècle, tout a bien changé. L'empire russe s'étend sans mesure; il touche aux frontières de l'Allemagne et à celles de la Chine, aux portes de l'Inde et à la Perse; il menace l'Occident, convoite Constantinople, et dispute l'Asie aux Anglais. Tout autour du colosse, en Bohême, sur les bords du Danube, dans les Krapaks et les montagnes illyriennes, les Slaves étaient dans l'abaissement. Courbés sous des dominations étrangères, ils demeuraient muets et oubliés : ils se relèvent aujourd'hui. Ceux de l'Autriche cessent d'être une foule obscure et sans physionomie; ils redeviennent une nation. Ils réclament leur langue tombée en désuétude; ils

remettent en honneur leurs anciennes coutumes; ils rapprennent leurs vieilles chansons. Savans, publicistes, poètes, attisent dans les cœurs le patriotisme, et provoquent une insurrection pacifique, mais résolue, contre l'influence allemande. Les peuples les plus braves de la Turquie, Bosniaques, Serbes, Albanais, sont Slaves; le même désir d'indépendance les anime; ils sentent leur force et la faiblesse de leurs maîtres, et ils s'agitent comme un camp au réveil. La Pologne enfin, que l'on croyait perdue, grandit de cœur dans son martyre; elle garde une indestructible espérance, et cette généreuse nation tombée, mais non pas déchue, donne, en ce siècle de calcul et d'égoïsme, l'exemple de l'enthousiasme et du dévouement. Ainsi, des bords de la mer Blanche aux falaises de l'Adriatique, et des Alpes orientales à l'Oural, les peuples sont ébranlés : ici, c'est un empire qui marche à la souveraineté du monde; là, une infortune héroïque; ailleurs, des vaincus qui frémissent contre le joug ou l'ont déjà secoué, et partout également une émotion profonde, l'élan vers des destinées nouvelles, une solennelle attente de l'avenir. Une race entière prend son essor. C'est là plus qu'un évènement politique; c'est aussi une révolution morale qui semble commencer dans une moitié de l'Europe.

La question slave touche à toutes les grandes questions de l'époque. On la connaît mal cependant. On s'est peu occupé encore de ces nouveaux arrivans de l'histoire, restés en partie à demi barbares, et dont les plus avancés s'empressaient hier à nous copier. Tout se passe d'ailleurs avec tant de mystère dans ce monde slave, si différent et pourtant si voisin du nôtre. Quelquefois un bruit nous en arrive; puis tout redevient silencieux, jusqu'à ce qu'un évènement soudain nous apprenne en éclatant ce qui se préparait, à notre insu, parmi ces peuples. L'attention se tourne enfin sérieusement vers eux; on les visite, on s'informe avec curiosité de tout ce qui les regarde, on commence à apprendre leurs langues, et les gouvernemens sentent le devoir de favoriser des études dont l'intérêt devient général.

Dans plusieurs universités d'Allemagne, à Berlin, à Breslau, à Leipzig, à Erlangen, on a fondé des chaires de littérature slave. Le collége de France en possède une depuis trois ans, et c'est la plus importante de celles qu'on a créées; elle excite les vives espérances des Slaves; elle est presqu'une institution nationale pour eux. On y a appelé M. Mickiewicz, leur premier poète, et cette chaire est la seule où ils puissent s'expliquer avec une entière franchise. Sur leur immense territoire, il n'y a pas une place où la parole soit libre. L'Autriche a sa censure, et la Russie n'est qu'une vaste bastille. Le gouvernement russe mutile les documens, ordonne le mensonge, impose le silence. Il n'est pas permis de dire la vérité sur la maison régnante. Karamsin était trop honnête homme pour en écrire l'histoire, même sous Alexandre; l n'a conduit son ouvrage que jusqu'à l'avénement des Romanow. On n'ose, dans les colléges, parler des faits les plus notoires. Il y est convenu, par exemple, de dire que Paul mourut d'apoplexie, quand personne n'ignore sa fin tragique. Un professeur racontait un jour cette mort, les larmes aux yeux,

et il porta la main à sa cravate avec un geste expressif, tout en répétant le mensonge officiel. Ce geste fit le tour des lycées russes. Maintenant les Slaves ont reçu de la France une tribune européenne. C'est dans la salle où professe M. Mickiewicz que pour la première fois se fait entendre librement leur voix. Cette étroite enceinte est pour eux une précieuse conquête, et on y rencontre, à côté de la jeunesse de nos écoles, des émigrés polonais, russes, bohêmes, illyriens.

L'enseignement du professeur ne frappe pas moins que l'auditoire par sa physionomie étrangère. M. Mickiewicz est un esprit d'une autre race que la nôtre. Il a l'imagination tournée à la parabole, naïve et fière, un enthousiasme que n'a pas affaissé le doute séculaire de l'Occident, un mysticisme viril et affectueux qui commande l'action en exaltant le patriotisme. L'originalité qui distingue M. Mickiewicz ne lui appartient pas tout entière : elle est celle du génie slave, et produit cette vive impression que donnent au voyageur des sites où tout est nouveau pour lui. On regrette cependant que la hardiesse de la pensée soit quelquefois impatiente et téméraire chez M. Mickiewicz. Il a trop besoin de foi pour s'arrêter toujours quand il le faudrait. Il aurait sans cela été moins entraîné aux espérances prématurées qui agitent une partie de l'émigration polonaise. Nous ne saurions partager toutes ses idées; mais alors même qu'on se sépare le plus de lui, on reconnaît à sa parole élevée sans emphase, énergique sans effort, cette sévère autorité que la plus belle éloquence ne donne pas, et que possède l'homme le plus simple, si le devoir est son soin suprême. C'est un entier oubli de l'effet : jamais le moi, et toujours l'homme, et l'on est heureux, en écoutant M. Mickiewicz, de se sentir sous l'influence d'un noble caractère.

Depuis l'ouverture de son cours, M. Mickiewicz a esquissé le tableau complet de l'histoire et de la littérature slaves. On a publié en polonais les leçons des deux premières années, et l'on vient de les traduire en allemand : nous espérons que nous ne tarderons pas trop à les posséder en français. Ce livre est le plus important qui ait paru sur les Slaves. On est, à sa lecture, comme transporté dans leur patrie. On visite les diètes orageuses de la Pologne, le Kremlin plein de supplices, la chaumière du serf, le château du seigneur, les rochers illyriens, les forêts qui résonnent du bourdonnement des abeilles et du chant des oiseaux, les steppes silencieuses. On assiste aux grandes époques des Slaves, à leurs luttes contre l'Asie, à leurs querelles intestines, et l'on entend, au-dessus de ces bruits de guerre, des voix harmonieuses, des chants de triomphe ou de deuil qui se succèdent comme ceux d'une vaste épopée nationale; poésie généreuse, tendre, héroïque, qui respire l'air libre des campagnes, et unit aux magnificences orientales l'énergie du Nord.

M. Mickiewicz a mieux que personne surpris le secret des peuples slaves; il n'a pas saisi seulement leur physionomie, il a pénétré jusqu'à l'ame. On est frappé de voir combien ils nous ressemblent peu. Tant qu'on n'est pas averti de cette différence, on se trompe singulièrement sur leurs affaires; on a beau chercher à suivre leurs mouvemens, on n'en devine pas plus la direction

jour et l'heure où on devait abattre l'arbre; toujours cet arbre avait la même grandeur, et la maison, la même dimension. L'avidité de l'homme était contenue ainsi dans de justes bornes (1). Les Slaves voyaient d'ailleurs un péché dans la propriété; ils ne s'appropriaient jamais rien sans des rites expiatoires, afin que cette impiété ne leur attirât pas malheur. Le mariage était également une souillure à leurs yeux; ils en croyaient le premier fruit frappé de malédiction, et mettaient même à mort les premiers-nés de certains animaux domestiques. Les Serbes appellent encore aujourd'hui l'aîné le premier fils du péché. Le cadet, comme le plus pur, avait la meilleure part des bénédictions paternelles; à la mort du père, il succédait à ses droits sur le domaine de famille, et, si ses frères étaient trop nombreux pour rester avec lui, ils allaient former un nouvel établissement.

Ainsi les Slaves couvrirent peu à peu de vastes contrées de leurs petites colonies. Ce n'était pas une conquête à main armée; c'était un progrès lent, continuel, une invasion pacifique des terres labourables. Ces camps agricoles n'étaient point unis par des intérêts communs; ils n'avaient d'autres rapports que ceux de bon voisinage. Les premiers Slaves ne surent point former d'états, ils ne se liguèrent jamais pour de grandes expéditions, ils n'élevèrent pas de monumens, ils ne composèrent point de vastes poèmes. Tout entiers aux soins de leurs champs, ils bornaient leur pensée aux limites d'un village; mais chez aucun autre peuple les villages n'eurent d'aussi belles institutions. De l'Oder au Volga, entre les tribus guerrières de la Germanie et les farouches nomades des steppes, cette partie du Nord offrait une sorte d'idylle sociale: un peuple paysan, juste, bon, paisible, en cultivait les plaines. Dans l'enceinte de la *sloboda* se cachait une vie fraternelle et heureuse. Les Slaves, libres, joyeux, insoucians, mêlaient leurs travaux de chants et de danses. On ne voyait parmi eux ni riches, ni pauvres; ils avaient peu de besoins, ignoraient l'ambition, et exerçaient la plus cordiale hospitalité. Quand ils allaient travailler, ils laissaient leurs maisons ouvertes pour que le voyageur pût y trouver asile et nourriture, et l'étranger qui traversait leurs campagnes était

(1) Il est resté quelque chose de cet esprit. Les Slaves n'ont pas le jaloux et cupide égoïsme de la propriété, qui est une des plaies de notre Occident. On ne voit ni haies ni murs dans les campagnes; les propriétés ne sont séparées que par une bande de gazon. Ce serait un grand crime à l'homme d'y toucher; mais les animaux peuvent en manger l'herbe, et, quand les blés sont hauts, les vaches broutent à la file l'étroite limite. On craint si fort d'entamer du soc ce ruban vert, que presque partout il s'est beaucoup élargi. Les terres sont en jachère tous les deux ans; elles deviennent alors communes, et chacun peut y faire pâturer librement son bétail. Les paysans observent encore les anciens rites dans la construction de leurs maisons. Si l'un d'eux, opprimé par son seigneur, s'enfuit, pas un de ses voisins ne voudra s'emparer de sa propriété; coutume d'une haute moralité qui abolit toute idée de confiscation et empêche de profiter du malheur de son prochain. Les procès sont très rares, et l'hospitalité est sans bornes.

charmé de cette vie facile et gaie, de ces mœurs douces et sympathiques, de cet accueil bienveillant.

Mais l'homme n'est pas fait pour se reposer sous les ombrages du verger paternel; un tranquille bonheur ne lui est pas permis. Ces temps anciens eurent aussi leurs alarmes et leurs infortunes. Les fêtes rustiques des Slaves étaient souvent troublées. Une grande calamité frappa ce peuple et le punit de son organisation imparfaite. Les Slaves, dispersés en une multitude de colonies, purent être séparément attaqués et conquis. Il leur fut impossible d'arrêter les flots des envahisseurs et de se maintenir indépendans; ils se virent traînés en esclavage chez tous les peuples de l'Europe, et le mot même d'esclave chez les Romains et au moyen-âge fut pris du nom de cette race, qui subit plusieurs fois de dures servitudes. Enlevés de leurs villages, les Slaves étaient conduits aux cités romaines et y menaient une vie misérable dans le regret du bonheur perdu. Deux chefs-d'œuvre de la statuaire antique attestent encore ces souffrances. Le *Scythe esclave* est évidemment un Slave; on le reconnaît à l'angle facial. Le front déprimé et chauve annonce de longues méditations, la joue est creuse, le regard terne; rien n'égale l'expression de la bouche. Cet homme paraît regarder sa victime et sentir le malheur d'être obligé de la torturer. Il se résigne cependant; il est effrayé et triste. Le *Gladiateur mourant* est un type encore plus sublime des mêmes douleurs. Byron, le premier, reconnut en lui un Slave. Son génie devina mieux que le goût de Winckelmann et la science de Visconti. Ce gladiateur expire sur l'arène du cirque de Rome. Son sang commence à couler à rares et grosses gouttes qui ressemblent, dit le poète, à ces gouttes qui tombent avant l'orage. Il ne s'occupe pas de ce qui l'entoure, il ne voit plus les spectateurs, il ne semble pas même animé de colère ou de honte, il est en extase; à ce moment suprême, il se rappelle sa hutte au bord du Danube, au milieu d'une prairie, dont on l'a arraché. C'est la figure la plus tragique de l'art ancien.

Pendant plus de mille ans, les Slaves menèrent la vie que nous venons d'esquisser. Cette époque d'unité confuse s'est passée sans évènemens et n'a pas d'histoire. Les colons firent chaque année leurs semailles et leurs moissons; il n'y a, sauf de fréquens esclavages, pas d'autre nouvelle à donner d'eux. Mais au VIe siècle après Jésus-Christ, une crise s'opère, et les Slaves se séparent en peuples divers, qui ont chacun leur génie, leur langue, leur histoire, leur littérature.

La Russie se développa surtout dans sa lutte contre les Mongols. Après deux siècles d'humiliante servitude, elle parvint à chasser les nomades. Née sous l'inspiration de cette résistance long-temps malheureuse, la poésie russe est grave, triste, pénétrée de religion, mais d'une religion qui prie pour la terre plus que pour le ciel; elle rêve pourtant déjà la force, la puissance et l'empire, et se tient prosternée devant la majesté du tsar. La poésie polonaise est bien différente; le patriotisme en est l'ame. Le poète polonais célèbre plus souvent que le roi les héros qui ont bien mérité de la république. La

patrie a ses plus beaux chants et ses plus saintes pensées; elle est pour lui un nom magique, plus doux même que celui de l'amour.

Entre les Mongols et les Turcs, les Russes et les Polonais, s'étendent de vagues espaces, immense steppe, grand chemin d'Asie en Europe, route des contagions, des armées d'insectes, des invasions nomades, champ de bataille où se sont mêlés dans le sang les peuples de l'Orient et de l'Occident, pays connu sous les noms divers de petite Russie, de petite Pologne ou d'Ukraine. Cette terre, souvent dépeuplée, d'une végétation vigoureuse, couverte de hautes herbes, est, comme dit un poète, labourée par le pied des chevaux, engraissée de corps morts, arrosée d'une fine pluie de sang, qui fait germer une vaste moisson de tristesse. Les Cosaques l'habitent maintenant. D'origines confuses et diverses, ils parlent une langue intermédiaire entre le russe et le polonais, et ont servi d'abord pour les Polonais, puis pour les Russes, quelquefois même pour les Turcs. Leur littérature a subi plus d'une influence aussi. Leurs chants sont surtout des chants de guerre, d'une énergique beauté. Le poète cosaque, assis devant sa hutte de joncs, près de son cheval qui broute, égare sa vue sur la steppe verdoyante; il évoque les ombres des anciens chefs, il rêve aux combats du désert, et ses chants héroïques sont répétés avec enthousiasme par tous les peuples slaves.

En franchissant le Danube, on trouve les Slaves répandus jusqu'aux montagnes de la Macédoine. C'est chez ces voisins de la Grèce que la civilisation pénétra d'abord : ils restèrent pourtant bien au-dessous des autres Slaves, et cela s'explique aisément. La plaine, grande route des migrations qui remontaient la vallée du Danube, était sans cesse balayée par de nouveaux arrivans. Les montagnards gardèrent seuls la pureté de leur sang dans des retraites d'une facile défense, et leurs chansons ont conservé le souvenir de leurs aventures et de leurs guerres. Dans ces contrées sauvages, la vie est pauvre et rude; la tranquillité, continuellement menacée. Les vallées forment autant de cantons qui communiquent difficilement. La religion même devint une source de discordes, parce que ces tribus reçurent le christianisme à l'époque du schisme d'Orient. Une nationalité commune aurait peut-être fini par les unir; mais la civilisation étrangère s'était imposée de bonne heure à ces peuples, et, sans pouvoir leur communiquer une sève vivifiante, n'avait fait que contrarier leur libre développement. A la fin du XIIIe siècle toutefois, les Serbes furent sur le point d'unir tous ces petits états sous une même domination, lorsque cet empire naissant fût détruit par les Turcs dans une seule bataille. La noblesse et le clergé durent émigrer; ils emportèrent avec eux sans retour la richesse, la science et les souvenirs traditionnels. Le pauvre peuple resta seul avec son deuil, et son esprit s'y est fixé pour jamais; aucune pensée n'est venue l'en distraire, aucune espérance ne l'a détourné vers l'avenir; il est demeuré inconsolable. Aujourd'hui encore, les Serbes versent des larmes en passant sur les funestes champs de Kossovo. Leur haute poésie ne fait que moduler cette longue plainte; elle pleure les héros tombés dans une journée

maudite; tout le reste s'est effacé de sa triste mémoire. Mais les Serbes on une poésie familière, belle de grace, de modestie et de noblesse. Ce sont de suaves motifs, de mélodieuses improvisations, que les jeunes gens et les jeunes filles essaient ensemble, arôme délicat d'ames poétiques et chastes. Ces chansons sont d'une exquise perfection, et il serait aussi impossible d'en imiter la virginale candeur que de contrefaire le geste naïf d'un enfant.

Les Bohêmes offrent un tout autre spectacle. Les montagnes qui les entourent leur assurèrent un long repos, pendant que les contrées voisines étaient désolées par les flots encore émus de l'invasion. Cette position favorable leur permit de bonne heure un développement assez avancé. Au XIe siècle, ils ont l'hérédité du trône par primogéniture, et cherchent à établir l'indivisibilité des terres du royaume. Un siècle auparavant, ils écrivaient déjà des ouvrages en tschèque. Cependant, malgré cette paix et peut-être même à cause d'une trop molle sécurité, il y a dans cette littérature je ne sais quoi de morne et de froid, et un germe de destruction dans ce peuple, qui long-temps n'a pu deviner sa mission, tandis que la Russie, sous la pression mongole, et la Pologne, électrisée par les Turcs, se développaient puissamment. Ce n'est pas que cette littérature soit pauvre; bien au contraire. Les Bohêmes ont plus écrit que tous les autres Slaves réunis, mais leurs volumineux ouvrages manquent d'originalité. Après avoir imité les Allemands, ils ont voulu s'affranchir de ce joug. Malheureusement ils ont défendu leur race plutôt que l'esprit national; ils ont eu recours aux lois et aux armes; ils ont prohibé la langue étrangère, au lieu d'assurer à la leur la préséance du génie. On les a vus apporter la même étroitesse dans la religion, dont le fanatisme a été chez eux tout national aussi. Aujourd'hui pourtant ils semblent mieux comprendre leur rôle, et reconnaissent la place qui leur est assignée parmi les Slaves. Dégoûtés des luttes politiques et religieuses, leurs savans étudient le passé pour y trouver des liens capables de réunir tous les Slaves en une même famille. Ce ne sont pas des antiquaires froidement curieux d'une vaine érudition. Un enthousiasme presque religieux fait des Bohêmes les apôtres de la nationalité slave; un esprit guerrier et poétique les anime; c'est la ferveur d'une croisade. Écrivant toutes les langues, ils traduisent pour les Serbes les chants polonais, pour les Polonais les épopées serbes, et leurs versions latines font connaître ces trésors de poésie à l'Europe civilisée. Les Polonais et les Russes, en hostilité ouverte, se supposent toujours des arrière-pensées : ils ne se défient pas d'un peuple qui élève la science au-dessus des passions du jour. Si on peut reprocher quelquefois aux écrivains bohêmes de s'attacher trop encore aux formes de la nationalité, et de ne pas assez tenir compte de l'esprit qui en est la vie, ils n'en demeurent pas moins reconnus et respectés comme les patriarches de la science slave.

L'étude des peuples slaves permet de saisir entre eux et les peuples de l'Occident de curieux rapports à côté de notables différences. La Serbie a, comme l'Espagne, défendu la chrétienté contre les musulmans; elle a été malheureuse, mais elle n'a pas montré moins de courage que les vainqueurs

des Maures, et ses épopées rappellent les romances du Cid. La Pologne est sœur de la France : elle n'a pas attendu pour combattre l'heure de son propre danger; elle n'a pas songé à son existence seulement, elle a cherché au loin l'honneur sur tous les champs de bataille; elle est généreusement accourue à la défense de l'Europe, et de ses conquêtes elle n'a conservé qu'un souvenir immense, elle n'a laissé en héritage à ses enfans qu'une grande sympathie. La Bohême, comme l'Allemagne, est lente, laborieuse, fidèle au passé, enthousiaste des idées abstraites. La Russie ressemble à l'Angleterre : toutes deux ont été modifiées par l'invasion normande, et lui doivent leur persévérance, leur patience, leur promptitude; toutes deux convoitent l'empire universel, et dans les momens décisifs elles se sont toujours rapprochées, malgré cette égale ambition.

Voilà donc cinq langues, cinq littératures, cinq peuples différens; mais on peut simplifier l'histoire slave. L'évènement principal en est l'antagonisme de la Russie et de la Pologne. Elles se sont disputé le sceptre de l'Europe orientale, et ont entraîné dans leur querelle les Slaves de la Bohême, du Danube et des steppes. On n'a pas encore compris ce qu'a d'implacable ce combat à outrance, cette Thébaïde séculaire. La Russie et la Pologne ne sont pas seulement deux états : ce sont deux pôles d'un même monde, deux idées contraires lancées au milieu des peuples slaves, qui gravitent tantôt vers l'une, tantôt vers l'autre. Cette dualité a des racines profondes; elle agissait déjà sans doute secrètement à l'époque d'unité confuse, où l'on ne voyait que communes partout semblables; car, aussitôt après, la langue se divise brusquement en deux dialectes, qui donnent naissance chacun à de nombreux idiomes. Chacun de ces dialectes a été déterminé et fixé par les idées politiques, morales et religieuses dont les Russes et les Polonais sont les représentans. Ainsi partout, dans la langue, dans l'alphabet même, comme dans la religion et le gouvernement, se manifeste l'hostilité qui partage le monde slave. Ce sont les causes de cette inimitié profonde, c'est ce secret de la Russie et de la Pologne qu'il nous faut pénétrer.

II. — RUSSIE.

Les Slaves étaient incapables de s'élever d'eux-mêmes à l'unité; ils avaient besoin, pour se former en états, d'être aidés par le génie d'une autre race. Des tribus guerrières vinrent, à l'époque des grandes invasions, les soumettre, et leur donner l'organisation politique. Les pirates normands s'emparèrent des plaines russes. Ils venaient de la Scandinavie et pénétraient par les fleuves dans l'intérieur des terres. Leurs chefs exerçaient une autorité incontestée, et surent attirer tout le pouvoir à eux. Les Lèques et les Tschèques fondèrent en même temps les royaumes de Pologne et de Bohême. Ces peuples cavaliers descendaient du Caucase, et avaient pris par les steppes sans plan bien arrêté. Ils formaient une aristocratie fière, turbulente, indisciplinable.

Ils choisissaient leur roi dans une famille privilégiée, et la couronne était souvent le prix de la course à cheval.

Voilà donc les Slaves constitués en états sous l'influence étrangère. La vie n'était plus comme autrefois dispersée également sur tous les points du territoire. La Pologne et la Russie étaient des corps bien organisés, avec un cœur et des vertèbres; le christianisme vint souffler en eux l'esprit. La Pologne devint catholique, la Russie grecque. Les circonstances de la conversion, le caractère du clergé, le rapport de l'église au pouvoir temporel, tout fut contraire dans les deux pays. Les Polonais, vivement pressés par l'empire germanique, qui faisait la croisade contre les païens du Nord, avaient intérêt à se faire baptiser. Les Allemands cessaient dès-lors leurs attaques, et la Pologne était délivrée de ses plus redoutables ennemis. La Russie, au contraire, faisait trembler les empereurs de Constantinople, qui cherchèrent à convertir les pirates normands pour cimenter la bonne intelligence. Le catholicisme ouvrit l'Occident à la Pologne; la Russie, devenue grecque, se tourna vers l'Orient. L'église catholique demeura indépendante du pouvoir temporel, eut des tribuns pour toutes les libertés, et compta autrefois parmi ses moines et ses prêtres des hommes généreux qui cherchèrent à introduire l'esprit chrétien dans les institutions sociales. L'église grecque, isolée par le schisme, se trouva à la merci du prince, qui lui interdit d'abord les discussions théologiques; bientôt, par une conséquence nécessaire, il lui retira la prédication, enfin la liberté d'écrire. Elle fut réduite au silence, et loin de protéger les peuples contre le despotisme, elle devint une proie et une force pour lui.

Mais l'invasion des Mongols fut l'évènement qui eut sur la Russie l'influence la plus décisive et la plus profonde. Au milieu de l'Asie s'élève un immense plateau caché derrière les pics étincelans de l'Himalaya et les blancs sommets de l'Altaï, triste steppe coupée de déserts de pierres, et battue par les tempêtes d'un ciel inclément. Là, durant des siècles, des hordes farouches comme leur patrie se promènent au-dessus des empires qui les ignorent et qu'elles doivent punir. Ce sont les Huns d'Attila et les Mongols de Tschinguis-Khan. A leurs traits, à leur caractère, on peut reconnaître cette race finnoise qui a reçu les steppes en héritage. Endurcis aux privations et aux intempéries, exercés aux manœuvres et aux campemens, prêts à marcher au premier signal, les Mongols vivaient enrégimentés, et naissaient pour ainsi dire tout disciplinés. Ils avaient un courage féroce, perfide, sans générosité, moins de la bravoure qu'un instinct carnassier, et de grands capitaines pour conduire leurs bandes affamées. Ces pâtres cavaliers étaient soumis à des chefs qui exerçaient le despotisme militaire le plus absolu. Sans mémoire de l'infini, l'ame froide et grossière, ils manquaient d'instinct religieux. Ce peuple, qui n'avait de culte que pour la force, de génie que pour la destruction, d'imagination que pour les supplices, semblait formé pour être le fléau de Dieu.

De vieilles rivalités divisaient les Mongols et les empêchaient de tenter

aucune grande entreprise, lorsque tout à coup, dans les premières années du XIII[e] siècle, sans que rien eût préparé l'évènement, sans que les haines se fussent calmées, par le seul ascendant d'une ame puissante, ces hordes se réunissent sous Tschinguis-Khan, et se précipitent à sa voix sur le monde. C'est là une de ces apparitions dont on ne peut trouver la cause ici-bas et qui élèvent la pensée plus haut que la terre. L'histoire de Tschinguis-Khan est d'une sauvage grandeur. Orphelin à treize ans, abandonné de ceux dont il devait être le chef, il mène d'abord une vie errante et fugitive. Il se voit enfin à la tête de quelques hordes, joint et bat ses ennemis près de la Baldjouna. Il y avait une forêt sur les bords de la rivière : il alluma de grands feux, et fit bouillir ses prisonniers dans quatre-vingts chaudières. Ce succès commença sa fortune. Poussé par une inquiétude d'agir qui ne lui laissait pas de repos, Tschinguis-Khan guerroya dans les steppes jusqu'à ce qu'il en eût soumis toutes les tribus. De formidables multitudes, pour la première fois réunies, s'ébranlent à sa parole : on les dirait animées de son ame et transportées avec lui d'une froide colère contre les peuples. Elles demandent des conquêtes. Tschinguis-Khan se retire sur une haute montagne, s'agenouille, met sa ceinture sur son cou, invoque l'esprit du ciel, puis redescend, et montre à ses hordes le chemin de la Chine. En quelques semaines, les Mongols eurent mis les provinces septentrionales à feu et à sang. Ils se retirent ensuite, traversent leurs steppes, et arrivent sur les confins de la Kharismie. Tschinguis-Khan, encore cette fois, se retire seul sur une cime, et y passe trois jours et trois nuits en jeûne et en prières. Le sultan de Kharismie, saisi de terreur, cherche en vain dans tout son empire un asile : poursuivi, traqué, il ne cesse de fuir. Tschinguis-Khan s'attache à ses pas, le harcèle, le serre, et les chevaux mongols arrivent sur le rivage de la Caspienne au moment où le sultan, jusqu'alors tant de fois victorieux, se jetait dans une barque pour aller mourir sur une petite île inhabitée. Les cruautés des Mongols furent affreuses; ils ne laissèrent, au lieu d'un pays populeux, qu'un désert blanchi d'ossemens. Tschinguis-Khan, comme étonné lui-même de ses fureurs, sentait en elles un aiguillon divin, un ordre d'en haut; il se croyait envoyé pour châtier les hommes, et se proclamait le grand justicier du monde.

Tschinguis-Khan pénètre dans l'Inde, puis revient sur ses pas, traverse une seconde fois toute l'Asie, redescend en Chine, et ravage de nouvelles provinces. Il y en eut où il ne s'échappa qu'un ou deux habitans sur cent. Les Mongols eurent un instant l'idée de raser toutes les villes et de détruire les cultures : ils auraient voulu changer le monde en un grand pâturage. Tschinguis-Khan abandonna ce projet. Il mourut bientôt après, au milieu de ses victoires, après avoir versé plus de sang que Rome dans toutes ses guerres. Ses obsèques furent dignes de lui. On transporta ses restes au fond de la Mongolie, et le cortége massacra tous les êtres vivans qu'il rencontra sur la route, hommes, femmes, enfans, animaux. C'était, disait-on, pour que personne ne pût répandre la triste nouvelle. Les chefs mongols accoururent de

tous les bouts de l'Asie honorer leur maître par de longues lamentations. Tschinguis-Khan fut inhumé sur une montagne, au pied d'un grand arbre isolé. Un jour, à la chasse, il s'était reposé à cette place; il y passa quelques momens dans une douce rêverie, et dit en se levant qu'il voulait être enterré là. Quel songe de paix avait donc visité le cruel ravageur?

L'impulsion était donnée; les fils de Tschinguis-Khan achevèrent en quelques années la conquête de l'Asie et d'une moitié de l'Europe. Leur empire, le plus colossal qui ait existé, s'étendait de la Baltique à l'Océan oriental, et du Kamtschatka au Bengale. Rien ne donne l'idée de la rapidité et de l'étendue de leurs courses. Les khans mongols embrassaient quelquefois une ligne de deux mille lieues dans leurs opérations stratégiques, donnant en même temps à leurs généraux l'ordre d'attaquer le Japon, et de poursuivre le roi de Hongrie sur une île de l'Adriatique. Leur front de bataille balayait une moitié du monde. Quand les Mongols envahissaient un pays, ils pénétraient par plusieurs points à la fois, dévastant méthodiquement les cultures, et faisant main basse sur le peuple des campagnes. Jamais une grande ville, qu'elle eût même ouvert ses portes sur-le-champ, n'était épargnée. Quand du haut des murailles les habitans voyaient s'approcher les cruels cavaliers, c'en était fait d'eux. La ville prise, les Mongols convoquaient la population. Alors se passait une scène d'enfer : à la vue de tous, on torturait les riches, on violait les femmes, puis on les égorgeait avec les vieillards et les enfans. Les hommes valides, traînés devant la place voisine, devaient livrer, jour et nuit, un assaut continuel; après le siége, on les massacrait. C'étaient là les fêtes des Mongols. Tschinguis-Khan demandait un jour à Bourgoudji, l'un de ses premiers officiers, quel était, selon lui, le plus grand plaisir de l'homme. « C'est, répondit-il, d'aller à la chasse, un jour de printemps, sur un beau cheval, tenant au poing un épervier, et de le voir abattre sa proie. » Les autres généraux furent du même avis. « Non, reprit Tschinguis-Khan, la plus vive jouissance est de vaincre ses ennemis, de les chasser devant soi, de leur ravir ce qu'ils possèdent, de voir les personnes qui leur sont chères le visage baigné de larmes, de monter leurs chevaux, de presser dans ses bras leurs filles et leurs femmes. »

Aussi, quand les Mongols se répandirent sur le monde, ce fut une calamité sans nom. Les peuples attendaient dans la stupeur; toute force défaillait, les armées se débandaient, les rois s'enfuyaient aux îles de la mer. On se croyait aux désolations des derniers jours, aux victoires de l'antéchrist, aux approches du jugement. Tschinguis-Khan imprima l'épouvante dans l'ame des peuples; il régna en les faisant trembler, et fonda son empire sur l'universelle terreur. La Russie, déchirée par d'interminables discordes, ne put repousser les Mongols. Pendant deux siècles, ils pesèrent de tout leur poids sur elle. Ils se maintinrent plus long-temps dans d'autres pays; mais nulle part ils n'ont exercé une aussi durable action. Ailleurs, en Perse, dans l'Inde, à la Chine, ils se laissèrent bien vite amollir par le climat et la civilisation, et,

après leur expulsion, il n'est pas resté trace d'eux. La Russie était à demi barbare; les Mongols y trouvaient des steppes, ils y ont gardé les mœurs nomades, et leur rude génie, au lieu de subir l'influence du peuple vaincu, a pénétré le génie russe, qui porte encore la puissante empreinte de leur domination.

Les ducs de Moscou furent les premiers à se soumettre. C'étaient eux qui devaient finir par commander à tout l'empire. Leur pouvoir était plus énergiquement constitué que celui des autres princes russes. Ils régnaient dans le pays forestier, où les Finnois étaient très nombreux. Les Finnois-piétons, répandus de la mer Blanche à la Russie centrale, ont, comme leurs frères d'Asie, les Finnois-cavaliers, l'ame servile et cruelle. Les grands-ducs s'aidèrent de l'esprit de cette race pour s'élever à l'autocratie. La domination des nomades favorisa cette tendance. Le peuple haïssait les divisions qui l'avaient perdu; il sentait le besoin d'unité pour s'affranchir, et mettait son espoir dans la force du prince. Les grands-ducs passaient leur vie dans la tente du khan, elle devint leur école; ils s'initièrent à l'esprit mongol, et en prirent les habitudes. Profitant habilement de leur rapport avec les nomades, ils se chargèrent de prélever pour eux le tribut sur toutes les provinces, et devinrent les percepteurs généraux de la Russie. Plus tard, ils se firent les justiciers de la horde et punirent les rebelles. Tout conspirait donc pour développer à Moscou le pouvoir absolu, et pour étendre l'autorité des ducs forestiers sur la Russie entière. Cette longue humiliation des Russes ne fut pas sans quelque grandeur. La résistance était sourde, timide, mais persévérante, et malgré ses hésitations et ses frayeurs, la nation semblait assurée de sa cause. Enfin peu à peu les nomades se retirèrent; le duché de Moscou, avec toute la vengeance d'une colère long-temps comprimée, s'attacha aux pas des Mongols, les poursuivit jusque dans leurs solitudes asiatiques, et la Russie délivrée se constitua.

Ivan-le-Cruel inaugure cette époque. Il vint au monde au moment où une épouvantable tempête ébranlait Moscou. Il perdit son père de bonne heure. Les factions rivales se disputèrent avec acharnement le pouvoir sous la régence de sa mère, et le Kremlin fut ensanglanté par des révolutions de palais. Plus d'une fois le petit Ivan vit ses favoris arrachés de ses bras et conduits au supplice malgré ses cris et ses larmes. Souvent on le réveillait la nuit, et il assistait, tout tremblant, aux querelles violentes des boyards. Il prit, dans les terreurs continuelles de ses premières années, l'habitude de la cruauté et la haine de ceux qui l'entouraient. Sa mère mourut empoisonnée, et la famille des Schouiski gouverna la cour. La faction rivale excita le tsar à jouir en maître du pouvoir. Ivan, âgé de treize ans, avait déjà assez de dissimulation pour cacher son ressentiment. Il invite tous les boyards à une grande fête, les reçoit à sa table, et au milieu des réjouissances déclare tout à coup qu'il est temps de punir les traîtres. Il désigne le puissant Schouiski, et ce boyard, jeté par les fenêtres, est livré aux chiens.

Ivan, délivré du joug des boyards, s'essayait déjà au crime et à la tyrannie,

lorsqu'un prêtre, nommé Sylvestre, tenta de le convertir. Il pénètre auprès du tsar, lui reproche ses crimes, lui ordonne de faire pénitence pour conjurer la colère de Dieu. Aux paroles du saint homme, Ivan fond en larmes, et s'écrie qu'il veut s'amender. Il prend Sylvestre pour confesseur, et donne la direction des affaires à un jeune boyard aussi distingué par sa piété que par ses talens, Adacheff, que les chroniqueurs regardent comme un ange descendu du ciel pour défendre le peuple. Pendant treize ans, le tsar fut un homme nouveau; il se montra juste, bon, redoutable seulement aux ennemis de la Russie. Ce fut une époque de félicité et de gloire. Moscou n'avait jamais été plus heureux, et les Mongols perdirent les royaumes de Kasan et d'Astracan.

Après une grave maladie, un changement fâcheux se manifesta dans les dispositions d'Ivan : il se mit à fuir sa cour, à préférer la solitude, à montrer de l'aigreur à Sylvestre et à Adacheff. Il ne tarda pas à se débarrasser d'eux, et fit périr dans les tourmens les boyards dont la vertu l'incommodait. Bientôt, se plaignant d'être trahi, délaissé, il quitta Moscou et voulut résigner le gouvernement. Il se retira au milieu des forêts, dans son repaire d'Alexandrowski, écrivant de cette affreuse résidence qu'il abandonne ses perfides sujets à eux-mêmes. Le peuple, saisi de douleur, pleure, sanglotte, crie qu'on est perdu, que Moscou ne peut subsister sans maître. Les boyards et les prêtres se rendent auprès d'Ivan, se jettent à ses pieds, et le conjurent avec larmes de vouloir bien les châtier, de ne les pas épargner, mais de revenir et de défendre l'église contre les infidèles. Le tsar exige le droit de disposer de la vie et de la fortune de ses sujets sans plus entendre les intercessions du clergé. Il crée aussi un corps de légionnaires dont il fait sa garde, et leur donne pour insignes une tête de chien et un balai, parce qu'ils doivent mordre les ennemis du tsar et balayer la Russie. Il est impossible de dire le malheur des villes qui servaient de résidence à ces féroces satellites. Elles étaient complètement dévastées, et Moscou fut bientôt entouré de déserts.

Ivan chercha alors, à l'étonnement de tous, un saint homme pour l'évêché de Moscou. Dans une île sauvage de la mer Blanche vivait un moine nommé Philippe, célèbre par sa rigidité et sa science. Ivan le nomma métropolitain; c'était pour le perdre. Dans une occasion solennelle, Philippe lui reprocha publiquement ses crimes. Ivan le fit tuer avec tous ses parens et ses amis, et ordonna un massacre général dans les villages qui leur appartenaient.

Ivan avait poursuivi de sa haine les boyards et le clergé : il lui restait à détruire les communes. Le tsar détestait les habitans de Nowgorod, de Tver, de Pskoff. Ces villes avaient depuis long-temps perdu leurs libertés; mais il y avait, disait-on, des gens qui les regrettaient. Un misérable vint accuser les Nowgorodiens de vouloir livrer leur ville à la Pologne. Le tsar, sur cette absurde calomnie, se met en marche avec son infernale légion. Partout ses soldats mettaient à feu et à sang les villes et les villages qu'ils traversaient, et quand on demandait aux légionnaires pourquoi ils exterminaient des peuples paisibles, ils répondaient, comme les Mongols, que, l'expédition devant se faire

au secret, il ne fallait laisser personne pour en porter la nouvelle. Ivan faisait même, dans sa fureur, égorger les animaux, comme si rien de vivant ne devait demeurer sur son passage. Il arrive devant Nowgorod. Le métropolitain vient à sa rencontre avec la croix et les bannières sacrées pour apaiser sa colère. Ivan lui répond qu'il est un hypocrite et devrait porter la croix dans son cœur et non dans ses mains. Les soldats se ruent sur la ville. Le tsar fit massacrer cent mille personnes. Ce qui échappa tomba dans une espèce de folie particulière. Ces pauvres gens passaient leur vie à creuser des trous dans la terre et à chercher des cadavres; ils ne parlaient que de meurtres, couraient presque nus dans les rues désertes, et mouraient de froid et de misère. Ivan marche ensuite sur Pskoff; il s'arrête sur une hauteur en vue de la ville, qu'il menace du geste. Pskoff était dans l'épouvante. L'évêque ordonne de faire sonner toutes les cloches, et de célébrer dans toutes les églises la dernière messe des morts. Le son des cloches fit une singulière impression sur le tyran; il se rappela une circonstance de sa jeunesse, se retira tout troublé, et la ville fut miraculeusement épargnée.

Ivan, de retour à Moscou, se reput de cruautés nouvelles. Il érigea des gibets en permanence sur la place publique; il faisait bouillir dans de grandes cuves, ou cuire dans des poêles, les moines et les favoris disgraciés. On coupait aux malheureux condamnés le corps, membre après membre; on les sciait en deux avec des cordes, on les écorchait vifs, et le tyran assistait à ces horribles supplices. Par une singulière coïncidence, ce fut sous Ivan que la Sibérie, cette triste prison qui attendait les victimes des tsars, fut conquise par quelques aventuriers cosaques. Une telle fortune était digne de lui.

Ivan finit par tuer son fils de sa propre main. Ce jeune prince, corrompu et féroce comme son père, le priait de lui permettre de marcher contre les Polonais. Ivan vit dans cette demande une espèce d'insubordination, et d'un coup furieux de bâton fendit le crâne de son fils. Le tsar mourut sans donner le moindre signe de repentir. Au moment d'expirer, il fit reculer d'épouvante, par sa lubricité, sa belle-fille, qui s'était approchée de son lit. Mais ce qui surprendra plus que tout le reste, le peuple, à la nouvelle de sa mort, courut par la ville en poussant des cris et en versant des larmes; les familles des boyards suppliciés se lamentaient et prenaient le deuil; tout le monde paraissait inconsolable.

Loin de rien exagérer dans ce récit, nous avons fait grace de traits affreux, que l'on peut trouver dans Karamsin, l'historien officiel de la Russie, et Karamsin lui-même dit qu'il en épargne beaucoup à ses lecteurs. On reste confondu devant cette longue suite de crimes. Dans cet excès de perversité, on ne reconnaît plus l'homme; on dirait une démence sortie de l'enfer. C'est pourtant cet insensé qui a fondé la puissance russe. Il a fait pour elle plus encore peut-être que Pierre-le-Grand; ce fou a eu presque du génie, à coup sûr une profonde habileté. Il semble d'abord impossible de pénétrer cette ame sinistre : l'énigme s'explique pourtant. Depuis des siècles, ce malheur se préparait. L'esprit sombre et cruel qui hantait les forêts finnoises et les

steppes mongoles a visité aussi le Kremlin : il a sévi dans Ivan, et fait éclater en lui ses tempêtes. On ne trouve d'abord point de motif aux massacres du tsar. On ne sait quelle rage irrite ce maniaque contre son empire. On s'étonne et l'on s'effraie de le voir changer en déserts des provinces paisibles et des villes fidèles : il obéissait cependant toujours, dans ses frénésies, à une haute raison politique, ou, si l'on préfère, à un savant instinct. Il rend muette l'église, en tuant Sylvestre et Philippe; il se débarrasse de la noblesse, en exterminant les boyards; il porte un coup mortel aux communes, en frappant Twer et Nowgorod. Il humilia donc ou anéantit tout ce qui avait quelque indépendance, et constitua le pouvoir absolu avec une vigueur extraordinaire. Il détruisit toutes les forces slaves et *mongolisa* la Russie. Ivan est le plus achevé des tyrans; il les résume tous. Il apparaît léger et débauché comme Néron, stupide et féroce comme Caligula, dissimulé et dévot comme Louis XI. On trouve dans ses lettres des expressions à la Tibère, le bavardage cafard de Cromwell, quelquefois aussi le style précis et mielleux de Robespierre déclamant contre la peine de mort. Comme Tschinguis-Khan surtout, il sanctionna par l'épouvante son despotisme. Il inspira une si profonde terreur, qu'elle a passé dans le sang des générations, et pour des siècles elle est devenue comme l'ame de la Russie.

Les sentimens du peuple ne furent pas moins contre nature que ceux du prince. Ni le déshonneur des femmes traînées au lit du tyran, ni les atrocités les plus révoltantes, rien ne souleva l'indignation. Il ne se forma aucune tentative contre les jours d'Ivan. Ce n'était pas lâcheté : non; les Moscovites adoraient, dans l'épouvante, ce maître terrible. Les boyards expiraient au milieu des tortures en priant Dieu pour lui. On se désola quand il quitta Moscou; il fut universellement pleuré à sa mort. Cela bouleverse nos pensées. Ce peuple était en délire comme son prince. L'influence finnoise, l'effroi de l'anarchie, lui donnaient une effrénée passion de servitude.

Pierre-le-Grand vint achever l'œuvre d'Ivan. Il détruisit ce qui restait de vie slave et de liberté, asservit entièrement l'église, et arma de nouvelles ressources le despotisme moscovite. Ce ne fut pas dans un autre but qu'il introduisit en Russie la tactique, les formes administratives, les sciences et les arts de l'Occident. Il ne demandait à l'Europe que des chefs de bureau, un état-major et des ingénieurs. Il ne voulait pas élever son peuple à une vie supérieure; il ne cherchait que des procédés plus habiles de gouvernement et des moyens de conquêtes, la force, en un mot, et non pas la civilisation.

Comme Ivan, Pierre vint au monde au moment d'un violent orage, et passa ses premières années dans un palais sans cesse troublé par de tragiques rivalités. Le spectacle des factions lui donna le mépris des hommes et le goût du sang. On sait comment Pierre débuta dans son œuvre. Il détruisit les *strelitz,* milice turbulente qui se mêlait des affaires du palais. Des milliers d'hommes périrent dans d'affreux tourmens. Pierre montra dans ces terribles exécutions le génie cruel d'Ivan; il s'exerçait à trancher lui-même

les têtes; il faisait aussi éventrer devant lui les seigneurs et les paysans, et les médecins lui expliquaient l'anatomie, dont il était grand admirateur.

Pierre avait un profond dédain de ce qui était russe. Usages, lois, langue même, il voulait tout détruire. Il poursuivit ce dessein jusque dans les moindres détails avec une inflexible logique et une brutale rigueur. Les hommes furent obligés de se couper la barbe. Les femmes reçurent l'ordre de suivre les modes étrangères. Pierre alla jusqu'à prescrire le mouvement de tête et de bras qu'elles devaient faire en entrant dans un salon, et le mot allemand que l'étiquette nouvelle obligeait à prononcer. Il réforma aussi, d'après les idées européennes, le code, les impôts, les finances, les tribunaux, et substitua la procédure secrète au jury, infatigable qu'il était à abolir les coutumes slaves.

Le tsar professait également un souverain mépris pour l'église; elle tomba, sous ses insultes, dans la dernière abjection. Pierre, dans ses lettres, ne désigne jamais les prêtres que par l'expression de *barbes de bouc*. Les évêques vinrent, après la mort du patriarche, lui demander d'en nommer un nouveau : il refusa, et répondit en frappant sur son front : « Voici votre patriarche, votre pape et votre Dieu. » Il y gagna d'être le chef spirituel de l'empire; les consciences lui furent asservies; l'homme devint tout entier esclave, et même dans la prière, ce suprême asile de la liberté, il se trouva sous le despotisme du tsar. Pierre confisqua tous les biens du clergé. Il sentait une répulsion instinctive contre les moines. Que voulait dire en Russie un homme qui ne sert pas l'empereur, qui a un autre chef, pauvre, content de son indigence, indifférent à la faveur ou à la colère du prince, craignant Dieu seul? Il est dans une sorte d'insubordination. — Un évêque, docile instrument du tsar, engageait les moines à s'occuper de jardinage, à soigner les malades, surtout à se bien garder de scruter les mystères de la foi. « Pourquoi apprendre? pourquoi lire? Le petit recueil que vous avez contient tout ce qu'il vous faut savoir. » Pierre défendit aux religieux d'écrire des chroniques; il leur interdit même d'avoir des plumes et de l'encre sans une permission expresse de l'évêque.

L'empereur dénationalisait la Russie, imposait violemment les coutumes européennes, transportait la capitale au milieu des tourbières de la Néva, créait un port et une flotte sur la Baltique, et tout ployait sous son énergie, lorsqu'il rencontra chez son fils une résistance imprévue. Il brisa l'obstacle. Cette triste histoire n'a pas encore été comprise. Les Russes n'osent pas la révéler : les actes officiels en sont soigneusement renfermés dans les archives secrètes. Les étrangers, flattant le pouvoir, ont fait d'Alexis un fou et un imbécile. Cette lutte n'est pas seulement celle du tsar et de son fils; la tragédie est plus vaste : c'est le génie slave qui se débat en vain une dernière fois contre le despotisme moscovite. Alexis, dans son malheur, représente tout un peuple.

Alexis, né de la première femme de Pierre, était Russe par caractère et par éducation. Sa mère l'éleva dans la dévotion. Il s'entourait de moines; il

aimait les contes populaires; il recherchait tout ce qui était slave. Cette pauvre ame était saisie d'effroi à la vue de ce qui se faisait en Russie. Alexis éprouvait une terreur instinctive à l'approche de son père, qu'il voyait acharné à détruire la législation et la religion du pays. Il s'enfermait et pleurait avec sa mère, quelques prêtres et quelques amis, sur le sort de l'empire. Mais Pierre ne le laissait pas tranquille; il voulait, à toute force, le soumettre à ses plans. Alexis s'enfuit pour échapper à cette persécution. Pierre lui adresse d'abord des lettres sévères et menaçantes; tout d'un coup, il devient tendre, presse son fils de revenir, promet de tout oublier, et jure par le saint-sacrement de ne lui faire aucun mal. Alexis croit son père et rentre en Russie. Il est aussitôt saisi et mis en jugement. Rien de plus effroyable que sa procédure. Pierre exige, en qualité de patriarche, la confession d'Alexis. Ce malheureux Slave, résigné et patient comme sa race, reconnaît le pouvoir spirituel du tsar, et confesse ses péchés. Il s'était surpris quelquefois désirant la mort de son père : il avoua toutes ses pensées secrètes. On s'arma contre lui de cette sincérité, et on le condamna pour une tentation à laquelle il avait résisté, pour un de ces coupables vœux qui traversent même l'esprit des saints. Pierre ajouta l'hypocrisie au crime. Il fit semblant de commuer la peine du prince en une détention perpétuelle, et le même jour, il donna, de sa main, à Alexis un breuvage empoisonné.

Pierre compléta l'œuvre politique des tsars en organisant l'armée russe. Ce fut là sa création la plus puissante. L'armée russe ne ressemble à aucune autre. Les paysans de Moscou, d'Arkangel, de Nowgorod, en formèrent le noyau. Ce sont des hommes de race finno-slave, grands et robustes. Ils ont une intelligence étonnante et le cœur sec. Leur regard offre quelque chose d'extraordinaire. Quand on observe attentivement leurs yeux, on s'effraie de n'y pas trouver de fond. La lumière en est vive et froide : on dirait la transparence d'un glaçon brillant. Les Slaves du midi, en entrant dans les cadres de l'armée, prenaient le caractère des Slaves du nord. Il s'est formé ainsi une population militaire à part. Les soldats, recrutés pour vingt-cinq à trente ans, ne revoient plus leur village; ils en oublient les mœurs et les traditions, et n'ont plus que leur régiment pour patrie. Les régimens sont éternels dans l'armée russe. Ceux que Pierre a créés subsistent toujours avec les mêmes noms, ils ont conservé la plupart leurs vieux drapeaux, et souvent, dit-on, les mêmes armes. On a vu plusieurs fois sur les champs de bataille les soldats russes abandonner leurs blessés pour sauver les casques et les sabres. Pierre donna à la discipline cette sanction de terreur qui n'a cessé d'entourer le souverain moscovite. Cette terreur descend du tsar aux généraux, aux officiers, aux soldats. La crainte est une émotion physique, la terreur un ébranlement de l'ame, et tout ce qui met l'ame en mouvement donne une force immense. La discipline russe produit des miracles. L'armée se trouvait une fois décimée par la contagion : le général défendit par un ukase aux soldats de tomber malades; ceux qui désobéirent furent enterrés vifs. L'épouvante fit cesser le fléau. Au siége d'Ismaïl, on prit pour l'escalade des échelles trop courtes. Les pre-

mières compagnies qui montent sont culbutées dans le fossé. Une nouvelle troupe s'avance : quelqu'un crie à l'officier qu'elle périra sûrement, qu'il doit attendre. L'officier refuse, n'ayant point de contre-ordre, et continue froidement sa marche, certain d'être précipité avec tous ses hommes. — Les colonnes russes s'avancent, silencieuses, résolues, incapables d'hésiter, poussées par une irrésistible fatalité; aucun péril ne les arrête; l'ordre du chef est pour elles le destin. On peut battre cette armée, on ne peut la vaincre. Le courage, la tactique, le talent, ne suffisent pas pour en triompher. Il faut lutter avec elle d'énergie intérieure, et opposer à la terreur qui lui donne l'élan la seule force plus grande, l'enthousiasme, comme la France de Napoléon, ou la Pologne dans ses jours de vertu.

Pierre-le-Grand enrôla dans la hiérarchie militaire tous les fonctionnaires civils, le clergé même, afin de mieux le désarmer et l'asservir. Les évêques eurent le grade de généraux, les archimandrites celui d'officiers-généraux, et ainsi de suite. Celui qui n'a pas de grade en Russie n'a pas d'existence sociale; même s'il est riche, il ne trouve pas de position et demeure sans emploi comme un homme inutile. La nation est dans l'armée. La Russie n'est qu'un vaste camp; elle offre l'étonnant spectacle d'un peuple agricole, d'une nation slave, d'un état européen qui se gouverne comme une horde tartare.

Nous ne suivrons pas plus loin l'histoire russe; nous en saisissons maintenant l'esprit; nous ne voulions pas davantage. Les évènemens ont travaillé, depuis des siècles, à donner au tsar une conviction qu'une théorie seule n'aurait jamais eu la force d'inculquer, à savoir qu'il est au-dessus de toute loi, de toute charte, de tout titre, qu'il porte en lui la source même du pouvoir. Comme Dieu, il est monarque absolu, infaillible, souverain même des ames, et partout présent par son autorité. Seulement, au lieu de régner par l'amour, il commande par la terreur, et s'entoure de supplices et d'ombre. Ce maître inexorable est trop au-dessus des autres hommes pour être leur pareil, il n'a point de semblables, et dans ce superbe isolement il est puni par de secrètes épouvantes, hanté par des fantômes de trahison, quelquefois frappé de délire. Tel est cet être exceptionnel, immense, infortuné, terrible.

Ce dieu terrestre a soixante millions de sujets, ou mieux de créatures qui ne respirent que par lui et pour lui, et lui vouent un culte mêlé de terreur. Chose étonnante! ce lourd despotisme n'énerve et n'engourdit point. Il donne à ces multitudes obéissantes une rude énergie, il allume en elles une fièvre d'ambition qui ne cesse de les stimuler. Les Russes sont au même niveau devant leur maître, tous également néant à ses yeux; mais une hiérarchie savante les échelonne entre eux. Point de noblesse; à la place, une infinité de grades, et comme le tsar abaisse ou élève à son gré, et que l'homme esclave veut se dédommager de son abaissement par des titres, cette foule brûle d'une avide soif d'avancement. Toutes ces prétentions ennemies redoublent ensemble de zèle pour le tsar; ces jalouses rivalités sont enrégimentées sous ses ordres, et ces haines dociles entretiennent sans trouble une perpétuelle fermentation. Mais les généreux sentimens ne sont pas permis; ils affranchissent l'ame et

la pousseraient à la révolte. Si quelqu'un s'indigne des crimes qui souillent ce régime, il doit étouffer dans son cœur justice et pitié; aussi bien serait-il impuissant. La vérité n'est pas tolérée non plus : le tsar espionne partout. Le silence pèse depuis des siècles sur ce triste empire; silence affreux, car ces douleurs et ces ambitions muettes n'en sont que plus âpres.

Encore une fois, nous n'exagérons rien. Il y eut sans doute en Russie quelques princes justes et bons, dont le caractère était en opposition avec l'esprit du gouvernement; mais ils finirent par céder à l'influence d'une vieille tradition, ou devinrent les victimes de leur résistance. En vain voudrait-on le dissimuler : aucune histoire n'est sombre comme celle de la Russie. On frémit au spectacle qu'elle déroule. Mais quelle force! la force de la passion; passion du commandement chez le tsar, ferveur de la servitude dans le peuple. L'autocratie est le paroxisme de la tyrannie prolongé pendant des siècles.

M. Mickiewicz a appelé la Russie une convention en permanence. Ceci semble d'abord bien hasardé. Malgré les différences, et il est superflu de les signaler, il y a cependant plus d'une analogie. L'orgie de la liberté ne fut pas sans ressembler à celle du despotisme. Ici et là, également terreur et esprit de ruine. Les tsars n'ont organisé, comme la *montagne,* qu'une formidable puissance de destruction. La conquête indéfinie est le mot d'ordre de leur empire. Les doctrines dont relevait la convention, par plus d'un point, se rapprochent du système russe. La philosophie du XVIIIe siècle était fort en vogue à Saint-Pétersbourg. Le pouvoir absolu craint peu le matérialisme. Les philosophes sapaient la religion; mais les tsars avaient depuis long-temps avili l'église et retiré toute influence au clergé. Aussi Voltaire, dans sa vieillesse, se prit d'une vive sympathie pour la Russie, et félicitait cet heureux pays de ne pas connaître d'abbés. Tandis que les philosophes attaquaient la sévérité des mœurs, la licence était érigée en système à la cour de Catherine. Le mariage mystérieux de la pensée moscovite et de l'esprit encyclopédiste se fit dans cette femme, pleine de sagacité et de finesse, froide de cœur et sensuelle, qui unissait le génie d'une civilisation raffinée et égoïste à la cruauté et au despotisme des chefs mongols, et préside, avec Ivan et Pierre, aux destinées de l'autocratie.

Ce pouvoir qui règne au dedans par la terreur menace tout au dehors. La Russie est redoutable moins encore par son étendue que par l'esprit qui l'anime. Il y a une grande différence entre le tsar et les autres monarques. Son autorité réside en lui-même; elle est absolue au sens propre du mot. Les autres souverains en appellent à quelque pacte pour établir leurs droits; toujours un principe les domine. Le tsar seul n'a rien au-dessus de lui. Il est l'incarnation du pouvoir sur la terre; il a donc droit au commandement du monde, et aucun trône n'est à la hauteur du sien. Les Russes le croient ainsi. Le petit peuple serait scandalisé si son maître s'avisait d'avouer publiquement qu'il n'est que l'égal des autres princes; il est persuadé que le tsar a juridiction sur eux, et peut, à son gré, les déporter en Sibérie. L'armée, par la même superstition, se regarde comme la seule armée véritable, et voit dans les

troupes qui la combattent des traîtres et des insurgés. La nation entière se promet un empire sans limites. « A quoi bon des alliances ? dit-elle fièrement avec son poète Djerzawine. Nous n'en avons pas besoin. Fais un pas, ô Russe! un pas encore, et l'univers est à toi. » Ces espérances ne sont pas nées d'aujourd'hui. Les Russes étaient encore cachés dans les forêts de la Moscovie, faibles, humiliés par les Mongols, que déjà ils faisaient un rêve superbe et ne doutaient pas de leur grandeur future. Cette foi est inséparable de l'autocratie. On ne peut croire au tsar sans croire que le monde lui appartient. Aussi les Russes sont-ils à la fois le plus esclave et le plus orgueilleux des peuples.

L'Asie ne leur suffit pas. Le tsar agite les Slaves de l'Autriche et de la Turquie, et s'annonce comme le chef de leur race, le seul qui puisse la conduire à de grandes destinées. Il se donne auprès des chrétiens grecs pour leur pontife et leur défenseur. Par les alliances et mille sourdes menées, il prend partout pied en Allemagne, et toujours avec je ne sais quoi de hautain qui subjugue et devrait avertir. Son influence pénètre plus loin. A Paris même, il a ses cercles dévoués, ses journalistes, ses agens. Tant que l'esprit de l'autocratie animera la Russie, elle ne voudra jamais s'arrêter; elle sera entraînée à tout envahir, et méditera, quoi qu'elle dise, la guerre contre le reste du monde. Cette politique agressive est d'autant plus redoutable, qu'elle a, pour servir un dessein arrêté depuis des siècles, l'élan national, la force militaire, un impénétrable secret, et la plus habile diplomatie. Elle est patiente parce qu'elle se sent forte, perfide, car elle ne prend au sérieux la légitimité d'aucune puissance, altière, astucieuse, persévérante, insatiable. Rome autrefois fut ainsi l'ennemie de tous les peuples; elle leur ravit la liberté, et dès son humble origine se crut appelée à les dominer.

III. — LA POLOGNE.

La Russie s'est formée à l'école des Mongols; la Bohême a imité l'Allemagne; la Pologne, au centre des états slaves, était plus à l'abri des influences étrangères; seule, parmi eux, elle est demeurée fidèle au génie national.

La Pologne devint une démocratie nobiliaire. La langue ici nous trahit. Le français n'a pas de mot pour désigner cet ordre équestre qui formait la république. Noblesse éveille une idée fausse : il n'y eut en Pologne rien de pareil à la féodalité, ni droit d'aînesse, ni hiérarchie. Les Lèques prirent pour eux les redevances que les Slaves payaient à leurs miliciens, et se chargèrent en retour de défendre le pays. Ils devinrent chefs militaires et civils de la commune; ils en furent les gérans et plus tard les possesseurs. Dans l'origine, les paysans étaient assujétis à des corvées sans être serfs, et vivaient familièrement avec leurs seigneurs. Les Lèques se mêlèrent aux Slaves et adoptèrent leurs coutumes. L'ordre équestre s'organisa comme la commune primitive : seulement la patrie remplaça pour lui la *sloboda*. Il réserva d'abord, sous le nom de *starosties*, une partie du territoire, le quart de la Po-

logne, que l'on distribuait, en fiefs viagers, aux plus illustres guerriers, pour leur donner les moyens de servir l'état. Les gentilshommes, du reste, s'estimaient, comme les colons slaves, tenanciers plutôt que propriétaires de leurs domaines privés. Ils les avaient reçus de la patrie, qui seule en avait la vraie possession, et ils furent toujours, pour son service, prodigues de leurs biens, croyant moins faire en cela une action généreuse que payer une juste dette.

A l'exemple aussi des colons slaves, ils étaient tous égaux et frères, et chacun l'égal de tous. Ce n'était point, comme dans les démocraties modernes, le peuple qui était souverain; c'était chaque citoyen. Chacun possédait la patrie tout entière à soi, sans partage, exerçait sur elle une sorte de droit absolu, et était grand de toute la grandeur de la Pologne. Le *veto* d'un seul paralysait la volonté publique. Dans les dangers extrêmes, les citoyens pouvaient se liguer sous serment pour sauver leur patrie; la majorité faisait alors loi entre eux, mais c'était, à leurs yeux, une tyrannie passagère, comme la dictature à Rome. Dès que la république revenait à une situation régulière, les décrets d'une confédération devaient, pour garder force, être acceptés par une diète unanime. Les droits qui exaltaient à ce point la puissance individuelle réprimaient en même temps l'égoïsme. La république ne pouvait subsister qu'à force d'abnégation. L'ordre et le concert ne se maintenaient que par l'universel dévouement. L'esprit de sacrifice était le secret d'état de la Pologne.

C'était, en toutes choses, un service de franche et bonne volonté. Rien ne se faisait par contrainte. Point de trésor; on s'imposait volontairement dans les besoins de l'état. Point de troupes permanentes; mais des armées surgissaient au premier appel de la patrie. Point de dignités héréditaires; la royauté même était élective. Point de fonctions salariées; les charges obligeaient au contraire à de grandes dépenses. Les ambassades surtout étaient onéreuses. L'ambassadeur défrayait s on cortége, faisait des présens aux puissances étrangères, et donnait à la république ceux qu'il recevait. Il se ruinait quelquefois en nobles folies pour soutenir l'honneur de la Pologne. On ne connaissait pas non plus les tribunaux permanens. On se réunissait en jury pour juger les causes, et des hommes zélés allaient s'emparer du coupable.

Chaque citoyen devait donc, si j'ose le dire, se dépenser tout entier, cœur, sang et fortune, pour son pays. Les institutions travaillaient toutes à le former au sacrifice en même temps qu'à la liberté. Elles ne ressemblaient à celles d'aucun autre peuple : les plus belles en ce sens qu'elles proposaient une vie idéale de fraternité et de dévouement; les plus défectueuses aussi, car l'anarchie était inévitable dès que la vertu faiblissait.

Bien différent de ce libéralisme étroit qui rend l'homme médiocre, et ne faisant de lui qu'une fraction de la foule, le provoque à l'égoïsme, la liberté polonaise donnait à l'homme une dignité infinie, commandait le renoncement, et allumait ainsi la pensée de Dieu dans le peuple. Par le bienfait des

coutumes publiques, par une suite de glorieux exemples, par l'habitude de longs siècles, l'enthousiasme est devenu l'ame de la Pologne, comme la terreur est l'ame de la Russie. Le tsar est tout en Russie; la patrie, tout en Pologne. Nulle part elle n'a imposé autant de devoirs, ni inspiré un amour aussi fervent, aussi religieux. Elle est, pour les Polonais, plus que le sol natal; elle est surtout cette société idéale que veulent édifier les institutions publiques. Ce culte de la patrie est aussi généreux que fidèle. Le Polonais veut pour elle l'indépendance et non pas les conquêtes, l'honneur plutôt que l'empire. Il se vante de n'avoir jamais attaqué le premier, et son patriotisme est, plus que nul autre, pur de haine, dévoué, chevaleresque.

Aux grandes occasions, la Pologne entière était convoquée, et c'était alors qu'éclatait le mieux l'esprit national. Tout le pays était en mouvement; on eût dit une levée en masse : le Livonien arrivait dans son carrosse, escorté de fantassins allemands portant la carabine à mèche; le Cosaque se précipitait à cheval des bords du Dnieper; palatins, starostes, castellans, accouraient avec leurs hommes, gens de bonne mine et de bonne maison, bannière en tête. Il venait ainsi jusqu'à plus de cent mille nobles, étrange parlement qui campait sur les bords de la Vistule. Cette assemblée de gentilshommes, ardente, mobile, fougueuse, unissait à la fierté aristocratique le sentiment populaire. Ils délibéraient à cheval, en armes, et supportaient mal les longs discours. Aux allocutions des orateurs se mêlaient les hennissemens des chevaux, souvent aussi la musique des balles. Il fallait avoir parole et main promptes; à la moindre provocation, chacun de prendre ses pistolets à l'arçon; une étincelle allumait les colères, et c'était alors une mêlée à grands coups de sabre. On aimait ces allures martiales de la discussion; l'éloquence avait peu de prises, la réflexion moins encore. Tout se faisait par élan de cœur dans cette foule héroïque. Quelquefois un mot imprévu, jeté par une voix dans l'orage, était répété d'acclamation. Ces entraînemens semblaient un ordre de l'esprit saint. L'enthousiasme servait de tactique; une inspiration soudaine pouvait seule maîtriser ce superbe désordre.

Ce fut sous les Jagellons que la Pologne brilla de tout son éclat. La dynastie des Piasts s'était éteinte; on appela le roi de Hongrie au trône. Il laissa deux filles, et l'une d'elles fut proclamée reine. C'était une jeune princesse de quatorze ans, d'une merveilleuse beauté et d'une grande piété. Elle avait été autrefois fiancée à un seigneur allemand, jeune, beau et vaillant; mais le duc de Lithuanie, charmé par tout ce qu'on lui disait d'elle, envoya demander sa main. Il était païen, âgé, et, comme tous les siens, cruel et farouche. La jeune reine, effrayée, ne voulait pas entendre parler de cette union. La noblesse et le clergé lui représentèrent que ce sacrifice gagnerait à la foi les païens du Nord et rendrait à la Pologne des milliers de captifs gardés dans d'impénétrables forêts. La sainte jeune fille se résigna et fut bénie. Le duc la rendit heureuse : il sembla avoir, après son baptême, abjuré son ancien caractère; il s'attacha les Polonais par sa clémence et par l'oubli des injures, et fut le modèle d'un prince chrétien, miséricordieux et paternel.

Ses successeurs suivirent tous son exemple : on ne trouve pas ailleurs une telle suite de bons princes. Durant deux siècles, on n'a pu accuser les Jagellons d'aucune mauvaise action commise par intérêt personnel et dynastique. L'influence exercée par ces princes généreux fut salutaire pour la Pologne. Les courses conquérantes des Lithuaniens cessèrent, ils furent unis aux Polonais, et, grace à l'habileté et à la douceur des Jagellons, la fusion des deux peuples ne coûta pas une goutte de sang. L'ordre teutonique, croisé contre les païens du Nord, vit ses progrès arrêtés par cette conversion, et ce voisin dangereux ne tarda pas à être réduit. Les Jagellons réunissent aussi plus d'une fois à leur couronne celles de Bohême et de Hongrie, disposent de la Moldavie et de la Valachie, battent les Tartares et les Russes, poussent jusqu'en Crimée et jusqu'à Moscou, et défendent la chrétienté contre les Turcs. Avec eux, la Pologne tient le sceptre des pays slaves. Cette époque est également illustrée par les lettres. La Pologne compte alors avec orgueil ses poètes, ses historiens, ses orateurs, ses savans. L'université de Cracovie est fondée, et Copernic lui donne une célébrité européenne.

La Pologne avait trop de bonheur; elle voulut jouir au lieu de s'élever toujours plus près de son idéal : ce fut ce qui la perdit. Les gentilshommes menaient une vie heureuse, brillante, chevaleresque, vie de château, de chasse et de guerre. De la Baltique à la mer Noire, toutes les familles se connaissaient. C'était une parenté qui étendait son réseau sur la Pologne entière. L'hospitalité resserrait encore ces liens. Jamais il n'y eut si franche camaraderie. On pleurait de joie, on s'embrassait en se rencontrant. Mais qu'il était facile de troubler cette fête! La Pologne ne subsistait que par l'esprit de sacrifice; sous l'influence des plaisirs, elle s'en déshabitua. L'égoïsme et l'orgueil prirent les nobles. Ils n'étaient, dans l'origine, qu'une confrérie militaire et patriotique; ils se parquèrent comme une caste, et rien n'était plus contraire au génie slave et à leur institution primitive. Fiers de leur nombre, de leur gloire, de leurs libertés, ils fermèrent jalousement l'accès de leur ordre, jusque-là très facile, se firent concéder de nouveaux priviléges, annulèrent la royauté, écrasèrent sans pitié le pauvre paysan, forcèrent les bourgeois à vendre leurs terres, avec défense d'en acquérir à l'avenir, et interdirent aux évêques de recevoir dans les ordres un homme qui ne fût pas noble. Un abîme sépara en deux la nation : d'un côté, une multitude esclave, dépouillée, malheureuse, toujours plus ennemie de ses oppresseurs; de l'autre, l'ordre équestre, hautain, dissipé, factieux : aristocratie remuante et dégénérée. Il y avait là injustice cruelle et menaçant péril.

Diverses causes hâtèrent le déclin de la Pologne. La dynastie des Jagellons s'éteignit, et les désordres des élections recommencèrent. La réforme pénétra dans le pays, amenant avec elle les sectes et les disputes. Un traître dont le nom est maudit par la Pologne, Sicinski, nonce d'Oupita, fit faire à sa nation le dernier pas vers la ruine. Il prononça le *veto* qui arrêtait les délibérations, mot que depuis des siècles on n'avait pas entendu. Dès que l'usage de ce droit terrible s'introduisait, les diètes unanimes devenaient impossibles, le

gouvernement était suspendu de par la constitution, l'anarchie sanctionnée par la loi. Il semble que la Pologne aurait dû renoncer à des institutions trop généreuses pour elle, cependant elle persista à les garder; aussi bien n'aurait-elle rien gagné à adopter des lois étrangères. L'enthousiasme était si bien son ame, qu'elle devait périr une fois cette flamme éteinte. La Pologne n'aurait pu se façonner à une constitution fondée sur un autre principe. Il n'y avait point de ressources pour elle ailleurs, et sa chute ne fut retardée que par les retours passagers de la nation à l'enthousiasme, ou par les efforts de quelques grands citoyens animés de cette vertu polonaise.

Le mal s'était déclaré sous le dernier des Jagellons, Sigismond-Auguste, qui descendit au tombeau l'amertume dans l'ame. De funestes pressentimens l'accablaient, et, quand on lui demandait de désigner son successeur, il montrait tristement le Nord. La Russie, en effet, grandissait dans ses déserts. Ivan lui donnait la force avec l'unité, et cette puissance épiait déjà la Pologne, espérant bien en faire un jour sa proie. A l'époque des premiers désordres, une voix solennelle se fit entendre. Un prêtre éloquent, Scarga, apparut pour rappeler la Pologne au devoir; on aurait dit que la conscience publique avertissait les citoyens par sa bouche avant qu'il fût trop tard, et annonçait d'inévitables malheurs, si l'on s'égarait davantage. Mais tout fut inutile. Scarga ne cessait d'exhorter les Polonais au patriotisme, il les conjurait de laisser les querelles, il tançait une noblesse turbulente, il défendait contre elle la royauté et le malheureux paysan; il combattait aussi la réforme de toute sa puissance. C'est surtout dans les sermons politiques qu'il prononçait à l'ouverture des diètes qu'éclate son véhément génie. Les nonces, presque tous protestans, haïssaient Scarga. Ces hommes fiers l'interrompaient souvent par des murmures; ils se tenaient debout devant l'autel, et quand le prêtre élevait l'hostie, ils affectaient d'agiter leurs bonnets surmontés d'une aigrette en diamans. Scarga reçut un jour un soufflet, au sortir de l'église; on voulut même l'assassiner. Il disait sans peur à ses ennemis irrités les vérités les plus dures, et telle était sa force, que souvent il les maîtrisait.. Comme les prophètes hébreux qui prédisaient à Jérusalem les verges et les bénédictions, qui saluaient avec ravissement ses triomphes et tout à coup pleuraient ses désolations, Scarga aussi bénit et maudit, exalte et humilie, célèbre et menace à la fois. Telle est sa sublime éloquence. C'est la ferveur de la justice, l'esprit de pénitence, le zèle d'un patriotisme tout pénétré de Dieu; aucun soin de plaire, nulle division, nul artifice, toujours un discours qui jaillit des profondeurs de l'ame.

La Pologne était alors glorieuse et puissante; mais les prospérités présentes n'aveuglaient point Scarga. Il voyait les anciennes vertus déchoir, et il déclarait des châtimens certains. Il peignit l'infortune future de sa patrie avec une vérité si frappante, qu'il semble y avoir assisté en esprit : « L'ennemi qui épie l'occasion de vous écraser, disait-il, s'avancera vers vous, et vous saisissant par votre côté faible, mettant la main sur vos discordes, il s'écriera : Maintenant que leur cœur n'est pas d'accord avec lui-même,

ils sont perdus! Leur pied glisse, ils tombent, nous n'avons qu'à les dévorer. Ces libertés dont vous êtes si fiers deviendront la fable de la postérité et la risée du monde. Les vastes états mariés à la Pologne vont s'en détacher, vos dissensions ayant brisé les liens mystérieux qui les unissaient. Votre patrie restera comme une hutte de gardien placée près d'un jardin dont on aura cueilli tous les fruits, une hutte désormais inutile, qui s'écroule abandonnée à la fureur des tempêtes d'hiver. Votre race, vous la verrez dégénérer, et les restes s'en iront dispersés par le monde, et vous serez condamnés à subir une métamorphose horrible, forcés à prendre la nature et les habitudes d'un peuple qui vous hait et qui vous méprise. Ne craignez pas la guerre et les invasions, vous périrez par vos discordes intérieures. »

Un jour, Scarga est interrompu par l'arrivée du courrier qui apportait la nouvelle d'une brillante victoire remportée sur les Suédois. On se jette à genoux; il entonne le *Te Deum*, puis il s'arrête comme frappé d'une vision, et, dans un trouble pathétique, il profère cette plainte : « Qui me donnera assez de force pour pleurer jour et nuit les malheurs de mon peuple? Tu es donc devenue veuve, belle terre, mère de tant d'enfans! Je te vois dans la captivité, ô royaume orgueilleux! tu te lamentes sur tes fils, tu ne trouves personne qui veuille te consoler. Tes anciens amis te trahissent et te repoussent. Tes princes, tes guerriers, chassés comme un troupeau, traversent la terre sans s'arrêter et sans trouver de pâturages. Nos églises, nos autels, sont livrés à l'ennemi : le glaive se dresse devant nous; la misère nous attend au dehors, et cependant le Seigneur dit : — Allez! allez toujours! — Mais où ironsnous, Seigneur? — Allez mourir, vous qui devez mourir! allez souffrir, vous qui devez souffrir! » On n'entend pas sans émotion ces paroles; elles retentirent vainement, il y a trois siècles : aujourd'hui la douleur de tout un peuple leur répond.

Un siècle plus tard, la Pologne fut envahie de tous côtés et un moment effacée de la carte. Les Russes prirent Smolensk et Polotsk; les Cosaques se détachèrent de la république; le prince de Transylvanie entra dans Cracovie; les Suédois s'avancèrent jusqu'au cœur du pays. La noblesse, mécontente du roi, arbora les couleurs de la Suède. Jean-Casimir, abandonné, passa la frontière et se cacha en Silésie. Un prêtre héroïque resta seul fidèle à sa patrie. Dans le diocèse de Cracovie s'élève, au milieu de vastes plaines, une petite montagne appelée Clermont (*Clarus Mons*). C'est là qu'est bâti le couvent fortifié de Yasna-Gova, célèbre dans les pays slaves par une image miraculeuse de la Vierge. On y vient de tous côtés en pèlerinage, et d'immenses trésors s'y trouvaient alors accumulés. De toute la Pologne, il ne restait de libre que ce rocher. Un détachement suédois crut s'en emparer par un coup de main; mais il s'y trouva un homme contre lequel devait se briser la fortune de la Suède, le prieur Augustin Kordecki.

Le général Miller, apprenant la résistance du couvent, arrive avec huit mille hommes et vingt canons de campagne. Il n'y avait dans le fort que

soixante-huit moines, cent soixante soldats, et cinquante nobles avec leurs familles, en tout quatre cents hommes en état de porter les armes. D'après la loi martiale de l'époque, une garnison qui défendait une place incapable de résister était passée au fil de l'épée. Les Suédois étaient très cruels, et détestaient particulièrement les moines. Les religieux savaient donc ce qui les attendait. Il y avait aussi dans la forteresse une foule de femmes, de vieillards et d'enfans, accourus de tous côtés pour se mettre à l'abri des violences de la soldatesque. Le général fit ouvrir la tranchée. Toutes les espérances humaines des moines reposaient sur la petite armée du général Tscharneski; mais ce corps, après avoir quitté Cracovie sur la foi d'un armistice, fut assailli et désarmé. On amena ces troupes en triomphe sous les yeux des assiégés. A cette vue, la garnison perdit courage, se révolta, et demanda au prieur de capituler. Kordecki fit arrêter le commandant, chassa quelques canonniers, envoya dans chaque détachement des théologiens éloquens pour ranimer les soldats, augmenta la solde de la troupe et lui fit de nouveau jurer fidélité. Ces mesures prises, Kordecki soutint un nouvel assaut. Au plus fort de la canonnade, pendant que les soldats faisaient leur service, les uns auprès des canons, les autres sur les toits pour empêcher l'incendie, tout à coup une musique céleste retentit au haut des airs comme un hosanna de victoire. L'orchestre et les chantres du couvent étaient montés au sommet de la tour et entonnaient, par-dessus le bruit du combat, le cantique de la Vierge. Cette musique donna aux Polonais joie et ardeur; elle empêcha aussi les blasphèmes des Suédois d'arriver aux oreilles des femmes, et l'on décida que le même hymne serait entonné sur la tour aux heures du plus grand danger.

Le général suédois fit alors venir de l'artillerie de siége. Les nobles eux-mêmes perdirent tout espoir et voulurent à leur tour capituler. Ils menacèrent plusieurs fois de quitter le couvent. Des nouvelles désolantes arrivaient de toutes parts. Les moines les plus jeunes, dont la foi était moins éprouvée, finirent aussi par trouver la défense impossible. Enfin les nobles de la province accoururent redemander leurs femmes et leurs enfans pour les sauver des périls d'une prise d'assaut. Kordecki eut encore à résister aux cris et aux larmes de ceux qui venaient réclamer leurs familles. Il eut la force de ne pas fléchir. Il prévoyait que, si quelqu'un s'éloignait de la forteresse, les soldats perdraient toute confiance. Il ne laissa sortir personne. Ce courage étonnait les ennemis. Le général Miller, qui se moquait des miracles, croyait à la magie; il avait peur des visions, et prenait les moines pour des sorciers. Les Cosaques et les Polonais qui servaient avec les Suédois cherchaient, après les assauts, à obtenir l'entrée du couvent pour faire leurs dévotions à la Vierge. Enfin on apprit un jour de fête que Tscharneski faisait quelques tentatives pour chasser les Suédois de la grande Pologne, que le roi passait la frontière, que les soldats, honteux de voir une petite forteresse résister plusieurs mois, quittaient le drapeau ennemi. Des troupes s'avancèrent au secours du couvent, et Miller dut lever le siége après des pertes considérables.

Kordecki montre ce que peut un cœur simple et grand. Il ne voulut en rien transiger avec le devoir; ce fut là sa force. Son courage humble et calme n'a rien d'humain : la foi en a le secret. De toute une grande nation abattue Kordecki était seul resté debout. La Providence épuisa en vain contre lui toutes les tentations. Soldats, nobles, jeunes moines l'abandonnent; il ne lui restait que quelques vieillards : Kordecki demeura inébranlable sur son rocher, tenant haut déployée la bannière de la patrie, le cœur assuré, le regard élevé au ciel. Il évoqua par un exemple héroïque l'esprit national, et de son ame rayonna un enthousiasme qui anima ses compagnons, troubla les ennemis, se répandit au loin, et électrisa enfin toute la Pologne.

Il s'écoule encore, après ces guerres, un siècle de facile bonheur et de relâchement. La Pologne finit par tomber au dernier degré d'abaissement. C'est un chaos de partis, de luttes, de petites révolutions qui croisent leurs désordres. L'ambition divise les grandes familles. La Prusse, la France, la Russie, intriguent. Stanislas n'est que l'amant faible et joué de Catherine : en réalité, c'est elle qui règne à Varsovie. Son insolent ambassadeur, Repnin, affiche son mépris pour un peuple humilié. Les soldats russes occupent les villes, cernent les diètes de leurs baïonnettes, saisissent les citoyens les plus courageux, et les déportent en Sibérie. Jamais plus fière nation ne fut plus outragée. La Pologne frémissait de colère, mais l'anarchie paralysait ses forces. L'excès de la honte fit enfin éclater l'indignation et le désespoir. Quelques généreux citoyens se confédérèrent. Ils n'étaient qu'une poignée, sans canons, sans forteresse, sans discipline. Ils ne calculent pas ce qu'ils peuvent, ils ne pensent qu'au devoir, et ils forment le projet d'écraser les Russes. Cette fois encore des prêtres sont à la tête du mouvement. Les évêques de Cracovie et de Kamienski le préparent. Le père Marc, que le peuple vénérait comme un saint, vient à Bar bénir les confédérés, et prêche le soulèvement dans la province. La Pologne entière fut émue. Partout il se formait des associations armées. C'étaient des corps de deux, trois, quatre cents cavaliers, qui parcouraient les vastes plaines de la Pologne, de Kiew jusqu'en Prusse, de la Baltique à la mer Noire. Les Russes tenaient les villes et les forteresses; leur centre d'opération était à Varsovie. Ils pouvaient ainsi facilement couper les communications, attaquer les partis détachés, et suivre un plan régulier. Leurs cruautés furent affreuses; ils brûlèrent des milliers de villages, et les populations, sans abri, erraient misérablement dans les campagnes. Mais cette conduite ne fit qu'exaspérer les victimes. Les confédérés, harcelés sur tous les points, ne cessaient de se renforcer. Les hommes allaient les joindre dans les forêts, les dames envoyaient leurs bijoux aux sultanes pour les intéresser à la cause de la Pologne. Les héros de la confédération faisaient des prodiges de valeur. L'histoire de cette guerre semble un roman épique plein d'aventures extraordinaires et d'incroyables prouesses. Pulawski, le plus brave des confédérés, montra la plus téméraire audace. On le craignait si fort qu'on lui offrit l'amnistie, et qu'on lui promit même de retirer les troupes

russes de la Pologne. Il répondit qu'il irait alors les chercher à Saint-Pétersbourg. Il finit par être pris dans une rencontre où, les siens lui criant de se retirer, il se jeta seul sur l'ennemi. Un autre confédéré, Beniowski, pris aussi dans un combat, envoyé à l'extrémité de la Sibérie, se conjura avec les déportés, chassa la garnison, força les pauvres Kamtschadales à jurer fidélité à la Pologne, et défendit six mois sa conquête contre les régimens russes. Obligé enfin de céder au nombre, il se jette sur un mauvais navire avec ses compagnons, cherche le passage du Nord, et navigue avec bonheur sur ces mers inconnues. Repoussé par les glaces, il revient vers le midi, découvre plusieurs îles, aborde au Japon, à Formose, aux Grandes-Indes, trouve une frégate, arrive en France, donne au gouvernement des nouvelles des confédérés, le sollicite en leur faveur, et dépose les archives du Kamtschatka à Paris, où elles se trouvent encore. Elles contenaient un projet d'invasion de la Chine par les Russes, et on envoya cette pièce à Pékin.

L'Europe entière commençait à s'intéresser aux confédérés; l'incendie qu'ils avaient allumé se propageait au loin. Les Tartares et les Turcs furent entraînés à la guerre, la Grèce s'agitait, tout l'Orient était en feu. La Pologne montrait ce que l'amour exalté de la patrie peut faire de miracles. Mais la pensée d'indépendance et l'enthousiasme qui l'inspiraient menaçaient la politique des états voisins. Le gouvernement militaire de la Prusse, le despotisme du tsar, la police de l'Autriche, avaient à craindre le périlleux exemple que donnait la république. Frédéric comprit le danger; il communiqua ses inquiétudes à Marie-Thérèse, et ils conçurent avec Catherine l'idée de démembrer la Pologne. On sait comment leur projet s'accomplit; cent mille Autrichiens et Prussiens cernèrent ce malheureux pays. Après des combats meurtriers, on délogea les confédérés de leurs positions, et l'on finit par donner ordre de poursuivre et juger comme des brigands ceux qui gardaient les armes. Ainsi s'acheva le plus grand crime de l'histoire moderne. La Prusse, que la Pologne avait épargnée sous les Jagellons, l'Autriche, que Sobieski avait sauvée devant Vienne, se réunirent à la Russie pour accabler un peuple généreux qui avait été leur bienfaiteur, et elles l'assassinèrent lâchement. Ce n'était pas seulement une riche dépouille qu'elles avaient convoitée; elles avaient voulu éteindre le vaste foyer de liberté qui brillait au centre de l'Europe absolutiste; elles espéraient tuer la Pologne corps et ame. Cette héroïque nation essaya de se relever, mais ce fut en vain; toutes les fois son martyre recommença plus cruel. Voici bientôt un siècle qu'il dure, et cependant la Pologne n'a pas cessé d'espérer.

IV. — ÉPOQUE NAPOLÉONIENNE.

La révolution française et Napoléon ouvrent aux Slaves comme une ère nouvelle. Alors pour la première fois, ces peuples entrent en relation étroite avec l'Occident, sortent de leurs limites, et se promènent en armes d'un bout

de l'Europe à l'autre. Toujours leurs vieilles haines les divisent. La lutte recommence entre la Russie et la Pologne; dans les guerres de la république et de l'empire, les deux nations suivent des drapeaux ennemis et ne cessent de se combattre.

La révolution se propageait et triomphait de tous les obstacles lorsque Paul monta sur le trône des tsars. Ce prince était, par nature, par éducation, par position, demeuré séquestré de la cour. Sa mère le détestait et l'entourait d'espions. Paul avait passé sa jeunesse dans la solitude; son ame généreuse et forte s'y développa; il prit en aversion l'injustice dont il était victime lui-même, et les crimes qu'il voyait commettre. Paul observa les progrès de la révolution en philosophe. Les légitimistes avaient trouvé hospitalité sur le sol russe; il les connut, embrassa leur système, et se crut le représentant du droit divin outragé. A la mort de Catherine, il prit tranquillement possession de l'empire. Il ne s'était jusqu'alors jamais mêlé de gouvernement; mais, comme Sixte-Quint, il parut tout d'un coup rajeuni, et même plus haut de taille. On a souvent parlé des singulières manies de Paul; M. Mickiewicz en donne une explication ingénieuse et nouvelle. Jamais monarque n'affecta un tel orgueil dans sa démarche. Il voulait relever en sa personne le principe de l'autorité, renversé en France. On voit cependant que bientôt il commença à douter, car il se rejeta sur les formes. Il publia une série d'ukases pour inculquer au peuple le culte de la majesté impériale. On dut, au passage du tsar, se prosterner, descendre de cheval ou de voiture, jeter bas sa fourrure, et même s'agenouiller dans la boue ou la neige.

Paul envoya contre la France Souwarów, qui d'instinct haïssait aussi la révolution. D'une ame haute et ferme, Souwarow se distingua d'abord dans la guerre de sept ans et contre les Turcs; il prit ensuite Praga, et porta le dernier coup à la Pologne. Il a été jugé sévèrement par les étrangers, qui le trouvaient bizarre, rustique, affecté. Souwarow avait cependant reçu une éducation soignée; il possédait plusieurs langues, mais il dédaignait de les parler. Il ne pouvait souffrir ce qui était convenance et étiquette; il avait la bonhomie et la simplicité slaves, et un profond sentiment religieux lui donnait une aveugle confiance dans le succès. Il cherchait la victoire dans l'enthousiasme de ses soldats, comprenait leur manière de voir et de sentir, et savait employer leur langage. Souvent il leur parlait en vers; plusieurs de ses proclamations sont en assonances ou en rimes que l'on peut trouver ridicules, mais qui ont produit un grand effet sur ses troupes. Une fois, au siége d'Ismaïl, il fit appeler ses soldats; au lieu d'un ordre du jour éloquent, il leur adressa seulement ces paroles : « Soldats ! à minuit vous me verrez me lever, vous ferez de même; puis je ferai ma prière, et vous ferez de même; puis je me laverai, et vous ne le ferez pas, parce que vous n'en avez pas le temps; puis vous me verrez m'asseoir par terre et chanter comme un coq trois fois (ici il imita le cri du coq); ce sera le signal du combat. » Il prit Ismaïl. Souwarow lisait l'Évangile aux soldats et faisait souvent, dans le camp, les fonctions de prédicateur. Cette foi fervente ne lui donnait que plus de

haine pour la révolution, et quand on lui amenait des généraux français prisonniers, il leur faisait subir des fumigations comme aux pestiférés. Il adorait la personne de l'empereur; il s'inclinait devant le prétendant, faisant le signe de la croix, et baisant le pan de son habit. Ce que Paul voulait accomplir par la politique et la religion, Souwarow le voulait accomplir par les armes.

Le malheur devait frapper ces deux hommes. Souwarow tomba victime de ce despotisme qu'il servait de toute son ardeur. Paul venait, par un ukase, de le déclarer le plus grand général de l'univers, et lui ordonnait de faire une entrée triomphale, lorsque tout à coup il se courrouce et le disgracie pour une légère infraction à la discipline. Souwarow rentra solitaire à Saint-Pétersbourg; il se vit abandonné de tout le monde; on craignait de prononcer son nom; ses amis même l'évitaient; il ne put supporter la défaveur impériale; le chagrin le fit tomber malade, et il ne tarda pas à mourir.

A cette époque aussi, une immense réaction s'opérait chez Paul. Il s'aperçut que les légitimistes l'exploitaient, et n'avaient aucune foi en leur système. Paul voulait le réaliser dans toute sa rigueur. Représentant d'une cause religieuse, il tenait sévèrement la main à l'accomplissement des devoirs religieux. Il forçait les légitimistes à se confesser, et il ordonna aux prêtres de ne leur donner l'absolution qu'après s'être assurés de leur componction. Les légitimistes, qui parlaient sans cesse de catholicisme, se moquaient de ces pratiques à la cour de Mittau. Il l'apprit, leur refusa tout secours, et retira au prétendant sa pension.

Lorsqu'il traitait avec les rois étrangers, il proposait de réintégrer les princes dépossédés. On dit même qu'il rêvait quelquefois le rétablissement de la Pologne, pour restaurer la justice politique sur la terre; mais l'ambassadeur d'Autriche laissa entrevoir que son gouvernement profiterait des circonstances pour s'emparer du royaume sarde et de la république de Gênes, et ne se soucierait même pas beaucoup de rendre au pape ses états. Paul voulut aussi devenir chef de tous les ordres de chevalerie. Il créa une foule de nobles, de ducs, de princes, et se proclama, quoique schismatique, grand-maître de Malte. Le pape s'accommoda de cette bizarrerie, et Paul vit qu'il tenait plus à son territoire qu'à la stricte observation des statuts de l'ordre. L'empereur douta alors du pape, des rois, de tous les systèmes et même de la religion. Cet honnête homme, dans ses tristes rêveries, ne savait plus ce qu'il devait entreprendre, et, transporté de colère, il se vengeait de ses mécomptes sur les individus, cassait les généraux, disgraciait ses favoris, et quelquefois même envoyait des régimens entiers en Sibérie. Personne n'était plus en sûreté, et les violens caprices de Paul devaient amener sa fin tragique.

L'avénement d'Alexandre éveilla les plus vives espérances. Ce prince était un Slave, qui avait quelquefois, par tradition, des mouvemens mongols, et en même temps ressentait de la sympathie pour tout ce qui est élevé. Malheureusement la force d'action lui manquait : l'énergie passive lui tenait seule lieu de fermeté. Élevé dans les idées du XVIIIe siècle, il était libéral à la manière de l'époque; mais, comme souverain, il laissait les affaires aller leur

tain, et n'eut jamais la puissance de leur imprimer une direction nouvelle. Alexandre, à Tilsitt, sembla se rapprocher de la France; une question cependant ne pouvait se résoudre, celle de la Pologne. Alexandre allait jusqu'à offrir des provinces de la Turquie à Napoléon, à condition que le démembrement serait confirmé. Napoléon, prêt à des sacrifices pour gagner l'alliance russe, afin de comprimer l'Angleterre, n'a jamais voulu abandonner décidément la Pologne, et, s'il ne rétablit pas la république, il créa du moins le duché de Varsovie.

Les Polonais avaient salué avec transport la révolution. Leurs émigrés s'étaient mis au service de la république française. Les légions polonaises, détruites dans des combats journaliers, s'étaient trois fois reformées. Elles espéraient enfin se frayer un chemin vers la Pologne. Bonaparte marchait sur Vienne après ses victoires d'Italie; Dombrowski, le chef intrépide des légions, l'engageait à appeler à l'indépendance les Slaves de l'Autriche, et l'assurait qu'il soulèverait ainsi la moitié de ses provinces; mais l'heure de ce vieil empire n'avait pas sonné. Le projet était aussi bien conçu que hardi. Bonaparte cependant ne le comprit pas, et tout à coup négocia la paix. Les Polonais avaient plus que personne souffert de la guerre; mais en apprenant qu'elle allait cesser, ils ressentirent une affreuse douleur; plusieurs même devinrent fous à cette nouvelle, car la Pologne n'attendait son rétablissement que du conflit européen. Cependant, quand le génie de Napoléon se fut révélé tout entier, la Pologne espéra de nouveau; elle devina qu'une immense fortune était attachée à cet homme, et se dévoua à lui. Les personnages les plus honnêtes de l'ancien régime ne comprenaient rien à ces sentimens. Kosciusko, Lubomirski, le prince Adam Czartoriski, demandaient à Napoléon des garanties. Ils voulaient lui extorquer la promesse formelle du rétablissement de la république, et avertissaient leurs compatriotes de n'avoir pas une foi aussi aveugle en lui. Le duché était en effet exposé à une ruine financière et agricole, payait des impôts énormes, et entretenait une nombreuse armée. Malgré tout cela, les Polonais tenaient fermement à l'idée napoléonienne. Après leur longue anarchie, ils se trouvaient enfin entraînés par un même enthousiasme. Ils ne se divisaient plus pour des théories politiques, des plans de réformes, des intérêts de factions, stériles disputes qui les avaient perdus. L'union et la confiance étaient revenues. Aussi ne regrettaient-ils ni leur argent ni leur sang. Joseph Poniatowski comprit les instincts de sa nation. Il fut souvent tenté par la Russie, mais il resta jusqu'au bout fidèle à Napoléon, et il est devenu par cette loyauté le héros chéri du peuple, quoiqu'on ait à lui reprocher des fautes politiques et qu'il fût loin d'être un grand tacticien.

L'influence de Napoléon sur la Russie s'explique par des causes toutes contraires; il agit sur les Russes par l'épouvante. Comme le tsar, il prétendait à la domination universelle, il y marchait armé d'une force souveraine, il y semblait prédestiné. Les paysans et les soldats russes furent, à ce spectacle, troublés dans la foi qu'ils avaient en leur maître. Ils ne purent s'ex-

pliquer que par un pouvoir magique et infernal ce formidable rival du tsar. Ils étaient persuadés qu'il changeait de forme à son gré. On rapporte à ce sujet de curieuses légendes. L'une d'elles, par exemple, raconte le combat singulier de Souwarow et de Napoléon. L'empereur prit la forme d'un lion, Souwarow se hâta de la prendre aussi. Napoléon alors se change en aigle. Souwarow voulut se faire aigle bicéphale; il en demanda la permission à Paul, qui punit cette hardiesse en le dégradant. Aux yeux du peuple, Napoléon était l'esprit de l'abîme, l'antechrist annoncé dans l'Apocalypse. Cette opinion était même répandue parmi les Russes éclairés, et Djerzawine fit dans ce sens la plus belle, la plus inspirée de ses odes. De tels faits méritent leur place dans l'histoire; rien ne montre mieux l'effroi qu'un seul homme causait à un vaste empire.

Napoléon porta encore un autre coup à l'autocratie. Il a forcé le gouvernement russe à prononcer certaines paroles qui sont comme une abjuration du despotisme. Pour la première fois, en 1812, lorsqu'eut lieu la solennelle rencontre de Napoléon et de la Russie, le tsar n'a plus commandé par la terreur; il fit appel aux sentimens généreux, il souleva la nation au nom de la religion et de la patrie. Auparavant, ce nom de patrie, *oleczestivo*, qui enthousiasma en 1812 les paysans russes, ne se trouve dans aucune pièce officielle. La Russie fut aussi saisie alors d'une profonde émotion religieuse. Quand un hiver terrible se leva comme le fléau de Dieu contre Napoléon, le peuple ne s'enorgueillit point; il reconnut dans sa victoire le secours d'en haut, il attribua tout à la Providence, et disait, dans son langage naïf, que deux généraux de Dieu, son excellence le général Moroz et son excellence le général Golod (la Faim et le Froid), avaient détruit les armées françaises. Alexandre aussi n'a cessé de protester contre les félicitations de son sénat. Il vit dans la délivrance de l'empire l'intervention immédiate de Dieu, et s'humilia devant lui. Dès cette époque, il devint sincèrement pieux. Cette inspiration patriotique et religieuse devait être mortelle à la tradition mongole. Des flammes de Moscou, la cité sainte, sortit l'esprit d'une Russie nouvelle, et c'est en 1812 que commencèrent à se former les sentimens qui éclatèrent dans la conspiration de 1825.

Napoléon a exercé une profonde influence sur les Slaves, plus encore par sa personne que par sa politique, et à cet égard il n'est pas sans intérêt de connaître les vues de M. Mickiewicz sur ce puissant génie. L'éloquent professeur semble ici l'interprète de l'enthousiasme polonais. Napoléon, selon lui, n'a point été enfanté par la révolution; il demeura étranger aux passions de son époque. Il n'est pas même de l'Occident; il semble plutôt relever de cet auguste Orient vers lequel l'attirait une secrète sympathie. La génération formée par les encyclopédistes voulait tout analyser, tout comprendre. Il n'y avait plus pour elle de mystère, d'infini. Alors vint un homme inexplicable qui tirait toute sa force de lui-même, qui en répandait les torrens autour de lui, faisait sortir des armées de terre, poussait les nations les unes sur les autres, et pouvait à son gré remplir le monde d'évènemens imprévus. Napo-

léon, par le spectacle de son prodigieux génie, imposa violemment l'admiration à l'Europe, qui commençait à en devenir incapable. L'Angleterre, malgré sa haine, ne put s'empêcher de rendre à Napoléon un magnifique hommage. Byron salua de son enthousiasme cette volonté superbe et solitaire, souveraine et mystérieuse comme la fatalité. Elle fut l'orage qui fit vibrer sa lyre. Dans Lara, Manfred, le Corsaire, dans ces héros dont personne ne connaît l'origine et n'a pénétré le secret, dans ces sombres et hautaines figures, si puissantes de commandement et de tristesse, on retrouve mêlés ensemble, en une seule ame, la force du dominateur du siècle et les désespoirs du poète. Goethe, cet esprit si sage, n'osait presque pas parler de Napoléon. Sa vénération pour lui était si profonde, qu'il ne prononçait qu'avec respect, au milieu de l'Allemagne humiliée, un nom qu'elle détestait. Jean Müller, le célèbre historien, qui consuma sa vie à combattre l'influence française, et servit dans ce but la Prusse et l'Autriche, après un premier entretien avec Napoléon, reconnut en lui l'homme du destin. Plus tard, quand la crainte ne troubla plus le monde, il n'y eut partout qu'un même sentiment, l'admiration fut universelle. Napoléon fit triompher la révolution française, mais il la domina. Il ne voulut pas comme elle rompre avec l'histoire; il renoua la tradition brisée du genre humain, il rattacha l'avenir au passé; par ses guerres gigantesques, il mêla tous les peuples de l'Europe, il rapprocha l'Orient de l'Occident, il prépara l'unité future du monde. Tout cela n'était point dans les instincts du XVIIIe siècle. Puis, quand il eut disparu, son œuvre ne périt point; les peuples la continuèrent; ils étaient entrés sur ses traces dans une ère nouvelle.

Ce brillant tableau semblera plutôt une transfiguration qu'un portrait. Quand un grand homme apparaît, tous les yeux s'attachent sur lui : mais combien peu le voient de même! L'homme d'état médite le profond politique, le tacticien étudie le fameux capitaine, le poète contemple ce que le caractère a d'idéal, l'œuvre de magnifique et d'éternel. Le peuple, par un instinct qui n'est pas sans justesse, reconnaît un bienfaiteur dans l'illustre envoyé de la Providence; il lui pardonne, se sent pieusement épris, l'élève sur le piédestal, et lui compose de fables et de légendes une merveilleuse épopée. Puis le moraliste austère et l'observateur sceptique des choses humaines (ils se rencontrent souvent) viennent dissiper le prestige, et montrent sans pitié l'immense égoïsme que masque tant de gloire. Les valets de chambre ne manquent jamais non plus au héros; ils affluent autour de lui, et nous racontent ses petitesses. De toutes ces rumeurs si diverses se compose la renommée, et la vérité aussi, qui, après quelques querelles, finissent d'habitude par devenir bonnes sœurs.

V. — CONCLUSION.

Maintenant que nous connaissons les peuples slaves, nous pouvons interroger leur avenir. Nous devons ici quitter M. Mickiewicz. Dans ses dernières leçons, il a parlé des destinées futures des Slaves; jamais il ne s'est élevé à une plus haute éloquence; mais on regrettait de le voir toujours davantage entraîné vers de fallacieuses espérances auxquelles il n'avait pas fait encore de si directes allusions.

Si l'on arrête ses regards sur les deux grandes nations slaves, la question d'avenir paraît d'avance résolue. Jamais la Pologne n'a semblé plus faible, ni la Russie plus puissante. La Russie fait des progrès inquiétans. Une politique qui se tient sur la défensive ou s'enferme dans les frontières d'un peuple est sans force contre elle. Le tsar a en lui-même une énergie de commandement qui l'entraîne à la conquête du monde. Il faut, pour le combattre à armes égales, une idée souveraine qui veuille aussi tout se soumettre. L'Occident la cherche depuis la révolution; mais nous sommes encore perdus dans une incertitude immense, vivant au jour le jour, sans principe arrêté, à la merci des évènemens. La Russie a beau jeu devant ces hésitations. Quoi qu'il en soit, le despotisme ne peut plus garder la victoire. Déjà, à qui observe bien, l'autocratie offre des signes de décrépitude. Un danger obscur, méprisé, formidable pourtant, la menace. Elle n'a cessé de persécuter les instincts slaves sans réussir à les arracher du cœur du peuple. Ils persistent, chez le paysan surtout, comprimés et vivaces. Il semble qu'on ne soit plus dans l'empire d'Ivan et de Pierre quand on visite les campagnes de la Russie. Au lieu d'une société disciplinée militairement, on rencontre un peuple bon, paisible, hospitalier, passionné de danse et de musique, qui n'est pas fait pour vivre de terreur. On voit assis aux portes des cabanes de majestueux vieillards à barbe blanche que l'on prendrait pour les patriarches de la *sloboda;* ils en ont gardé les secrets agricoles, les traditions, les contes, et, par eux, l'esprit de ces temps anciens s'est transmis jusqu'à nos jours, de génération en génération. Les villages rappellent ceux des colons slaves; ce sont les mêmes mœurs; le caractère primitif est cependant altéré par l'influence de l'autocratie. Le paysan russe est dissimulé en même temps qu'affable, et malgré sa douceur native, il a des accès de cruauté; puis le bonheur a disparu. Ses chants vifs et mélancoliques trahissent un cœur fait pour la joie et accablé de tristesse. Il est malheureux, non point par misère; il est généralement plus à l'aise que nos ouvriers; c'est son ame qui souffre. Il se console quelquefois en pensant que ses fils enrégimentés font trembler l'Europe; mais il finira par se lasser d'un orgueil national qu'il paie si cher, car ses besoins les plus profonds ne sont pas satisfaits; cette douleur travaille à le désaffectionner de son gouvernement, et prend plus de force à une époque où partout se réveille le génie slave.

L'église a été enchaînée en Russie; le clergé, avili, ignorant, forcé de se livrer à des travaux manuels pour gagner chétivement sa vie, n'est plus respecté. Il n'a plus même le droit de donner l'enseignement religieux. Qu'en est-il résulté? Le peuple, privé d'instruction chrétienne, se livre à tous les caprices de son imagination mystique; mille sectes se forment, et des plus étranges. L'église grecque est morte depuis des siècles, et ce vaste corps sans vie va se décomposant. Comme on envoie les sectaires en Sibérie, les seigneurs cachent le mal aussi long-temps que possible, pour ne pas perdre leurs paysans. L'hérésie gagne néanmoins, elle s'étend, et quand elle éclate, il faut renoncer à punir : les coupables sont trop nombreux. Ainsi cet empire qui se vante de son unité est sourdement miné par l'anarchie religieuse, et, d'après l'opinion des Russes éclairés, c'est là un de ses grands périls.

Pierre a ouvert la Russie à l'Europe. Il ne voulait que gagner des ressources pour le despotisme; les idées libérales ont pénétré aussi. Elles se répandent et discréditent le pouvoir absolu; elles se glissent jusque dans l'armée, dont elles atteignent la sévère discipline. Les généraux obéissent, mais ce n'est plus toujours aveuglément; ils sentent le besoin de justifier devant leur conscience les ordres qu'ils ont reçus. L'empereur lui-même se prend quelquefois à n'être plus assuré de son droit et à douter du dogme moscovite. L'autocratie donc, malgré son appareil imposant, ses succès, et ce qui lui reste de forces, décline en réalité.

Que fait la Pologne tandis que la Russie est secrètement ébranlée? L'élite de la nation est déportée en Sibérie, ensevelie dans les casemates de Saint-Pétersbourg, dispersée dans les pays étrangers. Et quel triste spectacle offre la terre polonaise! Les châteaux de la noblesse sont déserts. Le vieux paysan qui abat les arbres dans la forêt se souvient qu'il ne devrait pas travailler seul; il pense à ses fils tués dans les victoires de l'insurrection, et il s'arrête pour pleurer et s'agenouiller. Les mains sont désarmées, les écoles fermées, la religion, la langue même, poursuivies comme rebelles; les emplois, donnés aux Russes; partout des espions, et la prison, le knout, le gibet, punissent le moindre signe de patriotisme. Cependant la Pologne ne perd point courage; elle garde un espoir indestructible que se transmettent comme un dépôt sacré ses générations de martyrs. Il lui est bon d'être ainsi frappée. Depuis qu'elle ne s'amollit plus aux plaisirs, elle retrouve l'esprit de sacrifice et l'exaltation qui font sa force. Cette énergie nouvelle ne peut encore éclater en Pologne; elle y demeure cachée dans les cœurs. Les ames sont puissamment travaillées. La Pologne semble tranquille; celui qui la visite pourrait croire la nation abattue et résignée à son humiliation; mais s'il pénétrait les secrètes pensées du peuple, il verrait l'effervescence qui l'agite. Un fait remarquable en est l'indice. Un gentilhomme de Lithuanie, M. Towianski, vint en France, il y a bientôt trois ans; jusqu'alors il avait vécu sur ses terres, honoré pour sa piété, et chéri de ses paysans; son ame s'était échauffée à la vue des souffrances de la Pologne, il crut entendre dans les luttes de la prière des promesses divines, et recevoir un ordre d'en haut. Il partit pour obéir à

cet appel mystérieux. Arrivé à Paris, il convoqua les Polonais, et leur annonça qu'il avait mission céleste pour les ramener dans leur patrie et la délivrer avec eux. Bientôt plusieurs crurent en lui. M. Towianski ne s'était encore fait connaître par rien; mais il n'est point un homme ordinaire; il a une foi contagieuse en son œuvre, de l'éloquence, force et douceur, et un magique ascendant sur les ames, auxquelles il donne paix et exaltation. Il s'adressait d'ailleurs à des émigrés consumés du regret de leur patrie, et dont plusieurs vivaient dans l'attente d'un secours providentiel. Ses disciples forment une école croisée pour affranchir la Pologne, et née sous l'influence de la douleur nationale, du mysticisme slave, et des idées qui remuent le siècle. Ce patriotisme brûlant se fait ainsi jour sur la terre étrangère, et inspire aux poètes de l'exil des chants magnifiques, les plus beaux que la Pologne ait entendus. Cette poésie est un évènement important. Elle ne s'amuse point aux jeux brillans de l'imagination : elle veut préparer des vengeurs; elle provoque aux généreuses audaces, elle anime les volontés au devoir et à l'héroïsme; elle est austère et pieuse. Le poète polonais pleure une tragique infortune, mais il ne s'abandonne point aux lâches plaintes des souffrances égoïstes; il ne voit plus de secours ici bas; mais il regarde en haut, et la douleur lui apprend le renoncement et la foi. C'est à ces chants qu'il faut demander ce que pense la Pologne. Cette poésie est aujourd'hui la seule voix de la nation; elle nous apprend que les Polonais ont moins que jamais renoncé à l'insurrection; elle nous annonce aussi qu'un grand changement s'est accompli parmi eux.

La Pologne, victime de la violence et de l'égoïsme, a pris au sérieux la justice et la fraternité; elle reconnaît qu'elle y manqua en retenant les paysans dans une dure servitude. Ses poètes se montrent émus de sympathie pour le pauvre peuple; ils se plaisent à célébrer ses vertus, et veulent la liberté pour lui. Ceux qui rêvent la résurrection de l'ancienne Pologne se font illusion : c'est chose impossible. La royauté a péri dans l'incurie. La noblesse s'est discréditée par son orgueil et son anarchie; elle s'est porté le dernier coup en 1830, lorsqu'elle ruina tout par ses discordes. Une puissance nouvelle lui succède; le peuple s'est émancipé. Le désastre national a éveillé en lui le patriotisme qu'avait assoupi l'oppression de l'ordre équestre. Il a combattu sur les champs de bataille de l'insurrection, et a conquis ses droits par son dévouement à la cause publique.

C'est après le démembrement accompli par l'Autriche, la Russie et la Prusse, que pour la première fois un bourgeois apparaît dans l'histoire de Pologne, nous voulons parler du cordonnier Kilinski. Cet homme simple exerçait une grande influence sur les chefs d'ateliers et les ouvriers, qui le savaient patriote. Lors des troubles de Varsovie, il fut mandé devant Repnin. Le prince, que chacun craignait, s'étonna de voir cet artisan se présenter à lui d'un air calme et fier. Il crut que Kilinski ignorait à qui il parlait; il entr'ouvrit son manteau, et, montrant tous ses ordres : « Regarde, dit-il, bourgeois, et tremble. — Monseigneur, répond Kilinski, je vois chaque nuit

au ciel d'innombrables étoiles, et je ne tremble pas. » Quand éclata l'insurrection de Kosciusko, Kilinski fit une confession générale de ses péchés, communia avec larmes, et prit ensuite congé de ses enfans et de sa femme, l'œil sec et le cœur ferme. Il montra la plus grande valeur. Il a laissé des mémoires où respire sa belle ame; il cherche à atténuer ses faits d'armes; on ne surprend en lui ni haine ni esprit de vengeance; il regrette de verser le sang; il aurait seulement voulu, comme il le dit avec bonhomie, effrayer les ennemis pour les faire fuir.

Dans la dernière insurrection, ce furent les paysans qui se battirent le mieux. Ils accouraient de toutes parts. Un jour, on en renvoya quinze mille faute d'armes à leur donner. S'il s'était trouvé un homme pour diriger leur élan, il se fût fait des miracles. Les paysans ont pris rang dans la nation par l'enthousiasme qu'ils montrèrent alors. Les autres classes apprennent à les aimer et à les estimer depuis les services qu'ils ont rendus, et comprennent qu'ils feront désormais la plus grande force de la Pologne. Une ancienne prophétie populaire annonce qu'un jour les paysans seront rois, et ils croient eux-mêmes que cette promesse se réalisera bientôt. Lorsque Chlopicki fut élu généralissime, ils virent dans son nom (1) un heureux présage pour eux, et disaient dans leur joie naïve qu'un des leurs était enfin à la tête de la nation.

Ainsi la Pologne a fait depuis le démembrement un progrès important. Au lieu de n'être qu'une aristocratie dégénérée, elle est devenue une nation. Elle n'a jamais eu autant de génie, ni plus de vertu. On peut prévoir qu'elle se relèvera. Un peuple condamné à périr est toujours un peuple épuisé, et l'épreuve est salutaire quand elle ne brise pas. L'empereur de Russie semble n'être pas rassuré. Ses rigueurs redoublées trahissent des craintes. La Pologne frémit, et il sait qu'il n'a pas de plus dangereuse ennemie. Lorsqu'en 1830 arriva à Saint-Pétersbourg la nouvelle de l'insurrection, Nicolas disparut un jour entier. Ses courtisans inquiets ne pouvaient le trouver. On le découvrit enfin dans la chapelle du palais; il y avait passé plusieurs heures, seul, à genoux.

Mais le duel de la Pologne et de la Russie ne durera pas toujours. Les Slaves ne seront pas éternellement divisés. L'impulsion qui porte aujourd'hui les peuples à se rapprocher agit puissamment sur eux, et l'unité de race les sollicite à l'unité politique. Ce fut en Bohême que l'on vit les premiers signes de cette tendance nouvelle. Ce pays, neutre entre la Russie et la Pologne, presque étranger à la grande querelle slave, était bien placé pour parler d'union. Il avait à lutter contre l'influence allemande. L'Autriche voulait le germaniser. Il fallait aux Bohêmes, pour repousser cet effort d'une race étrangère, résister au nom de leur race. L'opposition dut se dissimuler, et prit le masque d'une érudition désintéressée. Les Bohêmes étudièrent les anciennes institutions des Slaves, leurs langues, leurs littératures, montrèrent l'originalité de leur

(1) *Chlop*, paysan : *chlopicki*, paysanesque, si l'on ose ainsi dire,

annonce cette vaste et bienfaisante révolution. Mais que d'angoisses nous traverserons avant de toucher la terre promise! Combien s'égarent qui voulaient nous y conduire! Trop souvent les apôtres de la charité nouvelle ont le langage de la haine, trop souvent ils prêchent la licence des mœurs, trop souvent ils réhabilitent la chair et le sang. On parle avec emphase de l'humanité, et l'on a moins de religion pour la patrie, et les liens de la famille se relâchent. On voit avec tristesse et frayeur le christianisme abandonner les cœurs à mesure qu'il pénètre dans les institutions; la conscience individuelle s'obscurcit lorsque la conscience publique s'éclaire; les dévouemens prochains et difficiles sont négligés pour les lointaines et commodes affections, et les ames s'affaissent toujours plus vers la terre. On reconnaît là le déclin moral, le dérèglement de pensée, qui suivent toujours la chute des croyances. Il nous a fallu accomplir une terrible destruction, et cette œuvre nous a épuisés. Il est resté dans notre air je ne sais quel souffle de mort, quelle haleine du tombeau. Nous avons besoin de secours, nous cherchons avec inquiétude d'où il nous viendra.

C'est alors que surgit une famille de peuples dont tous les instincts réclament un ordre nouveau. Elle n'est pas obligée, comme nous, pour y arriver, de renier son passé, de se détacher violemment de sa tradition, de se perdre dans un doute immense qui lui ôte la force de créer. Il lui faut seulement retourner à ses vieilles coutumes, se retremper dans ses origines, appeler sur elle l'esprit des ancêtres, rejeter les servitudes étrangères, développer son organisation primitive. En même temps les Slaves n'ont pas nos erreurs. Dans toutes les classes, chez le gentilhomme, le paysan, le bourgeois, on trouve la vénération filiale, l'amour fraternel, toutes les piétés domestiques. Le patriotisme n'est pas moins une vertu de ces peuples. Il en pénètre la vie entière, il en est la grande passion. Jamais les Slaves ne seront cosmopolites. Ils ne se montrent pas patriotes seulement dans les affaires publiques; ils le sont partout, dans la science, la poésie, la religion même. Les Slaves ont aussi un austère sentiment du devoir; ils sont demeurés jeunes et robustes, ils ont gardé leur verte énergie. La société officielle russe est très corrompue, les débris de la noblesse polonaise sont en grande partie voltairiens; mais ce n'est pas là le vrai peuple slave. Il faut le chercher dans les campagnes de la Russie et de la Pologne, dans les rochers de l'Illyrie, dans les vallées de la Bohême. On le trouve là avec toutes ses vertus nationales. Ce peuple si noblement doué n'a guère rien fait encore. Autour de lui, en Asie, en Europe, les empires, les religions, les civilisations se sont succédé, le travail de l'homme a été prodigieux. Mais aujourd'hui les Slaves quittent leur inertie; ils se sentent appelés soudain à quelque chose de grand. Maintenant aussi ne s'élabore-t-il pas dans la douleur une Europe nouvelle qui seule les satisfera et qui semble avoir besoin d'eux? N'y a-t-il pas là une harmonie providentielle, et n'est-on pas conduit à penser que les Slaves étaient réservés pour la révolution qui se prépare?

Les apparences ne justifient guère encore ces prévisions. Les Slaves sont

partout courbés sous le despotisme, et leur seul représentant politique est l'autocratie; mais cela ne doit pas faire illusion. Ce peuple, enfermé dans les frontières du pouvoir absolu, a pourtant le génie de la liberté; les colons de la *sloboda*, l'ancienne Bohême, l'ancienne Russie, la république des Cosaques, et jusqu'à nos jours, la Pologne, les fières tribus du Monténégro et de la Serbie le prouvent assez. Les Slaves forment une vaste opposition contre leurs gouvernemens. Déjà tous ces gouvernemens sont ébranlés; la Turquie menace ruine; l'Autriche a plus d'un péril à redouter. La puissante autocratie russe n'a plus la même force. Cet arbre qui porte si haut la tête, si loin ses rameaux, n'a pas de racines profondes dans le sol national, et l'orage s'amasse contre lui. Quels que soient les évènemens et la durée de la lutte, les Slaves ont pour eux l'avenir. Autrement ils auraient en vain reçu dans leur caractère et leurs institutions primitives les germes d'une société libre et fraternelle. Ils ne sont pas destinés à s'armer contre l'Occident pour le replonger dans la barbarie; ils doivent travailler de concert avec lui. Ils furent autrefois notre boulevard contre les invasions des Mongols et des Turcs; ils ont à pénétrer maintenant dans l'Orient pour lui donner la civilisation chrétienne. Telle paraît être leur vraie mission, et aucun peuple n'a fait défaut à la sienne.

On comprend, de ce point de vue, pourquoi les Slaves se sont tenus jusqu'à ce jour à l'écart. Leur temps n'était pas venu. Ils devaient attendre que l'humanité fût mûre pour le progrès qui va s'accomplir. Ces longs siècles pourtant n'ont pas été perdus. Les Slaves ont été exercés par beaucoup de souffrances. Aucune race n'a été ainsi flagellée. D'abord de fréquens esclavages, puis l'invasion mongole, le deuil inconsolable des Serbes, la catastrophe des Bohêmes, le martyre de la Pologne, le joug qu'appesantit sur la Russie un cruel despotisme: que de douleurs! quelles rudes expériences! Ils vont enfin recueillir les fruits de cette sévère éducation. Les peuples du Midi ont commencé l'histoire de l'Europe; les Germains ont apparu avec le christianisme; l'époque qui s'ouvre est marquée par l'avénement des Slaves.

A. Lèbre.

ÉTUDES

SUR L'ANGLETERRE.

III.[1]

LIVERPOOL.

L'aspect de Liverpool ne rappelle celui d'aucune autre ville maritime. Ce n'est ni un port extérieur (*out-port*) caché dans quelque repli de la côte, ni un de ces ports intérieurs que forme l'estuaire des grands fleuves. Liverpool tient encore à la Mersey, et touche presque à l'Océan. Au point de jonction des eaux se dresse une batterie, la seule défense qui protége tant de richesses accumulées. Il semble que ces canons ne soient là que pour la forme, et que l'on ne puisse plus croire à la guerre quand on a retiré de tels avantages de la paix. La ville, vue du rivage, est assise en amphithéâtre sur la pente d'une colline. La rivière est comme l'arène de ce cirque commercial, le grand chemin de la navigation sur lequel, au milieu

(1) Voyez le premier article sur *Liverpool*, dans la précédente livraison.

des vaisseaux qui entrent et de ceux qui sortent, la scène change à chaque instant. Au premier plan, l'on aperçoit les docks, longue ligne de bassins bordés de granit et parallèles au fleuve. Là se pressent, chacun à son rang, les navires de long cours, les bateaux à vapeur et les bâtimens du cabotage. Leurs mâts innombrables, chargés de voiles et de cordages, forment une sorte de rideau derrière lequel s'agite en bon ordre l'essaim des spéculateurs et des ouvriers.

En face des docks s'élèvent de vastes maisons à six ou sept étages qui occupent les quais et les rues adjacentes; c'est là que sont déposées les marchandises, au sortir des vaisseaux. Un peu plus haut, on rencontre la bourse et la douane, lieux de réunion et de contrôle, auxquels aboutissent les principales artères de la cité, et où, pendant quelques heures de la journée, on brasse les affaires par millions. Vers le milieu de la ville, et devant le splendide portique du chemin de fer, se dressent deux moulins à vent qui semblent être restés là pour marquer les anciennes limites de Liverpool. Le chemin de fer descend jusqu'à *Lime-Street* par un *tunnell* qui porte les voyageurs au centre des quartiers du luxe et des affaires; un autre *tunnell*, qui traverse toute la ville, conduit les marchandises jusqu'au dock du Roi (*King's-Dock*). Au nord de la ville sont les usines, les rues habitées par la populace, et la prison; à l'est, sur la hauteur, la maison de charité et les hôpitaux. La partie méridionale de la ville, habitée au commencement du siècle par les riches marchands, est aujourd'hui presque déserte; les boutiques et le tumulte, gagnant les rues hautes à mesure que la population augmentait, les en ont chassés. Ils ont transporté leur domicile dans les campagnes des environs. Les négocians passent à Liverpool cinq à six heures de la journée; ils y tiennent leurs comptoirs, comme font les capitalistes de Londres dans la Cité. Mais c'est hors de la ville qu'ils vont respirer et vivre. Insensiblement la classe moyenne en Angleterre, à l'exemple de l'aristocratie, émigre ainsi vers les champs. Les villes, abandonnées aux classes inférieures, deviennent l'asile exclusif d'une infime et turbulente démocratie.

Les monumens de Liverpool sont ses docks et ses ouvrages hydrauliques, dont l'entretien annuel exige une dépense de 2 millions. Il n'y faut chercher ni temples magnifiques, ni théâtres, ni musées. Les maîtres de cet immense marché sont des parvenus de la veille, qui n'ont pas eu le temps de contracter les goûts d'une aristocratie, et qui ne connaissent ni l'élégance des mœurs ni les besoins de l'esprit. Ce sera beaucoup si la pensée religieuse ennoblit ces rudes na-

tures, et leur arrache des écoles, des institutions de prévoyance, des établissemens de charité.

Rien n'est plus triste à voir que Liverpool. Une ville de briques, rembrunie par le temps, se détache encore avec majesté sur un ciel du midi. Voyez Toulouse : la sombre cité a sa poésie qui parle à l'imagination comme un drame dans la vie réelle; mais sous le climat de l'Angleterre, une ville née d'hier prend aussitôt cette livrée de la vieillesse. Sa physionomie est quelque chose d'informe et de lugubre qui attriste sans faire penser. Le brouillard et la fumée retombent en colonnes funèbres sur les rues. Les maisons suent l'humidité. Les hommes, vêtus de noir, sont silencieux et raides. On dirait que cette atmosphère opaque glace la parole ainsi que la joie.

Qui veut connaître Liverpool doit y descendre le soir, à la clarté du gaz qui en illumine les rues. Le jour, chacun vaque à ses affaires avec une activité fébrile et qui ne se laisse pas détourner; les hommes sont tous des manœuvres ou des chiffres, et le mouvement les étourdit comme d'autres l'inaction. Dès que la nuit arrive, la ville se réveille et s'anime pour quelques heures. Le travail a cessé partout; la population ne songe plus qu'au plaisir. Si ce n'est pas la gaieté de Naples, c'est peut-être le même empressement. Liverpool avait ses théâtres en plein vent, devant lesquels le peuple s'assemblait comme dans une ville italienne; mais les mœurs anglaises ne s'accommodent pas des spectacles à bon marché (*penny theatres*), et la corporation municipale les a interdits. La foule est donc réduite à circuler devant les boutiques, dont elle admire le luxe, ou à s'enivrer phlegmatiquement dans les cabarets; ceux qui ont la bourse mieux garnie entrent en conversation avec les prostituées dans les carrefours, ou se mêlent aux habitués des *salons*, qui sont des espèces de théâtres-cafés; les plus rangés vont assister à quelque *meeting* religieux, philantropique ou politique, et se dédommager par d'interminables discours du silence de la journée.

Ce phénomène d'une ville anglaise en liesse est particulièrement visible le samedi soir. Le samedi soir est chaque semaine, à Liverpool, ce que la matinée du mercredi des Cendres est une fois par année dans les états catholiques du continent. Qu'on se figure une bacchanale sur le seuil d'un édifice consacré à la religion. Ce jour-là, les ouvriers et les matelots ont reçu leur paie; les négocians et les commis, ayant réglé leurs écritures, ont du loisir à dépenser. Qui profitera de ces dispositions libérales, sinon les cabaretiers, les boutiquiers, les filles de joie et les voleurs? Jusqu'à minuit, les magasins

sont ouverts et resplendissent de lumière. Les revendeurs, criant leurs denrées, font un sabbat à ne pas s'entendre. Les enfans vous courent à travers les jambes; les femmes vont régler chez les détaillans les comptes de la semaine et acheter à crédit les provisions de celle qui suivra; les hommes remplissent les palais du *gin*, s'enivrent et se battent dans les rues. Les prostituées sortent par essaims, et arrêtent les passans presque de vive force dans leurs filets de chair. Les filous, disposés par bandes, font la presse au milieu de la foule affairée, cherchant leur bien dans les poches d'autrui. La police enfin, surveillant cette agitation universelle, est obligée de multiplier ses mouvemens. Je plains l'étranger qui se jetterait seul en observateur au milieu d'une telle orgie. Il éprouverait un isolement plein d'effroi, comme s'il était placé entre deux armées prêtes à combattre. Traqué par la Vénus impudique, coudoyé par les ivrognes et renversé par les voleurs, les agens de police ne le relèveraient pas; ce jour-là et à cette heure, la surveillance de répression fait oublier la surveillance de protection. Mais, minuit sonnant, l'orgie s'arrête : toutes les portes se referment, et le peuple commence à se recueillir. C'est dimanche. On n'entend bientôt plus dans les rues que le sifflet des malfaiteurs qui s'appellent, et le bâton ferré des inspecteurs de police qui retentit sur le pavé pour avertir les agens de veiller et d'être attentifs.

J'ai parcouru la nuit les divers quartiers de Liverpool, accompagné du surintendant de la police, M. Whitty, qui avait bien voulu me servir de guide. Cette reconnaissance, que j'ai faite dans les principales cités de l'Angleterre et de l'Écosse, ne serait pas possible en France. La police, chez nous, est une institution que l'on tolère de peur d'un plus grand mal, mais que l'on envisage avec un certain mépris. Cela tient sans doute à la nature des moyens qu'elle emploie, et qui font qu'on lui sait peu de gré des services qu'elle rend. En Angleterre, la police n'a pas d'agens secrets, et elle ne dénonce personne. Chargée de réprimer les délits et de protéger les citoyens honnêtes, gardienne des personnes et des propriétés, elle est considérée comme une véritable magistrature. Le peuple la respecte partout; dans quelques villes, ce respect va jusqu'à l'affection. C'est ce que l'on peut voir à Glasgow, ville pourtant bien turbulente, où les querelles entre les ouvriers vont jusqu'à l'assassinat. Là, dans les plus affreux quartiers, dans ces *wynds* tristement célèbres par l'insalubrité, par la misère et par le crime, j'ai entendu avec émotion la populace s'écrier, sur les pas du surintendant de la police qui m'en faisait les honneurs : « Longue vie au capitaine Miller! Dieu vous bénisse, ca-

pitaine Miller! (*long life to captain Miller! God bless you, captain Miller!*) » Que M. Delessert visite la place Maubert ou le quartier des Halles, il n'y recueillera pas un salut.

La police n'exerce pas à Liverpool le même empire qu'à Glasgow. Elle est cependant bien accueillie partout, et le chef de ce corps ne craint pas de s'aventurer, suivi d'un seul homme, dans les endroits les plus suspects. M. Whitty, qui a vu Paris et qui sait ce qu'il y a d'instruction dans l'étude comparée des grandes villes, voulut me faire connaître, sous leur aspect le plus intime, les basses régions de Liverpool.

Nous visitâmes d'abord les rues situées entre *Park-Lane* et *Wapping*, quartier voisin des docks, et principalement habité par les ouvriers irlandais. Il était neuf heures du soir; les enfans jouaient par troupes sur la chaussée, aux dernières lueurs du crépuscule, et les femmes, sur la porte des maisons, aspiraient un air plus pur que celui de leurs étroits taudis. Nous parcourions *Crosbie-Street*, une de ces rues où la fièvre règne dans toutes les saisons de l'année. Je m'attendais à des apparences plus choquantes. Sans doute, l'état de la voie publique atteste, comme à White-Chapel et à Bethnal-Green, l'incurie de l'autorité municipale : les immondices de toute nature restent, la semaine entière, étalées en plein air, et les rues n'ont pas d'égouts (1), ce qui, dans une ville anglaise, a de bien autres conséquences que dans une ville française, où les conduits souterrains sont destinés uniquement à faciliter l'écoulement des eaux. Cependant on n'y rencontre pas, comme dans ces quartiers de Londres qui semblent abandonnés de Dieu et des hommes, des familles entières pourrissant entre les quatres planches d'une étable, ou rongées par une misère qui défie toute description. Parmi les mauvais côtés

(1) « Depuis douze ans, la paroisse de Liverpool a consacré à la construction des égouts plus de 100,000 liv. st.; mais ces égouts sont de grandes artères établies dans les principales rues : le bienfait de cette mesure n'a été étendu qu'à un petit nombre de rues secondaires (*bye streets*), habitées par les classes ouvrières. J'estime le nombre des rues habitées à 566, ayant une étendue de 101,290 *yards* ou d'environ 57 milles et demi, dont 235, ayant une étendue de 25 milles et demi, sont pourvues d'égouts dans toute leur longueur ou dans une partie de leur longueur. Malheureusement ces 25 milles et demi sont répartis d'une manière inégale entre les diverses classes de la population, car, tandis que sur 242 rues, ayant une étendue de 20 milles, habitées surtout par des ouvriers, 56 seulement sont pourvues d'égouts sur une étendue de 4 milles, la proportion des égouts, dans les 323 rues habitées par les autres classes, est de 21 milles et demi sur 37 et demi. » (Duncan, *On the physical causes of the mortality in Liverpool.*)

de Liverpool, la pauvreté n'est pas, à beaucoup près, le plus saisissant.

Les logemens des ouvriers à Liverpool sont encore plus insalubres qu'ils ne sont misérables. Leurs familles vivent, en majeure partie, dans des caves (*cellars*) ou dans des cours fermées, et manquent d'air avant de manquer de pain. On compte sept mille caves habitées par plus de vingt mille personnes; cinquante à soixante mille personnes peuplent les arrière-cours.

Les caves dans lesquelles végètent les tisserands de la Picardie et de la Flandre sont des habitations de luxe auprès de celles que recherche la population irlandaise à Liverpool. Celles-ci sont des espèces de trous de dix à douze pieds carrés de surface, ayant souvent moins de six pieds anglais de hauteur, en sorte qu'il est difficile à un homme de s'y tenir debout. Ces tanières n'ont pas de fenêtres; l'air et la lumière n'y pénètrent que par la porte dont la partie supérieure est généralement au niveau de la rue. On y descend, comme dans un puits, par une échelle ou par un escalier presque droit. L'eau, la poussière et la boue s'accumulent au fond; comme le sol est rarement parqueté, et qu'aucune espèce de ventilation n'y est possible, il y règne une épaisse humidité. Dans quelques endroits, la cave a deux compartimens, dont le second, qui sert de chambre à coucher, ne reçoit de jour que par le premier. Chacune est habitée par trois, quatre et jusqu'à cinq personnes. Le loyer coûte deux shellings par semaine, ou plus de 130 francs par an. A ce prix, on peut avoir une chambre au premier étage, quand on loue à la semaine, et une maison tout entière, quand on loue à l'année. Un père de famille à qui je demandais l'explication de cette préférence des classes laborieuses pour les logemens souterrains me répondit : « Je suis plus près de la rue pour mes enfans. »

Les enfans des ouvriers passent, en effet, dans la rue les journées et même une partie des nuits. Sans ces habitudes d'une vie tout extérieure, la jeunesse, déjà si pâle et si peu agréable de formes à Liverpool, s'étiolerait bien davantage. Mais l'éducation qui se fait sur le pavé a aussi ses dangers. L'existence des Anglais étant plus intérieure et moins sociable que celle d'aucun autre peuple, il s'ensuit que l'on ne rencontre guère habituellement dans les rues que les hommes qui sont en lutte avec les lois. Voilà les instituteurs qui élèvent les enfans du peuple; l'école, ou plutôt le champ d'expériences, ce sont les docks, où ces petits larrons s'exercent à piller la marchandise déposée sur les quais. En 1836, et dans un rapport

du comité de police, on comptait 600 voleurs, dont le pillage des docks faisait la spécialité, et qui avaient pour aides-manœuvres 1,200 enfans.

Un autre trait distinctif de Liverpool est la construction de ces cours fermées qui doublent en quelque sorte les rues. Elles se composent de deux rangs de maisons à trois étages d'élévation, qui se font face et qui sont adossées à d'autres maisons. Un espace, qui varie de six à quinze pieds, sépare les deux côtés, et la cour ne communique avec la rue que par un étroit corridor sous lequel on entre en se baissant comme par la porte d'une prison. L'air empesté que l'on respire au fond de ces abîmes ne se renouvelle jamais. Pour achever d'épaissir les émanations fétides qui s'en exhalent, les habitans ont coutume d'entasser dans un coin de la cour les débris de leur ménage, et lorsque ceux-ci sont des Irlandais pur sang, comme dans le quartier du *Vauxhall*, il s'y joint l'odeur des porcs qu'ils engraissent, ou des ânes qu'ils introduisent jusque dans leur chambre à coucher (1). Il y a près de 2,500 cours à Liverpool, et chacune renferme en moyenne 6 à 8 maisons; ainsi, la moitié des maisons de la ville (Liverpool a 32,000 maisons) se trouve dans ces conditions déplorables de salubrité.

Une maison de trois étages, et par conséquent de trois chambres, se loue 5 ou 6 liv. sterl. dans une cour fermée; une habitation de la même grandeur vaut le double et souvent le triple de ce prix dans une rue. Tout ce qu'il y a d'ouvriers et d'employés à Liverpool habite donc les caves ou les cours, et souvent, par un raffinement d'économie et de patience, des caves dans les cours. Une clause des règlemens municipaux interdit aux propriétaires de maisons de consacrer l'appartement souterrain à l'habitation des hommes; mais, par la cupidité des uns et par l'insouciance des autres, ce règlement est resté sans application. C'est dans les caves que se tiennent la plupart des écoles où l'on reçoit les petits enfans. Les caves servent d'hôtels garnis aux Irlandais de passage, aux musiciens ambulans, aux mendians et aux vagabonds. Ceux qui ont le moyen de payer 3 *pence* (6 sols) par nuit sont admis à prendre place dans un des cinq ou six lits que renferme l'unique chambre de chaque étage, un

(1) « Dans une maison située dans une cour de Thomas-Street, un malade était dans un coin de la chambre, couché sur un tas de paille; dans l'autre coin, un âne était commodément établi. Sous la fenêtre, on apercevait le tas de fumier que l'âne aidait à ramasser dans la rue. » (Rapport de M. Duncan, *Sanitary condition of working classes*.)

rideau séparant les femmes des hommes. Pour les moins magnifiques, on étend de la paille dans une cave, et l'on y entasse pêle-mêle autant d'êtres humains que ce bouge en peut contenir; mais aussi le prix n'est que d'un *penny*.

Entre la bourse et la prison, un pâté de rues étroites et de cours infectes, dont *Ray-Street* et *Highfield-Street* sont les plus connues, est le quartier-général des recéleurs et des gens sans aveu. Il n'y a pas de jour où la police n'ait quelque descente à y faire, et le bruit des rixes qui éclatent à chaque instant avertit au loin les gens honnêtes d'éviter un endroit aussi impur.

Ce soir-là, par extraordinaire, la cour des miracles de Liverpool était d'un calme désespérant. Lorsque nous atteignîmes *Highfield-Street*, les habitans du lieu étaient rentrés chez eux comme de bons bourgeois. On n'apercevait dans la rue qu'une seule maison éclairée à cette heure : c'étaient une trentaine d'Irlandais rassemblés pour veiller devant le corps d'un enfant, et qui, dans leur dévotion superstitieuse, célébraient dans une chambre ouverte, à la clarté des flambeaux, les rites à demi païens de leur pays. Cependant les locataires attardés arrivaient un à un, et, voyant des étrangers, ils se glissaient en silence le long des murs; les portes entrebâillées se refermaient aussitôt derrière eux.

J'aurais craint de porter mes regards au-delà, car je me rappelais que tout Anglais considère la maison qu'il habite comme un château-fort, où nul ne doit pénétrer sans son consentement; mais la police a des priviléges, même sur cette terre de liberté. Toutes les portes auxquelles M. Whitty frappa s'ouvrirent sans délai; partout l'hôte ou l'hôtesse mit le plus grand empressement à nous montrer le logis jusque dans ses moindres détails; et couché ou à demi vêtu, homme ou femme, malfaiteur, vagabond ou mendiant, pas un des singuliers habitans de *Highfield-Street* ne parut contrarié de notre visite. Je ne décrirai pas l'ameublement de ces garnis; des hommes vêtus de haillons pendant le jour trouvent très naturel qu'on leur donne des haillons pour couverture pendant la nuit. Tout ce monde-là semblait reposer à son aise; souvent cinquante personnes étaient amassées dans un espace qui ne contenait de l'air respirable que pour huit ou dix. Voici, au surplus, le type des garnis souterrains tels qu'on peut les voir à Liverpool et à Manchester. Le logis se compose de trois pièces : une avant-cave, qui sert à la fois de cuisine, de salle à manger et de chambre à coucher, puis deux arrière-caves, dans chacune desquelles sont deux lits juxta-posés. La pièce principale

reçoit le jour par la porte, et à ce luxe de lumière elle joint un c tain luxe d'ameublement, car les lits ont des rideaux; les autres sont éclairées que par un étroit soupirail, et les habitués y repos mollement sur des paillasses que supportent des bois à demi pourr et qui ont pour toute couverture des chiffons cousus. Là, sur les grabats, 18 et souvent 20 personnes passent la nuit, dans ces tr dont chacun n'a pas plus de 8 pieds carrés, sur une élévation moyen de 6 à 7 pieds. Autant vaudrait coucher à la belle étoile, au mil des marais Pontins.

Le caractère essentiellement nomade de cette population attén à quelques égards, les conséquences d'un pareil régime. Liverp est une ville de passage et de rendez-vous incessamment battue p le flux et par le reflux des émigrans, où les couches inférieures de société n'ont pas le temps de se fixer, où le domicile et la fami n'existent pas en réalité. Entrez dans le *work-house* de Liverpo sur 1,584 pauvres qu'il renfermait au 22 juillet, l'on compt 346 hommes, tous avancés en âge; 712 femmes, la plupart jeun encore, et 476 filles ou garçons. Ainsi, les femmes et les enfans f ment les 77 centièmes des pauvres secourus; à Manchester, la pr portion n'est que de 70 pour 100. Dans la prison, sur 4,560 déten il est entré, en 1842, 1,678 femmes, soit 37 pour 100 du nomb total. A Manchester, les femmes ne comptent parmi les détenus q dans la proportion de 20 à 25 pour 100. Cette différence tient sa doute à ce que le travail dans un port de mer n'offre pas les mêm ressources aux femmes et aux enfans que dans une ville d'industri « Il y a bien peu d'ateliers à Liverpool où l'on puisse employer l enfans (1), » dit le commissaire du gouvernement, M. Austin. Ce pendant le gr[illegible] nombre des femmes et des enfans qui tombent la charge de [illegible] ou qui sont en[illegible] commettre des dél vient surtout [illegible]ion dans lequel [illegible] laissent leurs f milles, soit q[illegible] la mer, soit q[illegible] dans l'intérie de l'Angleter[illegible] errante qui [illegible] à une certai classe d'ouvrie[illegible] de *navigat*[illegible] [illegible] bien c[illegible]rpool, il [illegible] l'asile de [illegible] [illegible]ylum] [illegible]mmence [illegible] des p[illegible] [illegible]

(1) [illegible]

au soir, autour de l'édifice, des tourbillons de fumée. Rien de plus triste que les abords de cet établissement; rien de plus négligé que l'administration. Les fondateurs de l'œuvre ne prennent pas la peine, comme cela se pratique en Écosse, d'examiner eux-mêmes les malheureux qui se présentent; ils délèguent ce soin au gardien de la maison, vieillard asthmatique et morose qui s'en acquite en fonctionnaire salarié. A Édimbourg, les pauvres admis sont aussitôt plongés dans un bain; ils reçoivent ensuite une portion de gruau, et la nourriture spirituelle leur est donnée par le chapelain avant l'heure du repos. Ici, nulle trace de charité ni envers l'ame, ni envers le corps, et en retour point de respect pour l'autorité de la maison. On entre le chapeau sur la tête, on siffle, on chante, on crie, on se dispute dans les chambres; il ne saurait être question de propreté ni de décence, là où trois rangs de lits (1) sont superposés l'un à l'autre comme dans l'entrepont d'un vaisseau.

Malgré ce défaut de règle et de comfort, il y a toujours foule aux portes. En 1842, l'asile a reçu 15,817 individus qui ont donné 37,544 journées de présence, ou 103 individus par nuit. Ce nombre augmente en hiver et diminue en été, jusqu'à présenter une moyenne de 125 en janvier et de 77 en juin. Parmi les 15,817 individus admis en 1842 figuraient 1,246 matelots, 9,643 ouvriers ou journaliers, 2,880 femmes, et 2,046 enfans.

De huit heures du soir à onze heures, j'assistai à la réception des pauvres sans asile, prenant note des motifs qu'ils faisaient valoir pour obtenir un gîte pendant la nuit. Il s'en présenta 78, hommes, femmes ou enfans. Voici les cas sommairement rappelés.

Un matelot avec une jambe de bois, chassé, faute de paiement, du garni où il logeait.

Le cuisinier d'un vaisseau, depuis deux jours à Liverpool, sans ressource, allant à Belfast.

Un journalier de Matyport, cherchant du travail.

Un moissonneur (*harvest-man*), retournant de Stockport en Irlande.

Une femme écossaise, venant de Manchester à la recherche de son mari.

Une femme avec un enfant naturel, renvoyée de la maison de charité depuis deux jours.

La femme d'un matelot absent, chassée, faute de paiement, du logement qu'elle occupait.

Une femme venant de Halifax, pour chercher du travail.

[illegible], que l'on retrouve aussi dans les prisons, sont appelés *berths*.

Un enfant de quatorze ans venant du comté de Stafford pour s'embarquer.

Une femme, renvoyée du logement qu'elle occupait à Leeds.

Une jeune fille, qui travaillait dans une fabrique de Manchester, allant à la recherche de sa sœur.

Une Irlandaise, qui était depuis deux mois et demi à Liverpool.

Une femme de Dublin, sans ressource, prétendant qu'on lui a volé 5 livres sterling sur le paquebot.

Un matelot américain de Savannah, depuis cinq semaines à Liverpool.

Mari et femme, venant de Nottingham, tisserands de leur état, allant à Dublin.

Une Irlandaise, avec trois enfans, à la recherche de son mari.

Deux enfans de quatorze ans, arrivant, l'un de Glasgow, l'autre de Newry, et que l'on a ramassés dans les rues.

Une femme de Liverpool, abandonnée par son mari.

Un matelot, sortant de l'hôpital.

Enfin, des soldats congédiés, des ouvriers de Macclesfield, de Birmingham, de Warrington ou de Londres, cherchant, les uns de l'ouvrage, les autres un navire qui les reçoive en qualité de matelots, et parmi ces derniers un jeune fileur de Manchester, qui arrivait, par une pluie battante, nu-pieds, couvert à peine d'un pantalon et d'une chemise, trempé jusqu'aux os, tremblant de tous ses membres, après avoir parcouru cette distance de 36 milles, et qui allait se coucher sans un morceau de pain, en attendant que le capitaine de quelque navire lui permît par charité de s'embarquer.

Ainsi, dans la détresse qui pèse depuis quelques années sur le travail, les hommes vont de la terre à la mer, et du commerce aux manufactures, et Liverpool est le lieu où se font ces perpétuels reviremens.

Une autre conséquence de la nature flottante de la population à Liverpool est la multiplicité des lieux de divertissement et de débauche, des salons, des cabarets et des maisons de prostitution, avec leur cortége obligé de vols et d'excès. Suivant un document publié en 1836, il existait à Liverpool 1,600 débits de liqueurs spiritueuses (*public houses*), 70 restaurans de bas-étage (*taps*), 585 débits de bière, 20 salons, et 300 maisons qui renfermaient 1,200 prostituées. Le nombre des débitans de genièvre et de whiskey a quelque peu diminué depuis les prédications du père Mathieu, qui ont ramené au régime de l'eau pure et du thé une certaine quantité d'Irlandais. Liverpool en renferme cependant proportionnellement plus que Londres, et les comptoirs du *gin* y sont tout aussi brillans. Dans ces longues salles où l'on a prodigué les glaces, les dorures et la lumière, les tonneaux sont rangés d'un côté, et de l'autre les hommes, les

femmes, les enfans, assis par centaines sur des bancs où ils savourent avec un plaisir morne les illusions contenues dans un verre d'eau de feu. Je ne sais pas de plus affligeant contraste que celui d'une population en guenilles s'enivrant dans un palais. Et comment les enfans ne seraient-ils pas initiés, dès leur bas âge, aux mêmes excès que leurs parens? Quand il n'y a pas de pain dans la maison ni de chaleur au foyer, le père de famille les envoie, avec son dernier *penny*, chercher du genièvre ou du whiskey, et ceux-ci doivent prendre une bien haute idée d'un genre de consolation auquel on sacrifie tout!

Les salons sont des lieux de réunion qui forment un café au rez-de-chaussée, et au premier étage une salle de théâtre, de danse ou de concert. Ces établissemens se multiplient aujourd'hui dans toutes les villes; il y en a pour tous les goûts et pour tous les rangs de la société. Les salons fréquentés par les commis (*clerks*) et par les marchands ont un certain air de bonne compagnie; les femmes n'y sont pas admises, et pendant que les habitués boivent, le propriétaire chante ou exécute au piano les airs des opéras nouveaux. Dans quelques autres, des couples, qui viennent de se former au coin de la rue, assistent conjugalement à des scènes de mimique ou de ventriloquie. Un de ces établissemens est tenu par un gros homme de bonne humeur, qui passa long-temps pour la fleur des pugilistes, et que l'Angleterre boxante avait élu pour son champion officiel, James Ward; il achève, dans cette spéculation que son nom fait prospérer, une fortune commencée dans les combats singuliers et dans les paris. Ailleurs, on ne reçoit que des matelots, et quand ils ont échauffé leur imagination à boire du grog, dans les stalles du rez-de-chaussée, on leur sert au premier étage des parades militaires et des farces appropriées à leur goûts grossiers. Les filous de profession ont aussi leurs amusemens publics. J'en ai vu deux ou trois cents dans une salle assez semblable au Café des Aveugles, où on les régalait de chansons grivoises et de vaudevilles salés; mais le lieu, malgré une sorte d'ordre apparent, n'avait rien de bien sûr, et je n'y restai que le temps de me faire désigner, parmi ces visages sinistres, les habitués les plus réguliers de la prison.

Le nombre des prostituées va croissant à Liverpool comme à Londres. A ne consulter que les documens officiels, il était de 1,902 au 1er janvier 1838, de 1,695 en 1839, de 2,394 en 1840, de 2,683 en 1841, et de 2,900 en 1842. Les comptes-rendus de la police signalent 770 maisons suspectes, 246 garnis fréquentés par les mendians,

et 93 maisons de recel. Voilà ce que la police sait, mais elle ne sait pas tout. Sans aller au-delà du vice constaté, l'on voit que Liverpool dépasse Londres même; ce qui semble indiquer que les causes de dépravation sont pareilles dans les deux villes, et que ces causes rencontrent à Londres, au foyer même de la civilisation, des contre-poids dont Liverpool est dépourvu.

Le nombre des personnes arrêtées en 1842 a été à Liverpool de 15,900. Dans ce total figurent les délits de simple police, tels que l'ivrognerie et les désordres commis dans les rues. Voici les principaux chapitres de ce budget criminel :

DÉLITS CONTRE LES PERSONNES ET CONTRE L'ORDRE.

	PRÉVENUS.
Meurtre et tentative de meurtre.	8
Violences avec effusion de sang.	29
Tentative de viol, bigamie, etc.	22
Rixes et violences (*common assaults*).	965
Violences commises contre les agens de l'autorité.	508
Tapage dans les rues.	776
Tapage fait par des prostituées.	387
Ivresse et désordre.	2,980
Prostituées dans cet état.	902
Simple ivresse.	2,976
Mendicité.	324

DÉLITS CONTRE LES PROPRIÉTÉS.

Incendie.	4
Vols avec violence ou avec effraction.	119
Vols simples.	3,105
Filouteries.	517
Faux.	14
Escroqueries.	281
Vols commis par des prostituées.	528
Recel.	242
Gens suspects arrêtés au moment de voler. . . .	712
Contrebande.	106

Le trait le plus sombre du tableau est dans ce fait que, sur 6,[illegible] prévenus de délits graves (*félonies*), on en comptait 2,197 de dix-huit ans et au-dessous, et dans cet autre, que les femmes y figurent à raison de 30 pour 100.

Les vols de toute nature sont à peu près aussi nombreux à Liverpool, dans une population de 300,000 ames, que dans le départe-

ment de la Seine, peuplé de 1,200,000 habitans. Toutefois, suivant un calcul fait par l'habile gouverneur de la prison, M. Highton, les délinquans nés à Liverpool ne fourniraient à la somme des arrestations qu'un contingent de 37 pour 100. Il en résulte que si, dans l'échelle de la criminalité, les villes de commerce et de passage tiennent le premier rang, elles doivent être considérées plutôt comme le rendez-vous que comme le foyer de la corruption.

Le capitaine Miller a publié, dans une brochure intéressante (1), une comparaison entre les principales villes du royaume-uni, sous le rapport des désordres qui s'y commettent. Ce rapprochement prend pour point de départ l'année 1839, et le résultat présente 1 délinquant sur 24 1/4 habitans à Londres, 1 sur 7 à Dublin, 1 sur 16 à Liverpool, 1 sur 22 3/4 à Glasgow. La proportion était à Manchester, en 1840, de 1 sur 22 habitans, et de 1 sur 14 à Edimbourg en 1841. On voit que, par une exception qui n'appartient qu'à l'Angleterre, la métropole britannique, malgré l'effrayante accumulation qui s'y fait des crimes et des délits, n'est pas encore le théâtre où le mal se déploie avec le plus de puissance ni de liberté.

L'institution d'une police sévère n'a pas été sans influence sur la masse des délits. On sait déjà que les malfaiteurs anglais, depuis qu'ils trouvent les villes mieux défendues contre leurs déprédations, se rabattent sur les campagnes. Cette émigration paraît avoir été particulièrement sensible à Liverpool, qu'un millier de voleurs émérites ont quittée de leur propre mouvement. Depuis leur retraite, le nombre des vols a beaucoup diminué. En 1838, les rapports municipaux signalaient 482 vols avec violence ou avec effraction, 3,600 vols simples, 844 vols commis par des prostituées, et 2,480 gens sans aveu arrêtés au moment de commettre des vols. La réduction, sur ces quatre chapitres, a été en quatre années de 27 pour 100. L'action d'une force répressive ne saurait aller au-delà; c'est par d'autres institutions et par d'autres influences qu'il faut pourvoir à la réforme des mœurs.

La police de Liverpool est organisée sur le même plan que celle de Londres, qui a servi de modèle à toutes les grandes villes du royaume-uni. En France, vous rencontrez jusque dans les moindres villages l'uniforme du gendarme qui représente l'ordre public. En Angleterre, la police rurale n'existe pas, à proprement parler; le ministère whig a vainement tenté d'introduire cette machine répres-

(1) *Papers relative to the state of crime in the city of Glasgow.*

sive qui est un des plus beaux produits de notre centralisation. En revanche, la police urbaine de l'autre côté du détroit a une supériorité décidée, et nous gagnerions à l'imiter. Il vaut donc la peine d'expliquer cette organisation, qui est, à mon sens, le chef-d'œuvre administratif de sir Robert Peel.

L'effet utile de la force publique dépend non-seulement de l'organisation qu'on lui donne, mais de la direction qu'elle reçoit. S'il fallait en juger par le nombre des hommes que l'autorité tient sur pied, Paris devrait être la ville la mieux gardée dans le monde entier. Sans compter 12 à 15,000 hommes de garnison, et un million de gardes nationaux de service appuyés sur une réserve de 60,000, le préfet de police a sous ses ordres « une garde municipale de plus de 2,500 fantassins et 400 cavaliers, un corps de sapeurs-pompiers de 830 hommes, des bureaux où travaillent tout le jour et souvent la nuit près de 300 employés, un service extérieur de commissaires, d'inspecteurs, de sergens de ville, d'agens de tous ordres, qui comprend plus de 2,000 personnes (1). » Ce personnel, tout nombreux qu'il est, ne fait pas régner à Paris une sécurité plus grande que celle dont on jouit dans les autres capitales de l'Europe; il ne nous met pas à l'abri des émeutes, et les efforts de la surveillance quotidienne ne paraissent pas tenir en échec, autant qu'il le faudrait, l'audace des malfaiteurs. A Londres, la garnison se compose de trois ou quatre régimens de la garde, qui ne servent qu'à parader devant les casernes et les palais royaux. La force de la police municipale, en y comprenant celle de la Cité, est d'environ 5,000 constables, sergens et inspecteurs. Ce corps maintient l'ordre au sein de la nombreuse population et dans l'immense étendue que renferme la métropole. Bien loin d'être insuffisant, il fournit des détachemens que l'on envoie, par les chemins de fer, au premier bruit d'une émeute, à Birmingham, à Manchester, dans le pays de Galles, sur tous les points menacés. A Liverpool, malgré tant d'élémens de désordre, et bien que la police ait à contenir, sans l'assistance d'une garnison, la foule remuante des Irlandais ainsi que 7 à 8,000 matelots, elle ne compte pas plus de 600 hommes dans ses rangs.

Je sais ce que l'on peut dire sur la différence des populations, et je ne conteste pas qu'avec les habitudes militaires du peuple français la force publique doive affecter des proportions plus imposantes que

(1) Voir dans la *Revue des Deux Mondes*, n° du 1er décembre 1842, un article très remarquable de M. Vivien, ancien préfet de police et ancien garde-des-sceaux.

dans un pays où 10,000 hommes prennent la fuite devant un escadron de dragons; mais les crises dans lesquelles on peut avoir à déployer cet appareil de baïonnettes et de canons sont heureusement fort rares, et les circonstances qui appellent surtout la surveillance de l'autorité ne présentent pas en Angleterre moins d'obstacles à surmonter qu'ailleurs. Toutes choses égales, il paraît évident que la police produit chez nos voisins tout ce qu'elle peut produire, tandis que chez nous la moitié de la force disponible ne reçoit aucun emploi.

Cette inégalité dans les résultats obtenus tient uniquement à la différence des systèmes. La police, en Angleterre, ne procède pas du même principe qu'en France; elle ne relève pas de la même autorité, et elle n'a pas la même organisation.

En France, un agent de police voit ses devoirs bornés à la répression des délits et des contraventions; il ne se regarde pas comme chargé d'un autre mandat. Protéger les honnêtes gens n'est pas son affaire; les coquins tombent seuls sous sa juridiction. Il ne prévient et n'empêche aucun mal, il se borne à le réprimer en prêtant main-forte à la loi. De là son ton acerbe, son regard insolent et quelquefois provocateur; de là l'épée qu'il porte au côté. C'est une machine à procès-verbaux et un instrument d'arrestation, rien de plus, mais aussi rien de moins.

L'officier de police (*policeman*), en Angleterre, a des devoirs beaucoup plus étendus; il est chargé, il répond de la sûreté des personnes et de celle des propriétés. Autant il doit se montrer vigilant et vigoureux dans la répression des délits, autant on lui recommande d'être bienveillant, prévenant et soigneux des intérêts de la communauté. Il se considère comme l'ennemi des coquins et comme le serviteur des honnêtes gens. A toute heure du jour et de la nuit, vous le trouvez sur votre chemin qui vous donne le nom des rues, l'adresse des habitans, en un mot, les renseignemens qui vous peuvent être utiles. Il ferme la porte de votre maison, si vous l'avez laissée ouverte, vous avertit en cas d'incendie ou d'effraction, et donne le signal des secours; vous ramène ou conduit au poste votre enfant égaré, écarte tout embarras et tout danger de la voie publique, veille enfin pour vous et sur vous.

Si la police commande aux citoyens en France, et si elle les sert en Angleterre, cela vient peut-être de ce qu'elle procède ici du pouvoir municipal, et là du pouvoir central. A Paris, le préfet de police est le représentant direct de l'autorité ministérielle. Dans les départemens, le maire de chaque commune, étant nommé par le

ministre de l'intérieur ou par le préfet, ne dirige la police communale que par une délégation du pouvoir exécutif et sous le contrôle immédiat du préfet; et comment une police qui ne relève pas des habitans se croirait-elle tenue de les ménager ou de prendre leurs intérêts? Dans la Grande-Bretagne, au contraire, les maires, étant les élus de la cité, en ont le gouvernement sans réserve; l'autorité centrale n'intervient qu'au défaut de l'autorité municipale, et pour ajouter aux forces des localités la puissance de l'état.

Dans l'exercice de la surveillance, la police française emploie des agens secrets et des agens publics; ceux-ci sont les seuls dont la police anglaise admette le concours. « La police de sûreté, dit M. Vivien (1), comprend des agens publics et des agens secrets; les premiers surveillent les voleurs sans se joindre à eux; les seconds s'en approchent davantage, et, sans jamais, en aucune façon, de loin ni de près, tremper dans leurs méfaits, ils les rencontrent, les connaissent personnellement, et peuvent avec exactitude révéler les noms, les caractères de ces misérables, sauvages égarés au milieu de la civilisation... » Et ailleurs : « La préfecture de police a cessé depuis long-temps d'employer des repris de justice dans les brigades de sûreté. Toutefois, il est impossible de renoncer entièrement aux services de cette classe d'hommes, et des agens mêlés à la vie et aux habitudes des malfaiteurs ne peuvent se recommander par la pureté du caractère et la dignité des mœurs. »

Certes, si l'on tient à conserver la tradition d'une police secrète, M. Vivien a raison, on doit se résigner à l'emploi des hommes *qui ne se recommandent ni par la pureté du caractère, ni par la dignité des mœurs*. Il faut avoir trempé dans le crime pour faire métier de la délation et de la trahison; ces basses œuvres de la police ne conviennent qu'à des mains déjà souillées. Mais une police secrète est-elle nécessaire au maintien de l'ordre public? Pour ma part, je ne le pense pas. Je crois même que, si le nom seul de la police est devenu un opprobre en France, cela tient à la nature mystérieuse des moyens et au caractère peu moral des agens qu'elle a employés, tandis que, si la police est universellement respectée en Angleterre, on peut sans hésitation attribuer sa popularité à la franchise et à la dignité de ses procédés. Tous les hommes qui ont de l'expérience en cette matière, M. Miller à Glasgow, M. Whitty à Liverpool, M. Beswick à Manchester, sont les adversaires les plus déterminés de la

(1) *Revue des Deux Mondes*, article déjà cité.

police secrète. Ils s'applaudissent de n'y avoir jamais eu recours, et ils trouvent, dans l'empressement que mettent tous les citoyens à leur donner des indications et des renseignemens sur les délits ainsi que sur les auteurs des délits, une assistance qu'aucune brigade secrète n'aurait pu leur prêter.

La méthode de surveillance exercée chez nous laisse encore beaucoup à désirer. Notre police procède comme une armée en campagne; elle établit des postes de loin en loin, et pousse par moment des reconnaissances, des expéditions sur le territoire ennemi. Écoutons le partisan avoué de ce système, M. Vivien : « La nuit, les agens de sûreté se répandent dans les rues, et par petits groupes, bien armés, bien résolus, ils parcourent les lieux les plus déserts, les plus propres à tenter l'audace des malfaiteurs; ils se glissent dans l'ombre, sans bruit, se blottissent le long des maisons, arrêtent l'individu qu'ils trouvent porteur de paquets suspects, ou même embarrassé dans sa contenance, et jugent, d'après ses réponses, s'ils doivent lui laisser continuer sa marche, le reconduire au domicile qu'il s'est donné, ou le conduire en lieu sûr. La garde municipale leur prête assistance pour ces courses nocturnes, et des patrouilles, où les pas n'ont point de bruit et les uniformes point d'éclat, saisissent aussi et les individus prêts à commettre un crime, et ceux qui emportent dans les ténèbres les produits du crime déjà commis. »

Ainsi la surveillance de la police française est ambulante, et la patrouille en est le type vrai. A Londres, à Liverpool, et dans les autres villes de la Grande-Bretagne, la surveillance est stationnaire et à poste fixe, système qui paraît tout à la fois exiger des forces moindres et avoir plus d'efficacité.

La police de Liverpool se compose, comme je l'ai dit, d'environ 600 hommes, dont les mouvemens sont dirigés par un constable chef (*head constable*) ou surintendant. Cette force doit suffire à des attributions très étendues. Elle se partage naturellement en deux services, le service civil et le service criminel. Le premier comprend la brigade des *firemen*, ou préposés aux incendies, institution analogue à celle de nos sapeurs-pompiers, et les inspecteurs des marchés, de l'éclairage, ainsi que de la voirie; la seconde renferme les agens préposés à la sûreté publique, les gardes de jour (*day watchmen*) et les gardes de nuit (*night watchmen*), environ 500 hommes, dont la moitié seulement sont sur pied à la fois.

Les agens de la police criminelle, les *policemen* proprement dits, observent une discipline toute militaire. Pour faciliter la surveil-

lance, la ville a été partagée en deux grandes divisions, la division du nord et celle du sud. Chaque division, placée sous les ordres d'un lieutenant, se partage elle-même en sections; chaque section est commandée par un sergent et comprend plusieurs quartiers, en anglais *beats*, dont chacun est mis sous la garde d'un *watchman*. Le quartier assigné à un garde est comme un pâté de rues et de maisons, et doit avoir une étendue qui permette à l'agent d'en visiter tous les points dans une demi-heure en se promenant à pas lents. On lui remet, au moment où il commence cette faction de douze heures une carte exacte de son district, en lui recommandant d'apprendre à connaître ceux qui l'habitent à leur figure et par leur nom. Le jour, il ne porte pas d'autre arme qu'un bâton court; la nuit, on y ajoute une lanterne, une crecelle, une cape et une espèce de poignard (*twitch*). C'est à lui de surveiller les gens suspects, de s'assurer que les portes et les fenêtres ne restent pas ouvertes; en cas de délit, de tumulte ou d'incendie, il doit donner l'alarme avant de se porter au secours. On le rend responsable, et l'on récompense moins ceux qui ont appréhendé quelque malfaiteur que ceux sur le territoire desquels aucun délit n'a été commis (1).

Les sergens, les lieutenans et le surintendant lui-même font des rondes de jour et de nuit pour s'assurer que les constables sont à leur poste, et que leur vigilance n'a pas été en défaut. Tout garde surpris en état d'ivresse, endormi, fumant ou en conversation avec une femme, est renvoyé sur l'heure. En même temps qu'on leur ordonne d'agir, en cas de nécessité, avec décision et avec énergie, on leur recommande de ne pas se mêler de toutes choses, de n'être pas tracassiers, de parler toujours avec politesse, et de rester maîtres d'eux-mêmes lors même qu'ils sont provoqués.

Un certain nombre d'hommes est tenu en réserve la nuit dans les grandes stations, le jour au bureau de la police et dans l'enceinte du tribunal, afin d'exécuter les ordres des magistrats, et de se porter partout où l'intérêt de la sécurité publique pourra les appeler. Liverpool a cinq grandes stations de police. Chacun de ces postes comprend un hangar où les constables se livrent aux évolutions militaires et sont passés en revue par leurs chefs; un bureau où l'on enregistre les ordres du jour, où l'on tient note de la conduite des agens et des arrestations; deux chambres de force ou cachots (*locks-*

(1) « The absence of crime will be considered the best proof of the efficiency of the police. » (*Regulations and instructions.*)

up), l'un pour les hommes, l'autre pour les femmes, dans lesquels on enferme jusqu'à l'heure de l'audience les personnes arrêtées pendant la nuit. Ces *violons*, comme on les appellerait en France, sont des bouges affreux qui ne reçoivent l'air et la lumière que par un étroit soupirail. On devrait du moins les convertir en cellules, afin qu'un honnête homme, que l'on a ramassé ivre dans la rue, ne fût plus exposé à passer la nuit côte à côte d'un malfaiteur.

Ce qui ajoute à l'excellence de cette organisation, c'est le scrupule que l'on apporte dans le choix des hommes. La police prend ses agens dans la classe des sous-officiers qui ont obtenu leur congé, ou parmi les ouvriers qui ont quelque instruction, et qui sont désignés par leurs bons antécédens. Comme on exige aussi la force physique et une taille élevée, il en résulte que les constables de la nouvelle police sont bien réellement la fleur de la population. Règle générale, un *policeman* sans armes vaut deux hommes; trois cents *policemen* armés contiennent une ville soulevée. Je ne connais, quant à moi, que la garde municipale de Paris, ce corps admirable entre tous les corps d'élite, que l'on puisse comparer aux constables de Londres, de Liverpool et de Glasgow.

La police, dans les villes de l'Angleterre, est une institution complète, qui a ses tribunaux ainsi que ses hommes d'action. Les tribunaux de police sont investis des pouvoirs les plus divers comme les plus étendus : le magistrat est à la fois juge de paix, juge d'instruction, juge de simple police, et arbitre de certains intérêts ou priviléges municipaux. Les lois lui allouent un traitement proportionné à l'importance de ses fonctions, et au temps qu'il est obligé d'y consacrer. C'est une exception toute récente aux usages de ce gouvernement aristocratique, dans lequel les fonctions du juge de paix sont gratuites et appartiennent, comme un droit seigneurial, aux grands propriétaires du sol. Par une autre exception non moins remarquable, le commissaire de police (*police commissionner*), qui enregistre les plaintes et qui expose les faits de chaque cause devant le tribunal, est un homme de loi, et donne des consultations gratuites. Enfin, la procédure est simple et le résultat prompt. Voilà des innovations dont le succès peut paraître extraordinaire, si l'on considère le parfait contentement d'esprit avec lequel la nation anglaise se laisse, depuis huit cents ans, mener par les juges et exploiter par les avocats. Liverpool n'a qu'un tribunal de police; Manchester en a deux, et Londres neuf, sans compter ceux de la Cité.

Entrons dans le prétoire. Le tribunal de police à Liverpool est

une vaste salle partagée en deux enceintes, l'une à l'usage ex de la justice, l'autre pour le public. Le juge occupe un siége sur une estrade; devant lui, mais à un rang inférieur, sont le missaire de police qui fait fonction de ministère public, le gr qui enregistre les dépositions, et le trésorier qui reçoit les amen En face et au milieu de la salle se dresse la tribune où compa sent les prévenus; elle communique avec la geôle par un pas souterrain. A la droite du juge, les agens de police occupen bancs devant lesquels est placée la tribune (*box*) des témoins; de gauche sont réservés aux parties civiles. Le public se press fond de la salle sur l'amphithéâtre qui lui est destiné. Il y a touj foule, et quelle foule! Les assistans de la veille seront à coup les patiens du lendemain.

Dans l'ordre des décisions, on appelle d'abord les contreven aux règlemens municipaux, ensuite les prévenus de crimes et délits, et en troisième lieu les contestations civiles; ajoutez que magistrat donne ou refuse l'autorisation d'ouvrir un cabaret ou salon, et cela d'après les renseignemens qui lui sont remis; enfi entend les personnes qui demandent à en citer d'autres pour obte le recouvrement d'une créance ou pour faire fixer leurs droits. U seul juge, dans une même séance, a souvent plus de cent cas à dé cider.

La procédure en matière criminelle ou correctionnelle est, quoi que sommaire, environnée de toutes les garanties. A Paris, un in culpé en état d'arrestation attend souvent trois jours avant que l juge d'instruction puisse examiner les charges qui pèsent sur lui e convertir le mandat d'amener en mandat de dépôt ou ordonner l mise en liberté. Encore cette procédure se passe-t-elle entièreme à huis-clos, le prisonnier n'ayant d'autre refuge que les lumières l'équité du magistrat instructeur. A Liverpool, ainsi que dans l autres villes de l'Angleterre, tout constable peut mettre en libe sous caution, à l'instant même où il est arrêté, un prévenu qui n' inculpé que d'un léger délit. Dans tous les cas, le prévenu arrêté veille ou dans la nuit a la certitude d'être interrogé et entendu lendemain. L'instruction se fait sous les yeux du public. Le co missaire de police ou le greffier ayant expliqué en peu de mots circonstances et les motifs de l'arrestation, le juge demande à l'i culpé son nom et sa profession; si le prévenu a eu déjà affaire à justice, le greffier de la geôle rappelle ses antécédens. Viennent e suite les dépositions des témoins; ceux-ci, et les agens de la pol

comme les autres, prêtent serment sur l'Évangile de dire la vérité sans haine et sans passion. Quand ils ont déposé, le conseil du prévenu leur fait subir un contre-interrogatoire par lequel il cherche, dans l'intérêt de la défense, à les mettre en contradiction avec eux-mêmes. Le prévenu est enfin invité à dire ce qu'il juge utile de dire, et, s'il préfère garder le silence, on respecte sa détermination, selon le principe de la jurisprudence anglaise qui porte que nul n'est forcé de s'accuser. Dans le cas où le délit commis est du ressort des assises, le juge, après avoir fait lire le procès-verbal des dépositions au prévenu qui en conteste ou en reconnaît l'exactitude, l'envoie dans la prison du comté pour y attendre que le grand jury prononce définitivement sur l'accusation. Si l'offense est légère, le juge décide lui-même en dernier ressort, acquitte ou condamne; mais la condamnation n'excède jamais une amende de 10 liv. sterl. ou un emprisonnement de six mois. Toute cette procédure n'a pas duré plus de dix minutes, et souvent elle en prend moins de cinq. C'est la justice expéditive du cadi, entourée des formes tutélaires qui tiennent au progrès même de la civilisation.

C'est en assistant aux audiences de ces tribunaux que l'on apprend à connaître les élémens dont se composent les populations urbaines. La scène est à la fois plus étendue et plus variée que dans l'enceinte de nos tribunaux correctionnels. Il semble que l'on ait agité la société jusque dans ses abîmes les plus secrets pour faire monter l'écume à la surface. Toutes les figures qui passent devant l'observateur portent le stigmate fortement marqué des habitudes de la vie. Les filles publiques saisies dans quelque tumulte de nuit sont des créatures à peine vêtues, aux traits avinés et d'une malpropreté repoussante. Auprès des vagabonds et des mendians d'aujourd'hui, ceux que le pinceau d'Hogarth a immortalisés pourraient passer pour des grands seigneurs. Les prêteurs sur gage (*pawn-brokers*), classe nombreuse en Angleterre et surtout en Écosse, ont un type particulier de physionomie qui tient du hibou et du vautour, mélange d'hypocrisie et de rapacité. Les voleurs expérimentés sont gens dont la figure ne trahit aucune émotion, qui refusent communément de répondre au juge, et ne paient l'avocat que pour embarrasser les témoins; mais, quand ils ont perdu l'espoir d'échapper à toute punition, leur insolence et leur férocité naturelle se donnent carrière. Il en est qui passent alternativement de la prison au *work-house*, et qui ne se gênent pas pour traiter les administrateurs (*relieving officers*) de coquins, pour les frapper même, lorsque ceux-ci leur refu-

sent des secours dont ils ont cent fois abusé. Les vagabonds irlandais tranchent sur les autres, et ont le privilége d'égayer l'auditoire par la vivacité de leur pantomime ainsi que par la naïveté de leurs réponses; peuple enfant que ses conquérans ont mis sous la rude tutelle de la misère et de l'oppression. Les seules personnes d'une apparence un peu décente qui figurent devant le tribunal sont les *gentlemen* que l'on a trouvés ivres dans les rues, et qui en sont quittes pour payer l'amende en refusant de faire connaître leur nom, et les entrepreneurs de cabarets ou de salons qui ont la prétention, en fermant les yeux sur les désordres commis dans leurs établissemens, de préserver intact leur caractère personnel (*respectability*).

Dans cette besogne, qui a ses difficultés comme ses dégoûts, l'autorité du magistrat est ce qui étonne le plus. Il doit ce respect du public non moins à sa qualité de jurisconsulte éminent qu'à l'équité habituelle de ses décisions. M. Jardine à *Bow-Street* (tribunal de Londres), M. Rushton à Liverpool, et M. Maulde à Manchester, sont des juges que tout le monde s'honorerait d'avoir pour collègues, et qui figureraient avec distinction sur le banc de la reine, à Westminster. Toutes les misères qui appellent l'attention des magistrats ne sont pas de nature à provoquer des sentences rigoureuses; ils ont souvent aussi à faire acte d'humanité. A Glasgow, la police est chargée en hiver de quêter pour les ouvriers nécessiteux. A Liverpool, elle intervient pour obtenir le passage gratuit sur quelque navire en faveur des malheureux qui désirent rentrer dans la paroisse où ils sont nés. A Londres, elle reçoit les dons volontaires du riche et les distribue aux familles sans ressource, dont la charité légale n'a pas prévu ou n'a pas soulagé le dénuement.

Liverpool est peut-être la ville où le tribunal de simple police est le plus surchargé d'affaires graves; c'est pourtant celle où les acquittemens ont lieu dans la plus forte proportion. L'encombrement des prisons gêne la liberté du juge; celui-ci condamne le moins qu'il peut, ne sachant où placer les détenus. La maison d'arrêt (*lock-up*) en contient cinquante à soixante, et la geôle en renferme près de huit cents. Cette prison, construite sur les plans d'Howard, a eu beau s'étendre et resserrer l'espace accordé à chaque détenu : le crime a marché d'un tel pas, que la fréquence même lui assure aujourd'hui une sorte d'impunité.

Cet accroissement dans le nombre des délits à Liverpool peut s'expliquer, indépendamment des raisons générales, par la même cause qui a produit l'augmentation de la mortalité, je veux dire par la den

sité de la population. Liverpool n'est pas la ville qui présente la plus grande somme de misère, mais c'est assurément celle que le vice infecte au plus haut degré et celle où la mortalité est la plus grande.

A Londres, l'insalubrité des quartiers pauvres se trouve compensée en quelque sorte par la salubrité des quartiers riches. Si la mort est prompte à White-Chapel, la vie est facile et longue dans le West-End. Mais à Liverpool, il n'y a pas de quartiers salubres. La ville est ramassée sur elle-même : 32,000 maisons dans un espace de deux milles carrés ! Comme si les quartiers bas ne lui semblaient ni assez obscurs, ni assez humides, le peuple y vit dans des caves, ou dans des cours qui ne voient pas le soleil. Dans les quartiers élevés, les rues et les maisons ont envahi le terrain libre : il n'y a ni places, ni *squares*, ni arbres, ni verdure, ni eaux, rien de ce qui peut récréer la vue et rafraîchir les sens. On dirait que les habitans qui viennent s'entasser à Liverpool ont jugé suffisans pour chacun d'eux, durant leur vie, les six pieds d'air et de sol que mesure un tombeau.

Dans une brochure pleine d'intérêt, le docteur Duncan, observateur scrupuleux et compétent, précise la densité de la population à Liverpool et montre les tristes conséquences qui dérivent de cette agglomération de tant d'êtres vivans. Je ne puis mieux faire que de suivre, en les résumant, des données dont l'administration supérieure a reconnu l'exactitude, et qu'elle reproduit dans ses publications (1).

La densité de la population en Angleterre (*England and Wales*) est en raison de 275 habitans par mille carré, si l'on fait masse des habitans des villes avec ceux des campagnes. Si l'on ne prend que ceux des villes, la population, calculée d'après vingt-une des principales cités, est de 5,045 habitans par mille carré. En se bornant à cinq ou six grandes villes, la densité augmente; elle est, par mille carré, de 20,892 habitans à Leeds, de 27,423 à Londres, de 33,669 à Birmingham, de 83,224 à Manchester, et de 100,899 à Liverpool. Enfin, dans ces villes elles-mêmes, certains quartiers agglomèrent la foule. M. Farr cite un district de Londres qui renferme 243,000 habitans par mille géographique carré, et M. Duncan, un district de Liverpool peuplé de 12,000 personnes, qui donnerait par mille géographique carré 460,000 habitans.

(1) Voir le curieux rapport de M. Chadwick, secrétaire de la commission des pauvres, *On sanitary condition of labouring classes*; 3 vol. in-8°.

La mortalité se mesure partout à la densité des agglomération Elle est annuellement, en Angleterre, de 1 habitant sur 54 91/1(dans les districts ruraux, et de 1 sur 38 16/100 dans les districts u bains. A Londres, on compte un décès sur 37 38/100 habitans; Birmingham, 1 sur 36 79/100; à Leeds, 1 sur 36 73/100; à Sheffiel 1 sur 32 92/100; à Bristol, 1 sur 32 38/100; à Manchester, 1 su 29 64/100; à Liverpool, 1 sur 28 75/100. La durée moyenne de la vi est de 26 ans et demi à Londres, de 21 ans à Leeds, de 20 ans Manchester, et de 17 ans à Liverpool.

Le docteur Watt (1) a démontré que les mêmes faits avaient en Glasgow les mêmes conséquences. En 1831, la population de Glasgo était de 202,426 personnes, et la mortalité dans la ville n'excédai pas la proportion de 1 décès sur 41 47/100 habitans. En 1841, la population s'élevait à 282,134 personnes; mais on comptait aussi 1 décès sur 30 41/100 habitans, proportion qui se rapproche plus que celle d'aucune autre ville de la mortalité de Manchester et de Liverpool.

Le docteur Duncan explique comment l'air de Liverpool, vicié par cette agglomération contre nature, devient une sorte de poison qui agit tantôt en engendrant des épidémies, tantôt en affaiblissant les constitutions et en les prédisposant ainsi à toutes les *maladies*. Les cas de fièvre, y compris le typhus, sont infiniment plus nombreux à Liverpool que dans le reste du royaume, et M. Duncan calcule que 1 habitant sur 55 y paie tribut. Il meurt annuellement à Liverpool 1,800 personnes de la fièvre, et la proportion des décès qui proviennent de cette cause au nombre total des décès, étant à Birmingham de 4 10/100 pour 100 et à Londres de 4 83/100 pour 100, est de 6 78/100 pour 100 à Liverpool. Même résultat pour les maladies de consomption. Le nombre des personnes qui sont emportées par ce mal terrible est de 22,027 à Londres ou de 13 39/100 pour 100 du nombre des décès; à Liverpool, il est de 4,120 ou de 18 31/000 p. 100 du nombre des décès.

Mais le fait le plus affligeant de cette funèbre énumération, c'est la mortalité qui se déclare parmi les enfans. 53 sur 100 meurent avant d'avoir atteint leur cinquième année, et ils meurent presque tous dans les convulsions, à ce point que les décès provenant de cette cause sont dans la proportion de 14 79/100 pour 100 au nombre total. Quelle barbare imprévoyance que de tolérer ces entassemens

(1) *Glasgow mortality bill.*

pestilentiels des populations, qui ont pour effet nécessaire la mort d'un enfant sur deux!

M. Duncan n'a pas de peine à établir que les classes pauvres, étant les plus mal logées et les plus agglomérées, sont aussi celles que le poison atmosphérique épargne le moins. Ainsi, dans les rues étroites qui avoisinent la bourse et *Castle-Street*, et où l'espace n'est que de 17 *yards* carrés par habitant, la fièvre en attaque 1 sur 32, tandis que dans le quartier de *Rodney-Street*, où chaque habitant jouit d'un espace de 57 *yards* carrés, la fièvre n'en frappe que 1 sur 237. Le district de la bourse (*Exchange-Ward*), considéré séparément, renferme une population de 11,860 habitans dont chacun n'a qu'un espace de 9 *yards* carrés, et qui est accumulée à raison de 657,963 habitans par mille géographique carré. C'est celui où les caves et les cours qui servent à loger les ouvriers sont le plus obscures et le plus humides, et où le sol est le plus mal disposé pour l'écoulement des eaux. Là aussi le nombre des habitans attaqués de la fièvre est de 1 sur 26. Enfin, pour résumer toutes ces différences, à population égale, il meurt 177 personnes à Liverpool dans les quartiers les plus surchargés, contre 100 personnes qui meurent dans les quartiers où les habitans sont plus clairsemés.

Le parlement a voté une loi (*act*) exécutoire depuis le 1er novembre 1832, et qui a pour objet d'améliorer à Liverpool les conditions de salubrité (1). Cet acte, calqué sur celui que le parlement avait rendu en faveur de Londres, contient quelques dispositions utiles pour l'avenir, telles que la clause qui fixe le *minimum* de largeur des rues qui seraient construites à 24 pieds anglais, et celui des cours intérieures à 15 pieds; mais il ne remédie d'aucune façon aux maux actuels, à moins que l'on n'attribue cette vertu à la clause qui interdit d'habiter les caves situées dans des cours, article qui est resté sans exécution.

La corporation municipale de Liverpool devrait faire ce qu'on fait à Paris, en prenant sur son immense revenu pour encourager l'ouverture de rues nouvelles et bien aérées sur l'emplacement des quartiers les plus encombrés, pour former de vastes *squares*, pour achever les égouts, et pour donner des primes aux entrepreneurs qui construiraient des logemens sains et commodes à l'usage des ouvriers. Ces précautions de l'autorité locale atténueraient le mal; mais il faut, pour le détruire, une révolution dans les habitudes de la société.

(1) *An act for the promotion of the health of the inhabitants of Liverpool.*

Les grandes villes de l'Europe ressemblent, depuis un quart de siècle, au corps d'un enfant qui aurait grandi tout d'un coup sans mesure, et qui resterait, après cette croissance soudaine, long-temps faible et maladif. Mais l'enfant se remet de cette secousse temporaire, grace au développement des forces vitales qui reprend son cours. Sommes-nous encore dans la jeunesse de la civilisation? va-t-elle, après le temps d'arrêt qui n'a que trop duré, déployer de nouveau ses ailes et balayer, dans une course victorieuse, les maladies et les scories qui se voient à la surface de la société? Je l'espère, pour mon compte, car mon optimisme va jusque-là. Cependant je m'étonnerais peu si, après avoir vu Paris, Londres et Liverpool, beaucoup allaient juger de l'avenir par le présent.

LÉON FAUCHER.

LA SIRÈNE.

C'était le premier jour qui sortit du chaos;
Comme un blanc nénuphar qui germe au fond des eaux,
Le monde, épanoui dans l'éternel orage,
De l'océan de vie embaumait le rivage.
Des brumes du néant encore environné,
Sans parens, sans berceau, chaque être, nouveau-né,
Se taisait; et les vents, étouffant leur murmure,
Essuyaient des forêts la sainte chevelure.
Point d'hymne printanier, messager du soleil.
Sur son lit virginal, dans un profond sommeil,
En silence mêlée à l'haleine des roses,
Dormait, au fond des lacs, la grande ame des choses.

Comme au sortir d'un songe où les yeux sont ouverts,
Un soupir s'exhala du muet univers;
La vague s'amollit sous une tiède haleine,
Et c'est toi qui surgis, éternelle Sirène,
Confidente, aux yeux bleus, de l'abîme en travail.

Sur ton sein ruisselaient tes larmes de corail;
Long-temps tu te miras dans la source infinie
Où des chants, fils du ciel, tu puises l'harmonie.
Ton humide regard suivit dans son rayon
L'étoile qui jaillit au bord de l'horizon,
Puis l'hymne commença. Des échos de la brise,
Des rumeurs des forêts que la tourmente brise,
Des bruits du coquillage enflés sous les roseaux,
Du chant des flots vibrant sous l'aile des oiseaux,
Ta lèvre avait formé sa liquide parole.
Les fleurs la recueillaient dans leur blanche corolle;
Parfum, accord vivant, exhalé de ton cœur,
Les mondes, en naissant, la redirent en chœur.

L'étoile, au bord des cieux, converse avec l'étoile;
Le brin d'herbe connaît ce langage sans voile,
Résonnant dans un rayon d'or.
Mais la Sirène est seule, et son chant de mystère,
Au branle de l'abîme en vain berce la terre;
Nul esprit ne répond encor.

J'appelle... Qui s'émeut? une algue de la grève.
Je soupire... Le flot éveillé par un rêve
Répond par un gémissement.
Est-ce là tout l'amour promis à la Sirène?
Épouser les roseaux, le flot qui sur l'arène
Roule les perles en dormant!

Sur son char attelé de froids troupeaux de phoques,
En visitant mon seuil, la tempête aux yeux glauques
N'a pas encor glacé mon sein.

Dans ma grotte d'azur un feu sourd me consume;
J'ai convoité les cieux... et j'embrasse l'écume
Qu'évoque mon chant souverain.

Pourquoi semer la fleur dans le lit de l'abîme?
Vainement, à ma voix, son parfum se ranime;
Nul ne vient cueillir ses trésors.
Pourquoi loin du soleil, dans la nuit souterraine,
Si jeune ensevelir l'immortelle Sirène
Et sa conque pleine d'accords?

Que ne puis-je habiter ce monde de lumière,
Où, le jeune arc-en-ciel entr'ouvrant ma paupière,
Le soir, je respire un moment!
Je hais les gouffres sourds où mon destin me plonge;
Et j'étouffe, en secret, sous l'ennui qui me ronge
Dans mon palais de diamant.

O soleil entrevu! monde heureux, diaphane,
Où toute voix résonne, où nul lis ne se fane,
Où tout m'appelle et me séduit!
A peine ai-je aspiré la vie à pleine haleine,
L'Océan sur mon sein en mugissant ramène
Le poids de l'insondable nuit.

Un moment, chaque jour, arrachée à la lie,
Du flot vain et grossier mon esprit se délie.
Mon ame plane sur les mers.
Le visage essuyé, je consulte la nue;
Je suis des yeux l'aiglon au bout de l'étendue,
Et ma voix berce l'univers.

Cette heure emplit d'amour ma corne d'abondance.
Les mondes diligens qui marchent en cadence,
Du néant sortent à mon nom.
Le reste est un sommeil où tout se décolore,
Faux rayons jaunissans, vains songes que j'implore
Sur une couche de limon.

Le temps fuit; hâtez-vous, ô sonores fantômes!
Hymnes, prenez un corps et peuplez les royaumes
De la visible immensité.
Avant que dans sa nuit le gouffre me réclame,
O monde, éveille-toi! nourris-toi de mon ame,
Enivre-toi de ma beauté!

Pendant qu'elle chantait, des golfes de l'Hellade
Jusqu'à l'île fumante où gémit Encelade,
Un long frissonnement parcourut les forêts.
L'hymne ailé s'insinue aux plis les plus secrets
Des choses et des monts que nul dieu ne visite.
Le flot rit en dansant; il bondit, il palpite.
De colline en colline, enflant ses mouvemens,
La terre suit le rhythme aux longs balancemens.
La vie, en mille essaims, bourdonne; avec l'abeille
Partout, dans l'herbe tiède, un dieu dormant s'éveille.
D'abord sortent des bois de chênes chevelus,
L'un l'autre s'appelant, les Centaures barbus,
Croupes, flancs de chevaux, visages de prophètes,
Qu'ébaucha le chaos dans le sein des tempêtes.
Au frein de l'hymne d'or assouplissant leurs pas,
Vers la chanteuse errante ils étendent leurs bras.
Ils plongent sous les flots pour saisir sa ceinture;

Le chant fuit aux confins de l'immense nature.
Aux sauvages amans un cuisant aiguillon
S'attache; des désirs ils boivent le poison.
Hennissant dans leurs cœurs, du pied creusant le sable,
Ils lèchent, tout pensifs, leur plaie inguérissable.

Le Cyclope, après eux, dans les flancs de Lemnos
Entend la voix de miel qui pénètre ses os;
Il laisse le marteau retomber sur l'enclume;
Soit que l'âtre des dieux s'éteigne ou se rallume,
Au bord du promontoire, il roule entre ses doigts
Les sept tuyaux de buis qui modulent sa voix.
Dans ses vieux murs, géans vêtus d'herbe nouvelle,
Pour l'épouse il étend les peaux d'ours; il appelle,
Et son œil, jour et nuit, rempli de pleurs amers,
Cherche sa Galatée assise sur les mers.

A peine du Cyclope énervé par la lutte
A tari la chanson dans le buis de sa flûte,
Un écho plus nombreux répète en d'autres mots
Les chants que la Sirène a révélés aux flots
Sur son mètre dansant au milieu des Cyclades.
Le temple, au front des monts, dresse ses colonnades;
Et déjà des devins l'hymne nourri d'encens
Ébranle, sous le dieu, les trépieds bondissans.

Quand le temple se tait, épuisé d'harmonie,
Le Rhapsode, à son tour, vient lutter de génie
Avec le flot qui passe et la fille des eaux,
Des chansons de l'Olympe amusant les roseaux.
Avec art égaré, le grand troupeau d'Homère
D'île en île poursuit la sonore chimère.

Comme un filet jeté, le soir, sur l'Océan,
Le poète a tendu son poème géant,
Qui, dans ses mailles d'or, entraîne au loin les villes,
Les royaumes, les bois, les montagnes, les îles,
Les Centaures blessés menant le premier deuil,
Les races au berceau, vagissant sur le seuil
Que gardent les lions sous les murs du Cyclope,
L'Ida qu'un noir encens d'un nuage enveloppe,
Et le grand Jupiter, source et fin des grands dieux.

Le Rhapsode en son œuvre emprisonnant les cieux,
Tout dans ses chants abonde et sous sa loi s'incline,
Tout, hormis la déesse à la voix cristalline,
Perle qui disparaît dès qu'il croit la toucher,
Divin miel enfoui dans l'ame du rocher.
« Imite-moi, dit-elle, et suis-moi dans mon antre;
« Vers toi je tends les mains. Encore un pas; viens, entre,
« Et sur le sable d'or marions nos deux voix. »
Le poète, aveuglé pour la seconde fois,
Dans son urne de marbre épand les rhapsodies,
Ithaque, Ulysse errant, flottantes mélodies,
Poèmes tout trempés des longs pleurs murmurans,
Que parmi les ajoncs nourris dans les torrens,
Avec la fleur marine et la conque épineuse,
Presse de ses cheveux la divine chanteuse.
L'oreille encor tendue aux promesses du bord,
Il meurt en imitant l'inimitable accord.
Il meurt, et sur le rhythme où les Muses l'entraînent,
Les générations l'une à l'autre s'enchaînent.
L'écho gardant l'écho des chants évanouis,
Les peuples ceints de myrte, en chœur épanouis,
Se tiennent par la main, et la flûte thébaine
Exhausse ses cent tours sur le front de Messène.
Cependant la phalange, à la robe d'acier,

Heurtant du javelot le bord du bouclier,
Suit, un pied dans le sang, les leçons de la lyre.
Des hommes et des dieux providence ou délire!
Des grottes du Caucase, où l'arbre échevelé
Répète au fond des bois le mètre révélé,
Des chaumes d'Arcadie, où le chœur des cigales
Mêle aux cent voix de Pan ses voix toujours égales,
Des pieds bleus de l'Olympe à la blanche Délos,
Où le roseau préside à la danse des flots,
Cent peuples enivrés du chant de la Chimère,
En cadence emportés par tout bruit éphémère,
De pensers en pensers, de sommets en sommets,
La convoitent partout sans l'étreindre jamais.

Alors, le sein baigné des longs pleurs de sa grotte,
Seule avec l'aquilon la Sirène sanglotte;
Et le puits de l'abîme entend son chant d'adieu :

Pourquoi chanter encor quand tout fuit et tout passe?
Nul chanteur ne m'attend jamais en aucun lieu.
Une ombre, quelquefois, qui s'assied sur ma trace,
Me répond; je fais signe. Elle approche. J'embrasse
Le froid tombeau d'un demi-dieu.

La perle orne la perle; et, tous deux nés ensemble,
La nymphe a, dans les bois, le faune pour amant.
Mais, dans l'immensité, quel être me ressemble?
Partout un froid démon autour de moi rassemble
Les monstres de l'isolement.

Écume soulevée au souffle d'une femme,

Grands dieux qui m'écoutez, à genoux, sur l'autel,
Fantômes d'un moment qui vivez de mon ame,
Dites, avez-vous vu, sur un vaisseau sans rame,
Passer mon amant éternel?

Peut-être viendra-t-il, ce soir, là, sur la plage;
Mais toujours, même unis, l'abîme est entre nous.
Sans hymne, sans flambeau, dans une nuit d'orage,
D'un astre pâle et froid mes noces sont l'ouvrage,
Le vide abîme est mon époux.

Lentement, dans le gouffre où surnage l'étoile,
La Sirène descend; lentement, sous son voile,
Son cœur, en palpitant, fait palpiter le flot.
Au loin, le golfe ému berce le matelot.
Mais la voix pour toujours se tait autour des îles.
Sans l'hymne, les sillons jaunissent infertiles.
Tout reposait sur l'hymne, et tout meurt avec lui,
Temple, autel chancelant sous l'immortel ennui.
Sur son rhythme brisé tout un monde s'écroule;
De son vase qui fuit, l'éternité s'écoule;
L'eau sainte avec le chant décroît dans Ilyssus;
Et le concert fini, les dieux ne trouvent plus
Que temples prosternés, le front sous la poussière,
Klephtes, pachas, Delhis, à travers la bruyère,
Et près d'un scorpion rampant dans un tombeau,
Le roseau d'Eurotas qui siffle au bord de l'eau.

EDGAR QUINET.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 décembre 1843.

L'Espagne a ranimé les espérances des hommes d'agitation et de désordre, et frustré encore une fois l'attente des amis d'une liberté régulière et progressive. Le fait le plus singulier, le plus bizarre, le plus incroyable, est venu tout à coup briser l'accord des partis constitutionnels, et donner le signal d'une lutte nouvelle. Toutes les combinaisons de la sagesse politique ont été dérangées, et l'homme qui paraissait appelé à réaliser enfin en Espagne les bienfaits du gouvernement représentatif en est réduit à se justifier, de quoi? d'un fait à la fois énorme et ridicule.

A Dieu ne plaise que nous élevions la voix contre M. Olozaga menacé d'accusation. Que ses juges, si l'accusation est admise, l'acquittent ou le condamnent, nous accepterons leur *verdict* avec le respect qui est dû à la chose jugée. Est-il moins vrai, dans toutes les hypothèses, que M. Olozaga soit innocent ou coupable, que la marche des affaires politiques, que le développement régulier du gouvernement constitutionnel, ont été arrêtés en Espagne par un expédient de mélodrame? car c'en est un que de forcer la main d'une reine à signer un décret; c'en est un aussi que de perdre un ministre en lui imputant faussement une semblable violence. Nous ne voulons pas prononcer entre M. Olozaga et Mme de Santa-Cruz; mais, certes, l'un des deux peut se vanter d'avoir ajouté un *imbroglio* des plus inattendus aux *imbroglio* du théâtre espagnol.

Laissons ce qui pourrait être matière d'accusation. Il reste un acte poli-

tique dont M. Olozaga se reconnaît l'auteur, et dont il est permis de p
sans manquer aux égards dus à un accusé.

D'une manière ou d'une autre, sans délibération du conseil des mini
à l'insu de ses collègues, il avait obtenu de la reine la signature d'un d
de dissolution, d'un décret sans date, d'un décret qu'il voulait garder
sa poche comme un *en-cas*. Qu'on éloigne de ce fait toute idée de crime,
le voulons bien; qu'on nous dise que la religion de la reine a été sur
qu'à treize ans on ne se tient pas suffisamment en garde contre de per
serviteurs, que M. Olozaga a été victime d'une intrigue infernale, qu'i
facile à des courtisans de donner aux vives instances d'un ministre la co
d'une violence criminelle, encore une fois, nous pouvons tout concevoi
nous ne voulons aujourd'hui rien exclure, rien admettre; mais ce que
disons sans hésiter, c'est qu'en prenant tout au mieux, M. Olozaga a com
une faute politique qui devait nécessairement briser le cabinet qu'il vena
former et tout remettre en question.

Comment imaginer de dissoudre brusquement une assemblée qui es
ce moment la force et l'espoir de l'Espagne? Comment rendre à un pays
les flammes de la guerre civile sont à peine éteintes toutes les chances et t
les périls d'une élection générale? M. Olozaga voulait-il ne pas se servir
décret? c'était une faute que de le demander. Voulait-il s'en servir? la fa
n'était que plus grave.

La dissolution de la chambre n'est pas une résolution qu'un ministre, qu
qu'il soit, fût-il le président du conseil, puisse prendre tout seul. Elle d
être un fait collectif, un acte du cabinet. En obtenant le décret de dissol
tion sans consulter ses collègues, M. Olozaga brisait le ministère, car
moins de supposer que ses collègues ne fussent des hommes sans aucu
dignité, sans le moindre respect d'eux-mêmes, il est certain qu'ils devaie
se séparer de lui dès qu'ils auraient appris qu'une mesure de cette importan
avait été résolue sans leur concours.

Enfin il n'est pas moins vrai qu'il est contraire à tous les principes de
faire livrer par la couronne des décrets éventuels, des *en-cas*. La dissoluti
de la chambre est une résolution des plus graves; nécessaire dans certai
cas, à un jour donné, elle pourrait être funeste un autre jour, dans d'autr
circonstances. Quel est le droit de la couronne? C'est de pouvoir libreme
apprécier ces circonstances, c'est de pouvoir opter entre le ministère et
chambre, entre un appel au pays et le renvoi des ministres. En livra
d'avance un décret de dissolution, la couronne abdiquerait une de ses prér
gatives les plus essentielles, ou bien elle se placerait dans la nécessité de r
prendre le jour suivant, par une sorte de subterfuge, ce qu'elle avait impr
demment livré. Ce serait manquer à la fois de sagesse et de dignité.

Quoi qu'il en soit, la paix n'existe plus en Espagne entre les progressis
et les modérés. C'est là le fait grave, le déplorable résultat de ces étrang
incidens. Il est sans doute difficile, au milieu des violentes récriminatio

des partis, de faire la juste part de chacun. Si M. Olozaga a été la cause immédiate, l'auteur direct de la rupture, il n'est pas moins évident pour nous que de son côté le parti modéré montrait de l'humeur et laissait déjà percer son mécontentement. Peu satisfaits du lot qui leur était échu dans la distribution des pouvoirs, ayant dans leurs forces une confiance excessive peut-être, les modérés s'essayaient à la lutte et préparaient dans le parlement la défaite du ministère. De là la nomination du président de la chambre des députés. De là aussi les alarmes et l'irritation de M. Olozaga, qui, en homme d'imagination plutôt que de sens, a cru que dès ce moment tout était perdu pour lui et pour son parti, et qu'il fallait se mettre en mesure de répondre à la première attaque par une sorte de coup d'état. Tout a marché dans sa tête beaucoup plus vite que cela n'aurait marché dans la réalité. Il a cru être à la veille d'une bataille, tandis que l'ennemi commençait seulement à organiser son armée. S'il lui eût été donné de rester à la fois calme et résolu, actif et modéré, il aurait pu éloigner la crise, la prévenir peut-être. Le mécontentement des modérés, il fallait s'appliquer à l'apaiser, sans avoir l'air de le remarquer; leurs intrigues, il importait de les connaître sans les proclamer; leur président, on devait l'accepter de bonne grace, et c'était, disons-le, un enfantillage que de s'élever contre ce choix dans un système de coalition : il fallait, ce nous semble, dire tout haut que quel que fût le président nommé, s'il n'était ni carliste ni républicain, il était des amis du cabinet.

Bref il fallait contraindre les modérés à prendre, s'ils l'osaient, l'initiative et la responsabilité de la rupture. Ils y auraient pensé à deux fois. En attendant, le cabinet aurait invité vivement les chambres à s'occuper de mesures importantes, à discuter ces grandes lois d'organisation et de réforme qui sont si nécessaires à l'Espagne; il aurait ainsi gagné du terrain dans l'opinion publique et embarrassé de plus en plus ses adversaires.

Enfin il fallait, sans perdre une minute, conclure le mariage de la reine. Tout délai à cet égard est une faute politique des plus graves, une faute pour le pays, une faute pour le cabinet. Le ministère Lopez avait accompli sa mission en faisant proclamer la majorité d'Isabelle; le ministère Olozaga devait accomplir la sienne en donnant à la reine un mari, et au pays des lois organiques et un gouvernement régulier. C'est là ce que l'Espagne et l'Europe attendaient; c'est là ce dont les adversaires de M. Olozaga auraient été désolés. Ils ne voulaient pas que le prince appelé à partager les destinées d'Isabelle pût se croire en quelque sorte l'obligé des *progressistes*. M. Olozaga a oublié que souvent il n'y a pas de règle plus sûre en politique que de faire ce que redoutent vos adversaires et ce qui leur déplaît le plus. L'inimitié est clairvoyante, et ses instincts se trompent rarement. Aussi, c'est un excellent conseiller qu'un ennemi, si on sait le comprendre.

Au lieu de suivre la marche que tout semblait lui prescrire, M. Olozaga, par un singulier mélange d'emportement et de finesse, a tout embrouillé et tout précipité. La guerre a recommencé entre les progressistes et les modé-

rés, et il est difficile de penser que la paix puisse être promptement rétab entre les deux partis. Si M. Olozaga était mis en accusation, la lutte n'en d viendrait que plus acharnée et plus violente. Les *progressistes* se regard raient comme poursuivis dans la personne de l'ex-ministre; il y aurait guer à mort, et nul ne peut dire quelles en seraient les conséquences.

On concevait à la rigueur qu'une jeune princesse pût exercer sans incoı vénient les hautes prérogatives de la royauté, lorsque son gouverneme reposait sur un vaste système de coalition, lorsque la lutte des partis ı trouvait suspendue, et que le pouvoir n'était plus au milieu de l'arène comm une proie qui excite au combat. Mais aujourd'hui les partis sont de nouvea aux prises; les chambres seront des foyers d'agitation, la cour un foyer d'in trigues. Ajoutez que les forces des partis rivaux sont trop balancées pou que l'un se résigne au rôle de vaincu, et que l'autre puisse effectivement prendre possession du pays. Si la coalition ne se reforme pas, si la perspective des maux dont l'Espagne est de nouveau menacée n'arrête pas les partis sur le bord du précipice, la reine peut se trouver tous les jours au milieu des situations politiques les plus graves et les plus compliquées, obligée à chaque instant de prendre des résolutions qui exigeraient toute la sagacité, toute l'expérience, toute la fermeté d'un homme d'état consommé. Ministres, hommes influens des deux chambres, généraux, diplomates, courtisans, dames de la cour, tout nous semble déjà s'agiter autour du trône, et on ne sait que trop ce que la royauté peut courir de dangers dans cette mêlée de conseils, d'avis, d'insinuations, d'alarmes, de vaines terreurs, de mensonges, d'absurdités de toute espèce.

Redisons-le : la reine Isabelle ne peut rester ainsi sans appui et sans conseil. La monarchie et la dynastie s'en trouveraient également compromises. Les factions subversives sont toujours aux aguets. Ici elles attendent avec impatience les jours de deuil, là les erreurs de l'inexpérience et de la jeunesse. Que les Espagnols s'empressent de rendre vaines ces coupables espérances; qu'Isabelle trouve un appui moral dans un prince digne du trône, dans un prince qui, sans prendre part au gouvernement du pays, garantira la reine des piéges où son inexpérience pourrait l'entraîner. Le choix est renfermé dans des limites assez étroites, par cela seul que l'Espagne est hautement intéressée à ne pas accepter un prince qui ne pourrait en quelque sorte se présenter que comme le chef d'un parti, un prince qui, au lieu de clore la révolution, ne ferait que la recommencer pour son compte, qui, au lieu d'apporter à la reine conseil et appui, ne ferait que l'entourer d'embarras et de périls. C'est ainsi que les Espagnols ne peuvent songer ni à un fils de don Carlos ni à un Cobourg. L'un serait la contre-révolution incarnée, l'autre serait, à tort ou à raison, regardé comme le représentant d'Espartero Les Espagnols peuvent perpétuer leur dynastie sans placer sur le trône l'homme de la contre-révolution. Il ne manque pas de descendans de Philippe V à Naples, à Lucques, à Madrid. C'est à l'Espagne qu'il appartient de choisir.

et du violent démenti que lui donnent les journaux ministériels de Londres? La question irlandaise ne peut que se traîner jusqu'à la rentrée du parlement. C'est dans la chambre des communes qu'elle se déroulera tout entière; c'est là que la vérité jaillira sans doute du choc de la discussion, c'est là aussi que les agitateurs et le gouvernement devront à la fin nous laisser connaître s'ils sont disposés à mettre un terme à cette lutte déplorable par une transaction sérieuse et loyale, ou s'ils préfèrent courir les chances d'un combat décisif.

L'approche de la session n'a point encore altéré à l'intérieur le calme profond des esprits. L'opposition n'a pas encore poussé le cri de guerre et donné le mot d'alarme. Il serait sans doute ridicule d'imaginer qu'il n'y aura pas de combats, de grandes journées; mais le défi n'est pas encore porté, le terrain n'est pas encore choisi. Les habiles disent que c'est là pour l'opposition une tactique convenue, une tactique qui, en effet, ne manquerait pas de prudence. Au lieu d'user et peut-être d'éparpiller ses forces dans des escarmouches préalables, l'opposition fera bien d'attendre l'initiative du pouvoir. Elle espère voir ainsi toutes ses forces se rallier sur le même point et avoir meilleur marché d'un ennemi qui ne pourra pas espérer de diversion ni évaluer au juste les forces de l'armée qu'il aura à combattre. Le gouvernement, de son côté, garde un profond silence sur ses projets. Il semble même que, depuis quelques jours, ce silence s'applique aux matières dont on parlait quelque peu auparavant. Bref, ce n'est, à ce qu'il paraît, que par le discours de la couronne qu'on pourra chercher à prévoir si la session sera une session politique ou une session d'affaires, si elle présentera quelque grand débat, quelque débat extraordinaire, ou si elle se renfermera dans le cercle modeste de quelques chemins de fer et du budget.

Sans doute, les chambres se trouveront nanties d'une grave et importante question par la présentation du projet de loi sur l'instruction secondaire. Sans doute encore, les efforts n'ont pas manqué jusqu'ici pour envenimer cette question et pour la livrer aux passions politiques, en représentant l'enseignement officiel sous les couleurs les plus fausses et les plus odieuses. Nous ne sommes pas moins convaincus de l'inutilité de ces efforts. La question retrouvera au sein des chambres toute la gravité, toute la dignité qu'elle doit avoir. Les exagérations disparaîtront à la lumière d'une discussion sérieuse et solennelle. Le débat se maintiendra à la hauteur où doit le placer M. Villemain en présentant le projet de loi. Il importe de rétablir dans toute leur pureté, dans toute leur force, les principes et les faits, les principes, qu'on se plaît à mettre en oubli, les faits, qu'on a étrangement dénaturés. L'exposé des motifs, en posant des bases inattaquables, donnera à la question une direction régulière; c'est ainsi que le débat sera à la fois simple et efficace.

On annonce que plus d'une compagnie se présente pour concourir à l'achèvement et à l'exploitation des diverses lignes de chemins de fer qui sont en voie d'exécution. M. le ministre des travaux publics, qui a profité de l'intervalle des sessions pour activer les travaux, pour compléter les études, pour

mettre toutes les questions pendantes en état de recevoir leur solution, saisira sans doute les chambres de plusieurs projets de loi d'une grande importance pour la prospérité du pays; mais en cette matière, le débat restera difficilement dans les limites de l'impartialité et de la modération. Les intérêts individuels y apporteront toute leur ténacité, toute leur âpreté; on pourrait même aller jusqu'à craindre qu'ils n'élèvent des résistances invincibles, et qu'ils ne rendent vains les efforts de l'administration. Le débat s'établira d'un côté entre Troyes et Sens, entre Dijon et Châlons, de l'autre entre Boulogne et Calais. Nous n'avons qu'un vœu à émettre, c'est que l'exécution de la loi ne se trouve pas arrêtée, c'est que les capitaux déjà employés ne restent pas trop long-temps improductifs. Ce que le pays perd par les retards apportés à l'achèvement des grands travaux, chemins de fer ou autres, est incalculable. Il n'y a pas de particulier qui ne se crût en état d'être interdit, s'il dépensait des sommes énormes pour les laisser dormir pendant de longues années sans le moindre profit. Malheureusement, en fait de travaux publics, ce qui est déjà dépensé est en quelque sorte oublié; on dirait que les législateurs, de même que la loi, *non habent oculos retro :* déplorable système en matière de finances, car il faut se demander surtout ce que les capitaux qui dorment auraient rapporté, ce qu'ils auraient vivifié d'entreprises et de travail, si on leur avait imprimé un mouvement plus rapide. Peut-être serait-ce là une considération de quelque efficacité sur ces esprits moroses et chagrins qui s'obstinent, pour une économie de quelques écus, à retarder des travaux importans et paralysent des capitaux énormes déjà dépensés.

Les nouvelles d'Afrique sont des plus favorables. Nos généraux déploient tous une rare énergie, et sont admirablement secondés par nos troupes. Il est certain que dans ce moment la puissance d'Abd-el-Kader n'est plus qu'une ombre. Ses troupes régulières sont défaites, ses alliés l'abandonnent; il est aujourd'hui plutôt un chef de bande qu'un général d'armée. On ne peut certes avoir que des éloges pour notre administration militaire de l'Algérie : elle a été aussi habile qu'énergique.

L'armée et ses chefs ont conquis de nouveaux titres à la reconnaissance du pays. Est-ce à dire que cette lutte touche décidément à son terme? Qui pourrait l'affirmer? L'esprit de ces tribus est si mobile, et nous sommes si peu en état d'apprécier au juste les influences qui les dominent, qu'on peut craindre à chaque instant de voir la guerre se renouveler. La puissance de nos armes est sans contredit fortement établie dans l'opinion des tribus africaines. Tout ce que la crainte peut obtenir nous est acquis. La question est de savoir s'il faut désespérer de tout autre moyen d'influence, s'il est possible de fonder entre ces peuples et nous, malgré les différences de langue, de religion, de mœurs, d'habitudes, des relations plus intimes, des rapports plus solides, plus durables que ceux qui ne reposent que sur la force du vainqueur et sur la crainte qu'il inspire. Si cela était impossible, notre conquête

serait à tout jamais bien coûteuse, car les moyens de faire face au danger devraient être alors permanens comme le danger lui-même.

Au surplus, cette impossibilité de rapports plus sincères et plus intimes entre nous et les Arabes ne nous paraît plus démontrée. Quelque énormes que paraissent les difficultés à vaincre, quelque long que puisse être le temps nécessaire pour les surmonter, il est évident pour nous qu'une administration habile et éclairée doit trouver plus d'un point de contact entre les intérêts arabes et les intérêts français. C'est là le joint qu'il faut étudier et qu'il serait ensuite facile de consolider, si nous apportions de la sagacité dans nos recherches et une inébranlable persévérance dans l'application des mesures opportunes. Par la conquête, on acquiert; on ne consolide que par les institutions et les lois. La guerre a fait son œuvre; la législation, ce nous semble, n'a pas encore commencé la sienne. Faudra-t-il donc ne posséder l'Afrique que pour y guerroyer éternellement? Cette vaste conquête ne doit-elle être qu'un camp d'exercices pour nos troupes? Si, comme nous le pensons, c'est là une terre décidément française, notre plus belle colonie, qu'on nous dise donc une fois quel en est le système, l'organisation. Treize années de provisoire, c'est assez. Que sont devenues les études que le gouvernement avait faites? que sont devenus les travaux de ses commissions? M. le ministre de la guerre a là une grande et noble tâche à remplir. Nous comptons sur son activité, sur son énergie; il a l'habitude des grandes choses. Il ne quittera pas les affaires sans nous en donner une nouvelle preuve.

Ce que Vico disait de la vie des empires, on peut le dire également des fortunes littéraires : là aussi il y a des *ricorsi*, là aussi se retrouve ce grand mouvement de va-et-vient qui est toute l'histoire des choses humaines. Il y a des noms pourtant qui sont de force à résister à tous les caprices de l'opinion, aux engouemens fantasques comme aux boutades dégoûtées de certains siècles et de certains esprits. Heureusement aux grandes intelligences qui ont servi par leur œuvre la cause de la civilisation, une sorte de sphère sereine est réservée, asile immortel et inaccessible où rien ne saurait les atteindre. Ainsi, quelque jugement suprême qu'on porte sur la vie et les travaux de Bacon, on ne saurait disconvenir que le nom de l'illustre chancelier est de ceux qui seraient sûrs de compter encore en histoire politique, quand bien même il leur serait refusé de compter en histoire littéraire. On n'exerce une grande et décisive influence sur le mouvement des esprits, on ne donne le branle et le signal à tout un siècle, on n'est le premier en date sur la liste des novateurs d'un âge révolutionnaire qu'à la condition d'être une vaste intelligence, un original et puissant génie. Les bouillantes colères de Joseph de Maistre n'y feront rien, et nous soupçonnons même que l'éloquent pamphlétaire n'aurait pas déployé tant d'efforts, n'aurait pas mis ainsi en jeu

toute sa verve et toutes ses ressources, s'il n'avait pas senti lui-même qu'il s'attaquait à forte partie. Bacon a sa place marquée avant Descartes dans l'histoire de la pensée humaine : le monde nouveau est en fermentation dans ses livres, et c'est à ce titre surtout qu'il nous intéresse et que nous l'aimons. Oui, il est de ceux dont les ouvrages sont demeurés élémentaires. Le *Nouvel Organum* a sa place marquée à jamais tout à côté du *Discours de la Méthode*. Jusqu'ici on n'avait, du régénérateur de la philosophie, que des traductions lourdes, inexactes, très souvent fautives. Dans le choix judicieux qu'il vient de donner des œuvres de Bacon (1), M. F. Riaux, au contraire, a suivi pas à pas le texte sévèrement établi par M. Bouillet dans son édition originale. En bien des endroits, M. Riaux a rétabli le vrai sens, trop souvent altéré; à chaque ligne, il a substitué la pensée véritable et nue de l'auteur aux équivalens vagues dont s'étaient contentés les précédens interprètes. Ce travail, poursuivi dans ses détails avec sagacité et conscience, servira la vraie cause philosophique, et fera honneur à celui qui l'a menée à bout avec cette passion de la science et du sujet qui seule fait les bons travaux. L'introduction approfondie que M. Riaux a mise en tête de son édition est un morceau étendu et remarquable, qui résume les jugemens portés sur Bacon depuis deux siècles, et qui maintient avec fermeté à l'auteur du *Nouvel Organum* sa place légitime et glorieuse dans l'histoire des révolutions philosophiques.

— Parmi les travaux récens qui méritent d'être signalés aux amis des études archéologiques, il faut placer la traduction française, avec le texte latin en regard, de l'ouvrage du moine Théophile, intitulé : *Essai sur divers arts* (2). Cette traduction est due à M. le comte de l'Escalopier, conservateur honoraire de la bibliothèque de l'Arsenal. A quelle époque vivait le moine Théophile? De quel pays était-il? Ce sont des questions auxquelles il est difficile de faire une réponse certaine et précise. Dans l'opinion de M. de l'Escalopier, et d'après une dissertation de M. Guichard qui accompagne cette publication, Théophile a dû écrire vers la fin du XIIIe siècle, et tout porte à croire qu'il était d'origine germanique. Son *Essai* est consacré à la description des procédés usités au moyen-âge dans les arts qui servaient à orner les églises. Ainsi la manière de broyer et de mêler les couleurs, la fabrication du verre, la fabrication des objets nécessaires pour le culte, y sont longuement et minutieusement indiquées. L'auteur n'a pas la prétention de donner aux artistes de son temps des vues nouvelles sur les différens genres de beauté que l'art aspire à reproduire; il ne disserte pas en philosophe : il énumère les meilleures méthodes à employer pour tout ce qui concerne la décoration des édifices religieux. Ce sont des détails techniques où il ne faut chercher ni l'originalité des idées ni la grace du style. A part les préfaces

(1) Deux vol. in-18, Bibliothèque-Charpentier.
(2) Paris, 1 vol. in-4°, chez Techener.

que Théophile a placées en tête des trois livres de son ouvrage, et dans quelles il échappe par momens à l'aridité habituelle du sujet, l'*Essai divers arts* n'est qu'un manuel didactique généralement dénué d'intérêt téraire; mais ce livre n'en a pas moins son importance, et c'est à juste titre plusieurs historiens le citent comme une autorité. On y trouve en effet l'ex cation des ingénieuses méthodes à l'aide desquelles ont été exécutés, il y a p sieurs siècles, ces monumens de l'art chrétien que l'art profane des ten modernes n'a jamais pu surpasser. Qui ne sait les efforts qu'on a faits p retrouver les procédés appliqués autrefois à la peinture sur verre? Les p habiles chimistes de nos jours ont multiplié les expériences, et rien ne prou qu'ils aient retrouvé le secret des merveilleuses couleurs si bien conserv sur les vitraux de nos anciennes cathédrales. Supposez que l'écrit de Thé phile, traduit aujourd'hui pour la première fois, nous révèle quelques-unes ces méthodes, soigneusement cachées par la jalousie des ouvriers du moyen âge, et perdues aujourd'hui : ce serait un véritable service que ce trava aurait rendu à la science contemporaine. En tête de cette publication, le tra ducteur a mis une préface où l'on reconnaît, comme dans les notes, la variét et la sûreté de l'érudition. Il n'y a pas une assertion, pas un détail qu'i n'appuie sur des témoignages authentiques. M. de l'Escalopier, qui aime e qui a profondément étudié l'art catholique, a laissé dans toutes les parties d cet ouvrage la trace de ses recherches à cet égard.

Dans peu de temps, les érudits pourront rapprocher du livre de Théophil un livre analogue, retrouvé en manuscrit dans la bibliothèque de la facult de médecine de Montpellier, et qui doit, dit-on, figurer dans les *analecta* d premier volume du catalogue général des manuscrits publié par les soin de M. le ministre de l'instruction publique. M. Libri, parlant de ce manus crit de Montpellier dans une séance de la commission du catalogue général, a pu, à ce propos, citer avec éloge la publication de M. de l'Escalopier, comme un document utile pour l'histoire des arts, et comme un répertoire curieu de mots latins du moyen-âge omis dans le glossaire de Du Cange, et qu'i serait important de réunir dans un supplément de ce glossaire.

V. DE MARS.

TABLE

DES MATIÈRES DU QUATRIÈME VOLUME.

(NOUVELLE SÉRIE.)

FIN DE LA TABLE.

ERRATA.

Dans l'article sur *la Sardaigne en 1842*, page 404, ligne 12, au lieu de : *mo Arenosù*, lisez : *monte Arcuosù;* page 419, ligne 6, au lieu de : *tendre*, lis *descendre;* même page, ligne 9, au lieu de : *Porto-Senso*, lisez ; *Porto-Sc* même page, ligne 29, au lieu de : *cap Alteno*, lisez : *cap Altano;* page 4 ligne 14, au lieu de : *source*, lisez : *course;* page 426, ligne 1, au lieu *active*... mais *brutale*, lisez : *actif*... mais *brutal*.

Dans l'article *Mouvement des Peuples slaves*, page 953, ligne 30, au lieu de : *est à sa lecture*, lisez : *on est à la lecture*.

Replaced with Commercial Microform

1993

